

Conférence de La Haye de droit international privé

Actes et documents

de la Douzième session

2 au 21 octobre 1972

Tome I Matières diverses

Edités par le Bureau Permanent de la Conférence

Imprimerie Nationale / La Haye / 1974

Avis au lecteur

La présente publication est la première série de quatre tomes réunis en trois volumes intitulés «Actes et documents de la Douzième session, 2 au 21 octobre 1972». Cette série contient la quasi-totalité des avant-projets, procès-verbaux, rapports et documents de la Douzième session ou des Commissions spéciales qui l'ont préparée, ainsi que de la Commission spéciale tenue du 19 au 28 mars 1973, qui a mis au point la Convention sur la loi applicable aux obligations alimentaires. Sa forme et son contenu ont été déterminés par le souci de rendre accessibles à tout intéressé – juge, professeur, avocat, notaire, personne privée ou administration nationale – les travaux qui ont conduit aux projets de conventions élaborés et de contribuer ainsi à une bonne compréhension des textes adoptés et des motifs qui ont déterminé les solutions consacrées dans les projets.

Les textes des projets de conventions établis par la Douzième session (et par la Commission spéciale de mars 1973) ainsi que les rapports explicatifs ont déjà été distribués dans une mesure assez large sous forme ronéographiée; cela a paru présenter un certain intérêt pour les administrations nationales en vue de leur prise de position sur la signature et ratification éventuelles des Conventions elles-mêmes. Ces rapports ont été reproduits intégralement dans la présente série. L'intérêt des rapports a encore été augmenté par le fait que leurs auteurs, désignés par les Commissions compétentes en raison de leur grande autorité personnelle, ont pris soin d'exposer l'économie entière des projets adoptés en rappelant également les motifs qui ont conduit les Commissions spéciales à certaines solutions de base sur lesquelles la Douzième session n'a pas toujours renouvelé la discussion.

Le présent tome comprend tout d'abord des indications générales, telles que la composition des délégations, puis les procès-verbaux de la séance d'ouverture et de clôture. On y trouvera ensuite le texte complet de l'Acte final de la Session ainsi que le Protocole de clôture de la Commission spéciale de mars 1973. La partie suivante comprend les documents de travail, procès-verbaux et discussions de la Quatrième commission de la Douzième session qui a traité des travaux futurs de la Conférence. A la fin du présent tome se trouve une bibliographie reprenant entièrement toutes les précédentes bibliographies éditées par la Conférence et enrichie des références aux ouvrages et articles nouveaux parus jusqu'au premier mars 1974.

Tous les projets de conventions et les décisions ont été arrêtés en textes français et anglais équivalents. Conformément à la pratique au cours de la Session extraordinaire de 1966 et de la Onzième session, les interventions faites par les délégations lors des réunions ont été rendues en français ou en anglais selon la langue employée par l'orateur. Des traductions françaises ou anglaises des

rapports explicatifs ont été assurées par le Bureau Permanent.

L'importance à attribuer à la présente publication dépend dans une large mesure de la qualité des procès-verbaux. L'organisation et la rédaction des comptes rendus des séances est une activité qui exige un très grand dévouement et des connaissances approfondies des matières traitées. Nous savons gré à M. Georges Droz, secrétaire général adjoint de la Conférence et à MM. Pelichet et Saunders pour y avoir mis de leur meilleur. Les noms des secrétaires rédacteurs ayant renforcé le secrétariat ont été cités dans la première partie. Ils méritent l'attention, ne fût-ce que pour la raison que les Actes et documents des sessions précédentes contiennent des noms de jeunes spécialistes qui, par la suite, ont accédé à des postes importants dans leurs Pays.

Comme par avant la parution du présent volume est l'occasion pour le Bureau Permanent de témoigner ici très explicitement de son estime pour l'Imprimerie Nationale néerlandaise, qui ne se lasse jamais d'appliquer à la série des Actes et documents tous ses dons artistiques et ses connaissances techniques. En ce qui concerne l'équipe du Bureau Permanent, il importe de relever le rôle coordinateur rempli avec précision et dévouement par Mme F. Franck, secrétaire.

Le présent Avis au lecteur n'a pas pu être signé par l'éminent Président de la Douzième session, feu Louis Isaac de Winter. Les délégations aussi bien que le secrétariat garderont comme un cher souvenir l'image de ce juriste dynamique et aimable, à qui seul un courage exceptionnel a permis de mener à bonne fin une étape importante des travaux de la Conférence.

Le Secrétaire général
de la Conférence,

M. H. VAN HOOGRATEN

Sommaire

Sommaire des Actes et documents de la Douzième session

Tome premier – Matières diverses

COMPOSITION DES DÉLÉGATIONS

Etats représentés à la Douzième session et noms de leurs Délégués

Observateur et Représentants d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales

Bureau et Secrétariat de la Douzième session

SÉANCES PLÉNIÈRES

Procès-verbal de la Séance d'ouverture de la Douzième session

Annexe: Règlement des Sessions plénières

Procès-verbal de la Séance de clôture de la Douzième session

ACTE FINAL ET PROTOCOLE DE CLÔTURE

MATIÈRES DIVERSES

Documents préliminaires, Procès-verbaux et Documents de travail relatifs aux matières suivantes:

Travaux futurs

Conflits entre la loi nationale et la loi du domicile

Clauses finales des Conventions de La Haye

BIBLIOGRAPHIE

Tome II – Administration des successions

DOCUMENTS PRÉLIMINAIRES, PROCÈS-VERBAUX, DOCUMENTS DE TRAVAIL, RAPPORT EXPLICATIF, relatifs à la Convention sur l'administration internationale des successions

Tome III – Responsabilité du fait des produits

DOCUMENTS PRÉLIMINAIRES, PROCÈS-VERBAUX, DOCUMENTS DE TRAVAIL, RAPPORT EXPLICATIF, relatifs à la Convention sur la loi applicable à la responsabilité du fait des produits

Tome IV – Obligations alimentaires

DOCUMENTS PRÉLIMINAIRES, PROCÈS-VERBAUX, DOCUMENTS DE TRAVAIL, RAPPORTS EXPLICATIFS, relatifs à la Convention concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires et à la Convention sur la loi applicable aux obligations alimentaires

Composition des délégations

Etats représentés à la Douzième session et noms de leurs Délégués

République Fédérale d'Allemagne

M. le Dr *H. von Spreckelsen*, Ministerialdirigent a.d., Bundesministerium der Justiz.

M. *B. Lohr*, Regierungsdirektor, Bundesministerium der Justiz.

M. *W. Lorenz*, Professor an der Universität München, Direktor des Instituts für Rechtsvergleichung.

M. le Dr *H. A. Stöcker*, Regierungsdirektor, Bundesministerium der Justiz.

Argentine

Mlle *N. M. Freyre-Penabad*, secrétaire d'ambassade, docteur de la Faculté de droit de l'Université de Buenos Aires, professeur adjoint de droit international public de l'Université du Musée social argentin.

Autriche

M. *O. Edlbacher*, directeur général au Ministère fédéral de la Justice.

M. *F. Schwind*, professeur à l'Université de Vienne, ancien recteur de l'Université de Vienne.

M. *W. Sedlacek*, Ministerialrat au Ministère fédéral de la Justice.

Belgique

M. *P. Jenard*, directeur d'administration au Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement.

M. *G. van Hecke*, professeur à l'Université de Louvain, avocat à la Cour de cassation.

M. *R. van Dijck*, directeur au Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement.

Mme *A. M. Delvaux*, conseiller juridique au Ministère de la Justice.

M. *P. Stienon*, secrétaire d'administration au Ministère de la Justice.

M. *M. Hanotiau*, secrétaire d'administration au Ministère de la Justice.

M. *M. Verwilghen*, chargé de cours à l'Université catholique de Louvain.

Brésil

M. *H. T. Valladão*, professeur titulaire de droit international privé à l'Université fédérale et catholique de Rio de Janeiro, ancien conseiller juridique du Ministère des Relations extérieures.

S.E. M. *C. S. Gomes Pereira*, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à La Haye.

M. *J. Saltarelli Junior*, deuxième secrétaire d'ambassade.

Canada

M. *D. S. Maxwell*, Q.C., Deputy Minister of Justice and Deputy Attorney-General of Canada.

M. *H. A. Leal*, Chairman of Ontario Law Reform Commission.

M. *R. Lette*, Q.C., Lawyer, Montreal.

M. *R. H. Tallin*, Legislative Counsel for the Province of Manitoba.

M. C. T. Stone, First Secretary, Canadian Embassy, The Hague.

M. T. B. Smith, Director at the Advisory and International Law Section, Department of Justice, Counsellor of the Delegation.

Mlle D. Bélisle, conseiller juridique et adjoint spécial au sous-ministre de la Justice, conseiller de la délégation.

Danemark

M. J. Bangert, Judge, Legal Adviser to the Ministry of Justice.

M. O. Due, Head of Division, Ministry of Justice.

M. A. Philip, Professor.

Espagne

S.E. M. R. Sedó Gómez, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à La Haye.

M. J. A. Carrillo Salcedo, professeur de droit international à l'Université de Grenade.

M. J. D. Gonzalez Campos, professeur de droit international à l'Université d'Oviedo.

Mlle E. Perez-Vera, professeur adjoint de droit international à l'Université de Grenade.

M. M. Angulo Rodriguez, professeur adjoint de droit international à l'Université de Grenade.

Etats-Unis d'Amérique

M. Ph. W. Amram, Attorney-at-Law, Washington D.C.

M. W. L. M. Reese, Director, Parker School of Foreign and Comparative Law, Columbia Law School.

M. W. H. Boyd, Professor of Law and President of the University of Iowa.

M. D. F. Cavers, Professor, Harvard University Law School.

M. R. Dalton, Executive Director, Advisory Committee on Private International Law.

M. J. C. Dezendorf, Former President, National Conference of Commissioners on Uniform State Laws.

M. K. H. Nadelmann, Research Scholar, Harvard Law School.

Finlande

M. T. Suontausta, docteur en droit, ancien juge à la Cour suprême administrative.

M. P. Kurkela, Counsellor of Justice.

France

M. H. Batiffol, professeur à l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris.

M. P. Bellet, président de la Première chambre civile de la Cour de cassation.

M. J. Baudoin, directeur des Affaires civiles et du Sceau au Ministère de la Justice.

M. B. Goldman, professeur à l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris.

M. Y. Loussouarn, professeur à l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris.

M. Y. Cotte, sous-directeur des Affaires civiles et du Sceau au Ministère de la Justice.

M. J. Lemontey, magistrat au Ministère de la Justice, chef du Bureau de Droit européen et international au Ministère de la Justice.

M. L. Chatin, magistrat au Ministère de la Justice, chef du Service civil de l'Entraide judiciaire internationale au Ministère de la Justice.

Mme M. Sauteraud-Marcenac, magistrat détaché au Ministère des Affaires étrangères, chef du Service de recouvrement des aliments à l'étranger.

Grèce

M. Ch. N. Fragistas, professeur à l'Université de Thessalonique.

Irlande

M. R. Hayes, Assistant Secretary, Department of Justice.

M. P. Ronayne, High Court Registrar, Dublin.

Israël

M. M. Aranne, Legal Adviser to the Prime Minister's Office.

Italie

M. R. De Nova, titulaire de la chaire de droit international auprès de l'Université de Pavie.

M. M. Giuliano, titulaire de la chaire de droit international auprès de l'Université de Milan.

M. R. Miccio, conseiller de Cassation, Ministère de la Justice.

M. L. Battaglini, conseiller de Cour d'appel, Ministère de la Justice.

M. P. Scala, juge de Cour d'appel, Bureau juridique, Département de l'industrie et du commerce.

M. A. Sinagra, magistrat du Tribunal au Bureau du contentieux diplomatique du Ministère des Affaires étrangères.

M. R. Palmieri, secrétaire de légation, Ministère des Affaires étrangères.

Japon

M. S. Ikehara, Professor, Tokyo University.

M. E. Tanaka, Judge, Tokyo District Court.

M. A. Tashiro, Chief of the Second Division, Civil Affairs Bureau, Ministry of Justice.

M. A. Takakuwa, Procurator, Ministry of Justice and Official, Ministry of Foreign Affairs.

M. K. Ijima, First Secretary, Embassy of Japan in the Netherlands.

Luxembourg

M. A. Huss, procureur général d'Etat honoraire.

M. R. Heiderscheid, président du Tribunal d'arrondissement.

M. C. Wampach, avocat général.

M. F. Schockweiler, conseiller de gouvernement adjoint, Ministère de la Justice.

M. A. Weitzel, premier juge au Tribunal d'arrondissement.

M. R. Gredt, conseiller juridique à la Chambre de commerce.

Norvège

M. H. Bahr, Judge of the Supreme Court.

M. S. Rognlien, Director General, Royal Ministry of Justice and Police.

Mme K. Bruzelius-Heffermehl, Counsellor, Royal Ministry of Justice and Police.

Pays-Bas

M. L. I. de Winter, professeur à l'Université d'Amsterdam, président de la Commission d'Etat néerlandaise pour la codification du droit international privé.

M. C. W. Dubbink, conseiller à la Cour de cassation.

M. le Jonkheer Th. K. M. J. van Sasse van Ysselt, directeur au Ministère de la Justice.

M. J. C. Schultsz, professeur de droit commercial et de

droit international privé à l'Institut des Hautes Etudes Economiques à Rotterdam.

M. C. D. van Boeschoten, avocat à la Cour de cassation.

Portugal

Mme I. de Magalhães Collaço, docteur en droit, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Lisbonne.

Royaume-Uni

M. A. E. Anton, Professor at the University of Glasgow, Member of the Scottish Law Commission.

M. K. Lipstein, Professor, Clare College, Cambridge.

M. H. Wollaston, Assistant Legal Adviser, Home Office.

M. G. Jackson, Solicitor's Office, Scottish Home and Health Department, Senior Legal Assistant Scottish Office.

M. I. K. Mathers, Assistant Legal Adviser, Foreign and Commonwealth Office.

Suède

M. A. Knutsson, Head of Division for Private Law, Ministry of Justice.

M. E. Persson, Legal Adviser, Ministry of Justice.

M. S. Holstad, Legal Adviser, Ministry of Justice.

Mme S. Leijon Wakter, Head of Section, Ministry of Foreign Affairs.

Mme I. Sarman, Legal Adviser, Ministry of Justice.

Suisse

M. P. Cavin, président de Cour au Tribunal fédéral.

M. P. Lalive, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Genève.

M. F. Vischer, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Bâle.

M. A. E. von Overbeck, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Fribourg, recteur de l'Université de Fribourg.

M. W. Baechler, chef de section à la Division fédérale de Justice et Police, Berne.

Tchécoslovaquie

M. L. Kopáč, Legal Adviser of the Federal Ministry of Foreign Trade, Lecturer in Private and Trade International Law at the University of 17th November, Prague.

M. Z. Kučera, Associate Professor of Private International Law, Charles University, Prague.

M. M. Holub, Doctor of Law, Head of Department, Ministry of Justice.

M. M. Ježil, Legal Adviser of the Federal Ministry of Foreign Affairs.

Turquie

S. E. M. D. Tunaligil, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à La Haye.

Yougoslavie

M. I. Puhan, professeur à la Faculté de droit de Skopje.

M. Z. Matić, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Zagreb.

M. R. Glušac, conseiller au Secrétariat fédéral aux Affaires étrangères de la RSF de Yougoslavie.

Observateur et Représentants d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales

Indonésie

M. G. J. Resink, professeur, docteur en droit.

Mlle M. Sumampouw, docteur en droit.

M. Kho Swan Sik, docteur en droit.

Conseil de l'Europe

M. F. Albanese, administrateur principal à la Direction des affaires juridiques.

M. H. J. Bartsch, administrateur à la Direction des affaires juridiques.

Communautés Economiques Européennes

M. G. Di Marco, administrateur à la Direction générale du marché intérieur et du rapprochement des législations.

Organisation des Nations Unies

M. G. Wilner, Legal Officer, International Trade Law Branch.

Organisation des Etats Américains

M. I. Zanotti, Chief of the Division of Codification and Legal Integration of the Department of Legal Affairs.

Institut international pour l'Unification du droit privé

M. J. P. Plantard, secrétaire général adjoint.

Comité européen des Assurances

M. A. N. Armstrong, secrétaire général adjoint.

Union internationale du Notariat latin

M. A. G. Lubbers, docteur en droit, notaire à Amsterdam, vice-président de la Commission pour les affaires européennes.

M. P. W. van der Ploeg, notaire à Amsterdam (excusé).

Bureau et Secrétariat de la Douzième session

Présidents d'honneur

S.E. M. *W. K. N. Schmelzer*, ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

S.E. M. *A. A. M. van Agt*, ministre de la Justice des Pays-Bas.

S.E. M. *Th. E. Westerterp*, secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Président

M. *L. I. de Winter*, professeur à l'Université d'Amsterdam, président de la Commission d'Etat néerlandaise pour la codification du droit international privé.

Vice-présidents

M. *Ph. W. Amram*, Attorney-at-Law, Washington D.C.

M. *A. E. Anton*, Professor at the University of Glasgow, Member of the Scottish Law Commission.

M. *H. Bahr*, Judge of the Supreme Court.

M. *H. Batiffol*, professeur à l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris.

M. *O. Edlbacher*, directeur général au Ministère fédéral de la Justice.

M. *A. Huss*, procureur général d'Etat honoraire.

M. *S. Ikehara*, Professor, Tokyo University.

Secrétaire général

M. *M. H. van Hoogstraten*.

Secrétaire général adjoint

M. *G. A. L. Droz*.

Secrétaires au Bureau Permanent de la Conférence

M. *M. L. Pelichet*.

M. *M. L. Saunders*.

Secrétaires rédacteurs à la Douzième session

M. *B. Audit*, maître de conférences agrégé à la Faculté de droit d'Angers.

M. *F. Boudry*, docteur en droit, avocat, Lausanne.

M. *B. M. Dutoit*, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Lausanne, directeur de l'Institut de droit comparé, doyen de la Faculté de droit de Lausanne.

M. *C. A. Dyer*, Attorney-at-Law, Dallas.

Mlle *H. Jackson*, Barrister, Lecturer at the College of Law, London.

M. *I. G. F. Karsten*, Barrister, Lecturer in Law, London School of Economics.

M. *D. J. A. Pitts*, Barrister, Assistant Lecturer at the Faculty of Law of Paris I.

Questions administratives

Mme *C. I. M. Galligani-Berton*, chef de bureau au Bureau Permanent de la Conférence.

Séances plénières

Séance d'ouverture

Procès-verbal de la Séance d'ouverture de la Douzième session

2 octobre 1972

Son Excellence M. Westerterp, Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères des Pays-Bas, ouvre la séance à 11 h. 05 en présence des Délégués des Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, de l'Argentine, de l'Autriche, de la Belgique, du Brésil, du Canada, du Danemark, de l'Espagne, des Etats-Unis, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de l'Irlande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, du Portugal, du Royaume-Uni, de la Suède, de la Suisse, de la Tchécoslovaquie, de la Turquie et de la Yougoslavie.

Assistent à titre d'observateurs, les Délégués de l'Indonésie, ainsi que M. F. Bartsch, pour le Conseil de l'Europe. Sont également présents des Représentants de chacune des Missions diplomatiques des Membres à La Haye, Chefs de Missions, Chargés d'Affaires, Conseillers et Secrétaires, le Greffier adjoint de la Cour Internationale de Justice, ainsi que le Baron van Boetzelaer, Secrétaire général de la Cour Permanente d'Arbitrage.

Sont présents en outre, nombre d'autorités néerlandaises, dont notamment S. E. M. van Agt, Ministre de la Justice, M. Grosheide, Secrétaire d'Etat à la Justice, le Jonkheer Beelaerts van Blokland, Chef du Cabinet

et du Protocole du Ministère des Affaires Etrangères, M. Mulder, Secrétaire général du Ministère de la Justice, M. Moons et Mlle Minkenhof, Conseillers à la Cour de cassation, M. van Moorsel, Président de la Cour d'appel à La Haye, M. Röell, Greffier de la Première Chambre des Etats Généraux, M. F. Simons, Chef de la Direction des Affaires administratives, M. C. V. Stutterheim, Chef de la Direction des Traités au Ministère des Affaires Etrangères, M. Swart, Jurisconsulte au Ministère de la Justice, M. Wijckerheld Bisdom, Membre du Conseil administratif de la Fondation Carnegie. Sont enfin présents, les Membres suivants de la Commission d'Etat néerlandaise pour le droit international privé: MM. Eijssen, Sauveplanne, Lemaire, Martens, Drion, Voskuil, et les Secrétaires Mlle Bosch van Rosenthal et M. Sluyters.

S.E. M. Westerterp prononce le discours suivant:

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi d'abord de vous dire l'honneur et le plaisir que je ressens à vous saluer et à vous souhaiter, au nom du Gouvernement néerlandais, la bienvenue dans notre pays à l'occasion de la Douzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

Aurait-on pu imaginer de lieu plus digne que le Palais de la Paix pour travailler à l'unification du droit international privé? Je ne doute pas que l'esprit qui règne ici sache vous inspirer dans vos éminents travaux.

Le droit, nous le savons tous, est un des facteurs essentiels de l'ordre social. Et, parmi les différents domaines du droit, le droit international privé revêt une importance fondamentale; on ne saurait jeter sans lui les bases d'une vraie communauté humaine dépassant les frontières nationales.

J'ai feuilleté, ces jours-ci, les *Actes et Documents* des sessions antérieures. Et j'ai constaté que, si l'on cherche à saisir la ligne générale des activités de votre Assemblée, on constate qu'il y a eu, en fait, deux époques; entre elles s'étend un vide, celui que ponctua le drame de la deuxième guerre mondiale.

De 1893 à 1939, nous comptons 6 Sessions plénières, avec une production – si vous me permettez d'utiliser ce terme économique – de 7 Conventions. Il s'agit des deux Conventions successives en matière de procédure civile et des fameuses cinq Conventions relatives au droit de la famille.

La période d'après 1950 semble plus féconde encore! Aujourd'hui s'ouvre votre 6e Session plénière d'après guerre, sans compter la Session extraordinaire de 1966. Vous avez établi en une vingtaine d'années 18 Conventions relatives aux matières les plus diverses, allant du commerce international (vente, sociétés) aux problèmes touchant les intérêts des enfants (protection, aliments, adoption); aussi bien qu'aux accidents et actes illicites. Le Recueil jaune témoigne parfaitement de cette activité. Bien que le rythme des sessions se soit accéléré, le nombre de Traités élaborés par session dépasse sensiblement celui de la première période. Il est vrai que si l'on considère le nombre et l'importance des personnalités déléguées par les Gouvernements de nos jours à la Conférence, et si l'on examine les travaux des Commissions spéciales, on en arrive à conclure que l'importante «production» en conventions est due en premier lieu à un «investissement» humain considérable.

Une dernière donnée statistique: si l'Acte final de la Première session de 1893 a été signé au nom de 12 délégations, la Conférence compte aujourd'hui 27 Membres. Je suis très heureux de pouvoir souhaiter la bienvenue dans mon pays aux Représentants des nouveaux Membres, le Brésil et l'Argentine – qui nous apportent le savoir juridique du vaste continent sud-américain – ainsi qu'aux Observateurs indonésiens.

Je me félicite de voir vos rangs se renforcer, Mesdames et Messieurs les Délégués, car un travail considérable vous attend si vous voulez mettre sur pied les trois conventions figurant à votre ordre du jour, si sérieusement préparées qu'elles soient par les études et travaux préparatoires.

Lorsque vous examinerez l'avant-projet de la loi concernant la responsabilité du fabricant, vous déciderez des intérêts de l'industrie mondiale toute entière, et aussi de ceux des consommateurs et des tiers «innocents». Lorsque vous chercherez à résoudre les problèmes propres à l'administration internationale des successions, vous devrez contourner l'écueil de la loi applicable à la dévolution – à moins qu'ici la solution pratique ne puisse influencer même sur les aspects de fond. Lorsque, enfin, vous vous mettrez d'accord sur les obligations alimentaires envers les adultes, vous toucherez aux intérêts de deux groupes à notre époque peu privilégiés, les travailleurs migrants et les femmes divorcées.

Mesdames et Messieurs les Délégués, je vous exprime, au nom d'un Gouvernement qui se sent, pour des raisons évidentes, très lié à votre entreprise, tous nos souhaits pour le succès des travaux difficiles qui vous attendent à La Haye au cours des semaines à venir.

Excellences, Mesdames, Messieurs, je déclare ouverte la Douzième Session de la Conférence de La Haye.

Après son discours, S.E. M. Westerterp aborde le deuxième point de l'ordre du jour et demande que des suggestions soient faites pour l'élection du Président de la Douzième session.

M. Huss (Luxembourg) se fait l'interprète de tous les Délégués en proposant M. de Winter, Président de la Commission d'Etat néerlandaise.

M. de Winter est élu Président par acclamation.

M. de Winter (Pays-Bas), ayant accepté la présidence de la Douzième session, prononce le discours suivant:

Excellences, Mesdames, Messieurs,

J'apprécie vivement votre aimable geste de me nommer Président de cette Session. Du fait que c'est la troisième fois que vous me faites cet honneur, j'ose en déduire que je n'ai pas trop failli à la confiance que vous avez eue en moi. Je suis spécialement heureux de savoir que la proposition pour ma nomination ait été faite par mon très estimé collègue, M. Huss, Procureur général d'Etat honoraire du Luxembourg, qui occupe dans la Conférence de La Haye une place éminente.

Il va de soi que je ne suis pas sans savoir qu'une tradition veut que dans des conférences internationales, le chef de la délégation du pays hospitalier soit chargé de la présidence. Mais vous comprendrez aisément qu'un Professeur d'Université de nos jours s'étonne plus lorsqu'une tradition est respectée, que lorsque ce n'est pas le cas.

Quoi qu'il en soit, je ferai de mon mieux pour contribuer autant que possible à l'issue heureuse de cette Session, mais comme toujours le succès dépendra en réalité du zèle, de la compétence, et de la bonne volonté des délégués. La tâche qui vous attend cette fois, Mesdames et Messieurs, n'est ni infime, ni simple. Trois sujets compliqués sont placés à l'ordre du jour de cette Session. J'y reviendrai tout à l'heure.

Tout d'abord je tiens à exprimer mes remerciements sincères, au nom de tous, à Son Excellence le Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères des Pays-Bas pour les aimables paroles qu'il nous a adressées au nom de son Gouvernement. Nous sommes extrêmement reconnaissants de l'intérêt constant de la part du Gouvernement néerlandais pour les activités de la Conférence.

Nous apprécions à sa juste valeur le fait que, en l'absence du Ministre des Affaires Etrangères, ce soit le Secrétaire d'Etat M. Westerterp qui ouvre cette Session, et nous remercions vivement le Ministre de la Justice d'assister à cette Ouverture.

Je vous souhaite à tous la bienvenue, Mesdames et Messieurs, délégués des pays participant à cette Session. A ma grande joie, il se trouve parmi vous beaucoup d'anciens amis de la Conférence de La Haye, mais je suis aussi sensible au fait que dans les délégations des anciens Etats membres de la Conférence on peut apercevoir un nombre de jeunes visages. J'espère que ces jeunes seront animés du même feu sacré que ceux qui ont insufflé à cette Conférence, après la deuxième guerre mondiale, une vie nouvelle, et qui ont ainsi contribué à son essor. J'adresse en outre une bienvenue spéciale aux délégations des pays entrés récemment à la Conférence de La Haye et participant maintenant, pour la première fois, à une Session plénière. Ce sont les délégations d'Argentine et du Brésil. J'estime d'un intérêt primordial pour la Conférence de La Haye que la voix du Continent sud-américain soit également entendue, et que dans notre travail nous puissions profiter de la collaboration active de deux importants pays de l'Amérique du Sud, pays qui peuvent se vanter dans le domaine du droit international privé d'une grande tradition et qui ont produit d'éminents juristes ayant une autorité reconnue dans le monde entier.

Nous sommes heureux qu'à nouveau différentes organisations intergouvernementales, ainsi que des organisations non gouvernementales, parmi lesquelles je tiens à nommer spécialement le Conseil de l'Europe, la Communauté Economique Européenne, l'Organisation des Etats Américains, l'Institut international pour l'unification du droit privé, l'Union internationale du Notariat latin et le Comité Européen des Assurances, aient envoyé des observateurs pour assister à cette Session, et c'est avec joie que je leur souhaite la bienvenue.

Nous sommes très heureux que les représentants diplomatiques des Etats membres, ainsi que le représentant

de la Cour Internationale de Justice nous honorent de leur présence à cette Session.

A ma grande tristesse, je dois faire mention également de la perte qu'a subie la Conférence de La Haye à cause du décès de quelques délégués. J'ai pu dédier quelques paroles au décès de M. le Doyen Julliot de la Morandière, en octobre 1968, pendant la séance de clôture de la Onzième session. Les services inestimables que cet éminent juriste et cet homme affable a rendus à la Conférence de La Haye ont été esquissés dans des paroles émouvantes par mon collègue M. Batiffol, dans un livre dédié à la mémoire du Doyen de la Morandière. Léon Julliot de la Morandière restera dans la mémoire de tous ceux qui l'ont connu, ou qui ont collaboré avec lui comme une personnalité inoubliable.

L'année passée, notre honoré confrère et notre excellent ami, M. Eltes, Deputy State Attorney, délégué d'Israël, nous a quittés. Depuis qu'Israël était à la Conférence de La Haye, c'est-à-dire depuis 1964, M. Eltes a contribué avec toute sa capacité et son dévouement aux travaux de notre Conférence.

Il y a quelques semaines la nouvelle de la mort tragique de Son Excellence M. MacWhite, Ambassadeur de la République irlandaise, nous atteignait. M. MacWhite, dont les mérites se trouvaient naturellement sur le plan diplomatique, est digne d'être commémoré ici-même, parce qu'en 1968 il fut Chef de la Délégation irlandaise. Le 1er septembre est décédé, à l'âge de presque quatre-vingts ans, mon éminent collègue, ancien professeur à l'Université de Leyde, M. Kollewijn. Kollewijn a été un grand maître du droit international privé, dont les opinions ont largement influencé la doctrine néerlandaise. En 1951 il a été membre de la délégation néerlandaise à la Septième session de la Conférence. Malheureusement sa condition physique l'a empêché de prendre part aux séances ultérieures, mais comme membre de la Commission d'Etat néerlandaise pour la codification du droit international privé, il a encore participé aux travaux préparatoires de nombreuses Conventions.

Honorons en silence la mémoire de ceux qui nous ont quittés.

Mesdames et Messieurs, la Conférence de La Haye a atteint l'âge des forts. L'année prochaine, en 1973, il y aura 80 ans que cette Conférence s'est rassemblée dans cette ville pour la première fois. Ce fut un pas de la plus grande importance en vue de réaliser un grand idéal, la certitude du droit sur le plan international du droit privé. Un pas en avant que nous devons à la compréhension et à l'assiduité des deux hommes que nous pouvons considérer comme les fondateurs de la Conférence de La Haye: le grand juriste italien Pasquale Mancini, et mon compatriote Tobias Asser. Le bien si précieux de la certitude du droit international semblait être à portée du réalisable, vu le succès grandiose que la doctrine de Mancini a récolté dans la plupart des pays qui donnaient le ton dans la deuxième moitié du 19e siècle dans le domaine du droit international privé. Mais dans le premier quart du 20e siècle, l'optimisme fut démasqué comme étant une illusion.

Quand nous jetons maintenant un regard en arrière sur ce qui s'est passé sur le plan du droit international privé pendant les derniers 80 ans après la première Conférence de La Haye, nous nous trouvons placés devant un développement tumultueux. Pendant cette époque des juristes les plus brillants, et travaillant dans de nombreux pays, ont dédié toutes leurs forces à notre tâche dans le domaine du droit. Beaucoup d'idées nouvelles et ingénieuses furent lancées. Plusieurs d'entre elles ont donné lieu à de violentes controverses et à des doutes sérieux, en ce qui concerne la possibilité d'unification des règles de conflits.

Mais la Conférence de La Haye, quoique ses succès aient

traversé des hauts et des bas, ne s'est jamais laissé décourager. Malgré tous les prophètes de malheur, on a travaillé dans le laboratoire à La Haye avec une énergie jamais vacillante aux projets conduisant vers des solutions acceptables sur le plan international des problèmes du droit international privé. La Conférence de La Haye s'est maintenue pendant ces 80 ans de changements révolutionnaires comme un rocher dans la tourmente du droit international privé, et si nous dressons brièvement le bilan, nous pouvons conclure que des résultats d'une éminente importance ont été atteints.

L'effort d'unification des règles de conflit a obtenu au commencement, comme vous le savez tous, des succès remarquables dans le domaine du droit familial; de plus, on s'est efforcé de créer, par le truchement d'un traité, des règles visant à faciliter les procédures internationales. De graves contre-coups furent ensuite encaissés. Ces contre-coups furent, tout au moins partiellement, la conséquence des développements dans la société. Dans la période entre les deux guerres mondiales, le flot des réfugiés, le grand accroissement des apatrides, ainsi que l'émancipation débutante de la femme mariée, ont soulevé, lors de l'application des Traités de La Haye fondés sur le principe de la nationalité et sur la suprématie de l'homme, des problèmes qu'on n'avait pas prévus. Dans les pays où on avait adoré presque sans critique le principe de la nationalité, érigé par Mancini comme base du droit international privé – et cela fut le cas dans presque tous les Etats membres de la Conférence de La Haye – les premiers échos se firent entendre qui mèneraient plus tard à un effritement de ce principe. Deux efforts avortés pour unifier le droit des successions et le droit de la faillite ont augmenté le sentiment de malaise qui s'est manifesté dans les années trente, également dans les cercles de la Conférence de La Haye.

L'énergie d'un Offerhaus était nécessaire afin de donner après la deuxième guerre mondiale une nouvelle impulsion aux activités de la Conférence de La Haye. Il se savait soutenu par la grande autorité morale d'un Gutzwiller et d'un Julliot de la Morandière.

Afin d'éviter une confrontation entre le principe de la nationalité et celui du domicile, on a choisi, pour la première session d'après guerre, des sujets qui se trouvaient hors du domaine du droit des personnes et du droit de famille. Le succès éclatant de la Septième session, tenue en 1951, et l'enthousiasme montré par tous les délégués pour continuer à travailler à l'unification du droit international privé justifiaient la transformation de la Conférence en un organe international avec un Bureau Permanent de haute qualité. On a vaincu l'hésitation d'entamer à nouveau le droit de famille et en 1956 le rattachement à la résidence habituelle d'une personne engagée dans un conflit de lois a obtenu son premier grand succès à la Conférence de La Haye.

La Conférence de La Haye suivait en tant que telle un développement qui commençait à se dessiner dans la doctrine et la jurisprudence de plusieurs pays. Le principe de la nationalité avait perdu beaucoup de son éclat antérieur, et quand on remplaça progressivement l'ancienne notion de «domicile», qui a dans les différents pays une signification différente, par la notion de fait de «résidence habituelle», ce développement s'avérait avoir une grande force d'attraction sur plusieurs spécialistes du droit international privé, et notamment sur les juges qui, confrontés avec des conflits de lois se rapportant à des questions compliquées, préférèrent les règles de conflits qui mènent à l'application de leur propre droit. Comme les conflits dans le domaine du droit des personnes et de la famille se présentent généralement dans le pays où les personnes intéressées vivent, le rattachement à la «résidence habituelle» fournit le résultat désiré.

Mais également l'intérêt croissant manifesté par les théo-

riciens du droit pour l'interdépendance entre le droit et les conditions sociales procurait le développement dans lequel on reconnaît une grande valeur, dans des cas internationaux, aux règles du droit pouvant être considérées comme les plus en accord avec les circonstances économiques et sociales dans lesquelles la personne engagée dans un conflit de lois est placée.

Sans entrer dans les détails, je me permets de constater que par cela, un procès a été mis en route sur le terrain du droit international privé, procès qui est loin d'être terminé et qui a trouvé un écho dans les différents Traités de La Haye après la guerre, tels que la Convention sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants, la Convention sur la protection des mineurs et la Convention sur l'adoption.

Un autre développement qui est caractéristique pour le droit international privé contemporain, c'est l'attention croissante montrée pour le droit international de la procédure. Cela a été un domaine assez négligé pendant longtemps, du moins dans les pays européens continentaux. On a réalisé cependant que pour une solution pratique des litiges sur le plan du droit privé ayant un caractère international, une procédure bien réglée et efficace, ainsi que la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers a du moins autant d'intérêt que des règles uniformes concernant le droit applicable. En outre, on a commencé d'attacher beaucoup plus d'intérêt, en suivant l'exemple anglo-américain, aux règlements concernant la compétence internationale.

Cette tendance se reflète également dans les activités de la Conférence de La Haye. On a créé des Conventions sur les accords d'élection de for, sur la suppression de l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers, sur la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires, et sur l'obtention des preuves à l'étranger.

En ce qui concerne la reconnaissance et l'exécution de jugements étrangers, la Conférence de La Haye a mis sur pied après la guerre des Conventions concernant les décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants, en matière d'adoption, en matière de divorces et séparations de corps, ainsi qu'une Convention générale relative à des jugements en matière civile et commerciale. Il est caractéristique pour cette nouvelle tendance que dans les récentes Conventions dans lesquelles le droit applicable aussi bien que la compétence judiciaire sont réglés, le règlement de l'autorité compétente est posé en premier lieu, et que dans les Conventions modernes concernant la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers, le droit appliqué par le juge étranger ne joue pas de rôle, ou en joue à peine un.

Par cet aperçu très succinct, j'ai suffisamment démontré que la Conférence de La Haye, pendant les 80 ans de son existence n'a pas seulement suivi de près les développements modernes dans le droit international privé, mais a donné également une orientation à ce développement. C'est à cela sans doute que la Conférence de La Haye doit, en dépit de son âge respectable, de posséder un grand prestige, à notre époque encore, dans le domaine qui est le sien. Qu'elle puisse maintenir ce prestige va dépendre de la question de savoir si, à l'avenir, elle sera capable et prête à tenir compte des exigences et des notions de son temps, et si elle aura le courage d'assumer des méthodes et des solutions non orthodoxes. Une codification internationale se limitant à l'enregistrement de ce qui existe forme une entrave au développement et va tout droit à sa perte.

The evolution of private international law has certainly not ended yet. On the contrary; new trends and tendencies are becoming manifest, particularly in the United States of America, where the traditional system in con-

flict of laws is being heavily criticized. Whether and as to how far this criticism has caused and to what extent it should influence our Conference's procedure or the Hague Conventions' contents is a question that will have to be answered by the delegates.

I should now like to say something about the subjects that will command your attention for the next few weeks.

In the first place: the liability of a manufacturer or other supplier for damage resulting from a product. Although it cannot be said that this subject has so far given cause for numerous disputes with international aspects, we may presumably expect these to arise in the near future, and they are certain to involve great interest. Anticipating this development to be expected – which in itself is also a new approach of the Hague Conference – we shall endeavour to draft rules for uniform solutions, which might supposedly be easier to agree upon now than in the separate Member States no fixed national conflict rules on the subject have yet evolved.

The second subject is of a totally different nature: international administration of estates. Practice is increasingly encountering serious difficulties in cases where an estate has international aspects, which is frequently occurring nowadays, for instance because assets belonging to the estate or other interests lie abroad.

In view of the fact that our Conference has already twice vainly tried to bring about a Convention with respect to the law of succession, and today the time does not seem ripe for another attempt either, the Hague Conference aims to effect Conventions on those parts of the law of succession which are considered to be in the most urgent need of regulation, and on which international rules are considered realisable. To this purpose the Hague Conference, in 1960, drafted a Convention on the form of wills, and we shall now try to create, by means of a Convention, an international certificate, the holder of which will be entitled to administer a given estate in all Contracting States.

The third subject we are going to deal with, maintenance obligations with respect to adults, which originally was considered much less urgent than maintenance obligations with respect to minor children, has lately aroused great current interest as far as maintenance obligations between spouses are concerned and between former spouses. This is due to the fact that numerous labourers working in foreign countries fail to support their families in their home countries. The great increase in the number of divorces in marriages between foreigners and in marriages between nationals and foreigners gives rise to frequent problems concerning the law applicable to the maintenance obligation with respect to ex-spouses and concerning the recognition and enforcement of foreign judgments with respect to this matter.

All three subjects have, as usual, been carefully prepared by Special Commissions of Experts, and draft Conventions with explanatory reports as well as a number of Member States' reactions have been made known to you. Three Commissions will be formed, each of which will engage in one of the subjects. Experience has taught us that these Commissions, in which alongside the Experts of the Special Commissions other delegates take part, are particularly critical, and justly so. For the result of your deliberations will have to stand outside criticism as much as possible. I shall, therefore, not be surprised if yet again the three weeks' space will prove hardly sufficient to reach agreement. I cherish the hope, however, that once again you will set yourselves upon your task with the usual devotion and that this will result in the accomplishment of Conventions.

Even then we shall unfortunately not have reached our

goal. It has proved much more difficult and time-consuming to get a Convention ratified than to bring it about. The words of Heinrich Heine, said on another subject, could be applied here: 'es ist eine alte Geschichte, doch bleibt sie immer neu'. And that is why at this juncture I should like to say something about the problem of effecting ratification.

The total number of ratifications of postwar Conventions amounts to date to one hundred and sixteen, and this number keeps increasing. It seems – and in fact is – a respectable number. But when we take into account the fact that of all our Member States (with the exception of our two new Members) there are two States that have not ratified a single one of the nineteen postwar Conventions, and five States which so far have ratified only one Convention, and that furthermore eleven of the nineteen postwar Conventions have not yet come into force because of lack of ratifications, the success becomes less spectacular.

This problem, however, is not specifically a Hague Conference problem. In some international organisations the delay in ratification of treaties is even greater than in our circle, and in view of the avalanche of international treaties that nowadays are brought about, it is to be feared that the problem will grow bigger and bigger, comparable with the traffic congestion in our big cities, where an increasing number of vehicles try to make their way through the too narrow streets. The roads leading through the Ministries of Justice and Parliaments of our Member States are also too narrow to cope with our present day international legislation.

The Eleventh Session already paid attention to this problem and recommended that through the intermediary of the Permanent Bureau information should be exchanged concerning the intentions of interested Member States regarding ratification of Conventions.

Although a number of the National Organs of the States have provided such information at regular intervals, the question has now arisen whether it would not be possible to take or recommend further measures which would make the Hague Conference, in which the Member States invest a great deal of money, and prominent professors, judges and civil servants a great deal of their time and energy, more effective.

Professor René David has made the suggestion, in UNCITRAL, to bring about, by means of a Treaty, a Union for *jus commune* in matters of international trade, and the French delegation, in 1971, submitted a draft Convention to this effect. The principle is very simple. A text approved by the General Conference of the Member States by a qualified majority shall become valid law in the various States of the Union, unless a State declares that it will not apply in its territory any particular rule declared *jus commune* by the General Conference. The idea underlying this suggestion will probably seem very attractive to all jurists who devote many years of their lives in promoting international law.

Our Fourth Commission, which, as usual, will be engaged in the Conference's organisation and its future activities, might perhaps consider whether and to what extent this French suggestion could be realised by the Hague Conference with regard to legislation in the field of private international law.

The aim of this Conference is to contribute to the growth of legal security on an international level in the domain of private law, by codification of rules on private international law.

Unlike the situation in 1893 the Hague Conference does not have a monopolistic position in this field. Other organizations and institutes have been established since, that are engaged in achieving uniform conflict rules. To mention some: the CIEC (the Commission Internationale

de l'Etat Civil), the Benelux; the Council of Europe, the EEC, UNCITRAL.

The Hague Conference tries to establish good and friendly relations with these Organisations. We do not consider them competitors, for, in the field of unification of conflict laws there will be so much to do for a long time to come, that no organisation or institute need fear future inactivity; moreover, each of them aims at a different group of States. A matter that does fill us with concern, however, is the growing trouble one has when trying to command the domain. This difficulty is caused by lack of coordination. The lack results in rules being established by various organisations, institutes and agencies, which sometimes overlap, or, worse, that are contradictory. Gradually it has become very difficult even for the specialist to find his way in all these rules and regulations, and well nigh impossible for the judge who should apply them.

Undoubtedly, a valuable contribution to more legal security in the international sphere could be obtained by unification of substantive rules of law. This mainly is the domain of the Institute for the Unification of Private Law. It is to be regretted, however, that in that circle little understanding is being shown for coordination with private international law, although the respective activities could supplement each other in an ideal way.

Let us return to our own work. I do not doubt that you are anxious to commence. For, in addition to its useful aspects, our work has a great intellectual attraction. To be able to work with the coryphaei of law from twenty-seven countries, in order to establish rules for the solution of conflicts of law, forms a unique experience time and again, ever memorable to those who have had the privilege to take part. There will not be one of us who will not realise that our world would be so much better to live in if in other fields a peaceable and constructive cooperation like ours could be achieved.

Le Président propose ensuite à l'Assemblée de nommer en qualité de Présidents d'honneur de la Conférence, L.E. M. Schmelzer, Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas, M. van Agt, Ministre de la Justice des Pays-Bas, et M. Westerterp, Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Ces propositions sont adoptées par acclamation.

Le Président propose ensuite de nommer en qualité de Vice-présidents de la Douzième session MM. Amram, Anton, Bahr, Batiffol, Edlbacher, Huss et Ikehara.

Ces propositions sont adoptées par acclamation.

M. Valladão (Brésil) remercie S.E. M. Westerterp et le Président de la Conférence des paroles très aimables qu'ils ont adressées à l'intention du Brésil et des juristes d'Amérique du Sud, qui participent pour la première fois aux travaux de la Conférence. Il rappelle que les premières recherches en matière de droit international privé ont commencé en Amérique du Sud avant celles de La Haye: le Traité de droit international privé de Lima, Pérou, de 1879, et surtout les Traités de Montevideo, Uruguay, de 1889, sur toutes les branches du droit international privé, neuf Traités en vigueur dans six Etats de l'Amérique du Sud revus en 1940 et, enfin et surtout, le Code Panaméricain de droit international privé de La Havane, le Code Bustamante de 1928, ratifié par quinze Etats d'Amérique Centrale et d'Amérique du Sud. D'autre part, l'Organisation des Etats américains a convoqué pour 1973 une conférence spéciale de droit international privé en vue de la révision du Code Bustamante.

Mais si l'Amérique du Sud a été la devancière en matière de droit international privé, elle reconnaît volon-

tiers qu'aujourd'hui, la Conférence de La Haye constitue un grand foyer de cette science; c'est la raison pour laquelle le Brésil est heureux d'avoir rejoint les autres Membres de la Conférence, afin de travailler en commun à l'universalité du droit international privé. L'idéal sera le développement et l'intégration du droit international privé avec l'esprit, de nos jours, de justice sociale.

Aucun Délégué ne demandant la parole, le **Président** suspend la séance à 12 h.

La séance est reprise à 12 h.35 et le **Président** relève que les travaux des Commissions commenceront l'après-midi déjà. Chaque matière figurant à l'Ordre du jour de la Douzième session fera l'objet d'une Commission; la Commission I traitera de la responsabilité des fabricants pour leurs produits, la Commission II de l'administration internationale des successions et la Commission III des obligations alimentaires envers les adultes. Une quatrième Commission sera créée comme d'habitude, qui s'occupera entre autres des travaux futurs de la Conférence et du problème déjà évoqué des ratifications des Conventions de La Haye.

Le **Président** propose également d'instituer un bureau de la Conférence, composé du **Président** et du **Secrétaire général**, ainsi que des **Présidents** des différentes Commissions.

Le **Président** rappelle enfin l'existence du Règlement interne des Sessions plénières, qui s'est avéré très utile lors de la Onzième session. Il prie les Délégués qui auraient des observations à formuler à l'encontre de ce Règlement de le faire au secrétariat dans un délai de deux jours; passé ce délai, le Règlement sera appliqué tel quel lors de la Douzième session.

Le **Secrétaire général** donne aux Délégués un certain nombre d'indications concernant l'organisation des travaux de la Conférence.

Concernant les heures de travail, il indique que les Commissions siégeront le matin de 10 h. à 12 h. 30 ou 12 h.45, et l'après-midi de 15 h. à 18 h. D'autre part, il a été prévu que deux Commissions siégeront le matin, à savoir l'une dans la salle de conférence de l'Académie, l'autre dans la petite salle du Palais de la Paix. Par contre, l'après-midi, une seule Commission siégera. Il a également été prévu de travailler les samedis matins, de 9 h.30 à 13 h., mais pas les samedis après-midis, sauf peut-être le samedi 14 octobre.

Le **Secrétaire général** rappelle l'existence de l'Agenda, qui contient tous les renseignements utiles pour ce qui a trait aux festivités et à l'hospitalité pendant la Douzième session. D'autre part, la Reine des Pays-Bas a accepté de recevoir, le lundi 9 octobre à 16 h.30, une délégation de la Conférence.

Concernant les insignes, l'orateur attire l'attention de l'assistance sur l'existence de quelques insignes en or, qui ont été remis aux Délégués ayant assisté à toutes les sessions de la Conférence depuis 1951.

Enfin, pendant la dernière semaine de la Conférence, une exposition des publications principales des Délégués sera organisée à la bibliothèque du Palais de la Paix.

La séance est levée à 12 h.50.

Distribué le 2 octobre 1972

Règlement intérieur des Sessions plénières

Quorum

Article premier

Le quorum des séances plénières, ainsi que des commissions, est constitué par les délégations de la majorité des Etats participant à la session plénière.

Droit de vote

Article 2

Chaque délégation dispose d'une voix. Une délégation ne peut en représenter une autre, ni voter pour celle-ci.

Majorité requise

Article 3

Les décisions de la Conférence sont prises à la majorité des voix émises par les délégations présentes lors du vote; les abstentions ne sont pas considérées comme des voix émises.

Scrutin

Article 4

La Conférence vote à main levée ou, si le Président l'ordonne ou si une délégation en fait la requête, par appel nominal. L'appel sera fait dans l'ordre alphabétique des noms français des Etats participant à la Conférence, en commençant par la délégation de l'Etat désigné par le Président. Dans le vote par appel nominal, on appelle chaque délégation et un de ses membres répond par «pour» ou «contre» ou «abstention», ou dit son choix lorsque deux propositions sont opposées l'une à l'autre.

Règles à observer pendant le vote

Article 5

Lorsque le Président a annoncé que le vote commence, aucun représentant ne peut interrompre le scrutin, sauf s'il s'agit d'une motion d'ordre ayant trait à la manière dont il s'effectue. Le Président peut permettre aux représentants d'expliquer leur vote, soit avant, soit après, mais jamais pendant le scrutin.

Pouvoirs généraux des Présidents

Article 6

Outre l'exercice des pouvoirs qui lui sont confiés en vertu d'autres dispositions du présent règlement, le Président en exercice maintient l'ordre pendant les débats, donne la parole, met les questions aux voix et proclame

Distributed on the 2nd of October 1972

Rules of Procedure for Plenary Meetings

Quorum

Article 1

For both plenary and committee meetings, delegations of the majority of the States participating at the Plenary Session shall constitute a quorum.

Voting rights

Article 2

Each delegation shall have one vote. A delegation may not represent and vote for another delegation.

Majority required

Article 3

Decisions of the Conference shall be made by a majority of the votes cast by delegations present at the time of the vote; abstentions shall not be counted as votes.

Method of voting

Article 4

The Conference shall vote by show of hands or, if the Chairman or any delegation so requests, by roll-call. The roll-call shall be taken in the alphabetical order of the French names of the States participating in the Conference, beginning with the delegation of the State designated by the Chairman. The name of each delegation shall be called in any roll-call vote and one of its members shall reply 'For', 'Against' or 'Abstention', or shall make known his choice if two opposing propositions are put before the Conference.

Conduct during voting

Article 5

After the Chairman has announced the beginning of voting, no representative may interrupt the voting except on a point of order in connexion with the conduct of the voting. The Chairman may permit one member of each delegation to explain the vote of his delegation, either before or after the voting but not during the voting.

General powers of Chairmen

Article 6

In addition to exercising the powers entrusted to him by virtue of the other provisions in these rules, the person presiding over each meeting shall maintain order over the proceedings, shall accord the right to speak, shall put

le résultat des votes. Il statue sur les motions d'ordre et peut proposer la limitation du temps de parole, la limitation du nombre d'interventions de chaque représentant sur une même question, la clôture de la liste des orateurs ou la clôture des débats. Il peut également proposer la suspension ou l'ajournement du débat sur la question en discussion.

Interventions

Article 7

Personne ne peut prendre la parole sans avoir au préalable obtenu l'autorisation du Président. Le Président peut rappeler à l'ordre un orateur dont les remarques n'ont pas trait au sujet en discussion.

Limitation du temps de parole

Article 8

La Conférence peut décider de limiter le temps de parole de chaque orateur et le nombre des interventions de chaque représentant sur une même question. Lorsque les débats sont limités et qu'un représentant dépasse le temps qui lui est alloué, le Président le rappelle immédiatement à l'ordre. Si le besoin s'en fait sentir, le Président peut décider que chaque délégation n'aura droit qu'à une seule intervention pour exposer son attitude vis-à-vis du problème en discussion.

Clôture de la liste des orateurs

Article 9

Au cours d'un débat, le Président peut, avec l'assentiment de la Conférence, déclarer la liste des orateurs close. Il peut cependant accorder le droit de réponse à un représentant quelconque, lorsqu'une intervention prononcée après la clôture de la liste des orateurs rend cette décision souhaitable.

Motions d'ordre

Article 10

Au cours de la discussion d'une question quelconque, un représentant peut présenter une motion d'ordre et le Président statue immédiatement sur cette motion conformément au règlement. Tout représentant peut en appeler à une décision du Président. L'appel est immédiatement mis aux voix; la décision du Président est maintenue, à moins qu'elle ne soit annulée par la majorité des délégations présentes lors du vote. Un représentant qui présente une motion d'ordre ne peut, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion.

Ajournement du débat

Article 11

Au cours de la discussion, un représentant peut demander l'ajournement du débat sur la question en discussion. Outre l'auteur de la motion, un orateur peut prendre la parole en faveur de l'ajournement, et deux contre, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix.

Clôture du débat

Article 12

A tout moment, un représentant peut demander la clôture du débat sur la question en discussion, même si d'autres représentants ont manifesté le désir de prendre

questions to the vote and shall announce the results of the voting. He shall rule on points of order and he may propose the limitation of the time to be allowed to speakers, the limitation of the number of times each representative may speak on any one item, the closure of the list of speakers or the closure of the proceedings. He may also propose the suspension or the adjournment of the debate on the item under discussion.

Speeches

Article 7

No one may take the floor without having previously obtained the permission of the Chairman. The Chairman may call a speaker to order if his remarks are not relevant to the subject under discussion.

Time limit on speakers

Article 8

The Conference may decide to limit the time to be allowed to each speaker and the number of times each representative may speak on any one item. When debate is limited and a speaker has exceeded his allotted time, the Chairman shall call him to order without delay. The Chairman may, if need be, decide that each delegation may only speak once on a point in discussion.

Closing of list of speakers

Article 9

During a debate, the Chairman may, with the consent of the Conference, declare the list of speakers closed. He may nevertheless accord a right of reply to any representative if an observation made after the closure of the list of speakers makes such a course of action desirable.

Points of order

Article 10

During the discussion of any matter, a representative may raise a point of order and the Chairman shall give a ruling thereon without delay in accordance with the present rules of procedure. Any representative may appeal against a ruling of the Chairman. The appeal shall at once be put to the vote. The ruling of the Chairman shall stand unless it is overruled by a majority of the delegations present at the vote. A representative who raises a point of order may not speak, in connexion therewith, on the substance of the item under discussion.

Adjournment of debate

Article 11

During the discussion of any matter, a representative may move the adjournment of the debate on the item under discussion. In addition to the proposer of the motion, one representative may speak in favour of, and two against, the motion, after which the motion shall be immediately put to the vote.

Closure of debate

Article 12

A representative may at any time move the closure of the debate on the item under discussion even if other representatives have signified their wish to speak. Per-

la parole. L'autorisation de prendre la parole n'est alors accordée qu'à un orateur appuyant la proposition et à deux orateurs opposés à la clôture, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix. Si la Conférence approuve la motion, le Président prononce la clôture de la discussion. Le Président peut à tout moment clore la discussion sur une matière déterminée, lorsqu'il constate que le point en question a été suffisamment élucidé.

Ordre des motions de procédure

Article 13

Sous réserve de l'article 10, les motions suivantes ont priorité, dans l'ordre indiqué ci-après, sur toutes les autres propositions ou motions présentées:

- a* ajournement du débat sur la question en discussion;
- b* clôture du débat sur la question en discussion.

Propositions et amendements

Article 14

Les propositions et les amendements sont, en règle générale, remis par écrit au secrétariat de la Conférence, qui les communique aux délégations. En règle générale, toute délégation peut s'opposer à ce qu'une proposition soit discutée ou mise aux voix à une séance quelconque, si le texte n'en a pas été communiqué par écrit.

Vote sur les propositions

Article 15

Si la même question fait l'objet de deux ou plusieurs propositions, la Conférence, à moins qu'elle n'en décide autrement, vote sur ces propositions, selon l'ordre dans lequel elles ont été présentées.

Si la Conférence décide d'opposer dans un seul vote deux propositions, celle qui aura obtenu la majorité des voix sera retenue et l'autre sera censée rejetée.

Remise en discussion des propositions

Article 16

Lorsqu'une proposition est adoptée ou rejetée, elle ne peut être réexaminée que sur décision prise à la majorité absolue des délégations présentes lors du vote. L'autorisation de prendre la parole à l'occasion d'une motion tendant à un nouvel examen n'est accordée qu'à deux orateurs appuyant la motion et à deux orateurs opposés à celle-ci, après quoi elle est immédiatement mise aux voix.

Vote sur les amendements

Article 17

Lorsqu'une proposition fait l'objet d'un amendement, l'amendement est mis aux voix en premier lieu. Si une proposition fait l'objet de deux ou plusieurs amendements, la Conférence vote d'abord sur celui qui s'éloigne le plus, quant au fond, de la proposition primitive. Elle vote ensuite sur l'amendement qui, après celui-ci, s'éloigne le plus de ladite proposition, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix. Toutefois, lorsque l'adoption d'un amendement implique nécessairement le rejet d'un autre amendement, ce dernier n'est pas mis aux voix, sauf décision contraire de l'assemblée. Si deux amendements peuvent être opposés l'un à l'autre, on applique l'article 15 par analogie. Si un ou plusieurs amendements sont adoptés,

mission to speak shall be accorded only to one representative seconding, and two opposing, the closure, after which the motion shall be immediately put to the vote. If the Conference is in favour of the motion, the Chairman shall declare the debate closed. The Chairman may close the debate on a given matter at any moment if he determines that the point at issue has been discussed sufficiently.

Order of procedural motions

Article 13

Subject to the provisions of article 10, the following motions shall have priority, in the order indicated hereafter, over all proposals and motions submitted:

- a* to adjourn the debate on the item under discussion;
- b* to close the debate on the item under discussion.

Proposals and amendments

Article 14

Proposals and amendments shall in principle be handed in writing to the Secretariat of the Conference which shall circulate them to the delegations. As a general rule, any delegation may object to a proposal being discussed or put to the vote at any meeting if the text thereof has not been circulated in writing.

Voting on proposals

Article 15

If two or more proposals relate to the same question, the Conference shall, unless it decides otherwise, vote on the proposals in the order in which they have been submitted.

Where the Conference decides to have one vote on two opposing proposals, the one having obtained the majority of votes shall be adopted and the other shall be held to have been rejected.

Reconsideration of proposals

Article 16

Once a proposal has been adopted or rejected, it may only be reconsidered if the Conference makes a decision to do so by an absolute majority of the delegations present at the vote. Permission to speak on a motion to reconsider shall be accorded only to two speakers in favour of, and to two speakers opposing, the motion, after which it shall be immediately put to the vote.

Voting on amendments

Article 17

When an amendment is moved to a proposal, the amendment shall be put to the vote first. When two or more amendments are moved to a proposal, the Conference shall vote first on the amendment furthest removed in substance from the original proposal, then on the amendment next furthest removed, and so on, until all the amendments have been put to the vote unless it is decided otherwise by the delegations present. It may occur that two amendments are opposed to each other. In this case article 15 shall be applied *mutatis mutandis*. In any case where the adoption of one amendment necessarily implies the rejection of another amendment, the latter amendment shall not be put to the vote. If one or more amendments are adopted, a vote shall be

on vote sur la proposition modifiée. Une motion est considérée comme un amendement à une proposition si elle comporte une addition, une suppression ou une modification intéressant une partie de ladite proposition. Pour ce qui est du nouvel examen d'un amendement adopté ou rejeté, l'article 16 s'applique par analogie.

Partage égal des voix

Article 18

En cas de partage égal des voix, la motion, la proposition ou l'amendement est mis une seconde fois aux voix. Si, lors de ce second vote, il y a de nouveau un partage des voix, la motion, la proposition ou l'amendement est considéré comme repoussé.

taken on the proposal as amended. A motion is considered to be an amendment to a proposal if it adds to, deletes from or revises part of such proposal.

Article 16 shall apply, *mutatis mutandis*, to the reconsideration of an amendment which has been adopted or rejected.

Equally divided votes

Article 18

If a vote is equally divided, the motion, proposal or amendment shall be put once more to the meeting. If on a second vote there is an equal division, the motion, proposal or amendment shall be regarded as rejected.

Séance de clôture

Procès-verbal de la Séance de clôture de la Douzième session

21 octobre 1972

La séance est ouverte à 11 h. 05 dans la grande salle d'audience de la Cour internationale de Justice, sous la présidence de M. de Winter.

Le Président remercie les délégations des efforts soutenus qu'elles ont déployés durant les trois semaines de la Douzième session.

Il suggère que l'Acte final soit lu alternativement en français et en anglais, mais en évitant d'imposer aux Délégués la lecture des dispositions finales des Conventions.

Les Secrétaires du Bureau Permanent donnent lecture de l'Acte final de la Douzième session.

Le Président les remercie et prie le Bureau Permanent de prendre note des quelques observations présentées par les délégations et portant sur des erreurs typographiques du texte de l'Acte final.

Ensuite, tous les Délégués présents, et le Secrétaire général, signent l'Acte final.

Le Président prononce alors le discours suivant:

Mesdames et Messieurs les Délégués,
Après l'accomplissement de nos travaux par la signature de l'Acte final de cette Session, je voudrais vous présenter mes sincères félicitations pour le grand succès consistant à avoir élaboré trois conventions sur des matières importantes. Il n'y a pas de doute que ces conventions auront dorénavant une grande influence sur la doctrine et sur la pratique du droit international privé.

Quoique ce résultat heureux soit le fruit de votre dévouement collectif et de votre esprit d'équipe exemplaire, qu'il me soit permis d'adresser quelques mots à ceux qui ont dirigé les travaux des Commissions.

La première Commission, qui s'est occupée de la responsabilité des fabricants pour leurs produits, a été magistralement présidée par mon éminent collègue belge M. van Hecke, lequel a eu le privilège d'avoir comme rapporteur M. Willis Reese, de la Columbia Law School. On n'aurait guère pu trouver une équipe plus qualifiée. M. van Hecke, savant, avocat, arbitre et médiateur de réputation mondiale était secondé par l'homme qui, comme rapporteur du nouveau Restatement (Conflicts of Law) de l'American Law Institute, était certainement le mieux qualifié de nous tous pour remplir la lourde tâche qui lui a été destinée.

La deuxième Commission, qui a achevé un projet de convention sur l'administration internationale des successions, a eu le bonheur d'avoir comme président M. le professeur Goldman. Les qualités exceptionnelles de président de M. Goldman sont bien connues de plusieurs organisations internationales et la Conférence de La Haye aussi a déjà profité, à une occasion antérieure, de sa grande compétence et de son efficacité. En évitant tout bagage doctrinal inutile, il a une fois de plus su arriver à un résultat d'une grande valeur pratique. Le rapporteur de cette Commission, mon collègue M. Lalive, professeur à l'Université de Genève, Université dont je garde un souvenir affectueux, puisque c'est là où j'ai fait mes premiers pas sur la voie du droit, a grâce à son inventivité et la clarté de ses pensées beaucoup contribué au succès de cette Commission. M. La

live, qui pour la première fois a participé aux travaux de la Conférence, a donné la preuve que celle-ci a fait une acquisition précieuse en sa personne.

La troisième Commission a pu surmonter, sous la direction inspiratrice de M. le professeur Vischer de l'Université de Bâle, les difficultés qui se posaient à une Convention concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions sur le terrain des obligations alimentaires, qui ne soit pas restreinte aux décisions envers les enfants. Grâce à l'autorité et à la ténacité de son président, la Commission a pu obtenir un grand succès, qui ne manquera pas de contribuer à la sécurité du droit en cette matière. Le projet de convention concernant la loi applicable fera l'objet d'une réunion spéciale de cette Commission qui aura lieu dans les premiers mois de 1973.

M. Verwilghen, qui est, si je suis bien informé, un des plus jeunes parmi les Délégués, a admirablement rempli la tâche de rapporteur de cette Commission, ce qui est un fait remarquable, d'autant plus que c'est la première fois que M. Verwilghen prend part à une Conférence de La Haye.

Le juge Bangert a présidé la quatrième Commission qui, comme d'habitude, s'est occupée de matières diverses qui touchent à l'organisation de la Conférence. C'est au sein de cette Commission, qui est d'un caractère plus général, que des opinions divergentes et des intérêts opposés se heurtent avec plus de véhémence que dans les autres commissions, qui traitent de sujets spécifiques. Grâce à son tact, à sa parfaite impartialité et à son amabilité, M. Bangert a su éviter toute discordance et la quatrième Commission nous a soumis une liste impressionnante pour nos travaux futurs.

Mesdames, Messieurs, je rends un hommage chaleureux à tous ces officiers de notre Session, qui ont bien mérité notre profonde gratitude. Qu'il me soit permis, en témoignage de notre gratitude envers nos présidents de Commissions, de leur offrir un petit souvenir des travaux de cette Session, gravé par un artiste renommé, M. van Haaff.

Je suis convaincu d'être le porte-parole de tous les Délégués si je témoigne de notre grande admiration pour la haute compétence de notre Secrétaire général, M. van Hoogstraten. C'est lui qui est responsable de l'organisation parfaite de la Conférence, laquelle, j'ose le dire, se réjouit d'un renom mondial. Mais nous lui devons encore beaucoup plus. La participation intellectuelle de M. van Hoogstraten, aussi bien à la discussion des avant-projets de conventions qu'aux discussions pendant la Session, a été d'une valeur inestimable. M. van Hoogstraten a une expérience unique des conférences internationales, dont nous profitons continuellement. C'est lui qui mérite bien le nom de «Monsieur Conférence de La Haye».

Je voudrais également exprimer toute notre reconnaissance au Secrétaire général adjoint M. Droz, ainsi qu'aux Secrétaires du Bureau Permanent MM. Saunders et Pelichet. Chacun d'eux a fait une étude profonde d'un des sujets de notre Session et leurs rapports préliminaires ont servi de base pour tous les travaux ultérieures. La Conférence peut bien se féliciter du fait qu'elle dispose d'un Secrétaire général adjoint et de Secrétaires si hautement qualifiés.

Nous sommes reconnaissants à nos secrétaires-rédacteurs, ainsi qu'à l'équipe de secrétaires, de leur dévouement inlassable et de leur zèle. C'est grâce à eux que nous avons obtenu chaque jour les procès-verbaux des séances qui ont eu lieu la veille, ce qui a prouvé être d'une valeur inestimable pour nos travaux.

Je ne veux pas manquer d'étendre notre gratitude aux employés du Bureau Permanent, qui, à une place plus modeste ou même dans les coulisses, nous ont rendu de grands services.

La première condition pour se mettre d'accord, Mesdames et Messieurs, est qu'on doit se faire comprendre. C'est pourquoi nos interprètes nous ont rendu un service indispensable. Je vous prie de témoigner par vos applaudissements de notre grande appréciation pour ce travail exigeant et énervant.

Je me rends compte, Mesdames et Messieurs, que je n'ai pas nommé toutes les personnes qui, avec tant de compétence et d'enthousiasme, ont contribué à la bonne réussite de notre Session.

J'aurais dû mentionner les membres des Comités de rédaction, qui ont fourni un travail formidable en transformant en des textes concrets les décisions prises par les Commissions.

Et pour être tout à fait juste, j'aurais dû mentionner les noms de vous tous, Mesdames et Messieurs les Délégués, puisque vous avez tous, sans exception, donné preuve d'un esprit exemplaire d'internationalité et de dévouement à la tâche de la Conférence de La Haye.

Au nom de tous les Délégués, je voudrais exprimer notre gratitude à la Fondation Carnegie d'avoir mis une fois de plus à notre disposition les locaux de l'Académie de Droit International, qui nous sont devenus une demeure chérie, et à la Cour internationale de Justice, qui a bien voulu nous céder la salle qui vous est connue comme «salle B», ainsi que cette salle pour les séances d'ouverture et de clôture de notre Session.

La Conférence est profondément reconnaissante au Gouvernement des Pays-Bas pour la généreuse réception des Délégués, réception qui fut couronnée par l'invitation de Sa Majesté la Reine, invitation si hautement appréciée des Représentants des délégations.

Je suis convaincu que vous garderez les meilleurs souvenirs de tous les événements sociaux organisés avec tant de soin par notre Secrétaire général, qui ont été des interruptions fort agréables et souvent inspiratrices de nos travaux, tout spécialement l'excursion si réussie à Anvers.

Ladies and gentlemen, we have arrived at the end of a long and fatiguing, but also enthralling journey. I hope that you all do agree that it has been worthwhile. The results of this Session give rise to the hope that the Conventions which have been brought about will meet with approval in many countries.

We now have to part, but already we are looking forward to the next Session of our Conference, which will take place in 1976.

According to the task entrusted to it by the Statute of the Conference, the Netherlands Standing Government Committee on Private International Law will soon start the preparations for the Thirteenth Session. Let us hope that we all shall be able to devote ourselves in peace to our new tasks; personally I should like to express my sincere hope to see many of you again in The Hague.

M. Cavin (Suisse) adresse, au nom des délégations, des remerciements au Président et exprime son admiration pour les qualités avec lesquelles il a assumé la direction de la Session. M. de Winter a su remarquablement allier à ses dons exceptionnels de juriste le calme, la patience et la courtoisie qui ont permis d'aplanir bien souvent les difficultés. En témoignage de gratitude de toute la Conférence, M. Cavin offre au Président un petit souvenir de cette Session qu'il a su si brillamment mener à terme.

Le Président remercie M. Cavin de ses paroles chaleureuses.

Il souhaite bon voyage aux Délégués et un retour heureux dans leurs pays.

Il déclare close la Douzième session de la Conférence.

La séance est levée à 12 h. 20.

Acte final et Protocole de clôture

Les soussignés, Délégués des Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, de l'Argentine, de l'Autriche, de la Belgique, du Brésil, du Canada, du Danemark, de l'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de l'Irlande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, du Portugal, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Suède, de la Suisse, de la Tchécoslovaquie, de la Turquie et de la Yougoslavie, ainsi que les Observateurs de l'Indonésie, se sont réunis à La Haye le 2 octobre 1972, sur invitation du Gouvernement des Pays-Bas, en Douzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

A la suite des délibérations consignées dans les procès-verbaux, ils sont convenus de soumettre à l'appréciation de leurs Gouvernements:

A Les projets de Conventions suivants:

I

CONVENTION SUR L'ADMINISTRATION INTERNATIONALE DES SUCCESSIONS

Les Etats signataires de la présente Convention, Désirant établir des dispositions communes en vue de faciliter l'administration internationale des successions, Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

CHAPITRE I – CERTIFICAT INTERNATIONAL

Article premier

Les Etats contractants instituent un certificat international désignant la ou les personnes habilitées à administrer la succession mobilière, et indiquant ses ou leurs pouvoirs.

Ce certificat, établi dans l'Etat contractant désigné à l'article 2, et selon le modèle annexé à la présente Convention, sera reconnu dans les Etats contractants.

Tout Etat contractant aura la faculté de subordonner cette reconnaissance à la procédure ou à la publicité prévue à l'article 10.

CHAPITRE II – ETABLISSEMENT DU CERTIFICAT

Article 2

Le certificat est établi par l'autorité compétente dans l'Etat de la résidence habituelle du défunt.

The undersigned, Delegates of the Governments of Argentina, Austria, Belgium, Brazil, Canada, Czechoslovakia, Denmark, Finland, France, the Federal Republic of Germany, Greece, Ireland, Israel, Italy, Japan, Jugoslavia, Luxemburg, the Netherlands, Norway, Portugal, Spain, Sweden, Switzerland, Turkey, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the United States of America, and the Observers of Indonesia, convened at The Hague on the 2nd October 1972, at the invitation of the Government of the Netherlands, in the Twelfth Session of the Hague Conference on Private International Law.

Following the deliberations laid down in the records of the meetings, they have decided to submit to the appreciation of their Governments –

A The following draft Conventions –

I

CONVENTION CONCERNING THE INTERNATIONAL ADMINISTRATION OF THE ESTATES OF DECEASED PERSONS

The States signatory to this Convention, Desiring to facilitate the international administration of the estates of deceased persons, Have resolved to conclude a Convention to this effect and have agreed upon the following provisions –

CHAPTER I – THE INTERNATIONAL CERTIFICATE

Article 1

The Contracting States shall establish an international certificate designating the person or persons entitled to administer the movable estate of a deceased person and indicating his or their powers.

This certificate, drawn up in the Contracting State designated in Article 2 in accordance with the model annexed to this Convention, shall be recognised in the Contracting States.

A Contracting State may subject this recognition to the procedure or to the publicity provided for in Article 10.

CHAPTER II – THE DRAWING UP OF THE CERTIFICATE

Article 2

The certificate shall be drawn up by the competent authority in the State of the habitual residence of the deceased.

Article 3

Pour désigner le titulaire du certificat et indiquer ses pouvoirs, l'autorité compétente applique sa loi interne, sauf dans les cas suivants, où elle appliquera la loi interne de l'Etat dont le défunt était ressortissant.

1 lorsque tant l'Etat de la résidence habituelle que celui dont le défunt était ressortissant ont fait la déclaration prévue à l'article 31;

2 lorsque l'Etat dont le défunt était ressortissant, mais non celui de la résidence habituelle, a fait la déclaration prévue à l'article 31 et que le défunt n'avait pas habité depuis au moins 5 ans avant son décès dans l'Etat de l'autorité émettrice du certificat.

Article 4

Tout Etat contractant a la faculté de déclarer que, pour désigner le titulaire du certificat et indiquer ses pouvoirs, il appliquera, par dérogation à l'article 3, sa loi interne ou celle de l'Etat dont le défunt était ressortissant selon le choix fait par ce dernier.

Article 5

Avant l'émission du certificat, l'autorité compétente peut, au cas où elle applique la loi interne de l'Etat dont le défunt était ressortissant, demander à une autorité de cet Etat, désignée à cet effet, si les mentions du certificat sont conformes à ladite loi et fixer, si elle l'estime opportun, un délai pour la réponse. Faute de réponse dans ce délai, elle établit le certificat selon sa propre appréciation du contenu de la loi applicable.

Article 6

Chaque Etat contractant désigne l'autorité judiciaire ou administrative compétente pour établir le certificat.

Tout Etat contractant a la faculté de déclarer que le certificat, dressé sur son territoire, sera considéré comme «établi par l'autorité compétente» s'il est établi par une des personnes appartenant à une catégorie professionnelle désignée par cet Etat, et s'il est confirmé par l'autorité compétente.

Article 7

L'autorité émettrice, après avoir pris les mesures de publicité propres à informer les intéressés, notamment le conjoint survivant, et avoir procédé, au besoin, à des recherches, délivre sans retard le certificat.

Article 8

L'autorité compétente informe, sur sa demande, toute personne ou autorité intéressée de l'émission du certificat et de son contenu et, le cas échéant, de son annulation, de sa modification ou de la suspension de ses effets.

L'annulation du certificat, sa modification ou la suspension de ses effets par l'autorité émettrice doit être portée à la connaissance de toute personne ou autorité qui aura été précédemment informée par écrit de son émission.

CHAPITRE III – RECONNAISSANCE DU CERTIFICAT – MESURES CONSERVATOIRES OU URGENTES

Article 9

Sous réserve des dispositions de l'article 10, seule la présentation du certificat peut être exigée, dans les Etats contractants autres que celui où il a été émis, pour

Article 3

For the purpose of designating the holder of the certificate and indicating his powers, the competent authority shall apply its internal law except in the following cases, in which it shall apply the internal law of the State of which the deceased was a national –

1 if both the State of his habitual residence and the State of his nationality have made the declaration provided for in Article 31;

2 if the State of which he was a national, but not the State of his habitual residence has made the declaration provided for in Article 31, and if the deceased had lived in the State of the issuing authority for less than 5 years immediately prior to his death.

Article 4

A Contracting State may declare that in designating the holder of the certificate and in indicating his powers it will, notwithstanding Article 3, apply its internal law or that of the State of which the deceased was a national in accordance with the choice made by him.

Article 5

Before issuing the certificate, the competent authority, when applying the internal law of the State of which the deceased was a national, may enquire of an authority of that State, which has been designated for that purpose, whether the contents of the certificate accord with that law and, in its discretion, fix a time-limit for the submission of a reply. If no reply is received within this period it shall draw up the certificate in accordance with its own understanding of the applicable law.

Article 6

Each Contracting State shall designate the competent judicial or administrative authority to draw up the certificate.

A Contracting State may declare that a certificate drawn up within its territory shall be deemed to be 'drawn up by the competent authority' if it is drawn up by a member of a professional body which has been designated by that State, and if it is confirmed by the competent authority.

Article 7

The issuing authority shall, after measures of publicity have been taken to inform those interested, in particular the surviving spouse, and after investigations, if any are necessary, have been made, issue the certificate without delay.

Article 8

The competent authority shall, on request, inform any interested person or authority that a certificate has been issued and of its contents, and of any annulment or modification of the certificate or of any suspension of its effects.

The annulment or modification of the certificate or the suspension of its effects by the issuing authority shall be brought to the attention of any person or authority that has been notified in writing that the certificate had been issued.

CHAPTER III – RECOGNITION OF THE CERTIFICATE – PROTECTIVE OR URGENT MEASURES

Article 9

Subject to the provisions of Article 10, in order to attest the designation and powers of the person or persons entitled to administer the estate, the production

attester la désignation et les pouvoirs de la ou des personnes habilitées à administrer la succession. Aucune légalisation ni formalité analogue ne peut être exigée.

Article 10

Tout Etat contractant a la faculté de subordonner la reconnaissance du certificat, soit à la décision d'une autorité statuant à la suite d'une procédure rapide, soit seulement à une publicité.

Cette procédure pourra comporter des oppositions et recours, pour autant qu'ils soient fondés sur les articles 13, 14, 15, 16 et 17.

Article 11

Lorsque la procédure ou la publicité prévue à l'article 10 est requise, le titulaire du certificat peut, dès la date de l'entrée en vigueur de celui-ci, et le cas échéant pendant toute la procédure de reconnaissance, prendre ou solliciter, sur simple présentation, dans les limites du certificat, toutes mesures conservatoires ou urgentes, jusqu'à décision contraire.

Les dispositions de la loi de l'Etat requis relatives à une reconnaissance intérimaire pourront être appliquées, pourvu que cette reconnaissance fasse l'objet d'une procédure d'urgence.

Toutefois, le titulaire du certificat ne pourra plus prendre ou solliciter les mesures visées à l'alinéa premier après le soixantième jour qui suit la date de l'entrée en vigueur du certificat, s'il n'a pas entamé la procédure de reconnaissance ou accompli les diligences nécessaires à la publicité prévue.

Article 12

La validité des mesures conservatoires ou urgentes qui ont été prises en vertu de l'article 11 n'est pas affectée par l'expiration du délai prévu à cet article, ni par une décision de refus de reconnaissance.

Tout intéressé peut néanmoins demander la mainlevée ou la confirmation de ces mesures, conformément à la loi de l'Etat requis.

Article 13

La reconnaissance peut être refusée dans les cas suivants:

1 s'il apparaît que le certificat n'est pas authentique ou n'est pas conforme au modèle annexé à la présente Convention;

2 s'il ne ressort pas des mentions du certificat qu'il émane d'une autorité internationalement compétente au sens de la présente Convention.

Article 14

La reconnaissance du certificat peut en outre être refusée si, du point de vue de l'Etat requis:

1 le défunt avait sa résidence habituelle dans cet Etat; ou bien

2 si le défunt avait la nationalité de cet Etat et qu'il résulte de cette circonstance que, selon les articles 3 et 4, la loi interne de l'Etat requis aurait dû être appliquée pour la désignation du titulaire du certificat et l'indication de ses pouvoirs. Toutefois, dans ce cas, la reconnaissance ne peut être refusée si les mentions du certificat ne sont pas en opposition avec la loi interne de l'Etat requis.

Article 15

La reconnaissance peut également être refusée lorsque le certificat est incompatible avec une décision sur le fond rendue ou reconnue dans l'Etat requis.

only of the certificate may be required in the Contracting States other than that in which it was issued.

No legalisation or like formality may be required.

Article 10

A Contracting State may make the recognition of the certificate depend either upon a decision of an authority following an expeditious procedure, or upon simple publicity.

This procedure may comprise 'opposition' and appeal, insofar as either is founded on Articles 13, 14, 15, 16 and 17.

Article 11

If the procedure or the publicity envisaged in Article 10 is required, the holder of the certificate may, on mere production, take or seek any protective or urgent measures within the limits of the certificate, as from the date of its entry into force and throughout the duration of the procedure of recognition, if any, until a decision to the contrary is made.

A requested State may require that interim recognition is to be subject to the provisions of its internal law for such recognition, provided that the recognition is the subject of an expeditious procedure.

However, the holder may not take or seek the measures mentioned in paragraph 1 after the sixtieth day following the date of entry into force of the certificate, if by then he has not initiated the procedure for recognition or taken the necessary measures of publicity.

Article 12

The validity of any protective or urgent measures taken under Article 11 shall not be affected by the expiry of the period of time specified in that Article, or by a decision refusing recognition.

However, any interested person may request the setting aside or confirmation of these measures in accordance with the law of the requested State.

Article 13

Recognition may be refused in the following cases –

1 if the certificate is not authentic, or not in accordance with the model annexed to this Convention;

2 if it does not appear from the contents of the certificate that it was drawn up by an authority having jurisdiction within the meaning of this Convention.

Article 14

Recognition of the certificate may also be refused if, in the view of the requested State –

1 the deceased had his habitual residence in that State; or

2 the deceased had the nationality of that State, and for that reason, according to Articles 3 and 4, the internal law of the requested State should have been applied with respect to the designation of the holder of the certificate and to the indication of his powers. However, in this case recognition shall not be refused unless the contents of the certificate are contrary to the internal law of the requested State.

Article 15

Recognition may also be refused if the certificate is incompatible with a decision on the merits, rendered or recognised in the requested State.

Article 16

Au cas où un certificat mentionné à l'article premier lui serait présenté, alors qu'un autre certificat mentionné au même article aurait déjà été antérieurement reconnu dans l'Etat requis, l'autorité requise peut, si les deux certificats sont incompatibles, soit rétracter la reconnaissance du premier et reconnaître le second, soit refuser la reconnaissance du second.

Article 17

La reconnaissance du certificat peut enfin être refusée si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'Etat requis.

Article 18

Le refus de reconnaissance peut être limité à certains des pouvoirs indiqués dans le certificat.

Article 19

La reconnaissance ne peut être refusée ni partiellement, ni totalement, pour aucun motif autre que ceux énumérés aux articles 13, 14, 15, 16 et 17. Il en va de même en cas de rétractation ou d'infirmité de la reconnaissance.

Article 20

L'existence d'une administration locale antérieure dans l'Etat requis ne dispense pas l'autorité de ce dernier de l'obligation de reconnaître le certificat, conformément à la présente Convention.

Dans ce cas le titulaire du certificat est seul investi des pouvoirs indiqués dans ce document; pour les pouvoirs qui n'y sont pas indiqués, l'Etat requis peut maintenir l'administration locale.

CHAPITRE IV – UTILISATION ET EFFETS DU CERTIFICAT

Article 21

L'Etat requis a la faculté de subordonner l'exercice des pouvoirs du titulaire du certificat au respect des règles relatives à la surveillance et au contrôle des administrations locales.

En outre, il a la faculté de subordonner l'appréhension des biens situés sur son territoire au paiement des dettes.

L'application du présent article ne peut mettre en cause la désignation et l'étendue des pouvoirs du titulaire du certificat.

Article 22

Toute personne qui paie ou remet des biens au titulaire d'un certificat dressé, et s'il y a lieu reconnu, conformément à la présente Convention, sera libérée, sauf s'il est établi qu'elle était de mauvaise foi.

Article 23

Toute personne ayant acquis des biens successoraux du titulaire d'un certificat dressé, et s'il y a lieu reconnu, conformément à la présente Convention, est considérée, sauf s'il est établi qu'elle était de mauvaise foi, les avoir acquis d'une personne ayant pouvoir d'en disposer.

CHAPITRE V – ANNULATION – MODIFICATION – SUSPENSION DU CERTIFICAT

Article 24

Lorsque, au cours d'une procédure de reconnaissance, la désignation ou les pouvoirs du titulaire du certificat sont mis en cause pour un motif de fond, les autorités

Article 16

Where a certificate mentioned in Article 1 is presented for recognition, and another certificate mentioned in the same Article which is incompatible with it has previously been recognised in the requested State, the requested authority may either withdraw the recognition of the first certificate and recognise the second, or refuse to recognise the second.

Article 17

Finally, recognition of the certificate may be refused if such recognition is manifestly incompatible with the public policy ('ordre public') of the requested State.

Article 18

Refusal of recognition may be restricted to certain of the powers indicated in the certificate.

Article 19

Recognition may not be refused partially or totally on any grounds other than those set out in Articles 13, 14, 15, 16 and 17. The same shall also apply to the withdrawal or reversal of the recognition.

Article 20

The existence of a prior local administration in the requested State shall not relieve the authority of that State of the obligation to recognise the certificate in accordance with this Convention.

In such a case the powers indicated in the certificate shall be vested in the holder alone. The requested State may maintain the local administration in respect of powers which are not indicated in the certificate.

CHAPTER IV – USE OF THE CERTIFICATE AND ITS EFFECTS

Article 21

The requested State may subject the holder of the certificate in the exercise of his powers to the same local supervision and control applicable to estate representatives in that State.

In addition, the requested State may subject the taking of possession of the assets situate in its territory to the payment of debts.

The application of this Article shall not affect the designation and the extent of the powers of the holder of the certificate.

Article 22

Any person who has acquired assets of the estate from holder of the certificate drawn up, and, where necessary, recognised, in accordance with this Convention shall be discharged, unless it is proved that the person acted in bad faith.

Article 23

Any person who has acquired assets of the estate from the holder of a certificate drawn up, and, where necessary, recognised, in accordance with this Convention shall, unless it is proved that he acted in bad faith, be deemed to have acquired them from a person having power to dispose of them.

CHAPTER V – ANNULMENT – MODIFICATION – SUSPENSION OF THE CERTIFICATE

Article 24

If, in the course of a procedure of recognition, the designation or powers of the holder of a certificate are challenged on the merits, the authorities of the requested

de l'Etat requis peuvent suspendre les effets provisoires du certificat et surseoir à statuer, en fixant le cas échéant un délai pour l'introduction de l'action au fond devant le tribunal compétent.

Article 25

Lorsque la désignation ou les pouvoirs du titulaire du certificat sont mis en cause dans une contestation au fond devant les tribunaux de l'Etat où le certificat a été émis, les autorités de tout autre Etat contractant peuvent suspendre les effets du certificat jusqu'à la fin du litige.

Lorsque la contestation au fond a été portée devant les tribunaux de l'Etat requis ou d'un autre Etat contractant, les autorités de l'Etat requis peuvent de même suspendre les effets du certificat jusqu'à la fin du litige.

Article 26

Si un certificat est annulé ou si ses effets sont suspendus dans l'Etat où il a été établi, les autorités de tout Etat contractant doivent donner effet à cette annulation ou à cette suspension sur le territoire de cet Etat, à la demande de tout intéressé ou si elles en ont été informées conformément à l'article 8.

Si une des mentions du certificat est modifiée dans l'Etat de l'autorité émettrice, cette autorité doit annuler le certificat et en établir un nouveau.

Article 27

L'annulation d'un certificat, sa modification ou la suspension de ses effets selon les articles 24, 25 et 26 ne met pas en cause les actes accomplis par son titulaire sur le territoire d'un Etat contractant avant la décision de l'autorité de cet Etat donnant effet à l'annulation, à la modification ou à la suspension.

Article 28

La validité des actes juridiques passés avec le titulaire du certificat ne peut être mise en cause pour la seule raison que le certificat a été annulé ou modifié ou que ses effets ont cessé ou ont été suspendus, sauf si la mauvaise foi de l'autre partie est établie.

Article 29

Les conséquences de la rétractation ou de l'infirmité de la reconnaissance sont les mêmes que celles qui ont été prévues aux articles 27 et 28.

CHAPITRE VI – IMMEUBLES

Article 30

Si la loi en conformité de laquelle le certificat a été établi accorde à son titulaire des pouvoirs sur les immeubles situés à l'étranger, l'autorité émettrice indiquera l'existence de ces pouvoirs dans le certificat.

Les autres Etats contractants auront la faculté de reconnaître ces pouvoirs en tout ou en partie.

Les Etats contractants qui auront fait usage de la faculté prévue à l'alinéa précédent indiqueront dans quelle mesure ils reconnaîtront de tels pouvoirs.

CHAPITRE VII – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 31

Aux fins et sous les conditions de l'article 3, tout Etat contractant a la faculté de déclarer que sa loi interne doit être appliquée, si le défunt est un de ses ressortissants, pour désigner le titulaire du certificat et indiquer ses pouvoirs.

State may suspend the provisional effects of the certificate, stay judgment and, if the case so requires, settle a period of time within which an action on the merits must be instituted in the court having jurisdiction.

Article 25

If the designation or powers of the holder of a certificate are put in issue in a dispute on the merits before the courts of the State in which the certificate was issued, the authorities of any other Contracting State may suspend the effects of the certificate until the end of the litigation.

If a dispute on the merits is brought before the courts of the requested State or of another Contracting State, the authorities of the requested State may likewise suspend the effects of the certificate until the end of the litigation.

Article 26

If the certificate is annulled or if its effects are suspended in the State in which it was drawn up, the authorities of every Contracting State shall give effect within its territory to such annulment or suspension, at the request of any interested person or if they are informed of such annulment or suspension in accordance with Article 8.

If any provisions of the certificate are modified in the State of the issuing authority, that authority shall annul the existing certificate and issue a new certificate as modified.

Article 27

Annulment or modification of the certificate or suspension of its effects according to Articles 24, 25 and 26 shall not affect acts carried out by its holder within the territory of a Contracting State prior to the decision of the authority of that State giving effect to the annulment, modification or suspension.

Article 28

The validity of dealings by a person with the holder of the certificate shall not be challenged merely because the certificate has been annulled or modified, or its effects have been suspended, unless it is proved that the person acted in bad faith.

Article 29

The consequences of the withdrawal or reversal of recognition shall be the same as those set out in Articles 27 and 28.

CHAPTER VI – IMMOVABLES

Article 30

If the law in accordance with which the certificate was drawn up gives the holder powers over immovables situate abroad, the issuing authority shall indicate in the certificate the existence of these powers.

Other Contracting States may recognise these powers in whole or in part.

Those Contracting States which have made use of the option provided for in the foregoing paragraph shall indicate to what extent they will recognise such powers.

CHAPTER VII – GENERAL CLAUSES

Article 31

For the purposes of, and subject to, the conditions set out in Article 3, a Contracting State may declare that if the deceased was a national of that State its internal law shall be applied in order to designate the holder of the certificate and to indicate his powers.

Article 32

Au sens de la présente Convention, on entend par «résidence habituelle» ou «nationalité» du défunt celle qu'il avait au moment du décès.

Article 33

Les mentions imprimées dans la formule modèle du certificat annexée à la présente Convention peuvent être rédigées dans la langue ou l'une des langues officielles de l'autorité émettrice. Elles doivent en outre être rédigées soit en langue française, soit en langue anglaise. Les blancs correspondant à ces mentions sont remplis soit dans la langue ou l'une des langues officielles de l'autorité émettrice, soit en langue française, soit en langue anglaise.

Le titulaire du certificat qui invoque la reconnaissance doit produire, sauf dispense de l'autorité requise, la traduction des mentions non imprimées figurant dans le certificat.

Article 34

A l'égard d'un Etat contractant qui connaît en matière d'administration des successions deux ou plusieurs systèmes de droit applicables à des catégories différentes de personnes, toute référence à la loi de cet Etat sera interprétée comme visant le système de droit désigné par le droit de celui-ci.

Article 35

Tout Etat contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent en ce qui concerne l'administration des successions, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à toutes ces unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

Ces déclarations indiqueront expressément l'unité territoriale à laquelle la Convention s'applique.

Les autres Etats contractants pourront refuser de reconnaître un certificat si, à la date où la reconnaissance est invoquée, la Convention n'est pas applicable à l'unité territoriale dans laquelle le certificat a été émis.

Article 36

Lorsqu'un Etat contractant est composé de deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des lois différentes sont en vigueur en ce qui concerne l'administration des successions:

1 toute référence aux autorités, à la loi ou à la procédure de l'Etat d'origine du certificat sera interprétée comme visant l'autorité, la loi ou la procédure de l'unité territoriale dans laquelle le défunt avait sa résidence habituelle;

2 toute référence aux autorités, à la loi ou à la procédure de l'Etat requis sera interprétée comme visant les autorités, la loi ou la procédure de l'unité territoriale dans laquelle le certificat est produit;

3 toute référence faite en vertu des chiffres 1 et 2 du présent article à la loi ou à la procédure de l'Etat d'origine du certificat ou de l'Etat requis sera interprétée comme comprenant les règles et principes en vigueur dans cet Etat et qui sont applicables dans l'unité territoriale considérée;

4 toute référence à la loi nationale du défunt sera interprétée comme visant la loi déterminée par les règles en vigueur dans l'Etat dont le défunt était ressortissant ou, à défaut de telles règles, la loi de l'unité territoriale avec laquelle le défunt avait les liens les plus étroits.

Article 32

For the purposes of this Convention, 'habitual residence' and 'nationality' mean respectively the habitual residence and nationality of the deceased at the time of his death.

Article 33

The standard terms in the model certificate annexed to this Convention may be expressed in the official language, or in one of the official languages of the State of the issuing authority, and shall in all cases be expressed either in French or in English.

The corresponding blanks shall be completed either in the official language or in one of the official languages of the State of the issuing authority or in French or in English.

The holder of the certificate seeking recognition shall furnish translations of the information supplied in the certificate, unless the requested authority dispenses with this requirement.

Article 34

In relation to a Contracting State having, in matters of estate administration, two or more legal systems applicable to different categories of persons, any reference to the law of that State shall be construed as referring to the legal system specified by the law of that State, as applicable to the particular category of persons.

Article 35

If a Contracting State has two or more territorial units in which different systems of law apply in relation to matters of estate administration, it may declare that this

Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them, and may modify its declaration by submitting another declaration at any time.

These declarations shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

Other Contracting States may decline to recognise a certificate if, at the date on which recognition is sought, the Convention is not applicable to the territorial unit in which the certificate was issued.

Article 36

In the application of this Convention to a Contracting State having two or more territorial units in which different systems of law apply, in relation to estate administration -

1 any reference to the authority or law or procedure of the State which issues the certificate shall be construed as referring to the authority or law or procedure of the territorial unit in which the deceased had his habitual residence;

2 any reference to the authority or law or procedure of the requested State shall be construed as referring to the authority or law or procedure of the territorial unit in which the certificate is sought to be used;

3 any reference made in the application of sub-paragraph 1 or 2 to the law or procedure of the State which issues the certificate or of the requested State shall be construed as including any relevant legal rules and principles of the Contracting State which apply to the territorial units comprising it;

4 any reference to the national law of the deceased shall be construed as referring to the law determined by the rules in force in the State of which the deceased was a national, or, if there is no such rule, to the law of the territorial unit with which the deceased was most closely connected.

Article 37

Chaque Etat contractant notifiera au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion:

- 1 la désignation des autorités prévues aux articles 5 et 6, alinéa 1;
- 2 l'indication des modalités selon lesquelles les informations prévues à l'article 8 peuvent être obtenues;
- 3 s'il a choisi ou non de subordonner la reconnaissance à une procédure ou à une publicité et, au cas où une procédure existe, la désignation de l'autorité devant laquelle elle doit être portée.

Chaque Etat contractant mentionné à l'article 35 notifiera au même moment au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas les indications prévues à l'alinéa 2 dudit article.

Chaque Etat contractant notifiera par la suite, de la même manière, toute modification des désignations et indications mentionnées ci-dessus.

Article 38

Chaque Etat contractant qui désire faire usage d'une ou plusieurs des facultés prévues aux articles 4, 6 alinéa 2, 30 alinéas 2 et 3 et 31, le notifiera au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas soit au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, soit ultérieurement.

La désignation prévue à l'article 6, alinéa 2, et l'indication prévue à l'article 30, alinéa 3, seront faites dans la notification.

Chaque Etat contractant notifiera par la suite, de la même manière, toute modification aux déclarations, désignations et indications mentionnées ci-dessus.

Article 39

Les dispositions de la présente Convention prévalent sur celles de toutes Conventions bilatérales auxquelles les Etats contractants sont ou seront Parties et qui contiennent des dispositions relatives aux mêmes matières, à moins qu'il n'en soit autrement convenu entre les Parties à de telles Conventions.

La présente Convention ne porte pas atteinte à l'application d'autres Conventions multilatérales auxquelles un ou plusieurs Etats contractants sont ou seront Parties et qui contiennent des dispositions relatives aux mêmes matières.

Article 40

La présente Convention s'applique même aux successions ouvertes avant son entrée en vigueur.

CHAPITRE VIII – DISPOSITIONS FINALES

Article 41

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Douzième session.

Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 42

Tout Etat qui n'est devenu Membre de la Conférence qu'après la Douzième session, ou qui appartient à l'Organisation des Nations Unies ou à une institution spécia-

Article 37

Each Contracting State shall, at the time of the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession notify the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands of the following –

- 1 the designation of the authorities, pursuant to Article 5 and the first paragraph of Article 6;
- 2 the way in which the information provided for under Article 8 may be obtained;
- 3 whether or not it has chosen to subject the recognition to a procedure or to publicity, and, if a procedure exists, the designation of the authority before which the proceedings are to be brought.

Each Contracting State mentioned in Article 35 shall, at the same time, notify the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands of the information provided for in paragraph 2 of that Article.

Subsequently, each Contracting State shall likewise notify the Ministry of any modification of the designations and information mentioned above.

Article 38

A Contracting State desiring to exercise one or more of the options envisaged in Article 4, the second paragraph of Article 6, the second and third paragraphs of Article 30 and Article 31, shall notify this to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, either at the time of the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession or subsequently.

The designation envisaged by the second paragraph of Article 6, or the indication envisaged by the third paragraph of Article 30, shall be made in the notification. A Contracting State shall likewise notify any modification to a declaration, designation or indication mentioned above.

Article 39

The provisions of this Convention shall prevail over the terms of any bilateral Convention to which Contracting States are or may in the future become Parties and which contains provisions relating to the same subject-matter, unless it is otherwise agreed between the Parties to such Convention.

This Convention shall not affect the operation of other multilateral Conventions to which one or several Contracting States are or may in the future become Parties and which contain provisions relating to the same subject-matter.

Article 40

This Convention shall apply even if the deceased died before its entry into force.

CHAPTER VIII – FINAL CLAUSES

Article 41

This Convention shall be open for signature by the States which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Twelfth Session.

It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 42

Any State which has become a Member of the Hague Conference on Private International Law after the date of its Twelfth Session, or which is a Member of the

lisée de celle-ci, ou est Partie au Statut de la Cour internationale de Justice, pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 44.

L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les douze mois après la réception de la notification prévue au chiffre 3 de l'article 46. Une telle objection pourra également être élevée par tout Etat membre au moment d'une ratification, acceptation ou approbation de la Convention, ultérieure à l'adhésion. Ces objections seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 43

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'extension aura effet dans les rapports entre les Etats qui, douze mois après la réception de la notification prévue à l'article 46, chiffre 4, n'auront pas élevé d'objection à son encontre, et le territoire ou les territoires dont les relations internationales sont assurées par l'Etat en question, et pour lequel ou lesquels la notification aura été faite.

Une telle objection pourra également être élevée par tout Etat membre au moment d'une ratification, acceptation ou approbation ultérieure à l'extension.

Ces objections seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 44

La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois du calendrier suivant le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation prévu par l'article 41, alinéa 2.

Ensuite, la Convention entrera en vigueur:

– pour chaque Etat signataire ratifiant, acceptant ou approuvant postérieurement, le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation;

– pour tout Etat adhérent, le premier jour du troisième mois du calendrier après l'expiration du délai visé à l'article 42;

– pour les territoires auxquels la Convention a été étendue conformément à l'article 43, le premier jour du troisième mois du calendrier qui suit l'expiration du délai visé audit article.

Article 45

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 44, alinéa premier, même pour les Etats qui postérieurement l'auront ratifiée, acceptée, approuvée ou y auront adhéré.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas. Elle pourra se limiter

United Nations or of a specialised agency of that Organisation, or a Party to the Statute of the International Court of Justice may accede to this Convention after it has entered into force in accordance with Article 44.

The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Such accession shall have effect only as regards the relations between the acceding State and those Contracting States which have not raised an objection to its accession in the twelve months after the receipt of the notification referred to in sub-paragraph 3 of Article 46. The objection may also be raised by Member States at the time when they ratify, accept or approve the Convention after an accession. Any such objection shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 43

Any State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, declare that this Convention shall extend to all the territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect on the date of entry into force of the Convention for the State concerned.

At any time thereafter, such extensions shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands. The extension shall have effect as regards the relations between the Contracting States which have not raised an objection to the extension in the twelve months after the receipt of the notification referred to in Article 46, sub-paragraph 4, and the territory or territories for the international relations of which the State in question is responsible and in respect of which the notification was made.

Such an objection may also be raised by Member States when they ratify, accept or approve the Convention after an extension.

Any such objection shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 44

This Convention shall enter into force on the first day of the third calendar month after the deposit of the third instrument of ratification, acceptance or approval referred to in the second paragraph of Article 41.

Thereafter the Convention shall enter into force

– for each State ratifying, accepting or approving it subsequently, on the first day of the third calendar month after the deposit of its instrument of ratification, acceptance or approval;

– for each acceding State, on the first day of the third calendar month after the expiry of the period referred to in Article 42;

– for a territory to which the Convention has been extended in conformity with Article 43, on the first day of the third calendar month after the expiry of the period referred to in that Article.

Article 45

This Convention shall remain in force for five years from the date of its entry into force in accordance with the first paragraph of Article 44, even for States which have ratified, accepted, approved or acceded to it subsequently.

If there has been no denunciation, it shall be renewed tacitly every five years.

Any denunciation shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, at least six months before the expiry of the five year period. It may be

à certains territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 46

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats membres de la Conférence, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 42:

- 1 les signatures, ratifications, acceptations, et approbations visées à l'article 41;
- 2 la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 44;
- 3 les adhésions visées à l'article 42 et la date à laquelle elles auront effet;
- 4 les extensions visées à l'article 43 et la date à laquelle elles auront effet;
- 5 les objections aux adhésions et aux extensions visées aux articles 42 et 43;
- 6 les désignations, indications, et déclarations mentionnées aux articles 37 et 38;
- 7 les dénonciations visées à l'article 45.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 19.., en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Douzième session.

limited to certain of the territories to which the Convention applies.

The denunciation shall have effect only as regards the State which has notified it. The Convention shall remain in force for the other Contracting States.

Article 46

The Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands shall notify the States Members of the Conference, and the States which have acceded in accordance with Article 42 of the following –

- 1 the signatures and ratifications, acceptances and approvals referred to in Article 41;
- 2 the date on which this Convention enters into force in accordance with Article 44;
- 3 the accessions referred to in Article 42 and the dates on which they take effect;
- 4 the extensions referred to in Article 43 and the dates on which they take effect;
- 5 the objections raised to accessions and extensions referred to in Articles 42 and 43;
- 6 the designations, indications and declarations referred to in Articles 37 and 38;
- 7 the denunciations referred to in Article 45.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at The Hague, on the day of, 19 .., in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through the diplomatic channel, to each of the States Members of the Hague Conference on Private International Law at the date of its Twelfth Session.

Certificat international

(Convention de La Haye ... sur l'administration internationale des successions)

A Autorité émettrice

1 Pays:

2 – Le (nom et adresse de l'autorité) certifie que:

ou

– (nom et adresse et qualité de la personne) désignée conformément à l'article 6, alinéa 2, et dont le certificat est confirmé sous lettre I, *b*, ci-dessous, certifie que:

B Renseignements concernant le défunt

3 par suite du décès de ...¹ de sexe ... (célibataire/marié/veuf/divorcé), date et lieu de naissance ... survenu le ... à ...

4 dont la dernière adresse connue était ...

5 de nationalité ...²

6 dont la dernière résidence habituelle était située ... (Etat, ville, rue ...)

7 dont un testament a été présenté (ou non) à l'autorité

8 et dont un contrat de mariage en date du ... a été présenté (ou non) à l'autorité

C Titulaire du certificat

9 nom ... adresse ... (de la personne ou de l'organisme)

10 est (sont) habilité(es) en vertu de la loi ... à accomplir tous actes sur tous les biens corporels ou incorporels de la succession mobilière et à agir dans l'intérêt ou pour le compte de celle-ci³,

ou

est (sont) habilité(es) en vertu de la loi ... à accomplir tous actes sur tous les biens corporels ou incorporels de la succession mobilière et à agir dans l'intérêt ou pour le compte de celle-ci³,

à l'exception des actes suivants: ...

a sur tous les biens: ...

b sur tel bien ou telle catégorie de biens: ...

ou

est (sont) habilité(es) en vertu de la loi ... à accomplir les actes indiqués dans la liste annexée³.

D Pouvoirs sur les immeubles (le cas échéant)⁴:**E Faculté de se faire représenter:**

oui/non

F Autres observations:**G Date limite des pouvoirs (le cas échéant):****H Date d'entrée en vigueur du certificat (le cas échéant):**

¹ Pour les personnes mariées, indiquer éventuellement, selon l'usage, le nom de jeune fille ou de l'autre époux.

² Si l'autorité émettrice sait que le défunt avait plusieurs nationalités, elle a la faculté de les indiquer.

³ L'autorité émettrice a la faculté d'indiquer en quelle qualité le bénéficiaire peut agir (par ex. héritier, exécuteur testamentaire, administrateur).

⁴ Voir article 30 de la Convention.

International Certificate

(Hague Convention of ... Concerning the International Administration of the Estates of Deceased Persons)

A Issuing Authority

1 Country:

2 – The (name and address of the authority) certifies that:

or

– (name, address and capacity of the person) designated according to Article 6, paragraph 2 and whose certificate is confirmed in accordance with I *b* below, certifies that:

B Information concerning the deceased

3 following the death on ... at ... of ...¹ (marital status, sex of deceased, date and place of birth)

4 whose last known address was ...

5 of ... nationality²

6 whose last habitual residence was in (State, town, street)

7 whose will has/has not been produced to the authority

8 and whose marriage contract dated ... has/has not been presented

C Holder of the certificate

9 name ... address ... (of the person or body)

10 is/are entitled under ... law to effect all acts in respect of all corporeal or incorporeal movables in the estate and to act in the interest or on behalf of such movable estate³,

or

is/are entitled under ... law to effect all acts in respect of all corporeal or incorporeal movables in the estate, and to act in the interest or on behalf of such movable estate³,

with the exception of: ...

a in respect of all assets: ...

b in respect of any particular asset or category of assets: ...

or

is/are entitled under ... law to effect the acts indicated in the annexed schedule³.

D Powers, if any, over immovables⁴:**E Power to appoint an agent:**

Yes/No

F Other remarks:**G Date, if any, of expiry of the powers:****H Date, if any, of the entry into force of the certificate:**

¹ For married persons, indicate, according to custom, maiden name or name of spouse.

² If the issuing authority knows that the deceased had more than one nationality, it may indicate them.

³ The issuing authority may indicate the capacity in which the holder of this certificate may act e.g. executor, administrator, heir).

⁴ See Article 30 of the Convention.

I Date du certificat et signatures:

Fait le ... à ...

Signature/sceau de l'autorité émettrice:

ou

a signature/sceau de la personne ayant établi le certificat,

et

b signature/sceau de l'autorité confirmant le certificat.

I Date of the certificate and signatures:

Drawn up on the ... at ...

Signature/seal of the issuing authority:

or

a Signature/seal of the person drawing up the certificate,

and

b Signature/seal of the confirming authority.

Liste

Actes pouvant être accomplis relativement aux biens corporels ou incorporels de la succession mobilière ou pour le compte de celle-ci	Mettre le mot «non» en face des actes qui ne sont pas autorisés	Individuellement	Collectivement
---	---	------------------	----------------

Obtenir tous renseignements concernant l'actif et le passif de la succession
 Prendre connaissance de tous testaments ou autres actes concernant la succession
 Prendre toutes mesures conservatoires
 Prendre toutes mesures urgentes
 Se faire remettre les biens
 Recevoir paiement des dettes et délivrer quittance
 Exécuter ou dénoncer des contrats
 Ouvrir, utiliser, clore un compte en banque
 Déposer
 Donner ou prendre en location
 Prêter
 Emprunter
 Mettre en gage
 Vendre
 Continuer un commerce
 Exercer les droits d'actionnaire
 Donner
 Agir en justice
 Défendre en justice
 Compromettre
 Transiger
 Payer les dettes
 Délivrer les legs
 Procéder au partage
 Distribuer l'actif

Autres actes¹:

Biens ou catégories de biens sur lesquels des actes ne peuvent être accomplis:

a biens ou catégories de biens:

b actes ne pouvant être accomplis:

Schedule

Acts which may be carried out in respect of the corporeal or incorporeal movables in the estate, and in the interest or on behalf of such estate	Put 'No' against acts which the bearer may not carry out	Severally	Jointly
--	--	-----------	---------

To obtain all information concerning the assets and debts of the estate
 To take cognisance of all wills and other documents relating to the estate
 To take any protective measures
 To take any urgent measures
 To collect the assets
 To collect the debts and give a valid receipt
 To perform and rescind contracts
 To open, operate and close a bank account
 To deposit
 To let or hire
 To lend
 To borrow
 To charge
 To sell
 To carry on a business
 To exercise the rights of a shareholder
 To make a gift
 To bring an action
 To defend an action
 To effect a compromise
 To make a settlement
 To settle debts
 To distribute legacies
 To divide the estate
 To distribute the residue

Any other acts¹:

Particular assets or categories of assets in respect of which acts cannot be carried out -

a Particular assets or categories of assets:

b Acts which may not be carried out:

¹ Voir notamment l'article 30 de la Convention.

¹ See in particular Article 30 of the Convention.

CONVENTION SUR LA LOI APPLICABLE A LA RESPONSABILITÉ
DU FAIT DES PRODUITS

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant établir des dispositions communes concernant la loi applicable, dans les relations internationales, à la responsabilité du fait des produits,
Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

La présente Convention détermine la loi applicable à la responsabilité des fabricants et autres personnes visées à l'article 3 pour les dommages causés par un produit, y compris les dommages résultant d'une description inexacte du produit ou de l'absence d'indication adéquate concernant ses qualités, ses caractères spécifiques ou son mode d'emploi.

Lorsque la propriété ou la jouissance du produit a été transférée à la personne lésée par celle dont la responsabilité est invoquée, la Convention ne s'applique pas dans leurs rapports respectifs.

La présente Convention s'applique quelle que soit la juridiction ou l'autorité appelée à connaître du litige.

Article 2

Au sens de la présente Convention:

a le mot «produit» comprend les produits naturels et les produits industriels, qu'ils soient bruts ou manufacturés, meubles ou immeubles;

b le mot «dommage» comprend tout dommage aux personnes ou aux biens, ainsi que la perte économique; toutefois le dommage causé au produit lui-même, ainsi que la perte économique qui en résulte, sont exclus, à moins qu'ils ne s'ajoutent à d'autres dommages;

c le mot «personne» vise les personnes morales aussi bien que les personnes physiques.

Article 3

La présente Convention s'applique à la responsabilité des personnes suivantes:

- 1 les fabricants de produits finis ou de parties constitutives;
- 2 les producteurs de produits naturels;
- 3 les fournisseurs de produits;
- 4 les autres personnes, y compris les réparateurs et les entrepositaires, constituant la chaîne de préparation et de distribution commerciale des produits.

Le présente Convention s'applique aussi à la responsabilité des agents ou préposés de l'une des personnes énumérées ci-dessus.

Article 4

La loi applicable est la loi interne de l'Etat sur le territoire duquel le fait dommageable s'est produit, si cet Etat est aussi:

a l'Etat de la résidence habituelle de la personne directement lésée, ou

b l'Etat de l'établissement principal de la personne dont la responsabilité est invoquée, ou

c l'Etat sur le territoire duquel le produit a été acquis par la personne directement lésée.

CONVENTION ON THE LAW APPLICABLE TO PRODUCTS
LIABILITY

The States signatory to the present Convention,

Desiring to establish common provisions on the law applicable, in international cases, to products liability,

Have resolved to conclude a Convention to this effect and have agreed upon the following provisions –

Article 1

This Convention shall determine the law applicable to the liability of the manufacturers and other persons specified in Article 3 for damage caused by a product, including damage in consequence of a misdescription of the product or of a failure to give adequate notice of its qualities, its characteristics or its method of use.

Where the property in, or the right to use, the product was transferred to the person suffering damage by the person claimed to be liable, the Convention shall not apply to their liability *inter se*.

This Convention shall apply irrespective of the nature of the proceedings.

Article 2

For the purpose of this Convention –

a the word 'product' shall include natural and industrial products, whether raw or manufactured and whether movable or immovable;

b the word 'damage' shall mean injury to the person or damage to property as well as economic loss; however, damage to the product itself and the consequential economic loss shall be excluded unless associated with other damage;

c the word 'person' shall refer to a legal person as well as to a natural person.

Article 3

This Convention shall apply to the liability of the following persons –

- 1 manufacturers of a finished product or of a component part;
- 2 producers of a natural product;
- 3 suppliers of a product;
- 4 other persons, including repairers and warehousemen, in the commercial chain of preparation or distribution of a product.

It shall also apply to the liability of the agents or employees of the persons specified above.

Article 4

The applicable law shall be the internal law of the State of the place of injury, if that State is also –

a the place of the habitual residence of the person directly suffering damage, or

b the principal place of business of the person claimed to be liable, or

c the place where the product was acquired by the person directly suffering damage.

Article 5

Nonobstant les dispositions de l'article 4, la loi applicable est la loi interne de l'Etat de la résidence habituelle de la personne directement lésée, si cet Etat est aussi:

- a l'Etat de l'établissement principal de la personne dont la responsabilité est invoquée, ou
- b l'Etat sur le territoire duquel le produit a été acquis par la personne directement lésée.

Article 6

Quand aucune des lois désignées aux articles 4 et 5 ne s'applique, la loi applicable est la loi interne de l'Etat du principal établissement de la personne dont la responsabilité est invoquée, à moins que le demandeur ne se fonde sur la loi interne de l'Etat sur le territoire duquel le fait dommageable s'est produit.

Article 7

Ni la loi de l'Etat sur le territoire duquel le fait dommageable s'est produit, ni la loi de l'Etat de la résidence habituelle de la personne directement lésée, prévues par les articles 4, 5 et 6, ne sont applicables si la personne dont la responsabilité est invoquée établit qu'elle ne pouvait pas raisonnablement prévoir que le produit ou ses propres produits de même type seraient mis dans le commerce dans l'Etat considéré.

Article 8

La loi applicable détermine notamment:

- 1 les conditions et l'étendue de la responsabilité;
- 2 les causes d'exonération, ainsi que toute limitation et tout partage de responsabilité;
- 3 la nature des dommages pouvant donner lieu à réparation;
- 4 les modalités et l'étendue de la réparation;
- 5 la transmissibilité du droit à réparation;
- 6 les personnes ayant droit à réparation du dommage qu'elles ont personnellement subi;
- 7 la responsabilité du commettant du fait de son préposé;
- 8 la fardeau de la preuve, dans la mesure où les règles de la loi applicable à ce sujet font partie du droit de la responsabilité;
- 9 les prescriptions et les déchéances fondées sur l'expiration d'un délai, y compris le point de départ, l'interruption et la suspension des délais.

Article 9

L'application des articles 4, 5 et 6 ne fait pas obstacle à ce que soient prises en considération les règles de sécurité en vigueur dans l'Etat sur le territoire duquel le produit a été introduit sur le marché.

Article 10

L'application d'une des lois déclarées compétentes par la présente Convention ne peut être écartée que si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public.

Article 11

L'application des précédents articles de la présente Convention est indépendante de toute condition de réciprocité. La Convention s'applique même si la loi applicable n'est pas celle d'un Etat contractant.

Article 5

Notwithstanding the provisions of Article 4, the applicable law shall be the internal law of the State of the habitual residence of the person directly suffering damage, if that State is also –

- a the principal place of business of the person claimed to be liable, or
- b the place where the product was acquired by the person directly suffering damage.

Article 6

Where neither of the laws designated in Articles 4 and 5 applies, the applicable law shall be the internal law of the State of the principal place of business of the person claimed to be liable, unless the claimant bases his claim upon the internal law of the State of the place of injury.

Article 7

Neither the law of the State of the place of injury nor the law of the State of the habitual residence of the person directly suffering damage shall be applicable by virtue of Articles 4, 5 and 6 if the person claimed to be liable establishes that he could not reasonably have foreseen that the product or his own products of the same type would be made available in that State through commercial channels.

Article 8

The law applicable under this Convention shall determine, in particular –

- 1 the basis and extent of liability;
- 2 the grounds for exemption from liability, any limitation of liability and any division of liability;
- 3 the kinds of damage for which compensation may be due;
- 4 the form of compensation and its extent;
- 5 the question whether a right to damages may be assigned or inherited;
- 6 the persons who may claim damages in their own right;
- 7 the liability of a principal for the acts of his agent or of an employer for the acts of his employee;
- 8 the burden of proof insofar as the rules of the applicable law in respect thereof pertain to the law of liability;
- 9 rules of prescription and limitation, including rules relating to the commencement of a period of prescription or limitation, and the interruption and suspension of this period.

Article 9

The application of Articles 4, 5 and 6 shall not preclude consideration being given to the rules of conduct and safety prevailing in the State where the product was introduced into the market.

Article 10

The application of a law declared applicable under this Convention may be refused only where such application would be manifestly incompatible with public policy ('ordre public').

Article 11

The application of the preceding Articles shall be independent of any requirement of reciprocity. The Convention shall be applied even if the applicable law is not that of a Contracting State.

Article 12

Lorsqu'un Etat comprend plusieurs unités territoriales dont chacune a ses propres règles en matière de responsabilité du fait des produits, chaque unité territoriale est considérée comme un Etat aux fins de la détermination de la loi applicable selon la Convention.

Article 13

Un Etat dans lequel différentes unités territoriales ont leurs propres règles de droit en matière de responsabilité du fait des produits ne sera pas tenu d'appliquer la présente Convention lorsqu'un Etat dont le système de droit est unifié ne serait pas tenu d'appliquer la loi d'un autre Etat en vertu des articles 4 et 5 de la présente Convention.

Article 14

Tout Etat contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales qui ont leurs propres règles de droit en matière de responsabilité du fait des produits pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'étendra à toutes ces unités territoriales ou seulement à une ou plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

Ces déclarations seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas et indiqueront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

Article 15

La présente Convention ne déroge pas aux Conventions relatives à des matières particulières auxquelles les Etats contractants sont ou seront Parties et qui concernent la responsabilité du fait des produits.

Article 16

Tout Etat contractant, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, pourra se réserver le droit:

- 1 de ne pas appliquer les dispositions de l'article 8, chiffre 9;
- 2 de ne pas appliquer la Convention aux produits agricoles bruts.

Aucune autre réserve ne sera admise.

Tout Etat contractant pourra également, en notifiant une extension de la Convention conformément à l'article 19, faire une ou plusieurs de ces réserves avec effet limité aux territoires ou à certains des territoires visés par l'extension.

Tout Etat contractant pourra à tout moment retirer une réserve qu'il aura faite; l'effet de la réserve cessera le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification du retrait.

Article 17

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Douzième session.

Elle sera ratifiée, acceptée au approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 18

Tout Etat qui n'est devenu Membre de la Conférence qu'après la Douzième session, ou qui appartient à l'Organisation des Nations Unies ou à une institution spécialisée de celle-ci, ou est Partie au Statut de la Cour

Article 12

Where a State comprises several territorial units each of which has its own rules of law in respect of products liability, each territorial unit shall be considered as a State for the purposes of selecting the applicable law under this Convention.

Article 13

A State within which different territorial units have their own rules of law in respect of products liability shall not be bound to apply this Convention where a State with a unified system of law would not be bound to apply the law of another State by virtue of Articles 4 and 5 of this Convention.

Article 14

If a Contracting State has two or more territorial units which have their own rules of law in respect of products liability, it may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, declare that this Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them, and may modify its declaration by submitting another declaration at any time.

These declarations shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

Article 15

This Convention shall not prevail over other Conventions in special fields to which the Contracting States are or may become Parties and which contain provisions concerning products liability.

Article 16

Any Contracting State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, reserve the right –

- 1 not to apply the provisions of Article 8, sub-paragraph 9;
- 2 not to apply this Convention to raw agricultural products.

No other reservations shall be permitted.

Any Contracting State may also when notifying an extension of the Convention in accordance with Article 19, make one or more of these reservations, with its effect limited to all or some of the territories mentioned in the extension.

Any Contracting State may at any time withdraw a reservation it has made; the reservation shall cease to have effect on the first day of the third calendar month after notification of the withdrawal.

Article 17

This Convention shall be open for signature by the States which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Twelfth Session.

It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 18

Any State which has become a Member of the Hague Conference on Private International Law after the date of its Twelfth Session, or which is a Member of the United Nations or of a specialised agency of that Organ-

internationale de Justice, pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 20.

L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 19

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 20

La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois du calendrier suivant le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation prévu par l'article 17, alinéa 2.

Ensuite, la Convention entrera en vigueur:

– pour chaque Etat signataire ratifiant, acceptant ou approuvant postérieurement, le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation;

– pour tout Etat adhérent, le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument d'adhésion;

– pour les territoires auxquels la Convention a été étendue conformément à l'article 19, le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification visée dans cet article.

Article 21

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 20, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront postérieurement ratifiée, acceptée ou approuvée ou qui y auront adhéré.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas. Elle pourra se limiter à certains territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 22

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats membres de la Conférence, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 18:

1 les signatures, ratifications, acceptations et approbations, visées à l'article 17;

2 la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 20;

3 les adhésions visées à l'article 18 et la date à laquelle elles auront effet;

4 les extensions visées à l'article 19 et la date à laquelle elles auront effet;

5 les réserves, le retrait des réserves et les déclarations mentionnées aux articles 14, 16 et 19;

6 les dénonciations visées à l'article 21.

isation, or a Party to the Statute of the International Court of Justice may accede to this Convention after it has entered into force in accordance with Article 20. The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 19

Any State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, declare that this Convention shall extend to all the territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect on the date of entry into force of the Convention for the State concerned.

At any time thereafter, such extensions shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 20

This Convention shall enter into force on the first day of the third calendar month after the deposit of the third instrument of ratification, acceptance or approval referred to in the second paragraph of Article 17.

Thereafter the Convention shall enter into force

– for each State ratifying, accepting or approving it subsequently, on the first day of the third calendar month after the deposit of its instrument of ratification, acceptance or approval;

– for each acceding State, on the first day of the third calendar month after the deposit of its instrument of accession;

– for a territory to which the Convention has been extended in conformity with Article 19, on the first day of the third calendar month after the notification referred to in that Article.

Article 21

This Convention shall remain in force for five years from the date of its entry into force in accordance with the first paragraph of Article 20, even for States which have ratified, accepted, approved or acceded to it subsequently.

If there has been no denunciation, it shall be renewed tacitly every five years.

Any denunciation shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, at least six months before the expiry of the five year period. It may be limited to certain of the territories to which the Convention applies.

The denunciation shall have effect only as regards the State which has notified it. The Convention shall remain in force for the other Contracting States.

Article 22

The Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands shall notify the States Members of the Conference, and the States which have acceded in accordance with Article 18, of the following –

1 the signatures and ratifications, acceptances and approvals referred to in Article 17;

2 the date on which this Convention enters into force in accordance with Article 20;

3 the accessions referred to in Article 18 and the dates on which they take effect;

4 the extensions referred to in Article 19 and the dates on which they take effect;

5 the reservations, withdrawals of reservations and declarations referred to in Articles 14, 16 and 19;

6 the denunciations referred to in Article 21.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 19 . . . , en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Douzième session.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at The Hague, on the . . . day of . . . , 19 . . . , in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through the diplomatic channel, to each of the States Members of the Hague Conference on Private International Law at the date of its Twelfth Session.

CONVENTION CONCERNANT LA RECONNAISSANCE ET
L'EXÉCUTION DE DÉCISIONS RELATIVES AUX OBLIGATIONS
ALIMENTAIRES

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant établir des dispositions communes pour régler la reconnaissance et l'exécution réciproques de décisions relatives aux obligations alimentaires envers les adultes, Désirant coordonner ces dispositions et celles de la Convention du 15 avril 1958 concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants, Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

CHAPITRE I – CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article premier

La présente Convention s'applique aux décisions en matière d'obligations alimentaires découlant de relations de famille, de parenté, de mariage ou d'alliance, y compris les obligations alimentaires envers un enfant non légitime, rendues par les autorités judiciaires ou administratives d'un Etat contractant entre:

- 1 un créancier et un débiteur d'aliments; ou
- 2 un débiteur d'aliments et une institution publique qui poursuit le remboursement de la prestation fournie à un créancier d'aliments.

Elle s'applique également aux transactions passées dans cette matière devant ces autorités et entre ces personnes.

Article 2

La Convention s'applique aux décisions et aux transactions, quelle que soit leur dénomination.

Elle s'applique également aux décisions ou transactions modifiant une décision ou une transaction antérieure, même au cas où celle-ci proviendrait d'un Etat non contractant.

Elle s'applique sans égard au caractère international ou interne de la réclamation d'aliments et quelle que soit la nationalité ou la résidence habituelle des parties.

Article 3

Si la décision ou la transaction ne concerne pas seulement l'obligation alimentaire, l'effet de la Convention reste limité à cette dernière.

CHAPITRE II – CONDITIONS DE LA RECONNAISSANCE ET DE
L'EXÉCUTION DES DÉCISIONS

Article 4

La décision rendue dans un Etat contractant doit être reconnue ou déclarée exécutoire dans un autre Etat contractant:

- 1 si elle a été rendue par une autorité considérée comme compétente au sens des articles 7 ou 8; et
- 2 si elle ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'Etat d'origine.

Les décisions exécutoires par provision et les mesures provisionnelles sont, quoique susceptibles de recours ordinaire, reconnues ou déclarées exécutoires dans l'Etat requis si pareilles décisions peuvent y être rendues et exécutées.

Acte final

CONVENTION ON THE RECOGNITION AND ENFORCEMENT OF
DECISIONS RELATING TO MAINTENANCE OBLIGATIONS

The States signatory to this Convention,

Desiring to establish common provisions to govern the reciprocal recognition and enforcement of decisions relating to maintenance obligations in respect of adults, Desiring to coordinate these provisions and those of the Convention of the 15th of April 1958 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations in Respect of Children, Have resolved to conclude a Convention for this purpose and have agreed upon the following provisions –

CHAPTER I – SCOPE OF THE CONVENTION

Article 1

This Convention shall apply to a decision rendered by a judicial or administrative authority in a Contracting State in respect of a maintenance obligation arising from a family relationship, parentage, marriage or affinity, including a maintenance obligation towards an infant who is not legitimate, between –

- 1 a maintenance creditor and a maintenance debtor; or
- 2 a maintenance debtor and a public body which claims reimbursement of benefits given to a maintenance creditor.

It shall also apply to a settlement made by or before such an authority ('transaction') in respect of the said obligations and between the same parties (hereafter referred to as a 'settlement').

Article 2

This Convention shall apply to a decision or settlement however described.

It shall also apply to a decision or settlement modifying a previous decision or settlement, even in the case where this originates from a non-Contracting State.

It shall apply irrespective of the international or internal character of the maintenance claim and whatever may be the nationality or habitual residence of the parties.

Article 3

If a decision or settlement does not relate solely to a maintenance obligation, the effect of the Convention is limited to the parts of the decision or settlement which concern maintenance obligations.

CHAPTER II – CONDITIONS FOR RECOGNITION AND
ENFORCEMENT OF DECISIONS

Article 4

A decision rendered in a Contracting State shall be recognised or enforced in another Contracting State –

- 1 if it was rendered by an authority considered to have jurisdiction under Article 7 or 8; and
- 2 if it is no longer subject to ordinary forms of review in the State of origin.

Provisionally enforceable decisions and provisional measures shall, although subject to ordinary forms of review, be recognised or enforced in the State addressed if similar decisions may be rendered and enforced in that State.

Final Act

Article 5

La reconnaissance ou l'exécution de la décision peut néanmoins être refusée:

1 si la reconnaissance ou l'exécution de la décision est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'Etat requis; ou

2 si la décision résulte d'une fraude commise dans la procédure; ou

3 si un litige entre les mêmes parties et ayant le même objet est pendant devant une autorité de l'Etat requis, première saisie; ou

4 si la décision est incompatible avec une décision rendue entre les mêmes parties et sur le même objet, soit dans l'Etat requis, soit dans un autre Etat lorsque, dans ce dernier cas, elle réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance et à son exécution dans l'Etat requis.

Article 6

Sans préjudice des dispositions de l'article 5, une décision par défaut n'est reconnue ou déclarée exécutoire que si l'acte introductif d'instance contenant les éléments essentiels de la demande a été notifié ou signifié à la partie défaillante selon le droit de l'Etat d'origine et si, compte tenu des circonstances, cette partie a disposé d'un délai suffisant pour présenter sa défense.

Article 7

L'autorité de l'Etat d'origine est considérée comme compétente au sens de la Convention:

1 si le débiteur ou le créancier d'aliments avait sa résidence habituelle dans l'Etat d'origine lors de l'introduction de l'instance; ou

2 si le débiteur et le créancier d'aliments avaient la nationalité de l'Etat d'origine lors de l'introduction de l'instance; ou

3 si le défendeur s'est soumis à la compétence de cette autorité soit expressément, soit en s'expliquant sur le fond sans réserves touchant à la compétence.

Article 8

Sans préjudice des dispositions de l'article 7, les autorités d'un Etat contractant qui ont statué sur la réclamation en aliments sont considérées comme compétentes au sens de la Convention si ces aliments sont dus en raison d'un divorce, d'une séparation de corps, d'une annulation ou d'une nullité de mariage intervenu devant une autorité de cet Etat reconnue comme compétente en cette matière, selon le droit de l'Etat requis.

Article 9

L'autorité de l'Etat requis est liée par les constatations de fait sur lesquelles l'autorité de l'Etat d'origine a fondé sa compétence.

Article 10

Lorsque la décision porte sur plusieurs chefs de la demande en aliments et que la reconnaissance ou l'exécution ne peut être accordée pour le tout, l'autorité de l'Etat requis applique la Convention à la partie de la décision qui peut être reconnue ou déclarée exécutoire.

Article 5

Recognition or enforcement of a decision may, however, be refused –

1 if recognition or enforcement of the decision is manifestly incompatible with the public policy ('ordre public') of the State addressed; or

2 if the decision was obtained by fraud in connection with a matter of procedure; or

3 if proceedings between the same parties and having the same purpose are pending before an authority of the State addressed and those proceedings were the first to be instituted; or

4 if the decision is incompatible with a decision rendered between the same parties and having the same purpose, either in the State addressed or in another State, provided that this latter decision fulfils the conditions necessary for its recognition and enforcement in the State addressed.

Article 6

Without prejudice to the provisions of Article 5, a decision rendered by default shall be recognised or enforced only if notice of the institution of the proceedings, including notice of the substance of the claim, has been served on the defaulting party in accordance with the law of the State of origin and if, having regard to the circumstances, that party has had sufficient time to enable him to defend the proceedings.

Article 7

An authority in the State of origin shall be considered to have jurisdiction for the purposes of this Convention –

1 if either the maintenance debtor or the maintenance creditor had his habitual residence in the State of origin at the time when the proceedings were instituted; or

2 if the maintenance debtor and the maintenance creditor were nationals of the State of origin at the time when the proceedings were instituted; or

3 if the defendant had submitted to the jurisdiction of the authority, either expressly or by defending on the merits of the case without objecting to the jurisdiction.

Article 8

Without prejudice to the provisions of Article 7, the authority of a Contracting State which has given judgment on a maintenance claim shall be considered to have jurisdiction for the purposes of this Convention if the maintenance is due by reason of a divorce or a legal separation, or a declaration that a marriage is void or annulled, obtained from an authority of that State recognised as having jurisdiction in that matter, according to the law of the State addressed.

Article 9

The authority of the State addressed shall be bound by the findings of fact on which the authority of the State of origin based its jurisdiction.

Article 10

If a decision deals with several issues in an application for maintenance and if recognition or enforcement cannot be granted for the whole of the decision, the authority of the State addressed shall apply this Convention to that part of the decision which can be recognised or enforced.

Article 11

Lorsque la décision a ordonné la prestation d'aliments par paiements périodiques, l'exécution est accordée tant pour les paiements échus que pour ceux à échoir.

Article 12

L'autorité de l'Etat requis ne procède à aucun examen au fond de la décision, à moins que la Convention n'en dispose autrement.

CHAPITRE III – PROCÉDURE DE LA RECONNAISSANCE ET DE L'EXÉCUTION DES DÉCISIONS

Article 13

La procédure de la reconnaissance ou de l'exécution de la décision est régie par le droit de l'Etat requis, à moins que la Convention n'en dispose autrement.

Article 14

La reconnaissance ou l'exécution partielle d'une décision peut toujours être demandée.

Article 15

Le créancier d'aliments qui, dans l'Etat d'origine, a bénéficié en tout ou en partie de l'assistance judiciaire ou d'une exemption de frais et dépens, bénéficie, dans toute procédure de reconnaissance ou d'exécution, de l'assistance la plus favorable ou de l'exemption la plus large prévue par le droit de l'Etat requis.

Article 16

Aucune caution ni aucun dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé pour garantir le paiement des frais et dépens dans les procédures visées par la Convention.

Article 17

La partie qui invoque la reconnaissance ou qui demande l'exécution d'une décision doit produire:

- 1 une expédition complète et conforme de la décision;
- 2 tout document de nature à prouver que la décision ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'Etat d'origine et, le cas échéant, qu'elle y est exécutoire;
- 3 s'il s'agit d'une décision par défaut, l'original ou une copie certifiée conforme du document de nature à prouver que l'acte introductif d'instance contenant les éléments essentiels de la demande a été régulièrement notifié ou signifié à la partie défaillante selon le droit de l'Etat d'origine;
- 4 le cas échéant, toute pièce de nature à prouver qu'elle a obtenu l'assistance judiciaire ou une exemption de frais et dépens dans l'Etat d'origine;
- 5 sauf dispense de l'autorité de l'Etat requis, la traduction certifiée conforme des documents mentionnés ci-dessus.

A défaut de production des documents mentionnés ci-dessus ou si le contenu de la décision ne permet pas à l'autorité de l'Etat requis de vérifier que les conditions de la Convention sont remplies, cette autorité impartit un délai pour produire tous documents nécessaires.

Aucune légalisation ni formalité analogue ne peut être exigée.

Acte final

Article 11

If a decision provided for the periodical payment of maintenance, enforcement shall be granted in respect of payments already due and in respect of future payments.

Article 12

There shall be no review by the authority of the State addressed of the merits of a decision, unless this Convention otherwise provides.

CHAPTER III – PROCEDURE FOR RECOGNITION AND ENFORCEMENT OF DECISIONS

Article 13

The procedure for the recognition or enforcement of a decision shall be governed by the law of the State addressed, unless this Convention otherwise provides.

Article 14

Partial recognition or enforcement of a decision can always be applied for.

Article 15

A maintenance creditor, who, in the State of origin, has benefited from complete or partial legal aid or exemption from costs or expenses, shall be entitled, in any proceedings for recognition or enforcement, to benefit from the most favourable legal aid or the most extensive exemption from costs or expenses provided for by the law of the State addressed.

Article 16

No security, bond or deposit, however described, shall be required to guarantee the payment of costs and expenses in the proceedings to which the Convention refers.

Article 17

The party seeking recognition or applying for enforcement of a decision shall furnish –

- 1 a complete and true copy of the decision;
- 2 any document necessary to prove that the decision is no longer subject to the ordinary forms of review in the State of origin and, where necessary, that it is enforceable;
- 3 if the decision was rendered by default, the original or a certified true copy of any document required to prove that the notice of the institution of proceedings, including notice of the substance of the claim, has been properly served on the defaulting party according to the law of the State of origin;
- 4 where appropriate, any document necessary to prove that the obtained legal aid or exemption from costs or expenses in the State of origin;
- 5 a translation, certified as true, of the above-mentioned documents unless the authority of the State addressed dispenses with such translation.

If there is a failure to produce the documents mentioned above or if the contents of the decision do not permit the authority of the State addressed to verify whether the conditions of this Convention have been fulfilled, the authority shall allow a specified period of time for the production of the necessary documents. No legalisation or other like formality may be required.

Final Act

I-43

Article 18

La décision rendue contre un débiteur d'aliments à la demande d'une institution publique qui poursuit le remboursement de prestations fournies au créancier d'aliments est reconnue et déclarée exécutoire conformément à la Convention:

1 si ce remboursement peut être obtenu par cette institution selon la loi qui la régit; et

2 si l'existence d'une obligation alimentaire entre ce créancier et ce débiteur est prévue par la loi interne désignée par le droit international privé de l'Etat requis.

Article 19

Une institution publique peut, dans la mesure des prestations fournies au créancier, demander la reconnaissance ou l'exécution d'une décision rendue entre le créancier et le débiteur d'aliments si, d'après la loi qui la régit, elle est de plein droit habilitée à invoquer la reconnaissance ou à demander l'exécution de la décision à la place du créancier.

Article 20

Sans préjudice des dispositions de l'article 17, l'institution publique qui invoque la reconnaissance ou qui demande l'exécution doit produire tout document de nature à prouver qu'elle répond aux conditions prévues par l'article 18, chiffre 1, ou par l'article 19, et que les prestations ont été fournies au créancier d'aliments.

CHAPITRE V – TRANSACTIONS

Article 21

Les transactions exécutoires dans l'Etat d'origine sont reconnues et déclarées exécutoires aux mêmes conditions que les décisions, en tant que ces conditions leur sont applicables.

CHAPITRE VI – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 22

Les Etats contractants dont la loi impose des restrictions aux transferts de fonds accorderont la priorité la plus élevée aux transferts de fonds destinés à être versés comme aliments ou à couvrir des frais et dépens encourus pour toute demande régie par la Convention.

Article 23

La Convention n'empêche pas qu'un autre instrument international liant l'Etat d'origine et l'Etat requis ou que le droit non conventionnel de l'Etat requis soient invoqués pour obtenir la reconnaissance ou l'exécution d'une décision ou d'une transaction.

Article 24

La Convention est applicable quelle que soit la date à laquelle la décision a été rendue.

Lorsque la décision a été rendue avant l'entrée en vigueur de la Convention dans les rapports entre l'Etat d'origine et l'Etat requis, elle ne sera déclarée exécutoire dans ce dernier Etat que pour les paiements à échoir après cette entrée en vigueur.

Article 25

Tout Etat contractant peut, à tout moment, déclarer que les dispositions de la Convention seront étendues, dans ses relations avec les Etats qui auront fait la même déclara-

Article 18

A decision rendered against a maintenance debtor on the application of a public body which claims reimbursement of benefits provided for a maintenance creditor shall be recognised and enforced in accordance with this Convention –

1 if reimbursement can be obtained by the public body under the law to which it is subject; and

2 if the existence of a maintenance obligation between the creditor and the debtor is provided for by the internal law applicable under the rules of private international law of the State addressed.

Article 19

A public body may seek recognition or claim enforcement of a decision rendered between a maintenance creditor and maintenance debtor to the extent of the benefits provided for the creditor if it is entitled *ipso jure*, under the law to which it is subject, to seek recognition or claim enforcement of the decision in place of the creditor.

Article 20

Without prejudice to the provisions of Article 17, the public body seeking recognition or claiming enforcement of a decision shall furnish any document necessary to prove that it fulfils the conditions of sub-paragraph 1, of Article 18 or Article 19, and that benefits have been provided for the maintenance creditor.

CHAPTER V – SETTLEMENTS

Article 21

A settlement which is enforceable in the State of origin shall be recognised and enforced subject to the same conditions as a decision so far as such conditions are applicable to it.

CHAPTER VI – MISCELLANEOUS PROVISIONS

Article 22

A Contracting State, under whose law the transfer of funds is restricted, shall accord the highest priority to the transfer of funds payable as maintenance or to cover costs and expenses in respect of any claim under this Convention.

Article 23

This Convention shall not restrict the application of an international instrument in force between the State of origin and the State addressed or other law of the State addressed for the purposes of obtaining recognition or enforcement of a decision or settlement.

Article 24

This Convention shall apply irrespective of the date on which a decision was rendered.

Where a decision has been rendered prior to the entry into force of the Convention between the State of origin and the State addressed, it shall be enforced in the latter State only for payments falling due after such entry into force.

Article 25

Any Contracting State may, at any time, declare that the provisions of this Convention will be extended, in relation to other States making a declaration under this

ration, à tout acte authentique dressé par-devant une autorité ou un officier public, reçu et exécutoire dans l'Etat d'origine, dans la mesure où ces dispositions peuvent être appliquées à ces actes.

Article 26

Tout Etat contractant pourra, conformément à l'article 34, se réserver le droit de ne pas reconnaître ni déclarer exécutoires:

- 1 les décisions et les transactions portant sur les aliments dus pour la période postérieure au mariage ou au vingt-et-unième anniversaire du créancier par un débiteur autre que l'époux ou l'ex-époux du créancier;
- 2 les décisions et les transactions en matière d'obligations alimentaires
 - a entre collatéraux;
 - b entre alliés;
- 3 les décisions et les transactions ne prévoyant pas la prestation d'aliments par paiements périodiques.

Aucun Etat contractant qui aura fait l'usage d'une réserve ne pourra prétendre à l'application de la Convention aux décisions et aux transactions exclues dans sa réserve.

Article 27

Si un Etat contractant connaît, en matière d'obligations alimentaires, deux ou plusieurs systèmes de droit applicables à des catégories différentes de personnes, toute référence à la loi de cet Etat vise le système juridique que son droit désigne comme applicable à une catégorie particulière de personnes.

Article 28

Si un Etat contractant comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles différents systèmes de droit s'appliquent en ce qui concerne la reconnaissance et l'exécution de décisions en matière d'obligations alimentaires:

- 1 toute référence à la loi, à la procédure ou à l'autorité de l'Etat d'origine vise la loi, la procédure ou l'autorité de l'unité territoriale dans laquelle la décision a été rendue;
- 2 toute référence à la loi, à la procédure ou à l'autorité de l'Etat requis vise la loi, la procédure ou l'autorité de l'unité territoriale dans laquelle la reconnaissance ou l'exécution est invoquée;
- 3 toute référence faite, dans l'application des chiffres 1 et 2, soit à la loi ou à la procédure de l'Etat d'origine, soit à la loi ou à la procédure de l'Etat requis, doit être interprétée comme comprenant tous les règles et principes légaux appropriés de l'Etat contractant qui régissent les unités territoriales qui le forment;
- 4 toute référence à la résidence habituelle du créancier ou du débiteur d'aliments dans l'Etat d'origine vise sa résidence habituelle dans l'unité territoriale dans laquelle la décision a été rendue.

Tout Etat contractant peut, en tout temps, déclarer qu'il n'appliquera pas l'une ou plusieurs de ces règles à une ou plusieurs dispositions de la Convention.

Article 29

La présente Convention remplace dans les rapports entre les Etats qui y sont Parties, la Convention concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants, conclue à La Haye le 15 avril 1958.

Article, to an official deed ('acte authentique') drawn up by or before an authority or public official and directly enforceable in the State of origin insofar as these provisions can be applied to such deeds.

Article 26

Any Contracting State may, in accordance with Article 34, reserve the right not to recognise or enforce –

- 1 a decision or settlement insofar as it relates to a period of time after a maintenance creditor attains the age of twenty-one years or marries, except when the creditor is or was the spouse of the maintenance debtor;
- 2 a decision or settlement in respect of maintenance obligations
 - a between persons related collaterally;
 - b between persons related by affinity;
- 3 a decision or settlement unless it provides for the periodical payment of maintenance.

A Contracting State which has made a reservation shall not be entitled to claim the application of this Convention to such decisions or settlements as are excluded by its reservation.

Article 27

If a Contracting State has, in matters of maintenance obligations, two or more legal systems applicable to different categories of persons, any reference to the law of that State shall be construed as referring to the legal system which its law designates as applicable to a particular category of persons.

Article 28

If a Contracting State has two or more territorial units in which different systems of law apply in relation to the recognition and enforcement of maintenance decisions –

- 1 any reference to the law or procedure or authority of the State of origin shall be construed as referring to the law or procedure or authority of the territorial unit in which the decision was rendered;
- 2 any reference to the law or procedure or authority of the State addressed shall be construed as referring to the law or procedure or authority of the territorial unit in which recognition or enforcement is sought;
- 3 any reference made in the application of subparagraph 1 or 2 to the law or procedure of the State of origin or to the law or procedure of the State addressed shall be construed as including any relevant legal rules and principles of the Contracting State which apply to the territorial units comprising it;
- 4 any reference to the habitual residence of the maintenance creditor or the maintenance debtor in the State of origin shall be construed as referring to his habitual residence in the territorial unit in which the decision was rendered.

Any Contracting State may, at any time, declare that it will not apply any one or more of the foregoing rules to one or more of the provisions of this Convention.

Article 29

This Convention shall replace, as regards the States who are Parties to it, the Convention on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations in Respect of Children, concluded at The Hague on the 15th of April 1958.

Article 30

La Convention est ouverte à la signature des Etats qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Douzième session.

Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 31

Tout Etat qui n'est devenu Membre de la Conférence qu'après la Douzième session, ou qui appartient à l'Organisation des Nations Unies ou à une institution spécialisée de celle-ci, ou est Partie au Statut de la Cour internationale de Justice, pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 35, alinéa premier.

L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les douze mois après la réception de la notification prévue au chiffre 3 de l'article 37. Une telle objection pourra également être élevée par tout Etat membre au moment d'une ratification, acceptation ou approbation de la Convention, ultérieure à l'adhésion. Ces objections seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 32

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'approbation, de l'acceptation ou de l'adhésion, pourra déclarer que la Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'extension aura effet dans les rapports entre les Etats contractants qui, dans les douze mois après la réception de la notification prévue à l'article 37, chiffre 4, n'auront pas élevé d'objection à son encontre, et le territoire ou les territoires dont les relations internationales sont assurées par l'Etat en question, et pour lequel ou lesquels la notification aura été faite.

Une telle objection pourra également être élevée par tout Etat membre au moment d'une ratification, acceptation ou approbation ultérieure à l'extension.

Ces objections seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 33

Tout Etat contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent en ce qui concerne la reconnaissance et l'exécution de décisions en matière d'obligations alimentaires pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'étendra à toutes ces unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles et pourra, à tout moment, modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

Article 30

This Convention shall be open for signature by the States which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Twelfth Session.

It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 31

Any State which has become a Member of the Hague Conference on Private International Law after the date of its Twelfth Session, or which is a Member of the United Nations or of a specialised agency of that Organisation, or a Party to the Statute of the International Court of Justice may accede to this Convention after it has entered into force in accordance with the first paragraph of Article 35.

The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Such accession shall have effect only as regards the relations between the acceding State and those Contracting States which have not raised an objection to its accession in the twelve months after the receipt of the notification referred to in sub-paragraph 3 of Article 37. Such an objection may also be raised by Member States at the time when they ratify, accept or approve the Convention after an accession. Any such objection shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 32

Any State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, declare that this Convention shall extend to all territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect on the date of entry into force of the Convention for the State concerned.

At any time thereafter, such extensions shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

The extension shall have effect as regards the relations between the Contracting States which have not raised an objection to the extension in the twelve months after the receipt of the notification referred to in sub-paragraph 4 of Article 37 and the territory or territories for the international relations of which the State in question is responsible and in respect of which the notification was made.

Such an objection may also be raised by Member States when they ratify, accept or approve the Convention after an extension.

Any such objection shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 33

If a Contracting State has two or more territorial units in which different systems of law apply in relation to the recognition and enforcement of maintenance decisions, it may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, declare that this Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them, and may modify its declaration by submitting another declaration at any time thereafter.

Ces déclarations seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas et indiqueront expressément l'unité territoriale à laquelle la Convention s'applique.

Les autres Etats contractants pourront refuser de reconnaître une décision en matière d'obligations alimentaires si, à la date à laquelle la reconnaissance est invoquée, la Convention n'est pas applicable à l'unité territoriale dans laquelle la décision a été obtenue.

Article 34

Tout Etat pourra, au plus tard au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, faire une ou plusieurs des réserves prévues à l'article 26. Aucune autre réserve ne sera admise.

Tout Etat pourra également, en notifiant une extension de la Convention conformément à l'article 32, faire une ou plusieurs de ces réserves avec effet limité aux territoires ou à certains des territoires visés par l'extension.

Tout Etat contractant pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite. Ce retrait sera notifié au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'effet de la réserve cessera le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

Article 35

La Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois du calendrier suivant le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation prévu par l'article 30.

Ensuite, la Convention entrera en vigueur:

– pour chaque Etat signataire ratifiant, acceptant ou approuvant postérieurement, le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation;

– pour tout Etat adhérent, le premier jour du troisième mois du calendrier après l'expiration du délai visé à l'article 31;

– pour les territoires auxquels la Convention a été étendue conformément à l'article 32, le premier jour du troisième mois du calendrier qui suit l'expiration du délai visé audit article.

Article 36

La Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 35, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront postérieurement ratifiée, acceptée ou approuvée ou qui y auront adhéré.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas. Elle pourra se limiter à certains territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 37

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats membres de la Conférence, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 31:

1 les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées à l'article 30;

These declarations shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, and shall state expressly the territorial unit to which the Convention applies.

Other Contracting States may decline to recognise a maintenance decision if, at the date on which recognition is sought, the Convention is not applicable to the territorial unit in which the decision was rendered.

Article 34

Any State may, not later than the moment of its ratification, acceptance, approval or accession, make one or more of the reservations referred to in Article 26. No other reservation shall be permitted.

Any State may also, when notifying an extension of the Convention in accordance with Article 32, make one or more of the said reservations applicable to all or some of the territories mentioned in the extension.

Any Contracting State may at any time withdraw a reservation it has made. Such a withdrawal shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Such a reservation shall cease to have effect on the first day of the third calendar month after the notification referred to in the preceding paragraph.

Article 35

This Convention shall enter into force on the first day of the third calendar month after the deposit of the third instrument of ratification, acceptance or approval referred to in Article 30.

Thereafter the Convention shall enter into force

– for each State ratifying, accepting or approving it subsequently, on the first day of the third calendar month after the deposit of its instrument of ratification, acceptance or approval;

– for each acceding State, on the first day of the third calendar month, after the expiry of the period referred to in Article 31;

– for a territory to which the Convention has been extended in conformity with Article 32, on the first day of the third calendar month after the expiry of the period referred to in that Article.

Article 36

This Convention shall remain in force for five years from the date of its entry into force in accordance with the first paragraph of Article 35, even for States which have ratified, accepted, approved or acceded to it subsequently.

If there has been no denunciation, it shall be renewed tacitly every five years.

Any denunciation shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, at least six months before the expiry of the five year period. It may be limited to certain of the territories to which the Convention applies.

The denunciation shall have effect only as regards the State which has notified it. The Convention shall remain in force for the other Contracting States.

Article 37

The Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands shall notify the States Members of the Conference, and the States which have acceded in accordance with Article 31, of the following –

1 the signatures and ratifications, acceptances and approvals referred to in Article 30;

2 la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 35;

3 les adhésions visées à l'article 31 et la date à laquelle elles auront effet;

4 les extensions visées à l'article 32 et la date à laquelle elles auront effet;

5 les objections aux adhésions et aux extensions visées aux articles 31 et 32;

6 les déclarations mentionnées aux articles 25 et 32;

7 les dénonciations visées à l'article 36;

8 les réserves prévues aux articles 26 et 34, et le retrait des réserves prévu à l'article 34.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 19. ., en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Douzième session.

2 the date on which this Convention enters into force in accordance with Article 35;

3 the accessions referred to in Article 31 and the dates on which they take effect;

4 the extensions referred to in Article 32 and the dates on which they take effect;

5 the objections raised to accessions and extensions referred to in Articles 31 and 32;

6 the declarations referred to in Articles 25 and 32;

7 the denunciations referred to in Article 36;

8 the reservations referred to in Articles 26 and 34 and the withdrawals referred to in Article 34.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at The Hague, on the day of, 19. ., in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through the diplomatic channel, to each of the States Members of the Hague Conference on Private International Law at the date of its Twelfth Session.

B La Décision suivante sur l'achèvement des travaux en matière d'obligations alimentaires:

La Douzième session,

Ayant adopté une Convention concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires;

Constatant que les travaux relatifs à l'avant-projet de convention sur la loi applicable à certaines obligations alimentaires envers les adultes n'ont pas pu être terminés au cours de la Douzième session;

Considérant qu'une Commission spéciale pourrait être convoquée pour élaborer un texte définitif de la Convention; qu'une telle Commission spéciale devrait être composée, sauf empêchement absolu, des personnes qui ont siégé à la Troisième commission de la Douzième session;

Considérant en outre que cette Commission devrait poursuivre les discussions sur la base des dossiers de la Douzième session, et qu'elle aura pour tâche d'élaborer un projet de convention définitif;

Estimant qu'une telle Commission devrait pouvoir terminer ses travaux dans une réunion de douze jours ouvrables au maximum;

Vu l'article 7 du Statut de la Conférence;

Institue une Commission spéciale dans les conditions prévues ci-dessus;

Prie le Bureau Permanent de convoquer cette Commission dans un proche avenir, étant entendu qu'en principe elle devrait avoir rédigé le projet de convention avant le premier avril 1973;

Décide que le projet de convention adopté par la Commission spéciale sera consigné dans un Acte final à signer par les Délégués présents à cette Commission.

B The following Decision on the completion of deliberations relating to maintenance obligations -

The Twelfth Session,

Having adopted a Convention on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations;

Conscious that deliberations concerning the draft Convention on the Law Applicable to Certain Maintenance Obligations in Respect of Adult Creditors could not be completed during the Twelfth Session;

Considering it appropriate to convene a Special Commission in order to prepare a final text of the Convention; considering that this Special Commission should be composed of the persons, who constituted the Third Commission of the Twelfth Session, except in a case of absolute hindrance;

Desiring that this Commission should base its deliberations on the proceedings of the Twelfth Session, and that it should undertake the task of preparing a final draft Convention;

Contemplating that a meeting lasting at the most twelve working days should be sufficient to enable this Commission to conclude its deliberations;

Having regard to Article 7 of the Statute of the Conference;

Institutes a Special Commission in the foregoing terms;

Requests the Permanent Bureau to convene this Commission in the near future, in the expectation that it should in principle present a draft Convention before the first of April, 1973;

And decides that the draft Convention to be drawn up by the Special Commission should be embodied in a Final Act to be signed by the Delegates participating in this Commission.

C La Décision suivante sur les projets à porter à l'ordre du jour de la Conférence:

La Douzième session,

Considérant que l'article 3 du Statut de la Conférence prévoit que la Commission d'Etat examine toutes les propositions destinées à être mises à l'ordre du jour de la Conférence;

Se fondant sur les propositions et suggestions émises lors des discussions de la Quatrième commission;

Prie la Commission d'Etat d'examiner l'opportunité de porter les questions suivantes de droit international privé à l'ordre du jour de la Treizième session ou d'une des Sessions ultérieures:

En premier lieu,

a les conflits de lois en matière de mariage et la révision de la Convention pour régler les conflits de lois en matière de mariage du 12 juin 1902, en y ajoutant le cas échéant les questions relatives à la reconnaissance à l'étranger des décisions concernant l'existence ou la validité du mariage;

b la loi applicable aux régimes matrimoniaux;

c un nouvel examen des problèmes faisant l'objet de la Convention du 15 juin 1955 pour régler les conflits entre la loi nationale et la loi du domicile, et des possibilités de stimuler l'adoption de cette Convention par un nombre plus grand d'Etats, ainsi que de toute autre solution possible;

d les règles de conflits concernant les obligations contractuelles et délictuelles, étant entendu qu'un questionnaire portant sur l'opportunité d'entreprendre des études à ce sujet sera adressé aux Membres et que la Commission d'Etat, au vu des réponses, appréciera la suite à donner;

En second lieu,

a la reconnaissance des adoptions internes;

b la loi applicable aux titres négociables;

c le contrat d'agence et la représentation;

d la compétence internationale et la loi applicable en matière de divorce et de séparation de corps;

e la loi applicable à la concurrence déloyale;

f la loi applicable à l'établissement de la filiation et les questions relatives à la reconnaissance à l'étranger des décisions concernant l'établissement de la filiation;

g la loi applicable en matière d'assurances de responsabilité;

h la loi applicable aux sujets suivants relevant du droit du commerce international: la procuration, les cautionnements et les garanties bancaires, les opérations de banque, les contrats de licence et le «savoir faire» (*know-how*).

C The following Decision on the matters to be placed on the Agenda of the Conference –

The Twelfth Session,

Observing that Article 3 of the Statute of the Conference provides that the Standing Government Committee shall examine all proposals for items to be placed on the Agenda of the Conference;

Having regard to the proposals and suggestions put forward in the deliberations of the Fourth Commission;

Requests the Standing Government Committee to study the desirability of placing the following matters of private international law on the Agenda of the Thirteenth Session or a following Session –

First,

a the conflict of laws in respect of marriage and the revision of the Convention on the Conflict of Laws Relating to Marriage of the 12th of June 1902, and to include, as the case may be, questions relating to the recognition abroad of decisions in respect of the existence or validity of marriages;

b the law applicable to matrimonial property;

c the re-examination of the problems which were dealt with in the Convention of the 15th of June 1955 on Conflicts Between the Law of Nationality and the Law of Domicile, and the possibilities of encouraging the adoption of this Convention by a greater number of States, as well as a consideration of other potential solutions;

d the conflicts rules relating to contract and tort, on the understanding that a questionnaire as to whether it is opportune to undertake studies on this subject will be addressed to the Members and that the Standing Government Committee will decide, in the light of the replies, on the action to be taken;

Secondly,

a the recognition of internal adoptions;

b the law applicable to negotiable instruments;

c the law applicable to contracts of agency and representation;

d the international jurisdiction and applicable law in respect of divorce and legal separation;

e the law applicable to unfair competition;

f the law applicable to the establishment of filiation and questions relating to the recognition of foreign decisions relating to the establishment of filiation;

g the law applicable in the field of liability insurance;

h the law applicable to the following matters in the field of international trade law – powers of attorney, bank guarantees and sureties, banking operations, licensing agreements and know-how.

D Enfin, la Conférence a émis les Vœux suivants:

1 Que le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, désigné comme dépositaire des Conventions, veuille bien, le premier octobre 1973, ouvrir à la signature les Conventions adoptées par la présente Session;

2 Que les Etats Membres prennent en considération la possibilité d'assurer une publicité adéquate destinée à tous juristes et autorités intéressés des signatures, ratifications, acceptations, approbations, adhésions, réserves et déclarations relatives aux Conventions de La Haye, ainsi que des dates d'entrée en vigueur des textes conventionnels pour ce qui concerne leur pays;

3 Que les Gouvernements publient officiellement et encouragent la publication par voie non officielle des traductions faites dans la langue de leur pays des Conventions de la Conférence et des rapports y relatifs;

4 Que l'élaboration de la nouvelle Convention concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires ne soit pas considérée comme un obstacle à la ratification de la Convention du 15 avril 1958 concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants.

Fait à La Haye, le vingt et un octobre mil neuf cent soixante-douze, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Bureau Permanent et dont une copie certifiée conforme sera remise à chacun des Gouvernements représentés à la Douzième session de la Conférence.

Pour la République Fédérale d'Allemagne,

H. VON SPRECKELSEN, B. LOHR, W. LORENZ, H. A. STÖCKER

Pour l'Argentine,

N. M. FREYRE-PENABAD

Pour l'Autriche,

O. EDLBACHER, W. SEDLACEK

Pour la Belgique,

P. JENARD, R. VAN DIJCK, M. VERWILGHEN, M. HANOTIAU, G. VAN HECKE

Pour le Brésil,

H. T. VALLADÃO, C. S. GOMES PEREIRA

Pour le Canada,

D. S. MAXWELL, H. A. LEAL, R. H. TALLIN, R. LETTE, D. BÉLISLE

Pour le Danemark,

J. BANGERT, O. DUE, A. PHILIP

Pour l'Espagne

R. SEDÓ GÓMEZ, J. A. CARRILLO SALCEDO, J. D. GONZALES CAMPOS, E. PEREZ-VERA, M. ANGULO RODRIGUEZ

Pour les Etats-Unis d'Amérique,

PH. W. AMRAM, W. L. M. REESE, D. F. CAVERS, J. C. DEZENDORF, K. H. NADELMANN, W. H. BOYD, R. DALTON

Pour la Finlande,

La délégation finlandaise, n'ayant pu assister à la séance de signature, a donné son accord au texte du présent Acte.

Pour la France,

H. BATIFFOL, J. BAUDOIN, B. GOLDMAN, M. SAUTERAUD-MARCENAC, L. CHATIN

Acte final

D Finally, the Conference expresses the following Wishes –

1 That the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, designated as depositary of the Conventions, be willing to open for signature the Conventions adopted by this Session as from the 1st of October, 1973;

2 That Member States consider the possibility of providing for adequate publicity, for the attention of all interested lawyers and authorities, of the signatures, ratifications, acceptances, approvals, accessions, reservations and declarations concerning the Hague Conventions, as well as of the dates of entry into force of the Conventions as far as their country is concerned;

3 That Governments publish officially, and encourage the publication through non-official channels of, translations in the language of their country of the Conventions of the Conference and the corresponding Reports;

4 That the drawing-up of the new Convention on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations should not be considered an obstacle to the ratification of the Convention of the 15th of April 1958 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations in Respect of Children.

Done at The Hague, on the 21st day of October Nineteen hundred and seventy-two, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Permanent Bureau, and of which a certified copy shall be sent to each of the Governments represented at the Twelfth Session of the Conference.

For the Federal Republic of Germany,

H. VON SPRECKELSEN, B. LOHR, W. LORENZ, H. A. STÖCKER

For Argentina,

N. M. FREYRE-PENABAD

For Austria,

O. EDLBACHER, W. SEDLACEK

For Belgium,

P. JENARD, R. VAN DIJCK, M. VERWILGHEN, M. HANOTIAU, G. VAN HECKE

For Brazil,

H. T. VALLADÃO, C. S. GOMES PEREIRA

For Canada,

D. S. MAXWELL, H. A. LEAL, R. H. TALLIN, R. LETTE, D. BÉLISLE

For Denmark,

J. BANGERT, O. DUE, A. PHILIP

For Spain,

R. SEDÓ GÓMEZ, J. A. CARRILLO SALCEDO, J. D. GONZALES CAMPOS, E. PEREZ-VERA, M. ANGULO RODRIGUEZ

For the United States of America,

PH. W. AMRAM, W. L. M. REESE, D. F. CAVERS, J. C. DEZENDORF, K. H. NADELMANN, W. H. BOYD, R. DALTON

For Finland,

The Finnish delegation, unable to attend the ceremony of signature, have expressed their agreement with the text of this Act.

For France,

H. BATIFFOL, J. BAUDOIN, B. GOLDMAN, M. SAUTERAUD-MARCENAC, L. CHATIN

Final Act

I-51

Pour la Grèce,
CH. N. FRAGISTAS

Pour l'Irlande,
R. HAYES, P. RONAYNE

Pour Israël,
M. ARANNE

Pour l'Italie,
L. BATTAGLINI, R. DE NOVA

Pour le Japon,
S. IKEHARA, E. TANAKA, A. TASHIRO

Pour le Luxembourg,
A. HUSS, C. WAMPACH, A. WEITZEL

Pour la Norvège,
H. BAHR, S. ROGNLIEN, K. BRUZELIUS-HEFFERMEHL

Pour les Pays-Bas,
L. I. DE WINTER, C. W. DUBBINK, J. C. SCHULTSZ, C. D. VAN
BOESCHOTEN, TH. K. M. J. VAN SASSE VAN YSSELT

Pour le Portugal,
I. DE MAGALHÃES COLLAÇO

*Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du
Nord,*
A. E. ANTON, K. LIPSTEIN, I. K. MATHERS, H. WOLLASTON,
G. JACKSON

Pour la Suède,
A. KNUTSSON, E. PERSSON, S. LEIJON WAKTER

Pour la Suisse,
P. CAVIN, W. BAECHLER, A. E. VON OVERBECK

Pour la Tchécoslovaquie,
Z. KUČERA, L. KOPÁČ, M. HOLUB, M. JEŽIL

Pour la Turquie,
D. TUNALIGIL

Pour la Yougoslavie,
R. GLUŠAC, I. PUHAN, Z. MATIĆ

Pour l'Indonésie (comme Observateurs),
G. J. RESINK, M. SUMAMPOUW, KHO SWAN SIK

Le Secrétaire général,
M. H. VAN HOOGRATEN

For Greece,
CH. N. FRAGISTAS

For Ireland,
R. HAYES, P. RONAYNE

For Israel,
M. ARANNE

For Italy,
L. BATTAGLINI, R. DE NOVA

For Japan,
S. IKEHARA, E. TANAKA, A. TASHIRO

For Luxembourg,
A. HUSS, C. WAMPACH, A. WEITZEL

For Norway,
H. BAHR, S. ROGNLIEN, K. BRUZELIUS-HEFFERMEHL

For the Netherlands,
L. I. DE WINTER, C. W. DUBBINK, J. C. SCHULTSZ, C. D. VAN
BOESCHOTEN, TH. K. M. J. VAN SASSE VAN YSSELT

For Portugal,
I. DE MAGALHÃES COLLAÇO

*For the United Kingdom of Great Britain and Northern
Ireland,*
A. E. ANTON, K. LIPSTEIN, I. K. MATHERS, H. WOLLASTON,
G. JACKSON

For Sweden,
A. KNUTSSON, E. PERSSON, S. LEIJON WAKTER

For Switzerland,
P. CAVIN, W. BAECHLER, A. E. VON OVERBECK

For Czechoslovakia,
Z. KUČERA, L. KOPÁČ, M. HOLUB, M. JEŽIL

For Turkey,
D. TUNALIGIL

For Jugoslavia,
R. GLUŠAC, I. PUHAN, Z. MATIĆ

For Indonesia (as Observers),
G. J. RESINK, M. SUMAMPOUW, KHO SWAN SIK

The Secretary-General,
M. H. VAN HOOGRATEN

Protocole de clôture de la Commission spéciale¹

Les soussignés, Délégués des Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, du Canada, du Danemark, de l'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de la Finlande, de la France, de l'Irlande, de l'Italie, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Suède, de la Suisse, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, se sont réunis à La Haye le 19 mars 1973, conformément à la Décision prise lors de la Douzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

A la suite des délibérations consignées dans les procès-verbaux, ils sont convenus de soumettre à l'appréciation de leurs Gouvernements:

Le projet de Convention suivant:

CONVENTION SUR LA LOI APPLICABLE AUX OBLIGATIONS ALIMENTAIRES

Les Etats signataires de la présente Convention, Désirant établir des dispositions communes concernant la loi applicable aux obligations alimentaires envers les adultes,

Désirant coordonner ces dispositions et celles de la Convention du 24 octobre 1956 sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

CHAPITRE I – CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article premier

La présente Convention s'applique aux obligations alimentaires découlant de relations de famille, de parenté, de mariage ou d'alliance, y compris les obligations alimentaires envers un enfant non légitime.

Article 2

La Convention ne règle que les conflits de lois en matière d'obligations alimentaires.

Les décisions rendues en application de la Convention ne préjugent pas de l'existence d'une des relations visées à l'article premier.

Article 3

La loi désignée par la Convention s'applique indépendamment de toute condition de réciprocité, même s'il s'agit de la loi d'un Etat non contractant.

Protocol of Closing Session of the Special Commission¹

The undersigned, Delegates of the Governments of Austria, Belgium, Canada, Czechoslovakia, Denmark, Finland, France, the Federal Republic of Germany, Ireland, Italy, Yugoslavia, Luxemburg, the Netherlands, Norway, Spain, Sweden, Switzerland, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the United States of America, convened at The Hague on the 19th of March 1973, in accordance with the Decision taken at the Twelfth Session of the Hague Conference on Private International Law.

Following the deliberations laid down in the records of the meetings, they have decided to submit to the appreciation of their Governments –

The following draft Convention –

CONVENTION ON THE LAW APPLICABLE TO MAINTENANCE OBLIGATIONS

The States signatory to this Convention,

Desiring to establish common provisions concerning the law applicable to maintenance obligations in respect of adults,

Desiring to coordinate these provisions and those of the Convention of the 24th of October 1956 on the Law Applicable to Maintenance Obligations in Respect of Children,

Have resolved to conclude a Convention for this purpose and have agreed upon the following provisions:

CHAPTER I – SCOPE OF CONVENTION

Article 1

This Convention shall apply to maintenance obligations arising from a family relationship, parentage, marriage or affinity, including a maintenance obligation in respect of a child who is not legitimate.

Article 2

This Convention shall govern only conflicts of laws in respect of maintenance obligations.

Decisions rendered in application of this Convention shall be without prejudice to the existence of any of the relationships referred to in Article 1.

Article 3

The law designated by this Convention shall apply irrespective of any requirement of reciprocity and whether or not it is the law of a Contracting State.

¹ La Commission spéciale sur la loi applicable aux obligations alimentaires, instituée par la Douzième session (V. Acte final, partie B), a siégé à La Haye du 19 au 28 mars 1973. On trouvera dans le tome IV des *Actes et documents de la Douzième session (1972)*, les procès-verbaux des séances relatives à l'élaboration du Protocole.

¹ The Special Commission on the Law Applicable to Maintenance Obligations, instituted by the Twelfth Session (See Final Act, Part B), convened at The Hague from 19 to 28 March 1973. The *Procès-verbaux* of the meetings dealing with preparation of the Protocol will be found in 'tome IV' (Book IV) of the *Actes et documents de la Douzième session (1972)*.

Article 4

La loi interne de la résidence habituelle du créancier d'aliments régit les obligations alimentaires visées à l'article premier.

En cas de changement de la résidence habituelle du créancier, la loi interne de la nouvelle résidence habituelle s'applique à partir du moment où le changement est survenu.

Article 5

La loi nationale commune s'applique lorsque le créancier ne peut obtenir d'aliments du débiteur en vertu de la loi visée à l'article 4.

Article 6

La loi interne de l'autorité saisie s'applique lorsque le créancier ne peut obtenir d'aliments du débiteur en vertu des lois visées aux articles 4 et 5.

Article 7

Dans les relations alimentaires entre collatéraux et entre alliés, le débiteur peut opposer à la prétention du créancier l'absence d'obligation à son égard suivant leur loi nationale commune ou, à défaut de nationalité commune, suivant la loi interne de sa résidence habituelle.

Article 8

Par dérogation aux articles 4 à 6, la loi appliquée au divorce régit, dans l'Etat contractant où celui-ci est prononcé ou reconnu, les obligations alimentaires entre époux divorcés et la révision des décisions relatives à ces obligations.

L'alinéa qui précède s'applique également aux cas de séparation de corps, de nullité ou d'annulation du mariage.

Article 9

Le droit d'une institution publique d'obtenir le remboursement de la prestation fournie au créancier est soumis à la loi qui régit l'institution.

Article 10

La loi applicable à l'obligation alimentaire détermine notamment:

- 1 si, dans quelle mesure et à qui le créancier peut réclamer des aliments;
- 2 qui est admis à intenter l'action alimentaire et quels sont les délais pour l'intenter;
- 3 les limites de l'obligation du débiteur, lorsque l'institution publique qui a fourni des aliments au créancier demande le remboursement de sa prestation.

Article 11

L'application de la loi désignée par la Convention ne peut être écartée que si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public.

Toutefois, même si la loi applicable en dispose autrement, il doit être tenu compte des besoins du créancier et des ressources du débiteur dans la détermination du montant de la prestation alimentaire.

Article 12

La Convention ne s'applique pas aux aliments réclamés dans un Etat contractant pour la période antérieure à son entrée en vigueur dans cet Etat.

Article 4

The internal law of the habitual residence of the maintenance creditor shall govern the maintenance obligations referred to in Article 1.

In the case of a change in the habitual residence of the creditor, the internal law of the new habitual residence shall apply as from the moment when the change occurs.

Article 5

If the creditor is unable, by virtue of the law referred to in Article 4, to obtain maintenance from the debtor, the law of their common nationality shall apply.

Article 6

If the creditor is unable, by virtue of the laws referred to in Articles 4 and 5, to obtain maintenance from the debtor, the internal law of the authority seised shall apply.

Article 7

In the case of a maintenance obligation between persons related collaterally or by affinity, the debtor may contest a request from the creditor on the ground that there is no such obligation under the law of their common nationality or, in the absence of a common nationality, under the internal law of the debtor's habitual residence.

Article 8

Notwithstanding the provisions of Articles 4 to 6, the law applied to a divorce shall, in a Contracting State in which the divorce is granted or recognised, govern the maintenance obligations between the divorced spouses and the revision of decisions relating to these obligations.

The preceding paragraph shall apply also in the case of a legal separation and in the case of a marriage which has been declared void or annulled.

Article 9

The right of a public body to obtain reimbursement of benefits provided for the maintenance creditor shall be governed by the law to which the body is subject.

Article 10

The law applicable to a maintenance obligation shall determine *inter alia* –

- 1 whether, to what extent and from whom a creditor may claim maintenance;
- 2 who is entitled to institute maintenance proceedings and the time limits for their institution;
- 3 the extent of the obligation of a maintenance debtor, where a public body seeks reimbursement of benefits provided for a creditor.

Article 11

The application of the law designated by this Convention may be refused only if it is manifestly incompatible with public policy ('ordre public').

However, even if the applicable law provides otherwise, the needs of the creditor and the resources of the debtor shall be taken into account in determining the amount of maintenance.

Article 12

This Convention shall not apply to maintenance claimed in a Contracting State relating to a period prior to its entry into force in that State.

Article 13

Tout Etat contractant pourra, conformément à l'article 24, se réserver le droit de n'appliquer la Convention qu'aux obligations alimentaires:

- 1 entre époux et ex-époux;
- 2 envers une personne âgée de moins de vingt et un ans et qui n'a pas été mariée.

Article 14

Tout Etat contractant pourra, conformément à l'article 24, se réserver le droit de ne pas appliquer la Convention aux obligations alimentaires:

- 1 entre collatéraux;
- 2 entre alliés;
- 3 entre époux divorcés, séparés de corps, ou dont le mariage a été déclaré nul ou annulé, lorsque la décision de divorce, de séparation, de nullité ou d'annulation de mariage a été rendue par défaut dans un Etat où la partie défaillante n'avait pas sa résidence habituelle.

Article 15

Tout Etat contractant pourra, conformément à l'article 24, faire une réserve aux termes de laquelle ses autorités appliqueront sa loi interne lorsque le créancier et le débiteur ont la nationalité de cet Etat, et si le débiteur y a sa résidence habituelle.

Article 16

Si la loi d'un Etat qui connaît, en matière d'obligations alimentaires, deux ou plusieurs systèmes de droit d'application territoriale ou personnelle doit être prise en considération – comme en cas de référence à la loi de la résidence habituelle du créancier ou du débiteur ou à la loi nationale commune –, il y a lieu d'appliquer le système désigné par les règles en vigueur dans cet Etat ou, à défaut, le système avec lequel les intéressés ont les liens les plus étroits.

Article 17

Un Etat contractant dans lequel différentes unités territoriales ont leurs propres règles de droit en matière d'obligations alimentaires n'est pas tenu d'appliquer la Convention aux conflits de lois intéressant uniquement ses unités territoriales.

Article 18

La Convention remplace, dans les rapports entre les Etats qui y sont Parties, la Convention sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants, conclue à La Haye, le 24 octobre 1956.

Toutefois, l'alinéa premier ne s'applique pas à l'Etat qui, par la réserve prévue à l'article 13, a exclu l'application de la présente Convention aux obligations alimentaires envers une personne âgée de moins de vingt et un ans et qui n'a pas été mariée.

Article 19

La Convention ne déroge pas aux instruments internationaux auxquels un Etat contractant est ou sera Partie et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention.

CHAPITRE IV – DISPOSITIONS FINALES

Article 20

La Convention est ouverte à la signature des Etats qui

Article 13

Any Contracting State may, in accordance with Article 24, reserve the right to apply this Convention only to maintenance obligations –

- 1 between spouses and former spouses;
- 2 in respect of a person who has not attained the age of twenty-one years and has not been married.

Article 14

Any Contracting State may, in accordance with Article 24, reserve the right not to apply this Convention to maintenance obligations –

- 1 between persons related collaterally;
- 2 between persons related by affinity;
- 3 between divorced or legally separated spouses or spouses whose marriage has been declared void or annulled if the decree of divorce, legal separation, nullity or annulment has been rendered by default in a State in which the defaulting party did not have his habitual residence.

Article 15

Any Contracting State may, in accordance with Article 24, make a reservation to the effect that its authorities shall apply its internal law if the creditor and the debtor are both nationals of that State and if the debtor has his habitual residence there.

Article 16

Where the law of a State, having in matters of maintenance obligations two or more systems of law of territorial or personal application, must be taken into consideration – as may be the case if a reference is made to the law of the habitual residence of the creditor or the debtor or to the law of common nationality, reference shall be made to the system designated by the rules in force in that State or, if there are no such rules, to the system with which the persons concerned are most closely connected.

Article 17

A Contracting State within which different territorial units have their own rules of law in matters of maintenance obligations is not bound to apply this Convention to conflicts of law concerned solely with its territorial units.

Article 18

This Convention shall replace, in the relations between the States who are Parties to it, the Convention on the Law Applicable to Maintenance Obligations in Respect of Children, concluded at The Hague, the 24th of October 1956.

However, the preceding paragraph shall not apply to a State which, by virtue of the reservation provided for in Article 13, has excluded the application of this Convention to maintenance obligations in respect of a person who has not attained the age of twenty-one years and has not been married.

Article 19

This Convention shall not affect any other international instrument containing provisions on matters governed by this Convention to which a Contracting State is, or becomes, a Party.

CHAPTER IV – FINAL PROVISIONS

Article 20

This Convention shall be open for signature by the States

étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Douzième session. Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 21

Tout Etat qui n'est devenu Membre de la Conférence qu'après la Douzième session, ou qui appartient à l'Organisation des Nations Unies ou à une institution spécialisée de celle-ci, ou est Partie au Statut de la Cour internationale de Justice, pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 25, alinéa premier.

L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 22

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'approbation, de l'acceptation ou de l'adhésion, pourra déclarer que la Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 23

Tout Etat contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent en matière d'obligations alimentaires pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'étendra à toutes ces unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

Ces déclarations seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas et indiqueront expressément l'unité territoriale à laquelle la Convention s'applique.

Article 24

Tout Etat pourra, au plus tard au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, faire une ou plusieurs des réserves prévues aux articles 13 à 15. Aucune autre réserve ne sera admise.

Tout Etat pourra également, en notifiant une extension de la Convention conformément à l'article 22, faire une ou plusieurs de ces réserves avec effets limités aux territoires ou à certains des territoires visés par l'extension.

Tout Etat contractant pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite. Ce retrait sera notifié au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'effet de la réserve cessera le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

Article 25

La Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois du calendrier suivant le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation prévu à l'article 20.

Ensuite, la Convention entrera en vigueur:

– pour chaque Etat signataire ratifiant, acceptant ou approuvant postérieurement, le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation;

which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Twelfth Session.

It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 21

Any State which has become a Member of the Hague Conference on Private International Law after the date of its Twelfth Session, or which is a Member of the United Nations or of a specialised agency of that Organisation, or a Party to the Statute of the International Court of Justice may accede to this Convention after it has entered into force in accordance with the first paragraph of Article 25.

The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 22

Any State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, declare that this Convention shall extend to all the territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect on the date of entry into force of the Convention for the State concerned.

At any time thereafter, such extensions shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 23

A Contracting State which has two or more territorial units in which different systems of law apply in matters of maintenance obligations may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, declare that this Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them, and may modify its declaration by submitting another declaration at any time thereafter.

These declarations shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, and shall state expressly the territorial unit to which the Convention applies.

Article 24

Any State may, not later than the moment of its ratification, acceptance, approval or accession, make one or more of the reservations referred to in Articles 13 to 15. No other reservation shall be permitted.

Any State may also, when notifying an extension of the Convention in accordance with Article 22, make one or more of the said reservations applicable to all or some of the territories mentioned in the extension.

Any Contracting State may at any time withdraw a reservation it has made. Such a withdrawal shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Such a reservation shall cease to have effect on the first day of the third calendar month after the notification referred to in the preceding paragraph.

Article 25

This Convention shall enter into force on the first day of the third calendar month after the deposit of the third instrument of ratification, acceptance or approval referred to in Article 20.

Thereafter the Convention shall enter into force

– for each State ratifying, accepting or approving it subsequently, on the first day of the third calendar month after the deposit of its instrument of ratification, acceptance or approval;

- pour tout Etat adhérent, le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument d'adhésion;
- pour les territoires auxquels la Convention a été étendue conformément à l'article 22, le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification visée dans cet article.

Article 26

La Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 25, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront postérieurement ratifiée, acceptée ou approuvée ou qui y auront adhéré.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas. Elle pourra se limiter à certains territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 27

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats Membres de la Conférence, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 21 :

- 1 les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées à l'article 20;
- 2 la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 25;
- 3 les adhésions visées à l'article 21 et la date à laquelle elles auront effet;
- 4 les extensions visées à l'article 22 et la date à laquelle elles auront effet;
- 5 les déclarations mentionnées à l'article 23, ainsi que leurs modifications et la date à laquelle ces déclarations et ces modifications auront effet;
- 6 les dénonciations visées à l'article 26;
- 7 les réserves prévues aux articles 13 à 15 et 24 et le retrait des réserves prévu à l'article 24.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 19. ., en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Douzième session.

Fait à La Haye, le vingt-huit mars mil neuf cent soixante-treize, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Bureau Permanent et dont une copie certifiée conforme sera remise à chacun des Gouvernements représentés à la Douzième session de la Conférence.

Pour la République Fédérale d'Allemagne,
H. A. STÖCKER

Pour l'Autriche,
W. SEDLACEK

Protocole de clôture

- for each acceding State, on the first day of the third calendar month after the deposit of its instrument of accession;

- for a territory to which the Convention has been extended in conformity with Article 22, on the first day of the third calendar month after the notification referred to in that Article.

Article 26

This Convention shall remain in force for five years from the date of its entry into force in accordance with the first paragraph of Article 25, even for States which have ratified, accepted, approved or acceded to it subsequently.

If there has been no denunciation, it shall be renewed tacitly every five years.

Any denunciation shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, at least six months before the expiry of the five year period. It may be limited to certain of the territories to which the Convention applies. The denunciation shall have effect only as regards the State which has notified it. The Convention shall remain in force for the other Contracting States.

Article 27

The Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands shall notify the States Members of the Conference, and the States which have acceded in accordance with Article 21, of the following -

- 1 the signatures and ratifications, acceptances and approvals referred to in Article 20;
- 2 the date on which this Convention enters into force in accordance with Article 25;
- 3 the accessions referred to in Article 21 and the dates on which they take effect;
- 4 the extensions referred to in Article 22 and the dates on which they take effect;
- 5 the declarations referred to in Article 23, as well as modifications of them and the dates on which these declarations and their modifications take effect;
- 6 the denunciations referred to in Article 26;
- 7 the reservations referred to in Articles 13 to 15 and 24 and the withdrawals of the reservations referred to in Article 24.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at The Hague, on the day of 19. ., in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through the diplomatic channel, to each of the States Members of the Hague Conference on Private International Law at the date of its Twelfth Session.

Done at The Hague, on the 28th day of March nineteen hundred and seventy-three, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Permanent Bureau, and of which a certified copy shall be sent to each of the Governments represented at the Twelfth Session of the Conference.

For the Federal Republic of Germany,
H. A. STÖCKER

For Austria,
W. SEDLACEK

Protocol of Closing Session

Pour la Belgique,
M. VERWILGHEN

Pour le Canada,
R. LETTE

Pour le Danemark,
J. BANGERT

Pour l'Espagne,
E. PEREZ-VERA

Pour les Etats-Unis d'Amérique,
D. F. CAVERS

Pour la Finlande,
P. KURKELA

Pour la France,
P. BELLET, L. CHATIN, M. SAUTERAUD-MARCENAC

Pour l'Irlande,
R. HAYES

Pour l'Italie,
L. BATTAGLINI

Pour le Luxembourg,
(*La délégation luxembourgeoise ayant dû quitter La Haye n'a pas été à même de signer*)

Pour la Norvège,
H. BAHR

Pour les Pays-Bas,
C. D. VAN BOESCHOTEN

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,
G. JACKSON

Pour la Suède,
S. LEIJON-WAKTER

Pour la Suisse,
F. VISCHER, A. E. VON OVERBECK

Pour la Tchécoslovaquie,
M. JEŽIL

Pour la Yougoslavie,
I. PUHAN

Le Secrétaire général,
M. H. VAN HOOGRATEN

For Belgium,
M. VERWILGHEN

For Canada,
R. LETTE

For Denmark,
J. BANGERT

For Spain,
E. PEREZ-VERA

For the United States of America,
D. F. CAVERS

For Finland,
P. KURKELA

For France,
P. BELLET, L. CHATIN, M. SAUTERAUD-MARCENAC

For Ireland,
R. HAYES

For Italy,
L. BATTAGLINI

For Luxemburg,
(*The Luxemburg delegation having had to leave The Hague was unable to sign*)

For Norway,
H. BAHR

For the Netherlands,
C. D. VAN BOESCHOTEN

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland,
G. JACKSON

For Sweden,
S. LEIJON-WAKTER

For Switzerland,
F. VISCHER, A. E. VON OVERBECK

For Czechoslovakia,
M. JEŽIL

For Jugoslavia,
I. PUHAN

The Secretary-General,
M. H. VAN HOOGRATEN

Douzième session

Matières diverses

Travaux préliminaires

Liste des documents
et autres textes reproduits¹

Note sur les conflits entre la loi nationale et la loi du domicile, établie par M. L. I. de Winter, Premier Délégué des Pays-Bas. – Note on Conflicts between the Law of Nationality and the Law of Domicile, drawn up by Mr L. I. de Winter, First Delegate of the Netherlands. – (*Document préliminaire No 1, septembre 1972*), *infra* p. 62.

Projets des Etats membres de la Conférence en vue de la signature ou de la ratification de certaines Conventions de La Haye, recueillis par le Bureau Permanent. – Progress in Member States towards the signature and ratification of certain Hague Conventions. – (*Document préliminaire No 2, septembre 1972*), *infra* p. 65.

Mémoire relatif aux clauses finales des Conventions de La Haye, établi par le Bureau Permanent. – Memorandum on the Final Clauses of the Hague Conventions, drawn up by the Permanent Bureau. – (*Document préliminaire No 3, septembre 1972*), *infra* p. 69.

¹ La table des matières se trouve à la fin du présent tome.

Note sur les conflits entre la loi nationale et la loi du domicile

ETABLIE PAR M. L. I. DE WINTER
PREMIER DÉLÉGUÉ DES PAYS-BAS

Document préliminaire No 1 de septembre 1972

L'un des obstacles les plus redoutables – sinon le plus redoutable – à l'élaboration des règles de conflits uniformes dans les domaines du droit des personnes, du droit de la famille et en matière de successions, c'est l'opposition fondamentale des principes de la nationalité et du domicile.

La Conférence de La Haye s'est occupée à fond de cette controverse et a établi, lors de la Septième session, en 1951, un traité intitulé *Convention pour régler les conflits entre la loi nationale et la loi du domicile*. Cette Convention fut adoptée lors de la Séance plénière de clôture de la Septième session avec 11 voix pour, 0 contre et 5 abstentions. Elle a ensuite été signée par 5 Etats (Belgique, Espagne, France, Luxembourg et Pays-Bas) – la date de la première signature fut celle du 15 juin 1955 – mais elle n'a obtenu jusqu'ici que deux ratifications (Belgique, Pays-Bas). Etant donné que le minimum des ratifications nécessaires s'élève à 5, la Convention n'est jamais entrée en vigueur.

Il nous paraît hautement regrettable que la Convention n'ait pas rencontré un intérêt plus prononcé, puisque l'application des dispositions des articles 1, 2 et 3 est susceptible de conduire dans beaucoup de cas à des solutions de conflits uniformes, sans pour autant imposer des sacrifices déraisonnables aux Pays dits «de nationalité» ou «de domicile». L'hypothèse de l'article premier est celle du conflit négatif où ni l'Etat dont l'intéressé est un ressortissant, ni l'Etat où celui-ci a sa résidence habituelle, exige l'application de sa propre loi interne; dans les hypothèses visées aux articles 2 et 3, les deux Etats qui sont les plus étroitement liés à la situation de conflit, à savoir le pays de la nationalité et celui du domicile, consacrent le même système.

Pour ces raisons, la Commission d'Etat néerlandaise estime qu'il serait désirable qu'une Commission spéciale fût nommée, afin de procéder à des recherches portant sur les objections – si elles existent – avancées dans les Etats Membres de la Conférence à l'encontre de la Convention; elle devrait ensuite, sur la base des données recueillies, et – éventuellement – d'une étude renouvelée de toute la matière, formuler des propositions à la prochaine Session plénière de la Conférence. Tout cela serait d'autant plus indiqué que, depuis la Septième session (1951), une évolution s'est fait jour sur plusieurs plans, évolution qui pourrait contribuer à ce qu'on arrive à un accord sur l'attitude à prendre à l'égard de la Convention, voire permettre de faire un pas de plus vers la solution des conflits entre la loi nationale et celle du domicile.

Il sied de se référer, dans ce contexte, à l'étude approfondie, fournie par M. Francescakis et portant sur l'ensemble des problèmes liés au renvoi; son auteur traite largement, et en les approuvant fréquemment, des solutions proposées dans le projet de convention. Il importe également de prendre connaissance des idées de M. Ba-

Note on Conflicts between the Law of Nationality and the Law of Domicile

DRAWN UP BY MR L. I. DE WINTER
FIRST DELEGATE OF THE NETHERLANDS

Preliminary Document No 1 of September 1972

One of the most formidable obstacles – if not the most formidable – facing the preparation of uniform conflicts rules in the field of the law of persons, family law and the law of succession, is the basic opposition of the principles of nationality and domicile.

The Hague Conference has dealt with this controversy in depth and at its Seventh Session in 1951 it drew up a treaty entitled *Convention pour régler les conflits entre la loi nationale et la loi du domicile*. This Convention was adopted in the Plenary Closing Meeting of the Seventh Session by 11 votes in favour, 0 against and 5 abstentions. It has since been signed by 5 States (Belgium, France, Luxembourg, the Netherlands and Spain) – the date of the first signature was the 15th of June 1955 – but until now, it has been ratified by only two States (Belgium and the Netherlands). In view of the fact that the minimum number of ratifications necessary for the application of the Convention is five, it has never entered into force. It seems to us extremely regrettable that the Convention has not inspired greater interest, as the application of the provisions of articles 1, 2 and 3 is likely to lead to uniform conflicts solutions in many cases, without imposing unreasonable sacrifices on the so-called 'nationality' or 'domicile' States. The case of article 1 is that of a negative conflict in which neither the State of which the person concerned is a national, nor the State in which he has his habitual residence, require the application of their internal law; in the cases referred to in articles 2 and 3, the two States most closely connected with the conflict situation, that is to say the country of nationality and that of domicile, provide for the same system.

For these reasons, the Netherlands' Standing Government Commission considers it desirable that a Special Commission be set up so as to look into the objections – if such exist – put forward in Member States of the Conference with respect to the Convention; this Commission could then on the basis of such information, and perhaps of a new study of the question, make proposals for the attention of the next Plenary Session of the Conference. All this would be even more desirable as, since the Seventh Session (1951), there has been, in several fields, an evolution which could contribute to agreement being reached on what attitude should be taken as regards the Convention, and might allow some progress to be made towards the solution of conflicts between the law of nationality and that of domicile.

In this context one should refer to the detailed study of Mr Francescakis relating to all problems connected with renvoi; the author of this work deals to a great extent with the solutions proposed in the draft Convention, and frequently approves of them. One should also examine the views of Mr Batiffol as to the advisability of coordi-

tiffol en ce qui concerne l'opportunité d'une coordination des règles de conflits, et sur les moyens d'y arriver. Par ailleurs, il est assez remarquable que la Commission spéciale de la Conférence relative à «l'administration internationale des successions» ait conçu un avant-projet de convention qui suit de très près les règles principales de la Convention de 1955. Les discussions tenues lors de cette Commission spéciale ont même fait montre d'un certain rapprochement des esprits qui semble indiquer, peut-être, la voie à suivre pour arriver à une réglementation du conflit *positif!*

C'est à quoi la Septième session de la Conférence n'avait pas pu réussir; la Convention de 1955 ne contient, en effet, aucune réglementation des conflits positifs. La Commission spéciale dont nous parlions plus haut lorsqu'elle a dû trouver une règle qui puisse s'appliquer à l'établissement d'un certificat dans l'hypothèse où le droit des successions est régi, selon le droit international privé du Pays où le défunt avait sa dernière résidence habituelle, par la loi interne de ce Pays, mais, selon le droit international privé du Pays dont il était ressortissant, par le droit interne de sa nationalité, a adopté une règle (art. 5) conçue dans les termes suivants:

Lorsque le droit de l'Etat où le défunt avait sa résidence habituelle prescrit l'application à la succession de la loi du domicile ou de la résidence habituelle et que le droit de l'Etat dont il était ressortissant prescrit l'application de la loi nationale, le certificat est établi par l'autorité compétente dans l'Etat de la résidence habituelle.

Cette autorité applique sa loi interne pour désigner le titulaire du certificat et indiquer ses pouvoirs.

Cependant si, à la date de son décès, le défunt n'avait pas habité dans cet Etat depuis au moins (10) ans, cette autorité, en établissant le certificat, applique la loi interne de l'Etat dont le défunt était ressortissant pour désigner le titulaire du certificat et indiquer ses pouvoirs. Dans ce cas, il est fait application de l'article 4, alinéa 3.

Une solution semblable fut adoptée à la suite des délibérations de la Commission spéciale s'occupant des obligations alimentaires envers les adultes. La règle principale relative aux obligations alimentaires entre époux et entre descendants ou collatéraux dispose (art. 3) que la loi applicable est celle de la résidence habituelle du créancier. Lorsque les parties ont la même nationalité, cependant, le créancier peut invoquer les solutions de la loi nationale commune, à moins qu'il n'ait sa résidence habituelle depuis cinq années dans le même pays étranger.

Or, dans les deux cas, les experts appartenant aux Pays dits de la nationalité ont fait montre d'une certaine disposition qui leur ont permis de renoncer à l'application de la loi nationale toutes les fois que l'intéressé doit être considéré comme s'étant intégré dans un autre pays, moyennant une résidence d'une certaine durée; en revanche les experts des Pays dits du domicile ne se sont pas avérés opposés à l'application de la loi nationale, tant que la résidence de l'intéressé hors de son pays national ne dépasse pas une certaine durée.

C'est pourquoi la possibilité qu'on arrive à élaborer une règle générale, même pour les conflits considérés jusqu'ici comme insolubles entre la loi de la nationalité et celle du domicile, ne paraît pas être entièrement exclue; évidemment un tel accord augmenterait d'un degré considérable la sécurité du droit en matière de statut personnel et viendrait compléter de façon substantielle la Convention du 15 juin 1955.

Si la Douzième session décidait d'instituer une Commis-

sion pour étudier les conflits de lois, et les moyens d'atteindre une telle uniformité. Furthermore, it is quite noteworthy that the Special Commission of the Conference on the International Administration of the Estates of Deceased Persons has prepared a draft Convention which closely follows the main rules of the 1955 Convention. The discussions of this Special Commission revealed a certain meeting of viewpoints which would seem perhaps to map out the way of achieving a solution to the *positive* conflict!

This is what the Seventh Session of the Conference was not able to achieve; in fact the 1955 Convention does not contain any solution for positive conflicts. The Special Commission to which we referred earlier, when it had to find a rule to apply to the drawing up of a certificate in the case where the law of succession is governed, according to the private international law of the State in which the deceased had his last habitual residence, by the internal law of that State, and according to the private international law of the State of which he was a national, by the internal law of his nationality, adopted a rule (article 5) as follows:

If the law of the State where the deceased had his habitual residence provides for the application to his estate of the law of the domicile or of the habitual residence, and the law of the State of which he was a national provides for the application of the law of the nationality, a certificate shall be drawn up by the competent authority in the State of the habitual residence.

This authority shall designate the holder of the certificate, and shall indicate his powers, in accordance with its internal law.

However, if at the date of his death, the deceased had not lived in that State for at least [ten] years, that authority, when drawing up the certificate, shall designate the holder of the certificate, and shall indicate his powers, in accordance with the internal law of the State of which the deceased was a national. In this case article 4, paragraph 3 applies.

A similar solution was adopted at the outcome of the debates in the Special Commission dealing with maintenance obligations in respect of adults. The main rule relating to maintenance obligations between spouses and between descendants or collaterals provides (article 3) that the applicable law shall be that of the habitual residence of the creditor. However, where the parties have the same nationality, the creditor may invoke the solutions provided in the law of common nationality, unless he has had his habitual residence for the last five years in the same foreign State.

Now, in these two cases, the Experts coming from the so-called nationality States showed themselves to be willing to forego the application of the law of nationality whenever the interested party should be considered as being integrated in another State due to residence of a certain duration; on the other hand, the Experts of the so-called domicile States did not seem to be opposed to the application of the law of nationality as long as the residence of the interested party outside his country of nationality did not exceed a certain period of time.

For this reason, it would not seem totally impossible to draw up a general rule, even for conflicts between the law of nationality and that of domicile which now have seemed insoluble; such an agreement would of course considerably increase the security of law in the field of personal status and would substantially complete the Convention of the 15th of June 1955.

If the Twelfth Session decided to set up a Special Com-

sion spéciale à cet effet, ou de prier la Commission d'Etat néerlandaise d'y procéder, il pourrait être indiqué de donner à une telle Commission un mandat qui serait assez large, et cela au point de lui permettre d'étudier encore d'autres solutions possibles, pour mettre fin à la lutte entre les lois de la nationalité et du domicile. Nous pensons à cet égard tout spécialement à la solution selon laquelle on viendrait à créer par la voie d'un traité la notion d'un «domicile statutaire» qui dépendrait entre autres d'une déclaration enregistrée de la volonté de la personne intéressée (*cf* dans ce sens p.ex. le Projet d'un Code européen de droit international privé de M. Frankenstein, art. 56-81).

La Commission spéciale pourrait également se voir conférer le mandat de rapporter sur ce dernier point à la prochaine Session plénière de la Conférence.

mission to this end, or to request the Netherlands' Standing Government to do this, one might give such a Commission fairly wide terms of reference, so as to allow them to study other possible solutions to end the conflict between the laws of domicile and nationality. In this respect we would refer particularly to the solution whereby one would create by way of treaty a concept of a 'statutory domicile' which would depend *inter alia* on a registered declaration of the intentions of the interested party (*cf.* to this effect for example the Draft European Code of Private International Law of Mr Frankenstein, articles 56 to 81).

The Special Commission could also be given the task of reporting on this particular point to the next Plenary Session of the Conference.

Projets des Etats membres de la Conférence en vue de la signature ou de la ratification de certaines Conventions de La Haye

RECUEILLIS PAR LE BUREAU PERMANENT

Document préliminaire No 2 de septembre 1972

En réponse à une lettre du Secrétaire général portant sur le progrès des travaux préparatoires dans les Etats membres en vue de la signature ou de la ratification de certaines Conventions de La Haye, des communications de 15 Etats membres ont été reçues. Le présent document constitue un résumé de toutes les réponses reçues avant le début de la Douzième session.

A Les Conventions adoptées lors de la Onzième session

CONVENTION XVIII, P. 128, RECUEIL DES CONVENTIONS

Convention sur la reconnaissance des divorces et des séparations de corps, conclue le premier juin 1970. La Belgique, la France, le Luxembourg et la Suisse examinent cette Convention en liaison avec celle élaborée par la CIEC et signée au Luxembourg le 8 septembre 1967.

L'Organe national du Canada a l'intention de soumettre cette Convention à la Conférence des «Commissioners on the Uniformity of Laws».

Il semble probable que le Danemark et la Finlande signeront cette Convention.

En Norvège, des travaux sont en cours en vue d'étudier l'opportunité pour ce pays de ratifier cette Convention. Selon une information communiquée au Bureau Permanent, la ratification semble probable.

Il est plus que probable que les Pays-Bas signeront aussi bien la Convention de La Haye que la Convention de la CIEC, dès que certaines dispositions de droit interne seront entrées en vigueur.

Le Royaume-Uni a signé la Convention le premier juin 1970 et une loi va prochainement être adoptée qui permettra au Royaume-Uni de ratifier la Convention.

En Suède, une Commission gouvernementale a recommandé la ratification de cette Convention, à moins que des raisons contraires n'apparaissent après consultation avec les autres Etats nordiques.

CONVENTION XIX, P. 142, RECUEIL DES CONVENTIONS

Convention sur la loi applicable en matière d'accidents de la circulation routière, conclue le 4 mai 1971 et signée ce jour-là par la Belgique, la France, les Pays-Bas et le Portugal, puis plus tard par le Luxembourg. Cette Convention a été également ratifiée par la France. En Allemagne, le Gouvernement a ajourné la décision concernant la signature et la ratification de cette Convention. Mais si la Convention relative au contrat de transport international des voyageurs et des bagages par route, actuellement élaborée dans le cadre de la Commission économique pour l'Europe, était assez

Signatures et ratifications

Progress in Member States towards the signature and ratification of certain Hague Conventions

DRAWN UP BY THE PERMANENT BUREAU

Preliminary Document No 2 of September 1972

In response to a letter of the Secretary-General relating to the progress of work in Member States on the signature or ratification of certain Hague Conventions, replies were received from 15 Member States. This document summarises all the replies received before the beginning of the Twelfth Session.

A Eleventh Session Conventions

CONVENTION XVIII, P. 128, RECUEIL DES CONVENTIONS

Convention on the Recognition of Divorces and Legal Separations, concluded on the 1st of June 1970. Belgium, France, Luxemburg and Switzerland are examining the Convention in the light of the existence of the Luxemburg Convention (drawn up by the CIEC).

The National Organ of Canada plans to submit the Convention to the Conference of Commissioners on the Uniformity of Laws.

It seems probable that Denmark and Finland will sign the Convention.

Work is at present being carried out in Norway with a view to clarifying whether Norway will ratify. According to information communicated to the Permanent Bureau, ratification seems likely.

The Netherlands will most probably sign both the Hague Convention and the CIEC Convention as soon as provisions in domestic law are brought into force.

The United Kingdom has signed the Convention on the 1st of June 1970 and legislation has been introduced to enable the United Kingdom to ratify the Convention.

In Sweden, a Governmental Committee has recommended that Sweden should ratify the Convention, unless after consultation with other Nordic States, reasons to the contrary appear.

CONVENTION XIX, P. 142, RECUEIL DES CONVENTIONS

Convention on the Law Applicable to Traffic Accidents, concluded on the 4th of May 1971, and signed on that day by Belgium, France, the Netherlands and Portugal and later by Luxemburg. Subsequently ratified by France.

The German Government has provisionally adjourned consideration of the Convention. However, if the Convention on the Contract of International Carriage prepared by the Economic Commission for Europe is widely accepted, the disadvantages seen in Germany to the Hague Convention could be diminished.

Signatures and ratifications

I-65

largement acceptée, les inconvénients que le Gouvernement allemand voit dans la Convention de La Haye pourront être diminués.

L'Autriche envisage de signer cette Convention.

En Belgique les travaux préparatoires en vue de l'approbation par le Parlement de cette Convention sont en cours.

Au Canada, cette Convention a été soumise à la session annuelle de la Conférence des «Commissioners on the Uniformity of Laws», en août 1969, et en août 1970. Un projet de loi a été conditionnellement approuvé par cette Conférence et renvoyé pour discussion finale à une réunion ultérieure.

La possibilité pour la Norvège de ratifier cette Convention sera étudiée sur la base d'une consultation des autres Etats nordiques.

Le Gouvernement du Royaume-Uni examine encore cette Convention.

En Suisse, cette Convention a suscité l'intérêt de l'autorité compétente en la matière.

CONVENTION XX, P. 152, RECUEIL DES CONVENTIONS

Convention sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale, conclue le 18 mars 1970 et qui entre en vigueur entre le Danemark, les Etats-Unis et la Norvège le 7 octobre 1972.

En Allemagne, la ratification ne pourra être préparée que lorsque auront été créées les conditions budgétaires et les mesures d'organisation nécessaires à l'exécution de la Convention.

Cette Convention sera signée par la Belgique dès que les travaux préparatoires à l'approbation par le Parlement seront terminés.

Au Canada, cette Convention sera probablement soumise à la Conférence des «Commissioners on the Uniformity of Laws».

Il est probable que cette Convention sera signée par la Finlande.

En France, le seul obstacle à la ratification de cette Convention est d'ordre budgétaire. On espère pouvoir créer l'autorité centrale en 1972, date à laquelle il est vraisemblable d'espérer la mise en œuvre de cette Convention par la France.

Au Luxembourg il y a lieu de prévoir que le Gouvernement se prononcera en faveur de la signature de cette Convention.

Au Pays-Bas, la Convention est à l'étude, les autorités ayant consulté les institutions intéressées.

Le Royaume-Uni a signé cette Convention le 18 mars 1970. La question de savoir si une loi sera nécessaire pour permettre au Royaume-Uni de ratifier la Convention est à l'étude.

Le Gouvernement Suédois étudie les éventuelles réserves qui devraient être faites en cas de ratification. En Suisse, cette Convention suscite l'intérêt des autorités compétentes en la matière.

B Autres Conventions

CONVENTION IX, P. 36, RECUEIL DES CONVENTIONS

Convention concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants, conclue le 15 avril 1958.

Cette Convention a été ratifiée par la plupart des Etats ayant répondu à la lettre circulaire.

Austria is contemplating the signature of this Convention.

Preparatory work is taking place in Belgium with a view to ensuring parliamentary approval shortly after signature.

In Canada this Convention was submitted to the annual meeting of the Conference of Commissioners on the Uniformity of Laws in August 1969, and in August 1970 draft legislation was conditionally approved by the Conference and referred for further consideration to a subsequent meeting.

The possibility of Norway ratifying the Convention will be studied with other Nordic countries.

The Convention is still under consideration by the United Kingdom Government.

The Convention has aroused interest among the competent authorities in Switzerland.

CONVENTION XX, P. 152, RECUEIL DES CONVENTIONS

Convention on the Taking of Evidence Abroad in Civil and Commercial Matters, concluded on the 18th of March 1970, which entered into force on the 9th of October 1972 as between Denmark, the United States and Norway.

In Germany, ratification awaits the necessary budgetary and organisational steps to be taken.

The Convention will be signed by Belgium as soon as preparatory work for parliamentary approval has been completed.

In Canada, this Convention will probably be submitted to the Conference of Commissioners on the Uniformity of Laws.

It seems probable that the Convention will be signed by Finland.

The French reply states that the only obstacle in the way of ratification of the Convention is of a budgetary nature. It is hoped that a Central Authority can be set up in 1972 and the Convention put into operation in that year.

It is likely that the Luxemburg Government will view the signature of the Convention with favour.

The Convention is being studied in the Netherlands by the authorities; consultation with interested bodies is underway.

The United Kingdom signed the Convention on the 18th of March 1970. The question whether legislation will be necessary to enable the United Kingdom to ratify the Convention is under consideration.

Sweden is considering which reservations, if any, will have to be made if ratification takes place.

B Certain other Conventions

CONVENTION IX, P. 36, RECUEIL DES CONVENTIONS

Convention concerning the recognition and the execution of decisions in matters of alimentary obligations towards children, concluded on the 15th of April 1958.

The Convention has been ratified by most of the States replying to the circular.

En Espagne, cette Convention va être soumise à un prochain Conseil des Ministres et sera envoyée ensuite au Parlement en vue de sa ratification.

Au Luxembourg, le texte de cette Convention a été déposé le 4 février 1970 devant la Chambre des Députés.

CONVENTION X, P. 42, RECUEIL DES CONVENTIONS

Convention concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs, conclue le 5 octobre 1961.

Cette Convention est en vigueur entre l'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et la Suisse. L'Autriche a signé la Convention et prépare sa ratification.

En Belgique, la signature de cette Convention est à l'examen.

La France a ratifié cette Convention, qui entrera en vigueur pour ce Pays le 10 novembre 1972.

CONVENTION XI, P. 48, RECUEIL DES CONVENTIONS

Convention sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires, conclue le 5 octobre 1961.

Le Danemark, la Finlande et la Suède ont fait savoir que la ratification de cette Convention nécessite des modifications dans la Convention Nordique sur les Successions. L'avant-projet de ces modifications est en cours d'élaboration.

Au Luxembourg, cette Convention a été soumise pour approbation devant le Parlement.

Une loi a été présentée devant le Parlement norvégien pour permettre à la Norvège de ratifier cette Convention. Cette ratification nécessitera néanmoins certaines modifications de la Convention nordique relative aux successions.

Aux Pays-Bas, la possibilité de ratifier cette Convention avec la réserve de l'article 11 est actuellement discutée. Une décision est attendue prochainement.

CONVENTION XII, P. 56, RECUEIL DES CONVENTIONS

Convention supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers, conclue le 5 octobre 1961.

En Belgique, un projet de loi d'approbation est présenté au Parlement.

En Espagne, les services juridiques du Ministère des Affaires Etrangères et de la Justice se sont prononcés en faveur de la signature et de la ratification de cette Convention.

En Israël, une Commission permanente, établie par le Ministère de la Justice, a recommandé l'adhésion à cette Convention.

Au Luxembourg, le Ministère de la Justice a publié un projet d'exposé des motifs en vue de l'approbation parlementaire de la Convention.

En Suisse, cette Convention sera soumise à l'approbation parlementaire.

CONVENTION XIII, P. 64, RECUEIL DES CONVENTIONS

Convention concernant la compétence des autorités, la loi applicable et la reconnaissance des décisions en matière d'adoption, conclue le 15 novembre 1965.

En France, l'étude de la ratification de cette Convention est en cours.

Au Luxembourg, des travaux législatifs sont entrepris sur le plan national pour faciliter la signature.

The Convention will be submitted to a meeting of the Council of Ministers in Spain and then sent to the Parliament with a view to ratification.

This Convention was placed before the Chambre des Députés in Luxemburg on the 4th of February 1970.

CONVENTION X, P. 42, RECUEIL DES CONVENTIONS

Convention concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs, concluded on the 5th of October 1961.

The Convention is in force between Germany, Luxemburg, the Netherlands, Portugal and Switzerland.

Austria has signed the Convention and is preparing to ratify it.

The signature of the Convention is under consideration in Belgium.

France has ratified the Convention, and it will enter into force for France on the 10th of November 1972.

CONVENTION XI, P. 48, RECUEIL DES CONVENTIONS

Convention on the Conflict of Laws relating to the Form of Testamentary Dispositions, concluded on the 5th of October 1961.

Denmark, Finland and Sweden point out that the ratification of this Convention will necessitate changes in the Nordic Convention on Succession. A draft embodying these changes is underway.

A Bill has been placed before Parliament with respect to the Convention in Luxemburg.

A Bill has been introduced in the Norwegian Parliament with a view to enabling Norway to ratify this Convention. Ratification will, however, entail modifications in the Nordic Convention on Succession.

In the Netherlands, the possibility of ratifying with the reservation of article 11 is being discussed. A decision is expected in the near future.

CONVENTION XII, P. 56, RECUEIL DES CONVENTIONS

Convention Abolishing the Requirement of Legalisation for Foreign Public Documents, concluded on the 5th of October 1961.

In Belgium a Bill has been presented to Parliament.

In Spain, the legal departments of the Ministries of Justice and Foreign Affairs are in favour of signature and ratification of the Convention.

In Israel a permanent Commission set up by the Ministry of Justice has recommended adherence to the Convention.

In Luxemburg the Ministry of Justice has published a Draft Introduction to the Convention with a view to parliamentary adoption.

In Switzerland, the Convention is expected to be presented to Parliament.

CONVENTION XIII, P. 64, RECUEIL DES CONVENTIONS

Convention on Jurisdiction, Applicable Law and Recognition of Decrees Relating to Adoptions, concluded on the 15th of November 1965.

The Convention is under consideration in France.

Legislative work on the national level is being undertaken in Luxemburg to facilitate the signature of the Convention.

En Norvège, la ratification de cette Convention est actuellement préparée par le Ministère de la Justice. Des consultations sont en cours aux Pays-Bas. Le Royaume-Uni a signé cette Convention. En Suisse, la Convention sera sans doute soumise à l'approbation parlementaire.

CONVENTION XIV, P. 76, RECUEIL DES CONVENTIONS

Convention relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale, conclue le 15 novembre 1965.

En Allemagne, la ratification de cette Convention pourra intervenir lorsque auront été créées les conditions budgétaires et les mesures d'organisation nécessaires à son exécution.

Au Luxembourg, la signature prochaine de cette Convention est envisagée.

Aux Pays-Bas, la ratification de cette Convention pourra intervenir dès qu'une décision aura été prise sur un point d'adaptation du droit interne.

CONVENTIONS XVI ET XVII, PP. 106 ET 124, RECUEIL DES CONVENTIONS

Convention sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale et Protocole additionnel, conclus le premier février 1971.

En Belgique, ces Conventions et Protocole seront signés dès que les travaux préparatoires à leur approbation par le Parlement seront terminés.

Cette Convention et son Protocole sont à l'étude au Danemark, en Finlande et en Suède.

On étudie actuellement, en Norvège, la possibilité de préparer une loi sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers, afin de permettre à ce pays de ratifier la Convention et le Protocole.

La possibilité d'adhérer à cette Convention est à l'étude au Royaume-Uni.

Ratification is presently being prepared in the Norwegian Ministry of Justice.

Consultations are taking place in the Netherlands. The United Kingdom has signed this Convention.

In Switzerland, the Convention is expected to be presented to Parliament.

CONVENTION XIV, P. 76, RECUEIL DES CONVENTIONS

Convention on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters, concluded on the 15th of November 1965.

In Germany, ratification awaits the necessary budgetary and organisational steps to be taken.

Luxemburg is contemplating signature in the near future.

Ratification is expected in the Netherlands as soon as a decision is taken on one last point of adapting domestic law.

CONVENTION XVI AND XVII, PP. 106 AND 124, RECUEIL DES CONVENTIONS

Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments in Civil and Commercial Matters and Supplementary Protocol, concluded on the first of February 1971.

The Convention and Protocol will be signed by Belgium as soon as preparatory work with a view to parliamentary approval has been completed.

The Convention and Protocol are under study in Denmark, Finland and Sweden.

Consideration is at present being given to the question whether a Bill should be prepared in Norway on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments so as to enable the ratification of the Convention and Protocol.

The possibility of adhering to the Convention is under consideration in the United Kingdom.

Mémoire relatif aux clauses finales des Conventions de La Haye

ETABLI PAR LE BUREAU PERMANENT

Document préliminaire No 3 de septembre 1972

Introduction

1 La Conférence de La Haye est une association plus ou moins fermée d'Etats. Aux termes des Statuts, de nouveaux Etats désirant s'inscrire comme Membres de l'Organisation ont besoin d'un vote favorable de la majorité.

Les Membres de la Conférence collaborent à l'élaboration des Conventions: ils fournissent au Bureau Permanent toute documentation et tous renseignements sur leurs législations et jurisprudences; ils envoient des Experts aux Commissions spéciales et des Délégués aux Sessions Plénières.

Il a été considéré jusqu'ici – à une seule exception près, celle de la Convention générale sur l'exécution des jugements qui organise le système de la bilatéralisation – que tout Etat partie à une Convention accepte tout autre Etat membre comme cocontractant potentiel. Il n'en est pas nécessairement de même à l'égard des autres Etats.

La conséquence de cet état de choses peut être schématisée de la manière suivante: lorsqu'un projet de traité a été adopté par la Session plénière, tout Etat membre de la Conférence, représenté à ladite session peut devenir Partie à la Convention. Etant donné le caractère d'un cercle d'Etats, on ne saurait pas non plus nier aux Etats membres qui n'ont pas été représentés à la Session plénière le droit inconditionnel de devenir Parties à celle-ci.

Mais par contre, les Etats non-Membres ne peuvent prétendre à un droit quelconque de devenir Parties à la Convention. La Conférence laisse aux Membres le dernier mot sur ce point: leur décision peut prendre la forme soit d'un veto, soit d'une approbation expresse ou tacite (absence d'opposition expresse), à l'adhésion de l'Etat non-Membre (on verra, dans la suite, qu'une certaine souplesse doit être apportée dans le mécanisme).

I Clauses de signature

2 Selon les clauses finales jusqu'alors adoptées, les Etats membres représentés à une session sont admis de plein droit à la signature d'un traité. Le droit à la signature entraîne le droit à la ratification.

On pourrait songer à accorder ce droit à la signature/ratification aux Membres de la Conférence non représentés à la session.

Cela d'autant plus qu'on trouve plusieurs exemples d'une extension de la faculté de signer/ratifier la Convention à des Etats non-Membres de la Conférence, mais Membres d'une organisation qui entretient d'excellents rapports avec celle-ci, le Conseil de l'Europe (voir Convention-Législation, art. 10 et Convention-Exécution générale, art. 27).

Memorandum on the Final Clauses of the Hague Conventions

DRAWN UP BY THE PERMANENT BUREAU

Preliminary Document No 3 of September 1972

Introduction

1 The Hague Conference is a more or less closed circle of States. Under its Statute, new States wishing to become Members of the Organisation need an affirmative vote from the majority of Member States.

The Members of the Conference collaborate in the preparation of the Conventions: they provide the Permanent Bureau with documentation and information on their legislation and case law; they send Experts to Special Commissions and Delegates to Plenary Sessions.

Until now it has been thought – with just one exception, that of the General Convention on the Enforcement of Judgments which sets up the system of bilateralisation – that any State Party to a Convention will accept any other Member State as a potential co-Contracting Party. The same is not necessarily true as regards non-Member States.

The consequences of this state of affairs may be summarised as follows: when a draft Convention has been adopted by the Plenary Session, any Member State of the Conference, represented at that Session is able to become a Party to the Convention. In view of the nature of the Organisation, as a limited circle of States, one should not deny Member States who have not been represented at the Plenary Session the unconditional right to become Parties to a Convention drawn up at that Session.

But on the other hand, non-Member States cannot claim any right to become Parties to a Convention. The Conference gives the final word to the Member States: their decision may take the form of a veto, or of an express or tacit (absence of express opposition) approval to the accession of a non-Member State (we will later see that some flexibility should be introduced into the mechanism).

I Signature provisions

2 Under the final clauses which have been adopted up until now, Member States represented at a Session may automatically sign a treaty. The right of signature entails the right of ratification.

One might well consider according this right of signature/ratification to Members of the Conference not represented at the Session.

A further argument in favour of this is that one finds several examples of an extension of the right to sign/ratify a Convention to non-Member States of the Conference which are Members of an Organisation enjoying an excellent relationship with the Conference, the Council of Europe (see the Legislation Convention, article 10 and the General Enforcement Convention, article 27).

II Clauses d'adhésion

3 Dans la logique du système, les Etats non-Membres de la Conférence doivent, s'ils veulent devenir Parties à une Convention, se soumettre à la procédure d'adhésion. Il convient de distinguer deux aspects, d'une part le droit d'adhérer, d'autre part les obstacles possibles à l'adhésion.

A Le droit d'adhérer

4 Jusqu'à la Session Extraordinaire de 1966, les Conventions élaborées par la Conférence donnaient le droit d'adhérer à «tout Etat».

Les trois dernières Conventions, élaborées par la Onzième session (Divorce, Accidents de la circulation, Obtention des preuves) réservent le droit d'adhérer aux Etats «Membres de la Conférence (et non représentés à la Session) ou de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée de celle-ci ou Parties au Statut de la Cour Internationale de Justice».

Ce dernier système a, dans la pratique, pour objet d'éviter que des Etats qui ne font pas l'objet d'une reconnaissance internationale généralisée puissent adhérer aux Conventions. Les Etats qui ne les reconnaissent point n'ont donc pas, même négativement par un refus d'adhésion, à prendre position à leur égard.

Le caractère politique du problème étant évident, le Bureau Permanent ne saurait formuler de nouvelles solutions, les textes adoptés en 1968 étant connus.

B Obstacles à l'adhésion

5 Dans quelle mesure un Etat qui a le droit d'adhérer peut-il se voir opposer un obstacle à l'adhésion? Il convient d'opérer une distinction.

6 Un droit de s'opposer à l'adhésion émanant d'un Etat partie à une Convention se justifie semble-t-il dans le cas d'une Convention qui contient des éléments de réciprocité: dans le cas par exemple, où les Etats contractants ne s'engagent qu'à appliquer une loi étrangère qui est celle d'un Etat cocontractant, ou encore si le Traité est basé sur la reconnaissance qu'on doit accorder aux actes et jugements des autorités émanant des Etats contractants, ou enfin lorsque la Convention instaure une collaboration entre les autorités des Etats contractants.

7 Le droit d'opposition paraît être dépourvu de tout intérêt juridique lorsque la Convention provoque une unification à portée universelle des règles de conflit et où tout élément de réciprocité est manifestement absent (cas des Conventions-Vente loi applicable, - Testaments et projet Responsabilité des fabricants pour leurs produits). Puisque la Convention a pour seul effet de modifier la règle nationale de conflit, tout Etat non-Membre peut reprendre la réglementation conventionnelle dans sa législation, sans même devenir Partie à la Convention. Il est donc difficile d'apercevoir l'intérêt que pourrait avoir un Membre de la Conférence à s'opposer à l'adhésion d'un Etat non-Membre. Cette considération milite en faveur de l'abandon de tout droit à opposition à l'adhésion des Etats non-Membres dans les cas dont il s'agit ici.

8 On a pu néanmoins constater, par le passé, que certains Etats s'opposaient, pour des raisons purement politiques, à l'idée de devoir accepter comme cocontractant tout Etats tiers, par exemple parce qu'ils n'iaient à tel ou tel prétendant à l'adhésion la qualité d'Etat, et parce qu'ils craignaient qu'un lien conventionnel né d'une adhésion éventuelle d'un tel Etat puisse être interprété comme impliquant un élément de reconnaissance. En stricte logique, l'attitude à prendre en ce cas par l'Etat

II Accession provisions

3 Logically, non-Member States of the Conference must submit to the procedure of accession if they wish to become Parties to a Convention.

One should distinguish two aspects of this matter, on the one hand the right to accede, and on the other hand possible obstacles to accession.

A The right to accede

4 Until the Extraordinary Session in 1966, Conventions drawn up by the Conference gave the right of accession to 'any State'.

The last three Conventions prepared by the Eleventh Session (Divorce, Traffic Accidents, Taking of Evidence), reserve the right to accede to any State 'which is a Member of this Conference (and not represented at the Session) or of the United Nations or of a specialized agency of that Organisation or a Party to the Statute of the International Court of Justice'.

This latter system in practice aims to prevent States which do not enjoy general international recognition from acceding to Conventions. Thus States which do not recognise them at all, do not have to take a position in their respect, not even negatively by means of refusal of accession.

Due to the obvious political nature of this problem, the Permanent Bureau cannot very well submit new drafts; the texts adopted in 1968 are well-known.

B Obstacles to accession

5 To what extent may the accession of a State, having the right to accede, be opposed? Here a distinction should be made.

6 It would seem justified that a State Party to a Convention has the right to oppose an accession in the case of a Convention containing elements of reciprocity: for example where the Contracting States only undertake to apply a foreign law when it is that of a co-Contracting Party, or where the treaty is based on the recognition to be given to acts and judgments of authorities pertaining to Contracting States, or finally where the Convention institutes collaboration between the authorities of Contracting States.

7 The right of refusal would however seem to lack any legal interest where the Convention aims at a universal unification of conflict rules and where elements of reciprocity are manifestly absent (this is the case of the Sales-Applicable Law Convention, the Wills Convention and the Draft on Products Liability). As the Convention aims only to modify the national rules of conflict, any non-Member State may copy the treaty provisions in its own legislation without even becoming a Party to the Convention. Therefore it is difficult to see what advantage a Member of the Conference could gain in opposing the accession of a non-Member State. This consideration militates in favour of the abandonment of any right of opposition to accession of non-Member States in these cases.

8 Nevertheless, in the past, it has been witnessed that some States for purely political reasons were opposed to the idea of having to accept any third State as a co-Contracting Party, for example because they claimed that such and such a State claiming accession did not fulfil the requirements for statehood, and because they feared that a treaty link created by a possible accession of such State could be interpreted as implying an element of recognition. In strict logic, the attitude to be taken in such a case

opposant serait une déclaration niant tout effet à l'acte d'adhésion étant donné que l'Etat faisant une telle déclaration constaterait souverainement qu'à ses yeux le prétendu cocontractant manquait des qualités indispensables pour devenir Partie à la Convention. Bien entendu ce ne serait pas exactement la même position que celle prise lors du refus d'approbation d'une adhésion.

9 La difficulté peut être désamorcée par la limitation, précédemment étudiée, du droit même à l'adhésion: en limitant le droit d'adhérer aux Etats qui font l'objet d'une reconnaissance internationale très générale à raison de leur appartenance aux organisations internationales à caractère universel, on élimine la plupart des difficultés évoquées.

C *Mise en œuvre du refus de l'adhésion*

10 Lorsque le droit de s'opposer à une adhésion se justifie à raison des éléments de réciprocité que contient la Convention, divers systèmes de refus peuvent être envisagés.

Certaines Conventions (Convention-Procédure civile de 1954, Convention générale sur l'exécution des jugements, Conventions-Adoption, Notification, For contractuel), accordent un droit de veto à tout Etat contractant. Il suffit qu'un Etat contractant manifeste son opposition à l'adhésion pour que celle-ci ne puisse avoir lieu à l'égard d'aucun Etat partie à la Convention.

Il semble qu'un tel système soit trop brutal. On ne voit pas pourquoi, par son veto, l'Etat A empêcherait l'Etat B et l'Etat D de se lier avec un Etat E. On notera qu'il n'existe pas d'exemples de l'usage d'un tel veto. On peut en outre relever l'aspect illogique suivant: l'Etat tiers peut adhérer lorsque la Convention vient à peine d'entrer en vigueur entre trois Etats contractants et se mettre ainsi à l'abri du veto des Etats membres de la Conférence ratifiant postérieurement.

11 Deux procédés, utilisés tour à tour dans les Conventions de La Haye, restent en lice:

– ou bien permettre à un Etat de refuser d'être lié avec l'Etat adhérent, sans que ce refus empêche des relations entre l'adhérent et les autres Etats contractants (par exemple Conventions-Reconnaissance des sociétés, Légalisation),

– ou bien limiter les effets de la Convention dans les relations entre l'Etat adhérent et les Etats qui auront déclaré accepter l'adhésion (Convention-Exécution des obligations alimentaires envers les enfants, Protection des mineurs, Divorce, Obtention des preuves, Accidents de la circulation routière).

12 Les deux systèmes ont leurs avantages et leurs inconvénients. La procédure «positive» de l'acceptation a pour avantage de permettre à un Etat d'ignorer, par son silence, un adhérent. Le refus des relations conventionnelles n'a pas besoin de se manifester par une prise de position qui pourrait sembler agressive sur le plan international.

L'inconvénient en est que, l'acceptation pouvant intervenir durant toute la vie de la Convention, les mises à effet bilatérales de la Convention sont parfois fort difficiles à connaître pour les justiciables et utilisateurs du Traité. Le système entraîne une série de bilatéralisations dont la publicité n'est pas toujours assurée efficacement sur le plan international.

by the opposing States should be a declaration denying any effect to the act of accession, seeing that the State making such declaration would maintain, in its sovereign capacity, that in its view the entity claiming the capacity of becoming a co-Contracting Party lacked the indispensable requirements to become Party to the Convention. This of course would not be exactly the same as an opposition to accession.

9 This difficulty may be removed by the limitation which we have previously studied of the right itself to accession: by limiting the right to accede to States which are very generally recognised on the international level due to their membership of International Organisations of a universal character, one would eliminate the greater part of the difficulties mentioned.

C *Operation of the refusal of accession*

10 Where the right to oppose an accession is justified by reason of elements of reciprocity contained in the Convention, various systems of refusal may be considered.

Some Conventions (Civil Procedure Convention of 1954, General Convention on the Enforcement of Judgments, the Adoption Convention, the Service Abroad Convention and the Choice of Court Convention) grant a veritable right of veto to every Contracting State. It is enough that one Contracting State declares its opposition to the accession for such accession not to take effect with respect to any State Party to the Convention.

It would seem that such a system is too ruthless. There does not seem to be any reason why State A by means of its veto should be able to prevent State B and State D being bound with State E. It will be noted that there have not been any cases in which such a veto has been used. Furthermore, the following illogical aspect may be mentioned: a third State may accede when the Convention has just entered into force between three Contracting States and thus take shelter from the veto of the Member State of the Conference ratifying at a later date.

11 Two procedures, used in turn in the Hague Conventions, remain on the list:

– either one could allow States to refuse to be bound with the acceding State, without such refusal preventing treaty relations from arising between the acceding Party and other Contracting States (for example the Recognition of Companies Convention; the Legalisation Convention);

– or one could limit the effects of the Convention to the treaty relations between the acceding State and the States which will have declared their acceptance of the accession (Conventions on the Enforcement of Maintenance Obligations in Respect of Children, Protection of Minors, Divorce, Taking of Evidence Abroad, Traffic Accidents).

12 The two systems have their advantages and disadvantages. The 'positive' procedure of acceptance has the advantage that it allows the State to refuse an accession by silence. The refusal of treaty relations need not be manifested by a taking of position which could seem aggressive on the international level.

The disadvantage of this is that, as an acceptance may be made at any time during the life of the Convention, the cases of bilateral entries into force of the Convention are sometimes very difficult to ascertain for litigants and other users of the treaty. The system involves a series of bilatéralisations to which publicity is not always effectively given on the international level.

13 Le système du refus, s'il oblige les Etats à manifester leurs réticences de manière positive, a l'avantage de faciliter considérablement les choses sur le plan pratique: selon la procédure suivie dans les Conventions de La Haye, les Etats disposent d'un délai de six mois pour refuser l'adhésion. Une fois passé ce délai, le dépositaire du Traité effectue une constatation officielle et unique qui détermine quels sont les Etats avec lesquels l'adhérent est désormais lié. La publicité de cette constatation, notamment dans les journaux juridiques spécialisés, permet aux utilisateurs du Traité d'être renseignés aisément. Il faut cependant souligner que la difficulté renaîtrait si l'on permettait à un Etat admis à signer et ratifier la Convention mais devenant Partie à la Convention après un Etat adhérent, de refuser d'être lié avec cet Etat (un tel système n'a d'ailleurs jamais été expressément prévu dans les Conventions de La Haye).

III Date d'entrée en vigueur des Conventions

A Entrée en vigueur après ratification

14 Deux systèmes existent actuellement: l'entrée en vigueur a lieu le soixantième jour à partir du dépôt de l'instrument de ratification ou encore le soixantième jour après ce dépôt. Si l'on s'en tient aux 60 jours, il faut définitivement adopter le système du soixantième jour après le dépôt, comme le font les Conventions les plus récentes.

15 Mais est-il bien nécessaire de s'en tenir à ces 60 jours? On pourrait songer à une formule inspirée de l'article 29, alinéa 3 de la Convention générale exécution, relatif à l'adhésion et proposer que la Convention entre en vigueur le premier jour du deuxième (ou du troisième) mois qui suit le dépôt de l'instrument de ratification. Cela aurait l'avantage d'éviter les calculs et surtout de donner une date «simple» à l'entrée en vigueur de toutes les Conventions. Le délai laissé aux Etats pour se préparer à la mise à effet du Traité varierait, en fait, entre 31 jours et 60 jours (ou entre 61 et 90 jours), ce qui paraît suffisant.

B Entrée en vigueur après adhésion

16 L'entrée en vigueur de la Convention après adhésion devrait être fixée soit le soixantième jour après l'expiration du délai de six mois (en cas de système refus) ou après la date d'acceptation (en cas de système de bilatéralisation positive). Mais on pourrait aussi fixer cette entrée en vigueur au premier jour du mois qui suit l'expiration du délai ou de l'acceptation, si le mécanisme est déjà admis pour la ratification.

IV Extensions territoriales

17 A propos des extensions territoriales, il convient de raisonner comme dans l'équation signature/ratification-adhésion. Lorsque la Convention est ouverte à raison du défaut de réciprocité, l'extension doit être libre (voir par exemple Convention-Testaments). Cette extension prend effet selon la computation choisie dans le cadre des paragraphes précédents (Nos 14 et 15).

18 Lorsque la Convention prévoit un obstacle à l'adhésion, il convient simplement de reprendre le système prévu pour l'adhésion et selon le système choisi (V. Nos 10-13) permettre le refus de l'extension ou prévoir l'acceptation formelle de celle-ci.

13 The refusal system, whilst it obliges States to reveal their reticence in a positive manner, has the advantage of facilitating matters considerably on the practical level: according to the procedure followed in the Hague Conventions, States have a period of six months in which they may refuse the accession. Once this period of time has elapsed, the depository of the treaty makes an official and sole statement determining the States with which the acceding Party is henceforth bound. The publication of this statement, particularly in specialised legal journals, allows users of the treaty to find out information easily. However, one must stress that the difficulty would reappear if one allowed a State which, having the right to sign and ratify the Convention became a Party to it later than an acceding State, to refuse to be bound with that State (such a system has never been expressly provided in the Hague Conventions).

III Date of entry into force of the Conventions

A Entry into force after ratification

14 At the present time two systems exist: either the entry into force takes place on the sixtieth day *as from* the deposit of the instrument of ratification or on the sixtieth day *after* such deposit. If the sixty days are to be retained, the system of the sixtieth day *after* the deposit should definitively be adopted, as is done in the more recent Conventions.

15 But is it really necessary to retain the sixty days? One could consider a provision such as that in article 29 (3) of the General Enforcement Convention relating to accession, and propose that the Convention shall enter into force on the first day of the second (or third) month following the deposit of the instrument of ratification. This would have the advantage of avoiding calculations and above all of giving a 'simple' date to the entry into force of all the Conventions. The period of time given to States to prepare themselves for the entry into force of the treaty would vary in fact between 31 and 60 days (or between 61 and 90 days); this would appear sufficient.

B Entry into force after accession

16 The entry into force of the Convention after accession should be fixed as either the sixtieth day *after* the expiry of the period of six months (in the case of the refusal system) or *after* the date of acceptance (in the case of the positive bilateralisation system). One could also provide that such entry into force should take place on the first day of the month following the expiry of the time-period or the acceptance, if such mechanism is adopted for ratification.

IV Territorial extensions

17 As regards territorial extensions, one should reason in the same way as for the signature/ratification-accession situation. If the Convention is open due to a lack of reciprocity, there should be no restriction on extensions, (see for example the Wills Convention). Such extension will take effect according to the computation adopted within the framework of the preceding paragraphs (Nos 14 and 15).

18 Where the Convention provides for obstacles to accession, one should simply repeat the system provided for accession and according to the adopted system (see Nos 10-13) permit a refusal of the extension or provide for its formal acceptance.

V Clause relative à la succession d'Etats

19 Les Conventions de La Haye ne contiennent aucune clause relative au problème de la succession d'Etats. Or, le problème s'est posé plusieurs fois pour un certain nombre de Conventions à la suite des extensions territoriales effectuées tant par la France que le Royaume-Uni. De nombreux territoires auxquels avaient été étendu les Conventions sont devenus indépendants. Certains d'entre eux ont néanmoins voulu rester liés par l'un ou l'autre Traité. On s'est demandé si une simple déclaration d'intention suffisait ou si le territoire indépendant devait passer par la procédure formelle d'adhésion. Certaines divergences de vues sont notamment apparues lors de la prise de position du Botswana, des Fidji et de l'île Maurice à l'égard des Conventions-Testaments et Légalisation¹.

C'est pourquoi on peut se demander s'il ne serait pas opportun d'inclure dans les Conventions une clause analogue à l'article 37 de la Convention relative aux dommages causés aux tiers à la surface par des aéronefs étrangers, signée à Rome le 7 octobre 1952 et dont le texte figure en annexe.

VI Problème des réserves

20 Une étude consacrée aux problèmes des réserves et des facultés dans les Conventions de La Haye² permet de dégager un certain nombre de suggestions.

Dans tout Traité de La Haye, une disposition devrait prévoir soit qu'aucune réserve ne soit acceptée soit, s'il en est acceptée, qu'aucune autre réserve ne sera admise. Les dispositions traditionnelles limitant le moment auquel les réserves peuvent être effectuées et celles qui facilitent leur retrait, devraient être systématiquement reprises.

21 Il importe surtout que pour chaque réserve admise les négociateurs s'interrogent sur l'opportunité ou la possibilité d'instaurer à son égard la réciprocité. Si la réciprocité est admise, il convient de le mentionner expressément et, dans certains cas, de préciser les faits exacts de cette réciprocité. Si pour des raisons tenant à la nature du Traité ou pour des raisons d'opportunité la réciprocité n'est pas imposée, il convient qu'une clause spéciale l'indique. Enfin les clauses relatives à la publicité des réserves et des facultés, tant auprès des dépositaires de la Convention que des autres Etats contractants, doivent figurer dans tous les traités.

VII Problème des dispositions relatives à l'adhésion figurant dans les Conventions élaborées à la Onzième session

22 Les trois Conventions élaborées à la Onzième session (Divorce, article 28, Accidents de la circulation, article 18, et Obtention des preuves, article 39) contiennent une clause identique relative à l'adhésion. Dans ce contexte, il y a lieu d'attirer l'attention sur une particularité de ces dispositions signalée par le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas en sa qualité de dépositaire des Traités. La disposition identique pour toutes les Conventions fait mention de deux moments d'entrée

¹ V. l'étude de M. M. L. Saunders, «The Hague Conventions on Private International Law and State Succession», 1971 *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, p. 20.

² G. Droz, *Revue critique de droit international privé* 1969, p. 381-423.

V Provision relating to State succession

19 The Hague Conventions do not contain any provisions relating to the problem of State succession. Now, the problem has arisen several times in connection with certain Conventions following upon territorial extensions made both by France and the United Kingdom. Numerous territories to which the Conventions had been extended have become independent. Nevertheless, certain of these territories have wished to remain bound by one Convention or another. The question has arisen whether a mere declaration of intention suffices or whether the independent territory should go through the formal procedure of accession. Some differences of view have appeared, in particular with regard to the standpoints of Botswana, Fiji and Mauritius in respect of the Wills and Legalisation Conventions.¹ For this reason one might wonder whether it would not be advisable to include a provision in the Convention analogous to article 37 of the Convention on Damage Caused by Foreign Aircraft to Third Parties on the Surface, signed in Rome on the 7th of October 1952, the text of which figures in the Annex (under IV).

VI Problem of reservations

20 A study dealing with the problems of reservations and faculties in the Hague Conventions reveals a number of suggestions.²

In every Hague Convention, there should be a provision stating that either no reservation will be accepted or if a reservation is allowed, that no other reservation will be permitted. The traditional provisions limiting the time at which reservations may be made and those facilitating their withdrawal should be systematically repeated.

21 Above all, it is important that the negotiators examine in connection with each reservation whether it is advisable or possible to institute a system of reciprocity. If one does accept reciprocity, this should be expressly mentioned and one should give exact details of such reciprocity in certain cases. If for reasons relating to the nature of the Convention or for reasons of opportuneness, reciprocity is not imposed, a special clause should indicate this. Finally, provisions relating to publicising reservations and faculties both to the depository of the Convention and to other Contracting States should figure in all treaties.

VII The problem of provisions relating to accession contained in the Conventions prepared at the Eleventh Session

22 The three Conventions drawn up at the Eleventh Session (Divorce, article 28, Traffic Accidents, article 18 and Taking of Evidence, article 39), contain an identical provision relating to accession. In this context one should draw attention to a peculiarity of these provisions pointed out by the Netherlands Ministry of Foreign Affairs in its capacity as depository of the Conventions. The provision, which is identical in all the Conventions, mentions two dates of entry into force,

¹ See M. L. Saunders, 'The Hague Conventions on Private International Law and State Succession', 1971, *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, p. 20.

² G. Droz, *Revue critique de droit international privé*, 1969, p. 381 to 423.

en vigueur, l'un à l'alinéa 3, l'autre à l'alinéa 5. Le Ministère hésite devant le problème de déterminer la date de l'entrée en vigueur à l'égard de l'Etat adhérent. La disposition incriminée ne pèche pas par un excès d'élégance et on aurait pu éviter l'emploi répété du terme «entrée en vigueur». Cette inélégance doit-elle conduire à l'adoption d'un Protocole additionnel destiné à corriger le texte de l'article? On peut hésiter, mais le Bureau Permanent ne le pense pas. Sans doute son attitude est inspirée par un désir de limiter les corrections des textes adoptés à un minimum. Une correction ne devrait s'imposer que lorsqu'il est impossible d'attribuer tout sens cohérent au texte voté. Tel ne semble pas le cas en ce qui concerne ces dispositions.

23 Tout d'abord il y a lieu de prendre en considération l'entrée en vigueur pour l'Etat adhérent, par laquelle celui-ci acquiert le caractère d'Etat contractant. A partir de ce moment, il est soumis à l'obligation de l'article 18 de la Convention de Vienne de 1969 sur les traités et il peut faire valoir vis-à-vis du dépositaire certains droits, comme celui d'être informé de toute ratification ou adhésion et des déclarations faites à ces occasions. On se trouve ici dans le domaine peu clairement défini des obligations pré-contractuelles, mais celles-ci n'en sont pas moins des réalités reconnues par le droit des gens. De tout façon l'Etat contractant peut accepter (ou, le cas échéant, refuser) à partir de cette date «d'entrée en vigueur» que des relations soient établies entre lui et d'autres Etats adhérent postérieurement. Vient ensuite une seconde «entrée en vigueur» à savoir le moment à partir duquel le régime conventionnel s'appliquera et tirera ses pleins effets dans les relations entre l'Etat adhérent et l'Etat ayant approuvé cette adhésion. Bien entendu il eût été plus judicieux de faire coïncider les deux moments. Pour y parvenir il faudrait biffer l'alinéa 3.

24 Une telle procédure ne serait pas adéquate en ce qui concerne la Convention sur les accidents de la circulation routière. En effet, cette Convention est, comme la Convention-Vente loi applicable et Testaments, dépourvue de tout élément de réciprocité. Le système d'une approbation de l'adhésion ne se justifie donc pas à son égard) voir *supra* No 7). Si donc on voulait seulement s'occuper de la Convention-Accidents de la circulation routière, il serait préférable de supprimer les alinéas 4 et 5, afin de lui donner la même portée que les Conventions précitées.

one in paragraph 3, the other in paragraph 5. The Ministry is in some doubt as regards the problem of determining the date of entry into force with respect to acceding States. This provision does not suffer from an excess of elegance and one could have avoided the repeated use of the term 'entry into force'. Should this inelegance lead to the adoption of a supplementary protocol correcting the text of the article? One may hesitate as to the answer to this question, but the Permanent Bureau does not think so. Undoubtedly, this viewpoint is based in the desire to limit to the minimum, corrections to texts which have been adopted. Corrections should only be made when it is impossible to make any coherent sense of a voted text. Such does not seem to be the case with these provisions.

23 First one should take into consideration the entry into force for an acceding State, by which it acquires the character of a Contracting State. As from that moment it is governed by the obligation of article 18 of the Vienna Convention of 1969 on the Law of Treaties and it may claim certain rights vis-à-vis the depository such as that of being informed of any ratification or accession and declarations made on those occasions. This is the somewhat obscure field of pre-contractual obligations, but there are nonetheless realities recognised by international law. In any case an acceding State may accept (or, as the case may be, refuse) as from that date of 'entry into force' that treaty relations arise between it and other States acceding at a later time. Then comes a second 'entry into force', *i.e.* the time from which the treaty regime will apply and will have full effect in the relations between the acceding State and the State approving the accession. Of course, it would have been more judicious to make the two dates coincide. To arrive at this result, one should strike out paragraph 3.

24 However, such procedure, would not be adequate for the Convention on Traffic Accidents. This Convention, like the Sales-Applicable Law Convention and Wills Convention, is completely lacking in any element of reciprocity. The system of approval of the accession is therefore not justified with respect to it (see *supra* No 7). Thus, if one wished to deal only with the Traffic Accidents Convention, it would be preferable to strike out paragraphs 4 and 5 so as to give it the same content as the above-cited Conventions.

I Clauses de signature*Alinéa 1**Variante 1*

«La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la Douzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.»

Variante 2

«La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Douzième session.»

Variante 3

Ajouter aux variantes 1 ou 2 les mots suivants:

«... ainsi qu'à celle de [Chypre, de l'Islande, de Malte, etc.] ...»

Alinéa 2

Dans tout les cas, l'article doit être complété par l'alinéa suivant:

«Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du .. (ici mention du dépositaire).»

II Clauses d'adhésion*Droit d'adhérer**Variante 1: système suivi jusqu'en 1968*

«Tout Etat (A: non représenté à la Douzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé) (B: non-Membre de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de la Douzième session), pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article X.

L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du ... (ici mention du dépositaire).»

Variante 2: système suivi lors de la Douzième session

«Tout Etat (non représenté à la Douzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé) qui est Membre de cette Conférence ou de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée de celle-ci ou Partie au Statut de la Cour internationale de Justice, pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article X.

L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du ... (ici mention du dépositaire).»

*Effets de l'adhésion**a Cas d'une Convention ouverte*

«La Convention entrera en vigueur, pour l'Etat adhérent (A: le sixantième jour après le dépôt de son instrument d'adhésion) (B: le premier jour du deuxième/troisième mois qui suit le dépôt de son instrument d'adhésion).»

*b Cas d'une Convention fermée**Variante 1: système de l'acceptation*

«L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui auront déclaré accepter cette adhésion. Cette déclaration sera dé-

I Signature provisions*Paragraph 1**Option 1*

'The present Convention shall be open for signature by the States represented at the Twelfth Session of the Hague Conference on Private International Law.'

Option 2

'The present Convention shall be open for signature by the Member States of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Twelfth Session.'

Option 3

Add to options 1 or 2 the following words:

'... and [Cyprus, Iceland, Malta, etc] ...'

Paragraph 2

In each case the article should be completed by the following paragraph:

'It shall be ratified, and the instruments of ratification shall be deposited with ... (name of the depositary).'

II Accession provisions*Right of accession**Option 1: system adopted until 1968*

'Any State (A: not represented at the Twelfth Session of the Hague Conference on Private International Law) (B: which is not a Member of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Twelfth Session), may accede to the present Convention after it has entered into force in accordance with article X. The instrument of accession shall be deposited with ... (name of depositary).'

Option 2: system adopted at the Twelfth Session

'Any State (not represented at the Twelfth Session of the Hague Conference on Private International Law) which is a Member of this Conference or of the United Nations or of a specialized agency of that Organization, or a Party to the Statute of the International Court of Justice may accede to the present Convention after it has entered into force in accordance with article X. The instrument of accession shall be deposited with the ... (name of depositary).'

*Effects of accession**a In the case of an open Convention*

'The Convention shall enter into force for a State acceding to it (A: on the sixtieth day after the deposit of its instrument of accession) (B: on the first day of the second/third month following the deposit of its instrument of accession).'

*b In the case of a closed Convention**Option 1: Acceptance system*

'The accession shall have effect only as regards the relations between the acceding State and such Contracting States as will have declared their acceptance of the

posée auprès du ... (dépositaire); celui-ci enverra, par la voie diplomatique, une copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants.

La Convention entrera en vigueur entre l'Etat adhérent et l'Etat ayant déclaré accepter cette adhésion (A: le sixantième jour après le dépôt de la déclaration d'acceptation) (B: le premier jour du mois qui suit le dépôt de la déclaration d'acceptation).»

Variante 2: système du refus

«L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objections à son encontre dans les six mois après la réception de la notification prévue à l'article X. Une telle objection sera notifiée au ... (dépositaire).

La Convention entrera en vigueur, entre l'Etat adhérent et les Etats n'ayant pas élevé d'objection contre l'adhésion (A: le sixantième jour après l'expiration du délai de six mois mentionné à l'alinéa précédent) (B: le premier jour du deuxième/troisième mois qui suit l'expiration du délai de six mois mentionné à l'alinéa précédent).»

Variante 3: Système dit du veto

«La Convention n'entrera en vigueur pour un tel Etat qu'à défaut d'opposition de la part d'un Etat ayant ratifié la Convention avant ce dépôt, notifié au ... (dépositaire), dans un délai de six mois à partir de la date à laquelle ce (dépositaire) lui aura notifié cette adhésion.

A défaut d'opposition, la Convention entrera en vigueur pour l'Etat adhérent le premier jour du mois qui suit l'expiration du dernier des délais mentionné à l'alinéa précédent.»

III Extensions territoriales

a Cas d'une Convention ouverte

«Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au ... (dépositaire).

La Convention entrera en vigueur pour les territoires visés par l'extension (A: le sixantième jour après la notification mentionnée à l'alinéa précédent) (B: le premier jour du deuxième/troisième mois qui suit la notification mentionnée à l'alinéa précédent).»

b Cas d'une Convention fermée

Variante 1: système de l'acceptation

Alinéas 1 et 2 sous *a* inchangés.

Alinéas 3 et 4

«L'extension n'aura d'effet que dans les rapports avec les Etats contractants qui auront déclaré accepter cette extension. Cette déclaration sera déposée auprès du ... (dépositaire); celui-ci enverra, par la voie diplomatique, une copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants.

L'extension produira ses effets, dans chaque cas (le sixantième jour après le dépôt de la déclaration d'ac-

cession. Such a declaration shall be deposited with the ... (depository); the ... (depository) shall forward, through diplomatic channels, a certified copy to each of the Contracting States.

The Convention shall enter into force as between the acceding State and the State that has declared its acceptance of the accession (A: on the sixtieth day after the deposit of the declaration of acceptance) (B: on the first day of the month following the deposit of the declaration of acceptance).»

Option 2: Refusal system

'The accession shall have effect only as regards the relations between the acceding State and those Contracting States which have not raised an objection to its accession in the six months after the receipt of the notification referred to in article X. Any such objection shall be notified to the ... (depository).

The Convention shall enter into force as between the acceding State and the States which have raised no objection to its accession (A: on the sixtieth day after the expiry of the period of six months mentioned in the preceding paragraph) (B: on the first day of the second/third month following the expiry of the period of six months mentioned in the preceding paragraph).»

Option 3: Veto system

'The Convention shall enter into force for such a State in the absence of any objection from a State, which has ratified the Convention before such deposit, notified to the ... (depository) within a period of six months after the date on which the (depository) has notified it of such accession.

In the absence of any such objection, the Convention shall enter into force for the acceding State on the first day of the month following the expiry of the last of the periods referred to in the preceding paragraph.'»

III Territorial extensions

a In the case of an open Convention

'Any State may, at the time of signature, ratification or accession, declare that the present Convention shall extend to all territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect on the day of entry into force of the Convention for the State concerned.

At any time thereafter, such extension shall be notified to the ... (depository).

The Convention shall enter into force for the territories mentioned in such an extension (A: on the sixtieth day after the notification referred to in the preceding paragraph) (B: on the first day on the second/third month following the notification mentioned in the preceding paragraph).»

b In the case of a closed Convention

Option 1: acceptance system

Paragraphs 1 and 2 in *a* above unchanged.

Paragraphs 3 and 4:

'The extension shall have effect only as regards the relations with such Contracting States as will have declared their acceptance of the extension. Such a declaration shall be deposited at the ... (depository); the (depository) shall forward, through diplomatic channels, a certified copy to each of the Contracting States.

The extension shall take effect in each case (A: on the sixtieth day after the deposit of the declaration of accep-

ceptation) (le premier jour du deuxième/troisième mois suivant le dépôt de la déclaration d'acceptation).»

Variante 2: système du refus

Les deux premiers alinéas sous *a* inchangés.

Alinéas 3 et 4

«La Convention aura effet dans les rapports entre les Etats qui n'élèveront pas d'objection dans les six mois de cette communication et le territoire ou les territoires dont les relations internationales sont assurées par l'Etat en question, et pour lequel ou lesquels la notification aura été faite.

La Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent.»

IV Clauses relatives à la succession d'Etats

«1 Lorsque tout ou partie du territoire d'un Etat contractant est transféré à un Etat non contractant, la présente Convention cesse de s'appliquer au territoire transféré à partir de la date du transfert.

2 Lorsqu'une partie du territoire d'un Etat contractant devient un Etat indépendant responsable de ses relations extérieures, la présente Convention cesse de s'appliquer au territoire devenu un Etat indépendant à partir de la date à laquelle il devient indépendant.

3 Lorsque tout ou partie du territoire d'un Etat est transféré à un Etat contractant, la présente Convention s'applique au territoire transféré à partir de la date du transfert. Toutefois, si le territoire transféré ne devient pas partie du territoire métropolitain de l'Etat contractant en question, ce dernier peut, avant le transfert ou au moment du transfert, déclarer au moyen d'une notification au . . . (dépositaire) que la Convention ne s'applique pas au territoire transféré, à moins qu'une notification ne soit faite au sens de l'article X.»

tance) (B: on the first day of the second/third month following the deposit of the declaration of acceptance).»

Option 2: refusal system

The two first paragraphs in *a* above unchanged.

Paragraphs 3 and 4:

'The Convention shall have effect as regards the relations between States which do not raise objection within six months from such communication and the territory or territories, the international relations of which are provided by the State in question, and for which notification shall have been made.

The Convention will enter into force on the first day of the month following the expiry of the period referred to in the preceding paragraph.'

IV Provisions relating to State succession

'1 When the whole or part of the territory of a Contracting State is transferred to a non-Contracting State, this Convention shall cease to apply to the territory so transferred, as from the date of the transfer.

2 When part of the territory of a Contracting State becomes an independent State responsible for its own foreign relations, this Convention shall cease to apply to the territory which becomes an independent State, as from the date on which it becomes independent.

3 When the whole or part of the territory of another State is transferred to a Contracting State, the Convention shall apply to the territory so transferred as from the date of the transfer; provided that, if the territory transferred does not become part of the metropolitan territory of the Contracting State concerned, that Contracting State may, before or at the time of the transfer, declare by notification to the . . . (depository) that the Convention shall not apply to the territory transferred unless a notification is made under paragraph article X.'

Procès-verbaux et Documents de travail de la Quatrième commission

Composition de la Quatrième commission

PRÉSIDENT

M. J. Bangert, Judge, Legal Adviser to the Ministry of Justice.

VICE-PRÉSIDENT

M. R. De Nova, titulaire de la chaire de droit international auprès de l'Université de Pavie.

MEMBRES

République Fédérale d'Allemagne

M. le Dr H. von Spreckelsen, Ministerialdirigent a.D., Bundesministerium der Justiz.

Argentine

Mlle N. M. Freyre-Penabad, secrétaire d'Ambassade, docent de la Faculté de droit de l'Université de Buenos Aires, professeur adjoint de droit international public de l'Université du Musée social argentin.

Autriche

M. O. Edlbacher, directeur général au Ministère fédéral de la Justice.

M. F. Schwind, professeur à l'Université de Vienne, ancien recteur de l'Université de Vienne.

M. W. Sedlacek, Ministerialrat au Ministère fédéral de la Justice.

Belgique

M. P. Jenard, directeur d'administration au Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement.

M. R. van Dijck, directeur au Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement.

Brésil

M. H. T. Valladão, professeur titulaire de droit international privé à l'Université fédérale et catholique de Rio de Janeiro, ancien conseiller juridique du Ministère des Relations extérieures.

S.E. M. C. S. Gomes Pereira, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à La Haye.

M. J. Saltarelli Junior, deuxième secrétaire d'ambassade.

Canada

M. D. S. Maxwell, Q.C., Deputy Minister of Justice and Deputy Attorney-General of Canada.

M. H. A. Leal, Chairman of Ontario Law Reform Commission.

Mlle D. Bélisle, conseiller juridique et adjoint spécial au sous-ministre de la Justice, conseiller de la délégation.

Danemark

M. O. Due, Head of Division, Ministry of Justice.

M. A. Philip, Professor.

Espagne

M. J. A. Carrillo Salcedo, professeur de droit international à l'Université de Grenade.

M. J. D. Gonzalez Campos, professeur de droit international à l'Université d'Oviedo.

M. M. Angulo Rodriguez, professeur adjoint de droit international à l'Université de Grenade.

Etats-Unis d'Amérique

M. Ph. W. Amram, Attorney-at-Law, Washington D.C.

M. W. L. M. Reese, Director, Parker School of Foreign and Comparative Law, Columbia Law School.

M. W. H. Boyd, Professor of Law and President of the University of Iowa.

M. D. F. Cavers, Professor, Harvard University Law School.

M. R. Dalton, Executive Director, Advisory Committee on Private International Law.

M. J. C. Dezendorf, Former President, National Conference of Commissioners on Uniform State Laws.

M. K. H. Nadelmann, Research Scholar, Harvard Law School.

Finlande

M. T. Suontausta, docteur en droit, ancien juge à la Cour suprême administrative.

France

M. H. Batiffol, professeur à l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris.

M. P. Bellet, président de la Première chambre civile de la Cour de cassation.

M. J. Baudoin, directeur des Affaires civiles et du Sceau au Ministère de la Justice.

M. B. Goldman, professeur à l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris.

M. J. Lemontey, magistrat au Ministère de la Justice, chef du Bureau de Droit européen et international au Ministère de la Justice.

M. L. Chatin, magistrat au Ministère de la Justice, chef du Service civil de l'Entraide judiciaire internationale au Ministère de la Justice.

Mme M. Sauteraud-Marcenac, magistrat détaché au Ministère des Affaires étrangères, chef du Service de recouvrement des aliments à l'étranger.

Grèce

M. Ch. N. Fragistas, professeur à l'Université de Thessalonique.

Irlande

M. R. Hayes, Assistant Secretary, Department of Justice.

Israël

M. M. Aranne, Legal Adviser to the Prime Minister's Office.

Italie

M. M. Giuliano, titulaire de la chaire de droit international auprès de l'Université de Milan.

M. R. Miccio, conseiller de Cassation, Ministère de la Justice.

M. L. Battaglini, conseiller de Cour d'appel, Ministère de la Justice.

Japon

M. S. Ikehara, Professor, Tokyo University.

M. A. Tashiro, Chief of the Second Division, Civil Affairs Bureau, Ministry of Justice.

M. A. Takakuwa, Procurator, Ministry of Justice and Official, Ministry of Foreign Affairs.

Luxembourg

M. A. Huss, procureur général d'Etat honoraire.

M. C. Wampach, avocat général.

M. A. Weitzel, premier juge au Tribunal d'arrondissement.

Norvège

M. H. Bahr, Judge of the Supreme Court.

M. S. Rognlien, Director General, Royal Ministry of Justice and Police.

Mme K. Bruzelius-Heffermehl, Counsellor, Royal Ministry of Justice and Police.

Pays-Bas

M. L. I. de Winter, professeur à l'Université d'Amsterdam, président de la Commission d'Etat néerlandaise pour la codification du droit international privé.

M. le Jonkheer Th. K. M. J. van Sasse van Ysselt, directeur au Ministère de la Justice.

Portugal

Mme I. de Magalhães Collaço, docteur en droit, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Lisbonne.

Royaume-Uni

M. A. E. Anton, Professor at the University of Glasgow, Member of the Scottish Law Commission.

M. K. Lipstein, Professor, Clare College, Cambridge.

M. I. K. Mathers, Assistant Legal Adviser, Foreign and Commonwealth Office.

Suède

M. A. Knutsson, Head of Division for Private Law, Ministry of Justice.

M. E. Persson, Legal Adviser, Ministry of Justice.

Mme I. Sarman, Legal Adviser, Ministry of Justice.

Suisse

M. P. Lalive, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Genève.

M. F. Vischer, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Bâle.

M. A. E. von Overbeck, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Fribourg, recteur de l'Université de Fribourg.

M. W. Baechler, chef de section à la Division fédérale de Justice, Berne.

Tchécoslovaquie

M. L. Kopáč, Legal Adviser of the Federal Ministry of Foreign Trade, Lecturer in Private and Trade International Law at the University of 17th November, Prague.

M. Z. Kučera, Associate Professor of Private International Law, Charles University, Prague.

Yougoslavie

M. I. Puhan, professeur à la Faculté de droit de Skopje.

M. Z. Matić, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Zagreb.

OBSERVATEURS

Indonésie

M. G. J. Resink, professeur, docteur en droit.

Mlle M. Sumampouw, docteur en droit.

M. Kho Swan Sik, docteur en droit.

Conseil de l'Europe

M. F. Albanese, administrateur principal à la Direction des affaires juridiques.

Communautés Economiques Européennes

M. G. Di Marco, administrateur à la Direction du marché intérieur et du rapprochement des législations.

Organisation des Nations Unies

M. G. Wilner, Legal Officer, International Trade Law Branch.

Organisation des Etats Américains

M. I. Zanotti, Chief of the Division of Codification and Legal Integration of the Department of Legal Affairs.

Institut international pour l'Unification du droit privé

M. J. P. Plantard, secrétaire général adjoint.

Comité européen des Assurances

M. A. N. Armstrong, secrétaire général adjoint.

SECRETARIAT

Secrétaire général

M. M. H. van Hoogstraten.

Secrétaire général adjoint

M. G. A. L. Droz.

Secrétaires au Bureau Permanent de la Conférence

M. M. L. Pelichet.

M. M. L. Saunders.

Liste des Procès-verbaux et des Documents de travail¹

Les Procès-verbaux et Documents de travail sont rangés dans l'ordre chronologique (date de la séance pour les premiers, de la distribution pour les seconds).

	Page
<i>Documents de travail No 1</i> – note du Secrétaire général (distribué le 6 octobre 1972)	83
<i>Documents de travail Nos 2 et 3</i> – propositions des Etats-Unis (distribués le 9 octobre 1972)	86
<i>Document de travail No 4</i> – ordre du jour provisoire (distribué le 9 octobre 1972)	87
<i>Procès-verbal No 1</i> – séance du 9 octobre 1972	88
<i>Annexe au Procès-verbal No 1</i> – (Aperçu des progrès relatifs aux signatures et ratifications des Conventions de La Haye)	89
<i>Documents de travail Nos 5 à 7</i> – propositions diverses (distribués le 13 octobre 1972)	91
<i>Procès-verbal No 2</i> – Séance du 13 octobre 1972	92
<i>Document de travail No 8</i> – rapport du Comité sur les clauses finales (distribué le 17 octobre 1972)	99
<i>Procès-verbal No 3</i> – séance du 17 octobre 1972	102
<i>Document de travail No 9</i> – proposition jointe des Etats-Unis et du Canada (distribué le 18 octobre 1972)	107
<i>Procès-verbal No 4</i> – séance du 18 octobre 1972	108
<i>Textes soumis à la Séance plénière</i>	113
<i>Documents de travail soumis à la Séance plénière</i>	116
<i>Procès-verbal de la Séance plénière des 20 et 21 octobre 1972</i> (Extrait)	117
<i>Bibliographie</i>	119

¹ La table des matières se trouve à la fin du présent tome.

Distribué le 6 octobre 1972

No 1 – Note du Secrétaire général

J'estime faire œuvre utile en exposant ci-dessous quelques observations qui m'ont été faites par la Direction des Traités du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas touchant la matière qui fait l'objet du Mémoire relatif aux clauses finales (Document préliminaire No 3 de la Commission IV). Ces observations sont en partie basées sur les expériences de cette Direction. Elles ont pour la plupart à ce qu'il me semble, un caractère plutôt technique, tandis qu'une suggestion qui touche à une question matérielle sera exposée à la fin de la présente note.

A Questions techniques

1 Sur le point de la formule à choisir pour fixer l'entrée en vigueur d'une Convention (cf. pts 14 et 15 du Mémoire du Bureau Permanent), la Direction des Traités a une préférence marquée pour la solution indiquée au point 15 (entrée en vigueur au 1er jour du deuxième (ou troisième) mois qui suit le dépôt de l'instrument). En effet le calcul des dates d'entrée en vigueur présente toujours des possibilités d'erreurs.

Le même système serait à suivre pour toute autre question relative à l'entrée en vigueur des dispositions de la Convention, comme dans les cas des adhésions et extensions territoriales.

2 L'article destiné à régler les effets d'une adhésion ne devrait plus imposer au dépositaire l'obligation d'envoyer à chacun des Etats contractants une copie certifiée conforme de l'acte d'adhésion ou de la déclaration par laquelle est acceptée ladite adhésion. (cf. art. 18 de la Convention du 4 mai 1971 en matière d'accidents de la circulation routière). Telle disposition ne semble plus guère être pratiquée dans les textes de conventions modernes; une simple notification de la part du dépositaire suffit. Il est d'ailleurs frappant de constater que la même obligation n'a pas été imposée au dépositaire, dans les dernières Conventions de La Haye, pour ce qui concerne les actes de ratification.

3 L'article sur les notifications à faire par le dépositaire (cf. art. 21 de la Convention/Accidents précitée) limite l'obligation visée quant aux destinataires de l'information: l'article en question renvoie dans son chapeau aux «Etats visés à l'article 16» (ceux qui étaient représentés à la Session de la Conférence au cours de laquelle la Convention en question a été établie) et les adhérents.

Déjà à l'heure actuelle le Ministère des Affaires Etrangères a étendu le cercle des adresses, dans le désir de fournir un service aussi complet que possible de sorte que celui-ci englobe tous les Membres de la Conférence qu'ils aient été Membres lors de l'élaboration d'une

No 1 – Note of the Secretary-General

I feel it might be useful to set out in this document various remarks which were made to me by the Treaty Department of the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands relating to the subject dealt with in the Memorandum relating to the Final Clauses (Preliminary Document No 3 of Commission IV). These remarks are on the experiences of this department. It seems to me that these observations are mostly of a more technical nature, whilst one suggestion affecting a substantive issue will be set out at the end of this note.

A Technical items

1 As to the provisions which should be adopted to determine the entry into force of a Convention (cf. points 14 and 15 of the Memorandum) the Treaty Department has a definite preference for the solution outlined in point 15 (entry into force on the first day of the second (or third) month following the deposit of the instrument). Indeed the possibility of error is always present in the calculation of the date of entry into force of a Convention.

The same system would then be followed for any other question relating to the entry into force of provisions of the Convention, as in the case of accessions and territorial extensions.

2 The article which aims to deal with the effects of an accession should not impose an obligation on the depositary to send to each of the Contracting Parties a certified copy of the instrument of accession or of a declaration containing the acceptance of such accession (cf. article 18 of the Convention of the 4th of May 1971 on Traffic Accidents). It seems to be rare for such a provision to figure in the texts of modern Conventions; mere notification by the depositary should suffice. Moreover, it is striking that a similar obligation has not been imposed on the depositary in the recent Hague Conventions insofar as instruments of ratification are concerned!

3 The article on the notice to be given by the depositary (cf. article 21 of the Traffic Accidents Convention cited above), limits the obligation insofar as the addressees are concerned; the article in question refers in its introduction to 'the States referred to in article 16' (those represented at the Session of the Conference during which the Convention in question was drawn up), and acceding Parties.

Already now the Ministry of Foreign Affairs has extended the circle of addressees – wishing to provide as complete a service as possible – so as to include all Members of the Conference whether they were Members at the time of the preparation of a given Convention or

Convention donnée ou non. On accepterait facilement une disposition plus simple qui imposerait au dépositaire l'obligation d'informer en termes généraux «les Membres de la Conférence de La Haye».

4 On m'a fait remarquer que les Conventions de La Haye élaborées jusqu'ici suivent l'ancien système qui ne connaissait que deux formes pour devenir Partie à une Convention: signature suivie de ratification, et adhésion. Or, le terme «ratification» peut imposer à certains Etats, en raison de leur droit constitutionnel, des procédures circonstanciées qui pourraient être évitées si l'on ouvrait à ces Etats le droit de devenir Parties – d'exprimer leur consentement à être liés par la Convention (cf. art. 11 sqq du Traité de Vienne du 23 mai 1969 sur le droit du traité), soit par la signature de la Convention suivie par le dépôt d'un instrument de ratification ou d'approbation, soit par le dépôt d'un instrument d'adhésion ou d'acceptation.

Telle formule laisserait les Etats qui le désireraient libres d'utiliser les facultés que pourrait permettre leur Constitution et qui paraissent être maintenant reconnues par le droit des gens et par la pratique internationale, de devenir Parties selon une procédure moins encombrante que l'établissement d'un acte solennel à signer par leur Chef d'Etat.

Afin d'éviter toute équivoque il convient de remarquer qu'une telle disposition ne peut avoir pour effet de permettre à un Etat donné d'éviter l'approbation parlementaire toutes les fois que sa Constitution, ou la pratique constitutionnelle, exige telle procédure parlementaire, – ce qui d'ailleurs sera le cas pour la plupart des Conventions de La Haye, puisqu'elles contiennent des dispositions législatives de droit privé.

5 Le Mémoire du Bureau Permanent, dans son chapitre VII, souligne une «inélégance» des articles sur les effets dans le temps des adhésions, puisque les dispositions signalées utilisent dans un seul et même article les mêmes termes d'«entrée en vigueur» pour deux aspects différents. Le Ministère a attiré mon attention sur les difficultés naissant en pratique de l'insécurité qui entoure l'interprétation de l'article. Il prie la Conférence avec insistance d'éviter une telle rédaction dans les Conventions futures.

6 Il y a lieu d'examiner de plus près la situation surgissant lorsqu'un Membre de la Conférence désire ratifier une Convention déjà entrée en vigueur et à laquelle un Etat non-Membre est devenu Partie par adhésion. Lors de cette adhésion, les Parties à la Convention ont (lorsqu'il s'agit d'un traité basé sur la réciprocité) le droit d'approuver (ou de s'opposer à ce) que des liens juridiques naissent entre eux et l'Etat adhérent. Les Conventions existantes sont tacites sur les droits que pourraient avoir les Membres de la Conférence sur ce point lorsqu'ils viennent à ratifier postérieurement. Il semble indiqué de leur réserver un droit semblable afin d'éviter des situations dans lesquelles l'adhésion rapide d'un non-Membre puisse bloquer la voie à une ratification d'un Membre de la Conférence.

B Questions matérielles

7 La Direction des Traités a été frappée par le fait que la Conférence a maintenu jusqu'ici le système des signatures différées: les Etats représentés à la Conférence ont le droit «éternel» de devenir Parties à la Convention par la voie de signature et ratification, ce qui fait que parfois une Convention donnée n'obtient ses premières signatures que plusieurs années après son adoption à la Conférence.

On m'a signalé la pratique suivie dans d'autres enceintes où la faculté de la signature n'est ouverte que pendant

not. It would easily accept a more straightforward provision which would impose on the depositary the obligation of informing in general terms 'the Members of the Hague Conference'.

4 It was pointed out to me that the Hague Conventions drawn up until now follow the old system which contained only two methods of becoming Party to a Convention: signature followed by ratification, and accession. Now, the term 'ratification' may impose on certain States, in view of their constitutional law, various involved procedures which could be avoided if one gave these States the right to become Party – to express their consent to be bound by the Convention (cf. article 11 et seq. of the Vienna Convention of the 23rd May 1969 on the Law of Treaties) – either by signature of the Convention followed by the deposit of an instrument of ratification or of approval, or by the deposit of an instrument of accession or of acceptance.

Such a provision would allow States so desiring to use the options permitted by their Constitution and which seem to have been recognised by the law of nations and by international practice, to become a Party to a Convention under a less cumbersome procedure than the drawing-up of a solemn Act to be signed by their Head of State.

To avoid any ambiguity one should point out that such a provision could not have the effect of allowing a given State to avoid obtaining parliamentary approval when its Constitution or constitutional practice required such parliamentary procedure – this, of course, would be the case for most Hague Conventions as they contain legislative provisions of private law.

5 The Memorandum of the Permanent Bureau in Chapter VII highlights a certain 'inelegance' in the articles on the temporal effects of accessions, as the provisions in question use, in one and the same article, an identical term 'entry into force' in connection with two different aspects. The Ministry drew my attention to the difficulties arising in practice from the insecurity surrounding the interpretation of this article. It earnestly requests the Conference to avoid such wording in future Conventions.

6 One should examine in greater detail the situation arising when a Member of the Conference wishes to ratify a Convention which has already entered into force and to which a non-Member State has become a Party by way of accession. At the time of such accession, previous Parties (when it is a treaty based on reciprocity) had the right of registering their agreement (or opposition) to legal ties being created between them and the acceding State. The existing Conventions are silent as to the rights of Members of the Conference on this point when they ratify at a later time. It would seem clear that one should grant a similar right in order to avoid situations in which an expeditious accession of a non-Member may block the road to ratification for a Member of the Conference.

B Substantive questions

7 The Treaty Department was struck by the fact that the Conference until now has adopted the system of deferred signatures: the States represented at the Conference have the 'eternal' right to become Parties to the Convention by way of signature and ratification; this has the result that sometimes a given Convention does not receive its first signatures until several years after its adoption at the Conference.

The practice followed in other bodies was pointed out to me; there it is only possible to sign a Convention

une période d'une ou plusieurs années, après expiration de laquelle un Etat désirant se constituer Partie ne pourra le faire que par adhésion seulement (sous réserve de ce qui a été dit ci-dessus sur les variantes éventuelles de l'approbation et l'acceptation).

Il y a lieu de souligner d'emblée qu'un tel système ne doit nullement avoir pour effet de classer les Membres de la Conférence qui n'auraient pas signé la Convention dans la situation de non-Membres, ou de soumettre leur adhésion à des freins, conditions ou obstacles. Il s'agira uniquement de la façon dont un Etat peut exprimer son consentement à être lié. D'autre part, l'adhésion des Etats non-Membres pourrait rester tout comme auparavant soumise à des conditions d'approbation ou d'absence d'opposition. On en viendrait à distinguer deux classes d'Etats adhérents, non pas selon le critère formel de la façon dont ils se constitueraient Parties, mais selon le critère matériel de leur appartenance ou non comme Membre de la Conférence.

La Direction des Traités semble avoir été sensible à l'avantage pratique que pourrait avoir le nouveau système. Puisque la Convention comprendrait un article qui indique un délai net, ayant un début et une échéance. Il n'y aurait, d'abord, aucune équivoque sur le moment à partir duquel les Etats pourraient venir signer la Convention: cette date serait déterminée par la Conférence elle-même lors de la rédaction de la Convention. Ensuite le terme du délai de signature – qui pourrait faire l'objet d'un rappel aux Gouvernements – agirait, il est permis de l'espérer, comme stimulant pour les Gouvernements pour faire le premier pas par une signature de la Convention. Il est, en effet, difficile à l'heure actuelle de se soustraire à l'impression que parfois la prise de position à l'égard d'une Convention prend des retards qu'on aurait de la peine à expliquer.

Bien entendu la disposition ne devrait pas rendre plus difficile la position des Etats qui suivent la pratique selon laquelle ils ne procèdent à la signature qu'après avoir préparé jusqu'à la dernière phase (souvent: la rédaction finale de l'exposé des motifs) la discussion parlementaire du projet de loi portant approbation. Pour cette raison il serait de toute façon indiqué pour la Conférence de laisser la Convention ouverte à la signature pendant plusieurs années, le délai commençant par exemple un an après la signature de l'Acte final. (La Direction des Traités m'a fait savoir que d'un point de vue technique ce service pourrait même avoir l'instrument à signer disponible après deux mois).

Un aspect secondaire du nouveau système serait qu'un Etat membre de la Conférence devrait pouvoir adhérer à la Convention après l'expiration de la période prévue pour la signature, même si la Convention n'était pas encore entrée en vigueur. Autrement dit, il devrait pouvoir faire entrer en vigueur la Convention par son adhésion. L'adhésion des Etats non-Membres devrait rester sans un tel effet, et il n'y aurait aucun motif à leur permettre d'adhérer à une Convention qui n'est pas encore entrée en vigueur.

Il serait intéressant d'apprendre les opinions des délégations sur ce qui précède; l'attitude à prendre par la Conférence à ce sujet ne doit certainement pas avoir pour effet de compliquer les procédures en vigueur pour devenir Partie aux Conventions de La Haye. Par contre, l'insertion d'un délai pour la signature dans les articles de la Convention semble présenter un avantage psychologique indéniable.

during a period of one or more years after which a State wishing to become a Party to a Convention can do this only by way of accession (subject to what was said above on the possible options of approval and acceptance).

At the outset one should stress that this system must in no way have the effect of placing Members of the Conference not having signed the Convention in the position of non-Members, or to subject their accession to restrictions, conditions or obstacles. It would only be a question of the way in which States may express their consent to be bound. Moreover, the accession of non-Member States could remain, as before, governed by conditions of approval or absence of opposition. One would then have to distinguish between two types of acceding States, not according to the formal criterion of the way in which they become Parties, but according to the substantive criterion of their Membership of the Conference.

The Treaty Department seems to have been impressed by the practical advantages of such a new system. As the Convention would include an article setting down a clear time-period, having a beginning and an end, there would not be any ambiguity as to the time from which States could sign the Convention: this date would be determined by the Conference itself when it drafted the Convention. Then, the termination of the signature period – of which the Governments could in due course be reminded – would act, hopefully, as an incentive to Governments to take a first step by way of signing the Convention. It is indeed difficult at the present time to resist the impression that sometimes there are delays in taking a position with regard to a Convention, which one would find hard to explain.

Of course, this provision should not aggravate the position of States which follow a practice whereby they do not proceed to sign a Convention until preparation of parliamentary discussion of the bill approving a Convention has reached its final stage (often, the final draft of the Commentary). For this reason, it would in any case seem wise for the Conference to leave the Convention open for signature for a period of several years, this period commencing for example one year after the signature of the Final Act. (The Treaty Department has informed me that from a technical point of view the Department could even have the instrument ready for signature in two months).

A secondary aspect of the new system would be that a Member State of the Conference should be able to accede to a Convention after the expiry of the period provided for signature, even if the Convention had not then entered into force. In other words, it should be able to make the Convention enter into force by its accession. The accession of non-Member States should not have this effect, and there would be no reason to allow them to accede to a Convention until it was in force.

It would be interesting to hear the opinions of the Delegations on this point; the attitude which will be taken by the Conference as to this must certainly not result in the complication of the procedure of becoming Party to the Hague Conventions. However, the introduction in the articles of the Convention of a period for signature seems to have an undeniable psychological advantage.

Distribués le 9 octobre 1972

No 2 – Proposal of the United States delegation

The Government of the United States proposes as a matter of urgency that the Conference consider at this Session its role under present circumstances in ensuring that efforts to unify rules of choice of law will proceed on the broadest possible basis.

Under the Charter, the Hague Conference is to work for the progressive unification of the rules of private international law.

Today, there appears to be an increasing movement towards codification of choice of law rules on a narrower basis rather than the intercontinental approach which is the objective of the Hague Conference. Such codification efforts can make progressive unification on a broader basis difficult, if not impossible, and present particular problems when broad fields of law, such as contracts and torts, are the subject of such efforts. The lack of coordination of work on unification of rules of conflicts has been recently referred to in an address by the Chairman of the Netherlands Standing Government Commission on Private International Law.

Under the circumstances, the Hague Conference must consider the significance of these recent activities for its own role. The question which seems to arise is whether the Conference might engage in work relating to such fields as contracts and torts to secure unification of conflicts rules on the broadest possible basis.

Consequently, the United States proposes to the Conference for discussion in the Fourth Commission consideration of work in the general fields of contracts and torts in light of the new interests which seem to have developed.

Le Gouvernement des Etats-Unis propose, comme sujet urgent, que la Conférence considère à cette Session le rôle qu'elle aurait à jouer; dans les circonstances actuelles, pour assurer que les efforts d'unification des règles de conflit de lois procèdent sur la base la plus large possible.

Selon son Statut, la Conférence de La Haye a pour but de travailler à l'unification progressive des règles de droit international privé.

Aujourd'hui, il paraît y avoir un mouvement croissant envers la codification des règles de conflit de lois sur une base plus étroite que ne l'est l'approche intercontinentale, qui est le but de la Conférence de La Haye. De tels efforts pourront rendre plus difficile, sinon impossible, l'unification progressive sur une base plus large et pourront présenter des problèmes particuliers si des domaines assez larges tels que les contrats et la responsabilité civile font l'objet de cet effort. L'absence de coordination des efforts d'unification des règles de conflit de lois a été notée récemment dans une adresse du Président de la Commission d'Etat néerlandaise de droit international privé.

Dans ces circonstances, la Conférence de La Haye doit considérer ce que peuvent signifier ses activités récentes pour son propre rôle. La question qui semble se présenter est de savoir si la Conférence pourrait entreprendre l'étude dans des domaines tels que les contrats et la responsabilité civile, afin d'assurer l'unification des règles de conflit sur la base la plus large possible.

En conséquence, les Etats-Unis proposent à la Conférence pour les discussions dans la Quatrième commission qu'on envisage un effort à entreprendre en la matière générale des contrats et de la responsabilité civile, en tenant compte des intérêts nouveaux qui semblent être développés.

No 3 – Proposal of the United States delegation

Protection against unfair competition is a matter dealt with in the legal systems of most countries that are Members of the Hague Conference. Some have a special act or provisions in a code which deal with unfair competition, whereas others have extended the general principle of tort liability to unfair competition. The United Kingdom apparently uses a third approach using specific torts such as defamation, injurious falsehood and, (exceptionally) conspiracy. Persons engaged in international trade frequently find it difficult to predict what law of unfair competition will be applied to their activities. A Convention on applicable law would eliminate this uncertainty.

The United States delegation proposes that the Conference request the Netherlands Standing Government Committee and the Permanent Bureau to examine whether it is suitable to put the topic of unfair competition on the agenda of the Thirteenth Session.

Distribué le 9 octobre 1972

No 4 – Ordre du jour provisoire

1 Etat présent des ratifications

2 Travaux futurs

– Sujets figurant à l'Acte final de la XIe Session sous C:

«d les conflits de lois en matière de mariage et la révision de la Convention pour régler les conflits de lois en matière de mariage du 12 juin 1902, le cas échéant en y ajoutant des questions de reconnaissance à l'étranger de mariages et d'annulations de mariages, ainsi que la reconnaissance des décisions relatives au statut personnel liées aux mariages;

e la loi applicable aux régimes matrimoniaux;

f la reconnaissance des adoptions internes;

g la loi applicable aux titres négociables;

h la compétence internationale et la loi applicable en matière de divorce et de séparation de corps; il est toutefois suggéré, que cette matière ne fasse pas l'objet d'études dans les quatre années à venir.»

– Proposition de M. de Winter relative aux conflits entre principes de la nationalité et du domicile (Doc. pré-l. No 1 de septembre 1972)

– Proposition des Etats-Unis relative aux obligations contractuelles et délictuelles (Doc. trav. No 2)

– Autres suggestions

3 Mesures pour stimuler et faciliter les ratifications

– Consultations mutuelles entre les Organes nationaux et le Bureau Permanent

– Constatation de Jus Commune (cf. discours du Président de Winter à la Séance d'ouverture)

4 Clauses finales

– Modernisation

– Détails techniques (Mémoire du Bureau Permanent, Doc. pré-l. No 3 de septembre 1972; Note du Secrétaire général, Doc. trav. No 1)

– Limitation de la période destinée aux signatures (Doc. trav. No 1, pt. 7)

5 Divers

No 4 – Provisional Agenda

1 State of ratifications

2 Future work

– Matters listed in the Final Act of the XIth Session under C:

'd the conflict of laws in respect of marriage and the revision of the Convention on Conflicts of Laws relating to Marriage of 12th June 1902; should this subject be selected the question of recognition of marriages and annulment abroad should be included together with the recognition of declarations of status relating to marriage;

e the law applicable to matrimonial regimes;

f the recognition of internal adoptions;

g the law applicable to negotiable instruments;

h international jurisdiction and applicable law in matters of divorce and legal separation, with a suggestion that this subject be not dealt with within the next four years.'

– Proposal of Mr de Winter concerning the conflicts between the principles of nationality and domicile (Preliminary Document No 1 of September 1972)

– United States' proposal concerning obligations in contract and tort (Working Document No 2)

– Any other suggestions

3 Measures designed to stimulate ratifications

– Mutual consultation between National Organs and with the Permanent Bureau

– Statement of Jus Commune (cf. speech of President de Winter at the Opening Session)

4 Final clauses

– Modernisation

– Technical details (Note of the Permanent Bureau, Preliminary Document No 3 of September 1972; Note of the Secretary-General, Working Document No. 1)

– Limitation of the period for signature (Working Document No 1, pt. 7)

5 Any other questions

Procès-verbal No 1

Séance du lundi 9 octobre 1972

La séance est ouverte à 14h. 40 sous la présidence de M. de Winter, Président de la Douzième session.

Le Président ouvre la séance et rappelle tout d'abord l'ordre du jour provisoire de la Commission IV, tel qu'il figure au Document de travail No 4. Il propose ensuite à la Commission d'élire à sa présidence M. Bangert, chef de la délégation danoise, juge et conseiller juridique au Ministère de la Justice, lequel accepte son élection.

M. Bangert est élu Président de la Quatrième commission par acclamation.

Le Président propose ensuite l'élection d'un Vice-président de la Commission IV en la personne de M. le professeur De Nova (Italie), lequel accepte.

M. De Nova est élu Vice-président de la Quatrième commission par-acclamation.

Mr Bangert (Denmark) took the Chair and thanked the Commission for the honour bestowed upon him and his country. To his knowledge it was the first occasion on which a Scandinavian had been elected Chairman of the Commission and he thanked everyone for the confidence shown in him.

The Chairman then suggested that there was no need to elect a Rapporteur and that the Secretariat could be entrusted with the task of reporting the conclusions of the Commission.

Commencing with the first item on the agenda of the Commission, the Chairman invited delegations to report successively on progress being made in their countries towards the ratification and signature of the Hague Conventions.

A summary of the comments made by delegations is annexed to these minutes.

The Chairman concluded that from the information imparted at the meeting, one could justifiably be optimistic about the future of the Conventions. He felt that the comments of the delegations demonstrated the feeling that the work of the Hague Conference was of great value.

The meeting was closed at 3.50 p.m.

Annexe au Procès-verbal No 1

Aperçu des progrès relatifs aux signatures et ratifications des Conventions de La Haye

Allemagne

N'a rien à ajouter à sa note écrite.

Autriche

Accidents de la circulation: ratification envisagée dans un temps assez proche.

Protection des mineurs: malgré certaines difficultés, ratification également envisagée.

Belgique

Légalisation
Accidents de la circulation
Exécution générale et Protocole
Protection des mineurs } signatures et ratifications envisagées.

Brésil

Obligations alimentaires enfants
Forme des testaments } sont actuellement à l'étude.

Canada

Espoir qu'une ou plusieurs Conventions soient signées et ratifiées pour la prochaine Session;

Intérêt spécial pour la *Convention Accidents de la circulation* et *Divorce*.

Danemark

Divorce: les signatures et ratifications seront synchronisées avec celles de la Norvège.

Forme des testaments: sera ratifiée au début de 1974.

Exécution générale: attitude positive, sera étudiée une fois les négociations de la Convention CEE terminées.

Espagne

Obligations alimentaires: ratification prévue peut-être pour la fin de l'année.

Vente et Légalisation: espoir de les voir soumises bientôt au Parlement.

Protection des mineurs
Forme des testaments
Notification } études complétées au cours des six prochains mois.

Adoption et divorce: un certain intérêt se manifeste.

Progress towards the ratification of the Hague Conventions

Germany

Have nothing to add to their written note.

Austria

Traffic Accidents: ratification should take place in the near future.

Protection of Minors: despite certain difficulties, ratification is envisaged.

Belgium

Legalisation
Traffic Accidents
General Enforcement and Protocol
Protection of Minors } signature and ratification envisaged.

Brazil

Maintenance Obligations-Children
Form of Testamentary Dispositions } at present being studied.

Canada

Hope that one or more Conventions will be signed and ratified by the next Session; particular interest in the *Traffic Accidents* and *Divorce Conventions*.

Denmark

Divorce: signature and ratification will be synchronised with Norway.

Form of Testamentary Dispositions: will be ratified early in 1974.

General Enforcement: positive attitude; will be studied after the E.E.C. Convention has been negotiated with the new States of the E.E.C.

Spain

Maintenance Obligations: ratification will perhaps take place before 1973.

Sales and Legalisation: there is hope that they will soon be submitted to Parliament.

Protection of Minors
Form of Testamentary Dispositions
Service Abroad } Study of these Conventions will be completed within de next six months.

Adoption and Divorce: a certain interest has been shown.

Etats-Unis

Législation: sera considérée très prochainement.
Divorce: sera étudiée dans un proche avenir.

Finlande

Renvoi et Adoption: considérations positives.

France

Obtention des preuves: ratification envisagée avant la fin de l'année.
Adoption et Divorce: ratification sérieusement envisagée l'année prochaine.

Grèce

Obligations alimentaires } certains progrès dans les
Forme des testaments } travaux préparatoires en
Législation } vue de ratification.

Irlande

Obligations alimentaires, Adoption, Législation et Obtention des preuves: seront étudiées en relation avec des mesures législatives en préparation.

Israël

Une Commission gouvernementale a été instaurée pour l'étude des Conventions de La Haye.

Italie

Espoir que l'intérêt pour les Conventions de La Haye renaisse.

Japon

Obligations alimentaires et Divorce: actuellement à l'étude.

Norvège

Forme des testaments: sera prochainement ratifiée.

Divorce: les signatures et les ratifications seront synchronisées avec celles du Danemark.

Exécution générale: considérée favorablement.

Pays-Bas

Accidents de la circulation } les lois d'approbation
Notification } de ces Conventions
Exécution générale et } seront soumises dans les
Protocole } prochains mois au
 Parlement.

Portugal

Accidents de la circulation } ratification va intervenir
Obtention des preuves } dans un proche avenir.
Notification: ratification va être menée à bonne fin.
Exécution générale: attitude favorable.

Royaume-Uni

Adoption } la ratification interviendra
Obtention des preuves } lorsque la législation interne
Divorce } sera établie et entrée en
 vigueur.

United States

Législation: will be immediately considered.
Divorce: will be studied in the near future.

Finland

Renvoi and Adoption: positively viewed.

France

Taking of Evidence: ratification should take place before 1973.
Adoption and Divorce: ratification being seriously considered for next year.

Greece

Maintenance Obligations } some progress in
Form of Testamentary Dispositions } the preparatory
Législation } work towards
 ratification.

Ireland

Maintenance Obligations, Adoption, Legislation and Taking of Evidence: will be studied in connection with forthcoming legislation.

Israel

A Governmental Committee has been set up to study the Hague Conventions.

Italy

Hope for a resurrection of interest in the Hague Conventions.

Japan

Now working on the *Maintenance and Divorce Conventions*.

Norway

Form of Testamentary Dispositions: will shortly be ratified.

Divorce: signature and ratification will be synchronised with Denmark.

General Enforcement: favourably received.

Netherlands

Traffic Accidents } bills introducing
Service Abroad } these Conventions
General Enforcement and Protocol } will shortly be
 presented to
 Parliament.

Portugal

Traffic Accidents } ratification in the near future.
Taking of Evidence }
Service Abroad }
General Enforcement: favourable attitude.

United Kingdom

Adoption } ratification will take place after
Taking of Evidence } enabling legislation is enacted
Divorce } and brought into force.

Obligations alimentaires (reconnaissance): peut être ratifiée selon la législation récente, surtout si la Convention de 1958 est adaptée à celle concernant les adultes, qui est actuellement en préparation.

Suède

Forme des testaments: ratification attendue prochainement.

Divorce, Exécution générale et Protocole: à l'étude.

Obtention des preuves: d'éventuelles réserves sont à l'étude.

Suisse

Légalisation et adoption: ont déjà obtenu l'approbation des Chambres fédérales et la ratification va intervenir dans les prochaines semaines.

Tchécoslovaquie

Divorce
Accidents de la circulation
Obtention des preuves } la proposition de signer ces trois Conventions a été soumise aux autorités compétentes.

Yougoslavie

Aucun renseignement favorable à donner pour l'instant.

Maintenance Obligations (Enforcement): may be ratified under recent legislation, especially if the 1958 Convention is brought into line with the Adults Draft at present being considered.

Sweden

Form of Testamentary Dispositions: ratification expected soon.

Divorce, General Enforcement and Protocol: under consideration.

Taking of Evidence: possible reservations being considered.

Switzerland

Legalisation and Adoption: approved by the Federal Parliament – ratification will take place in the coming weeks.

Czechoslovakia

Divorce
Traffic Accidents
Taking of Evidence } a proposal to sign these Conventions has been presented to the competent authorities.

Yugoslavia

No favourable information at the present time.

Documents de travail Nos 5 à 7

Distribués le 13 octobre 1972

No 5 – Note of the Canadian delegation

From the point of view of Canada, the legislative subject matters of the three Conventions now under discussion rest primarily with its provincial legislatures with the result that an appropriately worded general federal State clause will be required.

A federal State clause along the lines of article 14 of the Convention on the Law Applicable to Traffic Accidents would appear to be satisfactory subject to the following query:

In one sense, Canada may be considered to have but two legal systems – the Civil Law or Code system applicable in the Province of Quebec and the Common Law system applicable in the other nine Provinces and in the Territories. However, in another sense, each Province has its own legislature which enacts laws for the territory comprising the Province in respect of provincial subject matters and the corpus of laws from time to time in force in a particular Province can be viewed as its separate legal system. In this respect, our situation would appear to be identical with the situation in the United States.

If the latter interpretation of the words 'legal systems' as found in article 14 of the Convention on Traffic Accidents is taken to be open and proper, then a general federal State clause so framed would appear to be satisfactory. Canada, therefore, enquires whether there is any doubt that the latter interpretation is open and proper and, should there be any doubt, requests that an additional reference be included to make it clear that each of its Provinces and Territories will be considered to constitute a separate legal system for this purpose.

No 6 – Observations de la délégation espagnole

Dans l'Acte final de la XIe Session de la Conférence figurent certains sujets indiqués au Document de travail No 4. D'autre part, la Délégation de l'Espagne voudrait attirer l'attention de la Commission IV à propos des sujets suivants:

1 Dans le domaine du droit de la famille, la filiation a été envisagée jusqu'à ce moment de façon plutôt indirecte, par rapport aux efforts de la Conférence en ce qui concerne la protection de l'enfance. Les Conventions déjà conclues à cet égard donnent des solutions qui ne portent pas préjudice aux questions de filiation.

Un premier examen direct du sujet pourrait être envisagé en prenant comme point de départ la distinction entre le status filii, d'une part, et les effets de la filiation, d'autre part, pour retenir seulement le premier des aspects ci-dessus signalés. Il paraît évident que si une solution générale pouvait être adoptée dans une matière si importante, la sécurité du droit dans le domaine du droit de la famille viendrait compléter d'une façon substantielle les résultats déjà acquis par la Conférence.

2 En dehors du droit de la famille, il semble approprié de poursuivre les efforts de la Conférence dans

le domaine des échanges économiques internationaux. A ce point de vue, serait souhaitable l'examen des conflits de lois en matière d'assurances sur la responsabilité. Ce sujet viendrait compléter l'oeuvre de la Conférence en matière d'actes illicites (Convention sur la loi applicable en matière d'accidents de la circulation routière et Avant-projet sur la responsabilité des fabricants pour leurs produits).

No 7 - Proposition de la délégation tchécoslovaque

La délégation tchécoslovaque estime souhaitable de considérer pour les travaux futurs de la Conférence l'examen de la possibilité d'élaborer des conventions concernant la loi applicable dans les domaines suivants:

- la procuration;
- les sécurités d'obligation, notamment le cautionnement et les garanties bancaires;
- la représentation commerciale et le contrat de commission;
- les opérations de banque;
- le contrat de licence et le contrat concernant le 'know how'.

En dehors des questions de droit de famille qui nécessitent l'élaboration de conventions sur la loi applicable, il semble utile d'attirer l'attention sur l'étude des questions susmentionnées en raison de leur importance pour le développement du commerce international.

Procès-verbal No 2

Séance du vendredi 13 octobre 1972

The meeting was opened at 10.05 a.m. Mr Bangert (Denmark) was in the Chair.

The Chairman stated that many delegations had informed him that they were not ready to discuss the subject of final clauses. He felt that this was a matter for specialists and proposed that a sub-Committee be set up to study the matter, composed of representatives from delegations especially interested in the subject.

Mr Amram (United States) stated that the United States were especially interested in the matter and said that Mr Dalton would be willing to participate in the work of the sub-Committee.

M. Carrillo Salcedo (Espagne) se déclare également très intéressé par le problème des clauses finales et propose que le professeur Gonzalez Campos prenne part au Comité spécial relatif à cette matière.

Mr Anton (United Kingdom) said that the United Kingdom were interested in the matter and intimated that Mr Mathers would be willing to sit on the sub-Committee.

M. Batiffol (France) déclare que la délégation française est également intéressée par le problème des clauses finales et il propose de déléguer à ce Comité M. Baudouin, directeur des Affaires civiles et du Sceau au Ministère de la Justice.

The Chairman proposed that Messrs Dalton, Mathers, Baudouin and Gonzalez Campos form the sub-Committee and that they report to the Commission on the following Tuesday.

Le Secrétaire général tient à relever que le Comité de rédaction relatif aux clauses finales se doit d'être guidé par un principe, celui de ne pas changer des clauses qui jusqu'ici ont donné satisfaction à la Conférence de La Haye.

The Chairman wished to take up the subject of the future work of the Conference. He referred to the list of items proposed for consideration at the last Session of the Conference, (see Working Document No 4). He asked delegations to express their views as to the advisability of taking up the subjects figuring in Working Document No 4, paragraph 2, d-h.

The Secretary-General reminded Delegates that subjects for future consideration had been proposed by Spain and the United States in Working Documents 2, 3 and 6 and suggested that these proposals could be discussed at a later stage.

The Chairman asked delegations to discuss items *d-h* and advise the Commission as to the priority to be given to each item.

M. Edlbacher (Autriche) propose que la Conférence de La Haye traite en priorité les sujets indiqués sous lettres *e* et *h* du Document de travail No 4, à savoir le problème de la loi applicable aux régimes matrimoniaux et celui de la compétence internationale et la loi applicable en matière de divorce et de séparation de corps. En ce qui concerne les conflits de lois en matière de mariage, ce problème a certes rencontré beaucoup de sympathie en Autriche, mais M. Edlbacher se demande si la matière est assez mûre pour être traitée actuellement.

M. De Nova (Italie) estime que le problème de la reconnaissance des adoptions internes devrait être envisagé, car il compléterait utilement ce qui a déjà été fait dans le passé à La Haye dans le domaine de l'adoption.

M. Baechler (Suisse) est d'avis qu'il est indispensable de faire une révision de l'ancienne Convention sur les conflits de lois en matière de mariage, que la Suisse vient d'ailleurs de dénoncer. Même si le temps n'est peut-être pas mûr pour traiter de ce sujet, il faudrait néanmoins que la Conférence de La Haye envisage son étude, car le problème est très important.

Mr Due (Denmark) felt that the most interesting topic was that of matrimonial regimes. He thought it might be advisable to restrict the topic in some way, but in any case considered that it should be given the highest priority. As to internal adoptions, he informed the Commission that work was being carried out in the United Nations. He stated that the Danish Government was ready to put item *d* (the conflict of laws in respect of marriage) on the Agenda. However, his Government was not sure whether this matter was ripe for consideration. The same applied to items figuring under *g* and *h*.

M. Carrillo Salcedo (Espagne) estime que la révision de la Convention sur les conflits de lois en matière de mariage pourrait être très utilement envisagée, si en même temps on étudiait la possibilité d'établir une Convention sur la reconnaissance du statut matrimonial. En ce qui concerne la loi applicable aux régimes matrimoniaux, il conviendrait d'étudier ce sujet en connexion avec celui de la dévolution successorale.

Le sujet de la reconnaissance des adoptions internes est important pour l'Espagne. La solution à cette question devrait tenir compte des réformes qui se sont manifestées dans les différents droits internes des Etats membres de la Conférence de La Haye.

Le Délégué de l'Espagne a par contre quelques hésitations sur la question de la loi applicable aux titres négociables, et cela malgré le fait que l'Espagne appuie vigoureusement toute unification en matière de droit commercial, étant donné les travaux des Nations Unies (UNCITRAL) dans la matière.

Enfin, la question de la compétence internationale et la loi applicable en matière de divorce et de séparation de corps offre un intérêt général important; mais dans cette matière, il faudra tenir compte de certains traits spécifiques de la législation espagnole.

M. Jenard (Belgique) déclare qu'il faudrait traiter en priorité de la loi applicable aux régimes matrimoniaux. Quant aux autres matières énumérées au chiffre 2 du Document de travail No 4, elles présentent toutes un

intérêt pour la Conférence de La Haye; néanmoins, le Délégué belge éprouve quelques hésitations en ce qui concerne la question de la loi applicable aux titres négociables.

M. Valladão (Brésil) appuie la révision de la Convention sur les conflits de lois en matière de mariage. Il estime également que le problème de la loi applicable aux régimes matrimoniaux devrait être sérieusement envisagé, car on touche là aux questions des effets du mariage: dès lors qu'on envisage alors de reviser la vieille Convention de 1902 sur le mariage, il conviendrait de songer également à la révision de l'ancienne Convention sur les effets du mariage.

En ce qui concerne la loi applicable aux titres négociables, le Délégué brésilien rappelle l'existence des Conventions de Genève en la matière. Ces Conventions sont anciennes et il conviendrait de faire une révision du sujet compte tenu du développement du droit commercial.

Enfin, M. Valladão estime que puisque la Conférence de La Haye a déjà traité de la reconnaissance des divorces, on pourrait maintenant utilement penser à une convention sur la loi applicable en cette matière.

Mr Rognlien (Norway) would give priority to item *e*. He felt that marriage contracts in particular should be regulated. It might however be difficult to regulate this matter without taking into account the whole subject of matrimonial regimes, and he would leave it to the Secretariat and the Netherlands State Commission to decide on any possible limitation. As to the recognition of internal adoptions (item *f*), Mr Rognlien felt that in view of the work being carried out in the United Nations, it would be inadvisable to take up the subject within the Hague Conference. Furthermore, one should not treat more than one subject of family law at any one time.

He continued by explaining the work at present being carried out by UNCITRAL in the field of international negotiable instruments and considered that the Hague Conference should wait until this work was terminated before taking up questions of private international law in this field.

Mr Anton (United Kingdom) stated that the United Kingdom strongly supported the consideration of item *d*. Problems concerning the conflict of laws in respect of marriage and the recognition of foreign marriages frequently arose in the United Kingdom, and a Committee had been set up in Scotland to consider both the internal and international aspects of this subject. The Law Commission had since worked on the international aspects of nullity decrees and declarations as to status. Both these Committees felt that international satisfaction could be achieved only by means of international regulation. For these reasons Mr Anton felt that it was most desirable that the Hague Conference should give priority to this subject-matter.

Mr Anton had considerable hesitations as to the item of the law applicable to matrimonial regimes (item *e*). This subject involved the complex relationship between succession and matrimonial regimes. If, as Mr. de Winter had suggested, succession were not ripe for consideration, then matrimonial regimes were also not ripe for consideration. Furthermore, the subject was at the present time being examined by both Law Commissions in the United Kingdom and it was felt that it was not the best time to attempt international regulation in this field.

As to item *f* (recognition of internal adoptions), Mr

Anton strongly supported the comments made by Mr Rognlien. He also had some hesitation as to the advisability of taking up the subject of negotiable instruments.

Mr Anton said that the United Kingdom viewed the item figuring under *h* with reserve, as the unanimous advice given by several authorities in the United Kingdom had been against the application of a foreign law in matters of divorce and legal separation. It was felt that if the United Kingdom had sufficient interest to exercise jurisdiction, it had sufficient justification to apply United Kingdom law. As for the question of jurisdiction, it was likely that the obverse criteria of the Hague Convention on the Recognition of Divorces would be adopted within the United Kingdom and this would tend to make the United Kingdom position somewhat inflexible.

The Secretary-General pointed out that the Hague Conference had been represented on the Working Group of UNCITRAL drafting the Uniform Law to govern a new negotiable instrument for use in international transactions. It had been realised within this Working Group that questions of private international law would always arise as long as there were non-Contracting States to the Uniform Law. There had been a feeling in the Working Group that the Hague Conference might usefully become active in this field, and the Secretary-General suggested that, even if the matter were not placed on the Agenda of the XIIIth Session, the Hague Conference should be represented in the UNCITRAL Working Groups and should retain contact with that body.

Mr Persson (Sweden) associated himself with the comments of the Danish delegation. He also supported the Secretary-General's suggestion with respect to the work of UNCITRAL on negotiable instruments.

M. Puhan (Yougoslavie) envisage favorablement la revision de la Convention sur les conflits de lois en matière de mariage, mais il préférerait une convention très générale sur ce sujet, qui engloberait les conditions, la célébration, les effets et peut-être même la dissolution du mariage. Il reconnaît que c'est là un très grand travail, mais qu'il estime parfaitement utile.

Le problème de la reconnaissance des adoptions internes présente aussi de l'intérêt pour son pays, de même qu'une convention sur la loi applicable aux titres négociables.

Mr Hayes (Ireland) strongly favoured an examination of item *d*. He pointed out that the 1902 Convention in fact dealt with the recognition of foreign marriages and that the reference in paragraph *d* was tautologous. He said that there was a problem in Ireland as regards Irish citizens who married abroad under the Irish form and not under the *lex loci contractus*. He supported the views of the United Kingdom as to the advisability of taking up this matter, and he felt that the Hague Conference could help to reduce the many *matrimonia claudicantia* existing at the present time.

He had no objection to the Conference dealing with items *e* and *f*. All the matters listed under *d*, *e* and *f* dealt with family questions and raised problems of great practical importance. As regards item *g*, he was in agreement with the suggestion of the Secretary-General. He felt, however, that item *h* did not merit consideration in the near future.

M. Batiffol (France) déclare que la délégation française estime que le sujet le plus important à retenir est

la reconnaissance des adoptions internes. Il rappelle à cet égard l'existence de l'actuelle Convention de La Haye relative à l'adoption internationale et estime qu'il y a un intérêt évident à ce que les sujets traités à La Haye forment un tout.

Le Délégué français a quelques hésitations en ce qui concerne la revision de la Convention-mariage, car une telle revision pourrait faire apparaître encore plus les divergences entre les différents systèmes, notamment ceux de la *Common Law* et ceux du droit civil continental.

Concernant la question de la loi applicable aux régimes matrimoniaux, M. Batiffol attire l'attention sur les liens que ce problème présente avec celui des successions. Au sujet de la loi applicable aux titres négociables, le Délégué français estime qu'il conviendrait de soigneusement délimiter le sujet.

Enfin la délégation française propose d'ajouter un autre sujet qui pourrait être utilement traité à La Haye, celui de la concurrence déloyale.

Pour terminer, M. Batiffol souhaite que le Secrétaire général de la Conférence continue ses efforts pour collaborer avec les autres organisations internationales.

Mr Amram (United States) felt that the Agenda of the next Session should not concentrate to a great extent on matters of family law. He pointed out that Mr de Winter's proposal on Renvoi, the two United States proposals and the proposals contained in Working Documents Nos 6 and 7 dealt largely with international affairs outside the scope of family law. It was the general view of his delegation that non-family law topics should be given priority.

He then asked the Secretary-General whether, in connection with item *g*, UNCITRAL might delegate to the Hague Conference the task of doing work on the private international law aspects on negotiable instruments or might request it to draft a Convention.

The Secretary-General replied that the Conference should avoid becoming over-burdened with requests for assistance from other Organisations. However, he felt that if UNCITRAL requested the Conference to do some work in that particular field, it would be unwise for the Conference to refuse.

Mme Collaço (Portugal) donne la priorité à l'étude de la revision de la Convention de 1902 sur le mariage, à laquelle le Portugal est toujours partie; il conviendrait de reprendre tout le problème dans un contexte plus élargi.

Le problème de la loi applicable aux régimes matrimoniaux semble particulièrement intéressant à la Déléguée portugaise, car la question est très liée au droit des successions.

Quant aux autres sujets figurant au chiffre 2 du Document de travail No 4, Mme Collaço préférerait qu'ils soient étudiés après ceux dont elle vient de parler.

M. Huss (Luxembourg) appuie la suggestion présentée par la délégation italienne en ce qui concerne la reconnaissance des adoptions internes coordonnant les critères nationalité et domicile.

Par ailleurs, il estime également qu'il convient d'aborder l'étude de la loi applicable aux régimes matrimoniaux. Au sujet de la revision de la Convention-mariage, le Délégué luxembourgeois estime que ce traité pourrait être mis à jour, mais que cette matière devrait être traitée en parallèle avec la revision de la Convention-renvoi.

M. Huss estime d'autre part qu'il est utile que la Conférence de La Haye continue à être représentée

dans les autres Organisations internationales, même si cette activité devait accroître le nombre des sujets traités par la Conférence.

The Chairman concluded that the discussions had revealed that there was some interest in all the matters listed in the Final Act of the XIth Session and that it would be better to wait until the further proposals of various delegations had been discussed before determining the priority of any particular item.

The meeting was then suspended from 11.05 until 11.20 a.m.

The Chairman asked the Delegates to consider the proposal of Mr de Winter concerning 'renvoi' (Preliminary Document No 1 for the attention of the XIIth Session).

M. de Winter (Pays-Bas) déclare n'avoir pas grand chose à ajouter à la note dans laquelle il a exprimé les motifs pour lesquels le réexamen de la Convention-renvoi lui paraissait nécessaire.

La révision d'une Convention de La Haye n'est certes pas une chose habituelle, mais le cas est ici particulier: cette Convention n'a pratiquement pas été ratifiée et le problème des conflits entre la loi nationale et celle du domicile n'a cessé, depuis l'élaboration de la Convention, de prendre de plus en plus d'importance.

Le Président de la Conférence ne propose pas le simple réexamen de la Convention-renvoi de 1955; il envisage de faire un pas de plus, pour essayer de régler également le conflit positif en cette matière. Le projet est évidemment ambitieux, mais il semble néanmoins à M. de Winter que certaines idées se sont développées dans tous les Etats qui permettent de croire que la question pourrait être envisagée. Dès lors, le mandat qui devrait être confié à la Commission spéciale devrait être assez large et même envisager la possibilité d'aboutir à une idée émise par le professeur Frankenstein, celle de la création d'un *domicile statutaire*. Une telle idée n'a jamais été examinée, mais elle semble très intéressante.

M. Edlbacher (Autriche) déclare que la délégation autrichienne appuie la proposition de M. de Winter. Plus le nombre des Etats membres de la Conférence s'accroît, plus les divergences entre les pays qui suivent le principe de la nationalité et ceux du domicile s'élargissent. Or depuis les 21 années que la Convention-renvoi a été élaborée, un développement en cette matière s'est manifesté dans deux directions:

a un certain rapprochement entre les Etats aux positions de principe différentes;

b un développement de la notion elle-même car, si la Convention de 1955 parle encore de domicile, depuis lors, soit dans les Conventions de La Haye, soit dans d'autres traités, on envisage le problème sous l'angle de la résidence habituelle.

M. Valladão (Brésil) exprime certains doutes au sujet de la révision de la Convention-renvoi. Il estime que la discussion générale relative aux conflits entre la nationalité et le domicile est un peu périmée. Il serait trop académique de discuter de cela d'une manière générale et d'envisager un tel traité; il conviendrait plutôt de régler ces conflits dans des cas limités, concrets; ce qui permettrait de choisir plus facilement les options à prendre en chaque matière.

Le Délégué brésilien rappelle que ce sujet avait été envisagé par l'Institut international, mais qu'après étude, l'Institut avait décidé de le renvoyer.

Mr Nadelmann (United States) stated that his delegation was in favour of a re-examination of the conflict between the law of nationality and that of the domicile or habitual residence. He reminded the Delegates of the efforts that had been made in the past to solve such conflict and stated that, although the United States had not been present at the 1951 Session of the Conference when the Renvoi Convention had been prepared, the Convention had not been ignored by American scholars. That Convention had attempted to do away with what was commonly known as false conflicts — a matter close to the heart of American scholars.

He said that recently, in particular for the Divorce Convention, the two systems had been used to advantage. No one could know whether the positive conflict could be resolved. Whether registration was a possible answer was a matter for consideration with others. The concept of habitual residence was a point of reference which was gaining in approval. Mr Nadelmann stressed the interest in the United States for the *prorogatio juris* in matters of administration of estates or succession.

He concluded that the problem highlighted in Mr de Winter's proposal was a global one and that it would be highly appropriate for the Conference to appoint a Commission with fairly wide terms of reference to study the conflict between the law of domicile or habitual residence and that of nationality.

Mr Due (Denmark) reminded the Commission that his Government had stated its willingness to re-consider the Renvoi Convention if a sufficient number of other Governments also showed interest. He felt that the study proposed by Mr de Winter could facilitate the future work of the Conference in family law and thus supported the proposal that it be given the highest priority among subjects of family law. He reserved his position as to the question of statutory domicile.

M. Carillo Salcedo (Espagne) déclare avoir été très vivement intéressé par la note de M. de Winter. L'Espagne a déjà signé la Convention-Renvoi de 1955, et les conflits entre loi nationale et loi du domicile sont, dans la pratique, très fréquents en Espagne.

La question de la méthode ne doit pas séparer les points de vue des différents Etats: une solution toute générale, inscrite dans un traité, peut effectivement apparaître comme étant trop abstraite. Mais on peut envisager de trouver de simples solutions générales, qui pourraient alors être appliquées à des cas concrets.

Mr Rognlien (Norway) supported the proposal of Mr de Winter.

M. Fragistas (Grèce) appuie la proposition de M. de Winter. Les deux principes (nationalité-domicile) constituent le problème cardinal, crucial du droit international privé. Depuis quelques années, d'une part on abandonne la notion de domicile pour s'attacher plutôt à celle de résidence habituelle, mais sans savoir ce que cette dernière notion signifie exactement; d'un autre côté, on s'éloigne également du principe de la nationalité. Il faut donc essayer de trouver un compromis, une solution à ces nouveaux développements.

M. Fragistas voudrait également appuyer les propositions présentées par la Délégation tchécoslovaque (Document de travail No 7). Il faut que la Conférence, sans les abandonner, s'habitue à traiter d'autres sujets que ceux du droit de famille; et les propositions présentées dans le Document de travail No 7 sont à cet égard très intéressantes.

Mr Anton (United Kingdom) reviewed the proposal of Mr de Winter with great interest. He hesitated, however in recommending an approach along the lines of the Renvoi Convention. He stated that this was really a non-existent problem as it dealt with conflicts which were solved by the Hague Conventions in various fields. What was needed, he felt, was an harmonisation of ideas of States by way of a selection of a new concept to supplant the conflict in appropriate fields. He agreed with Mr Valladão that this matter could not be discussed *in abstracto*, but repeated that he was not in principle unfavourable to Mr de Winter's proposal. He wished however to see this question discussed in a different optic from that of the Renvoi Convention.

Mr Takakuwa (Japan) supported the proposal of Mr de Winter. The Japanese system was based on nationality and would benefit from any work done by the Hague Conference to regulate the conflict between the law of nationality and the law of domicile.

Mr De Nova (Italy) agreed with the views of Mr Anton and stressed that it was important for Italy to have a solution to the problem.

M. von Overbeck (Suisse) adopte une position assez semblable à celle du Délégué du Royaume-Uni, M. Anton. Il lui paraît difficile de résoudre le conflit nationalité-domicile par un traité en quelque sorte abstrait. D'ailleurs, c'est bien cette abstraction qui est la cause du peu d'intérêt que la Convention de 1955 a suscité parmi les Etats membres.

En revanche, une Commission spéciale pourrait étudier les possibilités de coordonner, de concilier ou de dépasser les principes du domicile et de la nationalité, sans viser directement à établir une convention. Ce serait une innovation dans le travail de la Conférence. Une telle Commission ne devrait pas faire un travail purement académique, mais étudier lesquelles des voies proposées par la doctrine pourraient effectivement être retenues dans des conventions internationales relatives à des matières déterminées. On pourrait songer, outre la solution de la Convention sur le renvoi et celle du domicile statutaire, à d'autres possibilités, telles qu'une extension de la *professio juris* ou le *juriscenter* suggéré en son temps par M. Anton. Les conclusions d'une Commission de ce genre seraient utilisées par d'autres Commissions spéciales chargées de rédiger des conventions sur des matières déterminées.

M. Batiffol (France) déclare que la délégation française se rallie dans son ensemble à la proposition de M. de Winter. Il pense que la Convention de 1955 n'a pas eu grand succès parce que les Etats étaient un peu intimidés, ne sachant pas très bien à quoi ils s'engageraient en ratifiant cette Convention.

Mais en fait, de telles hésitations ne sont pas très fondées. Certes, on peut régler les conflits domicile-nationalité dans des cas limités, concrets, comme cela s'est fait dans d'autres Conventions de La Haye, mais cette méthode ne supprimerait pas pour autant le conflit. Il faut donc faire un effort pour essayer de reprendre la méthode qui avait été adoptée en 1955 et pour qu'un traité sur la matière soit élaboré.

Quant au problème du domicile statutaire, M. Batiffol semble très intéressé, mais il estime que cette étude devrait être entreprise ultérieurement.

Mme Collaço (Portugal) déclare que la délégation portugaise estime que la Conférence de La Haye ne peut pas renoncer à rechercher une solution au conflit entre la nationalité et le domicile. Elle salue donc très

vivement la proposition de M. de Winter. Mais il ne faut pas simplement se borner à réviser ce qui avait été fait en 1955. Il est préférable d'élargir le contexte pour trouver des solutions plus générales. Pourtant, la Déléguée portugaise a quelques hésitations à régler le conflit positif d'une manière générale.

M. Huss (Luxembourg) se rallie à la proposition de M. de Winter. Mais il ne faut pas s'attacher servilement à ce qui a été fait en 1955. Il rappelle le vœu exprimé autrefois par le professeur Meijers, qui serait certainement très heureux de la proposition présentée par M. de Winter.

Le Secrétaire général désire résumer les questions. Le problème est celui de savoir à quelle communauté juridique appartient une personne. Pour régler cette question, on peut songer à des solutions pratiques et simples, mais on peut aussi envisager de régler les conflits de système.

Quant à la question de méthode, le Secrétaire général estime qu'il appartiendra à ceux qui entreprendront les études sur le sujet de faire des propositions quant aux possibilités des deux solutions discutées.

M. de Winter (Pays-Bas) se réjouit que la plupart des Délégués aient montré un intérêt certain pour la proposition qu'il a faite, non pas en tant que Président de la Conférence, mais en tant que Délégué néerlandais. L'intérêt actuellement est de trouver des solutions pragmatiques pour certains conflits qui se répètent tout le temps et dans tous les Etats, relatifs à la notion de la nationalité et celle du domicile. Il faut revoir les idées de M. Meijers, celles consacrées par la Convention de 1955 et étudier tout le développement des idées depuis 1955 à nos jours.

The Chairman concluded that the Commission had shown an interest in taking up this matter with a high degree of priority. He asked the Secretary-General whether he could make a formulation of Professor de Winter's proposal in a somewhat broader wording according to the interventions during the discussion. He then invited the United States delegation to introduce the proposal in Working Document No 2.

Mr Amram (United States) made the following statement:

'The United States delegation is pleased to be given the opportunity to present the intent and purpose of its proposal in Working Document No 2. We begin by assuring all members of the Conference that its purpose is *not* to hinder or block the current or future activities of any regional group in the unification of conflict rules or any subject to resolve regional conflicts. If there has been any misunderstanding of Working Document No 2 in this regard we appreciate this opportunity to clarify our intent.

First, we wish to state that we do *not* oppose regional activity in the codification of the rules of private international law to resolve regional conflicts. The United States is itself a member of a regional group, the Organisation of American States, which has interested itself in this field and will continue to do so with our participation.

Second, we wish to emphasise that our interest is in the codification of such rules on the widest possible international level and that we consider the Hague Conference the unique institution presently available and actively functioning for that purpose.

At the present time, there is considerable activity. The

text of the Benelux Revised Convention has been published. The Common Market Experts have prepared a draft text of a Convention on contracts and torts. The Organisation of American States is preparing a specialised Conference to be held before the end of 1974. The Nordic countries are active within their regional group.

Granted that such regional activity will continue and may expand, how can we assure that this will not impair the unique function of the Hague Conference? I would like again to emphasise the high regard which the United States holds for this Conference. It is the first Organisation of its kind that the United States has ever joined in its history. It did so because it recognised that the membership and purpose of this Conference provided a device for unification of conflicts rules on a broad international basis, that was unmatched. It has already ratified two of the products of this Conference, the first Conventions of this kind ever ratified in its history.

Our concern lies in the possibility that regional activity, whether all Members of the region are Members of this Conference (for example, the Nordic group or the Common Market group), or whether only some Members of the region are Members of the Conference, (for example, the Organisation of American States), may lead to the fixing of inflexible positions on certain rules of private international law extending beyond the legal relations of the participants. Such a result could take away the opportunity for the broader and more flexible compromise positions which are the unique contribution of this Conference.

As a Member of a regional Organisation, the United States will, at all times during its regional activities, keep in mind the broader interest of the Conference, with respect to matters within its scope.

Further, it is our view that the existence of regional activities in connection with a particular topic, whether fully completed or merely in progress, should not present an obstacle to placing that topic on the Agenda of a Session of this Conference. Indeed, we believe that the work of Experts and scholars in such regional activities can become an asset and a benefit for the ultimate work of the Conference.

In conformity with these principles, which we trust will receive the support of the Members of the Conference, we have proposed that the future work of the Conference include the preparation of unified rules of conflicts of law in contracts or torts on the widest possible international level.

Mr Rognlien (Norway) stated that Norway had independently intended to put forward a proposal similar to that of the United States. Up until the present time, the Hague Conference had not drafted any general Conventions in general fields. He felt that the time had now come to consider whether that approach was workable. The danger of the special fields approach was that different solutions in different Conventions might seem inappropriate when matched against each other and might lead to an atomisation of private international law rules. He considered that in order to judge special rules of private international law, it was necessary to have a general background of private international law rules, agreed on an international level. He realised that in formulating general principles, some rules might seem not to be appropriate in every particular field. It was therefore necessary to draft flexible provisions, drafted in very wide terms, enabling thereby the special fields to be dealt with by special Conventions.

M. Edlbacher (Autriche) déclare qu'en arrivant à La Haye, il a trouvé dans son dossier l'aide-mémoire portant sur les clauses finales. Cela a permis à la délégation autrichienne de soumettre immédiatement le problème aux autorités compétentes à Vienne, ce qui lui permettra de discuter en connaissance de cause lorsque ce sujet sera abordé par la Commission IV.

Pour les autres questions malheureusement, il était trop tard de consulter les autorités compétentes à Vienne. La délégation autrichienne n'est donc pas en mesure de se prononcer sur le sujet traité.

Le Délégué autrichien adresse alors une demande au Bureau Permanent: ne serait-il pas possible dans le futur que les Organes nationaux des Etats membres soient requis assez à l'avance de donner leur opinion en ce qui concerne les travaux futurs, ce qui permettrait alors à chaque Etat d'avoir des consultations internes et d'arriver avec des propositions fermes à La Haye, lors des sessions plénières.

Pour terminer, M. Edlbacher estime que la proposition américaine est idéaliste, séduisante, mais il est dans l'impossibilité de se prononcer sur la question de savoir si de tels sujets doivent figurer dans l'agenda des travaux futurs.

M. Batiffol (France) a l'impression que la proposition des Etats-Unis implique un changement d'orientation assez important dans les travaux de la Conférence. Jusqu'à maintenant, la Conférence de La Haye a préféré la méthode consistant, dans la matière des actes illicites, à étudier des cas particuliers, tel le problème de la responsabilité en cas d'accidents de la circulation ou celui de la responsabilité des fabricants pour leurs produits. Cette méthode paraît fructueuse. Il en va d'ailleurs de même pour les contrats, qui avaient été au début envisagés de manière générale, mais qui ont été plus tard étudiés de manière plus limitée.

M. Batiffol estime qu'il est difficile de se prononcer actuellement sur la proposition américaine, qu'il faut y réfléchir, afin que le problème puisse être éventuellement repris ultérieurement.

Mr Anton (United Kingdom) expressed some sympathy with Working Document No 2. Such a Convention as envisaged in the United States proposal would differ essentially from the classical Hague Conventions in that the classical Conventions placed obligations on Member States. It would only be possible impose obligations in a general Convention if many exceptions and reservations were provided for the Contracting States. He felt that a more satisfactory solution could be found in the technique of the Resolution, often used in the Council of Europe.

Pour **M. Carrillo Salcedo** (Espagne), parler des travaux futurs est une belle occasion de regarder dans le passé. Or, c'est ce regard sur le passé qui fait naître quelques hésitations à la délégation espagnole au sujet de la proposition américaine. Cette proposition présente peut-être la *possibilité* de modifier toute la conception des travaux de la Conférence.

Mr Persson (Sweden) regretted that Governments had not had the opportunity of considering the proposal at an earlier date. He was however not opposed to the proposal being considered by means of a preparatory study undertaken by the Permanent Bureau. After such a study, it would then be possible for a Special Commission to consider the feasibility of drafting a Convention. He felt that a final conclusion on this point could only be taken at the XIIIth Session.

Mr De Nova (Italy) considered that there were two questions raised by the American proposal. Firstly, the specific proposal for this item to be included on the Agenda of the XIIIth Session, and secondly, the framework within which the proposal was made. He considered the second question a matter of policy, and wished to refrain from making any comment on that point. As to the advisability of placing the matter on the Agenda he agreed that it would not be convenient to take up general fields of private international law at this stage.

Mr Vischer (Switzerland) said that he had been somewhat astonished that such a proposal should come from the American quarter. Such general rules on contract and torts could either be drafted in a very general way, in which case they were not very helpful, or could be drafted elaborately in hundreds of articles. This latter possibility was, to his mind, unfeasible.

Mr de Winter (The Netherlands) noted the great interest which the American proposal had aroused. He agreed that it was not in line with the usual activities of the Hague Conference. However, general rules on torts and contracts were of great importance at the present time. The EEC had prepared a Draft on this subject, but that should be no reason to refrain from attempting a unification on a wider scale. The two systems of activity, he felt, were not incompatible, and he had appreciated the statement of Mr Amram to the effect that the American delegation did not object to the continuation of work by the European Communities and to the ratification by the Members of those Communities of their private international law Draft. If there were an interest in unifying such rules on a wide scale, it was Mr de Winter's opinion that there was no better organisation than the Hague Conference to take the matter under consideration. He shared the hesitation expressed by some Delegates as to the *practical* feasibility of completing such general work. He pointed out that the EEC Draft had taken many weeks of concentrated work to complete, and that Draft attempted to unify the private international law of contracts and torts of only six States!

But that, in the opinion of Mr de Winter, was not a reason to object to the United States proposal. He would propose that the subject be put on the list of items for consideration by the Netherlands State Commission, and that a questionnaire be sent to all Member States to ascertain their real interests and needs. On the basis of the replies to that questionnaire, the State Commission could make proposals with respect to this matter to the Member States.

M. von Spreckelsen (Allemagne) déclare que la proposition des Etats-Unis a suscité un très vif intérêt chez lui. Pourtant il désirerait que l'échange de vues entre les différentes autorités puisse avoir lieu en Allemagne. Le Délégué allemand a trouvé par ailleurs très pertinentes les observations présentées par MM. Batiffol, Anton et Vischer.

M. Huss (Luxembourg) déclare qu'il n'a pas été étonné par la proposition des Etats-Unis. Mais il estime que le sujet est tellement vaste qu'il convient de réfléchir soigneusement à la question. Faute de contacts, il ne peut donner que des vues personnelles lors de cette session.

Le Délégué luxembourgeois manifeste certaines inquiétudes devant la proposition américaine. Il faut songer aux nombreuses divergences de vues qui existent de par le monde en ce qui concerne les conflits de lois

en matière contractuelle et délictuelle. Il y a également, quant à ces notions, des évolutions dans les pays autres que ceux de la Conférence et cela nécessite de sérieuses études, car il y a lieu de tenir compte de ces évolutions. Il estime donc que le moment n'est pas venu, pour la Conférence, de prendre position sur des principes aussi larges, de signification mondiale. M. Huss relève par ailleurs que la Conférence s'en était tenue jusqu'à présent à des sujets bien délimités, méthode qui a évité des frictions avec d'autres tentatives de codification.

M. Huss déclare que si son inquiétude a quelque fondement, c'est qu'il a eu l'expérience de la Convention Benelux; celle-ci depuis qu'elle a été élaborée, a été dépassée par la Convention élaborée au sein du Marché Commun. Si maintenant la Conférence aborde le sujet, la Convention qu'elle pourrait adopter en viendrait à absorber celle de la CEE et il n'est pas impossible que plus tard une Convention élaborée dans le cadre des Nations Unies vienne à absorber celle de la Conférence. Rappelant le dicton qui dit que «le mieux est l'ennemi du bien» il estime que si la proposition américaine mérite d'être examinée, il y a lieu, avant tout, de ne rien précipiter.

M. Valladão (Brésil) déclare appuyer la proposition des Etats-Unis, mais combinée avec celle présentée par M. de Winter, qui a très bien vu et placé le sujet.

Mr Aranne (Israel) stressed that there were many countries which had inherited their rules of private international law and which were now in the process of reviewing such general topics as contracts and torts. It would be most helpful if such countries were given guidance by the Conference.

M. Jenard (Belgique) ne peut pas dire que la proposition des Etats-Unis soit bonne. Il y a des éléments politiques et des conditions de temps qui empêchent la délégation belge de prendre position.

D'autre part, si l'on examine l'histoire de la Conférence, on s'aperçoit que les Conventions à caractère général ont eu peu de succès.

En définitive, avant de s'engager sur une telle voie, il faut prendre son temps et réfléchir aux conséquences de la note américaine (Document de travail No 2).

M. Jenard pense donc que cette proposition devrait être présentée à nouveau lors de la Treizième session, sans que des études préalables soient engagées au sein de la Conférence.

Le Secrétaire général s'interroge sur la fonction même de ce tour de table. La Commission d'Etat néerlandaise ne veut pas entreprendre des études sur le sujet sans avoir pris l'opinion des Délégués ici présents, Délégués qui n'expriment peut-être pas tellement la position de leur Gouvernement, mais leur propre sentiment.

Dans une telle optique, les discussions ont été très fructueuses et il faudrait que toutes les dénégations puissent s'exprimer, sans que nécessairement une position soit formellement adoptée à la fin.

Mr Due (Denmark) stated that although he had some hesitation as to the American proposal, he had been personally convinced by Mr de Winter's intervention.

Mr Maxwell (Canada) said that the Canadian delegation supported Mr de Winter's ideas.

Mr Hayes (Ireland) was in favour of Mr de Winter's suggestion. He felt that the Governments should be consulted on this point and that the statement of Mr

Amram needed further study. He said that it should be noted that the United States delegation was not opposed to the current or future activities of regional groups and that Mr Amram had stressed that the United States itself was a Member of such a group.

M. Suontausta (Finlande) déclare que la délégation finlandaise a les mêmes difficultés que les autres délégations ici présentes pour se prononcer définitivement sur la proposition américaine. Il estime toutefois que cette proposition est constructive.

Mr Takakuwa (Japan) said that the proposal had come too late for the Japanese delegation to benefit from consultations within Japan, but he personally favoured Mr de Winter's suggestion.

Mr Amram (United States) stated that he could feel nothing but satisfaction from the debate and from the series of suggestions that had followed his proposal. He had witnessed how all aspects of the question had been fully treated, and suggested that Mr de Winter's proposal was a compromise which could be accepted by all delegations.

The meeting was closed at 1.15 p.m.

Document de travail No 8

Distribué le 17 octobre 1972

Rapport du Comité sur les Clauses finales

Le Comité sur les Clauses finales s'est réuni le lundi 16 octobre à 10 h. 15.

Il était composé de MM. Chatin (France), Dalton (Etats-Unis), Gonzalez Campos (Espagne), Mathers (Royaume-Uni), du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint.

Ont été étudiés les différents problèmes évoqués dans le Mémoire relatif aux Clauses finales des Conventions de La Haye (Doc. pré-l. No 3 de septembre 1972) et dans la Note du Secrétaire général (Doc. trav. No 1).

A Clause de signature

Le Comité propose que le droit à la signature soit accordé non plus aux seuls Etats représentés à la Douzième session, mais aux Etats Membres de la Conférence lors de la Douzième session (voir en ce sens Mémoire précité sous No 2).

Le Comité a étudié la suggestion de la Direction des Traités du Ministère des Affaires Etrangères des

Document de travail No 8

Report of the Sub-Committee on Final Clauses

The Committee on Final Clauses met on Monday, 16th October at 10.15 a.m.

Present: Mr Chatin (France), Mr Dalton (U.S.A.), Mr Gonzalez Campos (Spain), Mr Mathers (U.K.), the Secretary-General and the Deputy Secretary-General.

The various problems outlined in the Memorandum relating to Final Clauses in the Hague Conventions (Prel. Doc No 3 of September, 1972) and the Secretary-General's note (Working Document 1) were studied.

A Signature clause

The Committee proposed that the right to signature should now be accorded not only to the States represented at the Twelfth Session, but to the Member States of the Conference at the time of the Twelfth Session (for this, see the above-mentioned Memorandum, paragraph 2).

The Committee has studied the suggestion of the Treaty Department of the Ministry of Foreign Affairs of the

Document de travail No 8

I-99

Pays-Bas tendant à ce qu'un délai de signature soit instauré (voir Note du Secrétaire général précitée No 7).

Le Comité a estimé à la majorité qu'il ne convenait pas de proposer un changement du système actuellement suivi. L'instauration d'un délai de signature entraînerait l'obligation pour les Etats Membres de la Conférence de se soumettre à une procédure d'adhésion après la forclusion du délai. Cette procédure d'adhésion devrait toutefois être différente de celle qui est établie pour les Etats tiers lorsque la Convention n'est pas ouverte, afin d'éviter que l'adhésion des Membres ne soit soumise aux mêmes conditions que celles des Etats non-Membres.

Par ailleurs, le Comité a jugé que la clause de ratification qui suit traditionnellement la clause de signature devait être amendée de manière à offrir aux Etats d'autres possibilités qu'une procédure formelle de ratification comportant l'établissement d'un instrument signé par le Chef d'Etat. Il est proposé que la clause traditionnelle mentionne que la Convention serait ratifiée «acceptée ou approuvée», et qu'elle vise les instruments de ratification ainsi que «les instruments d'acceptation ou d'approbation».

B Clause d'adhésion

a Droit d'adhérer

Le Comité estime que la situation qui a conduit à adopter la clause retenue pour les Conventions élaborées à la Onzième session a notablement évolué. Il pense néanmoins que le statu quo devrait encore être maintenu pour les Conventions à l'étude. Il se rallie donc à la deuxième variante proposée dans le Mémoire du Bureau Permanent.

b Limites à l'adhésion

– Cas d'une Convention ouverte

Le Comité se rallie à la clause ne limitant pas l'adhésion lorsque la Convention ne contient aucun élément de réciprocité.

– Cas d'une Convention plus ou moins fermée

Le Comité estime que lorsqu'une Convention contient des éléments de réciprocité, l'adhésion ne peut être totalement libre. Le système du veto (voir Mémoire sous No 10) n'a pas été retenu. Le Comité a estimé pouvoir marquer une préférence en faveur du système dit du «refus» (Mémoire précité sous No 13) par rapport au système de l'acceptation (Mémoire précité No 12). Le Comité a été surtout sensible aux raisons techniques avancées dans le Mémoire.

L'entrée en vigueur de la Convention pour l'Etat adhérent est déterminée beaucoup plus aisément dans le système du refus, considération de prime importance pour les utilisateurs de la Convention (juges, avocats, intéressés).

Le Comité a estimé qu'il convenait de permettre à un Etat Membre de la Conférence ratifiant postérieurement à l'adhésion d'un Etat tiers de s'opposer à ce que des relations conventionnelles soient établies avec l'Etat ayant adhéré. Il a paru en effet que tous les Etats Membres de la Conférence devaient être mis à égalité à l'égard des Etats tiers adhérant dans le cas où la Convention instaure le système dit du «refus».

C Extensions territoriales

Le Comité a été d'avis de suivre, pour ce qui concerne les extensions territoriales, le système adopté en matière d'adhésion:

Netherlands that a period for signature should be introduced (see the above-mentioned Note of the Secretary-General, paragraph No 7).

The Committee considered by a majority that it would not be appropriate to propose any change in the system prevailing at present. The consequence of instituting a period for signature would be to force Member States of the Conference to undertake the accession procedure after the period for signature had closed. The accession procedure would, however, have to be different from that available to third States where the Convention is not open in order to avoid subjecting Members to the same requirements for accession as non-Member States.

On the other hand, the Committee felt that the ratification clause which traditionally follows the signature clause should be amended so as to offer States possibilities other than the formal ratification procedure involving the drawing up of an instrument signed by the Head of State. It was therefore proposed that the traditional clause be amended to read that the Convention shall be ratified 'accepted or approved' and should likewise refer to instruments of ratification, 'acceptance or approval'.

B Accession clause

a Right of accession

The Committee considered that the situation which led the Eleventh Session to accept the clause as adopted for the Conventions it drafted has clearly developed. It felt, however, that the statu quo should be maintained for the Convention now under examination. It would support, therefore, the second option proposed in the Permanent Bureau's Memorandum.

b Limits to accession

– In the case of an open Convention

The Committee fully supported the clause not limiting accession where the Convention contains no kind of reciprocity.

– In the case of a Convention closed to a greater or lesser degree

The Committee considered that where a Convention contains a degree of reciprocity, accession should not be totally unrestricted. The veto system (see Memorandum, paragraph 10) was not favoured. The Committee showed a preference clearly in favour of the so-called 'refusal' system (above-mentioned Memorandum, paragraph 13), as against the acceptance system (above-mentioned Memorandum, paragraph 12).

The Committee was above all conscious of the technical arguments put forward in the Memorandum.

The entry into force of the Convention for an acceding State would be far more easily discoverable under the refusal system – a consideration of prime importance for those using the Convention (judges, lawyers, interested parties).

The Committee thought it preferable to permit a Member State of the Conference ratifying subsequent to the accession of a third State to object to treaty relations being created with the acceding State. It seemed that all Member States of the Conference should be placed on an equal footing vis-à-vis acceding States, should the Convention adopt the so-called 'refusal' system.

C Territorial extensions

As for the question of territorial extensions, the Committee was of the opinion that the system adopted in respect of accession should be followed

– pour le cas d'une Convention ouverte l'extension ne peut faire l'objet de limitation;

– pour le cas d'une Convention fermée les Etats contractants doivent avoir le droit de refuser d'être liés avec le territoire auquel la Convention est étendue.

Le mécanisme proposé ne préjuge en rien la position de principe que pourraient avoir certains Etats contractants sur le principe même des clauses d'extensions territoriales.

D Date d'entrée en vigueur des Conventions

Le Comité a été d'avis de suivre la proposition du Mémoire selon laquelle les Conventions devraient entrer en vigueur le premier jour du troisième mois suivant le dépôt des instruments de ratification. Ce système devrait être étendu en cas d'adhésion et d'extension.

Le Comité estime que les dispositions relatives aux entrées en vigueur doivent être groupées dans un seul article et viser les cas de ratification, d'adhésion et d'extension.

E Succession d'Etat

Le Comité a étudié le point de savoir s'il convenait que les Conventions contiennent une disposition relative aux problèmes des successions d'Etat. Sensible au fait que la Commission du droit international des Nations Unies vient d'élaborer un projet d'articles en la matière, le Comité a estimé qu'il était plus sage d'attendre les développements de la pratique et de la doctrine en la matière. Il estime qu'il serait prématuré d'adopter une disposition à cet égard dans les Conventions à l'étude et que tout texte risque de porter préjudice au développement du droit international en la matière.

F Divers

Le Comité a accepté diverses suggestions émises par la Direction des Traités du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

a Il convient de supprimer la disposition faisant obligation au dépositaire d'envoyer par la voie diplomatique «une copie certifiée conforme de l'acte d'adhésion à chacun des Etats contractants» (voir Note du Secrétaire général, No 2).

b Le Comité est d'avis que les notifications à effectuer par le dépositaire doivent être adressées à tous les Etats Membres de la Conférence ainsi qu'aux Etats adhérent et non plus aux seuls Etats contractants (voir Note du Secrétaire général No 3).

G Ouverture à la signature

Le Comité estime qu'il serait souhaitable que l'Acte final de la Douzième session comporte le vœu que les Conventions élaborées soient toutes ouvertes à la signature le premier octobre 1973.

– in the case of an open Convention the extension should not be subject to any limitation;

– in the case of a closed Convention, the Contracting States ought to have the right to refuse to be bound vis-à-vis a territory to which the Convention is extended.

The mechanism proposed is without prejudice to views on questions of principle which some Contracting States might have on the principle itself of clauses of territorial extension.

D Date of entry into force of Conventions

The Committee was inclined to follow the proposal of the Memorandum according to which Conventions should come into force on the first day of the third month following the deposit of instruments of ratification. It was felt that this system should be extended into cases of accession and extension.

The Committee thought that the provisions relating to entry into force should be combined in a single clause and should cover the cases of ratification, accession and extension.

E State Succession

The Committee examined the question of whether it would be appropriate for the Conventions to contain a provision for the problems of State Succession. It was very aware of the fact that the United Nations International Law Commission had just drawn up draft articles on the subject, and considered that it would be wiser to await developments in practice and legal opinion in the field. It felt that it would be premature to adopt a provision in this respect in the Conventions under study and that Draft might tend to prejudice the development of international law in this matter.

F Miscellaneous

The Committee accepted various suggestions put forward by the Treaty Department of the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

a The provision requiring the depositary to transmit via diplomatic channels 'a true and certified copy of the act of accession to each Contracting State' should be abolished (see the Secretary-General's Note, paragraph 2).

b The Committee was of the opinion that the notifications to be undertaken by a depositary should be addressed to all Member States of the Conference as well as to acceding States, and not to Contracting States only (see the Secretary-General's Note, paragraph 3).

G Opening for Signature

The Committee considered that it would be preferable for the Final Act of the Twelfth Session to express the wish that the Conventions drawn up should all be open for signature as from the 1st of October, 1973.

Séance du mardi 17 octobre 1972

The meeting was opened at 10.05 a.m. Mr Bangert (Denmark) was in the Chair.

The Chairman proposed for the future procedure of the meeting that he would invite the proposer of a Working Document to introduce it and would then invite comments from any delegation wishing to second the suggestion that the item proposed should figure among the matters for immediate consideration by the Conference (Group 1). If there were no seconder for the proposal, or if the proposal did not obtain a majority, then the item would be retained on the Agenda for discussion at a future Session of the Conference (Group 2). He then invited Mr Amram to introduce Working Document No 3.

Mr Amram (United States) said that since three items supported by the United States had already been adopted in Group 1 (Renvoi, one family law subject, and the proposal included in Working Document No 2 as amended), it would be unreasonable to propose that the item of unfair competition should also fall within Group 1. He suggested that this matter should be included in the list of matters for future discussion (Group 2).

The Chairman asked the French delegation, who had spoken in favour of the inclusion of unfair competition on the list of subjects to be considered by the Conference, whether they would agree with the proposal of Mr Amram.

M. Batiffol (France) déclare se rallier très volontiers à la proposition de M. Amram.

The Chairman asked whether any delegation proposed that the item of unfair competition should be placed within Group 1. In view of the silence of the Meeting, the Chairman concluded that this item should be placed in Group 2. He then asked the Spanish Delegate to introduce Working Document No 6.

M. Carrillo Salcedo (Espagne) déclare que les propositions de l'Espagne, figurant au Document de travail No 6, sont une contribution à l'élaboration de la politique législative de la Conférence de La Haye plutôt que d'un intérêt direct pour son pays. Les sujets proposés sont de nature tout à fait différente, et illustrent en quelque sorte la distinction faite en son temps par le professeur Offerhaus entre les matières de *tradition* et les matières d'*affaires*.

Le problème de la filiation, matière de tradition puisque étant rattachée au droit de la famille, a été envisagé jusqu'à maintenant de manière plutôt indirecte. Il conviendrait maintenant de l'aborder de manière directe,

mais en distinguant nettement les questions du *status filii* de celles des effets de la filiation. L'Espagne propose de ne s'occuper que du *status filii*, mais pas des effets de la filiation.

En ce qui concerne le second sujet proposé par la délégation espagnole, il constitue un point important dans le domaine des actes illicites. M. Carrillo Salcedo rappelle les étapes de la Conférence de La Haye en matière d'actes illicites, à savoir la Convention sur les accidents de la circulation routière, puis le projet de Convention actuellement en préparation concernant la responsabilité des fabricants pour leurs produits. Le sujet proposé par l'Espagne, c'est-à-dire les conflits de lois en matière d'assurances sur la responsabilité, compléterait ce qui a déjà été fait par la Conférence.

The Chairman asked whether there was any delegation wishing to include the matter of filiation within Group 1.

M. de Winter (Pays-Bas) relève tout d'abord combien il apprécie la contribution de l'Espagne à l'oeuvre de la Conférence. Mais il se demande si la liste du premier groupe des travaux futurs n'est pas déjà trop chargée et s'il ne conviendrait pas dès lors de mettre les sujets proposés par la délégation espagnole dans le second groupe.

M. Carrillo Salcedo (Espagne) se déclare d'accord avec M. de Winter pour que sa proposition figure dans le groupe 2 des travaux futurs de la Conférence.

The Chairman asked whether there was any delegation wishing to include within Group 1 the item of the conflict of laws in the field of liability insurance.

M. Carrillo Salcedo (Espagne) déclare laisser à ce sujet la Commission libre de prendre sa décision, mais indique que l'Espagne a un intérêt très marqué pour ce sujet, par le fait qu'elle tient particulièrement à l'unification de tout le droit relatif aux actes illicites. Mais il se rend compte du programme déjà chargé de la Treizième session et se déclare d'accord que ce sujet soit plutôt traité lors de la Quatorzième session de la Conférence.

The Chairman asked whether the Commission was in agreement that Working Document No 6 should be placed in Group 2. The Commission was in agreement. The chairman then passed to the examination of Working Document No 7.

Mr Kopáč (Czechoslovakia) stated that when one looked at the list of topics for future work, it was noticeable that, with one exception, they dealt exclusively with family law. The Czechoslovakian delegation did not oppose this, but they did consider that some diversification was necessary and that matters of international trade law should be especially taken into consideration. The existence of UNCITRAL did not, in his view, rule out the need for rules of private international law. However, that Organisation had stressed the necessity for regulation of problems of international trade law.

Mr Rognlien (Norway) considered that the Czechoslovakian delegation's proposal was of great interest, and especially the item of agency and representation in the commercial field. When the Scandinavian States had signed and ratified the Sales Convention, it had not been clear whether the Convention covered sales made through an agent or a representative. He proposed that this matter should be included on the future pro-

gramme of the Conference (perhaps not the immediate programme) and remarked that the matter had at an earlier time been on the Agenda of the Conference but had since been deleted.

M. Valladão (Brésil), examinant les propositions présentées par la délégation de la Tchécoslovaquie, se déclare surtout d'accord en ce qui concerne la procuration. C'est un sujet éminemment pratique, surtout en ce qui concerne la forme de la procuration. Il y aurait lieu de s'occuper de ce sujet pour faciliter l'existence de ses actes. A ce sujet, le Délégué brésilien tire un parallèle avec la Convention sur la forme des testaments.

Mr Anton (United Kingdom) stated that the representative of UNIDROIT had asked him to draw the attention of the Commission to that Organisation's Draft on Agency. In view of the existence of that Draft, Mr Anton hoped that any work of the Hague Conference could be deferred until it had been seen what effect had been given to the UNIDROIT Draft.

Mr Anton wondered whether the techniques of private international law were best suited to deal with problems in the field of international trade law. He considered that perhaps unification of the substantive law was the best way of regulating problems arising in the field. He pointed out that, in these matters, questions of private international law were very often resolved by a choice of the applicable law made by the parties.

The Secretary-General remarked that the UNIDROIT Draft on Agency contained an article excluding the application of rules of private international law. Whilst hoping that Delegates to the Hague Conference would resist this article when it came up for consideration by their Governments, he proposed that the Hague Conference should not interfere with the work of another International Organisation by commencing a study of problems of private international law in the field. He advocated that the Commission should take a cautious attitude in this respect.

The Chairman asked why the item of representation and agency had been deleted from the programme of the Hague Conference at an earlier stage.

The Secretary-General replied that a questionnaire had been sent out and replies received dealing with the question. A distinction had been made between the relations of a third party with the principal and those of the principal with his agent. It had been considered at the time that the matter was too complicated to regulate. However, the Secretary-General did not feel that this should be any reason for refusing to place the item on the list of matters for future consideration.

The Chairman asked whether any delegation wished to place any item figuring in Working Document No 7 within Group 1. In view of the silence of the meeting, he then asked the Czechoslovakian delegation whether they agreed that the matters figuring within the Working Document should be placed in Group 2.

Mr Kopáč (Czechoslovakia) gave an affirmative reply.

The Chairman asked whether there were any further proposals for the future work of the Conference. In the absence of such suggestions, he concluded that Group 1 should include the items of Renvoi, the United States proposal in Working Document No 2 as amended by Mr de Winter, and items 2*d* and 2*e* in Working Document No 4 (the conflict of laws in

respect of marriage and the law applicable to matrimonial regimes). All other proposals would figure in Group 2.

He pointed out that the exact order in which these matters would be dealt with had to be decided by the Netherlands Standing Government Committee.

Mr Rognlien (Norway) proposed that a vote be taken to indicate which of the items figuring under 2*d* and 2*e* of Working Document No 4 should figure in Group 1 and which in Group 2.

The Chairman stated that it was not the custom of the IVth Commission to take votes as to the items to be included. However, Mr Rognlien could always propose that one of the subjects should be transferred to Group 2.

Mr Rognlien (Norway) said that he would put items 2*d*, *f*, *g* and *h* in Group 2, whilst item 2*e* would be placed into Group 1. However, he was, of course, prepared to follow the majority opinion.

The Chairman stated that from a reading of the summary records of the previous meeting, seven delegations had spoken in favour of item 2*d*, and seven in favour of item 2*e*.

M. Valladão (Brésil) répète ce qu'il a dit lors de la dernière séance au sujet de la loi applicable aux régimes matrimoniaux et préférerait élargir le sujet en entamant la revision sur la Convention sur les effets du mariage. Un telle revision engloberait d'ailleurs le problème des régimes matrimoniaux.

The Chairman understood Mr Valladão to have suggested that the item figuring under 2*d* should be given a wider scope.

Le Secrétaire général déclare que la tâche de la Commission IV est actuellement d'examiner les problèmes, mais qu'il ne conviendrait pas de cantonner la Commission d'Etat néerlandaise dans des limites trop précises, car la liste des sujets pourrait se révéler alors soit trop large, soit trop étroite. En fait, il ne faut pas aujourd'hui être trop précis. Ce sont les réponses aux questionnaires qui seront envoyés par le Bureau Permanent qui provoqueront la réaction des Etats et qui permettront alors de faire un choix utile.

M. de Winter (Pays-Bas) déclare qu'en principe il n'aime pas les listes trop longues, mais qu'en cette matière il ne faut pas trop se restreindre. Il arrive en effet qu'au cours de l'étude d'un sujet, on doive le supprimer, par exemple en raison des réponses reçues par les Etats. Il faut alors changer de sujet et c'est une des raisons pour que la liste ne soit pas trop restreinte. M. de Winter est donc en faveur de mettre dans le groupe I des travaux futurs à la fois les conflits de lois en matière de mariage et la question de la loi applicable aux régimes matrimoniaux.

The Chairman asked whether there was any support for item 2*d* being transferred to Group 2. There was no such support manifested by the Meeting. The Chairman then asked whether it was necessary to have a document drawn up for the attention of the Commission dealing with the future work of the Conference.

The Secretary-General considered that the summary records of the meeting should suffice.

M. de Winter (Pays-Bas) précise qu'une clause en ce sens sera soumise à la séance plénière.

Mr Rognlien (Norway) asked whether there would be any document containing the conclusions of the meeting submitted to the Plenary Session.

The Chairman stated that this would be the case, but emphasised that the final decision rested with the Netherlands Standing Government Committee.

Mr Rognlien (Norway) found it strange that the Conference did not have a stronger influence. He felt that the recommendations made by the IVth Commission should be more firm and should allow the Standing Government Committee less choice.

The Chairman asked Mr Rognlien whether he did not find the form of words used in the Final Act of the XIth Session, relating to the future work of the Conference, strong enough.

Mr Rognlien (Norway) agreed with the Chairman that the wording was strong enough, but proposed that a shorter list should be presented to the Standing Government Committee to restrict their choice.

Mr Anton (United Kingdom) made a personal plea to Mr Rognlien not to insist on this matter. He considered that even if there were a vote and debate as to which item should be preferred, one would not be sure whether the views expressed represented those of the Member Governments.

Mr Amram (United States) referred to the Statute of the Hague Conference, article 5, and was convinced that one should not attempt to take away any of the powers entrusted to the Standing Government Committee. He agreed totally with the remarks of Mr Anton.

Mr Rognlien (Norway) insisted that he did not propose making any change to the Constitution of the Organisation. He merely suggested that only three items be placed in Group 1. However, if he did not have any support in this matter, he would willingly withdraw his proposal.

M. Edlbacher (Autriche) aimerait poser une question. Lors de la dernière séance, la délégation autrichienne avait proposé de mettre dans le premier groupe des travaux futurs la question de la compétence internationale et la loi applicable en matière de divorce, en lieu et place de la question de la revision de la Convention-mariage. Il n'a certes pas trouvé assez de support pour cette proposition, mais il pense réellement que les chances pour une telle convention (loi applicable aux divorces) sont beaucoup plus grandes, notamment pour la pratique, que celles d'une convention sur le mariage. Il aimerait connaître les motifs de la dernière phrase figurant sous *h* (Document de travail No 4) «il est toutefois suggéré que cette matière ne fasse pas l'objet d'études dans les quatre années à venir».

The Secretary-General, in reply to Mr Edlbacher, explained that when the subject of divorce first came up for study by the Conference, certain delegations had wanted to draft a comprehensive instrument, whilst others had proposed that the Convention be limited to matters of recognition. In the end it had been accepted that the Convention should be limited to questions of recognition and in 1968 it had been decided, in view

of the developments taking place throughout the world in respect of divorce, to wait some time before attempting a Draft on jurisdiction and on the applicable law. The Secretary-General proposed that such a waiting period should not be repeated on this occasion.

The Chairman, referring to Working Document No 4, suggested that the Commission should then study point 3 on the Agenda (measures designated to stimulate ratifications).

The Secretary-General pointed out that it had been noticeable during the meeting of the Final Clauses sub-Committee, that there was a link between the question of *ius commune* and the attitude to be adopted toward certain final clauses.

M. de Winter (Pays-Bas) se demande s'il ne faut pas tout d'abord commencer par discuter des clauses finales, puisque les résultats de telles discussions peuvent avoir une influence sur les projets de conventions actuellement en élaboration.

The Secretary-General proposed that the meeting be suspended to enable the Delegates to read Working Document No 8.

The Chairman stated that the meeting would be suspended and that the discussion on Working Document No 8 would follow after the break.

The meeting was suspended from 11.05 to 11.30 a.m.

The Chairman then opened the discussion on Working Document No 8, and also reminded Delegates that Working Document No 5 had not yet been considered.

Le Secrétaire général fait une observation d'ordre général, à savoir que les clauses finales ne suscitent d'habitude pas l'intérêt des Délégués de la Conférence de La Haye. Il se félicite néanmoins que certains d'entre eux aient trouvé un intérêt à la matière et aient accepté de collaborer au Comité de rédaction.

M. van Hoogstraten présente alors le Document de travail No 8. Pratiquement, il conviendrait d'avoir l'accord de la présente Commission sur certains principes. Cet accord obtenu, le secrétariat pourrait alors présenter, par écrit, les clauses qui pourraient être soumises à la Séance plénière.

Le Secrétaire général aborde alors le premier point du Document No 8, à savoir le problème de la clause des signatures, en faisant observer tout d'abord qu'il tient souvent du hasard qu'un Etat ne puisse pas envoyer de délégation à une Session plénière. Mais cela n'est pas une raison suffisante pour empêcher cet Etat membre de pouvoir signer et ratifier une convention. C'est la raison pour laquelle le Comité de rédaction propose d'ouvrir les Conventions à la signature des Etats membres lors de la Douzième session.

Quant à la question du délai de signature, le Comité de rédaction a été confronté à une suggestion du dépositaire des Conventions. Mais y a-t-il en fait un avantage à pousser les Etats membres à se prononcer dans un certain délai? Le Comité de rédaction a estimé qu'il pouvait y avoir là certains risques. Si un délai de signature peut s'avérer utile dans une convention à caractère politique, il n'en est pas de même dans les Conventions de La Haye, lesquelles demandent beaucoup d'examen et dont la technicité exige souvent de longues études. En fait, le système suivi de tous temps à la Conférence de La Haye est assez souple et permet à un Etat qui aurait en quelque sorte «oublié» une

Convention de reprendre son étude très progressivement, en commençant par la signature avant de s'engager définitivement par une ratification ou par une adhésion. C'est la raison pour laquelle le Comité de rédaction préfère ne pas suivre les suggestions du Ministre des Affaires étrangères, dépositaire des Conventions de La Haye.

Au sujet de la clause de ratification, le Secrétaire général se demande si le système suivi par la Conférence de La Haye n'est pas un peu démodé. La ratification est un acte formel, effectué par le chef d'un Etat. Or on a constaté que, sur le plan international, un document qui n'était pas signé par le chef d'Etat pouvait avoir de la valeur. C'est la raison pour laquelle le Comité propose que la clause traditionnelle des Conventions de La Haye soit élargie pour permettre à un Etat soit de ratifier le traité, soit de l'«accepter» ou l'«approuver».

The Chairman wished to deal first with the question whether the Convention should be open for signature by all Member States.

M. Valladão (Brésil) propose de dire «aux Etats membres de la Conférence», biffant les mots «lors de la Douzième session», pour ne pas empêcher les Etats membres de signer les Conventions auxquelles ils n'ont pas participé. Il veut la Conférence de La Haye avec un esprit ouvert et non pas fermé ou conditionné.

M. Edlbacher (Autriche) précise que les contacts que sa délégation a pu avoir avec le Ministère des Affaires étrangères à Vienne lui permettent d'avoir une position ferme sur cette question. C'est la raison pour laquelle il appuie fermement ce que vient de dire M. Valladão. Le Délégué de l'Autriche n'estime pas justifié de limiter la possibilité de signature aux Etats membres lors de la Session qui a adopté la Convention en question. Tous les Etats membres de la Conférence de La Haye doivent être mis sur un même pied d'égalité, tous ces Etats étant soumis au même Statut de la Conférence.

Le Secrétaire général avoue avoir beaucoup de sympathie pour la proposition des délégations brésilienne et autrichienne. Toutefois, une telle proposition pourrait avoir un effet négatif lors de l'admission d'un nouveau Membre. Il convient de ne pas oublier les Conventions à éléments de réciprocité: si on permet à un Etat de signer toute convention élaborée avant qu'il ait été membre de la Conférence, il pourrait y avoir certaines hésitations pour des Etats membres à accepter un Etat comme Membre de la Conférence.

M. Gonzalez Campos (Espagne) aimerait objecter à la proposition des délégations autrichienne et brésilienne un argument d'ordre technique: celle de la question de l'Etat négociataire. La signature d'une Convention représente en quelque sorte la phase finale de la négociation. Il est donc juste de limiter la signature aux Etats ayant eu la possibilité de participer aux négociations.

Mr Kopáč (Czechoslovakia) expressed his gratitude to the Secretariat for their memorandum. He was pleased that time had been provided in which to discuss the question of final clauses. He felt that the Spanish attitude on the particular point under discussion was the correct one. A distinction should be made between States participating in the negotiation of a Convention and other States. He felt that the position of Member States not participating in negotiations should be dis-

cussed when accession procedures were considered, and that a special rule might be made for them at that time.

M. Valladão (Brésil) se déclare très surpris et aimerait poser une question: est-il exact que les pays qui deviennent Membres de la Conférence de La Haye ne peuvent pas signer et ratifier les Conventions ayant été élaborées avant leur admission, mais que la seule possibilité pour eux est d'adhérer à ces Conventions?

Le Secrétaire général déclare qu'en bon juriste, il faut tirer les conséquences du système. Répondant à M. Kopáč, le Secrétaire général estime que, pour les Membres non représentés à une Session, le problème est différent. Un Etat peut très facilement se faire représenter à une Session, ne serait-ce qu'en désignant l'Ambassadeur à La Haye.

M. de Winter (Pays-Bas) déclare que la proposition présentée par le Comité de rédaction fait preuve de bon sens. Il estime qu'il ne convient pas de donner les mêmes droits aux Etats qui deviennent Membres après une Session. En fait, s'il s'agit d'une Convention dite ouverte, il n'y a aucune différence entre le système de la signature-ratification et celui de l'adhésion. Mais dans le cas d'une Convention plus ou moins fermée, il y a une grande différence, puisqu'il existe la possibilité du refus, pour les Etats qui ont négocié ce traité, d'être liés avec d'autres Etats. Au moment des négociations, on ne peut pas prévoir quels seront les Etats membres de la Conférence dans le futur.

Mlle Freyre-Penabad (Argentine) se déclare entièrement d'accord avec la position prise par les délégations du Brésil et de l'Autriche. Elle estime que tous les Membres d'une organisation doivent être placés sur le même pied d'égalité.

La Déléguée de l'Argentine estime d'autre part que dans le cas des Conventions de La Haye la signature n'est pas la phase finale de la négociation. Ici la négociation est close quand les textes sont adoptés à une Session de la Conférence. Puis ceux-ci sont authentifiés par la signature de l'Acte Final de la Session par les Délégués. Et plus tard ces Conventions sont ouvertes à la signature des Etats; pourquoi pas de tout Etat qui devient Membre de la Conférence? Les plus récentes Conventions adoptées sous les auspices des Nations Unies sont ouvertes à la signature pas seulement des Membres de l'organisation, mais aussi à celle des Membres des institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi que de tout Etat partie au Statut de la Cour Internationale de Justice et de tout autre Etat invité par l'Assemblée générale des Nations Unies à devenir partie de la Convention.

M. Valladão (Brésil) se déclare très déçu par ce qu'il vient d'entendre, car il a toujours pensé que lorsque le Brésil adopta le Statut de la Conférence, il avait le droit de signer et ratifier toutes les Conventions de La Haye existantes et à venir. Il est vraiment surpris par l'invocation des clauses de réciprocité et de bilatéralité entre les Etats membres. On ne connaît pas ce système dans les Conventions latino-américaines de droit international privé. Un Etat membre a, d'ailleurs, été choisi par la majorité de tous les Etats membres.

Mr Amram (United States) stated that he recognised a certain logical inconsistency in saying that a new Member is totally acceptable, while it is not recognised as capable of signing Conventions adopted at an earlier date. However, he felt the matter was basically

semantic. The United States has already indicated its interest in ratifying the Legalisation Convention which was prepared before the United States became a Member of the Conference. He did not believe it would be of the slightest importance to the Senate of the United States whether it gave its advice and consent to a 'ratification' or to an 'accession' by the United States. With respect to the reciprocity problem, he felt sure all Member States would be most willing to accept Brazil and Argentina as Parties to the Evidence Convention, and that it would make no difference whether they became parties by way of signature and ratification or by accession.

Mr Aranne (Israel) was not in agreement that this was a question of semantics. He pointed out that the accession procedure often necessitated obtaining the approval of other Contracting States. He felt it would not facilitate international cooperation if a Member State could refuse another Member State the right to become a Party to a Hague Convention.

Mr Rognlien (Norway) pointed out that it would be difficult to change the accession provisions in existing Conventions.

Miss Freyre-Penabad (Argentina) clarified that she was not proposing to change previous Conventions. Her observations were limited to the Conventions under study at the Twelfth Session.

M. Edlbacher (Autriche) relève qu'il s'agit bien là d'une question essentiellement politique. L'argument de M. le Secrétaire général est peut-être juste en soi, mais il faut aussi se poser la question de savoir s'il n'est pas plus désavantageux d'avoir un système où on accepte au sein de la Conférence un Membre, sans lui donner les mêmes droits que les autres Membres.

The Secretary-General felt that he should explain to new Members what had occurred at the Extraordinary Session of the Conference. At that time Member States had not been willing to be bound automatically to each other, and had insisted on the system of bilateralisation being instituted.

M. Gonzalez Campos (Espagne) se demande si le problème ne pourrait pas être résolu par l'adoption d'un protocole, aux termes duquel on permettrait aux nouveaux Membres de la Conférence de signer les anciennes Conventions dans certains cas.

Mr Kopáč (Czechoslovakia) wanted to know whether the Commission was discussing both past Conventions and future Conventions, or only future Conventions.

The Chairman made it clear that the Commission was only dealing with Conventions being drawn up at the Twelfth Session. He then asked Mr Edlbacher to clarify his proposal.

M. Edlbacher (Autriche) répète qu'il faudrait donner la possibilité que tous les Etats membres de la Conférence puissent signer toutes les Conventions.

The Chairman put to the vote the Austrian proposal to the effect that any Member State would be entitled to sign the Hague Conventions drafted at the Twelfth Session.

Vote

Five delegations voted in favour: Argentina, Austria, Brazil, Czechoslovakia, Israel; nineteen delegations voted against: Belgium, Canada, Denmark, Finland, France, Germany, Ireland, Italy, Japan, Luxemburg, The Netherlands, Norway, Portugal, Spain, Sweden, Switzerland, United Kingdom, United States, Yugoslavia.

The Chairman then asked whether any delegation was in favour of providing for a limited period for signature. No delegation indicated a preference for such a provision. The Chairman then proposed that the Commission should consider the last matter in section A of Working Document No 8: the less formal procedures of ratification.

Mr Aranne (Israel) considered that the same problem arose in connection with accession procedures.

M. Huss (Luxembourg) pose la question suivante: lorsqu'on utilise le terme «approuvé», s'agit-il d'une approbation notifiée au Ministère des Affaires Etrangères, ou se réfère-t-on à une approbation parlementaire? Il relève que de toute façon, il n'aime pas beaucoup l'utilisation du terme «approuvé».

Le Secrétaire général relève, comme M. Amram tout à l'heure, qu'il s'agit là d'un problème de sémantique. D'ailleurs, le terme «ratification» est également employé dans certains pays pour l'approbation parlementaire. Mais ici, il s'agit bien évidemment d'une approbation notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

M. Gonzalez Campos (Espagne) rappelle l'article 2 de la Convention de Vienne, qui parle également d'approbation. Mais cet acte d'approbation est évidemment entendu en tant que «acte international».

Mlle Freyre-Penabad (Argentine) estime qu'il faut suivre la pratique habituelle de tout traité international, c'est-à-dire que c'est préférable de fixer pour tous les Etats qui signent les Conventions le même mode d'exprimer leur consentement à être liés par ces Traités.

Le Délégué du Brésil approuve cette déclaration.

The Secretary-General stated that the Treaty Department of the Ministry of Foreign Affairs, aware of the difficulties of the old system of ratification, had suggested that each State should be able to decide which was the appropriate method for it to become a Party to a Convention. If the Argentine Delegate's proposal were adopted, this flexibility would be lost.

Mlle Freyre-Penabad (Argentine) relève que les Délégués sont ici réunis à La Haye pour rédiger des règles qui doivent établir pour tous les Etats qui signent les Conventions le droit de devenir parties à celles-ci sur un même pied d'égalité.

The Chairman considered that all delegations were in agreement with the proposal of the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, with the exception of Argentina and Brazil. He then opened the discussion on the Accession Clauses.

Le Secrétaire général relève que la Conférence de La Haye a toujours essayé de ne pas faire de politique. Mais le fait de permettre à tout Etat, quel qu'il soit,

d'adhérer à une Convention de La Haye peut heurter certaines susceptibilités. Il existe certaines parties de territoires qui se déclarent Etats autonomes. Une difficulté se présente alors pour le dépositaire des Conventions, lorsqu'un de ces Etats, qui n'est pas reconnu par tous les Etats membres de la Conférence, déclare vouloir adhérer à une Convention.

Toutefois une certaine évolution, évolution d'ailleurs heureuse, se manifeste en cette matière. Mais le Comité de rédaction a estimé préférable pour l'instant de s'en tenir à la clause qui avait été retenue en 1968. Cette clause d'ailleurs se retrouve dans beaucoup de traités internationaux élaborés au sein d'autres organisations internationales.

The Chairman put the proposal of the sub-Committee before the Meeting: that the text of the 1968 Conventions should be followed as regards the right of accession.

Mr Kopáč (Czechoslovakia) felt that such a system would not be appropriate for a Convention which did not contain any elements of reciprocity. Such a system would in fact limit the application of such a Convention quite unnecessarily.

M. von Spreckelsen (Allemagne) déclare que la délégation allemande se rallie à l'opinion du Comité de rédaction et préfère que pour l'instant le *statu quo* soit maintenu.

The Chairman put to the vote the proposal of the sub-Committee.

Vote

Twenty delegations voted in favour: Argentina, Austria, Belgium, Brazil, Canada, Denmark, Finland, France, Germany, Ireland, Israel, Italy, Japan, The Netherlands, Norway, Portugal, Spain, Sweden, United Kingdom, United States; one delegation voted against: Czechoslovakia, and there were three abstentions: Luxemburg, Switzerland, Yugoslavia.

The meeting was closed at 1.05 p.m.

Document de travail No 9

Distribué le 18 octobre 1972

No 9 – Joint proposal of the United States and Canada for a standard model of 'Federal State' Clauses

Article A

In relation to a Contracting State having, in matters of [here describe the coverage of the Convention] two or more legal systems applicable to different categories of persons, any reference to the law of that State shall be construed as referring to the legal system specified by the law of that State, as applicable to the particular category of persons.

Article B

If a Contracting State has two or more territorial units in which different systems of law apply in relation to [here describe the coverage of the Convention] it may, at the time of signature, ratification or accession, declare that this Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them, and may modify its declaration by submitting another declaration at any time thereafter.

These declarations shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, and shall state expressly the territorial unit to which the Convention applies.

Contracting States may decline to [here describe the relevant action] if, at the date on which [here describe the relevant action] the Convention is not applicable to the territorial unit [here set forth the relevant reference].

Article C

In the application of this Convention to a Contracting State having two or more territorial units in which different systems of the law apply in relation to [here describe the coverage of the Convention] –

1 any reference to [here describe the terms in the Convention which are to be construed as referring to the territorial units and the rule of construction to be applied].

Add as many numbered sub-paragraphs as necessary. Any such Contracting State may, at any time, declare that any one or more of the foregoing rules of construction shall not apply, so far as it is concerned, to one or more of the provisions of this Convention.

Séance du mercredi 18 octobre 1972

The meeting was opened at 3.05 p.m. Mr Bangert (Denmark) was in the Chair.

The Chairman proposed that the Convention should continue the study of the Report of the sub-Committee on Final Clauses and should then study Working Document No 9 dealing with Federal Clauses. After that he suggested that the Commission might take up the subject of measures to stimulate ratification and other questions.

Le Secrétaire général reprend l'étude du Document de travail No 8 et expose le problème des limites à l'adhésion. Il souligne tout d'abord la différence qu'il y a lieu de faire entre les Conventions ouvertes et celles plus ou moins fermées. Pour les Conventions ouvertes, il ne faut pas limiter l'adhésion, n'importe quel Etat tiers devant pouvoir être partie à une telle Convention. Mais le problème est plus compliqué pour les Conventions plus ou moins fermées. Dans le passé, la Conférence de La Haye avait un système très radical qui permettait à un Etat partie à une Convention de s'opposer totalement à l'adhésion d'un Etat tiers. Mais depuis quelques années, la Conférence a abandonné ce système pour choisir une voie plus souple: en fait, l'opposition d'un Etat, partie à une Convention, à l'adhésion d'un Etat tiers pouvait prendre deux formes: soit celle d'une opposition expresse, soit celle de l'approbation expresse. Le choix entre ces deux possibilités est difficile. Le Comité de rédaction, en vue des avantages pratiques évidents, s'est prononcé pour le système du refus exprès.

The Chairman asked whether the Commission would accept the recommendation of the sub-Committee in respect of open Conventions. The proposal was accepted. He then asked whether, for closed Conventions, the refusal system or acceptance system should be adopted.

Mr Amram (United States) asked whether the Commission was examining rules to be used only in the Conventions of the Twelfth Session or in all future Conventions.

The Chairman replied that the provisions to be adopted related only to the Conventions of the Twelfth Session.

Mrs Heffermehl (Norway) supported the refusal system but stated that her delegation was not in favour of the six months period for this refusal proposed in the Memorandum of the Secretariat. She claimed that this was too short a period to carry out the necessary consultations between the Nordic States and did not allow

sufficient time to obtain information about the legal systems of the acceding States. She proposed that the period of one year be adopted.

Mr Knutsson (Sweden) associated himself with the remarks of the Norwegian Delegate.

The Secretary-General said that even if the period of one year were adopted, an acceding State would become a Party to a Convention much quicker than it would under the acceptance system.

The Chairman asked the Commission whether they agreed to adopt the refusal system. The Commission was in agreement. The Commission then adopted the Norwegian proposal to impose a one year time period in which a State could refuse to accept the accession.

The Secretary-General, referring to the last paragraph in section B of Working Document No 8, explained that under the present system, a State ratifying subsequent to the accession of a non-Member State had no right to object to treaty relations arising between it and the acceding State. He proposed that the ratifying State should have the right to refuse to be bound with the acceding State.

The Commission accepted this proposal and passed on to the study of clauses of territorial extension.

The Secretary-General commented that both the sub-Committee and the depository State wished to institute the same system for territorial extensions as for accessions.

The Chairman assumed that if this proposal were accepted, the same time-limit as proposed by the Norwegian Delegate for accession would be inserted.

Mr Mathers (United Kingdom) could not agree with the adoption of the same system for territorial extensions as for accessions. He assumed that the reason for instituting some control in the case of accession was based on the proposition that acceding States might have laws and practices which might not fit in with a particular Convention. On the other hand, where a Member State had become a Party to a Convention on behalf of its metropolitan territory, it seemed reasonable to suppose that before it extended the Convention to another territory it would ensure that that territory had appropriate laws and practices. However, in the case of the dependent territories of the United Kingdom and with particular reference to the Maintenance and Administration Conventions (the only closed Conventions of the Twelfth Session), the legal systems and practices in the dependent territories of the United Kingdom were already broadly similar to those obtaining in the metropolitan territory. He considered that there should be no obstacle put in the way of a State wishing to extend the Convention to its overseas territories. He felt that if the proposal of the sub-Committee were adopted, this would bring about an undesirable discrimination between the metropolitan territory of the United Kingdom and its dependent territories and he proposed that the third paragraph of the Report of the sub-Committee be deleted and the second paragraph should read: 'in the case of an open or closed Convention'.

Mr Sedlacek (Austria) stated that he agreed with the remarks of the Delegate of the United Kingdom and

had received instructions from the authorities in Vienna to this effect.

Mme Collaço (Portugal) déclare que la délégation portugaise appuie la proposition du Royaume-Uni.

M. Gonzalez-Campos (Espagne) ne croit pas qu'il faille s'écarter, pour les extensions territoriales, du système retenu pour l'adhésion d'un Etat. Dans les deux cas, les Etats qui deviennent parties à la Convention ne sont pas des Etats qui ont négocié le Traité.

Mr Mathers (United Kingdom) asked Mr Gonzalez-Campos the following question: if the United Kingdom came to the Hague Conference on a particular occasion wishing to negotiate a Convention for one of its dependent territories, but not necessarily for its metropolitan territory, should the Convention be bilateralised with respect to that territory?

M. Gonzalez-Campos (Espagne) comprend bien que pour les Conventions dites ouvertes, il faut que l'adhésion ou que l'extension territoriale soit la plus large possible. Mais pour les Conventions plus ou moins fermées, le Délégué espagnol ne voit pas pourquoi les Etats ayant négocié un tel Traité seraient obligés d'admettre l'extension de la Convention à un territoire que les négociateurs n'avaient pas pu envisager lors des négociations. M. Gonzalez-Campos répète qu'il préfère maintenir le parallélisme entre le système de l'adhésion et celui de l'extension territoriale.

The Chairman put the United Kingdom amendment to the vote.

Vote

Three delegations voted in favour: Austria, Portugal, United Kingdom; eleven voted against: Argentina, Brazil, Canada, Denmark, Ireland, Italy, Norway, Spain, Sweden, United States, Yugoslavia; there were seven abstentions: France, Germany, Israel, Japan, Luxemburg, The Netherlands, Switzerland.

The Chairman then asked the Secretary-General to introduce section D of the sub-Committee's Report.

The Secretary-General said that this section reflected the views of the depositary of the Conventions. The solution proposed would avoid the often difficult calculations and the variations in wording noticeable in past Hague Conventions.

The Chairman asked whether any delegation was opposed to the proposal.

Mrs Heffermehl (Norway) illustrated that careful drafting of this proposal would be needed.

The Chairman considered that the Commission was in agreement that the proposal should be accepted. He then passed on to section E.

The Secretary-General was of the opinion that questions of State Succession were extremely complicated. Certain States, having become independent, had declared that they considered themselves still bound by the terms of the Hague Conventions. The legal effect of such declarations was not at all clear. However, the Secretary-General, pointing out that the International Law Commission Draft on State Succession had not

yet been finalised and transferred into a Treaty, thought it unwise to set down a rule in a Hague Convention which might be inconsistent with a future United Nations Convention on State Succession.

The Chairman asked whether any delegation wished to deal with this problem in the Twelfth Session Conventions. The Commission was in agreement to deal with this problem.

The Secretary-General, commenting on section F *a* of the sub-Committee's Report, suggested that the provision requiring the depositary to transmit via diplomatic channels a true and certified copy of the Act of Accession to each Contracting State was archaic, and official notification should suffice.

Mr Amram (United States) insisted that if the short-hand form were used, the notification had to be complete and had to include all statements and declarations made by an acceding State at the time of its accession.

The Commission accepted the proposal of the sub-Committee as amplified by Mr Amram.

The Secretary-General, commenting on section F *b*, stated that the depositary of the Hague Conventions in fact gave notifications to all Contracting States. This practice, he felt, should be formalised.

The Commission accepted this proposal and passed on to the study of section G.

Le Secrétaire général relève que le Comité de rédaction n'a pas suivi sur ce point les suggestions du dépositaire, qui désirait que la Convention elle-même précise en son texte la date de l'ouverture à la signature. Le Comité a préféré que cette ouverture à la signature forme l'objet d'un vœu dans l'Acte final. Le Secrétaire général tient beaucoup à ce que l'Acte final de la Douzième Session comporte le vœu que les Conventions élaborées soient toutes ouvertes à la signature le premier octobre 1973.

The Commission accepted the recommendation of the sub-Committee, and through its Chairman thanked the sub-Committee for their work. Working Documents No 5 and No 9 dealing with Federal Clauses were then taken up for study.

Mr Amram (United States) emphasised that this was a matter of substantial importance for the two delegations proposing Working Document No 9. He had conducted considerable research into all the Federal Clauses contained in the Hague Conventions and had noticed a lamentable lack of uniformity and on some occasions patent inconsistency. Furthermore, some previous Conventions posed great constitutional problems for Canada and the United States. As two additional Federal States had just joined the Hague Conference, he felt it was of particular interest to present a proposal to standardise the Federal Clauses. Mr Amram had worked with the United States and Canadian Delegates in Commissions II and III and had produced Working Documents No 32 of the Second Commission and No 39 of the Third Commission. The President of the Conference had suggested to him that it might be more desirable for this matter to be dealt with by Commission IV in neutral terms. The Working Documents presented to the Second and Third Commissions had therefore been converted into a general framework.

Working Document No 9 of Commission IV was thus a repeat of the other two Working Documents with the specific references omitted. The Secretary-General had suggested to Mr Amram that the word 'other' should figure at the beginning of the third paragraph of Article B, and that Article C should commence with the words 'in the case of a Contracting State . . .'. Both these amendments were gratefully accepted by Mr Amram.

Turning to the specific provisions, Mr Amram pointed out that Article A was not really a Federal State Clause at all. It took care of the situation in countries with ecclesiastical divisions of family law. It was designed to appear only in the appropriate Conventions. Article B was an almost exact copy of the Divorce Convention language. Article C was self-explanatory, and could best be illustrated by reference to Working Documents No 32 and 39 of Commissions II and III. The formulation of this article had been cautiously drafted in view of constitutional provisions in Canada and the United States which forbade constituent units from making agreements with foreign States. If one included a provision to the effect that the constituent units should be regarded as 'Contracting States', serious constitutional problems would arise. The last paragraph of article C had been inserted after consultation with the Argentinian Delegate. In that country the substantive law was centralised whereas procedural and administrative law fell within the domain of provincial regulation.

Le Secrétaire général précise que l'article A du Document de travail No 9 suit de près la formulation de l'article 15 de la Convention-Divorce, alors que l'article B suit celle de l'article 23 de cette Convention.

Mr Maxwell (Canada) associated himself with the remarks of Mr Amram and wished only to highlight the difficulty arising for Canada in article 14 of the Convention of the Law Applicable to Traffic Accidents (see Working Document No 5).

Le Secrétaire général se demande si beaucoup de délégations n'ont pas l'impression que le problème n'est pas tout à fait clair. Le Document de travail No 9 essaie de résoudre deux questions différentes ayant trait aux Etats fédéraux:

a d'une part, un Etat peut vouloir limiter la Convention à certaines parties de son territoire;

b d'autre part, il faut régler l'attitude des autres Etats vis-à-vis des Etats fédéraux ayant limité l'application de la Convention à certaines parties de leur territoire ou de ceux qui ont un système de droit non unifié.

Mr Amram (United States), in reply to the Secretary-General, emphasised that article C was not designed to deal with activities of third States. It was designed to give rules of construction to third States to enable them to find out what the law of Canada, for example, was in a particular case.

The meeting was suspended from 4.15 to 4.35 p.m.

The Chairman opened the discussion of Working Document No 9.

M. Gonzalez-Campos (Espagne) souligne que les Etats-Unis et le Canada ont réussi à présenter des clauses très valables et il déclare que la délégation espagnole appuie ces propositions.

The Commission accepted the proposal contained in Working Document No 9 and passed on to the study of Working Document No 5.

The Chairman pointed out that the Commission could not give a formal consent to the Canadian proposal, as it was not for Commission IV to interpret a particular Hague Convention. However, he felt empowered to ask whether any delegation objected to the interpretation proposed by the Canadian delegation.

The Commission indicated its agreement with the Canadian interpretation.

Mr Maxwell (Canada) was entirely satisfied with this indication.

The Chairman then passed on to the next item on the Agenda: questions of mutual consultation and the *jus commune*. He referred the Delegates to the opening speech of President de Winter.

Le Secrétaire général souligne que la question des mesures pour stimuler et faciliter les ratifications présente deux aspects:

1 d'une part, le Bureau Permanent voudrait une fois encore expliquer clairement qu'il espère beaucoup que des contacts intensifs puissent se créer entre les différents Organes nationaux. De telles consultations existent déjà au niveau de certains groupes d'Etats, par exemple entre les Etats nordiques ou les Etats de langue allemande. Mais une intensification des consultations entre les Organes nationaux pourrait avoir un effet heureux pour la Conférence;

2 quant à l'aspect des consultations entre les Organes nationaux et le Bureau Permanent, celles-ci sont surtout utiles pour résoudre certains points pratiques et pour tenir au courant les Etats Membres de la Conférence.

Mais il se pose là un problème de fond intéressant, et le Secrétaire général donne l'exemple d'une loi adoptée récemment aux Pays-Bas et instituant l'indexation automatique des obligations alimentaires. Or, lorsque cette loi fut connue, le Bureau Permanent s'est demandé ce qu'un juge étranger devait faire lorsqu'il devait appliquer la loi néerlandaise aux obligations alimentaires. Devait-il prendre en considération cette loi d'indexation, qui semble avoir plutôt un caractère de droit public? En fait, le problème n'avait pas été vu par les autorités législatives et le vœu du Bureau Permanent est que lorsqu'un Parlement adopte une loi interne qui pourrait avoir des effets inattendus sur une Convention de La Haye, une information puisse avoir lieu entre les différents Etats, peut-être par l'intermédiaire du Bureau Permanent. Il ne s'agirait bien entendu que d'une faculté pour les Organes nationaux, mais en aucun cas d'une obligation.

The Chairman assumed that all delegations would willingly accept the proposal of the Secretary-General.

Le Secrétaire général relève, à propos du *jus commune*, que M. de Winter avait trouvé dans la proposition faite à l'UNCITRAL par M. David un élément qui pouvait intéresser la Conférence de La Haye et qui se rapprochait d'une proposition faite autrefois par les Etats-Unis et concernant la possibilité pour la Conférence d'établir des «lois modèles». On peut en effet se demander si la Conférence de La Haye doit conserver le système actuel, traditionnel, consistant à établir des Conventions, ou s'il ne fallait peut-être pas changer sa technique.

Le Secrétaire général relève que l'idée de M. de Winter n'était pas qu'une décision soit prise sur le *jus commune*, mais que la Conférence donne à la Commission d'Etat néerlandaise et au Bureau Permanent la possibilité de réfléchir à cette idée.

Mr Due (Denmark) said that he had of course no objection to a further study of the *jus commune* being carried out by the Permanent Bureau, but he did warn the meeting that the concept did meet with major constitutional objections in Denmark.

The Chairman felt that there could be no objection in the Permanent Bureau reflecting further on the matter.

Mr Mathers (United Kingdom) felt that the point raised by the Danish Delegate was very important. He was of the opinion that if an element of compulsion were introduced, the character of the Hague Conventions would be fundamentally altered. He considered that the adoption of the *jus commune* idea might lead Governments to take up more intransigent positions during the negotiations.

Mrs Heffermehl (Norway) said that an UNCITRAL questionnaire on the idea of *jus commune* had been sent to Member Governments. She suggested that the Permanent Bureau and the Standing Government Committee should take the replies to this questionnaire into consideration.

Mr Takakuwa (Japan) agreed with the Norwegian suggestion. He felt that the idea of *jus commune* was very interesting but too idealistic and perhaps premature. He had received no instruction from Japan but felt that serious constitutional problems could be posed in his country if such a concept were introduced.

M. Baudoin (France) rappelle que la proposition de M. David n'a pas été examinée par la Commission des Nations Unies sur le droit commercial (UNCITRAL). La question sera débattue lors de la prochaine réunion de l'UNCITRAL à Genève, en avril 1973. Il est dès lors peut-être prématuré de trop approfondir le problème.

The Secretary-General reiterated that he merely wished to see that the idea was not completely dropped.

The Chairman then asked the delegations whether they had any further questions to raise.

Mlle Freyre-Penabad (Argentina) regrette de ne pas avoir été présente lors de la discussion sur les extensions territoriales (lettre C du Document de travail No 8) et voudrait faire à ce sujet la déclaration suivante:

«L'application d'une Convention à des territoires dont la souveraineté est disputée entre deux ou plusieurs Etats, que ceux-ci soient Parties à la Convention ou non, ne peut être interprétée comme altération, renoncement ou abandon de la position que chacun d'eux a soutenue jusqu'à présent».

Mr Amram (United States) illustrated the difficulty in the United States relating to the dissemination of information about the Hague Conventions. Ambassador Kearney, Mr Dalton and he had developed certain techniques to improve such dissemination. However, he asked that all declarations and reservations

made at the time of ratification or accession by a State to a Hague Convention should be made available to Member States, and that all information distributed should be as full and complete as possible.

The Secretary-General replied that the Permanent Bureau had always taken the greatest trouble in sending precise information to the National Organs. The depositary of the Conventions distributed a very detailed and authentic document to all the Governments concerning any ratification or accession. Furthermore, the Permanent Bureau regularly sent to the National Organs an unofficial notification of such matters. Occasionally, full details of declarations and reservations were received some time after the accession or ratification. However, these details were circulated as soon as possible.

The Secretary-General suggested that a wish be inserted in the Final Act, addressed to Member Governments, inviting them to find the means of publishing all details of ratifications and accessions in their countries.

The Commission adopted the suggestion of the Secretary-General.

Mr Due (Denmark) proposed that in the future all Working Documents of the Conference should be translated. He was conscious of the work achieved by the Secretariat but felt that many Delegates would be considerably helped if translations of Working Documents could be provided. He suggested that the Secretariat could look into this question before the Thirteenth Session.

The Secretary-General replied that there was a budgetary question involved in this matter. He did, however, wish to stress the danger of making such translations. From his experience in attending other international organisations, he had observed that the requirement of translation often led to delay or inadequacy of the translation effected. He was willing to study the matter when preparing the Thirteenth Session and add certain items on the Budget to cover the expenses of translation. He desired, however, to emphasise his hesitation on this point.

Mr Hayes (Ireland) was in complete agreement with the Secretary-General. In other organisations he had seen translations lead to difficulties. He felt that the present system used in the Conference was quite satisfactory and that one should assume that most Delegates could at least read both French and English. He thought that the money necessary to provide a separate translation unit could be better used by expanding the present Secretariat, which, in his view, provided Member States with an outstanding legal service despite the small number of skilled personnel available on a permanent basis to the Secretary-General.

Mrs Heffermehl (Norway) supported the Danish proposal. She was conscious of the difficulties experienced by Delegates whose mother tongue was neither French nor English. She felt that it could sometimes be very difficult to find a suitable Delegate in these countries who spoke even one of the languages. She pleaded that a concession should be made for these States and asked the Secretary-General to use the time-period till the next Session to find possible means to help these delegations.

Mr Takakuwa (Japan) said that experience in UNCITRAL had proved that translation could sometimes be misleading. He supported the present system.

Mr Amram (United States) advocated the abolition of the word 'translation' and its replacement by the word 'version'.

The Secretary-General said that he could proceed along the lines suggested by the Norwegian Delegate and try to find some intermediate solution.

Mr Due (Denmark) thanked the Secretary-General.

M. Gonzalez-Campos (Espagne) aimerait aborder les deux points suivants:

a Il a oublié tout d'abord de signaler à la Commission que la délégation espagnole avait l'intention d'informer les Organes nationaux que l'Espagne allait entreprendre une traduction en langue espagnole des textes des Conventions de La Haye.

b M. Gonzalez-Campos soulève un problème plus général, celui d'une possible information des travaux de codification des règles de conflit entrepris au sein d'autres organisations internationales. Le Délégué espagnol suggère que le secrétariat de la Conférence de La Haye, qui participe à titre d'observateur aux travaux d'autres organisations qui s'occupent de codification de règles de conflit, puisse peut-être faire périodiquement un rapport aux Organes nationaux sur l'avancement des travaux accomplis en cette matière.

Le Secrétaire général, se prononçant d'abord sur le premier point de l'intervention de M. Gonzalez-Campos, se demande si l'Acte final ne devait pas contenir un vœu au terme duquel les Gouvernements des Etats membres seraient priés de traduire les Conventions de La Haye dans leur langue respective et que ces traductions soient publiées. Le Secrétaire général est très heureux que la délégation espagnole ait soulevé ce point, qui est d'un caractère pratique très important. Sur le second point soulevé par la délégation espagnole, le problème semble plus délicat. Certes, la Conférence a toujours été en faveur de la coordination, mais celle-ci doit surtout se faire à l'intérieur des administrations nationales et, à cet égard, la Conférence n'a pas de pouvoir.

En ce qui concerne l'information, cela est certes possible. On pourrait envisager par exemple de copier ce que fait l'UNIDROIT qui dresse périodiquement l'inventaire des travaux en cours dans les différentes organisations. Mais l'UNIDROIT lui-même n'est pas très heureux des réponses reçues par les organisations internationales ou par les Gouvernements. Il y a donc des complications assez grandes.

Mais il est évident que si le Bureau Permanent peut réunir des informations, il se fera un plaisir d'en informer les Organes nationaux.

The Commission agreed to include the wish relating to translation in the Final Act.

Mr Sedlacek (Austria) proposed that documents issuing from the Secretariat should be distributed in future one month before a Plenary Session commenced.

The Secretary-General regretted that certain notes of the Secretariat had been distributed at such a late stage before the Twelfth Session and assured the Austrian Delegate that this would not occur in the future.

Mr Due (Denmark) proposed that any suggestions for the future work of the Conference should be sent to the Permanent Bureau some time before a Plenary Session and should be distributed to Member States.

Mr Mathers (United Kingdom) suggested that the Permanent Bureau should make a study of the proposals for future work made by Commission IV and distribute the study to the Governments before submitting them to the Standing Government Committee. He further proposed that a similar study could be made prior to Plenary Sessions.

The Secretary-General referred to the Statute of the Conference and feared that the proposal of the United Kingdom Delegate ran the risk of transforming consultation with Delegates into consultation with Governments. He made a plea to the Delegates to use their influence in seeing that answers to questionnaires and observations on draft Conventions be sent in good time to the Permanent Bureau.

The Chairman, in closing the work of the Fourth Commission thanked all the Delegates for their cooperation and said that it had been a pleasure for him to preside over the Commission. All the Delegates had made his task a very easy one. He expressed his gratitude to the secretaries, the interpreters and above all to the Secretary-General from whose assistance the Chairman had been privileged to benefit.

Mr Amram (United States) could not remember an occasion on which a Chairman had shown so much courtesy, discipline, skill, wisdom and wit combined, as Mr Bangert had displayed in the three meetings of the Fourth Commission. He felt that it was a great pity that all other past and future Chairmen had not been able to be present at this meeting to receive an object lesson in the art of Chairmanship.

The meeting was closed at 5.45 p.m.

Textes soumis à la Séance plénière

PROJETS DE DÉCISIONS ET DE VŒUX À INCLURE DANS L'ACTE FINAL

B La Décision suivante sur l'achèvement des travaux en matière des obligations alimentaires:

La Douzième session,

Ayant adopté une Convention sur la reconnaissance et l'exécution des obligations alimentaires;

Constatant que les travaux relatifs à l'avant-projet sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les adultes n'ont pas pu être terminés au cours de la Douzième session;

Considérant qu'une Commission spéciale pourrait être convoquée pour élaborer un texte définitif de la Convention, mais qu'une telle Commission spéciale devrait être constituée, sauf empêchement absolu, par les mêmes personnes qui ont siégé à la Troisième commission de la Douzième session;

Considérant en outre que telle Commission devrait poursuivre les discussions sur la base des dossiers de la Douzième session, et qu'elle aura pour tâche d'élaborer un Projet de Convention définitif;

Estimant qu'une telle Commission devrait pouvoir terminer ses travaux dans une réunion de 12 jours ouvrables au maximum;

Au vu de l'article 7 du Statut de la Conférence;

Décide d'instituer une Commission spéciale aux termes de ce qui précède;

Prie le Bureau Permanent de convoquer ladite Commission dans un proche avenir, étant entendu qu'en principe cette Commission devrait avoir formulé le Projet de Convention avant le 1er avril 1973;

Et que le Projet de Convention à adopter par la Commission spéciale sera consigné dans un Acte final à signer par les Délégués présents à cette Commission.

C La Décision suivante sur les projets à porter à l'ordre du jour de la Conférence:

La Douzième session;

Considérant que l'article 3 du Statut de la Conférence

DRAFT DECISIONS AND WISHES TO BE INCLUDED IN THE FINAL ACT

B The following Decision on the completion of deliberations relating to maintenance obligations –

The Twelfth Session,

Having adopted a Convention on the Recognition and Enforcement of Maintenance Obligations;

Conscious that deliberations concerning the draft Convention on the Law Applicable to Maintenance Obligations in Respect of Adults could not be completed during the Twelfth Session;

Considering it appropriate to convene a Special Commission in order to prepare a final text of the Convention, in the hope that this Special Commission should comprise the same persons, unless it should be impossible for anyone of them, who constituted the Third Commission of the Twelfth Session;

Desiring that this Commission should base its deliberations on the proceedings of the Twelfth Session, and that it should undertake the task of preparing a final draft Convention;

Contemplating that a meeting lasting at the most twelve working days should be sufficient to enable this Commission to conclude its deliberations;

Having regard to article 7 of the Statutes of the Conference;

Has decided to create a Special Commission in the foregoing terms;

And therefore requests the Permanent Bureau to convene the said Commission in the near future, in the expectation that this Commission should in principle have presented a draft Convention before the first of April, 1973;

And that the draft Convention to be drawn up by the Special Commission should be embodied in a Final Act to be signed by the Delegates having participated in this Commission.

C The following Decision on the matters to be placed on the Agenda of the Conference –

The Twelfth Session;

Observing that article 3 of the Statute of the Conference

prévoit que la Commission d'Etat examine toutes les propositions destinées à être mises à l'ordre du jour de la Conférence;

Se fondant sur les propositions et suggestions émises lors des discussions de la Quatrième commission;

Prie la Commission d'Etat d'examiner l'opportunité de porter les questions de droit international privé dans les matières suivantes à l'ordre du jour de la Treizième session ou d'une des Sessions suivantes:

En premier lieu,

a les conflits de lois en matière de mariage et la révision de la Convention pour régler les conflits de lois en matière de mariage du 12 juin 1902, le cas échéant en y ajoutant des questions de reconnaissance à l'étranger d'annulations de mariages, ainsi que la reconnaissance des décisions relatives au statut personnel liées aux mariages;

b la loi applicable aux régimes matrimoniaux;

c un réexamen des problèmes qui ont donné lieu à l'élaboration de la Convention du 15 juin 1955 pour régler les conflits entre la loi nationale et la loi du domicile et des possibilités pour stimuler l'adoption de cette Convention par un nombre plus grand d'Etats, ainsi que de toute autre solution possible;

d les règles générales concernant les obligations contractuelles et délictuelles, étant entendu qu'un questionnaire sera adressé aux Membres, et que la Commission d'Etat, au vu des réponses reçues, appréciera les démarches à entreprendre, ou les propositions à formuler;

En second lieu,

a la reconnaissance des adoptions internes;

b la loi applicable aux titres négociables;

c le contrat d'agence et la représentation;

d la compétence internationale et la loi applicable en matière de divorce et de séparation de corps;

e la concurrence déloyale;

f en outre l'étude de toute matière mentionnée au cours des discussions tenues dans la Quatrième commission et toute proposition faite et opinion émise sur d'autres sujets, tels que les divers sujets du droit du commerce international, la forme de la procuration, et la filiation.

D Vœux:

Enfin, la Conférence a émis les vœux suivants:

1 Que le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, désigné comme dépositaire des Conventions, veuille procéder, le 1er octobre 1973, à l'ouverture de la signature des Conventions adoptées par la présente Session;

2 Que les Etats Membres considèrent la possibilité d'assurer une publicité adéquate destinée à tous les autorités et juristes intéressés, et faisant état des signatures, ratifications, acceptations, approbations, adhésions, réserves et déclarations relatives aux Conventions de La Haye, ainsi que des dates d'entrée en vigueur des textes conventionnels pour ce qui concerne leur pays;

3 Que les Gouvernements encouragent la publication, par la voie officielle ou non officielle, des traductions exécutées dans la langue de leur pays des Conventions de la Conférence et des Rapports y relatifs;

provides that the Standing Government Committee shall examine all proposals for items to be placed on the Agenda of the Conference;

Having regard to the proposals and suggestions put forward in the deliberations of the Fourth Commission;

Requests the Standing Government Committee to study the desirability of placing the following matters of private international law on the Agenda of the Thirteenth Session or a following Session -

First,

a the conflict of laws in respect of marriage and the revision of the Convention on Conflict of Laws Relating to Marriage of the 12th June 1902, and to include, if possible, the additional question of recognition of annulments of marriages abroad, together with the recognition of declarations of status relating to marriage;

b the law applicable to matrimonial property;

c the re-examination of the problems which gave rise to the formulation of the Convention of 15th June 1955 on Conflicts between the Law of Nationality and the Law of Domicile, and the possibilities of encouraging the adoption of this Convention by a greater number of States, as well as a consideration of other potential solutions;

d general rules relating to contract and tort, in the light of a questionnaire to be addressed to Members and on the basis of the recommendation of the Standing Government Committee as to the steps to be taken or proposals to be put forward in view of replies received;

Secondly,

a the recognition of internal adoptions;

b the law applicable to negotiable instruments;

c contracts of agency and representation;

d the international jurisdiction and applicable law in respect of divorce and legal separation;

e unfair competition;

f finally, the study of any matter brought up during discussions held in the Fourth Commission and of any proposal put forward or suggestions made on other subjects such as the various questions of international trade law, formal aspects of powers of attorney, and filiation.

D Finally, the Conference expresses the following Wishes -

1 That the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, designated as depositary of the Conventions, proceed to open for signature the Conventions adopted by this Session as from the 1st of October, 1973;

2 That Member States contemplate the possibility of providing for adequate publicity for the attention of all interested authorities and lawyers, including notice of signatures, ratifications, acceptances, approvals, accessions, reservations and declarations concerning the Hague Conventions, as well as of dates of coming into force of the Conventions as far as their countries are concerned;

3 That Governments encourage the publication, via official channels or otherwise, of translations in the language of their country of the Conventions of the Conference and the corresponding Reports;

4 Que le Bureau Permanent se charge de faciliter des rencontres à La Haye entre représentants de deux ou plusieurs Etats Parties à une Convention de La Haye, toutes les fois qu'une divergence d'interprétation, ou des différences dans l'application d'une telle Convention se fait montre, et que l'opportunité d'un échange de vues est reconnue par les Etats en cause.

4 That the Permanent Bureau undertake to arrange meetings at The Hague between representatives of two or more States to a Hague Convention, whenever a difference of interpretation or differences in the application of such a Convention arises, and the desirability of an exchange of opinions is recognised by the States involved.

That States who wish to ratify the Convention of 15th April 1958 concerning the Recognition and Enforcement of Decisions concerning Maintenance Obligations towards Children be encouraged to become a Party to that Convention.

Proposition des délégations belge, française et suisse

concernant C la décision suivante sur les projets à porter à l'ordre du jour de la Conférence

Substituer le texte suivant à celui de la lettre d

d les règles générales concernant les obligations contractuelles et délictuelles, étant entendu qu'un questionnaire portant sur l'opportunité d'entreprendre des études à ce sujet sera adressé aux Membres et que la Commission d'Etat, au vu des réponses, appréciera la suite à donner.

Proposition des délégations espagnole et tchécoslovaque

concernant C la décision suivante sur les projets à porter à l'ordre du jour de la Conférence

En second lieu,

.....

f la loi applicable aux liens de filiation et les questions de reconnaissance à l'étranger des décisions relatives à la constitution de la filiation,

g la loi applicable en matière d'assurance sur la responsabilité,

h la loi applicable sur les divers sujets du droit du commerce international non inclus ci-dessus; notamment, la procuration, les cautionnements et les garanties bancaires, les opérations de banque, les contrats de licence et le «know-how».

Secondly,

.....

f the law applicable to relationships of filiation and questions of recognition of decisions abroad relating to the constitution of a filiation;

g the law applicable in respect of liability insurance;

h the law applicable on various aspects of international trade law not included above; in particular, powers of attorney, bank guarantees and sureties, banking operations, licensing agreements and know-how.

Proposition des Délégués de la Commission III

Addition aux vœux, partie D

Que les Etats qui désirent ratifier la Convention du 15 avril 1958 concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants soient encouragés de devenir Parties à cette Convention.

Séance plénière

Procès-verbal de la Séance plénière des 20 et 21 octobre 1972

EXTRAIT: DISCUSSIONS RELATIVES AUX RECOMMANDATIONS
SOUMISES A LA SÉANCE PLÉNIÈRE

La séance est reprise à 23 h.¹

Le Président² demande de présenter le projet de décisions à inclure dans l'Acte final.

Mme Collaço (Portugal) exprime certaines réserves quant à la lettre B de ce projet. Sans nullement mettre en doute les qualités des délégués qui ont suivi les travaux de la Commission III, elle estime pour le moins inhabituel que la Conférence force en quelque sorte les Etats membres à envoyer à la Commission spéciale les mêmes délégués. Elle estime qu'en tout

¹ V. le début de ce procès-verbal, contenant les discussions relatives aux projets de conventions sur l'administration internationale des successions, la loi applicable à la responsabilité du fait des produits et celle concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions relatives aux obligations alimentaires dans les tomes II, III et IV des *Actes et documents de la Douzième session (1972)*.

² Présidence de M. de Winter, Président de la Douzième session.

temps, un Etat est libre d'envoyer en qualité de délégué qui bon lui semble.

Après une assez longue discussion sur ce sujet, le Président soumet la lettre B du projet au vote.

Vote

Ce chiffre B est accepté à l'unanimité, sauf une abstention (Portugal).

Mr Sedlacek (Austria) asked whether the meeting should not take the form of an Extraordinary Session.

Le Secrétaire général indique à M. Sedlacek que pour des raisons purement administratives, il est plus aisé de réunir une session spéciale qu'une session extraordinaire.

Le Président ouvre alors la discussion sur la lettre C du projet et attire l'attention des délégués sur la proposition des délégations belge, française et suisse, ainsi que sur la proposition des délégations espagnole et tchécoslovaque.

Après discussion, au cours de laquelle les délégations espagnole et tchécoslovaque insistent pour que la liste des sujets futurs soit plus détaillée, *la lettre C du projet est adoptée dans la forme telle qu'amendée par les propositions susmentionnées, cela à l'unanimité.*

Le Président ouvre enfin la discussion sur la lettre D du projet. Il attire également l'attention des délégués sur un nouveau voeu formulé par les délégués de la Commission III.

Après discussion, au cours de laquelle les délégués estiment que le voeu sous lettre D, chiffre 4 du projet

ne saurait être admis dans l'Acte final, mais où par contre le vœu formulé par la Commission III est admis, la lettre *D* du projet est admise à l'unanimité dans la rédaction figurant dans l'Acte final.

Le séance est suspendue à 24h. 15. ¹

¹ La suite de ce Procès-verbal est consacrée à l'étude du projet de convention présenté par la Commission IV, v. *Actes et documents de la Douzième session (1972)*, t. IV.

Bibliographie

Note relative à la bibliographie

La bibliographie cite les ouvrages communiqués au Bureau Permanent, ainsi que les titres contenus dans les principales revues spécialisées dans le droit international privé. Il n'a pas été possible de faire des recherches sur les publications parues dans tous les Pays membres, si bien que les indications sur les travaux parlementaires, les lois portant ratification, la jurisprudence, etc. ne sont que fragmentaires. Il a néanmoins paru utile de reprendre les références connues, notamment lorsqu'elles se rapportent à des messages, etc. d'une certaine étendue et à des traductions des Conventions.

Les comptes rendus bibliographiques ne sont reproduits qu'exceptionnellement, lorsqu'ils dépassent deux pages et demie.

Il a semblé préférable de s'en tenir à un système uniforme de citations des périodiques qui constitue un compromis entre les modes de citations continentaux et américains: nom de l'auteur, titre de l'article, nom du périodique, année, page. Pour certains périodiques l'indication du numéro du volume précède l'indication de l'année.

La présente bibliographie reprend entièrement toutes les précédentes bibliographies éditées par la Conférence, enrichie des ouvrages et articles nouveaux parus jusqu'au premier mars 1974.

Le Bureau Permanent de la Conférence, Javastraat 2c, à La Haye, serait reconnaissant si les erreurs et omissions dans la bibliographie lui étaient communiquées. Il est signalé, d'autre part, que l'Institut Asser a fait paraître en 1970 un recueil des ouvrages, des articles et de la jurisprudence relatifs aux travaux de la Conférence complété par un supplément paru en octobre 1972. Ces recueils, qui complètent heureusement la présente bibliographie par leurs références jurisprudentielles, peuvent être obtenus directement auprès de l'Institut Asser, Alexanderstraat 22, à La Haye.

Les Actes et documents doivent être commandés à l'Imprimerie Nationale des Pays-Bas, 1, Christoffel Plantijnstraat à La Haye, ou auprès des librairies. Les autres publications de la Conférence peuvent être obtenues auprès du Bureau Permanent de la Conférence, dans la mesure où les stocks le permettent.

Table des matières de la bibliographie

	Page
11 For contractuel	144
12 Exécution des jugements	144
13 Divorce	145
14 Obtention des preuves	146
15 Accidents circulation	146
16 Administration des successions	147
17 Responsabilité du fait des produits	147
18 Obligations alimentaires	147

	Page
A SÉLECTION D'ARTICLES SUR LA CONFÉRENCE ET LES CONVENTIONS DE LA HAYE EN GÉNÉRAL	122
B RÉFÉRENCES A LA CONFÉRENCE DE LA HAYE DANS DES ÉDITIONS RÉCENTES DE MANUELS ET OUVRAGES GÉNÉRAUX SUR LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ	124
C ACTES ET DOCUMENTS DES SESSIONS DE LA CONFÉRENCE	125
I <i>Publications de la Conférence</i>	125
II <i>Reproductions et traductions des Conventions</i>	125
1 Septième session	125
2 Huitième session	126
3 Neuvième session	126
4 Dixième session	127
5 Session extraordinaire et Protocole	127
6 Onzième session	127
7 Douzième session	127
D BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX SESSIONS DE LA CONFÉRENCE	128
1 Septième session	128
2 Huitième session	128
3 Neuvième session	129
4 Dixième session	131
5 Session extraordinaire et Protocole	131
6 Onzième session	133
7 Douzième session	133
E OUVRAGES ET ARTICLES RÉCENTS RELATIFS AUX CONVENTIONS DE LA HAYE CONCLUES AVANT 1945	134
F OUVRAGES ET ARTICLES RELATIFS A UNE DES MATIÈRES TRAITÉES AUX SESSIONS DE LA CONFÉRENCE	134
1 Procédure civile	134
2 Vente à caractère international d'objets mobiliers corporels	135
3 Renvoi	137
4 Sociétés	138
5 Obligations alimentaires envers les enfants	139
6 Légalisation	140
7 Testaments	141
8 Protection des mineurs	142
9 Adoption	143
10 Notification	144

A Sélection d'articles sur la Conférence et les Conventions de La Haye en général

AMRAM, PH. W. – A unique organization: The Conference on Private International Law; *American Bar Association Journal*, Vol. 43, 1957, p. 809.

– Uniform legislation as an effective alternative to the treaty technique; *Proceedings of the American Society of International Law*, 1960, p. 62.

ARNOLD, H. – Japan und die Haager Konferenz für Internationales Privatrecht; *Juristenzeitung*, Vol. 26, 1971, p. 19.

T. M. C. ASSER INSTITUUT – Les nouvelles Conventions de La Haye: Leur application par les juges nationaux; *Recueil des décisions et bibliographie*, 1970.

BARRETT, J. C. – International unification of private law – Current Activities; *International Lawyer*, Vol. 6, 1972, p. 675.

BORUM, O. A. – Convention or model law; *Collection of Essays in Honour of Ch. N. Fragistas*, Thessalonique, 1966, p. 1.

– Scandinavian countries and the Hague Conventions on private international law 1951–1964; *Scandinavian Studies in Law*, Vol. 11, p. 39; *Nial collection*, p. 107 (en suédois).

CASTEL, J. G. – Canada and the Hague Conference on Private International Law: 1893–1967; *Canadian Bar Review*, 1967, p. 1.

CAVERS, D. F. – 'Habitual residence': A useful concept?; *American University Law Review*, Vol. 21, 1972, p. 475.

COMMISSIONERS FOR QUEBEC – Report on the implementation of Conventions adopted by the Hague Conference; *Proceedings of the 52nd Annual Meeting of the Conference of Commissioners on Uniformity of Legislation in Canada*, 1970, p. 157.

CONFÉRENCE DE LA HAYE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ – Signatures et ratifications des Conventions élaborées aux Septième, Huitième, Neuvième et Dixième sessions; *Revue critique de droit international privé*, 1969, p. 196; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1968, p. 199¹.

– Conventions antérieures à la guerre de 1914–1918. Etat actuel des ratifications et des dénonciations; *Revue critique de droit international privé*, 1967, p. 209.

¹ L'état des signatures et ratifications des Conventions paraît chaque année dans ces revues.

DROZ, G. A. L. – L'harmonisation des règles de conflits de lois et de juridictions dans les groupes régionaux d'Etats; *Rapport national français au Sixième Congrès international de droit comparé*, Hambourg 1962; *Etudes de droit contemporain*, Travaux et Recherches de l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris, p. 275.

– L'harmonisation des règles de conflits de lois et de juridictions dans les groupes régionaux d'Etats; *Rapports généraux au Sixième Congrès international de droit comparé*, Hambourg 1962, Editions Bruylant, Bruxelles 1964, p. 393, aussi dans *Rapport de l'Association Québécoise pour l'Etude comparative de droit*, 1962.

– La Conférence de La Haye de droit international privé et les méthodes d'unification du droit: traités internationaux ou lois modèles? *Revue internationale de droit comparé*, 1961, p. 1.

– Les réserves et les facultés dans les Conventions de La Haye de droit international privé; *Revue critique de droit international privé*, 1969, p. 381.

DYER, C. A. JR – The Hague Conventions on Family Law; *Newsletter of the Family Law Section, State Bar of Texas*, 1973, No 2.

FICKER, H. – Zur internationaler Gesetzgebung; *Vom deutschen zum europäischen Recht*, Festschrift Dölle, tome II, p. 35.

– Verknüpfung von Anknüpfung?; *Festschrift Nippeldey*, p. 297 (Verlag C. H. Beck).

FRANCE – Rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (No 1101) autorisant l'approbation du Statut de la Conférence de La Haye de droit international privé du 31 octobre 1951, par M. Villedieu Député *Assemblée nationale, première session ordinaire de 1961-1962*, No 1637, Annexe au procès-verbal de la séance du 14 décembre 1961.

GRAVESON, R. H. – The international unification of law; *American Journal of Comparative Law*, Vol. 16, 1968, p. 4.

GUTZWILLER, M. – Das Internationalprivatrecht der Haager Konferenzen: Vergangenheit und Zukunft; *Annuaire suisse de droit international*, Vol. II, 1945, p. 48.

VAN HECKE, G. – Universalisme et particularisme des règles de conflit au vingtième siècle; *Mélanges Jean Dabin*, Bruxelles-Paris, 1963, p. 939.

VAN HOOGSTRATEN, M. H. – Quelques notes sur les travaux de la Conférence de La Haye de droit international privé; *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, I: 1953/54, p. 78; II: 1955, p. 76; III: 1956, p. 65; IV: 1956, p. 307; V: 1958, p. 57; VI: 1959, p. 60; VII: 1960, p. 255; VIII: 1962, p. 62.

– The United Kingdom joins an Uncommon Market: The Hague Conference on Private International Law; *The International and Comparative Law Quarterly*, 1963, p. 148.

– La codification par traités en droit international privé dans le cadre de la Conférence de La Haye; *Recueil des Cours de l'Académie de droit international*, Vol 122, 1967, III, p. 329.

– L'état présent de la Conférence de La Haye de droit international privé; *The Present State of International Law (International Law Association 1873-1973)*, p. 371.

HOYER, V. – Bemerkungen über die Haager Konferenz für internationales Privatrecht; *Zeitschrift für Rechtsvergleichung*, 1961, p. 65.

JENARD, P. – Une technique originale – la bilatéralisation de conventions multilatérales; *Revue belge de droit international*, 1966, p. 386.

KNOEPFLER, F. – Les nouvelles Conventions de La Haye de droit international privé – thèse 1969, Imprimerie Centrale S.A. Neuchâtel.

LIPSTEIN, K. – Hague Conventions on private international law, public law and public policy; *International and Comparative Law Quarterly*, Vol. 8, 1959, p. 506.

MAKAROV, A. N. – Die Haager Konventionen über Internationalprivatrecht; *Strupp-Schlochauer, Handbuch des Völkerrechts*, tome 1, 2^e éd., Berlin, 1959, p. 745.

– Die Haager internationalprivatrechtlichen Abkommen und die Vorbehaltsklausel; *Jus et Lex, Festgabe zum 70. Geburtstag von Max Gutzwiller*, Bâle, 1959, p. 303.

– Réflexions sur l'interprétation des circonstances de rattachement dans les règles de conflit faisant partie d'une Convention internationale; *Mélanges Maury*, Paris, 1960, tome I, p. 207.

MARÍN LÓPEZ, A. – Unificación del Derecho privado material y unificación del Derecho internacional privado, *Centro de Estudios jurídicos hispano-americanos*, Madrid, 1968.

– La Conferencia de La Haya de Derecho internacional privado y el método de las leyes modelas; *Centro de Estudios jurídicos hispano-americanos*, Madrid, 1969; *Revista de Derecho Español y Americano*, Vol. 14, 1969, p. 33.

MARMOL, – Conferenze e convenzioni de l'Aja; *Novissimo Digesto Italiano*, Vol. IX, p. 427, Torino 1963.

JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, L. – Le professeur J. Offerhaus et l'œuvre de la Conférence de La Haye de droit international privé; *De Conflictu Legum (Mélanges Kolléwijn-Offerhaus)* *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, 1962, p. 279.

MOSCONI, F. – Ruolo della lex fori nelle recenti convenzioni dell'Aja; *Diritto Internazionale: Rivista Trimestrale di Dottrina e Documentazione*, 1965, p. 261.

NADELMANN, K. H. – (The United States and – at) the Hague Conference on Private International Law (various notes and articles); *American Journal of Comparative Law*, Vol. 1: 1952, p. 268; Vol. 6: 1957, p. 432; Vol. 9: 1960, p. 364, 583.

– Méthodes d'unification du droit international privé (la législation uniforme et les conventions internationales); *Revue critique de droit international privé*, 1958, p. 37.

– Mancini's Nationality Rule and Non-Unified Legal Systems; *American Journal of Comparative Law*, Vol. 17, 1969, p. 418.

– Uniform legislation versus international conventions; *International Trade Arbitration*, 1958, p. 167.

– Uniform legislation versus international conventions revisited; *American Journal of Comparative Law*, Vol. 16, 1968, p. 28; *Yearbook 'Unification of Law'*, Vol. II, 1967–68, p. 173.

– The United States joins the Hague Conference on Private International Law; *Law and Contemporary Problems*, Vol. 30, 1965, p. 291.

– Ways to unify conflicts rules; *De Conflictu Legum (Mélanges Kolléwijn-Offerhaus)*, *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, Vol. 9, 1962, p. 349.

– Legislación uniforme frente a las convenciones internacionales, como método para la unificación del derecho internacional privado; *Revista de la Facultad de Derecho de Mexico*, Vol. 8, 1958, p. 177.

– Status of Hague Conventions on Private International Law (and table of signatures, ratifications and accessions); *American Journal of Comparative Law*, Vol. 19, 1971, p. 587.

– Multilateral Conventions in the Conflicts Field: an Historical Sketch; *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, Vol. 19, 1972, p. 107.

NADELMANN, K. H. et REESE, W. L. M. – The American Proposal at The Hague Conference on Private International Law to use the method of Uniform Laws; *American Journal of Comparative Law*, Vol. 7, 1958, p. 239.

OFFERHAUS, J. – Haagse Conferentie voor internationaal privaatrecht en de rechtsvergelijking (Sommaire en français); *Frédéricq Collection II*, p. 769.

– La Conférence de La Haye de droit international privé (expériences et perspectives); *Annuaire suisse de droit international*, Vol. XVI, 1959, p. 27.

D'OLIVEIRA, H. U. J. – Universalisme ou régionalisme de la Conférence de La Haye; *Revue critique de droit international privé*, 1966, p. 347.

VON OVERBECK, A. E. – La coopération internationale dans le domaine du droit international privé; *Annuaire d'Unité (Rome)*, 1965, p. 45.

– La *professio juris* comme moyen de rapprocher les principes du domicile et de la nationalité en droit international privé; *Frédéricq Collection*, p. 1085.

– Der Stand der Haager Abkommen über internationale Privatrecht in der Schweiz; *Schweizerische Juristen-Zeitung*, Vol. 61, 1965, p. 133.

– Essai sur la délimitation du domaine des conventions de droit international privé; *Jus et Lex, Festgabe zum 70. Geburtstag von Max Gutzwiller*, Bâle, 1959, p. 325.

– Divers aspects de l'unification du droit international privé, spécialement en matière de succession; *Recueil des Cours de l'Académie de droit international de La Haye*, Vol. 104, 1961, III, p. 529 (spéc. p. 593: forme des testaments).

– Internationale Zuständigkeit und anwendbares Recht (Verhältnis und Bedeutung ihrer Regelung, namentlich in den neueren Arbeiten der Haager Konferenz für IPR); *Annuaire suisse de droit international*, Vol. XXI, 1964, p. 25.

– L'application par le juge interne des Conventions de droit international privé; *Recueil des Cours de l'Académie de droit international de La Haye*, Vol. 132, 1971, I, p. 1.

PANCHAUD, A. – Le conflit de fors en droit international privé et l'article 59 de la Constitution fédérale; *Mélanges Marcel Bridel*, 1968, p. 363.

POCAR, F. – Notion de domicile dans les conventions internationales; *Annuaire de l'Association des Auditeurs et Anciens Auditeurs de l'Académie de Droit International de La Haye*, 1965, p. 177.

REESE, W. L. M. – cf. NADELMANN, K. H.

SAUNDERS, M. L. – The Hague Conference on Private International Law; *Australian Yearbook of International Law*, 1966, p. 115.

– The Hague Conventions on Private International Law and State Succession; *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, Vol. 18, 1971, p. 20.

SAUVEPLANNE, J. G. – Recenti sviluppi nel diritto internazionale privato delle Convenzioni dell'Aja; *Rivista Trimestrale di Diritto e Procedura civile*, 1965, p. 1129.

– Haagse Conferentie voor internationaal privaatrecht; *Weekblad voor Privaatrecht, Notaris-ambt en Registratie*, 1967, p. 433.

SCHIMA, H. – Möglichkeiten einer einheitlichen Abgrenzung der Zivilgerechtsbarkeit der Staaten; *Université aristotélique de Thessalonique*, 1967.

VON SCHWIND, F. – Die Haager Konferenz und die neuere Entwicklung des internationalen Privatrechts – Möglichkeiten und Grenzen; *Frédéricq Collection II*, p. 1113.

UNIVERSIDAD DE MADRID – Textos y materiales de derecho internacional privado (Conventions de La Haye en espagnol), p. 341.

VALLINDAS, P. – Le développement d'un droit uniforme international; *Université aristotélique de Thessalonique*, 1968.

VITTA, E. – Parallelo sviluppo della codificazione, interna ed internazionale, del diritto internazionale privato; *Diritto internazionale*, Vol. XXIII, 1969, p. 3.
– International Conventions and National Conflict Systems; *Recueil des Cours de l'Académie de droit international de La Haye*, Vol. 126, 1969, I, p. 111.

VOSKUIL, C. C. A. – L'esprit d'internationalité, T.M.C. Asser, La Conférence de La Haye, l'Institut Interuniversitaire T.M.C. Asser, La Haye: *T.M.C. ASSER Instituut* 1968.

DE WINTER, L. I. – De voor Nederland belangrijke verdragen van internationaal privaatrecht; *Tijdschrift voor privaatrecht*, 1966, p. 391 (sommaire en français, anglais et allemand).
– Il domicilio «sociale» come criterio di collegamento in diritto internazionale privato; *Diritto internazionale*, 1963, Vol. XVII, p. 233.

ZUBOWSKI, L. K. R. – The possibilities for treaties on private international law to serve as model laws; *Revue du Barreau de la province de Québec*, Vol. 26, p. 229.

B Références à la Conférence de La Haye dans des éditions récentes de manuels et ouvrages généraux sur le droit international privé

ANTON, A. E. – *Private International Law*, 1967, pp. 2, 27, 72, 255, 321, 522, 555, 557.

BATIFFOL, H. et LAGARDE, P. – *Droit international privé*, 5e édition, 1970–1971, Nos 33, 231, 715 n. 15 et 719 n. 24.

BREDIN, J. D. – cf. LOUSSOUARN, Y.

CASTEL, J. G. – *Conflict of Laws*, 2d edition 1968, pp. 122, 769.

CHESHIRE, G. C. and NORTH, P. – *Private International Law*, 8th edition, 1970, pp. 12, 379, 591.

DICEY, A. V. & MORRIS, J. H. C. – *The Conflict of Laws*, 8th edition, 1967, pp. 68, 467, 598.

DROZ, G. A. L. – *Compétence et effets des jugements dans le Marché Commun (Etude de la Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968)*, Dalloz, 1972, Nos 11, 43, 44, 662 et s., 730; pour les Conventions de La Haye v. table des Conventions multilatérales, p. 531 et s.

DUBBINK, C. – cf. KOSTERS, J.

ENCYCLOPÉDIE DALLOZ – *Droit international*, tome 1, Vo Conférence de La Haye, p. 463 (par M. H. van Hoogstraten).

EEK, H. – *The Swedish Conflict of Laws*, 1965, p. 19.

EHRENZWEIG, A. A. – *Private International Law*, 1967, pp. 28, 45, 108, 131 n. 139, 133 n. 147 and 153, 152 n. 86.

GRAULICH, P. – *Principes de droit international privé*, 1961, p. 10.

GRAVESON, R. H. – *The Conflict of Laws*, 6th edition, 1969, pp. 26, 27, 81, 85, 190, 196, 327, 334, 367, 402, 509, 514, 623, 630, 643, 649, 660, 666.

KEGEL, G. – *Internationales Privatrecht*, 3e édition, 1971, pp. 85 et s., 153, 172, 185, 228, 237, 261 et s., 277, 288 et s., 310, 317, 326, 341, 358–361, 380, 383 et s., 393, 406, 414 et s., 426–431.

KOSTERS, J., DUBBINK, C. – *Algemeen deel van het Nederlandse internationaal privaatrecht*, 1962, p. 131.

LAGARDE, P. – cf. BATIFFOL, H.

LOUSSOUARN, Y. – *Droit international privé*, 9e éd. du Précis de Lerebours-Pigeonnière, 1970, No 43.

LOUSSOUARN, Y. et BREDIN, J. D. – *Droit du commerce international*, Sirey, 1969, particulièrement pp. 319 et 663.

MARMO, L. – *L'Aja (Conferenza e convenzioni de)*; *Novissimo Digesto Italiano*, Vol. IX, p. 427, Torino, 1963.

MORRIS, J. H. C. – *The Conflict of Laws*, 1971, p. 149, 150, 155, 212–213 et 374.

– cf. DICEY, A. V.

NORTH, P. – cf. CHESHIRE, G. C.

NYGH, P. E. – *Conflict of Laws in Australia*, 2d edition, 1971, p. 68.

RIGAUX, F. – *Droit international privé*, 1968, p. 166.

Actes et documents de la Neuvième session (5–26 octobre 1960); La Haye, Bureau Permanent, 1961.

Tome I: Matières diverses, 334 p. (tirés à part: Rapport de M. M. Paschoud, 15 p.; Bibliographie, 12 p.)

Tome II: Légalisation, 193 p. (tiré à part: Rapport de M. Y. Loussouarn, 14 p.)

Tome III: Forme des testaments, 180 p. (tiré à part: Rapport de M. H. Batiffol, 16 p.)

Tome IV: Protection des mineurs, 253 p. (tiré à part: Rapport de M. W. de Steiger, 26 p.)

Actes et documents de la Dixième session (7–28 octobre 1964); La Haye, Bureau Permanent, 1965.

Tome I: Matières diverses, 350 p. (tiré à part: Bibliographie, 20 p.)

Tome II: Adoption, 439 p. (tiré à part: Rapport de M. R. Maul, 33 p.)

Tome III: Signification et notification des actes judiciaires et extrajudiciaires à l'étranger, 391 p. (tiré à part: Rapport de M. L. Welamson, 33 p.)

Tome IV: For contractuel, 231 p. (tiré à part: Rapport de M. V. Taborda Ferreira, 88 p.)

Actes et documents de la Session extraordinaire (13–26 avril 1966); La Haye, Bureau Permanent, 1969, 514 p. (tirés à part: Rapports de M. Ch. N. Fragistas et de M. G. A. L. Droz, 38 p.)

Actes et documents de la Onzième session (7–26 octobre 1968); La Haye, Bureau Permanent, 1970.

Tome I: Matières diverses, 148 p. (tiré à part: Bibliographie 22 p.)

Tome II: Divorce, 229 p. (tiré à part: Rapport de MM. P. Bellet et B. Goldman, 15 p.)

Tome III: Accidents de la circulation routière, 224 p. (tiré à part: Rapport de M. E. Essén, 28 p.)

Tome IV: Obtention des preuves, 220 p. (tiré à part: Rapport de M. Ph. Amram, 26 p.)

Actes et documents de la Douzième session (2–21 octobre 1972); La Haye, Bureau Permanent.

Tome I: Matières diverses, 150 p. (tiré à part: Bibliographie, 27 p.)

Tome II: Administration des successions

Tome III: Responsabilité du fait des produits

Tome IV: Obligations alimentaires

Recueil des Conventions de La Haye (adoptées par les Septième, Huitième, Neuvième, Dixième, Onzième et Douzième sessions; 1951, 1956, 1960, 1964, 1968 et 1972; ainsi que par la Session extraordinaire, 1966; 227 p. La Haye, Bureau Permanent, 1973.

II REPRODUCTIONS ET TRADUCTIONS DES CONVENTIONS

1 Septième session

Texte intégral de l'Acte final – Tractatenblad van het Koninkrijk der Nederlanden, 1952, No 70; *Revue internationale de droit comparé*, 1952, p. 315; *Revue critique de droit international privé*, 1951, p. 724; *Revue hellénique de droit international*, 1952, p. 344.

Texte des Conventions – L'unification du droit, Vol. III, 1947–1952; éd. Unidroit, Rome, p. 675.

Texte des Conventions – Annuaire suisse de droit international, Vol. VIII, 1951, pp. 131, 163.

Textes des Conventions vente, sociétés et renvoi – Travaux du Comité français de droit international privé, 19e et 20e

C Actes et documents des Sessions de la Conférence

I PUBLICATIONS DE LA CONFÉRENCE ¹

Actes de la Septième session (9–31 octobre 1951); 403 p. et tirage à part de 44 p. La Haye, Imprimerie Nationale, 1952.

Documents relatifs à la Septième session (9–31 octobre 1951); 544 p. La Haye, Imprimerie Nationale, 1952.

Actes de la Huitième session (3–24 octobre 1956); 360 p. La Haye, Bureau Permanent, 1957.

Documents relatifs à la Huitième session (3–24 octobre 1956); 244 p. et tirage à part de 40 p. des Actes, La Haye, Bureau Permanent, 1957.

¹ Les Actes et documents doivent être commandés à l'Imprimerie Nationale des Pays-Bas, 1, Christoffel Plantijnstraat, La Haye, ou auprès des librairies. Les autres publications de la Conférence peuvent être obtenues auprès du Bureau Permanent de la Conférence, 2c, Javastraat, La Haye, dans la mesure où les stocks le permettent. Le Recueil des Conventions est distribué par la Librairie Martinus Nijhoff, La Haye.

années, 1958–1959; Paris, 1960, p. 175, 184, 193; *Weekblad voor Privaatrecht, Notaris-ambt en Registratie*, 1952, No 4247; *Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht*, 1952, p. 269.

Texte de la Convention sur la procédure civile – Feuille Fédérale (Suisse), 1956, II, p. 289; *Recueil officiel des lois* (Suisse), 1957, p. 467.

Texte de la Convention vente – Diritto internazionale, 1960, II, p. 66 (avec indications sur la ratification italienne); *Journal du droit international*, 1964, p. 963; *Journal officiel* (France), 13 août 1964; *Revue critique de droit international privé*, 1964, p. 786.

Traduction anglaise des Conventions – The American Journal of Comparative Law, Vol. 1, 1952, p. 275.

Texte de la Convention sur la procédure civile, avec traduction anglaise – Journal du droit international (Clunet), 1960, p. 590; *U.N. Treaty Series*, Vol. 286, p. 265.

Statut de la Conférence avec traduction anglaise – Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht, 1956, p. 99; *University of Pennsylvania Law Review*, 1954, p. 363; *Nations Unies Recueil des Traités*, 1955, p. 123, No 2997.

Traduction anglaise de la Convention vente (articles 1–7) – Yale Law Journal, Vol. 74, 1965, p. 463; *United Nations Treaty Series*, 1964, p. 149, No 7411.

Traduction anglaise de la Convention procédure civile – United Nations Treaty Series, 1958, p. 267, No 4173.

Traduction norvégienne de la Convention vente – Utenriksdepartementet St. prp. No 54 (1963–64), *Justis og Politie departementet ot. prp. No 15* (1963–64).

2 Huitième session

Texte intégral de l'Acte final – Tractatenblad van het Koninkrijk der Nederlanden, 1956, No 144, p. 6; *Revue critique de droit international privé*, 1956, p. 746; *Revue hellénique de droit international*, 1956, p. 353; *Rivista di diritto internazionale*, 1956, p. 425.

Avant-projet en matière de transfert de la propriété, et partie A de l'Acte final – Annuaire suisse de droit international, Vol. XIII, 1956, p. 217.

Partie A de l'Acte final – L'unification du droit, Annuaire, 1956, tome I, éd. Unidroit, Rome, projets transfert, compétence et loi applicable aux obligations alimentaires, p. 270, projet reconnaissance et exécution en matière d'obligations alimentaires, p. 156.

Extraits de la partie A de l'Acte final – Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht, 1959, p. 145.

Traduction anglaise de la partie A de l'Acte final – American Journal of Comparative Law, Vol. 5, 1956, p. 650.

Texte des Conventions – Travaux du Comité français de droit international privé, 19e et 20e années, 1958–1959, Paris, 1960, pp. 117, 187.

Conventions sur les obligations alimentaires – Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht, 1957, p. 227.

Convention sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants – Tractatenblad van het Koninkrijk der Nederlanden, 1956, No 144, p. 1.

Convention sur le transfert de la propriété – Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht, 1957, p. 333.

Texte des Conventions obligations alimentaires – Diritto internazionale, 1960, II, p. 109; 1962, II, p. 137 (avec indications sur les ratifications italiennes et bibliographie); *Journal du droit international*, 1963, p. 1264 (loi applicable); *Journal officiel* (France), 9 juillet 1963 (loi applicable).

Texte de la Convention transfert de propriété – Diritto internazionale, 1960, II, p. 113.

Textes et traductions allemandes des Conventions sur les obligations alimentaires et lois d'approbation – Bundesgesetzblatt, Teil II, 1961, No 36, pp. 1005, 1012.

Traduction allemande annotée des dispositions matérielles des Conventions sur les obligations alimentaires – Juristische Blätter, 1957, p. 341; *Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich*, 1961, p. 1423; *Feuille Fédérale* (Suisse) 1964, I, p. 513 (aussi en italien).

Texte et traduction anglaise de la Convention sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants – Conseil de l'Europe, Assemblée consultative, Dixième session ordinaire; Documents de séance, tome I, Doc. 799, p. 6.

Traduction anglaise des Conventions obligations alimentaires – United Nations Treaty Series, 1964, p. 163, No 7412, 1965, p. 29, No 7822.

Traduction néerlandaise de la Convention sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants – Tractatenblad van het Koninkrijk der Nederlanden, 1959, No 20, p. 1.

3 Neuvième session

a Avant-projets

Légalisation – International and Comparative Law Quarterly, 1959, p. 559 (traduction anglaise précédée d'une note); *Revue critique de droit international privé*, 1959, p. 59, (précédé d'une note).

Forme des testaments – Annuaire suisse de droit international, Vol. XV, 1958, p. 315; *International and Comparative Law Quarterly*, 1959, p. 559 (traduction anglaise précédée d'une note); *Revue critique de droit international privé*, 1959, p. 592, (précédé d'une note); *Rivista di diritto internazionale*, 1959, p. 722.

Protection des mineurs – Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht, 1960, p. 312 (traduction anglaise); *Revue critique de droit international privé*, 1960, p. 122 (précédé d'une note); *Rivista di diritto internazionale*, 1960, p. 585.

b Conventions

Texte de l'Acte final ou extraits – Annuario di diritto comparato e di studi legislativi, 1960, p. 261 (précédé d'une note du Bureau Permanent); *Annuaire suisse de droit international*, Vol. XVIII, 1960, p. 259; *Diritto internazionale*, 1960, II, p. 494; *International and Comparative Law Quarterly*, 1961, p. 36; *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, 1961, p. 98; *Rabels Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht*, 1962, p. 542; *Revue critique de droit international privé*, 1960, p. 676 (précédé d'une note du Bureau Permanent); *Revue de droit international et de droit comparé*, 1960, p. 279 (protection des mineurs sans clauses finales, légalisation); *Revue hellénique de droit international*, 1961, p. 296; *Revue des Huissiers de Justice*, 1960,

p. 424; *Rivista di diritto internazionale*, 1961, p. 176 (avec note du Bureau Permanent); *L'Unification du droit, Annuaire*, 1960, *Aperçu général des travaux pour l'unification du droit privé* (projets et conventions), Institut international pour l'unification du droit privé, Rome, 1961, p. 440; *Zeitschrift für Rechtsvergleichung*, 1961, p. 153 (protection des mineurs).

Traductions allemandes des Conventions sur la légalisation et la forme des testaments – Voir infra p. 140, et 141.

*Traductions anglaises inofficielles*¹ – *American Journal of Comparative Law*, Vol. 9, 1960, p. 701 (Conventions); *International and Comparative Law Quarterly*, 1961, p. 37 (Acte final).

Traduction serbo-croate inofficielle – *Jugoslovenska vrevija za medunarodno pravo*, 1960, p. 581.

4 Dixième session

Texte de l'Acte final ou extraits – *American Journal of Comparative Law*, Vol. 13, 1964, pp. 615–629 (en anglais); *Annuario di diritto comparato e di studi legislativi*, Vol. 39, 1965, p. 57 (en français et anglais); *International and Comparative Law Quarterly*, 1965, p. 558 (en anglais); *International Legal Materials*, Vol. 4, 1965, p. 338 (en anglais); *Rabels Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht*, 1966, p. 730 (en français); *Revista Española de Derecho Internacional*, Vol. XVIII, p. 323 (en français); *Revue critique de droit international privé*, 1964, p. 813 (en français); *Annuaire suisse de droit international*, Vol. XXII, 1965, p. 255, avec liste des Conventions et références – quatre dernières Sessions, p. 278; *International Law and the Practitioner*, by Sir Francis Vallat, K.C.M.G., Q.C., Appendix XX, p. 152 (extrait des articles concernant la reconnaissance et l'exécution des jugements) (en anglais); *American Journal of International Law*, Vol. 15, 1966, p. 464, texte Convention Notification (en anglais); *Revista del Instituto de Derecho Comparado*, Vol. 24–25, 1965, p. 147, texte de la Convention Adoption jusqu'à l'article 18 (traduction en espagnol).

5 Session extraordinaire et Protocole

a *Texte de l'Acte final de la Session extraordinaire* – *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, 1966, p. 324 (en français); *Revue critique de droit international privé*, 1966, p. 328 (en français); *Revue des Huissiers de Justice*, 1967, p. 175 (en français).

b *Texte de l'Acte final de la Session extraordinaire et du Protocole additionnel* – *Rivista di diritto internazionale*, 1966, Vol. XLIX, pp. 565 et 574 (en français); *American Journal of Comparative Law*, Vol. 15, 1966–1967, pp. 362, 369 (en anglais); *International Legal Materials*, Vol. 5, p. 636; Vol. 6, p. 1083 (en anglais); *Diritto internazionale: Rivista trimestrale di dottrina e documentazione*, Vol. 20, 1966, p. 433 (en français); *Università degli studi di camerone – Istituto giuridico – Sezione VIII*, No 4, p. 130 (en français); *Revue critique de droit international privé*, 1967, p. 203 (seulement le texte du protocole) (en français).

6 Onzième session

Texte de l'Acte final – *American Journal of Comparative Law*, Vol. 16, 1968, p. 580 (en anglais); *Annuaire suisse de droit international*, Vol. XXV, 1968, p. 335 (en français); *Command Paper No 3991*, (Her Majesty's Stationary Office, London) (en anglais); *Journal du droit international (Clunet)*, 1969, p. 873; *Diritto internazionale*, Vol. XXIII, 1969, p. 104 (en français); *International and Comparative Law Quarterly*, 1969, p. 657 (en anglais); *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, 1969, p. 38 (en français et anglais); *Rabels Zeitschrift*, 1969, p. 204 (en anglais et français); *Revista Española de Derecho Internacional*, 1968, p. 876 (texte de la Convention Divorce) (en espagnol); *Revue critique de droit international privé*, 1968, p. 790 (en français); *Rivista di diritto internazionale*, Vol. LII, 1969, p. 145 (en français).

7 Douzième session

Texte de l'Acte final – *Annuaire suisse de droit international*, 1972, p. 431 (en français); *The Canadian Yearbook of International Law*, Vol. IX, 1971, p. 207 (en anglais); *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, 1972, p. 358 et 1973, p. 84 (en français et anglais); *Nordisk Tidsskrift for International Ret*, Vol 42, 1972, p. 228 (en anglais); *Revue critique de droit international privé* 1972, p. 805 et 1973, p. 397 (en français); *Rivista di diritto internazionale e privato e processuale* 1972, p. 890 et 1973, p. 941 (en français); *Proceedings of the Fifty-Fifth Annual Meeting of the Conference of Commissioners on Uniformity of Legislation in Canada*, 1973, p. 126 (en anglais).

¹ Les traductions des Conventions *Légalisation* et *Forme des testaments* diffèrent quelque peu des textes anglais officiels ouverts à la signature le 5 octobre 1961.

D Bibliographie relative aux Sessions de la Conférence

1 Septième session

BORUM, O. A. et USSING, H. – International Privatrets Konferanse i Haag; *Nordisk Tidsskrift for international Ret og Jus Gentium, Acta scandinavia juris gentium*, 1952, p. 110.

CHESHIRE, G. C. et WORTLEY, B. A. – The 1951 Hague Conference on Private International Law (suivi d'une discussion portant surtout sur la Convention renvoi); *The Grotius Society, Transactions for the year 1952, Problems of Public and Private International Law*, Vol. 38 (Proceedings of the International Law Conference, 1952), p. 25.

DAIG, H. W. – Die 7. Tagung der Haager Konferenz für internationales Privatrecht; *Juristenzeitung*, 1952, p. 156.

DÖLLE, H. – Die 7. Haager Konferenz; *Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht*, 1952, p. 161.

EHRING, H. – Die 7. Tagung der Haager Konferenz für internationales Privatrecht; *Bundesanzeiger* No 64, 1952, p. 8.

GIANNINI, A. – I Progetti di Convenzione della 7° Conferenza di diritto internazionale privato (l'Aja 1951); *Rivista di diritto commerciale*, 1953, I, p. III.

GRAVESON, R. H. – Note: Hague Conference on Private International Law; *International and Comparative Law Quarterly*, 1953, p. 605.

VAN DER GUCHT, J. – cf. LILAR, A.

GUTZWILLER, M. – Das Internationalprivatrecht der Haager Konferenzen: Vergangenheit und Zukunft; *Annuaire suisse de droit international*, Vol. II, 1945, p. 48.

VON HAEFTEN, G. – Siebente Haager Konferenz für internationales Privatrecht; *Neue juristische Wochenschrift*, 1952, p. 134.

VAN HECKE, G. – Mededeling: De 7e Conferentie inzake Internationaal Privaatrecht en de Conferentie over de Verkoop; *Rechtskundig Weekblad*, 1951–1952, p. 475.

VAN HOOGSTRAATEN, M. H. – Voir *infra*.

HOYER, V. – Bemerkungen über die Haager Konferenz für internationales Privatrecht; *Zeitschrift für Rechtsvergleichung*, 1961, p. 65.

JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, L. – La Septième session de la Conférence de La Haye de droit international privé; *Revue critique de droit international privé*, 1952, p. 5.

KUHN – Editorial comment: The Council of Europe and the Hague Conferences on Private International Law; *American Journal of International Law*, Vol. 1, 1952, p. 515.

LILAR, A. et VAN DER GUCHT, J. – Conférence de droit international privé (I Septième session; II «Session spéciale», projet de convention relatif à une loi uniforme sur la vente); *Revue de droit international et de droit comparé*, 1952, p. 107.

LOUSSOUARN, Y. – La Conférence de La Haye de droit international privé et le droit international du commerce; *Revue trimestrielle de droit commercial*, 1952, p. 21.

NADELMANN, K. H. – The United States and the Hague Conferences on Private International Law; *American Journal of Comparative Law*, Vol. 1, 1952, p. 268.

– Ignored State Interests: The Federal Government and International Efforts to Unify Rules of Private Law; *University of Pennsylvania Law Review*, Vol. 102, 1954, p. 323 (spéc. p. 348).

OFFERHAUS, J. – De drie ontwerp-conventies over Internationaal Privaatrecht van de Haagse Conferentie; *Weekblad voor Privaatrecht, Notaris-ambt en Registratie*, 1952, Nos 4247, 4248, 4249, 4250, et 4251.

– La Septième session de la Conférence de La Haye de droit international privé (avec traductions en anglais et en allemand); *Journal du droit international (Clunet)*, 1952, p. 107.

– La Conférence de La Haye de droit international privé, expériences et perspectives; *Annuaire suisse de droit international*, Vol. XVI, 1959, p. 27.

PASCHOUD, M. – La Septième session de la Conférence de La Haye de droit international privé; *Journal des Tribunaux*, Lausanne, 1952, I, p. 322.

SAUSER-HALL, G. – La Septième session de la Conférence de La Haye de droit international privé; *Annuaire suisse de droit international*, Vol. VIII, 1951, p. 93.

SCHWIND, F. – Die 7. Sitzung der Haager Konferenz für internationales Privatrecht; *Österreichische Juristen-Zeitung*, 1952, p. 322.

– Die Ergebnisse der siebenten Haager Privatrechtskonferenz (Vortrag vor der Wiener Juristischen Gesellschaft am 30. Januar 1952); *Juristische Blätter*, 1952, p. 109.

USSING, H. – cf. BORUM, O. A.

DE WINTER, L. I. – De zevende Haagse Conferentie van Internationaal Privaatrecht; *Nederlands Juristenblad*, 1951, p. 525.

– De zevende Zitting van de Haagse Conferentie van Internationaal Privaatrecht; *Nederlands Juristenblad*, 1951, p. 877.

WORTLEY, B. A. – Aspects of the 1951 Hague Conference on Private International Law; *Festschrift Hans Lewald*, Bâle, 1953, p. 407.

WORTLEY, B. A. – cf. CHESHIRE, G. C.

WOLFF, E. – Die Vorschläge des 7. Haager Privatrechtskonferenz zur Abänderung des Haager Zivilprozessabkommens; *Zeitschrift für Zivilprozess*, 1952, p. 407.

2 Huitième session

AMRAM, PH. W. – A Unique Organisation: The Conference on Private International Law; *American Bar Association Journal*, 1957, p. 809.

- BARRETT, J. C. – Report on the 1956 Barcelona and Hague Conferences on Unification of Law; *Handbook of the National Conference of Commissioners on Uniform State Laws and Proceedings of the Annual Conference Meeting in its sixty-sixth Year*, New York, 1957, p. 299.
- ÉTATS-UNIS – Reports on Hague Conference on Private International Law; *State Department Bulletin*, Vol. 37, 1957, p. 585.
- FLORE, G. et MARMO, L. – L'ottava sessione della Conferenza dell'Aja di diritto internazionale privato; *Rivista di diritto internazionale*, 1957, p. 554.
- GUTZWILLER, M. – Die achte Haager Konferenz für internationale Privatrecht, erster Teil; *Annuaire suisse de droit international*, Vol. XIII, 1956, p. 9 (Transfert, testaments, droit de famille, représentation, divers; autres matières voir l'article de M. Panchaud dans le même volume).
- VAN HOOGSTRAATEN, M. H. – Quelques notes sur les travaux de la Conférence de La Haye de droit international privé; *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*: I: 1953/54, p. 78; II: 1955, p. 76; III: 1956, p. 65; IV: 1956, p. 307; V: 1958, p. 57; VI: 1959, p. 60; VII: 1960, p. 255.
– Internationaal Privaatrecht – Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht; *Jaarboek van het Ministerie van Buitenlandse Zaken*: I: 1949/50, p. 99; II: 1950/51, p. 208; III: 1951/52, p. 182; IV: 1952/53, p. 148; V: 1953/54, p. 151; VI: 1954/55, p. 159; VII: 1955/56, p. 178; VIII: 1956/57, p. 172; IX: 1957/58, p. 196 (articles en partie non signés).
- HOYER, V. – Bemerkungen über die Haager Konferenz für internationale Privatrecht; *Zeitschrift für Rechtsvergleichung*, 1961, p. 65.
- JEZDIĆ, M. – La Huitième session de la Conférence de La Haye de droit international privé; *Annales de la Faculté de Droit de Beograd*, 1956, p. 507.
- ULLIOT DE LA MORANDIÈRE, L. – La Huitième session de la Conférence de droit international privé de La Haye; *Revue critique de droit international privé*, 1957, p. 1.
- KOLLEWIJN, R. D. – De Achtste zitting van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht; *Nederlands Juristenblad*, 1956, p. 729.
- KOPERBERG, BERTINE H. – De Achtste zitting der Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht; *Ars Aequi*, 1956/57, p. 80.
- LEMAIRE, W. L. G. – De Achtste zitting van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht; *Nederlands Juristenblad*, 1958, pp. 593 et 625.
- MAKAROV, A. N. – Die Haager internationalprivatrechtlichen Abkommen und die Vorbehaltsklausel; *Jus et Lex, Festgabe zum 70. Geburtstag von Max Gutzwiller*, Bâle, 1959, p. 303.
- MARMO, L. – cf. FLORE, G.
- NADELMANN, K. H. – Eighth Session of the Hague Conference on Private International Law; *American Journal of Comparative Law*, Vol. 5, 1956, p. 709
– Les Etats-Unis d'Amérique en face des problèmes d'unification internationale du droit privé; *Revue internationale de droit comparé*, 1957, p. 735.
– The United States at the Hague Conference on Private International Law; *American Journal of International Law*, Vol. 6, 1957, p. 618.
- NADELMANN, K. H. and REESE, W. L. M. – The Eighth Session of the Hague Conference on Private International Law; *The Record of the Association of the Bar of the City of New York*, 1957, p. 51; *Proceedings and Committee Reports of the American Branch of the International Law Association*, 1957/58, p. 95.
- OFFERHAUS, J., VAN DER MEULEN, J. E., EIJSEN, P., KISCH, I., DE WINTER, L. I., BLACKSTONE, W. – Rapport van April 1957 van de Nederlandse Delegatie der Achtste Zitting van de Haagse Conferentie voor het Internationaal Privaatrecht; *Jaarboek van het Ministerie van Buitenlandse Zaken*, 1956/1957, p. 319.
- OFFERHAUS, J. – La Conférence de La Haye de droit international privé; expériences et perspectives; *Annuaire suisse de droit international*, Vol. XVI, 1959, p. 27.
- PANCHAUD, A. – La Huitième session de la Conférence ed La Haye de droit international privé, deuxième partie; *Annuaire suisse de droit international*, Vol. XIII, 1956, p. 41 (compétence, obligations alimentaires, exécution des jugements, légalisation; autres matières voir l'article de M. Gutzwiller dans le même volume).
- PASCHOUD, M. – La Huitième session de la Conférence de La Haye de droit international privé; *Journal des Tribunaux*, Lausanne, 1957, II, p. 34.
- PETERSEN, G. – Die 8. Haager Konferenz; *Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht*, 1959, p. 1.
- REESE, W. L. M. – Some observations on the Eighth Session of the Hague Conference on Private International Law; *American Journal of Comparative Law*, Vol. 5, 1956, p. 611.
– cf. NADELMANN, K. H.
- RIGAUX, F. – La Huitième session de la Conférence de La Haye de droit international privé; *Journal des Tribunaux*, Bruxelles, 1959, No 4181, p. 101.
- VALLINDAS, P. G. – La Conférence de La Haye de droit international privé et la Grèce (en grec); *Journal de jurisprudence hellénique et étrangère*, 1955/56, p. 169.
- VALLINDAS, P. G., KOUMANTOS, G. A., LAMBADARIOS, C. E. et BENDERMACHER-GEROUSIS, E. – Etude sur les travaux préparatoires de la Huitième session de la Conférence de La Haye de droit international privé (en grec); *Publications de l'Institut hellénique de droit international et étranger*, No 6, Athènes, 1956.
- VISCHER, F. – Conférence de La Haye de droit international privé, Actes de la Huitième session, Documents relatifs à la Huitième session (compte rendu détaillé); *Revue de droit suisse*, 1958, p. 335.
- WORTLEY, B. A. – Great Britain and the movement for the unification of private law since 1948 (1 The Hague Conference on Private International Law); *Tulane Law Review*, 1958, p. 541; avec traduction française – *L'unification du droit*, Annuaire 1957, éd. Unidroit, Rome, p. 160.

3 Neuvième session

- AMERICAN BAR ASSOCIATION – Report of the American Bar Association, Special Committee on International Unification of Private Law; Soia Mentschikoff, Nicholas de B. Katzenbach, Project Reporters; American Bar Foundation, 88 p., Chicago, 1961 (spéc. p. 33; compte rendu K. H. NADELMANN, *American Journal of Comparative Law*, Vol. 11, 1962, p. 112).

- AMRAM, PH. W. – The Hague Conference on Private International Law; *American Bar Association, Section of International and Comparative Law Bulletin*, July 1961, p. 50.
- BAHR, H. – Resultatene av Haag-Konferansens Niende Samling; *Nordisk Tidsskrift for International Ret*, 1962, p. 147.
- BANGERT, J. – Haag-Konferansens Niende Samling; *Nordisk Tidsskrift for International Ret*, 1960, p. 180.
- BARRETT, J. C. and DEZENDORF, J. C. – Report on Ninth Session of the Hague Conference on Private International Law, held October 5–26, 1960; *Handbook of the National Conference of Commissioners on Uniform State Laws*, 1961, p. 71.
- BATIFFOL, H. – La Neuvième session de la Conférence de La Haye de droit international privé; *Revue critique de droit international privé*, 1961, p. 461.
- DE NOVA, R. – La IXa Conferenza dell'Aja; *Diritto internazionale*, 1960, p. 305.
- DEZENDORF, J. C. – The Ninth Session of the Hague Conference on Private International Law; *American Bar Association Journal*, 1961, p. 909.
– cf. BARRETT, J. C.
- D.N.R. – La IXa Conferenza dell'Aja; *Diritto internazionale*, 1960, p. 305.
- FERID, M. – Die 9. Haager Konferenz; *Rabels Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht*, 1962, p. 411.
- FLATAU-KOWALSKA, A. – O wynikach IX Konferencji haskiej (Sur les résultats de la IXe Conférence de La Haye); *Nowe Prawo*, Vol. 17, 1961, No 9, p. 1176.
- GANSHOF, CH. et LANDRIEN, F. – Conférence de droit international privé, 9e session, La Haye, 5–29 octobre 1960; *Revue de droit international et de droit comparé*, 1960, p. 279.
- GRAVESON, R. H. – The Ninth Hague Conference of Private International Law; *International and Comparative Law Quarterly*, 1961, p. 18.
- VAN HOOGSTRATEN, M. H. – Quelques notes sur les travaux de la Conférence de La Haye de droit international privé; *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, VI: 1959, p. 60; VII: 1960, p. 255; VIII: 1962, p. 62.
- HOYER, V. – Bemerkungen über die Haager Konferenz für internationale Privatrecht; *Zeitschrift für Rechtsvergleichung*, 1961, p. 65.
– Actes et Documents de la Neuvième session de la Conférence de La Haye de droit international privé (compte rendu détaillé); *Österreichische Juristen-Zeitung*, 1963, No 11.
- JEZDIĆ, M. – Neuvième session de la Conférence de La Haye de droit international privé (Deveto zasjedanje Haske Konferencije za medunarodno privatno pravo); *Jugoslavenska revija za medunarodno pravo*, 1960, p. 522.
- KALĚNSKÝ, P. – Les activités actuelles de la Conférence de La Haye de droit international privé et son programme futur (en tchèque); *Casopis pro mezinávo* (Journal tchécoslovaque du droit international), 1962, p. 20.
- LANDRIEN, F. – cf. GANSHOF, CH.
- LOUSSOUARN, Y. – La Neuvième session de la Conférence de La Haye de droit international privé – The IXth Session of the Hague Conference on Private International Law; *Journal du droit international*, 1961, p. 654.
- MAKTOS, J. – The Hague Conference on Private International Law, Ninth Session, The Hague, October 5–26, 1960; *Department of State Bulletin*, 1961, p. 948.
- NADELMANN, K. H. – The Hague Conference on Private International Law – Ninth Session; *American Journal of Comparative Law*, Vol. 9, 1960, p. 583.
– International Law – Hague Conference; *Canadian Bar Journal*, 1960, p. 172.
– Participation in the Hague Conference on Private International Law; *American Bar Association Journal*, 1962, p. 11.
- VAN NES, T. J. – Novena sesión de la Conferencia de La Haya de Derecho internacional privado y la Unión Internacional de Notariado Latino; *Revista Internacional del Notariado*, Vol. 13, 1961, p. 125.
- OFFERHAUS, J., VAN DER MEULEN, J. E., NYPELS, L. A., DE WINTER, L. I., KISCH, I., EIJSSSEN, P., – Verslag van de Nederlandse delegatie naar de Negende Zitting van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht van 5 tot 26 oktober 1960 te 's-Gravenhage; *Jaarboek van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, 1960/1961*, La Haye, 1961, p. 244.
- VON OVERBECK, A. E. – La Neuvième session de la Conférence de La Haye de droit international privé; *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, 1961, p. 31.
- PANCHAUD, A., VON STEIGER, W. et RUPP, R. – La Neuvième session de la Conférence de La Haye de droit international privé; *Annuaire suisse de droit international*, Vol. XVII, 1960, p. 9.
– La Conférence de La Haye adopte trois projets de conventions multilatérales; *Gazette de Lausanne*, 10/11 décembre 1960.
- REESE, W. L. M. – The Ninth Session of the Hague Conference on Private International Law; *American Journal of International Law*, Vol. 10, 1961, p. 447.
- RIGAUX, F. – La Neuvième session de la Conférence de La Haye de droit international privé; *Journal des tribunaux* (belge), 1961, p. 67.
- VON STEIGER, W. – Die IX. Haager Konferenz für internationale Privatrecht; *Schweizerische Juristen-Zeitung*, 1961, p. 149.
- VISCHER, F. – Conférence de La Haye de droit international privé, Actes et Documents de la Neuvième session, 5 au 26 octobre 1960 (compte rendu détaillé); *Revue de droit suisse*, 1962, p. 306.
- (SANS INDICATION D'AUTEUR) – Konferenz für internationale Privatrecht in Den Haag; *Aussenwirtschaftsdienst des Betriebs-Beraters*, 1960, p. 335.
– La Conférence de droit international privé a mis au point trois projets de convention; *Le Monde diplomatique*, 20 décembre 1960.
– De negende samenkomst van de Haagse Conferentie voor internationaal privaatrecht; *Nederlands Juristenblad*, 1960, p. 925.
– Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht; *Jaarboek van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, 1960/*

1961, La Haye, 1961, p. 144; 1961/1962, La Haye, 1962, p. 140.

– Note sur la Neuvième session de la Conférence de La Haye; *Annuario di diritto e di studi legislativi*, Vol. 34, p. 261.

4 Dixième session

AMRAM, PH. W. – Report on the Tenth Session of the Hague Conference on Private International Law; *American Journal of International Law*, Vol. 59, 1965, p. 87.

ARNOLD, H. – Die Ergebnisse der Zehnten Tagung der Haager Konferenz für internationales Privatrecht auf dem Gebiete des internationalen Zivilprozessrechts; *Aussenwirtschaftsdienst des Betriebs-Beraters*, 1965, p. 205.

– Über die Haager Konferenz für internationales Privatrecht aus Anlass ihrer zehnten Tagung; *Juristenzeitung*, Vol. 70, 1965, p. 708.

BARRETT, J. C. and DEZENDORF, J. C. – Report of the Tenth Session of the Hague Conference on Private International Law; *Handbook of the National Conference of Commissioners on Uniform State Laws*, 1965.

DEZENDORF, J. C. – cf. BARRETT, J. C.

DIAR DO GOVERNO – 1 Série, No 116, p. 749, texte Convention Notification (en français et portugais)

ESSÉN, E. – Tionde Haag Konferens; *Svensk Jurist-tidning*, Vol. 50, 1965, p. 73

FICKER, H. G. – Die 10. Haager Konferenz; Max Planck Institut; *Rechts Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht*, 1966, p. 606.

GRAVESON, R. H. – The Tenth Session of the Hague Conference on Private International Law; *International and Comparative Law Quarterly*, 1965, p. 528.

HAY, P. – The United States and the international unification of law: the Xth Session of the Hague Conference on Private International Law; *University of Illinois Law Journal*, 1965, p. 350.

JENARD, P. – La Dixième session de la Conférence de La Haye de droit international privé; *Journal des Tribunaux*, 1965, p. 65.

JOKELA, H. – Zehnte Session der Haager Konferenz für internationales Privatrecht; *Lakimies*, Vol. 63, 1965, p. 81 (en finlandais).

KEARNEY, R. D. – Progress Report on International Unification of Private Law; *Record of the New York City Bar Association*, Vol. 23, 1968, p. 220.

LAGARDE, P. – La Dixième session de la Conférence de La Haye de droit international privé; *Revue critique de droit international privé*, 1965, p. 249.

LIPSTEIN, K. – The Tenth Session of the Hague Conference on Private International Law; *Cambridge Law Journal*, 1965, p. 224.

LOUSSOUARN, Y. – La Dixième session de la Conférence de La Haye de droit international privé; *Journal du droit international*, 1965, p. 5.

– La Dixième session de la Conférence de La Haye de droit international privé; *Revue internationale de droit comparé*, 1965, p. 467.

MARÍN LÓPEZ, A. – Decima Sesión de la Conferencia de La Haya de derecho internacional privado; *Revista española de derecho internacional*, 1966, p. 21.

NADELMANN, K. H. – The United States joins the Hague Conference on Private International Law; *Law and Contemporary Problems*, Vol. 30, 1965, p. 291.

– La decima sesión y la sesión extraordinaria de la Conferencia de La Haya de derecho internacional privado; *Revista Jurídica Argentina La Ley*, Vol. 126, 1967, p. 897, and daily ed. 27-4-1967, p. 1.

NADELMANN, K. H. and REESE, W. – The Tenth Session of the Hague Conference on Private International Law; *American Journal of Comparative Law*, Vol. 13, 1964, p. 612.

PANCHAUD, A., VON STEIGER, W., RUPP, R. – La Dixième session de la Conférence de La Haye de droit international privé (trois parties); *Annuaire suisse de droit international*, Vol. XXII, 1965, p. 13.

REESE, W. L. M. – cf. NADELMANN, K. H.

SAULLE, M. R. – La Xa Sessione della Conferenza dell'Aja di diritto internazionale privato; *Annuario di Diritto Comparato e di Studi Legislativi*, Vol. XL, 1966, p. 75.

(SANS INDICATION D'AUTEUR) – Conférence de La Haye de droit international privé – Note sur la Dixième session; *Annuario di Diritto Comparato e di Studi Legislativi* Vol. XXXIX, p. 57.

– Haager Konferenz für internationales Privatrecht – Ergebnisse der 10. Sitzung; *Aussenwirtschaftsdienst des Betriebs-Beraters*, 1956, p. 36.

– Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht – Opmerkingen en Mededelingen; *Nederlands Juristenblad*, 1965, p. 98.

– United States Delegation – Report to the Tenth Session of the Hague Conference; *Bulletin of the Department of State*, 1965, p. 265.

SOULARD, J. – La Dixième session de la Conférence de La Haye de droit international privé (7–28 Octobre 1964); *La Revue des Huissiers de Justice*, 1964, p. 1081.

5 Session extraordinaire et Protocole

(Exécution des jugements)

ALEXANDRE, D. – Les pouvoirs du juge de l'exequatur; *thèse Strasbourg*, 1969.

BEITZKE, G. – Model Akt zur Vollstreckung ausländischer Urteile; *Festschrift Nipperdey*, p. 855.

BRULLIARD, G. – Les solutions du droit international privé français commun et conventionnel en matière de reconnaissance et d'exécution des jugements étrangers; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1969, p. 285.

CAPOTORTI, F. – Osservazioni su alcuni aspetti delle convenzioni dell'Aja e di Bruxelles relative al riconoscimento delle sentenze straniere; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1969, p. 321.

CARBONE, S. M. – Il regime della litispendenza nelle convenzioni dell'Aja e di Bruxelles; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1969, p. 7.

DROZ, G. A. L. – Le récent projet de Convention de La Haye sur la reconnaissance et l'exécution des jugements

étrangers en matière civile et commerciale; *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, 1966, p. 225.

– Compétence judiciaire et effets des jugements dans le Marché Commun (Etude de la Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968), *Dalloz*, 1972, spéc. p. 429-453.

FRAGISTAS, CH. N. – La compétence internationale exclusive en droit privé; *Studi in onore di Antonio Segni*, Vol. II, 1967, p. 199.

– Deux conventions multilatérales récentes sur la reconnaissance des jugements étrangers; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1968, p. 745.

– Les compétences exorbitantes dans les travaux de la Conférence de La Haye; *Mélanges IONASCO Revue roumaine des sciences sociales*, 1968, p. 175.

GAJA, G. – Diritto internazionale privato e riconoscimento delle sentenze secondo due recenti convenzioni; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1969, p. 25.

HAY, P. – The Common Market Preliminary Draft Convention on the Recognition and Enforcement of Judgments – Some considerations of Policy and Interpretation; *American Journal of Comparative Law*, Vol. 16, 1968, p. 149.

HEIDERSCHIED, R. – cf. MAUL, R.

KLEIN, F. E. – Quelques observations sur la portée des règles de rattachement de l'Etat requis dans les Conventions de La Haye et de Bruxelles concernant la compétence judiciaire et l'exécution des jugements en matière civile et commerciale; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1969, p. 48.

LAMBERTI ZANARDI, P. – Ambito di applicazione delle convenzioni dell'Aja e di Bruxelles sul riconoscimento delle sentenze straniere e questioni pregiudiziali; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1969, p. 52.

LANFRANCHI, F. – Rilievi in margine alla disciplina della proroga convenzionale di competenza nelle convenzioni dell'Aja e di Bruxelles; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1969, p. 59.

LUZZATO, R. – Competenza giurisdizionale o diretta e competenza internazionale o indiretta nelle convenzioni dell'Aja e di Bruxelles; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1969, p. 25.

MAUL, R. et HEIDERSCHIED, R. – L'unification des dispositions sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers; tirage à part du *Bulletin François Laurent*, 1965, p. 1.

VON MEHREN, A. T. – cf. NADELMANN, K. H.

VON MEHREN, A. T. and TRAUTMAN, D. T. – Recognition of Foreign Adjudication. A survey and a suggested approach; *Harvard Law Review*, Vol. 81, 1968, p. 1601.

MENGOZZI, P. – Note sulla clausola di «competenza esclusiva» nelle convenzioni dell'Aja e di Bruxelles in materia di diritto processuale civile internazionale; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1969, p. 72.

MERCIER, P. – Le projet de convention de Marché commun sur la procédure civile internationale et les États tiers; *Cahiers de droit européen*, 1969, pp. 367 et 513.

MIGLIAZZA, A. – Riesame dei requisiti e riesame del merito in sede di deliberazione; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1969, p. 103.

NADELMANN, K. H. – The outer world and the Common Market Experts' Draft of a Convention on Recognition of Judgments; *Common Market Law Review*, 1967-68, p. 409.

– Jurisdictionally improper fora in Treaties on Recognition of Judgments: the Common Market Draft; *Columbia Law Review*, Vol. 67, 1967, p. 995.

– The Common Market Judgments Convention and a Hague Conference Recommendation; what steps next?; *Harvard Law Review*, Vol. 82, 1969, p. 1282.

NADELMANN, K. H. and VON MEHREN, A. T. – Equivalences in Treaties in the Conflicts Field; *American Journal of Comparative Law*, Vol. 15, 1966-67, p. 195.

– The Extraordinary Session of the Hague Conference on Private International Law; *American Journal of International Law*, Vol. 60, 1966, p. 803.

NEWMAN, K. M. H. – The Enforcement of Foreign Judgments; *International and Comparative Law Quarterly*, 1969, p. 652

ODDINI, M. – Considerazioni sul concetto di atto giurisdizionale riconoscibile adottato nel regime convenzionale dell'Aja e di Bruxelles; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1969, p. 124.

PANCHAUD, A. – La Session extraordinaire de la Conférence de La Haye de droit international privé; *Annuaire suisse de droit international*, Vol. XXII, 1966, p. 37.

– La technique législative des traités sur l'exécution des jugements étrangers; *Mélanges Ch. N. Fragistas*, Thessalonique, 1968.

– La reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers. Les fors exorbitants; *Annuaire suisse de droit international*, Vol. XXV, 1968, p. 108.

POCAR, F. – Alcune osservazioni in merito al procedimento per il riconoscimento e l'esecuzione delle sentenze straniere previsto nelle convenzioni dell'Aja e della CEE; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1969, p. 132.

SCHIMA, H. – La détermination du tribunal compétent en droit international privé; *Rapports généraux au VIIe Congrès international de droit comparé*, p. 177.

SEVIČ, V. R. – Projet de convention sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière patrimoniale; *Annales de la Faculté de droit d'Istanbul*, Vol. 17, p. 180.

TARZIA, G. – Competenza internazionale e competenza giurisdizionale per connessione nelle convenzioni dell'Aja e di Bruxelles; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1969, p. 156.

THIRLWAY, H. – La reconnaissance et l'exécution réciproques des jugements en matière patrimoniale dans les rapports entre la Grande-Bretagne et les pays du Marché commun – thèse, Nancy, 1969.

TRAUTMAN, D. T. – cf. VON MEHREN, A. T.

TREVES, T. – Il meccanismo della «bilateralizzazione» e gli effetti obbligatori delle convenzioni dell'Aja sul riconoscimento e l'esecuzione delle sentenze straniere; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1969, p. 174.

WELAMSON, L. – Verkställighet av utländska domar; *Statens offentliga utredningar*, 1968, Stockholm (sommaire en français), p. 139.

DE WINTER, L. I. – Excessive jurisdiction in private international law; *International and Comparative Law Quarterly*, 1968, p. 706.

6 Onzième session

AMRAM, PH. – Report on the Eleventh Session of the Hague Conference on Private International Law; *American Journal of International Law*, Vol. 63, 1969, p. 215.

BANGERT, J., DUE, O., PHILIP, A. – 11. Samling I Haager-Konferencen for International Privatret; *Nordisk Tidsskrift for International Ret*, 1971, p. 309.

BATIFFOL, H. – La Onzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé; *Revue critique de droit international privé*, 1969, p. 215.

BATTAGLINI, L. – Undécima sessão da Conferência da Haia de direito internacional privado; *Scientia Iuridica, Revista Bimestral Portuguesa e Brasileira*, Vol. 19, 1970, p. 22.

BYSTRICKÝ, R. – XI. Konference mezinárodního práva soukromého (7–26 října 1968 v. Haagn); *Casopis pro mezinárodní právo*, Vol. 13, 1969, p. 274.

DUTOIT, B. et MERCIER, P. – La Onzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1969, p. 367; *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, 1969, pp. 125, 237.

ESSEN, E. et HELLNERS, T. – Elfte Haagerkonferensen; *Svensk Juristtidning*, Vol. 54, 1969, p. 616.

GRAVESON, R. H., NEWMAN, K. M. H., ANTON, A. E., EDWARDS, D. M. – The Eleventh Session of the Hague Conference on Private International Law; *International and Comparative Law Quarterly*, 1969, p. 618.

HELLNERS, T. – cf. ESSEN, E.

VON MEHREN, A. T., REESE, W. L. M. and NADELMANN, K. H. – The Eleventh Session of the Hague Conference on Private International Law; *American Journal of Comparative Law*, Vol. 16, 1968, p. 580.

MERCIER, P. – cf. DUTOIT, B.

MOCHY ONORY, A. G. – L'Undicesima Sessione della Conferenza dell'Aja di diritto internazionale; *Rivista di diritto internazionale*, Vol. LII, 1969, p. 18.

PANCHAUD, A., VISCHER, F., MARKEES, C. – La Onzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé; *Annuaire suisse de droit international*, Vol. XXV, 1968, p. 102.

Report of the U.S. Delegation to the Eleventh Session of the Hague Conference on Private International Law; *International Legal Materials*, Vol. 8, 1969, p. 785.

SCHULTSZ, J. C. – Elfde zitting van de Haagse Conferentie voor internationaal privaatrecht: een voorbericht; *Nederlands Juristenblad*, 1969, pp. 818 et 837.

(SANS INDICATION D'AUTEUR) – Hague Conference on Private International Law; *International and Comparative Law Quarterly*, 1969, p. 488.

7 Douzième session

AMRAM, PH. W. – The Twelfth Session of the Hague Conference on Private International Law; *The American Journal of International Law*, Vol. 67, No 3, p. 522.

BATIFFOL, H. – La Douzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé; *Revue critique de droit international privé*, 1973, p. 243.

BOYD, W. L., CAVERS, D. F., REESE, W. L. M. – Report of the United States Delegation to the Twelfth Session of the Hague Conference on Private International Law; *International Legal Materials*, Vol. 12, p. 856

CAVERS, D., NADELMANN, K., REESE, W. – The Twelfth Session of the Hague Conference on Private International Law; *The American Journal of Comparative Law*, Vol. 21, 1973, p. 136.

CAVIN, P., LALIVE, P. – La Douzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé; *Annuaire suisse de droit international*, Vol. XXVIII, 1972, p. 43.

DUE, O., PHILIP, A. – 12. Samling I Haager-Konferencen for International Privatret; *Nordisk Tidsskrift for International Ret*, Vol. 42, 1972, p. 189.

LEAL, H. A. – Report of the Special Committee on International Conventions on Private International Law; *Proceedings of the Fifty-Fifth Annual Meeting of the Conference of Commissioners on Uniformity of Legislation in Canada*, 1973, p. 109.

STÖCKER, H. – Die XII. Haager Konferenz; *Neue Juristische Wochenschrift*, 1973, p. 1535.

STRIKWERDA, L. – De resultaten van de Twaalfde Zitting van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht; *Ars Aequi* 1972, p. 544.

DE WINTER, L. – De Twaalfde Zitting van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht; *Nederlands Juristenblad*, 1972, p. 935.

E Ouvrages et articles récents relatifs
aux Conventions de La Haye conclues
avant 1945

VAN DER BURGT, J. G. – Voorgenomen opzegging van het
Haagse echtscheidingsverdrag: een toelichting die aan-
vulling behoeft; *Nederlands Juristenblad*, 1968, p. 33.

JAYME, E. – Die Wiederanwendung der Haager Familien-
rechtsabkommen von 1902 und 1905; *Neue Juristische
Wochenschrift*, 1965, Heft 1/2, p. 13.
– Gleichberechtigungsgrundsatz und Haager Ehwirkungs-
abkommen – speziell zum Ehegüterrecht; *Familienrecht*,
1973, p. 281.

KAWAKAMI, T. – Die Auslegung des internationalprivat-
rechtlichen Vertrages; *Festschrift H. Kraus*, Würzburg,
1964.

DE WINTER, L. I. – Verouderde Haagse Verdragen over
internationaal privaatrecht dienen te worden opgezegd;
Nederlands Juristenblad, 1963, p. 405.

Etat actuel des ratifications et des dénonciations; *Revue
critique de droit international privé*, 1967, p. 209.

F Ouvrages et articles relatifs à
une des matières traitées aux Sessions de
la Conférence

1 Procédure civile

(Convention du premier mars 1954 relative à la procédure
civile)

BROSSET, G. – La cautio judicatum solvi selon l'article 17,
alinéa 1 de la Convention de La Haye concernant la pro-
cédure civile et la jurisprudence du Tribunal fédéral;
*Recueil de travaux publié à l'occasion de l'assemblée de la
société suisse des juristes à Genève, du 3 au 5 octobre 1969*,
Genève, Georg, 1969, p. 1.

BÜLOW, A. – Das neue Haager Abkommen über den Zivil-
prozess vom 1. März 1954; *Der deutsche Rechtspfleger*,
1959, p. 141.

– Internationale Rechtshilfe in Zivilsachen; *Strupp-Schlo-
chauer, Wörterbuch des Völkerrechts*, Zweite Auflage, Band
III, p. 59, 1962.

CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE – Message du Conseil fédéral
à l'Assemblée fédérale concernant l'approbation de la Con-
vention internationale révisée relative à la procédure civile
et du statut de la Conférence de La Haye de droit inter-
national privé, Berne, 24 septembre 1956.

DROZ, G. A. L. – La sentinelle perdue ou la disparition
subreptice de la cautio judicatum solvi; *Recueil général
des lois et de la jurisprudence*, 1973, p. 281.

GIARDINA, A. – Sulla regolarità della citazione avanti il
guidice straniero quale condizione della delibazione; *Il
Foro Italiano*, Vol. 94, 1971, p. 1268.

HOYER, V. – Das Haager Prozessübereinkommen vom
Jahre 1954; *Österreichische Juristenzeitung*, 1958, p. 371.
– Reflexions et propositions suggérées par la pratique en
vue des Conventions de La Haye relatives à la procédure
civile; *De Conflictu Legum*, (*Mélanges Kolléwijn-Offenhaus*),
Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht, 1962, p.
226.

MIELE, M. – Le Convenzioni internazionali relative al pro-
cesso civile, Milano, 1955.

NIEDERLÄNDER, H. – Haager Zivilprozessabkommen;
Strupp-Schlochauer, *Handbuch des Völkerrechts*, Zweite
Auflage, Band I, 2e éd., Berlin, 1959, p. 751.

PAYS-BAS – Lois Nos 676 et 677 du 24 décembre 1958
(ratification et exécution de la Convention); *Staatsblad*,
1958, p. 1443; cf. *Kamerstukken*, Zitting 1957–1958, 5118
(R 107), 5119.

POCAR, F. – Sulla dichiarazione di efficacia «in via diplo-
matica» di una decisione straniera in materia di spese pro-

cessuali; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1966, p. 308.

PONSARD, A. – La Convention de La Haye du premier mars 1954 relative à la procédure civile (communication et discussion); *Travaux du Comité français de droit international privé, vingt-et-unième à vingt-troisième années (1960–1962)*, p. 39.

SALAFIA – Limiti di applicazione della convenzione internazionale sulla procedura civile approvata all'Aja, il 1° marzo 1954 e resa esecutiva in Italia con legge 3 gennaio 1957, No 4; *Il Monitore dei tribunali*, 1967, p. 332.

SMIT, H. – International cooperation in litigation: Europe; Nijhoff, The Hague, 1965.

TRAMMER, H. – Nowa konwencja haska o procedurze cywilnej (Nouvelle Convention de La Haye relative à la procédure civile); *Nowe Prawo*, Vol. 19, 1963, No 9, p. 955.

2 Vente à caractère international d'objets mobiliers corporels

(Conventions du 15 juin 1955 sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels, du 15 avril 1958 sur la loi applicable au transfert de la propriété en cas de vente à caractère international d'objets mobiliers corporels, et du 15 avril 1958 sur la compétence du for contractuel en cas de vente à caractère international d'objets mobiliers corporels)

BAGGE, A. – Les conflits de lois en matière de contrat de vente de biens meubles corporels; *Recueil des Cours de l'Académie de droit international de La Haye*, Vol. 25, 1928, p. 125.

CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE – Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale relatif à la Convention de La Haye sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels, Berne, 20 octobre 1971.

DE BAAT, M. G. – Verdrag nopens de op de internationale koop van roerende lichamelijke zaken toepasselijke wet; *Weekblad voor Privaatrecht, Notaris-ambt en Registratie*, 1957, No 4512.

VAN BOESCHOTEN, C. D. – Eenvorming kooprecht en internationaal privaatrecht; *Praeadvies voor de Vereniging «Handelsrecht»*, Zwolle, 1966, p. 3.

BREDIN, J. D. – cf. LOUSSOUARN, Y

VON CAEMMERER, E. – Internationales Kaufrecht; *Strupp-Schlochauer, Wörterbuch des Völkerrechts*, Band II, Berlin, 1961, p. 214.

– Rechtsvereinheitlichung und internationales Privatrecht: Problem des europäischen Rechts; *Festschrift W. Hallstein*, 1966, p. 63.

– Internationales Kaufrecht; *Festschrift H. C. Nipperdey*, p. 211.

DE CASTRO Y BRAVO, F. – La séptima sesión de la Conferencia de La Haya de Derecho Internacional Privado. El proyecto de convenio sobre la ley aplicable a las ventas de carácter internacional de objetos utilos corporales; *Revista española de Derecho Internacional*, 1952, p. 765.

DENNEMARK, S. et NIAL, H. – Förslag till internationell Köprätts-konvention; *Svensk Juristtidning*, 1955, p. 81.

DEUTSCHER RAT FÜR INTERNATIONALES PRIVATRECHT – Stellungnahme zu dem Entwurf von 1951 über internationales Kaufrecht (texte original du mémoire figurant p. 234 des Documents relatifs à la Huitième session); *Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht*, 1959, p. 151.

DÖLLE, H. – Einheitliches Kaufgesetz und internationales Privatrecht; *Rabelszeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht*, 1959, p. 145.

DROBNIG, U. – cf. ZWEIGERT, K.

DROZ, G. A. L. – Entrée en vigueur de la Convention sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels; *Revue critique de droit international privé*, 1964, p. 663.

DUE, O. – Nye Love; En internationalprivatretlig lov (Nouvelles lois, une loi relative au droit international privé), en danois; *Juristen*, 1964, p. 401.

FOKKEMA, D. C. – Eenvorming kooprecht en internationaal privaatrecht; *Praeadvies voor de Vereniging «Handelsrecht»*, Zwolle, 1966, p. 81.

FRAGISTAS, CH. N. – La compétence internationale aux Conférences de La Haye de droit international privé; *Grundprobleme des internationalen Rechts, Festschrift für Jean Spiropoulos, Bonn*, 1957, p. 139.

– La compétence internationale en droit privé; *Recueil des Cours de l'Académie de droit international de La Haye*, Vol. 104, 1961, III, p. 233.

FRANCE – Rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (No 333) autorisant la ratification de: 1° la Convention sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels; . . . par M. Villedieu, Député, *Assemblée nationale, première session ordinaire de 1961–1962*, No 1636, Annexe au procès-verbal de la séance du 14 décembre 1961.

FRANSEN VAN DE PUTTE, A. S. – Verdrag nopens de op de internationale koop van roerende lichamelijke zaken toepasselijke wet en arbiters recht doende als goede mannen naar billijkheid; *Weekblad voor Privaatrecht, Notaris-ambt en Registratie*, 1957, No 4516.

FRÉDÉRICQ, L. – La vente en droit international privé (quelques conventions récentes); *Recueil des Cours de l'Académie de droit international de La Haye*, Vol. 93, 1958, I, p. 1.

GIANNINI, A. – I progetti di convenzione della 7° conferenza di diritto internazionale privato; *Rivista del diritto commerciale*, 1953, Vol. I, p. 111.

GIULIANO, M. – Quelques problèmes en matière de conflits de lois et de juridictions dans la vente commerciale internationale; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1967, p. 225.

GOTTHEINER, H. G. – Zum Eigentumsübergang beim Kauf beweglicher Sachen. Eine rechtsvergleichende und kollisionsrechtliche Betrachtung unter besonderer Berücksichtigung der nordischen Rechte; *Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht*, 1953, p. 356.

– Compte rendu des ouvrages de Schultz et de Sovilla; *Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht*, 1958, p. 369.

- GUTZWILLER, M. – La loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels; *Annuaire suisse de droit international*, Vol. VIII, 1951, p. 149.
- GUTZWILLER, M. (et NIEDERER, W.) – Beiträge zum Haager Internationalprivatrecht, 1951, Kaufrecht (Gesellschaftsrecht), Fribourg, 1951.
- HAAK, W. E. – Eenvormig kooprecht en internationaal privaatrecht; *Nederlands Juristenblad*, 1966, p. 517.
- HAKULINEN, J. Y. – Tillämplig lag lid köp av internationell karulitär (the applicable law for international sale of goods); *Festskrift til Borum*, København, 1964, p. 169.
- HELLNER, J. – Den uniforma köplagen och den internationella privaträtten; *Nial Collection*, p. 238.
- VAN HERK, A. – Loi uniforme ou règles de conflit en matière de vente internationale; *Travaux du centre du droit de l'entreprise*, 1969, No 14.
- HOLMÖY– Lov og Kovensjon om lovvalg ved internasjonale løssørekjøp, *Lov og Rett*, 1964, p. 473.
- JACOBSEN, D. – The International Sale of Goods; *The International and Comparative Law Quarterly*, 1954, p. 659.
- JAKUBOWSKI, J. – Prawo właściwe dla kontraktu sprzedaży międzynarodowej (La loi applicable au contrat de vente internationale); Warszawa, 1962.
– Konwencje haskie dotyczące sprzedaży międzynarodowej (Conventions de La Haye sur la vente internationale); *Państwo i Prawo*, Vol. 20, 1965, No 10, p. 510.
- JOKELA, H. – Inkrafttreten des Abkommens von 1955 über internationale Kaufverträge; *Lakimies*, 1964, p. 896 (en finlandais).
- KAHN, PH. – La vente commerciale internationale; Paris, 1961.
– La Convention de La Haye sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels; *Journal du droit international*, 1966, p. 301.
- KALENSKÝ, P. – Kupní smlouva v prácích Haagské konference mezinárodního práva soukromého (avec résumé en allemand) (Le contrat de vente dans les travaux de la Conférence de La Haye de droit international privé). *Casopis pro mezinárodní právo*, 1957, p. 216.
– Obligacni statu kupni smlouvy v mezinárodním obchod styku (avec résumé en allemand) (Loi applicable au contrat de vente dans les relations du commerce international), Prague, 1960.
– The New Convention for the Legal Regulation of the Conflict of Law Relating to International Sales Contracts; *Casopis pro mezinárodní právo*, 1965, p. 262.
- KARRER, K. K. – Der Fahrnisserwerb Kraft Guten Glaubens im Internationalen Privatrecht, Thèse-Zürich, 1968 (Polygraphischer Verlag).
- KOLLEWIJN, R. D. – De Conventies voor eenvormig internationaal kooprecht en het internationaal privaatrecht; *Nederlands Juristenblad*, 1965, p. 149; en français – *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, 1965, p. 217.
- KREUZER, K. F. – Das internationale Privatrecht des Warenkaufs in der deutschen Rechtsprechung, Frankfurt/M., 1964, p. 351.
- LAGERGREN, G. – Delivery of the Goods and the Transfer of Property in the Law of Sale. A comparative study, Stockholm, 1954.
- LALIVE, P. A. – The Transfer of Chattels in the Conflict of Laws. A comparative study, Oxford, 1955.
- LANDO, O. – New conflict rules respecting international sales of goods; *Collection of Studies on Foreign and Comparative Law* (on the occasion of the Tenth anniversary of the Institute of Comparative Law, Belgrade), 1966; *Texas International Law Forum*, 1967.
- LEMAIRE, W. L. G. – Volledig eenvormig internationaal kooprecht of niet?; *Nederlands Juristenblad*, 1969, p. 513.
- LOUSSOUARN, Y. – Convention de La Haye sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels; *Collection Julliot de la Morandière*, p. 313.
- LOUSSOUARN, Y. et BREDIN, J. D. – Droit du commerce international, Sirey, 1909, p. 664 et s.
- MAYENFISCH, O. – La clause attributive de juridiction et la clause arbitrale dans les contrats de vente à caractère international, Fribourg, 1957, 235 p.
- MAYERHOFF, F. – Entwicklung und materieller Gehalt der Haager Kaufrechtskonvention von 1951, Hambourg, 1956.
- NADELMANN, K. H. – The Uniform Law on the International Sale of Goods: A Conflict of Laws Imbroglia; *Yale Law Journal*, Vol. 74, 1965, p. 449.
– The Conflict Problems of the Uniform Law on the International Sale of Goods; *American Journal of Comparative Law*, Vol. 14, 1965, p. 236.
- NIAL, H. – Selected Problems in Private International Law (notamment transfert de propriété); *Recueil des Cours de l'Académie de droit international de La Haye*, Vol. 101, 1960 III, p. 256.
– The transfer of property before the Hague Conference on Private International Law; *Liber amicorum A. Bagge*, 1956, p. 155.
– cf. DENNEMARK, S.
- NORVÈGE – Utenriksdepartementet *St. prp.* No 54 (1963–64), Justis- og Politiedepartementet *Ot. prp.* No 15 (1963–64) (Messages sur ratification et projet de loi d'application traduction norvégienne de la Convention).
- OFFERHAUS, J. – Het Verdrag van 15 juni 1955 over internationale koopcontracten (I en II); *Economisch-Statistische Berichten*, 1959, Nos 2179, 2180.
- OLY, G. – Staat niets de ratificatie in de weg van het Haagse conflictenverdrag van 1955 over de internationale koop van roerende goederen?; *Nederlands Juristenblad*, 1973, p. 1286.
- PASCHOUD, M. – Le projet de Convention de La Haye sur la loi applicable au transfert de la propriété en cas de vente à caractère international d'objets mobiliers corporels; *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, 1957, p. 254.
– Les perspectives d'unification des règles de conflit en matière de vente d'objets mobiliers corporels. Etude de jurisprudence comparée, Lausanne, 1949.
- PIOT, A. – L'unification du droit de la vente internationale; *Journal du droit international*, 1957, p. 948.
- PRIVAT, C. – Der Einfluss der Rechtswahl auf die Rechtsgeschäftliche Mobiliarübereignung im internationalen Privatrecht. Bonn, 1964, 139 p.

RABEL, E. – Eine Anregung zum Kollisionsrecht des Kaufes; *Rabel, Gesammelte Aufsätze*, Vol. II, 1965, p. 360.

RIESE, O. – Die Haager Konferenz über die internationale Vereinheitlichung des Kaufrechts vom 2. bis 25. April 1964; *Rabels Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht*, 1965, p. 1 (droit international privé, p. 9).

SCHULTSZ, J. C. – Eigendomsverkrijging bij koop van roerende goederen in het west-europees internationaal privaatrecht, La Haye, 1955.

– Koop in het internationaal privaatrecht; *Ars Aequi*, 1952, p. 51.

SOMERS, J. M. – Twee ontwerp-regelingen voor de internationale koop van roerende goederen, vergeleken met het geldende recht; *Ars Aequi*, 1958, p. 195.

SOVILLA, K. – Eigentumsübergang an beweglichen körperlichen Gegenständen bei internationalen Käufen, Fribourg, 1954.

VONSPRECHER, A. – Der internationale Kauf. Abkommen und Abkommensentwürfe zur Vereinheitlichung der Kollisionsnormen des Kaufvertrags, Zürich, 1956.

STRISAWER, L. – Das internationale Privatrecht des Kaufvertrages in den Entwürfen der sechsten Haager Privatrechtskonferenz; *Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht*, 1931, p. 381.

TRAMMER, H. – Ujednolicenie norm kolizyjnych dotyczących sprzedaży przez Konferencję Międzynarodowego Prawa Prywatnego w Hadze (L'unification de règles de conflit en matière de vente par la Conférence de droit international privé de La Haye); *Rozprawy Prawnicze. Księga Pamiątkowa dla uczczenia pracy naukowej Kazimierza Przybyłowskiego, (Mélanges K. Przybyłowski)*; Kraków-Warszawa, 1964, p. 389.

TRESSELT, P. – UNCITRAL – A new United Nations Legal Body; *Nordisk Tidsskrift for International Ret*, 1968, p. 26.

USSING, H. – Le transfert de la propriété en droit danois; *Revue internationale de droit comparé*, 1952, p. 5.

VAUTHIER, M. – Le transfert de propriété en cas de vente internationale d'objets mobiliers corporels. A propos de la Septième session de la Conférence de droit international privé de La Haye; *Revue de droit international et de droit comparé*, 1952, p. 142.

VILUS, J. – Unifikacija prava medunarodne prodaje putem medunarodnih konvencija, *Jugoslovenska Revija za Medunarodno Pravo* (1971), p. 30 (Summary in English).

VISCHER, F. – Das Haager Abkommen betreffend das auf der internationalen Warenkauf anwendbare Recht und die Praxis des schweizerischen Bundesgerichts; *Annuaire suisse de droit international*, Vol. XXI, 1964, p. 49.

WEILL, A. – Les Conventions de La Haye sur la vente à caractère international d'objets mobiliers corporels (communication suivie de discussion); *Travaux du Comité français de droit international privé*, 19e et 20e années, 1958-59, Paris, 1960, p. 37.

DE WINTER, L. I. – Loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels et le droit international privé; *Nederlands Juristenblad*, 1964, p. 833 (en néerlandais); *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, 1964, p. 271 (en français).

ZWEIGERT, K. et DROBNIG, U. – Einheitliches Kaufgesetz und internationales Privatrecht; *Rabels Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht*, 1965, p. 146.

3 Renvoi

(Convention du 15 juin 1955 pour régler les conflits entre la loi nationale et la loi du domicile)

BATIFFOL, H. – Principes de droit international privé (traitant notamment la Convention Renvoi); *Recueil des Cours de l'Académie de droit international de La Haye*, Vol. 97, 1959, II, p. 431 (spéc. p. 485).

BELLET, P. – Comité français de droit international privé (communication sur les séances des 19 mars et 4 juin 1959, où ont été discutées les Conventions sur les obligations alimentaires et le renvoi); *Revue critique de droit international privé*, 1959, p. 394.

BENTWICH, N. – Recent Developments of the Principle of Domicile in English Law; *Recueil des Cours de l'Académie de droit international de La Haye*, Vol. 87, 1955 I, p. 121 (spéc. p. 133).

BORUM, O. A. – Quelques observations sur le projet de Convention de La Haye (1951) pour régler les conflits entre la loi nationale et la loi du domicile; *Liber amicorum Algot Bagge*, Stockholm, 1956, p. 16.

CONSEIL DE L'EUROPE - Recommandation 269 (1960) relative à la Convention de La Haye pour régler les conflits entre la loi nationale et la loi du domicile – Assemblée consultative, Douzième Session ordinaire (Deuxième partie), Textes adoptés par l'Assemblée, Strasbourg, 1960 (Cf. Rapport de M. Wahl, dans AS[12]CR 20, compte rendu de la séance du jeudi 29 septembre 1960, p. 202).

DEUTSCHE STELLUNGNAHME ZUM THEMA RENVOI VOM 10.10.1951 – Vorläufige Stellungnahme der deutschen Bundesregierung zu den Entwurf eines Abkommens über die Frage der Rück- und Weiterverweisung und zu dem darauf bezüglichen exposé; *Rabels Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht*, 1952, p. 273.

DE NOVA, R. – Accettabilità della Convenzione dell'Aja sul rinvio; *Studi in onore di G. M. de Francesco*, Vol. I, Milano, 1957, p. 173.

FRANDESCAKIS, PH. – La théorie du renvoi et les conflits de systèmes en droit international privé, Paris, 1958 (spéc. p. 177).

– La Convention de La Haye de 1955 pour régler les conflits entre la loi nationale et la loi du domicile (communication suivie de discussion); *Travaux du Comité français de droit international privé*, 19e et 20e années, 1958-1959, Paris, 1960, p. 151.

INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL – Le renvoi en droit international privé (procès-verbaux de la discussion du Rapport de M. Maridakis); *Annuaire de l'Institut de droit international*, Vol. 49, tome II, Session de Salzbourg, 1961, p. 272.

JAGMETTI, M. A. – Die Anwendung fremden Kollisionsrechtes durch den inländischen Richter. Beitrag zum schweizerischen internationalen Privatrecht, Zurich, 1961.

KORKISCH, F. – Der Anteil der nordischen Länder an den Fragen des internationalen Privatrechts (III Haager Kon-

ferenzen, Renvoi, Parteiautonomie, Übergang des Eigentums); *Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht*, 1958, p. 613.

LAUBE, J. – Wohnsitz und Staatsangehörigkeit als Anknüpfungsbegriffe im internationalen Privatrecht (Wandel in ihrem gegenseitigen Verhältnis), Zurich, 1961, XX + 164 p.

MANN, F. A. – Der «gewöhnliche Aufenthalt» im internationalen Privatrecht, in Beitrag zur Rechtsvereinheitlichung; *Juristenzeitung*, 1956, p. 466.

MARIDAKIS, G. S. – Le renvoi en droit international privé, rapport définitif et provisoire, observations des membres de la 23e Commission et de M. H. Kelsen; *Annuaire de l'Institut de droit international*, Vol. 47, tome II, Session d'Amsterdam, 1957, p. 1.

– Le renvoi en droit international privé (rapport supplémentaire); *Annuaire de l'Institut de droit international*, Vol. 50, tome I, Session de Bruxelles, 1963, p. 497.

MATIĆ, Z. – Marginalia on the contribution of the Hague Conference on private international law to the theory of renvoi; 35, *Annuaire de l'Association des Auditeurs et Anciens Auditeurs de l'Académie de Droit International de La Haye*, 1956, p. 195.

MULDER, A. C. J. – Enkele opmerkingen over de methode van rechtsvinding naar aanleiding van het Haagse ontwerpverdrag van 15 juni 1955 betreffende de conflicten tussen de nationale wet en de domiciliewet; *De Conflictu Legum (Mélanges Kolléwijn-Offenhaus)*, *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, 1962, p. 430.

NAGEL, H. – Aspects actuels de la notion de *résidence habituelle* et de *domicile* en droit international privé; Echanges franco-allemands, *Revue de la Chambre officielle de Commerce franco-allemande*, 1959, No 17, pp. 18 et 28.

VON OVERBECK, A. E. – Renvoi in the Institute of International Law; *American Journal of Comparative Law*, 1963, p. 544.

PRIVATE INTERNATIONAL LAW COMMITTEE – First Report of the Private International Law Committee (*domicile report*), Londres, 1954, Cmd. 9068.

RABEL, E. – Suggestions for a convention on renvoi; *International Law Quarterly*, 1951, p. 402.

RIPHAGEN, W. – The relationship between public and private law and the rules of conflict of laws; *Recueil des Cours de l'Académie de droit international de La Haye*, Vol. 102, 1961 I, p. 214 (Convention *renvoi*, p. 242).

DE WINTER, L. I. – Nationality or Domicile? The present State of Affairs; *Recueil des Cours de l'Académie de droit international de La Haye*, Vol. 128, 1969, III, p. 346.

4 Sociétés

(Convention du premier juin 1956 concernant la reconnaissance de la personnalité juridique des sociétés, associations et fondations étrangères)

BÖSCHE, J. – Zur Stellung der Gesellschaften, Vereine und Stiftungen im internationalen Privatrecht nach dem Haager Abkommen von 1951, Hambourg, 1956, thèse dactyl.

BREDIN, J. D. – cf. LOUSSOUARN, Y.

DAIG, H. W. – Weitere Entwürfe der Haager IPR-Konferenz. Entwurf eines Abkommens über die Anerkennung der Rechtsfähigkeit ausländischer Gesellschaften, Vereine und Stiftungen; *Juristenzeitung*, 1952, p. 188.

DROZ, G. A. L. – Technique de rapprochement des législations en matière de sociétés – Le régime juridique des sociétés dans la CEE; *Postdoctorale leergang, Université de Louvain*, 1966/67, p. 21.

FRANCE – Rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (No 333) autorisant la ratification de: . . . 2° la Convention relative à la reconnaissance de la personnalité juridique des sociétés, associations et fondations étrangères; . . . par M. Villedieu, Député, *Assemblée nationale, première session ordinaire de 1961–1962*, No 1636. Annexe au procès-verbal de la séance du 14 décembre 1961.

GUTZWILLER, M. – cf. NIEDERER, W.

VAN HECKE, G. – Le droit international des sociétés et les travaux de la Septième Conférence de droit international privé; *Revue pratique des Sociétés civiles et commerciales*, juin/juillet 1952.

– Nationality of Companies analyzed; *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, 1961, p. 223.

HENRIQUEZ, E. C. – Het vennootschapsstatuut, een vergelijkende studie over het statuut van de naamloze vennootschap in het internationaal privaatrecht (résumés en anglais et en français), Haarlem, 1961, XIII, 293 p.

LOUSSOUARN, Y. – La condition des personnes morales en droit international privé; *Recueil des Cours de l'Académie de droit international de La Haye*, Vol. 96, 1959 I, p. 443. – La Convention de La Haye sur la reconnaissance des personnes morales étrangères (communication suivie d'une discussion); *Travaux du Comité français de droit international privé*, 19e et 20e années, 1958–1959, Paris, 1960, p. 67.

LOUSSOUARN, Y. et BREDIN, J. D. – Droit du commerce international, Sirey, 1969, pp. 319 et s.

MENEU, P. – La Convención de La Haya sobre el reconocimiento de la personalidad jurídica de las sociedades extranjeras; *Revista de derecho mercantil*, 1961, p. 343.

NIEDERER, W. et GUTZWILLER, M. – Beiträge zum Haager Internationalprivatrecht 1951 (Kaufrecht), Gesellschaftsrecht, Fribourg, 1951.

PAYS-BAS – Lois Nos 255 et 256 du 25 juillet 1959 (ratification et exécution de la Convention); *Staatsblad* 1959, pp. 645, 646; cf. *Kamerstukken, Zitting 1957–1959*, 5150 (R 109).

PHILIP, A. – Studier i den internationale selskabsrets teori, Copenhague, 1961, XVI, 257 p. (compte rendu de MARCUS; *Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht* 1961, p. 750).

WANG, M. – Die europäische Aktiengesellschaft in der E. W. G. Fribourg, 1964, XV, 151 p. (Convention *sociétés*, p. 38).

WOLFF, E. – Personalstatut für Gesellschaften, Vereine und Stiftungen (Entwurf eines Abkommens der 7. Haager Konferenz für internationales Privatrecht); *Festschrift M. Wolff*, 1952, p. 375.

5 Obligations alimentaires envers les enfants

(Convention du 24 octobre 1956 sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants; Convention du 15 avril 1958 concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants)

D'AGOSTINA, C. – Sulla dichiarazione di efficacia parziale della sentenza straniera; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1969, p. 341.

ALLEMAGNE – Gesetz zur Ausführung des Haager Übereinkommens vom 15. April 1958 über die Anerkennung und Vollstreckung von Entscheidungen auf dem Gebiet der Unterhaltspflicht gegenüber Kindern; *Bundesgesetzblatt*, Teil I, 1961, No 54, p. 1033.

– Lois du 18 juillet 1961 (ratification, application et publication des deux Conventions, traductions allemandes); *Bundesgesetzblatt*, 1961, II, pp. 1005, 1012.

AUTRICHE – Lois Nos 293, 294 et 295 (ratification, application et publication des deux Conventions, traductions allemandes); *Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich*, 1961, p. 1423.

– Jurisprudence annotée relative à la Convention sur la loi applicable; *Zeitschrift für Rechtsvergleichung*, 1963, p. 106; 1964, p. 175.

BELLET, P. – Comité français de droit international privé (communication sur les séances des 19 mars et 4 juin 1959, où ont été discutées les Conventions sur les obligations alimentaires et le renvoi); *Revue critique de droit international privé*, 1959, p. 394.

BILMANS, M. – Conflits de lois en matière d'obligations alimentaires envers les enfants et la Convention de La Haye du 24 octobre 1956; *Journal des Tribunaux*, 1972, p. 129.

BISCHOFF, J. M. – Les Conventions de La Haye en matière d'obligations alimentaires; *Journal du droit international*, 1964, p. 759.

CONSEIL DE L'EUROPE – Rapport sur les obligations alimentaires envers les enfants (Rapporteur: M. Flanagan); *Assemblée consultative, Dixième session ordinaire, Documents de séance, tome I*, Doc. 799, Strasbourg, 1958.

– Recommandation 179 (1958) relative aux obligations alimentaires envers les enfants (adoptée à l'unanimité le 16 octobre 1958); *Assemblée consultative, Dixième session ordinaire (Deuxième partie), Textes adoptés par l'Assemblée*, Strasbourg, 1958.

– Rapport sur la ratification de la Convention concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants (Rapporteur: M. Flanagan); *Assemblée consultative, Onzième session ordinaire, Documents de séance*, Doc. 996, Strasbourg, 1959.

– Recommandation 196 (1959) relative à la ratification de la Convention concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants (adoptée le 23 avril 1959); *Assemblée consultative, Onzième session ordinaire (Première partie), Textes adoptés par l'Assemblée*, Strasbourg 1959.

CONTINI, P. – L'exécution internationale des obligations alimentaires – International Enforcement of Maintenance Obligations; *L'unification du droit*, Vol. III, 1954, (français et anglais), éd Unidroit, Rome, p. 122; *California Law Review*, 1953, p. 106.

– The United Nations Draft Conventions on Maintenance Claims; *American Journal of Comparative Law*, Vol. 3, 1954, p. 543.

DÉPREZ, J. – Les conflits de lois en matière d'obligation alimentaire; *Revue critique de droit international privé*, 1957, p. 369.

– Aliments, *Encyclopédie Dalloz*, tome I, p. 89.

DÖLLE, H. – Nochmals zum Anwendungsbereich des Haager Unterhaltsabkommens; *Neue Juristische Wochenschrift*, 1967, p. 2250.

FOYER, J. – Filiation illégitime et changements de la loi applicable, Paris, 1964, V, 372 p. (Convention loi applicable, p. 172).

FRANCE – Rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (No 333) autorisant la ratification de: ... 3° la Convention sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants; par M. Villedieu, Député; *Assemblée nationale, première session ordinaire de 1961-1962*, No 1636, Annexe au procès-verbal de la séance du 14 décembre 1961.

GIANNINI, A. – Le convenzioni internazionali sul recupero degli alimenti all'estero (1956); *Rivista di diritto civile*, 1957, p. 463.

HASELBERGER, R. – Das Haager Unterhaltsstatutabkommen und der ordre public; *Österreichische Juristenzeitung*, Vol. 22, 1967, p. 286.

HOYER, H. – Zum 'ordre public' im Haager Unterhaltsstatutabkommen; *Zeitschrift für Rechtsvergleichung*, 1969, p. 57; *Turistische Blätter*, Vol. 90, 1968, p. 609.

INSTITUT INTERNATIONAL POUR L'UNIFICATION DU DROIT PRIVÉ – Avant-projet d'une convention pour la reconnaissance et l'exécution à l'étranger des décisions en matière d'obligations alimentaires – Preliminary Draft of a Convention on the Recognition and the Enforcement Abroad of Maintenance Obligations (UDP 1950 = Etudes II – Obligations alimentaires – Doc. 16 [I]).

JACOBS, R. – Der räumlich- persönliche Geltungsbereich des Haager Unterhalts Abkommens; *Neue Juristische Wochenschrift*, 1967, p. 1065.

LANSKY, R. – Das Haager Übereinkommen vom 15. April 1958 über die Anerkennung und Vollstreckung von Entscheidungen auf dem Gebiet der Unterhaltspflicht gegenüber Kindern, Düsseldorf, 1960.

– Neue Abkommen zum internationalen Unterhaltsrecht Ehe und Familie im privaten und öffentlichen Recht; *Zeitschrift für das Gesamte Familienrecht*, 1962, p. 347.

LOUSSOUARN, Y. – Conventions de La Haye relatives aux obligations alimentaires envers les mineurs; *Frédéricq collection II*, p. 691.

MEZGER, E. – Les Conventions de La Haye sur la loi applicable et sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants (communication suivie de discussion); *Travaux du Comité français de droit international privé*, 19e et 20e années, 1958, 1959, Paris, 1960, p. 123.

MÜLLER, D. – XXII Convention internationale de La Haye du 15 avril 1958 au sujet de la reconnaissance et de l'exécution de décisions en matière d'obligations d'entre tiers vis-à-vis des enfants; *Rechtskundig Tijdschrift*, 1967, p. 573.

– Zweifelsfragen bei Anwendung des Haager Unterhaltsabkommens; *Neue Juristische Wochenschrift*, 1967, p. 141.

- MÜLLER-FREIENFELS, W. – Zum räumlich-persönlichen Geltungsbereich Haager IPR Übereinkommen, insbesondere des Übereinkommens über das auf Unterhaltungsverpflichtungen gegenüber Kindern anzuwendende Recht v. 24.10.1956; *Ficker Collection* 289 (1967).
- N., H. – Compte rendu de l'article de L. I. de Winter dans *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, 1957, p. 133; *Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht*, 1958, p. 196.
- NATIONS UNIES, CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL – Rapport du Comité d'experts en matière de reconnaissance et d'exécution à l'étranger des obligations alimentaires. Report of the Committee of Experts on the Recognition and Enforcement Abroad of Maintenance Obligations 1952 (Doc. E/AC 39/1 et Corr. 2).
– Documents relatifs à la Conférence des Nations Unies sur les obligations alimentaires, New York, juin 1956 (Doc. E/Conf. 21/ . . .), français, anglais et espagnol.
- D'OLIVEIRA, H. U. J. – Opmerking over toepassing van Duits alimentatierecht ingevolge het Haagse alimentatieverdrag voor kinderen van 1956; *Nederlands Juristenblad*, 1966, p. 361.
– Een en ander over internationaal kinderalimentatierecht: het Haags Verdrag van 1956, de exceptio plurium concurrentium en de openbare orde; *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, 1968, p. 266.
– Nogmaals het alimentatieverdrag in Duits recht; *Nederlands Juristenblad*, 1968, pp. 345, 375.
- VON OVERBECK, A. E. – Une règle de conflits uniforme en matière d'obligations alimentaires envers les enfants (Quelques aspects relatifs à l'application de la Convention de La Haye du 24 octobre 1956); *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, 1958, p. 255.
- PAYS-BAS – Loi No 134 du 11 avril 1962 (ratification de la Convention sur la loi applicable); *Staatsblad*, 1962, p. 309; cf. *Kamerstukken, Zitting 1959, 1959–1960, 1960–1961, 1961–1962*, 5543 (R 147).
– Lois Nos 498 et 499 du 14 novembre 1963 (ratification et exécution de la Convention sur la reconnaissance et l'exécution); *Staatsblad*, 1963, p. 1493; cf. *Kamerstukken, Zitting 1961–1962, 1962–1963, 1963–1964*, 6639 (R 268), 6640.
- PENNATI, U. – L'obbligazione alimentare nel diritto internazionale privato e processuale, Milan, 1959, thèse dactylographiée.
- PICHLER, J. – Das Haager Unterhaltsabkommen und der «ordre public»; *Österreichische Juristenzeitung*, 1965, p. 257.
- SAUTERAUD – MARCENAC, M. – Le recouvrement des pensions alimentaires à l'étranger; *Juris-Classeur Périodique*, 1969, I, No 2217.
- SCHUCHER, L. – Das Haager Unterhaltsabkommen; *Zeitschrift für Rechtsvergleichung*, 1963, p. 82.
– Zwei Grundsatzentscheidungen zum IPR; *Juristische Blätter*, 1964, p. 450.
- SCHNITZER, A. F. – Récentes Conventions conclues à La Haye; *Fiches juridiques suisses*, Fiche No 1226.
- SCHWIND, F. – Der gesetzliche Unterhaltsanspruch im internationalen Recht. Ein Bericht über den Stand der Vorarbeiten; *Juristische Blätter*, 1956, p. 193.
– Die Entwürfe der Haager Konferenz zur Regelung des internationalen Unterhaltsrechts; *Juristische Blätter*, 1957, p. 341 (traduction allemande annotée des dispositions matérielles).
- SIEHR, K. – Haager Unterhaltsstatutabkommen und gerichtliche Vaterschaftsfeststellung; *Zeitschrift für das gesamte Familienrecht*, 1971, p. 398.
- STARK, T. – The Family abandoned by a Migrant; *Migration News*, 1961, p. 7.
- VON STEIGER, W. – La protection des mineurs sur le plan international (Les Conventions et projets de conventions de la Conférence de La Haye de droit international privé; la Convention sur le recouvrement des aliments à l'étranger des Nations Unies, New York). Résumé d'une conférence donnée à la XXIXe Assemblée générale de la Section suisse du Service social international, le 7 juin 1961 à Berne, 10 p. ronéogr.
– Der Schutz des Kinders im internationalen Privatrecht der Neuzeit; *Festschrift zur 50. Tagung der Vereinigung schweizerischer Amtsvormünder*, Zurich, 1963, p. 121.
- SUISSE – Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'approbation des Conventions internationales de La Haye relatives aux obligations alimentaires envers les enfants, du 9 mars 1964, No 8964; *Feuille fédérale*, 1964, I, p. 513 (également en allemand et italien, avec traduction des Conventions).
- TRAMMER, H. – Haskie konwencje «alimentacyjne» (Conventions «alimentaires» de La Haye); *Księga Pamiątkowa ku czci K. Stefki (Mélanges K. Stefki)*; Warszawa-Wrocław, 1967, p. 345.
- WEBER, F. – Zur Frage der Vollstreckung periodischer Unterhaltsleistungen nach dem Haager Übereinkommen vom 15. April 1958; *Schweizerische Juristenzeitung*, 1965, p. 108.
- DE WINTER, L. I. – Le principe de la nationalité s'effrite-t-il peu à peu; *De Conflictu Legum (Mélanges Kollewijn-Offerhaus)*, *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, 1962, p. 514 (obligations alimentaires, p. 526).
– Développements récents dans le droit international en matière d'obligations alimentaires. Recente ontwikkelingen in het internationaal alimentatierecht. En français; *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, 1957, p. 133; en néerlandais; *Weekblad voor Privaatrecht, Notarisambt en Registratie*, 1958, Nos 4522–4526.
- ZICCARDI, F. – Paternità giudizialmente dichiarata all'estero, alimenti ed efficacia in Italia delle relative pronunzie; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1968, p. 854.

6 Légalisation

(Convention du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers).

ALLEMAGNE – Entwurf eines Gesetzes zu dem Haager Übereinkommen vom 5. Oktober 1961 zur Befreiung ausländischer öffentlicher Urkunden von der Legalisation; *Deutscher Bundestag, 4. Wahlperiode, Drucksache IV/2787*, 24 p. (*Begründung*, traduction, *Denkschrift*).

BISCOTTINI, G. – L'efficacità des actes administratifs étrangers; *Recueil des Cours de l'Académie de droit international* tome 104, 1961 III, p. 635 (spéc. p. 663).

CONSEIL DE L'EUROPE – Rapport sur la Convention supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers (Rapporteur: M. Schmal); *Assemblée consultative*,

Treizième session ordinaire, Documents de séance, Doc. 1364, Strasbourg, 1962.

– Recommandation 311 (1962) relative à la Convention supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers (adoptée à l'unanimité le 16 janvier 1962); *Assemblée consultative, Treizième session ordinaire (Troisième partie). Textes adoptés par l'Assemblée*, Strasbourg, 1962.

GANSKE, J. – Internationaler Urkundenverkehr; *Außenwirtschaftsdienst des Betriebs-Beraters*, 1964, p. 73.

VAN HOOGSTRATEN, M. H. – De Haagse Conventie tot opheffing van het vereiste van legalisatie; *Weekblad voor Privaatrecht, Notaris-Ambt en Registratie*, 1961, No 4688, p. 355; No 4689, p. 367.

MENEU, P. – La Conferencia de La Haya; *Foro Manchego, Revista del ilustre Colegio de Abogados*, 1960, p. 13.

VAN NES, TH. J. – Aspecten van de vereenvoudiging of afschaffing van de legalisatie en wat daarmee samenhangt – Algunos aspectos de la simplificación o de la supresión de la legalización y de los problemas que de ello se derivan; *Weekblad voor Privaatrecht, Notaris-Ambt en Registratie*, 1959, No 4577, p. 148; *Revista internacional de Notariado*, 1959, p. 147.

– De Negende zitting van de Haagse Conferentie voor internationaal privaatrecht en de Union Internationale du Notariat Latin – Novena sesión de la Conferencia de La Haya de derecho internacional privado y la Unión internacional de Notariado latino; *Weekblad voor Privaatrecht, Notaris-Ambt en Registratie*, 1961, No 4666, p. 98; *Revista internacional de Notariado*, 1961, p. 125.

PAYS-BAS – (Message, mémoire et projets de lois sur ratification et exécution); *Kamerstukken, Zitting 1964–1965*, 7832 (R 435), 7833.

WEBER, W. – Das Haager Übereinkommen zur Befreiung ausländischer öffentlicher Urkunden von der Legislation; *Deutsche Notarzeitung*, 1967, p. 469.

(SANS INDICATION D'AUTEUR) – Hague draft Conventions on the Legalisation of Foreign Documents and the Form of Wills; *International and Comparative Law Quarterly*, 1959, p. 559.

– Extensions territoriales et autorités compétentes pour délivrer l'apostille; *Revue critique de droit international privé*, 1967, p. 205.

7 Testaments

(Convention du 5 octobre 1961 sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires)

ALLEMAGNE – Entwurf eines Gesetzes zu dem Übereinkommen vom 5. Oktober 1961 über das auf die Form letztwilliger Verfügungen anzuwendende Recht; *Deutscher Bundestag, 4. Wahlperiode, Drucksache IV, 2880*, 16 p. (*Begründung*, traduction, *Denkschrift*).

BAHR, H. – Et streiffly over den Norske arvelovs art. 56; *Festskrift til O. A. Borum* (1964).

BECK, E. – Bemerkungen zum Entwurf einer Haager Konvention über die Form des Testaments; *Zeitschrift für schweizerisches Recht*, 1961, p. 403.

CARILLO SALCEDO, J. A. – La ley aplicable a la forma de las disposiciones testamentarias. Nota sobre el proyecto de

convenio adoptado por la Conferencia de La Haya de derecho internacional privado, IXa sesión, 1960; *Revista española de derecho internacional*, 1961, p. 169.

CONSEIL DE L'EUROPE – Rapport relatif à la Convention de La Haye sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires (Rapporteur: M. de Grailly); *Assemblée consultative, Quinzième session ordinaire, Documents de séance*, Doc. 1649, Strasbourg, 1963.

– Recommandation 373 (1963) relative à la Convention sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires (adoptée à l'unanimité le 20 septembre 1963); *Assemblée consultative, Quinzième session ordinaire (Deuxième partie), Textes adoptés par l'Assemblée*, Strasbourg, 1963.

DROZ, G. A. L. – Les nouvelles règles de conflit françaises en matière de forme des testaments; *Revue critique de droit international privé*, 1968, p. 1.

FLORE, G. – Intorno allo schema di convenzione sulla legge applicabile alla forma delle disposizioni testamentarie; *Rivista di diritto internazionale*, 1959, p. 578.

FRATCHEL, W. F. – The Uniform Probate Code and the International Will; *Michigan Law Review*, Vol. 66, 1968, p. 469.

GRAVESON, R. H. – The formal validity of wills in English private international law; *Recueil des travaux relatifs au droit étranger et droit comparé*, Vol. IV (Belgrade) 1966.

– Comparative Aspects of the General Principles of Private International Law; *Recueil des Cours de l'Académie de droit international*, Vol. 109, 1963, II, p. 1 (Hague Convention on the Form of Wills, p. 100).

IRLANDE – Succession Act (1965); *Statutes No 27 with Explanatory Memorandum*.

KEGEL, C. – Zur Bindung an das Gemeinschaftliche Testament im deutschen internationalen Privatrecht; *Jahres Collection*, p. 143.

KISCH, I. – Convention sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires; *Weekblad voor Privaatrecht, Notaris-Ambt en Registratie*, 1961, No 4662, p. 47; No 4663, p. 49 (en néerlandais); *Revue Henri Maigret*, 1961, p. 155 (en français); *Revista internacional del Notariado*, 1962, p. 121 (en espagnol).

MAKAROV, A. – Réflexions sur l'interprétation des circonstances de rattachement dans les règles de conflit faisant partie d'une Convention internationale; *Mélanges Maury*, Paris, 1960, Vol. I, p. 207 (sur la Convention en matière de forme des testaments, article premier, alinéa 3, p. 221).

MORRIS, J. H. C. – The Wills Act, 1963; *International and Comparative Law Quarterly*, 1965, p. 684.

MURAOKA J. – Comments on the law concerning the laws applicable to the form of testamentary dispositions; *Hoso Jiho Lawyers Association Journal*, Vol. 16, No 7 (en japonais).

– Japan's participation in The Hague Convention relating to the form of testamentary dispositions; *Japanese Annual of International Law*, Vol. 8, 1964, p. 60; *Kokusai – Hō Gaikō Zasshi, Journal of International Law and Diplomacy* (en japonais), Vol. 63, 1964, p. 247.

VON OVERBECK, A. E. – Vers une convention internationale sur la loi applicable à la forme des testaments; *Annuaire suisse de droit international*, Vol. XV, 1958, p. 215.

– L'unification des règles de conflits de lois en matière de forme des testaments, XVIII + 139 p., Fribourg, Suisse, 1961. (Comptes rendus détaillés KOLLEWIJN, *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, 1962, p. 183; WORTLEY, *International and Comparative Law Quarterly*, 1962, p. 122).

– Divers aspects de l'unification du droit international privé, spécialement en matière de successions; *Recueil des Cours de l'Académie de droit international*, Vol. 104, 1961 III, p. 529 (forme des testaments, p. 593).

PLOEG, P. W. VAN DER – Het testamentsvormenverdrag, het Centraal Testamentenregister en de verklaring van erfrecht; *Weekblad voor Privaatrecht, Notaris-Ambt en Registratie*, Vol. 102, 1971, p. 119.

READ, H. E. – Conflict of laws governing wills; *Proceedings of the 43rd Annual Meeting of the Conference of Commissioners on Uniformity of Legislation in Canada*, 1961, p. 96; *ibid.* 46th Annual Meeting, 1964, pp. 24, 89.

ROYAUME-UNI – Private International Law Committee, *Fourth Report* (formal validity of wills), presented to Parliament by the Lord High Chancellor by Command of Her Majesty, Cmnd 491, Londres, 1958 (Cf. BLAND, A. J. *International and Comparative Law Quarterly*, 1959, p. 213; COHN, E. J., *Modern Law Review*, 1959, p. 413; MORRIS, J. H. C., *Modern Law Review*, 1959, p. 65).

– Wills Act 1963, Elizabeth II, 1963, Chapter 44 (An Act to repeal the Wills Act 1861 and make new provision in lieu thereof; and to provide that certain testamentary instruments shall be probative for the purpose of the conveyance of heritable property in Scotland (31st July 1963) Cf. o. KAHN-FREUD, *Modern Law Review*, 1964, p. 55; voir la traduction française annotée par A. E. VON OVERBECK, *Revue critique de droit international privé*, 1964, p. 581.

VON SCHACH, W. – Das Haager Übereinkommen über das auf die Form letztwilliger Verfügungen anzuwendende Recht; *Deutsche Notarzeitschrift*, 1966, p. 131.

SCHUCHER, L. – Das Haager Testamentsabkommen; *Zeitschrift für Rechtsvergleichung*, 1964, p. 216, 1965, p. 85.

SCHWIND, F. – Beitrag zur Theorie des internationalen Erbrechts in Österreich; *Erster Kongress des österreichischen Notariates*, Manzsche Verlags- und Universitäts-Behandlung, Wien, 1964.

TOMASZEWSKI, M. – Konwencja haska o kolizji praw w zakresie formy rozporządzeń testamentowych, (Convention de La Haye sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires); *Nowe Prawo*, Vol. 22, 1966, No 5, p. 614.

UNION INTERNATIONALE DU NOTARIAT LATIN – VIIe Congrès, Bruxelles, 1963. Rapport sur les travaux de la première commission par Me Thibierge et vœux adoptés; *Weekblad voor Privaatrecht, Notaris-Ambt en Registratie*, 1964, No 4835, p. 504 (Vœu préconisant la ratification de la Convention sur la forme des testaments, pp. 508, 511).

(SANS INDICATION D'AUTEUR) – Hague draft Conventions on the Legalization of Foreign Documents and the Form of Wills; *International and Comparative Law Quarterly*, 1959, p. 559.

– The Convention on the Conflict of Laws relating to the Form of Testamentary Dispositions (signatures, ratifications, extensions); *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, 1967, p. 171

8 Protection des mineurs

(Convention du 5 octobre 1961 concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs)

BATIFFOL, H. – Principes de droit international privé; *Recueil des Cours de l'Académie de droit international*, Vol. 97, 1959 II, p. 435 (Arrêt «Boll», p. 565).

– Une évolution possible de la conception du statut personnel dans l'Europe continentale; *XXth Century Comparative and Conflicts Law (Mélanges Yntema)*, Leyde, 1961, p. 295 (protection des mineurs, p. 300).

BATIFFOL, H. et FRANCESCAKIS, PH. – L'arrêt «Boll» de la Cour Internationale de Justice et sa contribution à la théorie du droit international privé; *Revue critique de droit international privé*, 1959, p. 259.

BERNARDINI, A. – Questione relativa all'applicazione della Convenzione del 1902 sulla tutela dei minori (Sentenza del 28 Novembre 1958); *La Comunità internazionale*, 1959, p. 382.

CASTRO-RIAL, J. M. – El Convenio de La Haya sobre protección de menores; *Anuario de derecho civil*, 1961, p. 851.

CONSEIL DE L'EUROPE – Rapport sur la Convention de La Haye concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs (Rapporteur: M. Colley); *Assemblée consultative, Seizième session ordinaire, Documents de séance*, Doc. 1860, Strasbourg, 1965.

– Recommandation 418 (1965) relative à la Convention concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs (adoptée à l'unanimité le 28 janvier 1965); *Assemblée consultative, Seizième session ordinaire (Quatrième partie), Textes adoptés par l'Assemblée*, Strasbourg, 1965.

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE – Affaire relative à l'application de la Convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs (Pays-Bas c. Suède), arrêt du 28 novembre 1958; *C. I. J. Recueil*, 1958, p. 55; *Revue critique de droit international privé*, 1958, p. 713; *Journal du droit international (Clunet)*, 1960, p. 208, résumé par M. PINTO; *American Journal of International Law*, Vol. 53, 1959, p. 436.

DROZ, G. A. L. – Une Convention de La Haye de droit international privé devant la Cour Internationale de Justice; *Revue critique de droit international privé*, 1958, p. 626.

– La protection des mineurs en droit international privé français depuis l'entrée en vigueur de la Convention de La Haye du 5 Octobre 1961; *Journal du droit international* 1973, No 3, p. 603.

EEK, H. – Die Erfüllung von Verpflichtungen aus zwischenstaatlichen Konventionen im Bereiche des internationalen Privatrechts; *Internationalrechtliche und staatsrechtliche Abhandlungen, Festschrift für W. Schetzel zu seinem 70. Geburtstag*, Düsseldorf, 1960, p. 117 (affaire «Boll», p. 120).

FOYER, J. – Les mesures d'assistance éducative en droit international privé; *Revue critique de droit international privé*, 1965, p. 39.

FRANCESCAKIS, PH. – cf. BATIFFOL, H.

GANSHOF, CH. – Conférence de droit international privé, Neuvième session, La Haye, 5–26 octobre 1960 (note sur la Convention protection des mineurs); *Revue de droit international et de droit comparé*, 1960, p. 279.

JAYME, E. – Zu Qualifikation und Inhalt des Schutzmassnahme nach dem Haager Minderjährigenschutzabkommen; *Juristische Rundschau*, 1973, p. 177 et s. et 245.
 – Elterliche Gewalt nach Scheidung einer deutsch-italienischen Ehe und Ausweisung des italienischen Vaters aus der BRD (Haager Minderjährigenschutzabkommen); *Zentralblatt für Jugendrecht und Jugendwohlfahrt*, 1972, p. 284.

JUNOD, PH. – La révision de la Convention de La Haye sur la tutelle des mineurs; *Zeitschrift für Vormundchaftswesen*, 1962, p. 121.

KEGEL, G. – Zur Reform des deutschen internationalen Vormundschafts- und Pflegschaftsrechts; *Vom deutschen zum europäischen Recht (Mélanges Dölle)*, Tübingen, 1963, p. 217.

KNÖPFEL, G. – Das Haager Vormundschaftsabkommen und das Sorgerecht der Eltern aus geschiedener Ehe; *Ehe und Familie*, 1959, p. 483.

KOLLEWIJN, R. D. – Het Haagse Voogdijverdrag voor het Internationaal Hof van Justitie - La Convenzione dell'Aja sulla tutela davanti alla Corte internazionale di Giustizia; *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, 1959, p. 311; *Diritto internazionale*, 1960, p. 103.

KROPHOLLER, J. – Das Haager Abkommen über den Schutz Minderjähriger; Bielefeld, Gieseking, 1966.
 – Haager Minderjährigenschutzabkommen – ein neuer Ansatz in deutschen IPR, *Neue Juristische Wochenschrift*, 1971, p. 1721.

LEQUETTE, Y. – Recherches sur les modes de protection des incapables en droit international privé, thèse ronéographiée, Paris 1973.

LIPSTEIN, K. – The Hague Conventions on Private International Law, Public Law and Public Policy; *International and Comparative Law Quarterly*, 1959, p. 506.

MARÍN LÓPEZ, A. – Los conflictos de leyes en materia de tutela; *Revista española de derecho internacional*, 1960, p. 413.

MOSCONI, F. – La tutela dei minori in diritto internazionale privato, XII + 459 p., Milan, 1964.

VON OVERBECK, A. E. – Essai sur la délimitation du domaine des conventions de droit international privé; *Jus et Lex, Festgabe zum 70. Geburtstag von Max Gutzwiller*, Bâle, 1959, p. 325.
 – Vormundschaft und Kinderschutzmassnahmen im internationalen Privatrecht; *Zeitschrift für Rechtsvergleichung*, 1961, p. 140.

PETRÉN, S. – Barnavårdslagen och förmynderskapskonventionen; *Svensk Juristtidning*, 1959, p. 201.

RIPHAGEN, W. – The relationship between public and private law and the rules of conflict of laws; *Recueil des Cours de l'Académie de droit international*, Vol. 102, 1961 I, p. 215 (protection des mineurs, p. 232).

SCHIPPEL, H. – Rechtsverkehr mit geschäftsunfähigen und beschränkt geschäftsfähige Personen nach internem und internationalem deutschen Privatrecht; *VII. Internationaler Kongress des lateinischen Notariats, Brüssel 1963*, Cologne, 1963, 28 p.

SIMON-DEPITRE, M. – La protection des mineurs en droit international privé après l'arrêt «Boll» de la Cour Internatio-

nale de Justice (communication et discussion); *Travaux du Comité français de droit international privé, vingt-et-unième à vingt-troisième années (1960-1962)*, p. 109 (Cf. BELLET, *Revue critique de droit international privé*, 1961, p. 618).

VON STEIGER, W. – La protection des mineurs sur le plan international (les Conventions et projets de conventions de la Conférence de La Haye de droit international privé; la Convention sur le recouvrement des aliments à l'étranger des Nations Unies, New York). Résumé d'une conférence donnée à la XXIXe Assemblée générale de la Section suisse du Service social international, le 7 juin 1961 à Berne, 10 p. ronéogr.

– Die Revision des Haager Abkommens von 1902 zur Regelung der Vormundschaft über Minderjährige; *Schweizerische Juristen-Zeitung*, 1960, p. 256.

– Der Schutz des Kindes im internationalen Privatrecht der Neuzeit; *Festschrift zur 50. Tagung der Vereinigung schweizerischer Amtsvormünder*, Zurich, 1963, p. 121.

– La protection des mineurs en droit international privé; Leyde, 1964.

TOPOR, L. – Les conflits de lois en matière de puissance parentale, thèse Paris, Dalloz, 1971.

VIGNES, D. – Affaire relative à l'application de la Convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs (Pays-Bas c. Suède), arrêt du 28 novembre 1958; *Annuaire français de droit international*, 1958, p. 250.

VITANYI, B. – La protection des mineurs dans le droit international; *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, 1960, p. 361.

WESER, M. – La Convention de La Haye sur la tutelle des mineurs devant la Cour Internationale de Justice; *Rivista di diritto internazionale*, 1959, p. 426.

DE WINTER, L. I. – Het Haagse ontwerp-verdrag inzake kinderbescherming – Il Progetto di Convenzione dell'Aja sulla Protezione dei Minorenni; *Nederlands Juristenblad*, 1961, p. 17; *Rivista del Diritto Matrimoniale e dello Stato delle Persone*, 1961, p. 12.

– Le principe de la nationalité s'effrite-t-il peu à peu? *De Conflictu Legum (Mélanges Kollewijn-Offerhaus)*, *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, 1962, p. 514 (protection des mineurs, p. 524).

9 Adoption

(Convention du 15 novembre 1965 concernant la compétence des autorités, la loi applicable et la reconnaissance des décisions en matière d'adoption)

CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE – Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale relatif à l'approbation de la Convention internationale de La Haye concernant la compétence des autorités, la loi applicable et la reconnaissance des décisions en matière d'adoption, Berne, 12 mai 1971.

DENMARK, S. – Några anteckningar kring ett förslag till Konvention rörande internationell adoption; *Svensk Juristtidning*, Vol. 48, 1963, p. 467.

FOYER, J. – Adoption; *Encyclopédie Dalloz*, Vol. I, p. 57.

JAYME, E. – Grundfragen einer Reform des internationalen Adoptionsrechts; *Das Standesamt*, 1973, p. 229.

- LATEY, W. - The Hague Convention on Adoption; *The Law Times*, August 1965, p. 497.
- LIPSTEIN, K. - Adoption in private international law: reflections on the scope and the limits of a convention; *International and Comparative Law Quarterly*, 1963, p. 835.
- MENDE, V. - Bemühungen um internationale Abkommen im Adoptionsrecht; *Nachrichtendienst des Deutschen Vereins für öffentliche und private Fürsorge*, 1965, p. 126.
- DE NOVA, R. - Progetto preliminare dell'Aja sull'adozione internazionale; *Diritto Internazionale: Rivista Trimestrale di Dottrina e Documentazione*, Vol. 17, 1963, p. 199.
- OBERLOSKAMP, K. - Die Adoption als Dauerrechtsverhältnis im IPR zur Anerkennung amerikanischer Zweitadoptionen; *Inaugural-Dissertation Universität Bonn* (1971).
- VON OVERBECK, A. E. - Internationale Adoption - Ausarbeitung eines Abkommens durch die Haager Konferenz für internationales Privatrecht; *Pro Juventute (Zürich)*, Vol. 44, 1963, p. 427.
- SCARMEN, L. - Hague Convention on Adoption; *Law Quarterly Review*, 1967, p. 331.
- SCHWIND, F. - Die Haager Adoptionskonvention; *Das Standesamt*, 1964, p. 29 et 1965, p. 5.
- VON STEIGER, W. - Das Haager Übereinkommen vom 15. November 1965 und das Strassburger Übereinkommen vom 24. April 1967; *ISS Swiss Bulletin*, No 12 (1967).
- DE WINTER, L. I. - Het Haagse adoptieverdrag; *Weekblad voor Privaatrecht, Notaris-Ambt en Registratie*, 1965, Nos 4868, 4869, 4872, pp. 353-355, 365-367, 395-397.
- 10 Notification**
- (Convention du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale)
- AMRAM, PH. W. - United States ratification of the Hague Convention on Service of Documents Abroad; *American Journal of International Law*, Vol. 61, 1967, p. 1019.
- VAN DER ELST, R. - Projet de convention relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale; *Journal des Tribunaux*, No 4571, p. 266.
- RIGAUX, F. - La signification des actes judiciaires à l'étranger; *Revue critique de droit international privé*, 1963, p. 447.
- 11 For contractual**
- (Convention du 25 novembre 1965 sur les accords d'élection de for)
- CANSACCHI, G. - Il riconoscimento internazionale del foro contrattuale; *Il diritto dell'Economia*, 1964, p. 615.
- COWEN, Z. and MENDES DA COSTA, D. - The Contractual Forum - A Comparative Study; *Canadian Bar Review*, 1965, p. 453.
- DUBBINK, C. W. - Het Haagse verdrag betreffende de overeenkomsten tot aanwijzing van een bevoegde rechter; *Weekblad voor Privaatrecht, Notaris-ambt en Registratie*, 1965, Nos 4854, 4855, p. 169, p. 181.
- GAUDEMET-TALLON, H. - La prorogation volontaire de juridiction en droit international privé; *Bibliothèque de droit international privé*, Vol. IV, Librairie Dalloz, 1965.
- LAGARDE, P. - La Convention de La Haye sur les accords d'élection de for; Communication du Comité français de droit international privé, Travaux 1964-1966, p. 151 et compte rendu de P. BELLET à la *Revue critique de droit international privé*, 1967, p. 218.
- MENDES DA COSTA, D. - cf. COWEN, Z.
- NADELMANN, K. H. - The Hague Conference on Private International Law and the Validity of Forum Selecting Clauses (Appendix: Draft of Convention on the General Jurisdiction of Contractual Forums adopted by the Ad Hoc Committee); *American Journal of Comparative Law*, Vol. 13, 1964, p. 157.
- REESE, W. L. M. - The Model Choice of Forum Act; *American Journal of Comparative Law*, Vol. 17, 1969, p. 292.
- WELAMSON, L. - Quelques problèmes liés à la Convention de La Haye sur les accords d'élection de for; *Mélanges Ch. N. Fragistas*, Thessalonique, 1968.
- 12 Exécution des jugements**
- (Convention du premier février 1971 sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale et Protocole additionnel)
- BEITZKE, G. - Model Act zur Vollstreckung ausländischer Urteile; *Festschrift Nipperdey*, 1965, p. 855.
- CAPOTORTI, F. - Osservazioni su alcuni aspetti delle convenzioni dell'Aja e di Bruxelles relative al riconoscimento delle sentenze straniere; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, Vol. 5, 1969, p. 321.
- CARBONE, S. M. - Il regime della litispendenza nelle convenzioni dell'Aja e di Bruxelles; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1969, p. 7.
- DROZ, G. A. L. - Le récent projet de Convention de La Haye sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale; *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, 1966, p. 255.
- Compétence judiciaire et effets des jugements dans le Marché Commun (Etude de la Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968), *Bibliothèque de droit international privé*, Dalloz, Vol. XIII, 1972, spéc. p. 429-453.
- FRAGISTAS, CH. N. - La compétence internationale exclusive en droit privé; *Studi in onore di Antonio Segni*, Vol. II, 1967, p. 199.
- Deux Conventions multilatérales récentes sur la reconnaissance des jugements étrangers; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1968, p. 745.
- Les compétences exorbitantes dans les travaux de la Conférence de La Haye; *Mélanges IONASCO*, *Revue roumaine des sciences sociales*, 1968, p. 175.
- GAJA, G. - Diritto internazionale privato e riconoscimento delle sentenze secondo due recenti convenzioni; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1969, p. 25.
- HEIDERSCHIED, R. - cf. MAUL, R.

JENARD, P. - Une technique originale. La bilatéralisation de conventions multilatérales; *Revue belge de droit international*, 1966, p. 386.

LAMBERTI ZANARDI, P. - Ambito di applicazione delle convenzioni dell'Aja e di Bruxelles sul riconoscimento delle sentenze straniere a questioni pregiudiziali; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1969, p. 52.
- L'efficacia delle sentenze straniere nelle convenzioni internazionali dell'Aja e della C.E.E., Padova (*Cedam ed.*), 1969, p. 334.

LANFRANCI, F. - Relievi in margine alle discipline della proroga convenzionale di competenza nelle convenzioni dell'Aja e di Bruxelles; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1969, p. 59.

LIEBMAN, E. T. - Presentazione del simposio su : L'efficacia delle sentenze straniere nelle convenzioni multilaterali dell'Aja e di Bruxelles; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, Vol. 5, 1969, p. 5.

LUZZATO, R. - Competenza giurisdizionale o diretta e competenza internazionale o indiretta nelle convenzioni dell'Aja e di Bruxelles; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1969, p. 66.

MAUL, R. et HEIDERSCHIED, R. - L'unification des dispositions sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers; *Tirage à part du Bulletin François Laurent*, 1965, p. 1-12.

MENGOZZI, P. - Note sulla clausola di «competenza esclusiva» nelle convenzioni dell'Aja e di Bruxelles in materia di diritto processuale civile internazionale; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1969, p. 72.

NADELMANN, K. H. - The Common Market Judgment Convention and a Hague Conference Recommendation: what steps next?; *Harvard Law Review*, Vol. 82, 1969, p. 1282.

NEWMAN, K. M. H. - The Eleventh Session of the Hague Conference of Private International Law. Recommendation II. The enforcement of foreign judgments; *The International and Comparative Law Quarterly*, 1969, p. 652.

ODDINI, M. - Considerazioni sul concetto di atto giurisdizionale riconoscibile adottato nel regime convenzionale dell'Aja e di Bruxelles; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1969, p. 124.

PANCHAUD, A. - La technique législative des traités sur l'exécution des jugements étrangers; *Mélanges Ch. N. Fragistas*, Thessalonique, 1968.
- La reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers. Les fors exorbitants; *Annuaire suisse de droit international*, Vol. 25, 1968, p. 108.

POCAR, F. - Alcune osservazioni in merito al procedimento per il riconoscimento e l'esecuzione delle sentenze straniere previsto nelle convenzioni dell'Aja e della C.E.E.; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1969, p. 132 H.

SEVIG, V. R. - Projet de Convention sur la reconnaissance et exécution des jugements étrangers en matière patrimoniale; *17 Annales de la Faculté de droit d'Istanbul*, p. 180.

TARZIA, G. - Competenza internazionale e competenza giurisdizionale per connessione nelle convenzioni dell'Aja e di Bruxelles; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1969, p. 156.

THIRLWAY, H. - La reconnaissance et l'exécution réciproques des jugements en matière patrimoniale dans les rapports entre la Grande-Bretagne et les pays du Marché Commun, thèse polycopiée, Nancy, 1969.

TREVES, T. - Il meccanismo della «bilateralizzazione» e gli effetti obbligatori della convenzione dell'Aja sul riconoscimento e l'esecuzione delle sentenze straniere; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1969, p. 174.

DE WINTER, L. I. - Excessive jurisdictions in private international law; *International and Comparative Law Quarterly*, 1968, p. 706.

(SANS INDICATION D'AUTEUR) - Recommendation relating to the connection between the Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments and the supplementary Protocol; *American Journal of Comparative Law*, 1968, p. 602.

13 Divorce

(Convention du premier juin 1970 sur la reconnaissance des divorces et des séparations de corps)

AMRAM, PH. W. - Hague on Divorces and Rome on Wills; *International Lawyer*, Vol. 2, 1968, p. 243.

ANTON, A. E. - The Recognition of Divorces and Legal Separations; *International and Comparative Law Quarterly*, 1969, p. 620.

BEITZKE, G. - Rechtsvergleichende Bemerkungen zur Anerkennung und Vollstreckung ausländischer zivilrechtlicher Entscheidungen in Jugoslawien - *Rabels Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht*, 1966, p. 642.

BELLET, P. et GOLDMAN, B. - La Convention de La Haye sur la reconnaissance des divorces et des séparations de corps; *Journal du droit international*, 1969, p. 843.

BENITEZ DE LUGO, M. A. - El proyecto de convenio sobre el reconocimiento de divorcio y de separación de cuerpos; *Revista española de derecho internacional*, 1969, p. 525.

FICKER, H. J. - Einige Gedanken über die Anerkennung ausländischer Scheidungsurteile; *Mélanges Ch. N. Fragistas*, 1966, p. 371.

FOSTER, H. H. jr. and FREED, D. J. - The Hague Draft Convention on Recognition of Foreign Divorces and Separations; *Family Law Quarterly*, Vol. 1, 1967, p. 83.

FRANESKAKIS, PH. - La prudente élaboration par la Conférence de La Haye d'une convention sur le divorce; *Journal du droit international*, 1965, p. 24.

FREED, D. J. - cf FOSTER, H. H. jr.

GOLDMAN, B. - cf BELLET, P.

GRAVESON, R. H. - Die erste Sitzung des Sonderausschusses der Haager Konferenz für internationales Privatrecht für das Gebiet der Ehescheidung; *Zeitschrift für Rechtsvergleichung*, 1967, p. 83.

JUENGER, F. - Recognition of Foreign Divorces, British and American Perspectives; *American Journal of Comparative Law*, Vol. 20, 1972, p. 1.

KARSTEN, I. G. F. - The Recognition of Divorces and Legal Separations Act, 1971-1972, M.L.R., p. 299.

THE LAW COMMISSION AND THE SCOTTISH LAW COMMISSION; Hague Convention on Recognition of Divorces and Legal Separations – Report – *Command Paper 4542*, London, H.M.S.O. (1970)

MANN, M. – The Hague Convention. Recognition of Divorces and Legal Separations; *The New Law Journal*, Vol. 120, 1970, p. 925.

MARÍN LÓPEZ, A. – El proyecto de convención de divorcio de la Conferencia de La Haya; *Revista Española de Derecho Internacional*, Vol. XIX, 1966, p. 534.

VON MEHREN, A. T. – Introductory Note on the Draft Convention on Recognition of Divorces and Legal Separations; *The American Journal of Comparative Law*, 1968, p. 580.

VON MEHREN, A. T. and NADELMANN, K. H. – The Hague Conference. Convention of June 1, 1970 on Recognition of Foreign Divorce Decrees; *Family Law Quarterly (American Bar Association)*, Vol. 5, 1971, p. 303.

NADELMANN, K. H. – Habitual residence and nationality as tests at The Hague: The 1968 Convention on Recognition of Divorces; *Texas Law Review*, Vol. 47, 1969, p. 766. – cf. VON MEHREN, A. T.

VON OVERBECK, A. E. – Le remariage du conjoint divorcé selon le projet de Convention de La Haye sur la reconnaissance des divorces et selon les droits allemand et suisse; *Revue critique de droit international privé*, 1970, p. 45.

REESE, W. – The Hague Draft Convention on the Recognition of Foreign Divorces (A Comment). Text of the First Special Commission; *American Journal of Comparative Law*, Vol. 14, 1966, p. 692; *International Legal Materials*, Vol. 5, 1966, p. 389.

SCHWIND, F. – Die Haager Konvention über die Anerkennung von Scheidungen dem Bande nach und von Tisch und Bett; *Mélanges Schima*, Vienne, 1969, p. 377.

TRAMMER, H. – Konwencja haska o uznawaniu rozwodów i separacji (Convention de La Haye sur la reconnaissance de divorces et de séparations de corps); *Studia Prawnicze*, 1971, cah. 29, p. 46.

VISCHER, F. – Abkommen über die Anerkennung von Scheidungen und Trennungen; *Annuaire suisse de droit international*, Vol. XXV, 1968, p. 117.

14 Obtention des preuves

(Convention du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale).

AMRAM, PH. W. – The proposed Convention on the Taking of Evidence Abroad; *American Bar Association Journal*, Vol. 55, 1969, p. 651.

ARIËNS, W. H. – Internationale bewijslevering onder de loupe van de Haagse Conferentie; *Nederlands Juristenblad*, 1969, p. 57.

EDWARDS, D. M. – Taking of evidence abroad in civil or commercial matters; *International and Comparative Law Quarterly*, 1969, p. 646.

GOUGUENHEIM, P. – Convention sur l'obtention des preu-

ves à l'étranger en matière civile et commerciale; *Journal du droit international*, 1969, p. 315.

VAN HOOGSTRATEN, M. H. – La Convention sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale; *Revue des Huissiers de Justice*, numéro spécial du 31 octobre 1970 (No B 10).

LEROY JONES, H. – The Hague Convention on Taking Evidence Abroad: States should now ratify or accede; *World Peace Through Law Center Bulletin*, Vol. 7, 1970, Nos 3–4, p. 2–3.

MARKEES, C. – Zum Haager Übereinkommen über die Beweisaufnahme im Ausland; *Annuaire suisse de droit international*, Vol. XXV, 1968, p. 135.

15 Accidents circulation

(Convention du 4 mai 1971 sur la loi applicable en matière d'accidents de la circulation routière).

ARMSTRONG, C. S. – The Hague Convention on the Law Applicable to Traffic Accidents: Search for uniformity amidst doctrinal diversity; *Columbia Journal of Transnational Law*, Vol. 11, 1972, p. 74.

BEITZKE, G. – Die 11. Haager Konferenz und das Kollisionsrecht der Strassenverkehrsunfälle; *Rabels Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht*, 1969, p. 204.

BOURKE, M. T. W. – Birth of an International Convention – Hague Conference on Private International Law, Special Commission on Torts; *Harvard International Law Journal*, 1968, p. 277.

CASTEL, J. G. et CREPEAU, P. A. – International developments in choice of law governing torts. Views from Canada; *American Journal of Comparative Law*, Vol. 19, 1971, p. 17.

CREPEAU, P. A. – cf. CASTEL, J. G.

DENOVA, R. – La convenzione dell'Aja sulla legge applicabile agli incidenti stradali; *Diritto internazionale*, Vol. XXIII, 1969, p. 104.

– Das Haager Übereinkommen über das auf Strassenverkehrsunfälle anwendbare Recht; *Festschrift Rheinstein*, Tübingen, 1969.

ESSÉN, E. – Tillämplig lag vid internationella trafikolyckor; *Nordisk Försäkrings Tidskrift*, 1969, p. 217.

FISCHER, H. – Report on the Convention on the Law Applicable to Traffic Accidents; *Proceedings of the 52nd Annual Meeting of the Conference of Commissioners on Uniformity of Legislation in Canada*, 1970, p. 215.

– The Convention on the Law Applicable to Traffic Accidents; *The Canadian Yearbook of International Law*, Vol IX, 1971, p. 189.

FORGET, L. – Les conflits de lois en matière d'accidents de la circulation routière; *Dalloz, Bibliothèque de droit international privé*, Vol. XV, 1973, p. 58–82.

JEZDIĆ, M. – Conflits des lois concernant la responsabilité objective du propriétaire de l'automobile pour le dommage causé dans le trafic routier; *Jugoslovenska Revija za Medunarodno Pravo*, 1969, p. 28 (en serbo-croate; sommaire en français).

LÉPINE, N. – Examen critique de la loi applicable en matière d'accidents de la circulation routière selon la Convention de la Conférence de La Haye de droit international privé, 1968; *Canadian Bar Review*, 1969, p. 509.

LOUSSOUARN, Y. – La Convention de La Haye sur la loi applicable en matière d'accidents de la circulation routière; *Journal du droit international*, 1969, p. 5.

NAVARRO, M. A. – La Convención sobre la ley aplicable en materia de accidentes en la circulación por carretera; *Revista española de derecho internacional*, 1969, p. 522.

NEWMAN, K. M. H. – The law applicable to traffic accidents; *International and Comparative Law Quarterly*, 1969, p. 643.

PANCHAUD, A. – La loi applicable en matière d'accidents de la circulation routière; *Annuaire suisse de droit international*, Vol. XXV, 1968, p. 111.

REESE, W. L. M. – Introductory note on the Draft Convention on the Law Applicable to Traffic Accidents; *American Journal of Comparative Law*, 1969, p. 588.

SCHULTSZ, J. C. – Haagse verdrag over de toepasselijke wet bij verkeersongelukken; *Weekblad voor Privaatrecht, Notaris-Ambt en Registratie*, 1972, p. 17, 29.

SCHWIND, F. – Die Haager Konvention über das auf Verkehrsunfälle anwendbare Recht; *Zeitschrift für Verkehrsrecht*, 1973, p. 326.

16 Administration des successions

(Convention du 2 octobre 1973 sur l'administration internationale des successions)

BATIFFOL, H. – L'administration internationale des successions; *Revue critique de droit international privé*, 1973, p. 244.

BOYD, W. L. – International Administration of the Estates of Deceased Persons; *Report of the United States Delegation to the Twelfth Session of the Hague Conference on Private International Law*, *International Legal Materials*, Vol. 12, 1973, p. 863.

FIRSCHING, K. – Überlegungen zu einer internationalen Mobiliar-Nachlassverwaltung; *Multitudo legum, jus unum, Mélanges W. Wengler*, Vol. II, p. 321.

LALIVE, P. – L'administration internationale des successions; *Annuaire suisse de droit international*, Vol. XXVIII, 1972, p. 61.

NADELMANN, K. H. – Draft Convention Concerning the International Administration of Estates of Deceased Persons (Introductory Note); *American Journal of Comparative Law*, Vol. 21, 1973, p. 139.

17 Responsabilité du fait des produits

(Convention du 2 octobre 1973 sur la loi applicable à la responsabilité du fait des produits)

BATIFFOL, H. – La loi applicable à la responsabilité du fait des produits; *Revue critique de droit international privé* 1973, p. 252.

CAVIN, P. – La Convention sur la loi applicable à la responsabilité du fait des produits. – *Annuaire suisse de droit international*, Vol. XXVIII, 1972, p. 45.

DE NOVA, R. – La Convenzione dell'Aja sulla legge applicabile alla responsabilità per danni derivanti da prodotti; *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1973, p. 297.

DURHAM, B. – Hague Convention on the Law Applicable to Products Liability; *Georgia Journal of International and Comparative Law*, Vol. 4, 1974, No 1, p. 178.

DUTOIT, B. – La récente Convention de La Haye sur la loi applicable à la responsabilité du fait des produits; *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht*, 1973, p. 109.

LORENZ, W. – Der Haager Konventionsentwurf über das auf die Produkthaftpflicht anwendbare Recht; *Rabels Zeitschrift*, 1973, p. 317.

MATIĆ, Z. – Medunarodno privatno pravo vanugovorne odgovornosti proizvođača za štetu koju prouzroče njihovi proizvodi; *Prinosi za poredbeno proučavanje prava i medunarodno privatno pravo*, Broj 5, 1972, p. 1.

REESE, W. L. M. – Products Liability; *Report of the United States Delegation to the Twelfth Session of the Hague Conference on Private International Law*, *International Legal Materials*, Vol. 12, p. 859.

– Draft Convention on the Law Applicable to Products Liability (Introductory Note); *American Journal of Comparative Law*, Vol. 21, 1973, p. 149.

SAUNDERS, M. L. – An innovative approach to international products liability: the work of the Hague Conference on Private International Law; *Law and Policy in International Business*, Vol. 4, No 2, 1972, p. 187.

SIEHR, K. – Produkthaftung und Internationales Privatrecht, Zum Entwurf für ein Haager Kollisionsrechtsabkommen; *Aussenwirtschaftsdienst des Betriebs-Beraters*, 1972, Heft 8, p. 373.

18 Obligations alimentaires

(Convention du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires; Convention du 2 octobre 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires)

BATIFFOL, H. – Obligations alimentaires; *Revue critique de droit international privé*, 1973, p. 261

BELLET, P. – Les Nouvelles Conventions de La Haye en matière d'obligations alimentaires; *Journal du droit international*, 1974, No 1.

CAVERS, D. F. – Draft Convention on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations (Introductory Note); *American Journal of Comparative Law*, Vol. 21, 1973, p. 154.

– Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations; *Report of the United States Delegation to the Twelfth Session of the Hague Conference on Private International Law*, *International Legal Materials*, Vol. 12, p. 869.

PEREZ-VERA, E. – La XIIa Sesión de la Conferencia de La Haya su aportación en materia de alimentos; *Anuario de estudios sociales y jurídicos*, Vol. II, 1973, p. 317

Table des matières		Page
	Douzième session – Matières diverses	59
	Travaux préliminaires	60
	<i>Liste des documents et autres textes reproduits</i>	61
	<i>Note sur les conflits entre la loi nationale et la loi du domicile, établie par M. L. I. de Winter</i>	62
	<i>Projets des Etats membres de la Conférence en vue de la signature ou de la ratification de certaines Conventions de La Haye, recueillis par le Bureau Permanent</i>	65
	<i>Mémoire relatif aux clauses finales des Conventions de La Haye, établi par le Bureau Permanent</i>	69
Avis au lecteur	Page 5	
<i>Sommaire des Actes et documents de la Douzième session</i>	6	Douzième session – Actes 78
<i>Etats représentés à la Douzième session et noms de leurs Délégués</i>	7	<i>Composition de la Quatrième commission</i> 79
<i>Observateur et Représentants d'organisations inter-gouvernementales et non gouvernementales</i>	9	<i>Liste des Procès-verbaux et des Documents de travail</i> 82
<i>Bureau et Secrétariat de la Douzième session</i>	10	Document de travail No 1 83
		Documents de travail Nos 2 et 3 86
		Document de travail No 4 87
		Procès-verbal No 1 88
Séances plénières	11	Annexe au Procès-verbal No 1 89
<i>Procès-verbal de la Séance d'ouverture de la Douzième session</i>	12	Documents de travail Nos 5 à 7 91
<i>Annexe (Règlement intérieur des Sessions plénières)</i>	18	Procès-verbal No 2 92
<i>Procès-verbal de la Séance de clôture de la Douzième session</i>	22	Document de travail No 8 99
		Procès-verbal No 3 102
		Document de travail No 9 107
Acte final et Protocole de clôture	24	Procès-verbal No 4 108
<i>Acte final de la Douzième session</i>	24	<i>Textes soumis à la Séance plénière</i> 113
<i>A Projets de Conventions</i>	25	<i>Documents de travail soumis à la Séance plénière</i> 116
I Convention sur l'administration internationale des successions	25	<i>Procès-verbal de la Séance plénière des 20 et 21 octobre 1972</i> 117
II Convention sur la loi applicable à la responsabilité du fait des produits	36	Bibliographie 119
III Convention concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires	41	<i>Note relative à la bibliographie</i> 120
		<i>Table des matières de la bibliographie</i> 121
<i>B Décision sur l'achèvement des travaux en matière d'obligations alimentaires</i>	49	<i>A Sélection d'articles sur la Conférence et les Conventions de La Haye en général</i> 122
<i>C Décision sur les projets à porter à l'ordre du jour de la Conférence</i>	50	<i>B Références à la Conférence de La Haye dans les éditions récentes de manuels et ouvrages généraux sur le droit international privé</i> 124
<i>D Vœux</i>	51	<i>C Actes et documents des Sessions de la Conférence</i> 125
<i>Protocole de clôture de la Commission spéciale</i>	53	I Publications de la Conférence 125
<i>Convention sur la loi applicable aux obligations alimentaires</i>	53	II Reproductions et traductions des Conventions 125
Table		Table I-149

	Page
<i>D Bibliographie relative aux Sessions de la Conférence</i>	128
<i>E Ouvrages et articles récents relatifs aux Conventions de La Haye conclues avant 1945</i>	134
<i>F Ouvrages et articles relatifs à une des matières traitées aux Sessions de la Conférence</i>	134
Table	148

Conférence de La Haye de droit international privé

Actes et documents

de la Douzième session

2 au 21 octobre 1972

Tome II Administration des successions

Edités par le Bureau Permanent de la Conférence

Imprimerie Nationale / La Haye / 1974

Avis au lecteur

Le présent tome contient les procès-verbaux des discussions de la Douzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé concernant la Convention sur l'administration internationale des successions. Les autres travaux de cette Session figurent dans les autres tomes des *Actes et documents de la Douzième session*, à savoir: Tome I, Matières diverses, Tome III, Responsabilité du fait des produits, Tome IV, Obligations alimentaires; les Tomes I et II sont réunis dans le présent volume.

Dans ce tome, on trouve tout d'abord un certain nombre de documents préliminaires: Orientation des études relatives à certains problèmes du droit des successions, mémoire établi par M. G. A. L. Droz (ce document avait été établi à l'intention de la Onzième session et a déjà été publié dans les *Actes et documents de la Onzième session (1968)*, t. I, p. 52-64), un questionnaire et commentaire sur le droit international privé des successions, établis par M. G. A. L. Droz, les réponses des Gouvernements, les conclusions de la Commission spéciale de 1970, l'avant-projet de Convention élaboré par la Commission spéciale de 1971 et le rapport explicatif de M. P. Lalive ainsi que les observations des Gouvernements sur cet avant-projet.

Suivent les procès-verbaux et documents de travail de la Deuxième commission chargée de la matière à la Douzième session. Enfin, le tome contient un extrait du procès-verbal de la séance plénière qui a approuvé le projet de convention, le texte de la Convention adoptée et le rapport explicatif de M. P. Lalive. Ce rapport ne se borne pas à compléter le rapport de la Commission spéciale, mais constitue un commentaire autonome de la Convention. On trouvera à la fin du tome des tables permettant de retrouver rapidement les discussions sur un point particulier.

La Douzième session a élaboré, pour tous les projets de conventions et les décisions, des textes français et anglais équivalents. Conformément à une pratique qui s'est développée au cours de la Session extraordinaire de 1966 et de la Onzième session de 1968, les interventions ont été rendues en français ou en anglais, selon la langue employée par l'orateur.

Le présent volume peut être commandé, séparément ou avec les autres, à l'Imprimerie Nationale des Pays-Bas, 1, Christoffel Plantijnstraat à La Haye, ou par l'intermédiaire des librairies.

Le Secrétaire général de la Conférence,

M. H. VAN HOOGSTRATEN

Douzième session

Travaux préliminaires

Liste des documents¹

Orientation des études relatives à certains problèmes du droit des successions, Mémoire établi par Georges A. L. Droz. – Preliminary investigation into some problems arising in the Law of Succession, Memorandum drawn up by Georges A. L. Droz. – (Extrait des *Actes et documents de la Onzième session (1968)*, t. I, p. 52–64), *infra* p. 7.

Procès-verbal No 4 de la Quatrième commission de la Onzième session. – (Extrait des *Actes et documents de la Onzième session (1968)*, t. I, p. 96–102), *infra* p. 20.

Questionnaire et Commentaire sur le droit international privé des successions, établis par Georges A. L. Droz. – Questionnaire and Commentary on Private International Law concerning Succession, drawn up by Georges A. L. Droz. – (*Document préliminaire No 1 de septembre 1969*), *infra* p. 27.

Réponses des Gouvernements au Questionnaire sur le droit international privé des successions. – (*Document préliminaire No 2 de mai-juin 1970*), *infra* p. 67.

Aperçu des solutions provisoirement adoptées ou favorablement accueillies par la Commission spéciale en matière de succession, établi par le Bureau Permanent. – Review of solutions provisionally accepted or favourably received by the Special Commission on Succession, drawn up by the Permanent Bureau. – (*Document préliminaire No 3 de septembre 1970*), *infra* p. 121.

*Rapport de la Commission spéciale, établi par M. P. Lalive. – Report of the Special Commission, drawn up by P. Lalive. – (Document préliminaire No 4 de mai 1971)*²

*Note explicative de l'Avant-projet de Convention sur l'administration internationale des successions (mobilières) du 23 juin 1971, établie par le Secrétariat. – Explanatory Note on the Draft Convention of the 23rd of June 1971 on the International Administration of the (Movable) Estate of Deceased Persons, drawn up by the Secretariat. – (Document préliminaire No 5 de septembre 1971)*³

Avant-projet de Convention sur l'administration internationale des successions (mobilières), adopté par la Commission spéciale et Rapport établi par M. P. Lalive. – Draft Convention concerning the International Administration of the (Movable) Estate of Deceased Persons and Report drawn up by P. Lalive. – (*Document préliminaire No 6 de mars 1972*), *infra* p. 124.

Observations des Gouvernements sur l'Avant-projet de Convention adopté par la Commission spéciale de juin 1971 et sur le Rapport de M. Pierre Lalive. – (*Document préliminaire No 7 de septembre 1972*), *infra* p. 152.

¹ La table des matières se trouve à la fin du présent tome.

² Ce Rapport n'a pas été reproduit car il avait été élaboré à l'usage interne de la Commission spéciale.

³ Cette note à l'intention des Gouvernements n'a pas été reproduite car elle se bornait à présenter succinctement l'avant-projet dans l'attente du Rapport de M. P. Lalive, diffusé en mars 1972 (*Doc. prélim. No 6*).

Orientation des études relatives à certains problèmes du droit des successions¹

MÉMOIRE ÉTABLI PAR GEORGES A. L. DROZ

Document préliminaire de mai 1968 à l'intention de la Onzième session

CHAPITRE I – POSITION DU PROBLÈME

Quant à la loi applicable au statut successoral (englobant tant la succession *ab intestat* que les règles de fond impératives applicables à la succession testamentaire, comme l'existence d'une réserve), les règles de conflit des Pays membres de la Conférence divergent très nettement:

a La succession toute entière est soumise à la loi nationale du défunt (par exemple Pays-Bas, Italie, Espagne, etc.).

b La succession toute entière est soumise à la loi du domicile du défunt (par exemple Norvège, Suisse).

c La succession est scindée en masses mobilières englobant tous les biens de cette nature, où qu'ils soient situés, et masses immobilières. Dans ce cas les immeubles sont soumis à la loi du lieu de leur situation et les meubles sont soumis soit à la loi du domicile du défunt (Common Law, Etats-Unis, France, Belgique), avec cette différence que la conception du domicile peut varier (tel qui aura un domicile d'origine en Angleterre au sens du droit anglais peut bien avoir un domicile au sens continental en France ou en Belgique), ou à la loi nationale (Luxembourg).

Ces divergences entre règles de conflit entraînent des conflits de systèmes, soit positifs, c'est-à-dire que plusieurs systèmes juridiques prétendent appliquer leur loi matérielle successorale aux mêmes biens (par exemple Néerlandais domicilié en France, la loi néerlandaise et la loi française prétendent s'appliquer à la succession mobilière) soit négatifs, ce qui soulève le problème du renvoi (Français domicilié au Luxembourg, la loi Luxembourgeoise prétend appliquer la loi nationale française aux meubles et le droit français prétend leur appliquer la loi luxembourgeoise du domicile).

Toutes ces divergences ont d'autant plus d'effet que les droits matériels peuvent différer profondément tant en ce qui concerne l'établissement d'une réserve pour certains héritiers privilégiés que pour l'attribution de droits suc-

Preliminary investigation into some problems arising in the Law of Succession^{1,2}

MEMORANDUM DRAWN UP BY GEORGES A. L. DROZ

Preliminary document of May 1968 for the attention of the Eleventh Session

CHAPTER I – THE NATURE OF THE PROBLEM

The conflicts rules of the Member States of the Conference as to the applicable law in matters of succession [including both intestate succession and the various substantive rules of a mandatory character pertaining to testate succession, such as the provision for a portion of inheritance that must devolve upon the heirs (réserve)] can be clearly distinguished-

a the succession in its entirety is governed by the national law of the deceased (for example the Netherlands, Italy, Spain).

b the succession in its entirety is governed by the law of the domicile of the deceased (for example Norway, Switzerland).

c the succession is divided into movable property (comprising all property falling under this description wherever situated) and immovable property. In this case the immovable property is governed by the law of the place where the immovable is situated, and the movables are governed either by the law of domicile of the deceased (Common Law, United States, France, Belgium), it being noted that the concept of domicile may vary from one system to another (a person who still has a domicile of origin in England according to English law may all the same have a domicile in France or Belgium by the continental sense of the term), or by the national law (Luxembourg).

These differences in the conflicts rules bring about conflicts of law systems as a whole. These conflicts may be positive, several legal systems claiming the right to apply their substantive rules of succession to the same assets (for example in the case of a Netherlands national domiciled in France, both Netherlands law and French law claim to apply their succession rules to the movable estate); or else these conflicts may be negative, in which case the problem of whether or not to apply renvoi arises – a Frenchman domiciled in Luxembourg – Luxembourg law claims to apply the national law (French) to the movables and French law claims to apply the Luxembourg law, that being the law of domicile.

All these differences are seen to be even greater when one considers that the substantive laws of the States may differ widely *e.g.* as to the provision of a *réserve* for certain privileged heirs, as to the attribu-

¹ Extraits des *Actes et documents de la Onzième session (1968)*, tome I, p. 52-64.

¹ Translation of the Permanent Bureau.

² Extract from the *Actes et documents de la Onzième session (1968)*, vol. I, p. 52-64.

cessoraux au conjoint survivant, ou encore la hiérarchie de la parenté pour déterminer les ayants droit (système des parentèles ou des degrés).

A ces divergences s'ajoutent d'autres divergences qui se meuvent sur un autre plan. Les ayants droit étant déterminés quant au fond, les questions de l'administration et de la liquidation des biens successoraux, du paiement du passif, bref toute opération précédant le partage et l'attribution définitive des biens, peuvent se voir soumises à des règles différentes.

Quant à la loi matérielle, on sait que dans certains systèmes les héritiers légitimes sont immédiatement saisis des droits et actions du défunt, c'est à eux qu'il appartient de payer les dettes, d'administrer la succession, de payer les legs, de réclamer en justice les créances du défunt et enfin de partager l'actif net. Les biens successoraux leur sont acquis dès le moment du décès; après un partage, les biens individuellement attribués aux héritiers sont réputés leur avoir appartenu dès l'instant de ce décès: le partage a un effet déclaratif. Il n'y a pas deux transmissions successives, mais une seule. Dans d'autres systèmes, les biens successoraux sont administrés, gérés par une personne investie de ce pouvoir par le tribunal (lequel pourra évidemment nommer la personne désignée dans le testament). Cette personne, qui peut être étrangère à la succession ou être un héritier, a le *legal title* et c'est elle qui est chargée de reverser l'actif net aux ayants droit.

Cette divergence des lois internes est accentuée de nouveau par des conflits de systèmes: on peut estimer que c'est la loi successorale elle-même qui décide de quelle manière seront transmis les biens héréditaires et on prétendra alors que la personne compétente selon cette loi pour administrer et liquider les biens puisse exercer ses pouvoirs partout. Mais on peut aussi estimer que ces questions de transmission de biens héréditaires touchant de très près à la notion de propriété relèvent de la loi où les biens immobiliers mais aussi mobiliers sont *effectivement* situés.

Il résulte de l'éventail des divergences présentées qu'à propos d'une succession internationale, même si, dans les pays intéressés, la question de la détermination de la loi successorale (donc de la qualité d'héritier) est réglée en droit ou en fait de manière identique, des divergences pourront subsister sur le plan de l'administration et des opérations de liquidation de la succession elle-même; inversement, à supposer que deux Etats se fassent une même image du rattachement des problèmes de saisine et de transmission des biens ou d'administration de la succession (par exemple soumission à la loi successorale), ils pourront complètement diverger quant à la détermination de la loi applicable au fond.

Peut-on chercher à obtenir une certaine unité de vues sur ces deux problèmes?

CHAPITRE II - ADMINISTRATION DE LA SUCCESSION

a Il est un fait, c'est que très fréquemment les conceptions juridiques différentes se rejoindront dans le cas d'espèce pour donner compétence à une loi unique: c'est le cas le plus fréquent, le plus normal, où un individu décède dans le pays de son domicile, qui est en même temps celui dont il est le ressortissant et que le caractère international de la succession ne se manifeste que par l'existence de biens et droits *mobiliers* effectivement situés à l'étranger. Dans un tel cas, tant les pays qui soumettent la succession à la loi nationale que ceux qui

tion of rights of succession to a surviving spouse, or as to the hierarchy of kinship in order to determine the persons entitled to succeed [system of branches (parentèle) or system of degrees (degrés)].

There can be further differences of another kind. After the heirs have been ascertained by the application of substantive rules, questions of administration and winding-up of the estate, the settlement of liabilities and, in short, every phase preceding the final passing of the assets, may be governed by different rules.

As regards substantive law, in some legal systems the legal heirs are, on the death of the deceased, immediately seised with the estate; they are bound to settle the liabilities, administer the estate, pay over the bequest, pursue the debtors of the deceased for payment, and finally distribute the residue. Here the assets are acquired at the moment of death; after distribution, the individual assets devolving upon the heirs are deemed to have belonged to them as from the moment of death, the distribution having a declaratory effect. There are not, in this case, two successive devolutions but one. In other systems of law the assets are administered and managed by the person on whom this power is conferred by the court (which of course may nominate as such the person designated to serve in this capacity in the will). This person, who may or may not be an heir, has the legal title, and he is bound to convey the assets to those entitled.

This difference in internal law is further increased by conflicts between legal systems: one could be led to believe that the law applicable to the succession should determine the way in which the assets should devolve, and that the person deemed competent according to this law to administer and wind up the estate should be able to enforce his powers of administration everywhere. However, these questions of the administration of assets, which are closely linked with the concept of property, might equally well call for the application of the law of the place where the immovable or even the movable property is effectively situated.

From this analysis of the existing differences, it can be seen that when there is a succession containing international elements, even if within the interested States the determination of the law applicable to the succession (thus the capacity to inherit) is resolved, either in law, or in fact, in an identical way, there may still remain differences in the fields of administration and winding-up of the estate. Conversely, one can imagine the case in which two States concur in so far as they would submit problems of seizure and transmission of assets, or those concerning the administration of the estate, to the same law (for example submission to the law applicable to the succession). These two States might hold totally different views, however, as to the law to be applied to the substance of the case.

Can harmony be achieved to resolve these two problems?

CHAPTER II - ADMINISTRATION OF THE ESTATE

a It is acknowledged that very frequently in a particular case the application of different legal concepts of choice of law results in the application of one single law. This happens most frequently and most usually when a person dies in the country of his domicile, which is at the same time the country of which he is a national, the only international element in the succession being the presence of assets situated abroad. In such a case, both the countries which submit the succession to the law of the nationality and those which submit it to the law of

la soumettent au domicile convergent pour donner compétence à la loi du pays auquel était rattaché le défunt. Le raisonnement vaut également pour les pays qui admettent la scission mais soumettent les meubles soit à la loi nationale soit à la loi du domicile. Le raisonnement vaut enfin dans les cas de divergence dans la conception du domicile, puisque le défunt sera considéré comme domicilié dans le pays intéressé aussi bien en vertu des notions continentales qu'en vertu des notions anglaises par exemple, puisqu'il s'agira très vraisemblablement d'un domicile d'origine.

Dans une telle hypothèse où les circonstances provoquent une convergence des règles différentes de conflit pour donner compétence à une loi unique, il ne reste plus à régler que le problème de la loi applicable à l'administration et à la transmission des biens successoraux. Il est avantageux, pour favoriser le règlement unitaire de la succession, qu'une seule et même personne soit investie du droit d'administrer les biens successoraux, de liquider le passif, de délivrer les legs et de procéder aux opérations de transmission des biens. Une tentative ne pourrait-elle pas être effectuée en ce sens? Une discussion fructueuse pourrait avoir lieu à ce propos lors de la Onzième session.

b Si l'on part de l'idée que dans de nombreux cas d'espèce la même loi matérielle sera désignée par plusieurs systèmes de conflit, l'on peut esquisser une première solution.

Le système consistant à soumettre l'administration de la succession, la transmission des biens héréditaires et les opérations de liquidation de l'actif et du passif à la loi du lieu de la situation effective des biens doit être rejeté. En effet un tel système serait un facteur de dispersion: la loi applicable quant au fond étant la même pour tous, il serait regrettable que les fonds déposés dans telle banque de tel pays ne puissent être retirés que par un héritier légitime saisi, alors que d'autres fonds dépendant de la même succession déposés dans un autre pays ne pourraient être retirés que par une personne différente investie d'un pouvoir par un tribunal ou une autorité.

Puisqu'on suppose que la loi successorale est la même pour tous, il faut rattacher toutes ces questions à la loi successorale elle-même. C'est cette loi qui désignera les personnes habiles à administrer et liquider les biens successoraux, qui définira leurs pouvoirs. Dans cette optique les pays où sont effectivement situés les biens mobiliers devraient reconnaître les droits de la personne investie, de plein droit ou à la suite d'une procédure, conformément aux règles de la loi successorale, du pouvoir d'administrer les successions. Par exemple l'administrateur de la succession désignée en Angleterre à la suite de la procédure de *probate* pour une succession mobilière soumise à la loi anglaise, verrait ses pouvoirs reconnus en France, en Italie ou aux Pays-Bas, il pourrait retirer l'actif et le concentrer en Angleterre et cela bien que les lois matérielles de ces pays eussent donné ces attributions à l'héritier légitime saisi. Inversement l'héritier légitime saisi selon la loi successorale applicable française ou néerlandaise devrait pouvoir se faire attribuer les biens déposés en Angleterre, si la loi successorale est la loi française ou néerlandaise.

La principale difficulté d'une entente en ce sens consiste dans le fait que dans certains systèmes l'administration et la liquidation de la succession sont organisées, notamment grâce à l'intervention d'une autorité judiciaire, alors

the domicile of the deceased, concur in applying the law of the country to which the deceased was connected. The same reasoning is valid for countries which sanction the scission principle, as they submit the *movable* property either to the law of nationality or to the law of domicile. Similar considerations apply in the case when differences are apparent in the concept of domicile. The deceased will often be considered as domiciled in the interested State both in the continental as well as for example in the English sense of the term, as there will very probably be a domicile of origin in that State.

In such a case, where circumstances bring about the convergence of different conflict rules so as to lead to the application of one single law, the only problem to resolve is that of the law applicable to the administration and devolution of the estate. In order to promote unity in the management of the estate, it would be desirable for one and the same person to be vested with the right to administer the estate, to settle the liabilities; to convey the bequest, and to proceed to distribute the residue. Could an attempt be made to achieve harmony along these lines? This could provide a basis for fruitful discussion during the Eleventh Session.

b Using as a departure point the idea that in many cases the same substantive law will be chosen by several choice of law systems, a preliminary solution may be outlined.

The doctrine that stipulates that the administration of the estate, the devolution of the assets and the operation of liquidating the liabilities and the residue shall be governed by the law of the place where the assets are effectively situated, should be rejected. Such a system would tend to split up the succession: it would indeed be regrettable if, even though the applicable law as to the substance would be the same for every interested State, deposits in a bank in one country could not be withdrawn except by an heir legally seised, whilst other deposits banked in another country arising out of the same estate could only be withdrawn by a different person upon whom a court or a competent authority had conferred this power.

As it is assumed in this case that the law applicable to the succession is the same for all interested States, all questions arising out of the succession must be governed by this law. This law will designate the persons competent to administer and liquidate the estate, and will define their powers. In the light of this, the States in which the assets are effectively situated should recognize the rights of the person upon whom the powers of administering the estate are conferred under this latter law, whether these powers have been conferred automatically or following a procedure laid down by the law governing the succession. For example, the administrator of an estate appointed on the granting of probate in England to administer an estate of movables governed by English law, should be certain that his powers will be recognized in France, in Italy or in the Netherlands, and he should be able to amass the assets and bring them to England, despite the fact that the substantive laws of France, Italy or the Netherlands would have designated the legally seised heir as competent to do this. Conversely, the legally seised heir according to the French or Netherlands' applicable law of succession should be able to acquire assets deposited in England if the law applicable to the succession is French or Netherlands'.

The main difficulty apparent in such a solution arises from the fact that in some systems, the administration and liquidation of the estate are regulated, particularly by a judicial authority, while in other systems the heirs

que dans d'autres systèmes les héritiers sont directement investis du droit d'administrer et de liquider la succession. Le seul problème qui se pose est alors celui de la preuve de la qualité d'héritier qui peut être judiciairement établie, comme en Suisse, mais qui dans d'autres pays résulte simplement de l'attestation d'un officier public (attestation ou déclaration notariée, acte de notoriété, intitulé d'inventaire). L'attestation ou la déclaration notariée ne crée pas le droit à l'administration de la succession, mais a surtout pour but de faciliter la prise de possession des biens en déchargeant les dépositaires (banquiers, notaires) de leurs responsabilités lorsqu'ils remettent les avoirs aux héritiers. Il serait souhaitable que les pouvoirs d'administration des héritiers dont la qualité est établie par l'attestation de l'officier public compétent, soient reconnus de plein droit même dans les systèmes où l'administration de la succession est judiciairement organisée. Mais on peut aussi concevoir par tous que l'héritier saisi selon la loi du système non organisé et dont la qualité est établie selon cette loi ait à demander dans le système organisé une certaine autorisation judiciaire. Une telle solution serait plus facilement admise si deux conditions étaient réunies: d'une part que la procédure soit sommaire et surtout rapide et d'autre part que, si les pièces fournies répondent bien aux conditions d'authenticité exigées, les pouvoirs d'administration reconnus à l'intéressé par la loi étrangère compétente soient confirmés.

Le système esquissé ne vaut que dans l'hypothèse qui le supporte. Dès que des divergences apparaissent dans la détermination de la loi applicable au statut successoral lui-même, c'est-à-dire que dès que l'on risque de voir deux lois matérielles définir des ayants droit différents pour les mêmes biens, le conflit est inextricable.

CHAPITRE III - RÉFLEXIONS SUR LES CONFLITS DE SYSTÈMES QUANT AU STATUT SUCCESSORAL LUI-MÊME

Il paraît illusoire de prétendre à unifier radicalement les conflits de systèmes en matière de statut successoral et de réduire les divergences profondes qui existent à la fois dans le rattachement choisi (loi nationale, loi du domicile, loi de la situation) et la conception, unitaire ou non, de la succession. Tel qui abandonnerait le principe de la scission n'accepterait pas nécessairement la référence à la loi nationale tel autre qui accepterait la compétence de la loi nationale à la place de la loi du domicile pour les meubles risquerait de ne pas vouloir abandonner le principe de la scission en lui-même, tel autre enfin qui connaît l'unité de la succession et la soumission à la loi nationale n'accepterait pas une unité soumise à la loi du domicile et préférerait peut-être conserver la loi nationale pour les meubles et abandonner ses prétentions sur les immeubles situés hors de son territoire.

De nouveau il convient de considérer les cas qui, *en fait*, réalisent de la manière la plus fréquente un rattachement extrêmement *solide* avec un Etat déterminé.

a Il faut reprendre l'exemple précédent selon lequel un homme décède domicilié dans le pays dont il possède en outre la nationalité. Dans la majorité des cas la plupart

are vested immediately with the rights of administration and liquidation of the estate. The only problem which arises is, therefore, that of the proof of the inheritance status, which may be judicially established, as in Switzerland, but which in other countries results from a simple attestation of a public official (by an attestation or certified declaration, affidavit of notoriety, or a preliminary instrument accompanying the inventory). Neither the attestation nor the certified declaration creates the right to administer the estate; they merely facilitate the assumption of possession of the assets, as they discharge the depositories (bankers or notaries) of all liability when they hand over the assets to the heirs. It would be desirable if the powers of administration of a competent public official, were recognized automatically even in systems where the administration of the estate is judicially regulated. One can however also understand the interest of a country with a regulatory system in ensuring that the person vested with the powers of administration and liquidation by a foreign law nevertheless submits to certain procedures. In such a case, it should not prove difficult to provide that the legally seised heir according to the law of the non-regulatory system, whose status as an heir is created by that law, should have to request some judicial authorization in the State having a regulatory system of administration. Such a solution would be easier to reach if two conditions were adopted: on the one hand that the proceedings be summary and above all swift, and on the other hand that if the documents presented by the applicant conform to the degree of authenticity required, the powers of administration as bestowed upon the interested party by the applicable foreign law, be confirmed. This system can only be considered as valid in the circumstances set out above. As soon as it appears that there are differences as to the determination of the law applicable to the succession itself, that is to say as soon as there is a risk of two different substantive laws bestowing the estate on different beneficiaries, an insoluble situation arises.

CHAPTER III - SOME OBSERVATIONS ON THE CONFLICT ARISING BETWEEN SYSTEMS REGARDING THE STATUS AS AN HEIR

It would be illusory to make an attempt at finding a radical solution of the situations in which systems are opposed to one another with regard to matters of the status as an heir. Similarly, one cannot expect to unify the differences existing as to the connecting factor to be chosen (nationality, domicile or situs) or as to the use of the scission principle. Those States which would be willing to abandon the principle of scission, would not necessarily accept the rule that reference should be made to the law of nationality; other States, which would accept the application of the law of nationality instead of the law of domicile for movables, might not wish to abandon the principle of scission in itself, while yet others which apply the same law to movables and immovables in an estate and submit them to the law of nationality would not accept the uniform application of the law of domicile and would perhaps prefer to retain the law of nationality for movables whilst abandoning any claims to immovables situated outside its territory.

Once again it is useful to consider the cases in which there is *in fact* most frequently an extremely solid factual link with one particular State.

a Taking the former example of a man dying domiciled in the country whose nationality he possessed, it will be seen that in the majority of cases the greater part

des biens seront concentrés dans ce pays. On a vu que pour ce qui est des meubles, il y a concordance de fait entre tous les systèmes. Il reste donc à régler la *seule question des immeubles*. Pour les immeubles situés dans le pays du domicile et de la nationalité, il n'y a aucune difficulté, les trois rattachements connus se confondent. Nul ne contestera la compétence de la loi de la situation pour déterminer les héritiers et la qualité de leurs droits. La question n'est soulevée que pour le cas où le défunt possède un immeuble situé à l'étranger. Ce cas est moins rare qu'on ne le pense en raison d'une part de la multiplication des résidences secondaires de tourisme (en Espagne, en France, en Italie, etc.), et d'autre part du fait que par la multiplication des mariages mixtes et des brassages de population, des personnes ont des droits (souvent indivis) sur des immeubles situés à l'étranger en raison d'héritages en provenance de parents étrangers.

Dans le cas d'espèce proposé, la liaison du défunt avec le pays de son domicile et de sa nationalité est extrêmement forte, du moins si le domicile en question n'est pas purement fictif (ce qui peut arriver en cas de domicile légal et de *domicile of origin*). C'est dans ce pays que non seulement il aura la plupart de ses biens, mais également c'est là que vivront en fait la plupart de ses héritiers, héritiers qui d'ailleurs auront souvent la nationalité du pays en question. Dès lors, on peut se demander si les Etats favorables au principe de la scission, c'est-à-dire de la soumission des immeubles à la loi territoriale, ne seraient pas disposés à faire un effort et à abandonner leur compétence législative au profit de celle du pays du domicile et de la nationalité du défunt. Que peut bien faire à ces Etats, par exemple à la Belgique, à la France ou à l'Angleterre qu'un immeuble qui appartient à un Néerlandais ou à un Italien soit dévolu conformément à la loi néerlandaise ou italienne, dès l'instant que, par la nature même du cas d'espèce, le défunt ne se rattache pas au pays de la situation de l'immeuble mais, au contraire, est entièrement lié à son pays d'origine et que ses héritiers trouveront dans les lois de ce pays d'origine le plus clair de leur statut successoral.

On pourra remarquer que l'abandon de la compétence législative ne portera que sur une partie, souvent faible, du patrimoine successoral. Par hypothèse, le plus clair de la masse successorale sera situé et soumis à la loi du pays où le défunt avait son domicile. La propriété d'un immeuble à l'étranger sera accidentelle et le bien situé à l'étranger formera souvent une masse isolée. Vouloir prétendre appliquer à cette masse isolée les règles de la loi de la situation, vouloir faire de cet immeuble une «petite succession séparée», vouloir par exemple établir, *pour ce seul bien*, une part réservataire, est objectivement irréaliste, puisque la masse successorale sera soumise à un autre système. Tel héritier qui voudrait faire valoir un droit à réserve sur le bien isolé à l'étranger, alors que la masse principale pourra lui échapper en raison des règles applicables à cette masse, ne verra au fond son droit à réserve respecté que pour une valeur minime par rapport à ce dont il sait qu'il sera frustré. Certes il peut y avoir des cas où la valeur du bien immobilier situé à l'étranger sera très grande et dépassera peut-être la valeur de la masse successorale soumise à la loi du domicile et de la nationalité. Mais ce cas est exceptionnel au regard des cas où un Anglais, un Néerlandais, un Français possède un appartement sur la Costa Brava ou une villa sur la Côte d'Azur. Tel qui peut avoir une telle résidence secondaire a certainement des biens relativement considérables et possédera sa propre maison «chez lui», dans son pays d'origine où il est domicilié. Et tel autre qui aura hérité d'un grand-père italien des droits indivis dans la *casa pater-*

of his property will be concentrated in that State. It has been shown above how with regard to movables there will be an application of the same law *in fact* by all the legal systems. As regards immovables situated in the country of domicile and nationality, there would be no difficulty, since the three connecting factors lead to one and the same law. No one will contest the application of the law of the situs in the determination of the heirs and in the apportionment of their rights. Problems only arise when the deceased possessed immovable property situated abroad. This occurs more frequently than one might suppose, due on the one hand to the growing number of vacation residences (in Spain, France, Italy, etc.) and on the other hand to the fact that owing to the increase in marriages between nationals of different countries and of mixed populations, many people have rights (often jointly) over immovables situated abroad by inheritance from foreign relatives.

In the example cited, the link between the deceased and his country of domicile or nationality is extremely strong, at least as long as the domicile in question is not purely fictitious (this may occur in cases of legal domicile and of domicile of origin). Not only will the greater part of the deceased's estate be situated in this country, but the majority of his heirs will live there. These heirs will moreover often possess the nationality of the country in question. Consequently it might be put to the States in favour of the principle of scission, *i.e.* to those States who apply the *lex situs* to immovable property, that they should be willing in these cases to abandon the application of their own law in favour of that of the country of domicile and of nationality of the deceased. What does it matter to those States, for example to Belgium, France or England, that immovable property belonging to a Netherlands or Italian national devolves according to Netherlands or Italian law when by the very nature of the case the deceased had no connection with the country in which the immovable property is situated, but on the contrary was closely connected to his country of origin, and when his heirs find their status as heirs set out clearly in the laws of that country?

It might be observed that the abandonment of this applicable law only has an effect upon a part, often a small part, of the estate. Obviously the larger part of the estate will be situated in the domicile of the deceased and will be subjected to that law. The ownership of immovable property abroad will be adventitious and property situated abroad will often constitute an isolated mass. To claim to apply to this isolated mass the rules of the law of the situs, to create a small separate estate out of the immovable property, to stipulate separately for this one object of the succession a minimum portion that must devolve upon the heirs ('réserves'), all these claims can be seen to be objectively unrealistic since the core of the succession is subjected to another legal system. An heir claiming a right to a portion of the isolated property abroad, when the principal estate would not be awarded to him by reason of the applicable rules to this estate, would have his right to this portion ('réserve') recognized only for a minimal amount in comparison with that from which he was barred by the law applicable to the succession in general. There may indeed be cases in which the value of the immovable property situated abroad will be extremely large and will perhaps exceed the value of the estate which is subjected to the law of the domicile and nationality. But that will be an exceptional case as compared to those where an Englishman, a Netherlands citizen, or a Frenchman possesses an apartment on the Costa Brava or a villa on the Côte d'Azur. Such a person, having such a second residence will certainly possess consid-

nale située dans le petit village d'où la famille a émigré, pourra considérer que l'immeuble italien n'est qu'un «satellite artificiel» de son patrimoine.

On voit donc que, dans le cas d'espèce envisagé, le sacrifice de la compétence législative pour l'immeuble ne serait pas grand.

b 1 Bien différente serait la situation où un individu, italien ou néerlandais, décède domicilié dans un pays qui lui est étranger et où il possède des immeubles, par exemple en France ou en Angleterre où il a sa profession. Dans ce cas demander au pays du domicile d'abandonner, tant pour les meubles que pour les immeubles, sa compétence législative en faveur de la loi étrangère de la nationalité par exemple constituerait un sacrifice considérable, puisque le plus clair de la masse successorale sera situé au pays du domicile. De même on ne pourrait pas facilement obtenir d'un pays rattachant à la loi nationale qu'il abandonne ce principe par exemple au profit de la loi du domicile, et cela pour les immeubles situés dans le pays de la nationalité. Il serait difficile d'admettre par exemple aux Pays-Bas qu'on doive abandonner la compétence de la loi néerlandaise pour un immeuble situé à Rotterdam possédé par un Néerlandais décédé domicilié en France ou en Espagne au profit des lois française ou espagnole et cela parce que les deux éléments, nationalité et situation de l'immeuble, peuvent constituer une combinaison d'éléments de rattachement largement aussi fort que celui du seul domicile.

2 Quant au cas où l'on voit un individu, décédé domicilié dans un pays dont il n'est pas ressortissant, concentrer au lieu de son domicile tous ses biens mobiliers ou immobiliers, il n'est pas tellement besoin de le traiter par conventions internationales pour le résoudre. En effet, le pays du domicile et de la situation des immeubles exerce une souveraineté directe sur les biens situés sur son territoire, dès lors il peut leur imposer la loi matérielle successorale qui lui plaît sans que l'autre pays (en l'occurrence celui de la nationalité) puisse s'y opposer. Si ce premier pays y applique la loi du domicile, le pays de la nationalité n'a pas à accepter un sacrifice, à savoir celui de la compétence de sa loi nationale, puisque dans la réalité des choses ce sacrifice est déjà fait. Si le pays du domicile du défunt et de la situation des immeubles reconnaît la compétence nationale, tant mieux, mais s'il la refuse, il n'y a rien à faire. De même si ce pays applique la loi nationale étrangère, bien que le pays national eût appliqué la loi du domicile, le dernier Etat n'y peut, en principe, rien. Il ne s'agit plus d'une lutte entre systèmes connaissant l'unité et systèmes connaissant la scission, mais d'une rivalité entre systèmes connaissant l'unité mais se rattachant soit à la loi nationale, soit à la loi du domicile.

3 Examinons enfin le cas où il existe des biens dans les deux pays, celui du domicile et celui de la nationalité. Alors l'affrontement des deux systèmes suffit à provoquer la scission. Chaque pays, considérant comme applicable une loi différente, ne pourra pas prétendre imposer en fait cette loi aux biens situés dans l'autre Etat, mais saura en tout cas faire respecter son système pour autant qu'il s'agisse des biens situés sur son territoire.

erable property and will have his own residence in his country of origin, where he is domiciled. Furthermore, a person inheriting from an Italian grandfather joint rights over the 'casa paternale' in a little village from which his family have emigrated, will consider that this Italian property is but an 'artificial satellite' of his estate. Thus in this particular case, the sacrifice of the application of the law of the situs of the immovable would not be a great one.

b 1 Much different would be the case however in which a person, Italian or Netherlands, dies domiciled in a country which is foreign to him, and in which he possesses some immovable property, for example in France or in England where he carries on his profession. To ask the country of domicile in this case to abandon the application of its law both for the movables and for the immovables in favour for example of the foreign law of nationality, would be demanding a considerable sacrifice, since the greater part of the estate will be situated in the country of the domicile. Similarly, one could not easily persuade a country sanctioning the application of the national law, that it should abandon this principle in favour for example of the law of the domicile, particularly in regard to immovable property situated in the country of the nationality. It would in fact be difficult for a State such as the Netherlands to agree that one should abandon the application of Netherlands law in the case of immovable property situated in Rotterdam owned by a Dutch citizen domiciled in France or in Spain, in favour of French or Spanish law. The two elements, nationality and situs of the immovable property, may create a combination of points of contact practically as strong as that of domicile.

2 As for the case in which a person dies domiciled in a country of which he is not a national, there does not appear to be great need for international conventions to deal with the problems arising whenever all his movable and immovable property happens to be concentrated in his domicile. The State in which he was domiciled and in which the immovable property is situated, by reason of its sovereignty supervises all property situated within its territory, and consequently can apply any substantive law to the estate which it pleases, whilst the other interested State, in this case the State of nationality, can do nothing to resist this application. If the former country applies the law of domicile, the country of nationality will not really have to sacrifice the application of its own law, since in reality this sacrifice has already been made. If the country in which the deceased was domiciled and in which the immovable property is situated recognizes the principle of the application of the law of nationality, so much the better; but if it refuses to apply it, nothing can be done. Similarly, if this country applies the foreign law of nationality, although the State of nationality would have applied the law of domicile, this latter State in fact can do nothing about it. In this case it is no longer a question of a conflict between systems sanctioning the unity principle and systems sanctioning the scission principle, but rather a rivalry between systems both using the unity principle, but one applying the law of nationality, the other applying the law of domicile.

3 Finally the case in which there are assets in both countries, that of domicile and that of nationality, must be considered. Here a confrontation of the two systems brings about the split. Each country deems a different law applicable, and at the same time cannot claim to impose this law as far as assets situated in other States are concerned. However, this country requires its system to be applicable in every case insofar as property

L'impossibilité de fait d'appliquer les règles successorales jugées compétentes sur les biens situés à l'étranger risque de conduire à des rétorsions et à des prélèvements compensatoires qui ne feront que multiplier les difficultés.

CHAPITRE IV - HARMONISATION DES SYSTÈMES

a Si dans les chapitres précédents l'idée centrale a été de préconiser une solution pour les cas où la nationalité coïncide avec le domicile, on peut s'arrêter un instant sur le problème de savoir si, dans le cas où une personne est domiciliée hors du pays dont elle est nationale, une amélioration de la situation actuelle ne peut être atteinte par une harmonisation des règles de conflit.

En effet, l'affrontement entre la loi nationale et la loi du domicile, même s'il ne se superpose pas toujours à l'affrontement provoqué par le système de la scission, est en soi néfaste. On peut se demander si l'application des solutions contenues dans la Convention pour régler les conflits entre la loi nationale et la loi du domicile du 15 juin 1955 ne permettrait pas de réduire cet affrontement.

Selon l'article premier de ce traité «lorsque l'Etat, où la personne intéressée est domiciliée, prescrit l'application de la loi nationale, mais que l'Etat, dont cette personne est ressortissante, prescrit l'application de la loi du domicile, tout Etat contractant appliquera les dispositions du droit interne de la loi du domicile».

Supposons qu'un Norvégien soit décédé domicilié aux Pays-Bas, la solution énoncée conduit à l'application de la loi néerlandaise pour l'ensemble de la succession, éliminant ainsi la rétorsion ou le prélèvement possible. La solution reste intéressante même dans le cas où un Etat connaît la scission. Si le Norvégien, décédé domicilié aux Pays-Bas, possède des immeubles en France, ceux-ci pourront échapper à l'application de la loi du domicile, puisqu'un ayant droit peut toujours menacer de saisir le juge français qui se déclarera compétent et appliquera la loi française, et les risques de rétorsion ne seront pas complètement éliminés. Mais en tout cas on arriverait à une administration et à une liquidation successorale globale des meubles selon une loi unique qui serait reconnue dans les trois Etats. Cela constituerait déjà un progrès notable, car l'on sait que c'est la dissémination des comptes en banque et dépôts de titres dans plusieurs Etats qui provoque le plus souvent des litiges, qu'il s'agisse de l'administration ou de la liquidation définitive d'une succession.

L'article 2 du traité décide que «lorsque l'Etat, où la personne intéressée est domiciliée, et l'Etat, dont cette personne est ressortissante, prescrivent tous les deux l'application de la loi du domicile, tout Etat contractant appliquera les dispositions du droit interne de la loi du domicile».

Avec ce système, le Norvégien décédé domicilié en Suisse verrait sa succession globalement soumise à la loi suisse du domicile, même aux Pays-Bas ou en Italie, pays dans lesquels il pourrait posséder des immeubles ou des meubles. La solution vaudrait, mais pour les seuls meubles, en France ou en Angleterre. Le progrès reste sensible.

Selon l'article 3 du traité «lorsque l'Etat, où la personne intéressée est domiciliée, et l'Etat, dont cette personne est ressortissante, prescrivent tous les deux l'application de la loi nationale, tout Etat contractant appliquera

situated within its territory is concerned. The factual impossibility of applying the rules deemed applicable to the estate insofar as property situated abroad is concerned might lead to retaliatory measures, and to counter-compensations, which would only multiply the inherent difficulties.

CHAPTER IV - HARMONIZATION OF SYSTEMS

a In the preceding chapters the central theme has been that of finding a solution for the cases in which the nationality in question coincides with the domicile. It might be opportune to consider at this juncture whether in the cases in which a person is domiciled outside the country of which he is a national, an improvement of the present situation could be achieved by an harmonization of the conflict rules. The confrontation of the law of nationality with the law of domicile, even if it is not always superimposed on the conflicts brought about by the system of scission, is itself ill-omened. One might wonder whether the application of the solutions sanctioned in the Convention to regulate Conflicts between the Law of Nationality and the Law of Domicile of the 15th of June, 1955, could mitigate the effects of this confrontation.

Article 1 of this Convention states that 'when the State where the person interested is domiciled prescribes the application of the national law, but the State of which such person is a national, prescribes application of the law of domicile, each contracting State shall apply the provisions of the internal law of the law of the domicile.' (unofficial translation).

If for example a Norwegian dies domiciled in the Netherlands, the solution sanctioned by the Convention would lead to the application of Netherlands law to the totality of the estate, thus avoiding any possible retaliatory measures or counter-compensations. This solution is of interest even in the case in which one State sanctions the principle of scission in succession. Of course, if the Norwegian, dying domiciled in the Netherlands, possessed immovable property in France, this immovable property may escape the influence of the law of the domicile since an heir has the right to petition a French judge who would consider himself jurisdictionally competent and would apply French law; thus the risks of retaliatory measures would not be totally eliminated. But there would be anyway a global administration and liquidation of movables according to one single law which would be recognized in the three States. This in itself would mark a considerable step forward, as it is acknowledged that most frequently litigation is brought about due to the distribution of bank accounts and deposits throughout many States, whether it occurs at the administration or the final liquidation of the estate.

Article 2 of the Convention states that 'when the State where the person interested is domiciled and the State of which such person is a national, both prescribe application of the law of the domicile, each contracting State shall apply the provisions of the internal law of the law of the domicile.' (unofficial translation).

Using this provision, the Norwegian dying domiciled in Switzerland would have his whole estate governed by the Swiss law of domicile, even in the Netherlands and in Italy where the deceased might have possessed movable or immovable property. The above solution is equally valid, but only for movables, in France or in England. Nevertheless, the progress achieved would not be without importance.

Article 3 of the Convention reads 'when the State where the person interested is domiciled and the State of which such person is a national both prescribe application of the national law, each contracting State shall apply the

les dispositions du droit interne de la loi nationale». Si un Italien décède domicilié aux Pays-Bas, la Norvège ou la Suisse dans cette hypothèse seraient amenées à reconnaître la compétence de la loi italienne pour l'ensemble de la succession. La France ou l'Angleterre reconnaîtraient, en tout cas, la compétence de la loi italienne pour les meubles que cet Italien posséderait en France ou en Angleterre. On notera que dans un tel cas l'abandon de la compétence de la loi du domicile ne constituera pas un bien grand sacrifice. L'Italien étant domicilié aux Pays-Bas, la plus grande partie des biens successoraux seront situés dans ce pays ou en Italie. Ce n'est qu'exceptionnellement qu'il y aura des meubles en France ou en Angleterre. Le maintien absolu de la compétence de la loi du domicile arriverait à créer en France ou en Angleterre (à supposer qu'on puisse découvrir dans ces pays un tribunal compétent pour régler le différend entre héritiers) une petite masse successorale séparée soumise à une loi qui ne serait même pas la loi du for! Les conséquences peu réalistes d'un tel système sont évidentes.

La Convention ne règle pas l'affrontement le plus brutal, le conflit positif de systèmes, celui où l'on voit le pays du domicile rattacher au domicile et celui de la nationalité à la loi nationale.

Mais évidemment le mécanisme de la Convention pour régler les conflits entre la loi nationale et la loi du domicile ne peut fonctionner avec succès que si de nouvelles divergences n'apparaissent pas sur la notion même de domicile. C'est pourquoi l'article 5 de ce traité décide que «le domicile, au sens de la présente Convention, est le lieu où une personne réside habituellement, à moins qu'il ne dépende de celui d'une autre personne ou du siège d'une autorité». Le problème est tranché dans un sens qui peut s'éloigner de la conception du domicile toutes les fois que ce concept ne recouvre pas la résidence habituelle, notamment dans les cas où intervient le *domicile of origin* comme solution subsidiaire. Il n'est pas sûr qu'une telle solution puisse aujourd'hui être considérée comme inadmissible par les tenants du concept. En effet, si par exemple l'emploi de la notion de *domicile of origin* peut rendre de très grands services en matière successorale dans les relations avec des pays lointains de civilisation non occidentale, dans les relations entre Pays membres de la Conférence l'utilité pratique du concept peut paraître moins évidente. Il faut cependant noter que la règle de la Convention précitée ne permet pas de résoudre le problème fréquent et grave soulevé par le caractère très artificiel, d'un point de vue successoral, du domicile légal de la femme mariée. On peut trouver exorbitant que la succession d'une femme mariée soit soumise à la loi d'un pays dans lequel elle n'a aucun bien, et où peut-être elle n'a jamais pénétré, pour la seule raison que son mari, qui l'a quittée 20 ans auparavant, est considéré y avoir établi son domicile.

b Un autre moyen de régler, partiellement il est vrai, les divergences serait de généraliser la *professio juris*, ou choix par le testateur de la loi compétente pour régler sa succession. Ce système, qui suppose l'existence d'un testament, a été préconisé par l'Institut de Droit International dans une Résolution adoptée le 15 septembre 1967 lors de sa Session de Nice. Plutôt que de paraphraser les recommandations de l'Institut au stade de ces orientations, il a semblé préférable de les livrer telles quelles à l'attention de la Onzième session. C'est pourquoi, on trouvera en annexe le texte de cette résolution, assorti de très brèves observations.

provisions of the internal law of the national law.' (unofficial translation). If an Italian dies domiciled in the Netherlands, a Norwegian or Swiss judge would be required to recognize the application of Italian law to the totality of the estate. A French or English judge would in any case recognize the application of Italian law for the movables which the Italian in question might have possessed in France or in England. In such a case the sacrifice of the application of the law of the domicile would not be a great one. Since the Italian was domiciled in the Netherlands, the greater part of his estate would often be situated in that country or in Italy. Only exceptionally would he have had movables in France or in England. If the application of the law of domicile were maintained, the result would be the creation in France or in England of a small separate conglomeration of assets governed by a law which would not even be that of the forum (this is of course assuming that one could find a court which would be jurisdictionally competent in those countries to determine the dispute between the heirs). The unrealistic consequences of such a system are evident.

The Convention does not regulate the most vivid conflict between systems existing when the country of domicile applies the law of domicile and the country of nationality the law of nationality.

However it is obvious that the mechanism set up in the Convention to regulate Conflicts between the Law of Nationality and the Law of Domicile could only work successfully if there were no further differences regarding the concept of domicile itself. It is for that reason that Article 5 of this Convention stipulates that 'domicile, for the purpose of the present Convention, is the place where a person habitually resides, unless it depends on that of another person or on the seat of an authority'. (unofficial translation). The problem is solved in a way which tends to detach from the concept of domicile all the occasions on which domicile does not represent habitual residence, particularly in the cases in which the domicile of origin intervenes as a stop-gap. It is not at all certain that such a solution would be rejected out of hand by the supporters of the concept. Whilst the use of the concept of domicile of origin may be of great importance for example in matters of succession in relations with distant countries of Eastern civilisation, the practical utility of the concept in relations between the Members States of the Conference seems to be less evident. It should however be noticed that the rule laid down in the Convention does not solve the frequently arising and serious problem caused by the very artificial nature, from the point of view of succession, of the legal domicile of a married woman. It might be considered excessive that the estate of a married woman should be governed by the law of a country in which she has no assets at all, and where perhaps she has never resided, for the sole reason that her husband, having left her 20 years earlier, is deemed to have established his domicile there.

b Another method of solving the differences, admittedly only partially, would be to generalise the use of the *professio juris*, or choice (by the testator) of the applicable law to govern his estate. This system, which presupposes the existence of a will, has been recommended by the Institute of International Law in a Resolution adopted on the 15th of September 1967 during its Session at Nice. Rather than paraphrasing the recommendations of the Institute at this stage, it seems preferable to submit them in their original form for the attention of the Eleventh Session. For this reason the text of the Resolution is annexed to this Report, accompanied by very brief remarks.

Le problème des successions vacantes et des droits de l'Etat sur les biens successoraux doit pouvoir être réglé dans un tout autre esprit.

Les prémisses sont les mêmes. Les règles de conflit divergent pour la détermination de la loi successorale; or c'est la loi successorale qui détermine s'il existe ou non des héritiers, compte tenu de certains degrés de parenté. On peut donc dire au départ qu'avant même de se poser la question de savoir si l'on doit régler le cas des successions vacantes, il faudrait au préalable unifier la règle de conflit successorale afin qu'une succession vacante selon un système soit reconnue comme telle dans tous les autres systèmes. Mais cette vue est peut-être trop absolue. Le problème des successions vacantes a vu son intérêt augmenter du fait du grand nombre de dépôts bancaires dont on sait que le titulaire est décédé, mais dont les héritiers sont *inconnus* ou dont on ignore si les héritiers sont *vivants*. Ce problème a pris une ampleur tragique à la suite des génocides. Dans ce deuxième cas, le problème du choix de la loi compétente pour déterminer les héritiers du sang est moins aigu, puisque ce sont les héritiers, *personnes physiques*, qui sont inconnus ou qui ont disparu. La détermination des héritiers n'est alors plus un problème de droit, mais de fait. C'est alors que la question du droit de l'Etat se pose à l'état pur.

Deux systèmes peuvent être employés pour déterminer les droits de l'Etat. On peut estimer qu'un Etat est propriétaire des biens sans maître existant sur son territoire, et conclure qu'une succession sans maître revient à l'Etat à raison d'un droit régalien. On peut aussi poser que l'Etat est l'ultime héritier et que, lorsqu'il n'y a pas d'héritier ou que les héritiers ont disparu, il se présente à la succession à leur suite.

Sur le plan des conflits de lois, les deux théories entraînent des mécanismes différents.

La théorie du droit régalien a pour conséquence qu'un Etat (une fois la question préalable réglée de savoir s'il n'existe pas d'héritiers légitimes ou qu'ils sont inconnus ou qu'ils ont disparu) prétendra s'approprier tous les biens successoraux situés sur son territoire, quelle que soit la loi applicable à la succession selon son propre droit international privé, mais qu'il *limitera son appropriation à ces seuls biens*.

La théorie de l'Etat héritier part d'une vue différente. C'est dans l'application de sa propre règle successorale matérielle que l'Etat trouvera définie sa qualité d'héritier. L'Etat usera de ses droits successoraux si sa propre règle de conflit donne en l'espèce compétence à sa *propre loi matérielle*. Dès lors, l'Etat exercera sa prétention d'héritier sur tous les biens soumis à sa loi successorale, même s'ils sont *situés à l'étranger*. Par contre, l'Etat ne se prétendra pas héritier de biens situés sur son propre territoire qui seraient soumis à une loi successorale étrangère. C'est à l'Etat étranger dont la loi matérielle est applicable que devraient revenir ces biens.

Le conflit est dès lors inextricable si, à l'occasion des mêmes biens, chacun applique un système différent. Si l'Etat A se prétend héritier après avoir donné compétence à sa propre loi successorale et qu'il réclame des biens situés à l'étranger, il pourra se heurter soit à la théorie de l'Etat exerçant un pouvoir régalien, soit encore aux prétentions d'un autre Etat qui s'estimera héritier en vertu d'une autre loi successorale déterminée par une règle de conflit différente.

The problem of 'bona vacantia' and the rights of the State over the estate should be able to be regulated in a totally different manner.

The premisses remain the same. The conflict rules differ as regards the determination of the law that governs the succession; it is the law governing the succession which will determine whether or not heirs exist, taking into account the degrees of kinship. Thus it can be stated right from the start that before even putting the question as to whether 'bona vacantia' should be dealt with, the conflict rules governing the succession must first be unified so that an estate which is adjudged to be without claimants according to one system, will be recognized as such in all other systems. This viewpoint is perhaps, however, too dogmatic. The problem of 'bona vacantia' has been magnified due to the recurring instances in which owners of bank accounts die leaving heirs who are unknown or not known to be living. This problem occurred tragically often following genocide. In this case, the problem of choosing the law applicable to determine the blood heirs is less acute since these are heirs, actual persons, who are unknown or have disappeared. The determination of the heirs is, in this case, not a question of law but rather one of fact. It is then that the question of the right of the State to succeed arises in its pure form.

Two methods can be used to determine the rights of the State. One can either consider that a State is the owner of ownerless property within its territory, and come to the conclusion that an estate without claimant reverts to the State by virtue of a regalian right. One can on the other hand consider that the State is the 'ultimus heres' and that when there is no heir or when all heirs have disappeared, the State becomes entitled to succeed in its turn.

In the field of the conflict of laws the two theories call for different mechanisms.

The theory of the regalian right (once the preliminary question has been decided as to whether there are heirs and whether they are unknown or have disappeared) leads to a State claiming to appropriate all assets in the estate situated within its territory, whichever law might be, according to its own rules of private international law, applicable to the estate. The State will however limit its appropriation to these assets alone.

The theory of the State as heir on the other hand has a different basis. The State finds its status as an heir set out in the application of its own substantive rules of succession. The State will claim its right to succeed if its own conflict rules lead to the application of its substantive rules of succession. As soon as the State determines that it has a claim to succeed, it will claim all assets in the estate governed by its law of succession, even if they are situated abroad. On the other hand, the State will not claim to succeed to property situated within its own territory and governed by a different law of succession. The foreign State whose substantive law is applicable will have the right to these assets.

The conflict is thus insoluble if each State applies a different system to the same property. If State A claims to be heir to property, having applied its own law of succession to property situated abroad, it could find itself in opposition either to the theory of the State exercising a regalian right, or to claims of another State which deems itself to be entitled by virtue of another law of succession, following from a different conflict rule.

On est alors en présence d'un conflit positif d'attribution. Mais on peut se trouver en présence d'un conflit négatif: tel Etat qui suit la théorie du droit régalien s'approprie tous les biens situés sur son territoire, mais s'abstient de réclamer ceux qui sont situés dans un Etat tiers. Or cet Etat tiers suit la théorie de l'Etat héritier et estime que la loi applicable à la succession n'est pas la sienne. Il s'abstiendra alors de s'approprier les biens situés sur son territoire. La masse successorale à la suite de ce conflit négatif risque de rester définitivement sans maître!

Puisque par hypothèse il s'agit de successions vacantes et qu'il n'y a pas, ou peu, de risques de léser des héritiers dignes d'une protection particulière (c'est-à-dire des héritiers très proches), on doit pouvoir espérer qu'une entente pourrait être trouvée pour régler de tels problèmes. La théorie de l'Etat héritier présuppose inéluctablement une harmonie préalable des solutions de conflits. Cette harmonie, on l'a vu, sera difficilement réalisée dans son ensemble. La théorie du droit régalien est beaucoup plus abrupte, plus rude, mais moins complexe. Elle pourrait être retenue. En tout cas les seuls intéressés qui pourraient pâtir dans le cas d'espèce d'une telle théorie seraient *les Etats eux-mêmes* et c'est à eux de s'entendre. Il est certain que ce sont les pays riches en capitaux et en dépôts bancaires qui seront les plus favorisés. Mais le but de l'opération serait moins de donner aux Etats un bénéfice que de liquider un contentieux et des administrations provisoires complexes qui, tout en durant fort longtemps, n'avantagent personne. Et si l'on voulait être idéaliste, pourquoi ne pas songer à un fonds commun qui alimenterait telle ou telle institution à but humanitaire, ce qui permettrait de conclure que si nul héritier personne physique n'a perdu, les hommes y auront gagné.

CHAPITRE VI - LE PROBLÈME DE LA COMPÉTENCE INTERNATIONALE EN MATIÈRE DE SUCCESSION

La plupart des systèmes juridiques connaissent un chef de compétence en matière de succession, celui du tribunal du domicile (ou de la résidence habituelle) du défunt. Pour les tenants de l'unité de la succession, cette compétence s'étend à tous les biens successoraux, où qu'ils soient situés, quant au litige entre héritiers ou légataires.

Les tenants de la scission de la masse successorale doublent cette compétence, qui ne vaut alors que pour les meubles, par une compétence fondée sur la situation de l'immeuble (et sur le plan international cette compétence peut prendre un caractère exclusif).

A ces chefs de compétence que l'on peut considérer comme normaux car ils sont le reflet du système quant à la solution des conflits de lois, s'ajoutent des chefs de compétence spéciaux (dits parfois exorbitants), connus sous des aspects divers dans beaucoup de pays: compétence du tribunal national du demandeur, compétence du tribunal du domicile du demandeur, compétence fondée sur la saisie-arrêt ou le séquestre des biens successoraux situés dans un pays où le défunt n'était pas domicilié, etc.

Prenons un exemple: une personne décède domiciliée aux Pays-Bas. Outre ses biens néerlandais, elle laisse un immeuble en Angleterre, un compte en banque en France et un coffre dans une banque suisse. Le tribunal néerlandais se déclarera compétent sur la base du domicile du défunt et il prétendra se prononcer sur l'ensemble des biens successoraux. Mais en Angleterre, un juge se déclarera certainement compétent pour ce qui

This is then a positive conflict situation.

There could equally well be a negative conflict situation: a State sanctioning the theory of the regalian right appropriates all property situated within its territory but refrains from claiming assets situated in a third State. This third State sanctions the theory of the State as heir and considers that the law applicable to the estate is not its own substantive law. It will thus refrain from appropriating assets situated within its territory. Thus this particular mass of property, following on a negative conflict situation, might remain ownerless forever!

Since by definition the determination of those entitled to succeed to 'bona vacantia' cannot harm any heirs needing particular protection (that is to say very close heirs), there is reason to hope that agreement could be reached to regulate such problems. The theory of the State as heir presupposes inevitably a certain preliminary harmony existing in the conflict of laws. This harmony, as we have seen, will be difficult to achieve. The theory of the regalian right is much more abrupt and brusque but is less complex. It could well be maintained: in any very case the only interested parties who would suffer in the choice of one theory would be *the States themselves*, and it is up to them to come to an agreement. Certainly, the States in whose territory there are many capital and bank deposits would be the most favoured by the adoption of the regalian right theory. However, it must be realized that the aim of the operation would not be to give to certain States a benefit, but rather to avoid litigation and complex provisional administrative measures which are time-consuming and do not benefit anyone. An idealistic solution might be to establish a common fund which would benefit a charity with humanitarian aims. This would ensure that while no person would have lost, man would have gained.

CHAPTER VI - THE PROBLEM OF INTERNATIONAL JURISDICTION IN MATTERS OF SUCCESSION

Most legal systems have one head of jurisdiction in matters of succession, that of the court of domicile (or of the habitual residence) of the deceased. This head of jurisdiction, for the States upholding the principle of unity of succession, applies to the entire estate, wherever the assets are situated, in litigation between heirs or legatees.

Those States which divide the estate into movable and immovable property make this head of jurisdiction valid only for movables, and create a further head of jurisdiction based on the situs of the immovables (in the international sphere, this head of jurisdiction may take on an exclusive character).

These heads of jurisdiction may be called normal, as they reflect the system pertaining to the conflict of laws. Yet further special heads of jurisdiction (sometimes called exorbitant) are known under various guises in many States: the jurisdiction of the national court of the petitioner, the jurisdiction of the court of the domicile of the petitioner, the jurisdiction based on the seizure or sequestration of assets in the estate situated in a State in which the deceased was not domiciled, etc.

Let us take for example the case of a person dying domiciled in the Netherlands. Besides his Netherlands assets, he leaves immovable property in England, a bank account in France, and a safe in a Swiss bank. The Netherlands court would deem itself to have jurisdiction on the ground of domicile of the deceased, and it would claim to determine the distribution of the totality of the State. However, an English judge would cer-

concerne la liquidation de l'immeuble anglais. En France, il suffit qu'un héritier excipe de sa nationalité française pour qu'un juge français se déclare compétent en vertu de l'article 14 du Code civil. Ce juge prétendra également se prononcer sur l'ensemble des biens successoraux, sauf en ce qui concerne les immeubles situés à l'étranger qui, selon les règles françaises, échappent à sa compétence. Mais on peut imaginer qu'il y ait un litige en Suisse et qu'un héritier ou un créancier obtienne un séquestre des biens déposés dans le coffre de la banque suisse. Si un litige s'élève entre les héritiers à propos de l'attribution de ces biens, il n'est pas exclu que le juge suisse se déclare compétent quant au fond sur la base du séquestre.

Un règlement *direct* des compétences sur le plan international n'aurait de sens que si une limitation est apportée aux chefs de compétence possible. Dans le cas contraire, et si une unification des règles de conflit n'est pas généralisée, toutes les voies seraient ouvertes au *forum shopping*, au choix du tribunal qui appliquera au demandeur la loi successorale la plus favorable. Si l'on veut pallier cet inconvénient par une règle très stricte de litispendance obligatoire, on transforme le *forum shopping* en «course au forum», ce qui ne peut guère constituer un progrès. Une limitation des chefs de compétence sur le plan international peut-elle être obtenue? Le résultat semble douteux aussi longtemps qu'une unification des règles de conflit de lois n'est pas possible. En effet, tel pays connaissant le système de la scission successorale, acceptera-t-il d'abandonner sa compétence à l'égard des immeubles situés sur son territoire au profit, par exemple, du tribunal étranger du domicile du défunt?

Tel autre pays, qui tient un testament olographe rédigé par un de ses ressortissants à l'étranger pour nul, acceptera-t-il que ses juridictions soient incompétentes pour prononcer cette nullité et, en tout cas, pour en déduire les conséquences sur le plan successoral, au motif que le défunt est décédé domicilié à l'étranger?

On peut estimer que l'harmonisation des règles de compétence directe ne pourra réussir que si l'on harmonise également les règles de conflit de lois.

Sur le plan de l'exécution des jugements étrangers, la compétence étant alors appréciée sous l'angle indirect comme une condition de la reconnaissance, les réactions fondamentales risqueront d'être souvent les mêmes. Tel pays qui estime aujourd'hui avoir compétence exclusive à l'égard des immeubles situés sur son territoire acceptera-t-il de reconnaître une liquidation-partage affectant cet immeuble judiciairement effectuée à l'étranger, par exemple au domicile du défunt?

Tel autre pays, qui tient un testament olographe rédigé de liquidation-partage fondé sur un testament nul à ses yeux et cela sur les biens successoraux sur son territoire?

Un règlement généralisé des compétences sous l'angle indirect dans une convention qui traiterait de l'exécution des jugements en matière successorale serait très difficile à réaliser. Toutefois, dans les cas étudiés sous III, où une certaine unité de vues pourrait être trouvée pour des cas particuliers, il serait alors indispensable de compléter l'effort entrepris par un règlement sur le plan des compétences juridictionnelles. Et si l'on estime que la succession d'un national décédé domicilié dans son propre pays doit pouvoir être réglée quant au fond selon la loi du pays de la nationalité et du domicile, il va de soi que l'on devrait pouvoir admettre que les jugements rendus par le tribunal du pays en question devraient être reconnus et exécutés partout.

tainly deem himself to have jurisdiction over the distribution of the English immovable property. In France, an heir would only have to invoke his French nationality for a French judge to deem himself to have jurisdiction by virtue of Article 14 of the Civil Code. This judge would also claim to determine the distribution of all the assets in the estate except for immovable property situated abroad which, according to French rules, would not be within his jurisdiction. One can further imagine a case in which litigation in Switzerland had led to an heir or creditor obtaining a sequestration of assets deposited in the safe in a Swiss bank. If a dispute arose between the heirs regarding the distribution of these assets, the Swiss judge might well deem himself jurisdictionally competent to rule on the substance of the case on the basis of this sequestration.

Regulation of *direct* jurisdiction in the international field would only have any effect if a limitation were applied to the number of possible heads of jurisdiction. If this were not done, and if a unification of conflict rules were not generalized, the way would be open to 'forum shopping', to a choice of the tribunal which would apply the most favourable law of succession to the petitioner. If this undesirable state of affairs were to be mitigated by a very strict rule of obligatory litispendance, 'forum shopping' would be transformed into 'race to the forum'; this would hardly be a step forward. Can a limitation of heads of jurisdiction in the international field be hoped for? This seems doubtful as long as the unification of conflict rules is not achieved.

Would a country using the scission system for successions be willing to abandon its jurisdiction over immovables situated within its territory in favour, for example, of the foreign court of the domicile of the deceased?

Would another country, which considers an holographic will drafted by one of its nationals abroad to be invalid, accept that, because the deceased died domiciled abroad, its court should not have jurisdiction to declare this will invalid or in any case to determine the effects of this invalidity in the field of succession?

Thus it appears that harmonization of rules of direct jurisdiction can only be achieved if the rules of the conflict of laws are also harmonized.

In the field of enforcement of foreign judgments, where jurisdiction is viewed indirectly as a condition of recognition, the fundamental reactions could well be the same.

Will a country which at the moment considers itself to have exclusive jurisdiction over immovable property situated within its territory, accept that it should be bound to recognize the distribution affecting this immovable property which has been effected abroad, for example at the domicile of the deceased?

Will any State be willing to recognize a judgment based on a will that is invalid in its eyes decreeing a distribution of an estate and having effect on assets situated within its territory?

A general regulation of indirect jurisdiction in a convention dealing with the enforcement of judgments in matters of succession should be very difficult to achieve. However, in the cases studied under III where a certain degree of unity of viewpoints could be found in particular cases, it would be most desirable to complete the work undertaken with a chapter on jurisdiction. As it is submitted that the estate of a national dying domiciled in his own country could be governed as to substance by the law of the country of his nationality and domicile, it goes without saying that one should be able to state that judgments given by the court of the country in question should be recognized and enforced everywhere.

RÉSOLUTION DE L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL SUR LA SUCCESSION TESTAMENTAIRE EN DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

L'Institut de Droit International au cours de la Session de Nice a adopté, le 15 septembre 1967, une résolution relative aux successions testamentaires en droit international privé. La résolution a été discutée et adoptée au Rapport de M. Monaco. On trouvera dans les volumes relatifs aux travaux de cette Session les rapports provisoire et définitif, ainsi que les procès-verbaux des discussions en séance plénière.

L'Institut de Droit International,

Considérant que la succession testamentaire est soumise à la loi régissant la succession en général (loi successorale), mais qu'il n'a pas paru possible, dans l'état actuel des idées, de proposer une solution uniforme pour la détermination de ladite loi;

Rappelant les règles posées par la Convention de La Haye sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires, du 5 octobre 1961, qui est déjà entrée en vigueur et qui a servi de modèle à plusieurs législations nationales;

Considérant qu'il paraît utile de proposer de résoudre certains problèmes propres à la succession testamentaire, réserve faite de la détermination de la loi successorale, pour aboutir à une relative unité dans ce domaine;

Recommande d'appliquer, en matière de succession testamentaire, les solutions suivantes:

1 que la capacité de disposer par testament soit reconnue lorsqu'elle est admise par la loi personnelle du testateur au moment de la rédaction des dispositions testamentaires;

2 que la validité intrinsèque et les effets des dispositions testamentaires soient soumis à la loi successorale, sous réserve que le testateur puisse opter entre sa loi nationale et la loi de son domicile;

3 que le testament soit considéré valable quant à la forme si celle-ci répond à la loi interne:

a du lieu où le testateur a disposé, ou

b de la nationalité, du domicile ou de la résidence habituelle du testateur, soit au moment où il a disposé, soit au moment de son décès, ou

c pour les immeubles, du lieu de leur situation.

4 que les solutions du paragraphe précédent s'appliquent aussi à la validité quant à la forme de la révocation, par disposition testamentaire, d'un testament;

5 que les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire nommé par le testateur soient déterminés par la loi successorale, sous réserve des dispositions de la loi du lieu d'exécution du testament;

6 que les pouvoirs de l'administrateur de la succession testamentaire nommé en justice soient déterminés par la loi du tribunal qui l'a nommé;

7 que les modalités d'exécution du testament soient régies par la loi du lieu de son exécution.

RESOLUTION OF THE INSTITUTE OF INTERNATIONAL LAW REGARDING TESTAMENTARY SUCCESSION IN PRIVATE INTERNATIONAL LAW

The Institute of International Law in its Session at Nice adopted a resolution on the 15th of September 1967 concerning testamentary succession in private international law. The resolution has been discussed and adopted on the basis of the Report of Mr Monaco. The provisional and definitive reports as well as the summary records of the debates in plenary Session will appear in the volumes on the work of this Session.

The Institute of International Law,

Considering that testamentary succession is subject to the law governing succession in general (law of succession), but that it has not seemed possible, in the present climate of opinion, to propose a uniform solution for the determination of the said law;

Having in mind the rules formulated by the Hague Convention of 5th October, 1961, on the Conflicts of Laws relating to the Form of Testamentary Dispositions which has already come into operation and has served as a model for several national legislative measures;

Considering that it seems useful to propose solutions to certain problems peculiar to testamentary succession, without prejudice to the determination of the law of succession, so as to achieve a relative unity in this field;

Recommends the application of the following solutions in matters of testamentary succession –

1 that testamentary capacity should be recognized when it exists under the personal law of the testator at the time of making the testamentary dispositions;

2 that the essential validity and the effects of testamentary dispositions should be governed by the law of succession, subject to the power of the testator to choose between the law of his nationality and that of his domicile;

3 that the will should be considered valid as regards form, if its form complies with the internal law –

a of the place where the testator made it, or

b of the nationality, domicile or habitual residence of the testator, either at the time when he made the disposition, or at the time of his death, or

c so far as immovables are concerned, of the place where they are situated.

4 that the solutions contained in the preceding paragraph should apply also to the formal validity of the revocation of a will by testamentary disposition;

5 that the powers of a testamentary executor nominated by the testator should be governed by the law of succession, subject to any provisions of the law of the place where the will is administered;

6 that the powers of an administrator of the testamentary succession appointed by the court should be governed by the law of the court which appointed him;

7 that the methods of administration of a will should be governed by the law of the place of its administration.

Observations

On notera que l'Institut reconnaît la compétence de la loi successorale pour régir, quant au fond, les dispositions testamentaires, ce qui démontre l'utilité de parvenir conventionnellement à un règlement de la loi applicable en général. L'Institut recommande que le testateur puisse *opter entre sa loi nationale et la loi de son domicile*. Ce système du choix par le testateur de la loi compétente pour régir sa succession, dit de la *professio juris*, est connu notamment en droit suisse. L'option ouverte par l'Institut, pour limitée qu'elle soit à la loi nationale et à la loi du domicile, permet d'éliminer la compétence de la loi du lieu de la situation des immeubles, donc la scission de la succession.

On notera par ailleurs que la résolution de l'Institut dans ses numéros 5 et 6 contient des indications sur les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire ou de l'administrateur de la succession testamentaire.

General remarks

It is of note that the Institute recognizes the competence of the law of succession to govern testamentary dispositions in matters of substance. This demonstrates the usefulness of drafting a convention regulating the applicable law in general. The Institute recommends that the testator should be able to choose between the law of his nationality and the law of his domicile. This system of choice by the testator of the law to govern his estate, called the *professio juris*, is known particularly in Swiss law. The choice established by the Institute, as it is limited to the law of nationality and the law of domicile, eliminates the possibility of application of the law of the situs of the immovables, thus the scission of the succession.

Furthermore numbers 5 and 6 of the Institute's Resolution contain provisions regarding the powers of the testamentary executor and administrator.

Procès-verbal No 4
de la Quatrième commission de
la Onzième session¹

Séance plénière du mercredi 16 octobre 1968

La séance est ouverte à 15 h. 05 sous la présidence de M. Panchaud (Suisse).

Le Président ouvre la discussion sur le programme des travaux futurs de la Conférence, tels qu'ils se trouvent résumés dans le Document de travail No 5.

Le Président suggère de commencer la discussion par le problème des successions et donne la parole à M. Droz, auteur du Mémoire qui fait l'objet du Document préliminaire de l'année 1968.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) déclare vouloir simplement donner quelques commentaires de son Mémoire. Celui-ci envisage le problème d'un façon assez pragmatique. On constate d'importantes divergences dans les conflits de lois en matière de successions, deux grands systèmes s'opposant, celui de la loi nationale d'une part, de la loi du domicile de l'autre.

Le Mémoire envisage surtout le problème à propos de l'administration des successions et pose la question de savoir si sur ce point particulier, il serait possible d'arriver à une certaine unité sur le plan international. En fait, le cas le plus fréquent est celui où un individu décède dans le pays de son domicile, qui est en même temps celui dont il est ressortissant. Dans un tel cas, tant les pays qui soumettent les successions à la loi nationale que ceux qui la soumettent au domicile convergent pour donner compétence à la loi du pays auquel était rattaché le défunt. On pourrait dès lors admettre que ce soit la même personne qui puisse aussi administrer les biens de la succession. Il est possible donc que les Etats puissent s'entendre pour trouver le système commun d'administration des successions, quand les lois convergent pour désigner la même loi applicable.

Mais lorsqu'il y a divergence de lois applicables, le conflit est inextricable. Se pose alors la question de savoir s'il faut essayer de trouver une solution pour unifier les conflits de lois applicables. Sur ce point, il y a peut-être un cas sur lequel les Etats pourraient s'entendre: le défunt décède dans le pays où il était domicilié. Dans ce cas, tous les systèmes de lois donnent compétence à la même loi pour la question des meubles. Reste alors le problème des immeubles. Dans ce dernier cas, les pays qui suivent un système unitaire estiment que c'est la loi successorale qui règle le tout. Mais dans les pays scissionniste, la loi appliquée à l'administration des immeubles est celle de la situation de cet immeuble. Il y a

là peut-être un effort possible pour trouver une solution allant dans le sens que les immeubles soient administrés par la loi de la succession. Le Secrétaire général adjoint estime que la Convention Renvoi du 15 juin 1955 pourrait offrir peut-être une solution à ce problème. Reste la question particulière des successions vacantes. Elle est en théorie très difficile. Car, avant de savoir si une succession est vacante, il faut être certain qu'il n'y a plus d'héritiers. Se pose alors la question de savoir quelle loi va désigner les héritiers.

Le problème des successions vacantes est délicat en pratique, parce qu'on ignore souvent s'il y a encore des héritiers vivants. Ce n'est pas là un problème de droit, mais de fait. Il faut donc trouver un système unifié pour liquider cette administration provisoire, ce qui est une question d'entente entre Etats.

Mais le Secrétaire général adjoint ne cache pas que le règlement de la loi applicable est un préalable sérieux à la solution de la juridiction de l'administration des successions.

Le Président ouvre la discussion en estimant qu'il faut laisser pour le moment de côté la question des successions vacantes. Ce qu'il faut savoir, c'est si les Etats estiment important de mettre à l'étude des travaux de la Conférence de La Haye la question des successions. Les Etats sentent-ils le besoin d'une telle convention et estiment-ils qu'un accord international est possible? Enfin, quel est le degré de priorité dans les différentes questions que cette convention devrait régler?

M. Edlbacher (Autriche) veut aborder tout d'abord uniquement la question de la loi applicable. Il estime que le Mémoire présenté par le Bureau Permanent n'a pas pris en considération le système autrichien, qui n'applique jamais aux successions la loi nationale, ni celle du domicile, mais toujours la *lex fori*. Ce n'est que si la *lex fori* ne peut s'appliquer, faute de juridiction internationale, que le droit autrichien renvoie à la loi nationale.

Le Délégué autrichien se déclare d'accord de rechercher une solution aux règles de conflits internationales.

Mr Malmström (Sweden) said he had some general observations to make, not only on the applicable laws. He had found the Memorandum of Mr Droz very instructive and helpful in pointing out some of the problems in succession. These included the applicable law in testate and intestate succession, and also the administration and winding-up of the deceased's estate. The form of wills was important in the field of succession, and it was very important that all connected problems should be dealt with by the Conference. A possible practical starting-point was the administration of estates. In Sweden, there was a complete system of written conflicts rules on the administration of estates; a general Statute in 1937 in Sweden dealt with substantive questions of succession based on nationality. One law governed all questions covering the whole matter. It also gave rules on the administration of estates based on residence or other connecting factors. The 1934 Statute of the Scandinavian States was based on the Nordic concept of habitual residence with some concessions to the nationality principle. If Sweden ratified the Convention on Wills, which he thought would be done very soon, only minor changes of detail would be necessary in Swedish rules. The debates in the Swedish Family Law Commission had led to questions of succession being reformed, which would include concessions to the principles of domicile or habitual residence. This aim was not strict adherence to one principle, but a pragmatic

¹ Extrait des Actes et documents de la Onzième session (1968), tome I, p. 96-102.

compromise of the main principles. He wished to keep open for the moment the question of priority of subjects for future conferences, but a serious study of the administration of estates was important. He thought the pragmatic approach of Mr Droz very attractive. He talked of the difficulty in the administration field where some estates had a judicial winding-up and others did not. In Sweden, there was an intermediate system, where the main rule was the French one, but application could also be made to the court for the appointment of an administrator which was helpful to the heirs. It was useful in national cases and he thought it would be similarly helpful in international cases.

M. Monaco (Italie) estime que le Mémoire présenté par le Bureau Permanent est extrêmement utile et il remercie M. Droz pour le travail qu'il a accompli.

D'une manière générale, il faut faire tous les efforts, et dans tous les domaines, pour essayer de trouver une solution en matière de successions. D'ailleurs, l'Institut de Rome Unidroit travaille dans le même sens. Il se pose tout d'abord un problème de délimitation du champ des recherches.

Abordant la question de la loi applicable, le Délégué italien relève qu'il y a plusieurs courants d'orientation, avec des conflits de lois presque inextricables. Mais un effort doit être tenté dans ce sens pour essayer de trouver une unité.

Il estime qu'il faut limiter l'étude. De plus, il faut être très prudent lorsque le domaine des successions touche au droit public. M. Monaco pense qu'il faudrait laisser de côté toutes les questions qui empiètent sur le droit des gens. Enfin, il est évident que pour arriver à une solution, les Etats devront faire les sacrifices nécessaires. Il donne l'exemple de l'Italie, où règne encore la vieille théorie de Mancini relative à la loi nationale. Comme la loi du domicile gagne de plus en plus de terrain, la notion de la loi nationale devra être revue dans son Pays, lequel devra donc faire un sacrifice dans ce sens.

M. Jezdić (Yougoslavie) se montre très pessimiste dans cette matière, à cause des grandes divergences qui existent dans les différents pays. Il rappelle le sort qui a été réservé à la Convention de La Haye de 1926 et se demande s'il faut suivre la même voie, soit celle d'élaborer une convention unique, ou adopter la solution de plusieurs conventions qui régleraient chaque problème séparément.

Concernant la loi applicable, le Délégué yougoslave se demande si les Etats veulent vraiment une loi unique. S'agit-il de traiter les successions comme des *res universitas*, ou faut-il plutôt les considérer comme des biens partagés? La loi yougoslave ne connaît qu'un système, celui de la loi nationale du défunt.

M. Beitzke (Allemagne) remercie M. Droz pour son Mémoire qui a suscité un très grand intérêt dans son Pays. Il estime que toutes les questions relatives aux successions sont imbriquées les unes dans les autres. On ne peut, selon lui, parler uniquement de l'administration des successions, car se pose alors le problème de la reconnaissance de l'acte par lequel un administrateur unique a été institué. Il est essentiel de s'entendre sur ce point; car souvent cette question est réglée dans un document privé qui atteste simplement la qualité d'administrateur. Il faudrait sur ce sujet entreprendre tout d'abord un survol de droit comparé.

M. Beitzke estime qu'il est très difficile d'englober dans une convention sur les successions le problème des droits réels à l'étranger; pour son Pays, qui connaît le système de l'unité des successions, la question est assez simple, mais pas dans les pays scissionnistes.

Abordant le problème de la loi applicable, le Délégué allemand estime qu'il y a une possibilité de trouver une solution dans le système de la *professio juris*. Ce système serait assez facilement adopté en Allemagne, mais il faudrait le restreindre à certains domaines.

La question de l'administration des successions est encore intimement liée à celle des régimes matrimoniaux. Le droit successoral domine en effet cette question dans certains pays. M. Beitzke estime qu'il faudrait peut-être harmoniser ces difficultés. Peut-être pourrait-on adopter également pour les régimes matrimoniaux le système de la *professio juris*? Enfin, le Délégué allemand pense que le problème des successions vacantes est spécial et que sur ce point, son Pays ne pourrait suivre la proposition contenue dans le Mémoire.

Mme Delvaux (Belgique) relève que les difficultés soulevées par le Rapport de M. Droz sont loin d'être théoriques. Aussi lui paraît-il utile d'envisager de régler ces problèmes de conflits de lois par une convention. Toutefois, une telle convention ne lui paraît réalisable que dans la mesure où l'on accepterait de ne pas apporter en une seule fois une solution à tous ces problèmes. Il faut opérer un tri parmi les différentes difficultés qui se posent dans le domaine des successions et commencer par régler celles qui paraissent les plus préjudiciables.

A cet égard, elle estime que la priorité devrait être donnée aux problèmes résultant du principe de la scission que connaissent certains pays et à ceux soulevés par les divergences quant à la loi applicable à la qualité de successible.

Une solution en ces matières lui semble logiquement devoir primer la recherche des règles à adopter en matière d'administration des biens.

M. Vischer (Suisse) se déclare très en faveur d'une convention réglant le problème des successions. Il relève qu'il existe actuellement beaucoup de traités bilatéraux sur ces questions, mais que ces traités sont très vieux. Il faudrait leur substituer une convention moderne et efficace.

Il constate qu'en ce qui concerne la loi applicable, le système de la *professio juris* du droit suisse est redevenu une solution assez moderne. Mais il est évident qu'il conviendrait de restreindre l'application de ce principe à certains domaines.

Enfin, le Délégué suisse tient à souligner la connexion étroite qui existe entre le droit des successions et les régimes matrimoniaux. Il est indispensable de tenir compte de ce rapport.

Mr Yadin (Israel) was of the opinion that succession was a suitable subject for future sessions. He had benefited from Mr Droz's survey of the problems confronting the Meeting. He pointed out the basic distinction between substantive law, such as rules of intestate succession, the substantive validity of wills, and reserved portions in family maintenance, and adjective law, such as probate of wills, administration of estates and the collection and payment of debts. He did not think that these two fields should be taken together, at least not at the beginning. With respect to adjective law (procedure, probate and administration) he thought these were of more practical importance and nearer to a possible solution than substantive law which was connected with concepts. He would put first on the agenda the question of international jurisdiction in successions and recognition of letters of probate and administration in those courts having jurisdiction under the Convention.

Mr Yadin approved Mr Droz's reference to the 'core of succession', that was, the place with which the succession had its most substantial ties. He would be prepared to work out a formula for this core with its exceptions which could determine international jurisdiction in succession, and when letters of probate were issued, they could easily be implemented. He pointed out that this was a separate issue of substantive law, but a matter which could be treated separately from procedural matters. He did not accept Mr Droz's point that countries should not be called on to abandon rights arising their own laws. If a convention on the substantive law were to be created, the assumption must be that States must abandon some principles; for example, the present Commission dealing with traffic accidents had accepted the *lex loci delicti* and the exceptions to it. He noted that no one referred to the particular rules applicable in their own country. It was necessary in an international convention to agree on general principles even if they differed from national principles; this was the central difficulty. It would only be satisfactory if the point were clarified and he suggested sending questionnaires to Governments. He reiterated that he was strongly in favour of settling questions of adjective law.

M. Crépeau (Canada) remercie M. Droz pour son Rapport qui constitue une base de travail extrêmement solide. Il estime que le problème du droit des successions doit être mis à l'étude de la Conférence, et cela par priorité. Ce point est extrêmement important pour le Canada, où l'administration des successions est réglée d'une manière différente selon les provinces.

Le Délégué canadien estime que les rapports entre les successions et les régimes matrimoniaux sont tels qu'il faudrait étudier ces deux matières ensemble. Ce point est d'une importance considérable au Canada, la province du Québec connaissant le système du régime matrimonial mais pas les provinces soumises au régime du Common Law.

Mr Nadelmann (United States) said that, notwithstanding Mr Droz's brilliant Report, his delegation had found it difficult at this time to make a proper evaluation of possible success of work by the Conference in the field of succession. This applied in particular to work on the applicable law. Here a full comparative study might be needed. It was true that two old Treaties of the United States contained a provision on the applicable law. The Treaty with France was no longer in force and, on the difficulties created by the rule in the Treaty with Switzerland, Mr Vischer was himself an authority. Furthermore, he wondered whether, since the last effort of the Conference in 1928, regulation had become any easier. A more positive approach could, however, be suggested, be taken with regard to the field of probate and administration. Substantial experience was available in the United States. The law of succession was governed by State law, no federal power existing to regulate this field. Consequently, conflicts could develop if assets were in more than one State. Furthermore, under the Common Law, an administration of the estate was necessary in all cases. The possibility of several administrations thus existed whenever assets were in more than one State. Over the years great efforts had been made to overcome the resulting difficulties. The Restatement of Conflicts of Laws had suggested to the courts a liberal approach. Two Uniform Acts had been prepared by the Commissioners on Uniform State Laws for the benefit of the States, one giving to the personal representative appointed by the court of the last domicile a standing in other States. While the Uniform Act was enacted in only a few States, other States had similar legislation

on the subject. Presently work was progressing on a Uniform Probate Code covering all problems of probate and administration, the Code to be recommended for enactment to the States, as was done with the well-known Uniform Commercial Code. Substantial experience had accumulated with handling such problems, and solutions developed on the inter-State level might well be applicable also to the international level. It was encouraging to hear that even delegations from countries not using administration thought that bridges could be made.

With regard to choice of laws clauses in wills, the speaker had read the Report made by Mr Monaco of the 'Institut de Droit International'. He thought that possibilities in this direction merited the attention of the Conference.

M. Batiffol (France) relève que le Rapport présenté par le Bureau Permanent est extrêmement utile et constitue un point de départ valable pour la discussion. Il ressort des différentes interventions qu'une convention sur les successions semble souhaitable et utile. Certes, les cas où les successions présentant des problèmes internationaux ne sont pas très nombreux, mais en valeur absolue, ces cas sont loin d'être minimes. Il s'agit souvent de petites successions qui ne viennent même pas devant les tribunaux.

En matière successorale, les solutions dans le domaine international sont multiples. Il est donc nécessaire que la Conférence de La Haye se penche sur ces problèmes. Mais il ne faut pas être trop audacieux. Les sacrifices exigés des Etats seront difficiles à obtenir.

Le Délégué français estime qu'il n'est pas souhaitable de s'attaquer à la question de la loi applicable. Les Etats ne sont pas encore mûrs. Par contre, les problèmes latéraux que présentent les successions peuvent donner lieu à une étude. L'Institut de Droit International a montré l'exemple, en élaborant une étude sur les testaments, mais sans aborder la question de la loi applicable. Pour M. Batiffol, le premier sujet est celui de l'administration des successions. Il se demande s'il ne conviendrait pas de diviser ce problème entre les successions mobilières et les successions immobilières; à ce sujet, le Délégué français se montre moins optimiste que M. Droz. Car dans les pays où les immeubles sont soumis à la loi de la situation, les notaires se montreront extrêmement pointilleux.

Le Délégué français se déclare enfin réticent en ce qui concerne le rapport entre les successions et les régimes matrimoniaux. Cela suppose des études de droit comparé extrêmement compliquées.

Mr Anton (United Kingdom) congratulated Mr Droz not only for identifying the basic problems in the field of succession, but for going beyond the scope of many such reports in pointing, where appropriate, to possible solutions. There were important problems in this field, and international solutions to them could do much to reduce the present frustrating delays in the winding up of estates with international connections and to reduce the attendant expense. The United Kingdom thought it had something to contribute to such solutions because it had long experience, in a State with diverse systems of succession, of devices which tended to secure the harmonious administration of estates connected with more than one system. Mr Anton realized that the problems in this domain were difficult but drew attention to the fact that the problems, which it was most important to resolve from a practical point of view, were frequently those which presented fewest difficulties. The problem of *bona vacantia* was particularly difficult, yet was of least practical importance. He agreed with

Mr Yadin that the Conference should first examine possibilities of facilitating the administration of estates. This was the most urgent and pressing problem. He did not underestimate the difficulties because, if administration were to be centralized the obvious choice of administrator was the administrator appointed by the *lex successionis* and the problem of identifying the *lex successionis* could hardly be avoided. Here the United Kingdom regarded Mr Droz's suggestions with great interest. The reference to the 'Renvoi' Convention had some attractions but there was the practical objection that there must be a simultaneous reference to two different foreign systems of private international law to determine the *lex successionis*. Where the deceased's nationality and domicile coincided this could be treated as the *lex successionis*; where the domicile and nationality did not coincide the United Kingdom was very interested in Mr Droz's suggestion that the court should accept the deceased's choice if he had made any, or that it could be implied as between the two systems if this were possible. Failing these two solutions, he saw a relatively simple solution as to the *lex successionis*, but this was not the time to suggest it. He was personally convinced that this was a field where success was both necessary and possible.

M. Huss (Luxembourg) déclare que son Pays serait très heureux que la Conférence de La Haye aborde le problème des successions. En ce qui concerne la loi applicable, il estime que les Etats n'arriveront guère à s'entendre, vu les différents systèmes en présence. Pourtant, citant le cas de la succession Tudor, il estime possible d'arriver à essayer de déterminer la loi applicable aux successions, surtout par le fait que certains accords bilatéraux présentent déjà des solutions.

Concernant le rapport entre les successions et les régimes matrimoniaux, il estime qu'il serait très utile d'arriver à harmoniser ces deux points. Mais il se montre pessimiste. L'attestation de la qualité d'héritier est un point pratique d'une grande importance. Peut-être la Conférence de La Haye pourrait-elle étudier une formule internationale générale qui pourrait régler ce cas. M. Huss attire enfin l'attention des Délégués sur le problème spécial constitué par le droit successoral rural: ce régime particulier constitue dans la pratique une grosse difficulté. Serait-il possible d'intégrer cette question dans les travaux de la Conférence?

Le Délégué luxembourgeois estime qu'il serait très utile d'associer aux travaux de la Conférence l'Union internationale du Notariat latin, car ces derniers sont bien placés pour apporter une aide efficace à ces travaux.

La séance est suspendue de 16 h. 40 à 16 h. 55.

Le Président annonce que M. Batiffol vient de lui apprendre le décès de M. Julliot de la Morandière, lequel avait pendant de nombreuses années présidé les Commissions de la Conférence de La Haye. Il se montre extrêmement affecté par cette nouvelle et présente, au nom de la Conférence, sa sympathie à la famille de M. Julliot de la Morandière, à ses amis et à la délégation française.

Mr Philip (Denmark) expressed his appreciation of Mr Droz's Report and thought it very useful that he had taken such a realistic approach. He thought it would be helpful if succession could be discussed at a later Conference; it was a very practical matter and it would be very useful if a more uniform system were found for the administration of estates. He had doubts as to the field in which there would be the greatest success.

The problems of the practitioner were greatest in the area of jurisdiction and the power of the administrator outside the appointing country. He had been personally involved in a number of these international administrations and it proved to be a very problematic field in which solutions should be worked out. He disagreed with Mr Anton in thinking that it would be easy to find a solution; it would be very difficult indeed, but a great deal would be achieved if a result could be found. It was necessary to find the jurisdiction which would be decisive in all cases, because he did not believe it possible to have concurrent jurisdiction in succession.

It was possible to discuss the problem of jurisdiction only, but it might be easier to obtain a result if States knew which law would be applied by the competent court. This led to the problem whether agreement could be reached on the choice of law questions. If the Conference started from a discussion of principles it might be very difficult to agree. He thought a pragmatic approach would make it easier to find common ground. States found it important to decide which law governed the problem of succession, especially because of the 'réserve' of members of a family. If there were no restriction in substantive law on the deceased's power to make a will, it would be easy to decide which law to apply. The result of this approach was that it became more acceptable to adopt the *professio juris* within certain limits than if principles of nationality or domicile were discussed. Great problems were raised because some countries had laws adopting one choice of law in respect of movables and another in respect of immovables. He was bearing in mind Mr Batiffol's remarks and did not see how to overcome the problem, but a pragmatic approach should be possible. It was impossible to take up the problem of matrimonial property in general at the same time as succession, but he thought some matrimonial property problems might be usefully considered at the same time. For example, in Norway and Denmark, the surviving spouse had a legal right to remain in possession of the community property after the death of the deceased spouse, for the rest of his or her life, or until remarriage. This gave rise to difficult problems of characterization and the question arose whether it was a rule of succession or of matrimonial property. There were similar problems in other countries and he thought it would be useful to consider these problems with succession. Some preliminary problems, such as whether a person had a certain family status, as in the case of an adopted, natural or illegitimate child, should be omitted at the moment and dealt with according to the relevant conflicts rules.

Mr Hayes (Ireland) thanked and complimented Mr Droz and agreed with the other Delegates on the excellent work Mr Droz had done. He referred to the fact that the subject of succession had already arisen at the London Conference of the European Ministers of Justice under the auspices of the Council of Europe. The European Ministers had adopted a resolution on the subject and this resolution specifically envisaged consultation with the Hague Conference. He said that in some countries there was plurality of succession under which immovables were distributed under the *lex situs*, and movables under the *lex domicilii* or the *lex patriae*. In other jurisdictions, there was unity of succession and all the assets of a deceased person were subject to the *lex domicilii*, or the *lex patriae*. At times countries regulated their international private law relationship by bilateral treaties with other countries. He saw little hope of achieving any kind of uniformity in the field of distribution.

He thought, however, that there were certain areas of the international private law of inheritance in which something could be done. He realized that the doctrine of 'renvoi' had given rise to controversy and that it was rejected in some jurisdictions. 'Renvoi' meant reference back, but it could also mean reference over. Where it meant reference back, some authorities were of the opinion that it involved a vicious circle. If acceptance of 'renvoi' from X, the country of nationality, to the law of Y, the country of domicile, were correct, it had been argued that the same process must be continued with the law of Y back to the law of X. Fortunately, the practice of the courts in various countries had ironed out difficulties arising where nationality and domicile principles had conflicted. Thus the estate of an Irishman domiciled in France was distributed under French law, in the French courts by 'renvoi' and in the Irish courts by the law of the domicile. It seemed that in Germany, the courts had assumed that reference back must be accompanied by reference over to a third law. If an Irish testator domiciled in Germany left immovables in England, the German rule referred to Irish conflicts law which referred over to English law as the *lex situs*. The inheritance law of England was therefore applicable in a German court as well as in an Irish court, although German conflicts rules did not distinguish movables from immovables. 'Renvoi' served a practicable purpose, and provided that it were looked at from a practical and not from a theoretical or *a priori* point of view, he suggested that it might be examined to see whether some rules could not be formulated that would be accepted into the conflicts systems of the different States. If this were achieved at least some of the difficulties that arose because of differences between the principle of nationality and the principle of domicile, and between the system of plurality of succession and the system of unity of succession might be avoided. The Hague Convention of 1955 was limited in scope in that it sought only to resolve conflicts between the law of the nationality and the law of the domicile and did not deal with conflicts between the law of the nationality and the law of the *situs*, but it did represent a very valuable contribution to the settlement of the 'renvoi' dispute.

He mentioned two rules that were found in the Swiss Federal Law of 1891 as applied and extended by Article 59 of the Swiss Civil Code. In an attempt to avoid collisions in regard to Swiss nationals living outside Switzerland, Article 28 of that law provided that Swiss citizens domiciled abroad were subject to the foreign legislation with two exceptions: their immovables situated in Switzerland were governed by the law and jurisdiction of their canton of origin; and, where the law of their domicile itself did not claim to govern, they were subject to the law and jurisdiction of their canton of origin. He said that there was an analogous rule in Article 28 of the 1896 Introductory Act to the German Civil Code. The second rule of note in the 1891 Swiss Federal Law was also designed to aid international relations. Article 22 provided that their succession should be submitted to the law of the last domicile of the deceased. The article went on -

A person may, nevertheless, by a disposition in his last will or by a succession pact, submit his succession to the legislation of his canton of origin.

In other words, an Irishman domiciled in Switzerland might submit his succession to Irish succession law; and he might wish to make this *professio juris*.

Mr Hayes said that the law of inheritance could be divided into two parts. There was first the law as to the

devolution of the property on death and then there was the law as to the actual distribution of the property. As far as he knew Civil Law jurisdictions knew nothing of the administrator or executor in the Common Law sense of the person in whom property was vested on death or on the taking out of administration. But it appeared that in Civil Law countries almost unanimous consent advanced the conflicts rule that the law of the succession determined the requirements and effects of a testamentary appointment of executor.

There might not be as much difficulty as formerly in harmonizing the conflicts rules in different European jurisdictions, whether Common Law or Civil Law, where the succession law of a foreign country was being applied and procedures (differing from the procedures of the forum) as to the devolution of property and its transfer to the lawful beneficiaries had to be adopted.

He said that he was here dealing with the scope of the law of succession and that under this head arose the problem of the right of the State to take estates. Irish succession law now provided that the State should, in default of intestate successors, take the estate as *ultima heres* or ultimate intestate successors. The former Common Law rules as to escheat and *bona vacantia* (the old *jus regale*) had been abolished. The change in Irish law was important in the context of international private law. The new rule was a rule of private law and not a rule of public law. It was, accordingly, enforceable in other jurisdictions.

He then came to the question of the formal validity of wills. He said that although the Hague Convention of October 1961, which Ireland had ratified without any reservation, represented a considerable advance, he thought that things could be very much simplified. Whenever a will was made by a person domiciled abroad, it was necessary in too many cases to have an affidavit from a recognized authority as to the law of the domicile. Courts and legal practitioners could not be expected to know what the form of the law of the domicile was. For example, a will in the French form made by an Irish national domiciled in France was formally valid in Ireland. But the court and probate authorities in Ireland had to ascertain the law of France. Also, the Convention did not provide that a will should be valid as to form if it were so valid according to the law of the country where the estate was located; he had been advised that there were a great many invalid wills of that character. The situation seemed to require some practical and effective remedy. A simple solution would be to provide in an international convention as follows -

A will made before a notaire (or any competent authority qualified to receive a will) shall be valid in all Contracting States.

If this rule were generally accepted, the public would know that the best way to make an internationally valid will would be to go to a *notaire*.

Mr Hayes then referred to the transitory relations of conflicts law. When foreign law was invoked by a conflicts rule, the question could arise whether the former or the most recent foreign law applied. He thought that the solution should be taken from the transitory rule of the applicable legal system. For example, the recent Irish Succession Act of 1965 had specific transitory laws and he thought that these rules should apply if Irish law arose in a succession case before the forum of another jurisdiction. He also thought that agreement could be reached on a uniform rule that would operate in all jurisdictions, so that, where there was a *professio*

juris and the law of the succession was subsequently changed, the new law of succession would apply where the testator died after the new law came into operation. There was also the problem of *legitima portio*. It might be possible to have uniform rules in the conflicts systems of different States dealing with this matter, which was to some extent to the problem of matrimonial regimes. Mr Hayes finally referred to the question of expense. He agreed with the French Delegate. Whatever rules were adopted should be simple and easy to understand so that estates, and particularly small estates, were not substantially diminished by requiring matters of conflict to be determined by the courts in a number of cases.

M. Fragistas (Grèce) déclare que la matière des successions est trop importante pour être ignorée de la Conférence de La Haye. L'idée de reprendre ce sujet a été très heureuse et il félicite M. Droz pour son Rapport excellent.

Concernant la loi applicable, il craint que la tâche ne soit pas facile et il se montre pessimiste. Les pays qui s'attachent à la loi nationale ne seront pas disposés à abandonner leurs principes, et vice versa. Mais peut-être pourrait-on s'entendre en ce qui concerne la scission des successions.

Le Délégué grec se montre par contre très optimiste en ce qui concerne l'administration des successions. La nécessité en ce domaine est très grande. C'est non seulement une question de droit matériel, mais aussi de droit de procédure et de reconnaissance des jugements étrangers.

Un autre problème délicat est celui de la désignation de la qualité d'héritier.

Il conviendrait également d'examiner le problème de la responsabilité des héritiers pour les dettes du défunt.

En ce qui concerne la question des régimes matrimoniaux, le Délégué grec estime que les difficultés sont très grandes, parce qu'il y a beaucoup de questions de qualifications.

M. Taborda Ferreira (Portugal) se montre très optimiste en ce qui concerne la liquidation des successions. En ce qui concerne la loi applicable, il estime que la Convention Meijers constitue une base de travail très utile. Enfin l'administration des successions est la partie la plus importante et il vaudrait la peine d'essayer de trouver des solutions concrètes dans ce domaine.

M. Edlbacher (Autriche) déclare que, contrairement à M. Fragistas, il est optimiste en ce qui concerne la question de la loi applicable.

Concernant les administrations des successions, il se montre pessimiste, parce que la question dépend de la compétence. Il estime qu'il ne sera pas possible de trouver en cette matière une solution uniforme. Comme dans le cas du divorce, il s'agit de la collision du principe de la nationalité et de celui du domicile. Mais dans le domaine des successions, il n'est pas possible de donner plusieurs compétences pour régler une succession, comme c'est le cas pour le divorce. La situation en Autriche est très différente des autres pays et pratiquement unique. Ce pays connaît une institution qui prévoit une procédure gracieuse pour régler la dévolution des héritages. L'héritage n'est pas transféré aux héritiers au décès du *de cuius*, ni géré par un administrateur, mais toutes les questions relatives à sa dévolution sont réglées par une procédure gracieuse devant le tribunal de première instance. Ce tribunal prend une décision par laquelle la succession est transmise aux héritiers. Cette institution est valable aussi bien pour les meubles que pour les immeubles. Elle présente un avantage,

parce que, par ce moyen, on évite pratiquement toutes les querelles entre héritiers. L'Autriche désire conserver cette institution, en tous les cas pour ses nationaux.

Mr Bahr (Norway) agreed with the other Delegates in respect of the admirable Report of Mr Droz and said that everybody was indebted to him for his excellent foundation for the discussion. He pointed out that in discussing the future work a great number of very interesting problems presented themselves, but all the Delegates knew that if anything were to be achieved, a limited subject must be found which was both practical and acceptable. He thought it was important to concentrate on jurisdiction and administration. He agreed with Mr Philip, and pointed out that from his practical experience in Norway, he knew that authorities often had great difficulty in persuading other foreign authorities that a person had power to wind up an estate, or that a widow was entitled to property in an estate where there was communal property of the spouses.

M. van Sasse van Ysselt (Pays-Bas) relève que la Commission d'Etat néerlandaise est le père légitime de la suggestion d'inscrire le problème des successions dans le programme des travaux futurs de la Conférence. La Commission d'Etat est composée de Néerlandais et il n'est, dès lors, pas étonnant que la délégation des Pays-Bas désire que les travaux en vue d'une telle convention soient abordés le plus rapidement possible, en priorité par rapport aux autres projets contenus dans le Document de travail No 5.

M. Bystrický (Tchécoslovaquie) estime que deux problèmes dominent cette question, celui de la qualification et celui du renvoi.

Concernant la qualification, il convient de traiter séparément les successions mobilières et les successions immobilières.

La question du renvoi est difficile, car elle est dominée par l'opposition des systèmes de la loi nationale et celle du domicile. C'est sur ce point qu'il faudrait essayer de trouver une solution. Mais une question très importante se pose en matière successorale, celle de la circulation des biens. Ce point est délicat en raison des régimes politiques différents des Etats. Le Délégué tchécoslovaque relève qu'il y a toujours des problèmes entre son Pays et les Etats-Unis, cet Etat exigeant dans tous les cas la preuve que l'héritier domicilié en Tchécoslovaquie pourra prendre possession des biens *in natura*.

Le Président, à la suite de cette discussion, pense pouvoir prier le Secrétariat du Bureau Permanent de préparer une Recommandation en vue de l'Acte final, Recommandation mettant le problème des successions à l'ordre du jour de la Conférence. Il désirerait avoir l'avis des Délégués au sujet des successions vacantes, problème qui a des incidences politiques.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) indique que si le Bureau Permanent a consacré un chapitre aux successions vacantes, c'est pour se conformer à la Recommandation inscrite dans l'Acte final de la Dixième session, Recommandation qui mentionne également ce point. Mais vaudrait-il vraiment la peine de commencer une étude sur le sujet des successions vacantes?

M. Monaco (Italie) constate, après avoir entendu les délégations, que le problème des successions présente déjà de grosses difficultés (loi applicable, compétence,

administration, etc. ...). Dès lors, pour essayer d'aboutir à un résultat, il estime qu'il faut laisser de côté la question des successions vacantes.

Le Président, constatant que tout le monde se rallie à l'avis de M. Monaco, aborde la question des régimes matrimoniaux ...¹.

¹ La discussion se poursuit sur d'autres matières que les successions, v. *Actes et documents de la Onzième session*, t.I, p. 102.

Questionnaire sur le droit international privé des successions

ÉTABLI PAR GEORGES A. L. DROZ

Document préliminaire No 1 de septembre 1969

Section I Détermination de la loi applicable à la succession – Loi successorale

§ 1 CARACTÈRES DU RATTACHEMENT: UNITÉ – SCISSION

A Votre Pays suit-il le principe de l'unité de la loi applicable à la succession?

B Votre Pays suit-il le principe de la scission de la succession en masses différentes (par exemple mobilières et immobilières), donc de la pluralité de lois applicables à la succession?

C Mise en œuvre de ces principes

a Si votre Pays suit le système de l'unité, comment ce principe est-il sanctionné lorsque des biens situés à l'étranger, à raison du droit étranger, sont ou seront en fait dévolus d'une manière différente de celle qu'imposerait votre droit international privé?

1 Une sanction du principe est-elle assurée par un prélèvement sur les biens situés dans votre Pays au profit des ayants droit lésés par l'application de la loi étrangère?

2 Une atténuation au principe de l'unité est-elle admise dans ce cas par la loi, la jurisprudence ou la pratique?

3 Autres positions possibles.

b Si votre Pays suit le système de la scission, la scission en masses différentes qui s'effectue au moment du décès en raison de la nature mobilière ou immobilière des biens est-elle définitive?

1 Admet-on par exemple la subrogation réelle dans le cas où un immeuble est vendu avant le partage? Qu'en est-il si un immeuble est acheté en A au moyen de l'actif mobilier soumis à la loi de B?

2 Les fruits et revenus d'une masse accroissent-ils à cette masse?

3 La scission en masses successorales ne concerne-t-elle que l'actif ou au contraire peut-elle concerner le passif et, dans l'affirmative, de quelle manière?

§ 2 CIRCONSTANCES DE RATTACHEMENT

A Loi applicable pour les Pays qui suivent le principe de l'unité:

a la loi nationale du défunt?

Questionnaire on Private International Law concerning Succession

DRAWN UP BY GEORGES A. L. DROZ

Preliminary Document No 1 of September 1969

Section I Determination of the law applicable to the estate of a deceased person – Law of succession

§ 1 THE PARTICULAR NATURE OF THE CHOICE OF LAW CONNECTION: UNITY – SCISSION

A Does your country in its law follow the unity principle as regards the law applicable to a deceased person's estate (law of succession)?

B Does your country follow the scission principle whereby the estate is divided up (for example into movables and immovables), thus causing a plurality of laws to be applicable to the estate?

C The operation of these principles

a If your country follows the unity system, how is the application of this principle assured when assets situate abroad in fact devolve or will devolve by reason of a foreign law in a different way to that which would be prescribed by your rules of private international law?

1 Is there an inherent right to set aside a part of the assets situate in your country ('prélèvement') for the benefit of beneficiaries prejudiced by the application of the foreign law?

2 Is any qualification of the unity principle admitted in this case by statute, case law or practice?

3 Are there any further possibilities?

b If your country follows the scission system, how final is this scission into movable and immovable property which takes place at the moment of death?

1 Is the doctrine of substitution ('subrogation réelle') applied when immovable property is sold prior to distribution? What happens if immovable property is purchased in A with the movable assets of the estate which are governed by the law of B?

2 Do benefits and income derived from a particular parcel of property attach to it?

3 Does this separation into different estates apply only to the assets of the estate or does it also apply to the liabilities? If it applies also to the liabilities, how will this work in practice?

§ 2 THE CONNECTING FACTOR

A Applicable law for countries which follow the unity principle: is the law of succession –

a the national law of the deceased?

b la loi du domicile du défunt?

c une autre loi?

B Loi applicable pour les Pays qui suivent le principe de la scission:

a loi applicable aux successions immobilières:

- 1 loi du lieu de leur situation?
- 2 autre loi?

b loi applicable à la succession mobilière:

- 1 loi nationale du défunt?
- 2 loi du domicile du défunt?
- 3 *lex fori*?
- 4 autre loi?

C Questions générales concernant les facteurs de rattachement

a Si la succession (toute entière ou en partie) est soumise à la loi nationale du défunt, qu'en est-il lorsque:

- 1 le défunt a une double nationalité?
- 2 lorsqu'il est apatride?

b Si la succession (toute entière ou pour partie) est soumise à la loi du domicile, quels sont les caractères de ce domicile?

- 1 S'agit-il d'un domicile reposant sur les notions de fait, se rapprochant par exemple de la résidence habituelle?
- 2 Peut-il s'agir d'un domicile qui puisse devenir fictif, par exemple un domicile d'origine, un domicile d'inscription, un domicile légal (par exemple de la femme mariée ou d'un mineur)?

D Défaillance du facteur de rattachement

a La succession est soumise à la loi nationale du défunt mais la loi nationale consiste en un système juridique territorialement plurilégislatif (par exemple Etat fédéral).

- 1 La loi applicable sera-t-elle déterminée à l'aide du mécanisme du renvoi?
- 2 Fait-on application à titre subsidiaire de la loi du domicile?
- 3 Autre solution?

b La succession est soumise à la loi du domicile mais le pays du domicile est un système non unifié où la loi successorale dépend du statut personnel du défunt. Comment détermine-t-on la loi interne applicable?

- 1 Se réfère-t-on à un des systèmes personnels existant dans le pays du domicile?
- 2 Se réfère-t-on à la loi du domicile d'origine?
- 3 Se réfère-t-on à la loi nationale?
- 4 Se réfère-t-on à la *lex fori*?

c Comment détermine-t-on la loi interne applicable lorsque d'une part la loi nationale est un système territorialement plurilégislatif et que, d'autre part la loi du domicile est un système interpersonnel?

b the domiciliary law of the deceased?

c another law?

B Applicable law for the countries which follow the scission principle:

a Is the law applicable to the immovables in the estate –
1 the law of the place where they are situate?
2 another law?

b Is the law applicable to movables in the estate –
1 the national law of the deceased?
2 the domiciliary law of the deceased?
3 the *lex fori*?
4 another law?

C General questions concerning the connecting factor

a If the estate is either totally or partially governed by the national law of the deceased, which law will this be when –

- 1 the deceased has dual nationality?
- 2 he is a stateless person?

b If the estate is totally or partially governed by the domiciliary law, what are the criteria for determining domicile?

- 1 Is this domicile determined by factual notions, so that it resembles, for example, habitual residence?
2. Can this be a domicile which may become fictitious, for example the domicile of origin, the domicile of registration, or a legal domicile (for example the dependent domicile of the married woman or the minor)?

D Failure of the connecting factor

a The inheritance is governed by the national law of the deceased but that country has a territorially plurilégislatif system (for example, a Federal State).

- 1 Will the applicable law be found by the mechanism of renvoi?
- 2 Will the domicile of the deceased be used as a subsidiary connecting factor?
- 3 Any other solution?

b The inheritance is governed by the domiciliary law but that country has a non-unified legal system in which the law of succession is determined by the personal status of the deceased. How should the internal applicable law be determined?

- 1 Should one refer to one of the personal legal systems existing in the country of the domicile?
- 2 Should one refer to the law of the domicile of origin?
- 3 Should one refer to the national law?
- 4 Should one refer to the *lex fori*?

c How should the internal applicable law be determined when on the one hand the national law consists of a territorial plurilégislatif legal system and, on the other hand, the law of the domicile consists of an interpersonal legal system?

§ 3 CORRECTIFS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE APPORTÉS
AU RATTACHEMENT

A Le principe du renvoi est-il admis en ce qui concerne la loi successorale?

a Votre Pays est le Pays A. Votre règle de conflits donne compétence à la loi nationale du défunt du Pays B, le renvoi est-il accepté si:

- 1 la loi de B renvoie à la loi du domicile en A;
- 2 la loi de B renvoie à la loi réelle de l'immeuble situé en A;
- 3 la loi de B renvoie à la loi du domicile du défunt ou à la loi de la situation d'un immeuble dans le Pays C et que dans ce Pays on accepte une telle compétence législative;
- 4 on se trouve dans la même hypothèse que ci-dessus sous 3 mais le Pays C refuse la compétence législative et donne compétence à la loi du Pays B primitivement désignée par la règle de conflits de A?

b Mêmes exemples, mais la loi du Pays A donne compétence à la loi du domicile du Pays B qui renvoie en A ou en C:

c Mêmes exemples, mais la loi du Pays A donne compétence à la loi réelle pour un immeuble situé dans le Pays B qui renvoie à la loi de A ou à celle de C.

d Suit-on le système de la *foreign court theory*?

B Influence de la nationalité ou du domicile des héritiers

a La succession étant par hypothèse selon la règle de conflits de votre Pays A soumise à une loi étrangère, la nationalité du Pays A que possède un ou plusieurs héritiers peut-elle provoquer une éviction totale ou partielle de la loi normalement applicable?

b La succession étant par hypothèse dans votre Pays A soumise à une loi étrangère, le domicile d'un ou de plusieurs héritiers dans le Pays A peut-il provoquer une éviction totale ou partielle de la loi normalement applicable?

C Influence de la volonté du défunt sur le facteur de rattachement.

a La succession étant en principe soumise à une loi définie par les circonstances de rattachement précédemment étudiées, est-il admis que le défunt puisse soumettre sa succession, par une déclaration de volonté, à une loi autre que celle qui serait normalement applicable?

b Si une telle possibilité est admise, le défunt jouit-il d'une liberté totale dans le choix de la loi applicable à la succession ou ce choix est-il limité?

Section II Etendue et limite du champ d'application de la loi successorale

§ 1 RÉSERVE, QUOTITÉ DISPONIBLE, LIMITATIONS, LIBERTÉ DE TESTER

A L'existence et l'étendue d'une réserve en faveur de certains héritiers ou au contraire une liberté plus grande

§ 3 CORRECTIVES CAPABLE OF MODIFYING THE
CONNECTING FACTOR

A Is the doctrine of renvoi applied in the search for the law of succession?

a Your country is country A. Your conflicts rule sanctions the application of the national law of the deceased – the law of country B. Is the renvoi accepted if –

- 1 the law of country B applies a renvoi to the domiciliary law (A);
- 2 the law of country B applies a renvoi to the law of the situs of immovable property in A;
- 3 the law of country B applies a renvoi to the law of the domicile of the deceased or to the law of the situs of immovable property, both in country C, and this country would accept the application of its law;
- 4 the same hypothesis as above in 3, but country C would not accept the application of its own law, and would refer to the law of country B which was originally declared applicable by the conflicts rules of country A?

b Same cases as in a, but the law of country A sanctions the application of the domiciliary law (country B) which in turn applies a renvoi to the law of A or C.

c Same case as in a above, but the law of country A sanctions the application of the law of the situs of an immovable in country B, which in turn applies the renvoi to the law of A or C.

d Does your law sanction the application of the 'foreign court theory'?

B Influence of the nationality or domicile of the heirs

a Following the hypothesis that the conflicts rule of your country A would apply a foreign law, would the fact that one or more heirs possessed the nationality of your country cause the otherwise applicable law to be totally or partially displaced?

b Following the hypothesis that the conflicts rule of your country A would apply a foreign law, would the fact that one or more heirs possessed the domicile of country A cause the otherwise applicable law to be totally or partially ousted?

C Influence of the intention of the deceased on the connecting factor

a When the estate is as a rule governed by the law which is determined by the elements set out above, may the deceased by a declaration in his will have his estate governed by a law other than that which would normally be applicable?

b If such a course of action is open to the deceased, does he have complete freedom of choice of the applicable law, or is his choice in any way restricted?

Section II Extent and limits of the application of the law of succession

§ 1 THE 'RÉSERVE' (THE PORTION OF THE INHERITANCE THAT MUST DEVOLVE UPON CERTAIN HEIRS), THE PORTION OF THE INHERITANCE AVAILABLE FOR DISPOSITION, AND THE RESTRICTIONS ON THE FREEDOM OF THE TESTATOR TO DISPOSE OF HIS PROPERTY BY WILL

A Does the law of succession determine on the one hand the existence and extent of a 'réserve' in favour

de disposer par donation ou testament dépendent-elles de la loi successorale?

B Dans la négative, quelle est la loi compétente?

C Si la loi successorale est applicable à l'existence et à l'étendue d'une réserve, dans quelle mesure des règles en ce sens auront-elles pour conséquence de restreindre:

a l'exécution d'une disposition à cause de mort ou d'un pacte successoral dépassant la quotité disponible;

b l'effet d'une donation entre vifs antérieure dépassant la quotité disponible?

D Si la loi successorale est bien applicable à la réserve et à la quotité disponible, comment ce principe est-il sanctionné?

a Pays qui suivent le principe de l'unité:

Selon votre Pays A, la succession est soumise à la loi nationale ou à la loi du domicile du défunt. Cette loi successorale institue une réserve en faveur de certains héritiers. Des donations entre vifs ou un testament portent sur des immeubles situés dans le Pays B.

1 De tels biens seront-ils compris dans la masse de calcul de la réserve?

2 Si les libéralités portant sur les biens situés à l'étranger atteignent à la réserve et dépassent la quotité disponible mais que dans le pays étranger on ne soit pas disposé à reconnaître une telle réserve, les réservataires pourront-ils opérer un prélèvement dans le Pays A pour garantir leur réserve?

b Pays connaissant la scission:

1 Dans le cas d'existence de masses successorales séparées soumises à des lois différentes, est-il admis que la réserve et la quotité disponible soient calculées par masses?

2 Est-il admis que la réserve instituée par la loi successorale applicable à une masse puisse être intégralement exigée sur cette masse sans tenir compte du sort des autres masses?

Exemple: La succession est composée de deux immeubles en A et B, de même valeur. Pour le Pays A comme pour le Pays B, la succession est soumise à la loi réelle. Le testament attribue l'immeuble situé en A à Primus et l'immeuble situé en B à Secundus. En B, il existe une liberté absolue de tester et Secundus sera donc attributaire exclusif de l'immeuble. Mais le droit successoral de A attribue une réserve à Primus et à Secundus, descendants du défunt. Admettra-t-on en A que Secundus puisse également prétendre à la part de réserve que lui attribue le droit de A sur l'immeuble qui y est situé et s'opposer ainsi à l'exécution intégrale du testament au profit de Primus?

3 Quelle est l'influence du règlement du passif sur le calcul de la réserve par masse?

Exemple: Le défunt domicilié en A y laisse des biens mobiliers d'une valeur de 100. Il laisse également un immeuble en B. La loi de A est applicable à la succession mobilière, la loi de B est applicable à la succession immobilière. Le défunt institue Primus pour légataire universel. Secundus se trouve être seul héritier réservataire selon la loi de A. En B, il existe une liberté absolue de tester. Secundus peut exiger sa réserve en A. Mais

of certain heirs, or on the other hand the provision of a more extensive freedom to dispose of property by will or gift?

B If not, which law is applicable?

C If the law of succession governs the existence and extent of a 'réserve', in how far will the rules of that law result in limiting –

a the execution of the dispositions of the testator or of an inheritance agreement, exceeding the portion of the inheritance available for disposition?

b the effect of a gift *inter vivos* exceeding the portion of the inheritance available for disposition?

D If the law of succession is applied to the 'réserve' and to the portion available for disposition, how is this principle enforced?

a Countries which follow the unity principle:

According to your country A, the estate is governed by the national law or domiciliary law of the deceased. This law accords a 'réserve' to certain heirs. Various gifts *inter vivos* or dispositions in a will relate to immovables situate in country B.

1 Are such assets to be included in the calculation of the 'réserve'?

2 If the disposition of the assets situate abroad exceeds the disposable portion of the estate and cuts into the 'réserve', and the law of the foreign country does not recognize such a 'réserve', may the persons entitled under the 'réserve' require that assets be set aside in country A to guarantee their 'réserve'?

b Countries following the scission principle:

1 When separate estates in the inheritance are governed by different laws, may the 'réserve' and the portion available for disposition be calculated separately for each aggregate?

2 May the 'réserve' which is imposed by the law of succession on the estate in that country be entirely exacted from the estate without taking into account the fate of other estates?

Exemple: The inheritance comprises two immovable properties, one in A, the other in B, both of the same value. In country A, as in country B, the estate is governed by the law of the situs. The will of the testator bequeaths the immovable property in A to Primus, and that in B to Secundus. In country B, there is total freedom to dispose of property by will; thus Secundus will be the exclusive owner of the immovable property in B. However, the internal law of succession of A accords a 'réserve' to Primus and Secundus, being descendants of the deceased. Will Secundus in country A be allowed to claim that part of the 'réserve' which the law of A accords to him with regard to the immovable property there situate, and thus to oppose the execution of the will entirely in favour of Primus?

3 What influence does the settlement of the liabilities of the estate have on the calculation of the 'réserve'?

Exemple: The deceased, domiciled in A, leaves movables there to a value of 100. He also leaves immovable property in B. The law of A is applicable to the movable estate, the law of B to the immovable estate. The deceased names Primus as residuary legatee. Secundus is the sole heir able to claim the 'réserve' according to the law of A. In B, there is total freedom to dispose of property by will. Secundus may claim his

l'intégralité du passif est payée sur les biens mobiliers et réduit cette masse à 50. La réserve de Secundus sera-t-elle nécessairement calculée sur l'actif net restant en A, c'est-à-dire 50, sans que l'on puisse faire valoir que le bien situé en B et attribué au légataire universel se trouve être libéré de tout passif?

§ 2 TRANSMISSION HÉRÉDITAIRE – ADMINISTRATION DE LA SUCCESSION

A Quelle est la loi qui décidera que la succession ou les biens successoraux feront l'objet d'une transmission héréditaire et d'une administration directe par les héritiers ou passeront sous une administration judiciairement contrôlée indépendante des héritiers?

Est-ce:

a la loi successorale elle-même (loi unique dans le système de l'unité, ou loi différente selon la nature des biens dans le système de la scission);

b la *lex fori*, c'est-à-dire celle du juge appelé à trancher une contestation relative à un bien ou une obligation successorale;

c la loi réelle en tant que telle, loi de la situation effective des biens successoraux;

d la loi du domicile du défunt en tant que telle;

e une autre loi?

B Questions s'adressant aux Pays qui soumettent en principe cette question à la loi successorale.

Hypothèse: Il existe des biens successoraux dans votre Pays mais la loi successorale est une loi étrangère:

a Reconnaît-on la qualité et les pouvoirs des personnes compétentes selon la loi étrangère pour gérer la succession, appréhender les biens successoraux, payer les dettes, qu'elles soient héritiers saisis selon la loi étrangère, administrateurs nommés sous contrôle judiciaire selon la loi étrangère ou exécuteurs testamentaires?

b La question de savoir si les pouvoirs, les droits, les obligations des ayants droit, quant à leur existence ou à leur étendue, sont subordonnés à une option (renonciation, acceptation tacite ou expresse, acceptation sous réserve comme le bénéfice d'inventaire) dépend-elle également de la loi successorale ou peut-elle dépendre d'une autre loi?

c La question de l'obligation et de la contribution aux dettes dépend-elle de la loi successorale ou d'une autre loi comme la loi réelle, la loi du domicile du défunt, etc.?

d Les règles relatives au statut de l'indivision successorale et particulièrement celles qui ont trait au maintien de l'indivision sont-elles toujours de la compétence de la loi successorale ou au contraire dépendent-elles de la loi réelle ou d'une autre loi?

C Questions s'adressant aux Pays qui appliquent la *lex fori* ou la loi réelle.

a *Hypothèse I:*

Selon votre système, la loi successorale est une loi étrangère mais il existe dans votre Pays des biens successo-

'réserve' in A. But all the debts are paid out of the movable estate and this reduces this mass to 50. Will the 'réserve' of Secundus necessarily be calculated on the amount remaining in A, i.e. 50, without him being allowed to show that the assets in B bequeathed to the residuary legatee were not applied at all in the settlement of the liabilities?

§ 2 DIRECT TRANSMISSION TO THE HEIRS – ADMINISTRATION OF THE ESTATE

A Which law will decide whether the estate or assets in the estate will pass to the heirs and be subject to a direct administration by them, or whether there will be an administration judicially supervised independent of the heirs?

Is it:

a the law of succession itself (one single law in the legal system following the unity principle; different laws according to the character of the assets in legal systems following the scission principle);

b the *lex fori*, i.e. the domestic law of the judge called upon to resolve a dispute concerning assets or obligations connected with the estate;

c the law of the situs of the assets in the estate;

d the law of the domicile of the deceased;

e another law?

B Questions addressed to countries which as a rule apply the law of succession to this matter.

Hypothesis: Assets are situate in your country, but the law governing the estate is foreign.

a Do you recognize the status and powers of those deemed competent by the foreign law to carry out the administration of the estate, to seize the assets and to settle the debts, whether they be heirs, administrators or testamentary executors, seised or designated by the foreign law?

b As regards the existence and scope of the powers, rights and duties of the beneficiaries, should the question as to whether they are dependent on an option (renunciation, tacit or express acceptance or a limited acceptance such as 'le bénéfice d'inventaire') be determined by the law of succession, or may it be governed by another law?

c Is the question of the liability for, or contribution towards, the payment of debts determined by the law of succession or by another law, such as the *lex situs*, the domiciliary law of the deceased, etc.?

d Are the rules relating to undivided ownership resulting from the inheritance ('indivision successorale'), and particularly those relating to the continuance of the joint ownership always determined by the law of succession, or are they on the contrary determined by the *lex situs* or another law?

C Questions addressed to countries which apply the *lex fori* or the *lex situs*.

a *Hypothesis I:*

According to your system, the law of succession is foreign, but there are assets situate in your country

raux et un juge compétent pour contrôler l'administration active ou passive de ces biens.

1 Ces biens successoraux du point de vue de l'administration formeront-ils une masse séparée des autres biens successoraux soumis à la loi étrangère?

2 Les personnes ayant qualité selon la loi successorale étrangère pour administrer les biens successoraux peuvent-elles en tant que telles administrer les biens situés sur le territoire?

3 De telles personnes peuvent-elles être chargées de l'administration de la succession mais sous les conditions et selon la procédure de la loi du for?

4 L'étendue des droits et obligations, par exemple quant aux dettes successorales, de la personne compétente pour administrer la succession, dépend-elle uniquement de la loi du for?

5 L'actif ayant été réalisé et le passif payé, l'actif net sera-t-il directement remis par l'administrateur aux héritiers désignés par la loi successorale étrangère compétente dans la proportion fixée par celle-ci ou cet actif sera-t-il remis aux personnes compétentes en qualité selon la loi successorale étrangère pour administrer la succession?

b Hypothèse II:

La loi de votre Pays se trouve être à la fois la *lex fori* et la loi successorale, mais il existe à l'étranger des biens successoraux tombant dans le domaine d'application de cette loi successorale.

1 Le principe suivi dans le cas précédent de l'indépendance des administrations successorales indépendamment de la loi successorale elle-même trouve-t-il toujours application?

2 Au contraire, l'administration ouverte dans votre Pays en vertu de votre loi successorale et de votre loi de procédure prétendra-elle avoir des effets extraterritoriaux et s'appliquer également à des biens à l'étranger soumis à la loi successorale?

D Questions s'adressant aux Pays qui donnent compétence à la loi du domicile du défunt en tant que telle.
Hypothèse: Selon la loi de votre Pays A, la loi successorale est celle de A, des biens successoraux sont situés en A, mais le domicile du défunt est situé en B.

a Reconnaît-on à l'égard des biens situés en A et soumis à la loi successorale de A, l'application de la loi de B en ce qui concerne la transmission des droits et actions du défunt, l'obligation aux dettes, les pouvoirs des personnes chargées d'administrer la succession et d'appréhender l'actif conformément aux règles de B?

b Si la loi de B, compétente pour l'administration de la succession, s'estime également compétente pour la dévolution successorale elle-même, contrairement au système de A, et que l'on puisse en déduire que l'actif successoral sera en fait partagé de manière différente que ne le voudrait A, continuera-t-on à accorder aux administrateurs de B l'entière liberté d'administrer et de liquider des biens successoraux selon le système de B?

c Le statut de l'indivision des biens successoraux situés en A dépendra-t-il de la loi de A qui est la loi réelle en même temps que la loi successorale ou sera-t-il soumis à la loi de B compétente pour l'administration et la gestion de la succession? Qu'en est-il des règles éventuellement existantes sur le maintien de l'indivision?

and a judge with jurisdiction to supervise the administration of these assets.

1 Do these assets, from the point of view of the administration, constitute an aggregate separate from the other assets governed by the foreign law?

2 Do those persons, who have the capacity to carry out the administration according to the foreign law of succession, have the right to conduct the administration of assets situate in your country *in that capacity*?

3 May those persons be authorized to conduct the administration on certain conditions and according to the procedure of the *lex fori*?

4 Is the extent of the rights and duties, for example as to the debts of the estate, of the person deemed competent to conduct the administration, determined solely by the *lex fori*?

5 When the assets are finally collected and debts paid, will the remainder be directly made over by the personal representative to the heirs entitled under the foreign law of succession in the proportions determined by that law, or will this remainder be made over to the persons competent to conduct the administration according to the law of succession?

b Hypothesis II:

The law of your country is found to be the *lex fori* and the law of succession, but there are assets abroad which fall within the sphere of application of this law.

1 Does the principle in the above hypothesis still hold good, *i.e.* can there be administrations independent of the law of succession?

2 On the other hand, does the administration carried out in your country by virtue of your law being both the law applicable to the estate and the law governing procedure, claim to have extraterritorial effect and apply also to assets situate abroad and governed by the law of succession?

D Question addressed to countries applying the deceased's domiciliary law.

Hypothesis: According to your country (A), the law applicable to the estate is that of A. There are assets situate in A, but the domicile of the deceased is in B.

a The assets being in A and governed by the law of A, do you give any recognition to the law of B as regards the transmission of the rights and rights of action of the deceased over these assets, the liability for the payment of debts and the powers of those entrusted with the administration and with the collection of the assets in accordance with the rules of B?

b If the law of B which governs the administration regards itself also competent, contrary to A's system, to determine the devolution of the estate, and the assets would be distributed in a different way than would be admitted by the law of A, will the personal representatives appointed in B be accorded total freedom in A to carry out the administration and wind up the estate in accordance with B's system?

c Will the undivided ownership resulting from the inheritance of assets in A ('indivision des biens successoraux') be determined by the law of A, it being the law of the situs and the law of succession, or will it be determined by the law of B which governs the administration? Which rules will apply to the continuance of the undivided ownership?

Section III Compétence internationale en matière de succession

Quels sont les chefs de compétence internationale admis dans votre Pays en matière de succession:

- a Le domicile du défunt?
- b La situation des biens?
 - 1 immobiliers?
 - 2 mobiliers?
- c La nationalité du défunt?
- d Le fait qu'une administration de la succession a été organisée sur le territoire?
- e Rôle des compétences dites «spéciales»:
 - 1 nationalité du demandeur ou du défendeur;
 - 2 domicile du demandeur;
 - 3 for du patrimoine, for du séquestre, *forum arresti*;
 - 4 citation à la personne du défendeur sur le territoire?
- f Autres chefs de compétence?

Section III International jurisdiction in matters of succession

Which are the international bases of jurisdiction admitted in your country in matters of succession –

- a The domicile of the deceased?
- b The situs of the assets?
 - 1 immovables?
 - 2 movables?
- c The nationality of the deceased?
- d The fact that an administration has taken place within the jurisdiction?
- e Influence of the so-called 'special' bases of jurisdiction –
 - 1 nationality of the plaintiff or defendant;
 - 2 domicile of the plaintiff;
 - 3 the forum in which assets are present, the forum of the sequestration, or the *forum arresti*;
 - 4 service of a writ upon the defendant within the jurisdiction?
- f Other bases of jurisdiction?

**Section I Détermination de la loi applicable à la succession –
Loi successorale**

On entend par loi applicable à la succession en général ou «loi successorale», la loi qui est en tout cas applicable à la vocation héréditaire et à la dévolution successorale *ab intestat*. Par exemple, la loi qui décide si et pour combien héritent les frères et soeurs du défunt en présence d'ascendants. On verra plus loin dans quelle mesure la loi successorale peut étendre son domaine à d'autres matières.

Il est à noter que l'expression «loi successorale» (en anglais *law of succession*) a trouvé place dans la Résolution de l'Institut de droit international du 15 septembre 1967 relative à la succession testamentaire en droit international privé (*Annuaire* 1967, tome II, p. 558 et suiv.). Dans ce contexte, il s'agit de la loi «régissant la succession en général», pour la détermination de laquelle d'ailleurs l'Institut n'a pas cru pouvoir proposer une solution uniforme.

**§ 1 CARACTÈRES DU RATTACHEMENT: UNITÉ –
SCISSION**

Les Etats membres de la Conférence vont se partager sur ce point en deux groupes, les uns suivant le principe de l'unité, les autres celui de la scission (V. les références *infra* sous § 2 Circonstances de rattachement).

A Principe de l'unité

L'unité de la succession est en principe admise dans les Pays suivants quel que soit le rattachement choisi: ALLEMAGNE, ESPAGNE, GRÈCE, ITALIE, JAPON, PAYS-BAS, PORTUGAL, RÉPUBLIQUE ARABE UNIE, SUÈDE, TCHÉCOSLOVAQUIE, YUGOSLAVIE (sous réserve de la réciprocité), BRÉSIL, DANEMARK, SUISSE (avec une exception pour les immeubles suisses appartenant à des Suisses); semblent également faire partie de ce groupe: LA FINLANDE, ISRAËL, LA NORVÈGE.

- TRAITÉ BENELUX (art. 9).
- PROJETS DE LA HAYE (1904, art. 1 et 1928, art. 1).

B Principe de la scission

Un certain nombre d'Etats membres soumettent les immeubles à la loi réelle et les meubles à une autre loi: systèmes de type français: FRANCE, BELGIQUE, LUXEMBOURG; systèmes de Common Law: ROYAUME-UNI, U.S.A., IRLANDE, CANADA (provinces anglaises); autres systèmes: AUTRICHE, TURQUIE.

**Section I Determination of the law applicable to the
estate of a deceased person – Law of succession**

The law applicable to succession in general is taken to mean that law which is in any case applicable to rights connected with inheritance and to the devolution of the estate on intestacy; for example, the law which decides whether and to what extent brothers and sisters will inherit if there are lineal heirs still living. We will see later to what extent the law of succession may be applied to other matters.

It should be noted that the expression 'law of succession' (in French 'loi successorale') has been used in the Resolution of the International Law Institute of the 15th of September 1967 relating to testamentary succession in private international law (*Yearbook* 1967, vol. II, p. 563 et seq.). The expression 'law of succession' was used to denote 'the law governing succession in general'. It did not seem possible to the Institute to propose a uniform solution for the determination of that law.

**§ 1 PARTICULAR NATURE OF THE CHOICE OF LAW
CONNECTION: UNITY – SCISSION**

The legal systems of the Member States of the Conference split into two groups on this point, one group following the principle of unity, the other following that of scission (see the references *infra* under § 2 entitled 'The connecting factor').

A The unity principle

Unity of the inheritance is generally provided for, whatever be the chosen connecting factor, in the following countries: BRAZIL, CZECHOSLOVAKIA, DENMARK, GERMANY, GREECE, ITALY, JAPAN, THE NETHERLANDS, PORTUGAL, SPAIN, SWEDEN, SWITZERLAND (except for Swiss immovable property belonging to Swiss nationals), UNITED ARAB REPUBLIC, YUGOSLAVIA (on condition of reciprocity); the following countries also seem to belong to this group: FINLAND, ISRAEL, NORWAY.

- BENELUX TREATY (article 9).
- DRAFT HAGUE CONVENTIONS (1904, article 1 and 1928, article 1).

B The scission principle

A number of the legal systems of Member States direct that immovables should be governed by the law of the situs, and movables by another law: the French-type system: FRANCE, BELGIUM, LUXEMBURG; the Common Law-type system: UNITED KINGDOM, UNITED STATES OF AMERICA, IRELAND, CANADA (English provinces); other systems: AUSTRIA, TURKEY.

C Mise en œuvre des principes

a Système de l'unité

Dans ces pays le principe veut que l'ensemble de la succession soit soumis à une loi unique quelle que soit la situation effective des biens.

Cela résulte parfois des termes mêmes de la loi: par exemple ESPAGNE, article 10, alinéa 2 du Code civil; ITALIE, article 23 du Code civil; YUGOSLAVIE, article 156 de la loi de 1965 sur les successions.

Le plus souvent le principe découle naturellement de la détermination par la loi d'un facteur unique de rattachement, par exemple:

– la loi nationale du défunt: GRÈCE, article 26 du Code civil; JAPON, article 25 du Horei; PORTUGAL, article 63 du Code civil; RÉPUBLIQUE ARABE UNIE, article 17 du Code civil; SUÈDE, article premier de la loi du 5 mars 1937; TCHÉCOSLOVAQUIE, article 17 de la loi du 4 décembre 1963 sur le droit international privé;

– la loi du domicile du défunt: BRÉSIL, article 10 loi introduction Code civil; ISRAËL, article 137 loi du 1er février 1965; SUISSE, article 22 L.R.D.C.

Parfois le principe de l'unité est issu de la doctrine ou de la jurisprudence: PORTUGAL, PAYS-BAS.

1 Sanction possible du principe de l'unité. Si la loi successorale est celle d'un pays connaissant le principe de l'unité, théoriquement ce pays voudra soumettre à sa loi interne des biens mobiliers ou immobiliers situés à l'étranger. Normalement ces biens doivent entrer au moins en compte dans la masse de l'actif successoral. Il se peut cependant que dans le pays de la situation des biens, en raison des règles de compétence juridictionnelle et législative qui y sont en vigueur, lesdits biens soient ou risquent d'être attribués de manière différente (par exemple immeuble situé en Angleterre et appartenant à un Italien ou un Néerlandais). Le principe de l'unité se trouve donc en fait mis en échec.

La sanction pourrait alors être d'instaurer un droit de prélèvement sur les biens locaux au profit des héritiers lésés par l'application de la loi étrangère. Un tel système de prélèvement est prévu dans l'article 10, alinéa 2 du Traité Benelux. Un droit de prélèvement semble être implicitement admis par la jurisprudence espagnole. Un arrêt du Tribunal Suprême d'ESPAGNE, Chambre civile 30 janvier 1960 (*Journal du droit international* 1962, p. 197), confirme le principe de l'unité: un partage de la succession d'un Espagnol comprenait dans la masse partageable des biens situés au Mexique. La demande en nullité du partage présentée par la veuve du défunt qui estimait que l'on ne devait pas inclure les biens mexicains dans la masse partageable, a été rejetée au motif de l'application de la loi nationale espagnole à l'universalité de la succession.

2 Dans d'autres systèmes le principe de l'unité ne semble pas trouver une sanction positive: en ITALIE, la question de savoir si le juge italien peut tenir compte du fait que les biens immobiliers situés dans d'autres pays ont été répartis de manière différente de celle prescrite par la loi successorale est controversée et l'on ne cite pas de jurisprudence sur ce point (V. l'étude de Avansini et autres, «Les successions en droit international italien» dans *Les régimes matrimoniaux et les successions en droit international privé, Etude des solutions en vigueur dans les Six pays du Marché Commun*, Bruxelles 1963, p. 827 et suiv.). L'auteur rappelle que dans le projet préliminaire de l'article 23 du Code civil, on avait proposé l'institution d'un droit de prélèvement pour tenir compte des résultats des partages faits à l'étranger de manière à ce que chacun des ayants cause arrive à recevoir entièrement la part prévue par la loi italienne. Mais la

C Operation of these principles

a The unity system

In these countries, the object of the principle is to ensure that the whole inheritance is governed by one single law wherever the assets are situate.

Sometimes this principle is embodied in a statute: for example SPAIN, article 10, paragraph 2 of the Civil Code; ITALY, article 23 of the Civil Code; YUGOSLAVIA, article 156 of the Law of 1965 on Succession.

Most often, however, this principle results as a consequence of the use of one single connecting factor, for example—

– the national law of the deceased: GREECE, article 26 of the Civil Code; JAPAN, article 25 of the Horei; PORTUGAL, article 63 of the Civil Code; UNITED ARAB REPUBLIC, article 17 of the Civil Code; SWEDEN, article 1 of the Law of the 5th of March, 1937; CZECHOSLOVAKIA, article 17 of the Law of the 4th of December 1963 on Private International Law;

– the law of the domicile of the deceased: BRAZIL, article 10 of the Introduction to the Civil Code; ISRAEL, article 137 of the Law of the 1st of February 1965; SWITZERLAND, article 22 of the L.R.D.C.

Sometimes the unity principle is a consequence of trends in legal writing or case law: PORTUGAL, THE NETHERLANDS.

1 Means of enforcement of the unity principle. If the law of succession is that of a country theoretically applying the unity principle, that country will claim to govern assets abroad, whether movable or immovable, by its internal law. Usually, these assets will at least be included in the calculation of assets comprising the inheritance. However, it may happen that in the country in which the assets are situate, by reason of the jurisdictional and substantive rules which apply there, the assets may be distributed in a different way (for example, immovable property situate in England and belonging to an Italian or Netherlands citizen). The unity principle is thus defeated.

One could, however, guarantee the unity principle by instituting the system of setting aside a portion of the local assets for the benefit of the heirs who have been prejudiced by the application abroad of a foreign law. Such a system is provided for by article 10 paragraph 2 of the Benelux Treaty. Furthermore, it seems to have been impliedly admitted in Spanish case law. A judgment of the Supreme Court of SPAIN, Civil Division, 30th of January 1960 (*Journal du droit international*, 1962, p. 197), confirms the unity principle: the inheritance of a Spaniard comprised assets situate in Mexico. The widow of the deceased petitioned for nullity of the distribution on the ground that the Mexican assets should not have been included in the distribution. This petition was dismissed on the ground that the national law, *i.e.* Spanish, applied to the inheritance as a whole.

2 In other systems, the unity principle does not seem to have been surrounded by any positive guarantees —

In ITALY, it is much debated whether an Italian judge may take into account the fact that immovables situate abroad have been distributed in a different way to that prescribed by the law of succession, and there is no case law on this point (see the study by Avansini and others, 'Les successions en droit international italien', in *Les régimes matrimoniaux et les successions en droit international privé, Etude des solutions en vigueur dans les Six pays du Marché Commun*, Brussels 1963, p. 827 et seq.) Avansini recalls that in the preliminary draft of article 23 of the Civil Code, there had been a proposal to institute a system of setting aside of local assets in order to take into account the consequences of distributions made abroad, so that each of the interested persons would finally receive the full share of his portion

proposition fut abandonnée.

Le DROIT ALLEMAND par une disposition spéciale (article 28 E.G.B.G.B.) admet que le principe de l'application de la loi nationale formulé dans les articles 24 et 25 n'est pas applicable lorsque l'Etat de la situation des biens soumet des biens à des «dispositions spéciales». La doctrine estime en général qu'en vertu de cette règle on doit respecter la règle de conflits étrangère qui soumettrait le bien à la loi successorale du canton d'origine même si le défunt est décédé domicilié à l'étranger (art. 28, al. 1, L.R.D.C.).

Il faut noter qu'en SUISSE il est fait une exception au principe de l'unité pour les immeubles situés en Suisse appartenant à des Suisses. Il est fait alors application de la loi successorale du canton d'origine même si le défunt est décédé domicilié à l'étranger (art. 28, al. 1, L.R.D.C.).

Il serait extrêmement intéressant de connaître l'état du droit positif et surtout de la pratique sur ce point dans les Pays membres de la Conférence. Le danger d'un prélèvement est qu'il peut entraîner des mesures de rétorsion; aussi est-ce la raison pour laquelle la pratique semble en général répugner à sanctionner strictement le principe de l'unité de la loi applicable à la succession. L'absence de jurisprudence n'est pas un indice d'absence de difficultés. Dans l'immense majorité des cas, les questions de droit international privé en matière de succession sont soulevées non dans les prétoires, mais dans les études de notaires, *solicitors*, avocats et conseils des parties. La prise de conscience de difficultés souvent inextricables conduit les héritiers à transiger et à accepter des solutions amiables qui s'éloignent du droit strict.

b Système de la scission

Le système de la scission aboutit à créer autant de successions différentes qu'il y a de masses soumises à une loi successorale différente au moment du décès. Ces masses sont en principe indépendantes. C'est ainsi qu'en DROIT FRANÇAIS on estime que l'héritier pourra opter de façon différente pour les différentes masses de biens soumises à des lois différentes, accepter par exemple une succession immobilière et renoncer à la succession mobilière soumise à une autre loi (Batiffol, *Droit international privé*, 4e éd. 1967, No 658; Droz, dans *Traité général du Notariat*, p. 4159). Mais cette scission, effectuée au jour du décès, est-elle définitive?

1 L'indépendance des masses en ce qui concerne l'actif peut être sanctionnée notamment par le moyen de la subrogation réelle. A supposer qu'il existe un immeuble en France dépendant de la succession d'un étranger décédé domicilié à l'étranger, cet immeuble formera à lui seul une masse successorale. Si l'immeuble est vendu avant le partage par les personnes compétentes pour gérer la succession, le prix de vente ne sera pas incorporé dans la masse mobilière, ce qui l'amènerait à être soumis éventuellement à une autre loi successorale, mais sera partagé conformément à la loi du lieu de situation de l'immeuble: la somme d'argent est subrogée à l'immeuble (Batiffol préc. No 665, note 55; Dennery, *Le partage en droit international privé*, p. 122; Paris 31 décembre 1889; *Clunet* 1890.121).

as prescribed by Italian law. The proposal, however, was rejected.

GERMAN LAW, in a special article (article 28, E.G.B.G.B.) provides that contrary to articles 24 and 25, the national law will not govern assets when the State of the situs directs that those assets are subject to 'special provisions'. Commentators are generally of the opinion that by virtue of this provision, the foreign conflict rule which would apply the law of succession of the country of situs to the assets, should be respected. In this case the assets would escape from the regime of the law of succession (the national law of the deceased). Yet case law is inclined to the view that article 28 should not be interpreted in this way, and that the foreign immovable property should be included within the estate governed by the law of succession (Kegel, *Internationales Privatrecht*, 2nd ed., p. 140-146; Kegel, *Das I.P.R. im Einführungsgesetz zum B.G.B.*, p. 944-947; Zeuge, *Das Recht der belegen Sache im deutschen internationalen Erbrecht*, p. 35 et seq.; Boulanger, *Etude comparative du droit international des successions en France et en Allemagne*, p. 87-88 and p. 181-184).

It should be noted that in SWITZERLAND there is an exception made to the unity principle in favour of immovable property situate in Switzerland belonging to Swiss nationals. In this case the law of succession of the Canton of origin is applied, even if the deceased died domiciled abroad (article 28, paragraph 1 of the L.R.D.C.).

It would be extremely interesting to know the state of existing law and even more of practice regarding this point in the Member States of the Conference. The danger of the system of setting aside local assets is that it might result in retaliatory measures being taken. This is why practice seems reluctant in general to enforce to any degree the unity principle of the law of succession. The absence of case law is not an indication of the absence of difficulties. In the great majority of cases, questions of private international law in the realm of succession, are not raised in court but are settled by the notaries, solicitors, barristers and counsel of the parties. As the heirs become aware of these often inextricable difficulties, they are led to compromise and accept settlements which do not accurately reflect the existing legal rules.

b The scission system

The scission system aims to create as many different estates as there are aggregates of property governed by different laws of succession at the moment of death. These estates are in general independent. Thus FRENCH LAW considers that an heir may exercise options in a different way for each estate governed by a different law, accepting for example the immovable part of the inheritance and renouncing his rights to the movable estate which is governed by another law (Batiffol, *Droit international privé*, 4th ed. 1967, No 658; Droz; *Traité général du Notariat*, p. 4159). But is this scission which takes place at the moment of death final?

1 The independence of estates insofar as the assets in the inheritance are concerned may be particularly put into operation by means of a substitution ('subrogation réelle'). Let us suppose that there is immovable property in France which forms part of the inheritance of a foreigner dying domiciled abroad. This immovable property will constitute one separate estate. If the immovable property is sold before distribution by those vested with the power to carry out the administration of the inheritance, the purchase money will not pertain to the movable estate, which would cause it to be governed by a different law of succession, but will be distributed in accordance with the law of the situs of the immovable property: the sum of money will take the place of the immovable property (Batiffol, *op. cit.*, No 665, note 55; Dennery, *Le partage en droit international privé*, p. 122; Paris, 31st of December 1889, *Clunet*, 1890.121).

Si les personnes compétentes pour gérer la succession investissent des biens mobiliers, soumis à la loi successorale du Pays A, dans l'achat d'un immeuble situé dans le pays B, cet immeuble devra-t-il continuer à faire partie de la masse mobilière pour le partage ou au contraire formera-t-il désormais une succession soumise à une loi nouvelle? La réponse devrait être la même que dans le cas inverse.

En DROIT ANGLAIS, la règle est que si au moment décisif, c'est-à-dire à la mort du défunt, la propriété est considérée comme mobilière ou immobilière, ce caractère se perpétuera et une *conversion from realty to personality* n'affectera pas le caractère mobilier ou immobilier originaire de la propriété, donc le facteur de rattachement: 'the doctrine of conversion is that real estate is treated as personal estate or personal estate is treated as real estate; not that immovables are turned into movables or movables into immovables' (Re Berchtold (1923) 1 Ch. 192).

2 Les fruits ou revenus d'une masse successorale, par exemple d'un immeuble situé dans le Pays A, accroissent-ils à la masse originaire ou leur soumission à la loi successorale immobilière ou à la loi successorale mobilière dépendra-t-elle de leur nature mobilière ou immobilière?

La question n'est pas dépourvue d'intérêt pratique. Il est fréquent que des immeubles ou des exploitations agricoles soient maintenus dans l'indivision par l'effet de la loi ou afin d'éviter une vente à perte. Ces immeubles peuvent procurer des revenus importants. La part des héritiers dans ces revenus sera-t-elle déterminée par la loi applicable à la succession immobilière ou par la loi applicable à la succession mobilière?

3 L'indépendance des masses se retrouve-t-elle en ce qui concerne le passif? Il ne semble pas que l'on admette généralement en droit positif que l'on doive proportionner le passif aux différentes masses d'actif ou que l'on doive faire une distinction entre dettes mobilières ou immobilières (V. pour le droit français, Batiffol No 659, qui admet que les créanciers puissent réclamer sur la saisie des immeubles situés en France la totalité du passif successorale sans les obliger à saisir également les biens situés à l'étranger puisque la loi française autorise un créancier à saisir un bien quelconque de son débiteur. En droit anglais, on peut citer le récent arrêt Re Flynn (*deceased*) No 2 (1969) 2 All. ER 557) qui admet qu'une dette reconnue par un jugement de New York après la mort du défunt est exigible sur les biens anglais, en Angleterre auprès de l'administrateur de la succession.

On peut illustrer ce problème par deux exemples:

- Selon le droit de A, il existe deux masses successorales, l'une soumise à la loi de A, l'autre soumise à la loi de B. Selon la loi successorale de A, seul Primus est héritier alors que selon la loi de B Primus et Secundus sont cohéritiers. La masse successorale située en B supporte seule le règlement du passif et se trouve réduite à néant. Secundus est donc privé de tout droit faute d'actif. Peut-il réclamer en A que Primus, qui va toucher la masse successorale libérée de toute dette, l'indemnise à proportion?

- Même exemple mais cette fois Primus et Secundus sont cohéritiers en A alors qu'en B, Primus est seul héritier. Il supportera tout le passif sur la masse successorale de B. Peut-il demander en A à Secundus de l'indemniser, en moins prenant, sur les biens de A?

§ 2 CIRCONSTANCES DE RATTACHEMENT

A Pays qui suivent le principe de l'unité

a Succession soumise à la loi nationale du défunt:

If those vested with power to conduct the administration of the inheritance invest movable property, governed by the law of succession of country A, in the purchase of immovable property situate in country B, will this immovable property continue to pertain to the movable estate for the purposes of distribution or will it, on the other hand, constitute assets governed by a different law? The reply should be the same as in the previous case.

In ENGLISH LAW, the rule is that, if at the decisive moment, that is to say at the time of death of the deceased, the property is considered as movable or immovable, this characterization will continue and a conversion from realty to personality will not affect the original movable or immovable character of the property or the connecting factor: 'the doctrine of conversion is that real estate is treated as personal estate and personal estate is treated as real estate; not that immovables are turned into movables or movables into immovables' (Re Berchtold (1923) 1 Ch. 192).

2 Do the benefits and income derived from a particular estate, for example from immovable property situate in country A, accrue, to that estate, or does the law applicable to them depend on their character as immovable or movable property?

This question is not devoid of practical importance. Frequently houses and farmland are kept in the state of undivided ownership by the sheer force of statutory law, or because it is desired to avoid an unprofitable sale. Immovable property may well yield sizable amounts of income. Will the portion of this income, which is to devolve upon the heirs, be determined by the law applicable to the immovable estate or by that applicable to the movable estate?

3 Is there an independence of the estates insofar as their liabilities are concerned? It would seem that there is no general principle recognized whereby the liabilities are split up between different estates, thus making a distinction between movable and immovable debts (see as regards French law, Batiffol No 659, who states that creditors may claim satisfaction of all liabilities of the deceased out of the immovable property situate in France, without having to attach assets situate abroad, as French law authorizes a creditor to attach any property belonging to his debtor. In English law, the recent case of Re Flynn (*deceased*) No 2 (1969) 2 All.E.R.557 illustrates the principle that a debt recognized in a foreign judgment after the death of the deceased is enforceable on assets in England in the hands of an English administrator).

This problem may be illustrated by the following two examples -

- According to the law of A, there are two separate estates in the inheritance, one governed by the law of A, the other governed by the law of B. According to the law of succession of A, Primus alone is the heir, while according to the law of B, Primus and Secundus are co-heirs to the inheritance. The estate situate in B is then made liable for the settlement of all the liabilities of the deceased and is reduced to nothing. Secundus is thus deprived of assets. May he claim in A that Primus, who will acquire the inheritance without having to pay any of the debts, should indemnify him *pro rata*?

- Same hypothesis, but this time Primus and Secundus are co-heirs in A, while in B Primus is the sole heir. He will bear the costs of all the liabilities out of the estate in B. May he, in A, require Secundus to indemnify him, by taking less of the assets in A?

§ 2 THE CONNECTING FACTOR

A Countries which follow the unity principle

a Inheritance governed by the national law of the deceased -

ALLEMAGNE (articles 24 et 25 E.G.B.G.B.), ESPAGNE (article 10 Code civil), GRÈCE (article 28 Code civil), ITALIE (article 23 Code civil), JAPON (article 25 du Horei), RÉPUBLIQUE ARABE UNIE (article 17 Code civil), SUÈDE (articles 1 et 2 loi du 5 mars 1937) TCHÉCOSLOVAQUIE (article 17, loi du 4 décembre 1963 sur le droit international privé), YUGOSLAVIE (article 156 loi de 1965 sous réserve de réciprocité).

La jurisprudence semble établie en ce sens aux PAYS-BAS (V. commentaire du Traité Benelux sous article 13; Kollwijn, *American Dutch Private International Law*, p. 58; van der Ploeg dans *Les régimes matrimoniaux et les successions en droit international privé* préc., p. 1010; Maastricht, 20 janvier 1921, N.J. 1921. 1084; Arnhem 14 février 1938, N.J. 1938, No 777; La Haye 28 avril 1947, N.J. 1947, No 743; 17 février 1958, N.J. 1959, No 188). C'est également la solution du TRAITÉ BENELUX (art. 9) ainsi que celle des PROJETS DE LA HAYE de 1904 et 1928. Il faut noter toutefois que la jurisprudence estime que dans les cas d'espèce, en raison des circonstances particulières, une autre loi peut être appliquée, à savoir par exemple la loi de la nationalité originaire ou du domicile du défunt (Utrecht 12 novembre 1954, N.J. 1955. 372, *Nederlands Tijdschrift* 1956. 284, note Blackstone; W.P.N.R. 1425, note Kollwijn; Amsterdam 11 juillet 1946, N.J. 1947. 66; Leeuwarden 3 mars 1954, N.J. 1954. 328, W.P.N.R. 4358, note Houwink, W.P.N.R. 4375, note Kollwijn, *Nederlands Tijdschrift* 1955. 105, note de Winter; W.P.N.R. 4425, note Kollwijn). Les auteurs condamnent généralement cet affaiblissement de la règle de la soumission à la loi nationale.

b Succession soumise à la loi du domicile du défunt:

BRÉSIL (article 10 de la loi d'introduction au Code civil), ISRAËL (article 137 de la loi sur les successions du 1er février 1965, V. Yadin, *Reflection on a New Law of succession*, *Israel Law Review* 1966, p. 132 et suiv. et V. Yadin et G. Tedeschi, *Studies in Israel legislative problems*, *Scripta Hierosolymitana*, Vol. XVI, 1966, p. 118), SUISSE (article 22 L.R.D.C.).

La solution est de droit positif jurisprudentiel au DANEMARK (V. Allan Philip, *American-Danish Private International Law*, p. 42 et suiv.), il en est de même en NORVÈGE (E. Rygh, *Jurisclasseur de droit comparé*, mot Norvège, fasc. 1957 et *Répertoire de droit international*, *La Pradelle-Niboyet*, tome VI, mot Norvège, No 166).

C'est la solution de la CONVENTION NORDIQUE du 19 novembre 1934 article premier si le domicile a duré au moins cinq ans.

c Autre loi compétente:

Il ne semble pas qu'une loi autre que la loi nationale ou la loi du domicile puisse être déclarée compétente dans le cadre du principe de l'unité. L'application de la loi réelle amènerait inévitablement au système de la scission.

B Pays qui suivent le principe de la scission

a Loi applicable aux successions immobilières

1 C'est la loi du lieu de la situation de l'immeuble qui est compétente:

La jurisprudence est constante tant dans les systèmes de type français (FRANCE, BELGIQUE, LUXEMBOURG) que dans les systèmes de *Common Law* (U.S.A., ROYAUME-UNI, IRLANDE, CANADA PROVINCES ANGLAISES). Au QUÉBEC, selon l'article 599 du Code civil, on ne doit pas tenir compte de l'origine ou de la nature des biens successoraux. Cela semblerait impliquer que l'on suit le principe de l'unité. Cependant en se basant sur l'article 6 du Code civil qui prévoit que les lois du bas-Canada régissent la propriété

GERMANY (articles 24 and 25 of the E.G.B.G.B.), SPAIN (article 10 of the Civil Code), GREECE (article 28 of the Civil Code), ITALY (article 23 of the Civil Code), JAPAN (article 25 of the Horei), UNITED ARAB REPUBLIC (article 17 of the Civil Code), SWEDEN (articles 1 and 2 of the Law of the 5th of March 1937), CZECHOSLOVAKIA (article 17 of the Law of the 4th of December 1963 on Private International Law), YUGOSLAVIA (article 156 of the Law of 1965 on condition of reciprocity).

Case law seems to be inclined in this direction in the NETHERLANDS (see the commentary on the Benelux Treaty, article 13, Kollwijn, *American-Dutch Private International Law*, p. 58, van der Ploeg in *Les régimes matrimoniaux et les successions en droit international privé*, op. cit., p. 1010; Maastricht, 20th of January 1921, N.J. 1921.1084; Arnhem, 14th of February 1938, N.J. 1938, No 777; The Hague, 28th of April 1947, N.J. 1947, No 743; 17th of February 1958, N.J. 1959, No 188). The Benelux Treaty (article 9) and the Hague Drafts of 1904 and 1928 follow the same rule. However it should be observed that, in particular cases, by reason of special circumstances, a different law may be applied, for example the law of the original nationality or domicile of the deceased (Utrecht, 12th November 1954), N.J. 1955.372, *Nederlands Tijdschrift* 1956.284, note Blackstone; W.P.N.R. 1425, note Kollwijn, Amsterdam, 11th of July 1946, N.J. 1947. 66; Leeuwarden 3rd of March 1954, N.J. 1954.328, W.P.N.R. 4358, note Houwink, W.P.N.R. 4375, note Kollwijn, *Nederlands Tijdschrift*, 1955.105, note de Winter; W.P.N.R. 4425, note Kollwijn). Commentators in general condemn this weakening of the general rule of the application of the national law.

b Inheritance governed by the law of domicile of the deceased -

BRAZIL (article 10 of the Introduction to the Civil Code), ISRAEL (article 137 of the Law on Succession of the 1st of February 1965, see Yadin, 'Reflection on a New Law of Succession', *Israel Law Review* 1966, p. 132 et seq. and see Yadin and G. Tedeschi, 'Studies in Israel Legislative Problems', *Scripta Hierosolymitana*, vol. XVI, 1966, p.118), SWITZERLAND (article 22 L.R.D.C.).

Case law dictates the same solution in DENMARK (see Allan Philip, *American-Danish Private International Law*, p. 42 et seq.), and in NORWAY (E. Rygh, *Jurisclasseur de droit comparé*, under the heading 'Norway', fasc. 1957 and *Répertoire de droit international*, *La Pradelle-Niboyet*, vol. VI, under the heading 'Norway', No 166).

Article 1 of the NORDIC CONVENTION of the 19th of November 1934 sanctions the application of this law, if the domicile has lasted for at least five years.

c Another law governs -

It does not seem that any law other than the national law or the law of the domicile could be considered as applicable within the framework of the unity principle. The application of the *lex situs* would inevitably lead to the scission of the estate.

B Countries which follow the scission principle

a The law applicable to the immovable estate

1 The applicable law is the law of the situs of the immovable property -

Case law is consistent to this effect both in the French-type systems (FRANCE, BELGIUM, LUXEMBURG), and in the Common-Law systems (UNITED STATES OF AMERICA, UNITED KINGDOM, IRELAND and CANADA (ENGLISH PROVINCES)). According to article 599 of the Civil Code of Quebec, the choice of law is founded neither on the origin nor on the nature of the property composing it. This would seem to imply that the unity principle obtains. However, on the ground of article 6 of the Civil Code stipulating that the law

des immeubles qui y sont situés, la doctrine et la jurisprudence estiment que les immeubles doivent être dévolus conformément à la loi de leur situation (Walter Johnson, *Conflict of Laws* (Québec), 1962, p. 457 et suiv.; Castel, *Private International Law*, 1960, p. 174).

Ce système est également suivi en TURQUIE (V. Cour de cassation, Chambre civile 7 janvier 1951, 9 novembre 1951, 16 janvier 1953; rapportés au *Clunet* 1957, p. 1048; Berki, *La succession ab intestat dans le droit international privé de la Turquie*, Fribourg, 1940; Tugrul Ansay, *American Turkish Private International Law*, 1966, p. 56).

2 Autre loi:

Selon l'article 300 A.B.G.B., la juridiction autrichienne n'est compétente que pour les immeubles situés en Autriche et applique la loi autrichienne substantielle sans tenir compte de la nationalité ni du domicile du défunt. C'est pourquoi, on dit généralement qu'en AUTRICHE on applique la *lex fori* à la succession, mais celle-ci se confond inévitablement avec la loi réelle pour ce qui concerne les immeubles.

Rappelons qu'en SUISSE les immeubles appartenant à des Suisses non domiciliés en Suisse sont dévolus selon la loi du canton d'origine, ce qui dans le contexte international ne correspond pas à la *lex rei sitae* (art. 28 L.R.D.C.).

b Loi applicable à la succession mobilière

1 Application de la loi nationale du défunt:

TURQUIE: la solution résultait de la loi provisoire de 1915 sur les droits et les devoirs des étrangers résidant dans l'empire ottoman, article 4 (texte dans Makarov, *Recueil des textes concernant le droit international privé*, mot Turquie). Elle est confirmée par les arrêts précités de la Cour de cassation (V. Berki et Ansay préc.).

LUXEMBOURG: la solution est controversée mais dans l'ensemble les tribunaux et les notaires s'en sont tenus à la compétence de la loi nationale du défunt (Alphonse Huss, *Les conflits de lois en droit luxembourgeois*, *Jurisclasseur de droit comparé* mot Luxembourg, 2e fasc. No 233; V. Tribunal Diekirch 22 février 1900, *Pasicrisie* VII, p. 41; mais l'auteur admet que l'application de la loi du domicile a été parfois prise en considération. Tribunal Luxembourg 20 juin 1932, *Pasicrisie* XIII, p. 466 et Luxembourg 20 juin 1937, inédit cité par l'auteur).

AUTRICHE: il est admis que la juridiction autrichienne se déclarera compétente et appliquera la loi substantive autrichienne quel que soit le lieu de situation des biens mobiliers s'il s'agit de la succession d'un citoyen autrichien et cela que le défunt ait eu son dernier domicile en Autriche ou à l'étranger (article 30 A.B.G.B.). On peut estimer qu'il s'agit là d'une application quant au fond de la loi nationale.

2 Soumission à la loi du domicile du défunt:

Cette règle a une origine jurisprudentielle.

FRANCE: jurisprudence constante depuis Cassation civile 19 juin 1939, D.P. 1939. I. 97, S. 1940. I. 49; *Revue critique* 1939. 481; Cassation criminelle 4 juin 1941 D. 1942 J. 4, note Nast, S. 1944. I. 133, note Batiffol, etc.; V. Batiffol, *Droit international privé*, No 634 et suiv.; Loussouarn, *Jurisclasseur de droit international*, fasc. 557 A; Droz, *Partage des successions présentant un caractère international*, *Traité général du Notariat*, p. 4146 et suiv.; Lagarde, *Rép. Dalloz du droit intern.* Vo Successions Nos 7 et suiv.

BELGIQUE: jurisprudence dominante, Cour d'appel de Gand 31 mai 1906, *Revue pratique du Notariat* 1906. 88;

of Nether-Canada governs the ownership of immovables situate therein, both case law and commentators consider that immovables should devolve according to the *lex situs* (Johnson, *Conflict of Laws* (Quebec), 1962, p. 457 et seq.; Castel, *Private International Law*, 1960, p. 174).

The same system is followed in TURKEY (the Court of Cassation, Civil Division, 7th of January 1951, 9th of November 1951, 16th of January 1953, reported in *Clunet* 1957, p. 1048; Berki, *La succession ab intestat dans le droit international privé de la Turquie*, Fribourg 1940; Tugrul Ansay, *American-Turkish Private International Law* 1966, p. 56).

2 Another law governs -

Article 300 of the A.B.G.B. directs that Austrian courts only have jurisdiction over immovable property situate in Austria and that Austrian internal law will be applied, no account being taken of the nationality or domicile of the deceased. It is for this reason that it is generally said that in AUSTRIA the *lex fori* is applied to the inheritance. This however inevitably coincides with the *lex situs* insofar as immovables are concerned.

As indicated earlier, in SWITZERLAND immovable property belonging to Swiss nationals not domiciled in Switzerland devolves according to the law of the Canton of origin. This law does not correspond on the international level with the *lex rei sitae* (article 28 L.R.D.C.).

b The law applicable to the movable estate

1 Application of the national law of the deceased -

TURKEY - the application of this law results from the Provisional Law of 1915 on the Rights and Duties of Aliens Residing in the Ottoman Empire, article 4 (text in Makarov, *Recueil des textes concernant le droit international privé*, under the heading 'Turkey'). Confirmation of this rule can be seen in the previously cited judgments of the Court of Cassation (see Tugrul Ansay, *op. cit.*).

LUXEMBURG - the application of this law is debated, but as a rule courts and notaries incline towards the application of the national law of the deceased (Alphonse Huss, 'Les conflits de lois en droit luxembourgeois', *Jurisclasseur de droit comparé* under the heading 'Luxembourg', 2nd fasc., No 233; see Tribunal Diekirch 22nd of February 1900, *Pasicrisie* VII, p. 41; but the author admits that the application of the law of domicile has sometimes been taken into consideration (Tribunal Luxembourg 20th of June 1932, *Pasicrisie* XIII, p. 466 and Luxembourg 20th of June 1937, unreported, cited by the author).

AUSTRIA - Austrian courts have jurisdiction and will apply Austrian internal law whatever be the situs of the movables as long as the deceased was Austrian whether he had his last domicile in Austria or abroad (article 30 A.B.G.B.). Thus one might consider this to be a substantive application of the national law.

2 Application of the law of domicile of the deceased -

This rule has its origin in case law.

FRANCE - Consistent case law since the judgment of the Civil Cassation of the 19th of June 1939, D.P. 1939. I. 97, S. 1940. I. 49; *Revue critique* 1939. 481; Criminal Cassation of the 4th of June 1941 D. 1942. J. 4, note Nast, S. 1944. I. 133, note Batiffol, etc.; see Batiffol, *Droit international privé*, No 634 et seq.; Loussouarn, *Jurisclasseur de droit international*, fasc. 557 A; Droz, 'Partage des successions présentant un caractère international', *Traité général du Notariat*, p. 4146 et seq.; Lagarde, *Répertoire Dalloz du droit international*, see heading 'Successions' Nos 7 et seq.

BELGIUM - Predominant case law (Appeal Court of Gent, 31st of May 1906, *Revue pratique du Notariat* 1906. 88;

Cour d'appel de Bruxelles, 16 juin 1926, même *Revue* 1928. 46; Anvers 16 juin 1950 R.W. 1950-51. 509; Bruxelles 17 décembre 1958, *Journal des Tribunaux* 1959. 184; Cassation 28 mars 1952, *Pasicrisie* 1952. I. 483, solution implicite; Graulich, *Droit international privé* No 117 et suiv.; Rigaux, *Droit international privé*, No 396 et suiv.; Deschamps, dans *Les régimes matrimoniaux et les successions en droit international privé* préc. p. 63 et suiv.; voir aussi commentaire de l'article 13 du Traité Benelux.

ANGLETERRE: *Dicey and Morris*, Rule 98; *Re Levick* 1963 1 WLR.

ÉCOSSE: A. E. Anton, *Private International Law, a Treatise from the Standpoint of Scots Law*, 1967, p. 514 et suiv.; *Brown v. Brown* (1744) Mor. 4604; *Pringle's Trustees v. Pringle* 1912, 2 S.L.T. 367.

CANADA PROVINCES ANGLAISES ET QUÉBEC: Castel précité, p. 174; *Johnson* précité, p. 459; *Hawthorne v. O'Boone and Dion* (1911) 40 S.C. 505 (Rev.), *O'Meara v. O'Meara* (1916) 49 S.C. 33 pour le Québec; *Re Elder* (1936) 44 Man. R. 84, *Re W.* (1925) 56 O.L.R. 611, *Beaudoin v. Trudel* (1937) O.R. 1., pour les provinces anglaises.

U.S.A.: Restatement Second § 303; *Leflar, The Law of Conflicts of Laws*, 1959, p. 354 et suiv., § 184; *Ehrenzweig on Conflict of Laws*, 1962, p. 615, § 248; *Goodrich, Handbook of the Conflict of Laws*, 1964, p. 324, section 165; V. par ex. *Ennis v. Smith*, 55 U.S. (14 How) 14 L. Ed. 472 (1852); *Hewitt v. Cox* 55 Ark. 225, 15 S.W. 1026, 17 S.W. 873 (1891); *Caruso v. Caruso* (1930) 106 N.Jeq. 130, 148 Atl. 882.

AUTRICHE: s'agissant d'un étranger domicilié en Autriche, on appliquera la loi autrichienne si l'Etat étranger n'accorde pas la réciprocité, c'est-à-dire s'il ne donne compétence à la loi autrichienne à propos de la succession mobilière d'un Autrichien décédé domicilié sur son territoire (*Ferid-Firsching Österreich*, C, II, p. 22).

3 Soumission à la *lex fori*:

AUTRICHE qui applique toujours la loi matérielle autrichienne alors que le juge autrichien est compétent. Mais cette *lex fori* se confond ainsi qu'on l'a vu avec la loi réelle pour les immeubles, la loi nationale pour les Autrichiens et avec la loi du domicile de l'étranger s'il n'y a pas réciprocité.

C Questions générales concernant les facteurs de rattachement

a Succession soumise à la loi nationale du défunt

1 Lorsque le défunt a une double nationalité, la détermination de celle qui doit être prise en considération est un problème général qui déborde le cadre des successions. Selon la tendance dominante si la nationalité du for est intéressée, seule celle-ci doit être prise en considération, sinon il appartient au for de déterminer la nationalité à prendre en considération. Il serait intéressant de savoir si une évolution a eu lieu en matière de succession (V. déjà en matière de forme des dispositions testamentaires l'art. 1, b) de la Convention de La Haye du 5 octobre 1961).

2 Lorsque le défunt est apatride, les pays qui soumettent la succession à la loi nationale choisiront alors volontiers comme rattachement le critère du domicile ou de la résidence habituelle, par exemple ALLEMAGNE (article 29 E.G.B.G.B.), ITALIE (article 29 du Code civil), GRÈCE (article 30 du Code civil).

EN RÉPUBLIQUE ARABE UNIE, selon l'article 25, alinéa premier du Code civil, en cas d'apatridie comme en cas de pluralité de nationalités, la loi à appliquer sera déterminée par le juge.

Appeal Court of Brussels, the 16th of June 1926, the same *Review* 1928. 46; Antwerp, 16th of June 1950, R.W. 1950-51. 509; Brussels, 17th of December 1958, *Journal des Tribunaux* 1959. 184; Cassation 28th of March 1952, *Pasicrisie* 1952. I. 483, implied application; Graulich, *Droit international privé*, No 117 et seq.; Rigaux, *Droit international privé*, No 396 et seq.; Deschamps in 'Les régimes matrimoniaux et les successions en droit international privé', *op. cit.*, p. 63 et seq.; see also the commentary on article 13 of the Benelux Treaty).

ENGLAND - *Dicey & Morris*, Rule 98; *Re Levick* 1963 1 WLR.

SCOTLAND - A. E. Anton, *Private International Law, a Treatise from the Standpoint of Scots Law*, 1967, p. 514 et seq.; *Brown v. Brown* (1744) Mor. 4604; *Pringle's Trustees v. Pringle* 1912, 2 S.L.T. 367.

CANADA (ENGLISH PROVINCES AND QUÉBEC) - Castel, *op. cit.*, p. 174; *Johnson, op. cit.*, p. 459; *Hawthorn v. O'Boone and Dion* (1911) 40 S.C. 505 (Rev.), *O'Meara v. O'Meara* (1916) 49 S.C. 33 for Quebec; *Re Elder* (1936) 44. Man. R. 84, *Re W.* (1925) 56 O.L.R. 611, *Beaudoin v. Trudel* (1937) O.R. 1, for the English Provinces.

UNITED STATES OF AMERICA - Restatement Second § 303; *Leflar, The Law of Conflict of Laws*, 1959, p. 354 et seq., § 184; *Ehrenzweig on Conflict of Laws*, 1962, p. 615, § 248; *Goodrich, Handbook of the Conflict of Laws*, 1964, p. 324, section 165; see for example, *Ennis v. Smith*, 55 U.S. (14 How) 14 L.Ed. 472 (1852); *Hewitt v. Cox* 55 Ark. 225, 15 S.W. 1026, 17 S.W. 873 (1891); *Caruso v. Caruso* (1930) 106 N.Jeq. 130, 148 Atl. 882.

AUSTRIA - For the inheritance of a foreigner domiciled in Austria, Austrian law will be applied if the foreign law does not accord reciprocity, that is to say if it does not apply Austrian law in a case of movable inheritance of an Austrian dying domiciled within its jurisdiction (*Ferid-Firsching Österreich*, C, II, p. 22).

3 Application of the *lex fori* -

AUSTRIA always applies the internal Austrian law whenever an Austrian judge has jurisdiction. However, this *lex fori*, as we have seen, coincides with the *lex situs* for immovables, with the national law for Austrians and with the domiciliary law of a foreigner if there is no reciprocity.

C General questions concerning the connecting factor

a Inheritance governed by the national law of the deceased

1 When the deceased has dual nationality, the problem of deciding which nationality is to be used as a connecting factor, is a general one extending beyond the framework of succession. According to the prevailing opinion, if the nationality of the forum is involved, only that nationality will be taken into account; if not, the forum decides on the nationality which will prevail. It would be interesting to know whether the situation has evolved in the field of succession (see for an earlier example as regards the form of wills, article 1 b of the Hague Convention of the 5th of October 1961).

2 When the deceased is a stateless person, the countries which usually apply the law of nationality will choose the criterion of domicile or habitual residence as a connecting factor, for example GERMANY (article 29 of the E.G.B.G.B.), ITALY (article 29 of the Civil Code), GREECE (article 30 of the Civil Code).

IN THE UNITED ARAB REPUBLIC, according to the first paragraph of article 25 of the Civil Code, when there is a case of statelessness or dual nationality, the judge will determine which law to apply.

En YOUGOSLAVIE, au contraire la succession d'un apatride est régie par la loi du pays de la dernière nationalité de cet apatride. Si celui-ci n'a jamais eu de nationalité ou si la nationalité est inconnue, c'est la loi du pays de son dernier domicile qui est applicable, sinon c'est la loi du pays de sa dernière résidence (article 156 de la loi de 1965 sur les successions).

Il faut noter que selon l'article 12 des Conventions du 28 juillet 1951 sur les réfugiés et du 28 septembre 1954 sur les apatrides: «le statut personnel de tout apatride sera régi par la loi du pays de son domicile ou, à défaut de domicile, par la loi du pays de sa résidence». Pour les pays qui soumettent la succession à la loi nationale, on pourra faire application du texte puisque cette matière semble alors entrer dans le statut personnel.

b La succession est soumise à la loi du domicile. Quels sont les caractères de ce domicile?

Selon la conception continentale du domicile, celui-ci repose en général sur des notions de fait; résidence habituelle, principal établissement et volonté de l'intéressé. Dans le système anglais, le domicile utilisé comme rattachement successoral peut parfois être purement fictif, par exemple le domicile d'origine, c'est-à-dire celui du père ou de la mère de l'intéressé selon qu'il est enfant légitime ou naturel. Dans un tel cas, le domicile se rapproche sinon d'une loi nationale du moins d'une sorte de *lex patriae* (V. Re O'Keefe (1940), Ch. 124). Cette réflexion peut être illustrée par ce qui s'est passé dans le système français du temps qu'il existait pour les étrangers une notion de *domicile légal*, résultat de la formalité de l'admission à domicile, qui ne se confondait pas avec le domicile tel que défini par les articles 102 et suivants du Code civil qui reposent sur des notions de fait (résidence habituelle, principal établissement et volonté). Les étrangers qui n'avaient pas de domicile de droit en France faute d'avoir été admis à domicile voyaient leur succession soumise à la loi nationale considérée comme celle de leur domicile d'origine (V. *Répertoire de droit international La Pradelle-Niboyet* Vo Succession No 17 et les nombreuses références).

Il en va tout différemment d'autres domiciles purement fictifs qui ne peuvent pas se confondre avec la *lex patriae* ou la loi nationale, par exemple le domicile légal du mineur ou de la femme mariée, domicile de dépendance, ou encore le domicile fondé sur une inscription dans des registres.

En effet des époux peuvent être séparés depuis de longues années et vivre dans des pays différents. Le domicile légal de la femme mariée qui est celui du domicile du mari peut n'avoir aucun rapport avec la loi nationale ou la *lex patriae* de l'intéressée. Il en serait de même pour un domicile d'inscription (prévu dans le nouveau Code judiciaire belge l'article 34 entre partiellement en vigueur le 1er janvier 1969) pour le cas où l'intéressé vivant désormais à l'étranger aurait omis de faire annuler cette inscription.

On ne connaît pas d'exemple typique en droit français d'une soumission de la succession d'une femme mariée à la loi étrangère d'un pays dans lequel elle n'a jamais eu de résidence mais où son mari est lui domicilié. Toutefois, en droit anglais la solution a été acceptée dans un cas pour tant extrême. La succession d'une femme décédée en Angleterre et qui n'avait jamais quitté ce Pays, a été soumise à la loi de Queensland, Australie, où son mari était domicilié, alors que les époux étaient séparés depuis 20 ans, que le mari avait émigré en Australie et qu'il y avait contracté un second mariage devenant ainsi bigame (Lord Advocate

In YUGOSLAVIA, on the contrary, the inheritance of a stateless person is governed by the law of the country of his last nationality. If he never had a nationality, or if his former nationality is unknown, the law of the country of his last domicile is applicable, or in default the law of the country of his last residence (article 156 of the Law of 1965 on Succession).

It should be noted that according to article 12 of the Convention of the 28th of September 1954 on Stateless Persons 'the personal status of a stateless person shall be governed by the law of the country of his domicile, or, if he has no domicile, by the law of the country of his residence'. The Convention of the 28th of July 1951 on Refugees contains a similar provision. For those countries in which the estate is governed by the law of nationality, the above text may be applied whenever this subject-matter seems to fall within the realm of personal status.

b Inheritance governed by the law of domicile. What are the criteria for determining domicile?

Domicile, according to the continental understanding of the term, is in general based on factual notions - habitual residence, principal place of business and intention of the *propositus*. In the English system, domicile used as a point of contact in succession matters may sometimes become purely fictitious, for example the domicile of origin, that is to say the domicile of the father or mother of the *propositus* according to whether he is legitimate or illegitimate. In such a case, the law of domicile, even if it cannot be said to be equivalent to the law of nationality, at least becomes a sort of *lex patriae* (see Re O'Keefe (1940), Ch. 124). This observation may be illustrated by former French law: at one time aliens were accorded a *legal domicile*, which depended on their compliance with the necessary formalities for admission to the favour of domicile, but which was distinct from domicile as defined in articles 102 et seq. of the Civil Code; the latter was based purely on factual notions (habitual residence, principal place of business and intention). The inheritance of aliens who, not having been admitted to domicile, did not possess a legal domicile in France, was governed by the law of nationality which was considered to be that of the domicile of origin (see *Répertoire de droit international La Pradelle-Niboyet* under 'Succession' No 17 and the various references).

The case of other purely fictitious domiciles is quite different. They cannot be brought under the same heading as either the *lex patriae* or the law of nationality; for example, the statutory domicile of a minor or of a married woman, the domicile of dependence, and the domicile based on registration.

In fact, spouses may be separated for many years and live in different countries. The law of the legal domicile of the married woman, which is that of the domicile of her husband, may have nothing in common with the law of her nationality or the *lex patriae* of the person concerned. The same will happen with the domicile of registration (provided for in article 34 of the new Belgian Judicial Code which partially came into force on the first of January 1969) when a person deciding to live abroad omits to take his name off the Register in his former country of residence.

There seems to be no typical illustration in French case law of an estate of a married woman being governed by the law of a foreign country in which she had never resided but in which her husband is domiciled. English law has in fact arrived at this conclusion in one, extreme, case. The inheritance of a woman who died in England and who had never left that country, was held to be governed by the law of Queensland, Australia, where her husband was domiciled, even though the spouses had been separated for 20 years and the husband had emigrated to Australia and had there gone through a second bigamous ceremony of marriage

v. Jaffrey (1921) A. C. (House of Lords). Il faut noter qu'en l'espèce il s'agissait surtout de connaître la loi applicable aux droits de succession. La solution serait-elle encore admise si le mari prétendait, dans un tel cas, faire échec à la liberté de disposer de la testatrice en se basant sur la loi de son domicile instituant en sa faveur une réserve?

D Défaillance du facteur de rattachement

a Succession soumise à la loi nationale du défunt mais le pays de la nationalité du défunt est un système territorialement plurilégislatif.

Lorsque la loi nationale consiste en un système juridique non unifié de type fédéral, plusieurs systèmes peuvent être envisagés comme accepter le renvoi de la loi nationale à la loi du domicile (mais encore faut-il que le système fédéral en question contienne une règle de conflits fédérale). Bien que la doctrine du renvoi soit rejetée par la jurisprudence néerlandaise (voir *infra*), l'arrêt de la Cour de Leeuwarden du 3 mars 1954 précité a appliqué la loi du domicile néerlandais à un Américain domicilié aux Pays-Bas. Kollewijn a expliqué que cela a été fait en raison de l'impossibilité de déterminer la loi nationale du défunt (W.P.N.R. 4425); dans cet esprit le rattachement au domicile devient un rattachement subsidiaire à celui de la loi nationale.

La différence entre le mécanisme du renvoi qui tient compte des règles de conflits du système plurilégislatif et l'application subsidiaire de la loi du domicile est très importante: si la succession est soumise par exemple à la loi «nationale» américaine et que l'on se réfère aux «règles de conflits américaines» (dans la mesure où on peut estimer qu'il existe sur ce point un corps de règles généralement suivi dans tous les Etats de la Fédération) on acceptera à la fois le renvoi à la loi du domicile en ce qui concerne les meubles mais également le renvoi à la loi de la situation pour des immeubles qui peuvent être situés dans des pays tiers.

Tandis que si l'on applique directement la loi du domicile à titre subsidiaire, un pays qui suit le principe de l'unité aura tendance à appliquer cette loi du domicile à l'ensemble des biens.

Il se peut aussi que le pays du domicile auquel renvoie la loi nationale soit un système non unifié interpersonnel et l'on débouchera sur les problèmes étudiés sous *b*.

Il serait utile de connaître la pratique généralement suivie sur ce point dans les Pays de la Conférence qui soumettent la succession à la loi nationale.

b Succession soumise à la loi du domicile du défunt mais le pays du domicile est un système non unifié où la loi successorale dépend du statut personnel du défunt.

Il faut remarquer que les systèmes juridiques interpersonnels, par exemple République Arabe Unie, Liban, Irak, Iran, Maroc, Tunisie etc. rattachent les successions à la loi nationale du défunt. C'est pourquoi le mécanisme du renvoi à la loi nationale pourra parfois être utilisé.

Pour les pays qui accordent de l'importance au domicile d'origine, cette notion permet souvent d'éviter les difficultés par une soumission directe à la loi de ce domicile qui se confondra souvent avec la loi nationale.

Il a parfois été fait application à la succession d'un étranger domicilié dans un système interpersonnel de la loi religieuse de cet étranger. C'est ainsi que la Cour de cassation, dans son arrêt du 7 novembre 1933, (*Revue critique* 1934. 440, note Niboyet) a soumis à la loi israélite tunisienne la succession mobilière d'un Anglais originaire de Gibraltar, de religion israélite décédé domicilié à Tunis. La solution est

(Lord Advocate v. Jaffrey (1921) A.C. (House of Lords).) It should however be noted that in this particular case the court had to decide which law was applicable to estate duty. It might well be asked whether the same conclusion would be reached if in a similar case a husband sought to challenge the liberty of the testatrix to dispose according to her preference on the ground that the law of his (and her) domicile provided for a fixed part ('réserve') in his favour.

D Failure of the connecting factor

a The inheritance is governed by the national law of the deceased but that country has a territorially plurilegislativ legal system.

When a country has a non-unified federal-type legal system, several solutions may be considered: for example the acceptance of the reference by the law of nationality to the law of domicile (but then it is necessary that the federal system in question has a federal conflicts rule).

Although the doctrine of renvoi has been rejected by case law in the Netherlands (see *infra*), the judgment of the court of Leeuwarden of 3rd of March 1954, cited above applied the domiciliary law to the inheritance of an American domiciled in the Netherlands. Kollewijn explains that the reason for this was the impossibility of determining the national law of the deceased (W.P.N.R. 4425); in this way the connecting factor of domicile becomes an ancillary connecting factor to that of nationality.

The difference between the mechanism of renvoi which takes into account the conflict rules of the plurilegislativ systems and the ancillary application of the law of domicile is very important: if, for example, the inheritance is governed by the 'national' law of the United States of America, and reference is made to the 'American conflict rules' (to the extent to which one can conclude that a body of rules exists which is in general followed in all the States of the Union), both the renvoi to the law of domicile for the movables and the renvoi to the *lex situs* for the immovables, possibly situate in a third country, would have to be accepted. On the other hand, if one applies directly the law of the domicile as an ancillary connecting factor, a country which follows the unity principle will tend to apply this domiciliary law to the whole inheritance.

It may also happen that the country of domicile to which the national law refers has a non-unified interpersonal legal system – then we are in the realm of the problems discussed below under (*b*).

It would be useful to know of the generally accepted practice on this point in the countries of the Conference which apply the law of nationality to the inheritance.

b Inheritance governed by the domiciliary law of the deceased but the country of domicile has a non-unified legal system which provides that the law of succession follows the personal status of the deceased.

It should be noted that the interpersonal legal systems, for example those of the United Arab Republic, Lebanon, Iraq, Iran, Morocco, Tunisia etc. provide that the inheritance should be governed by the national law of the deceased. For this reason the mechanism of renvoi to the national law can often be used. This mechanism will also assist those countries which attach some importance to the domicile of origin in avoiding any difficulties, by means of a direct application of the law of this domicile which will often coincide with the law of nationality.

Occasionally, in a case of an alien dying domiciled within an interpersonal jurisdiction, the religious law of the alien has been applied to determine the devolution of his inheritance. The Court of Cassation, in a judgment of the 7th November 1933 (*Revue critique* 1934. 440, note Niboyet) directed that the movable estate of a Jewish Englishman, originating from Gibraltar and dying domiciled in Tunis should be

restée isolée. Elle se heurte en effet à la difficulté de trouver dans le système interpersonnel un droit particulier qui puisse correspondre à la religion de l'intéressé.

c La difficulté principale en la matière résulte du cas où un individu ayant la nationalité d'un pays à système non unifié de type fédéral, est domicilié dans un système non unifié de type interpersonnel. Le renvoi de la loi du domicile à la loi nationale ou vice et versa risque de déboucher sur le vide.

§ 3 CORRECTIFS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE APPORTÉS AU RATTACHEMENT

A Le principe du renvoi est-il admis en ce qui concerne la loi successorale?

Le renvoi au premier ou au second degré est assez largement admis dans les Etats membres de la Conférence: Il est parfois prévu par la loi elle-même:

ALLEMAGNE (article 27 E.G.B.G.B.); ISRAËL (article 142 de la loi du 1er février 1965 sur les successions, renvoi accepté uniquement dans le cas où il est fait à la loi israélienne); TCHÉCOSLOVAQUIE (article 35 de la loi du 4 décembre 1963 sur le Droit international privé); YOUgoslavIE (article 155 de la loi de 1965).

Il est également admis dans d'autres pays par la jurisprudence ou la pratique:

BELGIQUE: Bruxelles 24 juin 1964, *Pasicrisie* 1965. II. 192; Liège 24 mai 1966, *Journal des Tribunaux* 1966. 653, arrêt intervenu en matière de statut personnel; Rigaux préc. No 122, Graulich préc. No 197, Deschamps préc. p. 75.

ESPAGNE: Tribunal de Barcelone 3 août 1900, cité par Trias de Bes in *Répertoire de droit international privé La Pradelle-Niboyet*, Vo Espagne No 46, appliquant la loi espagnole à la succession d'un sujet Ecossais domicilié à Barcelone.

FRANCE: l'arrêt Forgo qui a lancé le mécanisme est précisément intervenu en matière de succession, Cassation civile 24 juin 1878, S. 1878. I. 429; V. aussi Requête 9 mars 1910 S. 1913. I. 105; Requête 7 novembre 1933, S. 1934. I. 321; Cassation Civile 7 mars 1938, *Revue critique* 1938. 472; Batiffol préc. No 302; Maury et Derrupé, *Jurisclasseur de droit international*, fasc. 532 B No 44 et suiv. avec de très nombreuses références jurisprudentielles.

LUXEMBOURG: Tribunal de Luxembourg 29 avril 1946 et Tribunal de Luxembourg 10 novembre 1960 inédits cités par Alphonse Huss, *Les conflits de lois en droit luxembourgeois*, *Jurisclasseur de droit comparé*, mot Luxembourg, No 212.

SUISSE: article 28, alinéa 2 L.R.D.C. et jurisprudence du Tribunal fédéral.

TURQUIE: Ansay préc. p. 57

JAPON: Ikehara et Jansen *American Japanese Private International Law*.

CANADA: Ross v. Ross (1893) 2 Que Q.B. 413, rev,d (1894) 25 S.C.R. 307, selon lequel: «the law of the country means every rule enforced or recognized by the foreign court including conflict of laws rules and not the purely internal rules of the foreign system», solution approuvée dans Stephens v. Falchi (1937) 3 D.L.R. (Que) p. 614; V. Castel préc. p. 76 et Johnson préc. p. 10.

U.S.A.: Le renvoi en matière de succession a été accepté In Re Schneider's Estate 198 Misc. 1017, 96 N.Y.S. 2d 652 (1950), renvoi de la loi suisse de la situation de l'immeuble à

governed by the Jewish laws obtaining in Tunisia. This case stands alone. Its ratio tries to solve the difficulty of finding a particular law within the interpersonal system which corresponds to the religion of the deceased.

c The main difficulty arises in a case of a person having the nationality of a country with a non-unified legal system of the federal type, who is domiciled in a country with a non-unified interpersonal legal system. The renvoi exercised by the law of the domicile to the law of the nationality or vice versa may have no effect whatsoever.

§ 3 CORRECTIVES CAPABLE OF MODIFYING THE CONNECTING FACTOR

A Is the doctrine of renvoi admitted in the search for the law of succession?

Renvoi to the first or second degree is to a great extent accepted in the Member States of the Conference. It is sometimes provided for by statute:

GERMANY (article 27 E.G.B.G.B.); ISRAEL (article 142 of the Law of the 1st of February 1965 on Succession, renvoi accepted only when reference is made to Israeli law); CZECHOSLOVAKIA (article 35 of the Law of the 4th of December 1963 on Private International Law); YUGOSLAVIA (article 155 of the Law of 1965).

It has been accepted in other countries by case law or practice -

BELGIUM - Brussels 24th of June 1964, *Pasicrisie* 1965. II. 192; Liege 24th of May 1966, *Journal des Tribunaux* 1966. 653, judgment on a matter of personal status; Rigaux, *op. cit.* No 122, Graulich, *op. cit.* No 197, Deschamps, *op. cit.*, p. 75.

SPAIN - Court of Barcelona 3rd of August 1900, cited by Trias de Bes in *Répertoire de droit international privé La Pradelle-Niboyet*, under the heading 'Spain' No 46, Spanish law applied to the inheritance of a Scot domiciled at Barcelona.

FRANCE - the Forgo case which sparked off the doctrine of renvoi dealt precisely with a matter of succession, Civil Cassation, 24th of June 1878, S. 1878. I. 429; see also the Petition of the 9th of March 1910, S. 1913. I. 105; Petition of 7th November 1933, S. 1934. I. 321; Civil Cassation 7th March 1938, *Revue critique* 1938. 472; Batiffol, *op. cit.*, No 302; Maury and Derrupé, *Jurisclasseur de droit international*, fasc. 532 B No 44 et seq. and the numerous references to case law.

LUXEMBURG - Court of Luxembourg 29th of April 1946 and the Court of Luxembourg 10th of November 1960 unreported, cited by Alphonse Huss, 'Les conflits de lois en droit luxembourgeois', *Jurisclasseur de droit comparé*, under the heading 'Luxembourg', No 212.

SWITZERLAND - article 28, paragraph 2, L.R.D.C. and the case law of the Federal Court.

TURKEY - Ansay, *op. cit.*, p. 57.

JAPAN - Ikehara and Jansen, *American-Japanese Private International Law*.

CANADA - Ross v. Ross (1893) 2 Que.Q.B. 413, rev,d (1894) 25 S.C.R. 307, according to which 'the law of the country means every rule enforced or recognized by the foreign court including conflict of laws rules and not the purely internal rules of the foreign system', approved in Stephens v. Falchi (1937) 3. D.L.R. (Que) p. 614; see Castel, *op. cit.* p. 76 and Johnson, *op. cit.* p. 10.

UNITED STATES OF AMERICA - Renvoi in matters of succession has been accepted in Re Schneider's Estate 198 Misc. 1017, 96 N.Y.S. 2d 652 (1950), renvoi applied by the Swiss *lex*

la loi de New York du domicile du défunt. V. aussi *In the Matter of Zietz*, 198 Misc. 77, 96 N.Y.S. 2d 442 (1950).

Le renvoi a été rejeté *In Re Tallmadge* 109 Misc. 696, 181 N.Y.S. 336 (1919). Certains auteurs estiment que le mécanisme du renvoi est accepté aux Etats-Unis, Griswold «Renvoi revisited», 51 *Harvard Law Review* 1955 p. 1938, Verplaetse, *Revue hellénique de droit international* 1955. 165; Goodrich préc. p. 11 admet que la question reste incertaine. V. aussi Herzog, régime matrimonial et renvoi dans deux récentes décisions de la Cour Suprême de New York, *Revue critique de d.i.p.* 1968, p. 607 et suiv. Le renvoi est admis dans le Restatement Second, tentative draft No 5 (1959).

ROYAUME-UNI: Dans ce Pays on suit le système de la «foreign court theory»: *Re Ross* 1930 1 Ch. 377; *Re Annesley* 1926 Ch. 692. Il faut noter que Dicey admet que dans de nombreux cas la jurisprudence anglaise a appliqué la loi étrangère sans tenir compte de ses règles de conflits (*Dicey and Morris*, p. 62). Dans ce système, appelé aussi celui du «double renvoi» (Batiffol préc. No 309), l'acceptation par le juge anglais du renvoi opéré par la loi étrangère dépendra du point de savoir si le juge étranger accepterait lui-même le renvoi opéré par la loi anglaise.

Le renvoi n'est pas admis en ITALIE (article 30 du Code civil) en RÉPUBLIQUE ARABE UNIE (article 27 du Code civil), en GRÈCE (article 32 du Code civil) ainsi qu'aux PAYS-BAS (La Haye 23 février 1942 N.J. 1942. 327 refusant d'appliquer la loi néerlandaise à un Danois domicilié aux Pays-Bas bien que la loi danoise renvoie à la loi du domicile du défunt. Voir aussi La Haye 28 avril 1947 N.J. 1948. 743)

Le renvoi est admis dans le TRAITÉ BENELUX lorsque la loi nationale compétente selon le Traité renvoie à la loi du domicile (article 11, 2° et 3°).

Le renvoi fait l'objet de la Convention pour régler les conflits entre la loi nationale et la loi du domicile du 15 juin 1955 (CONVENTION-RENOI) dont le mécanisme pourrait s'appliquer aux successions.

B Influence de la nationalité ou du domicile des héritiers

a La nationalité de l'héritier intervient dans un certain nombre de pays qui établissent pour les nationaux un «droit de prélèvement».

Ce droit de prélèvement, institué par exemple en FRANCE par l'article 2 de la loi du 14 juillet 1819, tel qu'il a été interprété par la jurisprudence française, est devenu une véritable règle de conflits de lois. Selon la formule de Batiffol «tout Français appelé à une succession peut réclamer sur les biens situés en France la part que lui octroierait la loi française quelle que soit la loi applicable» (Batiffol préc. No 647 et suiv.; V. aussi Droz préc. p. 4151 et Pestourie rapport préc. p. 432).

Un tel droit de prélèvement existe également en BELGIQUE (article 4 de la loi du 27 avril 1865, V. Deschamps préc. p. 67 et Rigaux préc. No 398) et aux PAYS-BAS (loi du 7 avril 1869 article 1); au LUXEMBOURG (loi du 29 février 1872), il a reçu une interprétation plus restrictive qu'en droit français (V. Alphonse Huss préc. No 234).

Au BRÉSIL, il existe une règle selon laquelle (article 165 de la Constitution fédérale) «si le défunt laisse une épouse brésilienne et des enfants brésiliens, la loi brésilienne est applicable pour déterminer leurs droits à la succession à moins que la loi applicable en vertu du domicile du défunt ne leur soit plus favorable».

Les systèmes français et brésiliens aboutissent en fait à assortir la règle principale de conflits d'une autre règle

de *situs* of immovable property to the law of domicile of the deceased in New York. See also *In the Matter of Zietz*, 198 Misc. 77, 96 N.Y.S. 2d 442 (1950). The theory of renvoi was rejected in the case *In Re Tallmadge* 109 Misc. 696, 181 N.Y.S. 336 (1919). Some authors consider that the mechanism of renvoi is applied in the United States (Griswold, 'Renvoi revisited', 51 *Harvard Law Review* 1955 (1938), Verplaetse, *Revue hellénique de droit international* 1955. 165); Goodrich, *op. cit.* p. 11 states that the problem remains undecided. See also Herzog, 'Régime matrimonial et renvoi dans deux récentes décisions de la Cour suprême de New York', *Revue critique de droit international privé*, 1968, p. 607 et seq. The principle of renvoi is admitted in the Restatement Second, tentative draft No 5 (1959).

UNITED KINGDOM - The 'foreign court theory' is applied: *Re Ross* (1930) 1 Ch. 377; *Re Annesley* (1926) Ch. 692. Dicey however points out that there are hundreds of cases in which the domestic rules of the foreign law have been applied without any reference to its conflict rules (*Dicey and Morris*, p. 62). According to the foreign court theory, called by some 'double renvoi' (Batiffol, *op. cit.*, No 309), the acceptance by the English judge of the renvoi applied by the foreign law will depend on whether the foreign judge himself would accept the renvoi applied by English law.

Renvoi is not applied in ITALY (article 30 of the Civil Code), in the UNITED ARAB REPUBLIC (article 27 of the Civil Code), in GREECE (article 32 of the Civil Code) and in the NETHERLANDS (The Hague, 23rd of February 1942 N.J. 1942. 327: Refusal to apply Netherlands law to a Dane domiciled in the Netherlands although Danish law would make a reference to the law of the domicile of the deceased. See also The Hague 28th of April 1947, N.J. 1948. 743).

Renvoi is sanctioned in the BENELUX TREATY when the applicable law of nationality refers to the law of domicile (article 11, 2° and 3°).

Renvoi was specifically dealt with in the Convention of the 15th of June 1955 to Determine Conflicts between the National Law and the Law of Domicile (CONVENTION-RENOI). The mechanism set up by that Convention could be applied to matters of succession.

B Influence of the nationality or domicile of the heirs

a The nationality of an heir may come into play in a number of countries which provide a 'droit de prélèvement' for the benefit of their nationals.

This 'droit de prélèvement' existing for example in FRANCE by virtue of article 2 of the Law of 14th of July 1819 as it has been interpreted by subsequent case law, has become a rule of the conflict of laws in its own right. As Batiffol puts it 'any French national entitled to appear in the inheritance may claim the portion which French law would give to him from the assets situate in France, whatever be the applicable law'. (Batiffol, *op. cit.* No 647 et seq.; see also Droz, *op. cit.* p. 4151 and Pestouri, *op. cit.* p. 432).

The same right of setting aside assets for the benefit of nationals exists in BELGIUM (article 4 of the Law of the 27th of April 1865, see Deschamps; *op. cit.* p. 67 and Rigaux, *op. cit.* No 398) and in the NETHERLANDS (Law of the 7th of April 1869, article 1); this right has been construed more narrowly in LUXEMBURG than in France (see Alphonse Huss, *op. cit.* No 234).

In BRAZIL article 165 of the Federal Constitution directs that 'if the deceased leaves a Brazilian wife and Brazilian children, Brazilian law will determine their rights of inheritance unless the law of the domicile of the deceased is more favourable to them'.

In fact the French and Brazilian systems result in subjecting the main conflicts rule to another subsidiary rule which

subsidaire fondant l'application de la loi française ou brésilienne dès qu'elle est plus favorable à l'héritier français ou brésilien que la loi étrangère normalement applicable. On notera que pour les systèmes français et belge, l'application exceptionnelle de la loi française ou belge à la succession aboutit, au moins en ce qui concerne le calcul de la masse successorale et de la quotité des droits des héritiers, à reconstituer une universalité: on prendra en considération la valeur des biens immobiliers même si le défunt est décédé domicilié à l'étranger.

Le droit de prélèvement est sujet à de vives critiques. Batiffol le considère comme anachronique (*op. cit.* No 649; voir aussi Lewald, Questions internationales du droit des successions, *Recueil des Cours de l'Académie de droit international*, 1925, t. IV, p. 47).

b Le domicile de l'héritier, en lui-même, ne semble pas influencer sur le rattachement de la loi successorale.

C Influence de la volonté du défunt sur le facteur de rattachement

Le choix de la loi applicable à sa succession par le défunt lui-même est admis dans des limites étroites par le droit suisse: le défunt normalement soumis à la loi de son domicile peut soumettre sa succession aux dispositions internes de sa loi nationale (L.R.D.C. articles 22 (2) et 32). Ce choix limité a été admis par l'Institut de droit international dans sa Résolution du 15 septembre 1967 sur la succession testamentaire en droit international privé. Aux termes du numéro deux de cette résolution «la validité intrinsèque et les effets des dispositions testamentaires sont soumis à la loi successorale sous réserve que le testateur puisse opter entre sa loi nationale et la loi de son domicile».

Selon le «Decedent Estates Law» article 47 de l'Etat de New York, «la validité et les effets d'une disposition testamentaire seront déterminés par la loi de New York si le testateur qu'il soit citoyen des Etats-Unis ou étranger, résident ou non, a déclaré soumettre les dispositions testamentaires à la loi de New York».¹

Un Traité entre la Colombie et l'Equateur (cité par Rabel, *The Conflict of Laws, a Comparative Study*, tome IV, p. 275) permet au testateur de choisir la loi nationale ou la loi du domicile.

Sur l'ensemble du problème V. Dölle, Die Rechtswahl im internationalen Erbrecht, *RabelsZ* 1966, p. 205 et von Overbeck, La *professio juris* comme moyen de rapprocher les principes du domicile et de la nationalité en droit international privé, *Mélanges Fredericq*, p. 1085.

Section II Etendue et limite du champ d'application de la loi successorale

Il est admis par hypothèse que la loi successorale, telle que précédemment définie, s'applique à la vocation héréditaire et à la dévolution successorale. Il convient maintenant d'examiner dans quelle mesure cette loi successorale est applicable à d'autres institutions qui touchent de près la succession.

¹ V. aussi l'arrêt In re Clark, *Syracuse Law Review*, Vol. 20, 1968, p. 211.

directs the application of French or Brazilian law whenever it is more favourable to the French or Brazilian heir than the otherwise applicable foreign law. It should be noted that, as far as the French and Belgian systems are concerned, the application of the French or Belgian law to the inheritance, or at least to the calculation of the assets and of the portions of the heirs, recreates a universality of the applicable law: the value of immovable property, even if situate abroad, and of movable property even if the deceased died domiciled abroad, will be relevant in the calculation made in France or Brazil.

These 'droits de prélèvement' are subject to strong criticism. Batiffol considers them to be archaic (*op. cit.* No 649; see also Lewald, 'Questions internationales du droit des successions', *Recueil des Cours de l'Académie de droit international*, 1925, t. IV, p. 47.)

b The domicile of an heir as such does not seem to have any influence on the connection with the law of succession,

C Influence of the intention of the deceased on the connecting factor

Within certain limits, Swiss law permits the deceased to choose the law applicable to his estate: the deceased whose estate would normally be governed by the law of his domicile, may opt for the internal provisions of his national law to apply (L.R.D.C. articles 22(2) and 32).

This limited choice was approved by the International Law Institute in its Resolution of the 15th of September 1967 relating to testamentary succession in private international law. According to paragraph 2 of the Recommendations: 'The essential validity and effects of testamentary dispositions should be governed by the law of succession, subject to the power of the testator to choose between the law of his nationality and that of his domicile.'

Article 47 of the New York State Decedent Estate Law directs that the validity and effect of a testamentary disposition shall be determined by the law of New York if the testator, whether he be a citizen of the United States or an alien, a resident or not, has declared that his testamentary dispositions shall be governed by the law of New York.¹

A treaty between Columbia and Equador (cited by Rabel, *The Conflict of Laws, a Comparative Study*, vol. IV, p. 275) permits the testator to choose between the law of the nationality and the law of the domicile.

In general see Dölle, 'Die Rechtswahl im internationalen Erbrecht', *RabelsZ* 1966, p. 205 et seq.; Von Overbeck, 'La *professio juris* comme moyen de rapprocher les principes du domicile et de la nationalité en droit international privé', *Mélanges Fredericq*, p. 1085.

Section II Extent and limits of the application of the law of succession

It has been submitted – as a working hypothesis – that the law of succession as it has been defined above, applies to rights connected with, and the devolution of, the inheritance. We shall now examine to what extent it is applicable to other concepts connected with succession.

¹ See also In re Clark noted in *Syracuse Law Review*, Vol. 20 (1968), p 211.

Les Etats de la Conférence se partagent en deux groupes.

Pour les uns, et il s'agit essentiellement des «droits continentaux», une certaine part de l'actif successoral doit impérativement être réservée à certains héritiers privilégiés. Cette «réserve» ou «part légitime» qui varie selon les systèmes juridiques est généralement attribuée à des héritiers très proches du défunt: descendants légitimes, ou parfois naturels, du défunt (par exemple France, Belgique, Pays-Bas, Italie, Espagne, Danemark, Japon, etc.), parfois au conjoint survivant (par exemple Italie) et peut même être étendue aux frères et sœurs du défunt ou à leurs descendants (Code civil suisse et certains cantons suisses, Turquie). La part dont le défunt peut librement disposer est la «quotité disponible» plus ou moins étendue selon la qualité et le nombre des réservataires. La masse de calcul de la réserve peut s'étendre non seulement à l'actif successoral existant au moment du décès mais également aux donations entre vifs faites avant la mort du défunt. Si la réserve est entamée, de telles donations sont alors réductibles généralement selon leur date (par exemple les systèmes français, belge, néerlandais, italien, suisse, japonais).

La présente catégorie englobe également la part obligatoirement réservée aux enfants du premier lit (*lex hac edictali*) ou encore la part «fardh» du conjoint survivant en droit musulman.

A l'opposé se situent les systèmes de *Common Law* où traditionnellement on respecte très largement la liberté de disposer (Angleterre, Irlande, Etats-Unis sauf Louisiane, Canada).

Certes, il existe dans ces systèmes certaines restrictions à la faculté de tester mais il ne s'agit pas d'institutions aussi formelles et impératives que la réserve (c'est ainsi que dans de nombreux Etats américains la faculté de tester est soumise à des restrictions en ce qui concerne par exemple la quantité de biens dont le testateur peut disposer au profit d'œuvres charitables, il s'agit là de lois dites de «mainmorte». Les proches parents peuvent seuls attaquer le testament pour excès de libéralités). D'autre part diverses institutions assurent une certaine protection à la veuve. (En droit anglais, le juge a un pouvoir discrétionnaire pour attribuer une certaine part à un héritier privé de droits par le testament).

Dans la province canadienne de QUÉBEC, bien que le Code civil soit directement issu du système français, le principe de la réserve n'a pas été retenu et il existe une liberté absolue de tester (*Jurisclasseur de droit comparé*, mot Canada, Québec, 2e Fasc. No 54; Billette, *Traité théorique et pratique du droit civil canadien: donations et testaments*, tome I, Montréal 1933, No 94).

En ÉCOSSE, il existe encore sur les meubles une certaine forme de réserve en faveur des enfants et du conjoint survivant (Anton, *Private International Law*, p. 505 et suiv.).

L'existence de divergences aussi marquées entre les droits matériels des Pays membres donne une grande importance pratique à la détermination de la loi compétente pour régir l'institution de la réserve et ses analogues ou au contraire pour assurer une liberté de disposer plus grande. Mais même entre pays connaissant la réserve, la détermination précise de la loi applicable est nécessaire car ni les quotités disponibles ni les ayants droit ou la répartition entre ceux-ci ne sont partout les mêmes.

The Member States of the Conference split into two factions.

One group, composed notably of the continental laws directs that a part of the assets be mandatorily set aside for the benefit of certain heirs. This 'réserve' or 'part-légitime' which varies from legal system to legal system is usually set aside for the benefit of heirs who are close relations of the deceased: legitimate and sometimes even illegitimate descendants of the deceased (for example France, Belgium, the Netherlands, Italy, Spain, Denmark, Japan etc.); sometimes the surviving spouse is included (for example Italy) and it may even be extended to brothers and sisters of the deceased or to their issue (Civil Code of Switzerland and some Swiss Cantons, Turkey). The portion over which the deceased has total freedom of disposition is called the 'quotité disponible' whose size will be determined by the character and extent of the 'réserve'. The calculation of the property on which the 'réserve' will have an impact may take into account not only the assets existing at the time of death, but also gifts made before the death of the deceased. If the testator encroaches upon the 'réserve', gifts will usually abate chronologically (for example see the French, Belgian, Netherlands, Italian, Swiss and Japanese systems).

Parts of the inheritance mandatorily set aside for the benefit of children of the first marriage (*lex hac edictali*) and the portion 'fardh' that is set aside for the surviving spouse by Mohammedan law, should also be brought into this category. The other group of States are typified by the *Common Law* systems in which the freedom of the testator is, to a very great extent, acknowledged (England, Ireland, United States of America with the exception of Louisiana, Canada). In some of these legal systems there are certainly restrictions imposed on the freedom of the testator but these are not restrictions which are as formal and imperative as the 'réserve' (in many American states the freedom of the testator is restricted as to the amount that he may bequeath to charities—these are the Mortmain laws. Only close relations of the testator may contest his dispositions on the ground of excess of generosity). There are further some legal systems which protect the widow (in English law the court has a discretionary power to award a part of the inheritance to an heir whose expectancies have been frustrated by the will).

In the Canadian province of QUÉBEC, although the Civil Code owes its origins to the French system, the principle of the 'réserve' has been excluded from the law and there is complete freedom to dispose of property by will (*Jurisclasseur de droit comparé* under the heading 'Canada, Quebec', 2d fasc. No 54; Billette, *Traité théorique et pratique du droit civil canadien, donations et testaments*, vol. I, Montreal 1933, No 94).

In SCOTLAND there is a type of 'réserve' which acts on movable property in favour of the children and surviving spouse of the deceased (Anton, *Private International Law*, p. 505 et seq.).

The existence of so clearly marked differences between the substantive laws of the Member States in regard to the 'réserve' and its counterparts highlights the practical importance of finding the applicable law. Even as between countries upholding the 'réserve', it is necessary to determine the applicable law precisely, as neither the portions of the inheritance available for disposition nor the beneficiaries nor the distribution of the inheritance between them are the same in all countries.

A et B D'une manière générale, on admet que c'est la *loi successorale* qui est compétente pour déterminer s'il existe une réserve ou au contraire s'il existe une liberté plus grande de tester. Et ceci qu'il s'agisse de pays connaissant l'unité ou au contraire la scission de la loi applicable, ou encore de pays dont le droit matériel institue une réserve ou au contraire assure une liberté absolue de tester. On peut citer notamment:

- Pour des pays connaissant l'institution de la réserve:
ALLEMAGNE: Ferid-Firsching, *Internationales Erbrecht*, tome I; François Boulanger, *Etude comparative du droit international privé des successions en France et en Allemagne*, Paris 1964;

BELGIQUE: Cassation Chambre civile 27 novembre 1947, *Pasicrisie* 1948. III. 51; Rigaux préc.; Deschamps préc.;

DANEMARK: Allan Philip préc.; Tribunal des liquidations successorales de Horsens, 21 septembre 1962, rapporté au *Clunet* 1965.694 ainsi que Tribunal successoral de Copenhague 10 juillet 1952, rapporté au *Clunet* 1960.497;

FRANCE: Cassation requête 28 avril 1836, S. 1836.I.479; Cassation civile 14 mars 1837 D. 1837.I.277; Cassation civile 9 juin 1852 S. 1852.I.733 et depuis lors jurisprudence constante, voir récemment Lyon 14 novembre 1968, *Gazette du Palais*, 4 mars 1969, *Journal des Notaires* 1969, note Droz; Battiffol, *Droit international privé* préc. No 639; Loussouarn, *Jurisclasser de droit international* préc. fasc. 557 A; Lagarde, *Rép. Dalloz dr. int.* Nos 128 et suiv.

- Pour des pays assurant une grande liberté de disposer:
ANGLETERRE: Thornton v. Curling (1824) 8 SIM. 310. En droit anglais qu'il s'agisse de meubles ou d'immeubles, le juge anglais peut discrétionnairement accorder une part de biens successoraux aux héritiers légitimes, ou augmenter celle-ci, à la condition que le défunt soit domicilié en Angleterre (*Dacey and Morris*, p. 653, Inheritance (Family Provisions) Act 1938 et Intestates' Estates Act 1952). Si le défunt décède domicilié hors d'Angleterre mais qu'il laisse des immeubles en Angleterre, le juge perd ce pouvoir discrétionnaire. Si le *de cuius* décède domicilié en Angleterre mais laisse des biens en Ecosse, il est à noter que le juge écossais ne se croit pas autorisé à appliquer ces règles quoique la loi successorale soit la loi anglaise parce qu'il s'agit d'un pouvoir discrétionnaire n'appartenant qu'à la juridiction anglaise (*Morris*, *Choice of Law Clauses in Statutes*, 62 LQR 1946) mais contra en doctrine Anton préc. p. 511. On peut se demander quelle serait la réaction d'un juge continental dont le droit soumet la succession à la loi anglaise du domicile.

ÉTATS-UNIS: application de la loi réelle pour les immeubles, application de la loi du domicile pour les meubles: Goodrich, *Conflict of Laws* préc. p. 326 et suiv.; Leflar, *Conflict of Laws* préc. § 185 et suiv.; Castel, *Private International Law* préc. p. 174 et suiv.; Estate of Russel 159 N.Y.S. 2d 651 (Surr. Ct. 1956); In the Matter of Misuraca 5 Misc. 2d 878, 160 N.Y.S. 2d 494 (Surr. Ct. 1957) en matière mobilière, et en matière immobilière Re Kelekian's Estate 155 N.Y.S. 2d 882 (Surr. Ct. 1956). Tous les arrêts précités reconnaissent l'existence d'une réserve formulée par la loi successorale française compétente, V. Delaume, *American - French Private International Law*, p. 106 et suiv.

CANADA y compris QUÉBEC: V. Castel préc., p. 175; Johnson, *Conflict of Laws* préc. p. 422 et suiv.; Pouliot v. Cloutier (1944) S.C.R. 285.

A and B As a general rule it is the law of succession which will determine whether a 'réserve' exists or whether on the other hand there is a greater freedom to dispose of property by will. This is the case both in countries applying the unity system and in countries applying the scission system; furthermore the fact that the internal law of the country concerned applies a 'réserve' or on the contrary accords an absolute freedom to dispose of property by will does not affect the applicable law. The following references may be cited:

- For countries having the concept of a 'réserve' -
GERMANY - Ferid-Firsching, *Internationales Erbrecht*, vol. I; François Boulanger, *Etude comparative du droit international privé des successions en France et en Allemagne*, Paris 1964;

BELGIUM - Cassation Civil Division 27th of November 1947, *Pasicrisie* 1948.III.51; Rigaux *op. cit.*; Deschamps *op. cit.*;

DENMARK - Allan Philip *op. cit.*; 'Tribunal des liquidations successorales' of Horsens, 21st of September 1962 reported in *Clunet* 1965.694 and the Succession Court of Copenhagen 10th of July 1952, reported in *Clunet* 1960.497;

FRANCE - Cassation Petition of 28th of April 1836, S. 1836.I.479; Civil Cassation 14th of March 1837 D. 1837.I.277; Civil Cassation 9th of June 1852 S. 1852.I.733 and since then consistent case law, see recent illustrations Lyons 14th of November 1968, *Gazette du Palais*, 4th of March 1969, *Journal des Notaires* 1969, note Droz; Battiffol, *Droit international privé*, *op. cit.* No 639; Loussouarn, *Jurisclasser de droit international*, *op. cit.* fasc. 557 A; Lagarde, *Répertoire Dalloz de droit international*, see under 'Successions' Nos 128 et seq.;

- For countries according a freedom of disposition by will -
ENGLAND - Thornton v. Curling (1824 8 SIM. 310). According to English law, whether movables or immovables are concerned, an English judge may, in his discretion, accord a portion of the inheritance to the next-of-kin, or may increase the amount given to them, provided that the deceased died domiciled in England. (*Dacey and Morris*, p. 653), Inheritance (Family Provisions) Act 1938 and Intestate Estates Act 1952. If the deceased died domiciled abroad, but left immovable property in England, the judge loses this discretionary power. It should be noted that if the deceased died domiciled in England but left assets in Scotland, a Scottish judge will not consider himself authorized to apply these rules even though the law of succession is English because these rules confer a discretionary power which resides only in the English judges (*Morris*, *Choice of Law Clauses in Statutes*, 62 LQR 1946) - but contra: Anton, *op. cit.* p. 511. One may well ask what would be the reaction of a continental judge if the inheritance were governed by the English domiciliary law.

UNITED STATES OF AMERICA - application of the *lex situs* for immovable property, application of the domiciliary law for movables: Goodrich, *Conflict of Laws*, *op. cit.*, p. 326 et seq.; Leflar, *Conflict of Laws*, *op. cit.*, § 185 et seq.; Castel, *Private International Law*, *op. cit.*, p. 174 et seq.; In the Estate of Russel, 159 N.Y.S. 2d 651 (Surr. Ct. 1956); In the Matter of Misuraca 5 Misc. 2d 878, 160 N.Y.S. 2d 494 (Surr. Ct. 1957) both cases of movable estate; for immovable property see Re Kelekian's Estate 155 N.Y.S. 2d 882 (Surr. Ct. 1956). All these cases recognize the existence of a 'réserve' provided for in the applicable French law of succession, see Delaume, *American-French Private International Law*, p. 106 et seq.

CANADA including QUÉBEC - see Castel *op. cit.*, p. 175; Johnson *Conflict of Laws*, *op. cit.* p. 422 et seq.; Pouliot v. Cloutier (1944) S.C.R. 285.

Il faut rappeler que dans sa Résolution du 15 septembre 1967 sur la succession testamentaire en droit international privé, (*Annuaire* 1967 t. II, p. 558), L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL recommande d'appliquer en matière de succession testamentaire notamment la solution suivante: «2 Que la validité intrinsèque et les effets de dispositions testamentaires soient soumis à la loi successorale . . . »

C L'effet de la règle précédente est que dans un pays dont le droit interne connaît la réserve mais qui soumet en l'espèce une succession à une loi successorale étrangère ignorant la réserve, les biens locaux pourront être donnés ou légués sans limitation, conformément à la loi étrangère; inversement si la loi étrangère connaît une réserve, les biens situés sur le territoire seront soumis aux limitations prévues par la loi compétente.

a Le système pourra jouer assez aisément pour ce qui concerne l'exécution ou la limitation à l'exécution de testaments dans la mesure où les libéralités dépassent la quotité disponible instituée par la loi successorale. Il en sera de même dans le cas de dispositions à cause de mort (par exemple donation mutuelle entre époux au bénéfice du conjoint survivant du type français; pactes successoraux). En effet, la masse de calcul de la réserve et de la quotité sera au premier chef constituée par l'actif laissé par le défunt au moment de son décès.

b La question est plus délicate pour ce qui concerne la réduction éventuelle des donations entre vifs antérieures dépassent la quotité disponible. Les systèmes qui connaissent l'institution de la réserve en règle générale font entrer les donations entre vifs effectuées par le *de cuius* avant sa mort dans la masse de calcul de la réserve (parfois avec certaines limitations, par exemple le droit suisse, ne prend en considération que les donations faites dans les cinq dernières années ayant précédé le décès). Or, à propos des donations si l'on peut considérer comme compétente la loi successorale, on peut aussi envisager l'application d'autres lois. Par exemple, la *loi réelle* en tant que telle qui pourrait prétendre établir le caractère définitif d'une donation, la *loi nationale* du donateur au moment de la donation qui dans un certain nombre de systèmes est compétente pour la validité de celle-ci, enfin la loi applicable au contrat de donation. Il faut noter que pour ce qui concerne les donations immobilières dans les systèmes connaissant la scission, le problème est à peu près certainement résolu par l'application de la loi réelle qui est également la loi successorale et qui dans la plupart des cas se trouve être aussi la loi applicable au contrat de donation lui-même. Le problème prend toute son importance dans le cas de pays soumettant la succession à une loi unique, loi nationale ou loi du domicile.

D La question de la sanction du caractère du rattachement en lui-même a été précédemment étudiée. Dans la mesure où c'est la loi successorale qui est bien applicable à la question de la réserve de la liberté de tester, cette question de la sanction prend un caractère plus aigu.

a Pays qui suivent le principe de l'unité

Il n'est pas difficile pour un pays de respecter la loi successorale étrangère en ce qui concerne les biens qui sont situés sur son territoire sous réserve éventuellement du sort des donations portant sur des immeubles locaux. La question se présente de manière plus délicate si c'est la loi successorale du pays intéressé qui prétend s'appliquer à des biens mobiliers et immobiliers situés à l'étranger et que dans le pays étranger, tant en raison de la règle de conflit que de la loi matérielle applicable, on ne tienne pas compte d'une réserve en faveur de certains héritiers. L'institution de

It should be recalled that the INTERNATIONAL LAW INSTITUTE in its Resolution of the 15th of September 1967 relating to testamentary succession in private international law (*Yearbook* 1967, vol. II, p. 563 et seq.) recommended that in the realm of testate succession the following solution should be adopted - '2 That the essential validity and the effects of testamentary dispositions should be governed by the law of succession . . .'

C The effect of the rule discussed above is that when a country whose internal law applies a 'réserve' is faced with an inheritance which is governed by a foreign law of succession not applying a 'réserve', the local assets may be given away to an unlimited extent in conformity with the foreign law: conversely, if the foreign law applies a 'réserve', the assets situate within the territory will be subject to the restrictions imposed by the applicable law.

a The system will work reasonably well in the enforcement, or restrictions on enforcement, of wills insofar as the dispositions of the testator exceed the portion available for disposition prescribed by the law of succession. So too in the case of *donationes mortis causa* (for example the French type of mutual gifts between spouses for the benefit of the surviving spouse; inheritance agreements). In these cases, the basic estate from which the 'réserve' and the portion available for disposition are assessed will be essentially comprised of assets left by the deceased at the moment of his death.

b The problem becomes a little more intricate when one considers the possible abatement of *inter vivos* gifts which exceed the disposable portion. Legal systems which have a 'réserve' include, as a general rule, *inter vivos* gifts made by the deceased before his death in the estate from which the 'réserve' is calculated (sometimes with limitations, for example Swiss law only takes into consideration gifts made during the 5 years immediately preceding death). However, if the law of succession can be held applicable with regard to *inter vivos* gifts, the relevance of other laws may also be considered. For example the *lex situs* as such could claim to determine the definitive character of a gift; the national law of the donor at the time of the gift determines its validity in some legal systems; and finally one could consider the law applicable to the gift itself. As regards gifts of immovable property, it should be noted that in legal systems applying the scission principle, the problem is practically solved by the application of the *lex situs* which is in fact the law of succession, and which will often also be the law applicable to the gift itself. The problem takes on a special importance in the case of countries directing that the estate is governed by one single law, the national law or the domiciliary law.

D The question of the enforcement of the nature of the choice of law connection has already been discussed. Insofar as the law of succession is applicable to the question of the 'réserve' or to the freedom to dispose of property by will, this question of enforcement becomes more acute.

a Countries which follow the unity principle

It is not difficult for a country to apply the foreign law of succession to assets situate in its territory; this however with the possible exception of gifts relating to local immovable property. But the question is more delicate if the law of succession of a given country claims to apply to movable and immovable assets situate abroad and if in the foreign country concerned as a result of a choice of law rule and the substantive law it declares applicable, no account is taken of a 'réserve' in favour of the heirs. As the 'réserve' can be said to fulfil a family protective function,

la réserve ayant un caractère de protection familiale, on peut se demander si la sanction de tels droits ne prend pas un caractère impérieux qui justifierait de toute façon que les biens étrangers soient compris dans le calcul de la réserve et fassent éventuellement l'objet d'un droit de prélèvement sur les biens locaux.

b Pays connaissant la scission

L'existence de masses successorales séparées soumises à des lois différentes est de nature à provoquer certaines difficultés en ce qui concerne l'institution de la réserve. Le système veut qu'une masse successorale, par exemple immobilière, soumise à une loi connaissant la réserve, constitue en elle-même une masse de calcul qui permettra d'établir les droits des héritiers protégés sur les biens successoraux intéressés.

C'est ainsi que dans l'exemple présenté, de deux masses soumises à des lois différentes léguées à Primus et à Secundus, l'héritier attributaire de la masse soumise à une loi ne connaissant pas la réserve pourra la prendre intégralement tout en conservant son droit de faire valoir sa réserve sur les biens de l'autre masse soumise à une loi connaissant la réserve.

Le DROIT FRANÇAIS qui connaît à la fois la réserve et le système de la scission fournit un excellent exemple. Batiffol écrit (*Droit international privé*, 4e éd. No 152) «la solution conduit à calculer la réserve pour chaque masse de biens mobiliers ou immobiliers soumis à une loi différente» (Cass. civ. 14 mars 1837 D.P. 1837.I.275; Cass. civ. 26 janvier 1892 D.P. 1892.I. 497). La quotité établie par chaque loi s'appliquera à la masse qu'elle régit; par exemple l'époux d'une Italienne ne peut prétendre calculer la réserve que lui attribue la loi italienne dans la succession mobilière de sa femme sur la totalité de la succession de celle-ci, y compris les immeubles situés en France, quitte à n'exercer ces droits que sur les meubles (Seine 26 avril 1907, *Clunet* 1907.1132 à cette époque le d.i.p. français soumettait la succession mobilière à la loi nationale); mais on pourra demander l'exécution sur un immeuble français jusqu'à concurrence de la quotité disponible fixée par la loi française d'un legs quelconque même mobilier (Requête 19 avril 1841 D.P. 1841.I. v. 216).

C'est la question du passif qui peut rendre le mécanisme inéquitable: s'il existe deux masses successorales soumises à des lois internes différentes celle de A et celle de B, qu'en A on connaisse la réserve, qu'en B on l'ignore, qu'il y ait un réservataire selon le droit de A et un légataire universel, on ne contestera pas le droit de ce légataire de bénéficier intégralement de la masse B. Le réservataire pourra calculer sa réserve uniquement sur la masse située en A. Mais dans tous les systèmes instituant la réserve, celle-ci est calculée sur l'actif net après déduction du passif. Si le passif se trouve être intégralement payé au moyen des biens formant la masse de A, la masse de calcul sera considérablement réduite alors que les biens formant la masse de B seront libérés de tout passif. Il y a là une possibilité d'inéquité, voire de fraude, et l'on se demande comment le problème est résolu dans la pratique.

§ 2 TRANSMISSION HÉRÉDITAIRE - ADMINISTRATION DE LA SUCCESSION

La question de la transmission héréditaire des droits, actions et obligations du défunt à ses héritiers ou légataires et celle de l'administration de la succession par une personne *personal representative* du défunt qu'elle soit administrateur judiciaire ou exécuteur testamentaire, se recouvrent

one might wonder whether rights belonging to this field take on an overriding importance which would in any case justify foreign assets being included in the calculation of the 'réserve' and perhaps being subject to a right of setting aside local assets.

b In countries following the scission principle

The existence of separate estates governed by different laws may create certain difficulties for the 'réserve'. In the scission system, the idea is that one estate, comprised for example of immovable property, which is governed by a law knowing of the 'réserve' constitutes by itself one aggregate for the purposes of calculating the rights of the protected heirs over the assets.

Thus, in the example we took before of two estates governed by different laws and bequeathed to Primus and Secundus, the instituted heir to the estate governed by a law which does not know of the 'réserve' could take it entirely whilst at the same time retaining his right to claim his 'réserve' in the other estate governed by a law knowing of the 'réserve'.

FRENCH LAW which knows both the 'réserve' and the scission system, furnishes us with an excellent illustration. Batiffol writes (*Droit international privé*, 4th ed. No 152) that the result is that the 'réserve' is calculated separately for each estate of movable or immovable property which is governed by a different law (Civil Cassation 14th of March 1837 D.P. 1837.I.275; Civil Cassation 26th of January 1892 D.P. 1892.I.497). The portion available for disposition prescribed by each law will be applied to the property which it governs; for example, the spouse of an Italian deceased woman may not claim that the 'réserve' which Italian law gives him in the movable estate of his wife should be calculated on the whole inheritance including the immovable property situate in France, unless these rights are enforced only on the movable estate (Seine 26th April 1907, *Clunet* 1907.1132; at that time French private international law subjected the movable inheritance to the law of nationality); but execution of any legacy, even of movable property, may be claimed on French immovable property up to the amount of the portion available for disposition fixed by French law (Petition of the 19th of April 1841 D.P. 1841.I.216).

It is in fact the settling of the liabilities of the deceased which might make the mechanism inequitable: if there are two estates, one in A and one in B, each governed by the respective *lex situs*, and in A the 'réserve' is part of the law, whereas in B it is not, when there is a person having a claim on the 'réserve' according to the law of A and a residuary legatee, the right of the legatee to seize the whole of the estate in B will not be contested. The person entitled to the 'réserve' may assess his claim solely on the estate in A. But, in all the legal systems which know of the 'réserve', this amount is calculated on the totality of the assets after deduction of the liabilities. If the liabilities are paid totally out of the assets in A, the estate may be considerably reduced for the purposes of the calculation of the 'réserve', whilst assets in B will be totally free of any liabilities. So here we can see possibilities of inequity, even of fraud and one wonders how this problem is solved in practice.

§ 2 DIRECT TRANSMISSION TO THE HEIRS - ADMINISTRATION OF THE ESTATE

In private international law, the question of the direct transmission of the rights, actions and obligations of the deceased to his heirs or legatees, and the question of the administration of the estate by a *personal representative* of the deceased, whether a judicial administrator or testa-

à peu près sur le plan du droit international privé et peuvent donner lieu aux mêmes questions.

En effet, s'agissant de savoir «ce qui se passe» entre le décès du *de cuius* et le partage de l'actif, les Etats membres de la Conférence vont se diviser, schématiquement, en deux groupes:

– Pour les uns ce qui se passe après le décès du *de cuius* est une question de transmission héréditaire des droits, actions et obligations du défunt à ses héritiers ou légataires. Il s'agit là d'une question de saisine au sens large: les droits, actions, obligations du défunt sont transmis directement aux ayants droit et cela sous certaines conditions (par exemple option successorale) et dans certaines limites (*ultra vires* ou *intra vires successionis*). Ce sont les personnes en faveur de qui a lieu la transmission héréditaire qui naturellement ont qualité pour gérer, administrer l'actif, payer le passif (par exemple FRANCE, BELGIQUE, PAYS-BAS, SUISSE, ALLEMAGNE, ITALIE, QUÉBEC).

– Il existe un second groupe d'Etats où cette notion de saisine, de transmission héréditaire directe à des droits, actions et obligations du défunt ne se pose pas. La gestion de l'actif, le paiement du passif, l'exercice des droits et actions du défunt se feront en effet sous contrôle judiciaire par une personne désignée à cet effet qui peut être choisie parmi les héritiers mais qui peut être indépendante de ceux-ci et qui «représente la succession» (C'est le cas des Pays de *Common Law*, ANGLETERRE, ÉCOSSE, U.S.A., CANADA PROVINCES ANGLAISES, IRLANDE, mais aussi SUÈDE, RÉPUBLIQUE ARABE UNIE. Il en est de même au DANEMARK mais dans la majorité des cas l'administration directe sera confiée aux héritiers eux-mêmes, V. Allan Philip, *American Danish P.I.L.* préc.).

A Loi applicable

La remarque de Bartin selon qui les règles de conflits sont souvent la projection sur le plan international des institutions du droit interne trouve ici une illustration frappante. En effet, on constatera que les Etats pour lesquels domine l'idée d'une transmission héréditaire des droits, actions et obligations du défunt aux héritiers auront tendance à soumettre cette question à la loi successorale elle-même, il n'y aura pas de solution de continuité dans l'application de celle-ci. Par contre, les Etats qui dans leur droit interne séparent dévolution et administration et organisent cette dernière feront une distinction entre loi successorale applicable à la dévolution et loi applicable à l'administration des biens successoraux. Le système canadien en donne un exemple très clair: dans les provinces anglaises l'administration des biens successoraux dépend de la *lex fori* qui se confond avec la *lex situs* comme le fait remarquer Castel (*op. cit.* p. 169). Il y a scission des administrations si les biens successoraux sont disséminés sur plusieurs provinces. L'administrateur nommé dans une province ne peut agir dans une autre province à moins d'y obtenir un *grant of probate* (*op. cit.* p. 170). Dans le Québec, au contraire, où selon le droit interne les héritiers sont directement saisis comme en droit français, on reconnaît sans formalité particulière le pouvoir des administrateurs nommés dans les provinces anglaises ou à l'étranger pour gérer les biens situés au Québec et soumis à la loi étrangère (Castel, p. 174; Johnson, *Conflict of Laws* 1962, p. 471 et suiv.; Lavoignat v. MacKay (1900) 17 Que. S.C. 378).

a Loi successorale

Un certain nombre de systèmes juridiques soumettent la question de la transmission héréditaire et de l'administration de la succession à la *loi successorale* elle-même qu'il

mentory executor overlap to some extent and give rise to the same problems.

If one tries to have an exact picture of the proceedings between the death of the deceased and the distribution of the assets, the Member States of the Conference split, in a general outline, into two groups –

– On the one hand there are those countries in which after the death of the deceased there is a direct transmission of rights, actions and obligations to his heirs or legatees. This is a question of seisin in its broadest sense: the rights, actions and obligations of the deceased are directly transmitted to those entitled; this, however, on certain conditions (for example the option) and within certain limits (*ultra vires* or *intra vires successionis*). Those entitled are the persons in whose favour the transmission takes place and who accordingly have the capacity to carry out the administration, collect the assets and settle the liabilities of the deceased (for example FRANCE, BELGIUM, the NETHERLANDS, SWITZERLAND, GERMANY, ITALY and QUEBEC).

– In the other group of countries this concept of seisin, of direct transmission of the rights, actions and obligations of the deceased, is not known. The management of the assets, the settlement of the liabilities, and the exercise of the rights and rights of action of the deceased are carried out by a person who is appointed for this purpose, is judicially supervised and may be chosen from among the heirs or may be independent of them and who 'represents the estate'. (This is the case in the Common Law countries, ENGLAND, SCOTLAND, THE UNITED STATES OF AMERICA, CANADA-ENGLISH PROVINCES, IRELAND, and also in SWEDEN and the UNITED ARAB REPUBLIC. The same is true in DENMARK, but in the great majority of cases the heirs themselves will be vested with the power of direct administration (see Allan Philip, *American-Danish Private International Law, op. cit.*).

A Applicable law

Bartın once observed that conflicts rules are often the projection of internal law institutions onto the international plane. This observation is illustrated in a striking way in this context. It will be seen that States in which the direct transmission to the heirs obtains, tend to apply the law of succession itself to this question, and therefore there will be no interruption of the applicable law. On the other hand, those States which separate the matters of devolution from administration in their internal law, and supervise the latter, make a distinction between the law of succession applicable to matters of devolution and the law applicable to the administration of the assets. The Canadian legal system furnishes us with a very clear example: in the English provinces, the administration of the estate is determined by the *lex fori* which, as Castel has observed, coincides with the *lex situs* (*op. cit.* p. 169). There is a scission of administration if the assets are situated in several provinces. The personal representative appointed in one province cannot act in another without obtaining a grant of probate (*op. cit.* p. 170). On the other hand, in Quebec, where the heirs, according to internal law, are directly seised as in French law, the capacity of personal representatives appointed in the English provinces or abroad to carry out the administration of assets in Quebec governed by the foreign law, will be recognized without any formality (Castel, p. 174; Johnson, *Conflict of Laws* 1962, p. 471 et seq.; Lavoignat v. MacKay (1900) 17 Que, S.C. 378).

a The law of succession

Some legal systems apply the law of succession itself to the question of the direct transmission to the heirs and of the administration of the estate whether it be one single

s'agisse d'une loi unique dans le système de l'unité ou de lois différentes selon la nature des biens dans le système de la scission. Il semble qu'il en soit ainsi sous des réserves qui seront étudiées plus loin, en Allemagne, en Belgique, en France, au Québec, au Brésil, en Espagne, en Grèce, en Italie, au Japon, au Portugal, en Tchécoslovaquie (sous réserve de réciprocité), en Yougoslavie (pour les biens mobiliers), en Suisse.

b et c Lex fori et loi réelle

Dans les Pays de *Common Law* c'est la *lex fori* qui est applicable à l'administration de la succession; selon Dicey, Rule 92: «The administration of a deceased person assets is governed wholly by the law of the country from which the personal representative derives his authority to collect them». La *lex fori* se confondra le plus souvent avec la loi du lieu de situation des biens qu'il s'agisse d'immeubles ou de meubles. Cela peut également être le cas où l'administration est ouverte au lieu de la situation de l'immeuble. Si l'administration est ouverte au domicile du défunt, il y a confusion avec la loi successorale et on sera en présence d'une administration principale.

Il peut y avoir une administration ouverte au lieu où le défunt a laissé des biens mobiliers, il s'agira alors d'une administration accessoire ou *ancillary administration* (U.S.A., Goodrich, *Conflict of Laws*, p. 348 et suiv.; Leflar, *Conflict of Laws*, p. 371, § 192; Canada provinces anglaises Castel, *Private International Law*, p. 169).

Outre les Pays de *Common Law*, il faut signaler que le DROIT SUÉDOIS sépare radicalement la loi applicable à la succession et la loi applicable à l'administration des biens. Selon le chapitre 2 de la loi du 5 mars 1937 relative aux rapports internationaux en matière de succession, on fait application de la loi suédoise dès que le domicile du défunt est situé en Suède bien que la succession soit soumise à la loi nationale du défunt. La compétence de la loi suédoise est également fondée dès qu'une personne qui n'est pas suédoise et qui n'est pas domiciliée en Suède laisse des biens en Suède. Toutefois, si le *de cuius* n'était pas domicilié en Suède, l'administration pourra être remise aux autorités compétentes selon la loi du domicile ou compétentes selon la loi nationale du défunt après avis des héritiers et entente avec l'administrateur de la succession (V. texte de la loi dans Makarov et *The Swedish Conflict of Laws* par H. Eek, p. 261 et suiv.).

Le droit de la RÉPUBLIQUE ARABE UNIE illustre également bien l'idée selon laquelle l'organisation de l'administration de la succession sur le plan du droit interne conduit naturellement à soumettre cette question à la *lex fori* ou à la loi réelle et non à la loi successorale. En droit égyptien interne, selon l'article 875 C.C., la désignation des héritiers et la dévolution de la succession sont soumises au droit musulman codifié dans la loi du 6 août 1943. Mais le Code civil a édicté des dispositions «laïques» relatives à la liquidation, à l'administration et au partage des successions: les articles 876 à 914 du Code civil organisent la nomination par le tribunal d'un administrateur lorsqu'il n'existe pas d'exécuteur nommé par le défunt. Cet administrateur a pour mission de liquider et de partager la succession après avoir payé tous les créanciers. Sur le plan des conflits de lois, on s'est demandé à quelle loi fallait-il soumettre la liquidation et le partage des successions d'un étranger décédé en République Arabe Unie. Fallait-il faire application de la loi nationale du défunt compétente selon l'article 17 du Code civil pour la dévolution ou bien de la loi égyptienne de la situation des biens. Cette dernière solution avait été préconisée dans le *Traité de droit international privé* (en langue arabe) du Professeur Abdallah, et un arrêt de la Cour de cassation du 16 mars 1963 a fait sien ses idées (*Clunet* 1968, p. 113, note Linant de

law as in the unity system or different laws as in the scission system. It seems that, subject to qualifications which will be dealt with below, this is the case in Germany, Belgium, France, Quebec, Brazil, Spain, Greece, Italy, Japan, Portugal, Czechoslovakia (on condition of reciprocity), Yugoslavia (for movable property) and Switzerland.

b and c The lex fori and the lex situs

In Common Law countries the *lex fori* is applicable to the administration of the estate; according to Dicey, Rule 92: 'The administration of a deceased person's assets is governed wholly by the law of the country from which the personal representative derives his authority to collect them.' The *lex fori* will usually coincide with the law of the situs of the assets whether they be immovable or movable. If letters of administration or a grant of probate are taken out in the domicile of the deceased, the applicable law will coincide with the law of succession, and there will be a 'principal administration'. This may also happen if the grant is taken out in the country of the *situs* of immovable property.

There may also be an administration organized in a place in which the deceased left movable property. This will be an 'ancillary' administration (USA, Goodrich, *Conflict of Laws*, p. 348 et seq.; Leflar, *Conflict of Laws*, p. 372 et seq., section 192; Canada-English provinces, Castel, *Private International Law*, p. 169).

It should be noted that apart from the Common Law countries SWEDISH LAW radically separates the law of succession from the law applicable to the administration of the estate. Chapter 2 of the Law of the 5th of March 1937 relating to international elements in questions of succession, directs that Swedish law will be applied if the domicile of the deceased is Swedish even though the inheritance is governed by the national law of the deceased. Swedish law will also apply if a person, neither being Swedish nor being domiciled in Sweden, leaves assets there. However, if the deceased was not domiciled in Sweden, the administration may be transferred from Sweden to those competent under the domiciliary or national laws if the interested parties agree. (See the text of the law in Makarov, and the *Swedish Conflict of Laws* by H. Eek, p. 261, et seq.).

The law of the UNITED ARAB REPUBLIC also provides a good illustration of the theory according to which the organisation of the administration of the estate on the internal law level naturally leads to the application of the *lex fori* or the *lex situs* rather than the law of succession to this question. Under Egyptian internal law, by virtue of article 875 C.C., the appointment of the heirs and the devolution of the inheritance are governed by Mohammedan law as codified in the Law of the 6th of August 1943. But the Civil Code has also laid down secular provisions relating to the liquidation, administration and distribution of the estate: articles 876 to 941 of the Civil Code provide for the nomination of an administrator by the court when there is no executor appointed by the deceased. This administrator has to wind up and distribute the estate having paid all the creditors. On the conflicts level, the question has arisen which law governs the winding-up and distribution of the estate of a foreigner dying domiciled in the United Arab Republic. Should one apply the national law of the deceased as this is the law applicable according to article 17 of the Civil Code to determine the devolution of property, or should the Egyptian law of the *lex situs* be applied? This latter solution has been approved in the *Treatise on Private International Law* (in Arabic) by Professor Abdallah, and also in a judgment of the Court of

Bellefonds). Selon cet arrêt «les règles relatives à l'administration et à la liquidation des successions contenues dans les articles 875 et suivants du Code civil ne font pas parties du statut personnel». On peut donc désormais estimer qu'en République Arabe Unie, la question de la transmission héréditaire et de l'administration des biens est soumise à la loi réelle ou à la *lex fori*.

Ainsi qu'on l'a dit, en TCHÉCOSLOVAQUIE, les biens laissés par un étranger sont administrés selon la loi de procédure tchèque si l'Etat de la nationalité du défunt n'accorde pas la réciprocité en la matière ou si les autorités étrangères refusent de prendre en charge la succession de leur national ou enfin si le défunt résidait en Tchécoslovaquie et qu'un héritier également résidant dans ce pays demande la liquidation de l'héritage (V. Etude de J. Nemeč, in *The Law of Inheritance in Eastern Europe*, Leyde 1961, p. 215 et suiv.).

En YUGOSLAVIE pour l'administration et la liquidation de la succession d'un citoyen étranger se trouvant en Yougoslavie et composée de biens immobiliers, c'est le tribunal yougoslave qui est seul compétent (V. Etude Adamovitch in *The Law of Inheritance in Eastern Europe* préc. et Stoyanovitch, *Jurisclasseur de droit comparé*, mot Yougoslavie, 2e fasc. No-145).

d Loi du domicile du défunt en tant que telle

C'est la solution de l'article 9, alinéa 4 du Traité Benelux. Aux PAYS-BAS, la solution a été lancée par Meijers dans un article au W.P.N.R. 3493. Cette opinion est partagée aujourd'hui par Kolléwijn (*American Dutch P.I.L.*, p. 60) et van der Ploeg (in *Les régimes matrimoniaux et les successions en droit international privé*, p. 1039). Les auteurs ne citent pas de jurisprudence à l'appui de cette opinion. Toutefois, on peut citer comme ayant soumis les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire à la loi du domicile du défunt l'arrêt du 23 novembre 1860 du *Hoge Raad* (W. 2226) et un jugement du 28 décembre 1914, Tribunal d'Amsterdam (N.J. 1915.306); *contra* et soumettant les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire à la loi nationale du testateur, loi successorale, Tribunal de La Haye 12 juin 1941 (N.J. 1943.625).

e Autre loi

Il faut signaler que le DROIT SUÉDOIS qui soumet déjà l'administration à la loi du domicile suédois ou à la loi suédoise du lieu de situation des biens, reconnaît compétence à la loi nationale suédoise en ce qui concerne l'administration des successions des Suédois décédés domiciliés hors de Suède. Dans ce cas, l'administration de la succession est soumise à la loi nationale du défunt mais dans l'espèce cette loi nationale se confond alors avec la loi successorale.

B Pays qui soumettent en principe la transmission héréditaire à la loi successorale.

a, b et c FRANCE: Pour ce qui est de l'exercice des droits et actions du défunt, il est certain que c'est la loi successorale qui est compétente pour intervenir. La Cour de cassation a décidé que la loi successorale américaine est compétente pour déterminer la qualité de l'*administrator* américain de la loi du domicile du défunt à exercer en France les actions du défunt en dommages et intérêts (Cassation criminelle 4 juin 1941, D. 1942.4, note Nast, S. 1944.133, note Batiffol, J.C.P. 1942.II.2017, note Maury; Cassation Chambre civile 6 juin 1967, *Revue critique de d.i.p.* 1969, p. 75, note

Cassation of the 16th of March 1963 (*Clunet* 1968, p. 113, note Linant de Bellefonds). According to this decision the rules relating to the administration and winding-up of an estate embodied in articles 875 et seq. of the Civil Code do not pertain to the realm of personal status. One can thus conclude that in the United Arab Republic the question of the transmission to the heirs and the administration of the estate is governed by the *lex situs* or *lex fori*.

In CZECHOSLOVAKIA, as we have seen earlier, the administration of assets left in Czechoslovakia by a foreigner is governed by the Czechoslovakian law of procedure if the deceased's State of nationality does not accord reciprocity in this field, or if the foreign authorities refuse to take up the question of the inheritance of their national or finally if the deceased resided in Czechoslovakia and an heir also resident in that country petitions for the winding-up of the estate (see the study of J. Nemeč, *The Law of Inheritance in Eastern Europe*, Leiden, 1961, p. 215 et seq.).

In YUGOSLAVIA, the Yugoslavian courts alone are vested with the authority to supervise the administration and winding-up of the estate of a foreigner composed of immovable property in Yugoslavia (see the study of Adamovitch in *The Law of Inheritance in Eastern Europe*, *op. cit.* and Stoyanovitch, *Jurisclasseur de droit comparé* under the heading 'Yugoslavia', 2d fasc. No 145).

d The law of the domicile of the deceased

The BENELUX TREATY, article 9, paragraph 4 sanctions the application of this law. In the NETHERLANDS Meyers introduced the consideration of this possibility in an article in W.P.N.R. 3493. His ideas have received the support of Kolléwijn (*American-Dutch Private International Law*, p. 60) and van der Ploeg (*Les régimes matrimoniaux et les successions en droit international privé*, p. 1039). These commentators do not cite any case law in support of this view. However, the powers of the testamentary executor have been declared to be governed by the law of the domicile of the deceased in a judgment of the 23rd of November 1860 of the *Hoge Raad* (W. 2226) and in a judgment of the 28th of December 1914 (Court of Amsterdam, N.J. 1915.306). *Contra*: Court of The Hague, 12th of June 1941 (N.J. 1943.625) which applied the national law of the testator, the law of succession, to determine the powers of the testamentary executor.

e Another law

It should be noted that SWEDISH LAW which applies the Swedish law of domicile or the Swedish law of the situs of the assets to the administration, also applies the Swedish national law in the administration of estates of Swedish persons dying domiciled outside Sweden. In this case, the administration of the estate is governed by the national law of the deceased, but in fact it coincides with the law of succession.

B Countries which as a rule apply the law of succession to the direct transmission of the estate to the heirs

a, b et c FRANCE - As far as the exercise of the rights and the rights of action of the deceased are concerned, there is no doubt that the law of succession should be applied. The Court of Cassation has pronounced that in determining the capacity of an American administrator, appointed under the law of the domicile of the deceased, to bring an action in France for damages on behalf of the deceased, the American law of succession is applicable (Criminal Cassation 4th of June 1941, D. 1942.4, note Nast, S.1944.133, note Batiffol, J.C.P. 1942, II.2017, note Maury;

Deprez, pour l'intervention en France de l'administrateur d'une succession américaine dans un procès en responsabilité introduit par des héritiers légitimes).

Pour ce qui est des pouvoirs des exécuteurs testamentaires ou des administrateurs de successions, la jurisprudence française donne en fait compétence à la loi successorale étrangère. Pour des exécuteurs testamentaires: Tribunal Seine 8 décembre 1924, *Gazette du Palais* 1926.I.293; Cassation criminelle, 4 juin 1941 préc.; Cassation civile 22 juin 1954, *Revue critique de d.i.p.* 1955; si la loi successorale est la loi française, l'exécuteur testamentaire ne pourra pas avoir plus de droits que ne lui en accorde la loi française. Pour ce qui est des pouvoirs des administrateurs étrangers nommés à l'étranger, la jurisprudence appliquera également leurs pouvoirs à la loi successorale étrangère: Seine 4 décembre 1899, *Clunet* 1900.368; Grenoble 31 mai 1908, *Revue critique* 1909.609.

L'ordonnance étrangère conférant des pouvoirs d'administration en matière successorale produit ses effets en France indépendamment de toute déclaration d'exequatur du moment qu'elle ne doit pas donner lieu à des actes d'exécution forcée et notamment à l'appréhension de biens successoraux et que l'administrateur nommé à l'étranger s'en prévaut uniquement pour ester en justice (Cassation civile 6 juin 1967 préc.).

La question de la loi applicable à la saisine au sens strict, prise de possession des biens et envoi en possession, a fait plus de difficultés. Un certain nombre d'auteurs se prononcent pour l'application de la loi successorale elle-même (Planiol et Ripert, *Traité pratique de droit civil*, tome IV, No 222, p. 351; *Répertoire de droit international La Pradelle-Niboyet*, mot successions et les auteurs cités No 90; Droz, *Traité général du Notariat*, p. 4155 et suiv. Lagarde, *Rép. Dalloz dr. int.* No 149). D'autres auteurs préconisaient l'application de la loi réelle, loi de la situation effective des biens (Lerebours-Pigeonnière, *Précis* 4e éd. No 481). Batiffol prenait une position intermédiaire, préconisait l'application de la loi réelle à la prise de possession des biens héréditaires et la loi successorale à l'exercice des droits et actions du défunt (*Traité* 3e éd. No 171), mais dans la dernière édition de son *Traité* l'auteur se montre plus nuancé et reconnaît les titres de la loi successorale à régir la saisine (*Traité* 4e éd. No 657, p. 732; V. aussi Thibierge, Communication in *Travaux du Comité français de droit international privé* 1960—1962, p. 68 et les remarques de MM. Mezger, Mazeau et Droz). La jurisprudence de la Cour suprême est assez incertaine et peu claire. Elle est intervenue en effet en matière d'immeubles et un arrêt de la Cour de cassation du 28 juin 1852 (S. 1852.537) a soumis l'envoi en possession d'un immeuble français à la loi française. Mais il faut remarquer que dans un tel cas la loi réelle et la loi successorale se confondent.

Un certain nombre de décisions des juridictions inférieures a d'ailleurs soumis expressément la saisine à la loi applicable à la succession (Seine 4 décembre 1899, *Clunet* 1900.366; Seine 8 décembre 1924, *Revue critique* 1925.76; Seine 18 novembre 1936, *Clunet* 1938.768; Seine 14 janvier 1939, D. 1939.II.17; Seine 10 décembre 1952, S. 1953.II.124, *Clunet* 1953.136).¹

¹ Depuis la rédaction de ce Commentaire, la Cour de cassation a consacré la compétence de la loi successorale, v. Cass. civ. 22 décembre 1970, *Journal des Notaires* 1971.660, note Droz, *Revue critique* 1972.467, note A.P.

Cassation Civil Division 6th of June 1967, *Revue critique de droit international privé* 1969, p. 75, note Deprez, as regards the power of the administrator of an American estate to intervene in an action brought in France by the heirs entitled on intestacy).

As regards the powers of the testamentary executors or administrators, French case law in fact refers to the foreign law of succession. For testamentary executors see: Court of the Seine 8th of December 1924, *Gazette du Palais*, 1926.I.293; Criminal Cassation, 4th of June 1941, *op. cit.*; Civil Cassation 22nd of June 1954, *Revue critique de droit international privé* 1955; if the law of succession is French law, the testamentary executor cannot claim more rights than are attributed to him by French law. As regards the powers of foreign administrators appointed abroad, case law sanctions the application of the foreign law of succession: Seine 4th of December 1899, *Clunet* 1900.368; Grenoble 31st of May 1908, *Revue critique* 1909.609.

The foreign decree which confers powers of administration is effective in France without any exequatur if it does not give rise to any acts of distraint, particularly seizure of assets in the estate, and if the administrator appointed abroad relies on it only to petition a court of law (Civil Cassation, 6th of June 1967, *op. cit.*).

The question of the law applicable to seisin in its narrower sense – the taking into possession of assets and the livery of seisin – gives rise to greater difficulties. Some commentators are in favour of the application of the law of succession itself (Planiol et Ripert, *Traité pratique de droit civil*, vol. IV, No 222, p. 351; *Répertoire de droit international La Pradelle-Niboyet*, under the heading 'Successions' and the writers quoted at No 90; Droz, *Traité général du Notariat*, p. 4155 et seq., Lagarde, *Répertoire Dalloz du droit international*, see under heading 'Successions' No 149). Other commentators recommend the application of the *lex situs* of the assets (Lerebours-Pigeonnière, *Précis*, 4th ed. No 481). Batiffol takes an intermediary position, recommending the application of the *lex situs* to the reducing into possession of the assets in the estate and the law of succession to the exercise of the rights and rights of action of the deceased (*Traité* 3rd ed. No 171); however, in the latest edition of his Treatise Batiffol recognizes the claim of the law of succession to govern questions of seisin (*Traité*, 4th ed. No 657, p. 732; see also Thibierge, communication in *Travaux du Comité français de droit international privé*, 1960-1962, p. 68 and the observations of Messrs. Mezger, Mazeau and Droz). The case law of the Supreme Court is unsettled and its position is not very clear. The Court of Cassation has dealt with the matter in the context of immovable property: a judgment of the 28th of June 1852 (S. 1852.537) applied French law to the livery of seisin of French immovable property.

However, it should be noted that in such a case the *lex situs* coincides with the law of succession. A number of judgments of lower courts have expressly applied the law of succession to question of seisin (Seine, 4th of December 1899, *Clunet* 1900.366; Seine 8th of December 1924, *Revue critique* 1925.76; Seine 18th of November 1936, *Clunet* 1938.768; Seine 14th of January 1939, D. 1939.II.17; Seine 10th of December 1952, S. 1953.II.124, *Clunet*, 1953.136).¹

¹ In the intervening time since this Commentary was set down, the *Cour de cassation* has determined that the law of the succession is applicable in this field. See *Cassation civile* 22th of December 1970, *Journal des Notaires* 1971.660, note Droz, *Revue critique* 1972.467, note A.P.

La faculté d'option des héritiers est bien de la compétence de la loi successorale (Batiffol No 658). L'obligation des héritiers au passif et la contribution aux dettes relèvent également de la compétence de la loi successorale (Cassation criminelle 4 juin 1941 préc.; Batiffol No 659; Droz, *Traité général du Notariat*, p. 4160; Loussouarn, *Jurisclasser de droit international* fasc. 557 A).

Le fait que l'obligation aux dettes relève de la loi successorale démontre qu'il est nécessaire que pour ce qui concerne la prise de possession de l'actif ce soit la même loi qui soit compétente. En effet, si l'administrateur régulièrement nommé selon la loi successorale étrangère de type *Common Law* chargé de réunir l'actif et de payer le passif se présente en France pour prendre possession des biens mobiliers mais que l'on soumette cette prise de possession à la loi réelle française, la situation deviendrait inextricable: les héritiers légitimes saisis selon le droit interne français pourraient prétendre s'approprier l'actif mais on ne pourrait pas exiger d'eux le paiement du passif puisque cette question dépend bien de la loi successorale étrangère qui désigne à cette fin l'administrateur.

BELGIQUE: Le système belge reflète le système français y compris certaines de ses hésitations: pour ce qui concerne l'administration de la succession les auteurs estiment que l'on doit reconnaître les pouvoirs des administrateurs étrangers et que ceux-ci doivent être préférés aux héritiers auxquels la *lex rei sitae* mais non la loi successorale confère la saisine (Rigaux, *Droit international privé*, No 417, Deschamps préc. No 61). Toutefois la question de la prise de possession des biens et de l'envoi en possession sont d'après certains auteurs soumises à la loi de la situation des biens (Deschamps préc. p. 73, Rigaux préc. p. 418, Rigaux. La mise en œuvre dans les pays de droit civil de certaines institutions successorales des droits anglo-saxons, *Revue Henri Maigret*, No 34), par contre d'autres auteurs (comme Graulich, *Droit international privé* No 122) soumettent ces questions à la loi successorale. La jurisprudence belge comme la jurisprudence française n'est pas probante car elle est intervenue à propos d'immeubles situés en Belgique c'est-à-dire dans des cas où la loi successorale et la loi réelle se confondent. Il faut noter que le Tribunal de Charleroi dans un jugement du 23 juin 1961 (*Journal des tribunaux* 1961, p. 590) a déclaré que le tribunal belge ne doit pas procéder à l'envoi en possession d'une personne à laquelle la loi successorale étrangère attribue la saisine de plein droit. Il s'agit donc bien ici de l'application de la loi successorale à ces questions.

BRÉSIL: On reconnaît très largement les pouvoirs des administrateurs ou exécuteurs de successions étrangers nommés conformément à la loi étrangère (V. Garland, *American-Brazilian Private International Law*, citant, note 161, un arrêt de la Cour de justice du district fédéral rendu en 1954).

GRÈCE: Selon l'arrêt de l'Aréopage No 116 de 1914, les administrateurs nommés à l'étranger n'ont aucun pouvoir en Grèce si la succession est gouvernée par la loi grecque c'est-à-dire si le défunt a la nationalité grecque (V. aussi *American-Greek Private International Law*, par Ehrenzweig, Fragistas et Yiannopoulos, p. 75 et suiv.). Il semble que l'on puisse en déduire que la question est soumise à la loi successorale.

ITALIE: Il semble que la loi successorale déterminera si l'héritier a le droit d'accepter ou de refuser la succession,

The option left to heirs whether to accept the inheritance and incumbent debts or not is indeed within the scope of the application of the law of succession (Batiffol, No 658). The obligations incumbent on the heirs as to the liabilities in the estate and the extent of their contribution to the debts are also determined by the law of succession (Criminal Cassation 4th of June 1941 *op. cit.*; Batiffol No 659; Droz, *Traité général du Notariat*, p. 4160; Loussouarn, *Jurisclasser de droit international*, fasc. 557 A).

The fact that the liability to pay the debts of the estate is determined by the law of succession demonstrates the necessity of having the same law governing the reducing into possession of the assets in the estate. Indeed, if a personal representative duly appointed under a foreign, Common Law type, law of succession, is instructed to collect the assets and settle the liabilities, and he comes to France to reduce the movable assets into possession, the situation would be intolerable if this taking into possession were governed by the French *lex situs*: the heirs seised according to French internal law could themselves claim to appropriate the assets in the estate, but they could not be asked to settle the liabilities as this matter is determined by the foreign law of succession which appoints a personal representative for this very purpose.

BELGIUM – is akin to the French system even to the extent of including some of its uncertainties: as regards the administration of the estate, commentators consider that the powers of foreign personal representatives should be recognized and that these representatives should be preferred to the heirs who are seised according to the *lex rei sitae* but not according to the law of succession (Rigaux, *Droit international privé*, No. 417, Deschamps, *op. cit.* No 61). However, some commentators believe that the question of the reducing into possession of the assets and of the livery of seisin should be governed by the law of the situs of the assets. (Deschamps, *op. cit.* p. 73, Rigaux, *op. cit.*, p. 418, Rigaux, La mise en œuvre dans les pays de droit civil de certaines institutions successorales des droits anglo-saxons, *Revue Henri Maigret*, No 34); other commentators on the other hand (for example Graulich, *Droit international privé*, No 122) would apply the law of succession to these matters. Belgian case law like French case law is not conclusive in this matter as the court have only dealt with cases of immovable property situate in Belgium, that is to say with cases in which the law of succession and the *lex situs* coincide. It should be noted that the Court of Charleroi, in a decision of the 23rd of June 1961 (*Journal des tribunaux* 1961, p. 590) adjudged that a Belgian court should not order the reducing into possession of assets to a person who is automatically seised according to the foreign law of succession. This indeed is a case where the law of succession was applied to determine these questions.

BRAZIL – To a very great extent the authorities in Brazil will recognize the powers of administrators and executors of foreign estates who are appointed in accordance with the foreign law (see Garland, *American-Brazilian Private International Law* citing in note 161 a decision of the Court of Justice of the Federal District in 1954).

GREECE – According to the decision of the Court of the Areios Pagos No 116 in 1914, personal representatives appointed abroad have no power to carry out an administration in Greece if the inheritance is governed by Greek law, that is to say if the deceased was of Greek nationality (see also *American-Greek Private International Law* by Ehrenzweig, Fragistas and Yiannopoulos, p. 75 et seq.). It would seem that one can deduce from this, that this matter is governed by the law of succession.

ITALY – It would seem that the law of succession will determine whether an heir has the right to accept or

s'il a la faculté de l'accepter sous bénéfice d'inventaire. Au contraire tout ce qui concerne la procédure à suivre et les conditions indispensables pour que l'héritier ne soit pas tenu *ultra vires* devra être réglé par la loi du pays où le défunt avait son dernier domicile ou encore du pays où ses biens sont situés. La loi successorale est compétente pour tout ce qui touche la désignation et les pouvoirs, la cessation et la rétribution des exécuteurs testamentaires.

Quant aux administrateurs successoraux «notion inconnue du droit italien mais connue dans les droits anglo-saxons» leurs pouvoirs et leurs droits seront établis par la loi nationale du défunt c'est-à-dire par la loi successorale (V. Les successions en droit international italien dans *Les régimes matrimoniaux et les successions en droit international privé* préc. p. 834 et suiv.; V. un arrêt de la Cour de cassation du 30 avril 1955, *Clunet* 1957, p. 169 qui, implicitement, reconnaît l'application de la loi successorale aux pouvoirs des administrateurs étrangers).

JAPON: Il n'existe pas dans ce pays de procédure de *probate* et tout naturellement la question d'administration est soumise à la loi successorale. Normalement l'administration de la succession d'un Américain doit être soumise à la loi américaine. Mais on tiendra compte de la théorie du renvoi c'est ainsi que la Cour d'Osaka a reconnu les droits d'un exécuteur selon la loi japonaise relativement à la succession d'un Américain domicilié au Japon «apparemment au moyen du mécanisme du renvoi» (*American-Japanese Private International Law* par Ikehara et Jensen, note 207). Si le défunt n'est pas domicilié au Japon et qu'il soit de nationalité étrangère, on reconnaît les droits des exécuteurs nommés à l'étranger selon la loi étrangère (Cour d'appel d'Osaka 16 juin 1904 et Daishinin 30 octobre 1905 relatif à un exécuteur testamentaire anglais admis à administrer les biens japonais selon la loi anglaise, V. aussi Cour d'appel d'Osaka 28 décembre 1928 relatif au pouvoir d'un exécuteur testamentaire suisse selon la loi suisse, arrêt cité dans l'ouvrage préc., note 207).

ALLEMAGNE: En droit allemand, la question de l'administration des successions est extrêmement liée à la loi successorale. Les tribunaux allemands s'estiment incompétents pour prendre des mesures procédurales dans les successions soumises à une loi étrangère. Ce qui veut dire que les tribunaux allemands ne se reconnaissent pas compétents pour ordonner des mesures d'administration des biens d'une succession soumise à une loi étrangère. Tout au plus peuvent-ils en vertu de l'article 1960 B.G.B. prendre des mesures de sûreté. Cette incompétence juridictionnelle trouve une exception dans l'institution du certificat d'héritier. Ce certificat délivré par le tribunal (articles 2353 et suiv. B.G.B.) est destiné à attester la qualité officielle d'héritier. Le certificat jouit de la foi publique. Or, l'article 2369 B.G.B. prévoit une dissociation de compétences. Cet article prévoit que si les biens qui se trouvent dans le pays appartiennent à une succession pour laquelle font défaut les tribunaux allemands normalement compétents en vue de la délivrance du certificat, on peut néanmoins obtenir la délivrance d'un certificat pour ces biens. Il ne peut en ce cas s'agir que de la succession d'un étranger réglée par une juridiction étrangère.

Ce certificat ne vise que des biens se trouvant en Allemagne, il est donc limité non par son contenu mais par son étendue. En résumé, on reconnaît la qualité des pouvoirs des personnes compétentes selon la loi étrangère pour gérer la succession en ce qui concerne les biens situés en Allemagne soumis à la loi étrangère et on les fait bénéficier d'un certificat d'héritier à portée limitée (V. sur ces questions l'étude approfondie de Reithmann dans *Les régimes matrimoniaux et les successions en droit international privé*, p. 365 et suiv.).

refuse the inheritance, and whether he has the option to accept it 'sous bénéfice d'inventaire'. Yet all points of procedure to be followed and the prerequisites for avoiding that the heir be held *ultra vires* will be governed by the law of the country in which the deceased had his last domicile, or even by the law of the country in which the assets are situate. The law of succession should be applied to determine any question relating to the appointment, powers, termination of office and remuneration of testamentary executors. Administrators – 'a notion unknown to Italian law but known in Anglo-saxon jurisdictions' – will have their rights and powers determined by the national law of the deceased – the law of succession ('Les successions en droit international italien' in *Les régimes matrimoniaux et les successions en droit international privé*, op. cit. p. 834 et seq.; see a decision of the Court of Cassation of the 30th of April 1955, *Clunet* 1957, p. 169 which impliedly sanctioned the application of the law of succession to the powers of foreign administrators).

JAPAN – In this country there is no probate procedure, and the administration is governed by the law of succession. As a general proposition, the administration of the estate of an American will be governed by American law. However, the theory of renvoi is accepted. Thus the Kobe Family Court recognized the rights of an executor according to Japanese law to carry out the administration of an estate of an American domiciled in Japan, apparently by use of renvoi (*American-Japanese Private International Law* by Ikehara and Jansen, note 207). If the deceased was not domiciled in Japan and had a foreign nationality, the rights of executors appointed abroad according to the foreign law will be recognized (Osaka Appeal Court 16th of June 1904 and Court of Daishinin 30th of October 1905 – English executor held entitled to carry out administration of Japanese assets under English law – see also Appeal Court of Osaka of the 28th of December 1928 as to the power of a testamentary executor appointed in Switzerland according to Swiss law, referred to in the work cited above, note 207).

GERMANY – According to German law, the administration of the estate is very closely connected to the law of succession. German courts will not order procedural measures to be taken in the case of estates governed by foreign law. Thus German courts do not deem themselves to have jurisdiction to make orders regarding the administration of assets in an estate governed by foreign law. At the very most they may order protective measures to be taken under article 1960 B.G.B. An exception to this general denial of jurisdiction is made as regards the 'heir's certificate'. This certificate, granted by the court (article 2353 and following B.G.B.) vouches for the officially recognized capacity of the heir. The certificate constitutes irrefutable proof. Article 2369 of the B.G.B. provides for a splitting of jurisdiction. This article prescribes that if assets within Germany form part of an estate in respect of which there is no German court with jurisdiction to grant a certificate, it may nevertheless be obtained for those assets. This can only happen in the case of an estate of a foreigner governed by a foreign jurisdiction. The certificate only has effect for assets within Germany and is thus not limited in its content but rather in its scope. Briefly said, the powers of those appointed by the foreign law to carry out the administration of the estate will be recognized insofar as assets situate in Germany governed by the foreign law are concerned, and a certificate is granted to them to this limited extent (see for further information the detailed study of Reithmann in *Les régimes matrimoniaux et les successions en droit international privé*, p. 365 et seq.).

Les questions d'obligation et de contribution aux dettes et charges de la succession dépendent de la loi applicable à la succession elle-même. Il faut toutefois noter que selon l'article 24, alinéa 2, E.G.B.G.B. si Allemand avait, au moment de son décès, son domicile à l'étranger ses héritiers peuvent, en ce qui concerne leur responsabilité quant aux dettes héréditaires, se prévaloir aussi des lois en vigueur au domicile du défunt. Les questions relatives à la faculté d'option sont soumises à la même loi (Reithmann préc. p. 389 et suiv.).

SUISSE: Les droits et obligations de l'administrateur sont régis par la loi successorale. Le Tribunal fédéral a reconnu la qualité et les pouvoirs de l'administrateur de la succession d'un Suisse nommé à Chicago au domicile du *de cuius* en ce qui concerne les biens mobiliers laissés en Suisse par le défunt, et cela dans un cas où les «lettres d'administration» se limitaient au territoire de l'Illinois (Nussle v. Ros, B.G.B. 43 (1) 77 (1917)). En l'espèce c'était bien la loi de l'Illinois qui était compétente pour régir la succession en vertu du Traité américano-suisse de 1953 (V. Nussbaum, *American-Swiss Private International Law*, p. 28).

TURQUIE: (V. Ansay, *American-Turkish Private International Law*, p. 57).

DANEMARK: La règle est que seul le tribunal du domicile du défunt est compétent en matière d'administration de la succession, et cela même à l'égard des biens situés hors du Danemark (Cour d'appel du Danemark de l'ouest, 29 novembre 1968, *Clunet* 1968.975, note A. Philip). Le tribunal danois est donc incompétent lorsque le défunt est décédé domicilié à l'étranger. La règle admet deux exceptions; d'une part le tribunal danois pourra autoriser les créanciers danois à se payer sur les biens danois, l'actif restant ensuite remis aux personnes compétentes pour recevoir l'actif selon la loi du domicile du défunt, d'autre part le Ministère de la Justice peut renvoyer à un tribunal danois l'administration des biens appartenant à un Danois décédé domicilié à l'étranger si l'administration successorale n'a pas été organisée au lieu du domicile (loi No 155 du 30 novembre 1874). Sur toutes ces questions voir Allan Philip, *American-Danish Private International Law* précité.

d La question des règles relatives au statut de l'indivision successorale et particulièrement celles qui ont trait au maintien de l'indivision intéresse surtout les immeubles. Il existe dans le droit interne dans un certain nombre d'Etats membres de la Conférence des règles à caractère social, économique ou familial qui font échec à la règle traditionnelle selon laquelle nul n'est tenu de rester dans l'indivision et permettent au moins provisoirement un maintien de celle-ci.

Le DROIT FRANÇAIS en fournit un excellent exemple: l'article 815 du Code civil modifié par la loi du 19 décembre 1961 permet dans certaines conditions le maintien de l'indivision pour ce qui concerne les exploitations agricoles et les locaux d'habitation à usage professionnel, et il existe également des dispositions dans le même sens en ce qui concerne les groupements agricoles en commun (loi du 8 août 1962) et en ce qui concerne les habitations individuelles à loyer modéré (*Code de l'urbanisme et de l'habitation*, article 231). Le problème est de savoir si de telles règles ressortissent au statut réel de la situation des biens ou au contraire au statut successoral lui-même. Pour le droit français, la situation ne fait pas de difficultés en ce qui concerne les immeubles puisque pour eux la loi réelle et la loi successorale se confondent. Il en va autrement pour ce qui concerne les meubles, et le droit au bail a une nature mobilière. Il semble admis qu'il s'agit là de questions relatives au statut de la propriété elle-même donc soumises à la loi réelle en tant que telle (Batiffol No 665;

The question of the liability for and contribution towards debts and charges in the estate is determined by the law applicable to the estate. However, article 24 paragraph 2 of the E.G.B.G.B. provides that if a German at the time of his death had his domicile abroad, his heirs may also take advantage of the laws in force at the domicile of the deceased to determine their liability to the debts in the estate. All matters relating to options are governed by the same law (Reithmann, *op. cit.* p. 389 et seq.).

SWITZERLAND – The rights and obligations of personal representatives are governed by the law of succession. The Federal Tribunal has recognized the capacity and powers of an administrator of the estate of a Swiss national appointed at the domicile of the deceased in Chicago over movable assets left in Switzerland, even though the letters of administration taken out in Chicago were limited to the State of Illinois (Nussle v. Ros, B.G.B. 43 (1) 77 1917). In that particular case, the law of Illinois was applicable to the estate under the American-Swiss Treaty of 1953 (see Nussbaum, *American-Swiss Private International Law*, p. 28).

TURKEY – See Ansay, *American-Turkish Private International Law*, p. 57.

DENMARK – The court of the domicile of the deceased alone has jurisdiction to regulate the administration of an estate, even as regards assets situate outside Denmark (Appeal Court 29th of November 1968, *Clunet* 1968.975, note A. Philip). The Danish court therefore has no jurisdiction if the deceased dies domiciled abroad. There are two exceptions to this rule. Firstly, a Danish court may order that creditors be paid out of the Danish assets, the remainder being paid over to those authorized to receive the assets under the law of the domicile of the deceased. Secondly, the Minister of Justice may refer the administration of assets belonging to a Danish national dying domiciled abroad to a Danish court if no administration has been organized at the place of domicile (Law No 155 of the 30th of November 1874). For further information on all these matters see Allan Philip, *American-Danish Private International Law*, *op. cit.*

d All the rules relating to undivided ownership of the estate and particularly those regulating the continuance of this joint ownership for the most part affect the immovable property in the estate. The internal laws of a number of Member States of the Conference include various rules of a social, economic or family nature which provide for a limited continuance of the joint tenancy and make an exception to the traditional rule according to which joint ownership may be terminated.

FRENCH LAW illustrates this point excellently: article 815 of the Civil Code, as modified by the Law of the 19th of December 1961 allows parts of the estate to remain in undivided ownership on certain conditions. Farmland and professional premises fall within this provision, and there have been further regulations made to the same effect in favour of agricultural holdings held in common (Law of the 8th of August 1962), and private dwelling houses let for a modest rent (*Code de l'urbanisme et de l'habitation*, article 231). Are these rules governed by the law of the situs of the assets or by the law of succession? There is no difficulty for French law insofar as immovables are concerned since the *lex situs* and the law of succession coincide. However, the situation is different in the case of movables (all leases are movables). It seems to be established that these are questions which bear on the character of the property itself and are thus governed by the *lex situs*. (Batiffol No 665; Droz *op. cit.* p. 4164; Planiol and Ripert, *op. cit.* No 501; Dennery, *Le partage en droit*

Droz préc. p. 4164; Planiol et Ripert préc. No 501; Denney, *Le partage en droit international privé*, p. 51 et suiv.). De toute façon, il faut se rappeler que les biens meubles sont soumis à la loi du domicile du défunt en droit français et il est fort probable que le titulaire d'un bail agricole ou commercial en France y sera dans l'immense majorité des cas domicilié de sorte que la loi française s'appliquera également à titre de loi successorale à ces biens.

La question soulève plus de difficultés lorsque la loi successorale a un caractère unitaire et qu'ainsi une loi successorale étrangère puisse s'appliquer aux immeubles situés dans le pays intéressé. Dans ce cas, on constate une tendance à éliminer l'application de la loi successorale étrangère à ces questions et à lui substituer les règles de la loi de la situation du bien.

Le DROIT YOUGOSLAVE donne bien compétence à la loi nationale du défunt quel que soit le lieu où se trouvent les biens de la succession. Toutefois, selon l'article 159, alinéa 2 de la loi de 1965 sur les successions, le citoyen étranger ne peut posséder par l'effet de l'acquisition successorale plus de propriétés foncières dans la République fédérative que ne peut en posséder un citoyen yougoslave. Pour l'excédent de la propriété foncière qu'il ne peut posséder, le citoyen étranger aura droit à une indemnité pécuniaire.

En ISRAËL si la succession est soumise à la loi du domicile selon l'article 138 de la loi sur les successions, on fait une exception en ce qui concerne certains biens «qui sont exclusivement régis par la *lex rei sitae*».

AU DANEMARK où la loi du domicile du défunt gouverne en général la dévolution des immeubles, cette règle est modifiée dans un certain nombre de cas en ce qui concerne le mode de partage de fermes situées au Danemark (Allan Philip, *American-Danish Private International Law*, préc.).

En NORVÈGE, il existe des règles analogues concernant des biens immeubles ou fonciers situés en Norvège.

D'autres règles peuvent influencer sur le statut de l'indivision.

En DROIT ITALIEN, il existe une règle selon laquelle le partage ne peut avoir lieu lors d'un procès pendant à propos de légitimité ou de filiation naturelle de celui qui serait appelé à succéder ou s'il y a un enfant conçu. Cette règle s'appliquera en Italie aux biens qui y sont situés à titre de loi réelle quelle que soit la loi successorale. De même, selon le droit italien l'autorité judiciaire à la demande de l'un des cohéritiers peut suspendre pour un laps de temps n'excédant pas 5 ans le partage de la succession ou de certains biens lorsqu'une exécution immédiate pourrait entraîner un préjudice important au patrimoine héréditaire. Dans un tel cas, on ferait application des règles de la loi du for italien quelle que soit la loi étrangère applicable à la succession (sur ces questions V. Droit international italien des successions dans *Les régimes matrimoniaux et les successions en droit international privé*, préc. p. 863 et suiv.). Si la loi réelle ou la loi du for ont des titres à intervenir quelle que soit la loi successorale à propos de ces questions touchant l'indivision, les règles de la loi successorale elle-même relatives à l'indivision peuvent-elles être prises en considération dans le pays de la situation des biens?

La question a été tranchée dans le sens affirmatif par la LOI SUÉDOISE. La loi suédoise du 1er mars 1935 concernant l'héritage d'un ressortissant danois, finlandais, islandais ou norvégien domicilié en Suède et qui s'inspire directement de la Convention nordique sur les successions de 1934 fait une exception à l'application de la *lex rei sitae* en matière de droit au maintien de l'indivision du conjoint survivant. Ce droit au maintien de l'indivision est soumis non pas à

international privé. p. 51 et seq.). In any case it should be recalled that in French law movable property is governed by the law of the domicile of the deceased and it is highly likely that in the overwhelming majority of cases a lessee of agricultural or commercial property in France will be domiciled there so that French law will apply to these assets also as the law of succession.

More difficulties arise when the law of succession has a unitary character. In this case a foreign law of succession might be applied to immovable property situate in the country concerned. In these cases we find a tendency to avoid the application of the foreign law of succession to these matters and to replace it with the rules of the *lex situs* of the assets.

YUGOSLAVIAN LAW applies the law of the nationality of the deceased wherever the assets are situate. Article 159 paragraph 2 of the Law of 1965 on Succession, however, directs that a foreigner may not acquire more real estate in the country by way of inheritance than a Yugoslav national would be entitled to possess. The foreigner would be entitled to monetary compensation for the excess of real property in Yugoslavia which he is not entitled to hold.

In ISRAEL, whilst a deceased person's estate is usually governed by the law of domicile by virtue of article 138 of the Law of Succession, an exception is made for certain categories of assets which are exclusively governed by the *lex situs*.

In DENMARK, the devolution of immovable property is as a rule governed by the law of the domicile of the deceased. However, this rule is modified occasionally to regulate the method of distribution of farmland situate in Denmark (Allan Philip, *American-Danish Private International Law*, op. cit.).

In NORWAY, there are analogous rules which regulate immovable or real property situate in Norway.

Various other rules may have an influence on undivided ownership.

A rule exists in ITALIAN LAW whereby distribution cannot take place if litigation is pending to determine the legitimacy or affiliation of persons who will inherit or if a child has been conceived. This rule will apply to assets in Italy by virtue of its being a rule of the *lex situs*, whatever be the law of succession. Likewise, a judicial authority in Italy may, on the petition of one of the co-heirs, defer the distribution of the estate or various assets in the estate for a period not exceeding 5 years, if immediate execution of the will would be severely prejudicial to the property in the estate. In such a case, the rules of the Italian forum would be applied whatever be the foreign law applicable to the estate (for further information on these matters see 'Droit international italien des successions' in *Les régimes matrimoniaux et les successions en droit international privé*, op. cit. p. 863 et seq.).

If the *lex situs* or the *lex fori* has a claim to intercede in respect of matters relating to undivided ownership, whatever be the law of succession, may the rules relating to undivided ownership of the law of succession itself be taken into consideration in the country of situs of the assets?

This question has been answered affirmatively by SWEDISH LAW. The Swedish Law of the first of March 1935 relating to the inheritance of Danish, Finnish, Icelandic and Norwegian citizens domiciled in Sweden, which was patterned on the Nordic Convention on Succession of 1944 makes an exception to the application of the *lex situs* with regard to the right of a surviving spouse to continue the undivided ownership of the property. This right to continue the

la loi réelle ou à la loi de l'administration des biens mais bien à la loi applicable à la succession elle-même. Une telle exception s'explique dans la mesure où les droits nordiques sont harmonisés en cette matière.

En ITALIE, les auteurs estiment que ne seraient pas opposées à l'ordre public italien des règles successorales étrangères qui interdiraient sans limite de temps la dissolution de l'indivision ou qui admettraient la renonciation à la faculté de demander la dissolution de l'indivision (ouvrage préc. p. 864, note 1 et Migliazza *La divisione ereditaria nel diritto internazionale privato, Studi e comunicazioni dell'Istituto di diritto internazionale e Straniero dell'Università di Milano*, 1952, p. 179).

C Pays faisant application de la *lex fori* ou de la loi réelle

Ce sont surtout les Pays de *Common Law* qui sont intéressés par ce système. Dans ces Pays en général, la *lex fori* se confondra souvent avec la loi réelle, c'est-à-dire la loi de la situation effective des biens. Il en est ainsi aux ÉTATS-UNIS (V. Leflar, *Conflict of Laws*, § 191, Goodrich, *Conflict of Laws* 4e éd. p. 348); dans les PROVINCES ANGLAISES DU CANADA (Castel, *Private International Law*, p. 169); idem en ÉCOSSE (Per Lord Cottenham in *Preston v. Melville* (1846) 8 C L and F. 1) mais Anton (*Conflict of Laws*, p. 489) remarque que la présence de biens est souvent admise « fictivement » pour fonder une administration locale, ce qui se rapproche du SYSTÈME ANGLAIS où, en vertu de l'*Administration of Justice Act* S.2 (1), la présence de biens en Angleterre n'est pas nécessaire pour justifier l'ouverture d'une administration dans ce pays. Il faut noter toutefois que l'ouverture d'une telle administration n'est admise en Angleterre que s'il y a des motifs justifiés (par exemple in *Re Wayland* 1951, 2 All.E.R. 852, nomination d'un administrateur en Angleterre afin qu'il puisse être reconnu comme tel à l'étranger). Selon Dicey, Rule 87: «The court has jurisdiction to make a grant of representation in respect of the property of any deceased person, but in the absence of special circumstances will not ordinarily make such a grant unless there is property of the deceased to be administered in England».

En SUÈDE où la loi successorale est la loi nationale, selon le chapitre II de la loi du 5 mars 1937 relatif aux rapports internationaux en matière de succession, outre la compétence de la loi suédoise lorsqu'elle correspond au domicile du défunt, est admise en ce qui concerne l'administration des biens, l'application de la loi suédoise s'il s'agit d'un Suédois décédé à l'étranger ou encore de la loi suédoise pour ce qui concerne les biens situés en Suède appartenant à un *de cuius* de nationalité étrangère domicilié à l'étranger.

a Pour ce qui concerne les PAYS DE COMMON LAW, pour que l'hypothèse puisse se réaliser, il ne peut s'agir d'immeubles puisque dans un tel cas la loi réelle, la *lex fori* et la loi successorale se confondent. Il s'agit donc du cas où le *de cuius* est décédé domicilié à l'étranger et laisse des biens mobiliers dans le pays intéressé.

Pour la SUÈDE ou la RÉPUBLIQUE ARABE UNIE par exemple il s'agit du cas où un étranger laisse des biens en Suède ou en République Arabe Unie.

1 Il est admis généralement dans tous les PAYS DE COMMON LAW qu'une administration ouverte dans le pays intéressé qu'elle soit principale ou accessoire (mais en l'espèce elle sera accessoire, «ancillary administration»), est séparée et autonome. Selon Leflar précité § 193 «Administration in each State, whether principal or ancillary is separate and complete in itself». Dès que les biens sont situés dans plusieurs pays différents, il y a «scission des administrations».

undivided ownership is not governed by the *lex situs* or by the law regulating the administration of the estate but by the law of succession itself. This exception can be explained by the degree to which Nordic laws are harmonized in this matter.

Commentators in ITALY consider that foreign rules of inheritance which prohibit the termination of undivided ownership for an unlimited time or which permit the renunciation of the right to require termination would not be contrary to Italian 'ordre public' (see Study cited above, p. 864 note 1, and Migliazza, *La divisione ereditaria nel diritto internazionale privato, Studi e comunicazioni dell'Istituto di diritto internazionale e Straniero dell'Università di Milano*, 1952, p. 179).

C Countries applying the *lex fori* or the *lex situs*

It is mainly the countries of *Common Law* which sanction the application of these laws. As a rule, the *lex fori* coincides with the *lex situs* in these countries. This is the case in the UNITED STATES (see Leflar, *Conflict of Laws*, § 191, Goodrich, *Conflict of Laws*, 4th ed., p. 348); in the ENGLISH PROVINCES IN CANADA (Castel, *Private International Law*, p. 169); likewise in SCOTLAND (Per Lord Cottenham in *Preston v. Melville* (1846) 8 C L and F. 1), but Anton (*Conflict of Laws* p. 489) remarks that often the presence of assets is fictitiously presupposed, in order to found a local administration; this system has a degree of similarity to that obtaining in ENGLAND where by virtue of the *Administration of Justice Act* s. 2(1), the presence of assets in England is not necessary to give a court jurisdiction to grant probate or letters of administration in that country. Yet it must be stressed that in the absence of assets in England an administration will only be opened if there are special circumstances which require it (for example see *Re Wayland* 1951, 2 All.E.R. 852, in which an administrator was appointed in England so that he might be recognized as such abroad). Rule 87 in Dicey reads: 'The court has jurisdiction to make a grant of representation in respect of the property of any deceased person, but in the absence of special circumstances will not ordinarily make such a grant unless there is property of the deceased to be administered in England.'

In SWEDEN where the law of succession is the law of nationality, Chapter II of the Law of the 5th of March 1937 relating to international elements in questions of succession directs that besides Swedish law being applied when it is the law of the domicile of the deceased, it may also be applied to the administration of the estate when a Swedish citizen dies domiciled abroad or when assets are left in Sweden by a foreigner dying domiciled abroad (in this latter case Swedish law will only apply to the assets situate in Sweden).

a In COMMON LAW COUNTRIES, our problem is only borne out with regard to movables; as far as immovable property is concerned, the *lex situs*, the *lex fori* and the law of succession coincide. The hypothesis we shall take therefore will be that of a person dying domiciled abroad and leaving movable assets in the country concerned.

For SWEDEN and the UNITED ARAB REPUBLIC we will examine the case of a foreigner leaving assets in Sweden or in the United Arab Republic respectively.

1 It is generally accepted in all COMMON LAW COUNTRIES that an administration taken out in the country concerned, whether it is a principal or ancillary administration (in our hypothesis it will be ancillary) is independent and autonomous. Leflar, *op. cit.*, s. 193 writes: 'Administration in each State, whether principal or ancillary is separate and complete in itself'. If there are assets situate in several countries, there is a scission of administrations. Castel, *op.*

Selon Castel précité page 172 «The general characteristic of the American and Canadian practice is the lack of unity of administration if the assets of the deceased are located in different jurisdictions». En ÉCOSSE, selon *Young v. Barclay* (1846) 8 D. 774 «An administrator must apply to the courts of each country in which the deceased possessed property for authority to deal with it». Pour L'ANGLETERRE voir Dicey, Rule 90.

2 et 3 PAYS DE COMMON LAW:

En principe dans les Pays de *Common Law* les personnes compétentes pour administrer ou gérer la succession selon la loi successorale étrangère (c'est-à-dire concernant les biens mobiliers, la loi du domicile du défunt) n'ont pas en cette qualité compétence pour administrer les biens locaux ou agir au nom du défunt.

ANGLETERRE: (selon Dicey, Rule 93) «a grant of representation or other authority to represent a deceased person under the law of a foreign country has no operation in England».

ÉCOSSE: «a foreign grant of administration does not by itself clothe the administrator with a title to the deceased's assets in Scotland» (Anton préc., p. 493);

ÉTATS-UNIS (selon Goodrich préc., p. 357, section 185) «In the absence of statute an administrator or executor appointed in one State usually cannot bring an action in his representative capacity in the courts of another»;

CANADA: PROVINCES ANGLAISES voir Castel précité, page 172. Les personnes compétentes pour administrer ou gérer la succession selon la loi successorale étrangère, qu'il s'agisse d'administrateurs nommés par le tribunal étranger ou encore d'héritiers saisis par la loi étrangère des droits et actions du défunt, pourront agir si elles ont obtenu le bénéfice d'un *local grant of probate*.

ANGLETERRE: la personne compétente pour administrer la succession en vertu d'une décision du tribunal du domicile du défunt ou s'il n'y a pas eu de décision judiciaire, la personne compétente pour gérer les biens (*entitled to administer the Estate*) par la loi de ce domicile peut bénéficier d'un *grant (Non-Contentious Probate Rules 1954 r. 29; Dicey, Rule 88)*.

ÉCOSSE: voir Anton précité, page 490.

CANADA: PROVINCES ANGLAISES, Castel précité page 172 et *Re Forester* (1905) 37 N.B.R. 209 (C.A.); *Re Cook* (1909) 2 Sask. L.R. 333; *Re Mikkelson* (1908), 1 Sask. L.R. 513. Castel fait remarquer que si l'on peut bien accorder un *grant of probate* à la personne compétente selon la loi étrangère, le tribunal conserve la liberté de nommer quelqu'un d'autre. Dans quelques provinces canadiennes, on ne peut pas accorder de *grant of probate or administration* à des non-résidents (Ontario Surrogate Courts Act R.S.O. 1960 s. 23), mais la pratique de la reconnaissance sur la base de réciprocité (*practice of resealing*) tend à atténuer la sévérité de cette règle.

ÉTATS-UNIS: dans les relations interétatiques la nomination d'un exécuteur est un acte judiciaire et comme tel bénéficie de la reconnaissance dans les autres États américains en raison de la *Full Faith and Credit Clause*. Dans les législations anciennes il était souvent prévu que personne d'autre qu'un résident local pouvait être nommé exécuteur ou administrateur, règle qui gênait les efforts faits en faveur d'une «unité désirable dans l'administration successorale» (Leflar préc. p. 373). La législation de l'Arkansas prévoit qu'un non-résident peut être nommé administrateur s'il est désigné dans le testament ou de *cujus*.

On peut toutefois citer quelques exceptions à la règle selon laquelle la personne compétente pour gérer la succession

cit. p. 172, states: 'The general characteristic of the American and Canadian practice is the lack of unity of administration if the assets of the deceased are located in different jurisdictions'. In SCOTLAND, following the decision in *Young v. Barclay* (1846) 8 D. 774, 'an administrator must apply to the courts of each country in which the deceased possessed property for authority to deal with it'. For ENGLAND see Dicey, Rule 90.

2 and 3 COMMON LAW COUNTRIES—

In the Common Law countries as a rule those vested with authority by the foreign law of succession (that is to say for movable assets the law of domicile of the deceased) to carry out the administration of the estate, do not have any authority in that capacity to carry out the administration of local assets or act in the name of the deceased.

In ENGLAND – (according to Dicey, Rule 93): 'A grant of representation or other authority to represent a deceased person under the law of a foreign country has no operation in England'.

SCOTLAND – 'A foreign grant of administration does not by itself cloth the administrator with a title to the deceased's assets in Scotland' (Anton, *op. cit.* p. 493).

UNITED STATES OF AMERICA – (Goodrich), *op. cit.* p. 357, s. 185) 'In the absence of statute an administrator or executor appointed in one State usually cannot bring an action in his representative capacity in the courts of another'.

CANADA ENGLISH PROVINCES – see Castel, *op. cit.*, p. 172. Those vested with authority by the foreign law of succession to carry out the administration of the estate, whether they be personal representatives appointed by the foreign court or heirs seized with the rights and rights of action of the deceased under the foreign law may act on behalf of the deceased if they obtain a local grant of probate.

ENGLAND – The person with authority to administer the estate by virtue of an order of the court of the domicile of the deceased, or if there has been no judicial order, the person entitled to administer the estate according to the law of that domicile may obtain a grant of probate (Non-Contentious Probate Rules 1954 rule 29, Dicey, Rule 88).

SCOTLAND – see Anton, *op. cit.* p. 490.

CANADA ENGLISH PROVINCES – Castel, *op. cit.* p. 172 and *Re Forester* (1905) 37 N.B.R. 209 (C.A.); *Re Cook* (1909) 2 Sask. L.R. 333; *Re Mikkelson* (1908), 1 Sask. L.R. 513. Castel points out that if a grant of probate is accorded to a person vested with authority to administer the estate according to the foreign law, the court retains its freedom to appoint someone else. In some Canadian provinces a grant of probate or letters of administration may not be accorded to non-residents (Ontario Surrogate Courts Act R.S.O. 1960 s. 23), but the practice of recognition on a basis of reciprocity (*resealing*) tends to mitigate the severity of this rule.

UNITED STATES OF AMERICA – in interstate relations the appointment of an executor is a judicial act and is, as such, entitled to recognition in other American states by virtue of the Full Faith and Credit Clause. Former legislation often provided that no one but a local resident could be named as an executor or administrator. This rule 'interferes substantially with efforts to achieve a desirable unity in administering the affairs of a scattered estate' (Leflar, *op. cit.* p. 373). Arkansas Statute Law directs that a non-resident may be named to serve as an administrator if he has been appointed in the will of the deceased.

There are, however, some exceptions to the rule that the person vested with authority under the foreign law to carry

selon la loi étrangère ne peut agir sans bénéficier d'un *local grant*.

Tout d'abord en DROIT ANGLAIS, la personne compétente en vertu d'une décision ou de la loi du pays du domicile peut réclamer, sans *local grant*, les sommes provenant d'une police d'assurance (*Revenue Act 1884 s.11* modifié par le *Revenue Act 1889 s. 19*).

D'autre part, la personne compétente selon la loi étrangère peut réclamer, mais sans que cela constitue un droit, l'actif net s'il n'y a pas de dettes ou si les dettes ont été payées (Re Achilopoulos (1928) Ch. 443).

En ÉCOSSE, la personne compétente selon la loi étrangère du domicile n'a pas de *legal title* mais si c'est un exécuteur nommé par le défunt elle a un droit à la propriété mobilière *right to movable estate* de sorte que si elle arrive à se mettre en possession de ces biens, cette possession n'est pas viciée (Anton préc. p. 486).

En cas de paiement volontaire des dettes à la personne compétente selon la loi étrangère mais qui ne bénéficie pas d'un *local grant* la solution semble différer selon les pays:

ANGLETERRE: un tel paiement ne semble pas décharger le débiteur de sa dette (New York Breweries v. Attorney General (1889) A.C. 62).

ÉCOSSE: des décisions anciennes ont au contraire admis qu'un tel paiement valait décharge pour le débiteur (V. Anton, p. 498 et les références citées note 4, mais l'auteur estime que ces décisions ne sont plus en harmonie avec le *Revenue Act 1884*).

ÉTATS-UNIS: il semble admis qu'un tel paiement vaut décharge si le débiteur ignore l'existence d'un administrateur local (Goodrich préc. p. 360, section 187).

AUTRES PAYS

SUÈDE: dans le cas d'un ressortissant suédois non domicilié en Suède, la loi suédoise du 5 mars 1937 Chapitre II précitée, article 5 alinéa 2 pose que «le tribunal peut, à la demande de l'administrateur de la succession ou après entente avec ce dernier, ordonner que la succession soit transmise totalement ou partiellement aux fins d'un règlement et partage du patrimoine à la personne déclarée compétente par la loi du pays du domicile». Dans le cas de biens successoraux, laissés en Suède par un étranger qui n'était pas domicilié en Suède, l'article 6, alinéa 2, de la loi pose une exception analogue à la précédente, c'est-à-dire que l'administration de la succession pourra être remise aux autorités compétentes selon la loi du pays du domicile, soit en priorité aux autorités compétentes selon la loi nationale du défunt.

4 Il semble bien que l'étendue des droits et obligations quant aux dettes successorales de la personne compétente pour administrer la succession dépend uniquement de la loi du for qui organise l'administration. En ANGLETERRE, on appliquera la loi du for à toutes ces questions notamment au rang préférentiel des créanciers et au sursis à la vente de certains biens (Dicey, Rule 92 et commentaire). En ÉCOSSE, il en est de même et notamment la question du règlement des dettes en cas d'insuffisance d'actif est de la compétence de la loi locale applicable à l'administration des biens (Anton, p. 500).

5 Dans notre hypothèse, on se trouve en présence du cas où l'administration locale est accessoire (*ancillary administration*). L'administrateur local remettra sur directives du tribunal l'actif net à l'administrateur étranger principal, c'est-à-dire à la personne compétente selon la loi du domicile (ANGLETERRE Dicey, p. 582; CANADA PROVINCES ANGLAISES, Re Donnelly (1911) 2 O.W.N. 1388; Re Ritchie

out the administration of the estate may not act without obtaining a local grant.

IN ENGLISH LAW, the person having authority to administer the estate by the law of a foreign domicile may recover money payable in England in respect of a policy of life insurance effected by the deceased (*Revenue Act 1884 s. 11* as amended by the *Revenue Act 1889 s. 19*).

Furthermore, a person deriving his authority from a foreign-law system may apply to the court for an order for the transfer to him of the net balance of assets under the English administration but is not entitled as of right to such an order (Re Achilopoulos (1928) Ch. 443).

IN SCOTLAND, a person vested with authority under the law of a foreign domicile does not acquire the legal title to the property, but if he is an executor named by the deceased, he has the right to movable estate, so that if he has obtained possession, this possession cannot be vitiated (Anton, *op. cit.*, p. 486).

If debts are voluntarily paid to the person who is vested with authority under the foreign law but who has not obtained a local grant, the situation varies from country to country –

ENGLAND – such a payment would not seem to discharge the debtor of his debts (New York Breweries v. Attorney-General (1889) A.C. 62).

SCOTLAND – Some old Scottish cases have held that such a payment led to the debtor being discharged (see Anton, p. 498 and the authorities referred to in note 4, but Anton considers that these decisions are inconsistent with the terms of the *Revenue Act 1884*).

UNITED STATES OF AMERICA – It would seem that such a payment is a good discharge of the debt if the debtor does not know of the existence of a local personal representative (Goodrich, *op. cit.* p. 360, s. 187).

OTHER COUNTRIES –

SWEDEN – Article 5 paragraph 2 of the Swedish Law of the 5th of March 1937 referred to above states that 'a court, on the petition of the personal representative, or after consultation with him, may direct that the estate be either totally or partially handed over to the person vested with authority by the law of the country of domicile for purposes of winding up and sharing out'. If a foreigner, not domiciled in Sweden, leaves assets there, article 6 paragraph 2 of the Law of 1937 provides for a similar exception – the administration of the estate may be handed over to those vested with authority under the law of the country of domicile, or decide to give priority to those vested with authority under the national law of the deceased.

4 It would seem that the scope of the rights and obligations of the administrator as regards the debts in the estate is determined solely by the law of the jurisdiction which supervises the administration. In ENGLAND this law will be applied to all these questions and particularly to the order of priority of creditors and the postponement of the sale of assets (Dicey, Rule 92 and commentary). In SCOTLAND the same is true, particularly when the estate is insolvent – then the priority of creditors is governed by the law applicable to the administration (Anton, p. 500).

5 The local administration being ancillary, the local administrator will hand over the remainder of the assets to the foreign principal administrator, that is to say the person appointed by the law of the domicile. This will usually be done under the direction of a court order (ENGLAND, Dicey, p. 582; CANADA ENGLISH PROVINCES, Re Donnelly (1911) 2 O.W.N. 1388; Re Ritchie (1942) O.R. 426; Re Wardrope

(1942) O.R. 426; Re Wardrope (1956) O.W.N. 345; Castel préc. p. 170; U.S.A., Goodrich préc. section 194; Restatement sections 496, 522; Shaver v. Gray (1871), 18 Gr. 419; Re St Louis (1923) 1 D.L.R. 1158).

AU CANADA s'il n'y pas d'administrateur principal à l'étranger, par exemple si les héritiers étrangers sont saisis selon la loi étrangère compétente, la Cour pourra ordonner qu'on leur remette directement l'actif (Castel préc. p. 170, Re Hagen (1942) 1 D.L.R. 752 (NSCA)). La Cour peut également ordonner une distribution aux héritiers et légataires locaux selon les quotités prévues par la loi étrangère, cela pour éviter aux héritiers et légataires les frais qu'entraînerait pour eux l'obligation de se rendre au lieu du domicile du défunt pour recevoir les biens conformément à la loi étrangère (Goodrich préc., p. 375; Harvey v. Richards, 11 Sed. Cas. 746, No 6184 (D. Mass. 1818); Graveley v. Graveley, 25 S.C. 1, 60 Am. Rep. 478 (1885)).

EN ANGLETERRE, il est admis que la Cour puisse interdire à l'administrateur local de remettre les biens à l'administrateur étranger principal si cela risque d'altérer l'application de la règle de conflit anglaise (in Re Lorillard (1922) 2 Ch. 638 (C.A.), Re Hagen préc.; Re Manifold (1962) Ch. 1).

SUÈDE: il faut noter qu'en Suède lorsque exceptionnellement le tribunal ordonne que l'administration de la succession d'un Suédois décédé domicilié à l'étranger soit remise à la personne compétente selon la loi du pays du domicile, des précautions sont prises pour que les héritiers puissent donner leur avis (dans cette hypothèse, c'est aux yeux du droit suédois la loi suédoise qui est compétente pour régir la dévolution successorale, règle qui n'est peut-être pas suivie dans le pays du domicile du défunt).

b Dans cette hypothèse, pour les Pays de *Common Law*, il s'agit du cas où le domicile du défunt est situé dans le pays intéressé. L'administration qui y est ouverte est donc une administration principale.

1 et 2 En théorie le *grant* délivré en ANGLETERRE ne donne pas droit à l'administration sur les biens situés à l'étranger (A. G. v. Dimond (1831) 1 CR and J. 356). Mais dans l'hypothèse étudiée où le défunt est décédé domicilié en Angleterre, dans un certain nombre de pays étrangers on reconnaît aisément la qualité et les pouvoirs de l'administrateur anglais. Il en sera ainsi notamment dans les pays qui donnent compétence en la matière à la loi successorale et qui rattachent la loi successorale à la loi du domicile. On reconnaît alors en Angleterre à l'administrateur le droit d'agir à l'étranger et l'on se demande même s'il n'a pas le *devoir* de le faire. In Re Fitzpatrick (1950) Ch. 86, Harman J. s'exprimait ainsi: 'If there are debts in England and no sufficient assets in England to meet them, it may be the duty of the English executors to possess themselves of foreign assets'.

La solution est également admise aux ETATS-UNIS: 'there is authority stating it to be the obligation of a domiciliary representative to take possession of foreign assets of the estate wherever possible' (Goodrich préc., p. 357, section 186). D'ailleurs, pour s'en tenir à ces seuls exemples, les arrêts français précités de la Cour de cassation du 4 juin 1941 et du 6 juin 1967, sont intervenus précisément pour reconnaître à des administrateurs de succession américains le droit d'agir en France au nom du défunt.

On constate donc, en tout cas dans la pratique, que dans les pays qui soumettent l'administration de la succession à la *lex fori*, s'agissant d'une administration principale, on prétend donner un *effet extra-territorial* à cette administration alors que l'on ne reconnaît pas *de plano* les pouvoirs des administrateurs étrangers. La solution qui tend à don-

(1956) O.W.N. 345; Castel *op. cit.*, p. 170; UNITED STATES OF AMERICA: Goodrich, *op. cit.* section 194; Restatement sections 496 and 522; Shaver v. Gray (1871) 18 Gr. 419; Re St. Louis (1923) 1 D.L.R. 1158).

IN CANADA, if there is no principal administrator abroad, if for example the foreign heirs are seized directly by virtue of the foreign law, a court may direct that the assets be transmitted to them (Castel, *op. cit.*, p. 170, Re Hagen (1942) 1 D.L.R. 752 (NSCA)). The court may also make provision for distribution to the local heirs and legatees in the proportions prescribed by the foreign law, so as to avoid the costs which they would incur if they had to go to the domicile of the deceased to take possession of the assets in accordance with the foreign law (Goodrich, *op. cit.* p. 375; Harvey v. Richards, 11 Sed. Cas. 746 No 6184 (D. Mass. 1818); Graveley v. Graveley, 25 S.C. 1, 60 Am. Rep. 478 (1885)).

HOWEVER, in ENGLAND, it is admitted that a court may forbid the local administrator to transmit the assets to the foreign principal administrator, if by so doing an English conflicts rule would be flouted (Re Lorillard (1922) 2 Ch. 638 (C.A.), Re Hagen *op. cit.*; Re Manifold (1962) Ch. 1).

SWEDEN - It must be said that when in Sweden a court exceptionally directs that the administration of an estate of a Swedish national dying domiciled abroad should be carried out by a person vested with authority by the law of the country of domicile, precautions are taken to ensure that the heirs may state their views (in the eyes of Swedish law, the applicable law to govern the devolution of the estate would, in this case, be Swedish. This rule would perhaps not be followed in the country of the domicile of the deceased).

b In this case, mentioned for the benefit of *Common Law* countries, the domicile of the deceased is in the country concerned. Thus the administration which is opened there is the principal administration.

1 and 2 In theory, the *grant* in ENGLAND does not accord any right of administration over assets situate abroad (A. G. v. Dimond (1831) 1 CR and J. 356). But when the deceased dies domiciled in England, some foreign countries will recognize the capacity and powers of the English personal representative without any difficulty. This is the case particularly in those countries which apply the law of succession to this question and to which the law of succession means the law of the domicile. In those cases the personal representative is accorded, in England, the right to act abroad and one might ask whether he had not the *duty* to do so. In Re Fitzpatrick (1950) Ch. 86, Harman J. used the following language: 'If there are debts in England and no sufficient assets in England to meet them, it may be the duty of the English executors to possess themselves of foreign assets'.

This solution is also accepted in the UNITED STATES: 'There is authority stating it to be the obligation of a domiciliary representative to take possession of foreign assets of the estate wherever possible' (Goodrich, *op. cit.*, p. 357 section 186). Furthermore, the French decisions of the Court of Cassation referred to above of the 4th of June 1941 and of the 6th of June 1967 specifically recognize the right of American administrators to act in the name of the deceased in France.

Thus one can conclude, at any rate from the point of view of practice, that when there is a principal administration in a country which applies the *lex fori* to the administration it is sought to give extraterritorial effect to the administration even though the powers of *foreign* administrators are not automatically recognized there. Anton, *op. cit.* p. 488

ner un effet extra-territorial à l'administration principale est admise et souhaitée par Anton précité, page 488, dans le but d'assurer au maximum l'unité de l'administration successorale.

D Système donnant compétence à la loi du domicile du défunt en tant que telle.

Ainsi qu'on l'a dit, ce système est celui du TRAITÉ BENELUX, il est préconisé, en doctrine du moins, aux PAYS-BAS. Le mécanisme du système peut entraîner une rupture entre l'application de la loi successorale, loi nationale du défunt, et l'administration des biens. Mais alors que dans les systèmes qui donnent compétence à la *lex fori* c'est toujours la loi du pays intéressé qui est applicable à l'administration, dans l'hypothèse considérée cela pourra être la loi d'un pays étranger qui sera applicable à l'administration bien que la loi successorale soit celle du pays intéressé. Donnant compétence à la loi du pays étranger pour l'administration de la succession, ne risque-t-on pas de voir réduites à néant les prescriptions relatives à la dévolution successorale elle-même? En effet, la loi étrangère du domicile peut très bien n'avoir pas les mêmes règles de conflits et donner compétence à la loi de ce domicile pour la succession elle-même.

Prenons un exemple: un Néerlandais décède domicilié en Angleterre. Pour le droit néerlandais, c'est la loi successorale néerlandaise qui est applicable. Pour le droit anglais c'est, pour les meubles, la loi anglaise qui est applicable. Si l'on reconnaît la compétence de la loi anglaise pour régir l'administration des biens, on reconnaît tout naturellement aux Pays-Bas la qualité et les pouvoirs de l'administrateur de la succession nommé en Angleterre. Si le défunt a rédigé en Angleterre un testament attribuant la totalité de ses biens à un tiers au mépris des droits des héritiers réservataires selon le droit néerlandais, il est bien certain que si l'administrateur anglais de la succession se met en possession de l'actif néerlandais, il procédera à un partage de l'actif (*winding up*) conforme aux règles anglaises et ignorera la loi successorale néerlandaise qui, pour le for anglais, n'est pas applicable. Et c'est naturel car on ne peut demander à un administrateur ou à un exécuteur qui tire ses pouvoirs d'une décision judiciaire de raisonner autrement que selon les règles du for qui l'ont investi. Le tout revient à dire que si l'on n'oblige pas l'administrateur de la succession à partager l'actif dans le pays même où il est situé et conformément aux règles de conflits de ce pays, la loi successorale normalement compétente risque de rester lettre morte.

Section III Compétence internationale en matière de succession

Il s'agit de savoir dans quel pays un prétendu héritier ou la personne responsable de l'administration de la succession trouvera un juge compétent autrement dit sur quelles bases repose la compétence des tribunaux des Etats membres en matière successorale. Par matière successorale, on entend les contestations entre héritiers, légataires, personnes compétentes pour gérer la succession, détenteurs de biens successoraux, à propos de l'administration, de la liquidation et du partage des biens successoraux.

a Tribunal du domicile du défunt

La compétence du tribunal du domicile du défunt semble très largement admise. C'est parfois la seule compétence admise en la matière. Il en est ainsi aux PAYS-BAS où l'on admet généralement qu'il n'y a pas de juge néerlandais compétent si la succession a été ouverte à l'étranger même semble-t-il en ce qui concerne les immeubles néerlandais

argues that extraterritorial effect can be given to the principal administration and even wishes that this be the rule, in order to reach a maximum degree of unity in the administration of estates.

D System applying the law of the domicile of the deceased

As we have said earlier, this law is sanctioned by the BENELUX TREATY, and it is recommended, at any rate in legal writings, in the NETHERLANDS. The mechanism of this system may bring about a breach between the application of the law of succession, viz. the national law of the deceased, and the administration of the assets. But, whilst in the systems which apply the *lex fori* it is always the law of the country concerned which governs the administration, in the case that we are now considering, the administration might have to be governed by the law of a foreign country although the law of succession would be that of the country concerned. One might well ask whether, by applying the law of a foreign country to the administration of the estate, one is not taking the risk that the provisions relating to the devolution of the inheritance will be totally ineffective. It is quite possible that the foreign domiciliary law may not have the same conflict rules and may require that the inheritance be governed by the domiciliary law.

To take an example: a Netherlands national dies domiciled in England. In the eyes of Netherlands law, the Netherlands law of succession is applicable to the inheritance. In the eyes of English law, as far as the movables are concerned, English law is applicable. If the claim of English law to govern the administration of the assets is recognized, the capacity and powers of the administrator appointed in England will be recognized in the Netherlands. If the deceased had drawn up his will in England, bequeathing all his assets to a third party, and disregarding the rights of persons entitled under the 'réserve' accorded by Netherlands law, it is clear that if an English administrator acquired possession of assets in the Netherlands, he would wind up the estate in conformity with English rules and would take no notice of the Netherlands law of succession which in the eyes of English rules would not be applicable. Moreover, this is a reasonable attitude: for one cannot expect an executor or an administrator who derives his powers from a judicial decision, to act otherwise than in accordance with the rules of the forum which vested him with his authority. One can conclude that if the personal representative is under no obligation to distribute the assets in the country where they are situated, and in accordance with that country's conflict rules, the otherwise applicable law of succession will remain a dead letter.

Section III International jurisdiction in matters of succession

The question here is to determine where a would-be heir or personal representative can find a court with jurisdiction; in other words, to determine on what grounds do the Member States base jurisdiction in matters of succession. When we use the phrase 'matters of succession', this is intended to cover disputes between heirs, legatees, personal representatives, or holders of assets over the administration, winding-up or distribution of the inheritance.

a The courts of the domicile of the deceased

The jurisdiction of the courts of the domicile of the deceased seems to be generally accepted. Sometimes this is the only head of jurisdiction. For example, in the NETHERLANDS there is, as a rule, no jurisdiction given to a Netherlands judge if the estate has become available for administration abroad (which is considered to be the case when the

(La Haye 5 mars 1958, N.J. 502, van der Ploeg préc. p. 1062 citant Kosters et Meijers).

Il en est de même en SUISSE: selon l'article 23 L.R.D.C., la succession s'ouvre pour la totalité des biens qui la compose au dernier domicile du défunt. Pour les étrangers domiciliés à l'étranger, seuls les tribunaux de leur domicile sont compétents même pour les immeubles situés en Suisse. Les créanciers du défunt et de la succession devront faire valoir leurs créances devant le tribunal déclaré compétent, c'est-à-dire le tribunal du domicile du défunt.

Dans d'autres systèmes, cette compétence est reconnue mais n'est pas la seule, notamment à raison de la scission de la succession. Il en est ainsi en BELGIQUE (Rigaux, *Droit international privé*, p. 486 et suiv.) et en FRANCE où il est admis que le tribunal français du domicile du défunt est incompétent en ce qui concerne les immeubles situés à l'étranger (Requête 10 novembre 1847, D.P. 1848.I.38, Cassation Civile 22 mars 1865, S. 1865.I.175; Requête 30 mars 1914, *Clunet* 1914.951; Cassation Civile 14 mars 1961, *Revue critique* 1961.774; Batiffol, *Droit international privé* No 687).

SUÈDE: Le chapitre II de la loi du 5 mars 1937 sur les successions pose la compétence du tribunal du domicile suédois du défunt pour ce qui touche la réglementation et le partage de la succession. Mais cette règle n'est pas universalisée et sa contrepartie ne joue pas nécessairement lorsqu'il s'agit d'un Suédois décédé domicilié à l'étranger.

DANEMARK: La règle générale est que seul le tribunal du dernier domicile du défunt est compétent mais la règle est universalisée et le tribunal danois est incompétent pour ce qui est de la succession d'une personne décédée domiciliée hors du Danemark sauf les exceptions citées *supra* sous Section II, B.

AUTRICHE: Lorsqu'un étranger décède domicilié en Autriche, on donnera compétence à la juridiction et à la loi autrichienne en matière mobilière lorsque l'Etat national de l'étranger ne donne pas compétence à la loi autrichienne à propos de la succession mobilière d'un Autrichien décédé domicilié dans cet Etat.

BRÉSIL: Le tribunal brésilien est compétent et appliquera d'ailleurs sa propre loi, si le défunt est décédé domicilié dans le pays. Si le domicile est situé à l'étranger, le tribunal étranger du domicile est compétent. Selon une jurisprudence citée par Garland in *American-Brazilian Private International Law*, notes 156 et 157, les tribunaux brésiliens s'estiment incompétents pour se prononcer sur la dévolution des immeubles situés au Brésil laissés par un défunt domicilié à l'étranger.

ANGLETERRE: Le domicile du défunt en Angleterre est une «circonstance spéciale» qui peut fonder la compétence en ce qui concerne l'administration de la succession, même s'il n'existe pas de biens successoraux dans le pays. Cette compétence entraînera alors la compétence en ce qui concerne le fond pour la succession mobilière.

ÉCOSSE: Le domicile du défunt ne suffit pas à fonder la compétence, il faut qu'il existe des biens en Ecosse. C'est pourquoi on admet souvent fictivement l'existence de biens pour justifier la compétence de la juridiction écossaise (Anton, p. 489).

CANADA: La compétence peut être fondée sur le domicile du défunt même s'il n'existe pas de biens locaux et cela tant pour l'administration (*Surrogate Courts Act* R.S.O. Ch. 380 s. 24) que pour le fond (Jones v. Smith (1925) 56

deceased at the time of death was domiciled abroad). This, it would seem, applies even to immovables in the Netherlands (The Hague, 5th of March 1958, N.J. 502, van der Ploeg, *op. cit.*, p. 1062, referring to Kosters and Meijers). The same is true in SWITZERLAND - article 23 L.R.D.C. directs that jurisdiction over the whole inheritance is vested in the courts of the last domicile of the deceased. As for foreigners domiciled abroad, the courts of their domicile alone have jurisdiction, even over immovable property in Switzerland. Creditors of the deceased and of the estate must present their claims before the competent court, viz. that of the domicile of the deceased.

In other systems this head of jurisdiction is recognized, but is not exclusive, due particularly to the scission of the estate. This is the case in BELGIUM (Rigaux, *Droit international privé*, p. 486 et seq.) and in FRANCE where the French courts of the domicile of the deceased do not have jurisdiction over immovable property in foreign countries (Petition of the 10th November 1847, D.P. 1848 I. 38, Civil Cassation 22nd of March 1865, S. 1865. I. 175; Petition of the 30th of March 1914, *Clunet* 1914. 951; Civil Cassation 14th of March 1961, *Revue critique* 1961. 774; Batiffol, *Droit international privé*, No 687).

SWEDEN - Chapter II of the Law of the 5th of March 1937 on Succession gives jurisdiction to the Swedish domiciliary courts of the deceased as far as the regulation and distribution of the inheritance are concerned. But this rule has not been made general and does not necessarily find its counterpart when a Swedish citizen dies domiciled abroad.

DENMARK - The main rule is that only the courts of the last domicile of the deceased have jurisdiction; this rule, however, has been made general and a Danish court does not have jurisdiction over the inheritance of a person dying domiciled outside Denmark except in the cases referred to in Section II, B, above.

AUSTRIA - When a foreigner dies domiciled in Austria, Austrian courts will have jurisdiction over, and Austrian law will be applied to, movable property if the foreigner's country does not apply Austrian law to the movable estate of an Austrian dying domiciled in that State.

BRAZIL - Brazilian courts have jurisdiction and will apply Brazilian law if the deceased died domiciled in that country. If the domicile of the deceased was abroad, the foreign domiciliary court is considered as having jurisdiction. The case law referred to by Garland in *American-Brazilian Private International Law*, notes 156 and 157, shows that Brazilian courts do not consider themselves to have jurisdiction to determine the devolution of immovable property left in Brazil by a deceased person dying domiciled abroad.

ENGLAND - The domicile of the deceased in England is a 'special circumstance' which may found jurisdiction in an English court to make a grant of representation in respect of the estate, even if there are no assets in England. Once the court exercises its jurisdiction to make a grant of representation, it has jurisdiction to determine the substance of the succession to all movables.

SCOTLAND - The domicile of the deceased is not sufficient to found jurisdiction in a Scottish court. There must be assets in Scotland. For this reason, the presence of fictitious assets is often affirmed in order to found the jurisdiction of the Scottish courts (Anton, p. 489).

CANADA - Jurisdiction may be founded on the domicile of the deceased even if there are no local assets. This jurisdiction holds good both for grants of representation (*Surrogate Courts Act* R.S.O. Ch. 380 s. 24) and for substantive

O.L.R. 550; Castel, p. 155) mais cette compétence n'affecte pas les immeubles situés hors du pays intéressé.

ÉTATS-UNIS: En ce qui concerne l'administration, le tribunal du domicile est compétent même s'il n'y a pas de biens locaux (Restatement Sect. 467 (a)). Il est probable qu'une telle compétence s'étend également au fond.

b Tribunal de la situation des biens

1 Immeubles

Dans les pays qui admettent la scission de la succession et qui soumettent les immeubles à la loi successorale du lieu de leur situation, la compétence juridictionnelle du tribunal de la situation des immeubles est fondée même si le défunt n'est pas domicilié dans le pays. Cette compétence prend même un caractère exclusif en FRANCE (V. Batiffol préc. et jurisprudence citée *supra*), et en TURQUIE (article 4 de la loi de 1915, v. Ansay, *American-Turkish Private International Law*, p. 56).

Dans les PAYS DE COMMON LAW, il y a toujours une compétence en ce qui concerne l'administration et le fond de la succession pour des immeubles locaux. Dans certains cas, il semble que le juge anglais ou écossais pourrait se déclarer compétent à l'égard d'immeubles situés à l'étranger.

En AUTRICHE la juridiction autrichienne est compétente pour ce qui concerne les immeubles autrichiens et ne tient compte ni de la nationalité ni du domicile du défunt (article 300 A.B.G.B.). Le juge autrichien est incompétent en ce qui concerne les immeubles situés hors d'Autriche. Dans d'autres systèmes, la situation de l'immeuble n'est pas en elle-même une base de compétence successorale, on l'a vu pour les PAYS-BAS, la SUISSE et le BRÉSIL qui attribuent compétence au tribunal étranger du domicile du défunt même en ce qui concerne les immeubles situés sur leurs territoires.

2 Biens mobiliers

La situation des biens mobiliers indépendamment de tout autre chef de compétence ne fonde pas en FRANCE ou en BELGIQUE la compétence du tribunal national en matière successorale (Batiffol, *Droit international privé*, No 687). Par contre, la situation des biens mobiliers est prise en considération dans d'autres systèmes et suffit à fonder la compétence. Il en est ainsi en SUÈDE où l'on sait que le patrimoine situé en Suède provenant d'une personne qui n'est pas suédoise et qui n'est pas domiciliée en Suède est administré conformément aux règles suédoises. Dans les PAYS DE COMMON LAW, la situation de biens mobiliers sur le territoire justifiera toujours l'organisation d'une administration locale et par-là même entraînera la compétence du tribunal local pour ce qui concerne le fond de la succession mobilière.

c Nationalité du défunt

La nationalité du défunt est une base de compétence juridictionnelle dans un certain nombre de systèmes.

AUTRICHE: S'il s'agit de biens mobiliers faisant partie de la succession d'un citoyen autrichien, la juridiction autrichienne se déclarera compétente quel que soit le lieu du domicile du défunt et de la situation des biens mobiliers (article 300 A.B.G.B.; O.G.H., 22 février 1950 S.Z.XXIII No 42 admettant que le tribunal autrichien puisse refuser de dessaisir des biens mobiliers faisant partie de la succession d'une personne estimée apatride par un tribunal américain mais considérée comme autrichienne par la Cour autrichienne et qui était décédée domiciliée à New York).

ALLEMAGNE: Les liens entre la compétence législative et juridictionnelle étant très étroits, les tribunaux allemands ne se reconnaissent pas compétents pour ordonner des mesures d'administration des biens d'une succession

decisions (Jones v. Smith (1925) 56 O.L.R. 550; Castel, p. 155); however, there is no jurisdiction over immovable property lying outside the territory.

UNITED STATES OF AMERICA - The domiciliary courts have jurisdiction to make grants of representation even if there are no local assets (Restatement Section 467 (a)). This jurisdiction probably extends to substantive decisions.

b Courts of the situs of assets

1 Immovable property

In countries which sanction the scission principle, and which apply the *lex situs* to immovable property, jurisdiction is given to the courts of the situs even if the deceased did not die domiciled in that country. This grant of jurisdiction takes on an exclusive character in FRANCE (see Batiffol, *op. cit.*, and the case law referred to above), and in TURKEY (article 4 of the Law of 1915 see Ansay, *American-Turkish Private International Law*, p. 56).

In the COMMON LAW COUNTRIES, the courts always have jurisdiction to make grants of representation and to make substantive decisions over local immovable property. It seems that an English or Scottish judge may claim jurisdiction in some cases over immovable property abroad.

In AUSTRIA courts have jurisdiction over immovable property in Austria, and they do not take into account either the nationality or the domicile of the deceased (article 300 of the A.B.G.B.). An Austrian judge does not have jurisdiction over immovable property abroad.

In other systems, the situs of the immovables does not itself constitute a good ground of jurisdiction. This would seem to be the case in the NETHERLANDS, SWITZERLAND and BRAZIL which consider the foreign court of the domicile of the deceased to have jurisdiction even over immovable property situate within their boundaries.

2 Movables

The situs of movables does not by itself found jurisdiction in FRANCE or in BELGIUM (Batiffol, *Droit international privé*, p. 687). In other countries, on the other hand, the situs of the movables is taken into consideration and held sufficient to found jurisdiction. This is the case in SWEDEN; as we have seen, property situate in Sweden belonging to a foreigner domiciled abroad is administered according to Swedish rules. In COMMON LAW COUNTRIES, the situs of movables will always enable a court to make a grant of representation and may thus confer on the local court jurisdiction to determine matters of substance pertaining to the succession to movable property.

c Nationality of the deceased

The nationality of the deceased founds jurisdiction in a number of legal systems.

AUSTRIA - If there are movables forming part of the inheritance of an Austrian, Austrian courts will consider themselves to have jurisdiction whatever be the domicile of the deceased and the situs of the movables (article 300 A.B.G.B.; O.G.H. 22nd of February 1950 S.Z. XXIII No 42, accepting the argument that an Austrian court may refuse to release movable property forming part of the inheritance of a person dying domiciled in New York and considered to be stateless by an American court but considered to be Austrian by an Austrian court).

GERMANY - As the questions of jurisdiction and applicable law are very closely linked, German courts do not consider themselves to have jurisdiction to make orders of administration in respect of an estate governed by a foreign law.

soumise à une loi étrangère. Comme la loi normalement compétente est la loi nationale du défunt, la nationalité du défunt influe sur la compétence judiciaire: s'agissant de la succession d'un Allemand, le tribunal allemand est compétent puisque le droit allemand est applicable.

SUÈDE: La loi du 5 mars 1937 sur les successions précitée pose le principe de la compétence de la loi suédoise à propos de l'administration successorale des biens d'un Suédois décédé domicilié hors de Suède. On peut en déduire que le tribunal suédois sera donc compétent pour le fond puisque l'administration et la succession elle-même sont soumises à la loi suédoise.

TURQUIE: Le tribunal turc est compétent en ce qui concerne la succession mobilière des Turcs décédés à l'étranger (article 4 de la loi de 1915, Ansay préc., p. 56). A l'égard de la succession mobilière des étrangers domiciliés en Turquie le tribunal turc peut prendre des mesures conservatoires ou agir au fond si la «loi nationale», par exemple américaine donne compétence au tribunal du domicile pour les biens turcs (Ansay préc., p. 56 qui semble ainsi admettre le renvoi en matière de compétence juridictionnelle).

TCHÉCOSLOVAQUIE: Selon l'article 44 de la loi du 4 décembre 1963 sur le droit international privé et de procédure (texte à la *Revue critique de d.i.p.* 1965, p. 624), la juridiction du notariat tchécoslovaque en matière de procédure successorale est toujours prévue si le *de cuius* était citoyen tchécoslovaque au moment de sa mort.

ANGLETERRE: La nationalité du défunt semble pouvoir indirectement influencer sur la compétence juridictionnelle des tribunaux anglais en matière successorale. En effet, la nationalité britannique du défunt peut constituer un «juste motif» pour organiser en Angleterre l'administration successorale, même si le défunt n'était pas domicilié en Angleterre et s'il n'y avait pas de biens. L'organisation de l'administration successorale entraînera la compétence sur le fond de la succession.

d Organisation de l'administration successorale

EN ANGLETERRE, il suffit que l'administration successorale ait été organisée dans le pays, quelle que soit la base de compétence utilisée, pour que le juge ait quant au fond compétence en ce qui concerne la succession mobilière «in movables jurisdiction over succession is coterminous with jurisdiction over administration.» On peut présumer qu'il en est de même dans les autres systèmes de *Common Law*.

e Cas spéciaux de compétence

Il s'agit là de fors considérés comme exorbitants et qui ont fait l'objet du Protocole additionnel à la Convention de La Haye sur l'exécution des jugements.

1 Nationalité du demandeur ou du défendeur

FRANCE: La nationalité française du demandeur entraîne en France la compétence du tribunal français en vertu de l'article 14 du Code civil. Si donc un héritier ou un légataire français intente une action successorale en France, le juge français sera compétent même si le défunt était domicilié à l'étranger et même si les biens mobiliers sont situés à l'étranger. Il est fait exception à cette règle à propos d'immeubles successoraux situés à l'étranger. Le tribunal français est dans ce cas radicalement incompétent (Cassation civile 5 juillet 1933, S. 1934.I.337; 24 novembre 1953, *Revue critique* 1955.698 Batiffol préc. No 674, p. 758; Lagarde, *Rép. Dalloz dr. int.* No 191 et les références).

As according to the general rule the national law of the deceased is applicable, the nationality of the deceased has a direct influence on questions of jurisdiction: thus a German court has jurisdiction over the estate of a German national, as German law is applicable.

SWEDEN – The Law of the 5th of March 1937 on Succession referred to above directs that Swedish law is applicable to the administration of assets of a Swedish national dying domiciled outside Sweden. One can deduce from this that a Swedish court will have jurisdiction to determine substantive questions since the administration is governed by Swedish law.

TURKEY – Turkish courts have jurisdiction over the movable estate of Turkish nationals dying domiciled abroad (Article 4 of the Law of 1915, Ansay, *op. cit.* p. 56). In respect of the movable estate of foreigners dying domiciled in Turkey, a Turkish court may order measures of protection to be taken or may make substantive decisions if the national law, for example American law, would agree that the domiciliary courts have jurisdiction over the Turkish assets (Ansay, *op. cit.* p. 56 – this would seem to accept the mechanism of renvoi in the field of jurisdiction).

CZECHOSLOVAKIA – Article 44 of the Law of the 4th of December 1963 on private international law and procedure (text in the *Revue critique de droit international privé*, 1965, p. 624) directs that Czechoslovakian notaries have jurisdiction in procedural matters of succession if the deceased was a Czech citizen at the time of his death.

ENGLAND – The nationality of the deceased would seem to have an indirect influence on the jurisdiction of English courts in matters of succession. British nationality could be considered to be a 'special circumstance' to enable a grant of representation to be made in England, even if the deceased was not domiciled there and there were no assets in England. The grant of representation will give the courts jurisdiction to make substantive decisions.

d Grant of representation

IN ENGLAND, as soon as a grant of representation has been made, an English judge will have jurisdiction to determine the devolution of the movable inheritance, whatever the ground of jurisdiction: 'In movables jurisdiction over succession is coterminous with jurisdiction over administration'. We presume that the same is true in other *Common Law* systems.

e Special cases of jurisdiction

Here we are in the realm of bases of jurisdiction which are considered to be exorbitant, and which have been dealt with in the Supplementary Protocol to the Hague Convention on the Enforcement of Judgments.

1 Nationality of the plaintiff or defendant

FRANCE – The French nationality of the plaintiff gives French courts jurisdiction by virtue of article 14 of the Civil Code. Thus, if a French heir or legatee brings an action in succession in France, the French court will always have jurisdiction even if the deceased died domiciled abroad and the movable estate is situated abroad. An exception to this rule is found in the case of immovable property abroad. French courts are then categorically without jurisdiction (Civil Cassation, 5th of July 1933, S. 1934. I. 337, 24th of November 1953, *Revue critique*, 1955. 698, Batiffol, *op. cit.* No 674, p. 758, Lagarde, *Répertoire Dalloz du droit international*, see under the heading 'Successions' No 191 and the references).

Il en sera de même pour l'article 15 du Code civil qui fonde la compétence du tribunal français dès que le défendeur est français.

BRESIL: La nationalité brésilienne des héritiers fait jouer un droit de prélèvement et doit donc normalement entraîner la compétence du tribunal brésilien, même si le défunt est décédé domicilié à l'étranger.

2 Domicile du demandeur

La compétence du tribunal du domicile du demandeur est connue en DROIT NÉERLANDAIS, mais exception est faite en matière successorale, cette compétence ne peut jouer et seul le tribunal du domicile du défunt est compétent.

3 For du patrimoine – For du séquestre – *Forum arresti*

Le for du patrimoine, constitué par l'existence de certains biens sur le territoire se confond avec la question *b*.

On constatera que des pays qui connaissent le for du patrimoine en règle générale, ne l'appliquent pas en matière successorale. C'est ainsi que dans le SYSTÈME ALLEMAND les juges allemands sont incompétents à propos des biens successoraux situés en Allemagne si la loi allemande n'est pas compétente pour régir la succession. De même, on a vu qu'en SUISSE seul le tribunal du domicile du défunt était compétent. Toutefois, la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite peut permettre, par le biais du séquestre, aux créanciers domiciliés en Suisse de se payer sur les biens successoraux situés en Suisse d'un *de cuius* décédé domicilié à l'étranger. Mais il s'agit là plus d'une action contre la succession que d'une action successorale mettant en jeu des droits réciproques des héritiers et légataires.

Dans les PAYS DE COMMON LAW, le for de la situation des biens devient la règle en ce qui concerne l'administration de la succession.

4 Citation à la personne du défendeur se trouvant sur le territoire.

On sait que selon le droit anglais, il suffit qu'une personne soit touchée en personne par la citation en Angleterre pour rendre le juge anglais compétent. Il faut toutefois remarquer qu'un *foreign legal representative* ne peut en cette qualité être poursuivi en Angleterre. Par contre il peut être cité en Angleterre en responsabilité personnelle par exemple pour mauvaise gestion du patrimoine du défunt.

The same reasoning applies to article 15 of the Civil Code giving jurisdiction to French courts if the defendant is French.

BRAZIL – The Brazilian nationality of the heirs brings into play the right to set aside local assets in their favour, and thus the Brazilian courts will as a rule have jurisdiction, even if the deceased died domiciled abroad.

2 Domicile of the plaintiff

NETHERLANDS law knows of the jurisdiction of the courts of the plaintiff, but an exception is made in matters of succession. In these matters the courts of the domicile of the deceased alone have jurisdiction.

3 The forum in which assets are present, the forum of the sequestration or the *forum arresti*

The forum of assets in the territory coincides with the forum discussed in *b* above. Countries which usually sanction the jurisdiction of the forum in which assets are present, do not as a general rule apply this ground of jurisdiction in matters of succession. Thus in GERMANY, courts do not have jurisdiction over assets situate in Germany if German law is not applicable to the inheritance. Again, in SWITZERLAND, the courts of the domicile of the deceased alone have jurisdiction. It is true that the Federal Law on the settlement of debts and bankruptcy may, by means of sequestration, allow creditors domiciled in Switzerland to obtain satisfaction out of assets present in Switzerland of a person dying domiciled abroad. But this may be regarded more as an action taken against the estate than an action in succession to determine the reciprocal rights of heirs and legatees.

In the COMMON LAW COUNTRIES, the jurisdiction of the forum of the situs of assets to make a grant of representation is becoming the general rule.

4 Service of the writ upon the defendant within the jurisdiction

It is well known that an English judge will regard himself as having jurisdiction if a writ is served upon a person present in England. However, it should be pointed out that a foreign legal representative cannot be sued, in that capacity, in England. On the other hand, he may be sued in England in his personal capacity, for example for mismanagement of the property of the deceased.

Réponses des Gouvernements au Questionnaire sur le droit international privé des successions

Document préliminaire No 2 de mai-juin 1970

Allemagne

Section I Détermination de la loi applicable à la succession - Loi successorale

§ 1 CARACTÈRES DU RATTACHEMENT: UNITÉ - SCISSION

A En Allemagne, le droit international privé des successions est, en règle générale, basé sur le principe de l'unité (article 24 EGBGB¹ pour la succession d'un Allemand mort domicilié à l'étranger et article 25 EGBGB pour la succession d'un étranger mort domicilié en Allemagne). Cependant, ce principe est soumis à quelques modifications: c'est à cause du jeu du renvoi (dans le cas d'un renvoi partiel) que le juge allemand peut être contraint d'appliquer en l'espèce différentes lois aux différentes parties d'une succession.

Exemple: Un Français meurt domicilié en France; la partie de sa succession qui se trouve en Allemagne comprend des biens meubles ainsi que des immeubles. Tandis que la succession mobilière est régie par la loi française,² les immeubles situés en Allemagne, à cause d'un renvoi partiel par les règles de conflits françaises, sont dévolus selon la loi allemande (v. plus loin, *ad.* § 3 A).

B Non.

C a 1 Non, le système du prélèvement n'est pas établi dans le DIP allemand des successions. La règle de l'article 25 (seconde phrase) EGBGB stipule que, sous certaines conditions, un Allemand peut faire valoir ses droits successoraux à l'occasion d'une succession qui est dévolue selon une loi étrangère bien qu'ils ne soient fondés que sur les lois allemandes. Mais cette règle n'a rien à voir avec un prélèvement.

2 Il est assez difficile de préciser la position que le DIP allemand prend à cet égard:

Le point de départ est la formule de l'article 28 EGBGB selon cette disposition certaines règles de conflits, parmi lesquelles figurent aussi celles posées en matière des successions (articles 24 et 25 EGBGB), ne s'appliquent pas aux objets qui ne se trouvent pas sur le territoire de l'Etat dont les lois, d'après ces règles (c'est-à-dire en tant que loi successorale), devraient

¹ Loi d'introduction au Code civil allemand.

² Analogie unanimement admise à l'art. 25 EGBGB qui selon sa lettre ne couvre point que les successions des étrangers morts en Allemagne et non pas celles des étrangers morts hors des frontières allemandes. A cause d'une certaine interprétation de l'art. 28 EGBGB il peut arriver que les immeubles situés dans un autre pays que celui dont le droit est considéré comme loi successorale, échappent - sous certaines conditions - à l'application de la loi successorale (v. plus loin *ad.* § 1 C a 1).

s'appliquer. Cette non-application de la loi successorale a pour condition que, d'après les lois du territoire sur lequel ils se trouvent, les objets en cause soient soumis à des «dispositions spéciales». C'est à cause de cette formule équivoque «dispositions spéciales» que la portée de cet article est extrêmement controversée.

La jurisprudence est partagée¹, mais les arrêts récents des cours supérieures semblent avoir une tendance à interpréter la formule «dispositions spéciales» en ce sens qu'elle comprend des règles de conflits qui ne s'appliquent pas à l'ensemble de la succession mais seulement à certains objets ou à certaines catégories d'objets successoraux. D'où s'en suivrait que la loi successorale ne serait pas applicable à ces objets qui, soit individuellement, soit appartenant, selon la loi territoriale, à une certaine catégorie de biens; sont soumis à la *lex rei sitae*. Mais il est à noter qu'un tel recul de la loi successorale est exclu vis-à-vis d'une «règle générale» étrangère qui, en employant le rattachement à la succession entière, aboutit à un résultat différent de celui de la loi successorale, donc de la loi du domicile du défunt. La doctrine dominante est du même avis².

Exemple: Dans une succession d'un Allemand dont les biens comprennent des immeubles en Angleterre, le droit allemand, autant que ces immeubles sont en cause, cède devant la *lex rei sitae*, déclarée compétente par la loi anglaise.

Mais: Si un Allemand meurt domicilié au Danemark, le juge allemand doit appliquer la loi allemande à la succession entière bien que, selon le DIP danois, la loi danoise, en tant que loi du domicile, est considérée comme loi successorale pour toute la succession où que les biens soient situés.

3 Pas applicable.

b Quoique le droit international privé allemand des successions n'adhère pas au système de la scission, il connaît des situations dans lesquelles, par exception au principe de l'unité, une scission a lieu.

Les questions de savoir, si la répartition des biens aux différentes masses est définitive, s'il a lieu à une substitution réelle et si les fruits accroissent à une masse particulière, n'a pas été, jusqu'à présent, l'objet exprès de décisions judiciaires en Allemagne³.

Il paraît cependant hors de doute que le passif de l'hérité n'est pas divisé, mais, au contraire, qu'il pèse sur la totalité des biens.

Chaque loi particulière de succession détermine si une certaine dette fait partie du passif de la succession. La question de savoir si la succession doit des aliments est donc décidée par la loi particulière de succession qui accorde un tel droit.

Exemple: Un Français meurt, domicilié en France et laissant des immeubles en Allemagne. Les personnes

¹ Le Commentaire du Questionnaire est d'avis que la jurisprudence allemande est inclinée à appliquer la loi successorale, donc la loi allemande, s'il s'agit de la succession d'un défunt allemand. Mais, il y a un certain nombre d'arrêts dans l'autre sens, par exemple RG, 4.10.1911 (Warn. Rspr. 4, 484); RG, HRR 1930, 2066; Bay Ob.LG 27.10.1959 (Bay Ob.LG Z. 1959, 390 ss = NJW 1960, 775 ss). Comme dans cette matière la jurisprudence allemande est extraordinairement clairsemée, les décisions citées pèsent si lourd qu'il semble justifié de ne pas parler d'une jurisprudence unanime dans le sens inverse.

² Cf. la documentation citée dans le Commentaire du Questionnaire. Il faut cependant remarquer que Kegel (notamment dans Soergel-Kegel *ad.* art. 28 EGBGB, Nos 10 et 11) ne veut appliquer l'art. 28 EGBGB qu'aux règles spéciales de fond. V. aussi BGH du 5.4.1968 BGHZ 50, 63 = NJW 1968, 1571.

³ V. cependant pour la question les remarques de Kegel (dans Soergel-Kegel, Introduction à l'art. 24 BGB No 8 ss) et de Raape (dans Staudinger-Raape, *ad.* art. 24 EGBGB note J III 3-5).

faisant partie du ménage mentionnées au § 1969 BGB ne peuvent réclamer l'entretien – accordé par cette disposition – que vis-à-vis de la masse immobilière allemande. D'autre part, la veuve ne peut demander les aliments dont parle l'article 205 Code Civil qu'à la masse soumise à la loi française.

S'il est établi qu'une dette fait partie du passif successoral, le créancier peut demander paiement sans distinction des masses à l'exception des dettes purement attachées à une masse particulière (comme, par exemple, la dette foncière d'après les §§ 1191 ss BGB). Si une dette grevant la succession en général a été entièrement payée aux frais d'une seule masse, une indemnisation *pro rata* est due. Si une dette pesant exclusivement sur l'une des masses est acquittée aux dépens de l'autre, l'indemnisation doit être totale.

Mais si l'une des lois successorales particulières est défavorable à un des héritiers, celui-ci ne peut pas se faire indemniser au préjudice de l'autre masse de biens.

§ 2 CIRCONSTANCES DE RATTACHEMENT

A a Oui, comme règle de principe.

(V. article 24, 25 EGBGB). Ces dispositions ne contiennent que les applications fragmentaires du principe de la nationalité, ne réglant pas la succession d'un étranger mort non domicilié en Allemagne. Néanmoins, la jurisprudence et la doctrine en déduisent unanimement le principe général que la succession est régie par la loi de l'Etat dont le défunt était ressortissant au moment de sa mort.

b En principe non. Cette loi ne s'applique que dans des situations exceptionnelles (v. plus loin *ad* § 2 C et D).

Dans quelques situations singulières, il ne sera appliqué ni la loi de la nationalité, ni celle du domicile, mais la loi de la résidence habituelle (v. plus loin *ad* § 2 C et D).

c Non.

B Pas applicable.

C a 1 (double nationalité) ¹.

Le statut personnel (et par conséquent la loi successorale) des sujets mixtes n'est pas réglé expressément par le législateur allemand. Mais la jurisprudence et la doctrine sont d'accord de s'attacher à la nationalité effective. En règle générale (sauf les situations singulières), l'on pourra considérer comme nationalité effective celle qui est renforcée par le domicile ou la résidence habituelle. Si le défunt n'avait ni domicile ni résidence habituelle dans l'un des Etats dont il était ressortissant, c'est l'ensemble de ses circonstances personnelles (ses dispositions financières, son attachement culturel, sa langue) qui déterminera la nationalité qui doit être regardée comme décisive. Pour les sujets mixtes avec nationalité allemande, on était longtemps d'accord d'appliquer la loi allemande sans rechercher la nationalité effective. Mais depuis quelque temps, l'opinion semble gagner du terrain qui aussi dans des cas pareils, ne veut pas s'attacher forcément à la loi allemande, mais à la loi du pays dont la nationalité doit être considérée comme effective ².

¹ V. Kegel (Soergel-Kegel, art. 29 EGBGB No 28 ss; IPR 143 ss); Neuhaus, *Grundbegriffe des IPR*, Duin-Tübingen 1962; 142, 143; Ferid-Firsching, *Internat. Erbrecht, Abschnitt Deutschland, Grundzüge* Rz. 15.

² V. Kegel (Soergel-Kegel, art. 29 EGBGB, No 29). Ferid, *RabelsZ.* 1958, 498 ss (avec application surtout aux successions).

2 Le cas des apatrides est expressément prévu à l'article 29 EGBGB. Par cette disposition (en sa rédaction de 1938), la nationalité comme point de rattachement est substituée par la résidence habituelle ¹. Cette règle joue aussi en matière des successions.

C b 1 Comme il vient d'être exposé, dans les situations exceptionnelles où la loi successorale n'est pas déterminée par la nationalité, on a généralement recours à la résidence habituelle comme point de rattachement, qui est à considérer comme pure notion de fait.

Dans la situation très singulière des réfugiés au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ²; le domicile est mis en cause. Selon le § 7 BGB, pour avoir son domicile à un endroit, il faut y résider habituellement avec l'intention d'y fixer le centre de ses relations quelconques soit pour un temps déterminé, soit pour toujours.

2 Le domicile légal de la femme mariée ayant été aboli en 1957, il ne reste comme domicile de droit que celui du mineur ³ qui partage le domicile de ses parents (§ 11 BGB, rédaction en vigueur à partir du 1er juillet 1958, sera modifié à partir du 1er juillet 1970). Dans ces cas, très particuliers d'ailleurs, donc s'il s'agit de la succession d'un réfugié mineur, le domicile comme point de rattachement au sens de la loi successorale, peut en effet devenir purement fictif.

D Les questions aux trois espèces *a, b, c*, doivent, du point de vue du DIP allemand, se répondre cumulativement de la manière suivante:

Si la loi successorale, telle qu'elle est indiquée par une règle de conflits internationale ⁴, consiste en un système juridique plurilégislatif, on appliquera, pour trouver un point de rattachement interlocal ou interpersonnel, les règles de conflits internes en vigueur dans cet Etat. A défaut de telles règles, on fera emploi de celui des systèmes interlocaux ou interpersonnels avec lequel le défunt avait le lien le plus effectif. Autant que les conflits interlocaux sont en jeu, ils seront, en règle générale, subsidiairement tranchés par le domicile ou par la résidence habituelle et, à défaut, par le dernier domicile ou la dernière résidence habituelle du défunt sur le territoire de l'Etat plurilégislatif en cause.

Pour éviter des malentendus, il doit être souligné qu'il n'y a des règles de conflits écrites ni dans la loi d'introduction au BGB, ni par ailleurs dans le droit allemand.

Exemple: La succession (mobilière) d'un ressortissant des Etats-Unis qui meurt domicilié aux Etats-Unis sera soumise à la loi de l'Etat américain où le défunt était domicilié. Si le défunt était domicilié en Suisse, c'est à l'Etat du dernier domicile américain de décider d'un renvoi à la loi suisse.

¹ Comme l'Allemagne a adhéré à la Convention de Genève sur les réfugiés du 28 juillet 1951 (pour l'adhésion de l'Allemagne v. Loi fédérale du 1er septembre 1953 – BGBl. 1953 II p. 559), l'art. 12 de cette Convention doit être appliqué aux réfugiés au sens de la Convention. Selon l'art. 12, est utilisé comme point de rattachement non pas la résidence habituelle, mais le domicile. La Convention s'applique, bien entendu, non seulement aux réfugiés apatrides au sens étroit.

² V. *supra* ad § 2, C a, note.

³ Abstraction faite des militaires professionnels dont le domicile est fixé à leur lieu de garnison (§ 9 BGB, rédaction de 1956).

⁴ Il est sans importance si le point de rattachement utilisé par la règle de conflits est la nationalité ou (dans situations singulières mises en relief plus haut) la résidence habituelle ou le domicile.

§ 3 CORRECTIFS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE APPORTÉS AU RATTACHEMENT

A En matière des successions, le renvoi par une loi étrangère à la loi allemande (renvoi au premier degré) est expressément admis dans l'article 27 EGBGB.

Cependant la jurisprudence ainsi que la doctrine dans sa majorité s'accordent sur le principe de ne pas restreindre l'application du renvoi au cas réglé dans l'article 27 EGBGB.

Ils admettent donc le renvoi au second ou même au troisième degré. Il faut néanmoins se rendre compte que dans les détails on rencontrera des controverses plus ou moins profondes¹.

A a 1 Oui.

Exemple: Un Français meurt domicilié en Allemagne. D'après l'article 25 EGBGB serait applicable de prime abord la loi française. Le renvoi par les règles française de conflits, basé sur le domicile allemand est accepté par la loi allemande.

2 Oui.

Exemple: Un Français meurt domicilié en France laissant des immeubles en Allemagne. Le renvoi par la loi française à la loi allemande, basé sur la situation des immeubles, est accepté par la loi allemande.

3 Oui.

Exemple: Un Danois laissant des biens en Allemagne, meurt domicilié au Brésil. La loi danoise, primairement déclarée applicable par l'article 25 EGBGB, renvoie de sa part à la loi brésilienne, en raison du domicile du défunt. Le Brésil (en vertu de l'article 10 de la loi d'introduction au Code civil brésilien, rédaction du 4 septembre 1942) accepte ce renvoi, qui sera respecté en Allemagne aussi. En conséquence la succession allemande sera soumise par les autorités allemandes à la loi brésilienne.

4 La solution est incertaine.

Exemple: Un ressortissant français laissant une succession mobilière en Allemagne, est mort domicilié en Italie. Le renvoi prononcé par la loi française à la loi italienne n'est pas accepté par celle-ci. Pour la question de savoir si l'on doit appliquer ou bien la loi italienne, déclarée compétente par la loi française ou bien la loi française, déclarée compétente par la loi italienne, la jurisprudence allemande n'est pas instructive, la doctrine est divisée².

b Mêmes solutions que sous a.

c Cette variation ne peut pas se poser en DIP allemand puisque, en matière des successions, la loi réelle n'y est jamais utilisée comme point de rattachement.

d Non: l'acceptation par le juge allemand d'un renvoi prononcé par une loi étrangère ne dépend pas de la réaction étrangère vis-à-vis du renvoi prononcé par la loi allemande.

B a Quoiqu'en Allemagne il n'existe pas un droit de prélèvement proprement dit³ l'article 25 EGBGB dans sa seconde phrase contient une disposition dont la tendance est à favoriser les prétendants allemands.

Selon cette formule un Allemand peut faire valoir ses droits à une succession (d'un défunt étranger mort domicilié en Allemagne) même s'ils ne sont fondés que sur les lois allemandes, à moins que d'après le droit de l'Etat auquel le défunt appartenait les lois allemandes ne fussent exclusivement applicables aux Allemands domiciliés dans cet Etat¹.

Exemples:

1 Un Suisse meurt domicilié en Allemagne, laissant des enfants de nationalités suisses et allemandes ou après avoir institué des héritiers de nationalité allemande.

Les prétendants allemands, en vertu de l'article 25 EGBGB seconde phrase, pourront faire valoir des droits à la succession accordés seulement par la loi allemande.

En effet, en Suisse la succession d'un Allemand mourant domicilié en Suisse serait soumise à la loi suisse.

2 Un Italien meurt également domicilié en Allemagne laissant aussi des héritiers ou légataires de nationalité allemande. Ceux-ci ne pourront pas invoquer la loi allemande pour réclamer des droits à la succession. Car, en Italie, à la succession d'un Allemand, mort en Italie ne sera appliquée que la loi allemande.

b Non.

Le domicile des héritiers ou légataires n'a pas d'importance à la loi applicable en matière de succession.

C a Non.

Selon la législation en vigueur et la jurisprudence ainsi que d'après l'opinion largement prépondérante en doctrine, on ne peut pas actuellement admettre en Allemagne un choix plus ou moins libre de la loi de succession par le défunt².

b La question ne se pose pas en DIP allemand de successions en vigueur, le choix de la loi successorale n'étant pas admis.

Section II Etendue et limite du champ d'application de la loi successorale

§ 1 RÉSERVE, QUOTITÉ DISPONIBLE, LIMITATIONS, LIBERTÉ DE TESTER

Les questions dressées dans ce paragraphe sont entièrement calculées sur le système de la réserve et la quotité disponible ainsi que sur un système qui réunit les donations entre vifs et les dispositions *mortis causa*.

Or, selon les règles de fond en vigueur en Allemagne (cf. §§ 2303 ss BGB), il n'y a ni une réserve proprement dite, ni une quotité disponible. L'institution des héritiers n'est pas soumise à une réduction, mais certains parents très proches (descendants, père et mère, conjoint) peuvent réclamer aux héritiers institués une somme d'argent qui consiste dans la moitié de la valeur de leur part héréditaire *ab intestat*. Puisque ces personnes ne sont point appelées à une quote-part de la succession comme héritiers on pourrait parler non pas des héritiers réservataires mais des légataires (particuliers) *ex lege*. Le droit des «légataires *ex lege*» ne

¹ V. la documentation citée par Kegel dans Soergel-Kegel, art. 27 EGBGB No 15 ss.

² V. Kegel *loc. cit.*

³ V. *supra*, Sect. I § 1 c a 1.

¹ Cette règle est vivement critiquée en doctrine. Son abolition est recommandée par le projet du Conseil allemand du Dr. J. P. (v. Lauterbach, *Vorschläge und Gutachten zur Reform des deutschen internationalen Erbrechts*, 1969, p. 5).

² Il reste à attendre cependant si et dans quelle mesure fera fortune une nouvelle opinion contraire, inspirée par Dölle, «Die Rechtswahl im internationalen Erbrecht», *RabelsZ* 1966, 205 ss (v. le Commentaire du Questionnaire *supra* p. 46).

constitue donc qu'une dette qui grève la succession et fait partie du passif successoral. D'où s'en suit que les problèmes posés par les questions de ce paragraphe du questionnaire prennent une forme tout à fait particulière si la loi successorale est le droit allemand. Si, par exemple, il y a des donations entre vifs au préjudice des «légataires *ex lege*» c'est en principe l'héritier qui – sans qu'il puisse se faire restituer les donations par les donataires – doit augmenter la somme attribuée aux «légataires *ex lege*» (cf § 2325 BGB)¹. Cette situation est tout à fait différente de celle du système de la réserve. Les problèmes dont parlent les questions de ce paragraphe du questionnaire ne se posent en D.I.P. allemand des successions que si la loi successorale est une loi étrangère dont les règles de fond sont basées sur la réserve et la quotité disponible.

A Oui.

La loi successorale englobe toutes les questions de la succession donc aussi celle de la liberté de tester.

B Pas applicable.

C Il dépendra des règles de fond de la loi successorale étrangère si l'exécution d'une disposition *mortis causa* ou les effets d'une donation entre vifs seront restreintes à cause du préjudice qu'elles apportent à la réserve. Jusqu'à présent la jurisprudence allemande ne fut pas saisie d'une manière percevable de telles questions.

Exemple: Un Français dont la succession est soumise à la loi française avait institué un Allemand comme légataire universel ou lui avait fait une donation entre vifs. Si ce legs ou cette donation dépassent la quotité disponible, ce sera à la loi française d'en décider la réduction.

D a 1 En principe: Oui (La réponse dépendra toujours de la loi successorale étrangère). Il en serait autrement dans les cas exceptionnels où l'on doit admettre une scission².

2 Le système du prélèvement étant étranger au droit international privé des successions allemand, on ne peut pas attendre que, le cas échéant, un tribunal allemand choisisse cette solution.

D b 1 et 2 Pour les situations bien exceptionnelles dans lesquelles une scission a lieu en droit international privé allemand des successions² on doit admettre, l'existence de deux successions séparées, chacune en principe indépendante de l'autre.

Une telle indépendance doit aussi jouer autant qu'il s'agit de la réserve et son calcul.

En conséquence, la réserve établie par une des plusieurs lois successorales n'affecte que les biens soumis à la loi successorale accordant la réserve.

D'autre part, la réserve peut être exigée sur la masse en question sans égard du sort des autres masses.

3 Si l'on part de l'idée que le passif successoral, même en cas de scission, grève en principe la succession toute entière, que pour un règlement intérieur des compensations entre les différentes masses peuvent avoir lieu³, on pourra éviter les résultats fâcheux envisagés pour le calcul de la réserve dans l'exemple du questionnaire et dans le commentaire.

¹ Les donataires ne sont que très subsidiairement obligés de restituer les objets donnés (cf § 2329 BGB).

² V. plus haut, ad Sec. I, § 1, A.

³ V. plus haut, ad Sec. I, § 1 C b.

Le problème, cependant faute d'actualité pratique, en Allemagne, n'a pas encore donné naissance à des décisions judiciaires.

§ 2 TRANSMISSION HÉRÉDITAIRE – ADMINISTRATION DE LA SUCCESSION

A a Comme toutes les questions posées par la succession, la transmission héréditaire, elle aussi, est soumise à la loi successorale à moins que celle-ci ne prononce pas pour le problème en cause un renvoi partiel à la loi du for.

A b, c, d, e Non.

B a Pour faire comprendre la situation en Allemagne, les remarques suivantes paraissent nécessaires:

En Allemagne, l'héritier (soit *ab intestat*, soit institué par une disposition *mortis causa*) pour pouvoir disposer des biens appartenant à la succession doit se légitimer par un certificat d'héritier (v. §§ 2353 ss BGB) qui indique la qualité d'héritier ainsi que, le cas échéant, les quote-parts de chacun de plusieurs héritiers. Ce certificat d'héritier est délivré par le tribunal de succession statuant en matière gracieuse.

Le certificat d'héritier n'est délivré que lorsque le juge de succession a apprécié les faits nécessaires quant au bien-fondé de la demande (§ 2359 BGB).

Le certificat d'héritier fait foi de ce que celui qui y est désigné comme héritier a réellement le droit d'héritier et qu'il n'est restreint dans ce droit que de la manière y mentionnée (par exemple par une substitution fidéicommissaire ou par l'existence d'un exécuteur testamentaire) V. § 2365 BGB.

C'est à cause de cette présomption que l'héritier ne peut pas recueillir les biens de la succession sans présenter le certificat d'héritier. Car tout détenteur d'un bien héréditaire, toute banque administrant des dépôts appartenant à la succession ainsi que tout autre débiteur de la succession sont fondés à refuser toute prestation sans présentation du certificat. De même, le bureau foncier exige le certificat d'héritier pour effectuer le transport de droits enregistrés dans le livre foncier.

Pour l'exécuteur testamentaire existe un certificat constatant sa qualité qui comme instrument correspond au certificat d'héritier (v. § 2368 BGB).

Ces certificats sont exigés des héritiers et des exécuteurs testamentaires sans distinction de la loi applicable. Pour les successions soumises à une loi étrangère est même prévue une espèce particulière: le certificat d'héritier restreint aux objets situés en Allemagne (§ 2369 BGB). Une opinion exprimée en doctrine a recommandé l'assimilation des certificats d'héritiers délivrés par des autorités étrangères à ceux délivrés par les tribunaux de succession allemands¹. Mais cette opinion n'est pas suivie par la pratique des affaires. On demande en effet toujours un certificat d'héritier, émis par un tribunal allemand de succession. Ces certificats seront délivrés aux personnes appelées héritiers par la loi successorale.

b Toutes ces questions dépendent de la loi successorale²:

¹ V. Beitzke, MDR 1954, 320 ss; Kegel IPR (2e éd.), 369 ss.

² Un excellent exemple nous est fourni par la décision du *Bayerisches Oberstes Landesgericht* du 2 décembre 1965 (NJW 67.477 ss: succession d'un Italien soumise à la loi italienne, acceptation sous bénéfice d'inventaire, admission des héritiers à faire un inventaire).

c Les rapports entre les héritiers et les créanciers ainsi que ceux des héritiers entre eux sont régis par la loi successorale; en conséquence le règlement du passif de la succession et entièrement soumis à la loi successorale.

d Le règlement de la communauté des héritiers dépend de la loi successorale; c'est donc à elle de décider du type de la communauté (en main commune, indivision, simple participation *pro rata* etc.) qu'ainsi du partage et de ses modalités.

C Pas applicable.

D Pas applicable.

Section III Compétence internationale en matière de succession

Pour la compétence internationale des tribunaux allemands en matière de succession il faut nettement distinguer entre les juridictions gracieuse et contentieuse.

I La juridiction gracieuse en matière de succession est exercée par les tribunaux de succession, qui forment une section du tribunal cantonal (Amtsgericht).

S'il y a des biens successoraux en Allemagne le tribunal de succession, sans distinguer la succession qui se règle d'après la loi allemande ou d'après une loi étrangère, est toujours compétent:

1 à prendre des mesures conservatoires envisagées par les §§ 1960 ss BGB (surtout à l'apposition des scellés, à une consignation des valeurs et objets précieux, à la confection d'un inventaire et à la constitution d'un curateur – provisoire – de succession).

2 à délivrer sur demande un certificat d'héritier¹ ou – le cas échéant – d'exécuteur testamentaire. Si la succession est soumise à une loi étrangère le certificat sera restreint aux biens situés en Allemagne. Aujourd'hui on admet que la compétence de délivrer un certificat d'héritier implique aussi la compétence aux mesures nécessaires pour la délivrance du certificat d'héritier (par exemple: l'ouverture d'un testament: § 2260 BGB).

Cette compétence implique aussi les mesures qui peuvent influencer la décision portant sur la délivrance du certificat d'héritier. C'est pour cette raison qu'un tribunal allemand de succession, même dans une succession soumise à une loi étrangère doit être considéré compétent à recevoir des déclarations de répudiation ou d'acceptation de succession (v. § 1945 BGB).

3 Autant qu'il s'agit d'autres mesures en matière gracieuse, la compétence internationale des tribunaux allemands de succession paraît incertaine.

C'est en jurisprudence que fut développée la théorie d'un parallélisme entre le loi applicable et la compétence internationale (*Gleichlauf von anzuwendendem Recht und internationaler Zuständigkeit*). On a parlé même d'un parallélisme de la loi applicable et la procédure. (*Gleichlauf von anzuwendendem Recht und Verfahren*).

Selon cette opinion¹, en principe, un tribunal allemand de succession n'est compétent que si la loi successorale est la loi allemande. De ce point de vue, la compétence pour prendre les mesures qui viennent d'être mentionnées sous 1 et 2 (mesures conservatoires et délivrance du certificat d'héritier) est considérée comme une exception du principe de la non-compétence.

A cause d'une telle non-compétence de principe on s'appuie sur le texte du § 73 FGG (*Gesetz über die freiwillige Gerichtsbarkeit*) qui ne parle que de la compétence territoriale et non pas d'une compétence internationale. En outre on fait valoir que l'organisation et les institutions de la juridiction gracieuse en Allemagne ne sont calculées que sur les mesures prévues par les règles de fond allemandes et qu'elles ne s'adaptent pas à des mesures instituées par des lois étrangères.

Quoique cette théorie soit vivement critiquée en doctrine² elle est largement suivie en pratique.

II En matière contentieuse la compétence internationale généralement coïncide avec la compétence territoriale.

La condition principale pour la compétence en matière contentieuse est donc l'existence selon les règles du Code de la procédure civile (ZPO) d'une compétence territoriale, par exemple celle du domicile du défendeur (§ 16 ZPO) ou celle de la succession (§§ 27, 28 ZPO).

Autriche

(Ces observations ont été diffusées au cours de la première session de la Commission spéciale. Elles ne constituent pas une réponse officielle du Gouvernement mais il a paru utile de les reproduire à raison de son intérêt pratique.)

REMARQUES PRÉLIMINAIRES

1 Le droit autrichien en matière de règlement de successions présente quelques particularités qu'il paraît utile de mettre en relief avant d'entrer dans le questionnaire.

2 Le principe «le mort saisit le vif» est inconnu du droit autrichien. L'intervention d'un tribunal dans une *procédure spéciale (gracieuse)* dite «de règlement de succession» est en principe obligatoire. A moins qu'elle ne se termine dans un stade préliminaire (manque de biens successoraux; valeur très réduite de ces biens; excès d'endettement – faillite successorale), elle finit par un acte formel, l'envoi en possession judiciaire (*gerichtliche Einantwortung*) indispensable à la transmission des droits et obligations à l'héritier.

3 La juridiction autrichienne concernant la procédure gracieuse susmentionnée aussi bien que les litiges pouvant résulter de la succession pourra être illustrée par le tableau suivant:

¹ V. plus haut, ad Sec. II, § 2 B.

¹ V. Standinger-Firsching, 11e édition, § 2353 BGB No 36, et Keidel, *Freiwillige Gerichtsbarkeit*, ad § 75 FGG, No 6.

² V. Heldrich, «Internationale Zuständigkeit und anwendbares Recht», *Beiträge zum ausländischen und internationalem Privatrecht* No 36, Berlin-Tübingen 1970 (avec une documentation très riche).

défunt	biens meubles situés en Autriche	biens meubles situés en dehors de l'Autriche	immeubles en Autriche	immeubles en dehors de l'Autriche	
autrichien (où qu'il soit domicilié)	<i>jurid. autr.</i>	<i>jurid. autr.</i>	<i>jurid. autr.</i>	pas soumis à la <i>jurid. autr.</i>	
apatride ou de nationalité inconnue	<i>jurid. autr.</i>	pas soumis à la <i>jurid. autr.</i>	<i>jurid. autr.</i>	pas soumis à la <i>jurid. autr.</i>	
étranger domicilié ou établi en Autriche	<i>pas de récipr. -jurid. autr.</i>	réciprocité	pas soumis à la <i>jurid. autr.</i>	<i>jurid. autr.</i>	pas soumis à la <i>jurid. autr.</i>
étranger non domicilié ou établi en Autriche	procédure de remise à l'autorité nationale du défunt	pas soumis à la <i>jurid. autr.</i>	<i>jurid. autr.</i>	pas soumis à la <i>jurid. autr.</i>	

4 S'il y a juridiction autrichienne, la loi applicable sera en toute règle la loi autrichienne (sauf quelques rares cas réglés par des accords bilatéraux). La procédure de remise à l'autorité nationale du défunt consiste en ce que le tribunal, après avoir pris les mesures de protection en faveur des héritiers, légataires ou créanciers séjournant en Autriche que ceux-ci ont pu demander, remet les biens successoraux à l'autorité compétente de la patrie du défunt ou à la personne désignée par celle-ci.

Section I Détermination de la loi applicable à la succession – Loi successorale

§ 1 CARACTÈRES DU RATTACHEMENT: UNITÉ – SCISSION

A et B Il est communément dit dans la doctrine que le droit autrichien suit le principe de la scission (avec, le cas échéant, pluralité des lois applicables). Pour les détails, voir Remarques préliminaires, § § 3 et 4.

C *a* Sans objet.

b 1 La scission est définitive. En cas de vente d'objets faisant partie de la masse successorale, il y a subrogation réelle. Si un immeuble situé en A est acheté moyennant des fonds provenant de meubles successoraux soumis à la loi de B, la loi successorale régissant cet immeuble reste celle de B.

2 Les fruits et revenus d'une masse lui accroissent.

3 La scission en masses successorales ne concerne que l'actif. Il n'existe pas de règles analogues concernant le passif; les obligations successorales contractées du vivant du défunt restent soumises, pour ce qui est de leur existence, à la loi régissant cette obligation.

§ 2 CIRCONSTANCES DE RATTACHEMENT

A Sans objet.

B *a* 1 et 2 Pour les immeubles situés à l'étranger, c'est la loi du lieu de leur situation. Pour les immeubles

situés en Autriche, c'est la loi du for (= loi du lieu de leur situation).

b 1 à 4 Voir Remarques préliminaires, § § 3 et 4.

C *a* 1 Si l'une des deux nationalités est l'autrichienne, elle prévaut. En cas de plusieurs nationalités étrangères, la nationalité «effective» l'emportera.

2 Voir Remarques préliminaires, § § 3 et 4.

b Sans objet.

D *a* 1 à 3 Est à appliquer la loi régionale à laquelle le droit privé interlocal de l'Etat en question renvoie: à défaut de pareil renvoi, la loi de la collectivité territoriale à laquelle le défunt appartenait. Le domicile du défunt sert de facteur de rattachement subsidiaire.

b Sans objet.

c En cas d'un système territorialement plurilégislatif, on procède d'abord selon D *a*. Si le système ainsi trouvé est du type interpersonnel, on appliquera la loi déterminée selon ce système.

§ 3 CORRECTIFS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE APPORTÉS AU RATTACHEMENT

A *a* Lorsqu'il n'y a pas de procédure autrichienne de règlement de la succession (voir Remarques préliminaires § 3), le principe du renvoi est admis.

1 Oui.

2 Sans objet (l'immeuble situé en Autriche sera toujours soumis à la loi autrichienne).

3 Oui, mais pour le cas d'un immeuble en C, le cas ne pourra pratiquement pas se présenter du point de vue du droit successoral autrichien.

4 Incertain.

b Sans objet.

- c Le renvoi est admis.
 d Cette théorie est inconnue du droit autrichien.

B a Non.

b Non. Toutefois, si la succession d'un étranger ayant été domicilié en Autriche, du fait de la réciprocité, ne tombe pas sous la compétence des tribunaux autrichiens (voir Remarques préliminaires, §§ 3 et 4), les héritiers séjournant en Autriche (mais pas forcément de nationalité autrichienne!) peuvent néanmoins demander que le tribunal compétent *ratione loci* s'en saisisse. Dans le cas où les ayants droit étrangers se soumettent à la procédure autrichienne, ce tribunal procédera au règlement de la succession en appliquant la loi du for.

C a Non.

b Sans objet.

Section II – Etendue et limite du champ d'application de la loi successorale

§ 1 – RÉSERVE, QUOTITÉ DISPONIBLE, LIMITATIONS, LIBERTÉ DE TESTER

La notion de réserve en tant que partie de la succession devant revenir à certains héritiers (dits réservataires ou nécessaires) est inconnue du droit autrichien. Le système autrichien prévoit seulement le droit à une quote-part de la valeur de la succession variant selon le degré de parenté. Le *de cuius* peut donc à discrétion disposer de l'ensemble de son patrimoine.

A défaut d'une part suffisante qui leur est faite dans le testament (ou autrement, par exemple par donation), certaines personnes ont cependant le droit de demander certains montants en argent. Il s'agit d'un droit de créance, non pas d'un droit successoral.

A Oui. L'action en restitution d'un don pour lésion de la quote-part réservataire sera soumise à la loi successorale, alors que la donation entre vifs est réglée par le statut de donation.

B Sans objet.

C a La part «réservataire» (dans le sens évoqué ci-dessus) doit revenir à la personne titulaire exempte de toute charge; elle se calcule sans tenir compte de legs ou autres dispositions prises dans le testament et diminuant la masse successorale. L'héritier «réservataire» pourra, le cas échéant, demander un complément si la part que lui a destinée le *de cuius* reste en-dessous de sa «réserve».

b Certaines donations entre vifs peuvent être prises en considération pour le calcul de la «réserve», leur restitution peut être demandée dans certaines conditions.

D a Sans objet.

b 1 Non.

2 Selon le droit autrichien, la succession comprend l'ensemble de l'héritage ou une quote-part de celui-ci. Puisque Primus et Secundus ont chacun reçu un objet déterminé, ils seraient en principe considérés comme légataires; d'autre part, le défunt ayant disposé de l'ensemble de son patrimoine, ils seront néanmoins considérés en tant qu'héritiers ayant chacun reçu, de par disposition du défunt, certaines parties du patrimoine de celui-ci. La part «réservataire» peut aussi être assignée

sous forme de part successorale ou de legs. Puisque Primus et Secundus reçoivent la même valeur, leurs droits comme héritiers «réservataires» sont satisfaits. Le fait que Secundus est considéré, en B, comme héritier exclusif de l'immeuble situé en B n'y change rien.

3 Selon le système autrichien (pays A), on calcule la valeur de l'ensemble de la succession (située en A et B). De la valeur ainsi trouvée on déduira les dettes. Sur l'actif déterminé de cette façon sera calculée la part «réservataire» (ne constituant qu'un droit de créance!).

§ 2 – TRANSMISSION HÉRÉDITAIRE – ADMINISTRATION DE LA SUCCESSION

A a Oui, à condition que le règlement de la succession ne tombe pas sous la compétence d'un tribunal autrichien.

b Oui, s'il y a juridiction autrichienne pour le règlement de la succession; le tribunal autrichien appliquera la loi du for.

c Oui pour les immeubles situés à l'étranger.

d Non.

e Non.

B a Non.

b Toutes ces questions sont appréciées selon la loi successorale.

c Ces questions dépendent également de la loi successorale.

d Les règles relatives à l'indivision successorale dépendent de la loi successorale; quant au maintien de l'indivision, ceci ne vaut que pour ce qui est des conséquences du droit successoral et non pas, par exemple, d'une disposition prévue dans le cadre d'une réforme agraire.

C a 1 Lorsque la succession n'est pas réglée devant un tribunal autrichien, la procédure dite de remise à l'autorité nationale du défunt aura lieu (voir Remarques préliminaires §§ 3 et 4). Au cours de cette procédure, le tribunal pourra prendre des mesures de protection en faveur d'héritiers, légataires ou créanciers résidant en Autriche. Dans ce sens, il s'agira donc d'une masse séparée.

2 Non. Si la nécessité d'un acte d'administration se présente, le tribunal autrichien nommera un curateur.

3 Non *cf. supra* 2.

4 Non, *cf. supra* 2.

5 Les biens successoraux seront remis par le tribunal autrichien directement entre les mains de l'autorité étrangère compétente ou de la personne désignée par celle-ci.

b 1 et 2. S'il y a une procédure de règlement de la succession devant un tribunal autrichien et que le pays étranger où se trouvent des meubles successoraux soit prêt à les remettre à l'Autriche, la procédure autrichienne s'étendra aussi (y compris une administration éventuelle de la succession par les héritiers) à ces meubles situés à l'étranger.

D Sans objet, la loi du domicile n'étant pas, selon le système autrichien, la loi successorale.

Section III Compétence internationale en matière de succession

Il faut distinguer, en matière de compétence internationale successorale, entre

- la *procédure gracieuse de règlement de la succession*,
- la *procédure* (également gracieuse) *de remise à l'autorité nationale* et
- la *procédure contradictoire* concernant des affaires successorales *litigieuses*.

Pour les chefs de compétence des deux premières, voir Remarques préliminaires, §§ 3 et 4.

La *compétence en matière litigieuse* est étroitement liée aux deux premières:

I en cas de juridiction autrichienne pour la procédure de règlement de la succession:

- 1 actions pour faire valoir des droits successoraux, des droits de légataires ou autres droits fondés sur une disposition testamentaire;
- 2 actions des créanciers successoraux concernant des créances contre le *de cuius* ou envers les héritiers;
- 3 actions en partage successoral.

II en cas d'incompétence autrichienne pour régler la succession, lorsqu'une procédure de remise à l'autorité nationale a lieu:

- 1 actions en paiement de legs;
- 2 actions des créanciers successoraux contre la masse successorale;
- 3 actions en manifestation (contre celui que le droit civil oblige de déclarer la valeur d'un patrimoine ou le montant de dettes concernant ce patrimoine).

Dans les trois derniers cas, le chef de compétence est le for du patrimoine. Il n'y a, dans ces cas, pas de juridiction internationale autrichienne pour trancher des litiges concernant les droits successoraux!

Belgique

Section I Détermination de la loi applicable à la succession - Loi successorale

§ 1 CARACTÈRES DU RATTACHEMENT: UNITÉ - SCISSION

- A Non.
- B Oui.
- C a Sans objet.
- b Oui.
- 1 La composition d'une succession est fixée à la date du décès. Le bien subrogé fait partie de la masse à laquelle appartenait le bien aliéné.
 - 2 Oui, mais aucune jurisprudence.
 - 3 La contribution aux dettes relève de la loi successorale et se fait à l'intérieur de chaque masse. Dans la pratique, on fait une masse de tous les avoirs à partager dans un même pays et on en déduit le passif. L'actif net est ensuite partagé entre les ayants droit de la masse mobilière et ceux de la masse immobilière.

§ 2 CIRCONSTANCES DE RATTACHEMENT

A Sans objet.

B a 1 *Lex rei sitae*: celle de la situation des immeubles.

2 Non.

b 1 Non.

2 La loi du dernier domicile du défunt.

3 Non.

4 Non.

C a 1 Sans objet.

2 Sans objet.

b 1 *Premier cas*: le défunt possédait une seule résidence.

Le domicile constitue un lien de droit qui rattache un individu à un pays déterminé.

Dans la plupart des cas ce domicile est à l'endroit de la résidence habituelle qui est le centre de réunion du ménage lorsque celui-ci se compose de plusieurs personnes ou le lieu où vit isolée une personne constituant à elle seule un ménage. Il y a un élément de fait et un autre d'intention.

Deuxième cas: Le défunt possédait une résidence dans deux pays différents. La préférence est donnée au pays avec lequel ses liens personnels et économiques étaient les plus étroits, c'est-à-dire le pays où se trouvait le centre de ses intérêts vitaux.

Dans la plupart des cas le centre des intérêts vitaux se trouve au pays de la résidence habituelle.

Si le défunt séjournait d'une façon habituelle dans les deux pays, la préférence est donnée à la législation du pays dont le défunt avait la nationalité.

2 Non; si le domicile légal, devenu fictif, ne correspond pas à la résidence habituelle et au principal établissement, c'est à la loi du domicile de fait qu'il faut se référer pour la résolution mobilière de la succession.

D a Sans objet.

b La succession mobilière est soumise à la loi du dernier domicile et si cette loi est celle d'un Etat dont la législation n'est pas unifiée, où la loi successorale dépend du statut personnel, la loi applicable sera celle déterminée par les règles en vigueur dans cet Etat.

§ 3 CORRECTIFS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE APPORTÉS AU RATTACHEMENT

A Oui.

a La règle de conflit belge ne donne jamais de compétence à la loi nationale du défunt, mais se réfère toujours, soit à la loi du dernier domicile (pour les biens meubles), soit à la loi de la situation (pour les biens immeubles).

b La loi belge donne compétence à la loi du dernier domicile du défunt et quand celle-ci renvoie à la loi belge, le renvoi au droit interne belge est admis. La loi belge admet également le renvoi par la loi du domicile B à la législation d'un pays C. Si toutefois C décline sa compétence la loi de B restera d'application (tout au moins selon la doctrine).

c La loi belge donne compétence à la loi réelle pour un immeuble situé dans un pays B et si la législation

du pays B renvoie à la législation A ou à celle d'un pays C, ce renvoi est accepté. Si toutefois C décline sa compétence la loi de B restera d'application (tout au moins selon la doctrine).

d Non.

B a Oui, la législation belge prévoit un prélèvement sur la succession si, en vertu d'une loi étrangère, déclarée compétente par la législation belge, les cohéritiers belges obtiennent une part moindre que celle qui leur revient selon le droit belge (Loi 27 avril 1865).

b Non.

C a et b Le testateur ne peut soumettre sa succession par une déclaration de volonté à une loi autre que la loi successorale. Mais il peut cependant se référer au contenu matériel d'une loi étrangère, dans les limites permises par les règles impératives de la loi successorale.

Section II Etendue et limite du champ d'application de la loi successorale

§ 1 RÉSERVE, QUOTITÉ DISPONIBLE, LIMITATIONS, LIBERTÉ DE TESTER

A Oui, en Belgique c'est la loi successorale qui fixe l'étendue de la réserve en faveur de certains héritiers; c'est également la loi successorale belge qui détermine si une donation est réductible et dans quelle mesure.

B Sans objet.

C a La loi successorale peut restreindre l'exécution d'une disposition à cause de mort ou d'un pacte successoral dépassant la quotité disponible; si la loi successorale est une loi étrangère, son application peut être limitée ou contrariée par le droit de prélèvement (ci-dessus Section I - § 3 - B a) et par l'ordre public.

b Les donations entre vifs peuvent être réduites conformément à la loi successorale, mais le mode de réduction sera très souvent celui de la *lex rei sitae*. La loi successorale peut également restreindre l'effet d'une donation entre vifs antérieure dépassant la quotité disponible.

D a Sans objet.

b 1 Oui.

2 Sous réserve du droit de prélèvement, la réserve instituée par la loi successorale peut être intégralement exigée sur cette masse, sans tenir compte du sort des autres masses.

3 L'actif du défunt est le gage de ses créanciers qui poursuivront le recouvrement de leurs créances aussi bien sur les biens mobiliers qu'immobiliers. A l'intérieur d'un même pays, les dettes seront déduites des avoirs mobiliers et immobiliers. Si donc, dans l'exemple donné par le questionnaire, il n'y a en Belgique que des avoirs mobiliers et des dettes, celles-ci diminueront l'actif net et la réserve, alors que l'immeuble soumis à une loi étrangère ignorant la réserve ira intégralement au légataire universel, libéré de toutes dettes. Toutefois, il est certain que si le prix de vente de cet immeuble devait être versé entre les mains d'un notaire belge liquidant la succession du défunt domicilié en Belgique, tout le passif serait déduit de l'ensemble des deux masses.

§ 2 TRANSMISSION HÉRÉDITAIRE - ADMINISTRATION DE LA SUCCESSION

A a C'est en principe la loi successorale, qui pour les immeubles est également la loi réelle, mais pour les meubles certaines modalités de la transmission héréditaire et de l'administration successorale sont soumises à la loi réelle.

B a Oui, on reconnaît en Belgique la qualité et les pouvoirs des personnes, compétentes selon la loi étrangère, pour autant que leur qualité ait été suffisamment prouvée et pour autant que les dispositions de la loi réelle ne s'y opposent pas.

b Oui, elle dépend de la loi successorale mais les formalités sont fixées par la loi réelle.

c L'obligation aux dettes dépend de la *lex rei sitae*. Pour les rapports des cohéritiers entre eux, c'est l'aspect de la contribution aux dettes qui se pose; cette contribution relève en principe de la loi successorale sous réserve de ce qui a été dit Section I, § 1, c, b, 3 et Section II, § 1, D, b, 3.

d Ces règles dépendent de la loi réelle.

C

D

Section III Compétence internationale en matière de succession

a Oui.

b 1 Oui.

2 Non, sauf lorsqu'un Belge lésé veut faire valoir son droit de prélèvement sur des avoirs mobiliers dépendant d'une succession d'une personne domiciliée à l'étranger et qui ne possédait pas d'immeubles en Belgique; ou lorsque l'article 635 du Code judiciaire est d'application (voir F ci-dessous).

c La nationalité du défunt: non.

d Non - voir article 635 du Code judiciaire.

e et f Rôle des compétences dites spéciales et autres chefs de compétence:

1 et 2 nationalité du demandeur ou défendeur et domicile du demandeur

- nationalité: article 15 du Code civil: un Belge pourra être traduit en justice en Belgique pour des obligations contractées en pays étranger, même avec un étranger;

- domicile du demandeur: l'article 635 du Code judiciaire indique en quels cas les étrangers peuvent être assignés devant les tribunaux du Royaume, soit par un Belge, soit par un étranger.

La compétence des tribunaux belges est fondée notamment:

a sur la situation des biens, soit réelle (immeubles, navires), soit fictive (successions, faillites);

b sur le domicile ou la résidence de l'étranger, ou de l'un d'eux s'il y a plusieurs défendeurs;

c sur le lieu de naissance ou d'exécution de l'obligation;

d sur l'urgence et le caractère provisoire ou conservatoire des mesures demandées;

e sur le lieu procédural qui unit l'action à une autre action pendante devant un tribunal belge (connexité, intervention, demande reconventionnelle).

L'article 636 prévoit que l'étranger peut dans les cas non prévus à l'article 635 décliner la juridiction des tribunaux belges, si ce droit appartient au Belge dans le pays de cet étranger; mais à défaut de le faire dans les premières conclusions, le juge retient la cause et statue au fond. L'étranger défaillant est toutefois présumé décliner la juridiction des tribunaux belges.

Lorsque les différentes bases ainsi indiquées sont insuffisantes pour déterminer la compétence des tribunaux belges à l'égard des étrangers, le demandeur peut porter la cause devant le juge du lieu de son domicile ou de sa résidence (article 638 Code jud.).

3 *Forum arresti*: voir article 635, 5° du Code judiciaire.

4 Non.

Canada¹

PRELIMINARY NOTE — Replies were received from all the provinces except Saskatchewan and Nova Scotia. All the answers were made in response to questions addressed to countries whose legal system follows the scission principle where succession is concerned. This might seem odd in the case of Quebec, where Article 599 of the Civil Code clearly subscribes to the unity principle, but the Quebec respondent explains that for the purposes of this questionnaire they follow the scission principle: in any conflict of laws Article 6 of the Code would apply. The summary, therefore, starts at question 1, C b in Section I.

Section I Determination of the law applicable to the estate of a deceased person — Law of succession

§ 1 THE PARTICULAR NATURE OF THE CHOICE OF LAW CONNECTION: UNITY-SCISSION

C b 1 In New Brunswick, Prince Edward Island, and Newfoundland scission is final at the time of death and subsequent conversion has no effect; British Columbia 'would follow English Common Law' which presumably means the same thing.

Manitoba points out that while scission is final, the disposition of immovable assets will be governed by the *lex situs*; and whether or not beneficiaries are entitled to movables or immovables will be decided according to the terms of any existing testament.

Alberta says that scission is final and the doctrine of substitution would probably be applied. As to a conversion involving displacement of the property from one jurisdiction to another, a legal personal representative who made such a transfer without proper authority would be liable to any beneficiary who suffered from it. In Ontario, the domestic law distinguishes between real and personal property, but a leasehold interest in land, which is personal property in domestic law, would be classified as an interest in land (immovable) under their conflict rules. The doctrine of substitution is thus applied, and if immovable property is purchased in Ontario with movable assets governed by the law of the deceased's domicile, distribution would be according to that law.

¹ Summary of replies received from the Canadian provinces. These replies reflect the opinion of the Canadian Provinces and do not necessarily express the views of the Federal Government.

Quebec says that scission is final, and that the doctrine of substitution should probably be applied (certainly, where devolution is to a minor, Article 382 of the Civil Code would apply).

2 Most provinces seem to have assumed that a 'parcel of property' must be immovable and, therefore, answered 'Yes' or '*Lex situs* applies' (Newfoundland, Manitoba); British Columbia, 'would follow English Common Law'; Alberta is non-committal, but cannot find support for the view that benefits derived from land would be regarded as immovable; in New Brunswick the income would probably be defined as movable for the purposes of succession but could be ordered to apply to the discharge of any debts on that property; in Prince Edward Island income would be considered to be part of the movable estate; in Quebec there probably is attachment to the property whether movable or immovable. In Ontario, as far as intestate succession is concerned, the nature of the assets and their distribution is determined at the time of death; therefore, if distribution is postponed for any reason any increment in value follows the asset.

3 Generally, there appears to be no scission in relation to liabilities (Newfoundland, Quebec, Ontario); British Columbia 'would apply English Common Law' (i.e., presumably, no scission) and Prince Edward Island has no precedents.

In New Brunswick there would be no scission of liabilities unless certain assets were specifically charged with certain debts; a foreign creditor entitled under New Brunswick law would be on a par with local creditors unless foreign assets were distributed in such a way as to give the foreign creditor priority, in which case New Brunswick courts would adjust their priorities so as to give New Brunswick creditors a fair share of the assets in New Brunswick.

Manitoba and Alberta say that scission would apply to liabilities: in Manitoba the distribution of both assets and liabilities would be according to the *lex situs*; in Alberta an asset is considered together with its charges.

§ 2 THE CONNECTING FACTOR

B a In all cases the *lex situs* is applicable to immovables; in New Brunswick the applicability of that law extends to the characterisation of the property and in Alberta it extends to the construction of documents.

b The *lex domicilii* of the deceased is applicable to movables in all the provinces, but with reservations in two cases: New Brunswick applies the *lex domicilii* only in matters of succession, leaving matters of administration to be governed by the *lex situs*; and Alberta will construe documents according to the law intended by the deceased at the time when they were made; furthermore, if the deceased's domicile is unascertainable, the *lex fori* will apply and if there are no ascertainable beneficiaries, the *lex situs* will apply and all assets will pass to the Crown.

C b All the provinces determine domicile according to both factual and fictitious criteria (in Ontario, *animus et factus*), the latter being in all cases the notion of domicile by dependency (wives and minor children); in addition, in most provinces, domicile of origin will be recognized in all cases where actual domicile is not ascertainable. In Quebec, furthermore, lunatics have the domicile of their curator and living-in servants have the domicile of their master. However, the Quebec draft

Code on Private International Law favours the practice of equating domicile with the place of normal residence, without looking into the question of intention.

D *b* Neither New Brunswick nor Prince Edward Island replied, although it appears that Prince Edward Island agrees with Cheshire's arguments against the application of the foreign court doctrine as exemplified in *Re O'Keefe* (1940, Ch. 124). Manitoba, Ontario and Newfoundland would refer to a personal legal system in the country of domicile; Alberta would use the same rules to establish domicile as previously set out; British Columbia suggests that the ultimate solution in Common Law will be to apply the internal law of the domicile; Quebec has no precedents but suggests that religious law might be applied where the domiciliary law prescribes it, on the analogy of *Goldenberg v. Trifon* (1955, C.S. 341).

c Only Newfoundland responded, saying that renvoi would be to the jurisdiction in Canada where the deceased was domiciled.

§ 3 CORRECTIVES CAPABLE OF MODIFYING THE CONNECTING FACTOR

A The doctrine of renvoi is applied in Manitoba, Alberta, Newfoundland and, reluctantly, in British Columbia. It is applied in New Brunswick when it is not inconvenient to do so, but the courts prefer to apply the municipal law of the domicile or situs in accordance with the English judgment in *Re Annesley*.

Quebec and Prince Edward Island refer to three Canadian cases by which they would probably be guided, and state that the doctrine of renvoi would probably not be applied by their courts except, in the case of Prince Edward Island, where it would be expedient to do so, and in the case of Quebec, where Quebec private international law prescribes the law of domicile and both the law of domicile and the law of the country of origin would apply the national law. Prince Edward Island has preferred not to give any further answers under A.

The three Canadian cases referred to are: *Ross v. Ross* (1894, 25 S.C.R. 307) where the doctrine of renvoi was applied by the Supreme Court of Canada in deciding the validity of a will;

Le Roi v. National Trust Co. Ltd. (1933, S.C.R. 670) where, for reasons involving the competence of a provincial legislature, renvoi was not considered appropriate in deciding the situs of assets for the purpose of assessing succession duties, and *Rosencrantz v. Union Contractors Ltd. and Thornton* (1960, 23 D.L.R. (2nd) 473), where the British Columbia Supreme Court held that the proper law of a contract means the internal law only of the place where it was made.

Ontario also refers to *Ross v. Ross* (*supra*) and says that they would probably follow the English cases in applying the 'foreign court' theory.

In summary, it would appear that the doctrine of renvoi has been and would be applied in most provinces as far as succession is concerned, but that it does not find favour in many of them.

A *a* No answers were given by Manitoba, British Columbia, Prince Edward Island, Ontario or Quebec. New Brunswick's reply, although the question is hypothetical since they do not apply the national law, is that it would obviously be applicable in all four cases if it were also the law of domicile (in the case of movables) or the *lex situs* (in the case of immovables). Newfoundland answers 'Yes' in all four cases. Alberta

answers as follows: (1) Yes; (2) Whether or not the property can be characterized as immovable would probably be decided by A and thereafter renvoi would be accepted; (3) the reference would be directly to the *lex situs* once the property was characterized as immovable by A; (4) no precedents.

b No answers were given by Prince Edward Island or British Columbia; New Brunswick, Newfoundland and Manitoba say 'Yes' in all four cases; Ontario says probably 'Yes' (*cf.* their answer to the preliminary question under this heading). In Alberta the laws of A or C would probably be applied. Quebec replied as follows: (1) If Quebec refers to B's law of domicile and B refers to national law, the renvoi to Quebec would probably be acceptable; (2) this situation would not arise, since Quebec law applies to all immovables situated there; (3) if the deceased's domiciliary law applied to national law and the renvoi were to Ontario, the Quebec courts would not accept jurisdiction; (4) since any Quebec renvoi would be to the internal law, the Quebec courts would probably not take into account a third country's refusal to recognize its competence.

A *c* This question is not clear and the answers are correspondingly cloudy.

d Quebec does not; Newfoundland and Ontario do; New Brunswick has done so but would prefer to apply the foreign municipal law in the first place; the other provinces did not reply.

B *a* and *b* The nationality or domicile of the heirs would have no influence in any of the provinces. However, Alberta points out that if there were no heirs, the *lex fori* would not apply an otherwise applicable foreign law and assets would escheat to the Crown; also, a locally domiciled heir would have priority over foreign heirs in any contested application for a local grant of personal representation.

C *a* and *b* The intention of the deceased would not be taken into account in Prince Edward Island, Manitoba, Ontario, British Columbia or New Brunswick. In Newfoundland the deceased's wishes are compiled with as far as possible and he has complete freedom of choice. In Quebec and Alberta the same situation occurs, the only restrictions being in respect of immovable property (the *lex situs* must apply) and where the choice of law is repugnant to public policy.

Section II Extent and limits of the application of the law of succession

§ 1 THE 'RÉSERVE', THE PORTION OF THE INHERITANCE AVAILABLE FOR DISPOSITION, AND THE RESTRICTIONS ON THE FREEDOM OF THE TESTATOR TO DISPOSE OF HIS PROPERTY BY WILL.

A and B All the provinces (except British Columbia, which made no reply) place some restriction on the testator's freedom, but this varies widely from province to province.

In New Brunswick the Testator's Family Maintenance Act empowers the court to make provision for the surviving spouse or children, the Devolution of Estate Act establishes a 'widow's preferential share' where there are no surviving issue, and the laws of dower protect a wife's interest in her husband's estates of inheritance and restrict his right to dispose of them *inter vivos*, as well as by will; these laws are applicable wherever the administration and distribution of the

estate are within the jurisdiction of the New Brunswick courts.

In Prince Edward Island the only restriction on the testator is that if he has been seized at any time during his marriage with a legal estate in real property, his widow will be entitled to a one-third interest for life in the value of such property.

In Quebec the testator has complete freedom, but the law of succession will determine whether or not his wishes will be granted. In Manitoba the Devolution of Estates Act and The Dower Act provide that a minimum amount must be left to a surviving wife and that an intestate's estate must be divided between his widow and his children.

In Alberta a dependant may apply to the courts to alter the provisions of a will and any agreement for valuable consideration to benefit a person by will, will be enforced; the law of succession may also give rise to some alteration of a testamentary document.

In Newfoundland the Family Reserve Act provides that a surviving spouse or children may apply to the courts to vary the terms of an inheritance whether will- ed or arising under the Intestate Succession Act.

In Ontario if a testator was domiciled in the province at the time of his death, the Dependents' Relief Act provides for adequate maintenance and support of his dependants. This legislation is, however, under official review with the object of:

a widening the definition of 'dependant' to include, e.g. illegitimate children; *b* extending the legislation to include intestate succession; and *c* taking into consideration the effect of dispositions *inter vivos*. Meanwhile, the provisions of the Act do not apply to testators domiciled outside Ontario even where immovables in Ontario are involved; the degree of the testator's freedom will be determined by the *lex successionis*. In addition, Ontario recognizes the dower interest of a widow which cannot be affected by will or by dispositions *inter vivos*; whether or not such an interest in land exists is determined by the *lex situs*.

C *a* and *b* The answers given by New Brunswick, Quebec, Ontario, British Columbia and Newfoundland above under II-1, A and B cover this question. In Prince Edward Island the widow is entitled to her dower whatever her husband's testamentary dispositions may be, and she can choose to take it in the form of land or other assets if such are available. In Manitoba gifts *inter vivos* are not affected; otherwise the party concerned can take action under the Testator's Family Maintenance Act. In Alberta the court has complete discretion and although there can be no satisfaction by way of gifts *inter vivos*, these will be taken into account in determining an applicant's degree of dependency.

D *b* 1, 2, 3 Prince Edward Island, British Columbia, Ontario and Newfoundland were not in a position to reply and New Brunswick refers back to its answer to C *a* and *b*. In Quebec the answer would be 'Yes' in all three cases; in (3) because the 'réserve' might be diminished by the settlement of liabilities. Manitoba answers as follows: (1) The 'réserve' and the portion available for distribution would be calculated separately in these circumstances; (2) Yes to the first question; in the second instance, Secundus could oppose execution of a will entirely in favour of Primus; (3) Yes. In Alberta, (1) The court of the *lex fori* has absolute discretion in considering a dependent's application; (2) A dependent may apply in relation to all assets governed by the *lex fori*; (3) A dependent's application is limited to the net estate available for disposition; all creditors would probably have equal rights.

§ 2 DIRECT TRANSMISSION TO THE HEIRS; ADMINISTRATION OF THE ESTATE

A *a, b, c, d* and *e* In Prince Edward Island, Newfoundland and Ontario administration is governed by the *lex fori* (which is usually the *lex situs*), although the provisions of Section 2 of The Ontario Devolution of Estates Act are not entirely clear in this respect when conflicts of law are involved.

In Alberta the *lex fori* also applies in so far as it is the *lex situs*, and although succession to movables may be governed by another law, no administrator has authority in the province until his letters of administration have been resealed, although an executor has immediate authority, even before probate. In New Brunswick administration is governed by the *lex situs*. In Quebec, Manitoba and British Columbia it is the *lex successionis*, except that in British Columbia if there is any dispute, then the *lex situs* will apply.

B *a, b, c,* and *d* In British Columbia the answer to *a* is 'Yes' and the answer to *b, c* and *d* are *lex successionis* in each case. In Manitoba the answers are as follows: *a* Yes; *b* *lex successionis*; *c* *lex situs* of movables and immovables; *d* *lex successionis*, i.e., *lex situs* for immovables, and for movables as well as in cases of intestacy. Quebec replies as follows: *a* The administrator or executor appointed under a foreign law has all the powers granted by the foreign court, even if the administrator is a corporation (which is not allowed under Quebec law); *b* *Lex successionis*; *c* *Lex successionis*; *d* *Lex successionis* except where public policy would regard indivision as unjustifiable or where it is in perpetuity according to the terms of Article 689 of the Civil Code.

C *a* 1, 2, 3, 4, 5 and *b* 1, 2 Newfoundland - *a* (1) Yes; (2) No; (3) Yes: they may take out letters; (4) Yes; (5) The remainder will be made over to the heirs under court order if there is no foreign principal. No answers were given under *b*.

Prince Edward Island - *a* (1) Yes: grant of probate or letters of administration is with respect to assets within the jurisdiction; (2) No: a grant is only valid where it is made; (3) Yes: but a foreign executor must obtain local authorization; (4) Yes; (5) The court has discretion.

b (1) Yes; (2) A grant of administration does not purport to have extraterritorial effect, but the personal representatives will be expected to take possession of foreign assets if possible, especially where the debts in Prince Edward Island exceed the assets there.

Alberta - *a* (1) Yes: administration is independent of estates in other jurisdictions; (2) No: grants of administration must be resealed, but executors have immediate authority subject to certain restrictions relating to administration; (3) Yes: but the court may refuse to reseat letters of administration where the capacity to act is only with reference to a foreign jurisdiction (e.g. a Public Trustee) or if there is local opposition by someone with an equal or better right to apply for a grant locally; (4) Yes; (5) The ancillary administrator transfers the remaining estate to the principal administrator, although the courts may require the principal to post a bond as a guarantee that creditors will be paid, but if there are *bona vacantia* in Alberta they will not be transferred.

b (1) Yes; (2) No precedents.

Ontario - *a* (1) Yes; (2) No: the court in Ontario is free to appoint someone else; letters of administration will not be granted to a person resident out-

side Ontario (although resealing is usually permitted where Commonwealth countries are concerned) and letters probate will usually be granted to a person not resident in Ontario or elsewhere in the British Commonwealth only if security is given; (3) Yes; (4) Yes; (5) The courts may order the local personal representative to transfer the remainder to the foreign representative or to distribute it directly to the beneficiaries. *N.B.* There have been two departures from these general principles in Ontario, which are probably anomalous: *Re Green and Flatt* (1913, 13 D. L. R. 547) where executors who had been granted probate in Scotland and had merely registered the will in Ontario were held capable of executing a valid discharge in Ontario, and *National Trust Co. v. Mendelson* (1942, 1 D.L.R. 438) where in a similar situation a foreign executor was held capable of conveying real property in Ontario.

b (1) Yes; (2) No.

Section III International jurisdiction

a, b, c, d, e and *f* In New Brunswick only two bases are recognized: *a* for movables, even when there are none within the jurisdiction, and *b* for both movables and immovables. Newfoundland recognizes *a* for movables, *b, c* and *e* (4). British Columbia recognizes *a, b* for immovables only, *d* if some assets are within that jurisdiction and *e* (3) – the forum in which the assets are present only.

Ontario recognizes: *a* as a basis for competent but not exclusive jurisdiction in matters of succession to movables, but not immovables; *b* as a basis for exclusive jurisdiction over immovables and competent but not exclusive jurisdiction over movables; and *d* in that an administration opened in Ontario is regarded as a basis for jurisdiction in any matter of succession arising out of that administration, to immovables in Ontario and to movables wherever situated.

In Manitoba and Alberta, *b* is generally the basis of recognition. However, in Manitoba *a* is recognized in relation to movables disposed of by will and where there are movables both in Manitoba and in the country of domicile, Manitoba will not recognize liabilities owing in that country if payment of them would be contrary to Manitoba law. And in Alberta, application for local representation may be made in the judicial district in which the deceased was resident or in which the assets are situate, and the local courts may reseal grants of probate or letters of administration or any similar documents (*e.g.*, not Quebec notarial wills or extraprovincial Orders to Administer) issued in any other province or in the United Kingdom and its dependencies.

Prince Edward Island recognizes: *a* for movables but not for immovables situated elsewhere; *b* (1) and *b* (2) for the purposes of granting representation and determining matters of substance relating to the succession; *d* in that once representation has been granted the courts have jurisdiction over the devolution of movables – jurisdiction over succession is coterminous with jurisdiction over administration; and *e* (1), (2), (3) the forum in which the assets are situated, and (4). Quebec has responded on the assumption that the questions refer both to Quebec courts dealing with a foreign element and to foreign courts whose judgments might be recognized. The answers are: *a* Yes in both cases except where an immovable outside Quebec is involved or a foreign judgment relates to immovables in Quebec; *b* (1) Yes in both cases, (2) Yes for Quebec courts and probably also in relation to foreign judgments; *e* (3) the forum where the assets are

situated; and under *f*, the domicile of the defendant in both cases and where personal actions are involved, wherever the defendant has submitted to the jurisdiction.

Danemark

Section I Determination of the law applicable to the estate of a deceased person – Law of succession

§ 1 THE PARTICULAR NATURE OF THE CHOICE OF LAW CONNECTION: UNITY – SCISSION

A Yes. There exists no Danish legislation on this question; in theory as well as in practice, however, it is assumed that Denmark follows the principle of unity. In case law and in administrative practice alike there are found both cases where assets situate abroad are included in the administration of a deceased person's estate in Denmark and cases where it has been accepted that assets situate in Denmark are included in the administration of an estate abroad.

There is supposed to be an exception, as regards an immovable property or a particular body of assets which are subject to special rules of succession differing from those applying to the property of a deceased person in general, such as entailed property, trusts and successor funds.

This rule of exception is embodied in the Nordic Convention on Succession.

Furthermore, exceptions are found in some earlier Conventions, which however are supposed to have lost their importance.

B No.

C *a* There exists no decision of principle on the subject. In theory it is assumed that such a right exists. A case that was dealt with by the Probate Division of the Copenhagen City Court was not submitted for judgment because a compromise was reached. The Probate Division of the Copenhagen City Court holds that no such right to set aside assets exists.

b Not relevant.

§ 2 THE CONNECTING FACTOR

A *a* No.

b Yes. In Denmark, the law is applied to the last domicile of the deceased.

c In principle, the law is applied to the last domicile of the deceased, as regards his entire property, whether situate in Denmark or abroad. This rule, however, is subject to an exception in the case of property that is governed by special rules of succession (see above).

B Not relevant.

C *a* Not relevant.

b 1 Yes. Under Danish law domicile means habitual residence.

2 No.

D *a* Not relevant.

b There exists no generally followed rule, the question being of very rare occurrence, more particularly because the Danish rules of jurisdiction are based on the

principle of domicile. Where, however, an ancillary administration of an estate is carried out in Denmark, one will be inclined to follow the same rules as are followed in the principal administration of the estate. Where the principal administration of the estate of a Danish national is carried out in Denmark because no administration is organised in the country of domicile, the possibility that Danish law would be considered applicable to such a case as being the national law as well as the *lex fori* cannot be precluded.

§ 3 CORRECTIVES CAPABLE OF MODIFYING THE CONNECTING FACTOR

A a Not relevant.

b In theory as well as in practice, there is a pronounced reluctance to apply the principle of renvoi; the decisions, however, are not clear enough for the application of the principle of renvoi to be characterised as being entirely precluded. The particular questions may accordingly be answered as follows:

1 Here, renvoi will not be accepted, subject possibly to the very special exception stated above under D b.

2 Here, renvoi would not be accepted. There exists a decision on the subject from 1939 relating to a US national domiciled in Iowa, who left a share in an immovable property in Denmark.

3 This case is likely to arise only in connection with an ancillary administration of an estate and, in that case, one will, I think, be apt to apply the same rules as in the principal administration of the estate.

4 Renvoi will normally not be accepted; it is possible, however, that renvoi will be accepted in connection with an ancillary administration of an estate if the country in which the principal administration takes place does.

c

d The 'foreign court theory' is virtually unknown in Denmark.

B Both questions must be answered in the negative. There was a case in 1940 where a British national domiciled in Gambia left a child born out of wedlock in Denmark, who under Danish provisions would be an heir. An ancillary administration of the estate was carried out in Denmark; in that administration, however, one applied the law of the country of domicile, under which the child was not entitled to inherit.

C In principle, the questions must be answered in the negative. It cannot be precluded, however, that the view of the deceased himself may have a certain evidential relevance, in case there may be any doubt as to where he is domiciled.

Section II Extent and limits of the application of the law of succession

§ 1 THE 'RÉSERVE', THE PORTION OF THE INHERITANCE AVAILABLE FOR DISPOSITION, AND THE RESTRICTIONS ON THE FREEDOM OF THE TESTATOR TO DISPOSE OF HIS PROPERTY BY WILL

A This question must be answered in the affirmative. There exists an administrative decision as early as in 1829.

B Not relevant.

C a It is difficult to make any clear reply to the question. During the very administration of the estate any transgression of the right of testation under the law of succession will result in limiting the dispositions of the testator so that the person who is in possession of the 'réserve' will get it. Where a foreign law which does not know of the concept of 'réserve' is applied in the administration of an estate in Denmark, no limitation will be made in the dispositions of the testator only because Danish law knows of that concept.

b Gifts *inter vivos* cannot be disregarded on account of the provisions on 'réserve'. The question of disregarding a gift will not be determined by the law of succession.

D a 1 Yes. If the disposition is one of *mortis causa*, immovable property or other property situate abroad will be included in the calculation. Where a gift *inter vivos* is concerned, it will not be included, unless the gift is invalidated.

a 2 That question, too, cannot be answered quite definitely. Where the immovable property is included in the administration of the estate in Denmark, it is irrelevant whether the law governing the territory in which the property is situate does not recognize a 'réserve'. If the property is not included in the administration of the estate because distribution has been made in the country where the property is situate, the question is more doubtful. In theory, the question is likely to be answered in the affirmative. There exists no clear practice. Assets are likely to be set aside if this solely results in limiting the inheritance devolving on the person who has got the immovable property. If it results in limiting the bequest to other persons, it is more doubtful and will depend on the construction of the will.

§ 2 DIRECT TRANSMISSION TO THE HEIRS - ADMINISTRATION OF THE ESTATE

A a The question must be answered in the affirmative.

B The Danish rules governing the administration of estates are correctly reproduced on page 27 of the Comments¹, whereas their placing may give rise to misunderstanding. The rule last referred to is but a rule on the international competence of Danish law which is applicable only where property belonging to a Danish national is not covered by the administration of an estate abroad. This would probably have been more clear if the rule had been recounted under Section III.

a Yes.

b The question should be determined by the law of succession.

c As a general rule, the question is determined by the law of succession, subject however to the exception that a Danish probate court may decide that a creditor's claim shall be satisfied before any assets situate in this country are handed over for administration abroad. This presupposes, on the other hand, that the assets have

¹ See *supra* p. 56.

been paid into the probate court with a view to transmission to the foreign country, and that the creditor has given notice of his claim to the probate court.

d In Denmark, the devolution of immovable property is as a rule governed by the law of the domicile of the deceased. However, this rule is modified occasionally to regulate the method of distribution of farmland situate in Denmark.

There is another exception, as concerns the right of the surviving spouse to keep all of the assets undivided for life. In theory, it is debatable whether the right to retain undivided possession of the estate shall be determined by the law of succession or by the law governing marital community of property. In practice, the surviving spouse who is domiciled in Denmark may expect to obtain permission for retaining undivided possession of the estate if there was community of property during the marriage, even where such community was based on a foreign law which does not provide for any right to retain undivided possession of an estate.

C Not relevant.

D Not relevant.

Section III International jurisdiction in matters of succession

As a general rule, Danish courts will have jurisdiction if the last domicile of the deceased was in Denmark. That rule is slightly extended, Danish courts also being considered competent to administer a joint estate of a married couple if the surviving spouse is domiciled in Denmark at the time a petition for the administration of the estate is filed, provided no administration has been opened abroad before that time.

Furthermore, provision has been made for the Ministry of Justice to refer the administration of the estate of a Danish national domiciled abroad to a Danish court. That rule is applied where the administration of the estate is not carried out by the country in which the deceased was domiciled. The rule is also applied where an estate is administered abroad but the assets of the deceased in this country are not included in that administration. In the latter case, the administration of the estate extends only to those assets of the deceased which are situate in this country.

Etats-Unis

Choice of law doctrines and theories are in a state of flux in the United States. In this report, the doubts and questions raised by modern conflict of laws theorists are not discussed or considered; nor are the variations introduced by statutes in the various States detailed. Eight of the 50 States of the United States of America have some form of community property systems. The variations introduced by these systems will not be considered in this report.

In dealing with a decedent's estate, the primary administration is by the courts of the decedent's domicile at death. Administrations ancillary to that at the domicile at death occur in each State in which property – real or personal – is located. Each of the 50 States has an independent substantive law of succession and independent choice of law rules subject only to the federal Government's treaty and foreign relations powers and the limitation of the United States Constitution. Historically, however, the treaty-making power has not been used extensively.

Section I Determination of the law applicable to the estate of a deceased person – Law of succession

§ 1 THE PARTICULAR NATURE OF THE CHOICE OF LAW CONNECTION: UNITY – SCISSION

A No.

B Yes. The movable-immovable classification tends to control the choice of applicable law, the choice being made by the court in the jurisdiction where the property is located, e.g., *Toledo Society for Crippled Children v. Hickok*, 152 Tex. 578, 261 S.W. 2d 692 (1963).

C a Not applicable.

b 1 The physical facts at the time of death control the classification of property into movables and immovables. The court in the State where the property is physically located decides whether to classify the property as movable or immovable. E.g., *Toledo Society for Crippled Children v. Hickok*, supra. See, *Frick v. Pennsylvania*, 268 U.S. 473 (1925); *Clarke v. Clarke*, 178 U.S. 186 (1900).

For internal – non-conflict of laws – purposes, most States recognize the doctrine of equitable conversion. Thus, if prior to his death, the decedent had contracted to sell an immovable, most courts, for internal purposes, would treat the property as being movable for purposes of succession. E.g., *Shay v. Penrose*, 25 Ill. 2d 447, 185 N.E. 2d 761 (1962).

For choice of law purposes, however, the courts are split on whether to recognize the conversion as affecting the determination of applicable law. For illustrations of the split, see, e.g., *Toledo Society for Crippled Children v. Hickok*, 152 Tex. 578, 261 S.W. 2d 692 (1963) (Contract of sale entered into prior to death held not to affect the choice of law or the designation of the property as immovable), and contra, *McGuire v. Andre*, 259 Ala. 109, 65 So. 2d 185 (1953); *In re McDougal's Will*, 49 N.J. Super. 485, 140 A. 2d 249 (1958), *aff'd per curiam* 55 N.J. Super. 36 149 A. 2d 801 (1959), *aff'd per curiam* 29 N.J. 586, 151 A. 2d 540 (1959) (Direction by will that land be sold held not to change the choice of law or the classification of the land as immovable) and contra, *Duckwall v. Lease*, 106 Ind. App. 664, 20 N.E. 2d 204 (1939). There is some authority recognizing the conversion of movables to immovables. *Ford v. Ford*, 70 Wis. 19, 33 N.W. 188 (1887).

2 As a norm, the classification of the property at death controls the treatment of after-death income from such property. Thus, income from property classified as immovable at the time of death is treated as if it were immovable. E.g., *Pfau v. Moseley*, 9 Ohio St. 2d 13, 222 N.E. 2d 639 (1966); *Mullins v. Evans*, 43 Tenn. App. 330, 308 S.W. 2d 494 (1958).

3 As a general practice, the order of access is determined by the internal law of the place of administration. Except as otherwise directed by will, e.g., *Dickerson v. Dickerson*, 4 N.J. Super. 237, 66A. 2d 740 (1949) or changed by statute, e.g., *Cal. Prob. Code Ann.* § 750 (Deering 1959); *Ga. Code Ann.* § 113-1509 (1959), the traditional rule calls for the prior use of movables to pay the debts of the estate, including security interests on immovables. E.g., *Jaeger v. Stein*, 15 I 11. App. 2d 11, 145 N.E. 2d 258 (1957). The modern trend, however, is to reject the distinction between movables and immovables and to abate by class of bequest and devise. See 6 *Page, Wills* 212 (Bowe-Parker Rev. 1962); *Uniform Probate Code* § 3-902 (Official Text with Comments, 1969).

A Not applicable.

B a The court at the situs of the immovable applies its own law. *E.g.*, *In re Patmore's Estate*, 141 Cal. App. 2d 416, 296 P. 2d 863 (1956); *In re Ray's Estate*, 74 Wyo. 317, 287 P. 2d 629 (1955); *Clarke v. Clarke*, 178 U.S. 186 (1900). See *Restatement (Second) of Conflict of Laws* § 236 (Proposed Official Draft, Part III, 1969). A court dealing with a question relating to an immovable located elsewhere will apply the law of the situs. *E.g.*, *Mellon v. Entidad Provincia Religiosa De Padres Mercedarios De Castilla*, 189 F. 2d 163, (1st Cir. 1951). See *Restatement, supra* at § 223.

B As a general rule, the law applicable to movables in an estate is the law of the place of the decedent's domicile at death. *E.g.* *In re Bulova's Will* 14 A.D. 2d 249, 220 N.Y.S. 2d 541 (1961). See *Restatement supra* at § 260.

C a Not applicable.

b 1 In articulating a definition of domicile for purposes of succession, it is usual to speak of physical presence coupled with an intention to remain for an indefinite time or the lack of intention to leave. See *Restatement (Second) of Conflict of Laws* §§ 16, 18 (Proposed Official Draft, Part I, 1967). One can have but one domicile for any one purpose. See *e.g.*, *Gladwin v. Power*, 21 A.D. 2d 665, 249 N.Y.S. 2d 980 (1964). See *Restatement (Second) of Conflict of Laws* § 11(2) (Proposed Official Draft, Part I, 1967). But *cf.*, *In re Dorrance's Estate*, 309 Pa. 151, 163 Atl. 303 (1932), *cert. denied*, 288 U.S. 617 (1932) and *In re Estate of Dorrance*, 115 N.J. Esq. 268, 170 Atl. 601 (1934), *aff'd* 13 N.J. Misc. 168, 176 Atl. 902 (1935), *aff'd*, 116 N.J.L. 362, 184 Atl. 743 (1935), *cert. denied sub nom. Dorrance v. Martin*, 298 U.S. 678 (1936). Intention at times is determined by looking at such things as size of residence compared with residences elsewhere, *e.g.*, *In re Dorrance's Estate*, 309 Pa. 151, 163 Atl. 303 (1932), *cert. denied*, 288 U.S. 617 (1932) see *Restatement (Second) of Conflict of Laws* § 12, comment *d* (Proposed Official Draft, Part I, 1967), amount of time spent in the jurisdiction as compared with time spent elsewhere, see *Id.* at § 12, comment *e* and the decedent's feeling about the situs of his domicile. *Id.* at § 12, comment *h*.

2 While as a general rule domicile of origin is not recognized, *e.g.*, *In re Estate of Jones*, 192 Iowa 78, 182 N.W. 227 (1921); but see *Hyder v. Hyder*, 16 Tenn. App. 64, 66 S.W. 2d 235 (1932), legal fictions often are involved in determining domicile at death. Thus, it is held that one does not lose his former domicile until a new one is established, *e.g.*, *Alvord & Alvord v. Patenotre*, 196 Misc. 524, 92 N.Y.S. 2d 514 (1949), minors are held to acquire the domicile of their fathers, *e.g.*, *A v. M*, 74 N.J. Super. 104, 180 A. 2d 541 (1962), see *Restatement (Second) of Conflict of Laws* § 22(1) (Proposed Official Draft, Part I, 1967), or some other person with legal custody, *e.g.*, *In re Hall's Guardianship*, 235 N.C. 697, 71 S.E. 2d 140 (1952), see *Restatement (Second) of Conflict of Laws* § 22(2), comments *g* and *h* (Proposed Official Draft, Part I, 1967), and the domicile of persons serving in the armed forces often is determined without much regard to physical presence or intension to remain. See, *Id.* at § 17, comment *d*. The domicile of registration is nonexistent in this country.

D a Not applicable.

b As far as can be determined, there are no decided cases in this country dealing with the situation posed. See; *Ehrenzweig, Private International Law* 134 (1967). It is likely, however, that most courts in this country would refer to one of the personal legal systems existing in the country of domicile. See I Rabel, *The Conflict of Laws: A Comparative Study* 135 (2d ed. 1958).

D c Not applicable.

§ 3 CORRECTIVES CAPABLE OF MODIFYING THE CONNECTING FACTOR

A Yes. See (c) below.

a Not applicable.

b In the case posed – a domiciliary of Country B dies owning movable property in this country – it is doubtful that a court here would do anything but apply the internal law of Country B. *E.g.*, *In re Tallmadge*, 109 Misc. 696, 181 N.Y.S. 336 (1919).

c In the case posed – a court in this country is hearing a case involving land located in country B – it is likely that courts in this country would accept either the reference back (remission) or the reference to the law of country C (transmission). *E.g.*, *Taormina v. Taormina*, 109 A. 2d 400 (Del. Ch. 1954); *In re Schneider's Estate*, 198 Misc. 1017, 96 N.Y.S. 2d 652 (1950). See *Restatement (Second) of Conflict of Laws* § 8 (Proposed Official Draft, Part I, 1967) and §§ 236, 239 (Proposed Official Draft, Part III, 1969). But *cf.*, *Ehrenzweig, Private International Law*, 150–151; *Ehrenzweig, Conflict of Laws* 334–340 (1962); Yian-nopolous, 'Wills of Movables in American International Law: A Critique of the Domiciliary Rule', 46 *Calif. L. Rev.* 185, 236–7 (1958).

d There is some authority to the effect that when dealing with legal problems involving land located in another country, the forum will act as the court in the situs country would act, *i.e.*, the forum will put itself in the place of the foreign court and reach the result the foreign court would reach. *E.g.*, *Taormina v. Taormina, supra*; *In re Schneider's Estate, supra*. See *Restatement (Second) of Conflict of Laws* §§ 236, 239 (Proposed Official Draft, Part III, 1969).

B a No. See, *e.g.*, *In re Bulova's Will*, 14 A.D. 2d 249, 220 N.Y.S.2d 541 (1961). The more difficult problem is presented when the person taking is an alien. See Fallwell, 'State Probate Laws and Alien Heirs – The Zschernig Legacy', 21 *Baylor L. Rev.* 450 (1969); Boyd, 'The Administration in the United States of Alien Connected Decedents' Estates', 2 *Int. Lawyer* 601 (1968); Boyd, 'The Invalidity of State Statutes Governing the Share of Nonresident Aliens in Decedents' Estates', 51 *Geo. L. J.* 410 (1963); Boyd, 'Consular Functions in Connection with Decedents' Estates', 47 *Iowa L. Rev.* 823 (1962); Boyd, 'Constitutional, Treaty, and Statutory Requirements of Probate Notice to Consuls and Aliens', 47 *Iowa L. Rev.* 29 (1961); Boyd, 'Treaties Governing the Succession to Real Property by Aliens', 51 *Mich. L. Rev.* 1001 (1953).

b No. See *Restatement (Second) of Conflict of Laws* §§ 236, 239, 260, 263 (Proposed Official Draft, Part III, 1969).

C a In the absence of statutes to the contrary, a testator cannot by declaration in a will have his estate governed by a law other than that which is normally

applicable. See *Restatement (Second) of Conflict of Laws* §§ 239, 263 (Proposed Official Draft, Part III, 1969). But *cf.*, *In re Chappell's Estate*, 124 Wash. 128, 213 Pac. 684 (1923) and see, Ehrenzweig, *Conflict of Laws* 660-662, 666-673 (1962); Yiannopoulos, 'Wills of Movables in American International Conflicts Law: A Critique of the Domiciliary Rule', 46 *Calif. L. Rev.* 185, 208, 215 (1958); Bright, 'Permitting a Non-Resident to Choose Place of Probate' 95 *Trusts and Estates* 865 (1956). For purposes of construction of the will, however, the testator may designate the law to govern. *E.g.*, *In re Healy's Will*, 124 N.Y.S. 2d 486 (1953); *In re Fabbri's Will*, 2 N.Y. 2d 236, 140 N.E. 2d 269 (1957); *In re Kadjar's Estate*, 200 Misc. 268, 102 N.Y.S. 2d 113 (1950). See, *Restatement (Second) of Conflict of Laws* §§ 240, 264 (Proposed Official Draft, Part III, 1969). By statute in New York, a non-domiciliary may elect to have New York law govern 'the intrinsic validity, . . . capacity, effect, interpretation, revocation or alteration . . .'. *N.Y. Estates, Powers & Trusts Law* § 3-5. 1 h. See *In re Vischer's Estate*, 53 Misc. 2d 912, 280 N.Y.S. 2d 49 (1967) (Swiss domiciliary leaving New York assets). See also, *Ill. Stat. Ann.*, c. 3 § 89b (Supp. 1970); *Uniform Probate Code* § 2-602 (Official Text with Comments, 1969).

b A testator probably has complete freedom of choice only in designating the law which is to govern the construction of his will. See *Restatement (Second) of Conflict of Laws* §§ 240, 264 (Proposed Official Draft, Part III, 1969).

Section II Extent and limits of the application of the law of succession

§ 1 THE 'RÉSERVE', THE PORTION OF THE INHERITANCE AVAILABLE FOR DISPOSITION, AND THE RESTRICTIONS ON THE FREEDOM OF THE TESTATOR TO DISPOSE OF HIS PROPERTY BY WILL

As a general rule, the 'réserve' in this country is limited almost solely to the right of a surviving spouse to take a forced share - a percentage of the estate or a limited interest in certain property. While the forced share takes many forms, the modern trend is to establish a percentage interest by statute.

A The existence and extent of the surviving spouse's right to a forced share in land is normally governed by the law of the situs of the land. *E.g.*, *Pfau v. Moseley*, 90 Ohio St. 2d 13, 222 N.E. 2d 639 (1966). See *Restatement (Second) of Conflict of Laws* § 242 (Proposed Official Draft, Part III, 1969). For movables, the law of the deceased spouse's domicile at death governs. *E.g.*, *Estate of Clark*, 21 N.Y. 2d 478, 236 N.E. 2d 152 (1968). See *Restatement (Second) of Conflict of Laws* § 265 (Proposed Official Draft, Part III, 1969). The spouse normally must account for property received in ancillary administrations. *E.g.*, *Griley v. Griley*, 43 So. 2d 350 (Fla. 1949). See Macdonald, *Fraud on the Widow's Share* (1960).

B Not applicable.

C a and b The phrase 'inheritance agreement' is not usually used in this country to describe arrangements which may operate to defeat the surviving spouse's forced share. There are several devices by which the forced share may be defeated or reduced, however. Antenuptial and postnuptial agreements waiving the right to a forced share are normally sustained if entered

into with full disclosure of the facts. *E.g.*, *In re Borton's Estate*, 393 P. 2d 808 (Wyo. 1964); *In re Phillips' Estate*, 293 N.Y. 483, 58 N.E.2d 504 (1944). The validity of such contracts is governed by the law governing the validity of contracts generally. *E.g.*, *Simpson v. Weatherman*, 216 Ark. 684, 227 S.W. 2d 148 (1950); but *cf.*, *In re Bulova's Will*, 14 A.D. 2d 249, 220 N.Y.S. 2d 541 (1961). Choice of law theories in the field of contracts are in a state of enormous flux in this country and, thus, it is impossible to indicate with any certainty what law will be applied. See, *e.g.*, Weintraub, 'Choice of law in Contract', 54 *Iowa L. Rev.* 399 (1968); *Restatement (Second) of Conflict of Laws* §§ 187, 188 (Proposed Official Draft, Part II, 1968). Revocable trusts designating beneficiaries other than the spouse often operate to defeat the spouse's forced share. *E.g.*, *Smyth v. Cleveland Trust Co.*, 172 Ohio St. 540, 179 N.E. 2d 60 (1961). The effectiveness of the revocable trust device in cutting off a full forced share is determined either by the law governing the validity of the trust, *e.g.*, *Nat'l Shawmut Bank of Boston v. Cumming*, 325 Mass. 457, 91 N.E. 2d 337 (1950) (movables), or by the law which controls the existence and extent of the right to a forced share, *i.e.*, the law of the place where the land is located to determine interests in land and the law of the decedent's domicile at death if movables are involved. *E.g.*, *Restatement (Second) of Conflict of Laws* § 270, comment e (movables) and § 278 (immovables) (Proposed Official Draft, Part III, 1969). Gifts *inter vivos* may operate to defeat the right to a forced share as long as they are not found to be a fraud on the spouse. *E.g.*, *Cheatham v. Sheppard*, 198 Ga. 254, 31 S.E.2d 457 (1944); *In re Galewitz' Estate*, 206 Misc. 218, 132 N.Y.S.2d 297 (1954). When dealing with real property, the consent of the spouse often may be required before the spouse's interest can be conveyed *inter vivos* free of a later claim to a forced share. See, 1 *American Law of Property* § 5.34 (1952).

D a Not applicable.

b 1 There are some occasions when the surviving spouse is required to elect the forced share from one of the aggregates if such election would further the testator's intention. See *Restatement (Second) of Conflict of Laws* § 242, comment d (Proposed Official Draft, Part III, 1969). A surviving spouse's election in one State to take under the will or to renounce the will and take a forced share normally binds such spouse in all States. *E.g.*, *In re Patmore's Estate*, 141 Cal. App. 2d 416, 296 P.2d 863 (1956); *Security Trust Co. v. Handby*, 32 Del. Ch. 70, 79 A. 2d 807 (1951). The forced share normally is calculated separately for each aggregate, however, and the kind and extent of the interest in each aggregate may vary as different State laws are applied to different aggregates. *E.g.*, *In re Basefond's Will*, 127 N.Y.W.2d 653 (Sur. Ct. 1953); *Banker's Trust Co. v. Greims*, 110 Conn. 36, 147 Atl. 290 (1929).

b 2 In view of the fact that the forced share of a surviving spouse is the only 'réserve' generally available in this country, the problem posed could not arise.

b 3 The result is uncertain. Some courts in A would calculate the forced share of the surviving spouse by totalling the assets in A and B and giving the spouse a full statutory percentage of the aggregate to the extent that the assets in A are adequate to permit such a distribution. *E.g.*, *Henderson v. Usher*, 125 Fla. 709, 170 So. 846 (1936) (movables). Other courts would limit the forced share to a percentage of the aggregate located in A. *E.g.*, *In re Meier's Estate*, 33 Misc. 2d, 226 N.Y.S.2d 733 (1962); *Banker's Trust Co. v. Greims*, 110 Conn. 36, 147 Atl. 290 (1929).

A. If property in a decedent's estate is located in this country, it must pass through a judicially supervised administration. *E.g.*, *Armstrong v. Leak*, 25 U.S. (12 Wheat) 169 (1827); *Emmerick v. May*, 130 F. Supp. 426 (S.D.N.Y. 1955). Property held in certain forms of joint ownership and proceeds of life insurance designating a beneficiary other than the decedent's estate are not deemed to be part of the decedent's estate for purposes of administration, however. *E.g.*, *Taulouse v. N.Y. Life Ins. Co.*, 40 Wash. 2d 538, 245 p. 2d 205 (1952) (insurance proceeds); *Matthew v. Moncrief*, 77 U.S. App. D. C. 221, 135 F. 2d 645 (1943) (joint savings account). The principal administration is that of the decedent's domicile at death. *E.g.*, *Headen v. Cohn*, 292 I 11, 210, 126 N.E. 550 (1920); See Leflar, *American Conflicts Law* 493 (1968). Ancillary administration occurs in all States in which the decedent left property. *E.g.*, *Ibid.* The forum's law will control whether or not an administration is necessary. The domiciliary court and the courts where the property is located will act as forums.

C a 1 Yes. *E.g.*, Leflar, *American Conflicts Law* 497 (1964).

2 No. A local ancillary appointment is necessary and in some States, the local appointee must be a domiciliary of the State of appointment. *E.g.*, *Starlin v. Love*, 237 Ala. 38, 185 So. 380 (1939); *Fishel v. Dixon*, 212 Ky. 2, 278 S.W. 545 (1926). For a discussion of appointments under United States Treaty provisions, see Boyd, 'The Administration in the United States of Alien Connected Decedents' Estates', 2 *Int. Lawyer* 601, 628-649 (1968) and Boyd, 'Consular Functions in Connection with Decedents' Estates', 47 *Iowa L. Rev.* 823 (1962).

3 In the absence of a statute designating the representative, the court has discretion to make the appointment. *E.g.*, *Purcell v. Cramton*, 143 F. 2d 22 (D.C. App. 1944).

4 Yes. *E.g.*, *In re De Lana's Estate*, 181 Kan. 729, 315 P. 2d 611 (1957); *Cannon v. Cannon*, 228 N.C. 211, 45 S.E. 2d 34 (1947).

5 As a general practice after payment of debts and other costs, the ancillary administrator is directed to remit the assets remaining to the domiciliary court for distribution. *E.g.*, *In re Livingstone's Estate*, 91 Mont. 584, 9 P. 2d 159 (1932). For a discussion of United States Treaty provisions as to persons to whom distribution should be made, see Boyd, 'The Administration in the United States of Alien Connected Decedents' Estates', 2 *Int. Lawyer* 601 (1968) and Boyd, 'Consular Functions in Connection with Decedents' Estates', 47 *Iowa L. Rev.* 823 (1962). In its discretion, however, the court of ancillary administration may direct that the assets be distributed by the ancillary administrator to the distributees. *E.g.*, *In re Meier's Estate*, 33 Misc. 2d 999, 226 N.Y.S. 2d 733 (Sur. Ct. 1962).

b 1 Yes. *E.g.*, *Headen v. Cohn*, 292 I 11, 210, 126 N.E. 550 (1920). See, *Restatement (Second) of Conflict of Laws*, §§ 314, 315 (Proposed Official Draft, Part III, 1969).

2 No. *E.g.*, *Knoop v. Anderson*. 71 F. Supp. 832 (1947); *In re McMahon's Estate*, 237 Iowa 236, 21 N.W. 2d 581 (1946).

D. Not applicable.

Section III International jurisdiction in matters of succession

There are two primary bases of jurisdiction when dealing with problems of succession – the situs of the assets and the domicile at death. See, *Restatement (Second) of Conflict of Laws*, §§ 236, 239 (situs) and §§ 260, 263 (domicile at death) (Proposed Official Draft, Part III, 1969).

If claimants to assets of an estate appear in a judicial proceeding aimed at determining the rights of the parties appearing as among themselves, a determination by such court will bind the parties appearing despite the fact that the court was not the situs of the property or the domicile at death. See, *Restatement (Second) of Conflict of Laws*, § 32 (Proposed Official Draft, Part I, 1967).

Finlande

There is no general legislation yet in Finland regarding international elements in question of succession except the Nordic Convention on Succession of 1934. Therefore the following replies are based mainly on cases in law and legal writings. A draft Law of 1959 prepared on the basis of Nordic legal cooperation includes rules which may be considered to reflect actual trends.

Section I Determination of the law applicable to the estate of a deceased person – Law of succession

§ 1 THE PARTICULAR NATURE OF THE CHOICE OF LAW CONNECTION: UNITY – SCISSION

A Finland follows the unity principle as regards the law applicable to a deceased person's estate (law of succession). This principle has not been confirmed in a statutory law but it has been included in the draft Law of 1959 and accepted in legal writing.

Note 1 – There is a modification of this principle, however, both in the Nordic Convention and in the draft Law of 1959 to the effect that the national law will not govern immovable property when according to the law of the situs such property is subject to special provisions.

B Finland does not follow the scission principle. The unity principle is followed with the modification described in *Note 1* above under A.

C a 1 The question is open whether there is in Finland an inherent right to set aside a part of the assets situate in Finland for the benefit of beneficiaries prejudiced by the application of the foreign law. The Supreme Court of Finland has established, however, that a Finnish beneficiary is entitled to have a distribution, effected after a Finnish national in the USA, reconsidered in Finland according to Finnish law.

2 A modification of the unity principle is described in *Note 1* above. In practice the unity principle is not always enforceable, especially when the assets are not within the reach of the Finnish jurisdiction.

3

b 1-3 These questions do not seem to have arisen. In the internal substantive law there are no special rules on distribution of assets according to their movable or immovable character.

§ 2 THE CONNECTING FACTOR

A *a-c* The law of succession in Finland is the national law of the deceased except in the case of Article 1 of the Nordic Convention which sanctions the application of the law of the domicile (habitual residence) of the deceased if domicile had been established for at least five years.

B *a-b* A modification of the unity principle is described in *Note I* under § 1 A. In that case the law applicable to the immovables is the law of the place where they are situate.

C *a* 1 When the deceased has dual nationality, legal writings would indicate domicile (habitual residence) as a subsidiary connecting factor.

2 When the deceased is a stateless person, domicile (habitual residence) is considered as a subsidiary connecting factor.

b 1 When the estate is exceptionally governed by the domiciliary law (see A above), both *factum* and *animus* are considered in determining domicile which in fact resembles habitual residence.

2 Even in cases when a domicile is relevant (the Nordic Convention, see A above), fictitious domiciles are not *in principle* applied in Finland.

D *a* 1 If the inheritance is governed by the national law of a country which has a territorially plurilegislative legal system, the applicable law will be found, according to the draft Law of 1959, by the legal system of that country.

2 The domicile of the deceased may be used as a subsidiary connecting factor.

3

b-c No comments.

§ 3 CORRECTIVES CAPABLE OF MODIFYING THE CONNECTING FACTOR

A *a-d* The doctrine of *renvoi* has been adopted by statutory Finnish law in certain fields such as family relations, cheques and bills of exchange, but in the law of succession the question is still open. In legal writings it seems to be accepted with regard to succession.

B There is no provision to the effect that the nationality or domicile of the heirs would influence the choice of law.

C The intention of the deceased on the connecting factor does not seem to influence the choice of law.

Section II Extent and limits of the application of the law of succession

§ 1 THE 'RÉSERVE', THE PORTION OF THE INHERITANCE AVAILABLE FOR DISPOSITION, AND THE RESTRICTIONS ON THE FREEDOM OF THE TESTATOR TO DISPOSE OF HIS PROPERTY BY WILL

A-B The substantive internal law in Finland sanctions the 'réserve', the portion of the inheritance that must devolve upon certain heirs. According to the draft Law of 1959 the validity of the will with regard to its contents would be determined by the national law as well as the existence and extent of a 'réserve'. There is

in the same draft Law a modification with regard to testamentary dispositions in favour of unborn children. The validity of a will concerning immovables is determined by the law of the place where the immovables are situate.

C-D As there is neither statutory nor case law concerning these questions, they must be considered as being still open.

§ 2 DIRECT TRANSMISSION TO THE HEIRS; ADMINISTRATION OF THE ESTATE

A-D In the internal Finnish law there is a direct transmission of the rights and obligations of the deceased to his heirs or legatees but a distinction is made between the law of succession applicable to matters of devolution and the law applicable to the administration of the assets. The rules of the draft Law of 1959 on the administration of the assets and the existing Swedish law are similar due to Nordic legal cooperation. (See regarding the Swedish system pages 22-23, 30 and 32-33 in the English commentary) ¹.

Section III International jurisdiction in matters of succession

The international bases of jurisdiction admitted in Finland are, according to the draft Law of 1959, the domicile of the deceased, the situs of the assets and the nationality of the deceased.

France

Section I Détermination de la loi applicable à la succession - Loi successorale

§ 1 CARACTÈRES DU RATTACHEMENT: UNITÉ - SCISSION

A et B Le droit international privé français consacre une scission entre la masse mobilière, unique, régie par la loi du domicile du défunt, et autant de masses immobilières qu'il y a d'Etats sur le territoire desquels sont situés les immeubles successoraux.

C *a* Sans objet.

b La loi successorale définit les biens qui entrent dans la masse à partager. Il en résulte, semble-t-il, les conséquences suivantes.

1 C'est à la loi successorale de préciser si le bien acquis à la place du bien indivis aliéné doit être compris dans la masse à partager: ainsi, la somme d'argent provenant de la vente d'un immeuble est subrogée à celui-ci et partagée conformément à la loi de la situation de l'immeuble; il paraît logique d'admettre que, réciproquement, l'immeuble acquis avec des fonds successoraux soit soumis, du point de vue des successions, à la loi régissant lesdits fonds.

¹ See *supra* p. 51, 58 and 60.

2 Il n'a pas été trouvé de jurisprudence sur la question de savoir si les fruits et les revenus d'une masse accroissent ou non à cette masse. Le principe suivant lequel l'accessoire suit le principal inclinerait à répondre affirmativement.

3 La difficulté de répartir le passif entre les diverses masses composant la succession ne se rencontre, en vérité, que pour le passif chirographaire qui est sans doute assez réduit, ce qui explique probablement l'absence de jurisprudence en la matière.

La doctrine a proposé diverses solutions en ce qui concerne le passif chirographaire. Parmi celles-ci, la plus praticable consiste à faire supporter par chaque masse la totalité du passif, conformément aux règles de la loi qui la régit. Cette solution est celle qui est le plus en harmonie avec le principe du Droit français suivant lequel un créancier peut saisir l'un quelconque des biens de son débiteur. Ainsi un créancier aura le droit de saisir les immeubles successoraux situés en France pour se faire payer la totalité de sa créance sans avoir besoin ni de faire préalablement saisir les meubles situés à l'étranger ni de diviser ses poursuites sur les biens composant chacune des masses actives.

L'application de cette solution peut aboutir à faire supporter par l'un des héritiers une part de passif supérieure à la part d'actif qui lui revient. Les exemples exposés au Commentaire du présent Questionnaire le prouvent clairement (*supra* p. 30, 1^o colonne). La difficulté est de savoir comment l'héritier qui a payé exercera son recours sur des biens se trouvant dans une autre masse successorale. En effet, ce recours ne peut être exercé qu'en vertu de la loi successorale régissant la masse sur laquelle le droit de poursuite du créancier s'est exercé. Or, par hypothèse, la masse sur laquelle porte le recours de l'héritier qui a payé est soumise à une autre loi et si cette dernière ne reconnaît pas le recours, on voit mal comment celui-ci pourra être exercé. Le seul palliatif qui paraît exister est celui en faveur d'un héritier français qui a payé, car un tel héritier bénéficiera du droit de prélèvement sur les biens éventuellement situés en France.

§ 2 CIRCONSTANCES DE RATTACHEMENT

A Sans objet.

B La loi applicable aux successions immobilières est celle du lieu de la situation de ces immeubles tandis que les successions mobilières sont soumises à la loi du domicile du défunt.

C a Sans objet.

b Le domicile, pris comme facteur de rattachement des successions mobilières, est – du moins actuellement – approximativement celui défini par l'article 102 du Code civil: il exige un élément matériel et un élément intentionnel, tous deux souverainement appréciés par les juges du fond. L'intention de l'étranger de se fixer en France doit être rapportée (alors que l'on aurait peut-être, en fait, tendance à la présumer pour un Français); cependant le fait, pour un étranger, de conserver l'esprit de retour dans son pays d'origine n'est pas exclusif de son intention de se fixer en France; en revanche, cette intention fait défaut chez les membres du corps diplomatique.

Les principes ci-dessus exposés n'empêcheraient pas, semble-t-il, de faire produire ses effets au domicile légal de dépendance, tant pour le mineur que pour la femme mariée. Pour cette dernière, cette solution pourrait présenter, lorsque le mari a toujours été domicilié dans le

même pays, l'avantage pratique de faire régir par la même loi la liquidation de la succession et celle du régime matrimonial.

D a Sans objet.

b Pour déterminer la loi interne applicable lorsque la succession est soumise à la loi du domicile mais que la loi du pays du domicile est un système non unifié où la loi successorale dépend du statut personnel du défunt, il faut, semble-t-il, se référer à la règle de conflit de l'Etat du domicile.

c Pour déterminer la loi interne applicable lorsque d'une part la loi nationale est un système territorialement plurilégislatif et que d'autre part la loi du domicile est un système interpersonnel, il semble, si la règle de conflits de l'Etat du domicile renvoie à la loi nationale, qu'il appartient au droit international privé de l'Etat fédéral de déterminer quelle est la loi de l'Etat fédéré applicable.

§ 3 CORRECTIFS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE APPORTÉS AU RATTACHEMENT

A Le renvoi a été admis par la jurisprudence française, en matière de successions, et il semble qu'il le soit encore actuellement tant pour les successions immobilières que pour les successions mobilières; son maintien paraît néanmoins soulever des résistances, tout au moins dans la doctrine moderne.

a Sans objet.

b Lorsque la règle de conflits française indique que la loi applicable est celle de l'un des pays B, laquelle renvoie elle-même à la loi française, la loi matérielle française sera appliquée à l'espèce.

Il en serait de même si la loi du pays B renvoyait à la loi réelle de l'immeuble situé en France; au demeurant, il semble douteux qu'en fait cette hypothèse puisse se présenter car si l'immeuble se trouve en France la loi Française s'appliquera immédiatement et ne renverra pas à la loi d'un autre pays.

Lorsque la loi du pays B renvoie à la loi du domicile du défunt situé dans un pays C ou à la loi de la situation d'un immeuble sis dans le pays C et que le droit de ce pays accepte une telle compétence législative, on appliquera la loi de C.

Mais si le droit de C refuse la compétence législative et donne compétence à la loi du pays B primitivement désignée par la règle française de conflits, il semble qu'il n'y ait pas de raison d'appliquer la règle de C qui se récuse mais celle de B, tout au moins dans le cas où elle-même ne se récuse pas; en effet, si la loi de B se considère incompétente à titre principal, puisqu'elle renvoie à C, elle peut se reconnaître compétente à titre subsidiaire; si tel n'était pas le cas, la loi matérielle française accepterait sa compétence, en tant que celle-ci a vocation à régir subsidiairement en France les rapports de droit privé.

B Lorsque, par application de la règle de conflits française, une loi étrangère régit une succession, cette loi se trouve partiellement évincée si elle désavantage un ressortissant français ayant vocation successorale; ceci en vertu de la loi française instituant le prélèvement (article 2 de la loi du 14 juillet 1819).

Contrairement à la nationalité française, le domicile en France d'un ou de plusieurs héritiers paraît, sans incidence sur la loi étrangère applicable en vertu de la règle française de conflits.

C Il ne semble pas qu'il y ait eu, en France, d'exemple de *professio juris* ayant donné lieu à contentieux. On peut néanmoins penser que, si la question se posait devant une juridiction française, celle-ci admettrait libéralement l'application de la loi désignée sans fraude par le défunt, à condition qu'il existe un rattachement effectif entre cette loi et la succession.

En effet, si on raisonne par comparaison avec les régimes matrimoniaux, on constate que le droit français laisse les époux libres de faire simplement référence à la loi étrangère qu'ils désirent, à la condition que soient respectées les dispositions d'ordre public et que cette loi présente un rattachement effectif avec les biens des époux; cette dernière condition ne les empêcherait sûrement pas de composer eux-mêmes un contrat de mariage reproduisant intégralement dans ses stipulations les dispositions d'une loi étrangère ne présentant aucun lien de rattachement effectif avec leur biens; de même, un testateur paraît avoir, dès lors que sont respectées les règles sur la réserve héréditaire, la plus grande liberté pour reprendre dans son testament les dispositions d'une loi étrangère.

Section II Etendue et limite du champ d'application de la loi successorale

§ 1 RÉSERVE, QUOTITÉ DISPONIBLE, LIMITATIONS, LIBERTÉ DE TESTER

A L'existence et l'étendue d'une réserve dépendent de la loi successorale; la réserve sera donc calculée différemment pour chaque masse de la succession soumise à une loi différente, exception faite du droit de prélèvement, afin de donner la possibilité à un ressortissant français de récupérer sur les biens situés en France la part de réserve que la loi étrangère ne lui reconnaît pas sur les biens se trouvant à l'étranger.

B Sans objet.

C Il dépend de la loi successorale de dire s'il y a lieu à réduction de libéralités qui dépassent la quotité disponible; cette loi détermine les personnes ayant le droit de demander la réduction et les modalités de celle-ci. Lorsqu'elle a lieu en nature, la réduction se répercute, dans certains cas, contre des tiers. Il faut donc combiner les dispositions de la loi successorale avec celles de la loi territoriale. En matière immobilière il n'y aura guère de difficultés, semble-t-il, dans la mesure où les deux lois coïncident. Mais, en matière mobilière, l'héritier réservataire ne pourra poursuivre le tiers acquéreur lorsque ce dernier est protégé par un texte de la loi territoriale analogue à l'article 2279 du Code civil français.

D a Sans objet.

b 1 Dans le cas où il existe des masses successorales séparées soumises à des lois différentes, il est admis que la réserve et la quotité disponible sont calculées par masses.

2 La réserve instituée par la loi successorale applicable à une masse peut, semble-t-il, être intégralement exigée sur cette masse, sans tenir compte du sort des autres masses, à condition toutefois que soit respectée la loi sur le prélèvement.

3 Il semble que la question du passif peut rendre le mécanisme inéquitable, exception faite quand s'applique la loi sur le prélèvement. Ainsi, dans l'exemple proposé

au Questionnaire, le défunt domicilié en A y laisse des biens mobiliers d'une valeur de 100 unités de compte. Il laisse également un immeuble en B. La loi de A est applicable à la succession mobilière et la loi de B à la succession immobilière. Le défunt institue Primus pour légataire universel et Secundus se trouve être seul héritier réservataire selon la loi de A. En B, il existe une liberté absolue de tester. Secundus peut exiger sa réserve en A. Mais l'intégralité du passif, dans l'hypothèse, est payée sur les biens mobiliers et réduit cette masse à 50. La réserve de Secundus sera calculée, semble-t-il, sur l'actif net restant en A, c'est-à-dire 50, sans que l'on puisse faire valoir que le bien situé en B et attribué au légataire universel se trouve libéré de tout passif. Le mécanisme redeviendrait normal, semble-t-il, si l'héritier réservataire pouvait faire jouer à son profit le droit de prélèvement, ce qui suppose sa nationalité française et l'existence de biens en France.

§ 2 TRANSMISSION HÉRÉDITAIRE - ADMINISTRATION DE LA SUCCESSION

A Il est admis qu'en principe la transmission héréditaire et l'administration de la succession sont soumises à la loi successorale.

B a Le droit français reconnaît la qualité et les pouvoirs des personnes compétentes selon la loi étrangère pour administrer la succession.

L'exequatur de la décision étrangère nommant un administrateur de succession n'est pas nécessaire, sauf si ce dernier accomplit des actes d'exécution en France. Quant à la question de la mise en possession de l'héritier, aucune difficulté ne paraît exister en matière immobilière, puisque la loi successorale coïncide avec la loi réelle.

La difficulté surgit en matière mobilière lorsque, ainsi que l'indique le Questionnaire, la loi successorale est une loi étrangère, parce que la succession s'est ouverte à l'étranger, alors qu'il existe des biens successoraux en France, par exemple des valeurs mobilières ou des soldes de comptes dans un établissement bancaire français. En principe, c'est la loi successorale qui s'applique. Cependant la loi locale ne sera pas toujours totalement exclue: tel sera le cas lorsque la loi de situation du bien subordonne la transmission de la possession à une certaine publicité; il est vrai que, dans cette hypothèse, la question est quelque peu déplacée car il semble s'agir plus du régime des biens que de celui des successions.

b L'option de l'héritier est, dans son ensemble, soumise à la loi successorale. Toutefois, la capacité pour opter dépend, en principe, de la loi personnelle de l'héritier.

c En général la loi successorale est compétente pour régir les problèmes relatifs à la transmission du passif. Cependant les caractères de la dette et la question de savoir si elle est ou non transmissible et divisible entre les héritiers dépendent de la loi régissant la dette, que celle-ci soit contractuelle ou délictuelle.

d Les règles relatives au statut de l'indivision successorale sont de la compétence de la loi successorale, mais seulement, semble-t-il, dans la mesure où le partage a pour objet de concrétiser les règles de la dévolution successorale. Dans la mesure où l'indivision intéresse directement le régime de la propriété, elle doit être soumise à la loi de la situation des biens: par exemple l'administration de la masse indivise ou la durée de l'indivision sont, en principe, régies par la loi locale. En revanche, le retrait successoral est régi par la loi successorale, sauf s'il s'agit de protéger les ayants cause du

cessionnaire retrayé, auquel cas s'applique la loi réelle. L'attribution préférentielle de certains biens à certains héritiers semble relever de la compétence de principe de la loi successorale, du moins en matière mobilière, encore que cette affirmation soit contestée par une partie de la doctrine et que la question ne paraisse pas avoir encore donné lieu à jurisprudence. En revanche, il ne paraît pas qu'il puisse y avoir de difficulté lorsque le bien est immobilier, puisque dans ce cas les lois successorales et réelle coïncident.

C et D Sans objet.

Section III Compétence internationale en matière de succession

En matière de succession mobilière, le tribunal compétent est celui du dernier domicile du défunt; il en résulte qu'en cette matière les compétences législative et juridictionnelle coïncident, la notion de domicile étant la même pour déterminer la loi successorale et le tribunal compétent.

En outre, toujours en matière de succession mobilière, les juridictions françaises sont compétentes, sur le fondement des articles 14 et 15 du Code civil français c'est-à-dire dès lors que l'une des parties, demanderesse ou défenderesse, est de nationalité française, alors même que, par hypothèse, la succession s'est ouverte à l'étranger et que la loi successorale applicable est une loi étrangère.

Si l'on examine l'hypothèse d'une succession immobilière, on constate que les deux compétences, ci-dessus envisagées pour les successions mobilières, ne sont pas admises. En effet, les articles 14 et 15 du Code civil sont inapplicables en matière immobilière et c'est le tribunal du lieu de situation de l'immeuble qui, de façon constante, est déclaré compétent par la jurisprudence française. Il en résulte, là encore, une exacte coïncidence entre les compétences législative et juridictionnelle.

Il convient d'ajouter que les juridictions françaises sont toujours compétentes pour connaître d'une action fondée sur le droit de prélèvement, alors même que l'héritier français aurait renoncé au privilège de juridiction de l'article 14 précité ou que ce texte serait écarté, d'une façon générale, par un traité diplomatique.

Enfin, les juridictions françaises sont toujours compétentes pour ordonner des mesures provisoires ou conservatoires relatives à des biens situés en France.

Grèce

Section I Détermination de la loi applicable à la succession - Loi successorale

§ 1 CARACTÈRES DU RATTACHEMENT: UNITÉ - SCISSION

A Oui. L'article 28 du Code civil hellénique de 1940 stipule que «Les rapports successoraux sont régis par le droit de la nationalité que le défunt possédait lors du décès». Voir Areopage No 121/1967, *Journal de juristes hellènes (Ephemeris Ellion Nomikon)*, 1967, p. 511, Tribunal d'Athènes No 8593/1964, *Journal de juristes hellènes (EEN)* 1965, p. 71.

Cependant selon les articles 13 et 14 de la Convention entre la Grèce et l'Espagne du 21 février 1919 sur les successions (Loi No 2423/1920, *Ephemeris Kyverniseos*

1920/159) la succession mobilière est régie par la loi de la nationalité du défunt, tandis que la succession immobilière par la loi de la situation des immeubles.

Avant l'introduction du Code civil, la matière des conflits de lois était réglée dans la loi civile de 1856 (Articles 3-8). D'après la disposition de l'article 5, alinéa 2 de cette loi, la *lex successionis* n'était pas unique. Selon cette disposition, la succession par testament ou *ab intestat* était régie par la loi de l'Etat auquel le défunt appartenait, sauf s'il s'agissait des immeubles situés en Grèce, qui étaient régis par la loi hellénique.

B Non.

C a 1 Non.

2 Non.

3 S'applique peut-être aux situations graves par l'intermédiaire de la notion d'ordre public.

b

§ 2 CIRCONSTANCES DE RATTACHEMENT

A a Oui.

b Non.

c Non.

B

C a 1 D'après l'article 31 du Code civil «si une personne possède à la fois la nationalité hellénique et une nationalité étrangère, c'est le droit hellénique qui est applicable comme droit national. Si une personne possède plusieurs nationalités étrangères, on applique le droit du pays auquel elle est le plus étroitement rattachée».

2 D'après l'article 30 du Code civil «si une personne ne possède pas de nationalité, est appliqué à la place du droit national le droit du domicile et à défaut de domicile celui de la résidence».

b

D a 1 Non.

2 Non.

3 D'après les dispositions du droit interne de l'Etat étranger qui règlent les cas de conflits de plusieurs législations.

b

§ 3 CORRECTIFS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE APPORTÉS AU RATTACHEMENT

A a Non. Le renvoi n'est pas admis en Grèce. L'article 32 du Code civil stipule que «dans le droit étranger à appliquer ne sont pas comprises les règles de droit international privé du pays étranger».

B a Non.

b Non. Le droit de prélèvement pour les nationaux est inconnu en Grèce.

C a Non. La volonté du testateur ne joue aucun rôle sur le droit applicable.

b

Section II Etendue et limite du champ d'application de la loi successorale

§ 1 RÉSERVE, QUOTITÉ DISPONIBLE, LIMITATIONS, LIBERTÉ DE TESTER

A Oui. Article 28 du Code civil.

B

C a C'est la *lex successionis*, parce que les donations à cause de mort sont soumises à cette loi.

b La restriction s'effectue si la *lex causae* (*lex donationis*) le permet.

D a 1 Oui.

2 L'institution de prélèvement est inconnue dans la législation et la jurisprudence helléniques. Néanmoins, d'après l'opinion du professeur Maridakis (*Droit international privé*, p. 239), on peut demander le dommage-intérêt en monnaie.

b

§ 2 TRANSMISSION HÉRÉDITAIRE - ADMINISTRATION DE LA SUCCESSION

A a Oui, la *lex hereditatis*.

b Non.

c Non.

d Non.

B a Oui.

b Oui.

c Oui.

d Oui.

C

D

Section III Compétence internationale en matière de succession

a Oui, articles 3 et 30 de la procédure civile.

Article 3: «1. Sont soumis à la juridiction des tribunaux civils les Grecs et les étrangers, s'il existe compétence du tribunal grec à cet effet. 2. Sont exemptés de la juridiction des tribunaux grecs, les étrangers qui jouissent de l'immunité de juridiction, à moins qu'il ne s'agisse de litiges soumis aux dispositions de l'article 29». Article 30: «1. Les litiges concernant la reconnaissance d'un droit d'héritage ou le partage de la succession ou les actions de l'héritier contre le possesseur ou le détenteur de la succession, les actions nées de legs ou d'autres dispositions à cause de mort ou de la réserve héréditaire ou (les actions) contre les exécuteurs testamentaires relatives à l'exécution du testament sont soumis à la juridiction exclusive du tribunal dans la circonscription duquel le défunt avait son domicile lors de son décès, ou faute de domicile, sa résidence. 2. Les actions des héritiers, des uns contre les autres jusqu'au partage de la succession, les actions de tiers pour cause de dettes du défunt ou de la succession et les actions mobilières réelles qui ne sont pas comprises aux dispositions de l'alinéa 1, sont soumises dans les deux années qui suivent le décès du défunt à la juridiction exclusive du tribunal dans la circonscription duquel ce dernier avait son domicile ou faute de domicile, sa résidence.»

Néanmoins des mesures provisoires peuvent être prises en Grèce pour les biens de la succession situés sur le territoire hellénique (Voir Fragistas, *ErmAK*, article 120 de la loi d'introduction au Code civil, c, No 7, 8, 9). Les mesures provisoires sont possibles quelle que soit la nationalité du défunt.

b

c Non.

d En cas de litiges entre les héritiers et l'administrateur nommé par un tribunal grec, il y a compétence internationale sur la base des articles 3, 28 et 36 du Code de procédure civile de 1968.

Article 28: «Les litiges qui concernent l'administration qui a lieu sur ordre du tribunal sont soumis à la juridiction exclusive du tribunal qui a donné l'ordre; si l'ordre a été donné par une autre autorité judiciaire (lesdits litiges sont soumis) au tribunal dans la circonscription duquel cette autorité a son siège.»

Article 36: «Les litiges nés de l'administration qui a lieu sans ordre du tribunal peuvent être introduits également devant le tribunal dans la circonscription duquel l'administration a eu lieu.»

e 1 Non.

2 Non.

3 Non.

4 Non.

f Non.

Irlande

Section I Determination of law applicable to the estate of a deceased person - Law of succession

§ 1 THE PARTICULAR NATURE OF THE CHOICE OF LAW CONNECTION: UNITY - SCISSION

A No.

B Yes. Estate is divided into movables and immovables.

C a Not applicable.

b Scission is final at the time of death and subsequent conversion will not affect the original character of the property.

1 The doctrine of substitution is applied. The personal representatives would be liable to the beneficiaries who suffer if immovable property is purchased in A with the movable assets of the estate governed by the law of B.

2 Yes.

3 Generally, the position appears to be that there is no scission in relation to liabilities. According to Rabel (*The Conflict of Laws: A Comparative Study*, Volume Four (1958) at p. 441) all assets are liable to all creditors but each asset only according to the law of succession recognized in the country where it is situated. See also Dicey and Morris. *The Conflict of Laws* (Eighth Edition) at p. 582, and at p. 37 of the Commentary).

§ 2 THE CONNECTING FACTOR

A Not applicable.

B *a* The applicable law is the *lex situs* and not another law.

b The *lex domicilii* governs the distribution of (*i.e.* the succession to) movables while the *lex fori* governs the actual administration of the estate.

C *a* 1 Not applicable.

b The law of domicile applicable is based on the common law concept according to which domicile is determined by both factual and fictitious criteria.

2 The common law concept embodies domicile of origin and dependent domicile (*e.g.* of infants, married women and mentally ill persons). Incidentally, a legitimate child born after his father's death acquires the mother's domicile. Although domicile is normally determined in accordance with the *lex fori*, section 102(4) of the *Succession Act*, 1965 (implementing and following the final paragraph of Article 1 of the Convention on the Conflicts of Laws relating to the form of Testamentary Dispositions, done at the Hague, 5th October, 1961) provides that the determination of whether or not the testator had his domicile in a particular place shall be governed by the law of that place.

D *a* Not applicable.

b 1 Yes: one should refer to whichever of the systems that country would apply.

2 No.

3 No.

4 No.

c See answer to B 1.

§ 2 CORRECTIVES CAPABLE OF MODIFYING THE CONNECTING FACTOR

A Yes.

a Not applicable.

b Renvoi (which is sometimes 'double renvoi') is highly complicated. Although renvoi means reference back, it can also mean reference over. Where it means 'reference back' it can, in the opinion of some authorities, involve a vicious circle – 'logical mirror', 'international lawn tennis' and 'ping pong'. Fortunately, practice of the courts in various countries has ironed out difficulties arising where nationality and domicile principles have conflicted. Thus the movable estate of an Irishman domiciled in France is distributed in accordance with French law – in the French courts by renvoi and in the Irish courts as the law of the domicile. It appears that in Germany the courts have assumed that reference back must be accompanied by reference over to a third law. An Irish testator domiciled in Germany leaves immovables in England. The German rule refers to Irish conflicts law which refers over to English law as the *lex situs*. The inheritance law of England is therefore applicable in the German courts as well as in the Irish courts, although German conflicts law does not distinguish movables from immovables. The mechanism of the Hague Convention of June 1955 should certainly be examined to see if, as suggested in the Commentary, it could be applied to matters of succession. Many problems of renvoi could be avoided if municipal law al-

lowed a *professio juris*, as for example in Article 22 of the Swiss Federal Law of 1891 (NAG) as applied and extended by Article 59, Chapter II, of the Final Title of the Swiss Civil Code to Swiss nationals abroad and to foreigners in Switzerland. Schnitzer, *Handbuch des internationalen Privatrechts*, Third Edition (1950), suggests that there may be a renvoi from the national law to the domiciliary Swiss law, but this appears to be incorrect.

c See comments on *b*.

d Yes, but not invariably.

B *a* No.

b No.

C *a* No, except as regards interpretation of the testator's will. Irish law does not yet provide for a *professio juris*.

b Does not arise.

Section II Extent and limits of the application of the law of succession

§ 1 THE 'RÉSERVE', THE PORTION OF THE INHERITANCE AVAILABLE FOR DISPOSITION, AND THE RESTRICTIONS ON THE FREEDOM OF THE TESTATOR TO DISPOSE OF HIS PROPERTY BY WILL

A Yes. The *Succession Act*, 1965, confers on the surviving spouse of a deceased testator a legal right share of a third or a half (depending on whether or not there are children of the testator also surviving). A child of the testator may apply to the court to have just provision made for him or her out of the estate if the testator has failed in his moral duty to make proper provision for the child, whether by his will or otherwise. Irish law allows the surviving spouse to elect between the legal right and rights under the will and on partial intestacy.

B Not applicable.

C *a* The legal right share and any provision made by the court for a child are payable immediately after the debts and in priority to gifts made by the will.

b Section 121 of the *Succession Act*, 1965, provides that where a deceased person has made an *inter vivos* gift (vesting in possession within three years of his death or thereafter) for the purpose of defeating or substantially diminishing the inheritance rights of his wife or children, the court may make an order the effect of which will be that the gift shall be reckoned as part of the estate out of which (1) the spouse may claim her legal right share and (2) a child may claim to have proper provision made for him by the court. (*Cf.* similar provisions in the French, German and Swiss Civil Codes).

D *a* Not applicable.

b 1 Yes.

2 Yes. See *Re Rea* (1902) I.R. 451, the criticism of which in J. H. C. Morris *Intestate Succession to Land in the Conflict of Laws* (1969) 85 L.Q.R. 339 appears to be misconceived. As to the specific example in the Questionnaire, Irish law can only be the law of A. Secundus, if he is a child of the testator, could claim provision from the Irish court, which in making a decision would take into account the position of each of

the children (*i.e.* Primus and Secundus) and any other circumstances (*e.g.* the bequest to Secundus of the property in country B).

3 The estate out of which the legal right of the spouse and any provision made for a child by the court are payable is the estate remaining after payment of all expenses, debts and liabilities (other than estate duty) – section 109 of the *Succession Act*, 1965. In the example, Irish law again could only be the law of A. The discretionary powers of an Irish court with regard to the claim of Secundus (a child of the testator) would be limited to the estate in Ireland. However, the non-availability of the foreign assets for the settlement of the liabilities would be a circumstance to be taken into account by the court in deciding on the claim of Secundus.

§ 2 DIRECT TRANSMISSION TO THE HEIRS – ADMINISTRATION OF THE ESTATE

A As regards the need for and the nature of the administration the applicable law will be the *lex fori*, which will usually also be the *lex situs* of the assets. The *lex domicilii* will determine in the first instance to whom a grant of representation will be made except where the estate in Ireland consists solely of immovables, in which case the grant may be made to the person who would be entitled to it if the deceased died domiciled here. Thus, in general, the law of succession (*i.e.* the *lex domicilii*) will be called on to determine who will conduct the administration.

B For convenience, the questions that arise under this heading are dealt with under heading C.

C a 1 Yes.

2 No: a grant of representation under Irish law is necessary.

3. Yes.

4. Yes.

5 Assuming that the administration in Ireland is ancillary to the administration in the country where the deceased died domiciled, the Irish personal representatives will hand over the residue to the foreign administrator or to the person or persons who, according to the foreign law, take the place of personal representatives.

b 1 Yes, as far as Irish law is concerned.

2 No, but the Irish personal representative may seek to recover assets abroad by obtaining local authorisation.

D This hypothesis can only arise if the assets in Ireland consist of immovables: and the answers *infra* are framed accordingly.

a No.

b No.

c Where applicable, the law of A will be the determining law. The concept of undivided ownership is unknown in Ireland, except in a very limited sense. Under Irish Law a claim to a share as a legal right or on intestacy in the estate of a deceased person is a claim against the assets of the estate to a sum equal to the value of that share – section 46(6) of the *Succession Act*, 1965. However, section 56 of the 1965 Act provides for the appropriation of the matrimonial home to

the surviving spouse of the deceased in or towards satisfaction of any share of the surviving spouse, whether that share arises under a will, as a legal right or on an intestacy.

Section III International jurisdiction in matters of succession

The answers to the questions depend on whether succession is concerned with devolution and administration or with distribution of the estate.

a 1 Domicile is not, of itself, a basis for assuming jurisdiction in matters of administration. However, section 29 of the *Succession Act*, 1965, gives the High Court jurisdiction to make a grant of representation in respect of a deceased, notwithstanding that the deceased left no estate in Ireland. A 'no assets' grant is made where a person dies abroad domiciled in Ireland and the foreign court insists on a grant of the court of domicile as a preliminary to a foreign grant. It is also granted to facilitate a relative who proposes to sue for damages on behalf of the family of a person who is killed in an accident but leaves no assets.

b 1 Yes, insofar as both administration and distribution are concerned.

2 (1) Yes, insofar as administration is concerned.

(2) No, insofar as distribution is concerned.

c No, insofar as both administration and distribution are concerned.

d Yes, insofar as both administration and distribution are concerned. 'Devolution' as used in the Commentary appears to have been confused with 'Distribution'.

e 1 No, insofar as both administration and distribution are concerned.

2 No, insofar as both administration and distribution are concerned.

3 Yes; the forum of the situs of the assets insofar as administration of the assets is concerned. See answers ante to b.

f 1 No, insofar as administration is concerned.

2 Yes, but only where there is service out of the jurisdiction.

Israël

En général – La loi israélienne sur les successions de 1965 contient un chapitre réservé au droit international privé. La loi est cependant trop récente pour que les tribunaux puissent l'interpréter et se prononcer sur la plupart de ses dispositions. Il s'en suit que les réponses au questionnaire sont parfois générales et pas toujours complètes.

Section I Détermination de la loi applicable à la succession – Loi successorale

§ 1 CARACTÈRES DU RATTACHEMENT: UNITÉ – SCISSION

La loi israélienne suit en principe le système de l'unité, dans ce sens qu'elle ne distingue pas entre biens mobiliers et biens immobiliers. Une atténuation importante cependant à ce système est admise par la loi, qui dispose

que lorsque des biens situés à l'étranger sont dévolus conformément à la loi de la situation, à l'exclusion de toute autre loi, c'est la loi de la situation qui gouverne la dévolution de ces biens.

§ 2 CIRCONSTANCES DE RATTACHEMENT

La loi successorale est en principe celle du domicile du défunt, sauf l'atténuation indiquée ci-dessus.

Quant au domicile, il a été ainsi défini par l'article 135 de la loi:

«In this Chapter, the domicile of a person is the place in which his life is centered; a minor, a person legally incompetent and a ward are presumed to be domiciled in the place of domicile of their representatives within the meaning of the Capacity and Guardianship Law 5722-1962, so long as it is not proved that their life is centered in another place¹.»

Il y a lieu de noter que la loi israélienne sur les successions est d'application générale. Les intéressés peuvent cependant, s'ils sont tous d'accord, soumettre la dévolution de la succession au tribunal du statut personnel du défunt, qui pour les juifs est le tribunal rabbinique, lequel appliquera la loi religieuse, qui ignore les règles de droit international privé.

§ 3 CORRECTIFS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE APPORTÉS AU RATTACHEMENT

Le renvoi n'est admis que partiellement.

La loi stipule en cette matière ainsi que suit:

«Notwithstanding anything in this Law, where the law of a particular State applies and such law refers to some other law such reference shall be disregarded and the domestic law of that State shall apply, provided that if the law of that State refers to Israel law, the reference shall be made and domestic Israel law apply.»²

La nationalité ou le domicile des héritiers ne peut entraîner ou provoquer une éviction totale ou partielle de la loi normalement applicable. La loi dispose cependant expressément qu'il n'y a pas lieu d'appliquer une loi étrangère qui contrevient à l'ordre public ou qui fait une discrimination entre les héritiers en raison de leur race, religion ou nationalité.

Quant au défunt, il ne peut pas soumettre sa succession, par une déclaration de volonté, à une loi autre que celle qui serait normalement applicable.

Section II Etendue et limite du champ d'application de la loi successorale

§ 1 RÉSERVE, QUOTITÉ DISPONIBLE, LIMITATIONS, LIBERTÉ DE TESTER

L'existence et l'étendue d'une réserve en faveur de certains héritiers ou au contraire une liberté plus grande de disposer par donation ou testament, dépend de la loi successorale. La loi israélienne consacre en principe la liberté de tester, mais elle admet en faveur de l'époux du défunt, de ses enfants et de ses parents s'ils sont nécessaires un droit à des aliments, lequel est protégé dans la mesure indiquée par la loi, à l'encontre de dona-

¹ *Laws of the State of Israel*, Authorised Translation from the Hebrew, prepared at the Ministry of Justice, vol. 19, p. 80.

² *Laws of Israel*, *ibid.* p. 82.

tions entre vifs ou à cause de mort. Il ne semble pas que ce droit écarte l'application de la loi successorale lorsque celle-ci n'est pas la loi israélienne.

§ 2 TRANSMISSION HÉRÉDITAIRE - ADMINISTRATION DE LA SUCCESSION

Il semble bien qu'en matière d'administration la loi israélienne soit applicable, en tant que *lex fori*.

Section III Compétence internationale en matière de succession

La loi israélienne ne dispose en matière de compétence que pour Israël. Elle dispose à cet effet que les tribunaux israéliens sont compétents lorsque le défunt avait son domicile en Israël au moment du décès, ou avait laissé des biens dans ce pays.

Japon

Section I Détermination de la loi applicable à la succession - Loi successorale

§ 1 CARACTÈRES DU RATTACHEMENT: UNITÉ - SCISSION

A Le droit japonais suit le principe de l'unité de la loi applicable à la succession.

B Non.

C a 1 Non.

2 Le principe de l'unité serait parfois atténué en pratique.

3 Aucune autre position ne serait possible.

§ 2 CIRCONSTANCES DE RATTACHEMENT

A La loi successorale est la loi nationale du défunt.

C a 1 Si une personne possède à la fois la nationalité japonaise et une nationalité étrangère, c'est la nationalité japonaise qui prévaut.

Si deux nationalités étrangères sont en conflit, c'est la nouvelle nationalité qui prévaut.

Si deux nationalités étrangères en conflit sont acquises en même temps, c'est la nationalité effective qui prévaut.

2 Si une personne est apatride, la loi nationale est substituée par la loi du domicile.

A défaut du domicile, la loi de la résidence.

D a Si la loi nationale du défunt consiste en un système non unifié, la loi applicable est déterminée par les règles en vigueur dans ce système et à défaut de telles règles, par le lien le plus effectif qu'avait le défunt avec l'une des législations composant ce système.

§ 3 CORRECTIFS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE APPORTÉS AU RATTACHEMENT

A Oui.

a 1 Oui.

2 Oui.

3 Non.

4 Non.

d Non.

B a Non.

b Non.

C a Non.

b Sans objet.

Section II Etendue et limite du champ d'application de la loi successorale

§ 1 RÉSERVE, QUOTITÉ DISPONIBLE, LIMITATIONS, LIBERTÉ DE TESTER

A Oui.

C La restriction s'effectue si la loi successorale est contraire à l'ordre public international.

D a 1 Oui.

2 Non.

§ 2 TRANSMISSION HÉRÉDITAIRE - ADMINISTRATION DE LA SUCCESSION

A La loi successorale elle-même.

B a Oui.

b Cette question dépend de la loi successorale.

c La loi successorale.

d La loi successorale.

Section III Compétence internationale en matière de succession

En matière de succession, le domicile du défunt est admis comme chef de compétence internationale.

Luxembourg

Section I Détermination de la loi applicable à la succession - Loi successorale

§ 1 CARACTÈRES DU RATTACHEMENT: UNITÉ - SCISSION

A Non.

B Le droit luxembourgeois admet le principe de la pluralité des lois applicables à la succession, en distinguant entre masses mobilière et immobilière.

C a Sans objet.

b La scission en masses différentes au moment de l'ouverture de la succession est considérée comme définitive en ce sens que la loi applicable n'est pas modifiée par la conversion des immeubles en meubles et inversement, intervenue après l'ouverture de la succession.

1 La loi applicable reste déterminée par la consistance des biens au jour de l'ouverture de la succession.

2 Oui.

3 Pas de jurisprudence, mais en droit luxembourgeois le passif successoral se divise de plein droit entre les héritiers. Il semble donc que le passif se répartisse sur l'ensemble des masses, les héritiers en étant tenu, en principe proportionnellement à leur part dans la succession. Les créanciers ont d'ailleurs le droit d'exercer leurs poursuites pour le tout sur l'un quelconque des biens à leur choix.

§ 2 CIRCONSTANCES DE RATTACHEMENT

A Sans objet.

B a La loi de la situation est applicable aux successions immobilières.

b La succession mobilière semble devoir être régie par la loi du dernier domicile du défunt, quoiqu'il y ait une certaine tendance donnant la préférence à la loi nationale.

C a Si la loi applicable devait être la loi nationale

1 en cas de double nationalité, il faut tenir compte de la nationalité dont le défunt a effectivement fait usage, celle du pays avec lequel il possède les éléments de rattachements les plus prononcés. Si une des nationalités devait être la loi luxembourgeoise, celle-ci devra être retenue;

2 en cas d'apatridie, il devrait être fait application de la loi du domicile conformément à l'article 12 de la Convention du 28 septembre 1954 sur les apatrides.

b Dans l'hypothèse de la soumission des successions mobilières à la loi du domicile, il faudra en principe tenir compte du domicile effectif. Ainsi, quoique l'article 13 du Code civil luxembourgeois connaisse toujours l'admission des étrangers à domicile par décision du Grand-Duc, on admet qu'ils peuvent néanmoins en l'absence d'une telle autorisation posséder au Luxembourg un domicile de fait auquel sont attachées toutes les conséquences juridiques de domicile.

A défaut de jurisprudence et de doctrine, il n'est pas possible de se prononcer sur le point de savoir si le domicile légal de la femme mariée et du mineur peuvent être retenus comme attributifs de compétence législative dans l'hypothèse où il serait différent du domicile réel.

D a La question ne s'est pas encore posée. En général, la jurisprudence luxembourgeoise admet le procédé du renvoi.

b La question ne s'est pas encore posée.

A défaut de pouvoir dégager de façon satisfaisante la loi applicable par le mécanisme du renvoi, il semble qu'il y ait lieu à application de la loi du for.

§ 3 CORRECTIFS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE APPORTÉS AU RATTACHEMENT

A Le renvoi au 1^e et 2^e degré est admis par la jurisprudence.

a 1 Le renvoi est accepté.

2 Hypothèse sans objet, la loi luxembourgeoise s'appliquant de plein droit à la succession immobilière si les immeubles sont situés au Luxembourg.

3 Le renvoi paraît devoir être accepté.

4 L'hypothèse n'a pas encore été examinée en jurisprudence. Il semble que, puisque le mécanisme du renvoi n'aboutit pas à la détermination de la loi qui se reconnaît compétente, il faille appliquer, à titre subsidiaire, la loi du for.

b 1 Renvoi accepté, si le pays du domicile auquel renvoie la règle de conflits luxembourgeoise renvoie à son tour à la loi luxembourgeoise comme loi du domicile.

2 Dans ce cas, il n'y a pas de renvoi, mais compétence directe de la loi luxembourgeoise.

3 Renvoi accepté. S'il s'agit de la succession immobilière, la question n'est pas pertinente, la loi luxembourgeoise renvoie directement à la loi de la situation de l'immeuble.

4 Même réponse que *sub a*.

c 1 Renvoi accepté, si le pays de la situation de l'immeuble renvoie à la loi luxembourgeoise du domicile.

2 Sans objet.

3 Renvoi accepté.

4 Même réponse que *sub a*.

d Le système de la *foreign court theory* est inconnu en jurisprudence luxembourgeoise.

B a La nationalité des héritiers peut aboutir à écarter dans certains cas l'application de la loi étrangère normalement compétente sur les biens situés au Luxembourg. L'hypothèse se présente lorsque des cohéritiers luxembourgeois se voient discriminés par la loi étrangère et que l'égalité du partage est rompue à leur détriment. En vertu du droit de prélèvement que leur accorde la loi du 29 février 1872, ils peuvent alors demander à être indemnisés sur la part des biens situés au Luxembourg. A ce titre, la loi luxembourgeoise pourrait avoir une vocation subsidiaire à se substituer en partie à la loi normalement compétente. A défaut d'application jurisprudentielle, il ne pourra être donné d'autres précisions.

b Le domicile des héritiers n'a pas d'influence.

c La volonté du défunt ne saurait modifier la détermination de la loi applicable.

Section II Etendue du champ d'application de la loi successorale

§1 RÉSERVE, QUOTITÉ DISPONIBLE, LIMITATIONS, LIBERTÉ DE TESTER

A La réserve successorale et la quotité disponible sont régies par la loi successorale.

B Sans objet.

C a Les legs dépassant la quotité disponible sont réduits au marc le franc.

b En cas de dépassement de la quotité disponible par suite de donations entre vifs il y a lieu à réduction en commençant par les donations les plus récentes.

D a Sans objet.

b 1 Question pas encore examinée par la jurisprudence luxembourgeoise. Il semble que la détermination de la réserve doive se faire sur une masse unique,

la masse du calcul fictive prévue par l'article 922 du Code civil, alors surtout que le passif s'impute sur l'ensemble des biens même soumis à des lois différentes.

2 La réserve instituée par la loi successorale d'un pays doit être exigée intégralement sur la masse située dans ce pays.

3 Une réponse à cette question ne pourrait qu'être spéculative, la jurisprudence ne s'étant pas encore prononcée à ce sujet et aucune disposition de droit positif ne permettant d'indiquer une solution adéquate.

§2 TRANSMISSION HÉRÉDITAIRE - ADMINISTRATION DE LA SUCCESSION

A a La transmission héréditaire et l'administration de la succession semblent devoir être régies par la loi successorale, qui dans le système de la scission coïncide d'ailleurs le plus souvent avec la loi de la situation réelle. Les questions de procédure restent soumises à la loi du for.

B a La qualité et les pouvoirs des personnes ayant le droit d'administrer la succession doivent s'apprécier conformément à la loi successorale. Il a toutefois été décidé que les droits et devoirs de l'exécuteur testamentaire sont régis par la loi du lieu de l'ouverture de la succession. Cette loi étant en droit luxembourgeois celle du dernier domicile du *de cuius*, il n'est pas sûr que la Cour ait voulu écarter la loi successorale. A défaut d'une jurisprudence certaine, l'hésitation est permise quant à la prise de possession des biens. Logiquement, cette question devrait également obéir à la loi successorale, mais on pourrait justifier sa soumission à la loi de la situation réelle des biens.

b Les facultés d'option permettant de limiter les droits et obligations des ayants droit à la succession obéissent à la loi successorale.

c L'obligation et la contribution aux dettes obéissent à la loi successorale.

d La question ne doit guère présenter de difficultés alors qu'elle intéresse presque exclusivement les immeubles qui dans le système luxembourgeois sont régis par la loi de leur situation. Pour autant que la question puisse intéresser des biens meubles, comme le droit au bail d'une exploitation rurale, et les éléments mobiliers nécessaires à l'exploitation d'un bien affermé, il semble qu'il y ait lieu également à application de la loi de la situation réelle. En effet les dispositions de la sorte comme celles introduites par la loi luxembourgeoise du 9 juillet 1969 modifiant et complétant les articles 825, 832, 2103(3) et 2109 du Code civil, règlent de façon impérative le statut de la propriété.

C Sans objet.

Section III Compétence internationale

a En principe, compétence est reconnue au tribunal du lieu de l'ouverture de la succession qui est le lieu du dernier domicile du défunt.

b A côté de cette compétence générale, il faut retenir celle du tribunal de la situation des immeubles.

c En vertu des règles de compétence exorbitante des articles 14 et 15 du Code civil, les tribunaux luxembourgeois sont compétents, si l'héritier demandeur ou le défendeur possède la nationalité luxembourgeoise, même à défaut d'autre chef de compétence.

Section I Determination of the law applicable to the estate of a deceased person – Law of succession

§ 1 THE PARTICULAR NATURE OF THE CHOICE OF LAW CONNECTION: UNITY – SCISSION

A Yes, Norway follows the unity principle as regards the law of succession.

B No.

C a 1 This question is not quite settled in Norwegian law, and I have no certain information as to practice regarding this point.

2 No, not by statute or case law; as mentioned above (§ 1, C, a, 1) I have no certain information as to practice.

3 No, none to my knowledge.

§ 2 THE CONNECTING FACTOR

A a No.

b Yes, the domiciliary law of the deceased.

c No.

B

C a

b 1 Yes.

2 No.

D a

b As far as I know, there is no generally accepted practice on this point in Norway. It is most likely that the problem has seldom, if ever, occurred.

c Being even less practical than the problem dealt with above (D, b), there is probably not any practice on this point in Norway.

§ 3 CORRECTIVES CAPABLE OF MODIFYING THE CONNECTING FACTOR

A a

b 1 We have no statute or case law regarding this point, and there are different trends in legal writing and practice. But it is quite clear that we do *not fully accept* the renvoi; and there is a prevailing tendency of not accepting the renvoi *at all*. However, in legal writing the 'foreign court theory' has been advocated.

2 In this case, being contrary to the *unity principle*, the renvoi is not sanctioned by Norwegian law.

3 In this case Norwegian law probably accepts a renvoi to the national law of the deceased (renvoi to the second degree). As regards a renvoi to the law of the situs of immovable property, it is rather doubtful whether the renvoi is accepted, as it would be contrary to the unity principle (see § 3, A, b, 2).

4 In this case the renvoi is not accepted.

c

d It is possible that Norwegian law sanctions the application of the 'foreign court theory' (see § 3, A, b, 1).

B a No.

b No.

C a and b The question is not settled in Norwegian law.

Section II Extent and limits of the application of the law of succession

§ 1 'RÉSERVE', THE PORTION OF THE INHERITANCE AVAILABLE FOR DISPOSITION, AND THE RESTRICTIONS ON THE FREEDOM OF THE TESTATOR TO DISPOSE OF HIS PROPERTY BY WILL

A Yes.

B

C a The 'réserve' and the portion available for disposition are assessed from the assets left by the deceased at the moment of his death.

b The question is not settled in Norwegian law.

D a 1 Yes.

2 Yes probably.

b

§ 2 DIRECT TRANSMISSION TO THE HEIRS – ADMINISTRATION OF THE ESTATE

A a Yes, the law of succession, *i.e.* the domiciliary law of the deceased, decides whether the estate will pass to the heirs and be subject to a direct administration by them.

B At first I would like to point out that according to Norwegian law the court of the domicile of the deceased alone has jurisdiction to regulate the administration of an estate, even as regards assets situated in another country. The Norwegian courts, therefore, have jurisdiction if the deceased dies domiciled in Norway only, and they have no jurisdiction if he dies domiciled abroad. Consequently, the law of succession, being the domiciliary law of the deceased, will normally coincide with the law of the country in which the administration of the estate is organized. There is, however, one exception to this rule, as a Norwegian court can accept the administration of assets belonging to a Norwegian national dying domiciled abroad, if the country of domicile has refused to organize the administration of the assets.

a Yes.

b The law of succession.

c The law of succession.

d The devolution of immovable property is as a rule governed by the law of the domicile of the deceased (the law of succession). However, this rule is modified occasionally to regulate the method of distribution of farmland situated in Norway (see *supra* p. 57 in the Commentary on the Questionnaire).

Section III International jurisdiction in matters of succession

As mentioned above (Section II, § 2, B), the main rule is that the court of the domicile of the deceased alone has jurisdiction to organize the administration of an estate. – However, 'matters of succession', *i.e.* disputes

between heirs, legatees, etc., can be brought before Norwegian courts according to *our general rules of jurisdiction*. These rules are prescribed in the *Dispute Act* of 13th August, 1915. Some of them are quoted in Norwegian laws, published by the Royal Ministry of Foreign Affairs, 1963, see XVII-A-6, page 33-34. — Besides, there is a *special forum* for some matters of succession, § 30 in the *Dispute Act* (not quoted in Norwegian laws).

Pays-Bas

Section I Détermination de la loi applicable à la succession — Loi successorale

§ 1 CARACTÈRES DU RATTACHEMENT: UNITÉ — SCISSION

A Oui.

B Non.

C a 1 La loi du 7 avril 1869 (S 56) contient la disposition suivante:

«En cas de partage entre étrangers et Néerlandais d'une succession renfermant à la fois des biens situés aux Pays-Bas et à l'étranger, les Néerlandais prélèvent des valeurs en proportion, au vu de leur part successorale, de la valeur des biens dont l'acquisition leur a été exclue par les lois ou usages étrangers.

Les valeurs sont prélevées sur les biens appartenant à la succession à l'égard desquels l'exclusion n'existe pas.»

Il y a lieu toutefois de remarquer que la doctrine néerlandaise limite l'application de cette règle aux seuls cas où l'exclusion étrangère se fonde sur le fait de la nationalité néerlandaise de l'ayant droit; on en tire la conséquence que la disposition ne s'applique que très rarement. Des données exactes sur la fréquence des cas où la disposition a en effet été appliquée font cependant défaut.

2 Cf. la réponse sous a, 1.

3 La nouvelle rédaction de la Loi Uniforme sur le droit international privé, annexée au traité Benelux du 3 juillet 1969 — dont la ratification n'est pas encore intervenue — est, sur ce point, plus large; son article 10 dispose:

«Si l'application d'une règle de droit international privé, en vigueur dans le pays de la situation des biens successoraux, a pour effet d'écarter en tout ou en partie celui qui eût été admis à faire valoir un droit sur ces biens en vertu de l'article précédent, les droits réels acquis par d'autres personnes conformément à cette règle sont reconnus valables.

Toutefois, celui qui a bénéficié de l'application d'une telle règle est obligé d'indemniser la personne exclue, dans la mesure du profit qu'il a retiré de cette application.

Les biens recueillis par l'effet de la règle de droit international privé visée au premier alinéa sont, entre copartageants, imputés sur la part revenant à chacun selon la loi nationale du défunt.»

b Sans application.

§ 2 CIRCONSTANCES DE RATTACHEMENT

A a Oui. Il y a lieu cependant d'attirer l'attention sur l'exception qu'apportera à ce principe de la loi

nationale l'article 9 de la Loi Uniforme annexée au Traité Benelux mentionnée sous § 1, C, a, 3 du 3 juillet 1969, définissant le domaine d'application de la loi successorale comme suit:

«Les successions sont, en ce qui concerne la désignation des successibles, l'ordre dans lequel ils sont appelés, la part qui leur revient, la réserve et l'obligation au rapport, soumises à la loi nationale du défunt au moment du décès. Par successibles il faut entendre les parents ou alliés à un degré successible et le conjoint. Cette loi détermine la validité intrinsèque et les effets des dispositions testamentaires.

Lorsque la loi de la nationalité que le défunt avait au moment où il a fait une donation à ses héritiers, les dispense en tout ou en partie du rapport, celui-ci n'est dû que dans la mesure fixée par cette loi.

La liquidation et le partage de la succession, y compris les règles concernant l'exécuteur testamentaire, l'acceptation et la renonciation, le rapport des dettes ainsi que le mode suivant lequel le rapport des libéralités est effectué, sont soumis à la loi du dernier domicile du défunt.»

b

c

B

C a 1 En droit néerlandais une tendance générale se fait remarquer selon laquelle en cas de double nationalité la loi de la nationalité (la plus) effective doit être appliquée; et cela même lorsque la nationalité néerlandaise est en jeu.

2 La dévolution est régie par la loi du dernier domicile.

b 1 Dans la mesure qu'il entre en ligne de considération (par exemple, conformément à la réponse donnée à la question C, a, 1) le domicile est déterminé, en général, sur la base des circonstances de fait.

2 Oui.

D a 1 à 3 Ici il y a lieu de distinguer entre deux propositions. Dans la première, qui semble être visée en premier lieu par la question, le droit de l'Etat plurilégislatif conclut à l'application de l'une ou l'autre des lois internes des Etats composant l'Union. Ces cas sont traités dans les réponses données aux questions D, a, 1 et D, a, 2. Dans l'autre hypothèse le système plurilégislatif ne désigne pas comme compétente l'une de ces lois internes et il se peut que la succession soit régie par une loi étrangère à ce système, en vertu d'une règle de droit international privé. Ce cas est traité sous D, a, 3.

D a 1 Lorsque le droit fédéral déclaré applicable contient une règle renvoyant à la loi de l'un des Etats composant l'Union, telle règle sera, en principe, observée. Il ne paraît guère justifié, cependant, d'utiliser pour ce procédé intellectuel le terme technique de «renvoi».

2 Au cas où le droit fédéral en question ne contient pas une telle règle, on cherche à établir la loi avec laquelle existent, en l'espèce, les rattachements les plus forts.

3 Si le droit fédéral de l'Etat plurilégislatif contient une règle de droit international privé prescrivant l'application de la loi du domicile l'application des alinéas 2 et 3 de l'article 11 de la Loi Uniforme Benelux précitée peut entraîner un «quasi-renvoi». Si le droit fédéral est tacite sur la règle de conflits à suivre, la règle formulée sous D, a, 2 sera probablement suivie.

b Lorsque le droit en vigueur au domicile est composé de systèmes différents dont l'application dépend de critères de religion ou de race, les règles de ce droit destinées à désigner le système applicable seront observées.

c Il est difficile de donner à cette question une réponse fondée en droit positif. Un tel cas ne semble pas avoir fait l'objet d'une décision néerlandaise.

§ 3 CORRECTIFS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE APPORTÉS AU RATTACHEMENT

A Le droit positif néerlandais n'admet pas le renvoi: toujours est-il que les alinéas 2 et 3 de l'article 11 de la Loi Uniforme Benelux – une fois en vigueur – entraîneront des exceptions à la règle générale (à savoir l'application de la loi nationale du défunt) lesquelles conduiront à des résultats très proches de ceux du renvoi.

a 1 à 4

b

c

d

B a Non.

b Non.

C a Non.

b

Section II Étendue et limite du champ d'application de la loi successorale

§ 1 RÉSERVE, QUOTITÉ DISPONIBLE, LIMITATIONS, LIBERTÉ DE TESTER

A Oui.

B

C a b Ces questions seront régies par la loi déclarée applicable.

D a 1, 2 Ces questions seront régies par la loi successorale.

b

§ 2 TRANSMISSION HÉRÉDITAIRE – ADMINISTRATION DE LA SUCCESSION

A On applique la loi visée sous d de la question.

B

C

D Il n'est guère possible de donner des réponses aux questions a, b et c, le droit positif sur ce point n'étant pas clairement arrêté.

Section III Compétence internationale en matière de succession

a Oui, mais en jurisprudence et en doctrine des tendances à élargir les bases de compétence se font jour.

b 1 En principe non, mais des tendances en sens divergent se font jour.

2 Non; la même remarque que celle formulée sous a s'applique.

c à f Non.

Remarque générale relative à la Section III:

Le résultat auquel conduit le droit positif néerlandais sur ce point ne donne qu'une image partielle. Dans l'administration de la justice néerlandaise la procédure sommaire et spéciale du «kort geding» (à comparer à la procédure en référé du droit français, mais avec des pouvoirs plus amples pour le Président du tribunal) joue un rôle de plus en plus important. La compétence du Président se fonde sur un critère territorial, ce qui fait que devant lui des actions peuvent être intentées dans des cas d'espèce où on ne trouvera pas de tribunal compétent dans sa circonscription.

République Arabe Unie

Section I Détermination de la loi applicable à la succession – Loi successorale

1 CARACTÈRES DU RATTACHEMENT: UNITÉ – SCISSION

A et B La RAU suit le principe de l'unité des lois applicables à la succession. L'alinéa premier de l'article 17 du Code civil consacre son texte à l'établissement de ce principe en édictant «les successions, testaments et toutes les dispositions à cause de mort seront régis par la loi nationale du *de cuius*, du testateur ou du disposant au moment du décès».

C a La loi de la RAU ne connaît pas un droit de prélèvement sur les biens locaux au profit des ayants droit lésés par l'application de la loi étrangère. Cependant les dispositions législatives en vigueur en matière de cessation de l'indivision par le partage admettent, conformément à l'article 837, alinéa 1 du Code civil, au cas où il s'avère au tribunal par devant lequel l'action en partage judiciaire est intentée que le partage ne peut pas être effectué sur la base de confection des lots, de fixer directement la part de chaque copropriétaire. La Cour de cassation, dans un arrêt du 31 mai 1956, ainsi que la doctrine sont d'accord pour reconnaître ce moyen de partage nonobstant la non-acceptation de tous les copartageants toutes les fois que le tribunal de fond estime, à l'aide des experts, l'impossibilité ou même la difficulté de recourir au partage sur la base de la confection des lots. Quoique la question de l'existence d'une partie des biens partageables à l'étranger n'ait pas été abordée comme cause qui soulèverait l'impossibilité ou la difficulté de partage par la confection des lots et conduirait à la fixation directe de la part du copropriétaire qui serait lésé par l'application de la loi étrangère en prélevant sa part en entier dans les biens locaux, il est cependant possible d'envisager la solution susmentionnée, l'équité et la pratique militant en sa faveur.

C b Sans objet.

2 CIRCONSTANCES DE RATTACHEMENT

A a C'est la loi nationale du *de cuius* au moment du décès qui régit les successions; s'agissant en effet des règles qui relèvent des conceptions qui intéressent la famille et rentrent dans le domaine des statuts personnels.

A *b* et *c* Sans objet.

B *a* et *b* Sans objet.

C *a* Cette question est résolue par l'article 25 du Code civil de la RAU qui édicte «En cas d'apatridie ou de pluralité de nationalités, la loi à appliquer sera déterminée par le juge. Toutefois, la loi égyptienne sera appliquée si la personne possède, en même temps, la nationalité égyptienne, au regard de l'Égypte, et, au regard d'un ou de plusieurs États étrangers, la nationalité de ces États». Selon ce texte, le juge possède un pouvoir discrétionnaire en cas de conflits des lois sur la nationalité, sauf au cas où la nationalité de la RAU est parmi celles qui sont en conflit. En effet, le juge doit recourir, dans ce cas et pour ce qui a trait à la loi successorale, à l'application de la loi de la RAU si le *de cuius* a plusieurs nationalités dont celle de la RAU. Il est de règle en jurisprudence et en doctrine dans la RAU qu'à part la restriction ci-dessus mentionnée, le juge doit appliquer la loi de la nationalité de fait du *de cuius* en cas de pluralité de nationalités et la loi de la nationalité de son domicile s'il est apatride.

C *b* Sans objet.

D *a*, *b* et *c* En vertu de l'article 26 du Code civil de la RAU «Lorsque les dispositions relatives aux règles de rattachement prévues par les articles précédents renvoient au droit d'un État dans lequel existent plusieurs systèmes juridiques, le système à appliquer sera déterminé par le droit interne de cet État». Il ne s'agit pas en l'espèce d'un cas de renvoi dans le sens connu en droit international privé, lequel est prohibé d'après les dispositions législatives de la RAU, mais plutôt de la détermination de la règle de fond applicable en la matière dans un système juridique plurilégislatif dû à la non-unification territoriale ou personnelle. La jurisprudence et la doctrine admettent conformément au texte susmentionné le recours aux règles internes de la loi étrangère et ce sans réserve aucune quant à la recherche de la règle qu'elles désignent pour être appliquée au litige.

3 CORRECTIFS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE APPORTÉS AU RATTACHEMENT

A Aux termes de l'article 27 du Code civil de la RAU «En cas de renvoi à une loi étrangère, ce sont les dispositions internes qui devront être appliquées à l'exclusion de celles du droit international privé». C'est bien dans le cadre de ce texte qu'on trouve la réponse aux questions ci-présentes.

Section II Etendue et limite du champ d'application de la loi successorale

1. RÉSERVE, QUOTITÉ DISPONIBLE, LIBERTÉ DE TESTER

Tout ce qui a trait à ces questions est résolu par la loi successorale conformément à l'article 17 du Code civil. Il va donc de soi que s'il existe dans la loi de la RAU une réserve en faveur des héritiers, cette réserve ne peut pas être envisagée si la loi applicable n'est pas celle de la RAU.

2 TRANSMISSION HÉRÉDITAIRE, ADMINISTRATION DE LA SUCCESSION

C'est en principe la loi successorale qu'on applique en ces matières avec certaines réserves concernant le droit

des tierces personnes et l'application de la loi réelle pour les biens successoraux immobiliers.

Section III Compétence internationale en matière de succession

La loi de procédure qui était en vigueur dans la RAU depuis 1949 disposait en cette matière de l'article 860 qui édictait «Les tribunaux civils égyptiens sont compétents en matière de succession lorsque tous ou certains des défendeurs ont leur domicile en Égypte, lorsque tous ou certains des biens de la succession se trouvent en Égypte et que le *de cuius* est un Égyptien, ou que tous ou certains de ses hoirs sont des Égyptiens, ou lorsque tous ou certains des biens de la succession se trouvent en Égypte et que le tribunal du lieu où la succession s'est ouverte n'est pas compétent selon la loi applicable». Mais ce texte a été remplacé dans la loi de procédure de 1968 par un autre qui reconnaît la compétence aux tribunaux de la RAU toutes les fois que les biens successoraux se trouvent en tout ou en partie dans la RAU sans condition aucune concernant la nationalité du *de cuius* ou ses hoirs s'ils sont ressortissants de la RAU ou étrangers.

Royaume-Uni

Part A – In respect of the law of England and Wales

Section I Determination of the law applicable to the estate of a deceased person – Law of succession

§1 THE PARTICULAR NATURE OF THE CHOICE OF LAW CONNECTION: UNITY – SCISSION

A No.

B Yes – but see the criticism by Dr J. H. C. Morris (1969) 85 *Law Quarterly Review* 339–371.

C *a* does not apply.

b 1 generally speaking, the nature of the property at the time of the death of the deceased counts: *Re Berchtold* [1923] 1 Ch. 192, and any change in the nature of the assets in consequence of any disposition after the death of the *de cuius* is irrelevant.

Exceptionally, where a settlement of land existing prior to the death of the *de cuius* is English and the assets are in England, movables representing the proceeds of the sale of the settled land before the death may be treated as land for the purposes of the settlement *Re Sutcliffe* [1940] Ch. 565, *Re Cook* [1936] S.R. N.S.W. 186. If the settlement is foreign, the doctrine of subrogation, even in this limited sense, does not apply, although the proceeds of the sale of foreign land are represented by moneys in England. *Re Middleton's Settlement* [1947] Ch. 583, affirmed [1949] A.C. 418.

2 The estate also includes benefits and income derived from it after the death of the *de cuius*. The question how this residue is finally distributed will be discussed below (§ 2).

3 In principle (subject to the observations below (ii) and (iii)) the separation of estates operates also in respect of liabilities.

The problems set out in the Commentary to the Questionnaire (*supra* p. 49 *b* last paragraph) have not yet arisen in practice.

There are good reasons for this:

As regards the distribution, it must depend upon whether the beneficiaries are the same in both countries or not.

i If there is one single will, appointing the same persons beneficiaries for both estates, no problem arises. This is also true if the same persons are beneficiaries on intestacy. If there is one will appointing different beneficiaries, or two wills appointing separate beneficiaries, or if the beneficiaries on intestacy differ according to the law applicable to the two separate estates, it is the duty of the respective personal representatives to distribute the residue as they find it after clearing off the debts. The beneficiaries are not entitled, in the latter situation, to apply to the personal representatives in the other country, where they are not entitled to a share, to indemnify them.

ii Any attempt to equalize the burden of liabilities must be made by the personal representatives before distribution to the beneficiaries, and they can do so, apparently in two circumstances only:

aa If a testator leaves property in countries A and B and provides expressly which estate is to bear the burden of particular debts, the personal representative of the estate in A, who has paid the debt which the testator wishes to be borne by the estate in B can recoup himself from the personal representative in country B in accordance with the terms of the will [*Re Scull, Scott v. Morris* (1917) 87 L.J. Ch. 59].

bb According to the *Finance Act* 1894 s. 9(1) an English personal representative who is liable to pay estate duty in respect of assets of the deceased abroad, even if their control is vested in other executors etc. abroad, is entitled to a charge on the foreign property and may recover the excess paid by him from the foreign trustees or owners (s. 9(4)). [*Re Manchester, Duncannon v. Manchester* (1912) Ch. 540].

In practice, this remedy is of little use, unless the foreign personal representative or heir is subject to the jurisdiction of English courts, or submits to it, and there is property in England on which execution can be levied, or unless the foreign assets are transferred to England. The claim as such will not be enforceable abroad, since it is based on English revenue legislation. [See Franks (1954) 104 *Law Journal* 563.]

§ 2 THE CONNECTING FACTOR

A Does not arise.

B *a* 1 Yes.

2 No.

b 1 No.

2 Yes. As far as distribution (succession) is concerned.

3 Yes, as far as administration of the estate *before* distribution is concerned.

4 No.

C *a* Does not arise.

b 1 There are three types of domicile: domicile of origin, domicile of choice and domicile of dependence.

aa Domicile of origin – is acquired on birth and subsists until the person establishes a domicile of choice in the conditions set out below *bb*. The domicile of origin revives, if a domicile of choice is abandoned and no new domicile of choice is acquired.

bb Domicile of choice – can be established by a person over 18 years of age, if he resides in a country with the intention of staying there permanently or indefinitely.

cc Domicile of dependence – applies to children under age, who follow a new domicile which their parents (*i.e.* father, if legitimate, mother, if illegitimate) may acquire. It also applies to married women.

In reply to the observations in the Commentary to the Questionnaire¹ it must be pointed out that in matters of succession the legal unity of husband and wife, despite a factual separation of long standing, is likely to be respected. [See *Re Scullard* (1957) Ch. 107.] Lunatics are in a somewhat special position.

2 Yes, the domicile of origin and that of married women (above 1 *aa* and *cc*).

D In reply to the Commentary to the Questionnaire¹ and the observations on *Re O'Keefe* (1940) Ch. 124 it must be pointed out that similar cases are unlikely to arise in the future, if the parties plead their case with due observation of the applicable foreign law. *Re O'Keefe* concerned renvoi from the law of domicile (which was Italian) to the *lex patriae* (which was British). There is no British law and no uniform system of private international law applicable to British subjects. The question as to what law is applied according to the *lex causae* (Italian) if the *lex patriae* cannot be ascertained is, properly analysed, a question of Italian, and not of English private international law.

[See, *e.g.* De Nova, *Il richiamo di ordinamenti plurilegislativi* (1940) pp. 107 ff; *Festschrift für Leo Raape* (1948) 67 ff; *Ann. dir. comp.* 26 (1950) 25 ff; *Hague Recueil* 118 (1966, II) 545–549; Lipstein, *Giur. comp. di diritto internazionale privato* 11 (1952) III.]

In the circumstances, Italian law as the law of the last habitual residence should have been applied in accordance with Italian practice. [See De Nova, *loc. cit.*]

The answer must, therefore, be –

a Does not arise directly in the United Kingdom, but see above Introductory Remarks to D for the case where Italian law refers to the national law of a British subject.

b 1 Yes. See *Casdagli v. Casdagli* (1918), p. 89 at 110, approved (1919) A.C. 145, 169, 175, 194, 202. *Bartlett v. Bartlett* (1925) A.C. 377 *Kotia v. Nahas* (1941) A.C. 403, 412 ff.

If the domiciliary law is a composite legal system, that law should be applied which forms part of the domiciliary law and governs the person concerned.

2 No – recourse to this notion has been rejected above (Introductory Remarks to D) as unnecessary in practice.

3 No – there is no need, since the law of the domicile provides a material solution by providing a special legal system for the category or type of person concerned.

4 No.

¹ See *supra* p. 41 last paragraph.

It is noted that the Questionnaire seems to assume that a reference to a domiciliary law consisting of a composite system of law introduces first a reference to the domiciliary law and a second reference on to the personal law. However, in this situation the respective personal law is the law of the domicile, in so far as it regulates the position of this particular category of persons, and no second choice of law is involved after the initial reference to the law of the domicile.

c According to the conclusions above D a and b the answer must be as follows –

aa If the *forum* refers to the national law and the latter consists of a territorial plurilegisative legal system without providing for a uniform (federal) scheme of private international law, the reference by the forum to the *lex patriae* fails, and a subsidiary connecting factor (such as residence, forum) is normally provided by the private international law of the forum. It is irrelevant as such that the person is domiciled elsewhere.

bb If the *forum* refers to the law of domicile, which consists of a composite interpersonal system of laws, the observations above b (1) apply. It is irrelevant that the *lex patriae* differs from the *lex domicilii*. No question of *renvoi* arises in either case.

§ 3 CORRECTIVES CAPABLE OF MODIFYING THE CONNECTING FACTOR

A a Does not arise.

b In the law of succession the doctrine of *renvoi* is applied by way of a reference back (*Rückverweisung*, remission) or (probably) by way of a reference on (*Weiterverweisung*, transmission).

c *Renvoi* is accepted: *Re Duke of Wellington* (1948) Ch. 118; affirming (1947) Ch. 506. Although no case on the exact facts indicated in the Questionnaire has arisen as yet (reference to the law of C), it is believed that the courts will apply transmission (*Weiterverweisung*) in those circumstances.

d Yes – at least in the private international law of succession.

B a No.

b No.

C a The deceased cannot, by a declaration in his will, determine that a legal system other than that which normally applies is to govern the essential validity of his will. A testator can, however, determine whether a law other than that which is normally applicable is to determine the interpretation of his will. [*Dicey and Morris, Conflict of Laws* (8th ed. 1967) Rule 102, pp. 605–609.]

Section II Extent and limits of the application of the law of succession

§ 1 THE 'RÉSERVE', THE PORTION OF THE INHERITANCE AVAILABLE FOR DISPOSITION, AND THE RESTRICTIONS ON THE FREEDOM OF THE TESTATOR TO DISPOSE OF HIS PROPERTY BY WILL

A English courts will take cognisance of restrictions imposed by the law of the foreign domicile of the deceased, if the succession is governed by that law, *i.e.*, if it consists of movables situated in England.

In the converse case, *i.e.* where foreign courts apply English law as the law governing the succession, these

courts will labour under some difficulty, since the restrictions imposed upon the deceased are limited not only *ratione personae*, but also *ratione loci* and leave the decision in the discretion of the courts. The restrictions imposed by the *Inheritance (Family Provision) Act 1938*, the *Intestates' Estates Act 1952* and the *Family Provision Act 1966* apply only to a *de cuius* who died domiciled in England. Thus if the testator died domiciled in England leaving immovables abroad, the Acts do not apply even if the foreign *lex situs* refers to English law. And if a *de cuius* died domiciled abroad leaving immovables in England, with the result that English law applies as the *lex situs*, the English Acts do not apply either. The latter principle does not apply in some countries of the Commonwealth.

B See A.

C a This must depend upon the nature of the foreign law which is applicable as the law governing the succession. If the latter reserves proprietary interests in certain assets of the estate for the benefit of certain heirs (as the 'réserve' according to French law purports to effect) such rights will have to be respected by the English personal representatives after the debts have been cleared off. If the foreign law applicable as the law governing the succession creates claims in the nature of an obligation (such as German law does), the English personal representative will have to satisfy these claims, so it would appear, *pari passu* with the claims of the other creditors before any distribution takes place.

b The fact that the law governing the distribution of the estate (the law governing the succession) includes a 'réserve' of a proprietary character will not affect the validity of gifts *inter vivos* made by the testator in respect of movables situated in England. [*Cf. Matrimonial Causes Act 1965* s. 32(4).]

D a Does not arise.

b 1 If there are separate estates in various countries the 'réserve' and similar restrictions are apparently calculated separately for each aggregate [*Re Rea* (1902) 1 Ir.R.451; *Re Ralston* (1906) Victoria L.R. 649] and see *Morris* (1969) 85 L.Q.R. 338, at pp. 349–352 and the examples at pp. 349–352.

2 If the 'réserve' is of a proprietary character, *Secundus* cannot both take his interest in the immovable situated in B and claim his 'réserve' in the immovable situated in A, despite the fact that the latter had been devised exclusively to *Primus*.

The reason for this conclusion is that the English doctrine of election applies. If a testator makes a will disposing of immovables in England and of immovables abroad or dies domiciled in England disposing of movables in England and of immovables abroad and gives the property of *Secundus* to *Primus*, while leaving some of the testator's assets to *Secundus*, the latter must elect between *either* claiming his own property given by the will to *Primus*, or of taking the property given to him by the will, at least to the extent that the value of the testamentary gift does not exceed the value of his own (*Secundus*) property given by the testator to *Primus*, and otherwise subject to compensation. See *Dicey and Morris*, pp. 539–543 and Illustrations 2 and 4.

The same applies if he disposes of movables only, provided the law of the testator's last domicile requires election. It is clear that the doctrine of election is based on the assumption that the beneficiary's property has been given to another by the will.

Consequently it does not apply if the 'réserve' is not a proprietary interest but merely gives rise to a claim in the nature of a contractual right (as it does in German law). Thus in the case given at p. 6 b (2) of the Questionnaire¹, if there is land or movable property in England and land abroad, and Secundus, who is given the assets in England claims a legitimate portion abroad, he

aa can claim his 'Pflichtteil' under German law against Primus, if the assets abroad are situated in Germany, and reclaim his full interest in the assets in England, since he is merely a creditor in Germany.

bb can claim his 'réserve' under French law against Primus, if the assets abroad are situated in France and is put to his election in England, or if the assets abroad recovered by Secundus exceed the value of the estate in England, pay compensation to Primus out of the English assets.

The result is not entirely satisfactory, since it depends upon the characterization of the claim to the portion abroad.

3 It determines the residue from which the 'réserve' must be calculated. In the example given in the Questionnaire¹ the law of A applies to the movable estate in A and the law of B applies to immovable estate in B.

aa If the law of England is the law of A and foreign law the law of B, the discretionary powers of English courts are limited to whatever the residue may be in England, after the debts have been cleared off in England, since English courts have no jurisdiction over land abroad, and English personal representatives as such have no standing abroad. If the latter obtain possession of assets situated abroad English courts may perhaps compel them to carry out the testator's will, once the administration abroad has ended.

In the converse case - where the English estate consists of immovables and the foreign estate of movables, no claim even to a discretionary portion, lies in England.

bb The possibility that an English court must consider the position where assets are both left in two foreign countries A and B is too remote to deserve a lengthy discussion.

§ 2 DIRECT TRANSMISSION TO THE HEIRS; ADMINISTRATION OF THE ESTATE

As will be shown in the present paragraph and in the Appendix to the Answers, the question posed here, namely

Which law will decide whether the estate or assets in the estate will pass to the heirs, and be subject to a direct administration by them, or whether there will be an administration judicially supervised independent of the heirs?

does not touch fully the problem, the answer to which is sought here.

Whenever there are assets of a deceased person in a common law country it is necessary to institute an administration. The person entrusted with the administration is either the executor appointed by the deceased

in his will or, if the deceased has failed to appoint an executor or has died intestate, an administrator. The appointment of an executor is confirmed by the Probate Division of the High Court, but the estate vests in him on the death of the testator.

An administrator is appointed by the Court, and the assets vest in him from the time of the appointment. The term 'personal representative' embraces both categories, executors and administrators.

At this stage the function of the court normally ceases, but it is possible to bring the administration into the court by the introduction of an administration action (*R.S.C. Order 85*, rules 1, 5) or by an application to determine specific matters affecting the estate (*R.S.C. Order 85*, rule 2).

In a purely English succession a beneficiary (heir) may well be entrusted with the administration of the estate either because he has been appointed executor by the deceased in his will or because he has been appointed administrator by the court. Rule 21 of the Non-Contentious Probate Rules provides that the administrators are to be appointed by the court from the following persons in this order: the surviving spouse, the children, the parents, brothers and sisters of the whole blood or their issue, brothers and sisters of the half blood or their issue, grandparents, uncles and aunts of the whole blood or their issue; uncles and aunts of the half blood or their issue, in default of these the Crown, if claiming *bona vacantia*, and finally any creditor.

Where the deceased died domiciled outside England and left a will appointing an executor or a person whose functions are comparable to those of an English executor, Probate will be granted to this person in England. Otherwise the person entrusted with the administration of the estate by the court having jurisdiction at the place where the deceased died domiciled or who is entitled to administer the estate by the law of the place where the deceased died domiciled will be appointed administrator in England (Rule 29 *a* and *b*, subject to the minor exceptions in *c* and *d*). If the estate consists exclusively of immovables situated in England, a grant limited to those assets may be made to the person entitled to the administration according to English law (Rule 29, Proviso *b*).

Thus, generally speaking, the *lex situs* of the assets, which is also the *lex fori*, must determine the form of the administration and the duties of the personal representative to collect the assets, to admit debt, and, in particular, to determine the order of priority to pay the debts and taxes and to administer the estate before distribution. (*Dicey and Morris*, Rule 92, p. 581).

But in selecting the person of the administrator the court will have regard to the law of the domicile of the deceased (which is the law governing succession to movables) when it comes to determine who is to be appointed administrator.

«The duty of administration is to be discharged by the courts of this country, though in the performance of that duty they will be guided by the law of the domicile»: *Enohin v. Wylie* (1862) 10 H.L.C. 1, at p. 19.

This means that 'where a person dies domiciled in a foreign country, the court will generally make a grant to his personal representative under the law of such foreign country' (*Dicey and Morris*, Rule 88, p. 572) and in such a case the administration in England is regarded as ancillary to the principal administration abroad (*Dicey and Morris*, p. 573).

The division of the question into A, B (application of the law governing the succession) and (application of the *lex fori* or the *lex situs*) to be answered in the alternative is, therefore, not entirely apposite in Common Law countries.

¹ See *supra* p. 30.

A (i) *Need for an administration*

The *lex situs* (which is also the *lex fori*) determines whether an administration must be carried out in the sense that the estate is kept as a separate mass pending the collection of the assets, and the payment of the debts or, if the estate is insolvent, the institution of bankruptcy proceedings.

Thus the answer is, to the extent formulated above (i) –

c Yes.

b Yes.

(ii) *Appointment of personal representative*

In the case of an estate in England consisting of movables the *lex domicilii* of the deceased must determine in the first place who is to be entrusted with the administration either as an executor under a will, or on intestacy as a person entitled according to the law of the last domicile of the deceased to take possession of the estate.

In the case of an estate in England consisting of movables and immovables (the distribution of the latter being governed by English law) reasons of convenience have led to the same practice. [*In the goods of Meatyard* (1903), p. 125, *Dicey and Morris*, p. 574.]

In the case of an estate in England consisting of immovables only, however, the person who would have been entitled, if the deceased had died domiciled in England may obtain a grant limited to the estate consisting of immovables. [*Non Contentious Probate Rules* 1954, r. 29. Proviso b. *Dicey and Morris*, p. 574.]

Thus in general, the law governing the succession itself may be called upon to determine who is to be entrusted with the administration.

Thus the answer is to the extent formulated (ii)

a and d: Yes.

A As shown above, Preliminary Observations to § 2, the question formulated in B and C overlap to a certain extent, since according to English law the law governing the succession is relevant even if the administration of the estate is carried out in England, in order to determine who is to be appointed personal representative in England and how the estate is to be distributed. Thus the answer might be given, in part, under the heading B and in part under the heading C. For the sake of convenience they will be given under C alone.

C a 1 Yes: see § 2, A

2 No: a grant of probate or of letters of administration by an English court is required.

3 Yes.

If a testator who died domiciled abroad has appointed an executor or executors and the powers of an executor according to the foreign law governing the succession are more restricted than those of an executor to English law, the foreign executor will be granted letters of administration *cum testamento annexo* which are limited so as to approximate to the power given by the foreign law concerned. [*In the goods of Briesemann* (1894), p. 260; *In the goods of von Linden* (1896), p. 148; *In the goods of Groos* (1904), p. 269, 273.] Consequently, if by the law of the last domicile of the deceased the heir has the powers equivalent to an English personal representative, he will be given the powers of an English personal representative in England. [*In the goods of von Linden* (*supra*)].

And if a foreign testator, according to the law of whose domicile an executor has more limited powers than an

English executor, has appointed an executor with the intention of giving him the powers of an English executor (which happens in particular when he makes a separate will disposing of his estate in England), the executor will be treated on the same footing as an English executor. [*Re Goenaga* (1949), p. 367. *Lipstein* (1949) 26 *British Yearbook of International Law*, p. 484–490.]

4 Yes, the rights and duties of a personal representative appointed in England will be determined by the *lex fori*, English law, subject to the possible restrictions imposed on executors set out above (3).

In so far as the debts of the estate are concerned, it must be remembered that in Common Law systems the debts must be paid before distribution takes place. The heir (in the meaning of a Civil Law system) is a legatee in England. If the debts exceed the assets, the estate is administered as a bankrupt estate. Theoretically it is conceivable that creditors of the English estate could sue foreign heirs who are personally liable under the foreign law governing the succession. In practice, this is unlikely to occur, even if English courts should have jurisdiction. Either the creditors have been satisfied or the liabilities will have been discharged with the termination of the bankruptcy proceedings. Thus, in practice, the foreign law governing the succession determines the rights of the beneficiaries, but not their obligations. The (theoretical) possibility cannot be overlooked, however, that English creditors may sue the beneficiaries (heirs) abroad, if the latter are liable for the debts of the deceased under the law governing the succession.

5 If the principal administration is carried out in England because the deceased was domiciled there, the English personal representatives will distribute the estate to the beneficiaries. But if the administration in England is ancillary, either because a principal administration exists in the foreign country where the deceased died domiciled, or, in the absence of such administration, because the beneficiaries (heirs) abroad are entrusted by the law governing the succession with the functions which in England are exercised by the personal representatives, the English personal representatives will hand over the balance to the foreign domiciliary administrator or to the person or persons who according to foreign law fulfil the functions exercised in England by the personal representatives [*Re Achillopoulos* (1928) Ch. 433.]

Thus the balance of the estate transferred abroad may revert into property held in individual ownership by the heirs under the foreign *lex domicilii* of the deceased. However, the courts in England have a discretionary power to order that the estate is to be distributed by the personal representatives in England. They have done so, if at the place of the principal administration abroad the estate is administered as an insolvent estate and the claim of creditors who could have proved in England are time barred in England but not abroad, or if the English administration is based on a will which is valid in form according to English private international law but not according to the foreign *lex domicilii*. [*Re Lorillard* (1922) 2 Ch. 658; *Dicey and Morris* p. 582; *Re Manifold* (1962) Ch. 1.]

The latter situation is unlikely to occur again after the adoption of the Hague Convention on the Form of Wills.

b 1 Yes. This is primarily a problem for the law of the country where the assets are situated. From the point of view of English private international law, the powers of an English personal representative are re-

stricted to assets in England (*Dicey and Morris*, Rule 91).

2 No. The English personal representative may take steps to recover assets abroad, but the English grant of probate or of letters of administration does not purport to operate as such. It is true that an order for the judicial administration of the estate will not be normally confined to English assets. [*Stirling – Maxwell v. Cartwright* (1879) 11 Ch. D. 522; *Ewing v. Orr-Ewing* (1893) 9 App. Cas 34, 39, 46.]

But the English personal representative is not under a duty to claim the assets abroad (notwithstanding the statement in *Dicey and Morris*, pp. 578–580). The statement by Harman J. in *Re Fitz-Patrick* (1952) Ch. 86 and the authorities cited there only indicate that in certain circumstances, namely when the assets in England are insufficient to pay the debts, the personal representatives 'need . . . to satisfy themselves that they have sufficient assets to pay the debts here'. In conclusion, Harman J. said: 'I must, therefore, hold that it is not the duty of executors as such to go to the foreign country, where incidentally they have no standing at all and obtain these chattels and bring them back here. . . . ' (p. 89).

The English personal representative *can*, however, claim the assets abroad, especially if the English administration is the principal administration or if under the rules of private international law of the foreign *lex situs* English law applies and the English personal representative alone is given a *locus standi* to claim the assets abroad. In order to provide for this situation, which presented difficulties abroad when no personal representative had been appointed in England, because no assets were located in England, s. 2(1) of the Administration of Justice Act 1932 was enacted. Exceptionally, a personal representative can be appointed in England even if he has no function to exercise in England (a so called 'nil grant'). This can only mean that he requires the grant because he wishes to claim assets abroad, where the *lex situs* refers to English law as the *lex patriae* or the *lex domicilii* of the deceased and will only recognise the title of the person who can claim the estate according to English law.

Consequently the problem discussed by writers in France and Belgium and set out in the Commentary to the Questionnaire¹ is, in the first instance, one of foreign and not English law. Nevertheless the problem is a real one for a country which does not distinguish in form between administration and distribution as such. This is the main problem before the Conference (see below, Appendix).

D As far as English law is concerned, the hypothetical situation envisaged here can only arise, if land (not movables) is situated in England and the deceased died domiciled elsewhere.

As shown above (Section II, § 2, Introductory Observations and C, 2) a separate administration must be instituted in England. In these circumstances the answers must be –

a No – the *lex situs* applies to immovables. If movables were involved the law of B would apply, contrary

¹ See *supra* p. 52, 53 and 54.

to the hypothetical situation set out in the Questionnaire.

b No – see a.

c Does not arise. English law does not know any 'indivision des biens successoraux'.

Section III International jurisdiction in matters of succession

Jurisdiction in Matters of Succession may have one of two meanings in English law. It may mean jurisdiction to institute an administration of the estate or it may mean jurisdiction to determine the distribution of the assets, namely who is to receive them after the administration (collection, payment of debts) has been terminated. The answers given below are given, firstly (A) on the assumption that jurisdiction to institute an administration and, secondly (B) that jurisdiction to determine the distribution is involved.

A Jurisdiction to institute an administration

a *Domicile of the deceased*: Yes possibly, but so-called 'Nil grants' in the absence of assets in England are rare (above Section II, § 2, C, b, 2 and below c). Domicile as such is *not* a basis for assuming jurisdiction in matters of administration of estates.

b *Situs of the assets*

1 *Immovables*: Yes. The observations in the Commentary to the Questionnaire (*supra* p. 63) to the effect that English and Scottish courts may claim jurisdiction in some cases over immovable property abroad do not concern jurisdiction to appoint a personal representative in respect of immovables abroad (which is excluded – see above Section II, § 2, C, b). They concern questions of distribution, and are restricted to cases brought by or against the personal representative appointed in England involving the validity and interpretation of wills and similar instruments which dispose of land abroad together with assets in England on the same terms. (See *Dicey and Morris*, Rule 18, Exception 2, p. 155).

2 *Movables*: Yes.

c *Nationality*: Possibly and incidentally yes in the exercise of the jurisdiction to make 'Nil grants' (see above section II, § 2, C, b). This may occur, if the foreign country where assets are situated requires a grant by the national authorities. Seen from the point of view of English courts, nationality as such is *not* a basis for assuming jurisdiction in matters of administration of estates.

In practice it is likely to arise only if the deceased had at least a domicile of origin in England, with the result that English law may have some connection with the case.

In all other situations, the principle of nationality as such (which is that of the United Kingdom and Colonies) may point to Scotland and Northern Ireland etc. with the result that the jurisdictional provisions of these legal systems may have to be examined.

d *Previous Administration*

See below B: distribution.

e *Special Basis*

Does not arise for administration – but see distribution.

f No.

B Jurisdiction to determine matters of distribution (succession)

English courts have jurisdiction if there is a defendant within the jurisdiction, or the defendant submits to

the jurisdiction, or if service out of the jurisdiction is allowed by the court (Rules of the Supreme Court, Order 11).

The personal representative as a defendant

A *foreign* personal representative appointed abroad or a person exercising such functions abroad cannot as such be sued in England, unless he has intermeddled with assets in England, or has brought assets to England which have been brought under the control of English courts by an action for judicial administration. (*Dacey and Morris*, Rule 94, p. 586).

An *English* personal representative, appointed in the exercise of the jurisdiction set out above A will normally be present in England or, if abroad, will submit to the jurisdiction, since he will have given a bond and sureties for the proper execution of his office in England. Finally, notice of writ may be served upon him abroad, subject to the discretion of the court if,

– he is domiciled or ordinarily resident in England (R.S.C.O. 11 r. 1(1) c) or

– if the whole subject matter of the action is land situated in England (R.S.C.O. 11 r. 1(1) a)

or

– if a will affecting land situated in England is sought to be construed, rectified, set aside or enforced (R.S.C.O. 11 r. 1(1) b)

or

– if the action is for the *administration* of the estate of a person who died *domiciled in England* or for any relief or remedy connected therewith (R.S.C.O. 11 r. 1 (1) d)

or

– if the action is for the execution, as regards property situated in England, of the trusts of a written instrument governed by English law and of which the person to be sued is a trustee, or for any relief or remedy connected therewith (R.S.C.O. 11 r. 1 (1) e).

The personal representative as a plaintiff

A *foreign* personal representative appointed abroad or a person exercising such functions abroad can only sue in a limited number of circumstances, of which the two most important are –

– if he acts in the exercise of a principal administration abroad, because the deceased died domiciled in the foreign country, under the law of which he acts [*Re Achilopoulos* (1928) Ch. 433 – above Section II, § 2, C a 5]

or

– if he seeks to recover movables of the deceased in England, title and possession of which had passed to him according to a previous *lex situs* abroad (*Dacey and Morris*, Rule 93, p. 583).

The action can be brought against any person in England and, in the circumstances where leave may be given to serve a writ abroad (above, R.S.C.O. 11) against a person abroad. If the administration has been carried out and the assets have already been appropriated, any person so holding them, including a foreign personal representative, can be sued since they hold the assets as trustees for the legatees and not as personal representatives. (*Dacey and Morris*, p. 587).

The answer to Section B must be, in the circumstances described in B –

a No.

b No – but see above A as regards the institution of an administration.

c No.

d Yes, but only if there is a personal representative who can be sued within the jurisdiction (above, Introductory Observations to B).

e 1 No.

2 No.

3 No.

4 Yes, within the limits indicated above B.

f Yes. Service out of the jurisdiction by virtue of the Rules of the Supreme Court, Order 11 r. 1 (above).

APPENDIX

The foregoing answers to the Questionnaire will have shown that the difference in the treatment of a succession according to Common and Civil Law systems is functional rather than structural.

I 1 In both the estate is made to vest immediately in a successor.

2 In both, the successor is charged with the duty to clear off the debts and liabilities.

3 In both, some formalities are required which indicate to the parties at large who is entitled to collect the assets and is liable for the debts – probate, letters of administration – *Erbschein* – *Besitzanweisung* – *acte de notoriété*, *certificat de propriété*, *envoi en possession*, etc.

4 In the Common Law systems, the estate vests in the first instance in the personal representative (executor or administrator), and his liability is limited to the assets (*cum viribus*); the beneficiaries are legatees and are not liable for the debts. Unless an outsider has been appointed executor by will, the nearest beneficiaries will normally be called upon to administer the estate.

5 In the Civil Law system, the estate vests immediately in the heirs, whose liability is unlimited, unless they take steps to limit it. Unless the executor has been appointed by will, the heirs on intestacy or instituted by will, are normally called upon to administer the estate.

II 1 In successions involving assets in several countries, the first and foremost problems is to determine who is to be entrusted with the estate, with the collection of the assets and the payment of the debts.

2 At present, separate proceedings, in one form or another, must be initiated in every country where there are assets, no matter whether the country concerned adheres to the Civil Law system or the Common Law system. In some countries the device of recognising the foreign proceedings as if they were a foreign judgment may be called in aid, but even this device is not entirely effective.

3 In both types of countries the establishment of the formal validity of a will appointing an executor or the ascertainment of who is the nearest relative to be called upon to take charge of the estate – either as a beneficiary or as a formal owner only – fulfils this function.

4 It would greatly facilitate the process of winding up and distributing the estates of persons who die leaving assets in several countries, if a uniform procedure could be established whereby the same persons can be given the task of carrying out these functions in all the countries where assets of the deceased are situated. Thus a multiplication of procedures to obtain the nec-

essary legitimation to take possession of the various estates could be eliminated.

5. For this purpose it would suffice to establish a *principal jurisdiction* to determine this legitimation. Little difficulty should arise as regards *choice of law* at this stage. The acceptance of a principal jurisdiction would bring with it the acceptance of the choice of law rules of that country, at least for the purpose of conferring upon certain persons the power to take possession of the assets everywhere.

6 The effects locally of the powers conferred by the principal jurisdiction (*i.e.* whether title or possession only passes) and whether the persons so authorised are personally liable or not, as well as all questions of distribution, can be left, as at present, to the *lex situs* and its rules of private international law.

In practice, as the evidence available shows, the latter will clothe the persons authorised by the principal jurisdiction with powers as nearly as possible comparable to those conferred by the principal jurisdiction. [See the answers to the Questionnaire above, and *e.g.* for Germany, Gottheiner, *RebelsZ* 21 (1956) 36; for France, Loussouarn, *Clunet*, (1970), pp. 248 ff.]

7 Examples of solutions of the type envisaged here can be found in the resealing of grants made within the Commonwealth [*Colonial Probate Act* 1892; *Non-Contentious Probate Rules* 1954, r 41 (3); *Dacey and Morris*, Rule 89, p. 575] and in the Nordic Convention regarding Inheritance and the Settlement of the Devolution of Property of 19 November 1934, especially articles 19 ff., L.N.T.S. 164, 243, 287 ff., although the latter Convention is more comprehensive.

Part B – In respect of the law of Scotland

Section I Determination of the law applicable to the estate of a deceased person – Law of succession

§ 1 THE PARTICULAR NATURE OF THE CHOICE OF LAW CONNECTION: UNITY – SCISSION

A No.

B Yes. Scotland uses different connecting factors for movable and for immovable property in the law of succession. When Scots law is the one which performs the categorisation into movable and immovable, it makes a division which is similar to, but not identical with, the division made in Scottish municipal law between movables and heritage. The categorisation as either movable or immovable falls to be made according to the law of the country where the property is situated.

C a Not applicable.

b In principle, the scission is based upon the actual state of the property at the moment of death and is therefore final as at that date.

1 A change in the character of the property, *e.g.* sale of an immovable, after death but before distribution would not affect the characterization of the property as at the date of death. It would remain immovable for the purpose of selecting a connecting factor. In internal Scots law, the rights of a beneficiary may be affected by contracts for sale or purchase of heritage entered into by the deceased, or by instructions given to his executors, but these internal rules do not affect the characterization of the property for purposes of private international law. The English case of *Re*

Berchtold (1923) 1 Ch. 192 is generally accepted as authority in Scotland for the principle that characterization is effected as at the date of death irrespective of instructions by the deceased.

There is no formal doctrine of substitution or real subrogation known by either of these names but the effect of the Scottish rules would be much the same as that produced by a doctrine of substitution in that a change in the character of the property after death would be totally disregarded in settling the division of the estate. If an immovable to which a beneficiary had a specific right were sold, the beneficiary would be entitled to property to the value of the immovable, and might, under the law of trusts, be entitled to trace the actual proceeds of sale in the hands of the trustee.

If immovables in country A are purchased after the deceased's death with movable assets governed by the law of B, the question would arise in a Scottish court only if Scotland were either A or B. Despite the strong tendency to refer all matters concerning immovable property to the *lex situs*, if immovables in Scotland were purchased with movables governed by a foreign system, Scottish courts would apply the principle that characterization is fixed at the date of death and refer the succession to the foreign system.

Conversely, if foreign immovables were bought with movable property governed by Scots law, Scottish courts would take the view that the immovable should still be governed by Scots law – subjects always to the overriding power of the *lex situs* of the immovable to take and enforce a different view.

2 When Scotland is the *situs* of the property and income, and thus has to categorise it, such income as is derived from movables will clearly also be movable. Income derived from immovables will normally consist of rents, but could include interest on heritable bonds. (A heritable bond is one in which the debtor's personal obligation is subordinated to the real security over land afforded by a conveyance of the land.)

It is not clear how these forms of income would be classified for international purposes. Income already accrued at the date of death would be movable as it would have formed part of the deceased's movable estate if paid to him by then. Income arising from immovables after death might be classed as movable on the same principles, but alternatively might be treated as immovable on the basis that they would have accrued to the ultimate beneficiary had the conveyance to him been made immediately after the deceased's death. It is thought that a classification as immovable would be the more likely.

3 Liabilities are also divided into movable and immovable. The general principle would be that all debts of the estate are movable unless clearly made immovable by being secured over (made a charge on) an immovable. Thus where a real security or real burden has been validly created over land in Scotland, the liability is immovable and the beneficiary taking the land takes it subject to the burden. For example, on intestacy, a widow is entitled to the deceased's interest in the matrimonial home situated in Scotland, but takes it subject to any heritable debt secured over the interest. [*Succession (Scotland) Act* 1964 sec. 8 (6) d].

§ 2 THE CONNECTING FACTOR

A Not applicable.

B a The law applicable to immovables in the estate is the law of the place where they are situated.

b The law applicable to movables in the estate is the domiciliary law of the deceased.

Both of these propositions are subject to the qualification that for the purpose of deciding whether a will has been validly executed, the Wills Act 1963 prescribes a variety of connecting factors including nationality and habitual residence. This Act was designated to permit the U.K. Government to ratify the Hague Convention on the Conflicts of Laws relating to the Form of Testamentary Dispositions made on 5th October, 1961.

C *a* Not applicable.

b The Scottish use of domicile is virtually identical with that of England, so that Scottish cases such as *Udny v. Udny* and *Ramsay v. Liverpool Royal Infirmary* are regularly cited as authorities in England and English authorities are cited in Scotland. It is assumed that a very brief account will suffice. Domicile can be totally divorced from habitual residence or indeed from any residence at all so as to become virtually fictitious. A domicile of origin is attributed at birth, being the domicile of the father if the child is legitimate, and this domicile of origin not only persists until changed but will revive in the interval between loss of one domicile of choice and acquisition of another. A married woman automatically has the domicile of her husband, even after judicial separation, and irrespective of her domicile of origin or of her habitual residence.

One respect in which Scots law differs from English lies in its treatment of children. Children in pupillarity (from birth to the age of twelve for females and fourteen for males) have a domicile dependent upon that of the appropriate parent (*i.e.* the father if the child is legitimate and the mother if the child is illegitimate or the father is dead). The Scottish pupil is thus in much the same position as the infant in England.

However, between the termination of pupillarity at 12 or 14 and the acquisition of majority at 18 there is in Scots law a status of minority in which the minor has considerable contractual and other powers. In principle, this means that a minor has the capacity to acquire a domicile of choice of his own and is not automatically dependent upon his parent's domicile. However legislation imposing compulsory school education until the age of fifteen and giving courts power to award custody of a child until the age of sixteen create practical obstacles for a minor seeking to establish an independent domicile of choice.

Thus the specific question may be answered as follows –

1 In so far as one is referring to the acquisition or abandonment of a domicile of *choice* by those free to acquire such a domicile, the domicile is governed by factual notions and resembles habitual residence.

2 However, as Scotland uses the notion of a domicile of origin and of a legal domicile of married women and pupil children there are circumstances in which a domicile may be wholly fictitious and divorced from the reality of residence.

D *a* Not applicable, except to the extent that nationality is a connecting factor *quoad* formal validity of wills. In that case, a reference to the national law of a country with a plurilegislative legal system is clarified by treating the reference to the national law as a reference to that one of the systems in the country of nationality with which the deceased was most closely connected [*Wills Act* 1963 s. 6 (2).]

b In this situation one would refer to that one of the personal legal systems existing in the country of the domicile which that country would itself apply.

There would be no occasion to apply the law of the domicile of origin, or the national law, or the *lex fori*.

c It is not seen that this raises any problem not dealt with in *a* and *b* above.

§ 3 CORRECTIVES CAPABLE OF MODIFYING THE CONNECTING FACTOR

A It is thought that a doctrine of *renvoi* might be applied by Scottish courts in the search for the law of succession, but as yet the matter has not arisen for consideration. Answers are thus purely speculative.

a Not applicable.

b 1 It seems possible that Scots law would accept the *renvoi* from the law of the domicile to Scots law as the law of the nationality.

2 *Quoad* immovable property, the only applicable law is the *lex situs*. Hence Scots law would be applied and there would be no reference to the law of the domicile at all.

3 As in 2, *quoad* immovable property there would be a direct reference to the *lex situs*, and country B would not be involved. *Quoad* movables it is not known whether Scots law (A) would give effect to a reference by the law of the domicile (B) to the law of the nationality (C), but it is possible that it might.

There would, however, be strong arguments that the reference should be to the internal law of the country of domicile and not to its rules of conflict of laws.

4 If Scots law would accept the transmission from country B to country C in the first place, it seems possible that it would apply the *renvoi* from C to B, but this can only be speculation in the total absence of authority.

c If the law of country B, as the *situs* of an immovable, refers either back to A or on to C, the respect paid to the physical control of the *situs* over an immovable would probably mean that the view taken by B would be accepted and applied by Scots law.

d It is thought that, apart from the qualification for immovable property mentioned in *c*, above, Scots law would not apply the foreign court theory.

B *a* No.

b No.

C *a* No – except to the extent that he might refer the interpretation of the terms used in his will to another system.

b In the very limited situation in which it is possible, there would be no restriction upon his choice of the system to interpret.

Section II Extent and limits of the application of the law of succession

§ 1 THE 'RÉSERVE', THE PORTION OF THE INHERITANCE AVAILABLE FOR DISPOSITION, AND THE RESTRICTIONS ON THE FREEDOM OF THE TESTATOR TO DISPOSE OF HIS PROPERTY BY WILL

A Yes.

B Not applicable.

C a In Scotland, the surviving spouse and children can choose to accept the provisions of the will or alternatively may claim their legal rights. In the latter case dispositions by the testator which exceed the portion available for disposition are simply cut down *pro rata*. If the rules of the system governing the succession cut down testamentary provisions beyond the permitted limit, effect would be given to those rules in Scotland.

b In Scots Law a gift *inter vivos*, even if expressly for the purpose of defeating legal rights, is effective as the rights exist only in the estate owned by the deceased at death. However, effect would be given to a rule in the system governing succession that *inter vivos* gifts exceeding the portion available for disposition could be ignored.

D a Not applicable.

b 1 Yes. Any 'réserves' applied by the law of the domicile to movable property and by the *lex situs* to immovable property would receive effect in Scotland.

2 Yes. In the example quoted, the very great importance attached to the *lex situs* in the succession to immovables would mean that it would be a matter for the law of country A to determine whether Secundus could both accept his testamentary provision and also claim his 'réserve' against the terms of the will.

3 In Scotland there is a clear rule that, apart from heritable debts (*i.e.* debts secured over land), the debts of the deceased are met out of his movable estate and only if the movables are exhausted may the land be brought into calculation. Scottish courts would probably assume that a similar rule exists elsewhere. If Scotland were the domicile and the place where the movables were, it would certainly calculate the legal rights on the net movable estate after payment of all debts other than those expressly secured over land.

§ 2 DIRECT TRANSMISSION TO THE HEIRS; ADMINISTRATION OF THE ESTATE

A Scots law separates two issues here. The first is the right to administer the deceased's estate, and the second is the *title* to administer. The right to administer probably falls to be determined by the law of the domicile. Certainly the executor appointed by the law of the domicile, or the heir entitled under that law to administer will be regarded as having the primary right to administer in Scotland and there are reciprocal provisions within the United Kingdom for giving automatic effect to appointments by the law of the domicile in the other systems of the U.K.

However, the form the administration takes, and the *title* of the administrator are matters for the *lex situs* of the property. Thus although a German heir who would administer directly in Germany would probably be regarded as entitled to administer in Scotland, he would have to be confirmed in the office of executor by the Scottish court before he could have authority to intermit with property in Scotland.

Hence the most accurate answer seems to be that the *lex situs* of the assets is decisive on the form of administration.

B Not applicable.

C a Hypothesis I

1 Yes.

2 No.

3 Yes. This would be the normal practice.

4 Yes.

5 The normal practice would be to make over the net balance to the persons competent to conduct the administration according to the law of succession, but circumstances might arise – *e.g.* lack of an administrator in the country of succession through lack of assets there – in which the Scottish executor would transfer property directly to the beneficiaries.

b Hypothesis II

1 Yes.

2 No.

D Not applicable.

Section III International jurisdiction in matters of succession

a The deceased's domicile is irrelevant.

b The situs of the assets, movable or immovable, is the primary basis of jurisdiction in questions of title to administer, and in actions relating to immovables in Scotland, there is jurisdiction based solely on the situation of the immovables irrespective of any personal jurisdiction over the defender.

c Nationality of the deceased is irrelevant.

d If an administration takes place within the jurisdiction there may be jurisdiction to hear an action brought against the executor, but on the ground that the executor is subject to the jurisdiction, not merely because the administration is taking place there or took place there in the past.

e 1 Nationality of the parties is irrelevant.

2 Domicile of the plaintiff (or in Scotland 'pursuer') is irrelevant.

3 If the assets are placed in the hands of the court (in Scotland by the process of multiplepounding) the court has jurisdiction irrespective of whether the defenders are personally subject to the jurisdiction. Similarly arrestment of movables *ad fundandam jurisdictionem* will create jurisdiction, but it would not necessarily be expected that other countries would recognise decrees based on this ground of jurisdiction. Sequestration in Scotland is a bankruptcy proceeding.

4 Except for the special case of itinerants with no fixed abode, mere service of a writ within the jurisdiction does not by itself create jurisdiction.

f Residence of the defender is the primary basis of jurisdiction in personal actions. This is genuine residence and not domicile.

An interest in heritage in Scotland gives jurisdiction against the possessor of that interest in the capacity in which he holds it.

Suède

Le Questionnaire et le Commentaire traitent du droit non conventionnel des Etats membres. Pour cette raison, le Ministère de la Justice ne se prononce pas sur la très importante Convention nordique du 19 novembre 1934 relative à l'héritage et à la liquidation des successions (V. le Commentaire, section I, § 2, A, b).

La jurisprudence suédoise sur le droit international privé des successions est très limitée. Par conséquent,

les réponses se basent en premier lieu sur la loi du 5 mars 1937 relative aux rapports internationaux en matière de successions. Il y a lieu de signaler qu'une commission spéciale, constituée par le Ministère de la Justice, a présenté un avant-projet de réforme du droit international privé suédois des successions.

Section I Détermination de la loi applicable à la succession – Loi successorale

§ 1 CARACTÈRES DU RATTACHEMENT: UNITÉ – SCISSION

A et B La Suède suit le principe de l'unité de la loi applicable à la succession.

Toutefois, en ce qui concerne certaines espèces d'immeubles, à savoir les majorats etc., le droit du lieu de la situation de l'immeuble est applicable (article 2 du chapitre 1er de la loi du 5 mars 1937).

C L'article 9 du chapitre II de la loi du 5 mars 1937 dispose que, lors de la réglementation ainsi que du partage des biens matrimoniaux et de la succession, il faut porter en compte ce qui, au cours d'une procédure analogue dans un pays étranger, a été attribué aux créanciers, à l'époux survivant ainsi qu'aux héritiers. Par conséquent, une atténuation au principe de l'unité n'est pas admise par la loi du 5 mars 1937 lorsque des biens situés à l'étranger sont dévolus d'une manière différente de celle qu'imposerait ladite loi.

§ 2 CIRCONSTANCES DE RATTACHEMENT

A et B Selon le droit international privé suédois, la succession est soumise à la loi nationale du défunt (article premier du chapitre 1er de la loi du 5 mars 1937).

C En ce qui concerne les cas de double nationalité, les règles suivantes sont applicables. Si le défunt était ressortissant suédois, la doctrine suédoise estime en général que seule la nationalité suédoise entre en ligne de compte. Si, par contre, le défunt était ressortissant de deux pays autres que la Suède, la nationalité qui prévaut est celle du pays avec lequel le défunt avait le lien le plus effectif.

Lorsque le défunt est apatride, la jurisprudence a choisi comme point de rattachement un domicile reposant sur les notions de fait, se rapprochant de la résidence habituelle.

D Si la loi nationale d'un étranger est applicable selon la loi du 5 mars 1937 et si dans l'Etat dont il est ressortissant des systèmes juridiques différents sont en vigueur, le choix entre ces systèmes doit se faire d'après les dispositions légales de cet Etat. A défaut de telles dispositions, on applique le droit en vigueur dans le lieu du domicile de l'étranger ou, s'il n'est pas domicilié dans le pays étranger dont il est ressortissant ou s'il n'y était pas domicilié au moment de son décès, le droit du lieu où était son dernier domicile dans ce pays ou, à défaut d'un tel domicile, le droit en vigueur dans la capitale du pays en question (article premier du chapitre III de la loi du 5 mars 1937).

La règle précitée n'est pas une règle de renvoi, car on ne tient compte que des lois faisant partie du système juridique non unifié d'un seul pays.

§ 3 CORRECTIFS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE APPORTÉS AU RATTACHEMENT

A La jurisprudence suédoise n'accepte pas le renvoi en ce qui concerne la détermination de la loi applicable

à la succession (Cour suprême – 28 février 1939 NJA 1939, p. 96).

B Ni la nationalité ni le domicile des héritiers n'influent sur le facteur de rattachement (sauf d'après une règle tout à fait spéciale qui n'a jamais été appliquée et qui est probablement sans importance pratique).

C Selon le droit international privé suédois il n'est pas permis de soumettre sa succession, par une déclaration de volonté, à une loi autre que la loi nationale.

Section II Etendue et limite du champ d'application de la loi successorale

§ 1 RÉSERVE, QUOTITÉ DISPONIBLE, LIMITATIONS, LIBERTÉ DE TESTER

A et B Selon la loi du 5 mars 1937 (article 5 du chapitre 1er), la question de savoir si une disposition testamentaire est nulle quant à son contenu doit être jugée conformément à la loi du pays dont le défunt était ressortissant au moment de son décès. Par conséquent, l'existence et l'étendue d'une réserve en faveur de certains héritiers ou au contraire une liberté plus grande de disposer par testament dépendent de la loi successorale.

C Selon la loi du 5 mars 1937, les effets juridiques d'un contrat d'hérité avec le défunt ou d'une donation à cause de mort sont régis par la loi du pays dont le défunt était ressortissant au moment de la passation de l'acte (article 7, alinéa premier, du chapitre 1er). Si un héritier a reçu du défunt de son vivant une donation, la question de savoir si cette donation doit être considérée comme une avance sur l'héritage est tranchée d'après la loi du pays dont le défunt était ressortissant au moment de la donation (article 8 du chapitre 1er). Par conséquent, la loi successorale n'est applicable, en premier lieu, ni à l'exécution d'une disposition à cause de mort ou d'un pacte successoral, ni à l'effet d'une donation antérieure entre vifs dépassant la quotité disponible. Toutefois, une disposition entre vifs peut être assimilée à une disposition testamentaire, et dans ce cas il semble que la loi successorale devrait s'appliquer.

D Les réponses aux questions sous paragraphe a, Nos 1 et 2 sont affirmatives. Cf. la réponse à la question C, sous section I, § 1.

§ 2 TRANSMISSION HÉRÉDITAIRE – ADMINISTRATION DE LA SUCCESSION

Il y a lieu de signaler qu'en ce qui concerne l'administration de la succession, les règles de la loi du 5 mars 1937 portent en premier lieu sur la compétence d'une administration suédoise. Quand l'administration successorale a été organisée en Suède, la loi interne suédoise (comme la *lex fori*) est applicable à cette administration. La réglementation de la succession ainsi que le partage des biens matrimoniaux et de la succession d'une personne qui au moment de son décès avait son domicile en Suède ont lieu ici conformément aux dispositions de la loi interne suédoise et embrassent aussi les biens successoraux situés à l'étranger (article premier du chapitre II de la loi du 5 mars 1937). Bien que le défunt n'eût pas son domicile en Suède, les dispositions suédoises concernant la transmission de la succession à un administrateur successoral s'appliquent si le défunt

était ressortissant suédois ou si un patrimoine situé en Suède est provenant du défunt. Si la transmission à fin d'administration a lieu, la réglementation de la succession, ainsi que le partage des biens matrimoniaux et de la succession, ont lieu conformément au droit suédois (article 2 du chapitre II). Dans ce cas, si le défunt était ressortissant suédois, la procédure s'applique également au patrimoine successoral situé à l'étranger (article 5, alinéa premier, du chapitre II). La réglementation de la succession, ainsi que le partage des biens matrimoniaux et de la succession d'un étranger qui n'avait pas de domicile en Suède portent seulement sur les biens successoraux situés en Suède ainsi que sur les dettes que les créanciers ont expressément notifiées à l'administrateur de la succession, sauf les dettes dont le défunt répondait envers des ressortissants suédois ou des personnes résidant en Suède (article 6, alinéa premier, du chapitre II).

A C'est la loi suédoise comme la *lex fori* qui décidera que les biens successoraux feront l'objet d'une administration directe par les héritiers ou passeront sous une administration judiciairement contrôlée indépendante des héritiers (si le défunt n'avait pas son domicile en Suède, seule une administration indépendante par les héritiers est admise).

B Comme la Suède soumet l'administration de la succession à la *lex fori*, il n'y a pas lieu de répondre à ces questions. Toutefois, il faut signaler à propos du Commentaire (p. 17)¹ que le droit au maintien de l'indivision du conjoint survivant selon les lois du Danemark, de l'Islande et de la Norvège est un droit vraiment successoral (ou matrimonial) différent du droit d'usufruit réglé par certaines lois continentales. C'est pourquoi la loi suédoise du 1er mars 1935 soumet ce droit au maintien de l'indivision non pas à la *lex fori* (loi du domicile de défunt) applicable en matière d'administration mais à la loi applicable à la succession elle-même.

C a Hypothèse I:

1 Si le défunt était un étranger qui n'avait pas de domicile en Suède, les biens successoraux se trouvant en Suède formeront une masse séparée du point de vue de l'administration. Si le défunt avait son domicile en Suède, ou s'il était ressortissant suédois sans avoir son domicile en Suède (dans le cas où l'administration a néanmoins été organisée en Suède), la réglementation de la succession ainsi que le partage des biens matrimoniaux et de la succession embrassent aussi les biens successoraux situés à l'étranger.

2 et 3 Si le défunt avait son domicile en Suède, les ayants droit selon la loi successorale étrangère (l'époux survivant, les héritiers) peuvent être chargés de l'administration de la succession sous les conditions et selon la procédure prévues par la loi suédoise. Si le défunt n'était pas domicilié en Suède, une administration judiciairement contrôlée indépendante des héritiers est seule compétente.

4 La réponse à cette question est affirmative.

5 Selon les règles principales, l'actif net sera directement remis par l'administrateur aux héritiers désignés par la loi successorale étrangère.

¹ V. *supra* p. 57.

Toutefois, d'après la réglementation de la succession d'un étranger domicilié en Suède, le partage des biens matrimoniaux et de la succession peuvent s'effectuer, pour autant que les intéressés sont d'accord à ce sujet, conformément à la loi nationale du défunt et la succession peut être transmise à cette fin à celui qui est compétent d'après cette loi (article premier, alinéa 2, du chapitre II de la loi du 5 mars 1937). Si le défunt n'avait pas son domicile en Suède, le tribunal peut, pour autant que cela ne porte pas préjudice aux ayants droit, à certaines conditions ordonner que la succession soit transmise totalement ou partiellement aux fins de réglementation et de partage des biens matrimoniaux et de la succession à la personne déclarée compétente par la loi du pays où le défunt avait son domicile ou, s'il était étranger, à la personne déclarée compétente par la loi nationale du défunt (article 5, alinéa 2, et article 6, alinéa 2, de la loi du 5 mars 1937).

Hypothèse II:

Il a été indiqué ci-dessus que l'administration selon le droit suédois s'applique en certains cas également à des biens successoraux situés à l'étranger. En théorie, la loi suédoise s'applique dans ces cas comme la *lex fori*, même si elle est aussi la loi successorale.

Section III Compétence internationale en matière de succession

Les tribunaux suédois sont compétents en matière de succession dans tous les cas où les biens successoraux peuvent être administrés conformément aux dispositions suédoises. En ce qui concerne les contestations relatives aux successions légales ou testamentaires ainsi que les prétentions successorales de l'époux survivant les tribunaux suédois sont compétents, si le défunt était ressortissant suédois ou domicilié en Suède ou si les contestations se rapportent aux biens successoraux situés en Suède. Ces règles ne s'appliquent pas si les contestations se rapportent aux biens successoraux qui ont été transmis à une administration de succession étrangère et qui font l'objet d'une réglementation ou d'un partage des biens matrimoniaux ou de la succession par ladite administration (article 10 du chapitre II de la loi du 5 mars 1937). Si un partage des biens matrimoniaux pour cause de décès de l'un des époux ou un partage de succession a été effectué à l'étranger par un fonctionnaire ou par un arbitre de partage spécialement nommé, ou si les contestations concernant un tel partage ou un droit successoral ont été tranchées par un tribunal étranger, le partage ou le jugement du tribunal sont reconnus en Suède, sous réserve des autres dispositions de la loi du 5 mars 1937, si le défunt était au moment de son décès ressortissant de l'Etat dans lequel le partage a eu lieu ou dans lequel le jugement a été prononcé, ou bien si le défunt avait son domicile dans cet Etat, pourvu que le partage ou le jugement ne porte pas sur le patrimoine qui a fait l'objet d'une procédure successorale en Suède ou qui aurait dû y être partagé (article 12 du chapitre II de la loi du 5 mars 1937). Selon ces règles la compétence des tribunaux suédois est en général, mais pas toujours, exclusive. Par exemple, lorsqu'il s'agit d'un Suédois domicilié à l'étranger, la compétence des tribunaux suédois est exclusive seulement si la succession est transmise à un administrateur successoral en Suède. Il ne semble pas que d'autres chefs de compétence soient admis en matière de succession selon le droit international privé suédois.

Section I Détermination de la loi applicable à la succession – Loi successorale

§ 1 CARACTÈRES DU RATTACHEMENT: UNITÉ – SCISSION

A et B La Suisse suit le principe de l'unité de la loi applicable à la succession (articles 22 et 32 LRDC¹; article 28 LRDC) à une exception près:

Même lorsqu'elle est par ailleurs régie par le droit étranger, la succession d'un ressortissant suisse ayant eu son dernier domicile à l'étranger reste soumise à la loi suisse en ce qui concerne les immeubles du défunt sis en Suisse (article 28, ch. 1, LRDC).

C a En pareil cas, le droit suisse cède le pas et l'on admet que l'Etat étranger où les biens sont situés impose en fait à ces biens sa propre loi successorale.

Le droit suisse ne connaît pas de droit de prélèvement. Toutefois, des notaires suisses estiment que le calcul de la réserve dans l'hypothèse C a doit porter sur l'ensemble des biens successoraux et que l'action en réduction porte le cas échéant sur l'ensemble de ces biens (quitte à ce que le jugement ne soit exécuté que sur les biens sis en Suisse).

b *Rappel*: le cas de la scission ne peut concerner que l'exception de l'article 28, ch. 1, LRDC évoquée ad A et B: hypothèse de l'*hereditas generalis* d'un Suisse à l'étranger soumise à la loi étrangère (en vertu de la règle de conflit étrangère et de l'article 28, ch. 1, LRDC), alors que le *de cuius* possède des immeubles en Suisse qui appellent l'application de la loi successorale suisse en ce qui les concerne (*hereditas specialis*).

La scission est définitive.

1 Il y a subrogation réelle dans le cas où un immeuble serait vendu avant le partage.

2 Oui.

3 En ce qui concerne l'«obligation aux dettes», chacune des masses successorales peut, à notre avis, être appelée à supporter tout ou partie du passif; l'héritier qui n'aurait accepté la succession qu'en ce qui concerne la portion soumise à la loi et à la juridiction suisses (*hereditas specialis*) resterait en principe tenu *ultra vires successionis*. Nous supposons toutefois que selon les cas les tribunaux pourraient apporter des tempéraments ou des dérogations à ce principe.

Quant à la «contribution aux dettes», nous ne pensons pas qu'elle puisse, selon la pratique généralement suivie, donner lieu à compensation entre l'*hereditas generalis* soumise à la loi étrangère et l'*hereditas specialis* soumise à la loi suisse. Nous devons toutefois réserver la solution que donnerait la jurisprudence sur ce point.

Signalons cependant que des notaires suisses semblent favorables au système consistant à charger les immeubles suisses du passif dans la même proportion que l'ensemble des biens successoraux, selon la solution préconisée en Suisse par Voumard (*Des conflits de lois en matière de transmission et de paiement des dettes héréditaires*, spécialement en droit suisse, français

¹ LRDC: loi fédérale du 25 juin 1891 sur les rapports de droit civil des citoyens établis ou en séjour.

et anglais, thèse, Lausanne 1940, p. 89/90). D'après cet auteur, toutes les législations modernes connaissant l'inventaire successoral, l'autorité suisse compétente pourra sans beaucoup de peine se renseigner sur l'état du patrimoine du défunt. Lorsque la part grevant la succession immobilière suisse aura été fixée, elle sera répartie conformément à la loi suisse entre les héritiers de cette succession, qui seront tenus des dettes solidairement et *ultra vires* s'ils acceptent purement et simplement la succession.

Selon la solution donnée à ce problème dans le pays étranger, il serait peut-être aussi possible (dans l'intérêt des héritiers de la portion suisse de la succession) d'envisager dans le cadre de l'article 28, 1er alinéa, LRDC le système suivant, qui certes n'irait pas sans soulever quelque objection (cf. par analogie les critiques de Voumard, *ibidem*, à l'égard du système des «créanciers suisses»):

Sauf insuffisance de l'*hereditas generalis*, les immeubles suisses (*hereditas specialis*) ne seraient appelés à couvrir des dettes successorales que dans l'une ou l'autre des quatre hypothèses ci-après (outre, bien entendu, les dettes garanties par gage immobilier): 1) dette afférente à l'immeuble; 2) dette qui était payable en Suisse; 3) dette contractée en Suisse; 4) fraude: le *de cuius* aurait précisément acquis des biens immobiliers en Suisse dans le dessein de soustraire aux créanciers successoraux une partie de sa succession.

En outre, on pourrait concevoir que les immeubles suisses servent, le cas échéant, à couvrir en premier lieu les dettes du défunt contractées ou payables en Suisse (et ensuite seulement à désintéresser d'autres créanciers), dans l'hypothèse où l'on admettrait que la responsabilité *ultra vires* des héritiers désignés selon le droit suisse n'est engagée que pour de telles dettes lorsque l'*hereditas generalis* est régie par le droit étranger.

§ 2 CIRCONSTANCES DE RATTACHEMENT

A et B 1 Successions d'étrangers domiciliés en Suisse: La loi successorale est la loi du domicile du défunt (article 22, 1er alinéa, et 32 LRDC).

2 Successions de Suisses domiciliés à l'étranger:

1er cas: La loi du pays de domicile ne se tient pas pour applicable; la loi suisse est alors applicable (article 28, ch. 2, LRDC).

2e cas: La loi du domicile se tient pour applicable; en vertu de la règle de conflit suisse (article 28, ch. 1, LRDC, la loi suisse est néanmoins applicable à la dévolution des immeubles sis en Suisse (*hereditas specialis*). Pour tous les autres biens (*hereditas generalis*), la *lex domicilii* (ou éventuellement la loi d'un tiers pays appliquée par le pays du domicile) est compétente.

3 Successions d'étrangers domiciliés à l'étranger, mais laissant des immeubles en Suisse:

La règle de conflit suisse LRDC est muette à ce propos, tant en ce qui concerne la loi applicable que le for compétent. On peut se demander s'il s'agit ou non d'une lacune de la loi; quoi qu'il en soit, la jurisprudence suisse a précisé que notre système de droit international privé postule en pareil cas l'application de la *lex domicilii* et la compétence du for du domicile.

Au cas toutefois où les autorités successorales du lieu de domicile s'estimeraient incompétentes en ce qui concerne les immeubles successoraux sis en Suisse, il y aurait là matière à conflit négatif de juridiction (v. aussi ad Section III, lettre b).

C a 1 Si le défunt est double national (suisse et étranger), il est considéré comme ressortissant suisse

exclusivement, du point de vue du droit international privé suisse (cas de l'article 28, chiffre 1, LRDC). On doit toutefois réserver la solution que pourraient donner les tribunaux suisses dans des cas d'espèce où la seconde nationalité apparaîtrait tellement plus effective que la nationalité suisse qu'il se justifierait d'en tenir compte.

2 En vertu des articles 22, 1er alinéa, et 32 LRDC, les successions de personnes ne possédant pas la nationalité suisse, mais domiciliées en Suisse, sont de toute façon soumises à la loi suisse. Au surplus, l'article 7 a LRDC prévoit que les personnes dont la nationalité ni le domicile ne peuvent être établis sont régies par le droit civil suisse.

b 1 La notion du domicile est celle des articles 23 et s. du Code civil suisse (cc). Selon l'article 23, le domicile suppose toujours le *séjour de fait* (même de courte durée) et l'intention de s'établir. Seule la notion suisse du domicile est prise en considération en Suisse pour déterminer si une personne y est domiciliée ou non. Selon l'article 24, 2e alinéa, cc, le lieu où une personne réside est considéré comme son domicile, lorsque l'existence d'un domicile antérieur ne peut être établie ou lorsqu'elle a quitté son domicile à l'étranger et n'en a pas acquis un nouveau en Suisse.

2 En vertu de l'article 25 cc, est considéré comme le domicile de la femme mariée celui du mari; comme le domicile des enfants sous puissance paternelle celui des père et mère; comme le domicile des personnes sous tutelle le siège de l'autorité tutélaire. La femme dont le mari n'a pas de domicile connu, ou qui est autorisée à vivre séparée, peut se créer un domicile personnel.

Comme le domicile au sens de la loi suisse doit satisfaire aux conditions des articles 23 et s. cc, il ne peut donc pas, déjà pour cette raison, s'agir simplement d'un domicile d'origine ou d'un domicile d'inscription.

D a La question ne peut guère concerner que le cas de l'étranger qui, domicilié en Suisse en dernier lieu, aurait soumis sa succession à sa loi nationale par une *professio juris*, alors que son pays d'origine connaîtrait un système juridique plurilégislatif. Il reviendrait en définitive aux règles de conflit internes du pays d'origine du *de cuius* de désigner la loi applicable à titre de loi nationale.

b On admet alors l'applicabilité de la loi nationale du *de cuius* (soit la loi suisse pour le cas des Suisses domiciliés à l'étranger).

c Sans objet (la réponse ne dépend pas du droit suisse).

§ 3 CORRECTIFS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE APPORTÉS AU RATTACHEMENT

A L'article 28, ch. 2, postule-t-il en certains cas le recours au renvoi ou sa conception est-elle étrangère à la notion du renvoi?

La question reste à notre avis controversée. Comme représentant de la seconde théorie, citons Rathgeb, La loi applicable aux Suisses de l'étranger en vertu de l'article 28, ch. 2; de la loi fédérale du 25 juin 1891 sur les rapports de droit civil des citoyens établis ou en séjour, in *Festschrift Hans Lewald*, Bâle 1953. Selon Rathgeb, l'article 28, ch. 2, LRDC laisserait à la règle de conflit du pays de domicile le soin de décider (soverainement, et à titre originaire en quelque sorte) de la loi applicable. Cette disposition conférerait à la norme de conflit étrangère le pouvoir d'accepter ou de rejeter l'application de la loi suisse.

Le Tribunal fédéral, dans un arrêt (ATF) 78, II, 200) il est vrai critiqué (et portant au reste sur l'action en paternité et non pas sur le droit successoral), a au contraire admis que l'article 28, ch. 2, LRDC, contenait une référence de principe à la *lex patriae* (ce qui exclurait en tout état de cause le renvoi de la *lex patriae* à la *lex domicilii*).

D'après l'une et l'autre conception, le pays (et le juge) étranger du domicile du *de cuius* suisse peut donc admettre que l'article 28, ch. 2, LRDC exclut tout renvoi à la *lex domicilii*. Si le pays du domicile prévoit l'application du droit suisse, c'est le droit suisse interne qui sera applicable (v. dans Rathgeb, *op. cit.*, No 1, la critique de l'arrêt de la *Surrogate's Court* de New York en la cause *Schneider's Estate*). A notre connaissance, aucun auteur suisse ne tient en pareil cas le renvoi pour possible.

Quant à l'aspect inverse de la question, à savoir si, lorsqu'il est appliqué à partir de la Suisse même, l'article 28, ch. 2, LRDC permet ou non le renvoi de la *lex domicilii* à la loi suisse ou à la loi d'un pays tiers, voir ci-dessous, ad A b 1.

Parmi les auteurs favorables à la construction du renvoi, mentionnons toutefois ici, en premier lieu, Schnitzer, *Handbuch des internationalen Privatrechts*, 4e éd., p. 215, pour qui l'article 28, 2e alinéa, LRDC exclut cependant le renvoi au second degré. D'autres auteurs, comme Emil Beck (*Kommentar zum schweizerischen Zivilgesetzbuch, Schlusstitel*, p. 88, No 105), admettent en principe le renvoi au second degré.

a Pour la Suisse, l'hypothèse ne peut concerner que le cas de l'étranger en Suisse qui a soumis sa succession à sa loi nationale par *professio juris* (article 22, al. 2, LRDC).

Max Petitpierre, Le droit applicable à la succession des étrangers domiciliés en Suisse, dans *Recueil de travaux*, Neuchâtel 1929, p. 249, remarque que l'article 23 LRDC se rattachant au système de l'unité de la succession, les immeubles situés en Suisse devront être dévolus conformément à la loi nationale du *de cuius*; nous pensons qu'il se justifie dès lors de généraliser cette règle en l'étendant aux immeubles sis dans un pays tiers, lorsque la question se pose.

Le principe susmentionné aboutira toutefois dans certaines situations à ce résultat paradoxal qu'un testateur étranger domicilié en Suisse pourra soumettre à sa loi nationale des immeubles qui eussent été soumis à une loi étrangère à la loi nationale du testateur s'il avait été domicilié dans son pays d'origine à son décès.

1 à 4: renvoi pas accepté.

b 1 *Successions de Suisses domiciliés à l'étranger* (article 28, ch. 2, LRDC) [Immeubles successoraux en Suisse exceptés; l'article 28, ch. 1, LRDC s'appliquant alors].

1 Oui, le renvoi est accepté. Ici l'article 28, ch. 2, LRDC conduit de toute façon, dans ses conséquences pratiques, à une solution correspondant au renvoi; en effet, que l'on fasse ou non appel à la notion du renvoi (de la *lex domicilii* à la *lex patriae*), l'article 28, ch. 2, LRDC commande forcément l'application de la loi du pays A (Suisse) si la règle de conflit du pays de domicile B ne s'y oppose pas.

2 Sans objet, la loi suisse étant de toute façon applicable aux immeubles sis en Suisse, en vertu de l'article 28, ch. 1, LRDC.

3 Ici, l'application de la loi réelle d'un Etat tiers C sera admise tant selon la conception de Rathgeb que selon celle des auteurs - (cités par lui, note 27 ad No

16, p. 368) – qui se fondent en l'occurrence sur un renvoi au second degré.
Quant au Tribunal fédéral (ATF 78, II, 200 s.), après avoir posé en principe que l'article 28, ch. 2, LRDC ne prend en considération que le statut personnel (domicile ou origine) du Suisse à l'étranger, il reconnaît que l'on peut se demander s'il ne se justifierait pas dans certains cas d'appliquer la loi d'un pays tiers, p. ex. la loi du lieu de situation d'un immeuble successoral, en ce qui le concerne. Ainsi donc, croyons-nous, le Tribunal fédéral n'exclut pas qu'en matière de droit successoral la loi tenue pour finalement applicable, dans le système de l'article 28, ch. 2, LRDC, puisse être celle d'un Etat tiers.

4 A notre avis, oui. La loi tenue pour finalement applicable selon la règle de conflit de B sera réputée loi applicable en A (la Suisse), selon l'article 28, ch. 2, LRDC.

2 Successions d'étrangers domiciliés à l'étranger et laissant des biens en Suisse

1 et 2 Au cas où, en l'absence notamment d'une ouverture de la succession à l'étranger, la juridiction suisse retiendrait sa compétence quant aux biens sis en Suisse, en vue d'éviter un conflit négatif de juridiction, elle serait à notre avis fondée à appliquer la loi suisse, soit en se réclamant du renvoi législatif, soit au titre de *lex fori*.

3 et 4 Sans objet.

c Sans objet.

d Non. Lorsque la jurisprudence ou des auteurs suisses s'en réfèrent à la théorie du renvoi, c'est sans en appeler quant à eux au système de la «foreign court theory».

B a Non, en aucun cas.

b Non, en aucun cas. [Notons que l'hypothèse envisagée ici ne pourrait d'ailleurs concerner que la succession d'un étranger domicilié à l'étranger, mais ayant laissé des biens en Suisse, ou la succession d'un étranger domicilié en Suisse soumise à la loi nationale en vertu d'une *professio juris*]

C a 1 En vertu des articles 22, 2e alinéa, et 32, LRDC, les étrangers domiciliés en Suisse peuvent, par une déclaration expresse (*professio juris*) dans leurs dispositions pour cause de mort, soumettre leur succession à leur loi nationale, la succession s'ouvrant néanmoins, en vertu de l'article 23, dans tous les cas au dernier domicile du défunt.

2 D'autre part, lorsque la loi suisse est applicable à la succession d'un ressortissant suisse domicilié à l'étranger (en conséquence de la règle de conflit du pays de domicile et de l'article 28, ch. 2, LRDC), ce Suisse peut, semble-t-il, en vertu de l'article 59, alinéas 1 et 2, Titre final CC, soumettre par *professio juris* sa succession à la loi de son canton d'origine en vue d'échapper à la réserve des frères et sœurs, si ledit canton a fait usage de la faculté donnée aux cantons par l'article 472 CC de supprimer la réserve prévue à l'article 471, ch. 3, CC. Le Tribunal fédéral a toutefois laissé la question ouverte (v. ATF 91, II, 457 s., not. considérant 6, p. 469 s.).

b Non. Ce choix est limité à la loi nationale du défunt pour les étrangers domiciliés en Suisse. Si l'on admet d'autre part la possibilité de la *professio juris* – quant aux dispositions relatives à la réserve des frères et sœurs – dans les successions de Suisses do-

miciliés à l'étranger régies par le droit suisse, le choix est ici limité à la loi du canton d'origine du *de cuius* (*lex patriae* «cantonale»).

Section II Etendue et limite du champ d'application de la loi successorale

§ 1 RÉSERVE, QUOTITÉ DISPONIBLE, LIMITATIONS, LIBERTÉ DE TESTER

A Oui.

C a Tout héritier réservataire lésé par des dispositions testamentaires dispose de l'action en réduction contre les libéralités qui excèdent la quotité disponible (article 522 CC). Faute pour les réservataires d'agir dans les délais légaux (cf. article 533 CC), le testament devra être exécuté (sauf accord contraire entre tous les héritiers intéressés).

b Article 527 CC:

«Sont sujettes à réduction comme les libéralités pour cause de mort:

1 Les libéralités entre vifs faites à titre d'avancement d'hoirie sous forme de dot, d'établissement ou d'abandon de biens, quand elles ne sont pas soumises au rapport;

2 Celles qui sont faites à titre de liquidation anticipée de droits héréditaires;

3 Les donations que le disposant pouvait librement révoquer et celles qui sont exécutées dans les cinq années antérieures à son décès, les présents d'usage exceptés;

4 Les aliénations faites par le défunt dans l'intention manifeste d'éluider les règles concernant la réserve.»

D Pratiquement, il s'agira presque toujours, ici, du cas de successions d'étrangers domiciliés en Suisse.

a 1 Des immeubles situés dans un pays étranger seront compris dans la masse de calcul de la réserve pour autant que la loi suisse y soit tenue pour applicable.

2 Non. Si dans le cas d'une succession par ailleurs régie par le droit suisse un Etat étranger applique néanmoins sa propre loi successorale aux biens sis sur son territoire, le droit suisse n'accorde aux héritiers aucun droit de prélèvement sur les biens sis en Suisse pour le cas et dans la mesure où la loi étrangère porterait atteinte à la réserve et dépasserait la quotité disponible. Telle est du moins, croyons-nous, la solution générale de la pratique. Aboutissant en fait à traiter indépendamment les deux masses successorales, lorsque le pays étranger ne reconnaît pas l'applicabilité de la loi suisse aux biens situés sur son territoire, cette solution consacre en fait l'échec, au profit de la scission, du principe de l'unité (postulé notamment par l'article 22 LRDC. Elle a, au moins, le mérite de la simplicité.

A notre connaissance, les tribunaux ne se sont pas prononcés sur la question, ni d'ailleurs les auteurs, qui se bornent généralement à constater que si la loi étrangère ne reconnaît pas l'applicabilité de la loi suisse posée par l'article 22 LRDC pour toute la succession, il en résultera des conflits de lois. En revanche, deux avis publiés dans la Jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JA), fascicules 6 (1932), No 98, p. 121, et 13 (1939), No 45, p. 65, admettent en pareil cas la solution que nous indiquons ici. Le premier de

ces avis déclare notamment que «chaque Etat soumet à sa loi les biens situés sur son territoire».

D'autre part, on peut se demander si, malgré l'absence de tout «droit de prélèvement», un héritier ne pourrait pas, en Suisse, opposer l'exception d'abus de droit (article 2 cc) à celui qui, ayant obtenu à l'étranger, en vertu de la loi étrangère, une part excédant la quotité disponible, réclamerait encore en Suisse une part des biens qui y sont situés.

b Rappel: Il ne peut s'agir ici que du cas prévu à l'article 28, ch. 1er, LRDC; la succession d'un ressortissant suisse domicilié à l'étranger à son décès reste soumise au droit suisse quant aux immeubles sis en Suisse, même si elle est par ailleurs régie par la loi successorale du pays de domicile selon sa propre règle de conflit.

1 Oui.

2 Oui, selon l'opinion que nous croyons dominante en Suisse; des décisions judiciaires manquent toutefois sur cette question.

1 En cas de dualité successorale, il est en effet généralement admis que nos autorités ne s'intéressent qu'au sort de la portion de succession qui relève de leur loi et de leur juridiction – ignorant délibérément l'existence des masses étrangères –, selon le système qu'Eric Siegrist qualifie «d'appréciation distincte» dans son ouvrage *De la dévolution successorale en application de la Convention franco-suisse du 15 juin 1869*, Neuchâtel/Paris 1953.

Elles pensent ainsi moins à une mise en oeuvre équitable des droits successoraux dans le cadre de la succession entière qu'à leur mise en oeuvre exacte dans la portion suisse de l'hérédité (cf. *op. cit.*, p. 97).

Dans l'exemple du questionnaire, Secundus recevrait selon cette méthode l'immeuble sis dans le pays B tout en pouvant en outre prétendre à sa réserve sur l'immeuble sis en Suisse (pays A).

2 Mais il pourrait se justifier de procéder selon une autre méthode, celle de l'«appréciation globale des parts, des lots et des réserves». Cette méthode qui vise à assurer une plus juste application internationale du droit de fond, est préconisée par Siegrist (*op. cit.*) à propos de la Convention franco-suisse, mais le procédé nous paraît applicable d'une manière générale, ainsi pour la Suisse dans le cas de l'article 28, ch. 1er, LRDC. Selon cette méthode, il convient de considérer la succession dans son ensemble, et par conséquent les deux masses comme étant complémentaires (les réserves sont calculées *in concreto* pour chacune des masses, selon les critères de la loi applicable à cette portion de la succession, puis elles sont additionnées).

Relevons qu'il n'est donc pas question de subordonner l'une des réglementations successorales à l'autre ou de modifier l'une d'elles en fonction de l'autre. Ainsi, d'après Siegrist, «une même opération de la dévolution, par exemple la formation des lots dans la succession particulière, n'est soumise, en vertu du principe de la dualité, qu'à une seule et même législation, celle du pays *rei sitae*» (v. *op. cit.*, p. 101).

En revanche, la méthode de l'«appréciation globale» repousse l'idée d'une séparation de fait entre les deux masses, séparation qui aboutit à une fiction, soit l'existence de deux successions étrangères l'une à l'autre. Aussi bien les tribunaux de chaque pays ne pourraient-ils pas, dit Siegrist, ignorer l'existence de l'autre portion successorale, ni se désintéresser de sa consistance et de sa dévolution. Non pas qu'ils désireraient exercer sur elle leur pouvoir juridictionnel ou lui appliquer leurs lois propres. Mais ils désireraient savoir quel est, dans

l'autre masse et eu égard au droit litigieux, le sort de tel héritier, pour attribuer ensuite à ce dernier, dans la masse soumise à leur juridiction, la quantité de biens nécessaire pour amener le résultat global voulu par l'application parallèle des deux législations (v. *op. cit.*, p. 94).

Selon cette méthode, l'héritier réservataire ne peut jamais prétendre recevoir, sur l'ensemble de la succession (masses additionnées), plus que l'équivalent des deux portions de réserve additionnées; il recevra au besoin dans l'une des masses le complément nécessaire pour atteindre, en sus de ce qu'il touche dans l'autre masse, la réserve globale. L'appréciation de la réserve et l'exécution de la réduction se font ainsi dans le cadre des deux masses héréditaires envisagées simultanément, soit de la succession entière (cf. *op. cit.*, p. 91).

Pour reprendre l'exemple du questionnaire, admettons que les deux immeubles successoraux sis l'un en A et l'autre en B valent chacun 100 et que la réserve des héritiers Primus et Secundus soit, pour chacun d'eux, d'un quart de la succession selon la loi du pays A, la loi de B ignorant en revanche toute réserve. Nous aurons donc la situation suivante: la succession globale vaudra 200, et la réserve globale tant de Primus que de Secundus vaudra 25 pour chacun d'eux. Avec l'attribution testamentaire, Primus recevra évidemment bien au-delà de sa réserve. Mais de son côté, Secundus, gratifié de l'intégralité de l'immeuble sis en B, recevra 100, soit, lui aussi, manifestement plus que sa réserve globale. Par conséquent, Primus pourra recevoir intégralement l'immeuble sis en A, conformément au testament.

Mais à supposer maintenant que l'immeuble sis en A vaille 200, l'immeuble sis en B seulement 50, et que la réserve de Secundus et Primus, inexistante en B, soit pour chacun d'eux des 3/8 de la succession dans le pays A, la valeur de la réserve serait donc pour chacun de $3/8 \times 200 = 75$, alors que la valeur de la succession serait de 250; outre l'immeuble sis en B, à lui attribué par testament, Secundus aurait donc encore droit à une part réservataire de 25 sur l'immeuble sis en A [75 (réserve globale de Secundus) – 50 (immeuble en B) = 25 (complément de réserve à prélever sur l'immeuble sis en A)].

Autre cas: si l'immeuble sis en A valait 200, l'immeuble sis en B 80, et que la réserve de chacun des héritiers soit des 3/8 de la succession selon la loi du pays A et d'1/4 de la succession selon la loi du pays B, la réserve globale de Secundus serait donc de $\frac{3 \times 200}{8} + \frac{1 \times 80}{4} = 75 + 20 = 95$. Secundus aurait donc droit en plus de l'immeuble à lui attribué par le *de cuius* en B et valant 80, à une part réservataire de 15 sur l'immeuble sis en A.

Comme le constate Siegrist (*op. cit.*, p. 95), l'«appréciation globale est techniquement moins simple que l'appréciation distincte. Car, d'une part, la mesure d'un droit héréditaire dans l'une des masses ne résulte pas directement du calcul fait dans cette masse, mais dépend de la connaissance qu'on a de la mesure donnée à ce même droit dans l'autre hérédité, connaissance qui peut être plus ou moins aisée. La considération des valeurs globales, d'autre part, nécessite la conversion de l'une des valeurs distinctes dans l'unité monétaire dans laquelle est exprimée l'autre».

Néanmoins, pour cet auteur (*op. cit.*, p. 101), «l'appréciation globale des valeurs et la liquidation non spécifique des masses constituent la solution conforme au droit. Elles permettent seules, par le moyen d'une adaptation [compensations, soultes] de prévenir ou de réparer, dans le cadre de la dévolution, les irrégularités qui pourraient se produire dans la transmission ou le

partage de l'une des masses. Elles s'imposent, éthiquement parlant, parce qu'elles respectent un fait que la dualité successorale n'a pas rejeté mais; bien au contraire, engendré: la juxtaposition des masses soumises à des régimes différents».

3 Réserves et quotité disponible se calculent sur l'avoir successoral net. Donc, en pratique, ce calcul se fera, pour la portion de la succession soumise au droit suisse, après déduction des créances reconnues contre la succession et produites en Suisse. Nous devons réserver la solution que donneraient les tribunaux à des cas d'espèce tels que celui visé dans l'exemple du questionnaire et entachés de fraude à la loi (il pourrait p. ex. y avoir matière à annulation du testament).

Théoriquement, on pourrait envisager une péréquation des passifs entre les deux masses, de manière à répartir l'actif successoral entre les héritiers comme si le passif total avait grevé chacune des masses proportionnellement à son importance. Cette méthode soulèverait toutefois des difficultés pratiques. Elle supposerait à tout le moins une collaboration étroite entre les personnes chargées de liquider la succession dans les deux pays.

§ 2 TRANSMISSION HÉRÉDITAIRE - ADMINISTRATION DE LA SUCCESSION

A I Mode d'administration

Remarques préliminaires

Il semble bien que la pratique suisse ne tienne pas l'administration de la succession pour régie par la seule loi successorale, mais qu'elle admette l'applicabilité de différentes lois, selon des domaines en jeu. Il est au demeurant difficile - faute de jurisprudence et vu les opinions très diverses de la doctrine - de dégager des règles absolues.

On peut d'ailleurs relever que la détermination du mode d'administration de la succession pose un problème de qualifications. Telle disposition peut être considérée dans un pays comme étant de procédure (par exemple la question de l'exécution testamentaire en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis), alors que dans un autre pays (par exemple en Suisse) elle serait de droit matériel.

Successions ouvertes en Suisse

I On a vu que *sauf professio juris* du *de cuius* en faveur de sa loi nationale, les successions d'étrangers domiciliés en Suisse à leur décès sont soumises à la loi suisse (article 22, 1er alinéa, LRDC). En pareil cas, ces successions sont naturellement administrées selon les règles du droit suisse; loi successorale, loi du lieu d'ouverture de la succession et *lex domicilii* se confondent en l'occurrence.

II. Si le *de cuius* a fait une *professio juris* en faveur de sa loi nationale, la pratique considère semble-t-il, en se fondant notamment sur l'article 23 LRDC, que la succession doit être néanmoins administrée et liquidée selon la loi suisse, à titre de loi du domicile et du lieu d'ouverture de la succession (c'est toutefois la loi successorale qui sera applicable à la question de savoir si un exécuteur testamentaire a été désigné).

Résumant Max Petitpierre (*op.cit.*, p. 248 et 249) et Roger Voumard (*op. cit.*), on peut, croyons-nous, poser les 3 principes suivants:

Les règles de procédure du droit suisse sont applicables de l'ouverture de la succession à la clôture du partage. Les rapports successoraux internes (soit toutes relations juridiques d'ordre successoral entre ayants droit à la suc-

cession) sont régis par la loi nationale du *de cuius* exclusivement. Si l'application du droit matériel étranger lèse les créanciers successoraux et compromet la sécurité des transactions, elle doit être écartée au profit des règles du droit suisse.

Quant aux *options des héritiers*, signalons que Petitpierre (*op. cit.*, p. 258) est d'avis que le *choix* se limite entre les quatre partis qu'offre le droit suisse (donc la *lex domicilii* et *fori*), quitte à ce que le parti choisi soit ignoré par la loi successorale (soit la *lex patriae* du *de cuius*). Voumard au contraire (*op. cit.*, p. 76) estime que la loi nationale du *de cuius* est alors compétente, à condition toutefois de ne pas léser les créanciers successoraux.

Il précise qu'en égard aux difficultés qui pourraient surgir du fait de l'enchevêtrement, en cette matière, des règles de procédure et des dispositions de droit matériel, il s'agira autant que possible d'appliquer les règles suisses de procédure au droit matériel étranger, en faisant en sorte que le résultat prévu par la loi étrangère soit atteint.

Petitpierre et Voumard sont en revanche à nouveau d'accord pour déclarer que les *effets* de l'option sur les droits successoraux de l'optant et d'autres personnes doivent être régis par la loi successorale (donc la loi nationale du *de cuius* en cas de *professio juris*). Mais alors que pour Petitpierre (*op. cit.*, p. 258) les *délais* d'option sont régis par la loi suisse (question de procédure), ils le sont par la loi nationale du *de cuius* pour Voumard (la question touchant au fond du droit et relevant de la loi qui régit l'option elle-même).

Successions ouvertes à l'étranger

1 Il semble bien que d'après la pratique suisse l'administration de la succession soit régie par la loi successorale, sous réserve pourtant de certaines adaptations du statut, des droits et devoirs de l'exécuteur testamentaire à la loi suisse en tant que *lex rei sitae*.

2 On peut toutefois se demander si le droit international privé suisse ne pourrait pas postuler tout aussi bien que l'on résolve la question de la loi applicable à l'administration successorale à la lumière de la règle de conflit du pays du dernier domicile du défunt(?).

aa Ainsi, dans le cas de la succession d'un Suisse domicilié à l'étranger à son décès, la loi régissant l'administration successorale serait déterminée compte tenu de l'article 28, ch. 2, LRDC, les deux questions «loi successorale applicable» et «loi applicable à l'administration de la succession» étant toutefois résolues indépendamment l'une de l'autre.

Il conviendrait alors de distinguer les cas principaux suivants, en ce qui concerne les biens (mobiliers) sis en Suisse:

1 Le pays de domicile du défunt suisse soumet tant les successions internationales que leur administration à sa propre loi, au titre de *lex domicilii*. Cela revient à dire que la loi successorale étrangère du dernier domicile du défunt déterminera le mode d'administration de la succession également quant aux biens (mobiliers) sis en Suisse (on se trouve donc ici dans l'hypothèse B du questionnaire).

2 Dans le cas toutefois où (comme dans divers pays d'Amérique latine) les autorités locales et l'administrateur de la succession se désintéressent en fait de la portion des biens sis hors de leur pays (quand bien même la *lex domicilii* leur serait applicable en principe), les biens sis en Suisse doivent être liquidés selon la procédure du droit suisse. Nous estimons du reste qu'en pareille occurrence l'article 28, ch. 2, *in fine*,

LRDC permettrait de soumettre même la dévolution de ces biens au droit suisse. On peut en effet soutenir que par suite du désistement des autorités locales le droit du pays de domicile n'est en fait plus applicable à la dévolution des biens sis en Suisse.

3 Le pays de domicile du défunt suisse soumet la succession à la *lex domicilii* et l'administration successorale à la loi réelle (exemple: Angleterre pour les biens mobiliers). Si l'administration successorale ouverte dans le pays de domicile entend néanmoins (comme c'est généralement le cas dans cette hypothèse-ci) déployer des effets extra-territoriaux et s'appliquer aussi aux biens mobiliers sis en Suisse, elle pourrait alors être invitée au besoin à se conformer, dans son activité en Suisse, à certaines exigences et limites posées par la loi interne suisse. Mais, en principe, les solutions que nous donnons plus bas sous lettre B a à d seraient valables dans ce cas-ci également.

4 Le pays de domicile soumet la succession à la loi nationale du *de cuius* (soit la loi suisse), mais donne à sa propre loi (*lex domicilii*) la compétence de fixer le mode d'administration successorale (exemple Pays-Bas). Cette dualité devra être respectée en ce qui concerne les biens successoraux (mobiliers) existant en Suisse.

bb 1 Dans le cas de la succession d'un étranger domicilié à l'étranger à son décès, mais laissant des biens en Suisse, la loi du domicile se trouvera être le plus souvent la loi successorale et s'appliquera aussi à l'administration des biens successoraux en Suisse.

2 Mais si l'Etat de domicile, tout en soumettant la succession à une loi autre que la sienne, considère sa propre loi comme compétente pour déterminer le mode d'administration de la succession, cette dualité devrait, là aussi, être reconnue quant aux biens sis en Suisse. En d'autres termes, l'administration de la succession en Suisse serait régie en principe par la loi du dernier domicile du défunt à l'étranger.

II Mutation de la propriété successorale

La mutation de la propriété des biens sis en Suisse dépendant d'une succession internationale paraît régie, dans tout les cas, par la loi réelle, ce qui dès lors peut n'être pas sans répercussions sur l'étendue des pouvoirs de l'administrateur successoral étranger.

Il serait au surplus contraire à l'ordre public suisse d'admettre, pour des biens suisses, une modalité de propriété résultant d'une institution complètement inconnue du droit suisse et n'y possédant pas d'équivalent, telle que le «trust» du droit anglais. Telle est du moins l'opinion soutenue en doctrine par Schreiber. *L'exécution testamentaire en droit suisse*, Lausanne 1940, p. 123. De fait, les conservateurs du registre foncier refuseraient sans doute d'inscrire un «trustee» (ou une personne qui lui serait assimilée) comme propriétaire au registre foncier (la demande du «trustee» de se faire inscrire comme propriétaire supposerait au demeurant que le «trustee» tienne pour applicable, quant à l'immeuble sis en Suisse, la *lex fori successionis* plutôt que la *lex situs*). Sur la solution pratique en pareil cas, v. ci-dessous ad B a.

Quant à la mutation de la propriété des biens à l'étranger dépendant d'une succession soumise au droit suisse (selon la *lex situs* et selon la loi suisse), le droit suisse laisse à notre avis la *lex situs* décider de sa propre application ou de l'applicabilité de la loi suisse.

B En ce qui concerne la Suisse, l'hypothèse B se rapporte à des successions ouvertes à l'étranger. (V. ad A ci-dessus, Nos 1 et 2, cas aa 1, 3 et bb 1).

a Qui (v. not. Schnizer, *op. cit.*, vol. II, p. 531, et Frank Vischer, *Internationales Privatrecht*, dans *Schweizerisches Privatrecht*, Bâle et Stuttgart, 1969, vol. 1, p. 642 et 643, qui d'ailleurs se fonde aussi sur l'ATF 43 I 77, cité dans de commentaire, et sur l'ATF 81 II 495).

NB: Pour pouvoir disposer d'un immeuble successoral suisse dans l'exercice de ses fonctions, un «trustee» serait fondé, selon Schreiber, *ibidem*, à se faire mentionner au registre foncier comme représentant des héritiers qui, eux, seraient évidemment inscrits comme propriétaires. Bien entendu, cela ne pourrait concerner que la succession d'un étranger (vu l'article 28, ch. 1, LRDC).

b En principe, seule la loi successorale entre en considération.

c La question dépend à notre avis de la loi successorale.

d A notre avis, le régime de l'indivision successorale, qui se rattache à l'acquisition de la propriété successorale, est pour cette raison soumis à la loi réelle.

Ainsi, comme le permet le droit suisse, les héritiers pourront, par accord unanime, instituer une communauté héréditaire prolongée (v. ATF-61, II, 164).

D V. ad A ci-dessus, No 2, cas aa 4.

a Oui, sous réserve notamment des règles du droit suisse relatives à la mutation de la propriété successorale.

b Sans objet.

c Même solution qu'en-B d.

Section III Compétence internationale en matière de succession

a Oui. Le domicile du défunt constitue le *forum hereditatis*. Ce for est aussi compétent en matière de juridiction gracieuse.

b Pour les successions de Suisses domiciliés à l'étranger à leur décès, l'existence d'immeubles successoraux en Suisse fonde, quant à ces immeubles, un chef de compétence exclusif en Suisse.

Toutefois, pour ces immeubles, le for n'est pas en ce cas le *forum rei sitae* (ni p. ex. celui de l'immeuble le plus important, ou le *forum situs* le premier saisi, en cas de pluralité d'immeubles, etc.), mais bien le for du lieu d'origine (v. article 28 ch. 1, LRDC), et cela pour des raisons historiques.

D'autre part, en ce qui concerne les biens en Suisse dépendant de successions d'étrangers domiciliés à l'étranger, un arrêt du Tribunal fédéral a statué que la détermination, par les Tribunaux suisses, du for des actions successorales relève uniquement du droit cantonal. Les cantons ne violeront pas le droit fédéral s'ils déclarent leurs tribunaux incompétents en raison du dernier domicile du défunt à l'étranger et du principe de l'unité de la succession, ni s'ils les déclarent compétents parce qu'il existerait dans le canton des biens compris dans la succession ou que le défendeur à l'action aurait son domicile dans le canton (ATF 62 II 20). Peut-être cette jurisprudence est-elle appelée à être modifiée une fois ou l'autre.

c Lorsque la succession d'un Suisse domicilié à l'étranger à son décès n'est pas ouverte à l'étranger, le for du lieu d'origine en Suisse, prévu à l'article 28, chiffre 2, LRDC, devient alors compétent.

Conformément à l'article 28, chiffre 1, LRDC, le for du lieu d'origine est de toute façon compétent quant à la succession des immeubles laissés en Suisse par un Suisse ayant eu son dernier domicile à l'étranger.

Chaque Suisse est en effet ressortissant d'une commune d'origine et possède donc un indigénat communal, ou si l'on veut une «patrie communale». Le for du lieu d'origine est donc un véritable *forum patriae*.

d. Non, sauf pour la succession d'un absent ou la succession *ab intestat* d'un *de cuius* n'ayant pas laissé de conjoint ni de parents au degré successible, ou pour les biens non réclamés avant l'expiration des délais légaux (à compter de l'ouverture de la succession à l'étranger) de prescription acquisitive.

e 1: Non.

2: Non.

3: Comme le relève le commentaire, les actions des créanciers successoraux ne sont pas considérées, en Suisse, comme des actions successorales.

4: Non.

f Non.

Tchécoslovaquie

Section I Détermination de la loi applicable à la succession

§ 1 CARACTÈRES DU RATTACHEMENT

A La Tchécoslovaquie suit le principe de l'unité de la loi applicable.

B Non.

C Le droit tchécoslovaque n'en connaît pas les sanctions.

§ 2 CIRCONSTANCES DE RATTACHEMENT

A a La loi successorale est la loi nationale du défunt: § 17 de la loi No 97/1963 Sb. sur le droit international privé et de procédure «Les rapports juridiques successoraux sont régis par la législation de l'Etat dont le *de cuius* était le ressortissant à l'époque de sa mort».

b Non.

c Non.

B Sans objet.

C a 1 Article 33, al. 1, 2 de la loi No 97/1963 Sb.: «Si un individu est citoyen tchécoslovaque à l'époque décisive alors qu'un autre Etat le considère également comme son propre ressortissant, c'est la nationalité tchécoslovaque qui prévaut. Au cas où un individu est simultanément le ressortissant de plusieurs Etats étrangers à l'époque décisive, c'est la nationalité acquise en dernier lieu qui prévaut.»

2 Article 33, al. 3 de la loi No 97/1963 Sb.:

«Celui qui, à l'époque décisive, n'est le ressortissant d'aucun Etat ou dont la nationalité ne peut être établie ou bien au sujet duquel il ne peut être constaté quelle nationalité il a acquise en dernier lieu, doit être tenu pour un ressortissant de l'Etat sur le territoire duquel il avait son domicile à l'époque décisive ou, si cela ne peut être constaté, sur le territoire duquel il séjournait. Au cas où cela ne peut être constaté non plus, il faut procéder comme s'il s'agissait d'un citoyen tchécoslovaque.»

b Sans objet.

D Quant aux successions des ressortissants tchécoslovaques, malgré que la Tchécoslovaquie soit une fédération, la loi dans le domaine du droit de succession est unique (Code civil).

Quant aux successions des étrangers: article 34 de la loi No 97/1963 Sb.: «En cas d'applicabilité de la législation d'un Etat divisé en plusieurs régions de droit, les prescriptions de cet Etat déterminent l'application de la loi de l'une de ces régions.»

§ 3 CORRECTIFS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE APPORTÉS AU RATTACHEMENT

A Article 35 de la loi No 97/1963 Sb.:

«En cas d'applicabilité, aux termes de la présente loi, d'une législation dont les dispositions renvoient à la loi tchécoslovaque ou, au second degré, au droit d'un autre Etat, un tel renvoi peut être accepté, si cela correspond à un règlement raisonnable et équitable du rapport concerné.»

a 1 Oui.

2 Oui.

3 Oui.

4 Oui.

.....

B a Non.

b Non.

C a Non.

b Non.

Section II Etendue et limite du champ d'application de la loi successorale

§ 1 RÉSERVE, QUOTITÉ DISPONIBLE, LIMITATIONS, LIBERTÉ DE TESTER

A Oui.

B Sans objet

C a Régulé par § 479 du Code civil: la disposition à cause de mort dépassant la quotité disponible n'est pas valable.

b Régulé par § 484 du Code civil: on ne peut pas restreindre l'effet d'une telle donation, mais on peut la soustraire de la portion d'héritage.

D a 1 Oui.

2 Oui. Régulé par § 30 de la procédure de notariat: l'assurance d'héritage.

b Sans objet.

§ 2 TRANSMISSION HÉRÉDITAIRE - ADMINISTRATION DE LA SUCCESSION

A a Oui.

.....

B a Oui.

c Dépend de la loi successorale.

b Dépend de la loi successorale.

d Dépend de la loi successorale.

Section III Compétence internationale en matière de succession

- a Oui.
- b 1 Oui.
- 2 Oui.
- c Oui.
- d Non.
- e Sans objet.
- f Sans objet.

Régulé par l'article 45 de la loi No 97/1963 Sb.:

«1. Lorsqu'il s'agit de la succession d'un étranger, située en Tchécoslovaquie, le notariat tchécoslovaque suivra la procédure successorale a) si l'Etat dont le *de cuius* est ressortissant ne délivre pas les successions des citoyens tchécoslovaques aux notariats d'Etat tchécoslovaques et ne reconnaît pas aux décisions de ces derniers leurs effets juridiques, ou bien si l'Etat étranger refuse de s'occuper de la succession ou s'il ne se prononce pas; ou b) si le *de cuius* avait son domicile en Tchécoslovaquie et si un héritier qui y séjourne le demande; c) dans tous les cas où il s'agit de choses immobilières situées sur le territoire tchécoslovaque».

Yougoslavie

Section I Détermination de la loi applicable à la succession - Loi successorale

§ 1 CARACTÈRES DU RATTACHEMENT: UNITÉ - SCISSION

A Le droit yougoslave suit le principe de l'unité de la loi applicable à la succession.

C a La loi sur les successions du 11 mai 1955 n'impose pas de solution particulière. Aux successions des ressortissants yougoslaves est toujours applicable la loi nationale (yougoslave) quels que soient le lieu où le décès est survenu et celui où sont situés les biens (article 154).

Toutefois, si dans un autre Etat la succession d'un ressortissant yougoslave est traitée selon la loi du pays, la succession d'un ressortissant de ce pays, située en territoire yougoslave, sera traitée selon le droit yougoslave (article 155, alinéa 2).

§ 2 CIRCONSTANCES DE RATTACHEMENT

A a Le droit yougoslave adopte comme loi successorale applicable celle du défunt (moyennant l'institution de renvoi).

C a 1 Si le défunt a plusieurs nationalités sera prise comme circonstance de rattachement la nationalité yougoslave (s'il la possédait) ou la nationalité active (dont il se servait) s'il n'avait pas la nationalité yougoslave.

Ces dispositions ne figurent pas dans la loi sur les successions, mais elles sont appliquées dans tous les cas où le défunt possède une double nationalité ou plusieurs nationalités.

2 Lorsque le défunt est apatride ou si sa nationalité n'est pas connue, sera applicable le droit du pays de sa dernière nationalité et, si ladite personne n'a jamais eu de nationalité, ou si sa nationalité est inconnue, la loi du pays de son dernier domicile ou, à défaut, de sa dernière résidence (article 156).

D Sera applicable le droit du pays auquel renvoient les dispositions du droit national sur le droit interterritorial ou interpersonnel, et, s'il n'en existe pas, probablement le droit qui, de l'avis du juge yougoslave, est le plus proche de la personne du défunt. La loi sur les successions ne comporte pas de dispositions expresses à cet égard, mais de telles opinions sont rencontrées en théorie.

§ 3 CORRECTIFS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE APPORTÉS AU RATTACHEMENT

A L'application de l'institution de renvoi est prévue à l'article 155, alinéa 1 de la loi sur les successions.

- a 1 La réponse est positive.
- 2 Idem.
- 3 Idem.

4 Selon le point de vue théorique concernant l'interprétation de la disposition de l'article 155, alinéa 1, serait applicable le droit substantiel auquel renvoie le droit national; en conséquence la réponse est en principe négative.

b et c aux deux cas est applicable la réponse sub a 4.

d La réponse est négative.

B Il n'existe d'autres facteurs limitant le droit à la succession que l'application du principe de la réciprocité à l'article 5 de la loi sur les successions. Il convient notamment de mentionner que ce cas également peut donner lieu à une rétorsion conformément à l'article 155, alinéa 2 (voir réponse sub. § 1 C a).

C La réponse est négative.

Section II Etendue et limite du champ d'application de la loi successorale

§ 1 RÉSERVE, QUOTITÉ DISPONIBLE, LIMITATIONS, LIBERTÉ DE TESTER

A La réponse est positive.

C a Le testateur ne peut priver les héritiers légaux de leur droit à la réserve dans le droit yougoslave. Si le droit d'un autre pays est applicable, cette question sera appréciée conformément à ce droit.

b Est également applicable la loi selon laquelle est traitée la succession. Dans le droit yougoslave, toute donation entre vifs faite en faveur d'un héritier légal est imputée sur la réserve, sauf si le défunt a prévu expressément ou fait connaître clairement de toute autre manière qu'il ne désire pas que ce don soit compris dans la réserve. A cette occasion ne peuvent être violées les dispositions concernant la réserve légale. Les fruits et les autres avantages découlant du don ne sont pas pris en ligne de compte.

D a 1 Voir la réponse sub C.

2 La réponse est positive si la loi yougoslave est applicable.

A a La réponse est positive. Est applicable la loi nationale du défunt. S'il s'agit de la compétence d'un tribunal étranger dont le droit connaît l'institution d'administrateur de la succession, ce tribunal pourra valablement nommer un administrateur à la succession s'il est compétent selon le droit yougoslave (articles 186-189 de la loi sur les successions).

B a La réponse est donnée sub A a.

b Est applicable le droit applicable à la succession du défunt ou le droit auquel il renvoie.

d Idem.

Section III Compétence internationale en matière de succession

b 1 Est en principe compétent le tribunal du lieu de la situation des biens immobiliers. Si les biens immobiliers d'un ressortissant yougoslave sont situés à l'étranger, le tribunal yougoslave ne sera compétent que si le tribunal étranger n'est pas compétent selon la loi de son pays.

2 Le tribunal yougoslave est toujours compétent en matière de succession mobilière d'un ressortissant yougoslave. En matière de succession mobilière d'un ressortissant étranger le tribunal yougoslave n'est compétent que dans des cas exceptionnels (article 187, alinéa 2 de la loi sur les successions). Le tribunal yougoslave est exclusivement compétent en matière de succession mobilière en Yougoslavie d'un apatride (article 188 de la loi sur les successions). Pour ce qui est des autres cas de compétence, la loi sur les successions ne prévoit aucune autre disposition expresse.

Il est donné ci-après quelques articles de la Loi yougoslave sur les successions.

Article 5

En République Socialiste Fédérative de Yougoslavie, les ressortissants étrangers jouissent des mêmes droits successoraux que les nationaux, sous réserve de l'application du principe de réciprocité.

Article 154

Les dispositions de la présente loi s'appliquent à la succession des ressortissants de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie, quels que soient le lieu où le décès est survenu et celui où se trouvent leurs biens.

Article 155

En ce qui concerne la succession de ressortissants étrangers, ce sont les dispositions de la loi du pays dont le défunt était ressortissant, ou bien celles de la loi à laquelle elle renvoie qui sont applicables.

Si dans l'Etat du ressortissant étranger décédé la succession d'un ressortissant étranger est traitée par ses lois, la succession de ce ressortissant étranger se trouvant en territoire de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie sera traitée conformément aux dispositifs de la présente loi.

Article 156

En ce qui concerne la succession d'une personne sans nationalité, seront applicables les dispositions de la loi du pays de sa dernière nationalité, et, si ladite personne n'a jamais eu de nationalité, ou si sa nationalité est inconnue, la loi du pays de sa dernière résidence ou, à défaut, de son dernier séjour.

Article 159

Les dispositions de la loi du pays étranger ne seront pas appliquées si elles sont contraires à l'ordre public de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie. Le ressortissant étranger ne peut, en République Socialiste Fédérative de Yougoslavie, hériter de plus de terres agricoles que ne le peut le ressortissant yougoslave. Le ressortissant étranger a droit à une indemnité en argent pour la terre agricole qu'il ne peut posséder.

Article 186

S'il s'agit de régler la succession d'un ressortissant de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie, le tribunal yougoslave sera exclusivement compétent en ce qui concerne ses biens immeubles qui se trouvent situés en République Socialiste Fédérative de Yougoslavie et, en ce qui concerne ses biens mobiliers, quel que soit le pays où ils se trouvent.

Au cas où ses biens immeubles se trouvent situés à l'étranger, le tribunal yougoslave ne sera compétent que si, aux termes de la loi de l'Etat où se trouve situé le bien en question, l'organe étranger est incompétent.

Article 187

S'il s'agit de régler la succession d'un ressortissant étranger, le tribunal yougoslave est exclusivement compétent en ce qui concerne ses biens immeubles qui se trouvent situés en République Socialiste Fédérative de Yougoslavie.

Le tribunal yougoslave aura compétence pour régler la succession d'un ressortissant étranger en ce qui concerne ses biens mobiliers qui se trouvent en République Socialiste Fédérative de Yougoslavie.

1 s'il en a été convenu de la sorte par un traité international;

2 s'il n'y a pas réciprocité avec l'Etat où le défunt est décédé;

3 si le tribunal yougoslave est compétent en matière de règlement de la succession du ressortissant étranger aux termes de la loi de l'Etat dont le défunt était ressortissant, ou bien si l'Etat étranger déclare qu'il ne veut pas régler la succession;

4 si tous les héritiers qui se trouvent en République Socialiste Fédérative de Yougoslavie proposent que la succession soit réglée par un tribunal yougoslave, et que les héritiers et légataires qui se trouvent à l'étranger ne font pas opposition à la compétence du tribunal yougoslave dans un délai de six mois à partir de la convocation du tribunal.

Si le tribunal éprouve des doutes quant à l'existence de la réciprocité, il s'adressera au Conseil exécutif fédéral pour lui demander les explications qu'il est tenu de fournir.

Si le tribunal yougoslave n'est pas compétent pour régler la succession du ressortissant étranger, il aura néanmoins compétence pour ordonner des mesures conservatoires de la succession et protéger les droits qu'ont vis-à-vis de la succession des personnes se trouvant en République Socialiste Fédérative de Yougoslavie.

Article 188

S'il s'agit de régler la succession d'une personne sans nationalité, ou d'une personne dont la nationalité ne peut être déterminée, le tribunal yougoslave est exclusivement compétent en ce qui concerne ses biens immeubles qui se trouvent situés en République Socialiste Fédérative de Yougoslavie.

De même le tribunal yougoslave sera exclusivement compétent pour régler la succession d'une pareille personne en ce qui concerne ses biens mobiliers qui se trouvent en République Fédérative Populaire de Yougoslavie, si elle était domiciliée – ou résidait – en République Fédérative Populaire de Yougoslavie à l'époque de son décès.

Article 189

Est territorialement compétent pour régler la succession le tribunal d'arrondissement sur le territoire duquel le défunt était domicilié – ou résidait à l'époque de son décès.

Au cas où le défunt n'était pas domicilié – ou ne résidait pas – en République Socialiste Fédérative de Yougoslavie, c'est le tribunal sur le territoire duquel se trouve la majeure partie de sa succession qui serait compétent.

Si aucune fraction de succession ne se trouve en République Socialiste Fédérative de Yougoslavie, le Conseil exécutif fédéral désignera le tribunal d'arrondissement qui sera territorialement compétent.

Les mesures provisoires de conservation de la succession pourront être ordonnées par le tribunal sur le territoire duquel le de cujus est décédé, de même que par le tribunal sur le territoire duquel se trouvent les biens du défunt.

Si le tribunal yougoslave n'est pas compétent pour régler la succession, la compétence du tribunal yougoslave autorisé à accomplir différents actes de procédure sera déterminée conformément aux alinéas précédents du présent article.

Solutions provisoirement adoptées ou
favorablement accueillies par la
Commission spéciale en matière de
succession

Document préliminaire No 3 de septembre 1970

COMPOSITION DE LA COMMISSION SPÉCIALE¹

Président:

M. M. Ferid, professeur à l'Université de Munich, directeur de l'Institut für Rechtsvergleichung de l'Université de Munich.

Rapporteur:

M. P. Lalive, professeur à la Faculté de droit de Genève et à l'Institut des Hautes Etudes Internationales de Genève.

Membres:

M. H. Bahr, Judge of the Supreme Court, Oslo.

M. A. S. Balbaa, président de la Cour de cassation de la République Arabe Unie.

M. J. Bangert, Judge, Legal Adviser to the Ministry of Justice, Copenhagen.

M. G. Birbaum, Ministerialkommissär au Ministère fédéral de la Justice, Vienne.

M. W. H. Boyd, President of Iowa University.

M. J. G. Castel, professeur à l'Osgoode Hall Law School, York University, Toronto.

Mme I. M. de Magalhães Collaço, docteur en droit, professeur à la Faculté de droit de Lisbonne.

M. C. W. Dobbink, conseiller à la Cour de cassation des Pays-Bas.

M. R. van Dijk, directeur au Ministère des Affaires Etrangères, Bruxelles.

M. Ch. N. Fragistas, professeur à l'Université de Thessalonique.

M. M. Giuliano, professeur de droit international à l'Université de Milan.

M. B. Goldman, professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris.

M. R. Hayes, Assistant Secretary of the Department of Justice, Dublin.

M. R. Heiderscheid, président du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

M. M. Holub, Head of Civil Legislative Department, Ministry of Justice, Prague.

M. P. Kurkela, Counsellor of Legislation of the Ministry of Justice, Helsinki.

M. K. Lipstein, Reader in the Conflict of Laws, Cambridge University.

M. Z. Matić, professeur à l'Université de Zagreb.

M. Katsumi Teika, Counsellor of the Civil Affairs Bureau, Ministry of Justice, Tokyo.

M. C. Wampach, premier substitut du procureur d'Etat de Luxembourg.

Observateurs:

Union Internationale du Notariat Latin

M. A. G. Lubbers, docteur en droit, notaire à Amsterdam.

M. P. W. van der Ploeg, notaire à Amsterdam.

Secrétariat:

M. M. H. van Hoogstraten, secrétaire général.

M. G. A. L. Droz, secrétaire général adjoint.

M. M. L. Pelichet, secrétaire au Bureau Permanent.

M. M. L. Saunders, Secretary at the Permanent Bureau.

¹ La Commission spéciale a siégé à La Haye du 17 au 26 septembre 1970.

Aperçu des solutions provisoirement adoptées ou favorablement accueillies par la Commission spéciale en matière de succession

ÉTABLI PAR LE BUREAU PERMANENT

Document préliminaire No 3 de septembre 1970

A Quant à l'actif mobilier

I *a* Lorsque le défunt avait sa résidence habituelle dans le pays dont il était ressortissant, la succession mobilière est régie par la loi de ce pays.

b Dans tous les Etats contractants, on reconnaîtra la qualité et les pouvoirs des personnes désignées par cette loi pour se faire remettre, administrer et, le cas échéant, liquider les biens et exercer les actions mobilières du défunt.

c La seule formalité qui puisse être exigée pour attester cette qualité et ces pouvoirs sera la présentation d'un certificat international établi dans le pays dont la loi est applicable par l'autorité (publique) désignée par cet Etat, et dont le modèle sera annexé à la convention.

d Ce certificat ne pourra faire l'objet, dans les pays requis, que d'une procédure simplifiée de reconnaissance dont les caractères essentiels seront établis dans la convention.

II *a* Lorsque l'Etat où le défunt avait sa résidence habituelle et l'Etat dont il était ressortissant prescrivent tous deux l'application de la loi du domicile ou de la résidence habituelle, la succession mobilière est régie par la loi de la résidence habituelle.

b identique à I, *b*.

c identique à I, *c*.

d identique à I, *d*.

III *a* Lorsque l'Etat où le défunt avait sa résidence habituelle et l'Etat dont il était ressortissant prescrivent tous deux l'application de la loi nationale, la succession mobilière sera régie par la loi nationale.

b identique à I, *b*.

c Reste ouverte la question de savoir si l'autorité compétente pour établir le certificat (conforme quant au fond à la loi nationale sera l'autorité du pays de la résidence habituelle ou l'autorité du pays de la nationalité, ou encore si ces deux autorités peuvent agir concurremment. L'idée d'une coordination possible entre les deux autorités est à retenir.

d identique à I, *d*.

IV *a* Lorsque l'Etat où le défunt avait sa résidence habituelle prescrit l'application de la loi nationale mais que l'Etat dont le défunt était ressortissant prescrit l'ap-

Review of solutions provisionally accepted or favourably received by the Special Commission on Succession

DRAWN UP BY THE PERMANENT BUREAU

Preliminary Document No 3 of September 1970

A The movable assets

I *a* When the deceased had his habitual residence in the State of which he was a national, his movable estate shall be governed by the law of that country.

b All Contracting States shall recognize the entitlement and powers of persons designated by that law to manage, administer and in particular cases wind up the assets, and bring actions in respect of the movables of the deceased.

c The only formality which may be required to bear testimony of this entitlement and these powers shall be the presentation of an international certificate drawn up by a (public) authority named by the State whose law is applicable to the estate. A model of this certificate shall be annexed to the Convention.

d The requested State may effect only a simplified procedure of recognition with respect to this certificate. The main aspects of such procedure will be set out in the Convention.

II *a* When the State in which the deceased had his habitual residence and the State of which he was a national provide for the application of the law of domicile or habitual residence, the movable assets in the estate will be governed by the law of the habitual residence.

b identical to I, *b*.

c identical to I, *c*.

d identical to I, *d*.

III *a* When the State in which the deceased had his habitual residence and the State of which he was a national both provide for the application of the law of nationality, the movable assets will be governed by the law of nationality.

b identical to I, *b*.

c The Commission left open the question as to whether the authority entitled to issue the certificate (in conformity with the law of nationality as regards matters of substance) shall be the authority of the State of habitual residence or the authority of the State of nationality or whether these two authorities will be able to act concurrently. The idea of possible coordination between the two authorities should be kept in mind.

d identical to I, *d*.

IV *a* When the State in which the deceased had his habitual residence provides for the application of the law of nationality and the State of which the deceased was a national provides for the application of the law

plication de la loi du domicile ou de la résidence habituelle, tout Etat contractant appliquera les dispositions du droit interne de la loi de la résidence habituelle.

b identique à I, *b*.

c identique à I, *c*.

d identique à I, *d*.

B Quant au certificat international

Un modèle a été présenté par le Comité restreint (documents de travail Nos 5 et 6) des compléments et variantes ont été présentés dans les documents Nos 7, 8 et 9.

L'ensemble des documents est soumis à la réflexion des Experts.

C Quant à la procédure de reconnaissance

Il est décidé que la convention devrait prévoir que chaque Etat contractant doit désigner l'autorité compétente pour procéder à la formalité de reconnaissance des certificats.

La convention devrait contenir des directives prescrivant que la procédure soit unilatérale, rapide et de caractère gracieux. Cette procédure devrait être sinon gratuite du moins bon marché. Certaines formalités de publicité devraient entourer la reconnaissance. Un délai suspensif serait ouvert pendant lequel tout intéressé aurait la faculté de s'opposer à cette reconnaissance.

Les pouvoirs de l'autorité requise devraient être restreints: - vérification de l'authenticité matérielle du document, de la compétence internationale de l'autorité d'origine avec ou sans contrôle de la nationalité ou de la résidence habituelle dont dépend cette compétence.

La question de savoir dans quelle mesure l'ordre public doit intervenir lors du contrôle est réservée. Il en est de même des possibilités de contestations au fond du certificat devant la juridiction ordinaire et de leur effet suspensif sur la procédure de reconnaissance.

Il est enfin admis que le débiteur du défunt ou détenteur des biens successoraux qui paie ou remet les biens au titulaire du certificat doit être libéré de toute responsabilité. D'autre part l'acquéreur de bonne foi, pour les biens qui lui sont cédés par le titulaire du certificat, est protégé.

D Quant au passif successoral

Il semble admis que c'est le titulaire du certificat (c'est-à-dire la personne désignée par la loi successorale) qui peut et doit payer les dettes. Toutefois la nécessité ou l'absence de nécessité pour le titulaire du certificat de payer les dettes, en même temps qu'il se fait remettre les biens, est déterminée par la loi de la situation des biens. Les effets d'une acceptation sous bénéfice d'inventaire ou de tout autre moyen tendant à limiter l'obligation aux dettes dépend, en principe, de la loi applicable à la succession mobilière.

E Conflit positif de systèmes

Lorsque l'Etat où le défunt avait sa résidence habituelle donne compétence à la loi du domicile ou de la résidence habituelle mais que l'Etat dont il était ressortissant donne compétence à la loi nationale, il se crée un conflit positif de systèmes qui n'a pas pu être complètement réglé par la Commission.

a Une solution partielle du problème est favorablement accueillie par certains Experts (d'autres demandant

of domicile or habitual residence, all Contracting States shall apply the provisions of the domestic law of the State of habitual residence.

b identical to I, *b*.

c identical to I, *c*.

d identical to I, *d*.

B The international certificate

A model was put forward by the subcommittee (Working Documents Nos 5 and 6); various additions and other possibilities were proposed in Documents 7, 8 and 9.

All these documents are to be considered by the Experts.

C The procedure of recognition

It was decided that the Convention should provide that all Contracting States should designate the authority which will effect the formal recognition of certificates

The Convention should contain rules providing that these proceedings are to be unilateral, expeditious and non-contentious. The proceedings, if not gratuitous, should at least be inexpensive. The recognition should be accompanied by some form of publicity. A time-limit will be decreed during which any interested person will have the right to object to the recognition, and the rights of the person entitled will be suspended.

The powers of the requested authority should be limited: - verification of the authenticity of the document itself, and the international jurisdiction of the issuing authority with or without verification of the nationality or habitual residence, which was the ground for assuming jurisdiction.

The question as to the extent to which public policy ('ordre public') should play a part at the stage of this verification, has been left for further consideration. The same is true as regards the possibility of contesting the substance of the certificate before a Court exercising an ordinary common law jurisdiction and the suspensive effect that this might have on the recognition procedure. Finally the Commission accepted that a debtor of the deceased or a person in possession of assets of the estate who pays or remits the assets to the holder of the certificate is to be discharged of all liability. Moreover, the purchaser in good faith for value of assets which are made over to him by the holder of the certificate shall be protected.

D The liabilities in the estate

It would seem to be accepted that it is the holder of the certificate (*i.e.* the person designated by the law of succession) who may and must pay the debts. However, the necessity or lack of necessity for the holder of the certificate to pay the debts at the same time as managing the assets in the estate is to be determined by the law of the situs of the assets. The effect of an 'acceptation sous bénéfice d'inventaire' or any other way of limiting the liability of the heirs in respect to the debts is as a rule to be governed by the law applicable to the movable estate.

E Positive conflict between legal systems

Where the State in which the deceased had his habitual residence would apply the law of the domicile or habitual residence, and the State of which he was a national would apply the law of nationality, a positive conflict arises which the Commission has not been able to solve completely.

a A partial solution of the problem was suggested, which was favourably received by some Experts (others

à réfléchir): il devrait être possible au *de cuius* d'opter, dans une disposition testamentaire, pour l'application de sa loi nationale ou de celle de sa résidence habituelle.

b Une autre solution partielle présentée par le document de travail No 10 et qui tend à faire admettre dans certains cas une limite à l'application de la loi nationale, est assez favorablement accueillie, mais les Experts des pays intéressés préfèrent réfléchir encore. Cette solution sera développée dans le rapport.

F *Quant à l'actif immobilier*

a Il est admis en principe par les Experts des pays qui suivent le système de l'unité de la succession que les solutions dégagées pour l'actif mobilier (voir par. A ci-dessus, solutions I à IV) peuvent s'appliquer aux immeubles successoraux. Sont réservés les problèmes strictement techniques propres au transfert de la propriété immobilière (enregistrement, immatriculation, publicité, etc.) ainsi que les règles spéciales ou d'application immédiate (par exemple: maintien dans les lieux, indivision forcée, attribution préférentielle etc.) relatives à certain immeubles (par exemple: exploitation agricole, etc.).

b En ce qui concerne les pays suivant le système de la scission, il ressort qu'une possibilité de soumettre l'immeuble à une loi étrangère n'est pas complètement exclue lorsque le défunt n'était pas domicilié dans le pays de la situation de l'immeuble et qu'il n'était pas non plus ressortissant de ce pays.

c La question de la distinction entre meubles et immeubles n'a pas encore été discutée.

G *Question du domicile et de la résidence habituelle*

a La Commission décide de ne pas se référer à la notion de domicile, qui fait l'objet de divergences d'interprétation marquées dans les Etats membres de la Conférence.

b La Commission est d'avis qu'il convient de se référer à un critère excluant toute fiction.

c La Commission estime qu'en l'état actuel des idées, il convient d'utiliser le critère de la résidence habituelle, sans chercher à définir cette notion dans la convention.

H *Quant aux droits de prélèvement*

Les pays qui connaissent le droit de prélèvement fondé sur la nationalité des héritiers admettent que cette institution ne devrait pas jouer dans le cadre de la convention envisagée. Tout au plus une réserve pourrait-elle permettre une mesure de rétorsion à l'égard des pays qui excluraient un héritier de la succession à raison de sa seule qualité d'étranger.

I *Quant aux compétences juridictionnelles*

La Commission n'a pas décidé définitivement s'il convenait d'inclure dans la convention un règlement de la compétence internationale et éventuellement de la reconnaissance et de l'exécution des jugements en matière successorale.

Il ressort des premières discussions que, dans le cas où les solutions admises par la Commission aboutissent à la compétence de la loi de la résidence habituelle et des autorités de ce pays pour délivrer le certificat international, une compétence internationale de principe devrait être attribuée aux juridictions de ce pays.

requiring time to think it over): the *de cuius* should be able to opt in his will between the application of the law of nationality and that of his habitual residence.

b Another partial solution appearing in Working Document No 10 would limit the application of the law of nationality in certain cases. This was favourably received, but the Experts of the interested States preferred to give the matter more thought. This solution will be developed in the Report.

F *The immovable assets*

a The Experts of States which follow the unity system accepted in principle that the solutions adopted for movable assets (See above paragraph A, solutions I to IV) may be applied to the immovables in the estate. This was subject to the strictly technical problems peculiar to the transfer of immovable property (registration, publicity etc.) and special rules or provisions applied without reference to rules of conflict ('d'application immédiate') (for example right to remain in occupation of the property, compulsory continuance of joint ownership, preferential claim for allocation etc.) pertaining to certain immovable property (for example: agricultural lands etc.).

b As regards States following the scission principle, it appeared that the idea of a foreign law being applicable to immovable property is not to be totally rejected, if the deceased was not domiciled in the State in which the immovable property was situate, and was furthermore not a national of that State.

c The question of the distinction between movables and immovables has not yet been discussed.

G *Question of domicile and habitual residence*

a The Commission decided not to resort to the concept of domicile which is subject to marked differences of interpretation in the Member States of the Conference.

b The Commission considered that one should resort to a criterion which is not open to fictitious interpretation.

c The Commission considered that at the present stage of discussion, the criterion of habitual residence should be used, and that it should not be defined in the Convention.

H *'Droit de prélèvement'*

The States which know the 'droit de prélèvement' based on the nationality of the heirs accepted that this notion should not affect the application of the proposed Convention. At the most a reservation would allow retaliatory measures to be taken against States which deny an heir the right to inherit assets in the estate, by reason only of his being a foreigner.

I *Jurisdiction*

The Commission has not definitively decided whether to include rules on jurisdiction, recognition and enforcement in the Convention.

It appears from initial discussion that where the solutions accepted by the Commission lead to the application of the law of habitual residence and the entitlement of the authorities of that State to issue the international certificate, the main jurisdiction should be accorded to the Courts of that State.

Avant-projet de Convention
adopté par la Commission spéciale
et Rapport de M. Pierre Lalive

Document préliminaire No 6 de mars 1972

COMPOSITION DE LA COMMISSION SPÉCIALE¹

Président:

Première session: M. M. Ferid², professeur à l'Université de Munich, directeur de l'Institut für Rechtsvergleichung de l'Université de Munich.

Deuxième session: M. B Goldman, professeur à l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris.

Rapporteur:

M. P. Lalive, professeur à la Faculté de droit de Genève et à l'Institut des Hautes Etudes Internationales de Genève.

Membres:

M. H. Bahr², Judge of the Supreme Court, Oslo.
M. A. S. Balbaa, président de la Cour de cassation de la République Arabe d'Egypte.
M. J. Bangert, Judge, Legal Adviser to the Ministry of Justice, Copenhagen.
M. G. Birbaum, Ministerialkommissär au Ministère Fédéral de la Justice, Vienne.
M. W. H. Boyd, President of Iowa University.
M. J.-G. Castel, professeur à l'Osgoode Hall Law School, York University, Toronto.
Mme I. M. de Magalhães Collaço, docteur en droit, professeur à la Faculté de droit de Lisbonne.
M. C. W. Dubbink, conseiller à la Cour de cassation des Pays-Bas.
M. R. van Dijk, directeur au Ministère des Affaires Etrangères, Bruxelles.
M. Ch. N. Fragistas, professeur à l'Université de Thessalonique.
M. Seigo Furudate³, Counsellor, Civil Affairs Bureau, Ministry of Justice, Tokyo.
M. M. Giuliano, professeur à l'Université de Milan.
M. R. Glušac³, conseiller au Secrétariat d'Etat au Ministère des Affaires Etrangères, Belgrade.
M. F. Grégoire³, juge au Tribunal de grande instance, Paris.
M. R. Hayes, Assistant Secretary of the Department of Justice, Dublin.
Mme K. Bruzelius Heffermehl³, Counsellor, Department of Legislation, Ministry of Justice, Oslo.
M. R. Heiderscheid, président du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg.
M. M. Holub, Head of Civil Legislative Department, Ministry of Justice, Prague.
M. P. Kurkela, Counsellor of Legislation of the Ministry of Justice, Helsinki.
M. K. Lipstein, Reader in the Conflict of Laws, Cambridge University.

M. Z. Matić², professeur à l'Université de Zagreb.
M. F. Pocar³, professeur de droit des Communautés Européennes à l'Université de Milan.
M. H. A. Stöcker³, Regierungsdirektor au Ministère Fédéral de la Justice, Bonn.
M. Katsumi Teika², Counsellor of the Civil Affairs Bureau, Ministry of Justice, Tokyo.
M. S. Vängby³, Legal Adviser, Ministry of Justice, Stockholm.
M. C. Wampach, premier substitut du procureur d'Etat de Luxembourg.

Observateurs:

Union Internationale du Notariat Latin:
M. A. G. Lubbers, docteur en droit, notaire à Amsterdam.
M. P. W. van der Ploeg², notaire à Amsterdam.

Secrétariat:

M. M. H. van Hoogstraten, secrétaire général.
M. G. A. L. Droz, secrétaire général adjoint.
M. M. L. Pelichet, secrétaire au Bureau Permanent.
M. M. L. Saunders, Secretary at the Permanent Bureau.
M. F. Boudry³, docteur en droit, avocat, Lausanne.
Mlle H. Jackson³, Barrister, Lecturer at the College of Law, London.

¹ La Commission spéciale a siégé pour la seconde fois du 10 au 23 juin 1971.

² N'a assisté qu'à la première réunion.

³ N'a assisté qu'à la deuxième réunion.

Avant-projet de Convention sur
l'administration internationale des
successions (mobilières)

Adopté par la Commission spéciale le 23 juin 1971.

Les Etats signataires de la présente Convention,
Désirant établir des dispositions communes en vue de
faciliter l'administration des successions sur le plan inter-
national,
Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont
convenus des dispositions suivantes:

Article premier

Les Etats contractants instituent un certificat international
désignant la ou les personnes habilitées à administrer la
succession mobilière.

Ce certificat, établi par l'autorité d'un Etat contractant,
compétente en vertu des articles 2, 4 et 5 et selon le modèle
annexé à la présente Convention, sera reconnu dans les
Etats contractants.

Chaque Etat contractant aura la faculté de subordonner
cette reconnaissance à la procédure ou à la publicité prévue
par l'article 11.

Article 2

Le certificat est établi par l'autorité compétente dans l'Etat
de la résidence habituelle du défunt, dans les cas suivants:

- 1 lorsque le défunt avait sa résidence habituelle dans
l'Etat dont il était ressortissant;
- 2 lorsque le droit de l'Etat où le défunt avait sa résidence
habituelle et celui de l'Etat dont il était ressortissant pres-
crivent tous deux l'application à la succession de la loi du
domicile ou de la résidence habituelle;
- 3 lorsque le droit de l'Etat où le défunt avait sa résidence
habituelle prescrit l'application de la loi nationale à la
succession et que celui de l'Etat dont le défunt était ressort-
issant prescrit l'application de la loi du domicile ou de la
résidence habituelle.

Article 3

Dans les cas visés à l'article 2, l'autorité compétente, en
établissant le certificat, applique sa loi interne pour désigner
le titulaire du certificat et indiquer ses pouvoirs.

Article 4

Lorsque le droit de l'Etat où le défunt avait sa résidence
habituelle et celui de l'Etat dont il était ressortissant
prescrivent tous deux l'application de la loi nationale à la
succession, le certificat est établi par l'autorité compétente
dans l'Etat de la résidence habituelle.

Cette autorité applique la loi interne de l'Etat dont le
défunt était ressortissant pour désigner le titulaire du
certificat et indiquer ses pouvoirs.

Toutefois avant l'émission du certificat, cette autorité peut
s'assurer auprès d'une autorité de l'Etat dont le défunt

Draft Convention concerning the
International Administration
of the (Movable) Estate of Deceased Persons

Adopted by the Special Commission on the 23rd of June 1971

The States signatory to the present Convention,
Desiring to facilitate on the international level administra-
tion of the estates of deceased persons,

Have resolved to conclude a Convention to this effect and
have agreed upon the following provisions:

Article 1

The Contracting States shall establish an international
certificate designating the person or persons entitled to
administer the movable estate.

This certificate, as drawn up by the authority of a Contract-
ing State having jurisdiction under articles 2, 4 and 5 in
accordance with the model annexed to this Convention,
shall be recognised in the Contracting States.

A Contracting State may subject this recognition to the
procedure or to the publicity provided for in article 11:

Article 2

The certificate shall be drawn up by the competent author-
ity in the State of the habitual residence of the deceased
in the following cases -

- 1 if he had his habitual residence in the State of which he
was a national;
- 2 if the law of the State where the deceased had his habit-
ual residence and that of the State of which he was a
national both provide for the application to his estate of
the law of the domicile or of the habitual residence;
- 3 if the law of the State where the deceased had his habit-
ual residence provides for the application to his estate of
the law of the nationality, and the law of the State of which
he was a national provides for the application of the law
of the domicile or of the habitual residence.

Article 3

In the cases covered by article 2, the competent authority,
when drawing up the certificate, shall in accordance with
its internal law designate the holder of the certificate and
indicate his powers.

Article 4

If the law of the State where the deceased had his habitual
residence and that of the State of which he was a national
both provide for the application to his estate of the law of
the nationality, the certificate shall be drawn up by the
competent authority in the State of the habitual residence.
This authority shall designate the holder of the certificate,
and shall indicate his powers, in accordance with the inter-
nal law of the State of which the deceased was a national.
However, before issuing the certificate, such authority, in
consultation with an authority of the State of which the

était ressortissant, désignée selon l'article . . .¹, de la conformité des mentions contenues dans ce certificat avec ladite loi. Faute de réponse de la part de l'autorité de l'Etat dont le défunt était ressortissant dans un délai de (×) jours, le certificat sera émis par l'autorité compétente selon sa propre appréciation du contenu de la loi applicable.

Article 5

Lorsque le droit de l'Etat où le défunt avait sa résidence habituelle prescrit l'application à la succession de la loi du domicile ou de la résidence habituelle et que le droit de l'Etat dont il était ressortissant prescrit l'application de la loi nationale, le certificat est établi par l'autorité compétente dans l'Etat de la résidence habituelle.

Cette autorité applique sa loi interne pour désigner le titulaire du certificat et indiquer ses pouvoirs.

Cependant si, à la date de son décès, le défunt n'avait pas habité dans cet Etat depuis au moins [10] ans, cette autorité, en établissant le certificat, applique la loi interne de l'Etat dont le défunt était ressortissant pour désigner le titulaire du certificat et indiquer ses pouvoirs. Dans ce cas, il est fait application de l'article 4, alinéa 3.

Article 6

Variante 1

[Toutefois, dans l'hypothèse de l'article 5, le certificat est établi conformément à la loi de la résidence habituelle ou à celle de la nationalité selon le choix expressément fait par le défunt dans son testament.]

Variante 2

[Toutefois, au cas où l'un des droits applicables en vertu de l'article 5 autorise le choix par le défunt de la loi gouvernant l'administration de la succession, ce choix est respecté s'il porte soit sur la loi de la résidence habituelle, soit sur la loi nationale.]

Variante 3

[... Ne pas régler cette question dans la Convention ...]

Article 7

Chaque Etat contractant désigne l'autorité judiciaire ou administrative compétente pour établir le certificat.

Chaque Etat contractant a la faculté de déclarer que le certificat, dressé sur son territoire, sera considéré comme «établi par l'autorité compétente», s'il est établi par une personne qualifiée qui a été désignée par l'autorité compétente, et s'il est confirmé par ladite autorité.

Il notifiera la désignation faite en vertu de l'alinéa premier et, le cas échéant, la déclaration faite en vertu de l'alinéa 2, au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 8

L'autorité émettrice a la faculté de subordonner la délivrance du certificat à l'accord du conjoint survivant.

¹ Cet article n'a pas encore été rédigé.

deceased was a national, which authority shall be designated by that State as provided for in article . . .¹, may ensure that the indications contained in the certificate accord with the internal law of that State. If within (×) days no reply is received from the authority of the State of which the deceased was a national, the certificate shall be issued by the competent authority in accordance with its own assessment of the content of the applicable law.

Article 5

If the law of the State where the deceased had his habitual residence provides for the application to his estate of the law of the domicile or of the habitual residence, and the law of the State of which he was a national provides for the application of the law of the nationality, the certificate shall be drawn up by the competent authority in the State of the habitual residence.

This authority shall designate the holder of the certificate, and shall indicate his powers, in accordance with its internal law.

However, if at the date of his death, the deceased had not lived in that State for at least [10] years, that authority, when drawing up the certificate, shall designate the holder of the certificate, and shall indicate his powers, in accordance with the internal law of the State of which the deceased was a national. In this case article 4, paragraph 3 applies.

Article 6

Option 1

[In the case envisaged in article 5, the certificate shall nevertheless be drawn up in conformity with the law of the habitual residence or with that of the nationality of the deceased in accordance with the choice expressly made by him in his will.]

Option 2

[If one of the laws applicable under article 5 permits the deceased to choose the law governing the administration of his estate, that choice shall nevertheless be respected if it refers either to the law of the habitual residence or to that of the nationality.]

Option 3

[... This question is not to be dealt with in the Convention ...]

Article 7

Each Contracting State shall designate the competent judicial or administrative authority to draw up the certificate. Each Contracting State may declare that a certificate prepared within its territory shall be deemed to be 'drawn up by the competent authority' if it is drawn up by a qualified person who has been designated by the competent authority, and if it is confirmed by that authority.

Each Contracting State shall notify the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands of the designation made under the first paragraph, and of any declaration made under the second paragraph.

Article 8

The issuing authority may make the delivery of the certificate conditional on the consent of the surviving spouse.

¹ This article has not yet been drafted.

Article 9

L'autorité compétente informe, sur sa demande, toute personne ou autorité intéressée de l'émission du certificat et de son contenu et, le cas échéant, de son annulation ou de la suspension de ses effets.

L'annulation du certificat ou la suspension de ses effets doit être portée à la connaissance de toute personne ou autorité qui aura été précédemment informée de son émission.

Chaque Etat contractant notifiera au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas selon quelles modalités et auprès de quelle autorité cette information pourra être obtenue.

Article 10

Sous réserve des dispositions de l'article 11, seule la présentation du certificat peut être exigée, dans les Etats contractants autres que celui où il a été émis, pour attester la désignation et les pouvoirs de la ou des personnes habilitées à administrer la succession.

Article 11

Chaque Etat contractant a la faculté de subordonner la reconnaissance du certificat, soit à la décision d'une autorité statuant à la suite d'une procédure rapide, soit seulement à une publicité.

Cette procédure pourra comporter des oppositions et recours, pour autant qu'ils soient fondés sur les articles 14, 15, 16 et 17.

Article 12

Lorsque la procédure ou la publicité prévue à l'article 11 est requise, le titulaire du certificat peut, dès la date de l'entrée en vigueur de celui-ci, et le cas échéant pendant toute la procédure de reconnaissance, prendre ou solliciter sur simple présentation, dans les limites du certificat, toutes mesures conservatoires ou urgentes, jusqu'à décision contraire.

Toutefois, il ne pourra plus prendre ou solliciter de telles mesures après le sixtième jour qui suit la date de l'entrée en vigueur du certificat, s'il n'a pas entamé la procédure de reconnaissance ou accompli les diligences nécessaires à la publicité prévue.

Article 13

La validité des mesures conservatoires ou urgentes qui ont été prises en vertu de l'article 12 n'est pas affectée par l'expiration du délai prévu à cet article, ni par une décision de refus de reconnaissance.

Tout intéressé peut néanmoins demander la mainlevée ou la confirmation de ces mesures, conformément à la loi de l'Etat requis.

Article 14

L'autorité requise peut refuser la reconnaissance dans les cas suivants:

1 si, après vérification, il lui apparaît que le certificat n'est pas authentique ou qu'il n'est pas conforme au modèle annexé à la présente Convention;

2 s'il ne ressort pas des mentions du certificat qu'il émane d'une autorité internationalement compétente au sens de la présente Convention.

Article 15

La reconnaissance du certificat peut en outre être refusée:

1 si, à son décès, le défunt avait, du point de vue de l'Etat requis, sa résidence habituelle dans cet Etat;

Article 9

At the request of any interested person or authority, the competent authority shall give information of the issue and contents of the certificate, and of any annulment or any suspension of its effects.

The annulment of the certificate or the suspension of its effects shall be brought to the attention of any person or authority that has been notified of its issue.

Each Contracting State shall notify the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands of the way in which this information may be obtained, and from what authority or authorities.

Article 10

Subject to the provisions of article 11, in order to attest the designation and powers of the person or persons entitled to administer the estate, only the production of the certificate may be required in the Contracting States other than that in which it was issued.

Article 11

A Contracting State may make the recognition of the certificate conditional either on a decision of an authority made subsequent to an expeditious procedure, or on simple publicity.

This procedure may comprise 'opposition' and appeal, insofar as either is founded on articles 14, 15, 16 and 17.

Article 12

If the procedure or the publicity envisaged in article 11 is required, the holder of the certificate may, on mere production, take or seek any protective or urgent measures within the limits of the certificate, as from the date of its entry into force and throughout the duration of the procedure of recognition, if any, until a decision to the contrary is made.

However, he may not take or seek such measures after the sixtieth day following the date of entry into force of the certificate, if by then he has not initiated the procedure for recognition or taken the necessary measures of publicity.

Article 13

The validity of any protective or urgent measures taken under article 12 shall not be affected by the expiry of the period of time specified in that article, or by a decision refusing recognition.

However, any interested person may request the setting aside or confirmation of these measures in accordance with the law of the requested State.

Article 14

The requested authority may refuse recognition in the following cases -

1 if, after verification, it appears to it that the certificate is not authentic, or not in accordance with the model annexed to this Convention;

2 if it does not appear from the indications in the certificate that it was drawn up by an authority having jurisdiction within the meaning of this Convention.

Article 15

Recognition of the certificate may also be refused -

1 if, in the view of the requested State, the deceased, at the time of his death, had his habitual residence in that State;

2 si, du point de vue de l'Etat requis,
– le défunt avait, au moment de son décès, la nationalité de cet Etat, et
– s'il résulte de cette circonstance que, selon les articles 4 et 5, la loi interne de l'Etat requis aurait dû être appliquée pour la désignation du titulaire du certificat et l'indication de ses pouvoirs.

Article 16

La reconnaissance peut également être soit refusée, soit rétractée ou infirmée, lorsque le certificat est incompatible avec une décision rendue ou reconnue dans l'Etat requis et qui met fin à une contestation au fond.

Les conséquences de la rétractation ou de l'infirmité de la reconnaissance sont les mêmes que celles d'une décision donnant effet à l'annulation du certificat, telles qu'elles sont définies aux articles 27 et 28.

Article 17

La reconnaissance du certificat peut enfin être refusée si elle est manifestement contraire à l'ordre public de l'Etat requis.

Article 18

Le refus de reconnaissance peut être limité à certains des pouvoirs indiqués dans le certificat.

Article 19

La reconnaissance ne peut être refusée ni partiellement, ni totalement, pour aucun motif autre que ceux énumérés aux articles 14, 15, 16 et 17.

Article 20

L'existence d'une administration locale antérieure dans l'Etat requis ne dispense pas l'autorité de ce dernier de l'obligation de reconnaître le certificat, conformément à la présente Convention.

Article 21

Chaque Etat contractant a la faculté de subordonner à des conditions qu'il détermine l'exercice des pouvoirs d'appréhender les biens situés sur son territoire, sans que la désignation et les pouvoirs du titulaire du certificat puissent être mis en cause.

Article 22

Toute personne qui paie ou remet des biens au titulaire d'un certificat établi, et le cas échéant reconnu, conformément à la présente Convention, sera libérée, sauf fraude de sa part.

Article 23

Toute personne ayant acquis des biens successoraux du titulaire d'un certificat établi, et le cas échéant reconnu, conformément à la présente Convention, est présumée les avoir acquis d'une personne ayant pouvoir d'en disposer.

Article 24

Lorsque, au cours d'une procédure de reconnaissance, la désignation ou les pouvoirs du titulaire du certificat sont mis en cause pour un motif de fond, les autorités de l'Etat requis peuvent suspendre les effets provisoires du certificat et surseoir à statuer, en fixant le cas échéant un délai pour

2 if, in the view of the requested State,
– the deceased, at the time of his death, had the nationality of that State, and
– for that reason, under articles 4 and 5 of this Convention, the internal law of the requested State should have been applied with respect to the designation of the holder of the certificate and to the indication of his powers.

Article 16

Recognition may also be refused or withdrawn if the certificate is incompatible with a decision, rendered or recognised in the requested State, bringing a dispute on the merits to an end.

The consequences of the withdrawal of recognition shall be the same as those of a decision giving effect to annulment of the certificate, as set out in articles 27 and 28.

Article 17

Finally, recognition of the certificate may be refused if such recognition is manifestly contrary to the public policy ('ordre public') of the requested State.

Article 18

Refusal of recognition may be restricted to certain of the powers indicated in the certificate.

Article 19

Recognition may not be refused partially or totally on any grounds other than those set out in articles 14, 15, 16 and 17.

Article 20

The existence of a prior local administration in the requested State shall not relieve the authority of that State of the obligation to recognise the certificate in accordance with this Convention.

Article 21

A Contracting State may subject the exercise of the powers to take possession of the assets situate within its territory to such conditions as it determines. However, such conditions shall not affect the designation and powers of the holder of the certificate.

Article 22

Any person who pays, or delivers property, to the holder of the certificate drawn up, and, as the case may be, recognised, in accordance with this Convention shall be discharged, unless the person acted fraudulently.

Article 23

Any person who has acquired assets of the estate from the holder of a certificate drawn up, and, as the case may be, recognised, in accordance with this Convention shall be deemed to have acquired them from a person having power to dispose of them.

Article 24

If, in the course of a procedure of recognition, the designation or powers of the holder of a certificate are challenged on the merits, the authorities of the requested State may suspend the provisional effects of the certificate, stay judgment and, if the case so requires, settle a period of time

l'introduction de l'action au fond devant le tribunal compétent.

Article 25

Lorsque la désignation ou les pouvoirs du titulaire du certificat sont mis en cause dans une contestation au fond devant les tribunaux de l'Etat où le certificat a été émis, les autorités de tout autre Etat contractant peuvent suspendre les effets du certificat jusqu'à la fin du litige.

Lorsque la contestation au fond a été portée devant les tribunaux de l'Etat requis ou d'un autre Etat contractant les autorités de l'Etat requis peuvent de même suspendre les effets du certificat jusqu'à la fin du litige.

Article 26

Si un certificat est annulé ou si ses effets sont suspendus dans l'Etat où il a été établi, l'autorité compétente de tout Etat contractant doit donner effet à cette annulation ou à cette suspension sur le territoire de cet Etat, à la demande de tout intéressé ou si elle en a été informée conformément à l'article 9.

Article 27

L'annulation d'un certificat ou la suspension de ses effets ne met pas en cause les actes accomplis par son titulaire sur le territoire d'un Etat contractant avant la décision de l'autorité de cet Etat donnant effet à l'annulation ou à la suspension.

Article 28

Même après la décision donnant effet à l'annulation ou à la suspension, la validité des actes juridiques passés, de bonne foi, avec le titulaire du certificat ne peut être mise en cause pour la seule raison que le certificat a été annulé ou que ses effets ont été suspendus.

Variante [Les conséquences de l'annulation du certificat ou de la suspension de ses effets sur la validité des actes juridiques passés, de bonne foi, avec le titulaire du certificat sont régies par la loi de chaque Etat contractant.]

Article 29

Si la loi en conformité de laquelle le certificat a été établi accorde à son titulaire des pouvoirs sur les immeubles situés à l'étranger, l'autorité émettrice indiquera l'existence de ces pouvoirs dans le certificat.

Les autres Etats contractants auront la faculté de reconnaître ces pouvoirs.

Tout Etat contractant indiquera au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas si, selon son droit, de tels pouvoirs sont reconnus.

within which an action on the merits must be instituted in the court having jurisdiction.

Article 25

If the designation or powers of the holder of a certificate are put in issue in a dispute on the merits before the courts of the State in which the certificate was issued, the authorities of any other Contracting State may suspend the effects of the certificate until the end of the litigation.

If a dispute on the merits is brought before the courts of the requested State or of another Contracting State, the authorities of the requested State may likewise suspend the effects of the certificate until the end of the litigation.

Article 26

If the certificate is annulled or if its effects are suspended in the State in which it was drawn up, the competent authority of any Contracting State shall give effect within its territory to such annulment or suspension, at the request of any interested person or if it is informed of such annulment or suspension in accordance with article 9.

Article 27

Annulment of the certificate or suspension of its effects shall not affect acts carried out by its holder within the territory of a Contracting State prior to the decision of the authority of that State giving effect to the annulment or suspension.

Article 28

Even after the decision giving effect to an annulment or suspension, the validity of dealings in good faith with the holder of the certificate shall not be challenged merely because the certificate has been annulled or its effects suspended.

Option [The consequences of annulment of the certificate or of suspension of its effects on the validity of dealings in good faith with the holder of the certificate shall be governed by the law of each Contracting State.]

Article 29

If the law in accordance with which the certificate was drawn up gives the holder powers over immovables situated abroad, the issuing authority shall indicate in the certificate the existence of these powers.

Other Contracting States may recognise these powers.

A Contracting State shall notify the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands whether, according to its law, the powers are recognised.

Certificat International

(Convention de La Haye du ... sur l'administration internationale des successions (mobilières)

A Autorité émettrice

1 Pays:

2 - Le (nom et adresse de l'autorité) certifie que:

ou

- (nom et adresse et qualité de la personne) désignée par (nom et adresse de l'autorité), laquelle a confirmé le présent certificat, certifie que:

B Identité du défunt

3 Par suite du décès de ...¹ de sexe ... (célibataire/marié/veuf/divorcé), date et lieu de naissance ... survenu le ... à ...

4 dont la dernière adresse connue était ...

5 de nationalité ...²

6 dont la dernière résidence habituelle était située ... (Etat [ville, rue, etc. ...])

7 et dont le (ou les) testament(s) a (ont) été présenté(s) ou non à l'autorité,

C Bénéficiaire(s) du certificat

8 nom ... adresse ... (de la personne ou de l'organisme, par ex. tribunal)

9 est (sont) habilité(es) en vertu de la loi (par ex. française) à accomplir tous actes sur tous les biens corporels ou incorporels de la succession mobilière et à agir dans l'intérêt ou pour le compte de celle-ci³,

ou

est (sont) habilité(es) en vertu de la loi (par ex. italienne) à accomplir tous actes sur tous les biens corporels ou incorporels de la succession mobilière et à agir dans l'intérêt ou pour le compte de celle-ci³,

à l'exception des actes suivants: ...

a sur tous les biens: ...

b sur tel bien ou telle catégorie de biens: ...

ou

est (sont) habilité(es) en vertu de la loi (par ex. danoise) à accomplir les actes indiqués dans la liste annexée³:

D Pouvoirs sur les immeubles (le cas échéant)⁴:

E Faculté de se faire représenter:

oui/non

F Autres observations:

G Date limite des pouvoirs (le cas échéant):

H Date d'entrée en vigueur du certificat (le cas échéant):

I Date du certificat et signatures:

- Fait le ... à ...

- Signature/sceau de l'autorité émettrice:

ou

- a signature/sceau de la personne ayant établi le certificat, et

- b signature/sceau de l'autorité confirmant le certificat.

International Certificate

(Hague Convention concerning the International Administration of the (Movable) Estate of Deceased Persons)

A Issuing Authority

1 Country:

2 - The (name and address of the authority) certifies that:

or

- (Name, address and capacity of the person) designated by (name and address of the authority) which has confirmed this certificate, certifies that:

B Identity of the deceased

3 following the death on ... at ... of ...¹ (marital status, sex of deceased, date and place of birth)

4 whose last known address was ...

5 of ... nationality²

6 whose last habitual residence was in (State [town, street, etc.])

7 and whose will(s) has (have)/has (have) not been produced to the authority,

C Person(s) entitled to the certificate

8 name ... address ... (of the person or body, e.g. ... Court)

9 is/are entitled under (e.g. French) law to effect all acts in respect of all corporeal or incorporeal movables in the estate and to act in the interest or on behalf of such movable estate³,

or

is/are entitled under (e.g. Italian) law to effect all acts in respect of all corporeal or incorporeal movables in the estate, and to act in the interest or on behalf of such movable estate³

with the exception of: ...

a in respect of all assets: ...

b in respect of any particular asset or category of assets: ...

or

is/are entitled under (e.g. Danish) law to effect the acts indicated in the annexed list³:

D Powers, if any, over immovables⁴:

E Power to appoint an agent:

Yes/No

F Other remarks:

G Date, if any, of expiry of the powers:

H Date, if any, of the entry into force of the certificate:

I Date of the certificate and signatures:

Drawn up on the ... at ...

Signature/seal of the issuing authority:

or

a Signature of the person drawing up the certificate and

b Signature/seal of the confirming authority.

¹ Pour les personnes mariées, indiquer éventuellement selon l'usage, le nom de jeune fille ou de l'autre époux.

² Si l'autorité émettrice sait que le défunt avait plusieurs nationalités, elle a la faculté de les indiquer.

³ L'autorité émettrice a la faculté d'indiquer en quelle qualité le bénéficiaire peut agir (par ex. héritier, exécuteur testamentaire, administrateur).

⁴ Voir article 29 de la Convention.

¹ For married persons, indicate, according to custom, maiden name or name of spouse.

² If the issuing authority knows that the deceased had more than one nationality, it may indicate them.

³ The issuing authority may indicate the capacity in which the holder of this certificate may act (e.g. executor, administrator, heir).

⁴ See article 29 of the Convention.

Annexe

Actes pouvant être accomplis sur les biens corporels ou incorporels de la succession mobilière et dans l'intérêt ou pour le compte de celle-ci	Mettre le mot «non» en face des actes qui ne sont pas autorisés	Individuellement	Collectivement
--	---	------------------	----------------

Prendre toutes mesures conservatoires
Prendre toutes mesures urgentes
Se faire remettre les biens
Recevoir paiement des dettes et délivrer quittance
Ouvrir, utiliser, clore un compte en banque
Déposer
Donner ou prendre en location
Prêter
Emprunter
Mettre en gage
Vendre
Continuer un commerce
Donner
Agir en justice
Défendre en justice
Compromettre
Transiger
Payer les dettes
Délivrer les legs
Procéder au partage
Distribuer l'actif

Autres actes¹:

Biens ou catégories de biens sur lesquels des actes ne peuvent être accomplis:

- a* biens ou catégories de biens:
- b* actes ne pouvant être accomplis:

Annex

Acts which may be carried out in respect of the corporeal or incorporeal movables in the estate, and in the interest or on behalf of such estate	Put 'No' against acts which the bearer may not carry out	Severally	Jointly
--	--	-----------	---------

To take any protective measures
To take any urgent measures
To collect the assets
To collect the debts and give a valid receipt
To open, operate and close a bank account
To deposit
To let or hire
To lend
To borrow
To charge
To sell
To carry on a business
To make a gift
To bring an action
To defend an action
To effect a compromise
To make a settlement
To settle debts
To distribute legacies
To divide the estate
To distribute the residue

Any other acts¹:

Particular assets or categories of assets in respect of which acts cannot be carried out-

- a* Particular assets or categories of assets:
- b* Acts which may not be carried out:

¹ Voir article 29 de la Convention.

¹ See article 29 of the Convention.

Rapport de la Commission spéciale établi par M. Pierre Lalive

Report of the Special Commission by Mr Pierre Lalive

(TRANSLATION OF THE PERMANENT BUREAU)

La Onzième session de la Conférence a inscrit, parmi les premiers sujets au programme de ses travaux futurs, le droit des successions «et en particulier les problèmes relatifs à l'administration des successions»¹. Ceci en tenant compte d'un mémoire établi par le Bureau Permanent sur l'«Orientation des études relatives à certains problèmes du droit des successions»².

En septembre 1969, le Bureau Permanent a fait paraître, à l'intention des Gouvernements, un «Questionnaire» portant sur la détermination de la loi applicable à la succession, sur l'étendue du champ d'application de cette loi et sur les chefs de compétence internationale en la matière – questionnaire accompagné d'un Commentaire très fouillé, constituant un vaste panorama comparatif³.

La Commission spéciale en matière de succession a tenu deux sessions de travail, du 17 au 25 septembre 1970 et du 10 au 23 juin 1971 – dont la première lui permit, sur la base de la documentation préparée par le Bureau Permanent et des réponses reçues de 21 Gouvernements⁴, d'arriver assez vite à un accord de principe sur l'objet et les limites d'un éventuel projet de convention.

Proposer une solution uniforme à la détermination de la «loi successorale», soit la loi régissant la succession en général, eût été irréaliste, en l'état actuel des idées⁵. Nul n'ignore la complexité toute particulière de ce domaine du droit international privé, où la grande diversité des lois internes se complique de la divergence des règles nationales de conflits de lois, divergence aggravée encore par la variété des chefs de compétence judiciaire retenus dans les divers Etats et par la singularité des procédures et des traditions administratives ou notariales.

Si cette situation ne peut justifier le découragement et l'abandon des tentatives d'unification⁶, elle commande la recherche de solutions partielles, prudentes et pratiques – dans l'esprit de la Convention du 5 octobre 1961 sur la loi applicable à la forme des dispositions testamentaires, qui a cherché à éviter, notamment, la dualité des liquidations successorales, et à obtenir le maximum d'unité⁷.

La Commission s'est donné pour tâche de rechercher les moyens propres à faciliter l'administration des successions sur le plan international *en favorisant un règlement unitaire dans toute la mesure du possible*.

Among the matters placed, with priority, on the programme of future work of the Conference by the Eleventh Session was the law of succession 'and especially problems related to the administration of estates of deceased persons'¹. In so doing, the Conference took notice of a memorandum drawn up by the Permanent Bureau entitled 'A preliminary investigation into some problems arising in the law of succession'².

In September 1969, the Permanent Bureau addressed to the Governments a questionnaire relating to the determination of the law applicable to estates of deceased persons, to the scope of application of this law and to the grounds of international jurisdiction pertaining to this matter. The questionnaire was accompanied by a very detailed commentary, providing a vast panorama of comparative law³.

The Special Commission on Succession met twice, from the 17th until the 25th of September 1970, and from the 10th until the 23rd of June, 1971. With the help of documentation prepared by the Permanent Bureau and the replies received from 21 Governments⁴, its first meeting enabled it to reach an agreement in principle fairly quickly on the aim and limitations of a possible draft Convention.

To have proposed a uniform solution to the determination of the 'law of succession', that is to say the law governing the estate in general, would have been unrealistic, in view of the present diversity of ideas⁵. The very particular complexity of this field of private international law is well-known. Here the great diversity which exists between municipal laws is made even more complex by the divergence of the national conflicts rules, and this divergence is further aggravated by the multiplicity of grounds of jurisdiction provided for in the various States and by the peculiarity of procedures and administrative or notarial traditions concerning succession.

Although this situation should not discourage attempts at unification or lead to their abandonment⁶, it does suggest that one should look for partial solutions, which are both prudent and practical, and which would follow the idea underlying the Convention of the 5th of October 1961 on the Conflicts of Law relating to the Form of Testamentary Dispositions, which sought to avoid in particular duality in the winding-up of estates and to obtain as much unity as possible⁷.

The aim of the Commission was to seek out the means of facilitating the international administration of estates *whilst favouring a unitary solution as far as possible*.

¹ Cf. *Acte final de la XIe session*, II, C, litt. b.

² *Mémoire établi par G. Droz – Doc. prélim. de mai 1968*.

³ *Doc. Prélim. No 1* établi par G. Droz.

⁴ *Doc. prélim. No 2* Réponses reçues au Questionnaire de sept. 1969.

⁵ Cf. *la Résolution de Nice de l'Institut de Droit international*, du 15 septembre 1967.

⁶ On connaît les tentatives faites par la Conférence de La Haye en 1900, 1904, 1925 et 1928.

⁷ Cf. le *Rapport* présenté par M. Henri Batiffol, page 4, II.

¹ Cf. *Final Act of the Eleventh Session*, II, C, paragraph b.

² *Memorandum drawn up by G. Droz – Preliminary Document of May 1968*.

³ *Preliminary Document No 1*, drawn up by G. Droz.

⁴ *Preliminary Document No 2*, Replies received to the questionnaire of September 1969.

⁵ Cf. *the Resolution of the International Law Institute's Meeting at Nice*, of the 15th of September 1967.

⁶ We recall the attempts made by the Hague Conference in 1900, 1904, 1925 and 1928.

⁷ Cf. *the Report of Mr Henri Batiffol*, page 4, II.

Cet objectif implique qu'une seule et même personne se voie conférer, puis reconnaître, le pouvoir d'administrer, soit, d'abord, de réclamer et d'appréhender les biens successoraux et de procéder aux diverses opérations nécessaires, comme le paiement du passif, la délivrance des legs, et la transmission des biens.

Un premier obstacle devait être surmonté, qui résulte de l'opposition entre les systèmes juridiques où administration et liquidation successorales sont *organisées* (p.ex. par la procédure judiciaire du «grant») et les systèmes où elles sont *inorganisées*, où les héritiers saisis ont de plein droit des pouvoirs d'administration¹.

Une autre difficulté provenait de l'influence des conflits de systèmes de droit international privé: si soucieuse qu'elle ait été d'éviter des prises de position sur le rattachement du statut successoral – pour l'unité ou pour la scission, pour la nationalité ou pour la résidence habituelle – la Commission a été obligée d'examiner à diverses reprises, au moins de manière marginale, les répercussions des solutions de conflits sur le jeu des règles conventionnelles proposées pour favoriser l'administration des successions internationales.

Enfin, une dernière difficulté, classique celle-là, mais non la moindre, a dû être surmontée, qui tient à la diversité des notions, des techniques et des expressions juridiques utilisées dans les droits des pays membres de la Conférence en matière successorale. C'est ainsi que la notion de «transmission», par exemple, a suscité des problèmes.

L'idée maîtresse de l'avant-projet est celle d'un *certificat international*, rédigé selon un modèle qui serait annexé à la convention, et destiné à faciliter la preuve, sur le plan international seulement, de la qualité de la personne habilitée à administrer selon la loi successorale, et de la nature et de l'étendue de ses pouvoirs.

Ce document – dont il est entendu qu'il ne se substituerait pas à d'éventuels titres internes ou nationaux – soulève des problèmes analogues à ceux que règle la Convention du 5 octobre 1961 sur la légalisation des actes publics étrangers, tels que celui de l'authenticité, ceux de la compétence de l'autorité émettrice et des pouvoirs de l'autorité du pays requis, de la reconnaissance ou de son refus, etc. – problèmes dont la plupart sont abordés dans l'avant-projet, et ceci dans un esprit concret et pratique qui tient compte de la nécessité d'agir rapidement, tout en sauvegardant les droits des intéressés et en respectant les exigences légitimes des pays où les biens successoraux sont situés.

En élaborant les quelque trente articles de l'avant-projet et le modèle de certificat international, la Commission s'est inspirée avant tout des besoins de la pratique, répétons-le, dans les circonstances les plus fréquentes. Elle n'a pas cherché, délibérément, à tout régler et considère que la Convention atteindrait son but si elle réduisait le nombre des cas de conflits et d'administrations concurrentes, et favorisait dans une mesure appréciable une administration internationale unique sous une loi autant que possible unique.

Ajoutons que, dans son souci constant d'être orientée sur les nécessités et les expériences de la pratique, la Commission a eu le privilège de bénéficier non seulement de la riche

This objective implied that one and the same person should be entrusted with the powers of administration, and that these powers should be recognised. These powers would entitle him to claim and seize the assets in the estate and then to proceed with various necessary transactions, such as the settlement of debts, the delivery of legacies, and the sharing-out of the assets.

A preliminary obstacle had to be overcome. This resulted from the difference existing between legal systems in which the administration and liquidation of estates are *organised* (for example by the judicial procedure of the 'grant') and the systems in which they are *unorganised*, in which the heirs, vested with the estate, automatically have the powers of administration¹.

A further difficulty stemmed from the conflicts of private international law systems: however conscientious it was to avoid taking a position as to the law applicable to the estate – in favour of unity or of scission, in favour of nationality or habitual residence – the Commission had to examine at various times, at least from the outside, what repercussions these conflict solutions might have on the impact of the rules facilitating the international administration of estates as proposed in the Convention.

Finally, there was a last difficulty, classical in nature, but none the less for that, which had to be overcome. This related to the diversity of concepts, techniques and legal expressions employed in the Member States of the Conference in matters of succession. Thus for example the concept 'transmission' caused problems.

The leading idea in the Draft is that of an *international certificate*, drawn up in accordance with a model annexed to the Convention and intended to facilitate proof, on the international level only, of the entitlement of the person entrusted with the administration under the law of succession, and of the nature and the extent of his powers.

This document – it was agreed that it will not take the place of any internal or national document – presents problems which are analogous to those dealt with by the Convention of the 5th of October 1961 on the Legalisation of Foreign Public Documents, such as authenticity, the jurisdiction of the issuing authority and the powers of the authority in the requested State, the recognition of such document and its refusal, etc. These problems are for the most part dealt with in the Draft in a concrete and practical manner, taking into account the need for an expeditious solution, whilst safeguarding the rights of interested parties and respecting the legitimate requirements of States in which the assets are situated.

When drawing up the thirty or so articles of the Draft and the model international certificate, the Commission was aware above all of the needs of practice in the circumstances which arise most frequently. It deliberately did not seek to deal with every situation and considered that the Convention would have achieved its purpose if it reduced the number of cases of conflict and concurrent administration and facilitated to an appreciable extent a single international administration under, as far as possible, a single law.

We should add that, in its desire to be aware of the needs and experiences of practice, the Commission was privileged to benefit not only from the wealth of information assembled

¹ Cf. le *Mémoire* du Bureau Permanent, *Doc. pré-l. de mai 1968*, p.4.

¹ Cf. the *Memorandum* of the Permanent Bureau, *Prel. Doc. of May 1968*, page 4.

information réunie et commentée par le Secrétaire général adjoint de la Conférence, mais encore des conseils avisés des observateurs de l'Union Internationale du Notariat Latin.

Article premier: Création d'un certificat international

L'article premier pose le double principe, fondamental, de la création d'un certificat international destiné à faciliter la preuve qu'une personne a qualité, selon la loi successorale, pour administrer la succession, et de la reconnaissance internationale de ce certificat.

L'avant-projet se limite aux successions *mobilières*, tout en évoquant la possibilité, en un article 29, d'une extension aux immeubles.

Par la nature même des choses, le système prévu paraît ne pouvoir valoir qu'entre Etats contractants. Le champ d'application exact de la Convention, de ce point de vue, n'a pas fait l'objet de véritables discussions au sein de la Commission.

La reconnaissance est *obligatoire* pour les Etats contractants, pour autant que deux conditions soient simultanément remplies: (a) que le certificat soit conforme au modèle annexé et (b) qu'il émane d'une autorité d'un Etat contractant compétente au sens des règles posées par la Convention (aux articles 2, 4 et 5).

L'alinéa 3 du même article premier réserve certains droits à l'Etat qui est requis de donner effet à un tel certificat établi à l'étranger, en permettant à un Etat de subordonner la reconnaissance à une procédure simplifiée ou à une publicité, selon l'article 11 – cette faculté n'excluant pas, bien entendu, la possibilité d'une reconnaissance de plein droit. Des articles ultérieurs de l'avant-projet (articles 14 et suivants) énumèrent de façon limitative les cas dans lesquels la reconnaissance peut être refusée, en tout ou en partie, dans un Etat contractant.

Le principe capital de la reconnaissance internationale est renforcé par une disposition subséquente, celle de l'article 10.

Pour une bonne compréhension des mécanismes de la Convention, il est nécessaire de s'arrêter quelque peu à la nature du certificat international et à son contenu.

On notera d'abord que ce nouveau document est international et *autonome*, en ce sens qu'il ne fait pas double emploi avec les documents ou actes internes qui pourraient exister ou être émis dans le pays d'origine.

Quant à son contenu, le certificat international ne doit pas seulement, pour remplir le but qui lui a été assigné, désigner avec toute la clarté voulue la personne de son bénéficiaire – qui n'est pas nécessairement une personne physique, mais peut être un organisme, par exemple un tribunal. Il doit aussi préciser quels sont, selon la loi successorale compétente, les pouvoirs du titulaire habilité à «administrer» la succession.

Par la force des choses, le certificat doit aussi contenir toutes indications utiles permettant d'identifier l'autorité émettrice et d'en apprécier la compétence – une condition essentielle de la reconnaissance selon l'article premier, condition dont la vérification est prévue dans les limites de l'article 14, alinéa 2.

L'établissement du certificat est confié par l'article premier à une *autorité publique* d'un Etat contractant, laquelle pourra être judiciaire ou administrative, selon ce que dispose la loi interne du pays émetteur.

On lira plus loin les raisons pour lesquelles l'article 7 introduit la possibilité d'une délégation, en faveur des notaires, avec toutefois un certain contrôle de l'autorité.

and annotated by the Deputy Secretary-General of the Conference but also from the advice given by the observers of the 'Union Internationale du Notariat Latin'.

Article 1: Creation of an international certificate

Article 1 presents the dual fundamental principle of the creation of an international certificate intended to facilitate the proof that under the law of succession a person is entitled to administer the estate, and of the international recognition of this certificate.

The draft Convention is limited to the *movable* estate; however, there is a possibility, in a final article (29), to extend the application of the Draft to immovables.

By the very nature of things, the system provided for in the Draft seems to be workable only as between Contracting States. The exact scope of application of the Convention from this point of view was not really discussed within the Commission.

Recognition is *obligatory* for Contracting States, provided that two conditions are fulfilled simultaneously: (a) that the certificate is drawn up in accordance with the model annexed to the Convention, and (b) that it is issued by an authority of a Contracting State, having jurisdiction under the rules set out in the Convention (articles 2, 4 and 5).

Paragraph 3 of article 1 gives certain rights to a State requested to give effect to this certificate issued abroad, by allowing the State to subject the recognition to a simplified procedure or publicity provided for in article 11 – this right does not of course exclude the possibility of recognition *ipso jure*. Later articles in the Draft (articles 14 and following) enumerate exhaustively the cases in which recognition may be refused, whether totally or partially, in a Contracting State.

The important principle of international recognition is reinforced by a subsequent provision, that of article 10.

To understand the mechanism of the Convention, one must examine to some extent the nature of the international certificate and its content.

It should be noted firstly that this new document is international and *autonomous*, insofar as it does not duplicate the internal documents or deeds which may exist or be issued in the State of origin.

As regards its content, the international certificate, in order to fulfil the task assigned to it, not only has to designate with the required clarity the identity of its beneficiary – who need not necessarily be a person, but may also be a body, for example a court – it must also specify the powers of the holder entitled 'to administer' the estate under the applicable law of succession.

Owing to the force of circumstances, the certificate must also contain any useful indications allowing the recognising authority to identify the issuing authority and to appraise its jurisdiction – an essential condition for recognition according to article 1, the verification of which is provided for within the limits of article 14 (2).

Article 1 entrusts the drafting of the certificate to a *public authority* of a Contracting State, which may be either judicial or administrative, depending on the internal law of the issuing State.

We shall later discuss the reasons which led to the introduction in article 7 of the possible delegation of this task to a 'notaire', albeit with a certain amount of control exercised by the authority.

La question du *contenu* du certificat, en particulier quant aux pouvoirs de son titulaire, a été longuement débattue au sein de la Commission. En vue d'éviter le plus possible des erreurs d'interprétation au pays de situation des biens sur le sens de dispositions de la loi successorale étrangère, la Commission s'est ralliée, après avoir étudié diverses formules, à un système «concret», comprenant (sans exclure la possibilité d'une formule générale) une énumération précise des actes que le titulaire est habilité à accomplir selon la loi successorale et des biens (mobiliers) sur lesquels ces actes peuvent porter.

Pour tenir compte de la variété des lois et des situations, le *modèle* proposé en annexe de l'avant-projet offre, à cet égard, à l'autorité émettrice le choix entre trois possibilités (sous rubrique C, 9), celle d'une clause tout à fait générale, celle d'une clause générale limitée par l'indication d'exceptions (relatives à certains actes ou à certains biens ou catégories de biens) et, enfin, celle d'une liste détaillée des actes qui peuvent être accomplis par le bénéficiaire du document.

Le système ainsi adopté, à la fois souple et précis, devrait donner satisfaction dans la grande majorité des cas et épargner aux autorités ou personnes privées du pays de situation des biens une bonne part des questions qu'elles se posent aujourd'hui quant aux pouvoirs des «administrateurs» étrangers.

Article 2: Autorité compétente

Une tâche essentielle de l'avant-projet est de fixer la compétence de l'autorité émettrice du certificat dont la reconnaissance sera obligatoire dans les Etats contractants.

La Commission a recherché les solutions adéquates en prenant soin de distinguer, et d'étudier séparément, diverses hypothèses qui, au terme de la discussion, ont pu être en partie regroupées comme le montrent les articles 2, 4 et 5.

Si ces hypothèses sont formulées en termes de conflits de lois – bien que la Commission ait voulu toucher le moins possible au droit international privé comme à la procédure des Etats membres – c'est que le choix de l'autorité compétente pour établir et délivrer le certificat international est indissolublement lié à l'administration de la succession. Cette autorité sera appelée à déclarer, dans ce document, *qui a quels* pouvoirs d'administrer *quels* biens en vertu de la loi successorale compétente.

La présentation des hypothèses, pour évocatrice qu'elle soit de questions de conflits de lois, ne doit donc pas faire illusion. On se méprendrait entièrement sur l'objet et la portée de la Convention si l'on s'imaginait, par exemple, qu'elle traite du droit international privé des successions en général et, notamment, de la dévolution successorale.

L'article 2 vise, en ses deux premiers alinéas, d'abord l'hypothèse la plus simple où les deux rattachements classiques en matière successorale désignent le même pays, puis celle où la divergence des rattachements n'est susceptible d'entraîner aucun conflit, les deux systèmes de droit international privé en cause se rejoignant dans le résultat.

Ces deux situations pouvaient donc être traitées de la même manière, et la compétence de l'Etat de la résidence habituelle du défunt s'imposait trop nettement pour susciter de longs débats.

On notera que l'avant-projet, suivant l'usage bien établi de la Conférence, emploie la notion de *résidence habituelle* du défunt plutôt que celle de domicile. Si la Commission a discuté de cette notion et de sa nature (purement ou partiellement de fait), elle n'a pas jugé opportun ni nécessaire de la définir.

The question of the *contents* of the certificate, in particular that of the powers of its holder, was discussed at length by the Commission. In order to avoid as far as possible errors of interpretation being made in the State in which the assets are situated as to the meaning of provisions in the foreign law of succession, the Commission, having studied various possibilities, agreed on a 'specific' system, which consisted of a detailed enumeration of the acts which the holder was entitled to carry out according to the law of succession, and a list of the 'movable' assets in respect of which such acts could be effected (this did not, however, exclude the possibility of using general clauses).

In this respect, the proposed *model* annexed to the draft Convention, so as to take account of the variety of laws and situations, gives a choice to the issuing authority. It may choose between three possibilities (heading C, 9) – that of a very general clause, that of a general clause limited by specified exceptions (relating to certain acts, certain assets or categories of assets) and, finally, that of a detailed list of acts which may be carried out by the holder of the document.

This system, both flexible and precise, should give satisfaction in the great majority of cases and should save the authorities and private persons in the States in which the assets are situated, the trouble of asking a good number of the questions which they have to put at the present time as regards the powers of foreign 'administrators'.

Article 2: The authority with jurisdiction

One essential aim of the Draft is to determine the jurisdiction of the authority issuing the certificate, the recognition of which will be mandatory in the Contracting States.

The Commission sought out adequate solutions, taking care to distinguish and study separately the various hypotheses which after discussion were partially regrouped as is shown in articles 2, 4 and 5.

Although the Commission wished to affect as little as possible the private international law systems and rules of procedure of Member States, these hypotheses are formulated in terms of conflict of laws. The reason for this is that the determination of the authority with jurisdiction to draw up and issue the international certificate is inseparable from the administration of the estate. This authority will be called upon to make a declaration in the document as to *who* under the applicable law of succession has *what* powers to administer *what* assets.

The presentation of these hypotheses, however evocative they may be of questions of conflict of laws, should not cause any delusion. The aim and significance of the Convention would be completely misunderstood if one imagined for example that it dealt with the private international law of succession in general and particularly with the devolution of the estate.

Article 2 in its first two paragraphs deals firstly with the straightforward hypothesis in which the two classical connecting factors in the field of succession point to the same State, and then with that in which the divergence of connecting factors cannot lead to any conflict, as the two private international law systems concerned both bring about the same result.

The two situations could therefore be dealt with in the same way, and the jurisdiction of the State of the habitual residence of the deceased was too obvious a solution to cause any lengthy debate.

It will be noted that the draft Convention, following a well-established practice of the Conference, uses the concept *habitual residence* of the deceased rather than that of domicile. Whilst the Commission did discuss this concept and its nature (purely or partially factual), it considered it neither desirable nor necessary to define it.

Il n'a pas davantage été jugé utile de préciser qu'il s'agissait de la *dernière* résidence habituelle, la chose allant de soi, pas plus du reste que l'on a cru nécessaire d'indiquer, après l'expression «l'Etat dont le défunt était ressortissant» qu'elle visait la nationalité «au moment du décès».

Si le texte de l'article 2, malgré ce choix de la «résidence habituelle» pour fixer la compétence générale de l'autorité émettrice, évoque cependant à deux reprises une référence à la «loi du domicile», – il est à peine besoin de le souligner en passant – c'est en tant que circonstance de fait, pour tenir compte du droit international privé positif de certains Etats contractants.

Dans les deux hypothèses simples dont il vient d'être question, par conséquent, où la succession mobilière est régie par la loi du même Etat A, (cf. alinéas 1 et 2), la ou les personnes habilitées, selon la loi de cet Etat, à administrer la succession recevront un certificat international attestant leurs pouvoirs selon la loi successorale et elles auront seules qualité pour se faire remettre et administrer l'actif mobilier existant dans les Etats contractants et pour y exercer, le cas échéant, les actions mobilières du défunt. Ceci, toutefois, dans les limites posées par les autres articles de la Convention, par exemple sur la procédure simplifiée de reconnaissance (cf. articles 1er, alinéa 3, et 11) ou sur les conditions spéciales d'appréhension des biens, qui seraient imposées par la *lex rei sitae*.

L'alinéa 3 de l'article 2 aborde le cas d'un *conflit négatif*, tel celui d'un ressortissant danois qui meurt en ayant son domicile ou sa résidence habituelle en Italie; on sait que la règle italienne de conflit donne ici compétence à la loi nationale danoise, alors que le droit international privé danois prescrit l'application de la loi italienne.

Sur le terrain qu'elle avait choisi – et qui n'est pas, répétons-le, celui de l'unification des règles de conflits mais seulement celui de la compétence pour émettre un certificat propre à faciliter l'administration internationale – la Commission a été amenée à s'inspirer ici du principe adopté par l'article premier de la Convention du 15 juin 1955 pour régler les conflits entre la loi nationale et la loi du domicile.

Cette solution – qui consiste à transposer au domaine des conflits d'autorités une règle de conflits de lois – se justifie sans peine en matière d'administration successorale, où le «centre de gravité» incontesté des intérêts et des opérations, sur le plan pratique, se trouve au lieu du domicile ou de la résidence habituelle du défunt.

On voit mal que des pays tiers, même s'ils rattachent les successions à la loi nationale, puissent contester une formule à laquelle se rallie le pays d'origine du défunt.

Article 3: Loi applicable

Des observations qui précèdent découlent déjà les motifs évidents de la solution prévue par cet article. Il y a en outre un avantage pratique certain à ce que l'autorité émettrice applique sa loi *interne* pour désigner le bénéficiaire du certificat et énumérer ses pouvoirs.

Article 4: Compétence et loi applicable

Bien que l'hypothèse envisagée soit fort simple sur le plan des conflits de lois, puisqu'il y a convergence des systèmes en faveur de la loi nationale (cas de la succession d'un Italien domicilié en Allemagne), certaines difficultés particulières surgissent ici en ce qui concerne l'autorité compétente et la loi qui sera appliquée dans l'établissement du certificat.

Moreover it was not thought necessary to specify that it was the *last* habitual residence that was relevant, as this went without saying. In the same way it was not thought necessary to indicate after the clause 'the State of which the deceased was a national' that his nationality 'at the time of death' was the relevant nationality.

The text of article 2, despite this choice of 'habitual residence' to determine the general jurisdiction of the issuing authority, refers however on two occasions to the 'law of domicile'. It is hardly necessary to note in passing that this is a reference to the law of domicile as a factual circumstance, in order to take into consideration the present private international law of certain Contracting States.

Consequently, in the two straightforward hypotheses referred to, in which the movable estate is governed by the law of the same State A (cf. paragraphs 1 and 2), the person or persons entitled to administer the estate under the law of that State, will receive an international certificate bearing witness to their powers according to the law of succession and they alone will be entitled to collect the assets and administer the movable estate situate in the Contracting States and to bring, if need be, in such States any action of the deceased in respect of movable property. However, all this is subject to the conditions imposed by the other articles of the Convention, for example that relating to the simplified procedure of recognition (cf. articles 1 (3) and 11), and that relating to the special conditions for the seizure of assets which could be imposed by the *lex rei sitae*.

The *third paragraph* of article 2 deals with the case of a *negative conflict*, such as that of a Danish national dying domiciled or habitually resident in Italy; it is known that the Italian rule of conflict would refer to the law of nationality (Danish) whilst Danish private international law would provide for the application of Italian law.

In the field which the Commission had elected for its study – which is not, we should stress, that of the unification of conflict rules, but only that of jurisdiction to issue a certificate aimed to facilitate the international administration of estates – the Commission was led to take inspiration from the principle adopted in article 1 of the Convention of the 15th of June 1955 Regulating Conflicts between the Law of Nationality and the Law of Domicile.

This solution – which involves the transposition of a rule of conflict of laws to the field of conflict of authorities – is easily justifiable in matters of administration of estates, in which the undisputed 'centre of gravity' of the interests and transactions involved is to be found, practically speaking, at the place of domicile or habitual residence of the deceased.

One can hardly conceive that third States, even if they considered matters of succession to be governed by the law of nationality, could contest a solution with which the State of origin of the deceased was in agreement.

Article 3: Applicable law

From the preceding remarks one can understand the obvious motivation for the solution provided in this article. There is furthermore an undoubted practical advantage in an issuing authority applying its *internal* law to designate the holder of the certificate and enumerate his powers.

Article 4: Jurisdiction and applicable law

Although the hypothesis considered in this article is extremely straightforward on the conflict of laws level, as there is convergence of the systems in favour of the law of nationality (this is the case of the estate of an Italian dying domiciled in Germany), certain particular difficulties arise when one asks which authority is to have jurisdiction to issue the certificate and which law it should apply in drawing it up.

Une discussion approfondie a fait apparaître que, d'un point de vue pratique et administratif, le lieu de la résidence habituelle constituait, ici aussi, le critère de rattachement le plus adéquat pour le choix de l'autorité émettrice. Dès lors la Commission se trouvait placée devant un dilemme: fallait-il maintenir ou non la solution adoptée à l'article 2 et selon laquelle l'autorité compétente appliquait sa loi interne en établissant le certificat?

Le souci de faciliter la tâche de l'autorité émettrice ne pouvait toutefois prévaloir sur la considération de la convergence des deux systèmes de conflits en cause, qui prévoient tous deux comme loi successorale la loi nationale. La difficulté pratique qu'il peut y avoir dans certains cas, pour l'autorité compétente du lieu de résidence habituelle du défunt, à «appliquer» la loi étrangère d'un Etat contractant ne doit pas être surestimée à notre époque, d'autant plus que de nombreux efforts sont faits, sur le plan national comme sur le plan international (p.ex par le Conseil de l'Europe), pour améliorer l'information sur le droit étranger. Cette difficulté pourra être réduite à un minimum par une certaine collaboration administrative et par des informations réciproques. Des systèmes analogues fonctionnent dans d'autres domaines et l'on ne voit pas pourquoi il ne pourrait en être de même s'agissant des pouvoirs de l'administrateur d'une succession.

C'est pourquoi l'avant-projet – sans retenir la possibilité d'un recours aux représentants consulaires de l'Etat d'origine – adopte un système qui distingue, cette fois, le rattachement prévu pour l'autorité compétente pour l'émission du certificat de celui de la loi successorale.

L'alinéa 3 permet à l'autorité émettrice de se prémunir contre les risques d'erreur en s'adressant pour information à une autorité de l'Etat d'origine du défunt, qui sera désignée, elle aussi, par la Convention (et qui pourrait être, par exemple, la même autorité que celle visée par l'article 7). Pour éviter des retards administratifs qui compromettraient le but même de toute la Convention, l'alinéa 3 se borne à prévoir une *faculté* et, s'il en est fait usage, n'oblige pas l'autorité compétente à attendre trop longtemps une réponse de l'autorité de l'Etat d'origine du défunt.

Article 5: Autorité compétente et loi applicable en cas de conflit positif

La Commission s'est longuement arrêtée à l'hypothèse, de loin la plus délicate, du «conflit positif de systèmes»: le droit international privé du pays d'origine du défunt prévoit la soumission de la succession mobilière (y compris son administration) à la loi nationale, alors que la règle de conflit de l'Etat de domicile ou de résidence habituelle donne compétence à la loi interne de cet Etat (exemple du *de cuius* italien qui était domicilié en France).

Les débats ont révélé qu'il était possible de dégager des solutions partielles, compte tenu du but limité de la Convention, et de diminuer les cas d'administrations concurrentes. Sans avoir l'ambition de surmonter de manière générale la vieille opposition entre la loi nationale et la loi du domicile (ou de la résidence habituelle), la Commission a constaté qu'il était parfaitement possible de la réduire ou de la «grignoter» – l'évolution sociologique, intellectuelle et juridique rendant même notre époque particulièrement favorable à des tentatives dans ce sens.

C'est ainsi qu'une première méthode consiste, en tenant compte des réalités économiques et sociales, à distinguer selon que le défunt avait ou non quitté son pays d'origine sans esprit de retour, y avait conservé des attaches familiales ou patrimoniales; cette «approche» distinguerait aussi les problèmes posés dans l'Etat d'origine ou dans un Etat tiers

Discussion in depth revealed that from the practical and administrative point of view, the place of habitual residence represented, here too, the most adequate connecting factor to determine the issuing authority. Consequently, the Commission found itself faced with a dilemma: should one retain the solution adopted in article 2 whereby the issuing authority would apply its internal law in drawing up the certificate?

Here, however, the concern to facilitate the task of the issuing authority could not prevail over the consideration of the convergence of the two conflict systems in question, which both designated the law of nationality as the law of succession. The practical difficulty which could arise in certain cases for the authority with jurisdiction, in the State of habitual residence of the deceased, to 'apply' the *foreign law* of another Contracting State should not be exaggerated at the present time, particularly as numerous efforts are being made both nationally and internationally (for example the Council of Europe) to improve the information available about foreign law. This difficulty could be reduced to a minimum by a degree of administrative collaboration and by furnishing information reciprocally. Analogous systems work well in other fields and there is no reason why the same should not be true with respect to the powers of the person called upon to administer an estate.

It is for this reason that the draft Convention – the possibility of calling in the aid of consular representatives of the State of origin has not been included – adopts a system which, this time, distinguishes between the connecting factor for the designation of the authority with jurisdiction to issue the certificate and that pointing to the law of succession.

Paragraph 3 of this article allows the issuing authority to guard against the risk of error by contacting an authority of the State of origin of the deceased for information. The latter authority will also be designated under the Convention (it could be for example the same authority as that referred to in article 7). In order to avoid administrative delays which would jeopardize the very aim of the Convention, paragraph 3 provides only for a *faculty*. Even if the issuing authority makes use of this faculty, it will not be obliged to wait too long for a reply from the authority in the State of origin of the deceased.

Article 5: The authority with jurisdiction and the applicable law in the case of a positive conflict

The Commission spent a long time discussing by far the most delicate hypothesis, that of the 'positive conflict of systems'; the private international law of the State of origin of the deceased provides that the law of nationality governs the devolution and administration of the movable estate, whilst the conflict rules of the State of domicile or habitual residence would apply the internal law of that State (the example of the Italian deceased dying domiciled in France).

Discussion revealed that it was possible to distil certain partial solutions, taking into account the limited aim of the Convention, and to reduce the cases of concurrent administration. The Commission, without trying to overcome in a general way the traditional conflict between the law of nationality and the law of domicile (or habitual residence), realised that it was perfectly possible to reduce it or 'erode it' – the sociological, intellectual and juridical evolution particularly favours such attempts at the present time.

Thus a first method, taking into account economic and social realities, would involve drawing a distinction according to whether or not the deceased had left his State of origin without the intention to return, and had maintained family or proprietary connections with that State; this 'approach' would also distinguish between the problems

par la reconnaissance d'un certificat international établi par une autorité du pays de la résidence habituelle selon la loi de ce pays.

Si certaines divergences de vue se sont manifestées sur diverses modalités ou solutions particulières, l'unanimité s'est faite pour rechercher le plus grand nombre de solutions partielles, dans l'esprit de réalisme et de collaboration internationale requis par les «objectifs» mêmes de la Convention.

Il est apparu que les pays fidèles au rattachement au domicile ou à la résidence habituelle pourraient sans doute se rallier à l'application de la loi nationale lorsque cela répond au vœu exprès du défunt (méthode de la *professio juris*, qui sera commentée à propos de l'article 6).

Les pays traditionnellement attachés à la loi nationale, de leur côté, n'entendent pas tant défendre un principe abstrait que protéger des nationaux dans des situations données. Ils pourraient probablement envisager, dans la matière visée par la Convention, d'accepter l'application de la loi de la résidence habituelle dans les cas, par exemple, où le défunt avait quitté depuis de nombreuses années ou sans y laisser de biens son pays d'origine.

D'une manière générale, la Commission s'est laissé guider par la considération fondamentale, très concrète, de la nature des intérêts successoraux en cause – qui sont «localisés» bien davantage, objectivement et économiquement, au lieu du domicile ou de la résidence habituelle du défunt.

L'article 5, comme le précédent, traite les deux questions de la compétence de l'autorité émettrice et de la loi applicable dans l'établissement du certificat.

La solution de la première ne faisait guère problème, tandis que les avis étaient plus partagés pour la seconde. Le compromis envisagé consisterait à laisser l'autorité compétente appliquer sa propre loi si le défunt avait *habité en fait* (abstraction faite ici du domicile ou de la résidence habituelle) depuis un nombre suffisant d'années dans le pays et, à défaut, de lui prescrire l'application de la loi nationale du défunt, de la même manière que le prévoit l'article 4.

On pourrait se demander, il est vrai, si cette condition de durée ne devrait pas se référer plutôt à l'éloignement du défunt de son pays d'origine. La persistance de la loi nationale ne semblerait plus guère justifiée dans le cas d'un *de cuius* ayant quitté définitivement sa patrie 30 ans auparavant, mais sans avoir habité de façon ininterrompue pendant 10 ans au lieu de sa dernière résidence habituelle. La période de 10 ans figure entre crochets, la Commission n'ayant pas pris une attitude définitive à son égard. Il appartiendra à la Commission plénière soit de la confirmer soit de la raccourcir.

La Commission a renoncé, notons-le – en raison des difficultés et des incertitudes qu'elles pouvaient susciter – à proposer des solutions différenciées selon que le défunt laisse ou non, dans son pays d'origine, des héritiers de la même nationalité ou qu'il y était propriétaire de biens.

Article 6: *Professio juris*

Une seconde méthode pour résoudre le *conflict positif* de systèmes a été envisagée favorablement par la majorité de la Commission; celle dite de la *professio juris* limitée, qui

arising in the State of origin and those in a third State regarding the recognition of an international certificate drawn up by an authority in the State of habitual residence according to the law of that State.

Whilst there was a certain divergence of views as to the various particular methods or solutions, unanimity was reached on the principle of seeking the greatest possible number of partial solutions in a spirit of realism and international collaboration required by the very 'objectives' of the Convention.

It appeared that States faithful to the connecting factor of domicile or habitual residence could without hesitation agree on the application of the law of nationality when this application corresponded to the express wish of the deceased (method of *professio juris* which will be dealt with in connection with article 6).

States which traditionally apply the law of nationality, for their part, do not intend so much to defend an abstract principle as to protect their nationals in certain circumstances. They could probably consider accepting, in the field dealt with by the Convention, the application of the law of habitual residence in cases in which *e.g.* the deceased had lived outside his State of origin for several years, or had not left any property there.

In a general way, the Commission let itself be guided by the very fundamental and specific consideration of the nature of the heritage-interests in question – which from an objective and economic point of view are 'localised' predominantly at the place of domicile or habitual residence of the deceased.

Article 5, like the preceding article, deals with these two questions of the jurisdiction of the issuing authority and of the law it should apply in drawing up the certificate.

The solution of the first question caused hardly any difficulty, whereas opinions differed as to the second. The compromise envisaged would allow the authority with jurisdiction to apply its own law if the deceased had *in fact lived* (regardless in this case of his domicile or habitual residence) for a sufficient number of years in the State and in default of such residence to require such authority to apply the law of nationality of the deceased in the same way as was provided in article 4.

One could indeed ask whether this time-condition should not rather refer to the absence of the deceased from his State of origin. The persistence of the law of nationality would hardly seem justifiable in a case where the deceased had definitively left his State of origin 30 years previously, without however living for ten years without interruption at the place of his last habitual residence. The period of ten years appears within brackets, as the Commission has not taken a definitive decision with respect to it. The plenary Commission will have either to confirm this period or to shorten it.

We should note that the Commission refrained from proposing differing solutions depending on whether the deceased left heirs of the same nationality in the State of origin or owned property there. This was due to the difficulties and uncertainties which such solutions would present.

Article 6: *Professio juris*

A second method of resolving the *positive conflict* of systems was favourably received by the majority of the Commission. This was the so-called limited *professio juris*, which is already

est connue déjà de diverses législations, par exemple en Suisse¹. Elle paraît gagner du terrain dans l'évolution législative ou doctrinale récente, notamment dans les pays de Common Law, et on en trouve un témoignage autorisé dans la Résolution de Nice de l'Institut de Droit international (du 15 septembre 1967), sur la succession testamentaire en droit international privé². Si cette institution n'est pas connue dans plusieurs pays, il semble qu'elle pourrait y être introduite assez aisément et que, en tous les cas, une disposition conventionnelle du genre de celle de l'article 6 ne susciterait pas de difficulté – s'agissant seulement, il convient de le souligner, de la loi applicable à l'*administration* d'une succession internationale.

Les deux premières variantes proposées ont ceci de commun qu'elles concernent les seules successions *testamentaires* et qu'elles n'autorisent qu'un choix *limité* – ce qui devrait faire tomber les hésitations de ceux qui, en d'autres matières, auraient des objections de principe à l'idée de *professio juris*.

Encore qu'elle précise, seule, que le choix doit être exprès, la première variante a une portée plus large que la seconde: cette dernière ne tient compte de la volonté du défunt que si cela est autorisé par la loi applicable en vertu de l'article 5 précédent, (soit la loi de la résidence habituelle ou, dans l'hypothèse de l'alinéa 3, la loi nationale).

N'ayant pu, faute de temps, pousser à son terme la discussion de ces délicates questions, la Commission a donc tenu à proposer, pour favoriser la réflexion à cet égard, plusieurs variantes, sans oublier celle qui consisterait à passer entièrement sous silence cette méthode de réduire le conflit positif.

Article 7: Autorité émettrice compétente

La nature même du certificat et la portée internationale qu'entend lui assurer la Convention impliquent qu'il soit établi par une autorité *publique*, on l'a dit, qui sera désignée librement par la loi interne de chaque Etat contractant, et peut être judiciaire ou administrative.

L'avant-projet ne voulant poser que des règles de compétence générale, il convenait d'éviter le risque que plusieurs autorités du même Etat n'émettent des certificats relatifs à la même succession. C'est pourquoi l'article 7, alinéa premier, prévoit la désignation par chaque Etat contractant de l'autorité ayant compétence selon son droit interne, pour émettre le document (par exemple le président du tribunal de la résidence habituelle du défunt).

Cette désignation sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, selon une formule analogue à celle qu'a prévue par exemple la Convention supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers (article 6), du 5 octobre 1961, ou la Convention sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires (article 13) du 15 avril 1958.

Dans certains Etats membres de la Conférence, comme la Belgique et la France, des actes du genre du certificat international ne sont pas délivrés par une autorité publique,

known to various legislations, for example in Switzerland¹. It seems to be gaining ground in recent legislation and doctrine as they develop, particularly in Common Law countries, and one finds authoritative proof of this in the Nice Resolution of the Institute of International Law (of the 15th of September 1967) on testamentary succession in private international law². Whilst this concept is unknown in several States, it seems that it could be introduced fairly easily and that in any case a treaty provision of the kind appearing in article 6 would not cause any difficulty, as it deals only, it should be emphasised, with the law applicable to the *administration* of an estate comprising international elements.

The first two options proposed have this in common – they apply only to cases of testate succession and they authorise only a *limited* choice. This should relieve the doubts felt by those who might have objections of principle against the idea of *professio juris* in other fields.

Although it is the only one to specify that the choice of law must be made expressly, the first option has a wider significance than the second; the latter option takes account of the intention of the deceased only if this is permitted by the applicable law under article 5 (either the law of the habitual residence or in the case of paragraph 3, the law of nationality).

Due to lack of time, the Commission was not able to pursue the discussion of these delicate questions to its end, and therefore wished to propose several options to stimulate reflexion on this point, not forgetting the option that the Convention could remain silent as to this method of reducing the positive conflict.

Article 7: The competent issuing authority

The very nature of the certificate and the international significance with which the Convention intends to vest it, imply that the certificate should be drawn up by a *public* authority, as we have stated earlier, and that this authority would be freely designated by the internal law of each Contracting State. The authority may be either judicial or administrative.

As it was desired that the Convention should lay down rules of general jurisdiction only, there was the risk that several authorities of the same State would issue certificates relating to the same estate. For this reason article 7, in its first paragraph, provides for the designation in each Contracting State, in accordance with its internal law, of the competent authority which could issue the document (for example the President of the court of habitual residence of the deceased).

This designation will be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands in a way analogous to that provided for example in the Convention Abolishing the Requirement of Legalisation for Foreign Public Documents (article 6), of the 5th of October 1961, or in the Convention on the Recognition and Enforcement of Decisions Concerning Maintenance Obligations (article 13) of the 15th of April 1958.

In some Member States of the Conference, such as Belgium and France, documents which are of a kind similar to the international certificate are not drawn up by a public

¹ Article 22 LRDC; voir aussi aux USA le *Uniform Probate Code*, Section 2-602 et le *Projet de Québec*, et les *Travaux du Comité français de droit international privé*.

² *Annuaire*, 1965, 52 II, p. 558, article 2.

¹ Article 22 LRDC; see also in the United States the *Uniform Probate Code*, Section 2-602, and the *Quebec Draft*, and the *Travaux du Comité français de droit international privé*.

² *Yearbook*, 1965, 52 II, p. 563, article 2.

mais par des notaires. Tenant compte de cette pratique traditionnelle, mais soucieuse d'autre part de ne pas compromettre la reconnaissance du certificat dans des pays étrangers accoutumés à n'accorder crédit qu'à des documents officiels, la Commission a élaboré la solution prévue à l'alinéa 2. Cette disposition permet à un Etat de ne pas modifier son droit ou sa pratique interne en matière successorale, et de *déléguer* le pouvoir reconnu par la Convention à «l'autorité compétente».

Cette délégation ou désignation doit être faite à une «personne qualifiée» et être portée à la connaissance des autres Etats contractants, dans l'intérêt de la sécurité juridique et d'une large reconnaissance du certificat. En outre, la Commission a nettement rejeté l'idée qu'un certificat délivré dans ces conditions doit recevoir reconnaissance internationale s'il n'est revêtu que d'une attestation purement formelle de l'autorité; celle-ci doit *confirmer* (notion qui n'est pas nécessairement identique à une «homologation») et devrait soulever moins de difficultés de qualification) le certificat établi, par exemple par un notaire, c'est-à-dire le contrôler et le reprendre à son compte. A cette condition, il pourra déployer dans les autres Etats les importants effets que prévoit la Convention.

Article 8: Conjoint survivant (ou: Régime matrimonial)

Plus longuement que ne le ferait supposer le texte bref de cet article, la Commission a discuté de certaines questions de *régime matrimonial*. Elle ne pouvait en effet échapper entièrement aux difficultés classiques que suscite l'interférence des règles successorales et matrimoniales et leur diversité sur le plan comparatif. Ceci d'autant moins que, dans la pratique notariale, indivision matrimoniale et indivision successorale semblent n'être distinguées qu'intellectuellement et ne pas faire l'objet d'opérations séparées de partage.

Il était donc naturel que diverses questions fussent soulevées à ce sujet, par exemple celle de savoir si le certificat international devait contenir des mentions relatives au régime matrimonial, devait préciser qu'il concernait les seuls biens «dépendant de la succession», pouvait être remis conjointement au conjoint survivant et aux (autres) héritiers, etc.

Il est apparu que, dans une série de cas, la délivrance du certificat ne susciterait aucun problème, soit qu'il y ait accord entre les enfants et le conjoint survivant, soit que ce dernier conserve, d'après la loi compétente, l'administration et le droit de disposer de l'ensemble de la succession, soit pour une autre raison encore. Dans les autres cas, c'est-à-dire si des difficultés surgissent entre ayants droit à titre successoral, il est probable que l'autorité compétente ne délivrera pas le certificat.

En résumé, la Commission a estimé qu'il n'était ni nécessaire ni possible de chercher à régler dans la Convention toutes les difficultés imaginables. Elle s'est bornée à prévoir, en un article spécial – non pas l'obligation contrairement à une suggestion faite par un expert – mais la *faculté* pour l'autorité compétente de requérir l'accord du conjoint survivant avant de délivrer le certificat international.

Article 9: Devoir d'information

La Commission s'est interrogée sur l'opportunité qu'il pouvait y avoir de certaines mesures de *publicité*, non seulement dans les pays requis d'accorder la reconnaissance (voir plus loin, article 11), mais aussi dans le pays d'émission du certificat. Il s'agirait en effet de permettre aux tiers intéressés, en les informant, d'intervenir au besoin contre les pouvoirs ou les actes du détenteur du certificat, avant

authority, but by a 'notaire'. The Commission took notice of this traditional practice, but was on the other hand anxious not to compromise the recognition of the certificate in foreign States accustomed to give credit only to official documents. It therefore laid down the solution provided for in paragraph 2. This provision allows a State to maintain its law or internal practice in the field of succession unchanged, and to *delegate* the power which the Convention bestows on the 'competent authority'.

This delegation or designation must be effected in favour of a 'qualified person' and must be brought to the notice of other Contracting States in the interests of the security of law and of a wide recognition of the certificate. Furthermore, the Commission clearly rejected the idea that a certificate granted in these conditions should receive international recognition if it were clothed only with a purely formal attestation of the authority; the authority must 'confirm' (this is a term which is not necessarily identical to an 'authentication' – French: 'homologation' – and should cause less difficulties of characterisation) the certificate which has been drawn up, for example by a 'notaire', that is to say it must check it and endorse it. On this condition, the certificate may produce in other States the important effects provided by the Convention.

Article 8: The surviving spouse (or: matrimonial property)

The Commission discussed certain questions relating to *matrimonial property* for longer than one might suppose from the brief text of this article. Indeed it could not entirely avoid the classic difficulties caused by the interplay of rules of succession and rules of matrimonial property and by their diversity on the comparative level. This was rendered more difficult because, in notarial practice, joint property arising out of marriage and joint property arising out of succession seem to be distinguished only intellectually and they are not subject to separate steps of apportionment.

It was therefore quite natural that various questions were raised on this matter, for example whether the international certificate should contain references to matrimonial property systems, whether it should specify that it related only to assets 'pertaining to the succession', and whether such a certificate could be granted both to the surviving spouse and to (other) heirs, etc.

It appeared that in a series of cases, the issuing of the certificate would not pose any problem, either because there was an agreement between the children and the surviving spouse or because the surviving spouse, according to the applicable law, administered the estate and had the right to dispose of all of it, or for yet another reason. In the other cases, that is to say if difficulties arise between the persons entitled to the estate, it is probable that the authority having jurisdiction will not grant the certificate.

In short, the Commission considered that it was neither necessary nor possible to deal with all imaginable difficulties in the Convention. It limited itself to providing in a special article not, contrary to a suggestion made by one Expert, the obligation, but the *faculty* for the authority having jurisdiction to require the agreement of a surviving spouse before granting an international certificate.

Article 9: Duty to provide information

The Commission examined whether it might be useful to provide a certain measure of *publicity*, not only in the State requested to grant recognition (see further article 11), but also in the State of issue of the certificate. In fact, we are dealing with giving information to interested third parties so as to allow them to intervene if need be and oppose the powers or acts of the holder of the certificate, even before

même le stade de la procédure de reconnaissance dans le ou les pays de situation de biens.

On sait que, dans certains pays, les décisions en matière d'administration (p. ex. «grants of probate») sont inscrites dans un registre central ou même publiées par la presse.

Un souci très net s'est manifesté de rendre possible les interventions de tiers intéressés, ainsi que d'éviter la délivrance d'une pluralité de certificats contradictoires relatifs à la même succession. Les avis ont été très partagés, cependant, sur les modalités d'une procédure de publicité – modalités qu'il serait difficile de prescrire dans une convention vu la grande diversité des droits internes. Aussi la préférence a-t-elle été donnée à une formule de compromis assez souple, celle de l'article 9 alinéa premier – qui devrait suffire en pratique à satisfaire les préoccupations évoquées au sein de la Commission.

Il va de soi que l'information ainsi donnée par l'autorité émettrice – selon des modalités librement choisies par chaque Etat contractant, mais que celui-ci devra notifier, aux termes de l'alinéa 3, comme d'autres indications (cf. les articles 7, alinéas 3 et 29) – serait inutile et même dangereuse si elle se limitait à l'émission initiale du certificat, tandis que ce dernier pourrait être ensuite modifié sans publicité. D'où la disposition de l'alinéa 2, qui offre une protection nécessaire aux tiers et aux autorités étrangères. On peut penser que, dans l'esprit du système, l'autorité devrait de même, de son propre chef, informer par exemple de l'émission d'un certificat le tiers à qui elle aurait avant la date de l'émission fourni une réponse négative. Il est clair que l'avant-projet ne cherche pas à fournir une réponse expresse à toutes les hypothèses imaginables et que, sur ce point comme sur d'autres, sa place doit être laissée à l'interprétation.

Article 10: Portée du certificat

La «clé de voûte» du système de la Convention étant la reconnaissance internationale du certificat émis conformément à l'article premier, il en découle que les Etats contractants ne sauraient exiger *aucune autre attestation* quelconque de la qualité du détenteur et de ses pouvoirs d'administrer, selon la loi compétente. L'article 10 vise à expliciter, peut-être *ex abundantia cautela*, ce principe essentiel, qui ne restreint du reste en rien la protection réservée aux autres Etats par l'article 11.

Article 11: Reconnaissance du certificat

Au cours de discussions prolongées sur la reconnaissance du certificat dans les Etats contractants autres que celui d'émission, il est apparu, sur les divers problèmes qui peuvent surgir à cet égard, que certains Etats, les plus libéraux, n'envisageaient pas d'introduire une procédure là où la reconnaissance est de plein droit, s'agissant de successions étrangères, alors que d'autres Etats tenaient à protéger les créanciers ou les héritiers locaux par une publicité, ou par une procédure aboutissant à l'octroi ou au refus de la reconnaissance du certificat. La solution moyenne adoptée laisse la plus large place au droit interne et se contente de poser une limite maximum et d'envisager une procédure simplifiée.

Tous les Etats contractants demeureront donc libres d'accorder au certificat international (émis dans les conditions de l'article premier, alinéa 2) une reconnaissance *de plein droit*. La *faculté* est cependant réservée (cf. l'article premier, alinéa 3) de subordonner la reconnaissance à une mesure de publicité, ou à une décision pourvu que ce soit à la suite d'une procédure rapide.

La Commission avait envisagé de prescrire en outre que cette procédure fût non contentieuse et, sinon gratuite, peu coûteuse, ce qui eût été pleinement conforme à l'esprit du

the initiation of proceedings for recognition in the State or States where the assets are situate.

It is known that in certain States, decisions relating to administration (for example grants of probate) are entered in a central register or even published in the press.

A very clear desire was shown to make it possible for interested third parties to intervene and also to avoid the grant of several conflicting certificates relating to the same estate. Opinions were very divided, however, as to the form of a publicity procedure. It would be difficult to provide in a Convention for a form of publicity in view of the great differences existing between internal laws. Preference was therefore given to a fairly flexible compromise, that agreed on in article 9 (1) – which should serve in practice to assuage the anxieties voiced within the Commission.

It goes without saying that information given in this way by the issuing authority – according to the form freely chosen by each Contracting State which will have to be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands under paragraph 3, as is the case with other indications (cf. articles 7 (3) and 29) – would be useless and even dangerous if it were limited to the initial issue of the certificate, whilst the certificate could later be modified without publicity. This is the reason for the existence of paragraph 2, which affords a necessary measure of protection to third parties and foreign authorities. It seems safe to say that, in line with the spirit of the system, the authority should likewise of its own account inform for example a third party, to whom it had previously given a negative reply, of the issue of a certificate. It is clear that the Draft does not attempt to reply expressly to all imaginable hypotheses and that on this point as on others rein should be given to interpretation.

Article 10: Scope of the certificate

As the 'cornerstone' of the system of the Convention is the international recognition of the certificate issued in accordance with article 1, Contracting States should not be able to require *any other attestation* whatsoever concerning the entitlement of the holder and his powers of administration according to the applicable law. Article 10 aims to make this essential principle quite clear, perhaps *ex abundantia cautela*. This does not of course limit in any way the protection given to other States by article 11.

Article 11: Recognition of the certificate

During the prolonged discussion of the recognition of the certificate in Contracting States other than that issuing the certificate, it appeared that, as regards the various problems which may arise in this respect, certain more liberal States did not intend to introduce a procedure of recognition where the recognition of foreign successions was *ipso jure*, whilst other States wished to protect local creditors and heirs by some form of publicity or by a procedure leading to the grant or refusal of recognition of the certificate. The intermediary solution adopted leaves the most important role to internal law and is satisfied with indicating maximum requirements coupled with a reference to a simplified procedure.

All Contracting States will therefore remain free to give to international certificates (issued under conditions provided for in article 1 (2)) recognition *ipso jure*. However, they may subject the recognition to publicity or to a decision provided that such decision is made subsequent to an expeditious procedure (cf. article 1 (3)).

The Commission also considered whether the Convention should state that the procedure should be non-contentious and, if not gratuitous, inexpensive. This would have been

système envisagé. Elle a renoncé à ces précisions afin de ne pas empiéter sur le domaine interne des Etats.

D'autre part, il va de soi que le but même de la Convention – qui est de faciliter, ainsi qu'il ressort du préambule, l'administration des successions sur le plan international – interdit la multiplication des formalités ou des obstacles de procédure.

Les directives posées, explicitement ou implicitement, par la Convention quant à la rapidité et à la simplicité de la procédure de reconnaissance ne concernent que la phase *initiale* de cette procédure. Si des oppositions à la reconnaissance ou des recours contre une décision de reconnaissance sont formés dans l'Etat requis (pour les seuls motifs limitativement énumérés dans la Convention, comme le précise l'article 11, alinéa 2), les règles normales de la procédure locale seraient applicables.

En résumé, l'avant-projet laisse la plus large liberté aux Etats contractants en matière de reconnaissance, et s'abstient de définir les formes ou les modalités de la procédure ou de la publicité à laquelle l'Etat requis souhaiterait subordonner la reconnaissance du certificat.

En particulier, il appartient à chaque Etat de décider s'il entend donner déjà une publicité à *demande* de reconnaissance, pour permettre des oppositions de tiers, ou seulement à la *décision* de reconnaissance pour susciter d'éventuels recours.

Une fois parvenue à son terme, soit à une décision favorable, la procédure assure au certificat émis à l'étranger toute la force et l'autorité d'un document national – ce qui permet au titulaire d'agir avec l'efficacité voulue.

Article 12: Pouvoirs provisoires

La procédure de reconnaissance que pourrait instituer un Etat contractant risquerait, malgré le caractère de «rapidité» qu'elle doit revêtir selon l'article 11, de compromettre dans certains cas le but de la Convention et les intérêts que le détenteur du certificat a pour mission de protéger, si le certificat était privé de tout effet jusqu'à la décision (ou l'expiration d'un éventuel délai d'opposition). Il faut laisser au titulaire la possibilité – qui est admise du reste dans de nombreuses lois locales – de prendre des mesures conservatoires ou urgentes (comme la prise d'un inventaire ou la vente de biens périssables) à l'égard des biens de la succession. La procédure de reconnaissance ne doit pas empêcher non plus le titulaire de continuer si nécessaire l'exploitation d'un commerce. En revanche les autres actes ou pouvoirs d'administration énumérés dans le certificat, comme ceux de distribuer ou de disposer des biens, ne peuvent être accomplis ou exercés tant que la reconnaissance n'a pas été accordée selon la loi locale.

De multiples questions ont été étudiées dans ce contexte, dont les dispositions de l'avant-projet, on le comprend, ne conservent que très partiellement la trace.

Le principe même étant admis sans difficulté, du droit pour le titulaire du certificat – bien entendu dans les limites indiquées par le texte de ce dernier – de prendre des mesures conservatoires ou urgentes, la question se posait de savoir, par exemple, à partir de quel moment ce droit pourrait être exercé: serait-ce sur simple présentation du certificat, ou dès le dépôt d'une demande de publicité ou de reconnaissance, ou dès la publicité de cette demande, ou encore dès la publication de la décision de reconnaissance (et avant l'expiration de délais de recours)?

La Commission a éprouvé des hésitations quant à la réponse à donner, compte tenu, d'une part, du souci de ne pas affaiblir l'efficacité des précautions requises par la loi locale et, de l'autre, de ne pas compromettre un objectif essentiel de la Convention. C'est ainsi qu'elle s'est montrée divisée à

totally in accordance with the spirit of the system proposed. The Commission decided against such a provision so as to avoid encroaching on the domestic affairs of States.

Furthermore, it goes without saying that the very aim of the Convention – which is to facilitate the administration of estates on the international level, as is shown in the preamble – forbids the multiplication of formalities and procedural obstacles.

The directives set out, both explicitly and impliedly, in the Convention relating to the rapidity and simplicity of the recognition procedure relate only to the *initial* phase of this procedure. If there is any opposition to recognition or an appeal against a decision of recognition in the requested State (on the grounds enumerated exhaustively – as article 11 (2) states – in the Convention), the normal rules of local procedure will apply.

In short, the Draft leaves Contracting States to a very great extent free in the field of recognition, and refrains from setting out the forms and details of the procedure of recognition and of the publicity to which the requested State may wish to subject the recognition of the certificate.

In particular, it will be for each State to decide whether it intends to publicize even the *request* for recognition, so as to enable third parties to oppose recognition, or only the recognition *decision*, so as to allow possible appeals to be brought.

Once this procedure has led to a favourable decision, the certificate issued abroad will have the same effect and authority as a national document – this will permit the holder to act with the required effectiveness.

Article 12: Provisional powers

Despite its expeditious nature, required under article 11, the recognition procedure which a Contracting State may institute might, in certain cases, if the certificate were deprived of effect until the decision (or expiry of a possible time-limit for opposition), prejudice the aim of the Convention and the interests which the holder of the certificate has to protect. The holder must be able – and this is furthermore allowed in numerous internal laws – to take protective and urgent measures (such as the drawing-up of an inventory or the sale of perishable goods) in respect of the assets in the estate. Nor should the recognition procedure prevent the holder from continuing to carry on a business, if necessary. Conversely, the other acts and powers of administration set out in the certificate, such as the power to distribute or dispose of the assets, may not be accomplished or put into effect unless recognition has been granted according to the local law.

Many questions were studied in this context, of which understandably the provisions of the Draft show only very partial traces.

The principle itself of the holder of the certificate being able to take protective and urgent measures having been agreed upon without much difficulty – of course within the limits set out in the certificate – the question arose as to when for example such right could be exercised: should this be on mere presentation of the certificate, as from the deposit of the request for publicity or recognition, as from the publicity itself, or as from the publication of the recognition decision (and before the expiry of time-limits for appeal)?

The Commission was hesitant as to the reply to be given to this question, conscious of the desire not to weaken the effectiveness of the precautions taken by the local law on the one hand and not to prejudice the essential objective of the Convention on the other. The Commission was therefore

l'égard d'une proposition de l'Expert finlandais, tendant à subordonner à une autorisation spéciale le droit du titulaire de certificat de prendre des mesures conservatoires ou urgentes durant le cours de la procédure de reconnaissance.

En définitive, elle s'est ralliée à une solution moyenne, qui ne devrait guère susciter d'objections: sur simple présentation du certificat, dont il est normal de présumer qu'il confère au moins ces pouvoirs limités, le titulaire peut prendre les mesures conservatoires ou urgentes que requiert la situation, mesures dont les formes et modalités dépendent de toute façon de la loi locale. Ceci «jusqu' à décision contraire», bien entendu, – décision que tout intéressé pourra obtenir en utilisant les voies rapides de la procédure locale.

A noter que l'article 12 fait allusion à une «date d'entrée en vigueur», et non pas à la date d'émission du certificat. Ceci pour tenir compte de la possibilité que la loi ou l'autorité du pays émetteur ait prescrit un délai d'attente, pour permettre à d'éventuels intéressés de faire valoir des droits préférables. Cette date d'«entrée en vigueur», si elle ne coïncide pas avec celle de l'émission, devra alors être indiquée dans le certificat lui-même (cf. modèle annexe, litt. H).

Le droit de prendre ces mesures conservatoires ou urgentes avant même la décision de reconnaissance donnerait lieu à un abus s'il incitait le titulaire à s'abstenir de faire des démarches en vue de la publicité ou d'entamer la procédure prévue par la loi locale. L'article 12, alinéa 2, répond à cette hypothèse.

Le délai de soixante jours prévu dans cette dernière disposition représente un compromis entre l'opinion de ceux qui souhaitent un délai bref, de 30 jours, et ceux qui préféreraient un long délai (de 90 jours). On notera qu'il est exprimé de manière assez précise («après le sixième jour qui suit la date d'entrée en vigueur . . .») pour éviter des hésitations dans le calcul du délai.

Article 13: Durée des mesures conservatoires

Le principe de l'article 12 alinéa premier une fois admis, la Commission s'est rendu compte qu'il était impossible de passer entièrement sous silence la question des *conséquences*, sur les mesures conservatoires prises, d'un éventuel refus de reconnaissance du certificat. L'importance pratique de cette question justifie l'insertion d'une disposition spéciale dans la Convention, celle de l'article 13, qui pose un principe que l'on pourrait décrire comme celui de l'absence d'effets automatiques: ni une décision de refus de reconnaissance ni l'expiration du délai de 60 jours dès la date d'entrée en vigueur du certificat n'entraîne *ipso facto* l'invalidité ou la caducité des mesures urgentes ou conservatoires déjà prises par le détenteur du certificat.

Des experts avaient suggéré de laisser aux diverses lois locales le souci de régler ce point; ils se sont ralliés à la solution de l'article 13, compte tenu du fait que les prérogatives de la loi locale et les intérêts des tiers sont sauvegardés par l'alinéa 2: dès lors que tout intéressé peut solliciter, selon la loi locale, la suppression de ces mesures (de même que leur confirmation), on ne voit pas de raison décisive qui puisse être objectée à la solution de l'alinéa premier.

Article 14: Vérification de la validité du certificat

Sur un premier point, au moins, les pouvoirs de l'autorité requise pour reconnaître le certificat (dans les Etats qui entendent faire usage de la faculté prévue à l'article premier, alinéa 3, soit subordonner la reconnaissance à une certaine procédure) ne prêtent à aucune discussion: cette autorité doit pouvoir contrôler l'*authenticité matérielle* du document qui lui est présenté, et sa conformité au modèle admis par la Convention.

divided with respect to the proposal of the Finnish Expert which would subject the right of the holder of the certificate to take protective and urgent measures during the procedure for recognition to a special authorisation.

Finally, the Commission agreed on a middle-course solution which could hardly give rise to objection: on mere production of the certificate, which, it is normal to suppose, would at least confer these limited powers, the holder may take the protective and urgent measures required by the situation. The form and type of such measures would in any case depend on the local law. Such measures may of course be taken only 'until a decision to the contrary is made', a decision which any interested party could obtain by using the expeditious local procedure.

It should be noted that article 12 refers to the 'date of entry into force' of the certificate and not to its date of issue. This is to take account of the possibility that the law or authority of the issuing State might provide for a waiting period, in order to allow any interested party to claim his rights of preference. Such date of 'entry into force', if it does not correspond to that of issue, should be indicated in the certificate itself (cf. the model annexed, heading H).

The right to take these protective and urgent measures, even before the recognition decision, would give rise to abuse if it incited the holder to refrain from taking the necessary measures of publicity or from initiating the procedure for recognition provided for in the local law. Article 12 (2) deals with this hypothesis.

The period of 60 days referred to in this latter provision represents a compromise between the views of those preferring a short period of 30 days and those preferring a long period (90 days). It will be noted that the rule is expressed in a fairly precise way ('after the sixtieth day following the date of entry into force . . .') so as to avoid any doubt as to the calculation of the period.

Article 13: Duration of the protective measures

Once the Commission had accepted the principle contained in article 12 (1), it realised that it was impossible to remain totally silent on the question of the *consequences*, affecting the protective measures which had been taken, of a *possible refusal of recognition* of the certificate. The practical importance of this question justified the insertion of a special provision in the Convention, that of article 13, which states a principle which might be described as that of the absence of automatic effect: neither a decision refusing recognition nor the expiry of the 60 days after the date of entry into force of the certificate will *ipso facto* entail the invalidity or lapse of protective or urgent measures already taken by the holder of the certificate.

Some Experts had suggested that this point should be dealt with by the various local laws; they agreed to the solution found in article 13, realising that the prerogatives of the local law and the interests of third parties were safeguarded by paragraph 2: since any interested party may request the setting aside (or confirmation) of these measures, one cannot see any decisive objection which could be raised against the solution found in the first paragraph.

Article 14: Verification of the validity of the certificate

On one first point, at least, the powers of the authority requested to recognise the certificate (in the States which intend to make use of the faculty provided in article 1 (3), *i.e.* to subject the recognition to some form of procedure) are not open to discussion: the authority must be able to check the *material authenticity* of the document submitted and its conformity with the model adopted in the Convention.

Plus délicate est la question de la vérification par l'autorité requise de la *compétence internationale*, selon la Convention, de l'autorité émettrice. Non pas tant sur le principe même de cette vérification (qui sera admise sans peine, à l'instar de toutes les Conventions internationales relatives à la reconnaissance ou à l'exequatur des jugements) que sur son *contenu* et ses *limites*. Faut-il admettre, par exemple, que l'autorité requise vérifie seulement que le certificat atteste bien l'existence des conditions prévues par la Convention, quant à la résidence ou à la nationalité du défunt ou, allant plus loin, qu'elle contrôle que les indications du document à cet égard correspondent bien à la réalité (telle que la voit l'autorité requise)?

La Commission a pensé que les pouvoirs de l'autorité requise devaient ici être restreints, sous peine de priver le certificat et tout le système de la Convention d'une bonne part de leur utilité; d'où le libellé de l'article 14 alinéa 2, selon lequel le refus de reconnaissance n'est possible, de ce point de vue, que si la compétence internationale de l'autorité émettrice «ne ressort pas des mentions du certificat».

Cependant, l'avant-projet n'entend pas lier dans tous les cas l'autorité requise aux appréciations que l'autorité émettrice a pu faire, fût-ce de façon erronée, des éléments qui fondent sa propre compétence, et une disposition particulière, celle de l'article 15, lui confère certaines possibilités de refus.

Article 15: Refus de reconnaissance pour incompétence de l'autorité émettrice

Une fausse appréciation, par l'autorité émettrice du certificat, des conditions de compétence internationale posées par la Convention peut justifier le refus de la reconnaissance du document – pour autant que l'Etat requis ait un intérêt suffisant, en l'espèce, à ce refus.

Il en est ainsi, par exemple, si, du point de vue de ce dernier Etat, le défunt avait en réalité, lors du décès, sa *résidence habituelle dans cet Etat* et non pas dans le pays de l'autorité émettrice. En revanche il ne suffirait pas que l'autorité requise estime que le défunt avait en fait sa résidence habituelle, à sa mort, dans un Etat *tiers*.

Une question analogue, quoique spécifique, se pose à propos de la *nationalité* du défunt. Quelle devrait être l'attitude, par exemple, d'une autorité suisse requise de reconnaître un certificat allemand concernant la succession d'un défunt désigné comme Allemand dans le certificat, mais dont il est allégué par ailleurs qu'il avait en réalité la nationalité italienne?

Compte tenu du but de la Convention et de la fonction propre du certificat international, il est clair que les pouvoirs de l'autorité requise, en pareil cas, doivent être encore plus restreints que dans le cas d'une opposition de vues sur la résidence habituelle. Il ne suffira donc pas que le défunt ait eu, du point de vue de l'autorité requise, la nationalité du pays requis (exclusivement ou non). Un refus de reconnaissance ne se justifie ici que si la circonstance de double nationalité (ou l'erreur sur la nationalité du *de cuius*) a entraîné la non-application de la loi de l'Etat requis à la désignation du titulaire du certificat et à l'indication de ses pouvoirs d'administrateur de la succession.

C'est à cette condition seulement (sous réserve, il est vrai, des autres motifs de refus autorisés par d'autres dispositions de la Convention) que, dans le pays requis, on sera en droit de «rejeter» le certificat. On concevrait mal qu'un Etat soit autorisé à refuser la reconnaissance alors que sa nationalité

A more delicate question is that of the verification by the requested authority of the *international jurisdiction* according to the Convention of the issuing authority. The question is not so much as to the principle itself of verification (which will be accepted without difficulty after the fashion of all international Conventions relating to the recognition and enforcement of judgments) as to the *content* and *limits* of such verification. Should one accept, for example, that the requested authority may verify only that the certificate in fact does vouch for the existence of the conditions provided in the Convention relating to the residence or nationality of the deceased or may it, going further, check that the declarations in the document in this respect verily correspond with reality (in the view of the requested authority)?

The Commission considered that the powers of the requested authority should be restricted in this respect; otherwise the certificate and the whole system conceived by the Convention would be deprived of a great part of their utility. This is the reason for the wording of article 14 (2) whereby in this respect refusal of recognition is made possible only if the international jurisdiction of the issuing authority 'does not appear from the indications in the certificate'.

However, the Draft does not intend to bind the requested authority in every case to the appraisals which the issuing authority may have made, albeit erroneously, of elements on which it based its own jurisdiction, and a special provision in article 15 opens up certain possibilities for refusal of recognition.

Article 15: Refusal of recognition due to the lack of jurisdiction of the issuing authority

An incorrect appraisal by the authority issuing the certificate of the conditions for international jurisdiction set out in the Convention, may justify the refusal of recognition of the document insofar as the requested State has a sufficient interest in refusing the certificate in a particular case.

This would be so for example if, in the view of the requested State, at the time of his death the deceased in reality had his *habitual residence in the requested State* and not in the State of the issuing authority. On the other hand, if the requested authority considered that the deceased in fact had his habitual residence, at the time of his death, in a *third State*, this would not suffice.

An analogous, although specific, question arises with respect to the *nationality* of the deceased. What attitude, for example, should be taken by a Swiss authority requested to recognise a German certificate concerning the estate of a deceased named as German in the certificate, when from another side it is alleged that the deceased in fact was an Italian?

In view of the aim of the Convention and of the specific function of the international certificate, it is clear that the powers of the requested authority should be much more limited in such a case than in the case of a dispute as to the habitual residence. It will therefore not suffice that the deceased, in the eyes of the requested authority, had been a national of the requested State (whether exclusively or not). A refusal of recognition will be justified in such a case only if the double nationality (or error regarding the nationality of the deceased) resulted in the non-application of the law of the requested State to the designation of the holder of the certificate and to the indication of his powers of administration of the estate.

This is the only case (subject, of course, to other grounds of refusal authorised by other provisions in the Convention) in which the certificate may be 'rejected' in the requested State. One can hardly conceive that a State could be authorised to refuse recognition when its nationality

n'est pas en cause ou que, si elle l'est, cette circonstance n'a rien changé en fait quant à la personne et aux pouvoirs de l'administrateur de la succession.

Les autres motifs de refus de reconnaissance prévus par la Convention (articles 16 et 17) suffisent par ailleurs largement à protéger les intérêts de l'Etat requis.

Article 16: Autres motifs de refus de reconnaissance

Il se peut que, s'agissant de la même succession qui est visée par le certificat, une décision sur le fond ait été déjà, soit rendue dans l'Etat requis, soit (s'agissant d'une décision émanant d'un Etat tiers – car on n'imagine guère qu'elle puisse provenir de l'Etat émetteur) reconnue par lui. En un tel cas, la reconnaissance du certificat pourrait être inconciliable avec ladite décision et l'Etat requis ne saurait donc être obligé de l'accorder.

On peut estimer que cette hypothèse est comprise dans celle de l'ordre public (article 17), mais la Commission a préféré lui consacrer une disposition spéciale, à l'instar de la technique adoptée dans d'autres conventions, comme celle relative à la reconnaissance et à l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale (article 5).

Cette disposition est complétée par une référence à la faculté, pour l'autorité qui aurait accordé la reconnaissance, de la rétracter ou de l'annuler dans les mêmes conditions, et par une précision relative aux conséquences de la rétractation et de l'annulation – dont il sera question dans les derniers articles de l'avant-projet (articles 27 et 28).

Article 17: Ordre public

Cette disposition classique, dans la forme aujourd'hui habituelle dans les Conventions de La Haye, n'appelle guère de commentaires. On sait qu'elle exprime une préoccupation restrictive, qui se justifie particulièrement en l'espèce, étant donné l'objet même et les buts de la Convention.

Article 18: Refus partiel

En accord avec le but et l'esprit du système de la Convention, une disposition précise, *in favorem recognitionis*, que le refus de reconnaissance n'est pas nécessairement global. On verrait mal le sens du «tout ou rien» en l'occurrence. Le modèle de certificat annexé à la Convention permet l'usage, à côté d'une formule générale, d'une énumération «concrète» des pouvoirs et d'un tableau détaillé. Les intérêts de l'Etat requis, ou plutôt ceux des créanciers ou héritiers qu'il entend protéger, pourront être suffisamment sauvegardés au besoin par le refus de reconnaître au titulaire du certificat l'un ou l'autre seulement des pouvoirs indiqués dans le document.

Il va sans dire que cette reconnaissance partielle est soumise à des conditions identiques à celles que prévoit la Convention pour le refus «total», ainsi que pour la suspension de la validité du certificat, dont il sera question plus loin (*cf.* articles 25 et ss.).

Article 19: Absence d'autres motifs de refus

Pour éviter toute équivoque sur le caractère exhaustif de l'énumération contenue dans les articles 14 à 17 quant aux motifs de refus de reconnaissance du certificat, une disposition particulière précise ce qui résulte déjà implicitement de l'esprit général de la Convention: en dehors des cas d'exception définis par les articles qui précèdent, le certificat international *doit* être reconnu dans tous les Etats contractants, selon le principe posé par l'article premier.

is not concerned or when, if such nationality is concerned this contingency did not bring about any alteration in the identity or powers of the administrator of the estate.

Moreover, the other grounds of refusal of recognition provided by the Convention (articles 16 and 17) will suffice to a large extent to protect the interests of the requested State.

Article 16: Other grounds of refusal of recognition

It may occur that a decision concerning the substance of the same estate as is dealt with in the certificate, has been either rendered in the requested State, or (in the case of a decision emanating from a third State – for one can hardly imagine that it could come from the issuing State) recognised by it. In such a case, the recognition of the certificate could be irreconcilable with the decision and the requested State could not then be obliged to grant recognition.

One might consider that this case is covered by the provision on public policy ('ordre public' – article 17), but the Commission preferred to provide especially for the case, following the technique adopted in other Conventions such as that relating to the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments in Civil and Commercial Matters (article 5).

This provision is completed by a reference to the possibility for the authority having granted recognition to withdraw or annul it under the same conditions, and by a clause relating to the consequences of withdrawal and annulment of recognition – which will be dealt with in the last articles of the Draft (articles 27 and 28).

Article 17: Public policy ('ordre public')

This classic provision in the form which is now traditional in the Hague Conventions, does not call for any commentary. It is known that it expresses a desire to restrict its application, which is justified particularly in the present case in view of the purpose and aims of the Convention.

Article 18: Partial refusal of recognition

In accordance with the aim and spirit of the system adopted in the Convention, a provision *in favorem recognitionis* specifies that refusal of recognition will not necessarily be global. An 'all or nothing' attitude in these circumstances would not be understood. The model certificate annexed to the Convention, besides a general form of words, permits the use of a 'specific' enumeration of powers and a detailed list. The interests of the requested State or rather those of the creditors or heirs which it wishes to protect, could be sufficiently safeguarded, if need be, by a refusal to recognise just one or other of the powers listed in the certificate as being conferred upon the holder.

It goes without saying that this partial recognition is made subject to the same conditions which the Convention provides for 'total' refusal of recognition, as well as for the suspension of the validity of the certificate – which will be dealt with later (*cf.* articles 25 sqq.).

Article 19: Absence of other grounds for refusal of recognition

To avoid any doubt as to the exhaustive nature of the enumeration contained in articles 14 to 17 with respect to the grounds for refusal of recognition of the certificate, a special provision states the principle that follows from the general spirit of the Convention: besides the exceptions set out in the preceding articles, the international certificate *must* be recognised in all Contracting States in accordance with the principle stated in article 1.

Article 20: Administration locale antérieure

Dans le même esprit, cet article stipule que le fait que, dans l'Etat où se trouve des biens et où la reconnaissance est demandée, un administrateur local a déjà été désigné, en vertu de la loi locale, ne suffit pas, en soi, à justifier une sorte de refus «automatique» de la reconnaissance du certificat. L'obligation de reconnaître ce dernier subsiste, mais «conformément à la présente Convention», c'est-à-dire dans les mêmes limites. Il appartiendra donc à l'autorité locale saisie du problème d'apprécier dans quelle mesure cette administration locale antérieure constitue un obstacle, soit l'un des motifs de refus de reconnaissance prévus par les articles 14 à 17.

Article 21: Compétence de la loi du lieu de situation

La Commission a débattu longuement, au cours de ses sessions, des divers problèmes, souvent fort complexes, qui se posent du *passif successoral*: qui peut payer les dettes? qui doit les payer? comment doivent-elles l'être? peut-on ou doit-on distinguer entre dettes «locales» et dettes «non locales»? On sait ici la diversité des lois internes et les conflits qui peuvent en résulter, et qui débordent du reste parfois du domaine du droit des successions sur celui des créances et des biens.

La Commission n'avait ni la mission ni l'ambition de trancher toutes ces questions ou d'unifier les règles de conflits en la matière; mais elle ne pouvait éviter de se prononcer sur certains problèmes pratiques, touchant directement l'exercice, par le titulaire du certificat, des pouvoirs indiqués par le document et qu'il détient de la loi successorale.

En particulier, la question se pose de savoir si le détenteur du certificat doit payer les dettes de la succession – et, si oui, lesquelles et, le cas échéant, selon quelle priorité? – avant de pouvoir prétendre se faire remettre les actifs de la succession. La question est très diversement réglée en droit comparé, et compliquée en outre, parfois, par l'incidence des règles sur le régime matrimonial.

L'accord s'est établi sur l'idée que l'Etat du lieu de situation des biens ne pouvait être obligé de laisser le titulaire du certificat prendre possession des actifs successoraux et quitter les pays sans acquitter les dettes (par exemple en invoquant le fait que le certificat ne lui confère pas le pouvoir de les payer).

Il eût été irréaliste de songer à proposer ici des principes uniformes de droit matériel. La Commission s'est bornée à reconnaître que la solution des difficultés devait être abandonnée à la loi locale, soit la *lex rei sitae* (ou *lex situs*). Celle-ci pourra donc, par exemple, interdire au titulaire du certificat d'appréhender les biens de la succession tant qu'il n'a pas payé les dettes (un paiement qui pourrait, du reste, lui être impossible en pratique, précisément, faute d'avoir pu prendre possession des biens!). Ou cette même loi pourra subordonner la prise de possession à telles conditions (par exemple fourniture de sûretés) qu'elle jugera utiles, pour la protection des tiers, créanciers ou autres.

Si elle peut paralyser indirectement et en partie l'activité de l'administrateur étranger, cette compétence de la loi locale ne doit pas servir à réduire à néant la portée du certificat international ni vider de sa substance l'obligation de reconnaissance posée à l'article premier de la Convention. Aussi l'article 21 précise-t-il que cette compétence ne touche que l'exercice d'un des pouvoirs qui serait attesté par le certificat, et que la qualité et les pouvoirs du titulaire ne peuvent, par ce biais, être mis en cause.

Il y a peut-être lieu d'ajouter que, au cours des études et discussions préalables, d'autres questions touchant au passif successoral ont encore été évoquées, notamment celle de l'acceptation sous bénéfice d'inventaire (ou d'autres moyens

Article 20: Prior local administration

In the same spirit, this article states that the fact that a local administrator has already been designated under the local law in the State in which assets are situated and in which recognition is sought, will not suffice *per se* to justify a sort of 'automatic' refusal of recognition of the certificate. The obligation to recognise the certificate remains, but 'in accordance with this Convention', *i.e.* within the same limits. It will therefore be for the local authorities seized of the problem to examine the extent to which the prior local administration represents an obstacle to recognition, in other words a ground for refusal of recognition provided in articles 14 to 17.

Article 21: Application of the law of the situs

During its two meetings, the Commission discussed at length the various, often very complex, problems which arise with respect to the *debts in the estate*: who may pay the debts? who must pay them? how should they be paid? can one or must one distinguish between 'local' debts and 'non local' debts? The difference between internal laws in this field is well-known, as are the conflicts which may arise from such difference and which overflow from the law of succession into that relating to debts and to property.

The Commission had neither mandate nor the ambition to answer all these questions or to unify the conflict rules relating to this matter; but it could not avoid taking a position on certain practical problems directly connected with the holder of the certificate's exercise of the powers indicated in the document, derived from the law of succession.

In particular the question arose as to whether the holder of the certificate should pay the debts in the estate – and if so, which debts and, as the case may be, in which order of priority – before being able to claim the assets in the estate. The question is dealt with in many different ways in comparative law and is sometimes further complicated by the influence of rules relating to matrimonial property.

Agreement was reached on the principle that the State in which the assets are situated could not be obliged to allow the holder of the certificate to take possession of the assets in the estate and to leave that State without settling the debts (for example by invoking the fact that the certificate does not vest him with the power to pay them).

It would have been unrealistic to attempt to propose uniform principles of substantive law. The Commission limited itself to recognising that the solution of such difficulties should be left to the local law, *i.e.* the *lex rei sitae* (or *lex situs*). Such law may therefore, for example, prevent the holder of the certificate from seizing the assets in the estate until he has paid the debts (as a matter of fact, he could be unable in practice to pay such debts, due precisely to the impossibility of seizing the assets!). The same law could also subject the seizure of assets to such conditions (for example giving a security) as it considered necessary for the protection of third parties, whether creditors or not.

Whilst this could indirectly and partially paralyse the activities of the foreign administrator, the application of the local law in this case should not be used to render the significance of the international certificate nugatory nor should it emasculate the obligation of recognition set out in article 1 of the Convention. Thus article 21 specifies that the application of this law affects only the *exercise* of one of the powers given in the certificate, and that the entitlement and powers of the holder may not thereby be put in issue.

It might perhaps be useful to add that during the preliminary studies and discussions, other questions relating to the debts in the estate were referred to, particularly that of the 'acceptation sous bénéfice d'inventaire' (or other means of

de limiter l'obligation aux dettes) – institution qui peut exister dans le pays où la succession a été ouverte et où le certificat a été émis, alors qu'elle est inconnue dans les pays des biens, ou vice-versa. Des questions de ce genre relèvent de la loi successorale et échappent au domaine propre de la Convention, a-t-on estimé.

Article 22: Effets du certificat: paiements et remises de biens

Un des aspects essentiels du système proposé par l'avant-projet est celui de la portée et du crédit qui doivent être attribués au certificat international, c'est-à-dire celui de ses effets. Jusqu'à quel point les tiers qui se seront fiés à ce document, soit en acquérant des biens du titulaire, soit en lui en remettant ou en le payant, seront-ils protégés?

La Commission est assez vite parvenue à la conclusion que, sur le terrain concret sur lequel elle a entendu se placer, il était impossible de ne pas régler cette question dans la Convention si l'on voulait conserver à celle-ci une efficacité et au certificat qu'elle institue valeur pratique. Il n'est pas décisif, de ce point de vue, que se posent peut-être des questions de qualification et que l'on puisse se demander si la question relève encore du droit des successions ou du droit des biens, voire de celui des contrats.

Si un premier effet du certificat est que son titulaire est habilité à agir dans les limites prévues par le document, un second effet, non moins nécessaire, est que les tiers doivent être en principe protégés lorsqu'ils font des actes juridiques avec le titulaire sur la foi du certificat présenté par lui. Ainsi le débiteur du défunt qui s'acquitte dans les mains du titulaire ou le détenteur de biens successoraux qui les remet à ce dernier doit être libéré de toute responsabilité.

Ceci «en principe», c'est-à-dire sous réserve de la fraude du tiers qui paye une dette du défunt ou de la succession ou qui remet des biens. Selon l'article 22, en résumé, le certificat produit des *effets libératoires*, et le tiers n'aura pas, sauf fraude de sa part, à payer deux fois.

La Commission a été amenée à s'interroger sur le champ d'application territoriale de la disposition prévue: qu'en serait-il, par exemple, de l'effet, aux Pays-Bas, du paiement opéré en France par le débiteur d'une succession, entre les mains du titulaire d'un certificat délivré en Angleterre et reconnu en France, mais non aux Pays-Bas?

Le texte de l'article 22 vise à l'évidence le cas du paiement dans le pays où se trouve le titulaire avec son certificat international reconnu (soit *ipso jure*, soit après publicité ou décision selon l'article 11). La position des Etats tiers à cet égard dépendra du fait qu'ils sont, ou non, parties à la Convention; dans l'affirmative, ils seront tenus de reconnaître l'effet libératoire à un tel paiement.

Il y a lieu d'observer que la Commission a finalement préféré exprimer cette solution selon le texte simple de l'avant-projet plutôt que selon une formule, peut-être plus explicite, proposée par l'Expert français, selon laquelle: «Sont libératoires dans tous les Etats contractants les paiements et les remises de biens faits sans fraude au titulaire d'un certificat» reconnu (*ipso jure* ou autrement).

Article 23: Effets du certificat: acquisition de biens

Une solution analogue à celle de l'article 22 est ici prévue, par identité de motifs: l'acquéreur qui s'est fait céder des biens par le titulaire du certificat, en se fiant à ce dernier document, doit être protégé. Ceci «en principe», soit s'il est de *bonne foi*. Mais la Commission a renoncé à mentionner cette notion qui pourrait susciter quelques difficultés, en droit comparé, eu égard notamment aux traditions diffé-

limiting the obligation in respect of the debts) – this is a concept which may exist in the State in which the estate first fell to be administered and in which the certificate has been issued, whilst such concept may be unknown in the State of situs of the assets, or vice versa. It was felt that questions of this type pertain to the realm of the law of succession and fall outside the proper field of the Convention.

Article 22: Effects of the certificate: payment and delivery of property

One of the essential aspects of the system proposed by the draft Convention is that of the significance and credit to be attributed to the international certificate, in other words that of its effect. To what extent is protection given to third parties who rely on the document, either when they acquire property from the holder, or when they deliver property to him, or pay him?

The Commission fairly quickly reached the conclusion that within the concrete scope of the problems it sought to solve, it was impossible not to deal with this question in the Convention, if one wished it to be effective and the certificate to be endowed with some practical value. That questions of characterisation might arise and that one might ask whether the question pertained to the law of succession or to that of property or even that of contract, was not decisive from this point of view.

Whilst a first effect of the certificate is that its holder is entitled to act within the limits set out in the document, a second, no less necessary, effect is that third parties must in principle be protected when effecting legal transactions with the holder on the faith of a certificate produced by him. Thus a debtor of the deceased who settles the debt with the holder or a person possessing assets of the estate who makes them over to him, is discharged of all liability.

This rule applies 'in principle', that is to say subject to the fraud of a third party paying a debt of the deceased or of the estate, or delivering property. In short, according to article 22, the certificate has a *discharging effect* and a third party will not have to pay twice, unless he acts fraudulently.

The Commission was led to discuss the territorial scope of this provision: what, for example, would be the effect in the Netherlands of a payment made in France by a debtor of the estate to the holder of a certificate granted in England and recognised in France but not in the Netherlands?

The text of Article 22 obviously refers to the case of a payment made in a country in which the holder of the certificate is present with his international certificate recognised (whether *ipso jure* or after some form of publicity or decision under article 11). The position of third States in this respect will depend on whether they are Parties to the Convention; if they are, they will be required to recognise the discharging effect of such payment.

It should be noted that the Commission in the end preferred to express this solution in the straightforward text figuring in the draft Convention rather than in a perhaps more explicit form of words proposed by the French Expert reading: 'A discharging effect shall be accorded in all Contracting States to any payment or delivery of property made without fraud to the holder of a certificate' recognised (*ipso jure* or otherwise).

Article 23: Effects of the certificate: acquisition of assets

A solution analogous to that in article 22 is provided in this article for identical reasons: the acquirer to whom the holder of the certificate has transferred property and who relies on the certificate must be protected. Again, this is 'in principle', *i.e.* on the condition that he acted in *good faith*. But the Commission refrained from mentioning this notion which could cause some difficulties in comparative law, due

rentes de la Common Law et du droit civil quant aux acquisitions *a non domino*. Après avoir envisagé une rédaction déclarant que celui qui acquiert du titulaire d'un certificat reconnu acquiert «de bonne foi», au sens de la loi locale, elle a préféré le texte actuel, où la détention du certificat fait présumer (d'une présomption sans doute irréfragable) que son titulaire a le pouvoir de disposer des biens successoraux. Il est clair que le certificat ne peut avoir pour effet de purger tous les vices quelconques qui affecteraient la propriété des biens de la succession.

Ajoutons que la Convention s'applique ici dans les mêmes conditions ou limites territoriales que dans l'hypothèse discutée à l'article précédent.

Article 24: Objections de fond aux pouvoirs du titulaire

La question d'éventuelles contestations touchant la désignation et les pouvoirs d'administrer du titulaire (contestations portant sur le fond, et non plus sur la reconnaissance du certificat pour les motifs prévus par la Convention) a été discutée assez longuement par la Commission, dans sa seconde session surtout, et ceci sous deux aspects indépendants: (a) celui de la *compétence juridictionnelle* pour trancher les litiges relatifs à l'administration de la succession, et (b) celui des *effets*, sur l'utilisation du certificat par le titulaire, de l'ouverture d'un procès au fond.

A une assez nette majorité, la Commission a décidé de ne pas proposer l'insertion dans la Convention de règles de compétence directe, et de se borner à prévoir les conséquences d'une contestation de fond sur l'emploi et les effets du certificat international. Tel est l'objet général des articles 24 et suivants de l'avant-projet.

L'article 24, quant à lui, vise une hypothèse bien déterminée: au cours de la procédure de reconnaissance, un tiers intéressé intervient et, sans alléguer l'un des motifs de refus énumérés par la Convention, conteste devant une autorité la désignation ou les pouvoirs du titulaire *pour un motif de fond* – par exemple la violation des droits, sur le plan de l'administration, d'héritiers réservataires. Quelle sera, en un tel cas, l'attitude de l'autorité requise?

Notons en passant que l'éventualité d'une telle opposition doit aussi être envisagée dans les Etats qui n'ont pas, tels la Norvège, ou n'instituent pas une procédure de reconnaissance.

La solution adoptée laisse une large liberté d'appréciation à l'autorité requise; celle-ci peut, selon le sérieux de la contestation, surseoir à statuer sur la demande de reconnaissance jusqu'à droit jugé sur le fond par le tribunal compétent (selon les règles de droit international privé du pays requis, et qui désigneront vraisemblablement, dans la plupart des cas, un tribunal de l'Etat qui a émis le certificat).

On comprend qu'un *délai* puisse alors être imparti au tiers opposant pour saisir le for compétent, faute de quoi l'autorité requise prendra une décision sur la demande de reconnaissance.

Dans les mêmes conditions, l'autorité requise doit avoir la faculté de suspendre, en tout ou en partie, les effets provisoires du certificat international (*cf.* les articles 12 et 13).

Article 25: Autres cas de contestations au fond

L'article 25 prévoit, de même, pour d'autres cas où la désignation ou les pouvoirs du titulaire sont mis en cause pour des motifs de fond, la faculté de suspendre les effets

particulièrement to the different traditions of the Common Law and of Civil Law relating to acquisitions *a non domino*. The Commission first considered a draft stating that he who acquires from the holder of a certificate which is recognised, acquires 'in good faith' as understood by the local law. However, it later preferred the present text whereby the possession of the certificate raises a presumption (without a doubt irrebuttable) that its holder is empowered to dispose of the assets of the estate. It is clear that the certificate could not have the effect of amending any defects which might affect the ownership of the assets of the estate.

We should add that the Convention applies in this case under the same conditions and within the same territorial limits as discussed in the preceding article.

Article 24: Substantive bars to the powers of the holder

The question of possible disputes relating to the designation and powers of administration of the holder (disputes relating to substance, and not to the recognition of the certificate on grounds provided in the Convention) was discussed at some length by the Commission, particularly during its second meeting. Two independent aspects of the question were debated: (a) that of *jurisdiction* to hear litigation concerning administration of the estate, and (b) that of the *effect* of the *institution of substantive proceedings* on the utilisation of the certificate by the holder.

The Commission decided by a fairly substantial majority not to insert in the Convention rules of direct jurisdiction, and restricted itself to a consideration of the consequences of a substantive dispute on the use and effects of the international certificate. This is the general purpose of articles 24 and following of the draft Convention.

Article 24 for its part deals with a well-defined hypothesis: during the recognition procedure, an interested third party intervenes and contests the designation or powers of the holder on a substantive ground before an authority, without invoking one of the grounds for refusal of recognition set out in the Convention – pleading, for example, that the right of the heirs entitled to a portion of the estate had been violated even as far as the administration is concerned. What attitude should the requested authority take in such a case?

We should note in passing that the possibility of such an objection should also be envisaged in States such as Norway which do not have, or would not institute, a recognition procedure.

The solution which was adopted vests a large degree of discretion in the requested authority; depending on how serious it judges the dispute to be, it may stay the decision on the request for recognition until the substantive issue has been settled by the court having jurisdiction in the case (according to the rules of private international law of the requested State, which would probably, in the majority of cases, designate a court of the State issuing the certificate).

It will be understood that a *time limit* may then be imposed on the third party making the objection, in which he will have to bring proceedings before the court with jurisdiction. In default of such action by the third party, the requested authority will take a decision on the request for recognition.

The requested authority must also, under the same conditions, be able to suspend either totally or partially the provisional effects of the international certificate (*cf.* articles 12 and 13).

Article 25: Other cases of substantive disputes

Similarly, article 25 provides for the possibility of suspension of the effects of the certificate (totally or partially, although the text does not say so) in other cases in which the

du certificat (en tout ou en partie, bien que le texte ne le précise pas), que celui-ci ait été déjà utilisé ou non.

Faute d'une disposition expresse dans la Convention, les Etats contractants n'auraient pas cette possibilité.

Cette faculté est reconnue:

a par l'*alinéa premier*, dans le cas d'un litige porté devant les tribunaux de l'Etat «émetteur» du certificat, aux autorités de «tout autre Etat contractant» (y compris celles de l'Etat où le certificat a été reconnu);

b par l'*alinéa 2*, à l'autorité de l'Etat requis, lorsque la contestation au fond a été soumise aux tribunaux de cet Etat ou d'un autre Etat contractant (y compris sans doute ceux de l'Etat émetteur, ce qui nous ramène au cas de l'*alinéa premier*).

La suspension des effets du certificat, ainsi décidée par l'autorité compétente pour ce qui concerne son territoire, prendra fin, de par la nature des choses, à la fin du litige dans lequel ont été mis en cause la désignation ou les pouvoirs de l'administrateur détenteur du certificat.

Article 26: Effets de la suspension ou de l'annulation par l'Etat émetteur

Cette disposition, il convient de le souligner, recouvre aussi bien le cas de la *modification* du certificat que ceux de son annulation et de la suspension de ses effets; la *sécurité juridique* exige que, en cas de modification, l'autorité compétente annule le certificat existant pour en émettre un nouveau.

La même considération de sécurité commande que toute mesure de ce genre prise par l'autorité émettrice soit portée à la connaissance des intéressés dans les Etats contractants. Faute de pouvoir envisager un véritable système de publicité, pour des motifs pratiques, la Commission s'est arrêtée finalement à la solution de l'article 26 – qui oblige chaque Etat contractant, par l'intermédiaire de son «autorité compétente», à tirer les conséquences voulues en ce qui le concerne de l'annulation, modification ou suspension décidée dans l'Etat «émetteur». Ceci sur demande de tout intéressé ou dès information officielle au sens de l'article 9. On se souvient que ce dernier article impose à l'autorité émettrice divers devoirs d'information.

Ce système, si imparfait qu'il soit en théorie, paraît devoir bien fonctionner en pratique, mais il laisse subsister, inévitablement, certains problèmes, qui sont traités dans les dispositions suivantes de l'avant-projet: certains actes risquent en effet d'être accomplis sur la base d'un certificat annulé, que ce soit antérieurement à une décision d'entérinement selon l'article 26, ou postérieurement.

Article 27: Actes antérieurs à la décision entérinant l'annulation

En ce cas, on pourrait se demander si les actes accomplis sur la foi d'un certificat international qui a été annulé à l'étranger, dans le pays émetteur – qu'il s'agisse d'actes de disposition comme de mesures de moindre portée, par exemple conservatoires – doivent conserver leur validité. Faut-il régler cette question dans la Convention ou s'abstenir d'y toucher, en laissant à chaque loi locale le soin de la régler?

Il paraît indispensable, ainsi que l'a jugé la Commission, de prendre parti dans la Convention sur une question de cette importance, qui met en cause l'essence même et la valeur du certificat international. Pour que celui-ci joue le rôle qui lui est destiné, il doit présenter, comme un titre, le maximum de sécurité. Il n'est guère possible de concevoir que, parce que l'on vient à apprendre après coup qu'une

désignation or powers of the holder are put into question on substantive grounds and whether the certificate has been used or not.

If there were no express provision in the Convention, the Contracting States would not have this possibility open to them.

The possibility is open—

a according to *paragraph 1*, to the authorities of 'any other Contracting State' (including those of the State in which the certificate has been recognised) where a dispute is brought before the courts of the State issuing the certificate;

b according to *paragraph 2*, to the authority of the requested State, where the dispute on the merits is brought before the courts of that State or another Contracting State (including undoubtedly a court of the issuing State, which takes us back to the case referred to in the first paragraph).

The suspension of the effects of the certificate ordered by the competent authority so far as its territory is concerned, will terminate naturally at the end of the litigation in which the designation or powers of the administrator and holder of the certificate have been put in issue.

Article 26: Effects of suspension or annulment by the issuing State

It should be emphasized that this provision covers the case of *variation* of the certificate as well as the case of annulment and suspension of its effects; the *security of law* requires that in a case of variation, the competent authority should annul the existing certificate and issue a new one.

The same consideration of security dictates that any measure of this type taken by the issuing authority should be brought to the notice of interested parties in the Contracting States. The Commission was unable to conceive a real system of publicity for practical reasons, and it finally agreed on the solution appearing in article 26 – which obliges each Contracting State through its 'competent authority' to draw the necessary consequences, insofar as it is concerned, from the annulment, variation or suspension ordered in the issuing State. This will be done at the request of any interested party or if it is officially informed in accordance with article 9. It will be recalled that that article requires the issuing authority to give certain information.

However imperfect this system may be in theory, it would seem that it should work well in practice, but inevitably it gives rise to certain problems which are dealt with in the subsequent provisions of the Draft: some acts may indeed have been entered into on the basis of an annulled certificate, whether prior or subsequent to a decision of confirmation under article 26.

Article 27: Acts effected prior to the decision confirming annulment

In this case, one might wonder whether acts effected, on the strength of an international certificate annulled abroad, in the State of issue – whether it is a question of an act alienating property or measures of less significance, for example protective measures – should retain their validity. Should this question be dealt with in the Convention or should one refrain from referring to it, leaving each local law to regulate it?

It would seem absolutely necessary – as the Commission agreed – to provide in the Convention for a question of this importance, which puts the very essence and value of the international certificate in issue. To enable this certificate to play the role created for it, it must, as a document, be granted the maximum amount of security. One could hardly conceive that all the acts effected in another Con-

annulation est intervenue dans le pays étranger émetteur, tous les actes accomplis dans un autre Etat contractant sur la foi du certificat puissent être remis en question.

Après une discussion approfondie et à la lumière des situations analogues qui se présentent en divers domaines du droit, la Commission, quasi-unanime, s'est prononcée pour l'absence de tout effet rétroactif de l'annulation ou, plus précisément, de la décision qui l'entérine dans l'Etat de la situation des biens.

Article 28: Actes passés postérieurement à la décision de donner effet à une annulation

Plus délicate apparaît d'emblée la solution du problème posé par la validité des actes juridiques qui seraient passés avec le titulaire d'un certificat sans valeur, après que son annulation par l'autorité émettrice, ou la suspension de ses effets, a été entérinée ou «reconnue» sur le territoire de l'Etat intéressé (conformément à l'obligation posée par l'article 26).

Sur le terrain des principes, il est certes permis d'hésiter. Il y a lieu de mettre en balance les intérêts des héritiers et ceux des tiers, et d'admettre, tout en se gardant de surestimer la probabilité ou la fréquence des abus, que certains conflits pourront surgir.

La majorité de la Commission a estimé qu'il y avait lieu, d'abord, de se prononcer à cet égard, plutôt que de s'en remettre aux diverses lois locales, ensuite de le faire en faveur des tiers de bonne foi – solution qui contribue à renforcer une idée centrale du système proposé par l'avant-projet, celle de l'efficacité internationale du certificat.

Une variante est cependant soumise à l'attention de la Conférence; elle renvoie la solution du problème à la loi de chaque Etat contractant, en ce qui concerne bien entendu les actes qui seraient accomplis sur son territoire avec le titulaire d'un certificat «périmé» ou «suspendu».

Article 29: Immeubles

Si l'essentiel des délibérations de la Commission a été consacré aux successions mobilières, la question des immeubles a été discutée au cours de l'une et l'autre des sessions de travail de 1970 et 1971, d'abord d'une manière très générale, puis du point de vue plus restreint des pouvoirs d'administration.

Retenant une proposition de l'Expert britannique, la Commission unanime a adopté la formule souple de l'avant-projet, qui laisse aux Etats contractants toute latitude de reconnaître ou non les pouvoirs qui seraient conférés, quant à des immeubles situés sur leur territoire, par la loi étrangère compétente selon laquelle le certificat a été établi.

On conçoit qu'une telle faculté intéresse davantage les Etats dits «unitaires» sur le plan successoral plutôt que ceux dont le droit international privé connaît la scission de la succession.¹

Quoi qu'il en soit, la sécurité du droit demande que l'Etat qui entend faire usage de cette faculté le fasse connaître aux

¹ Pour la liste de ces divers Etats, voir le *Commentaire sur le droit international privé des successions* établi par G. A. L. Droz, *Doc. prélim. No 1*, septembre 1969, pages 6 ss.

tracting State on the strength of the certificate could be put into question, merely because it is learned after the event that the certificate has been annulled in the foreign issuing State.

After a discussion in depth and in the light of analogous situations occurring in various fields of law, the Commission decided almost unanimously that *annulment should have no retroactive effect* or, more precisely, no retroactive effect should be given to the decision confirming such annulment in the State of situs of the assets.

Article 28: Acts effected subsequent to the decision to give effect to an annulment

It is more difficult – so much was clear from the outset – to solve the problem relating to the validity of legal acts entered into with the holder of a valueless certificate, after its annulment by the issuing authority or suspension of its effects has been confirmed or 'recognised' within the territory of the interested State (in accordance with the obligations set out in article 26).

As far as principles are concerned, one can certainly entertain some doubts here. One should weigh up the interests of the heirs and those of third parties and admit, whilst at the same time taking care not to overestimate the probability or frequency of abuse, that some conflicts could arise.

The majority of the Commission considered firstly that the Convention should contain a provision in this respect rather than leave the matter to the various local laws, and then decided to favour the interests of third parties acting in good faith – a solution which will contribute to the reinforcement of the central idea of the system proposed in the draft Convention, that of the international effectiveness of the certificate.

However, an alternative was submitted for the attention of the Conference; this would refer the solution of the problem to the law of each Contracting State but this only insofar as it would be dealing with acts effected within its territory with the holder of a 'no longer valid' or 'suspended' certificate.

Article 29: Immovable property

Whilst most of the discussions of the Commission centred on movable property, the question of immovable property was debated during both meetings; in 1970 and in 1971, first in a very general way and then from the more restricted point of view of powers of administration.

Adopting the proposal of the British Expert, the Commission unanimously adopted the flexible provision figuring in the draft Convention, which leaves Contracting States free to decide whether to recognise the powers conferred by a foreign applicable law which regulated the issuing of the certificate and relating to immovable property situate within their territory.

One can imagine that this faculty will be of interest rather to the so-called 'unitary' States in matters of succession than to States whose private international law provides for scission of the estate.¹

In any case, the security of law requires that a State intending to use this faculty should make it known to other

¹ For a list of the various States, see the *Commentary on Private International Law in the Field of Succession*, drafted by G. A. L. Droz, *Preliminary Document No 1*, September 1969, p. 6 sqq.

autres Etats, par l'intermédiaire du Ministère néerlandais des Affaires Etrangères – ce que prévoit l'alinéa 3.

Cette notification vise, cela est évident, la reconnaissance *in abstracto*, selon le droit de l'Etat déclarant, des pouvoirs «extra-territoriaux», sur les immeubles, d'un administrateur étranger titulaire du certificat international, et ne limite pas le recours, dans cet Etat, aux dispositions conventionnelles qui permettent le refus de la reconnaissance (articles 14–17). Ces dispositions devront peut-être être complétées ou modifiées, signalons-le en passant, compte tenu d'éventuels motifs, particuliers aux immeubles, d'un refus (partiel) de la reconnaissance du certificat.

Il est à peine besoin de préciser que la notification de l'alinéa 3 n'ajoute rien aux obligations de l'Etat contractant qui aurait fait usage de la faculté prévue à l'alinéa précédent, et qu'elle peut toujours être remplacée ou retirée.

Une rubrique spéciale (voir litt. D) du modèle de certificat annexé à la Convention permettra à l'autorité émettrice, le cas échéant, d'indiquer que le titulaire a le pouvoir d'administrer les éléments immobiliers de la succession.

Notons enfin que, si la disposition de l'article 29 devait être retenue dans la Convention, le *titre* de celle-ci ne devrait plus comporter l'épithète «mobilières», la Convention ayant alors pour objet «l'administration internationale des successions».

Genève, le 1er mars 1972

PIERRE LALIVE

States through the intermediary of the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands. This is provided in paragraph 3. This notification, it is clear, refers to recognition *in abstracto*, according to the law of the declaring State, of the 'extra-territorial' powers of a foreign administrator and holder of an international certificate over immovable property, and does not limit any appeal brought in this State to the possibilities given by the provisions in the Convention for refusal of recognition (articles 14–17). It should be noted in passing that these provisions should perhaps be completed or modified to take into account further grounds for (partial) refusal of recognition of the certificate peculiar to immovable property.

It is hardly necessary to specify that the notification referred to in paragraph 3 does not increase the obligations of a Contracting State having made use of the faculty provided in the preceding paragraph, and that such notification may always be replaced or withdrawn.

A special heading (see heading D) in the model certificate annexed to the Convention will enable the issuing authority, if the case arises, to indicate that the holder is empowered to administer immovable property in the estate.

It should finally be observed that if the provision figuring in article 29 were to be retained, the *title* of the Convention should no longer include the epithet 'movable' as the Convention will then cover 'the international administration of estates' of deceased persons.

Geneva, the 1st of March 1972

PIERRE LALIVE

Observations des Gouvernements sur l'Avant-projet de Convention adopté par la Commission spéciale de juin 1971 et sur le Rapport de M. Pierre Lalive

Document préliminaire No 7 de septembre 1972

Allemagne

1 Les dispositions de l'avant-projet concernant la loi interne qui doit être appliquée pour désigner le titulaire du certificat et pour indiquer ses pouvoirs ont, dans certains cas, pour conséquence que le certificat désigne une personne comme habilitée à administrer la succession qui d'après la loi successorale interne d'un Etat contractant n'est pas titulaire de ce droit. Il en pourrait être ainsi notamment dans les cas énoncés à l'article 5, alinéas 1 et 2. Par conséquent, la possibilité ne peut être exclue que le titulaire du certificat porte atteinte aux droits des véritables ayants droit en faisant usage du certificat. Afin d'éviter autant que possible la violation de ces droits, la délégation allemande se prononcera en faveur d'une solution selon laquelle le certificat – au moins dans les cas de l'article 5, alinéas 1 et 2 – ne doit pas conférer à son titulaire des pouvoirs qui puissent violer l'essence des droits des véritables ayants droit, notamment le pouvoir de distribuer ou d'aliéner des biens successoraux sans l'autorisation des ayants droit. La Convention devrait prévoir, additionnellement à son article 19, qu'un Etat contractant peut refuser la reconnaissance d'un certificat établi en vertu de l'article 5, alinéas 1 et 2 dans la mesure où il confère à son titulaire les pouvoirs énoncés ci-dessus.

Dans les cas où ces propositions ne sembleraient pas acceptables, il s'avérerait indispensable de préciser dans la convention les conditions dans lesquelles le véritable ayant droit peut prétendre à une indemnisation à titre du préjudice causé par le titulaire du certificat.

2 En ce qui concerne le délai prévu à l'article 5, alinéa 3, il semble préférable de le fixer à dix ans afin de limiter dans la mesure du possible les conflits énoncés *sub 1 supra*.

3 L'avant-projet reste presque muet sur la procédure à suivre au sujet de la délivrance du certificat. La Convention renvoie le règlement de cette procédure presque exclusivement à la loi interne de l'Etat où le certificat sera établi. Par conséquent, il n'est pas suffisamment garanti que le contenu du certificat est rédigé d'une façon qui puisse justifier l'obligation impartie par l'avant-projet aux Etats contractants de reconnaître le certificat. C'est pourquoi la délégation allemande se prononcera en faveur d'une solution selon laquelle la reconnaissance du certificat n'est pas obligatoire, à moins qu'on établisse une procédure qui satisfasse à certaines exigences minima.

Ces règles procédurales minima devraient être stipulées dans la Convention elle-même et comprendre notamment les éléments suivants:

a Lorsque la procédure est entamée à la seule demande d'un héritier, d'un cohéritier ou de toute autre personne

intéressée à la succession, l'autorité saisie de la demande devrait être obligée de procéder *d'office* à toutes investigations permettant de s'assurer du titre du demandeur ainsi que de l'existence d'autres cointéressés. C'est ainsi que l'autorité émettrice devrait également être tenue de vérifier si le défunt a dressé un testament ou conclu un contrat d'hérédité et, le cas échéant, de réclamer ces documents.

b Le demandeur devrait en outre être obligé de prouver le bien-fondé de sa demande en présentant des actes authentiques, notamment les actes de naissance et de décès.

c Dans le cas où une autorité est tenue de délivrer le certificat conformément à la loi successorale interne d'un autre Etat contractant, les autorités compétentes de cet Etat devraient être obligées de prêter entraide administrative à l'autorité émettrice aux fins des investigations auxquelles elle procédera. Les échanges directs parmi les autorités compétentes des Etats contractants devraient être permis.

d Avant de délivrer le certificat à un héritier, cohéritier ou toute autre personne intéressée à la succession, les autres personnes intéressées devraient avoir la possibilité de faire des objections.

4 Ce droit d'être entendu doit également être concédé au conjoint survivant du défunt. D'autre part, la possibilité ouverte à celui-ci par l'avant-projet d'arrêter à son gré la délivrance du certificat ne semble pas raisonnable. Le conjoint survivant n'a pas d'intérêts légitimes qui puissent justifier des pouvoirs aussi étendus. La délivrance du certificat ne préjuge pas la question de savoir quels objets de la fortune appartiennent à la succession ou aux biens que le conjoint survivant possède à titre du régime matrimonial.

5 L'avant-projet soulève en outre la question très importante de savoir s'il peut être laissé à la loi interne des Etats contractants de déterminer les conditions dans lesquelles le certificat atteste la bonne foi. Cette question touchant à l'utilisation internationale du certificat, elle devrait être réglée par la Convention. Non seulement l'article 28, mais aussi les articles 22 et 23 devraient refuser la protection de la bonne foi dans le cas où celui qui l'invoque a su positivement que le détenteur du certificat n'était pas titulaire d'un tel droit.

D'autres propositions pourront être présentées lors des négociations.

Autriche

Le Gouvernement autrichien est, en principe, très favorable à l'idée de conclure des conventions dans le domaine du droit successoral.

On se rend parfaitement compte des difficultés qui s'opposent à l'unification du droit international privé matériel dans ce domaine.

Néanmoins, il ne faut pas perdre de vue le but principal de la Conférence de La Haye qui est de poursuivre ses travaux sur le plan du droit matériel.

Le Gouvernement autrichien considère qu'une convention concernant l'administration des successions serait très utile et est très favorable à l'idée d'une telle convention. Il faut, cependant, noter que les systèmes possibles pour régler ce problème sont très différents.

L'avant-projet a adopté un système qui est modelé très sensiblement d'après le système anglo-saxon prévoyant un «executor» et un «administrator». Ce système est directement opposé aux idées dont le système autrichien s'inspire. La position indépendante accordée au titulaire

de certificat prévu dans l'avant-projet ne correspond pas aux idées fondamentales du système autrichien qui donne l'administration de la succession aux héritiers présumés, système qui évite donc une divergence possible et, à notre avis, gênante entre les lois applicables à l'administration et à la succession. Or, c'est précisément cette divergence qui peut se produire comme conséquence de l'article 5 de l'avant-projet. On comprend très bien que ce résultat doit être considéré comme répercussion d'une conception de droit matériel, mais une opposition possible entre la *lex administrationis* et la *lex successionis* nous paraît fort dangereuse.

L'adoption d'un tel système impliquerait pour nous le changement complet de notre législation interne dans ce domaine. Notre système actuel n'est pas très moderne mais très pratique et se fonde sur l'idée qu'il faut d'abord constater si la compétence judiciaire d'un tribunal autrichien est donnée pour s'occuper d'une question successorale.

Lorsque le tribunal constate sa compétence judiciaire, il applique le droit autrichien à toutes les questions juridiques qui peuvent se poser.

En présence de cette situation juridique l'adoption des idées de l'avant-projet nous obligerait à l'abandon complet de notre système. Bien que l'on envisage de moderniser ce système, on hésite à accepter une solution tellement étrangère aux traditions de la loi nationale.

En présence de ces difficultés fondamentales, le Gouvernement autrichien est néanmoins prêt à collaborer aux travaux de la Commission chargée de cette question. Il est sûr que les idées qui émaneront au cours de la discussion seront très importantes aussi pour l'évolution du droit privé interne et international autrichien dont le dernier se trouve actuellement en stade de remaniement. Mais, sauf changement fondamental de la conception de l'avant-projet pendant la discussion, changement qui nous paraît peu vraisemblable, le Gouvernement autrichien voit peu de chances de pouvoir accepter, au moins dans l'immédiat, l'avant-projet en discussion.

Pour cette raison, nous nous abstenons d'autres observations moins importantes qui se réfèrent aux détails, comme par exemple à l'article 8 qui donne, dans sa rédaction actuelle, un droit de veto absolu à la veuve, institution qui ne nous paraît pas fondée.

Belgique

1 La délivrance du certificat, établi par l'autorité compétente, a pour effet d'attribuer à une personne étrangère des pouvoirs d'administration dont les contours sont incertains et qui risquent d'empiéter sur les droits des héritiers et légataires. L'article 1 parle de personnes habilitées à administrer la succession. Or la notion d'acte d'administration est imprécise. Les actes énumérés en annexe du projet de certificat dépassent d'ailleurs de loin la notion d'acte d'administration. L'annexe du certificat international, telle qu'elle est formulée, ne permet pas d'obtenir une vue exacte des opérations juridiques qui peuvent être effectuées, d'autant plus que certains termes peuvent donner lieu soit à des problèmes d'interprétation, soit à des problèmes de qualification.

Il y a lieu de remplacer à l'article premier «habilitées à administrer» par «habilitées à accomplir les actes juridiques prévus par le certificat co-joint» et de préciser la signification exacte des mots «droit interne» dont question aux articles 3, 4 et 5.

En rendant applicable la loi interne de l'Etat dont le défunt était ressortissant, les articles 4, alinéas 2 et 5, alinéa 3 risquent de tenir en échec dans certains cas l'application des règles de droit international privé.

Par exemple, si l'administrateur désigné conformément à cette loi nationale accomplit certains actes qui ont pour effet de réduire l'actif de la succession ou de modifier les parts revenant aux héritiers et légataires, ceux-ci invoqueront en vain la loi applicable suivant les règles de droit international privé, en vigueur dans le pays où la succession s'est ouverte. Autrement dit, l'intervention de l'administrateur investi des pouvoirs qui lui sont reconnus par une loi interne d'un pays A, peut contrecarrer les règles applicables à la liquidation et au partage des successions, en vertu du droit international privé d'un pays B.

La liberté laissée aux Etats contractants d'établir le certificat international et de fixer les pouvoirs de son titulaire peut donner naissance à des situations de conflit dans tous les cas où les actes accomplis par l'administrateur apparaissent incompatibles avec les droits reconnus aux héritiers, par la loi successorale, applicable en vertu du droit international privé.

2 Dans certains cas, par exemple, en application de l'article 2, alinéas 2 et 3, il faudra connaître le droit international privé de deux pays; celui de la résidence habituelle et celui dont le défunt est ressortissant, avant de savoir si l'autorité de la résidence habituelle peut délivrer le certificat.

3 A supposer que l'on sache quelle loi interne doit être appliquée, il n'est pas sûr qu'elle contienne des règles relatives à la désignation et aux pouvoirs d'un administrateur. C'est le cas du droit belge qui ne connaît pas l'institution de l'administration des successions. En dehors du cas particulier de l'exécuteur testamentaire, la législation belge laisse aux héritiers eux-mêmes le soin de «gérer» la succession jusqu'au partage (*De Page IX No 877*). En fait, pendant l'indivision, c'est souvent un notaire qui gère et qui agit comme mandataire, même tacite, pour les actes d'administration (notion belge). Dans la mesure où on accepte que le titulaire du certificat établi en Belgique pose des actes de disposition, la situation deviendra encore plus compliquée si les héritiers sont mineurs.

Dans la mesure où les articles 22, 23, 27 et 28 permettent au titulaire du certificat d'accomplir des actes de disposition, ces dispositions sont difficilement conciliables avec les règles qui déterminent l'étendue des pouvoirs d'un administrateur des biens d'autrui.

4 Dans le cas de l'article 5 le critère a été mal choisi. L'autorité du pays où le défunt avait sa résidence habituelle doit appliquer la loi nationale du de cuius lorsque celui-ci n'habitait pas depuis dix ans au moins dans le pays où il est décédé et où se trouvait sa résidence habituelle. Il se peut toutefois que le de cuius ait quitté son pays d'origine depuis plus de dix ans sans que cette condition soit remplie. Dans ce cas, il n'y a plus guère de lien avec la loi nationale.

5 La *professio juris* prévue à l'article 5 est d'une portée très limitée: le choix laissé au défunt entre la loi de la résidence habituelle et la loi nationale porte exclusivement sur la loi applicable pour établir le certificat. Cette règle paraît peu pratique.

6 Il y aurait lieu de revoir la rédaction de l'article 7, alinéa 2, afin que l'autorité désignée par l'Etat contractant ne doive pas déposer dans chaque cas une requête pour être autorisée à délivrer le certificat.

7 L'avant-projet ne résout pas le problème du régime matrimonial du défunt. La convention doit faire apparaître si les pouvoirs du titulaire du certificat s'étendent

aux biens qui dépendaient de la communauté existant entre le de cujus et le conjoint survivant.

Contrairement à ce que semble dire le rapport¹, il ne s'agit pas d'une difficulté occasionnelle mais d'une question habituelle dans un pays comme la Belgique. Il faut en tenir compte pour l'application de l'article 22. Le rapport¹ n'envisage que le cas du débiteur du défunt et celui du détenteur de fonds successoraux. La part revenant au conjoint survivant dans une communauté conjugale n'est pas un bien successoral.

8 Dans la mesure où la qualité, dans laquelle le titulaire du certificat agit, peut avoir des répercussions sur les pouvoirs du titulaire, la Convention doit permettre d'exiger des précisions à ce sujet, ce que l'article 10 exclut. En effet, suivant l'article 10, les Etats sont tenus d'accepter le certificat établi par une autorité étrangère, même au cas où ce certificat serait fort imprécis quant à la compétence de cette autorité.

9 Pourquoi le certificat international, qui sera probablement considéré comme un acte public au sens de la Convention du 9 octobre 1961 sur la légalisation des actes publics, n'est-il pas assujéti aux dispositions de cette Convention?

L'article 10 semble s'opposer à l'application de cette Convention en cette matière.

Conclusion

1 En pratique le certificat tel qu'il a été élaboré ne pourra être délivré en Belgique que pour permettre au titulaire les actes de «pure administration» dont la portée ne peut pas suffisamment être précisée par l'emploi du certificat tel qu'il a été conçu par le projet de convention. On refuserait également les certificats délivrés à l'étranger et qui dépasseraient ces actes de «pure administration».

2 On pourrait limiter la Convention aux «actes d'administration» dont on établirait au préalable une liste, qui devrait être acceptée par tous les Etats qui adhèrent à la Convention comprenant des actes tels que la récupération des fonds, la perception des créances, la conclusion de contrats de location, la perception de loyers, etc. ... Il n'existerait aucune raison pour un Etat de refuser un tel certificat.

Les Etats contractants devraient accepter une loi uniforme «minimale» sur ces actes, qui, de préférence, devraient concerner également les successions immobilières. L'autorité compétente de la résidence habituelle du défunt devrait pouvoir désigner pour les successions internationales un administrateur dont les pouvoirs seraient acceptés sur le plan international.

3 On pourrait se prononcer également en faveur de l'établissement de deux sortes de certificat. Le premier serait un certificat dont le titulaire n'aurait que des attributions limitées. Ce certificat pourrait faire l'objet d'une loi uniforme (voir 2 ci-dessus) et concerner tant les biens immeubles que les biens meubles de la succession. L'utilisation de l'autre certificat, qui aurait une portée plus générale, pourrait être réservée aux pays qui ont une législation spéciale définissant les pouvoirs de

l'administrateur de la succession, législation pouvant être différente de la loi interne qui régit la dévolution de la succession.

Danemark

General observations

The draft Convention represents a valuable attempt to solve a very practical question in connection with the administration of the estate of a deceased person having assets in more than one State, without prejudice to future solutions of the many other complex questions in this area of private international law.

Article 5, paragraph 3

The Ministry of Justice agrees with the Rapporteur, in that the time condition should refer to the absence of the deceased person from his State of nationality rather than to the duration of his stay in the State of his last habitual residence.

The Ministry finds it very important that the period be reduced, so as not to exceed five years, and the Ministry would favour a modification restricting the application of the paragraph to cases where it is requested by one of the heirs.

Article 6

The inclusion in the Convention of the concept of *professio juris* raises the question whether a specific provision should be required in the will or a general clause regarding the applicable law of succession should suffice. An eventual choice of law in a testamentary provision will, normally, not specifically mention the law in conformity with which the certificate should be drawn up, but will have a wider scope.

For this reason it may seem preferable not to deal with the question in the Convention. However, in this case, it should be made clear, during the Session, whether the omission prevents the competent authority from respecting a choice of law in the will, when such a choice is permitted under the law designated by the Convention. As to option 2, there seems to exist a contradiction between the text of the Draft and the Report. According to the Draft the choice should apparently be respected if *either* of the laws mentioned in article 5 permits such a choice. The report seems to require the permission of *the* applicable law under article 5. The latter solution seems to be the correct one.

Article 7

It should be made clear in the Report that a Contracting State may designate an authority, even if this authority will normally itself be entitled to administer the estates and thus often will have to certify its own powers.

Articles 14-17

The Ministry supposes that these articles are applicable even in Contracting States recognizing certificates *ipso jure*. If this be correct, the first sentence of article 14 should be redrafted in a more general wording.

It ought to be clarified in the Report that article 15, paragraph 2, does not apply to cases of double nationality under article 2. In this context it should also be examined whether indication of double nationality in the certificate should be a faculty or an obligation, when known to the issuing authority.

¹ Voir *supra* p. 140.

The Ministry favours the inclusion of these articles in the Convention.

Espagne

1 Le Gouvernement espagnol considère avec grand intérêt l'avant-projet de convention sur l'administration internationale des successions (mobilières) qui a pour but la reconnaissance extraterritoriale des administrateurs de la succession, afin d'obtenir une administration unique. Etant donné l'objectif de la Convention, le Gouvernement espagnol estime qu'à la rigueur, il serait indiqué de modifier le titre de l'avant-projet, puisqu'il ne s'agit pas d'obtenir une administration internationale de la succession, mais une administration de la succession sur le plan international.

2 Le Gouvernement espagnol estime adéquate la formule de l'article 2 de l'avant-projet, y compris l'acceptation du renvoi dans l'hypothèse *c* de cet article. Le Gouvernement espagnol est d'avis que, pour éviter des malentendus quant à l'interprétation de la notion de «domicile», on pourrait accepter la définition formulée par le Comité de coordination juridique du Conseil de l'Europe. Au cas où une définition conventionnelle matérielle de «domicile» ne serait pas possible, il pense qu'il est préférable de conserver uniquement l'idée de résidence habituelle, notion à peu près *de facto*, dont l'utilité a déjà été démontrée dans l'application d'autres conventions élaborées par la Conférence.

3 Quant aux articles 4 et 5 de l'avant-projet (application de la loi nationale du décédé au lieu de celle de la résidence habituelle), le Gouvernement espagnol estime son contenu également acceptable. Quant à l'article 6, le Gouvernement espagnol est d'avis que la variante 1 ne présente aucun risque de fraude à la loi et qu'elle peut offrir de grands avantages aux hypothèses d'indivision où le problème de succession est uni à celui du régime des biens dans le mariage. Toutefois, le Gouvernement espagnol estime prudent que cette question soit soigneusement examinée par la Conférence.

4. Même en conservant la formule de l'article 7 de l'avant-projet, le Gouvernement espagnol estime préférable, dans le cas où une «personne qualifiée» peut émettre le certificat, que la confirmation du pouvoir d'émission de ce document dépende en tout cas de l'autorité judiciaire.

5 En ce qui concerne les formalités relatives à l'établissement du certificat contenues dans les articles 8 et 9 de l'avant-projet, le Gouvernement espagnol pense qu'elles sont justifiées et acceptables. Il croit, cependant, qu'il est indispensable que l'autorité compétente pour établir le certificat, ait recours à des mesures de publicité, selon la loi locale, afin de garantir les intérêts des héritiers et des tiers en général, et cela aussi bien en ce qui concerne l'émission du certificat que son annulation ou la suspension de ses effets. Cette idée devrait être insérée à l'article 9.

6 Le Gouvernement espagnol estime que les normes concernant la reconnaissance du certificat contenues aux articles 10 à 17 de l'avant-projet sont acceptables. Il juge particulièrement opportun que le certificat ne puisse être refusé que pour les raisons exposées dans les articles 14, 15, 16 et 17. Toutefois, le Gouvernement espagnol estime, en rapport avec l'article 11 qu'il serait opportun, quant à la sauvegarde plus sûre des intérêts des tiers,

d'exiger des mesures de publicité, en accord avec la loi locale de l'Etat requis, afin que les tiers puissent s'opposer devant une autorité judiciaire, à la reconnaissance du certificat. L'intervention de l'autorité judiciaire paraît également recommandable en ce qui concerne les mesures conservatoires ou d'urgence auxquelles se réfèrent les articles 12 et 13 de l'avant-projet.

7 Le Gouvernement espagnol estime adéquate la norme contenue dans l'article 26 de l'avant-projet (en relation avec les données des articles 24 et 25). Il estime de même que les dispositions des articles 27 et 28 sont fondées, se prononçant, en ce qui concerne ce dernier, en faveur de la rédaction proposée (et non pour celle de la variante), considérant qu'elle sauvegarde de façon plus efficace la finalité essentielle de l'avant-projet.

Finlande

The aim of the draft Convention, administration of the estate of deceased persons in accordance with as uniform principles as possible, is no doubt very important. On the other hand it is probable, especially if the parties to an estate are living in separate States, that the said aim, because of different conflicting interests, is difficult to achieve. Transfer of the assets of an estate to another State, where the distribution of the estate will take place, often involves such changes in the principles of the laws to be applied as regards the right to the estate or the will, the right of the surviving spouse or the size of the inheritance share or the lawful portion, which may violate the rights of a party to the estate or of some other beneficiary in the State where the assets are situated. For the last-mentioned reason it might be important from Finnish point of view that article 15 is maintained in the Convention. Moreover, the administration of an estate always concerns also the interests of others than those of the parties to the estate (creditors, social and tax authorities), and the satisfying of these in different quarters might make it difficult to apply the Convention. Therefore, there is reason to apprehend that the 'ordre public' clause of article 17 will be applied on a large scale.

In order to be of significance, the system of the draft Convention should be as distinct as possible. This aim, however, has not been attained in the draft Convention. This applies especially to the system regarding recognition of the authority of the estate administrator, because it comprises three different alternatives which, as coexistent in the draft Convention, have deprived the Convention of its character of a general view and of its distinctness.

Furthermore, the main principles regarding the law to be applied to the designation and authority of the administration of the estate are not sufficiently uniform and as concerns articles 4 and 5, deviate from the principle of habitual residence applied in Finland and Sweden. Application of the law of an alien State in designating an administrator and in the definition of his powers, obviously will also give cause to many difficulties.

The draft Convention, which allows definition of the powers of the administrator of the estate either in general or in detail, does not include any provisions regarding the duties of the administrator (estate inventory, information to the parties and authorities, accounting statement) with exception of article 21, which includes provisions regarding the right of an alien State to stipulate certain conditions for taking possession of assets situated within its territory. Furthermore, the draft Convention does not contain any provisions regarding pro-

tests against the actions of the estate administrator. The powers of an estate administrator regarding division of the estate and distribution of the residue, which have been laid down in a detailed letter of authority should be considered not to belong to the notion of administration according to the Finnish law.

However, it is not possible for Finland to accede to the above Convention, unless the right to the property of a Finnish party to the estate or of a person entitled to contribution, could be ensured when the powers of an administrator designated in an alien State have to be recognized in Finland. From Finland's point of view it is most important that sufficient protection against the actions of the estate administrator can be arranged for a person, who owing to indigent circumstances or minority is unable to take care of his subsistence and who according to the Finnish law, because of this, is entitled to contribution from the property.

Japon

In Japan, there does not exist such legal system as is presupposed by this draft Convention, relating to the administration of the estate of a deceased person, and the law applicable to succession is the law of the State of which the deceased person is a national. Therefore, in order for Japan to become a Contracting State to a convention having the contents as we see in this Draft, it will be necessary to amend *Horei* (the Law concerning the Application of Laws in General (Law No 10 of 1898)). Similarly, amendments must be made of the substantive and procedural laws regarding succession in Japan, which is supposed to give rise to complicated and difficult problems.

Japan fully understands the purport of this draft Convention and it feels the convention will be beneficial, especially for European countries. But, at present, it is not doubtless, in the light of the existing laws of Japan, that the objective conditions have ripened well enough to warrant the effective functioning of this convention. Also, judging from the geographical position of Japan as well, this convention cannot be regarded as a matter of urgent necessity to Japan, for the moment.

Norvège

The proposed draft Convention contains an attempt to deal with a limited – though very practical – question in connection with the administration of an estate with assets in more than one State. Most of the solutions proposed in the Draft seem acceptable to the Norwegian Government. The Norwegian Government would, however, like to express its hope that the Conference will continue its work of harmonizing conflict rules in the areas of administration of estates and succession. The existing complexity of private international law in these areas creates – and will in the future with even greater mobility create – difficulties of a very practical nature. Continued attempts should therefore be made to solve these difficulties as far as possible. Due to the diversity between municipal laws and the divergences of the national conflict rules in the areas of administration of estates and succession, the Norwegian Government, nevertheless, supports the 'piecemeal approach' to the problems adopted by the Commission. However, it is hoped that other questions suitable for international solutions will be found and dealt with.

The draft Convention is – in spite of the rather large number of provisions – fairly easy to understand. This is partially due to the valuable report by the Rapporteur, Professor Lalive. However, as the Draft is intended to help solve a practical problem, efforts should be made to shorten its text as much as possible.

Article 5 of the draft Convention proposes a solution to the 'positive conflict of systems', i.e. where the private international law of the deceased's State of nationality provides that the law of nationality governs the devolution and administration of his (movable) estate, whilst the conflict rules of the State of his habitual residence would apply the internal law of that State. According to the proposed solution the proper authority in the country of habitual residence is given jurisdiction to issue the certificate. If, however the deceased has not lived for a certain number of years in this country, the certificate shall be governed by the law of his State of nationality.

The Norwegian Government supports the proposal that jurisdiction to issue the certificate be given to the State of habitual residence. However, with regard to the latter part of the proposal it has certain reservations.

In this context the solution adopted in the Nordic Convention of 19 November 1934 on Succession and Administration of Estates to solve the very same conflict should be mentioned. According to article 1 of this Convention the succession is principally governed by the law of the habitual residence. However, if the deceased had not lived in this country for five years, the law of his State of nationality shall be employed, *if requested* by one of the heirs. The Norwegian Government would like to recommend that a solution along these lines be seriously considered by the Conference.

The Commission has not taken any definite decision with regard to the number of years of the time-condition. However, 10 years have been suggested in brackets. It will hardly be possible for Norway to accept this period of time as a general requirement for the competence of the State of habitual residence. It would be easier if the provision could be amended along the lines of the Nordic Convention. Even with such an amendment it will be most difficult to accept any time-condition amounting to more than 5 years. In this context it must be remembered that under Norwegian conflict rules Norwegian municipal law will apply to the administration of the estate as well as to the succession.

In his report the Rapporteur suggests that the time-condition should be made to refer to the absence of the deceased from his State of nationality, rather than to the time-period of his residence. The Norwegian Government would like to express its interest in this suggestion, and hope it will be discussed at the Conference.

The problem of migratory workers may call for special attention. One might consider special provisions applicable to such workers, in particular where their family has remained living in the State of nationality. This may, however, affect the problem of defining the concept of habitual residence.

The Norwegian Government principally supports the view that the question of '*professio juris*' should not be dealt with in the Convention (*article 6, solution 3*).

Article 28 deals with the consequences of annulment of the certificate, or of its suspension, on the validity of dealings in good faith with holder of the valueless certificate. The Norwegian Government is of the opinion that this question should be solved in the Convention, and not left to domestic law.

The Norwegian Government gives its support to *article 29* of the Draft. Considering the way this article has been formulated, it should not give rise to any difficulties.

Royaume-Uni

Comments of the British Government

In response to the request of the Deputy Secretary-General of the Hague Conference contained in his letter of 9th September 1971, the British Government make the following comments on the draft Convention concerning the International Administration of the (Movable) Estate of Deceased Persons.

General

In general the British Government welcome the effect of the proposed Convention, which is to simplify the processes whereby a person can establish his status as the administrator of an estate with assets in different countries.

In welcoming this effect, the British Government assume that it is not the intention that the holder of an International Certificate should, in a requested country, become some kind of specially privileged administrator in comparison with the holder of a separate authority in that country. If the Convention were to have such an effect, it would, in the view of the British Government, be open to the gravest objection.

Text of the Draft Convention

The British Government, in considering the draft Convention, have revised the English text in order to remove certain obscurities. The revised text is not in any way intended to alter the sense or effect of the Convention as now drafted. The British Government also propose a number of modifications and additions to the text. The revised text, with the proposed modifications and additions in italics, is set out below with the comments on each article immediately following that article.

Preamble

The States signatory to the present Convention, desiring to facilitate on the international level the administration of the estates of deceased persons, have resolved to conclude a Convention to this effect and have agreed upon the following provisions.

Article 1 (The purpose of the Convention)

a The Contracting States shall

(i) establish an International Certificate designating the person or persons entitled to administer the movable estate of a deceased person *and indicating his or their powers:*

(ii) *provide a procedure for the granting of such Certificates.*

b The Certificate, as drawn up by the competent authority (to be designated in accordance with article 7) of a Contracting State (having jurisdiction under articles 2, 4 and 5) and being in accordance with the model annexed to this Convention, shall be recognised in the Contracting States.

c A Contracting State may make such recognition of the Certificate subject to the procedure or to the publicity provided for in article 11.

Comments

a In article 1 *a (i)* the words in italics have been inserted to eliminate any doubt about the function which the certificate is intended to perform.

b The formulation of article 1 *a (ii)* is intended to ensure that the aim of the Convention is not frustrated in those States where there is no requirement of formalities.

Article 2 (Jurisdiction of a State to draw up and issue a Certificate)

The Certificate shall be drawn up by the competent authority in the State of the habitual residence of the deceased *at the time of his death* in the following cases –

a if the deceased had his habitual residence in the State of which he was a national,

b if the law of the State where the deceased had his habitual residence and the law of the State of which he was a national both provide that the administration of his estate shall be governed by the law of his domicile or by the law of his habitual residence,

c if the law of the State where the deceased had his habitual residence provides that the administration of his estate shall be governed by the law of his nationality and the law of the State of which he was a national provides that the administration of his estate shall be governed by the law of his domicile or by the law of his habitual residence.

Comments

The words in italics are merely a verbal addition for the sake of clarity.

Article 3 (Law applicable to the designation of the Certificate holder)

The general rule – applicable law is the internal law of issuing State.

Subject to articles 4, 5 and 6, the competent authority in the State where a Certificate is issued shall designate the Certificate holder and indicate his powers in accordance with the internal law of that issuing State.

Comments

The words in italics have been added merely for the sake of clarity.

Article 4 (Law applicable to the designation of the Certificate holder)

First exception to general rule under article 3 – the applicable law to be that of the deceased's nationality

a As an exception to the provisions of article 3, if the law of the issuing State where the deceased had his habitual residence and the law of the State of which he was a national both provide that the administration of his estate shall be governed by the law of this nationality, the competent authority in the issuing State shall designate the Certificate holder and indicate his powers in accordance with the law of the State of which the deceased at the time of his death was a national.

b The competent authority in the issuing State may, before issuing the Certificate in accordance with article 4a above, consult with an authority as defined by article . . . in the State of the deceased's nationality so as to ensure that the designation of the Certificate holder and *the extent of his powers* accords with the internal law of that State.

c If no reply to an enquiry under article 4 b is received within X days, the competent authority of the issuing State shall issue the Certificate according to its own assessment of the requirements of the law in the State of the deceased's nationality.

Comments

The words in italics have been added merely for the sake of clarity.

Article 5 (Law applicable to the designation of the Certificate holder)

Second exception to the general rule under article 3 – applicable law to be that of the deceased's nationality

a As a further exception to the provisions of article 3, in the case where the deceased died habitually resident in one State while retaining the nationality of another State, the competent authority in the issuing State shall also designate the Certificate holder and indicate his powers in accordance with the law of the State of which the deceased was a national if

(i) the law of the issuing State of habitual residence provides for the administration of his estate to be governed by the law of his domicile or the law of his habitual residence but the law of the State of which he was a national provides for the administration to be governed by the law of his nationality *and*

(ii) the deceased had lived in the issuing State of his habitual residence for less than [10] years.

(b) Where a Certificate is drawn up according to article 5a the provisions of article 4b and 4c shall apply.

Article 6 (Law applicable to the designation of a Certificate holder)

Saving provision to article 5 enabling the applicable law to be specified by the deceased

In a case which article 5a applies and notwithstanding the provisions thereof, the designation of the Certificate holder and the indication of his powers shall be governed by the law of the deceased's habitual residence or by the law of his nationality in accordance with any choice thereof expressly made by him in his will.

Comments

The text set out above is *Option 1* in the original draft and it is this option which the British Government propose should be adopted.

Article 7 (The issue of Certificates – Designation by the issuing State of the competent authority)

a Each Contracting State shall designate the competent judicial or administrative authority or *authorities* to draw up the Certificate and *to provide the verification thereof under article 14.*

b Each Contracting State may declare that a Certificate prepared within its territory shall be deemed to be drawn up by the competent authority if it is drawn up by a qualified person who has been nominated by the competent authority of the issuing State and if it is confirmed by that authority.

c Each Contracting State shall notify the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands of the designation made under article 7a and of any declaration made under article 7b.

Comments

a The additional words 'or authorities' have been inserted in article 7a in order to cover the possibility of a plurality of authorities within a State (e.g. the United Kingdom).

b The words in italics referring to 'verification' have been added for the sake of consistency with the provisions of article 14 and to clarify the machinery for verification.

Article 8 (The issue of Certificates – may be conditional on consent of surviving spouse)

The competent authority may make the *granting* of the Certificate conditional on the consent of the surviving spouse *and children* of the deceased.

Comments

a The word 'granting' is substituted for 'delivery' in the original draft to eliminate the technical implications of the word 'delivery' in English and Scottish law.

b The insertion of the words in italics 'and children' would safeguard the position of children under Scottish law, since under that law a widow and children have absolute rights of inheritance. It is understood that other Contracting States have similar rights to the legal rights of children in Scotland.

Article 9 (The issue of Certificates – notification to interested parties)

a On request, the competent authority shall inform any interested person or authority about the issue and contents of the Certificate or any suspension of its effect.

b The annulment of the Certificate or the suspension of its effect shall be brought to the attention of any person or authority that has been notified by the competent issuing authority of its issue.

c Each Contracting State shall notify the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands of the way in which information requested under article 9a may be obtained and from what authority or authorities.

Article 10 (The receipt of Certificates – the evidential weight to be accorded to Certificates)

Subject only to the provisions of article 11, it shall be necessary for the purpose in any recipient Contracting State of proving the designation and powers of the person or persons entitled to administer the deceased's estate to produce only the Certificate.

Article 11 (The recognition of Certificates – Recognition may be conditional upon procedures established in Contracting States)

a A Contracting State may make the recognition of the Certificate conditional upon *either*–

(i) the decision of an authority and in this case an expeditious procedure shall be established for the giving of such decision *or*

(ii) simple publicity.

b Any recognition procedure established under article 11a may comprehend any action to challenge, oppose or appeal against a Certificate that has been issued in so far as such action is founded upon the provisions of articles 14, 15, 16 en 17.

Article 12 (The recognition of Certificates – Provisions for interim recognition to facilitate urgent protective action by the Certificate holder)

a Notwithstanding that the procedure for recognition or the publicity envisaged in article 11 is required in a recipient State, *but subject to any provisions under the law of that State for the giving of interim recognition to a Certificate*, the Certificate holder may on mere production of the Certificate take or seek *in accordance with the law of the recipient State* any protective or urgent measures within the powers granted him under the Certificate. The taking or seeking of such measures shall be available to the Certificate holder from the date when the Certificate was issued and throughout the duration of the procedure of recognition, if any, until a decision by the recognising authority to the contrary effect is made.

b Notwithstanding the provision of article 12*a*, the Certificate holder may not, in any event, take or seek such measures after the sixtieth day following the date when the Certificate was issued; if by then he has not initiated the required procedure for recognition or taken the necessary measures of publicity.

Comments

a The British Government consider that the mere production of the certificate would not be accepted as sufficient in the United Kingdom to enable the Certificate holder to take protective or urgent measures as envisaged in this article, and that it would be essential to create a procedure whereby interim or provisional recognition is officially granted thereby making the Certificate an authoritative document. Accordingly, the words in italics in lines 3–5 of the text of article 12*a* have been inserted.

b The British Government envisage that the emergency measures required will in most cases be in the nature of a negative ‘stop order’ to prevent the disposal of assets. In any event the British Government consider that any emergency measures should be subject to the law of the requested State, and the words in italics in lines 6–7 of article 12*a* have been inserted.

Article 13 (The recognition of Certificates – Saving provision with regard to interim protective measures taken under article 12)

a The validity of any protective or urgent measures taken under article 12 shall not be affected by the expiry of the time period specified in that article nor by a decision ultimately refusing recognition of the Certificate.

b However, any interested person may, in accordance with the law of the recipient State, request the setting aside or confirmation of the measures taken pursuant to article 12.

Article 14 (Refusal of recognition to a Certificate because it is not authentic)

The requested authority in a recipient State may refuse recognition to the Certificate in the following cases—

a if, *after verification in the issuing State*, it appears to the authority that the Certificate is not authentic, or not in accordance with the model annexed to this Convention.

b if, from indications in the Certificate, it does not appear that it was drawn up by an authority having jurisdiction under the provisions of this Convention.

Comments

The words in italics have been added merely for the sake of clarity. By them is envisaged an enquiry about the authenticity of a Certificate being sent to the competent authority in the issuing State by the authority responsible for recognition in the recipient State. The cross reference in article 7*a* to this article is consequential.

Article 15 (Refusal of recognition to a Certificate because the status of the deceased does not comply with Convention requirements)

Recognition of the Certificate may also be refused in cases where in the view of the requested State—

a the deceased, at the time of his death, had his habitual residence in that State,

b the deceased, at the time of his death, had the nationality of that State and for that reason, pursuant to articles 4 and 5, the internal law of the requested State should have been applied to the designation of the Certificate holder and the indication of his powers.

Article 16 (Refusal of recognition to a Certificate if the Certificate is incompatible with a decision in the requested State ending a dispute on the merits)

a Recognition of a Certificate may also be refused or, if already granted, withdrawn, if the Certificate is incompatible with a decision, rendered or recognised in the requested State, bringing to an end any dispute, *other than one on jurisdiction or procedure*, regarding the persons entitled to administer the deceased's estate.

b The consequences of the withdrawal of recognition shall be the same as those of a decision giving effect to annulment of the Certificate as provided for in articles 27 and 28.

Comments

a The British Government consider that the wording of the original draft of this article could be considerably clarified, and have to this end reworded the text as above.

b In particular, it is understood that the words ‘a dispute on the merits’ in the original draft are intended to refer to a dispute about the distribution of the estate or concerning the question as to who, being a beneficiary under the law governing the distribution, is entitled to administer. For the sake of clarity, the words ‘other than one on jurisdiction or procedure’ have been substituted for the phrase ‘on the merits’.

Article 17 (Refusal of recognition to a Certificate on grounds of public policy)

Recognition of the Certificate may be refused if such recognition is manifestly contrary to the public policy of the requested State.

Article 18 (A limited refusal of recognition)

[Refusal of] recognition may be limited to certain of the powers indicated in the Certificate.

Comments

As a matter of drafting the deletion of the first two words ‘Refusal of’ may be desirable so that article 18 makes a positive provision regarding the extent of recognition. This change would eliminate a possible conflict between article 18 and article 19.

Article 19 (Limitation of the grounds for refusal of recognition)

Recognition of a Certificate may be refused wholly or partially only on those grounds stipulated in articles 14, 15, 16 and 17.

Article 20 (Recognition of a Certificate – effect of a conflicting administration in the requested State)

The existence in the requested State of a prior local administration of the deceased's estate shall not *of itself automatically* relieve the competent authority of that State of the obligation to recognise a Certificate that in all other respects complies with the requirements of this Convention.

Comments

At first sight it seems possible under this article for a pre-existing grant of administration in the requested State in some way to be replaced by the Certificate holder presenting his Certificate in that country. The British Government consider that the true intention of the Convention is reflected by the words in italics 'of itself automatically' which have been inserted.

Article 21 (Exercise of the powers designated by the Certificate within the requested State)

A Contracting State may subject the exercise of the powers designated in the Certificate to take possession of the assets situated within the territory of that State to such conditions as it may determine. Such conditions shall not, however, affect the designation or powers of the Certificate holder.

Comments

Although it is understood that this article is intended to safeguard in the requested State the position with regard to the Certificate holder's liability to estate duty, the British Government is doubtful whether article 21 as at present drafted, at least in the English text, in fact has this effect. The British Government therefore consider that the intention and effect of article 21 requires careful re-examination at the Hague Conference.

Article 22 (The effect of a Certificate – Discharge of persons paying moneys or delivering property to Certificate holders)

Any person, unless he has acted fraudulently, shall receive a good discharge if he pays moneys or delivers property to the holder of the Certificate, such Certificate having been duly drawn up and, *where necessary*, recognized in accordance with this Convention.

Comments

The British Government consider that the words in italics 'where necessary' are a better translation of the French 'le cas échéant'.

Article 23 (The effect of a Certificate – Power of the Certificate holder to dispose of estate assets)

Any person who acquires assets of the deceased's estate from the holder of the Certificate, such Certificate having been duly drawn up and, *where necessary*, recognized in accordance with this Convention, shall be deemed to have acquired such assets from a person having power to dispose of them.

Comments

The same as for article 22.

Article 24 (Suspension or annulment of the Certificate within the requested State)

If, in the course of a procedure of recognition, the designation or the powers of the Certificate holder are challenged, *otherwise than on an issue of jurisdiction or procedure*, the authorities of the requested State may—
a suspend the provisional effects of the Certificate granted by article 12,

b stay proceedings for recognition initiated under article 11, and

c if the case so requires, settle a period of time within which an action to determine the matter in dispute must be instituted in the court having jurisdiction.

Comments

a As in article 16, for the sake of clarity the words 'otherwise than on an issue of jurisdiction or procedure' are substituted for the phrase 'on the merits'.

b The words in italics in *a*, *b* and *c* of this article are proposed in substitution of the original text as stating more closely the intentions of the article.

Article 25 (The effect within a requested State of a challenge to the Certificate within the issuing State or any other Contracting State)

a If the designation or powers of the Certificate holder are challenged in a dispute before the courts of the issuing State, *otherwise than on an issue of jurisdiction or procedure*, the authorities of any other Contracting State may suspend the effects of the Certificate until the end of such litigation.

b If such a dispute *otherwise than on an issue of jurisdiction or procedure* is brought before the courts of the requested State or of another Contracting State, the authorities of the requested State may likewise suspend the effects of the Certificate until the end of such litigation.

Comments

a The words in italics have again been substituted for the phrase 'on the merits'.

b It is understood from Professor Lalive's Explanatory Report that this article has merely a permissive effect.

Article 26 (The effect within any Contracting State if within the issuing State a Certificate is annulled or suspended)

If, within the issuing State, the Certificate is annulled or if its effects are suspended, the competent authority of any Contracting State shall, within its own territory, give effect to such annulment or suspension if so requested by any interested person or if it is informed of such annulment or suspension pursuant to article 9.

Comments

a It is noted that heading G of the model Certificate provides for the possibility that the powers of the Certificate holder will expire on a given date. The British Government therefore propose that the terms of article 26 need to be reconsidered to cover the effect within other Contracting States of the expiry of the Certificate

within the issuing State no less than its annulment or suspension.

b Confined as it is to annulment and suspension, this article also does not cover the position which would arise on the death of the Certificate holder. The Convention does not state upon whom his powers and duties would devolve in such cases, and the administration might thus be indefinitely suspended pending the appointment of a substitute Certificate holder.

Article 27 (Annulment or suspension of a Certificate not to affect acts by Certificate holders done before effect has been given to the annulment or suspension)

Annulment of the Certificate or suspension of its effect shall not affect acts done by the Certificate holder within the territory of any Contracting State prior to a decision of the authority of that State giving effect to the annulment or suspension.

Article 28 (On annulment or suspension of a Certificate the position of bona fide third parties having dealings with the Certificate holder shall be governed by local law)

The consequences of annulment of the Certificate or of the suspension of its effect on the validity of dealings in good faith by third parties with the Certificate holder shall be governed by the law of each Contracting State.

Comments

The version of article 28 set out above is the *Option* in the original draft and the British Government propose that this version should be adopted.

Article 29 (Optional power to extend the Certificate to cover immovable property of the deceased)

a If the law in accordance with which the Certificate was drawn up gives to the Certificate holder powers over immovables situate abroad, the authority in the issuing State shall indicate in the Certificate the existence of these powers and other Contracting States are at liberty to recognise such powers.

b A Contracting State shall notify the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands whether, according to its own law, such powers are recognised.

International certificate

A Issuing Authority

1 Country

2 The (name and address of the authority) certifies that:

or

(Name, address and capacity of the person) designated by (name and address of the authority) which has confirmed this Certificate, certifies that:

B Identity of the deceased

3 Following the death on at of

(name, marital status, sex, date and place of birth of the deceased: ¹)

4 whose last known address was and

5 who was of nationality ²) and

6 whose last habitual residence was in (State, town, street, etc.) and

7 whose will(s) has (have)/has (have) not been produced to the authority:

C Person(s) certified to be the Certificate holder-

8 Name address (of the person or body *e.g.* Court):

9 is/are (*as has been ascertained to the satisfaction of the authority named under Section A hereof*) entitled:-

a Under (*e.g.* French) law to effect all acts in respect of all corporeal or incorporeal movables in the estate and to act in the interest of or on behalf of such movable estate ³ *or*

b Under (*e.g.* Italian) law to effect all acts in respect of all corporeal or incorporeal movables in the estate and to act in the interest of or on behalf of such movable estate with the exception of ³:-

(i) in respect of all assets

(ii) in respect of any particular asset or category of assets

c Under (*e.g.* Danish) law to effect the acts indicated in the appended list. ³

D Powers, if any over Immovables ⁴

E Power to appoint an agent

Yes/No

F Other remarks

G Date, if any, of expiry of the powers of Certificate holder

¹ For married persons, indicate, according to custom maiden name of name of spouse.

² If the issuing authority knows that the deceased had more than one nationality, it may indicate them.

³ The issuing authority may indicate the capacity in which the holder of this Certificate may act (*e.g.* executor, administrator, heir).

⁴ See article 29.

H *Date (if different from the date of issue) of the entry into force of Certificate*

I *Date of issue of the Certificate and signatures*

Drawn up and issued on the day of at

Signature/seal of the issuing authority *or*,
Signature of the designated person drawing up the Certificate *and*

Signature/seal of the confirming authority.

Appendix to annexed Model Certificate

Acts which may be carried out in respect of the corporeal or incorporeal movables in the estate, and in the interest or on behalf of such estate	Put 'No' against acts which the bearer may not carry out	Severally or Jointly
--	--	----------------------

To take any protective measures
To take any urgent measures
To collect the assets
To collect the debts and give a valid receipt
To open, operate and close a bank account
To deposit
To let or hire
To lend
To borrow
To charge
To sell
To carry on a business
To make a gift
To bring an action
To defend an action
To effect a compromise
To make a settlement
To settle debts
To distribute legacies
To divide the estate
To distribute the residue

Any other acts:

Particular assets or categories of assets in respect of which acts cannot be carried out —

- a Particular assets or categories of assets:
b. Acts which may not be carried out:

Comments on the Model International Certificate

a The British Government consider that the wording shown above for the heading C states more accurately than did the original draft the nature of the Certificate.

b Under C8, the Model Certificate seems to contemplate that the certificate holder may be a body, including a court. This possibility could present serious difficulties when such a certificate holder claims recognition in a requested State in that a conflict would arise between the rules of the court which is the certificate holder and the rules of the court of the requested State. If the certificate holder were a body, the Convention might have the effect of conferring the powers of administration on bodies who would not have those powers in the requested State. The Convention is not intended to confer within the requested State the powers of administration upon those who would not qualify to take out a separate grant in the traditional way. The British Government accordingly propose that the Convention should limit certificate holders to individuals and in particular should exclude a court from being a certificate holder.

c Under C9, it seems helpful to include the words in brackets printed in italics as a reminder that the compe-

tent authority in the issuing State, before granting the Certificate, must be satisfied that the Certificate holder is entitled under the relevant law to administer the estate and that he has undertaken the necessary legal steps to this end.

d Under E (Power to appoint an agent) it will often not be possible in the United Kingdom to answer simply Yes/No. Cases occur where this power is qualified. As the Certificate is at present framed, the Courts of the United Kingdom would not recognise an agent as having any standing beyond that of, for example, a solicitor, and would certainly not allow him to exercise any powers independently. The British Government are of the view that this question should be considered further at the Hague Conference.

e In the Appendix to this Model Certificate the extreme right-hand column indicates that the powers listed in the left-hand column may be exercisable severally or jointly. As a matter of drafting, it should be clarified whether the powers specified in headings C9 a and C9 b can also be exercisable severally or jointly. Administrators capable of acting severally are, for most important purposes, unknown in English law. The British Government therefore consider that the authorities in the requested State should be able, where several persons are designated as holders of the Certificate, to require that the powers be exercised jointly.

Additional Comment

There is a problem which does not appear to be covered at all by the Convention, namely what is the position where the authorities of the recipient State discover that the Certificate holder has misconducted himself within its territory and for this reason need to replace him. It seems that the Convention confers no power upon the authorities of a recipient State to replace a Certificate holder yet such power seems to be necessary. The British Government therefore propose that the Convention should contain an additional article specifically to cover this requirement.

Pays-Bas

Observations générales

Le but et l'économie interne du projet sont approuvés. Quant à la terminologie utilisée, on a signalé l'emploi de termes différents pour indiquer l'établissement du certificat (établir, émettre, délivrer, dresser).

Il paraît être préférable que partout on utilise la même expression.

Article 2

a Le texte des chiffres 2 et 3 de l'article semble permettre une interprétation selon laquelle on devrait tenir compte du renvoi toutes les fois que ce procédé fait partie du droit international privé des Etats visés par la règle (celui du domicile, de la résidence habituelle ou de la nationalité du défunt). Telle solution serait à rejeter; le libellé de l'article devrait l'exclure clairement.

b Les chiffres 2 et 3 s'occupent des hypothèses où le droit de l'Etat où le défunt avait sa résidence habituelle et le droit de l'Etat dont il était ressortissant «prescrivent (prescrit) l'application à la succession de la loi du domicile ou de la résidence habituelle». Le libellé prête le flanc à l'objection que très peu de règles de conflits

– sinon aucune – se réfèrent, en matière de successions, à la résidence habituelle comme point de rattachement. Le cas où un système de droit international privé «prescrit» l'application de la loi de la résidence habituelle se présentera par conséquent assez rarement sinon jamais.

Il est vrai qu'on pourrait penser à une rédaction qui ferait mention uniquement de la loi du domicile du défunt, mais alors on se heurterait à l'objection bien connue que ce terme n'a pas la même acception dans les divers droits, ce qui a amené la Conférence à rejeter son emploi, hormis des cas tout à fait spéciaux (Conventions Divorce et Testaments).

On propose la rédaction suivante, qui devrait être à même d'éviter les difficultés signalées:

«... lorsque les règles de conflit en vigueur dans l'Etat où le défunt avait sa résidence habituelle ... conduisent dans l'espèce à l'application ... de la loi de la résidence habituelle ...».

Ainsi la disposition ne se prononcerait pas sur la question de savoir quel est, dans le cas concret, le point de rattachement qui conduit à la loi de la résidence habituelle; cela pourra être le domicile dans l'une ou l'autre de ses acceptions, ou la résidence habituelle elle-même.

c On s'est demandé s'il était concevable que la disposition puisse s'appliquer lorsque l'Etat dont le défunt était ressortissant est un Etat non contractant. L'article 2 n'exclut pas cette hypothèse, mais la lecture de l'article 4 nous fait croire que dans le contexte de ce dernier article «l'Etat dont il était ressortissant» ne peut viser qu'un Etat contractant: il serait impossible de faire fonctionner l'alinéa 3 lorsque l'Etat dont il était ressortissant n'est pas un Etat contractant. Cela semble imposer la conclusion qu'il en est de même pour l'article 2.

Article 4

Les observations faites à l'égard de l'article 2 s'appliquent également à l'article 4.

Article 5

Le délai prévu à l'alinéa 3 ne devrait pas dépasser les 5 ans.

Articles 2 à 5

Il devrait être possible de regrouper les dispositions contenues dans ces articles pour en augmenter la clarté de l'économie interne. Une proposition à cet effet est annexée à la présente réponse.

Article 6

Nous n'avons pas encore arrêté des opinions définitives au sujet de la *professio juris*. Signalons qu'une nouvelle variante pourrait être ajoutée à celles proposées à l'avant-projet: on laisserait à la *professio juris* un domaine plus limité; on ne l'admettrait que dans les hypothèses suivantes:

a Lorsque le *de cuius* dont la résidence habituelle se trouvait, au moment de son décès, hors du pays de sa nationalité, avait déclaré dans son testament qu'il désirait que sa succession soit administrée selon la loi de la résidence habituelle, ce désir sera à respecter. En d'autres mots, dans un tel cas la loi de la résidence habituelle régira l'administration de la succession même si le délai prescrit à l'alinéa 3 de l'article 5 n'avait pas encore expiré.

b Par contre il paraît souhaitable que le *de cuius* ressortissant d'un Etat qui consacre le principe de la nationalité puisse disposer que même après l'expiration du délai prévu à l'article 5, alinéa 3, l'administration de sa succession reste soumise à sa loi nationale.

Il pourrait être utile d'examiner la question de savoir si la *professio juris* doit nécessairement figurer dans un testament formel ou qu'elle pourra prendre toute autre forme admise pour l'une ou l'autre disposition de dernière volonté.

Article 7

a Aux Pays-Bas les notaires publics sont les mieux placés pour agir comme «personne qualifiée» au sens du présent article. Ce n'est qu'après avoir poursuivi des études approfondies et après avoir acquis une expérience pratique étendue qu'ils sont nommés par la Reine des Pays-Bas; ils sont soumis à une surveillance de la part des autorités judiciaires et administratives.

Il est proposé d'ajouter à l'article 7 une disposition donnant aux Etats contractants la faculté de désigner une catégorie de personnes comme qualifiées par voie de disposition (législative) générale. Alors les autorités de cet Etat pourraient se passer de la formalité de la confirmation des certificats établie par les personnes visées par la disposition.

b Ne devrait-on pas introduire une obligation pour l'autorité compétente de procéder à l'établissement du certificat? Et qu'elle accomplisse sa tâche dans un délai raisonnable?

Article 11

L'alinéa premier doit-il être entendu dans ce sens que les Etats contractants sont, en effet, libres de prescrire une certaine publicité, mais ce uniquement au cas où ils ne connaissent aucune procédure d'exequatur? Autrement dit: serait-il interdit aux Etats contractants de prescrire, dans la réglementation de la procédure de l'exequatur, la publication de la demande en exequatur?

Article 12

Selon le projet de certificat la date de l'entrée en vigueur de ce document ne doit pas nécessairement être indiquée (Lettera H). Comment déterminera-t-on cette date en cas d'une telle omission?

Article 14

La vérification mentionnée sous 1, qu'est-ce qu'elle englobe? L'autorité compétente doit-elle procéder à la vérification *ex officio*?

Article 16

a Quel est le sens des mots «met fin» à l'alinéa premier? Vise-t-on, par exemple, une décision rendue en plus haut ressort, ou qui ne pourra être attaquée par aucun moyen ordinaire?

b Ne serait-il pas possible de préciser la notion de «contestation au fond»?

Article 18

L'article devrait de préférence être placé après l'article 19.

Article 19

Ne faudrait-il pas utiliser ici, à l'instar de l'article 16, les termes «refusée, rétractée ou infirmée»?

Articles 14 à 19

Il semble que les dispositions de ces articles pourraient être réunies dans un seul article.

Article 21

Cette disposition risque d'avoir pour effet d'enlever au certificat toute – ou presque toute – valeur. C'est pourquoi nous préfererions une rédaction plus restrictive qui préciserait, par exemple, que les conditions auxquelles se réfère l'article pourront être imposées uniquement dans l'intérêt des créanciers locaux.

Article 22

L'article règle le cas où un tiers fait des paiements, ou remet des biens, au titulaire du certificat. On y trouve les termes «et le cas échéant reconnu». Quel en est le sens? Evidemment ils expriment l'idée qu'aux cas où l'Etat requis aura introduit une procédure d'exequatur, l'effet libératoire prévu par l'article ne pourra se produire avant que l'exequatur ait été accordé. En deuxième lieu les termes cités disposent que lorsque l'Etat requis n'aura pas estimé nécessaire d'introduire une procédure d'exequatur quelconque, l'effet libératoire se réalisera sans plus. Mais est-ce que les termes en question devront être considérés comme réglant également l'hypothèse où, dans un Etat contractant exigeant l'exequatur, le certificat étranger n'aura pas encore été exécuté, mais où des paiements et remises de biens ont été effectués à la suite d'une «mesure conservatoire ou urgente» (art. 12)? Si telle interprétation n'était pas conforme aux intentions des auteurs, ou si le point était resté obscur, il faudrait que l'effet libératoire des actes accomplis sur la base de «mesures conservatoires ou urgentes» fût réglé par une disposition individuelle.

Article 23

a L'observation au sujet de l'article 22 s'applique aussi bien ici.

b Si toute preuve contraire est exclue – comme semble l'indiquer M. Lalive dans son rapport – le terme «présumée» devrait être remplacé par un autre.

Article 24

Ne devrait-on chercher à introduire une précision de la notion «motif de fond»?

Articles 24 et 25

a Les effets de la suspension à l'égard des tiers n'ont pas été réglés pour les hypothèses visées par ces articles. Il est vrai qu'on trouvera dans les articles 27 et 28 des règles sur les effets de la suspension lorsqu'elle a été ordonnée par les autorités de l'Etat émetteur, mais celles-ci ne se prêtent pas à être appliquées dans les hypothèses des articles 24 et 25, étant donné que la suspension a été déclarée par une autorité de l'Etat requis.

Pour ces raisons les articles 27 et 28 seraient à modifier afin de couvrir également les hypothèses des articles 24 et 25. Ou bien doit-on supposer, au contraire, que les auteurs du texte aient voulu laisser le soin de régler les effets de la suspension vis-à-vis des tiers à la loi de l'Etat requis?

b Ne devrait-on pas régler les effets vis-à-vis des tiers d'une constatation au fond conduisant à une déclaration de non reconnaissance d'un certificat étranger? Et alors une solution analogue à celle qui a été choisie aux articles 27 et 28 pour ce qui concerne l'annulation du certificat, ne s'imposerait-elle pas?

Article 28

Il serait préférable de remplacer les termes «de bonne foi» par d'autres étant donné qu'ils couvrent des notions différentes selon les divers systèmes de droit.

Article 29

Nous attacherions du prix à ce que la Convention contienne une disposition selon laquelle tous les Etats contractants seraient obligés de reconnaître les pouvoirs existant selon la loi interne de l'Etat de la dernière résidence habituelle à l'égard des immeubles, même si tel immeuble est situé hors de cet Etat.

Si telle disposition n'était pas acceptable à un certain nombre d'Etats l'on pourrait admettre une réserve selon laquelle l'Etat qui en fait usage déclare ne pas reconnaître les pouvoirs en question pour tout ce qui concerne les immeubles situés sur son territoire. Si même une telle réserve devait être considérée par les Etats en question comme allant trop loin, l'article 29 actuel pourrait à la rigueur obtenir l'accord de la délégation néerlandaise comme un point de départ permettant l'élaboration des solutions plus détaillées à une autre occasion.

ANNEXE

Il est proposé d'étendre la liste des «actes pouvant être accomplis» par les mentions suivantes:

- Exercer les droits d'actionnaire
- Liquider des contrats.

Proposition de regroupement des articles 2 à 5

Article 2

Le certificat est établi par l'autorité compétente dans l'Etat où le défunt avait sa résidence habituelle.

Article 3

Cette autorité applique sa loi interne pour désigner le titulaire du certificat et pour indiquer les pouvoirs de celui-ci dans les cas suivants:

a lorsque le défunt avait sa résidence habituelle dans l'Etat dont il était ressortissant;

b lorsque aussi bien les règles de conflits en vigueur dans l'Etat où le défunt avait sa résidence habituelle, que celles en vigueur dans l'Etat dont il était ressortissant désignent, en l'espèce, la loi de sa résidence habituelle comme applicable à la succession;

c lorsque les règles de conflits en vigueur dans l'Etat où le défunt avait sa résidence habituelle prescrivent l'application de la loi nationale à la succession, tandis que celles en vigueur dans l'Etat dont le défunt était ressortissant désignent en l'espèce la loi de sa résidence habituelle comme applicable à la succession;

d lorsque les règles de conflits en vigueur dans l'Etat où le défunt avait sa résidence habituelle désignent en l'espèce la loi de cette résidence comme applicable à la succession, tandis que celles en vigueur dans l'Etat dont celui-ci était ressortissant prescrivent l'application de la loi nationale; dans ce cas cependant l'autorité compétente applique la loi interne de l'Etat dont le défunt était ressortissant si le défunt avait habité au moment de son décès moins de [5/10] ans dans le pays de sa dernière résidence habituelle.

Article 4

L'autorité visée à l'article 2 applique la loi interne de l'Etat dont le défunt était ressortissant pour désigner le titulaire du certificat et pour indiquer les pouvoirs de celui-ci dans les cas suivants:

a lorsque aussi bien les règles de conflits de l'Etat où le défunt avait sa résidence habituelle, que celles en vigueur dans l'Etat dont il était ressortissant prescrivent l'application de sa loi nationale à la succession;

b lorsque les règles de conflits en vigueur dans l'Etat où le défunt avait sa résidence habituelle désignent en l'espèce la loi de cette résidence comme applicable à la succession, tandis que celles en vigueur dans l'Etat dont celui-ci était ressortissant prescrivent l'application de la loi nationale; dans ce cas cependant l'autorité compétente applique la loi interne de l'Etat dans lequel le défunt avait sa résidence habituelle, si le défunt avait habité, au moment de son décès, plus de [5/10] ans dans le pays de sa dernière résidence habituelle.

Dans les deux cas visés par le présent article l'autorité compétente, avant l'émission du certificat, peut s'assurer auprès d'une autorité de l'Etat dont le défunt était ressortissant, désignée selon l'article x¹ de la conformité des mentions contenues dans ce certificat avec ladite loi. Faute d'une réponse de la part de l'autorité de l'Etat dont le défunt était ressortissant dans un délai de (x) jours, le certificat sera émis par l'autorité compétente selon sa propre appréciation du contenu de la loi applicable.

Article 5

Au sens des articles précédents les termes «la résidence habituelle» et «la nationalité» ne visent que la situation existant au moment du décès.

¹ Cet article n'a pas encore été rédigé.

Procès-verbaux et Documents de travail de la Deuxième commission

Composition de la Deuxième commission

PRÉSIDENT

M. B. Goldman, professeur à l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris.

VICE-PRÉSIDENTE

Mme I. de Magalhães Collaço, docteur en droit, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Lisbonne.

RAPPORTEUR

M. P. Lalive, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Genève.

MEMBRES

République Fédérale d'Allemagne

M. le Dr. H. von Spreckelsen, Ministerialdirigent a.d., Bundesministerium der Justiz.

M. B. Lohr, Regierungsdirektor, Bundesministerium der Justiz

Argentine

Mlle N.M. Freyre-Penabad, secrétaire d'ambassade, docteur de la Faculté de droit de l'Université de Buenos Aires, professeur adjoint de droit international public de l'Université du Musée social argentin.

Autriche

M. O. Etlbacher, directeur général au Ministère fédéral de la Justice.

M. F. Schwind, professeur à l'Université de Vienne, ancien recteur de l'Université de Vienne.

M. W. Sedlacek, Ministerialrat au Ministère fédéral de la Justice.

Belgique

M. R. van Dijck, directeur au Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement.

Mme A.M. Delvaux, conseiller juridique au Ministère de la Justice.

M. P. Stienon, secrétaire d'administration au Ministère de la Justice.

M. M. Verwilghen, chargé de cours à l'Université catholique de Louvain.

Brésil

M. H. T. Valladão, professeur titulaire de droit international privé à l'Université fédérale et catholique de Rio de Janeiro, ancien conseiller juridique du Ministère des Relations extérieures.

S.E. M. C. S. Gomes Pereira, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à La Haye.

Canada

M. D. S. Maxwell, Q.C., Deputy Minister of Justice and Deputy Attorney-General of Canada.

M. H. A. Leal, Chairman of Ontario Law Reform Commission.

M. R. Lette, Q. C., Lawyer, Montreal.

M. R. H. Tallin, Legislative Counsel for the Province of Manitoba.

Danemark

M. J. Bangert, Judge, Legal Adviser to the Ministry of Justice.

M. O. Due, Head of Division, Ministry of Justice.

M. A. Philip, Professor.

Espagne

M. J. A. Carrillo Salcedo, professeur de droit international à l'Université de Grenade.

M. J. D. Gonzalez Campos, professeur de droit international à l'Université d'Oviedo.

Mlle E. Perez-Vera, professeur adjoint de droit international à l'Université de Grenade.

M. M. Angulo Rodriguez, professeur adjoint de droit international à l'Université de Grenade.

Etats-Unis d'Amérique

M. Ph. W. Amram, Attorney-at-law, Washington D. C.

M. W. H. Boyd, Professor of Law and President of the University of Iowa.

M. K. H. Nadelmann, Research Scholar, Harvard Law School.

Finlande

M. T. Suontausta, docteur en droit, ancien juge à la Cour suprême administrative.

M. P. Kurkela, Counsellor of Justice.

France

M. H. Batiffol, professeur à l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris.

M. J. Baudoin, directeur des Affaires civiles et du Sceau au Ministère de la Justice.

M. Y. Cotte, sous-directeur des Affaires civiles et du Sceau au Ministère de la Justice.

M. J. Lemontey, magistrat au Ministère de la Justice, chef du Bureau de Droit européen et international au Ministère de la Justice.

Mme M. Sauteraud-Marcenac, magistrat détaché au Ministère des Affaires étrangères, chef du Service de recouvrement des aliments à l'étranger.

Grèce

M. Ch. N. Fragistas, professeur à l'Université de Thessalonique.

Irlande

M. R. Hayes, Assistant Secretary, Department of Justice.

M. P. Ronayne, High Court Registrar, Dublin.

Israël

M. M. Aranne, Legal Adviser to the Prime Minister's Office.

Italie

M. R. De Nova, titulaire de la chaire de droit international auprès de l'Université de Pavie.

M. M. Giuliano, titulaire de la chaire de droit international auprès de l'Université de Milan.

M. L. Battaglini, conseiller de Cour d'appel, Ministère de la Justice.

M. P. Scala, juge de Cour d'appel, Bureau juridique, Département de l'industrie et du commerce.

M. R. Palmieri, secrétaire de légation, Ministère des Affaires étrangères.

Japon

M. S. Ikehara, Professor, Tokyo University.

M. E. Tanaka, Judge, Tokyo District Court.

M. A. Tashiro, Chief of the Second Division, Civil Affairs Bureau, Ministry of Justice.

M. A. Takakuwa, Procurator, Ministry of Justice and Official, Ministry of Foreign Affairs.

Luxembourg

M. A. Huss, procureur général d'Etat honoraire.

M. R. Heiderscheid, président du Tribunal d'arrondissement.

M. C. Wampach, avocat général.

Norvège

M. S. Rognlien, Director General, Royal Ministry of Justice and Police.

Mme K. Bruzelius-Heffermehl, Counsellor, Royal Ministry of Justice and Police.

Pays-Bas

M. L. I. de Winter, professeur à l'Université d'Amsterdam, président de la Commission d'Etat néerlandaise pour la codification du droit international privé.

M. C. W. Dubbink, conseiller à la Cour de cassation.

M. C. D. van Boeschoten, avocat à la Cour de cassation.

Royaume-Uni

M. K. Lipstein, Professor, Clare College, Cambridge.

M. G. Jackson, Solicitor's Office, Scottish Home and Health Department, Senior Legal Assistant, Scottish Office.

M. I. K. Mathers, Assistant Legal Adviser, Foreign and Commonwealth Office.

Suède

M. A. Knutsson, Head of Division for Private Law, Ministry of Justice.

Mme. I. Sarman, Legal Adviser, Ministry of Justice.

Suisse

M. A. E. von Overbeck, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Fribourg, recteur de l'Université de Fribourg.

M. W. Baechler, chef de section à la Division fédérale de Justice, Berne.

Tchécoslovaquie

M. Z. Kučera, Associate Professor of Private International Law, Charles University, Prague.

M. M. Holub, Doctor of Law, Head of Department, Ministry of Justice.

M. M. Ježil, Legal Adviser of the Federal Ministry of Foreign Affairs.

Yougoslavie

M. I. Puhan, professeur à la Faculté de droit de Skopje.

M. Z. Matić, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Zagreb.

M. R. Glušac, conseiller au Secrétariat fédéral aux Affaires étrangères de la R S F de Yougoslavie.

OBSERVATEURS

Indonésie

M. G. J. Resink, professeur, docteur en droit.

Mlle M. Sumampouw, docteur en droit.

Conseil de l'Europe

M. H. J. Bartsch, administrateur à la Direction des affaires juridiques.

Communautés Economiques Européennes

M. G. Di Marco, administrateur à la Direction générale du marché intérieur et du rapprochement des législations.

Union internationale du Notariat latin

M. A. G. Lubbers, docteur en droit, notaire à Amsterdam, vice-président de la Commission pour les affaires européennes.

M. P. W. van der Ploeg, notaire à Amsterdam.

SECRETARIAT

Secrétaire général

M. M. H. van Hoogstraten, secrétaire général de la Conférence.

Secrétaire général adjoint

M. G. A. L. Droz.

Secrétaires au Bureau Permanent de la Conférence

M. M. L. Pelichet.

M. M. L. Saunders.

Secrétaires rédacteurs

M. F. Boudry, docteur en droit, avocat, Lausanne.

Mlle H. Jackson, Barrister, Lecturer at the College of Law, London.

Liste des Procès-verbaux et des Documents de travail¹

Les Procès-verbaux et Documents de travail sont rangés dans l'ordre chronologique (date de la séance pour les premiers, de la distribution pour les seconds).

	Page		
<i>Procès-verbal No 1</i> – séance du 2 octobre 1972	171	<i>Procès-verbal No 11</i> – séance du 16 octobre 1972	226
<i>Procès-verbal No 2</i> – séance du 3 octobre 1972	171	<i>Documents de travail Nos 27 et 28</i> – propositions diverses (distribués le 17 octobre 1972)	232
<i>Documents de travail Nos 1 à 4</i> – propositions diverses (distribués le 4 octobre 1972)	174	<i>Document de travail No 29</i> – texte établi par le diverses (distribués le 17 octobre 1972)	232
<i>Procès-verbal No 3</i> – séance du 4 octobre 1972	176	<i>Documents de travail Nos 30 à 33</i> – propositions diverses (distribués le 17 octobre 1973)	235
<i>Documents de travail Nos 5 à 10</i> – propositions diverses (distribués le 5 octobre 1972)	182	<i>Procès-verbal No 12</i> – séance du 17 octobre 1972	236
<i>Procès-verbal No 4</i> – séance du 5 octobre 1972	184	<i>Document de travail No 34</i> – proposition de la délégation finlandaise (distribué le 18 octobre 1972)	241
<i>Documents de travail Nos 11 à 13</i> – propositions diverses (distribués le 6 octobre 1972)	188	<i>Document de travail No 35</i> – texte établi par le Comité de rédaction (distribué le 18 octobre 1972)	241
<i>Procès-verbal No 5</i> – séance du 6 octobre 1972	189	<i>Procès-verbal No 13</i> – séance du 18 octobre 1972	242
<i>Document de travail No 14</i> – texte établi par le Comité de rédaction (distribué le 9 octobre 1972)	194	<i>Document de travail No 36</i> – texte établi par le Comité de rédaction (distribué le 19 octobre 1972, matin)	247
<i>Document de travail No 15</i> – proposition du Président et du Rapporteur (distribué le 9 octobre 1972)	195	<i>Documents de travail Nos 37 à 39</i> – propositions diverses (distribués le 19 octobre 1972, matin)	249
<i>Procès-verbal No 6</i> – séance du 9 octobre 1972	195	<i>Procès-verbal No 14</i> – séance du 19 octobre 1972 (matin)	250
<i>Documents de travail Nos 16 et 17</i> – propositions diverses (distribués le 10 octobre 1972, matin)	201	<i>Documents de travail Nos 40 et 41</i> – propositions diverses (distribués le 19 octobre 1972, après-midi)	253
<i>Procès-verbal No 7</i> – séance du 10 octobre 1972 (matin)	201	<i>Procès-verbal No 15</i> – séance du 19 octobre 1972 (après-midi)	254
<i>Document de travail No 18</i> – proposition de la délégation luxembourgeoise (distribué le 10 octobre 1972, après-midi)	206	<i>Documents de travail Nos 42 à 44</i> – propositions diverses (distribués le 19 octobre, soir)	257
<i>Procès-verbal No 8</i> – séance du 10 octobre 1972 (après-midi)	206	<i>Procès-verbal No 16</i> – séance du 19 octobre 1972 (soir)	257
<i>Documents de travail Nos 19 à 22</i> – propositions diverses (distribués le 11 octobre 1972)	211	<i>Texte du projet soumis à la Séance plénière</i>	260
<i>Procès-verbal No 9</i> – séance du 11 octobre 1972 (matin)	212		
<i>Procès-verbal No 10</i> – séance du 11 octobre 1972 (après-midi)	216		
<i>Documents de travail Nos 23 à 25</i> – propositions diverses (distribués le 16 octobre 1972)	221		
<i>Document de travail No 26</i> – texte établi par le Comité de rédaction (distribué le 16 octobre 1972)	222		

¹ Les tables des matières et par articles se trouvent à la fin du présent tome.

Séance du lundi 2 octobre 1972

Séance du mardi 3 octobre 1972

La séance est ouverte à 16 h. sous la présidence de M. de Winter, Président de la Douzième session.

Le Président ouvre la première séance de la Deuxième commission, qui traitera de l'administration des successions à l'étranger. Il propose à la Commission d'élire à sa présidence, M. le Professeur Goldman (France), lequel accepte.

M. Goldman est élu Président de la Deuxième commission par acclamation

Il occupe le siège présidentiel.

Le Président propose ensuite d'élire Mme Collaço (Portugal) en qualité de Vice-présidente de la Commission.

Mme Collaço est élue Vice-présidente de la Deuxième commission par acclamation.

Le Président, après quelques paroles de gratitude, rappelle que deux Commissions spéciales ont précédé la présente Commission, la première présidée par M. Ferid (République Fédérale d'Allemagne) et la seconde par lui-même.

Le Président propose ensuite l'élection de M. Lalive (Suisse) en qualité de Rapporteur.

M. Lalive accepte.

M. Lalive est élu Rapporteur de la Deuxième commission par acclamation.

Le Président rappelle aux Membres de la Commission que les documents essentiels au déroulement des travaux sont l'avant-projet de convention, le rapport de M. Lalive, ainsi que les observations des Gouvernements, y compris celles du Danemark et de la Finlande qui ont été distribuées en début de séance. Il propose de commencer les travaux par un échange de vue général, tout en souhaitant qu'il n'excède pas la première séance. La parole sera d'abord donnée à M. le Rapporteur, puis aux Membres pour leurs observations d'ordre général. A l'issue de cette séance, il sera possible d'établir un plan général de discussion. Sans autres observations, la séance est levée à 16 h. 10.

La séance est ouverte à 10 h. sous la présidence de M. Goldman (France).

Le Rapporteur est M. Lalive (Suisse).

Le Président ouvre la séance et propose que la parole soit donnée d'abord au Rapporteur, avant que les Délégués s'expriment sur les principes généraux du projet de convention.

Le Rapporteur déclare vouloir s'exprimer sur l'esprit de son rapport, puis sur les observations présentées par les Gouvernements. Il rappelle que le but de l'avant-projet de convention est de faciliter l'administration internationale des successions par le moyen d'un certificat jouissant d'une reconnaissance internationale. Il relève que l'objet de la Convention est relativement limité et qu'il ne s'agit en tous cas pas d'harmoniser les règles en matière de dévolution successorale. En principe, le pouvoir de l'administrateur ne déterminera pas le sort final des biens que la Convention n'entend pas régler.

Le projet contient toutefois des références à la loi applicable, dans la mesure où il faut désigner la personne revêtue du pouvoir, ainsi que les limites de ce pouvoir. Le système envisagé par l'avant-projet doit s'appliquer tant dans les pays de la saisine que dans ceux où la succession est organisée et pourvue d'une administration.

Le Rapporteur souligne que l'avant-projet respecte le mieux possible les compétences du pays de réception; il ne s'immisce pas dans le droit interne, qui régit dans une large mesure la procédure de reconnaissance du certificat et la publicité qu'il convient de donner à ce document. La loi locale a la faculté de protéger les créanciers ou les héritiers; elle peut organiser une procédure d'opposition et de recours contre la reconnaissance. D'une manière générale, le projet ne préjuge en rien les problèmes de fond.

Pour ce qui est des observations des Etats, le Rapporteur distingue celles qui contiennent une appréciation générale et celles qui mettent l'accent sur des problèmes particuliers, revenant sur des questions déjà soulevées pour la plupart dans les commissions préparatoires. Il relève les observations de l'Autriche et de la République fédérale d'Allemagne qui insistent sur les difficultés qui surgiront à propos de l'article 5, alinéa 2. Cette disposition méritera une discussion approfondie, mais sa solution ne devra pas affecter l'appréciation d'ensemble du projet.

D'autres Etats ont relevé que la procédure de la délivrance du certificat dans l'Etat d'émission n'était pas réglée. A cet égard, le Rapporteur relève que, tant à ce stade qu'à celui de la reconnaissance dans l'Etat de réception (publicité, opposition, etc.) la Commission a voulu laisser toute latitude aux Etats.

Le Rapporteur relève en outre les observations du Gouvernement belge qui, constatant que les Etats ne pour-

ront pas admettre de larges pouvoirs aux détenteurs du certificat, propose que l'on prévoie deux sortes de certificats, l'un avec des pouvoirs restreints, l'autre avec des pouvoirs étendus.

Quoi qu'il en soit, l'impression générale qui se dégage des observations faites par les Gouvernements est que ceux-ci ont accueilli l'avant-projet de façon favorable. La grande majorité d'entre eux approuve le but du projet, sa méthode et son économie générale. Quelques Etats en ont souligné le caractère limité, tout en reconnaissant qu'un objectif plus étendu serait difficile à atteindre; ils émettent en général le vœu que la Conférence poursuive à l'avenir les travaux dans ce sens.

Le Président, pour prévenir certaines craintes exprimées par des Gouvernements insiste sur le fait que les prérogatives du pays de réception ont été sauvegardées, non seulement en matière de publicité et de procédure de reconnaissance du certificat, mais aussi par l'article 21 de l'avant-projet, qui réserve aux Etats contractants la faculté de subordonner l'appréhension des biens à des conditions qu'ils détermineront.

Il ouvre la discussion générale sur les grandes lignes du projet.

Mr Lipstein (United Kingdom) pointed out that distinction should be made between legal systems which made a division between administration and distribution and those which did not. Nevertheless, in all cases, there were two stages: the gathering in of the assets and the sharing out. The Commission was not dealing with technical notions but with the practical problem of how one should get hold of the assets. The matter was not only one of importing of foreign certificates. There was an advantage of exporting one's own certificate – since one was, in fact, seizing property in another country, self interest was also involved. Mr Lipstein went on to raise a number of general matters pointing out the various problems which might arise. Amongst these were, firstly, the relationship between the Convention and domestic law. For example, the meaning of 'conditions' as used in articles 11 and 21. A second problem might arise regarding the control over the holder of the certificate, both in the country where the certificate was granted and in the country in which the holder was intended to operate. There might be difficulties regarding the exercise of jurisdiction if the holder died, or had to be removed.

Mr Lipstein went on to say that questions might arise over the international certificate itself. There were advantages in the specific nature of the annex to the certificate in which there was a list of the assets claimed. This was important from the point of view of the protection of the family, since all interested parties would be put on notice, and from the point of view of the revenue authorities.

Lastly a problem arose concerning the powers of the certificate holder. These might be unacceptable in the country in which the holder was to operate. In saying this he was not intending to raise the issue of public policy.

M. Dubbink (Pays-Bas) souligne deux problèmes d'une importance particulière. Il s'agit d'une part de l'incidence des règles posées dans l'avant-projet sur le fond du droit successoral. On a voulu régler l'administration des successions à l'étranger sans toucher au sort final des biens. Toutefois, les règles établies peuvent avoir des effets sur la qualité des héritiers et le sort des biens. Le Délégué néerlandais relève en outre qu'il y aura des divergences de vue quant aux droits qu'un titulaire du certificat pourra faire valoir. Dans certains pays, il jouira de tous les droits attachés au certificat après une

rapide procédure de reconnaissance. Dans d'autres, il devra être encore désigné par une autorité du pays de réception à la suite d'une procédure particulière.

M. van Dijck (Belgique) fait également état des problèmes posés par le Rapporteur au sujet de l'article 5 et de la procédure de délivrance du certificat. L'Etat de réception voudra avoir des garanties quant à la mort du *de cuius* et quant aux recherches faites sur l'existence d'un testament. La Belgique aimerait savoir quels seront les pouvoirs qu'ils doivent reconnaître aux porteurs du certificat. Certaines institutions, comme les banques, ne pouvant sans doute pas aller au-delà de certaines limites, il conviendrait le cas échéant de prévoir deux sortes de certificats avec des pouvoirs plus ou moins étendus.

Mr Boyd (United States) said that in the opinion of the United States Government the two basic questions raised by the Convention were firstly the recognition of the holder of the certificate and secondly the powers of such holder in the requested State. Because of the variety of appointment procedures the requested State should be able to be sure that the certificate would only be issued after the usual procedures had been followed in the issuing State. In this respect, with regard to the meaning of article 7 it was not clear whether it was assumed that the competent authority would only issue the certificate after some kind of notice had been given in the issuing State. On the question of powers it was suggested that the requested State should not be bound by the decision of the issuing State as to the limits of the powers of the certificate holder, if those powers were not the same as those of the person performing similar functions in the requested State. From a practical standpoint, if the issuing State were allowed to restrict the powers of the certificate holder in the United States, it would be necessary to have two administrators in order to exercise all the powers extended to administrators in the United States.

Mr Leal (Canada) felt that the meaning of some of the words used in the draft Convention was not clear. An example was in the enumeration of the heads of powers of the holders of the certificate in the annex to the draft Convention. Problems might arise over the meaning of the word 'settlement' which might for example apply equally to the settlement of property on trust or to the compromise of an action. The phrase 'beneficiary of the certificate' might also give rise to difficulties. Did this mean 'heir' or 'creditor'. He pointed out that the person who acted in the administration could not be the beneficiary of the certificate.

M. Heiderscheid (Luxembourg) soulève le problème de la nature juridique du certificat. S'agit-il d'un mandat légal ou ordinaire, ou encore d'une institution *sui generis*. La résolution de ce problème n'est pas sans incidence sur le caractère transmissible du certificat en cas de mort du titulaire.

Mr Kurkela (Finland) said that in the draft Convention one must apply foreign law in articles 4 and 5 to designate the holder of the certificate and to define his powers. There might be a danger of making a mistake because of lack of knowledge of details of the foreign law. He suggested that it might be possible to simplify the system so that there would be no compulsion to apply foreign law. He went on to point out that the draft Convention provided for three basic types of recognition. Some systems of law had detailed rules regard-

ing recognition, other States did not. He raised the problem of what should be done in the case of a State which did not have this procedure of recognition, particularly in relation to the detailed rules set out in articles 25, 26 and 27.

Le Rapporteur fait droit à l'observation du Délégué canadien. Il ne doit en effet être question que de «titulaire» du certificat et non de «bénéficiaire».

Il relève l'intervention du Délégué finlandais qui a attiré l'attention de la Commission sur les rares cas dans lesquels l'autorité émettrice n'appliquera pas sa propre loi - articles 4 et 5, alinéa 3 -. Il ne partage pas le pessimisme du Délégué finlandais et pense que l'application d'une loi étrangère par une administration n'est plus aujourd'hui chose insurmontable. Il relève à ce propos que l'avant-projet a prévu une procédure de consultation, que le Gouvernement allemand suggère d'ailleurs d'étendre et de rendre obligatoire. Cette difficulté ne semble pas devoir compromettre le fond de la Convention.

Le Rapporteur reprend ensuite les diverses observations faites par les Délégués luxembourgeois, néerlandais et anglais. Il relève d'une manière générale que certains problèmes n'ont pas été abordés par les Commissions spéciales, notamment celui du titulaire du certificat agissant de l'étranger, sans être présent dans le pays où il a demandé la reconnaissance de son certificat. Il précise que cela ne signifie pas nécessairement que le problème ait été omis.

Le Rapporteur souligne encore que les Commissions spéciales ont attaché une attention particulière aux incidences des règles posées sur les questions de fond. Il y aura cependant lieu d'y revenir dans la discussion des articles se rapportant à ces matières.

La séance est suspendue de 11 h. 20 à 11 h. 35.

M. Carrillo (Espagne) fait part à la Commission des sentiments de son Gouvernement qui approuve les lignes générales de l'avant-projet ainsi que l'effort de compromis qu'il fait. En ce qui concerne les cas dans lesquels l'autorité émettrice du certificat n'appliquera pas sa propre loi, mais une loi étrangère (la loi nationale du défunt), il déclare que le Gouvernement espagnol ne pense pas qu'on doit surestimer les difficultés de l'application d'une loi étrangère par une autorité judiciaire ou administrative.

M. Battifol (France) déclare que dans ses grandes lignes, l'avant-projet a été bien accueilli par son Gouvernement. Il relève en outre que le problème majeur d'une telle Convention, à savoir éviter de se prononcer sur le fond du droit successoral, n'a pas soulevé d'objections majeures de la part des gouvernements intéressés.

Mr Hayes (Irlande) said that it was easy to criticise the work which had already been done in relation to the Convention. There was a natural tendency to think that one's own system of law was the best. What was being sought was a practical solution which would assist those having to administer, the creditors, and the State authorities collecting the revenue. Distinguishing between Civil and Common Law systems should be avoided - the Common Law never had anything to do with the administration of estates. In looking for a solution it was preferable to make a positive attempt to solve the difficulties rather than simply to point out the various objections. Ireland was in favour of a Convention more or less on the lines of the Draft, subject to the various problems arising being successfully solved.

M. Fragistas (Grèce) relève que dans la plupart des cas, l'autorité émettrice est celle de la résidence habituelle du défunt et que dès lors la Commission pourrait être en mesure de simplifier la présentation de la Convention pour en alléger le contenu. De telles améliorations sont propres à faciliter la ratification de la part des Etats membres.

Le Rapporteur déclare qu'il sera toujours temps, lors de la discussion particulière des articles, d'apporter des améliorations à la présentation de la Convention. Il sera sans doute possible de grouper certaines dispositions, mais il n'y a pas lieu d'entrer en matière maintenant sur des cas particuliers.

M. Giuliano (Italie) fait part de l'accord de principe de son Gouvernement, qui a considéré favorablement l'effort accompli par les Commissions spéciales pour trouver une solution pratique aux problèmes compliqués que posent les successions à caractère international. Le pont établi entre les divers systèmes nationaux constitue une base de travail intéressante qui permet d'entrevoir la suite des travaux sous un angle favorable.

Le Rapporteur commente les observations présentées et se félicite de l'accueil généralement favorable réservé à l'avant-projet de convention.

Mme Collaço (Portugal) déclare que d'une manière générale l'avant-projet est bienvenu et que l'approche choisie est raisonnable. Elle relève que pour les pays qui ne connaissent pas l'administration autonome des successions, l'avant-projet implique une adaptation que pour sa part le Portugal est prêt à envisager. Elle relève que l'acceptation du système proposé par l'avant-projet ne manquera pas d'avoir des incidences sur le fond du droit, notamment pour ce qui est des articles 4 et 5, et qu'il est difficile de concevoir que les règles au fond divergeront de celles adoptées dans la présente Convention.

Le Président, constatant que les Délégués ne désirent plus prendre la parole sur les principes généraux de l'avant-projet, et tout en réservant la possibilité d'autres interventions à ce sujet lors de la prochaine séance, propose que la discussion s'ordonne autour des sept thèmes suivants, qui font l'objet de la Convention:

1 L'article 1, qui pose le principe de la Convention, à savoir l'institution et la reconnaissance d'un certificat international qui désigne la ou les personnes habilitées à administrer une succession mobilière.

2 Les articles 2 à 7 qui traitent, sous divers aspects, de l'autorité compétente pour émettre le certificat et de la loi suivant laquelle le certificat sera dressé.

3 Les articles 8 et 9, qui règlent diverses précautions que devra prendre l'Etat d'émission.

4 Les articles 11, 12 et 14 à 20, qui concernent la reconnaissance des certificats dans le pays de réception, avec les divers systèmes prévus: reconnaissance de plein droit, publicité, procédure de reconnaissance et, le cas échéant, refus de reconnaissance.

5 Les articles 12, 13 et 21 à 23 qui touchent à l'utilisation ou aux effets du certificat (mesures conservatoires et protection des tiers).

6 Les articles 24 à 28 qui ont trait à la contestation et, le cas échéant, à la suspension ou à l'annulation du certificat.

7 Enfin, l'article 29, qui prévoit une éventuelle extension des mécanismes de la Convention aux successions portant sur des immeubles.

Le Président rappelle qu'il y aura lieu de discuter, en outre, le modèle de certificat, mais seulement, à son avis, en fin de discussion, de manière à tenir compte des solutions qui auront été adoptées dans la Convention. Puis le Président ouvre la discussion au sujet de l'article 1.

Mr Lipstein (United Kingdom) stated that the view of the British Government was that the words 'of a deceased person and indicating his or their powers' should be added to the sentence in article 1 of the draft Convention ending 'entitled to administer the movable estate'. Further, since the Convention required States to put the International Certificate into operation, and since there had never previously been such a Certificate, it would be necessary to impose on States a duty to provide a procedure for the granting of the Certificate.

Le Rapporteur, commentant l'intervention du Délégué du Royaume-Uni, suggère que l'amendement proposé par ce dernier ne soit pas inscrit dans le préambule de la Convention.

Le Président, note que la proposition de M. Lipstein se rapporte à l'article 1 et demande qu'elle fasse l'objet d'un Document de travail. Il précise que toutes les propositions des délégations visant à la modification, à l'introduction ou à la suppression d'un article doivent faire l'objet d'un Document de travail.

Mr Boyd (United States) wondered whether article 1 would be a suitable place to resolve the issue of whether the Certificate was to be recognised when it came into the receiving State or whether it should be the basis for the appointment of an administrator in the second State.

M. Dubbink (Pays-Bas) souligne que si les Etats-Unis ne veulent pas conférer aux titulaires de certificats des pouvoirs plus étendus que ceux d'un administrateur selon le droit interne, il convient de prévoir un amendement au texte de l'article 1.

Mr Lipstein (United Kingdom) felt that there might be some misunderstanding, as he had understood Mr Boyd to say that the holder of the Certificate should be given powers in the State equal to those of an administrator.

Mr Boyd (United States) said that he interpreted article 1 as meaning that the Certificate holder would not be required to be appointed in a local American State - he would merely come and take possession of the assets.

Le Rapporteur, à la suite des dernières interventions, indique qu'il n'y a pas selon lui de malentendu entre les Délégués des Etats-Unis et des Pays-Bas.

Le Président, au sujet de l'intervention du Délégué des Etats-Unis, relève que l'éventuelle proposition de ce pays va mettre en question l'existence de la Convention. Il n'est d'ailleurs pas nécessairement mauvais d'aborder la Convention par une telle discussion, mais il conviendra que l'amendement proposé fasse l'objet d'un document de travail.

Mr Boyd (United States) felt that it would be unnecessary to prepare a working document on his point as the United Kingdom suggestion would cover this. He reiterated that his interpretation of article 1 was the holder would not have to be appointed as administrator

in the receiving State. He would merely be accepted on production of the certificate.

Mr Leal (Canada) wondered whether, in connection with Mr Lipstein's second suggestion regarding procedure for the granting of the Certificate, the words 'shall establish' were not sufficient.

Mr Lipstein (United Kingdom) said that in his opinion the words were not sufficient but that he would consider the matter. In answer to Mr Boyd he stressed that there was no intention of imposing the British concept of appointment of administrators and executors on other countries. The sufficiency of the Certificate must be accepted.

Le Président invite les délégués à aborder la proposition anglaise sur la base d'un document de travail et clôt la séance à 13 h.

Documents de travail Nos 1 à 4

Distribués le 4 octobre 1972

No 1 - Proposal of the United Kingdom delegation

The United Kingdom delegation proposes that article 1 should read -

Article 1

a The Contracting States shall

(i) establish an International Certificate designating the person or persons entitled to administer the movable estate of a deceased person and indicating his or their powers;

(ii) provide a procedure for the granting of such Certificates.

b The Certificate, as drawn up by the competent authority (to be designated in accordance with article 7) of a Contracting State (having jurisdiction under articles 2, 4 and 5) and being in accordance with the model annexed to this Convention, shall be recognised in the Contracting States.

c A Contracting State may make such recognition of the Certificate subject to the procedure or to the publicity provided for in article 11.

No 2 – Proposition de la délégation néerlandaise

Il est proposé de regrouper les articles de la manière suivante:

Article 2

Le certificat est établi par l'autorité compétente dans l'Etat où le défunt avait sa résidence habituelle

Article 3

Cette autorité applique sa loi interne pour désigner le titulaire du certificat et pour indiquer les pouvoirs de celui-ci dans les cas suivants:

a lorsque le défunt avait sa résidence habituelle dans l'Etat dont il était ressortissant;

b lorsque aussi bien les règles de conflits en vigueur dans l'Etat où le défunt avait sa résidence habituelle, que celles en vigueur dans l'Etat dont il était ressortissant désignent, en l'espèce, la loi de sa résidence habituelle comme applicable à la succession;

c lorsque les règles de conflits en vigueur dans l'Etat où le défunt avait sa résidence habituelle prescrivent l'application de la loi nationale à la succession, tandis que celles en vigueur dans l'Etat dont le défunt était ressortissant désignent en l'espèce la loi de sa résidence habituelle comme applicable à la succession;

d lorsque les règles de conflits en vigueur dans l'Etat où le défunt avait sa résidence habituelle désignent en l'espèce la loi de cette résidence comme applicable à la succession, tandis que celles en vigueur dans l'Etat dont celui-ci était ressortissant prescrivent l'application de la loi nationale; dans ce cas cependant l'autorité compétente applique la loi interne de l'Etat dont le défunt était ressortissant si le défunt avait habité au moment de son décès moins de [5/10] ans dans le pays de sa dernière résidence habituelle.

Article 4

L'autorité visée à l'article 2 applique la loi interne de l'Etat dont le défunt était ressortissant pour désigner le titulaire du certificat et pour indiquer les pouvoirs de celui-ci dans les cas suivants:

a lorsque aussi bien les règles de conflits de l'Etat où le défunt avait sa résidence habituelle, que celles en vigueur dans l'Etat dont il était ressortissant prescrivent l'application de sa loi nationale à la succession;

b lorsque les règles de conflits en vigueur dans l'Etat où le défunt avait sa résidence habituelle désignent en l'espèce la loi de cette résidence comme applicable à la succession, tandis que celles en vigueur dans l'Etat dont celui-ci était ressortissant prescrivent l'application de la loi nationale; dans ce cas cependant l'autorité compétente applique la loi interne de l'Etat dans lequel le défunt avait sa résidence habituelle, si le défunt avait habité, au moment de son décès, plus de [5/10] ans dans le pays de sa dernière résidence habituelle.

Dans les deux cas visés par le présent article l'autorité compétente, avant l'émission du certificat, peut s'assurer auprès d'une autorité de l'Etat dont le défunt était ressortissant, désignée selon l'article 1 de la conformité des

¹ Cet article n'a pas encore été rédigé.

mentions contenues dans ce certificat avec ladite loi. Faute d'une réponse de la part de l'autorité de l'Etat dont le défunt était ressortissant dans un délai de (x) jours, le certificat sera émis par l'autorité compétente selon sa propre appréciation du contenu de la loi applicable.

Article 5

Au sens des articles précédents les termes «la résidence habituelle» et «la nationalité» ne visent que la situation existant au moment du décès.

No 3 – Proposition de la délégation belge

La délégation belge propose de compléter l'article premier, alinéa 1 en ajoutant les mots suivants: et indiquant les actes juridiques qui peuvent être accomplis par elle(s).

Justification

Cette proposition est motivée par la constatation que la Convention ne précise nulle part ce que signifie «administration» d'une succession et quels sont les pouvoirs de la personne habilitée à administrer.

Si cette proposition était retenue, le certificat devrait être établi de telle manière que les autorités de l'Etat requis sachent exactement quels sont les pouvoirs que le titulaire du certificat est en droit d'exercer.

Une telle présentation aurait l'avantage de permettre aux autorités de l'Etat requis de s'opposer à l'exercice de certains de ces pouvoirs en biffant les mentions relatives à des actes qui leur paraissent dépasser les limites de l'administration d'une succession au sens où elles l'entendent.

Cette formule dispense en outre les autorités de l'Etat requis de s'interroger sur l'étendue des pouvoirs du titulaire d'après la loi applicable.

Un document séparé contiendra une énumération, à titre d'exemple, des actes juridiques que le certificat pourrait prévoir.

No 4 – Complément à la proposition de la délégation belge figurant au Document de travail No 3

Le titulaire est habilité à accomplir les actes suivants:

A Information

1 Obtenir tous renseignements concernant l'actif et le passif de la succession,

2 Prendre connaissance de tous testaments, codicilles, donations, contrats de mariage et documents qui sont importants pour la liquidation de la succession.

B Mesures provisoires et conservatoires en vue de conserver l'actif successoral

1 Prendre possession des biens et objets personnels, monnaies et valeurs qui ont été délaissés par le défunt, afin d'en assurer la conservation immédiate,

2 Prendre toutes les mesures, conservatoires pour la préservation des biens, des droits, de l'argent et des valeurs, demander la mise sous scellés ainsi que la levée des scellés avec ou sans inventaire,

3 Provoquer toutes mesures judiciaires en vue de la conservation des biens, droits, monnaies et valeurs.

4 Procéder aux inventaires et à l'ouverture des coffres-forts, des coffres en banque, des pièces scellées,

5 Prendre toutes dispositions afin de:

- interrompre la prescription,
- inscrire les hypothèques,
- percevoir les loyers,
- traiter les affaires courantes en vue d'assurer la continuation du commerce exercé de son vivant par le défunt,
- traiter les affaires urgentes dans la mesure où l'intervention peut être considérée comme une mesure conservatoire à l'égard de la masse successorale.

C Contributions et taxes

1 Intervenir dans les affaires fiscales, représenter les ayants droit auprès de l'autorité et notamment de l'administration fiscale, signer toutes les déclarations, réclamations et pétitions - avec ou sans caractère litigieux -, demander un délai de paiement, consentir à l'inscription dans les registres cadastraux et hypothécaires,

2 Se porter caution.

D Gérer et administrer la succession (sauf le cas où les dettes locales dépassent l'actif disponible)

1 Assurer la protection des intérêts des ayants droit à la succession et, le cas échéant, désigner un mandataire, un administrateur ou un dépositaire,

2 Représenter la succession auprès des compagnies d'assurances et souscrire et résilier des contrats d'assurance,

3 Louer des coffres en banque et exercer les droits qui s'y rapportent,

4 Ouvrir des comptes en banque, y verser et en retirer des sommes, déposer et retirer des valeurs, avoir accès aux coffres-forts et coffres en banque, recevoir des fonds, qu'il s'agisse de revenus ou de capital, en donner quittance, consentir, contre paiement, à la levée de toute sûreté,

5 Acquérir des actions, des emprunts d'Etat, d'autres obligations et en général des fonds cotés en bourse, à condition de les placer à un compte ouvert au nom de la succession,

6 Donner en location (pour une durée limitée) des biens mobiliers et immobiliers,

7 Recevoir tous paiements.

E Le paiement de dettes de la succession

1 Le paiement des dettes successorales sur l'actif de la succession à l'étranger,

2 Si nécessaire réaliser les actifs autant mobiliers qu'immobiliers à l'étranger pour payer des dettes locales à l'étranger (il y a lieu de mentionner s'il y a des mineurs d'âge parmi les ayants droit),

3 Si nécessaire réaliser les actifs autant mobiliers qu'immobiliers situés à l'étranger pour payer des dettes de la succession.

F

1 Exercer tous les droits et actions judiciaires qui se trouvent dans le patrimoine du défunt,

2 Donner les instructions nécessaires en vue de la liquidation de la succession, se faire remettre le solde actif de la succession, pour autant que la législation locale le permet et transférer ces avoirs au pays de la liquidation de la succession.

G Procéder aux opérations préalables nécessaires en vue de la liquidation de la communauté conjugale.

H Divers

Signer tous les actes aux fins précitées.

Procès-verbal No 3

Séance du mercredi 4 octobre 1972

La séance est ouverte à 15 h. sous la présidence de M. Goldman (France).

Le Rapporteur est M. Lalive (Suisse).

Le Président invite les Délégués, avant de poursuivre la discussion de l'article 1 commencée hier, à présenter encore des observations générales sur les grandes lignes de l'avant-projet de convention.

Mr Aranne (Israël) mentioned that the annex to the draft Convention included the powers of distributing legacies, dividing the estate and distributing the residue. He asked under which law this distribution should take place.

M. von Spreckelsen (Allemagne) rappelle que le Rapporteur a déclaré que le pays de réception devait avoir la possibilité de protéger les créanciers et les héritiers et d'organiser une procédure d'opposition. Il estime que cette protection devrait être étendue et donnée également lors de la procédure de délivrance et d'émission du

certificat. Il propose que ce point soit soulevé notamment lors de l'examen des articles 7 et 11, et se réfère au surplus aux observations écrites présentées par son Gouvernement.

Le Rapporteur estime que l'observation du Délégué de l'Allemagne est justifiée. En effet, il est concevable que des Etats contractants ne souhaitent pas reconnaître des effets à un document qui pourrait avoir été délivré sans que des précautions suffisantes aient été prises dans l'Etat d'émission. A cet égard, il sera possible de trouver un compromis le moment venu. Le Rapporteur déclare en outre qu'il est prématuré d'entrer en matière sur l'observation faite par le Délégué israélien.

Le Président clôt la discussion générale et soumet aux Délégués l'article 1 et les propositions des Gouvernements anglais et belge telles qu'elles ressortent des Documents de travail Nos 1 et 3.

Il demande premièrement au Délégué belge si sa proposition n'est pas couverte par celle figurant sous la lettre *a (i)* du document émanant de la délégation du Royaume-Uni.

M. van Dijck (Belgique) déclare qu'il veut faire allusion à des actes bien précis. Il déclare toutefois attendre la suite de la discussion pour savoir si les actes qu'il entend viser sont les mêmes que ceux compris dans la proposition britannique et dire s'il maintient ou non son amendement.

Mr Lipstein (United Kingdom) said that he did not wish to add anything to what he had already said.

Le Président soumet aux Délégués la première proposition du Royaume-Uni sous lettre *a (i)*.

M. Batiffol (France) se pose la question de savoir si l'adjonction «a deceased person» soulève une question de fond ou s'il s'agit d'une simple question de terminologie propre à la langue anglaise. Pour sa part, il estime qu'une telle adjonction est superflue en français.

Mr Lipstein (United Kingdom) replied that it was difficult to express the concept in English. The notions were the same but the terminology different. He hoped it would be possible to draft two texts, not necessarily identical, which would make good sense in each language.

Le Rapporteur déclare qu'en français il est possible de se dispenser d'une telle adjonction et se rallie à cet égard à l'opinion du Délégué français.

Le Président se rallie également à cette opinion l'expression «succession d'une personne décédée» constituant en français une tautologie.

Mr Hayes (Ireland) said that he had no objection to the use of the words 'to administer the movable estate of a deceased person'.

Mr Leal (Canada) supported the amendment proposed by the United Kingdom on the first part of article 1. He felt it would be helpful to add the words 'of a deceased person'. He pointed out that, at least in Canadian law, there were administrations of different kinds, for example of the estates of bankrupts.

Le Président constate que la proposition tendant à ajouter «of a deceased person» soulève un simple problème de rédaction et que dès lors rien ne s'oppose à ce

que la question soit renvoyée au Comité de rédaction. Il soumet aux Délégués la seconde partie de la proposition britannique qui tend à ajouter «and indicating his or their powers» à l'alinéa 1 de l'article 1.

Mr Boyd (United States) wondered if this was the point when a substantive issue could be raised. In discussing the powers of the certificate holder, the United States did not raise any question of the rights of heirs to inherit or of the certificate holder to be recognised in the receiving State. They were concerned with the powers of the certificate holder to manage the assets in the receiving State. What was in issue was the effect in the receiving State of the enumeration of the powers of the certificate holder by the issuing State. Problems might arise if these powers were greater or lesser than the powers usually accorded to administrators by the receiving State.

Le Rapporteur, sans vouloir se prononcer sur le fond, estime que ce problème concerne davantage les alinéas 2 et 3 de l'article 1. Il est favorable au surplus à ce que l'on s'en tienne strictement à la proposition anglaise.

Mr Lipstein (United Kingdom) said that the United Kingdom delegation had tabled an amended version of article 21 which they hoped would take care of the problems. He did not wish to comment on the matter at that time unless the Chairman wished him to do so.

Le Président déclare que si l'on s'en tient à la formule proposée par le Délégué britannique, on risque de préjuger du problème de la reconnaissance du certificat tel quel avec les pouvoirs qui sont conférés à son porteur. Il propose de reprendre la discussion lors de l'examen de l'article 21 et demande au Délégué du Royaume-Uni s'il est d'accord avec ce mode de faire.

Mr Lipstein (United Kingdom) was personally perfectly happy with the solution. To postpone discussion, however, would lead to so much confusion that he would explain why the amendment had been put in. From the point of view of the United Kingdom and the United States this was a concession. In the United Kingdom, for example, the person entitled to administer the movable estate of a deceased person would have only the powers which they could give him and not those given him by some other system. What was being attempted was the production of a system which would be workable between nations. He was willing to allow the relevant words to be put in brackets only if this meant that the matter was not to be decided at that moment, and not if the words were considered to be in doubt.

Le Président se déclare disposé à discuter maintenant de cette question, l'article 21 traitant du contrôle de l'exercice des pouvoirs du titulaire du certificat. Il se demande alors s'il appartient à la loi en vertu de laquelle le certificat a été établi de déterminer l'étendue des pouvoirs du titulaire ou si cela doit être le fait de la loi du pays de réception.

Mr Boyd (United States) said that he assumed that the matter could then be discussed, although there were implications in article 21, which might work out to a more agreeable conclusion. He would not reiterate the position of the United States in regard to the matter.

Le Président déclare qu'il paraît résulter de l'intervention du Délégué des Etats-Unis que celui-ci n'est pas favorable à l'adjonction des mots «and indicating his or their powers».

Mr Boyd (United States) said that he was agreeable on the condition that it was not binding on the receiving State.

Mr Leal (Canada) said that the proposal for amendment raised the question of the juxtaposition of power between the issuing and receiving State. The difficulty was not resolved by the wording of article 21. Taking the example of someone ticking off 'power to sell the assets' in the annex to the Convention, this power would be given by the issuing State and recognised by the receiving State.

This power to sell might be a power in the broadest terms in the issuing State but a power available only after certain procedure, for example the obtaining of the permission of the court in the receiving State. There was accordingly a conflict between the aspects of the words which were being examined. He suggested that article 21 might be re-worded to make some safeguard for a minimum of due process in the receiving State.

Mr Lipstein (United Kingdom) repeated that there was a proposal of the United Kingdom delegation relating to article 21. He took the point of the Canadian Delegate but felt that the matter could be dealt with more profitably at a later time.

M. van Dijck (Belgique) précise que sa proposition tend à éviter que le titulaire du certificat ait plus de droits dans le pays de réception que celui-ci en octroie au porteur d'un tel document. Les notions d'administration divergent de pays à pays et pour des raisons pratiques, il faut que ces pouvoirs soient bien précisés pour permettre à un Etat de s'opposer à certains d'entre eux.

Le Rapporteur souligne que faire droit à la proposition britannique ne permettrait pas d'atteindre le but visé dans la motivation. Si l'on veut éviter l'emploi de la clause générale, par laquelle le titulaire du certificat est autorisé à faire tous les actes requis par l'administration de la succession, il est préférable d'envisager une modification de la formule du certificat elle-même. On pourrait donc ajourner la présente discussion.

Le Rapporteur estime que l'adjonction proposée en dit trop ou trop peu et qu'elle ne résout pas les difficultés. Quant au problème soulevé par M. Boyd, le Rapporteur rappelle qu'il a été examiné par la Commission spéciale et qu'il a toujours été entendu que le certificat serait établi selon la loi de l'Etat d'émission et qu'il y aurait ensuite, le cas échéant, une procédure de reconnaissance dans l'Etat de réception. A première vue, la proposition américaine implique un bouleversement complet du système de l'avant-projet.

Le Président se rallie à cette manière de voir.

Mr Hayes (Ireland) had no objection to the holder of the certificate having, for example, more powers in Ireland than an Irish administrator. As to the words 'indicating his powers', it would be impossible to indicate fully all the powers of an administrator in one document. In his opinion it should be decided whether the holder of a certificate could act in accordance with the powers given in his own country to an administrator, or solely in accordance with the laws of the receiving State. In the latter case, there might be no point in obtaining a certificate.

Mr Leal (Canada) although associating himself with much of what Mr Hayes had said felt that they differed on one point. He was concerned that whatever act the

administrator performed should have efficacy in the receiving State not only in relation to that State but also in relation to others. It was difficult to find a way to make the certificate effective. Simple recognition of, for example, the power to sell in the receiving State did not solve the problem. Something must be added about the incidents of sale.

Le Rapporteur demande s'il ne serait pas possible de retirer cette proposition qui selon lui crée davantage de problèmes qu'elle n'en résout. Il constate que l'adjonction proposée figure aux articles 2 et 3, auxquels le modèle de certificat se réfère d'ailleurs. Il se demande si dans ces conditions il est utile de débattre de cette question à propos de l'article 1, alinéa 1.

Le Président constate que l'adjonction proposée à l'article 1 se retrouve également aux articles 4, alinéa 2 et 5, alinéa 2.

Mr Lipstein (United Kingdom) expressed surprise at the comments of the Rapporteur. To avoid any misunderstanding it must be made clear in article 1 that the certificate should show not only who was entitled to administer the movable estate of a deceased person, but also what were his or their powers. He felt that it would be too late to deal with these difficulties when discussing the annex.

Le Rapporteur relève que du point de vue de l'interprétation, cette adjonction résulte du reste de la Convention. Elle est à son avis superflue, mais ne change rien au fond.

M. Dubbink (Pays-Bas) se déclare d'accord avec le Délégué du Royaume-Uni; il constate que la mention figure aux articles 4 et 5 et qu'il convient donc, par souci d'harmonisation, de la faire figurer également à l'article 1.

M. Giuliano (Italie) affirme que l'on pouvait effectivement se demander si cette adjonction n'allait pas compliquer les choses. Toutefois, comme elle se retrouve ailleurs, il se prononce en faveur de son adoption par souci de cohérence.

Mr Boyd (United States) fully understood the logic of what Mr Lipstein had said. He was not however clear on one point which he felt might well be elucidated in the discussion of article 21, although he was mindful of the wording of the second sentence of that article. In the opinion of the United States the certificate holder would administer the assets without either a grant of administration or any supervision. However the first sentence of article 21 might raise the question of judicial supervision.

M. Carrillo Salcedo (Espagne) estime qu'il convient de préciser dès le premier article de la Convention qu'un effort a été entrepris pour effectuer un compromis entre les systèmes juridiques où administration et liquidation successorales sont *organisées* et les systèmes où elles sont *inorganisées*, ainsi qu'entre la compétence de la loi du pays d'émission du certificat et celle du pays de réception. Il se déclare convaincu par les arguments de M. Lipstein.

Mr Leal (Canada) hoped that the Delegates would not be deceived into thinking that the mere incorporation of the relevant words would solve the whole problem. They were surely included solely as a matter of logical

formulation of the text, and there should be no objection to them on those grounds.

Mr Lipstein (United Kingdom) pointed out that he was speaking about extent of powers and not the exercise of them.

Le Président prend note de l'observation de M. Boyd et déclare que la proposition du Royaume-Uni sera mise aux voix.

M. Dubbink (Pays-Bas) se demande si l'adjonction envisagée ne va pas préjuger du mode d'indication des pouvoirs dans la formule de certificat.

Mr Lipstein (United Kingdom) said that this was incorporating the annex into the Convention.

M. van Dijk (Belgique) déclare retirer son amendement faisant l'objet du Document de travail No 3, quitte à revenir sur sa proposition lors de la discussion de la formule du certificat.

Le Président, après avoir précisé que l'adjonction «of a deceased person» serait soumise au Comité de rédaction, propose aux Délégués de voter sur la seconde partie de la proposition anglaise, à savoir l'adjonction de «and indicating his or their powers».

Vote

La proposition anglaise est adoptée par 21 voix contre 2, avec 2 abstentions.

Le Président soumet aux Délégués la deuxième proposition anglaise contenue sous la lettre *a* (ii) du Document de travail No 1 et qui peut se traduire provisoirement ainsi: «les Etats contractants prévoient une procédure pour l'octroi de ce certificat».

Mr Lipstein (United Kingdom) said that his Government saw the amendment only as a question of logic and form and not as one of substance. If one were to demand the institution of an international certificate one must also provide procedure for the granting of it.

Le Rapporteur constate qu'il s'agit d'une question de forme. A son avis, cette précision est superflue et pourrait donner à penser que, si une adjonction expresse est faite dans ce sens, la Convention cherche à imposer aux Etats signataires de prévoir une procédure.

Mr Leal (Canada) disagreed with the proposed amendment. He felt that the words 'shall establish' would cover both substance and procedure. The more one entered into detail the more difficulties one attracted.

Mrs Heffermehl (Norway) also felt that the amendment was superfluous. Any State undertaking an obligation to establish such an international certificate would be bound to establish a procedure for the granting of it.

M. Fragistas (Grèce) affirme qu'il est évident que le certificat sera émis dans le cadre d'une procédure que les Etats sont libres d'organiser. A son avis, cette adjonction est superflue.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) affirme que cette précision est superflue et que de telles adjonctions n'ont jamais été prévues dans les autres Conventions de La Haye. Il propose, par souci d'harmonisation et d'équilibre général, que cette proposition soit rejetée.

M. Valladão (Brésil) affirme que les Etats doivent accomplir les obligations qui leur incombent en vertu des Conventions qu'ils ont signées, sans que ces obligations doivent résulter d'une disposition expresse. Cela pourrait être le cas, lorsque la procédure est à ce point particulière qu'il faille en préciser les grandes lignes. Il n'en est toutefois rien en l'espèce.

Mr Lipstein (United Kingdom) said that he did not attach any personal importance to the point. He would withdraw the proposed amendment.

Le Président soumet alors aux Délégués la proposition figurant sous lettre *b* du Document de travail No 1 présenté par la délégation du Royaume-Uni. Le texte proposé pourrait être en français: l'autorité compétente «qui sera désignée conformément à l'article 7».

Mr Lipstein (United Kingdom) pointed out that this was a pure matter of form. It was much simpler to find the competent authority if one was told where to look for it.

Le Rapporteur déclare qu'il s'agit d'une question de pure forme, à laquelle il ne voit par ailleurs aucune objection.

Le Président déclare que cette adjonction n'est pas très utile et que la question de son opportunité pourrait être tranchée par le Comité de rédaction.

Mr Lipstein (United Kingdom) agreed that the matter could be left to the drafting Committee.

Le Président constate que les Délégués sont d'accord dans leur ensemble pour laisser au Comité de rédaction le soin de trancher cette proposition du Gouvernement britannique. Il constate également que l'article 1, tel qu'il figure dans l'avant-projet est adopté avec l'adjonction votée et sous réserve de deux questions de rédaction, à savoir:

1 s'il convient d'ajouter à l'alinéa 1 «of deceased person»,

2 à l'alinéa 2 «qui sera désigné conformément à l'article 7».

Mr Lipstein (United Kingdom) said that his Government had subdivided the section for their own purposes. The present method of drafting in The Hague Conventions, it was felt, was not perhaps the best.

La séance est suspendue de 16 h. 40 à 16 h. 55

Le Président soumet aux Délégués l'article 2 de l'avant-projet. Il relève que l'on aborde une série d'articles essentiels qui traitent de l'autorité compétente pour délivrer le certificat et de la loi selon laquelle cette autorité désignera le titulaire du certificat et indiquera ses pouvoirs.

Ces textes peuvent faire l'objet d'un regroupement. En effet, dans tous les cas envisagés, c'est l'autorité de la résidence habituelle qui est compétente pour délivrer le certificat. Cette règle de compétence internationale a été répétée dans trois articles différents de l'avant-projet parce que les Commissions spéciales se sont penchées successivement sur trois hypothèses différentes. Il n'est pourtant pas exclu d'opérer un regroupement et c'est d'ailleurs le but de la proposition néerlandaise. Celle-ci tend à reprendre les hypothèses envisagées aux articles 2 à 5 de l'avant-projet dans trois articles nouveaux, portant les numéros 2, 3 et 4. L'article 2 pose le principe

que le certificat est établi par l'autorité compétente de l'Etat où le défunt avait sa résidence habituelle. L'article 3 énumère les cas dans lesquels cette autorité applique sa loi interne pour désigner le titulaire du certificat et indiquer ses pouvoirs. L'article 4 indique les cas dans lesquels cette même autorité appliquera la loi nationale du défunt pour désigner le titulaire du certificat et indiquer ses pouvoirs. Le Président soumet aux Délégués l'article 2 nouveau.

M. Dubbink (Pays-Bas) indique que la proposition tend à plus de clarté, l'autorité compétente étant dans tous les cas celle du pays de résidence habituelle du défunt. Il souligne que l'article 5 nouveau est une disposition d'ensemble se rapportant aux articles 2 à 4.

Le Président propose de laisser provisoirement de côté l'article 5 et de s'en tenir à l'article 2 nouveau, dont il constate qu'il ne change rien au fond et qu'il constitue une simplification heureuse.

Le Rapporteur se déclare d'accord avec l'article 2 nouveau.

M. Valladão (Brésil) relève qu'habituellement il est question dans les Conventions de la «dernière résidence habituelle du défunt».

M. Dubbink (Pays-Bas) précise que cette indication figure à l'article 5, qui est une disposition générale traitant également de la nationalité.

M. Valladão (Brésil) revient sur son objection et voudrait que l'on indique à l'article 2 qu'il s'agit de la «dernière résidence habituelle».

Le Rapporteur déclare que l'on avait renoncé à cette précision lors des débats des Commissions spéciales; la proposition néerlandaise allège le texte et permet un regroupement.

Le Président constate qu'aucun autre Délégué ne désire se prononcer sur la proposition néerlandaise et que celle-ci réunit l'accord unanime. Il propose que l'article 2 soit adopté sans vote.

L'article 2 est adopté sans vote.

Le Président soumet ensuite aux Délégués les articles 3 et 4. Il propose aux Délégués d'examiner premièrement l'article 3 où sont groupées toutes les hypothèses dans lesquelles l'autorité de la résidence habituelle applique sa propre loi pour désigner le titulaire du certificat et fixer ses pouvoirs.

M. Dubbink (Pays-Bas) commente cet article 3 et se réfère au surplus aux observations présentées par son Gouvernement *ad* article 2, sous lettre *b*.

Le Rapporteur relève premièrement qu'à l'avenir, il est possible que des Etats en viennent à prescrire l'application de la loi de la résidence habituelle. D'autre part, il se demande si l'expression «conduisent en l'espèce à l'application», plutôt que «prescrivent» ne traduirait pas mieux l'intention de la délégation néerlandaise.

Mme Collaço (Portugal) relève à ce propos que, lors des Commissions spéciales, il avait été entendu que l'on *voulait* appliquer toutes les règles du droit de l'Etat où le défunt avait sa résidence habituelle, y compris celle sur le renvoi.

M. Dubbink (Pays-Bas) précise que son Gouvernement souhaite éviter le jeu du renvoi. Dans le texte tel qu'il est formulé, le renvoi est exclu.

Le Président propose que l'on examine cas après cas les modalités de l'application de la loi interne et, qu'au cours de la discussion de chacune des hypothèses envisagées par l'article 3 nouveau, l'objection de la Déléguée du Portugal soit examinée.

Mr Lipstein (United Kingdom) was agreeable to the Chairman's plan of procedure, but pointed out that great care should be taken to formulate a Convention under which a country would naturally apply its own law. He reminded the Delegates that they were dealing with administration, not with distribution.

Le Rapporteur relève que les Commissions spéciales en étaient restées à l'application de tout le droit de l'Etat intéressé, y compris les règles de conflit. Il est d'avis qu'il serait dangereux de vouloir changer de système aujourd'hui.

Il se demande enfin, si, par souci de simplification, il ne serait pas préférable de prévoir une disposition générale qui prescrirait l'application de lois internes de l'autorité compétente, sauf dans les cas prévus par l'article 4 nouveau. Il y a selon lui un danger à évoquer les diverses hypothèses de conflits dont il est question à l'article 3 nouveau.

M. Valladão (Brésil) déclare ne pouvoir se rallier à l'expression «loi interne» et voudrait la remplacer par «loi matérielle», pour exclure l'application des règles du droit international privé.

Il se rallie en substance à la proposition du Rapporteur, estimant lui aussi qu'il est trop compliqué d'indiquer expressément les conflits de lois qui peuvent surgir dans les diverses hypothèses de l'article 3 nouveau.

M. van Dijk (Belgique) se déclare également opposé à l'expression «droit interne», dans laquelle le droit belge inclut les règles de droit international privé. Il reproche également à cette expression de ne pas indiquer s'il s'agit seulement de la loi successorale ou également de la législation en matière d'administration des successions.

Le Rapporteur propose que cette question soit soumise au Comité de rédaction.

Mrs Heffermehl (Norway) thought that the Delegates should be given time to think over the question and proposed a postponement of the discussion until the following day.

Mr Leal (Canada) agreed and added that it would be helpful to have a copy of the text of the amendment in English.

Mr Aranne (Israel) wondered if there would be any discussion of the last paragraph of (old) article 5.

Mr Hayes (Ireland) wondered if he were correct in assuming that this was merely a different way of drafting a number of articles. If so, both the old and new Drafts must be examined to see that no changes of substance were being made. He also asked that a commentary be prepared on the proposed new Draft. Certain specific words had been omitted in the new text and it should be made clear why this had been done. Mr Hayes went on to point out that there was a subtle difference between the English and the French texts.

M. Valladão (Brésil) appuie la proposition norvégienne.

Le Président se rallie à la proposition norvégienne d'ajournement de la discussion. Quant à l'établissement d'une version anglaise, il rappelle qu'en principe, la Conférence est bilingue et que pour cette raison comme pour des motifs de fait, les dispositions qui émanent des obligations ne sont pas traduites. Il remercie cependant M. Lipstein pour sa proposition de préparer une version anglaise de la proposition néerlandaise.

Mr Lipstein (United Kingdom) said, in relation to article 7, that the first proposal made by his Government was purely formal. The suggested amendment was to add the words 'authority or authorities' in line 2. It would be necessary in some countries to appoint a number of authorities which could grant the certificate. This would happen in the United Kingdom, for example, because of the difference in legal systems between England and Scotland. The second proposed amendment was, in a sense, one of substance. If a change were made in the text of article 14 a cross reference would be needed. This would be effected by adding in article 7, after the words 'to draw up the certificate', the words 'and to provide the verification thereof under article 14'. He stressed that this might not be necessary if the present text of article 14 remained.

Le Rapporteur est d'avis que le texte actuel, du moins dans sa rédaction française, ne fait pas obstacle à la pluralité d'autorités. Il relève d'autre part qu'une référence à l'article 14 risque d'entraîner des confusions. L'article 7 a trait à la phase de délivrance du certificat, tandis que l'article 14 concerne la vérification du certificat à l'étranger. Il se demande s'il est nécessaire que l'autorité de vérification soit toujours la même que l'autorité émettrice. A son avis, les Etats peuvent apprécier de manières diverses l'opportunité de prévoir une seule ou plusieurs autorités pour ces deux opérations. Toutes sortes de systèmes peuvent se concevoir et dès lors la Convention ne devrait pas paraître imposer une solution.

Mr Lipstein (United Kingdom) said that his Government would be satisfied if it was instructed that the use of the singular 'authority' could be interpreted as also including the plural. It seemed at the present time, however, as if this might be forced to concentrate on one authority only, but they were prepared to do this if necessary.

Mr Leal (Canada) felt, in regard to the first proposed amendment, that if this were merely a matter of international interpretation, he was not in sympathy with the problem. He was, however, aware that there could be a difficulty in dealing with federal States. If one used the plural 'authorities' with regard to sub-divisions in a federal State, this might suggest that there was more than one authority in each division.

Mr Boyd (United States) said that he felt that the problem could be handled by some sort of Federal Clause.

Mlle Freyre-Penabad (Argentine) relève que dans les Etats fédéraux, il est possible qu'il y ait plusieurs autorités.

Le Président propose que l'amendement britannique soit discuté sur la base d'un texte écrit, du moins en ce qui concerne la seconde proposition.

Il demande aux Délégués d'Etats à pluralité de systèmes si l'emploi du singulier pourrait être source de confusion.

M. Baechler (Suisse) déclare que son pays ne voit pas d'inconvénient à ce que ce terme figure au singulier. Il est évident que c'est le droit interne qui règle ce problème et qui dit quelles sont les autorités compétentes.

Mr Boyd (United States) was of the opinion that a Federal Clause had been used in the past in similar circumstances.

M. Batiffol (France) déclare qu'il ne voit pas non plus d'inconvénient à ce que le mot «autorité» soit laissé au singulier, ce terme devant désigner une catégorie d'autorités et non point une autorité précise.

Le Président demande à M. Lipstein si la clause générale en faveur des Etats à organisation fédérative proposée par M. Boyd convient au Royaume-Uni.

Mr Lipstein (United Kingdom) said that in the light of the statements made by the French and Spanish Delegations which showed that their understanding of 'authority' was different from the British understanding of the word, he was perfectly willing to withdraw his point provided that the matter was clearly noted in the minutes.

Le Président prend acte du retrait de l'amendement du Délégué du Royaume-Uni sans préjudice à l'introduction d'une «clause fédérale» telle que proposée par le Délégué des Etats-Unis. La deuxième proposition britannique étant réservée, il se demande si la discussion sur l'article 7, alinéa 1 est terminée et si l'on peut considérer que celui-ci est adopté sans modification.

M. Dubbink (Pays-Bas) indique que sa délégation a une proposition à faire, proposition qui paraît devoir affecter plutôt l'alinéa 2 de cet article. Il demande toutefois que la décision définitive au sujet de l'alinéa 1 soit reportée au lendemain.

Le Président prend acte de ce désir et renvoie à la prochaine séance l'adoption définitive de l'article 7, alinéa 1.

Mrs Heffermehl (Norway) asked the Chairman if the Rapporteur might be prevailed upon to put his suggestion into writing.

Le Président demande à M. le Rapporteur de bien vouloir présenter sa proposition par écrit et clôt la séance à 18 h.

Distribués le 5 octobre 1972

No 5 – Proposal of the United Kingdom delegation

Article 5

Substitute in paragraph 3 for the words however – to [10 years] – However, if at the date of his death the deceased had lived in the issuing State of his habitual residence for less than [10 years].

Article 7

Paragraph 1, first sentence, add after certificate the words – and to provide the verification thereof under article 14.

Article 8

Add after spouse the words – and children of the deceased.

Article 12

Add in paragraph 1, line 2, after required – then, subject to any provisions under the law of the requested State for the giving of interim recognition to a certificate.

Add in paragraph 1, line 3, after seek – in accordance with the law of the requested State.

Article 14 (1)

Insert after verification the words – in the issuing State.

Article 21

Replace whole article by –
In the exercise of his powers under the certificate the holder may be subjected by a Contracting State to any requirements of its own law provided that the designation of the holder of the certificate and the extent of his powers are not thereby affected.

Article 26

a The effect of the death of the holder of the certificate shall be determined by the law of the State of the issuing authority.

b The recognition of the certificate may be withdrawn by the requested authority of any Contracting State if the holder of the certificate has failed to comply with the requirements of the law of that State imposed in pursuance of article 21.

No 6 – Proposition du Rapporteur

Après le nouvel article 2 (tel que proposé par la délégation des Pays-Bas et adopté par la Conférence), insérer un nouvel article 3):

Pour désigner le titulaire du certificat et indiquer ses pouvoirs, l'autorité compétente applique sa propre loi, sauf dans les cas suivants:

(Insérer ici une référence aux hypothèses visées aux articles 4, alinéa 2 et 5, alinéa 3 de l'avant-projet – ou à l'article 4 nouveau de la Proposition néerlandaise, Doc. trav. No 2).

Following upon the new article 2 (as proposed by the Netherlands delegation and adopted by the Conference) a new article 3 should be incorporated –

In order to designate the holder of the Certificate and to indicate his powers, the competent authority shall apply its own law, except in the following cases –

(Hereafter a reference should be made to the hypotheses covered by article 4, para. 2 and article 5, para. 3 of the Draft Convention – or the article 4 of the Netherlands proposal, Working Document No. 2).

No 7 – Proposition de la délégation néerlandaise

Article 7

Chaque Etat contractant à la faculté de déclarer que le certificat, dressé sur son territoire, sera considéré comme «établi par l'autorité compétente»,

a s'il est établi par une personne qualifiée qui a été désignée par l'autorité compétente, et s'il est confirmé par ladite autorité,

b s'il est établi par une personne faisant partie d'un corps surveillé par l'Etat dont les membres ont été déclarés experts en matière successorale par ledit Etat.

Commentaire: la lettre a reprend le texte de l'avant-projet. La lettre b a été ajoutée pour créer la possibilité de désigner par voie législative un groupe d'experts comme compétents.

English text of sub-paragraph b

b if it is drawn up by a person belonging to a body under State supervision whose members have been declared by that State to be experts in matters of succession.

No 8 – Note de la délégation néerlandaise

Comparaison des articles 3 et 4 du Document de travail No 2 et les articles de l'avant-projet:

Article 3

Début de la phrase = article 3 de l'avant-projet manquent les mots: établissant le certificat, omission involontaire.

lettre a = article 2, No 1 de l'avant-projet.

lettre b = article 2, No 2 de l'avant-projet.

le texte a été remanié. Différences:

- règles de conflits au lieu de droit,
- désignent, en l'espèce au lieu de prescrivent l'application,
- la loi du domicile n'est pas mentionnée.

Cf. observations écrites des Pays-Bas ad. article 2.

lettre c = article 2, No 3 de l'avant-projet.

les changements sont presque les mêmes.

lettre d = article 5, alinéas 1 et 3 de l'avant-projet.

Article 4

Début de la phrase = article 4, alinéa 2 de l'avant-projet.

lettre a = article 4, alinéa 1 de l'avant-projet.

lettre b = article 5, alinéa 3 de l'avant-projet.

deuxième alinéa de l'article 4 = article 4, alinéa 3 de l'avant-projet.

No 9 – English text of the Netherlands proposal (Working Document No 2)

Article 2

The certificate shall be drawn up by the competent authority in the State of the habitual residence of the deceased.

Article 3

old article 3

This authority shall apply its internal law for the purpose of designating the holder of the certificate and of indicating his powers in the following circumstances –

old article 2(1)

a if the deceased had his habitual residence in the State of which he was a national;

old article 2(2)

b if the rules of the conflict of laws of the State where the deceased had his habitual residence and those of the State of which he was a national both provide, in the particular circumstances of the case, for the application to his estate of the law of the habitual residence;

old article 2(3)

c if the rules of the conflict of laws of the State where the deceased had his habitual residence provide for the application to his estate of the law of the nationality, and the law of the State of which he was a national provides for the application of the law of the habitual residence.

old article 5(1) and (2)

d if the rules of the conflict of laws of the State where the deceased had his habitual residence provide, in the particular circumstances of the case for the application to his estate of the law of the habitual residence, and the rules of the conflict of laws of the State of which he was a national provide for the application of the law of the nationality; if however at the date of his death, the deceased had lived in the State of his last habitual residence for less than [5/10] years, the competent authority shall apply the internal law of the State of which the deceased was a national.

Article 4

The authority referred to in article 2 shall apply the internal law of the State of which the deceased was a

national for the purpose of designating the holder of the certificate and of indicating his powers in the following circumstances –

old article 4(1)

a if both the rules of the conflict of laws of the State where the deceased had his habitual residence and those of the State of which he was a national provide for the application to his estate of the law of the nationality;

old article 5(3)

b if the rules of the conflict of laws of the State where the deceased had his habitual residence provide in the particular circumstances of the case for the application to his estate of the law of the habitual residence and the rules of the conflict of laws of the State of which he was a national provide for the application of the law of the nationality; if, however, at the date of his death, the deceased had lived in the State of his last habitual residence for more than [5/10] years, the competent authority shall apply the internal law of the State in which he had his habitual residence.

old article 4(3)

In the two cases set out in this article, the competent authority, before issuing the certificate, may consult an authority of the State of which the deceased was a national, which authority shall be designated by that State as provided for in article X¹ in order to ensure that the indications contained in the certificate accord with the internal law of that State. If within (X) days no reply is received from the authority of the State of which the deceased was a national, the certificate shall be issued by the competent authority in accordance with its own assessment of the content of the applicable law.

Article 5

'Habitual residence' and 'nationality' in the meaning of the preceding articles are respectively the habitual residence and the nationality at the time of the death of the *de cuius*.

No 10 – Proposal of the Danish and Norwegian delegations

Amendment to the Netherlands proposal, article 4 –

b if the of the nationality; and if the deceased, within the last five years before his death had had his habitual residence in the State of which he was a national and the surviving spouse or one of the heirs requests the application of his national law.

¹ This article has not yet been drafted.

Séance du jeudi 5 octobre 1972

La séance est ouverte à 10 h., sous la présidence de M. Goldman (France).

Le Rapporteur est M. Lalive (Suisse).

Le Président ouvre la séance et donne la parole à M. Droz.

Le Secrétaire général adjoint présente les Documents de travail Nos 5 à 9.

Le Président rappelle qu'au cours de la dernière séance, l'article 7 avait été abordé et qu'une seule question avait été résolue, à savoir l'opportunité d'adopter également la forme du pluriel pour «autorité». Cette proposition avait été pour finir laissée de côté.

Le Président soumet aux Délégués la proposition néerlandaise figurant au Document de travail No 7 et tendant, d'une part, à permettre aux Etats contractants d'autoriser notamment des notaires par une disposition de caractère général à dresser des certificats, et, d'autre part, à supprimer l'exigence d'une confirmation du certificat par une autorité administrative ou judiciaire de l'Etat d'émission.

M. Dubbink (Pays-Bas) se réfère aux observations écrites de son Gouvernement, *ad* article 7. Il relève que dans son Pays, les notaires sont probablement les personnes les mieux placées pour dresser un certificat. Il est important par ailleurs que tous les notaires néerlandais soient compétents, en vertu d'une disposition générale, afin d'éviter qu'ils doivent faire chaque fois l'objet d'une désignation.

Le Président donne lecture de la proposition néerlandaise qu'il soumet aux Délégués, sous réserve d'éventuelles mises au point rédactionnelles.

Le Rapporteur rappelle que ce problème avait été discuté lors d'une Commission spéciale. Il précise que le but de cette disposition est d'une part d'éviter qu'une autorité ait à désigner dans chaque cas la personne compétente pour dresser le certificat. Il se demande au surplus quel sera le point de vue des Etats de réception qui auront à accepter un certificat non confirmé.

M. van Dijck (Belgique) se rallie aux observations du Rapporteur et se réfère pour le surplus à l'observation préliminaire No 6 de son Gouvernement.

M. Fragistas (Grèce) estime que chaque Etat doit être libre de désigner l'autorité compétente à laquelle il entend conférer le pouvoir de dresser le certificat; il est superflu de préciser s'il doit s'agir d'une disposition générale ou si la personne compétente doit être désignée de cas en cas.

M. Schwind (Autriche) se rallie à l'opinion émise par M. van Dijck. En Autriche aussi, les notaires jouent un rôle important en matière successorale. Il faut qu'ils puissent dresser des certificats. Il estime au surplus que l'expression de «corps surveillé par l'Etat» contenue dans la proposition néerlandaise n'est pas heureuse et trop restrictive.

Mr Leal (Canada) wished to emphasize the remarks of the Rapporteur concerning the apprehension which might be felt in the receiving State if the suggestion of the Netherlands Delegate were adopted: that is to say, if article 7 were drafted in terms which would permit the issuing State to delegate authority to the 'notaire' with no further supervision. The text as it stood made it clear that the delegation must be confirmed. The new text might give rise to problems in the receiving State in that different countries had different concepts of the 'notaire'.

Mr Boyd (United States) wished to associate himself with the remarks of the Canadian Delegate and with those of the Rapporteur.

M. Giuliano (Italie) relève que la proposition néerlandaise contient en réalité deux questions différentes. La première concerne la nature de la proposition qui fondera la compétence de la personne qui délivre le certificat. La seconde a trait à la confirmation de ce certificat par une autorité compétente du pays d'émission.

Il ne s'oppose pas, quant à lui, à ce que la disposition fondant la compétence soit de nature générale. Au surplus, il rejoint les observations du Rapporteur et se demande si l'Etat de réception acceptera dans tous les cas un certificat non confirmé. La confirmation donne plus de sécurité juridique, notamment en cas de changement du droit.

Mrs Heffermehl (Norway) pointed out that in the present text of article 7 the second paragraph was a compromise between those States which recognised the concept of the 'notaire' and those which did not. The latter States were being asked to make a further concession, to accept a delegation of the power to issue the certificate without any assurance from an authority in the issuing State. She asked that some confirmation or some kind of reassurance should be given by the issuing State. Otherwise States not recognising the 'notaire' might regard the certificate with suspicion.

Mme Collaço (Portugal) se réfère à la distinction opérée par le Délégué italien. Quant à la désignation de l'autorité, elle ne voit pas d'obstacle à ce qu'elle figure dans une disposition d'ordre général. Telle était d'ailleurs l'intention des Commissions spéciales. Quant à la confirmation, elle partage les appréhensions exprimées: un document non confirmé sera difficilement admis dans bon nombre d'Etats. Il est nécessaire qu'il y ait une intervention de la part d'une autorité administrative ou judiciaire.

Mr Lipstein (United Kingdom) said that the matter was one of practical necessity. It was absolutely essential to identify the person concerned, and to have some kind of reassurance as to his position at the relevant time.

M. Carrillo (Espagne) rappellé qu'il s'agit d'établir un compromis entre les pays à système organisé et ceux qui n'en ont pas. Il lui semble qu'un certificat non confirmé pourrait soulever des objections dans plusieurs Etats de réception. Au surplus, il ne voit pas d'obstacle à ce que

l'autorité soit désignée par une disposition d'ordre général.

M. van Dijk (Belgique) rappelle la proposition de la Belgique contenue dans les observations générales sous chiffre 6, qui voulait modifier la rédaction de l'article 7, alinéa 2 de telle sorte que l'autorité désignée par l'Etat contractant ne doive pas déposer dans chaque cas une requête pour être autorisée à délivrer le certificat.

M. Batiffol (France) souligne l'utilité d'une confirmation du certificat par une autorité administrative ou judiciaire. Il relève que les notaires n'ont pas les mêmes pouvoirs dans tous les pays et qu'il se comprend dès lors que des Etats ne veuillent pas recevoir les certificats émis par eux, s'ils n'ont pas été confirmés.

M. Heiderscheid (Luxembourg) se rallie à l'intervention de la Déléguée norvégienne. Il est indispensable d'empêcher que les documents établis par les notaires puissent avoir des effets à l'étranger sans qu'ils aient été confirmés par une autorité de l'Etat d'émission. Il s'agit d'une question de compétence territoriale des notaires.

M. Dubbink (Pays-Bas) admet que la confirmation donne aux certificats certaines garanties. L'intention de sa proposition était toutefois de subordonner à des conditions très strictes la désignation des personnes habilitées à délivrer un certificat.

Le Rapporteur relève que les interventions précédentes confirment les craintes dont il faisait état. Il souligne d'autre part que le cas des Pays-Bas est particulier, mais qu'il ne peut être généralisé.

Le Président suggère de distinguer deux questions. d'une part, celle qui concerne la nature de la disposition qui habilite une personne à délivrer le certificat, et d'autre part celle de l'opportunité d'une confirmation par une autorité administrative ou judiciaire, étant entendu que cette vérification portera non seulement sur l'identité de la personne compétente mais encore sur le contenu du document.

M. Dubbink (Pays-Bas) constate que sa seconde proposition n'est pas accueillie par la majorité des Délégués et déclare la retirer.

Le Président prend acte de ce retrait et constate au surplus que la première proposition néerlandaise ne semble pas susciter d'opposition. Sans vote, les Délégués admettent que l'autorité compétente pour délivrer le certificat pourra être désignée par une disposition à caractère général.

Le Président constate que le problème de la pluralité d'autorités reste entier. Il rappelle l'intervention d'un Délégué qui voulait éviter que dans un pays ou dans une circonscription territoriale, plusieurs autorités soient compétentes et qu'il puisse en résulter des conflits.

M. Dubbink (Pays-Bas) déclare que dans son Pays les notaires seraient habilités à dresser des certificats pour toutes les successions ouvertes sur le territoire néerlandais.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) déclare qu'il importe peu que tous les notaires soient compétents pour établir un certificat; il faut que l'autorité de confirmation soit unique.

M. Batiffol (France) se rallie à cette opinion; c'est au stade de la confirmation qu'il doit y avoir une autorité

unique par pays ou en tous cas par circonscription territoriale.

Le Président constate que le mécanisme proposé convient aux délégations portugaise et néerlandaise. Il rappelle les points sur lesquels un accord s'est fait:

- 1 possibilité d'une désignation générale de l'autorité compétente, qui pourra être le cas échéant un corps professionnel;
- 2 une autorité unique par circonscription territoriale est compétente pour confirmer le certificat.

Constatant que cette proposition ne soulève pas d'objections, il propose de renvoyer l'article au Comité de rédaction pour qu'il mette sur pied un texte nouveau qui se substituera à l'alinéa 2 de l'article 7.

Il soumet ensuite aux Délégués l'alinéa 3 de l'article 7, en constatant que celui-ci n'a pas été l'objet de propositions d'amendement.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) déclare que cet alinéa 3 devra être mis en harmonie avec les solutions qui viennent d'être adoptées.

Le Président constate que cet alinéa 3 ne soulève pas d'objections et qu'il peut être dès lors considéré comme adopté, sous réserve d'un éventuel problème de rédaction.

M. Dubbink (Pays-Bas) demande s'il ne serait pas opportun de fixer des règles de procédure pour l'établissement de certificats, et prévoir notamment l'obligation de l'émettre ou un délai pour l'émettre. Il se réfère aux observations écrites de son Gouvernement.

Le Rapporteur relève que cette proposition conduirait à la rédaction d'un article distinct. Cette idée doit être mise en discussion mais, quoi qu'il en soit, on aboutira à un article différent.

Le Président relève que le problème de la procédure de délivrance a été soulevé de plusieurs côtés. Il demande que la Commission soit saisie d'un document écrit, qui pourrait émaner des délégations néerlandaise et allemande qui ont toutes deux soulevé cette question. M. Dubbink accepte cette manière de faire.

M. Giuliano (Italie) exprime ses inquiétudes quant à l'inscription dans la Convention d'une telle obligation qui relève du droit interne des Etats.

Le Président s'oppose à ce que l'on entre en matière sur ce sujet sans document écrit.

Il constate que l'article 7 est adopté et qu'il peut être transmis au Comité de rédaction.

L'article 7 est adopté.

Le Président en vient ensuite au Document de travail No 2 dont l'examen avait été commencé lors de la précédente séance. Il rappelle que l'article 2 a été approuvé et que la discussion des articles 3 et 4 a été ajournée. Il indique qu'il existe une traduction anglaise du document de travail effectuée par M. Lipstein.

Mr Lipstein (United Kingdom) explained how the English text of the Netherlands proposal had been arranged. He had tried to make a 'concordance' with the old text in the left hand margin.

Material changes had been indicated by underlining. He had not, however, indicated where the Netherlands Government had made an excision.

Le Président indique que la délégation néerlandaise a procédé au même tri. dans le Document de travail No 8. Il rappelle en outre que la Commission est saisie d'un Document de travail No 6 émanant du Rapporteur, qui reprend la proposition qu'il a faite lors de la dernière séance.

Le Président rappelle que, même si l'on peut envisager un texte simplifié, il faut passer en revue toutes les hypothèses de l'article 3 pour bien s'assurer que les Délégués sont d'accord sur tous les cas qui y sont envisagés.

Le Rapporteur estime que la discussion doit s'engager sur le Document de travail No 6, puis sur les deux hypothèses prévues à l'article 4 nouveau (selon Doc. trav. No 2) et qu'ensuite seulement il y aura lieu de procéder à l'examen des hypothèses retenues par l'article 3 nouveau.

M. Batiffol (France) déclare que ce mode de procéder est le plus régulier. En effet si l'on s'accorde sur le Document de travail No 6, les hypothèses envisagées par l'article 3 nouveau pourront être examinées plus rapidement.

Le Président constate que les précédentes interventions l'engagent à aborder l'examen des hypothèses de l'article 4 nouveau (selon Doc. trav. No 2): A ce propos, il donne la parole au Délégué néerlandais.

M. Dubbink (Pays-Bas) soumet aux Délégués son Document de travail No 8 qui contient des références à l'avant-projet. La lettre *a* de sa proposition reprend l'article 4, alinéa 1 de l'avant-projet et la lettre *b* l'article 5, alinéa 3 de l'avant-projet. Il propose que le délai fixé à cette dernière disposition soit de 5 ans. Il indique en outre que la rédaction de 4 *b* pourrait être améliorée. Quant à l'alinéa 2 de l'article 4 nouveau, il reprend l'article 4 alinéa 3 de l'avant-projet, sans changement.

Le Président soumet aux Délégués la phrase initiale de cet article 4, alinéa 1 nouveau, tout en réservant la discussion au sujet de l'expression «loi interne». Il constate cependant que cette expression est généralement utilisée dans les Conventions de La Haye.

M. Batiffol (France) affirme que les termes «loi matérielle» ou «loi substantielle» sont de nature à susciter quelques difficultés pour les praticiens de son pays. A son avis, l'expression «loi interne» exclut l'application des règles de conflit.

Mme Collaço (Portugal) préférerait l'expression «loi matérielle», mais constate qu'il s'agit là d'un choix entre la fidélité à la pratique de la Conférence de La Haye et l'exactitude juridique.

M. van Dijk (Belgique) émet le voeu que le Rapport final contienne une précision au sujet de la portée de l'expression «loi interne», si celle-ci est adoptée.

M. Giuliano (Italie) estime qu'il serait imprudent de s'écarter de la pratique des Conventions de La Haye.

Le Président constate que les Délégués n'ont pas d'observations à formuler au sujet de cette première phrase de l'article 4, alinéa 1 et qu'elle peut donc être considérée comme adoptée.

La séance est suspendue de 11 h. 20 à 11 h. 40.

Le Président soumet aux Délégués l'hypothèse prévue sous la lettre *a* de l'article 4, alinéa 1. Il s'agit du cas où la loi de la résidence habituelle et la loi nationale sont

d'accord pour appliquer la loi nationale. Il rappelle qu'il n'est pas question d'intervenir dans le règlement de la dévolution successorale et qu'on ne se place que du point de vue de l'administration de la succession dans une situation de fait où il y a concordance entre les solutions de deux lois intéressées.

M. Giuliano (Italie) insiste sur le fait que le but de la disposition dont il est question n'est pas de régler la dévolution de la succession. A son avis, l'expression adoptée dans l'avant-projet, où il était question du «droit de l'Etat», est plus claire que celle proposée par la délégation néerlandaise. L'expression utilisée dans l'avant-projet va au devant des craintes exprimées par Mme Collaço lors de la dernière séance.

Le Président demande à M. Dubbink d'expliquer la raison de cette substitution. S'agit-il d'une modification de forme ou de fond?

M. Dubbink (Pays-Bas) exprime l'avis que cette substitution est sans doute sans incidence sur l'article 4, alinéa 1, lettre *a*, c'est-à-dire quand il y a accord entre les lois des deux Etats intéressés. En revanche, en cas de conflit positif (lettre *b*) où chaque Etat veut appliquer son droit, la solution peut être différente selon que l'on introduit ou non le jeu du renvoi.

En parlant de règle de conflit, il exclut les règles concernant le renvoi. On se limite à prendre en considération la première désignation. Selon le Délégué néerlandais, il faut éviter d'introduire le mécanisme de renvoi. C'est le rôle d'une convention internationale que de trouver une solution précise.

Le Président constate que, d'après les explications données, il n'y aurait pas de modification quant au fond si l'on substitue «règle de conflit» à «droit de l'Etat» sous lettre *a*.

Mme Collaço (Portugal) estime néanmoins qu'il y a un changement quant au fond. Elle envisage le cas où le droit de la nationalité (pays A) prescrit l'application de la loi nationale sans renvoi. Le pays de la résidence habituelle (pays B) applique, tout en admettant le renvoi, une règle de conflit qui désigne la loi du domicile, celui-ci se trouvant dans un pays tiers (pays C). Le droit du pays C, quant à lui désigne la loi du pays A, soit la loi de la nationalité. Si l'on comprend l'expression «droit de l'Etat» au sens large, on se trouve dans l'hypothèse de la lettre *a*. En revanche, si l'on exclut le renvoi des règles de conflit, on se trouve dans l'hypothèse prévue sous lettre *b*.

M. Dubbink (Pays-Bas) revient sur l'explication qu'il vient de donner.

Le Rapporteur constate que dans l'esprit du Délégué néerlandais, la nouvelle rédaction ne doit pas apporter de changement au fond pour ce qui est de la lettre *a*. Le problème se pose quant à la disposition prévue sous lettre *b*.

Il partage au surplus l'avis de Mme Collaço et estime que la proposition néerlandaise apporte un changement. Il estime qu'il faut s'en tenir à l'avant-projet ou alors prévoir une rédaction aussi peu juridique que possible. Il rappelle qu'il s'agit de décrire une situation de fait, celle de la concordance entre la solution prévue par la loi de résidence habituelle et la loi nationale. Il faut trouver une rédaction qui s'en tiendrait à ce fait-là, pour éviter que le lecteur se méprenne et pense qu'on a voulu régler les conflits portant sur la dévolution de la succession. Il faut maintenir «le droit de l'Etat» ou prévoir une for-

mulation telle que celle-là: «lorsque la loi nationale est considérée comme applicable à la fois par le pays de résidence habituelle et par le pays d'origine», sans s'inquiéter selon quel mécanisme cette loi est considérée comme applicable dans l'un et l'autre Etat.

Mr Lipstein (United Kingdom) understood the point put forward by the Rapporteur. He wondered, however, if the reason for the difficulty were not due to another fault in the drafting of the Netherlands proposal. The proposition of Mrs Collaço was based on the idea that the country of habitual residence applied the law of the domicile. In the original draft Convention the two concepts were identified with one another. From a practical point of view the concept of habitual residence was useful. When it came to choice of law, however, it was not so useful. The United Kingdom hoped that both concepts could be interpreted by each country in its own manner.

Mr Philip (Denmark) found the examples given useful in that they revealed differences of opinion in interpretation. Denmark had so far understood that in such cases it was the conflict rules of each country which would indicate the connecting factors of habitual residence and nationality. The way in which these provisions should be understood must be made clear in the rules of the Convention.

He thought that the point of view of the Portuguese delegation was wrong, it had to be remembered that the Convention was intended to follow the idea underlying the Convention of 1951 on the conflicts between the principles of nationality and of domicile. The intention of the 1951 Convention was to avoid the mechanism of renvoi. Accordingly if renvoi were to be introduced into the Convention being drafted the Conference would have missed its purpose.

M. Fragistas (Grèce) se demande s'il existe une réelle différence entre l'article 4 de l'avant-projet et la proposition néerlandaise. L'expression «droit de l'Etat» prévue par l'article 4 de l'avant-projet ne se réfère pas seulement au droit écrit, mais à la manière dont celui-ci est interprété et appliqué par les tribunaux du pays. C'est à ce point de vue-là qu'il faut se placer pour éviter des difficultés pratiques.

M. Schwind (Autriche) constate que le Délégué néerlandais a voulu éviter le jeu du renvoi qui pourrait mettre en cause le résultat de la Convention. Une telle exclusion est de nature à simplifier l'application de la Convention. Il propose de discuter la possibilité et l'utilité d'exclure le renvoi. Si la majorité est d'avis que ce soit opportun, on doit chercher la formule la plus heureuse pour aboutir à ce résultat.

Le Président constate que l'on se trouve en présence d'une question de fond sur laquelle il faut se prononcer. Voulons-nous prendre en considération l'ensemble du droit d'un Etat, y compris les règles sur le renvoi, ou doit-on s'en tenir à la première désignation? Selon la décision qui interviendra, on trouvera une formulation adéquate.

M. Valladão (Brésil) se déclare d'accord avec la Déléguée portugaise pour le maintien de l'expression «droit de l'Etat».

Mme Collaço (Portugal) se déclare en principe d'accord avec la solution adoptée dans l'avant-projet.

M. Valladão (Brésil) déclare que l'expression «droit de l'Etat» est plus générique. Il se prononce au surplus

en faveur d'une règle très simple, par exemple celle consistant à prévoir que les règles de l'Etat de la résidence habituelle sont applicables, sans aborder le problème du renvoi et du double renvoi.

M. Batiffol (France) relève que le Délégué néerlandais se déclarait hostile au renvoi parce que impraticable. Il estime pour sa part que cela est vrai pour le cas prévu sous lettre *b*. Par souci d'harmonie, il faut adopter la même solution dans l'hypothèse prévue sous lettre *a*.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) rappelle que lors des débats des Commissions spéciales, il avait été question d'introduire une nouvelle disposition invitant les Etats à déclarer à quel système ils se rattachent. On avait songé au début à exclure les règles du renvoi et à s'en tenir à une désignation primaire.

Mr Lipstein (United Kingdom) pointed out in support of the Delegate of the Netherlands that in his view there was no problem. 'Habitual residence' had been used in the Convention to avoid the technical connotations of 'domicile'. It was to be hoped that the two concepts would be interpreted on an identical basis. Indeed for the purposes of the Hague Conference the concept of habitual residence was identical with that of domicile. In his view there was no problem unless a clear distinction was drawn between habitual residence for the purpose of jurisdiction and domicile for the purpose of conflict of law.

Mme Collaço (Portugal) demande si le Royaume-Uni peut envisager de faire une déclaration en faveur du système de la dernière résidence. Si c'était le cas, elle se demande si la Convention n'implique pas un changement dans le droit interne du pays.

Mr Lipstein (United Kingdom) said that the United Kingdom was now prepared to regard habitual residence as identical with domicile, and would relax its technical rules, which were concerned with the concept of domicile of origin.

Mme Collaço (Portugal) reprend l'hypothèse précédemment envisagée.

Le Président constate que pour que cet exemple ait une portée pratique, il faut maintenir une distinction entre la résidence habituelle et le domicile. Il faut que les deux notions soient considérées comme différentes pour que la question du renvoi puisse se poser dans l'hypothèse envisagée par Mme Collaço.

M. van Dijck (Belgique) rappelle que l'on se trouve en présence de deux thèses, l'une voulant intégrer le mécanisme du renvoi et l'autre pas. Il faudrait donc se prononcer sur l'opportunité d'inclure ou d'exclure le renvoi. Si on excluait le mécanisme du renvoi, il faudrait alors se mettre d'accord sur la proposition faite par M. Droz.

M. Batiffol (France) propose que pour ce qui est de *b*, on exclue le renvoi et que dès lors, on l'exclue également sous *a* pour éviter les confusions. Il est inutile de prévoir deux formulations différentes pour tenir compte d'un cas très exceptionnel tel que celui proposé par Mme Collaço. Il suggère donc d'abandonner la discussion sur *a* pour examiner directement *b*, la décision sur *a* étant subordonnée à celle qui sera prise sur *b*.

Mr Hayes (Ireland) said that it seemed to him that under the text of the original draft Convention, a State could apply the law of nationality either by using renvoi

or not. There did not need in his view to be any concern as to *how in fact* a State applied the law of nationality. In Ireland no distinction was made in the law of a State and rules of conflict, as rules of conflict were considered to be a part of the law of the State. Difficulties might arise in relation to article 5(3) but these could be discussed later. He asked that the meaning of the words 'if the law of a State provides for the application of the law of nationality' be clarified.

Mrs Heffermehl (Norway) reminded Delegates of the nature of the project on which they were working. The intention was to draft a practical Convention to alleviate the burden of the heirs and those concerned with the administration. The question of renvoi would seldom occur to the person issuing the certificate. It would be for this person to decide which law to apply – and the rules should be made as simple for him as possible. If he were asked to find out if a foreign country would apply renvoi, and then to what law it would refer this would make his task very difficult, and the inclusion of rules relating to this would enormously complicate the Convention. She advocated that a decision be taken as to the basic issue of whether renvoi should or should not be included in the Convention.

Le Rapporteur rappelle que le point de départ du projet était que l'Etat de la résidence habituelle appliquerait sa propre loi. Par volonté de compromis avec les pays attachés à la règle de nationalité et de manière à ne pas paraître préjuger sur les règles de fond, il avait paru raisonnable aux Commissions spéciales de prévoir des exceptions dans certaines situations de fait, dont la première était l'hypothèse où la loi de la résidence habituelle et la loi de la nationalité sont d'accord pour appliquer la loi de la nationalité.

Il renvoie aux observations du Gouvernement néerlandais qui ont été faites dans un autre contexte. Il propose que l'on adopte une rédaction plus simple et suggère que l'on dise «conduisent en l'espèce à l'application de la loi nationale» plutôt que «prescrivent». Il importe en définitive peu de savoir par quel mécanisme on en arrive dans un cas donné à l'application de la loi nationale. Il y a une situation de fait dont on tire en l'espèce l'application de la loi nationale. Il suggère que l'on trouve une formule qui permette de contourner la difficulté.

Le Président note que la proposition du Rapporteur implique que l'on admet le mécanisme du renvoi. Si l'on utilise la formule «conduisent à l'application», on inclut le renvoi parmi les divers chemins qui peuvent conduire à l'application de la loi nationale. On en vient ainsi à l'une des solutions proposées au problème. Il estime en surplus que l'on ne peut pas éluder l'examen du problème du renvoi et qu'il faut que la Commission se prononce. Vu l'heure avancée, il propose que la discussion soit ajournée au lendemain.

Mr Kurkela (Finland) supported the suggestion of the Norwegian Delegate, and said that the Conference should try to exclude renvoi. He stressed that it was not only the competent authority which would apply foreign law in drawing up the certificate, but also qualified persons designated by the authority. Such persons would find it very difficult to apply foreign law.

Le Président, lève la séance à 13 h.

Distribués le 6 octobre 1972

No 11 – Proposition du Rapporteur

Article X (nouveau)

[Déclaration]

Chaque Etat contractant a la faculté de déclarer qu'il se considère, aux fins de l'application de l'article [4], comme soumettant les successions à la loi interne du pays dont le défunt était ressortissant.

Voir Document de travail No 6 (proposition du Rapporteur) et ajouter:

... sauf dans les cas suivants, où elle appliquera la loi de l'Etat dont le défunt était ressortissant:

a lorsque tant le pays de la résidence habituelle que celui dont le défunt était ressortissant ont fait la déclaration prévue à l'article X;

b lorsque le pays dont le défunt était ressortissant, mais non celui de la résidence habituelle, a fait la déclaration prévue à l'article X et que le défunt avait eu sa résidence habituelle dans le pays dont il était ressortissant dans les [5] ans précédant le décès.

Article 4, alinéa 3

(faculté de consulter une autorité compétente du pays d'origine)

Voir avant-projet, article 4, alinéa 3 ou proposition néerlandaise article 4, dernier alinéa (Doc. trav. No 2).

Article X (new)

[Declaration]

Any Contracting State may declare that, for the purposes of the application of article [4], it will apply the internal law of the State of which the deceased was a national to govern his estate.

See Working Document No 6 (proposal of the Rapporteur) and add –

... except in the following cases, in which it will apply the law of the State of which the deceased was a national:

a where both the State of habitual residence and that of nationality of the deceased have made the declaration provided in article X;

b where the State of which the deceased was a national, but not that of his habitual residence has made the declaration provided in article X, and the deceased had

been habitually resident in the State of which he was a national at some time during the [5] years preceding his death.

Article 4, paragraph 3

(possibility of consultation with a competent authority in the State of origin)

See Draft, article 4(3) or Netherlands proposal, article 4, last paragraph (Working Document No 2)

No 12 – Proposition des délégations allemande et néerlandaise

Article 7 bis

L'autorité émettrice, ayant pris des mesures adéquates pour prévenir les parties intéressées et pour faire les recherches nécessaires, procède à l'émission du certificat en temps utile.

Article 7 bis

The issuing authority having taken adequate steps to warn the interested parties and make the necessary enquiries, draws up the certificate in good time.

No 13 – Proposal of the Argentinian and Brazilian delegations

Articles 4, 5 and 6 of the Draft would be deleted.

Procès-verbal No 5

Séance du vendredi 6 octobre 1972

La séance est ouverte à 15 h. sous la présidence de M. Goldman (France).

Le Rapporteur est M. Lalive (Suisse).

Le Président ouvre la séance et soumet aux Délégués le Document de travail No 11 émanant du Rapporteur.

Le Rapporteur indique d'emblée que l'article 4 figurant entre crochets à l'article X se réfère au projet néerlandais. En outre, dans les deux lignes soulignées, il faut lire «... la loi *interne* de l'Etat ...».

The rapporteur went on to draw the attention of Delegates to the English text of Working Document No 11, and briefly explained his proposals in that language.

Le Rapporteur indique que sa proposition tend à trouver une solution au problème rencontré lors de la précédente séance, notamment à propos du renvoi. Elle tient compte des interventions qui avaient insisté sur une solution simple destinée aux praticiens. Le système proposé exclut le renvoi. Le praticien pourra se borner à consulter un document indiquant à quel système se rattache tel ou tel pays; il saura d'emblée quel est l'article de la Convention qui s'applique.

Le Rapporteur rappelle en outre que la règle générale est l'application de la loi de l'autorité de délivrance. Deux concessions ont été faites en faveur de la loi nationale, la première est celle où la loi de la résidence habituelle et la loi de la nationalité s'accordent pour appliquer cette dernière, la seconde étant celle du conflit positif. Le Rapporteur expose que pour cette seconde hypothèse sa proposition diverge de celle de l'avant-projet et qu'il y reviendra le moment venu.

Le Président déclare qu'il vient d'être saisi d'un Document de travail No 13, émanant des Délégués du Brésil et de l'Argentine, qui propose la suppression des articles 4 à 6. Vu le contenu de ce document, il est obligé de le soumettre à la Commission préalablement au Document de travail No 11. Il demande toutefois à son auteur, M. Valladão, s'il ne serait pas possible de laisser temporairement de côté l'article 6, qui n'a pas encore été discuté.

M. Valladão (Brésil) déclare que l'article 6 est trop lié à l'article 5, pour qu'il en soit disjoint. L'idée qui est à la base de cette proposition est une simplification de l'administration internationale des successions. Pour lui, l'article 3 est parfaitement clair et aisément applicable. Il n'est pas opportun de l'assortir d'exceptions.

Le Rapporteur rappelle les motifs qui ont guidé les auteurs de l'avant-projet. Il comprend le souci de simplification du Délégué brésilien, mais rappelle que l'avant-projet et sa proposition tiennent compte de préoccupations

tions légitimes émises par un certain nombre de délégations, notamment celles des pays à loi nationale.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) intervient pour dire que la solution radicale proposée risque de rallier seulement les tenants du même système, à savoir celui de la résidence habituelle. Le but de la Convention reste toutefois de créer un pont entre deux systèmes.

M. Carrillo (Espagne) se prononce en faveur d'un règlement unitaire des successions, qui puisse contenter le plus grand nombre de pays. Il se déclare ainsi opposé à la proposition des délégations argentine et brésilienne.

M. Batiffol (France) déclare lui aussi ne pas pouvoir suivre le Délégué brésilien, bien que son Pays soit un tenant de la loi du domicile. Le projet établi un pont entre deux systèmes et il est indispensable de prendre en considération les intérêts des pays qui appliquent la loi de la nationalité. Il relève au surplus que les cas d'application de la loi nationale seront en définitive peu nombreux.

Mr Lipstein (United Kingdom), speaking in terms of the form the vote would take, asked members that they should not vote for or against the system of domicile but for or against an amendment or a compromise solution.

Mme Collaço (Portugal) souligne l'effort d'approche fait en vue d'une solution qui puisse satisfaire les Etats de la loi nationale. Le prix d'une convention à laquelle se rallie une majorité d'Etats est évidemment celui du compromis.

M. van Dijk (Belgique) se déclare favorable à la solution du compromis.

M. Valladão (Brésil) déclare comprendre ceux qui veulent aboutir à un compromis. Il relève toutefois que lorsque l'application de celui-ci est compliquée et ne permet pas d'atteindre les buts que l'on s'est fixé, il faut préférer une solution simple, même radicale.

Mr Leal (Canada) said that he would, with regret, vote against the amendment of the Brazilian and Argentinian delegations. This was not because of the simplicity of the proposed amendment but because the amendment was only half a solution. He would wish the Conference to accomplish more. Better progress could be made towards a full solution by adopting the proposal of the Rapporteur.

Le Président constate qu'aucune autre délégation ne veut plus se prononcer et soumet l'amendement au vote.

Vote

L'amendement est repoussé par 18 voix (Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie) contre une (Brésil) avec 5 abstentions (Danemark, Etats-Unis, Israël, Japon, Norvège).

Le Président soumet aux Délégués la proposition émanant du Rapporteur contenue dans le Document de travail No 11. Il propose d'examiner successivement l'article X, puis les subdivisions *a* et *b*. Il rappelle que le numéro de l'article X est entièrement réservé.

Mme Collaço (Portugal) relève que dans la proposition du Secrétaire général adjoint, il était prévu que les Etats

contractants devraient se décider en faveur de l'un ou l'autre système de la résidence habituelle ou de la nationalité. La proposition actuelle est que seuls les Etats qui désirent l'application de la loi nationale fassent une déclaration. Elle demande si cela signifie que les Etats qui ne font pas de déclaration se prononcent implicitement en faveur de la loi du domicile ou de la résidence habituelle.

Le Président répond que ce n'est nullement le cas. Il s'agit seulement de savoir quelles dispositions s'appliquent. Lorsqu'un Etat a usé de la faculté prévue à cet article, l'Etat émetteur du certificat saura qu'il devra éventuellement appliquer la loi nationale. Sinon, il pourra s'en tenir au principe général de la Convention et appliquer sa propre loi. L'absence de déclaration ne permet de tirer aucune autre conclusion.

Mr Philip (Denmark) wished to congratulate the Rapporteur on his proposal. He wondered, however, if it might not be possible to simplify matters even more. As he had only seen the Rapporteur's proposal for a short time, he had not the opportunity to prepare a written document. His suggestion was that the declaration should contain a description of the powers of the holder of the certificate in case the internal law of the State of which the deceased was a national were to be applied. This would facilitate the work of the authority drawing up the certificate by avoiding any necessity for that authority to study the foreign law.

Le Rapporteur déclare que la suggestion du Délégué danois est intéressante. Il ne s'est pas préoccupé de ces questions de regroupement que l'on pourra examiner une fois la première lecture achevée.

Le Président propose que cette observation soit reprise lors de l'examen de l'article 4, alinéa 3 de l'avant-projet.

M. Dubbink déclare appuyer la proposition du Rapporteur. Du point de vue rédactionnel, il propose que l'on parle de «succession *mobilière*» et que l'on s'entende pour utiliser «pays» ou «Etat».

Le Président renvoie ces observations au Comité de rédaction.

M. Giuliano (Italie) pose la question de savoir quelles sont les conséquences de l'absence de déclaration et si l'on peut en tirer des conclusions. Il relève au surplus que les pays dont le droit international privé n'est pas codifié auront de la peine à faire connaître à quel système ils se rattachent. Il estime au surplus qu'une liste des Etats est de nature à compliquer les choses et que l'on pourrait tout aussi bien se référer à la doctrine ou à la législation.

Le Rapporteur reprend les critiques du Délégué italien pour les contester. Il rappelle que l'article X a un caractère purement technique et que les conséquences de son application se trouvent aux articles 3 et 4 (projet néerlandais). On se limite à demander aux Etats s'ils souhaitent que leur propre loi soit appliquée lorsqu'il s'agit de leurs nationaux. Au surplus, le système de la liste est plus simple que la référence à la législation ou à la doctrine.

Mr Lipstein (United Kingdom) said that he understood that the English text had been amended by the Rapporteur personally. He asked whether he might reserve until the meeting of the drafting Committee the right to see that the wording of the text was correct.

The answer to Mr Giuliano seemed to him easy – Mr Giuliano had all the cases before him. The texts of all relevant laws were either immediately available or very easily obtainable.

M. von Spreckelsen (Allemagne) se prononce en faveur du système proposé. Il se pose la question de savoir si un Etat aura la faculté de faire une déclaration postérieurement à la ratification et, le cas échéant, de la retirer ou de la modifier.

Le Président répond qu'il est entendu que cette déclaration, comme d'autres d'ailleurs, pourra se faire à tout moment.

M. Giuliano (Italie) reprend les objections qu'il avait émises et déclare que certains Etats pourront être rebutés par la déclaration à faire. De plus, la solution proposée rompt l'équilibre que l'on avait obtenu entre les deux systèmes qu'il s'agissait de concilier.

Le Rapporteur répond que l'équilibre souhaité par le Délégué italien n'est pas touché par cet article, mais par les articles suivants, où il sera loisible d'ajouter des cas d'application de la loi nationale. Par ailleurs, l'intérêt d'un Etat à adopter la Convention sera toujours de pouvoir faire reconnaître à l'étranger les certificats qu'il émet.

M. Valladão (Brésil) revient sur le choix à opérer entre «Etat» et «pays».

Le Président soumet aux Délégués l'article X.

Vote

L'article X est adopté par 23 voix et 2 abstentions.

La séance est suspendue de 16 h. 45 à 17 h.

Le Président donne la parole à M. Droz qui présente le programme de la semaine suivante. Il indique ensuite que le Comité de rédaction se constituera sous la présidence de Mme Collaço et sera composé en outre de M. le Rapporteur, Mme Heffermehl et M. Lipstein. Il soumet ensuite aux Délégués le Document de travail No 11, et plus particulièrement la lettre a.

Le Rapporteur précise que cet article est la transcription de la disposition des articles 4, alinéas 1 et 2 de l'avant-projet et 4 a de la proposition néerlandaise. La rédaction en est un peu différente vu l'article X adopté.

Le Président, constatant que les Délégués ne désirent pas se prononcer, soumet cet article au vote.

Vote

Cette subdivision a est adoptée par 23 voix et 2 abstentions.

Le Président soumet aux Délégués la subdivision b.

Le Rapporteur indique que cette disposition correspond à l'article 5, alinéa 3 de l'avant-projet et 4 b de la proposition néerlandaise. Il rappelle que la durée du délai n'est pas en cause maintenant. Cet article diverge de celui de l'avant-projet et de celui de la proposition néerlandaise. Le Rapporteur se réfère à son rapport (p. 15,

par. 3) ¹ pour aboutir à cette nouvelle proposition, il s'est attaché au critère envisagé pour fonder la solution de compromis de l'avant-projet, à savoir l'attachement du défunt à son Pays d'origine.

Appliquant ce critère, on pouvait aboutir à une autre solution et prévoir de ne maintenir l'application de la loi nationale que lorsque le défunt eût des liens avec le pays de la nationalité au cours des cinq ou dix dernières années.

Il n'est pas opportun de prévoir l'application de la loi nationale, quand le défunt n'a plus eu sa résidence habituelle dans le pays d'origine durant les cinq ou dix dernières années avant sa mort. C'est pourquoi, tout en restant proche de la volonté des Commissions spéciales, il propose un système selon lequel la loi de la résidence habituelle s'appliquera si dans les cinq ou dix dernières années avant son décès, le défunt n'a plus eu sa résidence habituelle dans son Etat d'origine. Les cas d'application de la loi d'origine se restreignent, mais on ne s'écarte pas de l'idée fondamentale de la disposition de l'avant-projet. On insiste davantage sur l'attachement au pays d'origine qu'à l'attachement à l'Etat de résidence habituelle, comme le faisait l'avant-projet.

Le Président indique aux Délégués que le Document de travail No 10 émanant des délégations danoise et norvégienne reprend ces deux conditions, auxquelles il propose d'ajouter une troisième, à savoir que la loi nationale ne s'applique que sur requête du conjoint survivant ou de l'un des héritiers. Il propose d'entrer en matière d'abord sur les deux premières conditions communes.

Mrs Heffermehl (Norway) said that in the opinion of the Norwegian Government there were three different questions to be discussed, firstly the time limit, secondly the calculation of the time limit, and thirdly the additional conditions laid down in the Nordic Convention, which were referred to in the comments of the Norwegian Government on the draft Convention.

Le Rapporteur précise que sa proposition n'exclut pas l'adoption d'une troisième condition.

Le Président propose de discuter premièrement le mode de calcul, à propos duquel s'opposent le système de l'avant-projet et les systèmes proposés par le Rapporteur et le Document de travail No 10, et ensuite d'aborder la question de la durée du délai prévu.

Mr Aranne (Israel) raised a problem which he felt might be averted by the adoption of the proposal of the Norwegian delegation. The Conference was dealing with a Recognition Convention which called for an applicable law rule. This could cause difficulties. Taking for example the case of a refugee who died one month after fleeing from a particular country; he would have no sociological connection with the country from which he was fleeing. He asked whether it would be fair in such circumstances to make the refugee's new country refer to the law of a country which he had rejected.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) déclare que le problème des réfugiés et des apatrides s'est maintes fois

¹ V, supra p. 138.

posé. Il n'a cependant jamais été traité dans les Conventions de La Haye.

Mr Aranne (Israël) said that he had not meant to make a special reservation in the Convention for refugees, but had merely intended to point out that the refugee problem shed light on the question being dealt with.

Suit une discussion générale entre Mme Collaço, le Rapporteur et le Président, au sujet de la proposition du Rapporteur.

Mr Leal (Canada) thought the discussion drew attention to the textual differences between the amendment proposed by the Nordic representatives and that proposed by the Rapporteur. The text submitted by the Rapporteur stated 'at some time' - the meaning of this in English could be 'at any time'. The text of the Nordic representatives was 'within the last five years'. The latter text was ambiguous. It was open to the interpretation that it might apply only if the deceased had resided in the State throughout the last five years. He went on to make the point that the question of the rejection of the law of the State of habitual residence was not unique to the refugee. The same thing could happen for example if someone went to a new State for the purpose of evading taxation.

Mr Philip (Denmark) felt that the ambiguity was due only to the difficulty of the Nordic delegation to express itself in the English language. It had been intended to say what had been expressed by the Rapporteur.

Mr Boyd (United States) was of the opinion that the main questions were concerned with sociological connection and length of time. He wondered what was the minimum period before a person could be considered to have been habitually resident in the State of nationality - for example, would habitual residence for only one day be sufficient?

Mr Hayes (Ireland) said that the explanation of the amendment was, as far as he was concerned, what the amendment should say, but not what it in fact did say. If one looked at the text as prepared, the words used differed from those used in the comments of the Norwegian Government. A clear distinction should be made between 'habitual residence' and 'living in', as it was perfectly possible to live in a country and not be habitually resident there.

One could not say that someone had habitual residence in the State of which he was a national after returning to it for only 3 or 4 days. Perhaps it might be preferable to say something on the lines of 'if he has lived in the country for periods amounting to 3 or more years in all in the ten years prior to his death'.

M. Carillo (Espagne) déclare que son Pays est attaché à l'application de la loi nationale. Il lui apparaît cependant que la voie du compromis est raisonnable et qu'elle sera généralement acceptée. Il est vrai que dans le domaine de l'administration des successions, l'autorité de la résidence habituelle au moment du décès est la mieux placée pour protéger les intérêts des héritiers et des tiers. Il convient cependant de tenir compte de l'intensité de l'attachement d'un individu soit à son Etat d'origine, soit à sa résidence habituelle selon les critères de durée de résidence. La solution envisagée est notamment le résultat de l'esprit de compréhension des pays de la loi nationale.

M. Dubbink (Pays-Bas) constate que la proposition du Rapporteur tend à diminuer le terrain d'application de

la loi nationale. Il estime qu'il n'est pas sage de revenir sur le compromis trouvé par l'avant-projet.

M. Fragistas (Grèce) préfère également la solution de l'avant-projet. A son avis, pour éliminer la loi nationale, il faut qu'un lien se soit créé avec un pays déterminé. Si une personne a sa résidence dans 10 pays différents durant les 10 dernières années de sa vie, elle reste davantage liée à sa loi nationale. La nouvelle proposition affaiblit trop la loi nationale et le Délégué de la Grèce s'y déclare opposé.

Mr Lipstein (United Kingdom) pointed out that the intention of the Conference had to be to establish an international certificate issued fairly quickly on the basis of practical consideration. Habitual residence of 5 or 10 years was a matter of reasonably easy ascertainment. He was concerned about the time which might be taken if a country asked to issue the certificate had to make enquiries as to whether the deceased had habitual residence in the country of which he was a national. He was not sure that this was in keeping with the spirit of what the Conference was attempting to do. The solution might be better from the sociological point of view, but from the practical point of view it was worse.

Mr Kurkela (Finland) in agreement with what Mr Lipstein had said, stressed that it would take more time to check that a person had at some time been habitually resident in the country of which he was a national than to check whether he had been habitually resident for 5 years in the same country.

Mme Collaço (Portugal) se prononce en faveur de la solution adoptée par la Commission spéciale qui subordonne l'application de la loi de la résidence pendant un certain délai dans ce pays. Elle constate au surplus que la solution du Rapporteur posera un délicat problème de preuves.

Mrs Heffermehl (Norway), in answer to Mr Hayes's remarks, pointed out that the comments referred to were an explanation by the Norwegian Government of a Convention between the Nordic countries. Later in the same comments would be found an approval of the proposals of the Rapporteur for time-limits. The proposal of the Norwegian and Danish delegation was merely putting the ideas of the Rapporteur into writing; this was not the same as the Nordic Convention. Since there were two groups of Nordic countries, one accepting the concept of habitual residence and the other the concept of nationality, there was a positive conflict, and the Nordic countries accordingly had some experience in trying to bridge the gap. They had tried to show in their comments how they had set about solving the problems.

As to whether it was easier to decide whether someone had been habitually resident in the country of nationality within the last 5 or 10 years, or whether they had been habitually resident in a country over a period of 5 or 10 years, she felt that in both cases there were difficulties of proof. It would be very difficult to say at precisely what time the habitual residence commenced - a person might, for example, have started to reside in a country without any intention to stay there. It would be particularly difficult to prove that someone had been habitually resident for a period which came very close to the time-limit.

Mr Leal (Canada) took the point of the Norwegian Delegate, but asked her whether it were not correct

that in such matters habitual residence was always established *ex post facto*. Therefore the problem of determining when habitual residence began would be very much simplified as it would not change – the person concerned would be dead.

Mrs Heffermehl (Norway) replied that it was indeed true that the person concerned would be dead, but this would not solve the problem of establishing precisely when he became habitually resident.

Mr Hayes (Ireland) asked whether in the Nordic Convention a distinction was made between living in a country and being habitually resident there.

Mrs Heffermehl (Norway) regretted that she did not have before her the text of the Nordic Agreement, and so could not be sure of the exact wording. The Norwegian word for habitual residence might have been used, or another rather looser term.

Mr Philip (Denmark) said that the requirement under the Nordic Convention was habitual residence for five years.

Le Rapporteur déclare qu'il ne tient pas davantage à une solution qu'à une autre. Il n'a jamais songé à revenir sur le compromis, mais a voulu trouver une solution qui soit proche des motifs qui avaient conduit à la mise sur pied du compromis. Il constate que le centre de gravité des opérations de la succession se trouve dans l'Etat de résidence. De plus, l'exception consistant à appliquer la loi nationale, il est plus logique de prendre pour critère l'attachement de l'individu à sa loi nationale plutôt qu'à la loi de sa résidence habituelle.

Il relève encore que la troisième condition préconisée par le Document de travail No 10 permettra de résoudre le problème des apatrides et des réfugiés de toutes sortes.

Le Président rappelle le contenu de la proposition du Rapporteur, qui est d'ailleurs commune avec la proposition des délégations danoise et norvégienne. Les deux textes expriment l'idée que pour que la loi nationale s'applique, il faut que le défunt ait eu sa résidence habituelle dans le pays de sa nationalité au cours des cinq, voire 10 dernières années de sa vie. Il rappelle que cette proposition modifie celle de l'avant-projet et de la délégation néerlandaise. Il soumet cette proposition au vote en précisant que si elle n'était pas adoptée, on s'en tiendrait à l'avant-projet.

Vote

La proposition relative à l'article 3 b du Rapporteur est repoussée par 12 voix contre 7 avec 3 abstentions.

Le Président soumet aux Délégués la question de la durée du délai. Il s'agit de savoir si on veut que le défunt ait eu sa résidence habituelle pendant 5 ou 10 ans dans l'Etat où il est décédé, pour que celui-ci puisse appliquer sa propre loi.

Le Rapporteur déclare qu'il serait conforme à l'idée du projet que le délai soit de 5 ans; s'il était de 10 ans, le nombre de cas où un Etat aurait à appliquer la loi d'un autre Etat augmenterait sensiblement.

Le Président soumet cette question au vote.

Vote

17 Délégués se prononcent pour 5 ans et 5 pour 10 ans. Le délai adopté pour l'article 3 est celui de 5 ans.

Le Président clôt la séance à 18 h. 35.

Distribué le 9 octobre 1972

No 14 – Texte établi par le Comité de rédaction

Article premier (article premier de l'avant-projet)

Le Etats contractants instituent un certificat international désignant la ou les personnes habilitées à administrer la succession mobilière, et indiquant ses ou leurs pouvoirs.

Ce certificat, établi par l'autorité d'un Etat contractant, compétente en vertu des articles 2, 4 et 5 et selon le modèle annexé à la présente Convention, sera reconnu dans les Etats contractants.

Chaque Etat contractant aura la faculté de subordonner cette reconnaissance à la procédure ou à la publicité prévue par l'article 11.

Article 2 (article 2, alinéa 1 de l'avant-projet)

Le certificat est établi par l'autorité compétente dans l'Etat de la résidence habituelle du défunt.

Article 3 (articles 2 (No 1, 2, 3), 3, 4 et 5 de l'avant-projet)

Pour désigner le titulaire du certificat et indiquer ses pouvoirs, l'autorité compétente applique sa loi interne, sauf dans les cas suivants, où elle applique[ra] la loi interne de l'Etat dont le défunt était ressortissant:

a lorsque tant l'Etat de la résidence habituelle que celui dont le défunt était ressortissant ont fait la déclaration prévue à l'article [X],

b lorsque l'Etat dont le défunt était ressortissant, mais non celui de la résidence habituelle a fait la déclaration prévue à l'article [X] et que le défunt n'avait pas habité depuis au moins 5 ans avant son décès dans l'Etat de l'autorité émettrice du certificat.

Article 4 (article 7 de l'avant-projet)

alinéa 1

Chaque Etat contractant désigne l'autorité judiciaire ou administrative compétente pour établir le certificat.

alinéa 2

variante 1

Chaque Etat contractant a la faculté de déclarer que le certificat, dressé sur son territoire, sera considéré comme «établi par l'autorité compétente» s'il est établi par une des personnes désignées comme qualifiées selon la loi de cet Etat, et s'il est confirmé par l'autorité compétente.

No 14 – Text drawn up by the Drafting Committee

Article 1 (article 1 of the draft Convention)

The Contracting States shall establish an international certificate designating the person or persons entitled to administer the movable estate of a deceased person and indicating his or their powers.

This certificate, as drawn up by the authority of a Contracting State having jurisdiction under articles 2, 4 and 5 in accordance with the model annexed to this Convention, shall be recognised in the Contracting States.

A Contracting State may subject this recognition to the procedure or to the publicity provided for in article 11.

Article 2 (article 2, paragraph 1 of the draft Convention)

The certificate shall be drawn up by the competent authority in the State of the habitual residence of the deceased.

Article 3 (article 2(1), (2), (3), articles 3, 4 and 5 of the draft Convention)

For the purpose of designating the holder of the Certificate and of indicating his powers, the competent authority shall apply its internal law except in the following cases, in which it shall apply the internal law of the State of which the deceased was a national –

a if both the State of his habitual residence and the State of his nationality have made the declaration provided for in article [X];

b if the State of which he was a national, but not the State of his habitual residence has made the declaration provided for in article [X] and if the deceased has lived in the State of the issuing authority for less than 5 years immediately before his death.

Article 4 (article 7 of the draft Convention)

Paragraph 1

Each Contracting State shall designate the competent judicial or administrative authority to draw up the certificate.

Paragraph 2

Variante 1

Each Contracting State may declare that a certificate prepared within its territory shall be deemed to be drawn up by the competent authority if it is drawn up by one of the persons designated as qualified according to the law of that State, and if it is confirmed by that authority.

variante 2

Chaque Etat contractant a la faculté de déclarer que le certificat, dressé sur son territoire, sera considéré comme «établi par l'autorité compétente» s'il est établi par une des personnes désignées comme qualifiées par cet Etat, et s'il est confirmé par l'autorité compétente.

alinéa 3

Il notifiera la désignation faite en vertu de l'alinéa premier et, le cas échéant, la déclaration [et la désignation] faite(s) en vertu de l'alinéa 2, au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article X (proposition du Rapporteur, Doc. trav. No II)

Aux fins et sous les conditions de l'article 3, chaque Etat contractant a la faculté de déclarer que sa loi interne doit être appliquée, si le défunt est un de ses ressortissants, pour désigner le titulaire du certificat et indiquer ses pouvoirs.

Variant 2

Each Contracting State may declare that a certificate prepared within its territory shall be deemed to be 'drawn up by the competent authority' if it is drawn up by a member of a body which has been designated by that State as qualified, and if it is confirmed by the competent authority.

Paragraph 3

Each Contracting State shall notify the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands of the designation made under the first paragraph, and of any declaration [and designation] made under the second paragraph.

Article X (Proposal of the Rapporteur set out in Doc. trav. II)

For the purposes of, and subject to the conditions set out in, Article 3, each Contracting State may declare that if the deceased was a national of that State its internal law shall be applied in order to designate the holder of the certificate and to indicate his powers.

Document de travail No 15

Procès-verbal No 6

Distribué le 9 octobre 1972

Séance du lundi 9 octobre 1972

No 15 (complété par le Doc. trav. No 17 - Proposition du Président et du Rapporteur)

Article 7 bis

L'autorité émettrice, après avoir pris les mesures de publicité propres à informer les intéressés et avoir procédé, au besoin, à des recherches, délivre sans retard le certificat.

Article 7 bis

The issuing authority shall, after publicity measures have been taken in order to inform interested parties and after investigations have been made, if necessary, issue the certificate without delay.

La séance est ouverte à 10 h. sous la présidence de M. Goldman (France).

Le Rapporteur est M. Lalive (Suisse).

Le Président ouvre la séance et soumet aux Délégués la proposition des délégations danoise et norvégienne figurant au Document de travail No 10. Il rappelle que cette proposition tend à ajouter une troisième condition à l'application de la loi nationale, condition selon laquelle cette loi ne serait applicable que sur requête du conjoint survivant ou de l'un des héritiers.

Mrs Heffermehl (Norway) said that the Nordic countries had some experience in trying to bridge the positive conflict between those countries applying the law of nationality and those applying the law of the domicile or habitual residence. The Commission was trying to do the same work as had been done several years ago in the Nordic Convention, and in her opinion, it would be valuable to consider the Nordic approach. This was the reason for the suggestion of the Norwegian Government that the solution of the Nordic Conven-

tion should be seriously considered. She reminded Delegates that for the law of nationality to apply there must be a request by the surviving spouse or one of the heirs.

Mr Due (Denmark) agreed with Mrs Heffermehl and said that he could not add anything to what had already been said by her. The main reason behind the proposal for the application of the law of nationality was the fact that one of the heirs or the surviving spouse might still be left in that country. In such a case it would be quite reasonable to desire for the law of nationality to apply. If it were not the case, however, he saw no reason why the law of nationality should be applied.

M. von Spreckelsen (Allemagne) déclare que l'adoption de cette troisième condition conduirait le pays émetteur à appliquer sa propre loi sans égard à la durée de résidence. La durée de résidence deviendrait une condition de recevabilité de la requête du conjoint survivant ou de l'un des héritiers, requête qui ne serait en effet acceptable que si le défunt avait résidé dans le pays émetteur durant les cinq dernières années de sa vie. Au surplus, le Délégué allemand relève que les personnes intéressées devraient connaître l'application de principe de la loi de la dernière résidence et la faculté qui leur est donnée de demander l'application de la loi nationale pour que celle-ci s'applique. Il est donc préférable que la Convention désigne la loi applicable.

L'adoption d'une telle condition réduirait sensiblement le champ d'application de la loi nationale à l'administration des successions, ce qui n'avait pas été voulu par les auteurs du compromis.

Mr Leal (Canada) said that his Government had great sympathy with the proposals put forward by the Nordic representatives. He was concerned, however, that he might have missed an obvious point. The question was one of administration and not one of succession. Perhaps Mrs Heffermehl knew some way in which administration might jeopardise the rights of the surviving spouse which he did not himself appreciate. He asked what was the basis of the Nordic Convention.

Mr Kurkela (Finland) pointed out that the principle in the Danish and Norwegian proposal was taken from Chapter 1 of the Nordic Convention, which related to rights of inheritance. The third chapter of the same Convention contained articles concerning administration. Accordingly the principle mentioned in the proposal was only concerned with devolution. The Nordic Convention was a compromise. In Finland there was a mixed system – the principle of nationality was applied to devolution, but habitual residence to administration. The Finnish Government was not sure if the principle in the Norwegian and Danish proposal would be appropriate to apply to questions of administration. He went on to point out that in article 1 of the Nordic Convention the heir or the surviving spouse must request the application of the law of the nationality within six months. The Finnish Government would be unable to support the proposal without the inclusion of a certain term, which had to be a very short one.

M. Schwind (Autriche) remarque que la politique générale de la Conférence était de maintenir un équilibre entre les systèmes de la loi nationale et la loi de la résidence habituelle. Or, la présente proposition fait nettement basculer le centre de gravité du côté de la loi du domicile. En outre, la proposition telle qu'elle est formulée n'indique pas clairement quelles sont les condi-

tions pour que les personnes intéressées puissent requérir l'application de la loi nationale. Il y a là matière à créer de nouvelles difficultés entre les héritiers.

Mr Lipstein (United Kingdom) had no intention of going into questions of principle and theory, but intended to look at the problems on a practical basis. In reply to Mr Leal he pointed out that in English law the practice existed of the administrator *cum testamento annexo*, who was limited to the powers available under the foreign law. There was a similar solution available in cases of intestacy.

The question was whether the application of the *lex patriae* was to be restricted for the purposes of administration by a further clause. Both possible solutions might give rise to problems. One might, for example, give the choice of law to the testator – this could oust the *lex patriae*. Alternatively, the choice of law could be left to the beneficiaries. The question was whether the beneficiaries under the *lex patriae* would be willing for the law of the habitual residence to be applied to questions of administration, which would mean that there would be wider powers available in the Common Law countries than under the Civil Law. He found the wording of the present Draft to be too restricted. It was not clear what the position would be in the case where there were, for example, four children, one of whom was in favour of the application of the law of the nationality and the others against. This might lead to further disputes. However, if the spouse and all those who would take were in agreement he could see little difficulty, especially if the country of nationality were assured that distribution was not affected. He reminded Delegates that questions of distribution were related to those of succession and that this was not being dealt with.

Mr Boyd (United States) wished as far as the United States were concerned, to disagree with regard to a complete distinction being made between devolution and administration. In the United States the question of where the title was had an effect on the powers of the administrator. There should be some opportunity for a choice of law in the Convention, as there was in the law of the United States. He would accordingly wish to support the Norwegian proposal.

Mrs Sarman (Sweden) said that she had the same views as the Finnish Delegate, and was not in favour of the Norwegian and Danish proposal.

Mme Collaço (Portugal) déclare ne pouvoir se rallier à cette proposition qui touche le fond du compromis mis sur pied. Elle se rallie aux observations du Délégué allemand. Elle admettrait que le choix de la loi applicable soit laissé au défunt, par le système de la *professio juris*, mais non à l'époux survivant ou aux autres héritiers.

M. Fragistas (Grèce) déclare que le droit applicable à l'administration de la succession doit être fixé par la Convention et non par les intéressés à la succession.

Mrs Heffermehl (Norway) pointed out that under the Nordic Convention the administration of the estate rested with the authorities in the State of the deceased's habitual residence. The estate would be governed by the law of the habitual residence *unless* there were residence for *less* than five years, and *then only if one of the heirs or the surviving spouse requested that the law of nationality be applied*. It had been decided at the last meeting that a non-national from a positive conflict country had to have lived in the State of habitu-

al residence for five years, but no requirement had been laid down as to residence within the State of nationality. She felt that difficulty might arise in regard to people moving from one country to another – undue hardship might be caused by applying the national law in cases where nationalities were no longer strong. This was the reason that Norway and Denmark had put forward the solution. They had wanted to give parties concerned in such cases the possibility of choosing a more appropriate law. She understood the doubts of her colleagues: perhaps the proposal as put forward was insufficiently refined, and with the permission of her Danish colleague she would withdraw it. She had merely wished that the question should be discussed, and as the Commission was only dealing with administration she saw no reason to press the matter.

Mr Due (Denmark) agreed with the Norwegian Delegate, and added that the purpose of the Norwegian and Danish proposal had been simply to present a solution for discussion. As the opinion of the large majority of the Commission had been heard he felt that there was no reason to pursue the matter. In answer to Mr Lipstein, the meaning of the wording in the Nordic Convention was that if *any* of the parties interested wanted to have the law of nationality applied it would be so. The law of the habitual residence would be applied only when neither the surviving spouse nor any of the heirs requested the application of the national law.

Le Président prend acte de ce retrait et soumet aux Délégués les Documents de travail Nos 2 et 9. Il s'agit du nouvel article 4, alinéa 2 (article 4, alinéa 3 de l'avant-projet), qui prévoit la faculté de la part de l'autorité émettrice de s'assurer de la conformité des mentions du certificat auprès d'une autorité du pays de la loi nationale. Il y est également question du délai octroyé à cette dernière autorité pour délivrer les renseignements demandés.

Le Rapporteur rappelle que cette disposition est le résultat d'un compromis dont il a été convenu au cours des Commissions spéciales. Certains Experts auraient voulu faire de cette faculté une obligation, tandis que d'autres auraient voulu prévoir une obligation de répondre de la part de l'Etat de la nationalité. Le compromis proposé est souple. Le Rapporteur rappelle au surplus que l'application par une autorité d'une loi étrangère ne doit plus être considérée comme une difficulté insurmontable de nos jours.

M. van Dijck (Belgique) déclare qu'il n'est pas suffisant de savoir quels sont les pouvoirs que le certificat doit conférer. Il faut que l'Etat de la nationalité donne également des renseignements sur la nature des pouvoirs dont est investi le titulaire et les modalités de ces pouvoirs. Il craint que des difficultés surgissent lors de l'octroi du certificat ou lors de ses modifications.

Le Rapporteur reprend l'intervention belge et constate qu'elle ne vise pas à modifier l'article soumis aux Délégués mais à le compléter par des précisions qui pourront être adoptées lors de la discussion des articles relatifs aux déclarations que les Etats pourront faire. Le Rapporteur fait à cet égard état d'une proposition de M. Philip qui souhaitait que l'Etat de la nationalité indique quels sont chez lui les pouvoirs de l'administrateur, de manière à faciliter l'établissement du certificat.

M. van Dijck (Belgique) tout en soulignant les difficultés que rencontreront les praticiens, se rallie à la proposition du Rapporteur.

Le Président précise que la Commission n'est pas saisie d'une proposition d'amendement écrite et qu'il ne peut dès lors entrer en matière sur une telle proposition. Il constate au surplus qu'une telle proposition ne se substituerait pas, mais compléterait la disposition soumise aux Délégués.

Mr Due (Denmark) agreed with the observations made by the previous speakers. As there was no written proposal he thought it better to wait until later to discuss the matter. An article on the lines proposed would not make the article under discussion superfluous.

Le Président demande si une autre délégation veut prendre la parole en se limitant à l'objet de l'article proposé.

Mr Boyd (United States) asked whether, if the issuing State were to apply the law of nationality and that law had a special procedure for identifying the certificate holder, the issuing State would be bound to follow that procedure.

Le Rapporteur indique que selon lui chaque autorité doit appliquer sa propre procédure.

Le Président précise qu'effectivement l'autorité émettrice se borne à demander à l'Etat de la nationalité qui serait désigné en qualité d'administrateur et quels seraient ses pouvoirs. Elle applique sa propre procédure à la désignation du titulaire et à l'octroi des pouvoirs.

Mr Lipstein (United Kingdom) explained the intention of the article in an attempt to solve the problem and in response to the question of the United States Delegate. The idea was to provide a speedy procedure. If the foreign country were lax in replying to the request for information, the issuing authority would be able to proceed on its own.

Mr Leal (Canada) felt that Mr Lipstein's words were not in accordance with his own view as to the effect of the article. What the article said was that if one were unable to get a reply from the foreign State, one would make one's own assessment of what was the foreign law.

Le Président précise que si le pays d'émission ne reçoit pas de renseignements de la part du pays de la nationalité, il appliquera la loi de ce dernier pays selon sa propre appréciation.

M. Fragistas (Grèce) entend s'assurer que cette demande de renseignements ne constitue qu'une faculté de la part de l'Etat émetteur. Il se demande au surplus si elle a lieu avant ou après l'établissement du certificat.

Le Rapporteur répond que l'autorité émettrice a la *faculté* de demander des renseignements *avant* l'émission du certificat. Elle le fera généralement sur la base d'un projet (voir p. 14 du Rapport)¹.

¹ V. *supra* p. 137.

Le Président confirme cette opinion et indique qu'il reste encore à déterminer le délai de réponse.

Le Rapporteur indique que l'intention des Commissions spéciales était d'accélérer cette demande de renseignements. Il proposait donc un délai de trente jours.

Mrs Heffermehl (Norway) was of the opinion that it must be taken into consideration that the issuing and answering authorities needed time to send the letter requesting information and to draw up and send the reply. However, urgent and protective measures might have to be taken after the death of the deceased and if the period were made too long these measures would be of no use. As questions of administration of estates were being dealt with there was a necessity for as much speed as possible, and a period should be found which was somewhere between the two extremes.

M. Dubbink (Pays-Bas) indique que l'Etat de la nationalité ne doit pas nécessairement donner de réponse dans le délai indiqué, mais en tous cas se manifester, par exemple, en demandant une prolongation de délai.

M. Schwind (Autriche) estime qu'il n'est pas utile de fixer un délai précis et propose l'expression «en temps utile», de manière à laisser à l'autorité d'émission le soin d'apprécier de cas en cas quel sera le temps nécessaire pour la réponse.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) rappelle que cet article intéresse essentiellement les pays de la loi nationale. Quand l'un d'entre eux aura fait la déclaration, il aura en quelque sorte le devoir de renseigner les Etats qui auront à appliquer sa loi. On peut donc imaginer qu'il prendra les dispositions pour être à même de répondre dans des délais convenables. Il y a d'ailleurs avantage, faute de quoi le pays émetteur risque de prendre des mesures provisoires de longue durée.

Le Rapporteur ajoute qu'effectivement le pays de la nationalité aura avantage à répondre vite, de manière à ce que sa loi soit le plus justement appliquée.

Quant au délai, il propose quatre solutions: un délai unique et fixe, l'expression «en temps utile», le soin laissé à l'autorité émettrice de fixer ce délai, ou enfin un délai fixé entre deux termes.

Mr Lipstein (United Kingdom) asked Delegates to remember that this was not a complicated question but merely a proposition of fact coupled with law which would be put to the home authority. It would basically concern the wife and children, the possibility of more distant relatives being affected being very remote, and it was a matter which would soon become *pro forma* and be able to be answered very quickly.

Le Président demande à M. Schwind s'il fait une proposition ferme.

M. Schwind (Autriche) répond qu'il s'agit d'une suggestion et non d'une proposition.

Le Président estime que le délai de trente jours est un peu court, si l'on compte la durée de transmission postale et administrative.

Le Rapporteur exprime l'avis que ce délai pourrait être laissé à l'appréciation de l'autorité émettrice; il s'agit là d'une solution qui se justifie d'autant plus que cette demande de renseignements ne constitue qu'une faculté.

Le Président demande de pouvoir soumettre la proposition du Rapporteur à la Commission, bien que celle-ci ne fasse pas l'objet d'un document de travail.

Cette proposition consisterait à remplacer dans le Document de travail No 2 l'expression «dans le délai de X jours», par «dans le délai indiqué par l'autorité émettrice».

M. Carrillo (Espagne) se déclare en faveur de cette proposition.

M. Dubbink (Pays-Bas) craint que ce système ne crée des frictions entre les autorités intéressées.

M. Wampach (Luxembourg) suggère que ce délai fixé par l'autorité émettrice soit au minimum de trente jours.

Le Rapporteur indique que l'on a peine à envisager qu'une telle solution crée des frictions entre les autorités intéressées. On peut faire confiance à l'autorité émettrice pour fixer un délai convenable.

M. Battaglini (Italie) indique que l'autorité du pays requis pourra toujours demander un délai supplémentaire pour répondre.

Le Président soumet la proposition du Rapporteur au vote.

Vote

Cette proposition est adoptée par 21 voix contre 1. Ont adopté la proposition, les Etats suivants: Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie. L'ont repoussée: les Pays-Bas.

La séance suspendue de 11 h. 25 à 11 h. 40.

Le Président constate que sous réserve des articles 5 et 6 du projet néerlandais (Doc. trav. No 2), les questions relatives à l'autorité compétente pour dresser le certificat et la loi applicable à la désignation du titulaire et à la détermination de ses pouvoirs ont été traitées. L'adoption du système de l'article 3, à savoir l'application de la loi interne sous réserve de deux exceptions, dispense la Commission de détailler les hypothèses dans lesquelles la loi de l'autorité d'émission s'applique (article 3 de l'avant-projet).

M. Battifol (France) souligne que l'examen de ces hypothèses serait de nature à faire surgir de nouvelles et longues discussions. Il serait même dangereux de maintenir cette énumération: si une hypothèse apparaissait qui n'entre ni dans l'énumération, ni dans les exceptions, on ne saurait que décider.

Mme Collaço (Portugal) affirme que la formulation adoptée permet de combler les lacunes éventuelles.

Le Président soumet aux Délégués l'article 6 de l'avant-projet, relatif à la *professio juris*.

Le Rapporteur, rappelle que la Commission spéciale n'avait pu se prononcer et qu'elle avait mis sur pied deux variantes, ainsi qu'une troisième proposition tendant à ne pas régler du tout la question. Du point de vue de la procédure, il propose de se prononcer d'abord

sur cette troisième proposition, puis le cas échéant de choisir entre les deux premières variantes.

Le Président accepte la proposition du Rapporteur et soumet aux Délégués la troisième variante de l'avant-projet.

Mrs Heffermehl (Norway) asked what would be the effect of a failure to regulate the *professio juris* in the Convention and whether this would mean that a particular State could choose whether to recognise *professio juris* or not. It should be decided whether States should be left to make their own decision as to the matter, or whether the Commission should totally exclude the question of *professio juris* from the Convention.

Le Rapporteur déclare qu'un refus devrait être interprété comme une exclusion de la *professio juris* dans l'administration des successions à l'étranger.

Le Président déclare éprouver quelque hésitation à ce sujet. Dans le cadre de la déclaration prévue à l'article X, un Etat pourrait souhaiter que sa propre loi s'applique quand le défunt n'en a pas voulu autrement.

Mr Lipstein (United Kingdom) pointed out that although there could well be only one will it was equally possible that there might be several wills. This was not unusual in international practice, where it was common to advise testators to make several wills. In these circumstances the "Testamentsvollstrecker" could have different meanings in different countries. If there were no *professio juris* one would be forced to interpret them all in the same manner although the testator had wished them to be interpreted in different ways. He personally felt that he would prefer the option to exist, but did not want to insist, or to oppose any movement clearly in favour of the exclusion of any choice.

M. Batiffol (France) déclare que si l'on ne dit rien, on peut imaginer que si la loi déclarée applicable par la Convention admet la *professio juris*, il n'y a pas de raison de ne pas s'y soumettre.

Le Rapporteur déclare ne pas partager le point de vue de M. Batiffol et part de l'idée qu'en taisant le problème de la *professio juris*, on en exclut l'application. A tout le moins, pourrait-on admettre qu'un Etat puisse dans la déclaration de l'article X, demander l'application de sa propre loi quand le défunt en a voulu ainsi.

Le Président constate que ce problème peut soulever des interprétations différentes et qu'il se justifie de discuter premièrement de l'opportunité de traiter le problème dans la Convention.

Mme Collaço (Portugal) se rallierait davantage à l'interprétation du Rapporteur. S'il n'est pas question de *professio juris* dans la Convention, c'est que son application est totalement exclue. Lors de l'adoption de l'article X, il avait été entendu que la déclaration avait pour conséquence l'application de la loi interne et l'exclusion de la *professio juris*. Le texte de cet article X suffit pour interpréter le silence comme une exclusion.

Le Président propose de discuter la question soulevée par la Déléguée norvégienne dans l'ordre suivant: il faut poser la question de principe de savoir si l'on doit admettre ou rejeter la *professio juris*. Si on la rejette, on peut se demander si cela peut résulter du texte de la Convention ou s'il faut l'indiquer expressément. Si on l'admet, il faut se prononcer en faveur de l'une ou l'autre variante de l'avant-projet.

Mr Lipstein (United Kingdom) felt that this was a most important point on which he would not wish the Convention to fail for lack of agreement. He would prefer to see how many Delegates were absolutely against the inclusion of *professio juris*, as, if he saw that a qualified number of States were violently opposed to it, he would not wish to press his point.

Mr Boyd (United States) pointed out that some States were violently in favour of *professio juris*.

Mrs Heffermehl (Norway) wished the United States Delegate to explain why he might be violently in favour of *professio juris*.

Mr Boyd (United States) said that the notion was very important in the United States with regard to probate. This was reflected in the New Uniform Probate Code.

Mr Leal (Canada) in agreement with Mr Boyd, said that the importance of *professio juris* was reinforced in respect to his own country by the growing tendency for the settlor of a trust attempting to establish the situs of the trust and the law governing its administration. He was in favour of the principle.

Mr Kurkela (Finland) would hesitate before making any choice, as he felt that there were doubts from a practical point of view. He raised the problem of the case where there were many wills, all of which it might be difficult to find in time.

Mr Hayes (Ireland) pointed out that the original idea of the *professio juris* came from Switzerland where it had operated successfully for a considerable number of years. It might be possible to say that there were theoretical objections - but the system did work. It had worked satisfactorily, for example, in the case of an Irish national who died domiciled in Switzerland. The rights of his surviving spouse had been determined by Irish succession law in accordance with his wishes. He did not see what national interest or pride was involved in the administration of an estate except insofar as revenue law was concerned. Subject to the rights of the surviving spouse and children the testator should be entitled to have his estate administered and distributed in accordance with the law selected by him.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) déclare que lorsqu'on avait en vue de régler non seulement l'administration mais également la dévolution des successions, on s'était prononcé en faveur de la *professio juris*. Il affirme que si l'on établit maintenant un système propre à l'administration des successions, les testateurs ne vont plus rien y comprendre.

Le testateur fait une *professio juris* davantage en fonction de la dévolution, qu'en fonction de l'administration de la succession. Si l'on adopte un article 6, le souhait du testateur ne pourra être suivi que sur le plan de l'administration, mais pas sur le fond dans les Etats qui refusent la *professio juris*.

Comme il ne s'agit que de l'administration des successions, il faut à son avis éviter de traiter le problème de la *professio juris* qui mérite une solution d'ensemble.

Mr Boyd (United States) said that he thought that a distinction was being made all the time in the Convention between devolution and administration. The views of the Canadian Delegate reflected the underlying notion that the testator ought to have a choice, even though that choice might be minimal.

M. Baechler (Suisse) rejoint l'opinion émise par M. Droz. Il est d'avis que la *professio juris* causerait des difficultés pratiques considérables si on la limitait à l'administration de la succession. En droit international privé suisse la *professio juris* se rapporte seulement à la loi applicable à la dévolution de la succession et elle ne peut être faite qu'en faveur du canton d'origine.

M. van Dijck (Belgique) se réfère à l'observation préliminaire No 5 de son Gouvernement. L'admission de la *professio juris* pour ce qui est de l'administration de la succession serait de nature à créer des malentendus et à compliquer la situation.

Le Rapporteur affirme que la recherche d'une solution pratique impose de se prononcer en faveur de l'absence totale de toute disposition sur la *professio juris* et sur son exclusion. Sur un cas, on peut avoir pourtant une hésitation: c'est celui où le défunt exprime la volonté que sa succession soit administrée selon telle ou telle loi. Il s'agit donc d'une *professio juris* se rapportant expressément à l'administration de la succession.

Mr Leal (Canada) was not sure that the term 'administration of estates' had been adequately defined. If it were intended to cover continuing administration by trustees then a very broad field was concerned and the inclusion of *professio juris* would be vital.

Mr Lipstein (United Kingdom) pointed out that Common Lawyers and Civil Lawyers were divided. This was an attempt to introduce a Common Law notion into the Civil Law. Meanwhile, in the Civil Law there was no gap – the property passed immediately to the beneficiaries after a process by which they had to get hold of it. By administration was meant getting hold of the property and clearing up the debts. In other words anything prior to distribution.

Mr Leal (Canada) said that he would not wish to regard the words of Mr Lipstein in terms of an *ipse dixit*. He asked where those explanations might be found in the document.

Mr Lipstein (United Kingdom) replied that the answer lay in foreign law. In applying the Convention one would have to know some foreign law as there was an attempt to limit matters to foreign law in certain respects. One could see from the annex to the Convention the extent of the powers of the holder of the certificate.

Le Président rappelle qu'une convention doit être interprétée selon son esprit, dans le contexte où elle a été faite. Dans le système continental, comme dans le système du *Common Law*, la Convention ne s'appliquera que jusqu'au moment où respectivement l'héritier aura pris possession de ses biens et le «trustee» en sera devenu propriétaire.

Le Président propose qu'on en revienne à l'objet de la discussion, à savoir l'admission ou l'exclusion de la *professio juris* de la Convention.

Mrs Heffermehl (Norway) raised the problem of the inclusion of *professio juris* with regard to administration in Norway. There was in that country a system of organised administration of estates, which was completely separate from distribution. Administration was a procedural matter and so would not allow for the application of foreign law. If, for example, a testator habitually resident in Norway chose to have the law of his nationality applied to his estate, Norwegian law would find his wish very difficult to respect.

Le Président propose qu'il soit procédé à un vote indicatif concernant l'exclusion ou l'inclusion de la *professio juris* dans la Convention. Si l'exclusion était adoptée à une forte majorité, il suffirait alors d'examiner si cela résulte de la Convention ou s'il faut une disposition expresse.

Il est procédé à ce vote indicatif qui donne les résultats suivants:

Vote

13 Délégués se proposent en faveur de l'exclusion de la *professio juris* (Autriche, Belgique, Finlande, Grèce, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse, Yougoslavie); 8 se prononcent en faveur de l'inclusion (Allemagne, Canada, Espagne, Etats-Unis, France, Irlande, Royaume-Uni, Tchécoslovaquie); il y a une abstention (Danemark).

Devant ce résultat, le Président déclare vouloir examiner avec le Rapporteur dans quelle mesure il est opportun de proposer une solution de compromis.

Il soumet ensuite aux Délégués l'article 5, selon le Document de travail No 2 de la délégation néerlandaise. Il s'agit de décider s'il est opportun d'indiquer dans la Convention que la résidence habituelle et la nationalité sont celles existant au moment du décès. Il ne s'agit pas d'un problème de fond, tous les Délégués étant d'accord qu'il en est bien ainsi. Il s'agit seulement de savoir s'il faut le dire ou non.

M. von Spreckelsen (Allemagne) déclare que cette disposition est superflue si l'on accepte celle de l'article 15.

Le Rapporteur déclare que si cet article était rejeté, il pourrait être fait mention dans le Rapport de la précision qu'il contient.

Le Président soumet la question au vote.

Vote

14 Délégués se prononcent en faveur du maintien de cet article dans la Convention (Belgique, Canada, Espagne, Etats-Unis, Finlande, Grèce, Italie, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie); 5 y sont opposés (Allemagne, Autriche, Danemark, France, Irlande); il y a 3 abstentions (Japon, Luxembourg, Norvège).

Cet article sera soumis au Comité de rédaction.

La séance est levée à 13 h.

Distribués le 10 octobre 1972 (matin)

Séance du mardi 10 octobre 1972 (matin)

No 16 – Proposition du Président et du Rapporteur
(*professio juris*)

Chaque Etat contractant a la faculté de déclarer que pour désigner le titulaire du certificat et indiquer ses pouvoirs, il appliquera, par dérogation à l'article 3, sa loi interne ou celle de l'Etat dont le défunt était ressortissant selon le choix fait par ce dernier.

Any Contracting State may declare that, in designating the holder of the certificate and indicating his powers, notwithstanding article 3, it will apply its internal law or that of the State of which the deceased was a national, according to the choice made by him.

No 17 – Complète le Document de travail No 15

La séance est ouverte à 10 h. sous la présidence de M. Goldman (France).

Le Rapporteur est M. Lalive (Suisse).

Le Président ouvre la séance et soumet aux Délégués le Document de travail No 16 qui contient une proposition conjointe du Président et du Rapporteur, dont il donne lecture. Quelles que soient les critiques que l'on peut adresser à la méthode de l'option, il a paru aux auteurs de la proposition qu'il fallait tenir compte du vote indicatif de la précédente séance où 8 délégations s'étaient prononcées en faveur de la *professio juris*, ainsi que d'une observation du Délégué israélien relative au problème des réfugiés.

Mme Collaço (Portugal) fait observer que la proposition n'indique pas par quels moyens le choix pourra être fait.

Le Président répond que le choix doit pouvoir se faire dans un acte séparé, c'est-à-dire en dehors du testament.

Le Rapporteur souligne le caractère équilibré de ce compromis qui peut jouer aussi bien au profit de la loi nationale qu'au profit de la loi de la résidence habituelle.

Le Président soumet cette proposition au vote.

Vote

La proposition est adoptée par 11 voix contre 5, avec 6 abstentions.

Ont voté pour: Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, France, Irlande, Israël, Luxembourg, Norvège, Royaume-Uni, Tchécoslovaquie.

Ont voté contre: Autriche, Belgique, Finlande, Japon, Pays-Bas.

Se sont abstenus: Allemagne, Italie, Portugal, Suède, Suisse, Yougoslavie.

Cet article étant adopté, le Président soumet aux Délégués l'article 7 *bis* qui ressort du Document de travail No 15.

Le Rapporteur déclare qu'il s'agit d'une nouvelle tentative de rédaction de la proposition émanant des délégations allemande et néerlandaise contenue au Document de travail No 12. Seule la forme en est différente. Il rappelle que cette disposition répond à une préoccupation de certains Etats qui voulaient que la procédure de délivrance du certificat comporte certaines garanties. La délégation allemande notamment avait souhaité que la Convention s'exprime à ce sujet.

Le Rapporteur estime que cette proposition est conforme à l'esprit du projet et il en recommande l'adoption.

Le Président demande aux Délégués allemand et néerlandais s'ils ne souhaitent pas se rallier à la proposition du Président et du Rapporteur et abandonner la leur.

M. von Spreckelsen (Allemagne) se déclare d'accord avec ce mode de faire.

M. Dubbink (Pays-Bas) relève quatre différences touchant au fond entre les deux textes proposés.

– Dans sa proposition, il est question de «mesures adéquates», tandis que dans le Document de travail No 15, on parle de mesures de publicité. Il n'est à son avis pas nécessaire d'exiger dans tous les cas des mesures de publicité.

– La formule adoptée dans le Document de travail No 12 laisse la porte ouverte à d'autres mesures qu'à la publicité.

– Selon sa proposition, des recherches sont nécessaires, tandis que selon le Document de travail No 15, elles sont facultatives. Le Délégué néerlandais préfère la forme impérative.

– Enfin, dans le Document de travail No 12, il est question de «parties intéressées», tandis que dans le Document de travail No 15, on ne parle que des «intéressés». La première rédaction est meilleure, selon le Délégué néerlandais, parce qu'elle exclut les créanciers du défunt.

Le Rapporteur estime que l'on pourrait dans sa proposition supprimer le cas échéant «de publicité» pour faire droit à la première observation du Délégué néerlandais. Quant aux recherches, il constate que les deux rédactions ont le même sens. Enfin, pour ce qui est des «intéressés», il relève que les deux expressions ne présentent guère de différence et que, quoi qu'il en soit, l'autorité émettrice peut choisir qui sont les parties intéressées.

Le Président déclare que l'expression «les intéressés» a été choisie à dessein, car on n'est pas «partie» à une succession.

D'autre part, le terme de «publicité» a été introduit délibérément pour donner une structure à l'information. La publicité comporte en effet un certain nombre d'opérations précises.

Mr Boyd (United States) asked whether, if the new proposal went beyond the original proposal of the Netherlands delegation, it would be possible for the United States to endorse the new proposal so that there could be a vote upon it.

M. Wampach (Luxembourg) traduit les préoccupations des banquiers luxembourgeois qui veulent éviter autant que possible les mesures de publicité. Dès lors, il se déclare favorable à la proposition néerlandaise.

Mr Leal (Canada) hoped that the Commission would not be voting for the exact wording of the Netherlands proposal, as he felt that the English text perhaps left something to be desired.

Mr Aranne (Israel) was concerned over the use of the word 'adequate' in the draft text. He feared that this left room for someone to investigate the adequacy of the steps taken. He thought that the text could perhaps be worded in a better way.

M. Dubbink (Pays-Bas) précise qu'il entend exclure les créanciers du nombre des «personnes intéressées» et souhaite que le Comité de rédaction trouve une expression meilleure que celle de «parties intéressées».

Le Président renvoie les trois dernières observations au Comité de rédaction. Il constate de surplus que, vu les explications du Délégué néerlandais, les deux textes proposés divergent quant au fond. Dès lors, il s'agit de les soumettre successivement au vote, quitte à prendre un troisième vote dans l'hypothèse où ils seraient admis l'un et l'autre.

Votes

La proposition néerlandaise (Doc. Trav. No 12) est acceptée par 13 voix contre 10, sans abstention.

La proposition conjointe du Président et du Rapporteur (Doc. Trav. No. 15) est adoptée par 13 voix contre 9 avec une abstention.

Au troisième vote, la proposition du Président et du Rapporteur l'emporte sur la proposition néerlandaise par 12 voix contre 9 et 2 abstentions.

Ont voté pour la proposition adoptée: Autriche, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, France, Irlande, Israël, Italie, Norvège, Portugal, Royaume-Uni.

Ont voté pour la proposition néerlandaise: Allemagne, Belgique, Grèce, Luxembourg, Pays-Bas, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

Se sont abstenus: Finlande et Japon.

M. Carillo (Espagne) relève que la solution adoptée permet un plus juste équilibre entre les pays à système organisé et ceux qui n'en ont pas.

Mr Boyd (United States) said that, having voted for Working Document No 15 he would like to make a statement to ascertain whether his interpretation of that article was correct. In the United States there was provision for publicity in the case of a domestic holder of a certificate. He wondered whether, in the case where an international certificate had to be issued several months later, the original publicity would be sufficient.

Mr Leal (Canada) suggested to the drafting Committee that as a matter of translation the word 'reasonable' would be preferable to 'necessary' in the English text.

Le Président déclare que cette dernière proposition est entièrement différente quant au fond.

Il prie les Délégués de ne pas intervenir pour discuter des problèmes de rédaction et de faire part de leurs observations directement aux membres du Comité *ad hoc*.

Mr Due (Denmark) wished to draw the attention of the Commission to the observations made by the Danish Government where it had been pointed out that the Danish Government might well authorise as the issuing authority the authority normally entitled to administer, for example, the court of first instance in the place where the deceased had his habitual residence. This could mean that the authority would have to certify its own powers.

Le Rapporteur répond et indique que l'hypothèse du Délégué danois est envisagée en page 12 de son Rapport¹, auquel il renvoie.

Mr Lipstein (United Kingdom) regretted to have to say that this raised difficulties as far as the United Kingdom was concerned.

Le Président déclare que l'article 7 a été adopté et que l'on ne peut y revenir.

Il ouvre la discussion sur l'article 8 et attire l'attention des Délégués sur une proposition britannique contenue au Document de travail No 5 et qui consiste à ce que l'on donne également la faculté prévue à cet article aux enfants du défunt.

Le Rapporteur souligne que le problème du régime matrimonial est délicat et qu'il a fait l'objet de nombreuses discussions dans la Commission spéciale. Il se réfère à son Rapport (page 17) ². Il relève que cet article en dit le moins possible, les Commissions spéciales ayant pensé qu'il n'était ni opportun, ni possible d'envisager toutes les hypothèses pouvant se présenter. Si la discussion faisait ressortir trop de difficultés, il faudrait supprimer cet article.

Mr Lipstein (United Kingdom) withdrew the United Kingdom amendment. He said that the amendment had been made on the basis that problems might arise in Scots law with regard to children, but he had found that this was not in fact the case.

M. van Dijk (Belgique) déclare que la solution de compromis de l'article 8 ne donne satisfaction à personne. Il fait notamment remarquer qu'il ne sera pas possible de vérifier si l'autorité émettrice a tenu compte ou non de l'avis du conjoint survivant.

M. Batiffol (France) déclare que cet article donne un avantage excessif au conjoint survivant. A la rigueur, devrait-il prévoir que l'autorité émettrice pourra entendre le conjoint survivant dans ses observations. Il se déclare partisan de la suppression de cet article.

Mr Aranne (Israel) wondered what would happen if the surviving spouse refused consent. He asked whether this would mean that the issuing authority would not issue any certificate at all.

Le Président déclare que cet article ne prévoit qu'une faculté. L'autorité émettrice appréciera de cas en cas si les motifs invoqués par le conjoint survivant sont fondés et s'il doit refuser la délivrance du certificat. Elle pourra passer outre à l'opposition du conjoint survivant.

Le Rapporteur se demande si l'article 7 bis que la Commission vient d'adopter ne suffit pas à couvrir le cas du conjoint survivant.

M. Lemontey (France) déclare que l'article, tel qu'il est rédigé, pourrait être interprété également dans le sens que l'autorité émettrice est liée par l'opposition du conjoint survivant. Vu cette incertitude, la délégation française propose la suppression de cet article.

Mr Leal (Canada) felt that he was unable at the present time to say whether he was for or against article 8. He found the interpretation of that article difficult, and wondered whether the wording would allow for

the possibility of the issuing authority stating that it would issue the certificate designating the holder and his powers but would limit the powers to be exercised in order to safeguard the rights of the surviving spouse. In other words, the question was whether the word 'condition' was sufficient to allow the court to impose restrictions in the certificate. If the answer was in the affirmative this would influence his attitude towards the repeal of article 8.

M. van Dijk (Belgique) estime également que le texte actuel est insuffisant et il en propose la suppression. Il reviendra à propos d'autres articles sur sa proposition tendant à permettre aux pays importateurs de certificat de demander des précisions, notamment en matière de régime matrimonial.

M. Schwind (Autriche) déclare que son Gouvernement était défavorable à ce droit de veto octroyé au conjoint survivant, ainsi qu'à la large liberté d'appréciation laissée à l'autorité émettrice de délivrer ou non le certificat après intervention du conjoint survivant.

Mr Lipstein (United Kingdom) agreed with what the Belgian Delegate had said. He felt it might be possible to make provision in the Convention for the issuing authority to join the wife as a holder of the certificate.

Mme Collaço (Portugal) déclare que l'article 8 est un mauvais compromis sur une question difficile, parce que sa formulation ne permet pas d'apaiser toutes les craintes des Etats qui l'avaient proposé. Il faut donc en envisager la suppression, tout en précisant dans le rapport que l'article 7 bis recouvre le cas du conjoint survivant.

Le Président précise que l'intention de la Commission spéciale n'était pas de permettre à l'autorité émettrice d'insérer de nouvelles conditions à la délivrance du certificat pour protéger le conjoint survivant. L'autorité émettrice aura seulement la faculté de refuser la délivrance du certificat, si elle juge valables les moyens invoqués par le conjoint survivant, mais elle pouvait également ne pas en tenir compte.

Vote

La proposition française, tendant à supprimer l'article 8, est adoptée par 15 voix et 8 abstentions.

Ont voté en faveur de la suppression: Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, États-Unis, France, Grèce, Israël, Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

Se sont abstenus: Canada, Danemark, Finlande, Irlande, Luxembourg, Norvège, Portugal, Suède.

L'article 8 disparaît de la Convention.

Le Président insiste auprès des Délégués pour qu'ils soumettent leurs propositions d'amendement suffisamment à l'avance et par écrit.

La séance est suspendue de 11 h.10 à 11 h.25.

Le Président soumet aux Délégués l'article 9 de l'avant-projet.

Le Rapporteur rappelle que cet article répond à une préoccupation générale, à savoir celle de protéger les intéressés et éviter la délivrance de plusieurs certificats. Il en recommande l'adoption.

¹ V. *supra* p. 135.

² V. *supra* p. 140.

Mr Aranne (Israel) proposed to delete the words 'of any person' from paragraph 2; he felt that it would be impossible to trace the people concerned later on and that subsequent information should only be communicated to authorities.

M. Wampach (Luxembourg) demande un éclaircissement sur le but de ces informations. Il relève que la Convention ne prévoit pas le mode d'intervention des opposants au certificat.

Mr Lipstein (United Kingdom) took up the problem proposed by the Israeli delegation and suggested that a solution could be to add the word 'officially' after the word 'notified'; in this way, notification would be through an official register – such a system was well known to Common Law countries.

Le Rapporteur répond au Délégué britannique que la difficulté qu'il soulève ne paraît pas insurmontable et qu'il se rallierait le cas échéant à sa proposition. Il répond au Délégué luxembourgeois que les moyens d'intervention ressortissent au droit interne des Etats.

Le Président, répondant aux deux observations des Délégués israélien et britannique, déclare que l'alinéa 2 de cet article 9 ne se lit pas sans le premier. Selon la Commission spéciale, il était naturel que les personnes ayant demandé et obtenu des renseignements sur un certificat soient averties de toute modification de ce document.

Mr Lipstein (United Kingdom) said that he perfectly understood the system proposed; it was a question of clarifying doubts as to whether the article envisaged a simple request or a formal application. Either 'officially' should be inserted in paragraph 2, or 'a request in writing' should be inserted in paragraph 1.

Le Président demande au Délégué israélien s'il renonce à sa proposition.

Mr Aranne (Israel) remarked that even what Mr Lipstein had suggested would not suffice for his country. The administrative authorities should not be expected to chase up all letters to supply subsequent information perhaps years later.

Mr Leal (Canada) suggested that the text could read in paragraph 2 – 'to any person notified to that effect under paragraph 1'. This would link paragraph 2 to paragraph 1.

Mr Hayes (Ireland) said that nobody had ever thought of a register until now – this was surely not the system the Special Commission had intended to institute. As for the United Kingdom delegation's point, he failed to see the difference between 'informing' and 'officially informing'. On a drafting point, he thought that in the second paragraph the words 'brought to the attention of' did not satisfactorily link the second paragraph to the first, and that therefore a reference should be made to a person or authority 'that had been informed of the issue and contents of the certificate'.

Le Rapporteur déclare que la suppression du second alinéa de cet article reviendrait à priver le certificat du crédit qu'on voulait lui conférer. Il est difficile de demander à un particulier de s'adresser régulièrement à l'autorité émettrice pour lui demander si le certificat a subi des modifications. En revanche, il n'est pas exagéré de demander à cette dernière autorité d'informer des modifications survenues à ceux qui se sont adressés à elle.

Le Rapporteur se rallierait en outre volontiers aux modifications rédactionnelles proposées par le Délégué irlandais.

Le Président soumet à la Commission la proposition israélienne, qui revient en fait à supprimer dans le texte français «de toute personne».

Vote

Cette proposition est rejetée par 21 voix contre une, avec 2 abstentions.

Ont rejeté l'amendement: Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

L'a accepté: Israël.

Se sont abstenus: Italie et Japon.

Le Président revient ensuite à l'intervention du Délégué du Royaume-Uni qui envisageait le cas d'une personne allant consulter un registre auprès de l'autorité compétente. Comme cette personne ne laisse pas de traces de son passage, elle ne pourra être informée des modifications ultérieures du certificat.

Mr Lipstein (United Kingdom) replied that he was happy to vote on the principle alone at that stage; he was not asking the Commission to vote on the exact form.

Le Président propose que l'on dise au premier alinéa: «l'autorité compétente informe personnellement ...» de manière à restreindre l'hypothèse de l'alinéa 2 aux personnes qui se sont adressées par écrit à l'autorité compétente.

M. Batiffol (France) demande si la personne qui consulte ce registre laisse son nom.

M. Lipstein (Royaume-Uni) répond que non.

Mr Hayes (Ireland) asked whether it was a good idea simply to refer a spouse living in another country to a register; it would be more satisfactory to send the information to the persons concerned, including the spouse.

Le Président constate que tous les Délégués sont d'accord pour que les personnes qui ont pris des renseignements par consultation du registre ne soient pas informées des modifications ultérieures.

Mr Lipstein (United Kingdom) replied that he had raised this point because his Government had wanted to know exactly what it was expected to do. Although his Government did not wish to take the names and addresses of interested parties for the purpose of subsequent information, it would agree to do that if such was clearly the system envisaged.

Le Président constate que l'article 9 ne fait pas l'objet d'oppositions et qu'il peut être considéré dès lors comme adopté. Le Comité de rédaction est chargé d'apporter une modification d'ordre rédactionnel pour faire droit à l'observation présentée par le Délégué britannique; si cela se révélait impossible, le rapport ferait état de cette précision.

Le Président soumet aux Délégués l'article 10.

Le Rapporteur déclare que cet article 10 contient un principe qui résulte de l'économie générale de la Convention. Il se réfère à son Rapport (page 18) ¹.

Cet article ne restreint pas les dispositions protectrices de l'Etat de réception. Il n'est pas nécessaire d'y toucher si l'on voulait donner suite aux observations du Délégué belge, lesquelles observations portent davantage sur les dispositions suivantes relatives à la reconnaissance ou au refus de reconnaissance du certificat. Exiger d'autres conditions de la présentation reviendrait à ruiner l'utilité de la Convention.

M. van Dijk (Belgique) se rallie à cette manière de voir, mais envisage néanmoins l'hypothèse d'un certificat peu clair quant à l'étendue des pouvoirs de son titulaire. Il faut garantir en pareil cas à l'Etat de réception la possibilité de demander des précisions.

Pour assortir l'activité du titulaire de certaines garanties, le Délégué belge se propose d'intervenir lors de la discussion des articles relatifs à la responsabilité du titulaire, aux comptes qu'il a à rendre aux héritiers (article 21) et envisage même la possibilité de prévoir le dépôt d'une caution.

Le Rapporteur indique que son rapport fera état de cette difficulté, mais constate que l'article ne s'oppose pas à une demande d'information.

M. von Spreckelsen (Allemagne) demande si l'article 10 permet à l'Etat émetteur de poser des conditions supplémentaires à l'émission du certificat. Il demande également si le certificat est le seul moyen de prouver la qualité d'administrateur.

M. Wampach (Luxembourg) demande si le certificat a le monopole en matière de preuves des pouvoirs de l'administrateur et si l'on veut créer une hiérarchie entre le certificat international et d'éventuels certificats nationaux.

Le Rapporteur répond au Délégué allemand que l'article 10 ne touche pas le problème des conditions auxquelles l'Etat émetteur peut subordonner l'octroi du certificat.

Elle n'empêche au surplus pas un Etat d'accepter d'autres preuves, ou de n'en point demander. La Convention ne vise qu'à obliger l'Etat de réception à reconnaître au titulaire du certificat certains pouvoirs lorsque celui-ci est en possession du document. Quant aux conflits entre certificats, ils seront examinés plus tard.

Mr Leal (Canada) suggested that the drafting Committee should place the word 'only' after the phrase 'the production of the certificate' in the English text - in fact he would have preferred the word 'alone'.

Le Président soumet cette intervention au Comité de rédaction.

Mr Kurkela (Finland) said that if he understood the arrangement of articles 10 and 11, three possible processes existed: *a* mere production; *b* publicity; *c* recognition procedure.

¹ V. *supra* p. 141.

Although the process of mere production sounded very attractive, third parties would know the situation and powers of the holder better if the recognition procedure method were adopted.

The Convention was already subject to many precautions, and he wished that they should also have effect. Therefore he wished that all countries adopt the recognition procedure method.

Le Rapporteur précise que, quel que soit le mode de reconnaissance (sans formalité, avec publicité, avec procédure de reconnaissance), la Commission a voulu empiéter le moins possible dans le droit des Etats et ne pas leur imposer d'obligations dans ce domaine, conformément à l'esprit de la Convention.

Le Président précise que le Gouvernement finlandais peut prévoir une procédure de publicité ou de reconnaissance. Il demande au surplus au Délégué finlandais s'il saisit la Commission d'une proposition d'amendement.

Mr Kurkela (Finland) replied that he certainly wished that there should be some kind of recognition procedure in all countries.

Le Président rappelle que ce problème a été largement discuté au cours des Commissions spéciales et que tout Etat peut instituer les procédures du contrôle qu'il estime nécessaires.

Mrs Heffermehl (Norway) argued that States should not be forced to create procedures which they themselves did not consider necessary; each State should decide for itself to what extent it thought it proper to protect its creditors.

Mme Collaço (Portugal) déclare qu'il n'y a pas de raison de désigner même un minimum de procédure, puisque le certificat n'a pas de monopole. L'Etat reste libre de reconnaître les pouvoirs hors du certificat international.

Mr Kurkela (Finland) replied that in view of the preceding discussion he was not proposing an amendment.

Le Président constate que l'article 10 ne soulève plus d'opposition et qu'il peut dès lors être considéré comme adopté.

Il soumet aux Délégués l'article 11.

Le Rapporteur commente l'article 11 et renvoie à son rapport (page 18 et 19) ¹.

M. Dubbink (Pays-Bas) demande si les Etats peuvent poser comme condition de la reconnaissance la publication de la demande d'exequatur.

Le Président répond qu'il ne voit pas d'obstacle à une telle disposition.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) déclare que cet article ne concerne pas les particuliers mais les Gouvernements qui ont la faculté de résoudre eux-mêmes les problèmes qui pourraient surgir.

¹ V. *supra* p. 141 et 142.

M. Wampach (Luxembourg) voudrait s'assurer que l'article 11, alinéa 2, ne porte pas préjudice à l'article 9.

Le Rapporteur indique qu'il n'y a aucun rapport entre ces deux articles qui visent des stades différents de la procédure.

Le Président rappelle que l'argument *a contrario* n'est valable que s'il ramène au principe général.

Mr Hayes (Ireland) on a point of drafting, found the phrase 'made subsequent to' inexact, and asked the drafting Committee to search for a phrase corresponding more closely to the French.

Le Président renvoie cette observation au Comité de rédaction.

Mr Holub (Czechoslovakia) asked the Rapporteur whether his country could require the certificate to be accompanied by an affidavit or whether this would be contrary to article 10.

Le Rapporteur répond que l'article 10 s'opposerait à une telle exigence.

Mr Lipstein (United Kingdom) remarked that a question of drafting arose on the English text – he simply asked the drafting Committee to look at the text, but only questions of form were concerned.

Le Président, constatant que ce texte ne fait l'objet d'aucune proposition d'amendement ou de suppression, déclare qu'il peut dès lors être maintenu tel quel sous réserve d'amélioration rédactionnelle.

La séance est levée à 13 h.

Document de travail No 18

Distribué le 10 octobre 1972 (après-midi)

No 18 – Proposition de la délégation luxembourgeoise

Conflits de certificats internationaux dans un Etat tiers

La reconnaissance peut également être refusée si le certificat est incompatible avec un certificat établi conformément à la présente Convention et reconnu dans l'Etat requis.

Procès-verbal No 8

Séance du mardi 10 octobre 1972 (après-midi)

La séance est ouverte à 15 h. sous la présidence de M. Goldman (France).

Le Rapporteur est M. Lalive (Suisse).

Le Président ouvre la séance et met en discussion l'article 14 avec la proposition britannique figurant au Document de travail No 5.

Le Rapporteur commente cet article et fait quelques observations préliminaires sur la proposition britannique.

Mr Lipstein (United Kingdom) said that although he understood the remarks of the rapporteur, the United Kingdom amendment was one of pure clarification. There was no question of any alteration. The problem was whether the Convention imposed a duty on the issuing State to help in questions of verification – if not, it would be very difficult to determine whether a document was authentic.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) indique que le problème de la vérification s'est déjà présenté lors de plu-

sieurs conventions. La conformité au modèle est examinée par l'autorité elle-même. C'est seulement en cas de doute précis sur l'authenticité du certificat qu'elle requerra l'intervention des autorités du pays d'émission. Il n'est pas nécessaire d'instituer une procédure, les choses devant se faire de gouvernement à gouvernement.

M. Lemontey (France) soulève la question de la légalisation du certificat.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) déclare que si la Convention ne dit rien, le certificat sera soumis à légalisation à l'apostille de la Convention de La Haye du 5 octobre 1961. Toutefois, comme on organise une autorité d'émission, qui présentera des garanties sérieuses, il suggère que l'on dispense le certificat de formalités supplémentaires, telles que la légalisation ou l'apostille.

M. Carrillo (Espagne) se rallie à l'opinion de M. Droz. Au surplus il propose que cet article 14 soit rédigé en la forme impérative, pour obliger l'Etat de réception à refuser le certificat dans certaines conditions en vue de la protection des intéressés.

M. Dubbink (Pays-Bas) est d'avis qu'il faut préciser le contenu du terme «vérification».

Le Rapporteur renvoie à la page 21 de son Rapport, alinéa 2¹. L'intention de la Commission spéciale est de restreindre le champ de vérification du pays récepteur. Il s'agit d'un contrôle limité et formel.

Le Président précise que la vérification se limitera à la compétence de l'autorité de délivrance. Elle ne portera pas sur les mentions elles-mêmes, ainsi par exemple sur l'exactitude de la dernière adresse du défunt, etc.

Le Rapporteur précise que si la vérification est inscrite dans la première subdivision, elle est implicitement contenue dans le texte de la seconde subdivision.

M. van Dijk (Belgique), traitant de la légalisation et de l'apostille, estime qu'il faut éviter de donner l'impression que la présente Convention est contraire à celle de 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers.

Le Rapporteur, sur ce même sujet, rejoint l'opinion du Secrétaire général adjoint. Il est d'avis qu'il faut supprimer toute légalisation ou apostille du certificat.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) reprend les arguments développés en faveur de la suppression de la légalisation et de l'apostille.

M. Lemontey (France) reprend la proposition du Secrétaire général adjoint, et demande qu'en tous cas ce point soit précisé dans le Rapport.

Le Président constate qu'en l'état actuel, vu la Convention de 1961, l'apostille reste nécessaire, du moins pour les Etats qui ont ratifié cette Convention.

Le Rapporteur déclare qu'il est en tous cas nécessaire de prendre une décision à ce sujet. Il propose de faire un

pas en avant et de dispenser le certificat de la légalisation et de l'apostille.

M. van Dijk (Belgique) demande si l'apostille pourrait avoir une utilité supplémentaire dans un Etat fédéral.

Mme Collaço (Portugal) rappelle la disposition de l'article 13, alinéa 3 de la Convention sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale. Au surplus, elle se rallie à la proposition du Secrétaire général adjoint.

Mr Hayes (Irlande) said that, in his view, article 14 was not concerned with the question of authentication (*legalisation*).

M. Battaglini (Italie) signale qu'une disposition semblable à l'article 13; alinéa 3 a été adoptée dans la Troisième commission.

Le Rapporteur constate que les Délégués paraissent favorables à une disposition excluant la légalisation et l'apostille. Il déclare que cette exclusion ne présente aucun inconvénient dans les Etats fédéraux.

Le Président, après s'être assuré que le Délégué belge n'a pas de proposition contraire à faire, soumet au vote le point de savoir si l'on peut dispenser le certificat de toute légalisation et apostille.

Vote

Les Délégués se prononcent à l'unanimité en faveur de cette dispense, qui fera l'objet d'une disposition nouvelle dont la rédaction doit être envisagée par la Comité ad hoc.

Le Président soumet aux Délégués l'amendement britannique relatif à l'article 14.

Mr Lipstein (United Kingdom) reiterated that it was, from his point of view, more a question of clarification than of amendment. The debate had however shown him that the amendment had made the obvious more obscure, and it would depend on the answers he would receive to his questions whether he could withdraw the amendment. The matter was important in respect of legislation in the United Kingdom. The word verification was totally redundant in respect of the second part of the first paragraph of article 14, which was simply concerned with an examination of the text to ascertain whether it was in accordance with the model annexed to the Convention. Accordingly, it must refer to the first part of that paragraph and to an activity of an enquiring nature. He had been told that for the requesting State to reject a document from another authority was a very serious matter which would necessitate a return to the issuing authority. If this were not intended, and in both cases the word meant 'examination' so that the requested authority would be completely free to reject the certificate or not as regards both parts of article 14, he would withdraw the proposed amendment. However, if a duty was imposed on the receiving State in the first part and not in the second part of the paragraph the amendment would stand.

Mme Collaço (Portugal) propose que les mots «après vérification» soient supprimés dans la subdivision 1 de cet article.

Le Rapporteur se déclare favorable à cette suggestion, à condition que l'on ne craigne pas que l'autorité de réception rejette le certificat après un examen sommaire.

¹ V. *supra* p. 144.

The Rapporteur asked Mr Lipstein if the effect of checking whether the certificate were in accordance with the model annexed to the Convention might not be considered to be verification.

Mr Lipstein (United Kingdom) said that in the view of the Law Commission verification would be something more.

The Rapporteur asked whether the objection might not be taken care of if the English text were amended, and proceeded to suggest an amendment.

Mr Lipstein (United Kingdom) replied that that would not be quite adequate. The question was whether there was an intention that the requesting State would have to go back to the issuing State. If this were intended it must be clearly stated in the Convention – if not it must be omitted.

Mr Hayes (Ireland) said that he supported what the Portuguese Delegate had said. The difficulty was in the word 'verification'. What was meant was simply checking that the certificate was authentic. By using the word 'verification' it seemed that one might have to have some kind of specific verification procedure. He doubted that anything should be said about making an investigation. In his opinion it would be better to leave out the word 'verification' altogether. The Rapporteur could explain the intent of the article in his Report.

M. Lemontey (France) se déclare favorable au maintien du texte actuel. Il précise qu'une vérification n'interviendra que si l'autorité de réception a de sérieux doutes sur l'authenticité du certificat.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) reprend en d'autres termes cette observation et déclare que l'autorité de réception vérifiera d'abord si le certificat contient les mentions essentielles; elle ne s'adressera à l'Etat étranger que si un intéressé a émis des doutes sérieux ou si elle en a conçus elle-même.

Mr Lipstein (United Kingdom) proposed that the matter should be left to the drafting Committee to find a proper solution.

Mr Leal (Canada) said that he would like to be able to accept that the matter should be left to the drafting Committee but the point was, in his view, more than simply a matter of drafting. As he saw the problem, article 14 stated that the requesting authority might refuse recognition if, after verification, it found that the document was not authentic. A good case could be made for saying that if it was intended to refuse recognition the view of the issuing State as to whether the document was or was not authentic should be obtained. Accordingly it might be appropriate to add the words 'in the issuing State'.

M. van Dijck (Belgique) propose que ce problème soit laissé au Comité de rédaction.

Le Président concède que le mode de vérification est susceptible de créer des malentendus. Il rappelle cependant qu'indiscutablement l'idée de la Commission était celle exprimée par le Secrétaire général adjoint. L'autorité de l'Etat de réception n'est pas obligée de procéder à une vérification. Le Président reprend la proposition de Mme Collaço qui veut supprimer les mots «après vérification», étant entendu que l'Etat de réception peut faire toutes les vérifications qu'il veut. Si cela est en-

tendu et précisé dans le Rapport, le Président demande au Délégué anglais si une telle modification peut le satisfaire, ce qui est le cas. L'amendement du Royaume-Uni est retiré.

Vote

La Commission adopte à l'unanimité la proposition de la Déléguée portugaise tendant à la suppression des mots «après vérification».

A la suite de ce vote, le Président déclare que l'article 14 peut être laissé tel quel. Il soumet aux Délégués l'article 15.

Le Rapporteur commente cet article et se demande si l'on ne devrait pas soumettre le refus de reconnaissance à la condition supplémentaire que l'application de la loi étrangère conduise à d'autres résultats.

Le Président précise que la référence ancienne aux articles 4 et 5 doit être modifiée et remplacée par une référence à l'article 3. Il constate au surplus qu'il n'y a pas de proposition d'amendement.

M. Batiffol (France) se prononce en faveur de l'insertion à cet article du principe d'équivalence défini par le Rapporteur.

Le Président soumet aux Délégués la proposition du Rapporteur, reprise par le Délégué français.

Mme Collaço (Portugal) se rallie à cette proposition et précise qu'il faudra aussi inscrire une référence à l'article relatif à la *professio juris*.

Mr Lipstein (United Kingdom) while not wishing to oppose what either Mr Batiffol or Mrs Collaço had said, wondered how such a situation might arise in practice. It was unlikely that parties would dispute over a matter where they both knew that the result would be the same.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) commente ce principe d'équivalence et propose l'exemple où le titulaire du certificat est l'héritier unique, succédant dans les deux pays intéressés, mais disposant d'un certificat qui n'a pas été établi par l'autorité compétente. Dans un pareil cas d'équivalence, il faudrait pouvoir éviter l'application de l'article 15.

Le Président émet l'option personnelle que l'interprétation de l'équivalence est aisée, lorsqu'il ne s'agit que de la désignation du titulaire. Ce n'est en revanche pas le cas, lorsqu'il s'agit de la délimitation de ses pouvoirs. Il craint qu'une disposition interdisant le refus du certificat en cas d'équivalence conduise à des difficultés d'application, notamment lorsqu'il s'agit du contenu des pouvoirs.

Vote

La proposition française de limiter le refus aux cas où il n'y a pas d'équivalence, est adoptée par 9 voix contre 5 avec 9 abstentions.

Ont voté pour: Autriche, Danemark, Espagne, France, Grèce, Irlande, Japon, Luxembourg, Portugal.

Ont voté contre: Allemagne, Belgique, Canada, Royaume-Uni, Tchécoslovaquie.

Se sont abstenus: Argentine, Etats-Unis, Finlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse, Yougoslavie.

Le Président indique que cet article 15 doit être envoyé au Comité de rédaction qui proposera une nouvelle rédaction.

Mr Due (Denmark) asked in relation to the second paragraph of article 15 what would be the result if a question of dual nationality arose.

Le Rapporteur indique que la Commission spéciale n'a pas voulu trancher le problème de la double nationalité et qu'elle entendait se référer à la solution traditionnelle selon laquelle chaque Etat intéressé considère le double national comme son ressortissant.

Le Président soumet aux Délégués l'article 16. Il propose d'ajourner la discussion sur l'alinéa 2 qui se réfère à l'article 28 non encore examiné par la Commission.

Le Rapporteur rappelle qu'il s'agit d'un cas de refus généralement admis, mais que la Commission spéciale avait jugé utile de spécifier.

M. Lemontey (France) indique que les termes «infirmation» et «rétractation» ne trouvent pas leur équivalent dans le texte anglais.

Le Président renvoie cette question au Comité de rédaction.

M. Wampach (Luxembourg) soulève le problème des conflits pouvant surgir d'une part entre certificats étrangers et, d'autre part, entre un certificat étranger et un certificat interne. Ces conflits ne sont pas envisagés par la Convention. Faut-il en déduire, vu l'article 19, qu'ils ne constituent pas un motif de refus?

Le Rapporteur répond que l'Etat de réception pourrait invoquer en pareil cas l'ordre public.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) émet l'hypothèse où deux Etats A et B émettent l'un et l'autre un certificat et en demandent successivement la reconnaissance dans un pays tiers.

Le Rapporteur indique que l'hypothèse avait été examinée par la Commission spéciale.

M. Fragistas (Grèce) demande quelle est la portée de l'expression «qui met fin».

Le Président prend note de cette question et propose d'en reporter l'examen.

Mr Hayes (Ireland) wished to draw two points to the attention of the Commission. Firstly, in answer to Mr Lemontey's question, the English text of article 16 did not contain a translation of the word 'infirmée'. This should be remedied by the drafting Committee. Secondly, it appeared to him that articles 14, 15, 16 and 17 all dealt with refusal of recognition, but in each case except in article 15, it was stated what was wrong with the certificate.

Le Rapporteur conteste qu'il s'agisse d'une question de rédaction. Il remarque en outre que l'article 15 est une réponse à la question de savoir quels sont les défauts du certificat.

The Rapporteur went on to say that what was wrong with the certificate in article 15 was that it had been issued by State A which claimed that the deceased had his habitual residence in that State, whereas he in fact

had his habitual residence in State B. The point was purely one of drafting.

Mr Leal (Canada) said that he wished to support what the Rapporteur had said. What was wrong with the certificate under article 15 was that there was no jurisdiction to issue it. Secondly, in answer to the problem outlined by Mr Droz, he said that he did not know how this was to be resolved, but wondered if the solution might lie in article 14 (2).

Le Président, répondant au Délégué canadien, estime que cela n'est pas inclus.

La séance est suspendue de 16 h.45 à 17h.

Le Président donne lecture du Document de travail No 18.

M. Carrillo (Espagne) estime qu'en cas de conflit entre un certificat local et un certificat international, ce dernier doit avoir la primauté.

Le Rapporteur se déclare opposé à la proposition du Document de travail No 18 qui évoque un cas trop exceptionnel. Il pense qu'il faut laisser à l'autorité de l'Etat de réception le soin de décider si elle veut reconnaître l'un des certificats ou n'en reconnaître aucun. Cet Etat pourra invoquer le cas échéant son ordre public. De plus, il faut éviter d'alourdir la Convention en cherchant à envisager toutes les hypothèses possibles.

Mr Leal (Canada) could not agree with the Rapporteur when he said if one had to choose between the two conflicting certificates one should reject both.

Le Rapporteur se déclare d'accord avec l'interprétation du Délégué canadien. Dans certains cas, l'Etat pourra choisir et dans d'autres rejeter tous les certificats. Cela confirme qu'il n'est pas nécessaire d'adopter le Document de travail No 18.

M. Schwind (Autriche) déclare que cette proposition fait intervenir les problèmes de la force de chose jugée et de la litispendance. Il ne faut pas régler de tels problèmes que met en cause la présente proposition. Il vaut mieux laisser l'autorité de réception apprécier de cas en cas ce qu'elle doit faire.

Mr Lipstein (United Kingdom) was not happy that such an important matter should be left to each individual country. The Commission had to create confidence in the certificate, and the sort of problem which was posed, which was likely to undermine confidence, had to be faced and answered. Either the Convention could solve the problem directly, or it could indicate a process of solution.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) estime que l'article 9 est une disposition trop tranchante. En effet que fera le juge à qui l'on présentera un second certificat incompatible avec le premier en invoquant l'article 19. Il ne pourra que se fonder sur l'ordre public pour refuser le second certificat.

Le Président, répondant au Délégué britannique, déclare que les articles 24 et 25 répondent à sa préoccupation.

M. Wampach (Luxembourg) déclare être disposé à retirer sa proposition, si l'on modifie l'article 19.

Le Président espère qu'il ne sera pas touché à cet article.

M. Wampach (Luxembourg) déclare alors maintenir sa proposition.

M. van Dijck (Belgique) déclare que l'autorité d'émission doit pouvoir imposer un second certificat, lorsque les pouvoirs du titulaire du premier certificat ont été retirés ou lorsque un testament a été découvert entre-temps.

Le Rapporteur admet qu'il existe une lacune quant au problème du double certificat. Il constate cependant que d'importantes précautions ont été prises pour l'émission du certificat et que les cas de conflit seront extrêmement restreints. L'article 19 pourrait également être susceptible d'interprétation.

Mr Hayes (Irlande) said that where one certificate had been recognised and then another was presented for recognition, it should be open to the requested State to re-examine the original certificate. To this end the words 'et qui met fin à une contestation au fond' should be deleted. In the same way, the proposal contained in Working Document No 18 would also prevent such a re-examination.

Le Président clôt la discussion sur l'amendement de la délégation luxembourgeoise. Il propose de voter sans tenir compte d'une interprétation éventuelle de l'article 19, article qui selon lui est une garantie rigoureusement indispensable à l'efficacité de la Convention.

Vote

La proposition de la délégation luxembourgeoise est rejetée par 14 voix contre 3, avec 5 abstentions.

Ont voté pour: Grèce, Luxembourg, Royaume-Uni.

Ont voté contre: Allemagne, Autriche, Canada, Danemark, Espagne, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

Se sont abstenus: Belgique, Etats-Unis, Finlande, France, Japon.

Le Président revient à l'observation faite par le Délégué de la Grèce sur l'interprétation à donner au mot «qui met fin».

Le Rapporteur répond que l'on peut envisager soit de définir dans la Convention une telle notion soit de ne pas s'ingérer dans le droit interne des pays, ceux-ci pouvant donner à cette notion un sens conforme à leur législation. En l'espèce, cette expression vague a été adoptée à dessein.

Le Président déclare que telle avait été en effet l'intention de la Commission spéciale. Il demande en outre au Délégué irlandais si sa proposition de supprimer les mots «et qui met fin» constitue une proposition formelle.

Mr Hayes (Irlande) replied that he did not wish to submit a proposal to the vote.

Mme Collaço (Portugal) déclare reprendre à son compte la proposition du Délégué irlandais.

M. Dubbink (Pays-Bas) est d'avis qu'il faudrait dire: «décision définitive».

Le Rapporteur déclare qu'une telle mention prête à confusion. Par ailleurs, l'intervention du Délégué irlandais montre qu'il est indispensable d'ajouter quelque chose au mot «décision» si l'on veut rester dans l'esprit de la Commission spéciale.

Mr Leal (Canada) said that he was troubled by article 16; he was not sure that he understood the meaning of the words 'decision' and 'recognised'.

As for the final words of paragraph 1, he presumed that they referred to a decision made after argument of the merits, not to a procedural or preliminary decision.

Mrs Heffermehl (Norway) confessed that she was confused; she understood the article to refer to a decision which was *final*, and she raised the question of appeal.

Mr Lipstein (United Kingdom) explained that what had been intended was to cover grounds other than procedural or jurisdictional grounds which were covered by the other articles. What the phrase in question meant was that the holder had been challenged.

Le Président indique la différence existant entre décision *rendue* et décision *reconnue*.

Il répond à la Déléguée norvégienne que le projet de Convention ne veut pas nécessairement subordonner la reconnaissance à une décision non susceptible de recours. Chaque Etat interprète l'expression comme il l'entend. En langue française, l'expression exclut en tous cas les décisions de procédure et les mesures provisoires.

M. Batiffol (France) précise qu'en droit français un jugement de première instance qui est réformé ne met pas fin au litige. Il demande à la Déléguée portugaise si sa proposition tend à étendre l'application de la disposition 16 au conflit de certificats.

Mme Collaço (Portugal) déclare avoir l'intention de régler par sa proposition le problème des conflits de certificats.

Elle relève au surplus que le contenu de l'article 19 ne permet pas de dire qu'il y ait une lacune dans la Convention sur ce point.

Le Rapporteur déclare que la question se pose de savoir s'il faut régler ou non les conflits de certificats dans la Convention. On peut certes les régler mais pas à l'article 16 qui envisage une hypothèse différente.

Mme Collaço (Portugal) estime que le problème doit être réglé, mais pas nécessairement à l'article 16.

Le Président demande à la Déléguée portugaise si elle retire sa proposition d'amendement, étant entendu que l'on pourra reprendre la question du concours de certificats.

Mme Collaço (Portugal) déclare retirer sa proposition.

Le Président revient sur l'observation du Délégué néerlandais qui paraissait penser qu'on avait voulu permettre le refus de la reconnaissance en présence d'une décision non susceptible de recours.

A cet égard, il faudra choisir entre la méthode consistant à préciser la notion de décision mettant fin à une contestation au fond et celle qui laisse aux Etats la liberté de donner à cette expression un sens conforme à leur législation.

Si des délégations entendent donner un sens précis à cette expression, ou si elles entendent régler les conflits de certificats, elles sont priées de saisir la Commission d'un document écrit. Il est souhaitable, vu le programme de travail, que de tels documents parviennent sans délai.

Le Président lève la séance à 18 h.

Documents de travail Nos 19 à 22

Distribués le 11 octobre 1972

No 19 – Proposition de la délégation néerlandaise

Article 16, alinéa 1:

Lire la dernière ligne de l'alinéa:

«et qui met fin, même provisoirement, à une contestation au fond.»

Article 19:

Lire la première ligne:

«La reconnaissance ne peut être refusée, rétractée ou infirmée, ni partiellement, ni»

Article 23:

Lire la troisième ligne:

«conformément à la présente Convention, est censée les»

Article 27:

Lire la première ligne:

«L'annulation d'un certificat ou la suspension de ses efforts selon les articles 24, 25 et 26»

Article 28:

Lire la première ligne:

«Même après l'annulation ou la suspension ou après la décision donnant effet à l'annulation ou»

Certificat

Annexe:

Ajouter à la liste:

- exercer les droits d'actionnaire
- liquider des contrats

Voir pour commentaire les Observations du Gouvernement des Pays-Bas (Doc. pré-l. No 7).

No 20 – Proposal of the United Kingdom delegation

Article 25 A

If in the course of a procedure for recognition of a certificate granted in one State, it appears that a certificate granted in another State in respect of the estate of the same deceased has been previously recognised in the requested State, the authorities of the requested State shall suspend the provisional effects of the certificate, the recognition of which is sought, stay the judgment and withdraw recognition of the certificate accorded previously.

Article 28 A

The consequences of the withdrawal of recognition shall be the same as those of a decision giving effect to annulment of the certificate as set out in articles 27 and 28.

Article 16

Delete second paragraph

No 21 – Proposition du Président et du Rapporteur

Conflit de certificats

Au cas où un certificat international lui serait présenté, alors qu'un autre certificat international aurait déjà été antérieurement reconnu dans l'Etat requis, l'autorité requise peut soit rétracter la reconnaissance du premier certificat et reconnaître le second, soit refuser la reconnaissance du second.

Conflicting certificates

Where an international certificate is presented to the authority addressed, and another international certificate has previously been recognised in the State addressed, that authority may either withdraw the recognition of the first certificate and recognise the second, or refuse to recognise the second.

No 22 – Proposition de la délégation belge

Article 17 bis

La reconnaissance peut être refusée si elle porte atteinte aux droits du conjoint survivant.

Procès-verbal No 9

Séance du mercredi 11 octobre 1972 (matin)

La séance est ouverte à 10 h. sous la présidence de M. Goldman (France).

Le Rapporteur est M. Lalive (Suisse).

Le Président présente aux Délégués les Documents de travail Nos 19, 20 et 21.

Le Document de travail No 19 contient tous les amendements de la délégation néerlandaise pour les derniers articles de la Convention.

La proposition d'amendement de l'article 16 sera examinée après l'interruption de séance, dès que son auteur aura pu rejoindre la Commission.

Les Documents de travail Nos 20 et 21 ont trait à la même question, à savoir aux conflits de certificats. Le Président demande au Délégué britannique s'il est disposé à retirer sa proposition et à se rallier à celle du Président et du Rapporteur.

Mr Lipstein (United Kingdom) said that he would be perfectly happy if the Chairman proceeded on the basis of his own text.

Le Président prend acte de ce retrait et soumet aux Délégués la proposition figurant au Document de travail No 21. Il rappelle que lors de la précédente séance, un amendement émanant de la délégation luxembourgeoise qui tentait de résoudre le problème en donnant la priorité au premier certificat présenté, a été refusé. La discussion que cette proposition avait suscitée a montré que de nombreuses délégations étaient préoccupées par le problème du double certificat. Dès lors, les auteurs de ce Document de travail No 21 ont jugé utile de présenter une proposition qui tente de résoudre différemment le problème.

Le Rapporteur affirme que la proposition luxembourgeoise ne résolvait pas tous les problèmes. Néanmoins, la discussion avait montré que, vu l'article 19, l'autorité de réception pourrait se trouver en face de problèmes insolubles en présence d'un second certificat. Les auteurs de la proposition se sont demandés quelle devrait être la réaction de l'autorité requise. Ils ont limité les solutions en excluant la possibilité pour cette autorité de refuser les deux certificats. Cette solution laisserait trop de latitude à l'autorité de réception. Il est préférable d'imposer à l'autorité de réception de choisir entre les deux documents.

Mr Hayes (Ireland) drew the attention of the Commission to a difficulty which might arise. He gave the example of a person who had obtained a certificate and had had property transferred to him under that certificate. The person transferring the property would be acting on a perfectly legal document. However,

someone might later produce a second certificate and recognition of the first certificate be withdrawn. In such a case some provision would have to be made for the protection of persons who had lawfully acted on the strength of the first certificate.

Le Président répond en disant que cette question a déjà été réglée par l'article 16, alinéa 2, qui précise quelles sont les conséquences de la rétractation du certificat. Cette disposition sera examinée en même temps que les articles 27 et 28 auxquels elle renvoie. Le Président demande alors au Délégué irlandais de réserver ses observations.

Mr Leal (Canada) thought that Mr Hayes had made a valid point, as questions of conflict of certificates had not been dealt with in the Convention and so the consequences of withdrawal of a certificate had not been written into the draft text. The second paragraph of article 16 seemed to him relevant to the consequences of withdrawal, but the provision appeared to apply only to article 16 itself. It would be necessary to draft a general provision regarding the matter.

He went on to say that he had voted earlier against the amendment proposed by the Luxembourg Delegate on the grounds that it did not adequately cover the problem of conflict of certificates. He now supported Working Document No 21 as it filled the gap which had existed.

Mr Kurkela (Finland) said that he had understood that article 16 covered refusal of the certificate by, for example, a banker or other private person, if there were no recognition procedure in a particular country. He gave the example of a certificate holder presenting the certificate to a banker. The banker might agree to recognise it after a waiting period of perhaps one week. Within that week another certificate might be presented in accordance with the proposed new article. The question was whether, if the banker accepted the new certificate, he must withdraw his recognition of the first certificate. In other words, whether the word 'authority' in Working Document No 21 included withdrawal of recognition by a banker or private person.

Le Rapporteur répond que le texte proposé ne vise que les Etats qui ont une procédure de reconnaissance. Cela est d'ailleurs indiqué expressément à l'article. La proposition du Document de travail No 21 n'a pas voulu unifier le droit interne des divers Etats, conformément d'ailleurs à l'esprit de la Convention.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) observe que dans les pays sans procédure de reconnaissance, il y aura néanmoins une reconnaissance, mais sous une autre forme. Ainsi, en cas de litige avec un tiers, le porteur tentera une action au fond qui aboutira à un jugement. En cas de double certificat, le tribunal aura à se prononcer et à reconnaître des effets à l'un ou l'autre certificat.

M. van Dijck (Belgique) fait observer que la proposition telle qu'elle est rédigée est susceptible de créer des difficultés. Cette disposition ne doit pas viser les certificats émis par la même autorité, désignant le même titulaire, mais ayant des objets différents.

Le Rapporteur déclare que ce n'est effectivement pas le but de la disposition de recouvrir de tels cas; il y a là une question de rédaction qu'il faut laisser au Comité *ad hoc*.

Mr Lipstein (United Kingdom) asked whether the case which the Belgian Delegate had envisaged were not one of variation of the first certificate, in which case the situation had already been provided for. The matter might be kept in mind for discussion by the drafting Committee.

Le Président est d'accord de renvoyer cette question au Comité de rédaction.

M. Schwind (Autriche) estime que le texte devrait préciser que l'autorité de réception doit procéder à un examen sérieux des deux certificats qu'on lui présente et choisir le meilleur.

Le Président déclare que la Convention n'a pas à donner de leçon aux Etats contractants et que l'on doit partir de l'idée que l'autorité de réception va mettre tout en œuvre pour rechercher quel est le meilleur certificat et lui donner la préférence.

M. Schwind (Autriche) déclare que sa proposition était dictée par des soucis d'ordre constitutionnel. Il faut en effet une concrétisation des pouvoirs et des obligations des autorités.

Mr van Boeschoten (The Netherlands) agreed that if, in a country where no recognition procedure was provided for, a person who owed money or owned property were presented with two conflicting certificates, he would be wise to withhold payment. If he did not do so, however, the question would arise as to whether he would be afforded protection under article 22.

Le Rapporteur estime que la question est réelle, mais simple. Il s'agit d'un problème d'interprétation que l'on peut résoudre selon les articles 22 et 23. Ainsi, lorsque le banquier a payé de bonne foi, c'est-à-dire sans savoir qu'il y avait un autre certificat, il est libéré.

M. Wampach (Luxembourg) fait observer que le projet d'article se limite à octroyer une faculté.

M. Baechler (Suisse) estime que le choix restreint laissé à l'autorité de réception l'oblige à trancher des points importants, ainsi celui de la qualification de l'autorité de la résidence habituelle. Il estime que l'autorité de réception doit avoir la faculté de refuser les deux certificats. Il dépose formellement une proposition dans ce sens.

Mr Lipstein (United Kingdom) said that he had included the point raised by the Swiss Delegate in his proposal. He had found, however, even on brief discussion, that there were certain arguments which might be persuasive if put another way. The question was whether, if there were a dispute between two certificates one should refuse to recognise both. Two matters might be left open to doubt: firstly, that there might be no one capable of dealing with the local estate except under the local law, and secondly, that an obstructionist party might go to a second country and obtain a second certificate in a deliberate attempt to confuse the issue. This would be unlikely but remained a possibility. It had persuaded him to withdraw his own amendment.

Mr Leal (Canada) had also been superficially attracted to the proposal that there should be a provision for a power in the receiving State to refuse both certificates. He was now persuaded that this was not a good solution. If a certificate had been issued in two States both of which claimed that the deceased was habitually resident

there, and the certificate were remitted to them, *both* States might confirm what they had originally said. It would be better to leave the final decision to the receiving State.

Mr Boyd (United States) wondered if one difference between the United Kingdom and the Swiss proposals was that the Swiss proposal made refusal discretionary rather than mandatory.

Le Rapporteur affirme qu'il a ressenti les mêmes préoccupations que le Délégué helvétique. Toutefois, il a fini par se ranger aux arguments évoqués par le Délégué britannique qui lui paraissent convaincants. Il demande dès lors au Délégué helvétique s'il ne veut pas retirer sa proposition.

M. Baechler (Suisse) retire sa proposition.

Le Président prend acte de ce retrait et soumet au vote la proposition figurant au Document de travail No 21.

Vote

Cette proposition est adoptée par 20 voix et 3 abstentions.

Ont voté pour: Canada, Allemagne, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Portugal, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

Se sont abstenus: Argentine, Autriche, Belgique.

Le Président constate que la proposition est ainsi adoptée, étant entendu que le Comité de rédaction tiendra compte de l'observation du Délégué belge, que cet article sera mentionné à l'article 19 et qu'il lui sera donné un numéro d'ordre.

Le Président met en discussion l'article 17.

Le Rapporteur indique qu'il s'agit là d'une clause traditionnelle dans les Conventions. Il relève que cet article limite le jeu de l'ordre public, ce qui paraît naturel dans le cadre d'une Convention qui tend à faciliter l'administration des successions à l'étranger.

Mr Hayes (Ireland) asked, in relation to article 17, whether the certificate could be withdrawn if, after it had been recognized, someone later pleaded that the recognition had been contrary to public policy.

He went on to pose the question of what exact expression should be used in regard to 'ordre public' - 'incompatible with' or 'contrary to'. He himself had no particular preference as to the words which should be used, although he felt that there was no value in the addition of the word 'manifestly'. He suggested that the matter should be discussed with the other Commissions and with the Secretariat, so that some common expression could be agreed upon for use in each Convention. There should be consistency within Conventions under the jurisdiction of the same International Organisation.

Le Rapporteur précise que tout Etat peut retirer la reconnaissance qu'il a octroyée, s'il s'aperçoit qu'elle l'a été à tort, en vertu de l'article 11, alinéa 2.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) déclare que depuis 15 ans, on a adopté la même rédaction pour ce genre d'article dans toutes les Conventions de La Haye et que cette formulation a donné satisfaction, à tel point qu'elle a été reprise par d'autres organisations internationales.

On gagnerait du temps à ne pas toucher à cette rédaction qu'on n'a jamais réussi à améliorer.

Mr Hayes (Irlande) asked whether there were now to be two Conventions emanating from the same Plenary Session, with two different expressions being used in regard to 'ordre public'. One universal expression should be used in all the Hague Conventions – or at least in those emanating from the one Session.

Le Président affirme qu'il serait effectivement contraire aux règles élémentaires de rédaction d'avoir deux formules différentes dans deux Conventions adoptées au cours de la même session. Il constate également que la formulation proposée a presque toujours été utilisée et déclare qu'il insistera en séance plénière pour qu'elle soit adoptée également dans d'autres Conventions. Il soumet aux Délégués le Document de travail No 22, dont il donne lecture.

M. van Dijck (Belgique) commente sa proposition. Il déclare que certains pays, dont le sien, pourront être amenés à refuser la reconnaissance, s'ils estiment que les droits du conjoint survivant sont menacés.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) déclare que si la Convention comporte une telle disposition de nature générale permettant le refus de la reconnaissance quand les droits du conjoint survivant sont menacés, il y aura certainement procès au moment de la reconnaissance chaque fois que le certificat ne désigne pas comme titulaire le conjoint survivant et que celui-ci a quelque raison d'être en désaccord avec la délivrance du certificat. De tels procès obligeront le tribunal à trancher des problèmes, notamment de droit applicable, qui ne devraient pas entrer en ligne de compte au moment de la reconnaissance. Le problème évoqué existe, mais il existera tant que la succession et le régime matrimonial ne seront pas réglés sur le plan international.

Le Rapporteur déclare qu'effectivement il faut tenir compte de l'opinion des Etats qui veulent protéger le droit du conjoint survivant. Il constate cependant que la disposition proposée est étrangère à l'esprit de l'avant-projet et que si elle était adoptée, l'autorité de la reconnaissance aurait à trancher des problèmes très importants, de droit international privé notamment, et serait conduite à examiner le droit matériel. Il affirme au surplus qu'il n'y a pas de raison pour que ne soient pas également protégés les créanciers ou les héritiers réservataires. Il pense que l'on devrait examiner la question du contrat de mariage en même temps que la formule du certificat.

Le Président demande au Délégué belge s'il ne lui est pas possible de retirer sa proposition, s'il apparaissait dès maintenant que la Commission était disposée à admettre que le certificat comportera une mention relative au contrat de mariage.

M. van Dijck (Belgique) affirme que s'il pouvait avoir l'assurance que le conjoint survivant sera associé à l'élaboration du certificat, sous la forme par exemple d'une désignation commune, il serait disposé à retirer sa proposition d'amendement.

Le Président déclare que sa proposition n'allait pas si loin. Elle se limitait à dire que le certificat pourra indiquer qu'il y a eu un contrat de mariage, le cas échéant, reçu par le notaire X à telle ou telle date. Il n'est en revanche pas possible d'associer le conjoint survivant

d'une manière aussi étroite que le propose le Délégué belge.

La séance est suspendue de 11 h. 35 à 11 h. 50.

Le Rapporteur fait part d'un échange de vues qu'il a eu avec le Délégué belge, au cours duquel il a été convenu que la proposition belge visait davantage à soulever un problème qui était une préoccupation constante qu'à apporter une modification précise à l'article 17.

Il indique que la délégation belge serait prête à retirer sa proposition, à condition qu'elle ait l'assurance que l'on adopte le principe d'une mention dans le certificat relative à la présentation d'un contrat de mariage et que l'on insère à l'article 7 *bis* une adjonction faisant expressément état du conjoint survivant.

Le Rapporteur fait part de son avis selon lequel cette dernière adjonction est superflue, car le conjoint survivant est sans doute au premier chef un intéressé.

Le Président demande au Délégué belge si l'on peut considérer qu'à la double condition exposée par le Rapporteur, il serait disposé à retirer sa proposition d'amendement.

M. van Dijck (Belgique) confirme cette manière de voir.

Le Président ouvre la discussion sur les deux conditions exposées par le Rapporteur.

M. Valladão (Brésil) déclare que la Convention ne peut ignorer le conjoint survivant, comme le faisait l'avant-projet. Cet intéressé intervient en effet au premier chef dans la succession. Il se déclare au surplus d'accord avec la proposition de compromis exposée par le Rapporteur.

M. Carrillo (Espagne) se félicite du compromis intervenu, car il estimait que la proposition belge allait trop loin.

Mr Lipstein (United Kingdom) wished to make it clear that he was now taking a reserved position in case matters went wrong. He would in the first place support the proposal of Mr Leal and Mr van Dijck, but if there were any difficulty he wished now to establish the position from which to proceed later. With regard to the wife of the deceased enjoying rights of succession (the point raised by the Delegate of Brazil) the Common Law countries would have no objection to the wife being present on the certificate. Matrimonial property rights differed from property rights *inter vivos* only in that they were determined by a matrimonial property regime. A question of private international law would arise as to what property regime this would be. The international certificate would be granted in the issuing State for use in other States. Accordingly, the question of what law would apply would vary from country to country and would be settled by the private international law of the receiving State. As a result he would not object as a *reserve position* to allowing a wife who alleged that she had a property interest to be put on the certificate, and the matter left to be decided between the interested parties. This would avoid questions of private international law, but would bring the wife in without giving her any rights except the right of administering for the time being in conjunction with the other holders of the certificate. He would still suggest that the proposal of Mr Leal and Mr van Dijck should be accepted.

M. Lubbers (Union internationale du Notariat latin) déclare partager l'avis du Délégué britannique. En effet,

pour les praticiens, le problème du conjoint survivant est capital et il faut appuyer les efforts du Délégué belge en vue de trouver une solution. Il ne faut pas sous-estimer le problème du conjoint survivant et pour le résoudre, il s'agit tout d'abord de savoir de quelle manière une succession est représentée dans un autre pays. Dans les pays du droit civil, surtout ceux qui connaissent la saisine, il y a dès le décès du défunt plusieurs héritiers qui sont propriétaires des biens successoraux. Il s'agit dès lors de savoir comment ces héritiers seront représentés. Dans les Etats du «Common Law», il y a un administrateur qui devient «trustee» de ces biens, au bénéfice des héritiers. Pour représenter la succession, il faut pouvoir disposer des biens qui la constituent. Dès qu'il y a communauté matrimoniale, et quelle qu'en soit l'étendue, la succession est composée des biens privés du défunt, ainsi que d'une part à la liquidation du régime matrimonial. Le titulaire du certificat ne pourra disposer des valeurs qui sont en communauté matrimoniale qu'avec l'accord du conjoint survivant. Le conjoint survivant n'est d'ailleurs pas la seule personne dans cette situation; il pourrait également advenir que parmi les biens privés du défunt figure une part de copropriété. Pour l'administration de cette part, le titulaire du certificat devra en référer à l'autre ou aux autres copropriétaires.

C'est sans doute aller trop loin que d'introduire une disposition selon laquelle la reconnaissance peut être refusée si le certificat porte atteinte aux droits du conjoint survivant. Il suffit à cet égard de savoir s'il y a dans la succession des biens matrimoniaux ou des biens en autre copropriété et si dès lors le conjoint survivant ou le copropriétaire doit participer à l'administration de ces biens. A cet égard, la mention dans le certificat suffit. Les praticiens devront se demander de cas en cas si tel ou tel bien se trouve pour 100 % dans la succession ou s'il fait partie d'une copropriété, par exemple d'une communauté matrimoniale.

Mme Collaço (Portugal) déclare que sa délégation partage également les préoccupations du Délégué belge.

Au sujet de l'article 7 bis, elle déclare qu'il ne s'agit que d'un éclaircissement, mais qu'il était toujours entendu que le conjoint survivant était au nombre des intéressés.

Quant à la mention dans le certificat, elle déclare qu'elle ne permet de résoudre qu'une minorité de cas dans les pays qui connaissent une communauté légale. En effet, les cas de contrat de mariage sont rares.

Elle évoque enfin le cas dans lequel l'Etat requis, qui est en même temps celui de la nationalité, connaît le système de la communauté légale. Le défunt ayant résidé à l'étranger plus de cinq ans, le certificat a été délivré par l'autorité étrangère en bonne et due forme et il est soumis à la procédure de reconnaissance dans l'Etat requis. Dans l'hypothèse où il n'y a pas de contrat de mariage, étant entendu que la Convention ne donne pas de précisions au sujet du régime matrimonial ni sur les biens sur lesquels portent les pouvoirs du titulaire, la Déléguée portugaise se demande si l'Etat requis ne sera pas tenté d'appliquer l'article 21, aussi longtemps que l'indivision subsiste, afin d'éviter que le porteur du certificat fasse des actes administratifs sur des biens qui sont en communauté et outrepassé ainsi ses pouvoirs.

Mr Hayes (Ireland) supported what the Rapporteur had said. The question would probably be settled by including the surviving spouse among the interested parties, if that were necessary. He objected, however, to references to marriage contracts, or anything affecting the *distribution* of the estate, being mentioned in the certificate. In the case of Ireland such references might necessitate an explanation of Irish succession law.

Insofar as succession was concerned Ireland was not a Common Law country. The rights and duties of the surviving spouse and the concept of the marriage contract varied from country to country. If mention of such concepts were made in the certificate, it would also have to be stated whether there were a marriage contract under which the wife had renounced her succession rights. The position of the receiving State could be made very difficult, if the rules as to the *distribution* of the estate in the other State had to be examined. He understood that the Belgian proposal had now been withdrawn. It had seemed to him that the proposal had been that recognition could be withdrawn if it affected the rights of the surviving spouse. He wondered whether 'rights' meant rights to hold the certificate or rights of succession.

He went on to say that he would prefer that there should be no reference in the certificate to the existence of a matrimonial property regime.

Le Rapporteur constate qu'il semble se dégager de la discussion un large accord sur le fait, qu'il ne faut en tous cas pas toucher au droit matériel des Etats d'émission et de réception, ni modifier les règles de droit international privé de ces Etats. Il constate que le sens du compromis est conforme à cette idée.

Il relève que le Représentant du Notariat latin a insisté sur le fait que le problème était sérieux et que par ailleurs les biens de la succession pouvaient tout aussi bien être en communauté matrimoniale qu'en copropriété simple. Dès lors, le conjoint survivant ne serait pas la seule personne digne de protection.

Il constate qu'un accord quasi unanime semble se dégager au sujet de la proposition tendant à modifier l'article 7 bis, bien qu'à son avis, cette modification n'apporte rien de très nouveau, le conjoint survivant étant nécessairement au nombre des intéressés.

La mention d'un éventuel contrat de mariage dans le certificat lui-même soulève en revanche davantage d'hésitations.

Le Rapporteur relit le texte qui avait été proposé lors de la Commission spéciale et qui avait été écarté au vote, autant d'Experts s'étant prononcé en sa faveur que contre lui.

Au sujet de la crainte exprimée par la Déléguée portugaise, le Rapporteur déclare que l'on doit présumer que les Etats feront une application raisonnable de la Convention et conforme à sa finalité et qu'ainsi ils n'abusent pas de la faculté que confère l'article 21. Au surplus le Rapporteur recommande l'acceptation du compromis.

Le Président clôt la discussion et soumet successivement les deux éléments de cette proposition de compromis au vote de la Commission.

Vote

Le premier élément, tendant à ajouter à l'article 7 bis «notamment le conjoint survivant», est adopté par 21 voix contre 1, avec 2 abstentions.

Ont voté pour: Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Brésil, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie.

A voté contre: Canada.

Se sont abstenus: Japon, Yougoslavie.

Le Président soumet aux Délégués le second élément du compromis, qui tend à ajouter dans le certificat l'indica-

tion qu'un contrat de mariage a été présenté, reçu à telle date et par tel notaire.

Au sujet de l'intervention de la Déléguée portugaise qui estimait que les cas de contrat de mariage représentaient une minorité, le Président précise que faute d'une telle indication, on en déduira que les époux étaient mariés sous le régime matrimonial légal et qu'il faudra tout aussi bien tenir compte des intérêts du conjoint survivant. L'indication d'un contrat de mariage permettra toutefois de faciliter les recherches.

Mrs Heffermehl (Norway) asked for an explanation of the meaning of 'contrat de mariage' in the continental countries as she was not sure whether the meaning was the same as in the Scandinavian countries.

Le Président explique la notion de contrat de mariage.

Mrs Heffermehl (Norway) replied that the Scandinavian notion of 'contrat de mariage' was somewhat more restricted.

Le Président, après avoir constaté que la situation ne se présente pas de manière très différente dans les Etats scandinaves et en France, soumet au vote le deuxième élément de la proposition.

Vote

Cette proposition est adoptée par 17 voix contre 4, avec 3 abstentions.

Se sont prononcés pour: Argentine, Belgique, Brésil, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse.

Se sont prononcés contre: Autriche, Irlande, Tchécoslovaquie, Allemagne.

Se sont abstenus: Canada, Japon, Yougoslavie.

Le Président constate que les deux éléments du compromis sont ainsi adoptés et que dès lors la proposition du Délégué belge peut être considérée comme retirée.

Le Président revient ensuite à l'article 16 alinéa 1, dernière ligne, et notamment à l'expression «qui met fin . . . ». Il attire l'attention des Délégués sur la proposition néerlandaise du Document de travail No 19, sous chiffre 1, proposition qui tend à insérer les mots «même provisoirement».

Le Président fait état d'une discussion au cours de laquelle il a été convenu que les termes «provisoirement» et «décision au fond» pourraient susciter quelques malentendus et faire croire à une contradiction. Il a été alors convenu de modifier cet article 16, alinéa 1, comme suit: « . . . lorsque le certificat est incompatible avec une décision sur le fond rendue ou reconnue dans l'Etat requis».

On exprime ainsi la différence qu'il faut faire entre les décisions provisoires, incidentes ou avant dire droit et les décisions tranchant le litige, qu'elles soient ou non susceptibles de recours. Cela donne en anglais: « . . . Incompatible with a decision on the merits, rendered or recognised in the requested State».

Avec l'accord du Délégué néerlandais qui accepte cette modification, le Président passe au vote.

Vote

Cet amendement est accepté à l'unanimité.

Le Président lève la séance à 13 h.

Procès-verbal No 10

Séance du mercredi 11 octobre 1972 (après-midi)

La séance est ouverte à 15 h. sous la présidence de M. Goldman (France).

Le Rapporteur est M. Lalive (Suisse).

Le Président ouvre la séance et met en discussion l'article 18 de l'avant-projet.

Le Rapporteur déclare que le contenu de cet article résulte des principes généraux de la Convention et constitue l'application de l'adage «Qui peut le plus peut le moins». Il peut paraître évident qu'un Etat a la faculté de refuser partiellement de reconnaître le certificat, mais la Commission spéciale a jugé préférable de l'insérer dans la Convention pour éviter tout doute à ce sujet. Le refus partiel n'est évidemment possible qu'aux mêmes conditions que le refus global.

Mr Kurkela (Finland) thought that this was a particularly important article since there were very different concepts of administration in different countries, and it might be difficult for a particular country to recognise certain powers.

Le Président constate qu'aucune autre délégation ne veut intervenir et déclare que l'article 18 peut dès lors rester tel quel dans le projet.

Il ouvre la discussion sur l'article 19 en précisant qu'il devra être complété par le numéro de l'article relatif au double certificat.

Le Rapporteur déclare qu'il s'agit d'une disposition clef du système. Son contenu pourrait se déduire du reste de la Convention, à savoir de l'article 2 qui prévoit le devoir de reconnaissance et des articles qui instituent des cas de refus. La Commission spéciale a toutefois estimé qu'il était préférable de fixer expressément la limite que prévoit cet article. Sur cette disposition repose une grande partie de l'utilité du système mis sur pied et, partant, de l'intérêt de la Convention.

Le Président attire l'attention des Délégués sur une proposition d'amendement du Délégué néerlandais contenue au Document de travail No 19.

Il en est donné lecture.

M. Dubbink (Pays-Bas) déclare que l'article 16 envisage les cas de rétractation et d'infirmité que par souci d'harmonie il faut répéter à l'article 19.

Le Rapporteur constate que la proposition néerlandaise ne modifie pas le fond, mais répond à un souci d'harmonisation; elle pourrait être du ressort du Comité de rédaction.

Mr Aranne (Israel) suggested that perhaps articles 14-17 might be combined into one article stating 'recognition can only be refused in the following cases'. This would alleviate the necessity for the inclusion of article 19 in the Convention.

Le Président pense également qu'il s'agit là d'un problème du ressort du Comité de rédaction. Par ailleurs, si l'on groupait les divers cas de refus de reconnaissance, il serait possible de les faire précéder d'une phrase générale disant que les cas de refus de reconnaissance se limiteraient à ceux énumérés dans l'article.

Le Président préfère toutefois un texte tel que celui de l'article 19.

Le Rapporteur précise que le souci de symétrie de la délégation néerlandaise n'est pas indispensable, notamment pas à l'article 17, où une adjonction pourrait laisser entendre que l'Etat de réception ne s'est pas aperçu tout de suite du caractère contraire à l'ordre public.

Le Président rappelle que dans l'esprit de la Commission spéciale le terme «refuser» à l'article 19 incluait la rétractation et l'infirmité, ces opérations ayant en définitive pour résultat un refus.

Il demande au Délégué néerlandais s'il est vraiment indispensable de prévoir une symétrie entre les articles 16 et 19.

M. Dubbink (Pays-Bas) insiste sur les différences existant entre ces deux articles.

Le Rapporteur déclare que l'on pourrait également supprimer à l'article 16 les termes «rétractation» et «infirmité», tout en reprenant dans le Rapport l'explication que vient de donner le Président.

Mr Lipstein (United Kingdom) hoped that the wording of article 16 would not be changed, as this article concerned a special situation of subsequent events, which was the reason for withdrawal being included in it.

Le Président déclare que même si la proposition néerlandaise n'était pas maintenue, il serait entendu que le terme refus recouvre également la rétractation et l'infirmité.

Vote

La proposition d'amendement de la délégation néerlandaise est acceptée par 9 voix contre 2, avec 9 abstentions.

Ont voté pour: Autriche, Belgique, Canada, France, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Tchécoslovaquie.

Ont voté contre: Irlande, Royaume-Uni.

Se sont abstenus: Allemagne, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, Israël, Norvège, Suède, Suisse.

Le Président constate qu'il n'y a pas d'autre proposition d'amendement ni de suppression et que l'article peut donc être laissé tel quel sous réserve de la modification adoptée. Il soumet aux Délégués l'article 20.

Le Rapporteur indique que la Commission spéciale a voulu maintenir le principe fondamental de la Convention qui est d'attribuer une portée internationale au certificat dans toute la mesure du possible.

Se référant à son Rapport (page 23) ¹, le Rapporteur précise que l'article doit être interprété dans le sens que la constitution d'une administration locale ne pourrait pas justifier en soi le refus de reconnaissance. Ce refus ne peut se fonder que sur les dispositions de la Convention. Ainsi, quand l'administration locale a été constituée à la suite d'une décision au fond, le certificat international pourra être refusé seulement sur la base de l'article 16.

Le Président complète les explications du Rapporteur en précisant que tout le système repose sur une limitation rigoureuse des cas de refus. La disposition de l'article 20 ne revient pas à dire que la seule présentation d'un certificat international entraînera la disparition de l'administration locale, laquelle peut coexister avec l'administration internationale, pour autant qu'elle n'exerce pas les pouvoirs de cette dernière, c'est-à-dire ceux énumérés dans le certificat. L'administration locale peut subsister pour toutes les compétences que n'a pas l'administrateur international. L'article doit être interprété en ce sens que la présence d'une administration locale ne peut pas constituer un motif de refus du certificat.

Le Rapporteur déclare se rallier entièrement à cette interprétation de l'article et ajoute que peut-être, les mots «conformément à la présente Convention» ne sont pas assez explicites et que l'on pourrait ajouter «et dans les limites».

Mr Lipstein (United Kingdom) said that the question raised had been the object of long debates in the Law Commission, which had not found the article either clear or easy. In the view of the United Kingdom, the article as it stood seemed to suggest (though wrongly) that the international certificate would supersede the local certificate. This would be accepted as it would be inconceivable to have two administrators in respect of the same estate. It could not, however, be accepted that the local grant would be automatically invalidated by the grant of the international certificate. It had been thought that the idea could be expressed more clearly, and accordingly, it had been suggested that the words 'shall not of itself automatically' should be added before 'relieve the authority of that State' in the text of the article. What was intended was that there should be recognition of the international certificate followed by withdrawal of the local certificate. It was not desired that the local administration would continue, but with broader powers, as this would not be within the spirit of the Convention.

Mme Collaço (Portugal) craint ne pas pouvoir se rallier à cette interprétation. Elle préférerait que l'on aboutisse à une solution de compromis entre le titulaire du certificat international et l'administrateur local.

Mr Leal (Canada) was not sure that he had followed what Mr Lipstein had said. He wished to make the point that, so far as he was concerned, the meaning of article 20 was that to the extent that the powers contained in the international certificate covered those of the local administrator, the holder of the international certificate would take the place of the local certificate.

¹ V. *supra* p. 146.

However, to the extent that the powers given in the international certificate fell short of those given to the local holder, his powers would remain, and vice versa.

Mr Boyd (United States) thought that the problem posed by Mrs Collaço was no greater where there was an existing representative than where there was no such representative. He wished to associate himself with what Mr Leal had said.

Mr Lipstein (United Kingdom) said that he had hoped what he had said had been clear but it was obvious that it had not been so. In the view of the United Kingdom there could be no co-existence between the international certificate and a local certificate. The international certificate should have precedence, but the problem was how, and at what stage, it would supersede the local grant. If it was intended that there should be automatic supersession this would cause difficulties as it was necessary in the United Kingdom for there to be procedure for the withdrawal of the local certificate. What was being sought was an assurance that the United Kingdom could recognise the international certificate and then abrogate its own administration by withdrawing the local certificate.

Le Président reprend son interprétation à partir d'un exemple précis. Un administrateur local a été nommé dans un pays avant l'arrivée d'un porteur d'un certificat international. Ce dernier ne peut notamment pas agir et défendre en justice. Si l'administrateur anglais avait ces pouvoirs, il reste en fonction et pourra les exercer, le cas échéant sur demande de l'administrateur international. En revanche, il n'aura plus les pouvoirs dont est investi le porteur du certificat international. Il y a donc primauté de certificat international, mais l'administrateur local reste et continue à pouvoir effectuer toutes les opérations que l'administrateur international ne peut pas faire.

Mr Leal (Canada) felt that the Chairman's interpretation of the matter was easy to accept, as it coincided with his own. He could not, however, agree that one would have to revoke the local certificate in order to give full faith and credit to the international certificate. He could understand this if the local certificate restricted the powers given in the international certificate, but the point was that if the powers in the local administration were more ample than those in the international certificate they could co-exist. It might well be impossible to have two documents outstanding in the receiving State at the same time – but this was a matter of procedure. It would be as difficult in Canada as in the United Kingdom for there to be two or more administrators at the same time in respect of the same estate.

Mrs Heffermehl (Norway) was of the opinion that the draft Convention did not impose any obligation on the State recognising the international certificate to retain a *prior local administration*. As drafted it could be left for each State to decide whether it would allow duality of certificates or not. She could not see that the present drafting of article 20 had any importance whatsoever as to the solution which each individual State would choose. She wished to assure Mr Lipstein that in her view the United Kingdom would be quite free to recognise the international certificate and then to withdraw the local administration.

M. Dubbink (Pays-Bas) fait remarquer que l'article 20 n'indique pas les conséquences de l'arrivée d'un porteur

d'un certificat international sur les pouvoirs de l'administrateur local. Au surplus, il est d'accord avec la primauté de certificat international.

Mr Hayes (Ireland) agreed with what the previous speakers had said. He was particularly impressed by one example – that of carrying on a business. There might be a situation where the local administrator had this power and the holder of the international certificate did not. In such a case the powers of the local administrator would supplement the powers of the certificate holder; otherwise the assets might waste. Ireland saw no objection to the co-existence of two certificates, or any reason for the automatic withdrawal of the local certificate as soon as an international certificate was produced. He pointed out that there was in fact no power for the court to withdraw a local grant, unless the executor or administrator was misbehaving himself in some way.

The intention of the Convention was to facilitate administration. As far as Ireland was concerned what would happen in practice was that if a person applied for a local grant of administration in respect of assets belonging to a person having his habitual residence abroad, the authority could inform him that an international certificate might be produced and could ask him if he were prepared to wait. The prospective local holder might refuse to wait on the grounds that it would be necessary to take provisional measures to protect the property. In this case he would be given a local grant.

It would be better to amend the text rather than to leave it within the competence of each State to decide what it would do. Perhaps the way in which the article should be interpreted could be explained in the Report.

M. van Dijk (Belgique) déclare que ce texte actuel lui donne satisfaction. Il est d'accord que les pouvoirs internationaux doivent primer les pouvoirs locaux. Il se demande toutefois si les Etats ne vont pas invoquer l'article 21 et demander au titulaire du certificat international de se mettre en contact avec l'administrateur local.

Le Rapporteur procède à une synthèse de l'échange de vue qui vient d'intervenir. Il déclare que l'article 20 a une portée limitée et qu'il ne cherche pas à régler toutes les hypothèses qui ont été évoquées. Le mécanisme général est que le certificat international ne peut être refusé que pour les motifs indiqués dans la Convention. Il y a primauté en sa faveur, mais cette primauté n'aboutit pas nécessairement à la révocation des administrateurs locaux, qui peuvent continuer à exercer les pouvoirs qui sont en dehors de ceux conférés par le certificat international.

Mme Collaço (Portugal) demande si l'administrateur local disparaît lorsque les pouvoirs qui lui sont conférés sont identiques à ceux dont est investi le porteur du certificat international.

Le Président répond que, selon lui, pour tous les pouvoirs qui se recouvrent, le titulaire du certificat international remplace l'administrateur local.

Mr Lipstein (United Kingdom) posed two questions: he asked firstly whether it were true, in the case where there were two certificates, one international and one local, both giving certain powers, that the local certificate would have to be automatically withdrawn, or whether it would be allowed that there should be some procedure for its withdrawal; secondly, whether, if there were an international certificate holder and an

English administrator, both having (for example) the power to sell, the two certificates would coincide, so that both would have the power to sell the same asset, and whether, if the local administrator had greater powers than the holder of the international certificate, he would be able to sell the asset without consulting the international certificate holder.

Le Président précise que la Convention n'a pas l'ambition de régler la procédure interne selon laquelle les pouvoirs de l'administrateur local sont retirés. Ce qui importe c'est que l'administrateur international succède à l'administrateur local, que ce soit automatiquement ou après une procédure quelconque.

Mrs Heffermehl (Norway) was of the opinion that article 20 did not mean that a State was bound to allow internal powers to continue. It would be left to each State to decide whether to withdraw the local administration entirely or to allow it to remain.

Le Président constate qu'il semble résulter de cette discussion que les Délégués s'entendent sur deux points au moins: 1) l'existence antérieure d'une administration locale n'est pas un motif de refus du certificat; 2) en raison de la reconnaissance internationale du certificat, seul son titulaire pourra procéder aux actes d'exécution dont le document l'investit, à l'exclusion d'un administrateur local. Sur un point, les Délégués ne paraissent pas d'accord. Certains voudraient que l'existence d'un certificat international fasse disparaître tous les pouvoirs accordés à l'administrateur local, même ceux qui ne sont pas compris dans le certificat international. D'autres Délégués pensent que la reconnaissance du certificat n'empêche pas que l'administrateur local subsiste aux côtés de l'administrateur international et exerce tous les pouvoirs dont ce dernier n'est pas investi.

M. Batiffol (France) déclare qu'à son sens, le problème se pose dans les termes suivants: une première position consiste à considérer que l'article 20 ne doit pas prendre position et laisser à chaque Etat la faculté de maintenir ou non en faveur de l'administrateur local les pouvoirs qui ne sont pas conférés par le certificat international. L'autre position consisterait à adopter une réglementation au sujet de ces pouvoirs «supplémentaires». C'est la première position qui semble résulter actuellement de l'article 20 et il faudrait que le Rapport l'indique clairement.

Le Rapporteur résume encore une fois l'interprétation que l'on avait donnée premièrement à cet article 20: à l'intérieur des limites du pouvoir du certificat international, c'est celui-ci qui prime. Hors de ces limites, les Etats font ce qu'ils entendent.

M. Batiffol (France) déclare qu'il faut procéder à un double vote. Il faut d'abord demander si l'on veut ou non laisser les Etats libres de faire ce qu'ils entendent en ce qui concerne ces «pouvoirs supplémentaires». Si ce n'est pas le cas, il faudra alors demander ce que doit prévoir la Convention.

M. Droz (Secrétaire général adjoint), affirme que la coexistence des deux administrateurs est une nécessité évidente. Ainsi, si l'administrateur local a pour tâche de continuer l'exploitation d'un commerce, il ne devrait pas être gêné par l'arrivée du titulaire d'un certificat international dont les fonctions sont tout à fait différentes.

Le Président soumet aux Délégués la première question, telle qu'elle a été définie par le Délégué français:

veut-on laisser aux Etats la liberté de maintenir les pouvoirs de l'administrateur local, dans la mesure où ils ne sont pas conférés à l'administrateur international.

Vote

Cette proposition est adoptée par 20 voix contre 3.

Ont voté pour: Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, France, Grèce, Irlande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie.
Ont voté contre: Finlande, Pays-Bas, Portugal.

Le Président constate que l'on peut laisser au Comité de rédaction le soin de compléter l'article 20 pour y introduire la nuance adoptée si elle n'y est pas déjà contenue. La Commission devra également tenir compte des deux premiers points sur lesquels les Délégués semblaient d'accord et qu'il avait relevés dans son intervention No 37.

La séance est suspendue de 16 h. 45 à 17 h.

Le Président constate que la Commission a ainsi achevé l'examen de tous les cas de refus du certificat. On en arrive ainsi à pouvoir examiner les dispositions relatives à l'utilisation du certificat, à savoir les articles 12, 13, 21, 22, 23.

Le Président relève que les articles 21 à 23 contiennent des principes essentiels sur lesquels il propose de discuter en premier lieu.

Le Président soumet aux Délégués l'article 21, dont il donne lecture, ainsi que le Document de travail No 5 dans lequel la délégation britannique propose une nouvelle rédaction de l'article, qui en français donnerait à peu près ce qui suit: «Dans l'exercice de ses pouvoirs en vertu du certificat international, le titulaire peut être soumis par un Etat contractant à toutes les exigences de la loi de cet Etat, à condition que la désignation de ses pouvoirs et leur étendue n'en soient pas affectées».

Le Rapporteur commente cet article en rappelant que la Commission spéciale est partie de l'idée qu'il fallait notamment éviter que l'administrateur appréhende les biens sans payer les dettes de la succession dans l'Etat de réception, cet article vise également la fourniture de sûretés. Il ne fallait pas non plus laisser à la loi du lieu de situation une compétence si large que le certificat en soit ruiné. Il fallait éviter que des conditions de la loi de réception mettent en cause la désignation et les pouvoirs du titulaire.

Se prononçant sur l'amendement britannique, le Rapporteur déclare qu'il conduit à une solution plus large que celle de l'article 21. Le Rapporteur fait encore état de l'observation écrite du Gouvernement des Pays-Bas qui va dans le sens d'une restriction permettant de conserver au certificat toute sa valeur.

Mr Lipstein (United Kingdom) thought that the United Kingdom amendment might be merely intended to clarify the present wording of the article, although it was possible that something further might emerge in the course of discussion. It was not the intention of the United Kingdom Government to change anything, but there was concern as to the wording of the article, if it had been correctly understood. The contention was over the words 'may subject the exercise of the powers . . . to such conditions'. The United Kingdom would have to legislate on this, and clarity was always better than obscurity. It was not clear whether the present wording included suspensive conditions. If it did not,

the international certificate holder would be in the position of a privileged personal representative and the United Kingdom could not subscribe to this.

Le Rapporteur déclare que la proposition britannique est plus large en ce sens qu'elle permet à la loi locale de subordonner à des conditions particulières tous les pouvoirs du titulaire, tandis que l'article 21 n'octroie cette faculté qu'en ce qui concerne le pouvoir d'appréhender les biens.

Mr Lipstein (United Kingdom) asked the Commission to consider the possibility that the certificate holder might commit fraudulent acts in taking control of the assets. In England the Chancery Division had inherent power to act in such a case. The United Kingdom would prefer to retain such powers.

Le Président affirme que le texte proposé par la délégation britannique est effectivement plus étendu. Par exemple, selon la proposition anglaise, on pourrait en effet imposer une procédure de publicité à l'administrateur qui veut payer les dettes. On ne pourra pas le faire selon la proposition de l'article 21.

Mr Aranne (Israel) had understood the British proposals to be much wider. If the United Kingdom Delegate wished to abandon his proposal, he himself would adopt it. Under Israeli law the administrator was an officer of the court, and was responsible to the court. Many subsidiary problems might arise, which he did not feel were limited merely to taking possession of the assets. There was, however, no intention of discrimination between a foreign administrator and a local administrator.

Mr Leal (Canada) felt that there was a substantial difference between the United Kingdom proposal contained in Working Document No 5 and article 21 of the draft Convention. The United Kingdom proposal was obviously meant to go further than the draft text and he wished to support it. He agreed with the Delegate of Israel that it was not a question of discrimination, but he favoured the principle that, subject to giving full force to the obligations under the Convention, there should be some control over the exercise of the powers of the holder of the international certificate.

Mr Boyd (United States) strongly endorsed the United Kingdom proposal. The problem was that the certificate holder might become specially privileged in the requested State. If he were to become so privileged, the United States would be in an untenable position with respect to the Convention.

Le Rapporteur constate que la position du Royaume-Uni tend à élargir la compétence de la loi locale et par conséquent, à diminuer les effets du certificat. Il n'a pas eu l'impression que cet effet ait été réellement voulu par les auteurs de la proposition. Au surplus, il déclare n'avoir pas encore compris en quoi l'extension de la compétence de la loi locale était indispensable. Les exemples cités au cours des interventions précédentes sont tous couverts par la disposition de l'article 21.

M. van Dijck (Belgique) évoque le cas où des impôts sont dus dans l'Etat de réception et où ils doivent être payés de préférence aux autres créances.

Le Rapporteur répond que l'article 21 de l'avant-projet donne entière satisfaction sur ce point.

Le Président évoque la restriction par laquelle l'administrateur serait tenu de rendre compte périodiquement de son activité. Cette restriction n'entre pas dans le cadre de l'article 21 de l'avant-projet. On doit admettre qu'il y a dès lors plus qu'une différence théorique entre les deux versions en présence.

M. Dubbink (Pays-Bas) déclare que l'administrateur local et l'administrateur international ont des positions strictement différentes.

Leur désignation et leurs pouvoirs peuvent ne pas être régis par le même droit puisque, selon la Convention, les Etats doivent admettre l'application d'un droit étranger. Il craint que l'article 21 ne constitue une exception au principe que les pouvoirs sont exercés selon la loi de la résidence habituelle, voire la loi nationale, exception qui finirait par ruiner l'autorité du certificat et l'intérêt de la Convention.

Mr Leal (Canada) was grateful to Mr Dubbink for putting the other side of the argument. He felt that the only difference between his own views and those of the Rapporteur was one of definition – he was not clear what was meant by 'take possession of the assets'. In Canada this was a term of art, and did not include payment of the debts or the requirement in the local jurisdiction for the posting of an administration bond. Such a bond was, in Canada, an important control on the powers of the administrator, and Canada would insist on asking the same minimum safeguards from the holder of the international certificate as would be imposed on a local administrator.

M. Carrillo (Espagne) se rallie aux idées et réflexions du Délégué néerlandais. L'article 21 constitue un juste équilibre entre les effets extra-territoriaux du certificat et les intérêts de la loi locale. On doit admettre au surplus que le titulaire du certificat a des pouvoirs qui peuvent être autres que ceux de l'administrateur local.

Mr Lipstein (United Kingdom) gave two reasons for the inclusion of the United Kingdom amendment. Firstly, the United Kingdom could not accept the international certificate holder unless he gave security for estate duty. Secondly, with respect to creditors, it would be unacceptable to let money go out of the country without giving the creditors the possibility of bringing an action. The United Kingdom would not envisage two systems of administration at the same time, in which case one party would be *ex lex*. There were certain difficulties which might be negotiable, but the United Kingdom would never give up rights to estate duty. There was a very developed system of law relating to administration in the United Kingdom which they were not prepared to abandon.

Mr Hayes (Ireland) said that it was difficult for him to understand the precise practical differences between article 21 in the draft Convention and the United Kingdom draft in Working Document No 5. He could point out the difference in drafting – one subjected the exercise of the powers, the other subjected the holder, but he would be grateful for a simple *practical* example of the difference in effect between the two drafts.

Le Président fait observer au Délégué irlandais que dans sa comparaison des deux textes, il a omis les mots «appréhender les biens». Selon la version anglaise, les conditions de la loi locale peuvent être imposées à tous les pouvoirs du titulaire, ce qui n'est pas le cas à l'article 21 tel qu'il résulte de l'avant-projet.

Mr Boyd (United States) thought that as he understood it the points were matters of primary concern in the United States. He did not intend to impede the exercise of the powers of the holder of the certificate, but merely to provide some kind of control over him. It was difficult to see how the problem could be resolved.

Mr Aranne (Israel) agreed with what the United States Delegate had said. There was indeed no intention of limiting the powers of the holder of the international certificate, but merely of putting a limit on the way in which he exercised those powers. An international certificate holder in Israel should be accountable to the court in exactly the same way as would an Israeli administrator.

Mr Hayes (Ireland) thought that it would be better if the Commission discussed the real purpose behind article 21, which was concerned with the payment of debts and of estate duty. The comments of the United Kingdom Delegate mentioned estate duty specifically. This would have to be paid out of the assets. The Commission must be concerned with getting a text directed to the specific problems.

Le Rapporteur affirme que pour l'instant il se rallierait plutôt à la proposition du Délégué néerlandais. Il constate que tous les exemples qui ont été donnés pour appuyer la proposition britannique sont couverts par l'article 21 actuel.

M. Batiffol (France) reprend les différents problèmes évoqués et déclare qu'il ne fait pas de doute que l'on doit admettre l'application par l'autorité locale des lois relatives aux droits de succession, au contrôle des changes, celles qui touchent aux privilèges en cas de vente des biens, ainsi que les règles concernant le transfert de propriété.

La distinction qui doit être faite est une distinction entre substance et forme. D'une manière générale, les délégations demandent que l'on permette un certain contrôle financier et judiciaire. Par là, on ne limite pas les pouvoirs; il ne s'agit que de mesures qui limitent l'exercice des pouvoirs.

Le Délégué français affirme que l'on doit, d'une manière générale, faire confiance aux Etats pour qu'ils n'imposent pas des conditions qui affectent la substance des pouvoirs et anéantissent les effets du certificat. On ne voit pas dès lors pourquoi les conditions que peut poser l'autorité de réception ne viseraient que l'appréhension des biens. Des conditions telles que des mesures de publicité de toutes sortes (appel aux créanciers, observation de la forme authentique, etc...) sont admissibles pour tous les pouvoirs dont peut être investi le titulaire; elles n'en limitent pas la substance.

Le Délégué français se déclare en faveur de l'amendement britannique interprété dans ce sens.

Le Président se rallie à cet avis et propose que l'article soit soumis au vote dans l'interprétation proposée par le Délégué français. Il serait toutefois disposé à attendre la prochaine séance pour procéder à ce vote.

Mr Leal (Canada) suggested that Mr Aranne, Mr Boyd, Mr Lipstein and himself should produce a joint written proposal which could be voted upon.

M. Dubbink (Pays-Bas) désire également ne pas voter immédiatement.

Le Président fait droit à ces désirs et lève la séance à 18 h.

Distribués le 16 octobre 1972

No 23 – Joint proposal by the delegations of Canada, Ireland, Israel, the United Kingdom and the United States

Article 21

In the exercise of his powers under the certificate, the holder may be subjected by the requested State to the same local supervision and control applicable to the other estate representatives in that State, provided however that the designation of the holder of the certificate and the extent of his powers under it are not thereby affected.

Article 21

Un Etat requis a la faculté d'assujettir l'exercice des pouvoirs d'un titulaire de certificat aux mêmes contrôle et surveillance qu'il applique à ses propres administrations en semblable matière. Il ne peut toutefois mettre en cause ni la désignation ni les pouvoirs du titulaire du certificat.

No 24 – Proposal of the United States delegation

The following redraft of articles 26 and 9 spell out the situation involving 'modification':

Article 26

If the certificate is annulled or if its effects are suspended in the State in which it was drawn up, the competent authority of any Contracting State shall give effect within its territory to such annulment or suspension, at the request of any interested person or if it is informed of such annulment or suspension in accordance with article 9.

If any provisions of the certificate are modified in the State in which it was drawn up, that authority shall annul the existing certificate and issue a new certificate as modified. The competent authority of any Contracting State shall give effect within its territory to such annulment and modification, at the request of any interested person or if it is informed of such annulment and modification in accordance with article 9.

Article 9

At the request of any interested person or authority, the competent authority shall give information of the issue and contents of the certificate, and of any annulment or any modification or any suspension of the certificate's effects.

The annulment of the certificate or the modification of any of its provisions or the suspension of its effects

shall be brought to the attention of any person or authority that has been notified of its issue.

Each Contracting State shall notify the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands of the way in which this information may be obtained, and from what authority or authorities.

No 25 – Proposition de la délégation belge

Article 21

1 Chaque Etat contractant a la faculté de subordonner à des conditions qu'il détermine l'accomplissement dans l'Etat requis des actes juridiques indiqués sur le certificat international.

Toute contestation à ce sujet est soumise à la juridiction des tribunaux de l'Etat requis.

2 L'accomplissement par le titulaire du certificat international des actes juridiques indiqués sur le certificat international aura lieu dans l'Etat requis dans les limites des pouvoirs du titulaire et conformément à la législation de cet Etat.

3 L'autorité compétente de l'Etat requis peut autoriser (par une décision séparée) l'exercice des pouvoirs qui ne dépassent pas les limites de l'administration d'une succession, au sens où elle l'entend, en attendant qu'une autorisation plus générale soit le cas échéant accordée.

Document de travail No 26

Distribué le 16 octobre 1972

No 26 – Texte établi par le Comité de rédaction

Article premier (article premier de l'avant-projet)

Les Etats contractants instituent un certificat international désignant la ou les personnes habilitées à administrer la succession mobilière, et indiquant ses ou leurs pouvoirs.

Ce certificat, établi par l'autorité d'un Etat contractant, compétente en vertu de l'article 2, et selon le modèle annexé à la présente Convention, sera reconnu dans les Etats contractants.

Chaque Etat contractant aura la faculté de subordonner cette reconnaissance à la procédure ou à la publicité prévue à l'article 10.

Article 2 (article 2, alinéa 1 de l'avant-projet)

Le certificat est établi par l'autorité compétente dans l'Etat de la résidence habituelle du défunt.

No 26 – Text drawn up by the Drafting Committee

Article 1 (article 1 of the draft Convention)

The Contracting States shall establish an international certificate designating the person or persons entitled to administer the movable estate of a deceased person and indicating his or their powers.

This certificate, drawn up by the authority of a Contracting State having jurisdiction under article 2 in accordance with the model annexed to this Convention, shall be recognised in the Contracting States.

A Contracting State may subject this recognition to the procedure or to the publicity provided for in article 10.

Article 2 (article 2 (1) of the draft Convention)

The certificate shall be drawn up by the competent authority in the State of the habitual residence of the deceased.

Article 3 (articles 2 (Nos 1, 2, 3), 3, 4 en 5 de l'avant-projet)

Pour désigner le titulaire du certificat et indiquer ses pouvoirs, l'autorité compétente applique sa loi interne, sauf dans les cas suivants, où elle appliquera la loi interne de l'Etat dont le défunt était ressortissant:

a lorsque tant l'Etat de la résidence habituelle que celui dont le défunt était ressortissant ont fait la déclaration prévue à l'article [X],

b lorsque l'Etat dont le défunt était ressortissant, mais non celui de la résidence habituelle, a fait la déclaration prévue à l'article [X] et que le défunt n'avait pas habité depuis au moins 5 ans avant son décès dans l'Etat de l'autorité émettrice du certificat.

Article 4 (Doc. trav. No 16)

Chaque Etat contractant a la faculté de déclarer que, pour désigner le titulaire du certificat et indiquer ses pouvoirs, il appliquera, par dérogation à l'article 3, sa loi interne ou celle de l'Etat dont le défunt était ressortissant selon le choix fait par ce dernier.

Article 5 (article 4, alinéa 3 de l'avant-projet)

Avant l'émission du certificat, l'autorité compétente peut, au cas où elle applique la loi interne de l'Etat dont le défunt était ressortissant, demander à une autorité de cet Etat, désignée selon l'article ..., si les mentions du certificat sont conformes à ladite loi et fixer, si elle l'estime opportun, un délai pour la réponse. Faute de réponse dans ce délai, elle émet le certificat selon sa propre appréciation du contenu de la loi applicable.

Article 6 (article 7 de l'avant-projet)

alinéa 1

Chaque Etat contractant désigne l'autorité judiciaire ou administrative compétente pour établir le certificat.

alinéa 2

variante 1

Chaque Etat contractant a la faculté de déclarer que le certificat dressé sur son territoire, sera considéré comme «établi par l'autorité compétente», s'il est établi par une des personnes désignées comme qualifiées selon la loi de cet Etat, et s'il est confirmé par l'autorité compétente.

variante 2

Chaque Etat contractant a la faculté de déclarer que le certificat, dressé sur son territoire, sera considéré comme «établi par l'autorité compétente» s'il est établi par une des personnes désignées comme qualifiées par cet Etat, et s'il est confirmé par l'autorité compétente.

alinéa 3

Il notifiera la désignation faite en vertu de l'alinéa premier et, le cas échéant, la déclaration [et la désignation] faite(s) en vertu de l'alinéa 2, au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 3 (article 2 (1) (2) (3), articles 3, 4 and 5 of the draft Convention)

For the purpose of designating the holder of the Certificate and of indicating his powers, the competent authority shall apply its internal law except in the following cases, in which it shall apply the internal law of the State of which the deceased was a national -

a if both the State of his habitual residence and the State of his nationality have made the declaration provided for in article [X];

b if the State of which he was a national, but not the State of his habitual residence has made the declaration provided for in article [X] and if the deceased has lived in the State of the issuing authority for less than 5 years immediately before his death.

Article 4 (Working Document 16)

Any Contracting State may declare that when it designates the holder of the certificate and indicates his powers it will, notwithstanding article 3, apply its internal law or that of the State of which the deceased was a national in accordance with the choice made by him.

Article 5 (article 4 (3) of the draft Convention)

Before issuing the certificate, the competent authority, when applying the internal law of the State of which the deceased was a national, may enquire of an authority of that State, which has been designated in accordance with article ..., whether the contents of the certificate accord with that law and, in its discretion, fix a time-limit for the submission of a reply. If no reply is received within this period it shall issue the certificate in accordance with its own assessment of the content of the applicable law.

Article 6 (article 7 of the draft Convention)

Paragraph 1

Each Contracting State shall designate the competent judicial or administrative authority to draw up the certificate.

Paragraph 2

Variant 1

Each Contracting State may declare that a certificate prepared within its territory shall be deemed to be 'drawn up by the competent authority' if it is drawn up by one of the persons designated as qualified according to the law of that State, and if it is confirmed by that authority.

Variant 2

Each Contracting State may declare that a certificate prepared within its territory shall be deemed to be 'drawn up by the competent authority' if it is drawn up by a member of a body which has been designated by that State as qualified, and if it is confirmed by the competent authority.

Paragraph 3

Each Contracting State shall notify the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands of the designation made under the first paragraph, and of any declaration [and designation] made under the second paragraph.

Article 7 (Doc. trav. No 15)

L'autorité émettrice, après avoir pris les mesures de publicité propres à informer les intéressés, notamment le conjoint survivant, et avoir procédé, au besoin, à des recherches, délivre sans retard le certificat.

Article 8 (article 9 de l'avant-projet)

L'autorité compétente informe, sur sa demande, toute personne ou autorité intéressée de l'émission du certificat et de son contenu et, le cas échéant, de son annulation ou de la suspension de ses effets.

L'annulation du certificat ou la suspension de ses effets doit être portée à la connaissance de toute personne ou autorité qui aura été précédemment informée par écrit de son émission.

Chaque Etat contractant notifiera au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas selon quelles modalités et auprès de quelle autorité cette information pourra être obtenue.

Article 9 (article 10 de l'avant-projet)

Sous réserve des dispositions de l'article 11, seule la présentation du certificat peut être exigée, dans les Etats contractants autres que celui où il a été émis, pour attester la désignation et les pouvoirs de la ou des personnes habilitées à administrer la succession.

Aucune légalisation ni formalité analogue ne peut être exigée.

Article 10 (article 11 de l'avant-projet)

Chaque Etat contractant a la faculté de subordonner la reconnaissance du certificat, soit à la décision d'une autorité statuant à la suite d'une procédure rapide, soit seulement à une publicité.

Cette procédure pourra comporter des oppositions et recours, pour autant qu'ils soient fondés sur les articles 13, 14, 15, 16 et 17.

Articles 11 et 12 (articles 12 et 13 de l'avant-projet)

Non encore discutés.

Article 13 (article 14 de l'avant-projet)

La reconnaissance peut être refusée dans les cas suivants:

1 s'il apparaît que le certificat n'est pas authentique ou n'est pas conforme au modèle annexé à la présente Convention;

2 s'il ne ressort pas des mentions du certificat qu'il émane d'une autorité internationalement compétente au sens de la présente Convention.

Article 14 (article 15 de l'avant-projet)

La reconnaissance du certificat peut en outre être refusée si, du point de vue de l'Etat requis,

1 le défunt avait sa résidence habituelle dans cet Etat; ou bien

2 si le défunt avait la nationalité de cet Etat et qu'il résulte de cette circonstance que, selon les articles 3 et 4, la loi interne de l'Etat requis aurait dû être appliquée pour la désignation du titulaire de certificat et l'indication de ses pouvoirs.

Toutefois, dans ce dernier cas, la reconnaissance ne peut être refusée si les mentions du certificat ne sont pas en opposition avec la loi interne de l'Etat requis.

Article 7 (Working Document No 15)

The issuing authority shall, after measures of publicity have been taken to inform those interested, in particular the surviving spouse, and after any necessary investigations have been made, issue the certificate without delay.

Article 8 (article 9 of the draft Convention)

At the request of any interested person or authority, the competent authority shall give information of the issue and contents of the certificate, and of any annulment or any suspension of its effects.

The annulment of the certificate or the suspension of its effects shall be brought to the attention of any person or authority that has been notified in writing of its issue.

Each Contracting State shall notify the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands of the way in which this information may be obtained, and from what authority or authorities.

Article 9 (article 10 of the draft Convention)

Subject to the provisions of article 11, in order to attest the designation and powers of the person or persons entitled to administer the estate, only the production of the certificate may be required in the Contracting State other than that in which it was issued.

No legalisation or like formality may be required.

Article 10 (article 11 of the draft Convention)

A Contracting State may make the recognition of the certificate depend either upon a decision of an authority following an expeditious procedure, or upon simple publicity.

This procedure may comprise 'opposition' and appeal, insofar as either is founded on articles 13, 14, 15, 16 and 17.

Articles 11 and 12 (articles 12 and 13 of the draft Convention)

Not yet discussed.

Article 13 (article 14 of the draft Convention)

Recognition may be refused in the following cases –

1 if the certificate is not authentic, or not in accordance with the model annexed to this Convention;

2 if it does not appear from the indications in the certificate that it was drawn up by an authority having jurisdiction within the meaning of this Convention.

Article 14 (article 15 of the draft Convention)

Recognition of the certificate may also be refused if, in the view of the requested State –

1 the deceased had his habitual residence in that State; or

2 the deceased had the nationality of that State, and for that reason, according to articles 3 and 4, the internal law of the requested State should have been applied with respect to the designation of the holder of the certificate and to the indication of his powers. However, in this case recognition cannot be refused if the contents of the certificate are not contrary to the internal law of the requested State.

Article 15 (article 16 de l'avant-projet)

La reconnaissance peut également être refusée lorsque le certificat est incompatible avec une décision sur le fond rendue ou reconnue dans l'Etat requis.

N.B. L'alinéa 2 de l'article 16 de l'avant-projet non encore discuté sera déplacé.

Article 16 (Doc. trav. 21)

Au cas où un certificat international lui serait présenté, alors qu'un autre certificat international aurait déjà été antérieurement reconnu dans l'Etat requis, l'autorité requise peut, si les deux certificats sont incompatibles, soit rétracter la reconnaissance du premier et reconnaître le second, soit refuser la reconnaissance du second.

Article 17 (article 17 de l'avant-projet)

La reconnaissance du certificat peut enfin être refusée si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'Etat requis.

Article 18 (article 18 de l'avant-projet)

Le refus de reconnaissance peut être limité à certains des pouvoirs indiqués dans le certificat.

Article 19 (article 19 de l'avant-projet)

La reconnaissance ne peut être refusée ni partiellement, ni totalement, pour aucun motif autre que ceux énumérés aux articles 13, 14, 15, 16 et 17. Il en va de même en cas de rétractation ou d'infirmité de la reconnaissance.

Article X (proposition du Rapporteur, Doc. trav. No 11)

Aux fins et sous les conditions de l'article 3, chaque Etat contractant a la faculté de déclarer que sa loi interne doit être appliquée, si le défunt est un de ses ressortissants, pour désigner le titulaire du certificat et indiquer ses pouvoirs.

Article Y (Doc. trav. No 2, article 5)

Au sens de la présente Convention, on entend par «résidence habituelle» ou «nationalité» du défunt celle qu'il avait au moment du décès.

Article 15 (article 16 (1) of the draft Convention)

Recognition may also be refused if the certificate is incompatible with a decision on the merits, rendered or recognised in the requested State.

N.B. Article 16 (2) of the draft Convention not yet discussed

Article 16 (Working Document No 21)

Where an international certificate is presented for recognition, and another international certificate which is incompatible with it has previously been recognised in the requested State, the requested authority may either withdraw the recognition of the first certificate and recognise the second, or refuse to recognise the latter.

Article 17 (article 17 of the draft Convention)

Finally, recognition of the certificate may be refused if such recognition is manifestly incompatible with the public policy ('ordre public') of the requested State.

Article 18 (article 18 of the draft Convention)

Refusal of recognition may be restricted to certain of the powers indicated in the certificate.

Article 19 (article 19 of the draft Convention)

Recognition may not be refused partially or totally on any grounds other than those set out in articles 13, 14, 15, 16 and 17. The same provision shall apply to the withdrawal or reversal of the recognition.

Article X (Proposal of the Rapporteur set out in Working Document No 11)

For the purposes of, and subject to the conditions set out in, article 3, each Contracting State may declare that if the deceased was a national of that State its internal law shall be applied in order to designate the holder of the certificate and to indicate his powers.

Article Y (Working Document No 2, article 5)

For the purposes of this Convention, 'habitual residence' and 'nationality' mean respectively the habitual residence and nationality of the deceased at the time of his death.

Séance du lundi 16 octobre 1972

La séance est ouverte à 15 h. sous la présidence de M. Goldman (France).

Le Rapporteur est M. Lalive (Suisse).

Le Président ouvre la séance et soumet aux Délégués le Document de travail No 23, qui contient une proposition d'article 21 émanant notamment de la délégation des Etats-Unis. Cette proposition avait été annoncée lors de la dernière séance à la suite d'une longue discussion de cet article 21.

Mr Boyd (United States) said that the purpose of the proposal was not to affect the person designated in the certificate or his powers, but to facilitate the exercise of those powers in the requested State. The term 'control' had been used to cover such matters as death taxes and currency control, which did not seem to have been included previously.

Le Président passe au vote.

Vote

L'amendement proposé par le Délégué des Etats-Unis est adopté par 12 voix, avec 9 abstentions.

Ont voté pour: Allemagne, Autriche, Canada, Etats-Unis, France, Irlande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

Se sont abstenus: Argentine, Belgique, Danemark, Finlande, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse.

Le Président soumet aux Délégués le Document de travail No 25 émanant de la délégation belge.

M. van Dijck (Belgique) commente sa proposition. Le chiffre 1 reprend l'idée de la proposition britannique faite lors de la précédente séance. Le chiffre 2 explique le rapport existant entre les pouvoirs du titulaire et l'exercice de ces pouvoirs dans l'Etat requis. Quant au chiffre 3, il tâche de répondre au reproche selon lequel la notion d'acte administratif serait ambiguë.

M. Batiffol (France) affirme que le texte émanant de la délégation des Etats-Unis était plus précis et plus conforme à la discussion de la précédente réunion. La formule «conformément à la législation de cet Etat» en dit trop ou trop peu et l'on peut en tirer ce que l'on veut. Quant au chiffre 3, qui prévoit des mesures provisoires, il semble aller de soi.

M. Schwind (Autriche) trouve que cette formulation prévient les craintes de certains Etats, qui veulent soumettre tous les actes imposés par l'administration d'une

succession à leur propre loi. Il faut éviter qu'un titulaire puisse faire ce qu'il entend et qu'il ait des pouvoirs plus larges que l'administrateur selon le droit interne.

M. Wampach (Luxembourg) demande si l'alinéa 3 ne fait pas double emploi avec l'article 12. Il relève d'autre part une contradiction avec l'article 18.

Mr Lipstein (United Kingdom) felt that what he had intended originally to say had largely been settled by the intervention of Mr Wampach. He also believed that article 12 might be relevant. Further he was not sure whether the first part of article 21 did not cover the point which had been raised by Mr van Dijck and Mr Schwind.

M. van Dijck (Belgique) affirme que la disposition du chiffre 3 ne prévoit pas une décision provisoire. Elle vise à accorder immédiatement à l'administrateur international les pouvoirs que l'administrateur interne possède. Cette notion d'acte d'administration pourra varier de pays à pays.

Le Rapporteur se réfère à l'intervention du Délégué français. Il affirme que le texte figurant au Document de travail No 23 est équilibré et donne toute satisfaction à l'Etat requis. En revanche, la proposition belge contient des obscurités de nature à créer des problèmes sur lesquels il déclare ne pas vouloir s'étendre. Il constate seulement que cette proposition compromet l'utilité de la Convention par un système permettant l'examen des conditions de fond de l'octroi du certificat.

Le Président soumet cette proposition au vote.

Vote

La proposition est rejetée par 16 voix contre 2 avec 4 abstentions.

Ont voté pour: Autriche, Belgique.

Ont voté contre: Argentine, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Israël, Italie, Japon, Norvège, Royaume-Uni, Suède, Tchécoslovaquie.

Se sont abstenus: Allemagne, Luxembourg, Suisse, Yougoslavie.

A la suite de ce vote, le Président déclare que l'article No 21 sera inséré dans le projet tel qu'il ressort de la proposition votée en début de séance.

Le Président soumet aux Délégués l'article 22 et renvoie au Rapport.

M. von Spreckelsen (Allemagne) déclare que la formule «sauf fraude de sa part» ne recouvre pas tous les cas où il convient de ne pas protéger celui qui paie. Il envisage le cas notamment d'une erreur connue dans le contenu du certificat.

M. Fragistas (Grèce) partage cet avis, estimant que la «fraude» implique des manoeuvres et qu'en réalité il faut avoir une conception plus large. Il faudrait remplacer «fraude» par «bonne foi».

Le Rapporteur rappelle que la Commission spéciale a discuté longtemps de cette question et a renoncé à utiliser le terme de «bonne foi» pour éviter les différences de conception existant entre Etats.

Le Président fait remarquer qu'il ne s'agit pas que d'une

question de rédaction, les deux termes en question ayant des sens fort différents.

M. Fragistas (Grèce), sur demande du Président, saisit la Commission d'un amendement dans le sens de son intervention.

Le Président soumet au vote cette proposition.

Vote

La proposition est adoptée par 18 voix avec 6 abstentions.

Ont voté pour: Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Canada, Etats-Unis, France, Grèce, Irlande, Israël, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

Se sont abstenus: Danemark, Espagne, Finlande, Japon, Norvège, Suède.

A la suite de ce vote, le Président déclare que cet article 22 subsiste pour le surplus tel quel.

Il soumet aux Délégués l'article 23 avec la proposition néerlandaise contenue au Document de travail No 19.

Le Rapporteur déclare qu'une erreur s'est glissée dans son rapport et qu'à la page 25¹, § 1, il faut lire «réfractable» au lieu d'«irréfractable».

M. Dubbink (Pays-Bas), compte tenu de ce qui précède, déclare retirer son amendement, étant entendu que le rapport indiquera que la présomption est susceptible de preuve contraire.

Mr Aranne (Israel) agreed with Mr Dubbink's reasoning but not with his conclusion – if the words suggested were used there might be a danger of a convergence of articles 22 and 23.

Mr Leal (Canada) said that, as he understood the situation, the word he preferred to use in article 23 was not 'deemed' but 'presumed'. However, this rebuttable presumption could be rebutted on grounds other than those of article 22. He suggested that, to make this clear, something on the lines of 'deemed unless bad faith is shown' could be drafted.

Mr Due (Denmark) pointed out that this was a question of proof, which would leave the person acquiring the assets in a weak position. Denmark would prefer the suggestion of the Delegates of Canada and of Israel to be adopted. It seemed more equitable to allow the person having acquired the assets to obtain Rights of Property unless he was shown to be in bad faith regarding the title of the certificate holder.

Le Rapporteur précise que cette présomption vaut autant qu'on ne démontre pas que celui qui a payé savait que le titulaire du certificat n'avait pas le pouvoir de disposer.

M. Batiffol (France) craint que la rédaction ne crée des malentendus et que l'on ne sache pas quelle preuve con-

¹ V. *supra* p. 148.

traire rapporter. Il faudrait prévoir plus simplement que la personne qui paye est protégée tant qu'on n'aura pas démontré qu'il savait que le titulaire du certificat n'avait pas les pouvoirs pour disposer.

Mr Lipstein (United Kingdom) said that the wording had been chosen in order to combine the concepts understood in both Civil and Common Law countries. Care had had to be taken to avoid the words 'bonne foi'.

Le Président est d'avis que, vu ce qui a été voté pour l'article 22 et vu les doutes qui s'élèvent au sujet de cette présomption, la Commission devrait décider si cet article doit expressément faire état de la bonne foi ou non. Il n'est pas question de rédiger, mais il s'agit de se prononcer sur le principe de savoir si cette bonne foi, c'est-à-dire l'ignorance des vices du certificat, doit figurer expressément à l'article 23.

Mr Aranne (Israel) was of the opinion that the problem mentioned did not arise. What was being dealt with were the assets of the estate. Anything other was outside the scope of the Convention.

Le Président soumet la proposition au vote.

Vote

La proposition est adoptée par 20 voix contre 2 avec 1 abstention.

Ont voté pour: Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

Ont voté contre: Irlande, Pays-Bas.

S'est abstenu: Royaume-Uni.

Le Président envoie cet article au Comité de rédaction.

Il constate au surplus que pour ce qui est de l'utilisation du certificat, il ne reste plus qu'à examiner les articles 12 et 13. Il soumet aux Délégués l'article 12, ainsi que le Document de travail No 5 émanant de la délégation britannique et contenant une proposition d'amendement.

Mr Lipstein (United Kingdom) said that the matter was technical rather than one of substance. In the opinion of the United Kingdom delegation, even when urgent measures had to be taken it was unlikely that the certificate holder would have any success unless the local people had faith in the international certificate. Accordingly, it seemed sensible that he should have to present the certificate for formal interim recognition by the local authority. The second United Kingdom amendment was to indicate that the international certificate holder would have to follow the local procedure regarding interim measures.

Mr Aranne (Israel) asked what was meant by precautionary measures. He wondered whether they would include injunctions.

Mr Lipstein (United Kingdom) said that this was a question of practical procedure. In England an administrator could, for example, sell perishable goods. The United Kingdom wished the same measures to be available to the holder of the international certificate.

Mrs Heffermehl (Norway) drew the attention of Delegates to the intention behind article 12. The Special Commission had realised that there was a need for the

foreign administrator to act quickly, as, for example, in the case of carrying on a business. During the Special Commission it had seemed that there were provisions for taking such urgent and conservatory measures in most legal systems. The Special Commission had been very concerned that the international certificate holder ought also to be able to take such measures. She could agree to the United Kingdom proposal, and thought that a 'stamp of approval' from a local authority might make it easier for the holder of the certificate to be accepted. However, in her opinion the United Kingdom proposal had to be amended with a provision describing the nature of the 'interim recognition procedure'. She found it necessary to ensure in the Convention that any such procedure must be extremely rapid, otherwise the interim measures would be useless.

Mr Boyd (United States) was in agreement with what the Norwegian Delegate had said, but pointed out that as in practice such orders would be *ex parte*, there would be no delay.

Mr Leal (Canada) supported what had been said by Mr Boyd and by Mr Lipstein. He thought it quite understandable for the Norwegian Delegate to be suspicious of this sort of measure, which seemed, superficially, to suggest delay. In fact the result of this sort of clause would be the opposite. He pointed out that it would not apply solely to the sale of perishable goods, but could also be effectively used by an administrator to sell stocks and shares in a falling market. In his view the inclusion of such a provision would be beneficial.

Mrs Heffermehl (Norway) could see the good sense of the proposal and could understand the propositions of the United States and United Kingdom Delegates, as they had in their respective countries *ex parte* procedure.

The intention of her suggestion, however, had been that it should be indicated to those States which did *not* have similar procedure what might be done if they introduced an 'interim recognition procedure'.

Mr Aranne (Israel) asked Mr Lipstein if he would be prepared to amend his proposal by adding the words *ex parte*.

Le Président répond qu'il est impossible de mentionner dans une Convention internationale une procédure particulière à un Etat.

Mr Lipstein (United Kingdom) said that the two parts of his proposed amendment dealt with two different situations: firstly, interim recognition which could involve the necessity to deal rapidly with stocks and shares, a matter which would be covered, in England, by the 'stop order', and secondly, the situation where perishables might have to be sold even before any formal recognition of the certificate had been obtained.

Le Président demande si l'on doit considérer que la délégation norvégienne souhaite que l'on ajoute dans le texte une phrase de ce genre: «la procédure de reconnaissance intérimaire devra être une procédure de grande urgence».

Mrs Heffermehl (Norway) thought that this would be an improvement of the United Kingdom proposal.

Le Rapporteur déclare que la proposition du Délégué britannique lui paraît équilibrée, si l'on y ajoute l'amendement proposé par la Déléguée norvégienne.

Le Président soumet cet amendement au vote.

Vote

Il est adopté à l'unanimité.

Le Président passe ensuite au vote sur l'amendement britannique.

Vote

L'amendement britannique est également adopté à l'unanimité.

Le Président constate que l'article 12 pourra être présenté tel quel pour la seconde lecture. Il soumet aux Délégués l'article 13 dont il constate qu'il ne suscite aucune opposition. Il pourra donc également figurer parmi les articles présentés pour la seconde lecture.

Le Président soumet ensuite aux Délégués les articles 24 à 28 qui traitent de la suspension et de l'annulation du certificat.

La séance est suspendue de 16 h. 30 à 16 h. 45.

Le Président attire l'attention des Délégués sur le Document de travail No 26 qui contient les textes établis par le Comité de rédaction. Il soumet ensuite aux Délégués l'article 24, au sujet duquel il renvoie au Rapport. Cet article ne faisant pas l'objet d'oppositions, il subsistera tel quel.

Il en va de même de l'article 25.

Quant à l'article 26, le Président constate qu'il fait l'objet de deux propositions d'amendement, émanant l'une de la délégation britannique (Document de travail No 5) et l'autre de la délégation des Etats-Unis (Document de travail No 24).

Il soumet aux Délégués la proposition britannique.

Mr Lipstein (United Kingdom) asked the Chairman to disregard the amendments for the time being, and to deal with article 26 as it stood. The text he had proposed in Working Document No 5 was meant as articles 26 A and 26 B, which were intended to follow article 26.

Le Président constate effectivement qu'il s'agit d'un texte additionnel qui ne modifie pas l'article 26. Il sera donc examiné plus tard. Le Président soumet aux Délégués l'amendement de la délégation des Etats-Unis.

Mr Boyd (United States) said the term 'modification' had been used as a clarification. There was not intended to be a change in the substance of the article.

Le Président constate que cette proposition revient en définitive à ajouter un alinéa. Il s'agit donc également d'une disposition additionnelle. En Commission spéciale, il avait toujours été entendu que l'autorité émettrice, en cas de modification, retirerait le premier certificat pour en délivrer un autre. La proposition des Etats-Unis ne fait qu'exprimer cette idée.

Le Rapporteur confirme que la proposition des Etats-Unis consiste à exprimer une idée qui était celle de la Commission spéciale.

Mrs Heffermehl (Norway) said that she had understood that Mr Boyd had withdrawn his proposal regarding article 9. However, there was a reference to article 9 in the second paragraph of his proposed amendment to article 26. In her opinion the Commission ought to reconsider article 9 if the United States' amendment

to article 26 were accepted. She would in that case prefer 'modification' to be expressly mentioned in article 9.

Mr Aranne (Israel) reminded the Commission that article 9 spoke of 'any annulment or suspension of its effects'. He read this as including *partial* suspension or annulment and asked whether article 26 could not be redrafted to state 'if the certificate or any of its effects are annulled or any of its powers are suspended'. This would take into account partial suspension or annulment.

Le Président propose de voter sur ce deuxième alinéa de l'article 26. S'il était adopté, il faudrait reprendre le problème soulevé par la Déléguée norvégienne relativement à l'article 9.

Vote

L'adjonction est adoptée par 19 voix avec 5 abstentions. Ont voté pour: Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Japon, Norvège, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie. Se sont abstenus: Israël, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Yougoslavie.

Au sujet de l'article 9, le Président relève que le cas de la modification est couvert, car il revient en réalité à une annulation assortie d'émission d'un nouveau certificat.

Mr Boyd (United States) agreed. This had been in his mind when he withdrew his amendment to article 9.

Mrs Heffermehl (Norway) could see that article 9 might cover the situation. She suggested that the Rapporteur could explain how that article was to be interpreted in his Report. She said, however, that for purposes of clarity and orderliness she would have preferred an amendment of article 9.

Mme Collaço (Portugal) se prononce en faveur d'une modification de l'article 26, alinéa 2 qui permettrait d'éviter une retouche à l'article 9. Si ce n'était pas admis, il faudrait effectivement modifier cet article 9.

Le Rapporteur déclare qu'il s'agit d'un problème de rédaction.

Le Président souligne que les modifications demandées à l'article 9 sont fort simples et qu'il serait en définitive plus clair de les adopter.

Mr Leal (Canada) wished to associate himself with the views of the Chairman. He pointed out that the difficulty could be overcome by the simple expedient of adding in article 9 a comma and the word 'modification' after 'annulment'.

Le Président demande à la délégation des Etats-Unis de présenter à nouveau la proposition d'amendement qui avait été retirée, à sa demande, quelques instants auparavant.

Mr Boyd (United States) was in agreement.

Le Président soumet cet amendement au vote.

Vote

Il est adopté à l'unanimité.

Le Président soumet ensuite aux Délégués la proposition britannique figurant au Document de travail No 5 et tendant à introduire un article 26 *bis* A et B. Il propose que ces deux subdivisions soient traitées séparément.

Mr Lipstein (United Kingdom) said that his amendment introduced two new points. The first point concerned the situation where a certificate holder died while still the holder. The possibility was that the assets which he had in hand would have to be administered by someone else, and this matter would either be remitted to the State issuing the international certificate or they would be given to the administrator of the deceased. The solution contained in the proposed amendment was felt by the United Kingdom to be the one conforming most closely to the international spirit of the Convention.

Le Rapporteur exprime l'opinion que cette disposition est superflue. La solution envisagée est incontestable et il ne s'agit pas d'alourdir la Convention avec des textes qui vont de soi. Il est prêt à en faire état dans son rapport.

Mrs Heffermehl (Norway) pointed out that the expression 'law of the State of the issuing authority' was used in the United Kingdom proposal, and asked Mr Lipstein if he had intended to include the conflict rules in this State. In her opinion such a solution might give rise to difficulties. If on the other hand the reference would be limited to the internal law of the issuing State, it would introduce a preference for the law of the State of the last habitual residence. She pointed to article 3 of the draft Convention, as drawn up by the drafting Committee, which provided for the application of the law of nationality for certain cases, and queried whether it would not be advisable to use the choice of law rule of article 3 also in this case, if a provision of this kind were to be included.

Mr Hayes (Ireland) thought that the proposal of the United Kingdom Delegate was important. In Ireland, as in the United Kingdom, it was essential to know the position on the death of an administrator.

Mr Leal (Canada) had sympathy for the point of view expressed by the Rapporteur. He wished, however, to support what Mr Hayes and Mr Lipstein had said. In the Common Law jurisdictions, where there were formal systems of administration, the situation where an administrator died without having totally administered the estate could cause very serious difficulties. In order to avoid the problem arising in a receiving State which had a formal system it would be better to have the matter decided by the law of the State of the issuing authority. In answer to the question raised by the Norwegian Delegate he would say that 'law' meant internal law.

M. van Dijk (Belgique) est d'avis que l'on a intérêt à connaître le sort réservé aux pouvoirs résultant du certificat en cas de mort du titulaire. Cette disposition est liée à celle de l'article 6, ainsi qu'au problème de la nature juridique de ces pouvoirs. Le Délégué belge appuie la proposition britannique.

Mr Lipstein (United Kingdom) saw the point of the Norwegian Delegate, but reminded Delegates that there were two possibilities. The matter could either be left to the jurisdiction of the requested State or that of the issuing State. He felt that the rule could be expressed in such a way that it would be purely jurisdictional.

Le Rapporteur constate qu'il n'y a pas que deux possibilités. L'autorité du pays requis peut appliquer soit sa propre loi, soit le droit interne de l'autorité émettrice, soit encore le droit appliqué lors de la création du certificat, à savoir la loi de la résidence habituelle ou celle de la nationalité. On pourrait encore imaginer une quatrième solution consistant à créer une disposition de droit matériel, en faisant par exemple des pouvoirs contenus dans le certificat l'objet d'un mandat personnel.

M. Dubbink (Pays-Bas) est prêt à suivre la troisième solution consistant à appliquer la loi selon laquelle l'autorité émettrice a délivré le certificat.

Mr Aranne (Israël) agreed with the Rapporteur that the international certificate was a *personal* mandate to the holder. A system of dual recognition would be strange to him. The simple solution would be that, if the holder died, the issuing State would issue a new certificate.

M. Batiffol (France) constate également qu'il y a plusieurs solutions à ce problème. Il est d'avis que l'on a intérêt à préciser quelle est la loi applicable; il se prononce en faveur de la solution présentée par le délégué néerlandais.

Le Président voudrait poser la question de savoir s'il faut en principe traiter de ce problème ou non.

Le Rapporteur se prononce également en faveur de la loi appliquée à la création du certificat. Cela semblait aller sans dire, selon lui, mais il constate que les débats ont prouvé le contraire.

Le Président soumet aux Délégués la question de principe de savoir s'il faut ou non traiter le problème dans la Convention.

Vote

Par 11 voix contre 7, avec 6 abstentions, les Délégués se prononcent en faveur d'un article traitant des effets du certificat en cas de décès du titulaire.

Ont voté oui: Allemagne, Argentine, Belgique, Canada, Espagne, France, Irlande, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Tchécoslovaquie.

Ont voté non: Autriche, Grèce, Israël, Italie, Norvège, Portugal, Yougoslavie.

Se sont abstenus: Danemark, Etats-Unis, Finlande, Japon, Luxembourg, Suède.

A la suite de ce vote, le Président demande si les délégations française et néerlandaise sont disposées à soumettre une proposition dans le sens des interventions précédentes.

M. Batiffol (France) propose que les effets du certificat en cas de mort du titulaire soient déterminés par la loi appliquée au certificat et que la décision soit prise par l'autorité qui a délivré le certificat.

Mr Lipstein (United Kingdom) thought that the difficulties which had been brought up in the course of discussion showed that it had been wise to raise this point. There seemed to be a difference between the law which Mr Batiffol wished to be applied in the situation and that which the Rapporteur wished to be applied.

Le Président constate que la proposition du Délégué

français tend à résoudre à la fois un problème de conflit de lois et de conflit de juridictions.

Mr Lipstein (United Kingdom) said that it would suit him best if the authority which dealt with the original certificate would also deal with the later one.

Le Rapporteur déclare n'être pas convaincu qu'il faille régler le conflit de juridiction avec le conflit de lois. Pratiquement, si l'on adoptait la proposition française l'autorité du pays requis aurait chaque fois à envoyer le certificat à l'autorité émettrice pour décision. Cette solution est peu pratique.

Le Président est d'avis que si l'on ajoute une disposition tendant à résoudre le conflit de juridiction, on risque de retarder les effets du certificat. En effet, en cas de mort du détenteur, il faudra attendre que l'autorité émettrice se prononce à nouveau. Le Président affirme que, dans la réalité, personne ne songe à ce que les héritiers du titulaire du certificat héritent des pouvoirs qu'il contient. Dès lors, il propose la disposition suivante: «Le décès du titulaire met fin aux effets du certificat.»

Mr Leal (Canada) felt that there might be difficulties, for example, in respect of cheques paid by the holder of the international certificate and not cleared before his death. Under his own local law, in such a case the bank would refuse payment. This situation would not be covered by the proposal of the Chairman.

Le Président soumet sa proposition au vote.

Vote

La proposition est acceptée par 10 voix contre 3 avec 11 abstentions.

Ont voté pour: Argentine, Canada, Danemark, Etats-Unis, Grèce, Israël, Luxembourg, Norvège, Suède, Tchécoslovaquie.

Ont voté contre: Irlande, Italie, Royaume-Uni.

Se sont abstenus: Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Japon, Pays-Bas, Portugal, Suisse, Yougoslavie.

Ce texte adopté remplacera l'article 26 bis A de la proposition britannique.

Le Président soumet aux Délégués l'article 26 bis B.

Mrs Heffermehl (Norway) asked whether if the Convention provided for the death of the holder of the certificate it should not also provide for the case of his insanity.

Le Président constate que cette intervention est tardive et que l'on ne peut que s'incliner devant le vote pris.

Mr Lipstein (United Kingdom) did not attach as much importance to this second point as to his first proposal. However, if under the law applicable under article 21 of the draft Convention it were found that the certificate holder was exceeding his powers and was violating the local law, it would be dangerous for him to be allowed to keep the certificate. If this matter were considered by the Commission to be adequately covered by article 21, however, he would be willing to withdraw the proposal.

Le Rapporteur estime que cette adjonction est également superflue. L'autorité requise est très protégée par l'article 21 et il est inutile de prévoir une disposition qui introduit un nouveau cas de refus.

Mrs Heffermehl (Norway) wondered whether the provision was not contrary to article 19. This was really a case of withdrawal of recognition of the certificate.

Mr Lipstein (United Kingdom) withdrew the proposed amendment.

Le Président prend acte de ce retrait et constate que seul subsiste l'article 26 *bis* A qui vient d'être voté. Il soumet ensuite au Délégué l'article 27 et la proposition émanant de la Délégation néerlandaise (Doc. trav. No 19).

M. Dubbink (Pays-Bas) déclare que sa proposition tend à créer une règle unique sur les effets de la suspension et de l'annulation du certificat dans les hypothèses des articles 24 à 26.

Le Président constate que l'article 26 *bis* qui vient d'être adopté prévoit un cas de cessation et qu'il faut également ajouter cette hypothèse à celles de l'annulation et de la suspension.

Mr Hayes (Ireland) asked whether it was not also necessary to mention 'modification'.

M. Dubbink (Pays-Bas) est d'accord avec cette proposition.

Le Président soumet au vote l'article 27 nouveau qui prévoirait en substance que «l'annulation, la modification, la suspension ou la cessation des effets du certificat conformément aux articles X à Y, ne met pas en cause, etc....».

Vote

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Le Président constate ensuite qu'il ne reste pas assez de temps pour aborder l'article 28 qui fait l'objet de propositions d'amendement. Il pense en revanche que l'article 29 pourra être discuté plus rapidement et il le soumet aux Délégués.

Mr Leal (Canada) asked how a Contracting State could notify the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands that, according to its law, the powers were recognised before it knew what those powers were. As the article stood it would mean that it would recognise any power conferred so far as immovables were concerned. There was nothing in article 29 to indicate any limit on such powers, and this made it problematical that there would ever be any extension under article 29.

M. Carrillo (Espagne) déclare que dans l'avant-projet on distinguait les systèmes organisés des systèmes de scission. Etant donné le caractère facultatif de l'article 29, on peut estimer qu'il va faciliter l'administration des successions dans les pays qui connaissent un système unitaire.

Mr Lipstein (United Kingdom) pointed out that those present when the article was drafted would remember that it was intended to be facultative. What the Special Commission had wished to express was that there should be some provision in a certificate, in principle restricted to questions of succession to movables, for those powers to be extended to immovables. It was a matter of formulation, which could be examined by the drafting Committee.

Le Rapporteur attire l'attention des Délégués sur l'alinéa 2 de cet article. Etant donné l'adage «qui peut le plus peut le moins», les Etats auront la faculté de reconnaître certains pouvoirs seulement. Le Rapporteur rappelle en outre les restrictions possibles en vertu de l'article 21, ainsi que le fait qu'un Etat peut à tout moment retirer sa reconnaissance.

M. Dubbink (Pays-Bas) déclare que son pays attache beaucoup de prix à ce qu'une telle règle ait un caractère obligatoire avec la possibilité de faire une réserve.

Mr Aranne (Israel) felt that it should be noted that the provisions could be modified to take into account further grounds for recognition or refusal of recognition in respect of immovables. He suggested that the words 'according to its law' in the last paragraph of article 29 of the draft Convention should be deleted.

Le Président constate que la Commission est saisie d'une proposition d'amendement émanant de la délégation israélienne et tendant à la suppression des mots «selon son droit.» Il se déclare sensible à l'observation du Délégué canadien et craint également qu'aucun Etat ne fasse la déclaration. Il suggère que l'on modifie cette disposition et que l'on prévoie que l'autorité requise pourra étendre ou non les pouvoirs du titulaire à l'administration des biens immobiliers.

Le Président demande aux Délégués s'ils veulent se prononcer avant la fin de la séance ou renvoyer la question au lendemain.

Le Rapporteur suggère d'ajourner ce vote, la question méritant quelque réflexion.

Le Président constate que cette suggestion réunit l'assentiment général. La prochaine séance sera consacrée à l'examen des articles 29, 28 et 16 alinéa², de la proposition d'amendement tendant à l'introduction d'une clause fédérale ainsi que du certificat lui-même. Après quoi, il faudra aborder la deuxième lecture.

La séance est levée à 18 h. 10.

Distribués le 17 octobre 1972

No 27 – Proposal of the Canadian delegation

Article 29

First paragraph unchanged

Second paragraph

Another Contracting State may enable its competent authority to recognise these powers and in that event it shall notify the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands to that effect.

No 28 – Remplacé par le Document de travail No 32

Document de travail No 29

Distribué le 17 octobre 1972

No 29 – Texte établi par le Comité de rédaction

(Suite du Document de travail No 26)

Article 12

Lorsque la procédure ou la publicité prévue à l'article 11 est requise, le titulaire du certificat peut, dès la date de l'entrée en vigueur de celui-ci, et le cas échéant pendant toute la procédure de reconnaissance, prendre ou solliciter [conformément à la loi de l'Etat requis] sur simple présentation, dans les limites du certificat, toutes mesures conservatoires ou urgentes, jusqu'à décision contraire.

Sont réservées les règles de l'Etat requis relatives à une reconnaissance intérimaire du certificat pourvu que cette reconnaissance soit accordée à la suite d'une procédure d'urgence.

Toutefois le titulaire du certificat ne pourra plus prendre ou solliciter de telles mesures après le sixantième jour qui suit la date de l'entrée en vigueur du certificat, s'il n'a pas entamé la procédure de reconnaissance ou accompli les diligences nécessaires à la publicité prévue.

No 29 – Text drawn up by the Drafting Committee

(Following Working Document No 26)

Article 12 (article 12 draft Convention)

If the procedure or the publicity envisaged in article 11 is required, the holder of the certificate may, on mere production, take or seek [in accordance with the law of the requested State] any protective or urgent measures within the limits of the certificate, as from the date of its entry into force and throughout the duration of the procedure of recognition, if any, until a decision to contrary is made.

A Contracting State may require that interim recognition is to be subject to the internal law of the requested State for such recognition, provided that the recognition is treated as a matter of urgency.

However, the holder may not take or seek such measures after the sixtieth day following the date of entry into force of the certificate, if by then he has not initiated the procedure for recognition or taken the necessary measures of publicity.

Article 13 (article 13 de l'avant-projet)

La validité des mesures conservatoires ou urgentes qui ont été prises en vertu de l'article 12 n'est pas affectée par l'expiration du délai prévu à cet article, ni par une décision de refus de reconnaissance.

Tout intéressé peut néanmoins demander la mainlevée ou la confirmation de ces mesures, conformément à la loi de l'Etat requis.

Article 20 (article 20 de l'avant-projet)

L'existence d'une administration locale antérieure dans l'Etat requis ne dispense pas l'autorité de ce dernier de l'obligation de reconnaître le certificat, conformément à la présente Convention.

Dans ce cas le titulaire du certificat est seul investi des pouvoirs indiqués dans ce document; pour les pouvoirs qui n'y sont pas indiqués, l'Etat requis peut maintenir l'administration locale.

Article 21 (article 21 de l'avant-projet)

L'Etat requis a la faculté de subordonner l'exercice des pouvoirs du titulaire du certificat au respect des règles relatives au contrôle des administrations locales, pour autant que ni la désignation ni les pouvoirs du titulaire du certificat ne soient mis en cause.

Article 22 (article 22 de l'avant-projet)

Toute personne qui paie ou remet des biens au titulaire d'un certificat établi, et le cas échéant reconnu, conformément à la présente Convention, sera libérée, sauf s'il est établi qu'elle était de mauvaise foi.

Article 23 (article 23 de l'avant-projet)

Toute personne ayant acquis des biens successoraux du titulaire d'un certificat établi, et le cas échéant reconnu, conformément à la présente Convention est considérée les avoir acquis d'une personne ayant pouvoir d'en disposer, sauf s'il est établi qu'elle était de mauvaise foi.

Article 24 (article 24 de l'avant-projet)

Lorsque, au cours d'une procédure de reconnaissance, la désignation ou les pouvoirs du titulaire du certificat sont mis en cause pour un motif de fond, les autorités de l'Etat requis peuvent suspendre les effets provisoires du certificat et surseoir à statuer, en fixant le cas échéant un délai pour l'introduction de l'action au fond devant le tribunal compétent.

Article 25 (article 25 de l'avant-projet)

Lorsque la désignation ou les pouvoirs du titulaire du certificat sont mis en cause dans une contestation au fond devant les tribunaux de l'Etat où le certificat a été émis, les autorités de tout autre Etat contractant peuvent suspendre les effets du certificat jusqu'à la fin du litige.

Lorsque la contestation au fond a été portée devant les tribunaux de l'Etat requis ou d'un autre Etat contractant les autorités de l'Etat requis peuvent de même suspendre les effets du certificat jusqu'à la fin du litige.

Article 26 (article 26 de l'avant-projet)

Si un certificat est annulé ou si ses effets sont suspendus dans l'Etat où il a été établi, l'autorité compétente de tout Etat contractant doit donner effet à cette annula-

Article 13 (article 13 draft Convention)

The validity of any protective or urgent measures taken under article 12 shall not be affected by the expiry of the period of time specified in that article, or by a decision refusing recognition.

However, any interested person may request the setting aside or confirmation of these measures in accordance with the law of the requested State.

Article 20 (article 20 draft Convention)

The existence of a prior local administration in the requested State shall not relieve the authority of that State of the obligation to recognise the certificate in accordance with this Convention.

In these circumstances the powers indicated in the certificate shall be vested in the holder alone. The requested State may maintain the local administration in respect of powers which are not indicated in the certificate.

Article 21 (article 21 draft Convention)

The requested State may subject the holder of the certificate in the exercise of his powers to the same local supervision and control applicable to estate representatives in that State, provided that the designation of the holder of the certificate and the extent of his powers under it are not thereby affected.

Article 22 (article 22 draft Convention)

Any person who pays, or delivers property, to the holder of the certificate drawn up, and, as the case may be, recognised, in accordance with this Convention shall be discharged, unless it is proved that the person acted in bad faith.

Article 23 (article 23 draft Convention)

Any person who has acquired assets of the estate from the holder of a certificate drawn up, and, if necessary, recognised, in accordance with this Convention shall be deemed to have acquired them from a person having power to dispose of them, unless it is proved that he acted in bad faith.

Article 24 (article 24 draft Convention)

If, in the course of a procedure of recognition, the designation or powers of the holder of a certificate are challenged on the merits, the authorities of the requested State may suspend the provisional effects of the certificate, stay judgment and, if the case so requires, settle a period of time within which an action on the merits must be instituted in the court having jurisdiction.

Article 25 (article 25 draft Convention)

If the designation or powers of the holder of a certificate are put in issue in a dispute on the merits before the courts of the State in which the certificate was issued, the authorities of any other Contracting State may suspend the effects of the certificate until the end of the litigation.

If a dispute on the merits is brought before the courts of the requested State or of another Contracting State, the authorities of the requested State may likewise suspend the effects of the certificate until the end of the litigation.

Article 26 (article 26 draft Convention)

If the certificate is annulled, or if its effects are suspended in the State in which it was drawn up, the competent authority of any Contracting State shall give

tion ou à cette suspension sur le territoire de cet Etat, à la demande de tout intéressé ou si elle en a été informée conformément à l'article 8.

Si une des mentions du certificat est modifiée dans l'Etat de l'autorité émettrice, cette autorité doit annuler le certificat et en établir un nouveau.

Article 27 (Nouveau)

(Proposition adoptée)

Le décès du titulaire du certificat met fin aux effets de ce dernier.

Variante A

[Les conséquences du décès du titulaire du certificat sont régies par la loi qui a été appliquée par l'autorité compétente lors de l'établissement du certificat.]

Variante B

[Ne pas régler ce point dans la Convention et insérer un commentaire dans le Rapport.]

Articles 28 (article 27 de l'avant-projet)

L'annulation d'un certificat, la suspension, la modification ou la cessation de ses effets selon les articles 24, 25, 26 et 27, ne met pas en cause les actes accomplis par son titulaire sur le territoire d'un Etat contractant avant la décision de l'autorité de cet Etat donnant effet à l'annulation, à la suspension ou à la modification.

effect within its territory to such annulment or suspension, at the request of any interested person or if it is informed of such annulment or suspension in accordance with article 8.

If any provisions of the certificate are modified in the State in which it was drawn up, that authority shall annul the existing certificate and issue a new certificate as modified.

Article 27 (New article)

(Proposal adopted)

The death of the holder of the certificate terminates its effects.

Variant A

[The effect of the death of the holder of the certificate shall be determined by the law which was applied by the competent authority when it drew up the Convention.]

Variant B

[This question is not to be dealt with in the Convention although a comment on the matter will be included in the Report.]

Article 28 (article 27 draft Convention)

Annulment or modification of the certificate or suspension of its effects according to articles 24, 25, 26 and 27 shall not affect acts carried out by its holder within the territory of a Contracting State prior to the decision of the authority of that State giving effect to the annulment, modification or suspension.

Distribués le 17 octobre 1972

No 30 – Proposal of the United Kingdom Delegation

Article 29 (last paragraph)

A Contracting State shall notify the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands whether, and to what extent, it will recognise such powers.

No 31 – Amendements proposés par la délégation néerlandaise

Article premier (texte du Comité de rédaction)

Lire l'alinéa 2:

Ce certificat, établi par l'autorité compétente de/dans l'Etat contractant où le défunt avait sa résidence habituelle, et selon le modèle annexé à la présente Convention, sera reconnu dans les Etats contractants.

Article 2

Biffer

Commentaire

Il paraît embarrassant que la compétence internationale (de l'Etat contractant) et la compétence interne (celle de l'autorité d'un Etat) ont été mêlées dans les articles 1 et 2. L'amendement a pour but de désigner l'Etat compétent dans l'article 1. Alors l'article 2 sera superflu. Toutefois, si l'on veut régler la compétence interne dans l'article 2, l'article 6 (texte Comité de rédaction) peut être transporté à la place de l'article 2.

On peut atteindre au même résultat:

a en remplaçant dans l'article 1, alinéa 2, le mot compétente par compétent, et

b en biffant dans l'article 2 les mots par l'autorité compétente.

Article 4

Ajouter alinéa 2:

Il notifiera cette déclaration au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

No 32 – Joint proposal of the United States and Canadian delegations on 'Federal State' Clauses.

(Amendment of Working Document No 28)

Article A

In relation to a Contracting State having, in matters of estate administration, two or more legal systems applicable to different categories of persons, any reference to the law of that State shall be construed as re-

ferring to the legal system specified by the law of that State, as applicable to the particular category of persons.

Article B

If a Contracting State has two or more territorial units in which different systems of law apply in relation to matters of estate administration it may, at the time of signature, ratification or accession, declare that this Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them, and may modify its declaration by submitting another declaration at any time thereafter.

These declarations shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

Contracting States may decline to recognise a certificate if, at the date on which recognition is sought, the Convention is not applicable to the territorial unit under which the certificate was issued.

Article C

In the application of this Convention to a Contracting State having two or more territorial units in which different systems of law apply in relation to estate administration –

1 any reference to the authority or law or procedure of the State which issues the certificate shall be construed as referring to the authority or law or procedure of the territorial unit in which the deceased had his habitual residence;

2 any reference to the authority or law or procedure of the requested State shall be construed as referring to the authority or law or procedure of a territorial unit in which the certificate is sought to be used;

3 any reference made in the application of paragraph 1 or 2 to the law or procedure of the State which issues the certificate or of the requested State shall be construed as including any relevant legal rules and principles of the Contracting State which apply to the territorial units comprising it;

4 any reference to the national law of the deceased shall be construed as referring to the law of the territorial unit with which the deceased was most closely connected.

Any such Contracting State may, at any time, declare that any one or more of the foregoing rules of construction shall not apply, so far as it is concerned, to one or more of the provisions of this Convention.

These three articles are adapted from provisions of the Divorce Convention of 1970, and parallel the clauses proposed for Commission III.

No 33 – Proposition du Secrétariat

Article Z

Les mentions imprimées dans la formule modèle de certificat annexée à la présente Convention sont obligatoirement rédigées soit en langue française soit en langue anglaise. Elles peuvent, en outre, être rédigées dans la langue ou l'une des langues officielles de l'autorité émettrice.

Les blancs correspondant à ces mentions sont remplis soit dans la langue de l'autorité émettrice, soit en langue française, soit en langue anglaise.

Le titulaire du certificat qui invoque la reconnaissance doit produire, sauf dispense de l'autorité requise, la traduction des mentions figurant dans le certificat dans une langue autre que le français ou l'anglais.

Article Z

The standard terms in the model of certificate annexed to the present Convention shall in all cases be written either in French or in English. They may also be written in the official language, or in one of the official languages, of the State in which the documents originate. The corresponding blanks shall be completed either in the language of the issuing authority or in French or in English.

The holder of the certificate seeking recognition shall furnish, unless the authority addressed otherwise requires, translations of the replies appearing in the certificate in a language other than French or English.

Delegate's suggestion adopted, he would be ready to withdraw his proposal.

Le Président constate que la proposition consiste en définitive à ajouter l'expression «en tout ou en partie» à la fin de cet article.

Le Rapporteur estime que cette proposition est non seulement acceptable, mais excellente.

Le Président, constatant que cet article ne soulève aucune objection, propose qu'il soit considéré comme *accepté à l'unanimité*. Il soumet aux Délégués le Document de travail No 30.

Mr Lipstein (United Kingdom) felt that the United Kingdom amendment implied what had been said in the Canadian proposal regarding paragraph 2 of article 29, and followed logically upon it.

Le Rapporteur soulève que ce texte lui paraît tenir compte de la proposition du Délégué israélien tendant à supprimer les mots «selon son droit».

Le Président soumet cet article au vote.

Vote

Ont voté pour: Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Irlande, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

S'est abstenue: Italie.

Procès-verbal No 12

Séance du mardi 17 octobre 1972

La séance est ouverte à 15 h. sous la présidence de M. Goldman (France).

Le Rapporteur est M. Lalive (Suisse).

Le Président ouvre la séance et met en discussion l'article 29, qui fait l'objet de deux Documents de travail portant les Nos 27 et 30, émanant l'un de la délégation du Canada, l'autre de la délégation du Royaume-Uni. Le Président soumet aux Délégués le Document de travail No 27.

Mr Leal (Canada) said that it had seemed to him that there should be a further provision in article 29 in order to make that article more readily ratifiable. He was now convinced that his proposal was not happily worded, and that it would not accomplish all that he had hoped. The problem might be solved if the words 'in whole or in part' were inserted at the end of paragraph 2. Since there was now a proposal of the United Kingdom Delegate regarding the wording of the last paragraph of article 29, if both the wording of this second paragraph could be changed, and the United Kingdom's

Le Président soumet ensuite aux Délégués l'article 28, dont il constate qu'il comprend deux propositions, dont une entre crochets qui avait réuni l'adhésion d'un certain nombre d'Experts au cours de la Commission spéciale. La première disposition est une règle de conflit, la seconde une règle matérielle.

Le Président propose de discuter d'abord la question de principe de savoir si l'on veut adopter l'une ou l'autre de ces règles, avant d'aborder la proposition néerlandaise qui ne vise que le premier texte.

Mrs Heffermehl (Norway) drew the attention of the Commission to the written comments of the Norwegian Government. In those comments the Government had stated that it was of the opinion that the question of the consequences of annulment of the certificate should be dealt with in the Convention.

Mr Due (Denmark) said that the same comment had been made by the Danish Government.

Mme Collaço (Portugal) relève que la rédaction de cet article devra être mise en harmonie avec les textes adoptés pour les articles 22 et 23.

Le Président renvoie cette observation au Comité de rédaction et propose aux Délégués un vote alternatif au sujet des deux variantes proposées pour l'article 28.

Vote

17 Délégués se prononcent en faveur de la première variante, à savoir: Allemagne, Argentine, Autriche, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

Une délégation se prononce en faveur du second texte: Portugal.

Se sont abstenus: Belgique, France, Luxembourg.

Le Président soumet alors aux Délégués le Document de travail No 19, qui contient une proposition d'amendement de la délégation néerlandaise.

M. Dubbink (Pays-Bas) explique que son amendement contient davantage une proposition rédactionnelle qu'une proposition de fond. Il s'agit d'envisager tous les cas et non seulement l'annulation à la suspension.

Le Rapporteur propose de renvoyer cette question au Comité de rédaction.

Le Président, constatant que la proposition néerlandaise ne soulève pas d'opposition, la renvoie au Comité de rédaction.

Le Président soumet aux Délégués l'article 16, alinéa 2. Il explique que ce texte a pour seul objet de préciser que la rétractation et l'infirmité ont les mêmes effets que l'annulation, c'est-à-dire qu'elles ne mettent en cause ni les actes antérieurs, ni les actes postérieurs passés avec des tiers de bonne foi. Il n'est pas question pour l'instant de donner une place précise à cet article dans la Convention, ni une rédaction déterminée.

Sans vote, cette disposition est acceptée à l'unanimité.

Le Président constate que la première lecture de la Convention est terminée sous réserve des clauses protocolaires et «fédérales».

Il soumet ensuite aux Délégués le texte de la clause fédérale. A cet égard, il indique que le Document de travail No 28 doit être considéré comme nul et remplacé par le Document de travail No 32. Avec l'accord des auteurs de cette proposition et de la Commission en général, il propose de remettre l'examen de ce Document au lendemain.

M. van Hoogstraten (Secrétaire général) déclare que toutes les Conventions qui seront adoptées dans la présente Session comporteront une clause fédérale. Il serait donc intéressant de les harmoniser, bien que la clause qui sera insérée dans la présente Convention doive être vraisemblablement légèrement différente.

Il faudrait que le texte qui sortira de la présente discussion ne préjuge pas de ce qui devra être adopté par les autres Commissions.

Mr Leal (Canada) was in agreement with what the Secretary-General had said. He would be happy to have the Federal State Clauses settled by Commission IV. Articles A and B for Commission II were identical with the proposal of the United States delegation for Federal State Clauses for Commission III, and were very similar to the Federal State Clauses proposed for Commission I. However, with respect to article C, he felt that a Federal State Clause, which would apply only to a specific Convention, could not be settled until the wording of that Convention was fixed. Accordingly, it would not be appropriate in his opinion for Commission IV to deal with such specific clauses.

Le Président déclare que si les articles A et B de ce document de travail font l'objet d'une discussion générale dans la Commission IV, il faut en ajourner la discussion

dans la présente Commission, attendre que la Commission IV ait statué et examiner le cas échéant ensuite l'article C.

Mr Leal (Canada) and **Mr Boyd** (United States) were in agreement.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) déclare que l'on saura mercredi soir si les articles A et B ont été adoptés par la Commission IV.

Le Président ajourne la discussion à jeudi matin pour l'examen de l'article C, tout en précisant que si la Commission IV n'est pas parvenue à ses fins, il conviendra que la Commission II examine les articles A et B.

Mr Leal (Canada) asked that when his colleagues read article C, which had specific reference to the present Convention, they would bear in mind that the most important paragraph was sub-paragraph 4. He went on to give a brief explanation of the meaning of that sub-paragraph.

Le Président passe à l'examen du certificat lui-même. Il rappelle que la Commission a adopté au paragraphe B la mention de l'existence, de la présentation ou de la non présentation d'un contrat de mariage. Il indique que la Commission est saisie de 2 propositions d'amendement, l'une émanant de la délégation belge et figurant au Document de travail No 4, l'autre plus limitée émanant de la délégation néerlandaise et figurant au Document de travail No 19. Il indique que sous lettre C de l'avant-projet, trois possibilités sont laissées à l'autorité émettrice, la première consistant à autoriser par une formule générale tous les actes sur tous les biens, la seconde à autoriser tous les actes à l'exception de certains qui seront indiqués, et la troisième impliquant une énumération positive des pouvoirs du titulaire. C'est à cette dernière possibilité seulement que sert l'annexe figurant au verso.

Le Président soumet aux Délégués l'amendement émanant de la délégation belge et consistant à faire disparaître les deux premières possibilités indiquées ci-dessus, l'autorité émettrice devant dans chaque cas énumérer de manière complète les pouvoirs conférés.

M. van Dijck (Belgique) présente sa proposition d'amendement. Il affirme que l'autorité de réception a avant tout besoin de savoir ce que le titulaire du document est en droit de faire et que, lorsque ces pouvoirs se limitent à une opération bien précise, sa solution aura l'avantage de faciliter sensiblement le contrôle dans les pays où il y a une procédure de reconnaissance.

Le Président constate que l'on se trouve en présence d'un problème de structure du certificat, sur lequel il faut que la Commission se prononce.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) est d'avis que la proposition belge présente des inconvénients pratiques. En effet, dans bien des cas, le titulaire du certificat sera l'héritier et il n'y aura pas d'obstacle à ce qu'il ait tous les pouvoirs. Dès lors il n'y a pas d'intérêt à devoir les énumérer tous.

Le Rapporteur affirme qu'il n'est pas convaincu par la proposition du Délégué belge et propose de s'en tenir à la solution de l'avant-projet.

M. van Dijck (Belgique) précise que sa proposition trouvera sa plus grande utilité dans les relations entre pays qui n'ont pas le même système. Vu les précédentes

interventions, il se rallie au système de la triple possibilité, mais reste convaincu qu'il serait utile d'avoir une rubrique ouverte dans laquelle les Etats pourraient préciser en vue de quelle opération le certificat a été établi. Lorsqu'il s'agit d'une seule opération, l'établissement et le contrôle du certificat en seront simplifiés.

Le Rapporteur constate qu'en définitive, la seule question serait l'adjonction d'une mention permettant d'indiquer en vue de quoi le certificat est transmis.

M. van Dijck (Belgique) reprend les considérations d'ordre pratique qui l'ont amené à présenter sa proposition. Elle permet de donner une indication sur les actes auxquels le titulaire du certificat va procéder.

Le Président relève que si l'autorité émettrice veut limiter les pouvoirs à une seule opération, il lui suffira d'utiliser la troisième formule et de tout biffer sauf l'acte précis en vue duquel le certificat est établi.

M. van Dijck (Belgique) précise que sa proposition se limite en fait à des cas où les Etats en présence ont des systèmes différents.

Mrs Heffermehl (Norway) wondered, with regard to the last observation of the Belgian Delegate, what was the effect of including a mention of what one was going to look for. If someone were moving from country to country his assets might be spread out over the entire world. It was one of the first duties of any administrator to find out where the assets were. The inclusion of a mention such as that suggested by Mr van Dijck might only complicate affairs. She had thought that the intention of the Convention was to establish a 'bridge' between countries and she was disturbed that the work already accomplished might be destroyed.

M. Carrillo (Espagne) rend hommage à la préoccupation du Délégué belge. Il la trouve cependant excessive en regard de l'équilibre de la Convention et du compromis réalisé entre les systèmes organisés et ceux qui ne le sont pas, ainsi qu'entre les intérêts de l'autorité émettrice et ceux du pays de réception. Il estime que la troisième possibilité donnée est suffisante pour couvrir les hypothèses qu'envisage le Délégué belge.

Mr Lipstein (United Kingdom) admired the conciliatory spirit of Mr van Dijck. Insofar as he was perturbed by the possibility of difficulties arising under article 21, however, he assured him that this article referred to branches of public law existing in certain countries, and was inserted so that the international certificate holder would not be a privileged administrator. Article 21 imposed no *obligation* to have any procedure of control.

Le Président demande au Délégué belge s'il saisit la Commission d'une proposition précise tendant à ce que l'autorité émettrice puisse indiquer en vue de quels pouvoirs elle a dressé le certificat.

M. van Dijck (Belgique) déclare retirer son amendement, vu les observations qu'il a suscitées.

Le Président le remercie et prend acte de ce retrait.

Mlle Freyre-Penabad (Argentine) est d'avis qu'il convient de remplacer «bénéficiaire du certificat» par «titulaire du certificat».

Mr Lipstein (United Kingdom) pointed out that the Argentinian Delegate had based her comments on the English text. The Law Commission had felt that the French text was better than the English one and had suggested that the wording 'person entitled to the benefit of the certificate' should be used.

Le Président déclare qu'il y a effectivement une harmonisation à faire. Il demande s'il y a d'autres propositions d'amendement au sujet de ce qui figure en première page de l'annexe.

Mr Lipstein (United Kingdom) asked as a point of form whether the certificate was to be limited to the French and English texts, and if not, whether it would be possible to have a form similar to the 'carnet' form of the International Driving Licence, in which several languages would be represented.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) déclare que le problème de la langue à utiliser doit être examiné. Il a déjà fait l'objet de discussions lors de l'élaboration de la Convention sur la notification. Il relève que le point le plus important est de savoir quelle sera la langue utilisée pour remplir les espaces blancs, surtout si le certificat doit être utilisé dans plusieurs pays.

Mr Lipstein (United Kingdom) said that he had merely intended to raise the suggestion to see if it was acceptable to the meeting, and did not wish to press the point.

Le Président propose aux Délégués d'examiner la question de la langue à utiliser et relève qu'elle présente une double difficulté; premièrement, le pays émetteur pourra ne pas comprendre les mentions imprimées; secondement, considérant que l'autorité émettrice fera les énumérations dans sa propre langue, il faudra que l'autorité requise puisse demander au moins une traduction.

Mr Lipstein (United Kingdom) said that the United Kingdom was merely trying to show that it was internationalist. If there were several parallel texts it would be easy to relate one to another.

Le Président relève qu'en France, s'il y a une procédure de reconnaissance, le tribunal français va certainement demander une traduction.

M. Batiffol (France) demande où figurera l'indication du sens de chacun des numéros.

Mr Lipstein (United Kingdom) pointed out that since what was envisaged was a certificate in several languages it would be easy to look at one's own language and relate the number of the mention involved to another language.

Mr Hayes (Ireland) said that he would assume that a certificate being sent from Ireland to France would, as a practical measure, be drawn up in French; otherwise the certificate holder might be under certain difficulties. One could not force the requested authority to accept a certificate in a language that it did not know. It would be very difficult to draw up rules which would satisfy everyone. He pointed out that the Council of Europe had a rule in one of its Conventions which said that a document must be drawn up in the language of the requested country.

Mrs Heffermehl (Norway) said the question had at least three sides: 1 whether it would be possible for an issuing authority not having English or French as

its language to issue the certificate in its own language, 2 whether the requested authority should be able to require a translation of the certificate into its own language and 3 whether a local person to whom the certificate holder was showing the certificate would be able to ask for a translation. She pointed out that it might be difficult to ask a Norwegian for example, to act on a foreign document. If the problem were to be discussed further the Commission should look at all three aspects of the problem. She felt that the issuing authority should be allowed to use its own language, but pointed out that the certificate ought to be drawn up in either French or English in addition.

Le Président constate que sous réserve de l'examen de la question des langues, de la modification à apporter quant au contrat de mariage et du remplacement du terme «bénéficiaire» par «titulaire», ce qui figure en première page de l'annexe ne fait plus l'objet de propositions d'amendement et peut être considéré comme adopté.

La séance est suspendue de 16 h. 50 à 17 h. 10.

Le Président indique qu'à la suite d'une discussion ayant eu lieu durant la suspension, il est en mesure de proposer, conjointement avec le Délégué de la Belgique, l'adjonction des mentions figurant sous A, chiffres 1 et 2 du Document de travail No 4 aux actes figurant en deuxième page de l'annexe.

Vote

Cette proposition est acceptée à l'unanimité des présents (Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie).

Le Président soumet aux Délégués l'amendement néerlandais figurant au Document de travail No 19 et consistant à ajouter à la liste deux mentions précises.

M. Dubbink (Pays-Bas) commente sa proposition, en précisant qu'exercer les droits de l'actionnaire comprendra notamment le droit de vote à l'Assemblée générale. Quant à «liquider des contrats», il s'agit des décisions relatives à la réalisation ou à la continuation de ceux-ci.

Le Rapporteur indique que l'expression «liquider des contrats», ne saurait être acceptée en français.

Le Président déclare que le premier complément semble important; sur le second, il demande des explications.

M. Dubbink (Pays-Bas) cite le cas de ventes à livraisons successives. L'administrateur international devra prendre la décision soit de continuer à exécuter le contrat, soit de le dénoncer.

Le Président demande que l'on vote sur le principe et non sur un texte précis dont l'élaboration sera confiée au Comité de rédaction.

Mlle Freyre Penabad (Argentine) est d'avis que la rubrique «autres actes» suffit pour ce cas particulier.

Le Président répond que la liste a pour but d'attirer l'attention de l'autorité émettrice sur les actes que peut être appelé à faire le titulaire du certificat.

Le Président demande aux Délégués de prendre des votes séparés sur les deux propositions du Délégué néerlandais.

Vote

La première proposition est adoptée à l'unanimité.

La seconde proposition, sous réserve de sa rédaction, est également adoptée à l'unanimité.

Mrs Heffermehl (Norway) pointed out that at the end of the annex to the Convention there was a mention of 'any other acts' with a note referring to article 29. She was apprehensive that the note might be understood to refer only to immovables, and hoped that it could be re-drafted.

Le Président déclare proposer sur ce point la formule «voir notamment article 29».

Il soumet aux Délégués le Document de travail No 33, qui contient une proposition du Secrétaire général adjoint tendant à régler le problème des langues.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) déclare que l'alinéa 1 de la proposition correspond à l'article 7, alinéa 1, de la Convention sur les notifications, l'alinéa 2 à l'article 7, alinéa 2, de cette même Convention, avec une différence importante, en ce sens que les espaces blancs seront remplis soit dans la langue de l'autorité émettrice, soit dans la langue de l'autorité requise, soit en français ou en anglais. On ne peut pas, comme dans l'autre Convention, restreindre à la langue de l'autorité réceptrice. Quant au troisième alinéa, il est tiré de l'article 13 de la Convention générale sur l'exécution. Il tend à confirmer que la langue utilisée est en principe celle de l'autorité émettrice.

Le Rapporteur approuve cette proposition, tout en suggérant qu'à l'alinéa 3, on remplace «sauf dispense» par «sur demande».

Mrs Heffermehl (Norway) pointed out that the text of paragraph 2, should also be aligned with that of paragraph 1, in respect of the question of official languages.

M. Fragistas (Grèce) est d'avis qu'il faut imposer la traduction pour les mentions figurant dans les espaces blancs, même si le certificat est émis en langue française ou anglaise.

Mlle Freyre-Penabad (Argentine) déclare qu'il est préférable que le certificat soit rédigé dans la langue nationale ou officielle de l'autorité émettrice. Si cette langue n'est ni le français ni l'anglais, il devra comporter une version dans l'une de ces deux langues parce que les textes authentiques de la Convention aussi bien que son annexe seront rédigés dans ces deux langues. C'est pour éviter des difficultés qui pourront se soulever à cause des traductions pas trop fidèles qu'elle introduit cette proposition. Au sujet de l'alinéa 3, elle voudrait que le titulaire produise une traduction du certificat en son entier.

M. Giuliano (Italie) se demande si, pour faciliter au maximum l'administration des successions, il ne serait pas possible de prescrire que le certificat sera fait dans la langue du pays émetteur. En effet, dans la pratique, les Etats contractants se trouveront dans l'obligation d'établir des documents conformes au modèle et ils le feront dans la langue du pays pour faciliter les opérations d'émission. Si les mentions figurant dans les es-

paces blancs peuvent être rédigées dans la langue du pays d'émission, il ne voit pas pourquoi cette règle ne s'étendrait pas à l'ensemble du certificat.

Le Délégué italien est d'avis que cette indication devrait figurer à l'article 1 de la Convention.

A l'appui de sa thèse, il invoque encore l'article 14 ancien et 13 nouveau (selon Doc. trav. No 26), où il est dit que la reconnaissance peut être refusée lorsqu'il apparaît que le certificat n'est pas conforme au modèle annexé; le certificat original devrait être dans la langue du pays d'émission.

Enfin, au sujet du troisième alinéa, il exprime son accord avec l'observation du Délégué de la Grèce.

M. Schwind (Autriche) se demande s'il faut limiter à ce point les possibilités de l'autorité émettrice. Il propose que celle-ci rédige le certificat dans sa langue, ainsi que dans les langues qu'il estime nécessaires.

Le Rapporteur est d'avis qu'il pourra être donné satisfaction à cette dernière observation par une modification de rédaction. Pour le surplus, il souhaite un vote de principe.

Mr Due (Danemark) said that as a Delegate of a country of which neither English nor French was the official language he wished to inform the Commission that he was happy with the text proposed by the Deputy Secretary General. It was better not to adopt different texts in different Conventions.

Le Président déclare que selon l'alinéa 1, il est entendu que le certificat sera fait soit en français, soit en anglais et qu'il pourra comporter une version dans la langue du pays d'émission.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) indique que, selon l'expérience de la Conférence, un document qui se rattache au texte de la Convention est beaucoup plus facilement accepté.

Le Président soumet au vote l'alinéa 1.

Vote

L'alinéa 1 est accepté à l'unanimité avec une abstention (Italie).

Mlle Freyre Penabad (Argentine) explique qu'elle a voté pour un texte bilingue, fait en la langue officielle de l'autorité émettrice et dans une des langues officielles de la Conférence.

Le Président soumet aux Délégués l'alinéa 2, selon lequel les espaces en blanc pourront être remplis uniquement dans la langue de l'autorité émettrice ou uniquement en anglais ou en français.

Mlle Freyre Penabad (Argentine) estime qu'ils devraient être remplis dans la langue correspondant au reste du certificat.

Le Président répond que l'on cherche seulement à ne pas imposer à l'Etat d'émission de faire figurer ces mentions en deux langues.

Mr Hayes (Irlande) said that although it was quite clear in some cases where the blanks were, it was difficult in other cases to distinguish what was a blank and what was not. He wondered whether for example the space after 'in respect of all assets' under C was

considered to be a blank. Similarly, he wondered whether the space for 'other remarks' under F could be filled up in, say Norwegian.

He went on to point out that it would be better to avoid the expression 'standard terms' in the English text of the Convention.

Le Président soumet cet alinéa 2 au vote.

Vote

L'alinéa 2 est accepté à l'unanimité moins une abstention (Belgique)

Le Président soumet aux Délégués l'alinéa 3, au sujet duquel la Commission est saisie d'une proposition d'amendement émanant de la délégation d'Argentine et tendant à ce que l'autorité requise puisse demander une traduction dans tous les cas et portant sur la totalité du certificat, à savoir tant sur les mentions imprimées que sur celles figurant dans les espaces blancs.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) souligne que le modèle de certificat sera traduit dans toutes les langues et que dès lors tout Etat requis pourra se reporter à son texte officiel pour savoir quelles sont les mentions imprimées.

Mme Collaço (Portugal) relève qu'à son avis, la proposition du Délégué de la Grèce, tendait à ce que seules les mentions remplissant des espaces blancs soient traduites.

Le Président indique que l'intention de la Déléguée de l'Argentine était que tant les unes que les autres de ces mentions soient traduites.

Il fait passer un vote de principe sur cette proposition.

Vote

La proposition est rejetée par 10 voix contre 7, avec 10 abstentions.

Ont voté pour: Argentine, Brésil, Etats-Unis, Finlande, Grèce, Irlande, Tchécoslovaquie.

Ont voté contre: Canada, Danemark, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Norvège, Royaume-Uni, Suède, Suisse.

Se sont abstenus: Allemagne, Autriche, Belgique, Japon, Pays-Bas, Portugal, Yougoslavie.

Le Président constate que l'alinéa 3 est adopté, sous réserve de rédaction.

Il constate d'autre part que, sous réserve des clauses protocolaires et de la «clause fédérale», la première lecture de la Convention est terminée et que l'on pourra, dès la prochaine séance, commencer la seconde lecture, sur la base des Documents de travail Nos 26 et 29.

Le Président lève la séance à 18 h. 15.

Document de travail No 34

Distribué le 18 octobre 1972

No 34 – Proposal of the Finnish delegation

Article D

Each Contracting State shall notify the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands of the method of recognition applied in that State and, if a recognition procedure is established, then also of the recognising authority designated by that State.

Document de travail No 35

Distribué le 18 octobre 1972

No 35 – Texte établi par le Comité de rédaction

(Suite du Document de travail No 29)

Article 29 (article 28 de l'avant-projet)

La validité des actes juridiques passés avec le titulaire du certificat ne peut être mise en cause pour la seule raison que le certificat a été annulé ou modifié ou que ses effets ont cessé ou ont été suspendus, sauf s'il est établi que les actes ont été passés de mauvaise foi.

Article 30 (article 16, alinéa 2 de l'avant-projet)

Les conséquences de la rétractation ou de l'infirmité de la reconnaissance sont les mêmes que celles qui ont été prévues aux articles 28 et 29.

Article 31 (article 29 de l'avant-projet)

Si la loi en conformité de laquelle le certificat a été établi accorde à son titulaire des pouvoirs sur les immeubles situés à l'étranger, l'autorité émettrice indiquera l'existence de ces pouvoirs dans le certificat.

Document de travail No 34

No 35 – Text drawn up by the Drafting Committee

(Following Working Document No 29)

Article 29 (article 28 draft Convention)

The validity of dealing with the holder of the certificate shall not be challenged merely because the certificate has been annulled or modified, or its effects have been suspended or terminated, unless bad faith is proved in respect of dealing with the holder.

Article 30 (article 16 (2) draft Convention)

The consequences of the withdrawal of recognition shall be the same as those set out in articles 28 and 29.

Article 31 (article 29 draft Convention)

If the law in accordance with which the certificate was drawn up gives the holder powers over immovables situate abroad, the issuing authority shall indicate in the certificate the existence of these powers.

Document de travail No 35

II-241

Les autres Etats contractants auront la faculté de reconnaître ces pouvoirs en tout ou en partie.
Tout Etat contractant indiquera au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas si et dans quelle mesure il reconnaîtra de tels pouvoirs.

Article Z

Les mentions imprimées dans la formule modèle de certificat annexée à la présente Convention peuvent être rédigées dans la langue ou l'une des langues officielles de l'autorité émettrice. Elles doivent en outre être rédigées soit en langue française soit en langue anglaise.

Les blancs correspondant à ces mentions sont remplis soit dans la langue ou l'une des langues officielles de l'autorité émettrice, soit en langue française soit en langue anglaise.

Le titulaire du certificat qui invoque la reconnaissance doit produire, sauf dispense de l'autorité requise, la traduction des mentions non imprimées figurant dans le certificat.

N.B. La place de cet article n'a pas encore été déterminée.

Procès-verbal No 13

Séance du mercredi 18 octobre 1972

La séance est ouverte à 10 h. sous la présidence de M. Goldman (France).

Le Rapporteur est M. Lalive (Suisse).

Le Président ouvre la séance et soumet aux Délégués un Document de travail No 34 émanant de la délégation finlandaise.

Mr Kurkela (Finland) pointed out that in the draft Convention there were already certain provisions concerning the duty to notify special arrangements, for example, article 7 (3) and article 9 (3). He thought that there should be a notification provision concerning the three methods of recognition, as it would be important to have some provision in the Convention to indicate the method of recognition chosen.

Le Rapporteur fait part de sa perplexité à l'égard de cette proposition.

Mr Lipstein (United Kingdom) saw the difficulties in balancing the advantages of the amendment against

Other Contracting States may recognise these powers in whole or in part.

A Contracting State shall notify the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands whether, and to what extent, it will recognise such powers.

Article Z

The standard terms in the model certificate annexed to the present Convention may be expressed in the official language, or one of the official languages, of the State of the issuing authority, and must in all cases be expressed either in French or in English.

The corresponding blanks shall be completed either in the official language or one of the official languages of the State of the issuing authority or in French or in English.

The holder of the certificate seeking recognition shall furnish translations of the information supplied in the certificate, unless the authority addressed otherwise requires.

the disadvantages. He was not, however, so pessimistic as the Rapporteur, and would accordingly be in favour of the adoption of the amendment if it were included as a declaration to be annexed to the Convention rather than as an article.

Mrs Sarman (Sweden) was also in support of Mr Kurkela's suggestion.

Mr Aranne (Israel) wished as a clarification of the text that the words 'as provided for in articles' should be inserted after 'methods of recognition'.

Mr Kurkela (Finland) agreed that some points might benefit from being redrafted.

Le Président déclare que dans l'intérêt de la Convention, il faudrait rejeter cette proposition. En effet, plus on multiplie ce genre de déclarations, plus les Etats auront de réticence à ratifier la Convention. Si le titulaire du certificat va à l'étranger, il sera dans bien des cas obligé de consulter; on voit mal l'intérêt majeur à ce qu'il sache s'il y a ou non une procédure de reconnaissance.

Le Président soumet au vote cette proposition.

Vote

La proposition est adoptée par 7 voix contre 3, avec 10 abstentions.

Ont voté pour: Canada, Danemark, Etats-Unis, Finlande, Japon, Suède, Suisse.

Ont voté contre: Autriche, France, Irlande.

Se sont abstenus: Allemagne, Belgique, Espagne, Israël, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Yougoslavie.

Le Président constate que la première lecture est terminée à l'exception des clauses protocolaires et de la

«clause fédérale», et propose aux Délégués d'aborder la seconde lecture de la Convention. Chaque Délégué pourra suggérer des améliorations de rédaction qui devront être aussi précises que possible. Sauf exception, les articles ne seront pas renvoyés au Comité de rédaction. Aucune discussion sur le fond ne sera admise sans décision prise par la majorité absolue des Délégués présents.

M. Dubbink (Pays-Bas) fait état de la préoccupation de son Gouvernement quant à l'harmonisation de certaines expressions, notamment les termes «délivré» et «dressé», «établir» et «émettre», etc.

Le Président déclare qu'il y a des cas où tel ou tel terme est utilisé à dessein. Il prie le Délégué néerlandais d'intervenir au cours de la discussion quand un cas se présentera.

Lecture est donnée des articles 1 et 2 dans les deux langues. Le Président donne ensuite la parole au Délégué néerlandais pour présenter le Document de travail No 31.

M. Dubbink (Pays-Bas) se réfère au commentaire contenu dans le document qu'il a rédigé.

Le Rapporteur déclare que cette proposition ne devrait pas être acceptée. En effet, le texte actuel ne mélange pas la compétence interne, sur laquelle on n'a pas voulu se prononcer, et la compétence internationale. Il serait regrettable de faire disparaître dans une incidente la règle fondamentale de compétence pour délivrer le certificat. On affaiblit la clarté du texte et l'on risque de créer des malentendus.

Le Président se déclare sensible aux arguments de logique de l'auteur du document de travail, mais se rallie néanmoins à l'argumentation du Rapporteur, qui vise à plus de clarté.

Il serait possible de donner satisfaction au Délégué néerlandais en modifiant l'article 1, alinéa 2 comme suit:

Ce certificat établi dans l'Etat contractant désigné à l'article 2 et selon le modèle annexé à la présente Convention, sera reconnu dans les Etats contractants.

After several interventions by the English speaking Delegates, the following English text of articles 1 and 2 were agreed –

Article 1

The Contracting States shall establish an international certificate designating the person or persons entitled to administer the movable estate of a deceased person and indicating his or their powers.

This certificate, drawn up in the Contracting States designated in article 2 in accordance with the model annexed to this Convention, shall be recognised in the Contracting States.

A Contracting State may subject this recognition to the procedure or to the publicity provided for in article 10.

Article 2

The certificate shall be drawn up by the competent authority in the State of the habitual residence of the deceased.

Le Rapporteur et **M. Dubbink** (Pays-Bas) se déclarent satisfaits par cette proposition.

Le Président déclare que sa proposition se substitue à celle de la délégation néerlandaise. Il constate qu'elle ne

suscite pas d'opposition et qu'elle peut être adoptée sans vote.

Le Président soumet au vote l'article 1.

Vote

L'article 1 est adopté à l'unanimité, dans la rédaction du Document de travail No 26, avec la modification relative à l'alinéa 2.

Se sont prononcés en faveur de cet article: Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas; Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

L'article 2 est également adopté à l'unanimité dans la version se trouvant au Document de travail No 26.

Le Président soumet aux Délégués l'article 3 qui est lu dans les deux langues. Il est également donné lecture de l'article X.

Après une discussion sur les différences entre les textes français et anglais sous lettre *b*, l'un ayant la forme négative, l'autre la forme affirmative, **le Président** demande à la Commission si l'on peut laisser ces deux versions telles quelles ou s'il faut apporter une modification dans le sens d'une harmonisation des deux textes.

Vote

9 Délégués se prononcent pour le maintien des textes: Canada, Danemark, Etats-Unis, Finlande, France, Norvège, Portugal, Royaume-Uni, Suède.

6 Délégués se prononcent en faveur d'une modification: Allemagne, Belgique, Espagne, Grèce, Irlande, Italie, Pays-Bas.

8 Délégués se sont abstenus: Autriche, Israël, Japon, Luxembourg, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

After interventions of the Canadian and Irish Delegates the English text was modified by the deletion of the word 'of' before 'indicating his powers' in the first paragraph, and by the substitution in sub-paragraph *b* of the words 'prior to' for 'before'.

Le Président soumet au vote l'article 3.

Vote

L'article 3 est adopté à l'unanimité.

Le texte français est celui figurant au Document de travail No 26.

The following English text of article 3 was voted upon.

Article 3

For the purpose of designating the holder of the Certificate and indicating his powers, the competent authority shall apply its internal law except in the following cases, in which it shall apply the internal law of the State of which the deceased was a national –

a if both the State of his habitual residence and the State of his nationality have made the declaration provided for in article [X];

b if the State of which he was a national, but not the State of his habitual residence has made the declaration provided for in article [X] and if the deceased had lived in the State of the issuing authority for less than 5 years immediately prior to his death.

Le Président soumet aux Délégués l'article 4 et le Document de travail No 31 qui s'y rapporte.

M. Droz (Secrétaire général adjoint), déclare que la Convention comportera un article général sur les déclarations à faire notifier par le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

M. Dubbink (Pays-Bas) déclare qu'il faudrait alors biffer toutes les dispositions de ce genre dans tous les autres articles. Il est sur le fond d'accord avec l'adoption d'un article général et retire son amendement.

Le Président prend acte de ce retrait.

Following the intervention of Mr Hayes (Ireland) the English text of article 4 was amended to read as follows -

Article 4

A Contracting State may declare that in designating the holder of the certificate and in indicating his powers it will, notwithstanding article 3, apply its internal law or that of the State of which the deceased was a national in accordance with the choice made by him.

Le Président soumet au vote l'article 4.

Vote

L'article 4 est adopté à l'unanimité.

La version française est celle figurant au Document de travail No 26.

Le Président soumet ensuite aux Délégués l'article 5 dont il est donné lecture dans les deux langues.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) précise qu'il faut lire: «désignée à cet effet», au lieu de «désignée selon l'article....».

The English text of the amendment proposed by the Assistant Secretary General to article 5 read as follows. ' . . . which has been designated for that purpose '

M. Dubbink (Pays-Bas) propose de remplacer «émet» par «établit», proposition adoptée par la Commission.

Mrs Heffermehl (Norway) suggested that the words 'draw up' should be substituted for 'issue' in the last sentence of article 5.

Mr Hayes (Ireland) was of the opinion that 'understanding' should be substituted for 'assessment' in the last sentence of the article.

Mr Aranne (Israel) felt that the words 'of the content' should be deleted.

Le Président soumet au vote cet article 5.

Vote

L'article 5 est adopté à l'unanimité.

Le texte français en est le suivant:

Avant l'émission du certificat, l'autorité compétente peut, au cas où elle applique la loi interne de l'Etat dont le défunt était ressortissant, demander à une autorité de cet Etat, désignée à cet effet, si les mentions du certi-

ficat sont conformes à ladite loi et fixer, si elle l'estime opportun, un délai pour la réponse. Faute de réponse dans ce délai, elle établit le certificat selon sa propre appréciation du contenu de la loi applicable.

The following English text of article 5 was voted upon:

Before issuing the certificate, the competent authority, when applying the internal law of the State of which the deceased was a national, may enquire of an authority of that State, which has been designated for that purpose, whether the contents of the certificate accord with that law and, in its discretion, fix a time-limit for the submission of a reply. If no reply is received within this period it shall draw up the certificate in accordance with its own understanding of the applicable law.

La séance est suspendue de 11 h. 30 à 11 h. 45.

Le Président soumet aux Délégués l'article 6. Vu les deux variantes prévues pour l'alinéa 2, il propose de limiter la discussion à l'alinéa 1, qui est lu dans les deux langues. Cette disposition paraît ne pas susciter d'opposition.

Le Président soumet alors aux Délégués l'article 6 alinéa 2 et ses deux variantes, dont il est donné lecture dans les deux langues.

Le Rapporteur rappelle que ces deux variantes se rapportent à deux propositions qui avaient été faites. Selon la première, la désignation devait être spéciale et selon la seconde, elle pouvait être générale et viser par exemple un corps de profession. Il déclare que le texte anglais de la variante 2 paraît plus précis que le texte français.

Le Président rappelle que la Commission avait discuté la question de savoir s'il fallait dans chaque cas désigner une personne (par exemple un notaire) devant établir le certificat, comme l'avait voulu la Commission spéciale, ou s'il fallait donner la possibilité aux Etats de désigner une fois pour toutes un corps de profession. La Commission avait décidé qu'il fallait admettre la désignation globale. Dès lors, pouvait-on se contenter de texte général dans l'Etat contractant (par exemple: les notaires sont compétents...) ou fallait-il au contraire que l'Etat intéressé fasse notifier aux Etats une telle décision? Suf-
fisait-il en d'autres termes d'une disposition figurant dans la loi de l'Etat intéressé et que le titulaire étranger devait aller chercher (variante 1), ou fallait-il prévoir que l'Etat intéressé devait faire une déclaration notifiée, aux autres Etats contractants, selon laquelle tel ou tel corps professionnel est compétent selon sa loi interne pour établir un certificat (variante 2)?

Le Rapporteur précise que la seconde variante est plus conforme à l'esprit de la Convention, vu la solution adoptée à l'alinéa 1.

M. Batiffol (France) déclare qu'il n'y a pas de commune mesure entre la simplicité de la déclaration notifiée aux Etats et la complexité des recherches à faire pour le titulaire dans l'Etat où il veut faire valoir son certificat.

Le Président soumet au vote alternatif cet article 6 alinéa 2.

Vote

La variante 2 est adoptée par 19 voix avec 4 abstentions. Ont voté pour: Autriche, Belgique, Canada, Danemark,

Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Israël, Italie, Norvège, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

Se sont abstenus: Allemagne, Japon, Luxembourg, Pays-Bas.

Etant donné que le texte français de cette variante 2 est moins satisfaisant que le texte anglais, le Président propose aux Délégués après discussion l'amendement suivant: «.. s'il est établi par une personne appartenant à une catégorie professionnelle désignée par cet Etat, et s'il est confirmé par l'autorité compétente.» Cette proposition ne suscite pas d'opposition.

Mr Hayes (Ireland), **Mr Aranne** (Israel) and **Mr Lipstein** (United Kingdom) suggested that the English text might be improved by the deletion in the second paragraph of the words 'as qualified', the replacement of the word 'prepared' in the same paragraph by 'drawn up', and the addition of the words 'professional' before 'body'. Further, Mr Hayes felt it would be better to say 'A Contracting State' rather than 'Each . . . '.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) déclare qu'il est entendu que ces désignations doivent être faites au plus tard à la ratification, comme toutes celles résultant d'une obligation et non d'une faculté.

Le Président constate que les Délégués sont d'une manière générale d'accord pour grouper toutes ces indications dans un seul article général.

M. Dubbink (Pays-Bas) propose de discuter du moment auquel doit être faite la déclaration ou ses modifications à propos de chaque article où la question se pose.

M. Batiffol (France) demande s'il est entendu que la discussion se fera à propos de chaque article, mais que du point de vue de la forme, les solutions seront groupées dans une seule et même disposition.

Le Président déclare que c'est bien là l'intention de la Commission.

Il soumet la proposition du Délégué néerlandais au vote.

Vote

La proposition est adoptée par 21 voix avec 2 abstentions.

Se sont prononcés pour: Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Israël, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

Se sont abstenus: Irlande, Luxembourg.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) propose que toutes les déclarations obligatoires se fassent au moment de la ratification au plus tard, tandis que les déclarations facultatives pourront intervenir en tout temps.

Le Président déclare que, vu le dernier vote pris, il faut revenir en arrière et, partant de la distinction faite par le Secrétaire général adjoint, il soumet aux Délégués l'article 4. Il constate que cet article confère une faculté et que dès lors la déclaration peut être faite à tout moment.

La Commission est d'accord avec cette solution.

Il soumet ensuite aux Délégués l'article 5.

M. Dubbink (Pays-Bas) est d'avis que la déclaration prévue à cet article 5 doit se faire au plus tard au moment de la déclaration de l'article.

Mrs Heffermehl (Norway) was of the opinion that there was also a relationship between articles 4 and 5. The Drafting Committee had intended to show that the mechanism of article 5 should also be used in the case of *professio juris*.

Le Président affirme que la déclaration de l'article 5 doit être faite au moment de la ratification, pour que d'autres Etats puissent se prévaloir de la faculté donnée par l'article 4. Ce point de vue est admis.

Le Président soumet ensuite les cas présentés par les articles 6, alinéas 1 et 2.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) déclare que l'article 6, alinéa 1 prescrit une obligation et que dès lors, la déclaration doit se faire à la ratification, tandis que l'alinéa 2 ne confère qu'une faculté et que par conséquent la déclaration peut se faire à tout moment.

Cette manière de voir est admise, étant précisé que l'alinéa 3 tombera en cas d'adoption d'une disposition générale.

A propos de cet alinéa 3, le Secrétaire général adjoint relève que, vu l'adoption de la seconde variante pour l'alinéa 2, les crochets entourant «et la désignation» tombent.

Le Président soumet au vote l'article 6.

Vote

L'article 6 est adopté à l'unanimité avec une abstention (Luxembourg).

L'article 6 est adopté dans la version française suivante:

Article 6

Chaque Etat contractant désigne l'autorité judiciaire ou administrative compétente pour établir le certificat.

Chaque Etat contractant a la faculté de déclarer que le certificat, dressé sur son territoire sera considéré comme «établi par l'autorité compétente» s'il est établi par une personne appartenant à une catégorie professionnelle désignée par cet Etat, et s'il est confirmé par l'autorité compétente.

Il notifiera la désignation faite en vertu de l'alinéa premier et, le cas échéant, la déclaration et la désignation faites en vertu de l'alinéa 2, au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

The following English text of article 6 was voted upon:

Article 6

Each Contracting State shall designate the competent judicial or administrative authority to draw up the certificate.

A Contracting State may declare that a certificate drawn up within its territory shall be deemed to be 'drawn up by the competent authority' if it is drawn up by a member of a professional body which has been designated by that State, and if it is confirmed by the competent authority.

Le Président soumet ensuite aux Délégués l'article 7 dont il est donné lecture dans les deux langues.

Le Rapporteur rappelle que ce texte a été adopté sur la base du Document de travail No 12, avec l'adjonction «notamment le conjoint survivant», à la suite de l'intervention de la Délégation belge.

Mr Leal (Canada) was not sure that, when discussing article 7, the precise word to be used in the second line in relation to investigations had been settled. He would prefer the word 'reasonable' to be used rather than the word 'necessary'.

Mr Lipstein (United Kingdom) suggested that Mr Leal might be satisfied if it were said 'if necessary, any investigations have been made'.

Le Président soumet au vote l'article 7.

Vote

L'article 7 est adopté à l'unanimité avec 4 abstentions (Israël, Norvège, Tchécoslovaquie, Yougoslavie).

Le texte français est celui qui figure au Document de travail No 26.

The following English text of article 7, was voted upon.

The issuing authority shall, after measures of publicity have been taken to inform those interested, in particular the surviving spouse, and, if necessary, after investigations have been made, issue the certificate without delay.

Le Président soumet aux Délégués l'article 8, alinéa 1, dont il est donné lecture dans les deux langues. Dans le texte français, il est proposé de faire l'adjonction suivante « . . . de son annulation, de sa modification ou de la suspension . . . ».

On the suggestion of the Delegates of Ireland and the United Kingdom the English text of the first paragraph of article 8 was amended to read as a new paragraph.

The competent authority shall, on request, inform any interested person or authority of the issue and contents of the certificate, and of any annulment or modification of the certificate or of any suspension of its effects.

Le Président constate que cet alinéa 1 ne soulève pas d'objection et qu'il peut être laissé tel quel.

La séance est levée à 13 h.

Distribué le 19 octobre 1972 (matin)

No 36 – Texte établi par le Comité de rédaction

(Suite du Document de travail No 35)

ANNEXE A LA CONVENTION

Certificat international

(Convention de La Haye du . . . sur l'administration internationale des successions (mobilières)

A Autorité émettrice

1 Pays:

2 – Le (nom et adresse de l'autorité) certifie que:

ou

– (nom et adresse et qualité de la personne) désignée conformément à l'article 6, alinéa 2, et dont le certificat est confirmé sous lettre I, *b*, ci-dessous, certifie que:

B Informations relatives au défunt

3 par suite du décès de . . .¹ de sexe . . . (célibataire/marié/veuf/divorcé), date et lieu de naissance . . . survenu le . . . à . . .

4 dont la dernière adresse connue était . . .

5 de nationalité . . .²

6 dont la dernière résidence habituelle était située . . . (Etat, ville, rue . . .)

7 dont un testament a été présenté (ou non) à l'autorité

8 et dont un contrat de mariage en date du . . . a été présenté (ou non) à l'autorité

C Titulaire du certificat

9 nom . . . adresse . . . (de la personne ou de l'organisme, par ex. tribunal)

10 est (sont) habilité(es) en vertu de la loi . . . à accomplir tous actes sur tous les biens corporels ou incorporels de la succession mobilière et à agir dans l'intérêt ou pour le compte de celle-ci³,

ou

est (sont) habilité(es) en vertu de la loi . . . à accomplir tous actes sur tous les biens corporels ou incorporels

No 36 – Text drawn up by the Drafting Committee

(Following Working Document No 35)

ANNEX TO THE CONVENTION

International Certificate

(Hague Convention of . . . Concerning the International Administration of the (Movable) Estate of Deceased Persons)

A Issuing Authority

1 Country:

2 – The (name and address of the authority) certifies that:

or

– (name, address and capacity of the person) designated according to Article 6, paragraph 2 and whose certificate is confirmed in accordance with I *b* below, certifies that:

B Information concerning the deceased

3 following the death on . . . at . . . of . . .¹ (marital status, sex of deceased, date and place of birth)

4 whose last known address was . . .

5 of . . . nationality²

6 whose last habitual residence was in (State, town, street)

7 a will has/has not been produced to the authority

8 and whose marriage contract dated . . . has/has not been presented

C Holder of the certificate

9 name . . . address . . . (of the person or body, e.g. . . . Court)

10 is/are entitled under . . . law to effect all acts in respect of all corporeal or incorporeal movables in the estate and to act in the interest or on behalf of such movable estate³,

or

is/are entitled under . . . law to effect all acts in respect of all corporeal or incorporeal movables in the

¹ Pour les personnes mariées, indiquer éventuellement selon l'usage, le nom de jeune fille ou de l'autre époux.

² Si l'autorité émettrice sait que le défunt avait plusieurs nationalités, elle a la faculté de les indiquer.

³ L'autorité émettrice a la faculté d'indiquer en quelle qualité le bénéficiaire peut agir (par ex. héritier, exécuteur testamentaire, administrateur).

¹ For married persons, indicate, according to custom, maiden name or name of spouse.

² If the issuing authority knows that the deceased had more than one nationality, it may indicate them.

³ The issuing authority may indicate the capacity in which the holder of this certificate may act (e.g. executor, administrator, heir).

de la succession mobilière et à agir dans l'intérêt ou pour de compte de celle-ci ¹,
à l'exception des actes suivants: . . .
a sur tous les biens: . . .
b sur tel bien ou telle catégorie de biens: . . .

ou

est (sont) habilité(es) en vertu de la loi . . . à accomplir les actes indiqués dans la liste annexée ¹.

D *Pouvoirs sur les immeubles* (le cas échéant) ²:

E *Faculté de se faire représenter*:

oui/non

F *Autres observations*:

G *Date limite des pouvoirs* (le cas échéant);

H *Date d'entrée en vigueur du certificat* (le cas échéant):

I *Date du certificat et signatures*:

Fait le . . . à . . .

Signature/sceau de l'autorité émettrice:

ou

a signature/sceau de la personne ayant établi le certificat,

et

b signature/sceau de l'autorité confirmant le certificat.

Liste

Actes pouvant être accomplis relativement aux biens corporels ou incorporels de la succession mobilière ou pour le compte de celle-ci

Mettre le mot «non» en face des actes qui ne sont pas autorisés

Individuellement Collectivement

Obtenir tous renseignements concernant l'actif et le passif de la succession
Prendre connaissance de tous testaments ou autres actes concernant la succession
Prendre toutes mesures conservatoires
Prendre toutes mesures urgentes
Se faire remettre les biens
Recevoir paiement des dettes et délivrer quittance
Exécuter ou dénoncer des contrats
Ouvrir, utiliser, clore un compte en banque
Déposer
Donner ou prendre en location
Prêter
Emprunter
Mettre en gage
Vendre
Continuer un commerce
Exercer les droits d'actionnaire
Donner
Agir en justice
Défendre en justice
Compromettre
Transiger
Payer les dettes
Délivrer les legs
Procéder au partage
Distribuer l'actif

Autres actes ³:

Biens ou catégories de biens sur lesquels des actes ne peuvent être accomplis:

a biens ou catégories de biens:

b actes ne pouvant être accomplis:

¹ L'autorité émettrice a la faculté d'indiquer en quelle faculté le bénéficiaire peut agir (par ex. héritier, exécuteur testamentaire, administrateur).

² Voir article 31 de la Convention.

³ Voir notamment l'article 31 de la Convention.

estate, and to act in the interest or on behalf of such movable estate ¹,

with the exception of: . . .

a in respect of all assets: . . .

b in respect of any particular asset or category of assets: . . .

or

is/are entitled under . . . law to effect the acts indicated in the annexed schedule ¹.

D *Powers, if any, over immovables* ²:

E *Power to appoint an agent*:

Yes/No

F *Other remarks*:

G *Date, if any, of expiry of the powers*:

H *Date, if any, of the entry into force of the certificate*:

I *Date of the certificate and signatures*:

Drawn up on the . . . at . . .

Signature/seal of the issuing authority:

or

a Signature/seal of the person drawing up the certificate,

and

b Signature/seal of the confirming authority.

Schedule

Acts which may be carried out in respect of the corporeal or incorporeal movables in the estate, and in the interest or on behalf of such estate

Put 'No' against acts which the bearer may not carry out.

Severally Jointly ally

To obtain all information concerning the assets and debts of the estate
To take cognisance of all wills and other documents relating to the estate
To take any protective measures
To take any urgent measures
To collect the assets
To collect the debts and give a valid receipt
To perform and rescind contracts
To open, operate and close a bank account
To deposit
To let or hire
To lend
To borrow
To charge
To sell
To carry on a business
To exercise the rights of a shareholder
To make a gift
To bring an action
To defend an action
To effect a compromise
To make a settlement
To settle debts
To distribute legacies
To divide the estate
To distribute the residue

Any other acts ³:

Particular assets or categories of assets in respect of which acts cannot be carried out —

a Particular assets or categories of assets:

b Acts which may not be carried out:

¹ The issuing authority may indicate the capacity in which the holder of this certificate may act (e.g. executor, administrator, heir).

² See Article 31 of the Convention.

³ See in particular Article 31 of the Convention.

Distribués le 19 octobre 1972 (matin)

No 37 – Texte proposé par le Secrétariat sur les déclarations et notifications

Article V

Chaque Etat contractant notifiera au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion:

a la désignation des autorités prévues aux articles 5 (et) 6, alinéa 1, (et 8);

b (l'indication des modalités selon lesquelles les informations prévues à l'article 8 peuvent être obtenues);

c l'indication des modalités selon lesquelles la reconnaissance du certificat peut être obtenue et, si une procédure de reconnaissance est établie conformément à l'article 10, la désignation de l'autorité requise.

Il notifiera par la suite, dans les mêmes conditions, toute modification des désignations et indications mentionnées ci-dessus.

Article W

Chaque Etat contractant qui désire faire usage d'une ou plusieurs des facultés prévues aux articles 4, 6, alinéa 2, X (et) 31 alinéas 2 et 3, (éventuellement articles A, B, C) notifiera son intention au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas soit au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion, soit ultérieurement.

La désignation prévue à l'article 6, alinéa 2, et l'indication prévue à l'article 31, alinéa 3 (prévoir articles A, B, C) seront faites dans la notification.

Chaque Etat contractant notifiera par la suite, dans les mêmes conditions, toute modification aux déclarations, désignation et indication mentionnées ci-dessus.

Article V

Each Contracting State shall, at the time of the deposit of its instrument of ratification, approval, acceptance or accession notify the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands of –

a the designation of authorities, pursuant to articles 5 (and) 6 first paragraph (and 8);

b (the way in which information provided for under article 8 may be obtained)

c the way in which the recognition of the certificate may be obtained and, if a procedure of recognition is established pursuant to article 10, the designation of the requested authority.

Subsequently, each Contracting State shall similarly notify the Ministry of any modification of the designations and informations mentioned above.

Article W

A Contracting State desiring to avail itself of one or more of the faculties envisaged in articles 4, 6 (2), X (and) 31 (2) and (3), (provisions for articles A, B, C) shall notify its intention to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, either at the time of the deposit of its instrument of ratification, approval, acceptance or accession or subsequently.

The designation envisaged by the second paragraph of article 6, or the indication envisaged by the third paragraph of article 31 (provisions for articles A, B, C) shall be made in the notification.

Each Contracting State shall, subject to the same conditions, notify any modification to a declaration, designation or indication mentioned above.

No 38 – Proposition du Président

Amendement à l'article V (Document de travail No 37)

La lettre *c* doit être modifiée comme suit:

c S'il a choisi ou non de subordonner la reconnaissance à une procédure ou à une publicité et, le cas échéant, la désignation de l'autorité devant laquelle la procédure doit être portée.

No 39 – Proposition des Pays nordiques

Nouvel article

La présente Convention ne porte pas atteinte à l'application d'autres conventions auxquelles un ou plusieurs Etats contractants sont ou seront Parties et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention.

New article

This Convention shall not affect the operation of other Conventions to which one or several Contracting States are or may in the future become Parties and which contain provisions relating to the subject-matter of this Convention.

Procès-verbal No 14

Séance du jeudi 19 octobre 1972 (matin)

La séance est ouverte à 10 h. sous la présidence de M. Goldman (France)

Le Rapporteur est M. Lalive (Suisse)

Le Président ouvre la séance et soumet aux Délégués l'article 8, alinéa 2, dont il est donné lecture dans les deux langues. Il est procédé à la modification suivante: «L'annulation du certificat, sa modification ou la suspension de ses effets . . . ».

A la suite de l'intervention du Délégué néerlandais, qui envisage le cas des articles 24 à 26 où la suspension peut être prononcée par une autorité autre que l'autorité émettrice, notamment l'autorité requise, **le Président** précise que l'obligation d'informer ne vise que l'autorité émettrice et non point l'autorité d'un Etat tiers où les effets du certificat auraient pu être suspendus à cause d'un procès au fond.

Pour tenir compte de cette suggestion, le Président propose d'ajouter ceci: « . . . la suspension de ses effets par l'autorité émettrice . . . »

The English text of the amendment proposed by the Chairman was the addition of 'by the issuing authority' after 'suspension of its effects' in the second paragraph.

A la suite d'une intervention du Délégué de l'Italie qui craint des confusions entre « autorité compétente » et « autorité émettrice », il est proposé de dire non pas « par l'autorité émettrice », mais « par cette autorité ».

The English text of the proposed amendment would be the addition of the words 'by that authority' after 'effects' in paragraph 2.

Le Président soumet ces deux propositions au vote.

Vote

La proposition présidentielle l'emporte par 13 voix contre 3 avec 5 abstentions.

Ont voté pour la proposition présidentielle: Autriche, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, France, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie.

Ont voté pour la proposition du Délégué italien: Irlande, Italie, Japon.

Se sont abstenus: Allemagne, Belgique, Finlande, Luxembourg, Yougoslavie.

Le Président soumet aux Délégués l'article 8; alinéa 3, dont il est donné lecture dans les deux langues.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) déclare que cette disposition sera reportée dans un article général. Il constate par ailleurs que l'autorité est déjà désignée à l'ar-

ticle 6, alinéa 1. Quant aux modalités, elles font l'objet de l'article V, lettre b.

Cette information doit avoir lieu au moment de la ratification.

Le Président constate que cette dernière proposition ne fait pas l'objet d'opposition.

Il soumet au vote l'article 8.

Vote

L'article 8 est adopté à l'unanimité, avec une abstention. Ont voté pour: Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

S'est abstenue: Norvège.

Le texte définitif de l'article 8 est le suivant en français:

Article 8

L'autorité compétente informe, sur sa demande, toute personne ou autorité intéressée de l'émission du certificat et de son contenu et, le cas échéant, de son annulation, de sa modification ou de la suspension de ses effets.

L'annulation du certificat, sa modification ou la suspension de ses effets par l'autorité émettrice doit être portée à la connaissance de toute personne ou autorité qui aura été précédemment informée par écrit de son émission.

The English text of article 8, as agreed upon, was as follows -

Article 8

The competent authority shall, on request, inform any interested person or authority of the issue and contents of the certificate, and of any annulment or modification of the certificate, or of any suspension of its effects. The annulment or modification of the certificate or the suspension of its effects by the issuing authority shall be brought to the attention of any person or authority that has been notified in writing of its issue.

Le Président soumet aux Délégués l'article 9 dont il est donné lecture dans les deux langues.

Dans le texte français, il faut modifier la référence qui est à l'article 10 et non 11.

'article 10' would replace 'article 11' in the first line of the English text.

Following an intervention by **Mr Leal** (Canada) the word 'only' was inserted after 'production' in the English text of article 9.

Le Président soumet au vote l'article 9.

Vote

L'article 9 est adopté à l'unanimité (Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie).

Le texte français est celui qui figure au Document de travail No 26 avec la modification indiquée ci-dessus (référence à l'article 10, au lieu de 11).

The English text agreed upon was that set out in Working Document No 26, as amended.

Le Président soumet aux Délégués l'article 10 dont il est donné lecture dans les deux langues.

Le Président déclare que la proposition de la délégation finlandaise adoptée lors de la séance précédente se réfère à cet article.

Vote

L'article 10 est adopté à l'unanimité.

Le texte français et le texte anglais sont ceux figurant au Document de travail No 26.

Le Président soumet aux Délégués l'article 11 figurant au Document de travail No 29 sous chiffre 12. Il est donné lecture dans les deux langues de l'alinéa 1.

La référence prévue à cet article est l'article 11, et non l'article 12.

Le Rapporteur propose que les termes entre crochets soient supprimés. On pourrait en effet se méprendre en pensant que la loi de l'Etat requis peut imposer d'autres conditions que la simple présentation. L'alinéa 2 semble d'ailleurs donner toutes garanties aux Délégués qui avaient voulu introduire ces termes.

Mr Lipstein (United Kingdom) said that he was prepared to withdraw his proposed amendment, and asked that the words in square brackets in the text of the Article as set out in Working Document No 29 should be deleted. He wished however that there should be a mention in the Report of the underlying intention of his proposed amendment.

Le Président constate que l'article 11, alinéa 1 ne fait pas l'objet d'autres propositions d'amendement. Il soumet aux Délégués l'article 11, alinéa 2 et constate que le texte français est assez éloigné du texte anglais. Il propose la modification de rédaction suivante:

«Les dispositions de la loi de l'Etat requis relatives à une reconnaissance intérimaire pourront être appliquées, pourvu que cette reconnaissance fasse l'objet d'une procédure d'urgence».

Mr Hayes (Ireland) and **Mr Lipstein** (United Kingdom) suggested that the English text might be modified to read 'a requested State may require . . .'. The final decision on this point was left until after the suspension of the session, so that there would be an opportunity for a more prolonged discussion between the English-speaking Delegates.

Le Président constate que le texte français qu'il propose ne soulève pas d'objection. Les Délégués anglophones sont priés de reprendre le texte anglais pour le mettre au point.

Le Président soumet aux Délégués l'alinéa 3 et propose de remplacer «de telles mesures» par «les mesures visées à l'alinéa premier», pour plus de clarté.

The English text of paragraph 3 was modified to read as follows: 'however, the holder may not take or seek the measures mentioned in paragraph 1 after the sixtieth day following the date of entry into force of the certificate'

Le Président constate que l'alinéa 3 ne soulève pas d'objection. Vu la mise au point attendue des Délégués anglophones, le vote est ajourné.

Le Président soumet aux Délégués l'article 12, figurant sous chiffre 13 au Document de travail No 29.

A la seconde ligne, il faut remplacer 12 par 11.

Il n'y a pas d'observation sur cet article.

Vote

L'article 12 est adopté à l'unanimité.

Le texte anglais et le texte français sont ceux figurant au Document de travail No 29 avec la modification indiquée, soit le remplacement du chiffre 12 par 11 à la seconde ligne.

The English text agreed upon was as set out in Working Document No 29 the only change being in the substitution of 'article 11' for 'article 12' in the first sentence of the text.

Le Président soumet aux Délégués le problème relatif à la place de ces articles dans la Convention. Faut-il les laisser là où ils sont ou faut-il les placer après les articles sur la reconnaissance du certificat?

Le Rapporteur déclare que les deux solutions sont possibles et que, du point de vue pratique, il a une légère préférence en faveur de leur maintien.

Mme Collaço (Portugal) déclare que le Comité de rédaction n'a pas pris position à ce sujet, mais que personnellement elle pencherait très faiblement en faveur de leur déplacement.

Le Président constate qu'il n'y a pas de proposition formelle quant à ce déplacement et déclare que l'ordre actuel est maintenu.

Le Président soumet aux Délégués l'article 13 figurant au Document de travail No 26.

Mr Due (Denmark) thought it should be made clear that article 13 was a general article and not to concern this specific recognition procedure. The Rapporteur might perhaps emphasise this in his Report.

Le Rapporteur est d'accord de faire mention de ces observations dans son Rapport.

Following interventions by **Mr Leal** (Canada), **Mr Hayes** (Ireland) and **Mr Boyd** (United States) the English text of paragraph 2 was modified to read as follows: 'if it does not appear from the contents of the certificate'

M. Dubbink (Pays-Bas) demande s'il faut prévoir une sanction au fait que le certificat n'est pas rédigé dans la langue prévue par la Convention.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) déclare que cela ne saurait être un motif de refus, car il ne s'agit que d'une question de pièces à produire.

Le Rapporteur déclare également que cela ne saurait être un motif suffisant pour refuser le certificat. Les cas de refus ont été limités et il ne faut pas alourdir le système.

Le Président déclare que, vu le texte de l'article Z, le certificat pourrait être considéré comme non conforme, s'il n'est pas établi dans la ou les langues prescrites par la Convention.

M. Dubbink (Pays-Bas) renonce à faire une proposition formelle.

Le Président soumet au vote l'article 13.

Vote

L'article 13 est adopté à l'unanimité.

Le texte français et le texte anglais résultent du Document de travail No 26.

The English text agreed upon was as set out in Working Document No 29, with the inclusion of the amendment proposed by the English-speaking Delegates.

Le Président soumet aux Délégués l'article 14, alinéa 1 dont il est donné lecture dans les deux langues et qui ne suscite pas d'observations.

Il soumet aux Délégués l'article 14, alinéa 2, dont il est également donné lecture dans les deux langues. Il est proposé de ne pas en faire un alinéa séparé, mais d'accrocher le texte directement après le chiffre 2 de l'alinéa premier.

Mr Hayes (Ireland) suggested that the English text of article 14 in paragraph 2 might be improved by the substitution of the words 'shall not' for 'cannot' in the last sentence, the substitution of 'unless' for 'if' in the same sentence, and the deletion of the word 'not' in the penultimate line.

Le Président soumet au vote l'article 14.

Vote

L'article 14 est adopté à l'unanimité.

Le texte français est celui qui figure au Document de travail No 36 avec la modification proposée par le Président.

The English text adopted was as follows –

Article 14

Recognition of the certificate may also be refused if, in view of the requested State –

1 the deceased has his habitual residence in that State; or

2 the deceased had the nationality of that State, and for that reason, according to articles 3 and 4, the internal law of the requested State should have been applied with respect to the designation of the holder of the certificate and to the indication of his powers. However, in this case, recognition shall not be refused unless the contents of the certificate are contrary to the internal law of the requested State.

La séance est suspendue de 11 h. 30 à 11 h. 45.

Le Président reprend la discussion de l'article 11, alinéa 2, version anglaise.

Mr Lipstein (United Kingdom) said that the proposed amended English text of the second paragraph of article 11 was as follows –

A requested State may require that interim recognition is to be subject to the provisions of its internal law for such recognition

Le Président soumet au vote l'article 11 en son entier.

Vote

L'article 11 est adopté à l'unanimité, avec une abstention (Belgique).

Le texte français de l'article 11 est le suivant:

Lorsque la procédure ou la publicité prévue à l'article 10 est requise, le titulaire du certificat peut, dès la date

de l'entrée en vigueur de celui-ci, et le cas échéant pendant toute la procédure de reconnaissance, prendre ou solliciter sur simple présentation, dans les limites du certificat, toutes mesures conservatoires ou urgentes, jusqu'à décision contraire.

Les dispositions de la loi de l'Etat requis relatives à une reconnaissance intérimaire pourront être appliquées, pourvu que cette reconnaissance fasse l'objet d'une procédure d'urgence.

Toutefois, le titulaire du certificat ne pourra plus prendre ou solliciter les mesures visées à l'alinéa premier après le sixantième jour qui suit la date de l'entrée en vigueur du certificat, s'il n'a pas entamé la procédure de reconnaissance ou accompli les diligences nécessaires à la publicité prévue.

The English text of article 11 adopted was as follows –

If the procedure of the publicity envisaged in article 10 is required, the holder of the certificate may on mere production, take or seek any protective or urgent measures within the limits of the certificate, as from the date of its entry into force and throughout the duration of the procedure of recognition, if any, until a decision to the contrary is made.

A requested State may require that interim recognition is to be subject to the provisions of its internal law for such recognition, provided that the recognition is treated as a matter of urgency.

However, the holder may not take or seek the measures mentioned in paragraph 1 after the sixtieth day following the date of entry into force of the certificate, if by then he has not indicated the procedure for recognition or taken the necessary measures of publicity.

Le Président soumet aux Délégués l'article 15 (Doc. trav. No 26); il précise que l'ancien alinéa 2 se retrouvera dans un article ultérieur.

Cet article ne suscite pas d'observation et il est adopté à l'unanimité.

Les textes français et anglais résultent du Document de travail No 26.

Le Président soumet aux Délégués l'article 16 (Doc. trav. No 26).

Following interventions of the English-speaking Delegates, the word 'second' was substituted for the word 'latter' in the last sentence of article 16.

Le Président soumet au vote l'article 16.

Vote

L'article 16 est adopté à l'unanimité, avec 2 abstentions (Italie, Suisse).

Le texte français résulte du Document de travail No 26.

The English text as set out in Working Document No 26 was adopted as modified.

Le Président soumet aux Délégués l'article 17 (Doc. trav. No 26).

Il déclare que le Bureau Permanent a demandé expressément de maintenir le texte français, considéré comme traditionnel. Le texte anglais sera définitivement établi lors de la Session plénière du lendemain.

Sous réserve de cette adaptation en anglais, l'article 17 est adopté à l'unanimité.

Le texte français résulte du Document de travail No 26.

Le Président soumet aux Délégués l'article 18 qui est adopté à l'unanimité dans le texte figurant au Document de travail No 26.

Le Président soumet aux Délégués l'article 19 (Doc. trav. No 26).

The English text of article 19 was modified by the deletion in the second sentence of the word 'procedure' and the addition of the word 'also' before 'apply' in the same sentence.

Le Président passe au vote et *l'article 19 est adopté à l'unanimité.*

Le texte français résulte du Document de travail No 26. Article 19 was adopted as set out in Working Document No 26 with the addition of the amendments adopted.

Le Président soumet aux Délégués l'article 20 (Doc. trav. No 29).

M. Fragistas (Grèce) voudrait que le Rapport précise que la faillite ou toute autre procédure analogue primera l'administration par le titulaire du certificat.

Le Président constate que cette interprétation ne fait pas l'objet d'opposition et fait droit à l'observation du Délégué de la Grèce.

After an intervention by **Mr Hayes** (Ireland) the English text of the second paragraph of article 20 was modified to read 'in such a case the powers indicated in the certificate'

Le Président soumet au vote l'article 20 et sur demande de la Déléguée du Portugal déclare que le vote aura lieu par alinéa.

Votes

L'alinéa 1 est adopté à l'unanimité.

La première phrase de l'alinéa 2 est adoptée par 18 voix contre 1, avec 3 abstentions.

Ont voté pour: Allemagne, Autriche, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

A voté contre: Pays-Bas.

Se sont abstenus: Belgique, Japon, Luxembourg.

La seconde phrase de l'alinéa 2 est adoptée par 14 voix contre 3, avec 5 abstentions.

Ont voté pour: Allemagne, Autriche, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

Ont voté contre: Italie, Pays-Bas, Portugal.

Se sont abstenus: Belgique, Japon, Luxembourg, Norvège, Royaume-Uni.

Le texte de cet article 20 résulte, tant en français qu'en anglais du Document de travail No 29.

Le Président propose de laisser de côté temporairement l'article 21 et de passer à la discussion de l'article 22.

Des modifications sont proposées.

Following interventions by the English-speaking Delegates the words 'where necessary' replaced the words 'as the case may be' in the English text of article 22.

Vote

L'article 22 est adopté à l'unanimité, avec deux abstentions (Finlande, Norvège).

Le texte français nouveau est le suivant:

Toute personne qui paie ou remet des biens au titulaire d'un certificat dressé, et s'il y a lieu reconnu, conformément à la présente Convention, sera libérée, sauf s'il est établi qu'elle était de mauvaise foi.

The English text was adopted as amended.

Le Président soumet aux Délégués l'article 23 (Doc. trav. No. 29). Il est procédé à quelques modifications.

A la suite d'une intervention du Délégué luxembourgeois, le Rapport précisera que «acquérir des biens» peut être interprété comme acquérir des droits sur des biens, pour couvrir notamment le cas du gage.

Vote

L'article 23 est adopté à l'unanimité, avec une abstention (Japon).

Le texte français nouveau en est le suivant:

Toute personne ayant acquis des biens successoraux du titulaire d'un certificat dressé, et s'il y a lieu reconnu, conformément à la présente Convention, est considérée, sauf s'il est établi qu'elle était de mauvaise foi, les avoir acquis d'une personne ayant pouvoir d'en disposer.

La séance est levée à 13 h.

Documents de travail Nos 40 et 41

Distribués le 19 octobre 1972 (après-midi)

No 40 – Texte établi par le Comité de rédaction

Article 21

L'Etat requis a la faculté de subordonner l'exercice des pouvoirs du titulaire du certificat au respect des règles relatives à la surveillance et au contrôle des administrations locales.

En outre, il a la faculté de subordonner l'appréhension des biens situés sur son territoire aux conditions applicables aux administrations locales.

L'application du présent article ne peut mettre en cause la désignation et les pouvoirs du titulaire du certificat.

Article 21

The requested State may subject the holder of the certificate in the exercise of his powers to the same local supervision and control applicable to estate representatives in that State.

In addition, the requested State may subject the taking of possession of the assets situate in its territory to conditions applicable to local administrations.

The application of this article shall not affect the designation and powers of the holder of the certificate.

No 41 – Remplacé par le Document de travail No 43

Le Président soumet aux Délégués l'article 25.

Vote

L'article 25 est adopté à l'unanimité.

Le texte est celui qui figure au Document de travail No 29.

Le Président soumet aux Délégués l'article 26 (Doc. trav. No 29).

Des modifications rédactionnelles y sont apportées.

Vote

Cet article est adopté à l'unanimité.

Le texte français définitif est le suivant:

Si un certificat est annulé ou si ses effets sont suspendus dans l'Etat où il a été établi, les autorités de tout Etat contractant doivent donner effet à cette annulation ou à cette suspension sur le territoire de cet Etat, à la demande de tout intéressé ou si elles en ont été informées conformément à l'article 8.

Alinéa 2: subsiste tel quel.

Texte anglais: suppression de la virgule après 'annulled' et remplacement de 'and' par 'every'.

Le Président soumet aux Délégués l'article 27, (Doc. trav. No 29) avec la proposition adoptée en première lecture, ainsi que deux variantes qu'il apparaît important de soumettre à nouveau à la Commission, étant donné que le texte adopté ne l'a été qu'à une faible majorité.

Le Président soumet aux Délégués la variante *b* qui s'éloigne le plus de la proposition adoptée et qui consiste à ne pas régler ce point dans la Convention et se borner à insérer un commentaire dans le Rapport.

Vote

Cette proposition est adoptée par 15 voix contre 3, avec 4 abstentions.

Se sont prononcés pour: Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Irlande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Tchécoslovaquie.

Se sont prononcés contre: Autriche, Belgique, Canada.

Se sont abstenus: Allemagne, Suède, Suisse, Yougoslavie.

La question ne sera ainsi pas traitée et l'article 27 ancien disparaît de la Convention.

Le Président soumet aux Délégués ce qui sera l'article 27 qui figure sous chiffre 28 au Document de travail No 29. L'article 27 ancien ayant été supprimé, il faut changer le texte de cet article comme suit:

L'annulation d'un certificat, sa modification ou la suppression de ses effets selon les articles 24, 25 et 26 . . .

En anglais, il faut supprimer la mention de l'article 27.

Vote

Cet article est adopté à l'unanimité, avec les modifications indiquées ci-dessus.

Le Président soumet aux Délégués l'article 28, portant chiffre 29 sur le Document de travail No 35.

Procès-verbal No 15

Séance du jeudi 19 octobre 1972 (après-midi)

La séance est ouverte à 14 h. 15 sous la présidence de M. Goldman (France).

Le Rapporteur est M. Lalive (Suisse).

Le Président demande si, pour une question d'impression des textes, l'article Z doit être placé après l'article 8 ou dans les dispositions finales de la Convention. Il constate que la deuxième solution prévaut. Dès lors il n'est pas nécessaire de discuter cet article maintenant. Le Président soumet aux Délégués l'article 24.

Vote

L'article 24 est adopté à l'unanimité (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Canada, Irlande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie).

Le texte est celui qui figure au Document de travail No 29.

Dans la version française, il faut supprimer «ont cessé ou». D'autre part, le dernier membre de phrase doit être lu comme suit:

sauf si la mauvaise foi de l'autre partie est établie.

After an intervention by Mr **Aranne** (Israel) article 28 was amended to read 'validity of dealings by a person with the holder of the certificate shall not be challenged merely because the certificate has been annulled or modified, or its effects have been suspended, unless it is proved that the person acted in bad faith.'

Vote

L'article 28 est adopté à l'unanimité dans le texte du Document de travail No 35 avec les modifications ci-dessus:

Le Président soumet aux Délégués l'article 29, qui est l'article 30 dans le Document de travail No 35.

Dans les deux textes, il faut remplacer «28 et 29» par «27 et 28».

Mr Lipstein (United Kingdom) suggested that the words 'or reversal' should be added after 'withdrawal' to harmonise the English text with the French text. L'amendement anglais est soumis au vote.

Vote

Il est adopté par 8 voix et 14 abstentions.

Ont voté pour: Danemark, Etats-Unis, Finlande, Irlande, Norvège, Royaume-Uni, Suède, Tchécoslovaquie.

Se sont abstenus: Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Espagne, France, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Suisse, Yougoslavie.

Le Président soumet aux Délégués l'article 29 nouveau qui est adopté dans son ensemble à l'unanimité, avec la modification du texte anglais votée ci-dessus.

The English text of article 29 voted upon was as follows –

the consequence of the withdrawal or reversal of recognition shall be the same as those set out in articles 27 and 28.

Le Président soumet aux Délégués l'article 30, qui correspond au chiffre 31 du Document de travail No 35.

A la suite d'interventions, il fait une proposition formelle de supprimer l'alinéa 3 de cet article 30.

Vote

Par deux fois, douze Délégués se prononcent en faveur de cette proposition et douze contre. La proposition est considérée comme rejetée.

Ont voté pour: Danemark, Etats-Unis, Finlande, Israël, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie.

Ont voté contre: Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Espagne, France, Irlande, Japon, Royaume-Uni, Yougoslavie.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) fait la proposition formelle de supprimer les mots: «au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas».

Vote

Cette proposition est adoptée par 13 voix (Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Brésil, Danemark, Espagne, France, Italie, Portugal, Royaume-Uni, Suisse, Yougoslavie) contre 3 (Etats-Unis, Finlande, Irlande) avec 8 abstentions (Canada, Israël, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède, Tchécoslovaquie).

La séance est interrompue de 16 h. 45 à 17 h.

A la suite de plusieurs interventions, il est proposé que l'alinéa 2 de cet article 30 soit maintenu tel quel et l'alinéa 3 modifié comme suit:

Les Etats contractants, qui auront fait usage de la faculté prévue à l'alinéa précédent, indiqueront dans quelle mesure ils reconnaîtront les pouvoirs.

The English text of article 30 agreed on was the following –

If the law in accordance with which the certificate was drawn up gives the holder powers over immovables situate abroad, the issuing authority shall indicate in the certificate the existence of these powers.

Other Contracting States may recognise these powers in whole or in part.

Those Contracting States which have made use of the option provided for in the foregoing paragraph shall indicate to what extent they will recognise such powers.

Le Président soumet au vote cet article 30 dans son ensemble, y compris la modification qui précède.

Vote

L'article 30 est adopté à l'unanimité: Allemagne, Autriche, Argentine, Belgique, Brésil, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

Le Président soumet aux Délégués l'article 21, résultant du Document de travail No 40.

Il rappelle dans quelles conditions cet article a été élaboré.

M. Dubbink (Pays-Bas) fait part de son désaccord avec cet article nouveau.

Mr Leal (Canada) found paragraph 3 unacceptable as it gave, once again, some evidence of bad faith. The former wording of article 21 was acceptable. Perhaps the English text could be reworded.

M. Batiffol (France) exprime le sentiment que le nouveau texte ne comporte pas seulement une modification de rédaction par rapport à l'ancien, mais une modification de fond. On avait précisément écarté l'expression «condition d'appréhension», qui était trop large. On s'était limité au contrôle et à la surveillance. Dès lors le nouveau texte prête à confusion et pourrait être interprété trop largement par rapport à ce que l'on avait voulu.

M. van Dijck (Belgique) déclare qu'en définitive la seule question était de savoir si le titulaire pourra être obligé de payer les dettes avant d'appréhender les biens.

Le Rapporteur déclare qu'il n'était pas dans l'intention du Comité de rédaction de modifier le fond, mais seulement de dissiper un malentendu sur la portée du compromis qui avait été trouvé.

Le Président déclare que le Délégué des Etats-Unis avait affirmé que, selon lui, le texte anglais (Doc. trav. No 29) comprenait ce que dit l'article 21, alinéa 2 (Doc. trav. No 40). Il semble maintenant ressortir de la discussion que d'autres Délégués ne partagent pas son opinion.

Mr Boyd (United States) thought the question was whether a State could or could not demand payments of debts before letting the assets go out of the country.

Mr Aranne (Israel) pointed out that the solution proposed had been a compromise solution between the proposal of the United Kingdom Delegate and the proposal of the other English-speaking Delegates, rather than a compromise between the original draft Convention and their proposal. He was in favour of the article as set out in Working Document 40.

Mr Leal (Canada) agreed with what Mr Boyd had said. The question was whether 'control' included a requirement on the holder of the certificate to pay the claims of the creditors of the estate. In his belief, the answer was in the affirmative.

Mr Lipstein (United Kingdom) said that the drafting Committee had indeed had the matter in mind when they suggested the amended text, but they were concerned that they had not expressed it properly. It was good that the matter had now been brought out into the open.

Le Rapporteur déclare que le Comité de rédaction a essayé de dire cela, en particulier en français.

Le Président demande si l'on peut considérer que le texte français du Document de travail No 29 inclut avec certitude le droit de subordonner la prise des actifs au paiement du passif.

M. Batiffol (France) déclare que si l'on veut préciser que l'appréhension des biens est subordonnée au paiement des dettes, il faut qu'on le dise. Il répète que, selon lui, le texte actuel implique un changement quant au fond.

Le Président précise qu'il y a un changement quant au fond par rapport au texte français ancien, mais non par rapport au texte anglais.

Il propose la modification suivante de l'alinéa 2: *En outre, il a la faculté de subordonner l'appréhension des biens situés sur son territoire au paiement des dettes.*

Pour faire droit à une observation du Délégué canadien, il propose que la fin de l'alinéa 3 soit modifiée comme suit: *...la désignation et l'étendue des pouvoirs du titulaire du certificat.*

The English text of article 21 was as follows –
The requested State may subject the holder of the certificate in the exercise of his powers to the same local supervision and control applicable to estate representatives in that State.

In addition, the requested State may subject the taking of possession of the assets situate in its territory to the payment of debts.

The application of this article shall not affect the designation and extent of the powers of the holder of the certificate.

Le Président soumet au vote l'article 21 avec les modifications indiquées ci-dessus.

Vote

Cet article est adopté par 21 voix, avec 3 abstentions (Autriche, Danemark, Norvège).

Le Président soumet aux Délégués l'article X (Doc. trav. No 26).

M. Dubbink (Pays-Bas) voudrait que cet article soit incorporé à l'article 3, ce qui impliquerait une légère modification de sa rédaction. Il en fait la proposition formelle.

M. Droz (Secrétaire général adjoint) et **le Rapporteur** sont opposés à cette proposition.

Le Président met au vote cette proposition.

Vote

La proposition est repoussée par 11 voix contre 2, avec 11 abstentions.

Ont voté pour: Allemagne, Pays-Bas.

Ont voté contre: Autriche, Canada, Espagne, Etats-Unis, France, Grèce, Irlande, Norvège, Portugal, Royaume-Uni, Tchécoslovaquie.

Se sont abstenus: Argentine, Belgique, Danemark, Finlande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Suède, Suisse, Yougoslavie.

L'article X est maintenu et il deviendra l'article 31.

Il est proposé de remplacer dans le texte anglais 'each' par simplement 'a' (Contracting State).

Vote

Cet article 31 est adopté à l'unanimité, avec une abstention (Argentine).

Le Président soumet aux Délégués l'article Y (Doc. trav. No 26) qui devient l'article 32.

Vote

Cet article est adopté à l'unanimité, avec 2 abstentions (France, Autriche).

Le Président soumet aux Délégués l'article Z (Doc. trav. No 35) qui deviendra l'article 33.

The following changes were made to the English text of article 33 as set out in Working Document No 35: in the last line of the first paragraph the word 'must' was changed to 'shall'. In the final line of the last paragraph 'the requested authority' was substituted for 'authority addressed'.

Le Président, à la demande du Délégué italien, soumet cet article à quatre votes successifs.

Vote

La première phrase du premier alinéa est adoptée à l'unanimité, avec deux abstentions (Belgique, Japon).

La deuxième phrase du premier alinéa est adoptée par 23 voix contre une (Italie) avec une abstention (Belgique).

L'alinéa 2 est adopté à l'unanimité, avec 2 abstentions (Belgique, Italie).

L'alinéa 3 est adopté par 20 voix, avec 4 abstentions (Argentine, Belgique, Danemark, Finlande).

La séance est levée à 18 h.

Distribués le 19 octobre 1972 (soir)

No 42 – Proposition du Secrétariat

(Clause transitoire – voir Convention Testaments, article 8)

La présente Convention s'applique même dans le cas où le défunt est décédé avant son entrée en vigueur.
This Convention shall apply even when the deceased died before its entry into force.

No 43 – (Remplace le Document de travail No 41)

Traduction française du Document de travail No 32

Article A

Au regard d'un Etat contractant qui connaît en matière d'administration des successions deux ou plusieurs systèmes de droit applicables à des catégories différentes de personnes, toute référence à la loi de cet Etat sera interprétée comme visant le système de droit désigné par le droit de celui-ci, système qui est applicable à chaque catégorie particulière de personne.

Article B

Tout Etat contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent en ce qui concerne l'administration des successions, pourra «au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion» déclarer que la présente Convention s'étendra à toutes ces unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

Ces déclarations «seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas et» indiqueront expressément l'unité territoriale à laquelle la Convention s'applique.

Les autres Etats contractants pourront refuser de reconnaître un certificat si, à la date où la reconnaissance est invoquée, la Convention n'est pas applicable à l'unité territoriale dans laquelle le certificat a été émis.

Article C

Lorsqu'un Etat contractant est composé de deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des lois différentes sont en vigueur en ce qui concerne l'administration des successions:

1 toute référence aux autorités, à la loi ou à la procédure de l'Etat d'origine du certificat sera interprétée comme visant l'autorité, la loi ou le droit de la procédure de l'unité territoriale dans laquelle le défunt avait sa résidence habituelle;

2 toute référence aux autorités, à la loi ou à la procédure de l'Etat requis sera interprétée comme visant les

autorités, la loi ou la procédure de l'unité territoriale dans laquelle on cherche à se prévaloir du certificat.

3 toute référence faite en vertu des alinéas premier et 2 du présent article à la loi ou à la procédure de l'Etat dont émane le certificat ou de l'Etat requis sera interprétée comme comprenant tous règles et principes pertinents en vigueur dans cet Etat et qui sont applicables à l'unité territoriale en cause.

4 toute référence à la loi nationale du défunt sera interprétée «en l'absence de règles sur ce point dans le droit national en question» comme visant la loi de l'unité territoriale avec laquelle le défunt avait les liens les plus étroits.

L'Etat visé à l'alinéa précédent peut, à tout moment, déclarer que chacune des règles d'interprétation, ou plusieurs d'entre elles ne s'appliqueront pas, en ce qui concerne cet Etat, à l'une ou plusieurs des dispositions de la présente Convention.

No 44 – Proposition du Rapporteur

A moins qu'il n'en soit autrement convenu, les dispositions de la présente Convention prévalent sur celles de toute autre Convention en vigueur entre les Parties concernant l'administration internationale des successions.

Procès-verbal No 16

Séance du jeudi 19 octobre 1972 (soir)

La séance est ouverte à 20 h. sous la présidence de M. Goldman (France).

Le Rapporteur est M. Lalive (Suisse).

Le Président ouvre la séance et soumet aux Délégués l'article V, résultant du Document de travail No 37, en précisant qu'il retire sa propre proposition figurant au Document de travail No 38.

L'article V devient l'article 37.

Il est fait quelques modifications au texte français.

A la suite d'une intervention du Délégué néerlandais, le Président est amené à reprendre sa proposition figurant au Document de travail No 38.

Cette proposition est modifiée comme suit:

... et, dans le cas où il existe une procédure, la désignation de l'autorité devant laquelle elle doit être portée.

After discussion a vote was taken as to whether the word 'above' should be substituted for the word 'ante' in article 37.

Vote

The motion was carried by 11 votes to one with 10 abstentions.

The following delegations were in favour: Canada, Czechoslovakia, Greece, Japan, the Netherlands, Portugal, Spain, Sweden, Switzerland, United Kingdom, United States.

The following delegation voted against the motion: Ireland.

The following delegations abstained: Austria, Belgium, Denmark, Finland, France, Germany, Italy, Luxembourg, Norway, Yugoslavia.

Le Président met au vote l'article 37.

Vote

L'article 37 est adopté à l'unanimité: Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Israël, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

Les textes anglais et français de cet article comme des suivants figurent dans le texte soumis à la séance plénière.

Le Président soumet aux Délégués l'article 40.

Vote

L'article 40 est adopté à l'unanimité, avec deux abstentions (Finlande, Irlande).

Le Président met en discussion le certificat (Doc. trav. No 36). En réservant une modification du titre, il le soumet au vote.

Vote

Le certificat est adopté à l'unanimité.

Le Président soumet aux Délégués l'article 34 (article A des Doc. trav. Nos 32 et 43).

Vote

L'article 34 est adopté à l'unanimité, avec une abstention (Autriche).

Le Président soumet aux Délégués l'article 35 (article B des Doc. trav. Nos 32 et 43). Il est apporté quelques modifications dans le texte français.

Vote

L'article 35 est adopté à l'unanimité.

The English text of article 35 was agreed upon, with the deletion of the words 'at the time of signature ratification . . . or accession' in the first paragraph and the words 'shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands' in the second paragraph. The third paragraph of the English text read as follows –

Other Contracting States may decline to recognise the certificate, if at the date on which recognition is sought the Convention is not applicable to the territorial unit in which the certificate was issued.

Le Président soumet aux Délégués l'article 36 (article C des Doc. trav. Nos 32 et 43).

Mr Leal (Canada) suggested that paragraph 4 of article 36 should be amended to read as follows –

4 any reference to the national law of the deceased shall be construed as referring to the law determined by the rules in force in the State in which the deceased was a national, or if there is no such rule the law of the territorial unit with which the deceased was most closely connected.

Le texte français de cet amendement est le suivant:

4 toute référence à la loi nationale du défunt sera interprétée comme visant la loi déterminée par les règles en vigueur dans l'Etat dont le défunt était ressortissant ou, à défaut de telles règles, la loi de l'unité territoriale avec laquelle le défunt avait les liens les plus étroits.

A la suite de la proposition française, le Président met aux voix la suppression de l'alinéa 4 de l'article 36.

Vote

Cette proposition est adoptée par 14 voix (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Portugal, Royaume-Uni, Suisse, Tchécoslovaquie) avec 8 abstentions (Canada, Danemark, États-Unis, Finlande, Norvège, Pays-Bas, Suède, Yougoslavie).

Le Président soumet au vote l'article 36.

Vote

L'article 36 est adopté à l'unanimité.

Le Président soumet aux Délégués l'article 37 (article V du Doc. trav. No 37).

Vote

L'article 37 est adopté à l'unanimité. Un amendement de la délégation anglaise est rejeté par 6 voix contre 5, avec 10 abstentions.

Ont voté pour: Belgique, Irlande, Italie, Japon, Royaume-Uni.

Ont voté contre: Autriche, Espagne, France, Grèce, Luxembourg, Yougoslavie.

Se sont abstenus: Allemagne, Danemark, États-Unis, Finlande, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie.

Le Président soumet aux Délégués l'article 38 (article W du Doc. trav. No 37).

Vote

L'article 38 est adopté à l'unanimité.

Le Président soumet aux Délégués l'article 39, sur la base des Documents de travail Nos 39 et 44.

Le Président soumet au vote l'amendement du Rapporteur à la proposition néerlandaise (Doc. trav. No 44, plus modifications) laquelle proposition reprend celle des pays nordiques.

The English text of the amendment of the Rapporteur was –

Unless it is otherwise agreed, the provisions of this Convention shall prevail over the terms of any bilateral Conventions to which Contracting States are or may in the future become Parties and which contain provisions relating the same subject matter.

Vote

Cette proposition est acceptée par 9 voix contre 2, avec 12 abstentions.

Ont voté pour: Belgique, Espagne, Etats-Unis, Finlande, Luxembourg, Portugal, Royaume-Uni, Suisse, Tchécoslovaquie.

Ont voté contre: Irlande, Pays-Bas.

Se sont abstenus: Allemagne, Autriche, Canada, Danemark, Finlande, Grèce, Israël, Italie, Japon, Norvège, Suède, Yougoslavie.

Cette disposition devient l'alinéa 1 de l'article 39.

Le Président soumet au vote l'alinéa 2 (résultant du Doc. trav. No 39) avec des modifications.

Vote

Cet alinéa 2 est adopté à l'unanimité moins deux abstentions (Grèce, Yougoslavie).

Au vote d'ensemble, l'article 39 est adopté par 16 voix contre 1, avec 6 abstentions.

Ont voté pour: Allemagne, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Japon, Luxembourg, Norvège, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie.

A voté contre: Irlande.

Se sont abstenus: Autriche, Grèce, Israël, Italie, Pays-Bas, Yougoslavie.

Le Président soumet aux Délégués le titre de la Convention. Il propose de s'en tenir à «Convention sur l'administration internationale des successions».

The title agreed upon was in English –
'Convention concerning the International Administration of the Estates of Deceased Persons'.

Vote

Ce titre est adopté par 21 voix contre une (Royaume-Uni), avec une abstention (Japon).

Le Président soumet aux Délégués le préambule et propose de modifier la seconde phrase comme suit:

... en vue de faciliter l'administration internationale des successions.

The English text of the Preamble was the following –
The States signatory to this Convention, desiring to facilitate the international administration of the estates of deceased persons, have resolved to conclude a Convention to this effect and have agreed upon the following provisions.

Vote

Ce préambule avec cette modification est adopté à l'unanimité avec une abstention (Suisse).

Après que **M. Hayes** (Irlande) ait remercié le Président au nom de tous les Délégués, la séance est levée à 24 h.

Distribué le 20 octobre 1972

Distributed on the 20th of October 1972

Convention sur l'administration internationale des successions

Les Etats signataires de la présente Convention, Désirant établir des dispositions communes en vue de faciliter l'administration internationale des successions, Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

Les Etats contractants instituent un certificat international désignant la ou les personnes habilitées à administrer la succession mobilière, et indiquant ses ou leurs pouvoirs.

Ce certificat, établi dans l'Etat contractant désigné à l'article 2, et selon le modèle annexé à la présente Convention, sera reconnu dans les Etats contractants.

Chaque Etat contractant aura la faculté de subordonner cette reconnaissance à la procédure ou à la publicité prévue à l'article 10.

Article 2

Le certificat est établi par l'autorité compétente dans l'Etat de la résidence habituelle du défunt.

Article 3

Pour désigner le titulaire du certificat et indiquer ses pouvoirs, l'autorité compétente applique sa loi interne, sauf dans les cas suivants, où elle appliquera la loi interne de l'Etat dont le défunt était ressortissant:

a lorsque tant l'Etat de la résidence habituelle que celui dont le défunt était ressortissant ont fait la déclaration prévue à l'article []

b lorsque l'Etat dont le défunt était ressortissant, mais non celui de la résidence habituelle, a fait la déclaration prévue à l'article [] et que le défunt n'avait pas habité depuis au moins 5 ans avant son décès dans l'Etat de l'autorité émettrice du certificat.

Article 4

Chaque Etat contractant a la faculté de déclarer que, pour désigner le titulaire du certificat et indiquer ses

¹ Ce document reprend le Document de travail No 1 de la Séance plénière.

Convention Concerning the International Administration of the Estates of Deceased Persons

The States signatory to this Convention, Desiring to facilitate the international administration of the estates of deceased persons, Have resolved to conclude a Convention to this effect and have agreed upon the following provisions:

Article 1

The Contracting States shall establish an international certificate designating the person or persons entitled to administer the movable estate of a deceased person and indicating his or their powers.

This certificate, drawn up in the Contracting State designated in Article 2 in accordance with the model annexed to this Convention, shall be recognised in the Contracting States.

A Contracting State may subject this recognition to the procedure or to the publicity provided for in Article 10.

Article 2

The certificate shall be drawn up by the competent authority in the State of the habitual residence of the deceased.

Article 3

For the purpose of designating the holder of the Certificate and indicating his powers, the competent authority shall apply its internal law except in the following cases, in which it shall apply the internal law of the State of which the deceased was a national -

a if both the State of his habitual residence and the State of his nationality have made the declaration provided for in Article [];

b if the State of which he was a national, but not the State of his habitual residence has made the declaration provided for in Article [] and if the deceased had lived in the State of the issuing authority for less than 5 years immediately prior to his death.

Article 4

A Contracting State may declare that in designating the holder of the certificate and in indicating his powers

¹ This text embodies Working Document No 1 submitted to the Plenary Meeting.

pouvoirs, il appliquera, par dérogation à l'article 3, sa loi interne ou celle de l'Etat dont le défunt était ressortissant selon le choix fait par ce dernier.

Article 5

Avant l'émission du certificat, l'autorité compétente peut, au cas où elle applique la loi interne de l'Etat dont le défunt était ressortissant, demander à une autorité de cet Etat, désignée à cet effet, si les mentions du certificat sont conformes à ladite loi et fixer, si elle l'estime opportun, un délai pour la réponse.

Faute de réponse dans ce délai, elle établit le certificat selon sa propre appréciation du contenu de la loi applicable.

Article 6

Chaque Etat contractant désigne l'autorité judiciaire ou administrative compétente pour établir le certificat.

Chaque Etat contractant a la faculté de déclarer que le certificat, dressé sur son territoire, sera considéré comme «établi par l'autorité compétente» s'il est établi par une des personnes appartenant à une catégorie professionnelle désignée par cet Etat, et s'il est confirmé par l'autorité compétente.

Article 7

L'autorité émettrice, après avoir pris les mesures de publicité propres à informer les intéressés, notamment le conjoint survivant, et avoir procédé, au besoin, à des recherches, délivre sans retard le certificat.

Article 8

L'autorité compétente informe, sur sa demande, toute personne ou autorité intéressée de l'émission du certificat et de son contenu et, le cas échéant, de son annulation, de sa modification ou de la suspension de ses effets.

L'annulation du certificat, sa modification ou la suspension de ses effets doit être portée à la connaissance de toute personne ou autorité qui aura été précédemment informée par écrit de son émission.

Article 9

Sous réserve des dispositions de l'article 10, seule la présentation du certificat peut être exigée, dans les Etats contractants autres que celui où il a été émis, pour attester la désignation et les pouvoirs de la ou des personnes habilitées à administrer la succession. Aucune légalisation ni formalité analogue ne peut être exigée.

Article 10

Chaque Etat contractant a la faculté de subordonner la reconnaissance du certificat, soit à la décision d'une autorité statuant à la suite d'une procédure rapide, soit seulement à une publicité.

Cette procédure pourra comporter des oppositions et recours, pour autant qu'ils soient fondés sur les articles 13, 14, 15, 16 et 17.

Article 11

Lorsque la procédure ou la publicité prévue à l'article 10 est requise, le titulaire du certificat peut, dès la date de l'entrée en vigueur de celui-ci, et le cas échéant pendant toute la procédure de reconnaissance, prendre ou solliciter, sur simple présentation, dans les limites du certificat, toutes mesures conservatoires ou urgentes, jusqu'à décision contraire.

it will, notwithstanding Article 3, apply its internal law or that of the State of which the deceased was a national in accordance with the choice made by him.

Article 5

Before issuing the certificate, the competent authority, when applying the internal law of the State of which the deceased was a national, may enquire of an authority of that State, which has been designated for that purpose, whether the contents of the certificate accord with that law and, in its discretion, fix a time-limit for the submission of a reply.

If no reply is received within this period it shall draw up the certificate in accordance with its own understanding of the applicable law.

Article 6

Each Contracting State shall designate the competent judicial or administrative authority to draw up the certificate.

A Contracting State may declare that a certificate drawn up within its territory shall be deemed to be 'drawn up by the competent authority' if it is drawn up by a member of a professional body which has been designated by that State, and if it is confirmed by the competent authority.

Article 7

The issuing authority shall, after measures of publicity have been taken to inform those interested, in particular the surviving spouse, and, if necessary, after investigations have been made, issue the certificate without delay.

Article 8

The competent authority shall, on request, inform any interested person or authority of the issue and contents of the certificate, and of any annulment or modification of the certificate or of any suspension of its effects.

The annulment or modification of the certificate or the suspension of its effects by the issuing authority shall be brought to the attention of any person or authority that has been notified in writing of its issue.

Article 9

Subject to the provisions of Article 10, in order to attest the designation and powers of the person or persons entitled to administer the estate, the production only of the certificate may be required in the Contracting States other than that in which it was issued. No legalisation or like formality may be required.

Article 10

A Contracting State may make the recognition of the certificate depend either upon a decision of an authority following an expeditious procedure, or upon simple publicity.

This procedure may comprise 'opposition' and appeal, insofar as either is founded on articles 13, 14, 15, 16 and 17.

Article 11

If the procedure or the publicity envisaged in Article 10 is required, the holder of the certificate may, on mere production, take or seek any protective or urgent measures within the limits of the certificate, as from the date of its entry into force and throughout the duration of the procedure of recognition, if any, until a decision to the contrary is made.

Les dispositions de la loi de l'Etat requis relatives à une reconnaissance intérimaire pourront être appliquées, pourvu que cette reconnaissance fasse l'objet d'une procédure d'urgence.

Toutefois le titulaire du certificat ne pourra plus prendre ou solliciter les mesures visées à l'alinéa premier après le sixantième jour qui suit la date de l'entrée en vigueur du certificat, s'il n'a pas entamé la procédure de reconnaissance ou accompli les diligences nécessaires à la publicité prévue.

Article 12

La validité des mesures conservatoires ou urgentes qui ont été prises en vertu de l'article 11 n'est pas affectée par l'expiration du délai prévu à cet article, ni par une décision de refus de reconnaissance.

Tout intéressé peut néanmoins demander la mainlevée ou la confirmation de ces mesures, conformément à la loi de l'Etat requis.

Article 13

La reconnaissance peut être refusée dans les cas suivants:

1 s'il apparaît que le certificat n'est pas authentique ou n'est pas conforme au modèle annexé à la présente Convention;

2 s'il ne ressort pas des mentions du certificat qu'il émane d'une autorité internationalement compétente au sens de la présente Convention.

Article 14

La reconnaissance du certificat peut en outre être refusée si, du point de vue de l'Etat requis,

1 le défunt avait sa résidence habituelle dans cet Etat; ou bien

2 si le défunt avait la nationalité de cet Etat et qu'il résulte de cette circonstance que, selon les articles 3 et 4, la loi interne de l'Etat requis aurait dû être appliquée pour la désignation du titulaire du certificat et l'indication de ses pouvoirs. Toutefois, dans ce cas, la reconnaissance ne peut être refusée si les mentions du certificat ne sont pas en opposition avec la loi interne de l'Etat requis.

Article 15

La reconnaissance peut également être refusée lorsque le certificat est incompatible avec une décision sur le fond rendue ou reconnue dans l'Etat requis.

Article 16

Au cas où un certificat international lui serait présenté, alors qu'un autre certificat international aurait déjà été antérieurement reconnu dans l'Etat requis, l'autorité requise peut, si les deux certificats sont incompatibles, soit rétracter la reconnaissance du premier et reconnaître le second, soit refuser la reconnaissance du second.

Article 17

La reconnaissance du certificat peut enfin être refusée si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'Etat requis.

Article 18

Le refus de reconnaissance peut être limité à certains des pouvoirs indiqués dans le certificat.

Article 19

La reconnaissance ne peut être refusée ni partiellement, ni totalement, pour aucun motif autre que ceux énu-

A requested State may require that interim recognition is to be subject to the provisions of its internal law for such recognition, provided that the recognition is treated as a matter of urgency.

However, the holder may not take or seek the measures mentioned in paragraph 1 after the sixtieth day following the date of entry into force of the certificate, if by then he has not initiated the procedure for recognition or taken the necessary measures of publicity.

Article 12

The validity of any protective or urgent measures taken under article 11 shall not be affected by the expiry of the period of time specified in that article, or by a decision refusing recognition.

However, any interested person may request the setting aside or confirmation of these measures in accordance with the law of the requested State.

Article 13

Recognition may be refused in the following cases -

1 if the certificate is not authentic, or not in accordance with the model annexed to this Convention;

2 if it does not appear from the contents of the certificate that it was drawn up by an authority having jurisdiction within the meaning of this Convention.

Article 14

Recognition of the certificate may also be refused if, in the view of the requested State -

1 the deceased had his habitual residence in that State; or

2 the deceased had the nationality of that State, and for that reason, according to Articles 3 and 4, the internal law of the requested State should have been applied with respect to the designation of the holder of the certificate and to the indication of his powers. However, in this case recognition shall not be refused unless the contents of the certificate are contrary to the internal law of the requested State.

Article 15

Recognition may also be refused if the certificate is incompatible with a decision on the merits, rendered or recognised in the requested State.

Article 16

Where an international certificate is presented for recognition, and another international certificate which is incompatible with it has previously been recognised in the requested State, the requested authority may either withdraw the recognition of the first certificate and recognise the second, or refuse to recognise the second.

Article 17

Finally, recognition of the certificate may be refused if such recognition is manifestly incompatible with the public policy ('ordre public') of the requested State.

Article 18

Refusal of recognition may be restricted to certain of the powers indicated in the certificate.

Article 19

Recognition may not be refused partially or totally on any grounds other than those set out in Articles 13, 14,

mérés aux articles 13, 14, 15, 16 et 17. Il en va de même en cas de rétractation ou d'infirmité de la reconnaissance.

Article 20

L'existence d'une administration locale antérieure dans l'Etat requis ne dispense pas l'autorité de ce dernier de l'obligation de reconnaître le certificat, conformément à la présente Convention.

Dans ce cas le titulaire du certificat est seul investi des pouvoirs indiqués dans ce document; pour les pouvoirs qui n'y sont pas indiqués, l'Etat requis peut maintenir l'administration locale.

Article 21

L'Etat requis a la faculté de subordonner l'exercice des pouvoirs du titulaire du certificat au respect des règles relatives à la surveillance et au contrôle des administrations locales.

En outre, il a la faculté de subordonner l'appréhension des biens situés sur son territoire au paiement des dettes.

L'application du présent article ne peut mettre en cause la désignation et l'étendue des pouvoirs du titulaire du certificat.

Article 22

Toute personne qui paie ou remet des biens au titulaire d'un certificat dressé, et s'il y a lieu reconnu, conformément à la présente Convention, sera libérée, sauf s'il est établi qu'elle était de mauvaise foi.

Article 23

Toute personne ayant acquis des biens successoraux du titulaire d'un certificat dressé, et s'il y a lieu reconnu, conformément à la présente Convention, est considérée, sauf s'il est établi qu'elle était de mauvaise foi, les avoir acquis d'une personne ayant pouvoir d'en disposer.

Article 24

Lorsque, au cours d'une procédure de reconnaissance, la désignation ou les pouvoirs du titulaire du certificat sont mis en cause pour un motif de fond, les autorités de l'Etat requis peuvent suspendre les effets provisoires du certificat et surseoir à statuer, en fixant le cas échéant un délai pour l'introduction de l'action au fond devant le tribunal compétent.

Article 25

Lorsque la désignation ou les pouvoirs du titulaire du certificat sont mis en cause dans une contestation au fond devant les tribunaux de l'Etat où le certificat a été émis, les autorités de tout autre Etat contractant peuvent suspendre les effets du certificat jusqu'à la fin du litige.

Lorsque la contestation au fond a été portée devant les tribunaux de l'Etat requis ou d'un autre Etat contractant les autorités de l'Etat requis peuvent de même suspendre les effets du certificat jusqu'à la fin du litige.

Article 26

Si un certificat est annulé ou si ses effets sont suspendus dans l'Etat où il a été établi, les autorités de tout Etat contractant doivent donner effet à cette annulation ou à cette suspension sur le territoire de cet Etat, à la demande de tout intéressé ou si elles en ont été informées conformément à l'article 8.

15, 16 and 17. The same shall also apply to the withdrawal or reversal of the recognition.

Article 20

The existence of a prior local administration in the requested State shall not relieve the authority of that State of the obligation to recognise the certificate in accordance with this Convention.

In such a case the powers indicated in the certificate shall be vested in the holder alone. The requested State may maintain the local administration in respect of powers which are not indicated in the certificate.

Article 21

The requested State may subject the holder of the certificate in the exercise of his powers to the same local supervision and control applicable to estate representatives in that State.

In addition, the requested State may subject the taking of possession of the assets situate in its territory to the payment of debts.

The application of this Article shall not affect the designation and the extent of the powers of the holder of the certificate.

Article 22

Any person who pays, or delivers property to the holder of the certificate drawn up, and, where necessary, recognised, in accordance with this Convention shall be discharged, unless it is proved that the person acted in bad faith.

Article 23

Any person who has acquired assets of the estate from the holder of a certificate drawn up, and, where necessary, recognised in accordance with this Convention shall, unless it is proved that he acted in bad faith, be deemed to have acquired them from a person having power to dispose of them.

Article 24

If, in the course of a procedure of recognition, the designation or powers of the holder of a certificate are challenged on the merits, the authorities of the requested State may suspend the provisional effects of the certificate, stay judgment and, if the case so requires, settle a period of time within which an action on the merits must be instituted in the court having jurisdiction.

Article 25

If the designation or powers of the holder of a certificate are put in issue in a dispute on the merits before the courts of the State in which the certificate was issued, the authorities of any other Contracting State may suspend the effects of the certificate until the end of the litigation.

If a dispute on the merits is brought before the courts of the requested State or of another Contracting State, the authorities of the requested State may likewise suspend the effects of the certificate until the end of the litigation.

Article 26

If the certificate is annulled or if its effects are suspended in the State in which it was drawn up, the authorities of every Contracting State shall give effect within its territory to such annulment or suspension, at the request of any interested person or if they are informed of such annulment or suspension in accordance with Article 8.

Si une des mentions du certificat est modifiée dans l'Etat de l'autorité émettrice, cette autorité doit annuler le certificat et en établir un nouveau.

Article 27

L'annulation d'un certificat, sa modification ou la suspension de ses effets selon les articles 24, 25 et 26 ne met pas en cause les actes accomplis par son titulaire sur le territoire d'un Etat contractant avant la décision de l'autorité de cet Etat donnant effet à l'annulation, à la suspension ou à la modification.

Article 28

La validité des actes juridiques passés avec le titulaire du certificat ne peut être mise en cause pour la seule raison que le certificat a été annulé ou modifié ou que ses effets ont cessé ou ont été suspendus, sauf si la mauvaise foi de l'autre partie est établie.

Article 29

Les conséquences de la rétractation ou de l'infirmité de la reconnaissance sont les mêmes que celles qui ont été prévues aux articles 27 et 28.

Article 30

Si la loi en conformité de laquelle le certificat a été établi accorde à son titulaire des pouvoirs sur les immeubles situés à l'étranger, l'autorité émettrice indiquera l'existence de ces pouvoirs dans le certificat. Les autres Etats contractants auront la faculté de reconnaître ces pouvoirs en tout ou en partie. Les Etats contractants qui auront fait usage de la faculté prévue à l'alinéa précédent indiqueront au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas dans quelle mesure il reconnaîtront de tels pouvoirs.

Article 31

Aux fins et sous les conditions de l'article 3, chaque Etat contractant a la faculté de déclarer que sa loi interne doit être appliquée, si le défunt est un de ses ressortissants, pour désigner le titulaire du certificat et indiquer ses pouvoirs.

Article 32

Au sens de la présente Convention, on entend par «résidence habituelle» ou «nationalité» du défunt celle qu'il avait au moment du décès.

Article 33

Les mentions imprimées dans la formule modèle du certificat annexée à la présente Convention peuvent être rédigées dans la langue ou l'une des langues officielles de l'autorité émettrice. Elles doivent en outre être rédigées soit en langue française soit en langue anglaise. Les blancs correspondant à ces mentions sont remplis soit dans la langue ou l'une des langues officielles de l'autorité émettrice, soit en langue française soit en langue anglaise. Le titulaire du certificat qui invoque la reconnaissance doit produire, sauf dispense de l'autorité requise, la traduction des mentions non imprimées figurant dans le certificat.

Article 34

A l'égard d'un Etat contractant qui connaît en matière d'administration des successions deux ou plusieurs systèmes de droit applicables à des catégories différentes de personnes, toute référence à la loi de cet Etat sera interprétée comme visant le système de droit désigné par le droit de celui-ci.

If any provisions of the certificate are modified in the State of the issuing authority, that authority shall annul the existing certificate and issue a new certificate as modified.

Article 27

Annulment or modification of the certificate or suspension of its effects according to Articles 24, 25 and 26 shall not affect acts carried out by its holder within the territory of a Contracting State prior to the decision of the authority of that State giving effect to the annulment, modification or suspension.

Article 28

The validity of dealings by a person with the holder of the certificate shall not be challenged merely because the certificate has been annulled or modified, or its effects have been suspended, unless it is proved that the person acted in bad faith.

Article 29

The consequences of the withdrawal or reversal of recognition shall be the same as those set out in Articles 27 and 28.

Article 30

If the law in accordance with which the certificate was drawn up gives the holder powers over immovables situate abroad, the issuing authority shall indicate in the certificate the existence of these powers. Other Contracting States may recognise these powers in whole or in part. Those Contracting States which have made use of the option provided for in the foregoing paragraph shall indicate to what extent they will recognise such powers.

Article 31

For the purposes of, and subject to the conditions set out in article 3, a Contracting State may declare that if the deceased was a national of that State its internal law shall be applied in order to designate the holder of the certificate and to indicate his powers.

Article 32

For the purposes of this Convention, 'habitual residence' and 'nationality' mean respectively the habitual residence and nationality of the deceased at the time of his death.

Article 33

The standard terms in the model certificate annexed to the present Convention may be expressed in the official language, or one of the official languages of the State of the issuing authority, and shall in all cases be expressed either in French or in English. The corresponding blanks shall be completed either in the official language or one of the official languages of the State of the issuing authority or in French or in English. The holder of the certificate seeking recognition shall furnish translations of the information supplied in the certificate, unless the requested authority otherwise requires.

Article 34

In relation to a Contracting State having, in matters of estate administration, two or more legal systems applicable to different categories of persons, any reference to the law of that State shall be construed as referring to the legal system specified by the law of that State, as applicable to the particular category of persons.

Article 35

Tout Etat contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent en ce qui concerne l'administration des successions, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à toutes ces unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

Ces déclarations indiqueront expressément l'unité territoriale à laquelle la Convention s'applique.

Les autres Etats contractants pourront refuser de reconnaître un certificat si, à la date où la reconnaissance est invoquée, la Convention n'est pas applicable à l'unité territoriale dans laquelle le certificat a été émis.

Article 36

Lorsqu'un Etat contractant est composé de deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des lois différentes sont en vigueur en ce qui concerne l'administration des successions:

1 toute référence aux autorités, à la loi ou à la procédure de l'Etat d'origine du certificat sera interprétée comme visant l'autorité, la loi ou la procédure de l'unité territoriale dans laquelle le défunt avait sa résidence habituelle;

2 toute référence aux autorités, à la loi ou à la procédure de l'Etat requis sera interprétée comme visant les autorités, la loi ou la procédure de l'unité territoriale dans laquelle le certificat est produit;

3 toute référence faite en vertu des alinéas premier et 2 du présent article à la loi ou à la procédure de l'Etat d'origine du certificat ou de l'Etat requis sera interprétée comme comprenant les règles et principes en vigueur dans cet Etat et qui sont applicables dans l'unité territoriale considérée;

4 toute référence à la loi nationale du défunt sera interprétée comme visant la loi déterminée par les règles en vigueur dans l'Etat dont le défunt était ressortissant ou, à défaut de telles règles, la loi de l'unité territoriale avec laquelle le défunt avait les liens les plus étroits.

Article 37

Chaque Etat contractant notifiera au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion:

a la désignation des autorités prévues aux articles 5 et 6 alinéa 1;

b l'indication des modalités selon lesquelles les informations prévues à l'article 8 peuvent être obtenues;

c s'il a choisi ou non de subordonner la reconnaissance à une procédure ou à une publicité et, au cas où une procédure existe, la désignation de l'autorité devant laquelle elle doit être portée.

Chaque Etat contractant mentionné à l'article 35 notifiera au même moment au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas les indications prévues à l'alinéa 2 dudit article.

Chaque Etat contractant notifiera par la suite, de la même manière, toute modification des désignations et indications mentionnées ci-dessus.

Article 38

Chaque Etat contractant qui désire faire usage d'une ou plusieurs des facultés prévues aux articles 4, 6 alinéa 2,

Article 35

If a Contracting State has two or more territorial units in which different systems of law apply in relation to matters of estate administration it may declare that this Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them, and may modify its declaration by submitting another declaration at any time thereafter.

These declarations shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

Other Contracting States may decline to recognise a certificate if, at the date on which recognition is sought, the Convention is not applicable to the territorial unit in which the certificate was issued.

Article 36

In the application of this Convention to a Contracting State having two or more territorial units in which different systems of law apply, in relation to estate administration –

1 any reference to the authority or law or procedure of the State which issues the certificate shall be construed as referring to the authority or law or procedure of the territorial unit in which the deceased had his habitual residence;

2 any reference to the authority or law or procedure of the requested State shall be construed as referring to the authority or law or procedure of the territorial unit in which the certificate is sought to be used;

3 any reference made in the application of paragraph 1 or 2 to the law or procedure of the State which issues the certificate or of the requested State shall be construed as including any relevant legal rules and principles of the Contracting State which apply to the territorial units comprising it;

4 any reference to the national law of the deceased shall be construed as referring to the law determined by the rules in force in the State of which the deceased was a national, or, if there is no such rule, to the law of the territorial unit with which the deceased was most closely connected.

Article 37

Each Contracting State shall, at the time of the deposit of its instrument of ratification, approval, acceptance or accession notify the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands of the following –

a the designation of the authorities, pursuant to Article 5 and the first paragraph of Article 6;

b the way in which information provided for under Article 8 may be obtained;

c whether or not it has chosen to subject the recognition to a procedure or to publicity, and, if a procedure exists, the designation of the authority before which the proceedings are to be brought.

Each Contracting State mentioned in Article 35 shall, at the same time, notify the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands of the information provided for in paragraph 2 of the said Article.

Subsequently, each Contracting State shall likewise notify the Ministry of any modification of the designations and informations mentioned above.

Article 38

A Contracting State desiring to exercise one or more of the options envisaged in Article 4, the second para-

30 alinéas 2 et 3 et 31 le notifiera au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas soit au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion, soit ultérieurement.

La désignation prévue à l'article 6, alinéa 2, et l'indication prévue à l'article 31, alinéa 3, seront faites dans la notification.

Chaque Etat contractant notifiera par la suite, de la même manière, toute modification aux déclarations, désignations et indications mentionnées ci-dessus.

Article 39

A moins qu'il n'en soit autrement convenu, les dispositions de la présente Convention prévalent sur celles de toutes Conventions bilatérales auxquelles les Etats contractants sont ou seront Parties et qui contiennent des dispositions relatives aux mêmes matières, en vigueur entre les Parties concernant l'administration internationale des successions.

La présente Convention ne porte pas atteinte à l'application d'autres Conventions multilatérales auxquelles un ou plusieurs Etats contractants sont ou seront Parties et qui contiennent des dispositions relatives aux mêmes matières.

Article 40

La présente Convention s'applique même aux successions ouvertes avant son entrée en vigueur.

Article 41

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Douzième session.

Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 42

Tout Etat non-Membre de la Conférence lors de la Douzième session, qui est Membre de cette Conférence ou de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée de celle-ci ou Partie au statut international de la Cour de Justice, pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 44.

L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'adhésion n'aura d'effets que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objections à son encontre dans les douze mois après la réception de la notification prévue à la lettre c de l'article 46. Une telle objection pourra également être élevée par tout Etat membre au moment d'une ratification, acceptation ou approbation de la Convention, ultérieure à l'adhésion. Ces objections seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 43

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'approbation, de l'acceptation ou de l'adhésion, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

graph of Article 6, the second and third paragraphs of Article 30 and Article 31, shall notify this to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, either at the time of the deposit of its instrument of ratification, approval, acceptance or accession or subsequently.

The designation envisaged by the second paragraph of Article 6 or the indication envisaged by the third paragraph of Article 30, shall be made in the notification.

A Contracting State shall, in the same manner, notify any modification to a declaration, designation or indication mentioned above.

Article 39

Unless it is otherwise agreed, the provisions of this Convention shall prevail over the terms of any bilateral Conventions to which Contracting States are or may in the future become Parties and which contain provisions relating to the same subject-matter.

This Convention shall not affect the operation of other multilateral conventions to which one or several Contracting States are or may in the future become Parties and which contain provisions relating to the same subject-matter.

Article 40

This Convention will apply even when the deceased died before its entry into force.

Article 41

This Convention shall be open for signature by the States which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Twelfth Session.

It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 42

Any State not represented at the Twelfth Session of the Hague Conference on Private International Law which is a Member of this Conference or of the United Nations or of a specialised agency of that Organisation, or a Party to the Statute of the International Court of Justice may accede to this Convention after it has entered into force in accordance with the first paragraph of Article 44.

The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Such accession shall have effect only as regards the relations between the acceding State and those contracting States which have not raised an objection to its accession in the twelve months after the receipt of the notification referred to in sub-paragraph c of Article 46. The objection may also be raised by Member States at the time when they ratify, accept or approve the Convention after an accession. Any such objection shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 43

Any State may, at the time of signature, ratification, acceptance or approval, or accession, declare that this Convention shall extend to all the territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect on the date of entry into force of the Convention for the State concerned.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'extension aura effet dans les rapports entre les Etats qui, dans les douze mois de cette communication, n'auront pas élevé d'objection à son encontre, et le territoire ou les territoires dont les relations internationales sont assurées par l'Etat en question, et pour lequel ou lesquels la notification aura été faite.

Une telle objection pourra également être élevée par tout Etat membre au moment d'une ratification, acceptation ou approbation ultérieure à l'extension. Ces objections seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 44

La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois du calendrier suivant le dépôt du troisième instrument de ratification, d'approbation ou d'acceptation prévu par l'article 41, alinéa 2.

Ensuite, la Convention entrera en vigueur:

- pour chaque Etat signataire ratifiant, approuvant ou acceptant postérieurement, le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument de ratification, d'approbation ou d'acceptation;

- pour tout Etat adhérent, le premier jour du troisième mois du calendrier après l'expiration du délai visé à l'article 42;

- pour les territoires auxquels la Convention a été étendue conformément à l'article 43, le premier jour du troisième mois du calendrier qui suit l'expiration du délai visé audit article.

Article 45

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 44, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront ratifiée, acceptée ou approuvée ou qui y auront adhéré postérieurement.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Elle pourra se limiter à certains territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 46

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats membres de la Conférence ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 42:

a les signatures, ratifications, approbations, et acceptations, visées à l'article 41;

b la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 44;

c les adhésions visées à l'article 42 et la date à laquelle elles auront effet;

d les extensions visées à l'article 43 et la date à laquelle elles auront effet;

e les objections aux adhésions et aux extensions visées aux articles 42 et 43;

At any time thereafter, such extensions shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

The extension will have effect as regards the relations between the acceding State and those Contracting States as have not raised an objection. Any such a declaration shall be deposited at the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

The objections may also be raised by Member States at the time when they ratify, accept or approve the Convention after an extension.

Article 44

This Convention shall enter into force on the first day of the third calendar month after the deposit of the third instrument of ratification referred to in the second paragraph of Article 41. Thereafter the Convention shall enter into force

- for each State ratifying, accepting or approving it subsequently, on the first day of the third calendar month after the deposit of its instrument of ratification, acceptance or approval;

- for each acceding State, on the first day of the third calendar month after the expiry of the period referred to in Article 42;

- for the territories to which the Convention has been extended in conformity with Article 43, on the first day of the third calendar month after the expiry of the period referred to in that Article.

Article 45

This Convention shall remain in force for five years from the date of its entry into force in accordance with the first paragraph of Article 44, even for States which have ratified, accepted or approved it or acceded to it subsequently.

If there has been no denunciation, it shall be renewed tacitly every five years.

Any denunciation shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, at least six months before the expiry of the five year period.

It may be limited to certain of the territories to which the Convention applies.

The denunciation shall have effect only as regards the State which has notified it. The Convention shall remain in force for the other Contracting States.

Article 46

The Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands shall give notification to the States Members of the Conference, and to the States which have acceded in accordance with Article 42 of the following.

a the signatures and ratifications, acceptances and approvals referred to in Article 41;

b the date on which this Convention enters into force in accordance with the first paragraph of Article 44;

c the accessions referred to in Article 42 and the dates on which they take effect;

d the extensions referred to in Article 43 and the dates on which they take effect;

e the objections raised to accessions and extensions referred to in Articles 42 and 43;

f les désignations, indications, et déclarations mentionnées aux articles 37 et 38;

g les dénonciations visées à l'article 45.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 19 . . . , en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Douzième session.

f the designations, indications and declarations referred to in Articles 37 and 38;

g the denunciations referred to in the third paragraph of Article 45.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at The Hague, on the day of , 19 . . . , in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through the diplomatic channel, to each of the States represented at the Twelfth Session of the Hague Conference of Private International Law.

Certificat international

(Convention de La Haye du ... sur l'administration internationale des successions)

A Autorité émettrice

1 Pays:

2 - Le (nom et adresse de l'autorité) certifie que:

ou

- (nom et adresse et qualité de la personne) désignée conformément à l'article 6, alinéa 2, et dont le certificat est confirmé sous lettre I, b, ci-dessous, certifie que:

B Informations relatives au défunt

3 par suite du décès de ...¹ de sexe ... (célibataire/marié/veuf/divorcé), date et lieu de naissance ... survenu le ... à ...

4 dont la dernière adresse connue était ...

5 de nationalité ...²

6 dont la dernière résidence habituelle était située ... (Etat, ville, rue ...)

7 dont un testament a été présenté (ou non) à l'autorité

8 et dont un contrat de mariage en date du ... a été présenté (ou non) à l'autorité

C Titulaire du certificat

9 nom ... adresse ... (de la personne ou de l'organisme, par ex. tribunal)

10 est (sont) habilité(es) en vertu de la loi ... à accomplir tous actes sur tous les biens corporels ou incorporels de la succession mobilière et à agir dans l'intérêt ou pour le compte de celle-ci³,

ou

est (sont) habilité(es) en vertu de la loi ... à accomplir tous actes sur tous les biens corporels ou incorporels de la succession mobilière et à agir dans l'intérêt ou pour le compte de celle-ci³,

à l'exception des actes suivants: ...

a sur tous les biens: ...

b sur tel bien ou telle catégorie de biens: ...

ou

est (sont) habilité(es) en vertu de la loi ... à accomplir les actes indiqués dans la liste annexée³.

D Pouvoirs sur les immeubles (le cas échéant)⁴:**E Faculté de se faire représenter:**

oui/non

F Autres observations:**International Certificate**

(Hague Convention of ... Concerning the International Administration of the Estates of Deceased Persons)

A Issuing Authority

1 Country:

2 - The (name and address of the authority) certifies that:

or

- (name, address and capacity of the person) designated according to Article 6, paragraph 2 and whose certificate is confirmed in accordance with I b below, certifies that:

B Information concerning the deceased

3 following the death on ... at ... of ...¹ (marital status, sex of deceased, date and place of birth)

4 whose last known address was ...

5 of ... nationality²

6 whose last habitual residence was in (State, town, street)

7 a will has/has not been produced to the authority

8 and whose marriage contract dated ... has/has not been presented

C Holder of the certificate

9 name ... address ... (of the person or body e.g. ... Court)

10 is/are entitled under ... law to effect all acts in respect of all corporeal or incorporeal movables in the estate and to act in the interest or on behalf of such movable estate³,

or

is/are entitled under ... law to effect all acts in respect of all corporeal or incorporeal movables in the estate, and to act in the interest or on behalf of such movable estate³,

with the exception of: ...

a in respect of all assets: ...

b in respect of any particular asset or category of assets: ...

or

is/are entitled under ... law to effect the acts indicated in the annexed schedule³.

D Powers, if any, over immovables⁴:**E Power to appoint an agent:**

Yes/No

F Other remarks:

¹ Pour les personnes mariées, indiquer éventuellement selon l'usage, le nom de jeune fille ou de l'autre époux.

² Si l'autorité émettrice sait que le défunt avait plusieurs nationalités, elle a la faculté de les indiquer.

³ L'autorité émettrice a la faculté d'indiquer en quelle qualité le bénéficiaire peut agir (par ex. héritier, exécuteur testamentaire, administrateur).

⁴ Voir article 30 de la Convention.

¹ For married persons, indicate, according to custom, maiden name or name of spouse.

² If the issuing authority knows that the deceased had more than one nationality, it may indicate them.

³ The issuing authority may indicate the capacity in which the holder of this certificate may act (e.g. executor, administrator, heir).

⁴ See Article 30 of the Convention.

G *Date limite des pouvoirs* (le cas échéant):

H *Date d'entrée en vigueur du certificat* (le cas échéant):

I *Date du certificat et signatures:*

Fait le ... à ...

Signature/sceau de l'autorité émettrice:

ou

a signature/sceau de la personne ayant établi le certificat,

et

b signature/sceau de l'autorité confirmant le certificat.

Liste

Actes pouvant être accomplis relativement aux biens corporels ou incorporels de la succession mobilière ou pour le compte de celle-ci	Mettre le mot «non» en face des actes qui ne sont pas autorisés	Individuelle-ment	Collectivement
---	---	-------------------	----------------

Obtenir tous renseignements concernant l'actif et le passif de la succession
Prendre connaissance de tous testaments ou autres actes concernant la succession
Prendre toutes mesures conservatoires
Prendre toutes mesures urgentes
Se faire remettre les biens
Recevoir paiement des dettes et délivrer quittance
Exécuter ou dénoncer des contrats
Ouvrir, utiliser, clore un compte en banque
Déposer
Donner ou prendre en location
Prêter
Emprunter
Mettre en gage
Vendre
Continuer un commerce
Exercer les droits d'actionnaire
Donner
Agir en justice
Défendre en justice
Compromettre
Transiger
Payer les dettes
Délivrer les legs
Procéder au partage
Distribuer l'actif

Autres actes¹:

Biens ou catégories de biens auxquels des actes ne peuvent être accomplis:

a biens ou catégories de biens:

b actes ne pouvant être accomplis:

¹ Voir notamment l'article 30 de la Convention.

G *Date, if any, of expiry of the powers:*

H *Date, if any, of the entry into force of the certificate:*

I *Date of the certificate and signatures:*

Drawn up on the ... at ...

Signature/seal of the issuing authority:

or

a Signature/seal of the person drawing up the certificate,

and

b Signature/seal of the confirming authority.

Schedule

Acts which may be carried out in respect of the corporeal or incorporeal movables in the estate, and in the interest or on behalf of such estate	Put 'No' against acts which the bearer may not carry out	Severally	Jointly
--	--	-----------	---------

To obtain all information concerning the assets and debts of the estate
To take cognisance of all wills and other documents relating to the estate
To take any protective measures
To take any urgent measures
To collect the assets
To collect the debts and give a valid receipt
To perform and rescind contracts
To open, operate and close a bank account
To deposit
To let or hire
To lend
To borrow
To charge
To sell
To carry on a business
To exercise the rights of a shareholder
To make a gift
To bring an action
To defend an action
To effect a compromise
To make a settlement
To settle debts
To distribute legacies
To divide the estate
To distribute the residue

Any other acts¹:

Particular assets or categories of assets in respect of which acts cannot be carried out —

a Particular assets or categories of assets:

b Acts which may not be carried out:

¹ See in particular Article 30 of the Convention.

Séance plénière

Procès-verbal de la Séance plénière du 20 octobre 1972

EXTRAIT : DISCUSSIONS RELATIVES AUX TRAVAUX DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La séance est ouverte à 11 h. 30 sous la présidence de M. de Winter, Président de la Douzième session.

M. de Winter (Président de la Douzième session) ouvre la séance et propose aux Délégués d'aborder premièrement la Convention sur l'administration internationale des successions. Les articles de cette Convention seront soumis successivement aux Délégués, sans qu'il en soit donné lecture, et, faute d'observation, ils seront considérés comme adoptés. La Convention sera mise au vote en son entier.

Le Président prie les Délégués de ne pas remettre en cause le fond de la Convention.

Il invite M. Goldman à introduire cette Convention.

M. Goldman (France) (Président de la Commission II) présente la Convention sur l'administration internationale des successions. Cette Convention a pour pivot la création d'un certificat international. Les règles essentielles qu'il fallait élaborer visaient d'une part l'établissement du certificat et, d'autre part, son utilisation.

Pour ce qui est de son établissement, il fallait décider quelle serait l'autorité compétente et quelle serait la loi

applicable à la désignation de son titulaire et à la fixation de ses pouvoirs. Sur la première question, un accord assez rapide s'est fait en faveur de l'autorité de la résidence habituelle. La seconde question n'a pu être résolue d'une manière uniforme. Les Délégués ont toutefois admis un principe général en faveur de la loi de la résidence habituelle avec cependant deux exceptions en faveur de la loi nationale, d'une part quand les deux Etats en cause sont d'accord d'appliquer la loi nationale et, d'autre part, en cas de conflit positif, le cas où le défunt n'avait pas au moins habité depuis 5 ans avant son décès dans l'Etat de l'autorité émettrice.

La deuxième série de problèmes touchait l'utilisation du certificat, soit à la pénétration de ce document dans le pays requis. La plus grande liberté a été laissée à l'Etat requis d'établir soit une procédure de reconnaissance, soit de simples mesures de publicité, soit encore de ne rien prévoir du tout. Si un des Etats contractants prévoit une procédure de reconnaissance, celle-ci doit être rapide et les cas de refus sont limités. Il fallait par ailleurs que l'exercice des pouvoirs soit compatible avec les règles de l'Etat requis relatives à la surveillance et au contrôle des administrations locales. La protection des tiers également a été assurée: l'Etat requis pourra subordonner l'appréhension des biens au paiement des dettes et les tiers de bonne foi seront protégés.

En conclusion, le Président de la Commission II, rappelle que la plupart des articles de la Convention ont été adoptés à l'unanimité.

Le Président de la Douzième session soumet successivement aux Délégués le titre de la Convention, le préambule, les articles de la Convention, ainsi que le modèle de certificat. Certains articles subissent des modifications rédactionnelles mais sont tous acceptés dans la forme qui figure dans l'Acte final.

Certaines délégations souhaitent faire à propos d'articles précis des déclarations.

M. Valladão (Brésil) se déclare opposé aux articles 3, 4

et 5, ainsi qu'à l'article 14 et la deuxième phrase de l'article 20, alinéa 2.

M. Valladão reprend les objections qu'il a faites à la Commission IV sur les articles 41 et 42.

Mlle Freyre-Penabad (Argentine), déclare que dans un pays comme le sien, où la législation connaît le système de la loi du domicile, la présente Convention ne pourra pas être appliquée. Elle est opposée aux articles 3, 4 5 et 31. La Déléguée de l'Argentine fait les mêmes objections à propos de l'article 14, alinéa 2, et pour les mêmes raisons Mlle Freyre-Penabad déclare encore à propos de l'article 43: «L'application d'une Convention à des territoires dont la souveraineté est discutée par deux ou plusieurs Etats, qu'ils soient ou non Parties à la Convention, ne peut être interprétée comme une déclaration, un renoncement ou l'abandon de la position que chacun de ces Etats a soutenue jusqu'alors.»

M. Giuliano (Italie) déclare que sa délégation est opposée à la seconde phrase du premier alinéa de l'article 32 et s'abstient sur le second alinéa.

Mme Collaço (Portugal) déclare que sa délégation est opposée à la seconde phrase de l'article 20 alinéa 2. Elle déclare en outre qu'elle ne peut accepter les alinéas 3 et 4 de l'article 43.

Ces dispositions conduisent à soumettre à un même régime, d'une part, le cas d'adhésion d'un Etat tiers à la Convention prévu à l'article 43, et, d'autre part, le cas de l'extension de la Convention aux territoires représentés sur le plan international par un Etat qui est partie contractante.

Elle estime que ces deux cas ne peuvent être mis sur le même plan ni du point de vue du droit international, ni du point de vue du droit constitutionnel de l'Etat qui serait amené à exercer la faculté prévue à l'alinéa premier de l'article 43.

La Déléguée du Portugal souligne qu'en ce qui concerne l'adhésion, la solution retenue à l'article 42 représente une évolution du système accepté jusqu'à présent dans les Conventions de La Haye, système qui tend à faciliter l'accès de nouveaux Etats à ces Conventions, dans la mesure où l'on a remplacé le système de la nécessité de l'acceptation de l'adhésion pour les Etats contractants, par un système qui prévoit une simple possibilité d'objection de la part de ces Etats.

La délégation portugaise a donné son accord à la nouvelle solution élaborée en ce qui concerne l'adhésion. Par contre, en ce qui concerne l'extension d'une Convention aux territoires représentés sur le plan international par une partie contractante, le système suivi jusqu'à présent dans les Conventions de La Haye à une seule exception près consistait à permettre cette extension sur la seule base d'une déclaration de la partie contractante en question.

Ce système était suivi aussi bien dans les Conventions dites «ouvertes», que dans les Conventions fondées sur la réciprocité (par exemple, Convention sur l'exécution, article 30, Convention sur l'obtention des preuves, article 40).

La Déléguée portugaise estime que ce changement des principes suivis à la Conférence de La Haye est regrettable et qu'elle ne pourra pas l'accepter. Elle propose de changer ce système en admettant que l'objection d'une Partie limite l'efficacité de la déclaration.

Mr Aranne (Israel) asked whether in paragraph 3 of article 36 'relevant to legal rules and principles' included rules of the conflict of laws.

Mr Lipstein (United Kingdom) said that the meaning was 'substantive law', not 'rules of private international

law'. What was meant was overriding material federal or dominion law.

Mr Kopáč (Czechoslovakia) stated that in the view of his country any State not represented should be allowed to accede. He did not wish to insist on voting but asked that his objection be noted.

A la fin de cette séance plénière, le **Président** met au vote l'ensemble de la Convention qui vient d'être passée en revue.

Vote

Cette Convention est adoptée par 23 voix contre une, avec une abstention.

Ont voté pour: Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

A voté contre: Brésil.

S'est abstenue: Argentine.

La séance est levée à 17 h.¹

¹ Voir la suite de ce Procès-verbal relatif à la Convention sur la loi applicable à la responsabilité du fait des produits et à la Convention concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires aux tomes III et IV des *Actes et documents de la Douzième session* (1972).

Extrait de l'Acte final de la Douzième session¹

Extract from the Final Act of the Twelfth Session¹

Convention sur l'administration internationale des successions

Les Etats signataires de la présente Convention, Désirant établir des dispositions communes en vue de faciliter l'administration internationale des successions, Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

CHAPITRE I – CERTIFICAT INTERNATIONAL

Article premier

Les Etats contractants instituent un certificat international désignant la ou les personnes habilitées à administrer la succession mobilière, et indiquant ses ou leurs pouvoirs.

¹ Texte complet de l'Acte final, voir *Actes et documents de la Douzième session (1972)*, tome I *supra* p. 24.

Convention Concerning the International Administration of the Estates of Deceased Persons

The States signatory to this Convention, Desiring to facilitate the international administration of the estates of deceased persons, Have resolved to conclude a Convention to this effect and have agreed upon the following provisions –

CHAPTER I – THE INTERNATIONAL CERTIFICATE

Article 1

The Contracting States shall establish an international certificate designating the person or persons entitled to administer the movable estate of a deceased person and indicating his or their powers.

¹ For the complete text of the Final Act, see *Actes et documents de la Douzième session (1972)*, tome I *supra* p. 24.

Ce certificat, établi dans l'Etat contractant désigné à l'article 2, et selon le modèle annexé à la présente Convention, sera reconnu dans les Etats contractants.

Tout Etat contractant aura la faculté de subordonner cette reconnaissance à la procédure ou à la publicité prévue à l'article 10.

CHAPITRE II – ÉTABLISSEMENT DU CERTIFICAT

Article 2

Le certificat est établi par l'autorité compétente dans l'Etat de la résidence habituelle du défunt.

Article 3

Pour désigner le titulaire du certificat et indiquer ses pouvoirs, l'autorité compétente applique sa loi interne, sauf dans les cas suivants, où elle appliquera la loi interne de l'Etat dont le défunt était ressortissant:

1 lorsque tant l'Etat de la résidence habituelle que celui dont le défunt était ressortissant ont fait la déclaration prévue à l'article 31;

2 lorsque l'Etat dont le défunt était ressortissant, mais non celui de la résidence habituelle, a fait la déclaration prévue à l'article 31 et que le défunt n'avait pas habité depuis au moins 5 ans avant son décès dans l'Etat de l'autorité émettrice du certificat.

Article 4

Tout Etat contractant a la faculté de déclarer que, pour désigner le titulaire du certificat et indiquer ses pouvoirs, il appliquera, par dérogation à l'article 3, sa loi interne ou celle de l'Etat dont le défunt était ressortissant selon le choix fait par ce dernier.

Article 5

Avant l'émission du certificat, l'autorité compétente peut, au cas où elle applique la loi interne de l'Etat dont le défunt était ressortissant, demander à une autorité de cet Etat, désignée à cet effet, si les mentions du certificat sont conformes à ladite loi et fixer, si elle l'estime opportun, un délai pour la réponse. Faute de réponse dans ce délai, elle établit le certificat selon sa propre appréciation du contenu de la loi applicable.

Article 6

Chaque Etat contractant désigne l'autorité judiciaire ou administrative compétente pour établir le certificat.

Tout Etat contractant a la faculté de déclarer que le certificat, dressé sur son territoire, sera considéré comme «établi par l'autorité compétente» s'il est établi par une des personnes appartenant à une catégorie professionnelle désignée par cet Etat, et s'il est confirmé par l'autorité compétente.

Article 7

L'autorité émettrice, après avoir pris les mesures de publicité propres à informer les intéressés, notamment le conjoint survivant, et avoir procédé, au besoin, à des recherches, délivre sans retard le certificat.

Article 8

L'autorité compétente informe, sur sa demande, toute personne ou autorité intéressée de l'émission du certificat et de son contenu et, le cas échéant, de son annulation, de sa modification ou de la suspension de ses effets.

This certificate, drawn up in the Contracting State designated in Article 2 in accordance with the model annexed to this Convention, shall be recognised in the Contracting States.

A Contracting State may subject this recognition to the procedure or to the publicity provided for in Article 10.

CHAPTER II – THE DRAWING UP OF THE CERTIFICATE

Article 2

The certificate shall be drawn up by the competent authority in the State of the habitual residence of the deceased.

Article 3

For the purpose of designating the holder of the certificate and indicating his powers, the competent authority shall apply its internal law except in the following cases, in which it shall apply the internal law of the State of which the deceased was a national –

1 if both the State of his habitual residence and the State of his nationality have made the declaration provided for in Article 31;

2 if the State of which he was a national but not the State of his habitual residence has made the declaration provided for in Article 31, and if the deceased had lived in the State of the issuing authority for less than 5 years immediately prior to his death.

Article 4

A Contracting State may declare that in designating the holder of the certificate and in indicating his powers it will, notwithstanding Article 3, apply its internal law or that of the State of which the deceased was a national in accordance with the choice made by him.

Article 5

Before issuing the certificate, the competent authority, when applying the internal law of the State of which the deceased was a national, may enquire of an authority of that State, which has been designated for that purpose, whether the contents of the certificate accord with that law and, in its discretion, fix a time-limit for the submission of a reply. If no reply is received within this period it shall draw up the certificate in accordance with its own understanding of the applicable law.

Article 6

Each Contracting State shall designate the competent judicial or administrative authority to draw up the certificate.

A Contracting State may declare that a certificate drawn up within its territory shall be deemed to be 'drawn up by the competent authority' if it is drawn up by a member of a professional body which has been designated by that State, and if it is confirmed by the competent authority.

Article 7

The issuing authority shall, after measures of publicity have been taken to inform those interested, in particular the surviving spouse, and after investigations, if any are necessary, have been made, issue the certificate without delay.

Article 8

The competent authority shall, on request, inform any interested person or authority that a certificate has been issued and of its contents, and of any annulment or modification of the certificate or of any suspension of its effects.

L'annulation du certificat, sa modification ou la suspension de ses effets par l'autorité émettrice doit être portée à la connaissance de toute personne ou autorité qui aura été précédemment informée par écrit de son émission.

CHAPITRE III – RECONNAISSANCE DU CERTIFICAT - MESURES CONSERVATOIRES OU URGENTES

Article 9

Sous réserve des dispositions de l'article 10, seule la présentation du certificat peut être exigée, dans les Etats contractants autres que celui où il a été émis, pour attester la désignation et les pouvoirs de la ou des personnes habilitées à administrer la succession. Aucune légalisation ni formalité analogue ne peut être exigée.

Article 10

Tout Etat contractant a la faculté de subordonner la reconnaissance du certificat, soit à la décision d'une autorité statuant à la suite d'une procédure rapide, soit seulement à une publicité.

Cette procédure pourra comporter des oppositions et recours, pour autant qu'ils soient fondés sur les articles 13, 14 15, 16 et 17.

Article 11

Lorsque la procédure ou la publicité prévue à l'article 10 est requise, le titulaire du certificat peut, dès la date de l'entrée en vigueur de celui-ci, et le cas échéant pendant toute la procédure de reconnaissance, prendre ou solliciter, sur simple présentation, dans les limites du certificat, toutes mesures conservatoires ou urgentes, jusqu'à décision contraire.

Les dispositions de la loi de l'Etat requis relatives à une reconnaissance intérimaire pourront être appliquées, pourvu que cette reconnaissance fasse l'objet d'une procédure d'urgence.

Toutefois, le titulaire du certificat ne pourra plus prendre ou solliciter les mesures visées à l'alinéa premier après le soixantième jour qui suit la date de l'entrée en vigueur du certificat, s'il n'a pas entamé la procédure de reconnaissance ou accompli les diligences nécessaires à la publicité prévue.

Article 12

La validité des mesures conservatoires ou urgentes qui ont été prises en vertu de l'article 11 n'est pas affectée par l'expiration du délai prévu à cet article, ni par une décision de refus de reconnaissance.

Tout intéressé peut néanmoins demander la mainlevée ou la confirmation de ces mesures, conformément à la loi de l'Etat requis.

Article 13

La reconnaissance peut être refusée dans les cas suivants:

1 s'il apparaît que le certificat n'est pas authentique ou n'est pas conforme au modèle annexé à la présente Convention;

2 s'il ne ressort pas des mentions du certificat qu'il émane d'une autorité internationalement compétente au sens de la présente Convention.

Article 14

La reconnaissance du certificat peut en outre être refusée si, du point de vue de l'Etat requis:

1 le défunt avait sa résidence habituelle dans cet Etat; ou bien

The annulment or modification of the certificate or the suspension of its effects by the issuing authority shall be brought to the attention of any person or authority that has been notified in writing that the certificate had been issued.

CHAPTER III – RECOGNITION OF THE CERTIFICATE - PROTECTIVE OR URGENT MEASURES

Article 9

Subject to the provisions of Article 10, in order to attest the designation and powers of the person or persons entitled to administer the estate, the production only of the certificate may be required in the Contracting States other than that in which it was issued. No legalisation or like formality may be required.

Article 10

A Contracting State may make the recognition of the certificate depend either upon a decision of an authority following an expeditious procedure, or upon simple publicity.

This procedure may comprise 'opposition' and appeal, insofar as either is founded on Articles 13, 14, 15, 16 and 17.

Article 11

If the procedure or the publicity envisaged in Article 10 is required, the holder of the certificate may, on mere production, take or seek any protective or urgent measures within the limits of the certificate, as from the date of its entry into force and throughout the duration of the procedure of recognition, if any, until a decision to the contrary is made.

A requested State may require that interim recognition is to be subject to the provisions of its internal law for such recognition, provided that the recognition is the subject of an expeditious procedure.

However, the holder may not take or seek the measures mentioned in paragraph 1 after the sixtieth day following the date of entry into force of the certificate, if by then he has not initiated the procedure for recognition or taken the necessary measures of publicity.

Article 12

The validity of any protective or urgent measures taken under Article 11 shall not be affected by the expiry of the period of time specified in that Article, or by a decision refusing recognition.

However, any interested person may request the setting aside or confirmation of these measures in accordance with the law of the requested State.

Article 13

Recognition may be refused in the following cases –

1 if the certificate is not authentic, or not in accordance with the model annexed to this Convention;

2 if it does not appear from the contents of the certificate that it was drawn up by an authority having jurisdiction within the meaning of this Convention.

Article 14

Recognition of the certificate may also be refused if, in the view of the requested State –

1 the deceased had his habitual residence in that State; or

2 si le défunt avait la nationalité de cet Etat et qu'il résulte de cette circonstance que, selon les articles 3 et 4, la loi interne de l'Etat requis aurait dû être appliquée pour la désignation du titulaire du certificat et l'indication de ses pouvoirs. Toutefois, dans ce cas, la reconnaissance ne peut être refusée si les mentions du certificat ne sont pas en opposition avec la loi interne de l'Etat requis.

Article 15

La reconnaissance peut également être refusée lorsque le certificat est incompatible avec une décision sur le fond rendue ou reconnue dans l'Etat requis.

Article 16

Au cas où un certificat mentionné à l'article premier lui serait présenté, alors qu'un autre certificat mentionné au même article aurait déjà été antérieurement reconnu dans l'Etat requis, l'autorité requise peut, si les deux certificats sont incompatibles, soit rétracter la reconnaissance du premier et reconnaître le second, soit refuser la reconnaissance du second.

Article 17

La reconnaissance du certificat peut enfin être refusée si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'Etat requis.

Article 18

Le refus de reconnaissance peut être limité à certains des pouvoirs indiqués dans le certificat.

Article 19

La reconnaissance ne peut être refusée ni partiellement, ni totalement, pour aucun motif autre que ceux énumérés aux articles 13, 14, 15, 16 et 17. Il en va de même en cas de rétractation ou d'infirmité de la reconnaissance.

Article 20

L'existence d'une administration locale antérieure dans l'Etat requis ne dispense pas l'autorité de ce dernier de l'obligation de reconnaître le certificat, conformément à la présente Convention.

Dans ce cas titulaire du certificat est seul investi des pouvoirs indiqués dans ce document; pour les pouvoirs qui n'y sont pas indiqués, l'Etat requis peut maintenir l'administration locale.

CHAPITRE IV – UTILISATION ET EFFETS DU CERTIFICAT

Article 21

L'Etat requis a la faculté de subordonner l'exercice des pouvoirs du titulaire du certificat au respect des règles relatives à la surveillance et au contrôle des administrations locales.

En outre, il a la faculté de subordonner l'appréhension des biens situés sur son territoire au paiement des dettes.

L'application du présent article ne peut mettre en cause la désignation et l'étendue des pouvoirs du titulaire du certificat.

Article 22

Toute personne qui paie ou remet des biens au titulaire d'un certificat dressé, et s'il y a lieu reconnu, conformément à la présente Convention, sera libérée, sauf s'il est établi qu'elle était de mauvaise foi.

2 the deceased had the nationality of that State, and for that reason, according to Articles 3 and 4, the internal law of the requested State should have been applied with respect to the designation of the holder of the certificate and to the indication of his powers. However, in this case recognition shall not be refused unless the contents of the certificate are contrary to the internal law of the requested State.

Article 15

Recognition may also be refused if the certificate is incompatible with a decision on the merits, rendered or recognised in the requested State.

Article 16

Where a certificate mentioned in Article 1 is presented for recognition, and another certificate mentioned in the same Article which is incompatible with it has previously been recognised in the requested State, the requested authority may either withdraw the recognition of the first certificate and recognise the second, or refuse to recognise the second.

Article 17

Finally, recognition of the certificate may be refused if such recognition is manifestly incompatible with the public policy ('ordre public') of the requested State.

Article 18

Refusal of recognition may be restricted to certain of the powers indicated in the certificate.

Article 19

Recognition may not be refused partially or totally on any grounds other than those set out in Articles 13, 14, 15, 16 and 17. The same shall also apply to the withdrawal or reversal of the recognition.

Article 20

The existence of a prior local administration in the requested State shall not relieve the authority of that State of the obligation to recognise the certificate in accordance with this Convention.

In such a case the powers indicated in the certificate shall be vested in the holder alone. The requested State may maintain the local administration in respect of powers which are not indicated in the certificate.

CHAPTER IV – USE OF THE CERTIFICATE AND ITS EFFECTS

Article 21

The requested State may subject the holder of the certificate in the exercise of his powers to the same local supervision and control applicable to estate representatives in that State.

In addition the requested State may subject the taking of possession of the assets situate in its territory to the payment of debts.

The application of this Article shall not affect the designation and the extent of the powers of the holder of the certificate.

Article 22

Any person who pays, or delivers property to, the holder of the certificate drawn up, and, where necessary, recognised, in accordance with his Convention shall be discharged, unless it is proved that the person acted in bad faith.

Article 23

Toute personne ayant acquis des biens successoraux du titulaire d'un certificat dressé, et s'il y a lieu reconnu, conformément à la présente Convention, est considérée, sauf s'il est établi qu'elle était de mauvaise foi, les avoir acquis d'une personne ayant pouvoir d'en disposer.

CHAPITRE V – ANNULATION - MODIFICATION - SUSPENSION DU CERTIFICAT

Article 24

Lorsque, au cours d'une procédure de reconnaissance, la désignation ou les pouvoirs du titulaire du certificat sont mis en cause pour un motif de fond, les autorités de l'Etat requis peuvent suspendre les effets provisoires du certificat et surseoir à statuer, en fixant le cas échéant un délai pour l'introduction de l'action au fond devant le tribunal compétent.

Article 25

Lorsque la désignation ou les pouvoirs du titulaire du certificat sont mis en cause dans une contestation au fond devant les tribunaux de l'Etat où le certificat a été émis, les autorités de tout autre Etat contractant peuvent suspendre les effets du certificat jusqu'à la fin du litige.

Lorsque la contestation au fond a été portée devant les tribunaux de l'Etat requis ou d'un autre Etat contractant, les autorités de l'Etat requis peuvent de même suspendre les effets du certificat jusqu'à la fin du litige.

Article 26

Si un certificat est annulé ou si ses effets sont suspendus dans l'Etat où il a été établi, les autorités de tout Etat contractant doivent donner effet à cette annulation ou à cette suspension sur le territoire de cet Etat, à la demande de tout intéressé ou si elles en ont été informées conformément à l'article 8.

Si une des mentions du certificat est modifiée dans l'Etat de l'autorité émettrice, cette autorité doit annuler le certificat et en établir un nouveau.

Article 27

L'annulation d'un certificat, sa modification ou la suspension de ses effets selon les articles 24, 25 et 26 ne met pas en cause les actes accomplis par son titulaire sur le territoire d'un Etat contractant avant la décision de l'autorité de cet Etat donnant effet à l'annulation, à la modification ou à la suspension.

Article 28

La validité des actes juridiques passés avec le titulaire du certificat ne peut être mise en cause pour la seule raison que le certificat a été annulé ou modifié ou que ses effets ont cessé ou ont été suspendus, sauf si la mauvaise foi de l'autre partie est établie.

Article 29

Les conséquences de la rétractation ou de l'infirmité de la reconnaissance sont les mêmes que celles qui ont été prévues aux articles 27 et 28.

CHAPITRE VI – IMMEUBLES

Article 30

Si la loi en conformité de laquelle le certificat a été établi accorde à son titulaire des pouvoirs sur les im-

Article 23

Any person who has acquired assets of the estate from the holder of a certificate drawn up, and where necessary, recognised, in accordance with his Convention shall, unless it is proved that he acted in bad faith, be deemed to have acquired them from a person having power to dispose of them.

CHAPTER V – ANNULMENT - MODIFICATION - SUSPENSION OF THE CERTIFICATE

Article 24

If, in the course of a procedure of recognition, the designation or powers of the holder of a certificate are challenged on the merits, the authorities of the requested State may suspend the provisional effects of the certificate, stay judgment and, if the case so requires, settle a period of time within which an action on the merits must be instituted in the court having jurisdiction.

Article 25

If the designation or powers of the holder of a certificate are put in issue in a dispute on the merits before the courts of the State in which the certificate was issued, the authorities of any other Contracting State may suspend the effects of the certificate until the end of the litigation.

If a dispute on the merits is brought before the courts of the requested State or of another Contracting State, the authorities of the requested State may likewise suspend the effects of the certificate until the end of the litigation.

Article 26

If the certificate is annulled or if its effects are suspended in the State in which it was drawn up, the authorities of every Contracting State shall give effect within its territory to such annulment or suspension, at the request of any interested person or if they are informed of such annulment of suspension in accordance with Article 8.

If any provisions of the certificate are modified in the State of the issuing authority, that authority shall annul the existing certificate and issue a new certificate as modified.

Article 27

Annulment or modification of the certificate or suspension of its effects according to Articles 24, 25 and 26 shall not affect acts carried out by its holder within the territory of a Contracting State prior to the decision of the authority of that State giving effect to the annulment, modification or suspension.

Article 28

The validity of dealings by a person with the holder of the certificate shall not be challenged merely because the certificate has been annulled or modified, or its effects have been suspended, unless it is proved that the person acted in bad faith.

Article 29

The consequences of the withdrawal or reversal of recognition shall be the same as those set out in Articles 27 and 28.

CHAPTER VI – IMMOVABLES

Article 30

If the law in accordance with which the certificate was drawn up gives the holder powers over immovables

meubles situés à l'étranger, l'autorité émettrice indiquera l'existence de ces pouvoirs dans le certificat. Les autres Etats contractants auront la faculté de reconnaître ces pouvoirs en tout ou en partie. Les Etats contractants qui auront fait usage de la faculté prévue à l'alinéa précédent indiqueront dans quelle mesure ils reconnaîtront de tels pouvoirs.

CHAPITRE VII – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 31

Aux fins et sous les conditions de l'article 3, tout Etat contractant a la faculté de déclarer que sa loi interne doit être appliquée, si le défunt est un de ses ressortissants, pour désigner le titulaire du certificat et indiquer ses pouvoirs.

Article 32

Au sens de la présente Convention, on entend par «résidence habituelle» ou «nationalité» du défunt celle qu'il avait au moment du décès.

Article 33

Les mentions imprimées dans la formule modèle du certificat annexée à la présente Convention peuvent être rédigées dans la langue ou l'une des langues officielles de l'autorité émettrice. Elles doivent en outre être rédigées soit en langue française, soit en langue anglaise.

Les blancs correspondant à ces mentions sont remplis soit dans la langue ou l'une des langues officielles de l'autorité émettrice, soit en langue française, soit en langue anglaise.

Le titulaire du certificat qui invoque la reconnaissance doit produire, sauf dispense de l'autorité requise, la traduction des mentions non imprimées figurant dans le certificat.

Article 34

A l'égard d'un Etat contractant qui connaît en matière d'administration des successions deux ou plusieurs systèmes de droit applicables à des catégories différentes de personnes, toute référence à la loi de cet Etat, sera interprétée comme visant le système de droit désigné par le droit de celui-ci.

Article 35

Tout Etat contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent en ce qui concerne l'administration des successions, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à toutes ces unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

Ces déclarations indiqueront expressément l'unité territoriale à laquelle la Convention s'applique.

Les autres Etats contractants pourront refuser de reconnaître un certificat si, à la date où la reconnaissance est invoquée, la Convention n'est pas applicable à l'unité territoriale dans laquelle le certificat a été émis.

Article 36

Lorsqu'un Etat contractant est composé de deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des lois différentes sont en vigueur en ce qui concerne l'administration des successions:

1 toute référence aux autorités, à la loi ou à la procédure de l'Etat d'origine du certificat sera interprétée

situate abroad, the issuing authority shall indicate in the certificate the existence of these powers.

Other Contracting States may recognise these powers in whole or in part.

Those Contracting States which have made use of the option provided for in the foregoing paragraph shall indicate to what extent they will recognise such powers.

CHAPTER VII – GENERAL CLAUSES

Article 31

For the purposes of, and subject to, the conditions set out in Article 3, a Contracting State may declare that if the deceased was a national of that State its internal law shall be applied in order to designate the holder of the certificate and to indicate his powers.

Article 32

For the purposes of this Convention, 'habitual residence' and 'nationality' mean respectively the habitual residence and nationality of the deceased at the time of his death.

Article 33

The standard terms in the model certificate annexed to this Convention may be expressed in the official language, or in one of the official languages of the State of the issuing authority, and shall in all cases be expressed either in French or in English.

The corresponding blanks shall be completed either in the official language or in one of the official languages of the State of the issuing authority or in French or in English.

The holder of the certificate seeking recognition shall furnish translations of the information supplied in the certificate, unless the requested authority dispenses with this requirement.

Article 34

In relation to a Contracting State having, in matters of estate administration, two or more legal systems applicable to different categories of persons, any reference to the law of that State shall be construed as referring to the legal system specified by the law of that State, as applicable to the particular category of persons.

Article 35

If a Contracting State has two or more territorial units in which different systems of law apply in relation to matters of estate administration, it may declare that this Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them, and may modify its declaration by submitting another declaration at any time.

These declarations shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

Other Contracting States may decline to recognise a certificate if, at the date on which recognition is sought, the Convention is not applicable to the territorial unit in which the certificate was issued.

Article 36

In the application of this Convention to a Contracting State having two or more territorial units in which different systems of law apply, in relation to estate administration –

1 any reference to the authority or law or procedure of the State which issues the certificate shall be con-

comme visant l'autorité, la loi ou la procédure de l'unité territoriale dans laquelle le défunt avait sa résidence habituelle;

2 toute référence aux autorités, à la loi ou à la procédure de l'Etat requis sera interprétée comme visant les autorités, la loi ou la procédure de l'unité territoriale dans laquelle le certificat est produit;

3 toute référence faite en vertu des chiffres 1 et 2 du présent article à la loi ou à la procédure de l'Etat d'origine du certificat ou de l'Etat requis sera interprétée comme comprenant les règles et principes en vigueur dans cet Etat et qui sont applicables dans l'unité territoriale considérée;

4 toute référence à la loi nationale du défunt sera interprétée comme visant la loi déterminée par les règles en vigueur dans l'Etat dont le défunt était ressortissant ou, à défaut de telles règles, la loi de l'unité territoriale avec laquelle le défunt avait les liens les plus étroits.

Article 37

Chaque Etat contractant notifiera au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion:

1 la désignation des autorités prévues aux articles 5 et 6, alinéa 1;

2 l'indication des modalités selon lesquelles les informations prévues à l'article 8 peuvent être obtenues;

3 s'il a choisi ou non de subordonner la reconnaissance à une procédure ou à une publicité et, au cas où une procédure existe, la désignation de l'autorité devant laquelle elle doit être portée.

Chaque Etat contractant mentionné à l'article 35 notifiera au même moment au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas les indications prévues à l'alinéa 2 dudit article.

Chaque Etat contractant notifiera par la suite, de la même manière, toute modification des désignations et indications mentionnées ci-dessus.

Article 38

Chaque Etat contractant qui désire faire usage d'une ou plusieurs des facultés prévues aux articles 4, 6 alinéa 2, 30 alinéas 2 et 3 et 31, le notifiera au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas soit au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, soit ultérieurement.

La désignation prévue à l'article 6, alinéa 2, et l'indication prévue à l'article 30, alinéa 3, seront faites dans la notification.

Chaque Etat contractant notifiera par la suite, de la même manière, toute modification aux déclarations, désignations et indications mentionnées ci-dessus.

Article 39

Les dispositions de la présente Convention prévalent sur celles de toutes Conventions bilatérales auxquelles les Etats contractants sont ou seront Parties et qui contiennent des dispositions relatives aux mêmes matières, à moins qu'il n'en soit autrement convenu entre les Parties à de telles Conventions.

La présente Convention ne porte pas atteinte à l'application d'autres Conventions multilatérales auxquelles un ou plusieurs Etats contractants sont ou seront Parties et qui contiennent des dispositions relatives aux mêmes matières.

strued as referring to the authority or law or procedure of the territorial unit in which the deceased had his habitual residence;

2 any reference to the authority or law or procedure of the requested State shall be construed as referring to the authority or law or procedure of the territorial unit in which the certificate is sought to be used;

3 any reference made in the application of sub-paragraph 1 or 2 to the law or procedure of the State which issues the certificate or of the requested State shall be construed as including any relevant legal rules and principles of the Contracting State which apply to the territorial units comprising it;

4 any reference to the national law of the deceased shall be construed as referring to the law determined by the rules in force in the State of which the deceased was a national, or, if there is no such rule, to the law of the territorial unit with which the deceased was most closely connected.

Article 37

Each Contracting State shall, at the time of the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession notify the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands of the following -

1 the designation of the authorities, pursuant to Article 5 and the first paragraph of Article 6;

2 the way in which the information provided for under Article 8 may be obtained;

3 whether or not it has chosen to subject the recognition to a procedure or to publicity, and, if a procedure exists, the designation of the authority before which the proceedings are to be brought.

Each Contracting State mentioned in Article 35 shall at the same time, notify the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands of the information provided for in paragraph 2 of that Article.

Subsequently, each Contracting State shall likewise notify the Ministry of any modification of the designations and information mentioned above.

Article 38

A Contracting State desiring to exercise one or more of the options envisaged in Article 4, the second paragraph of Article 6, the second and third paragraphs of Article 30 and Article 31, shall notify this to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, either at the time of the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession or subsequently.

The designation envisaged by the second paragraph of Article 6, or the indication envisaged by the third paragraph of Article 30, shall be made in the notification.

A Contracting State shall likewise notify any modification to a declaration, designation or indication mentioned above.

Article 39

The provisions of this Convention shall prevail over the terms of any bilateral Convention to which Contracting States are or may in the future become Parties and which contains provisions relating to the same subject-matter, unless it is otherwise agreed between the Parties to such Convention.

This Convention shall not affect the operation of other multilateral Conventions to which one or several Contracting States are or may in the future become Parties and which contain provisions relating to the same subject-matter.

Article 40

La présente Convention s'applique même aux successions ouvertes avant son entrée en vigueur.

CHAPITRE VIII – DISPOSITIONS FINALES

Article 41

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Douzième session.

Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 42

Tout Etat qui n'est devenu Membre de la Conférence qu'après la Douzième session, ou qui appartient à l'Organisation des Nations Unies ou à une institution spécialisée de celle-ci, ou est Partie au Statut de la Cour internationale de Justice, pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 44.

L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les douze mois après la réception de la notification prévue au chiffre 3 de l'article 46. Une telle objection pourra également être élevée par tout Etat membre au moment d'une ratification, acceptation ou approbation de la Convention, ultérieure à l'adhésion. Ces objections seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 43

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'extension aura effet dans les rapports entre les Etats qui, douze mois après la réception de la notification prévue à l'article 46, chiffre 4, n'auront pas élevé d'objection à son encontre, et le territoire ou les territoires dont les relations internationales sont assurées par l'Etat en question, et pour lequel ou lesquels la notification aura été faite.

Une telle objection pourra également être élevée par tout Etat membre au moment d'une ratification, acceptation ou approbation ultérieure à l'extension.

Ces objections seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 44

La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois du calendrier suivant le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation prévu par l'article 41, alinéa 2.

Ensuite, la Convention entrera en vigueur:

– pour chaque Etat signataire ratifiant, acceptant ou approuvant postérieurement, le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation;

Article 40

This Convention shall apply even if the deceased died before its entry into force.

CHAPTER VIII – FINAL CLAUSES

Article 41

This Convention shall be open for signature by the States which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Twelfth Session.

It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 42

Any State which has become a Member of the Hague Conference on Private International Law after the date of its Twelfth Session, or which is a Member of the United Nations or of a specialised agency of that Organisation, or a Party to the Statute of the International Court of Justice may accede to this Convention after it has entered into force in accordance with Article 44. The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Such accession shall have effect only as regards the relations between the acceding State and those Contracting States which have not raised an objection to its accession in the twelve months after the receipt of the notification referred to in sub-paragraph 3 of Article 46. The objection may also be raised by Member States at the time when they ratify, accept or approve the Convention after an accession. Any such objection shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 43

Any State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, declare that this Convention shall extend to all the territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect on the date of entry into force of the Convention for the State concerned.

At any time thereafter, such extensions shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

The extension shall have effect as regards the relations between the Contracting States which have not raised an objection to the extension in the twelve months after the receipt of the notification referred to in Article 46, sub-paragraph 4, and the territory or territories for the international relations of which the State in question is responsible and in respect of which the notification was made.

Such an objection may also be raised by Member States when they ratify, accept or approve the Convention after an extension.

Any such objection shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 44

This Convention shall enter into force on the first day of the third calendar month after the deposit of the third instrument of ratification, acceptance or approval referred to in the second paragraph of Article 41.

Thereafter the Convention shall enter into force

– for each State ratifying, accepting or approving it subsequently, on the first day of the third calendar month after the deposit of its instrument of ratification, acceptance or approval;

– pour tout Etat adhérent, le premier jour du troisième mois du calendrier après l'expiration du délai visé à l'article 42;

– pour les territoires auxquels la Convention a été étendue conformément à l'article 43, le premier jour du troisième mois du calendrier qui suit l'expiration du délai visé audit article.

Article 45

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 44, alinéa premier, même pour les Etats qui postérieurement l'auront ratifiée, acceptée, approuvée ou y auront adhéré.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas. Elle pourra se limiter à certains territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 46

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats membres de la Conférence, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 42:

- 1 les signatures, ratifications, acceptations, et approbations visées à l'article 41;
- 2 la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 44;
- 3 les adhésions visées à l'article 42 et la date à laquelle elles auront effet;
- 4 les extensions visées à l'article 43 et la date à laquelle elles auront effet;
- 5 les objections aux adhésions et aux extensions visées aux articles 42 et 43;
- 6 les désignations, indications et déclarations mentionnées aux articles 37 et 38;
- 7 les dénonciations visées à l'article 45.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 19..¹, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Douzième session.

– for each acceding State, on the first day of the third calendar month after the expiry of the period referred to in Article 42;

– for a territory to which the Convention has been extended in conformity with Article 43, on the first day of the third calendar month after the expiry of the period referred to in that Article.

Article 45

This Convention shall remain in force for five years from the date of its entry into force in accordance with the first paragraph of Article 44, even for States which have ratified, accepted, approved or acceded to it subsequently.

If there has been no denunciation, it shall be renewed tacitly every five years.

Any denunciation shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, at least six months before the expiry of the five year period. It may be limited to certain of the territories to which the Convention applies.

The denunciation shall have effect only as regards the State which has notified it. The Convention shall remain in force for the other Contracting States.

Article 46

The Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands shall notify the States Members of the Conference, and the States which have acceded in accordance with Article 42 of the following –

- 1 the signatures and ratifications, acceptances and approvals referred to in Article 41;
- 2 the date on which this Convention enters into force in accordance with Article 44;
- 3 the accessions referred to in Article 42 and the dates on which they take effect;
- 4 the extensions referred to in Article 43 and the dates on which they take effect;
- 5 the objections raised to accessions and extensions referred to in Articles 42 and 43;
- 6 the designations, indications and declarations referred to in Articles 37 and 38;
- 7 the denunciations referred to in Article 45.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at The Hague, on the day of¹, 19 .., in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through the diplomatic channel, to each of the States Members of the Hague Conference on Private International Law at the date of its Twelfth Session.

¹ La Convention a été signée le 2 octobre 1973 et porte cette date.

¹ The Convention was signed on the 2nd of October 1973 and thus bears that date.

Certificat international

(Convention de La Haye du . . . sur l'administration internationale des successions)

A Autorité émettrice

1 Pays:

2 – Le (nom et adresse de l'autorité) certifie que:

ou

– (nom et adresse et qualité de la personne) désignée conformément à l'article 6, alinéa 2, et dont le certificat est confirmé sous lettre I, *b*, ci-dessous, certifie que:

B Renseignements concernant le défunt

3 par suite du décès de . . .¹ de sexe . . . (célibataire/marié/veuf/divorcé), date et lieu de naissance . . . survenu le . . . à . . .

4 dont la dernière adresse connue était . . .

5 de nationalité . . .²

6 dont la dernière résidence habituelle était située . . . (Etat, ville, rue . . .)

7 dont un testament a été présenté (ou non) à l'autorité

8 et dont un contrat de mariage en date du . . . a été présenté (ou non) à l'autorité

C Titulaire du certificat

9 nom . . . adresse . . . (de la personne ou de l'organisme)

10 est (sont) habilité(es) en vertu de la loi . . . à accomplir tous actes sur tous les biens corporels ou incorporels de la succession mobilière et à agir dans l'intérêt ou pour le compte de celle-ci³,

ou

est (sont) habilité(es) en vertu de la loi . . . à accomplir tous actes sur tous les biens corporels ou incorporels de la succession mobilière et à agir dans l'intérêt ou pour le compte de celle-ci³,

à l'exception des actes suivants: . . .

a sur tous les biens: . . .

b sur tel bien ou telle catégorie de biens: . . .

ou

est (sont) habilité(es) en vertu de la loi . . . à accomplir les actes indiqués dans la liste annexée³.

D Pouvoirs sur les immeubles (le cas échéant)⁴:**E Faculté de se faire représenter:**

oui/non

F Autres observations:**G Date limite des pouvoirs (le cas échéant):**

¹ Pour les personnes mariées, indiquer éventuellement, selon l'usage, le nom de jeune fille ou de l'autre époux.

² Si l'autorité émettrice sait que le défunt avait plusieurs nationalités, elle a la faculté de les indiquer.

³ L'autorité émettrice a la faculté d'indiquer en quelle qualité le bénéficiaire peut agir (par ex. héritier, exécuteur testamentaire, administrateur).

⁴ Voir article 30 de la Convention.

International Certificate

(Hague Convention of . . . Concerning the International Administration of the Estates of Deceased Persons)

A Issuing Authority

1 Country:

2 – The (name and address of the authority) certifies that:

or

– (name, address and capacity of the person) designated according to Article 6, paragraph 2 and whose certificate is confirmed in accordance with I *b* below, certifies that:

B Information concerning the deceased

3 following the death on . . . at . . . of . . .¹ (marital status, sex of deceased, date and place of birth)

4 whose last known address was . . .

5 of . . . nationality²

6 whose last habitual residence was in (State, town, street)

7 whose will has/has not been produced to the authority

8 and whose marriage contract dated . . . has/has not been presented

C Holder of the certificate

9 name . . . address . . . (of the person or body)

10 is/are entitled under . . . law to effect all acts in respect of all corporeal or incorporeal movables in the estate and to act in the interest or on behalf of such movable estate³,

or

is/are entitled under . . . law to effect all acts in respect of all corporeal or incorporeal movables in the estate, and to act in the interest or on behalf of such movable estate³,

with the exception of: . . .

a in respect of all assets: . . .

b in respect of any particular asset or category of assets: . . .

or

is/are entitled under . . . law to effect the acts indicated in the annexed schedule³.

D Powers, if any, over immovables⁴:**E Power to appoint an agent:**

Yes/No

F Other remarks:**G Date, if any, of expiry of the powers:**

¹ For married persons, indicate, according to custom, maiden name or name of spouse.

² If the issuing authority knows that the deceased had more than one nationality, it may indicate them.

³ The issuing authority may indicate the capacity in which the holder of this certificate may act (e.g. executor, administrator, heir).

⁴ See Article 30 of the Convention.

H *Date d'entrée en vigueur du certificat (le cas échéant):*

I *Date du certificat et signatures:*

Fait le . . . à . . .

Signature/sceau de l'autorité émettrice:

ou

a signature/sceau de la personne ayant établi le certificat,

et

b signature/sceau de l'autorité confirmant le certificat.

H *Date, if any, of the entry into force of the certificate:*

I *Date of the certificate and signatures:*

Drawn up on the . . . at . . .

Signature/seal of the issuing authority:

or

a Signature/seal of the person drawing up the certificate,

and

b Signature/seal of the confirming authority.

Liste

Actes pouvant être accomplis relativement aux biens corporels ou incorporels de la succession mobilière ou pour le compte de celle-ci	Mettre le mot «non» en face des actes qui ne sont pas autorisés	Individuellement	Collectivement
---	---	------------------	----------------

Obtenir tous renseignements concernant l'actif et le passif de la succession
Prendre connaissance de tous testaments ou autres actes concernant la succession
Prendre toutes mesures conservatoires
Prendre toutes mesures urgentes
Se faire remettre les biens
Recevoir paiement des dettes et délivrer quittance
Exécuter ou dénoncer des contrats
Ouvrir, utiliser, clore un compte en banque
Déposer
Donner ou prendre en location
Prêter
Emprunter
Mettre en gage
Vendre
Continuer un commerce
Exercer les droits d'actionnaire
Donner
Agir en justice
Défendre en justice
Compromettre
Transiger
Payer les dettes
Délivrer les legs
Procéder au partage
Distribuer l'actif

Autres actes¹:

Biens ou catégories de biens sur lesquels des actes ne peuvent être accomplis:

a biens ou catégories de biens:

b actes ne pouvant être accomplis:

Schedule

Acts which may be carried out in respect of the corporeal or incorporeal movables in the estate, and in the interest or on behalf of such estate	Put 'No' against acts which the bearer may not carry out.	Severally	Jointly
--	---	-----------	---------

To obtain all information concerning the assets and debts of the estate
To take cognisance of all wills and other documents relating to the estate
To take any protective measures
To take any urgent measures
To collect the assets
To collect the debts and give a valid receipt
To perform and rescind contracts
To open, operate and close a bank account
To deposit
To let or hire
To lend
To borrow
To charge
To sell
To carry on a business
To exercise the rights of a shareholder
To make a gift
To bring an action
To defend an action
To effect a compromise
To make a settlement
To settle debts
To distribute legacies
To divide the estate
To distribute the residue

Any other acts¹:

Particular assets or categories of assets in respect of which acts cannot be carried out —

a Particular assets or categories of assets:

b Acts which may not be carried out:

¹ Voir notamment l'article 30 de la Convention.

¹ See in particular Article 30 of the Convention.

Rapport

(TRANSLATION OF THE PERMANENT BUREAU)

A Introduction

La Convention sur l'administration internationale des successions a été adoptée en séance plénière, le 21 octobre 1972, par la Douzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé, à l'unanimité des États représentés (sauf le Brésil). Elle est le résultat des travaux de la Deuxième commission de la Conférence, travaux qui ont duré du 2 au 21 octobre 1972, sous la direction du Professeur Berthold Goldman, de l'Université de Paris. Les débats de la Douzième session avaient été précédés par deux sessions de travail d'une Commission spéciale, du 17 au 25 septembre 1970 et du 10 au 23 juin 1971, présidée successivement par le Professeur Murad Ferid, de Munich, puis par le Professeur Berthold Goldman. La Commission spéciale exécutait ainsi le mandat qui lui avait été conféré par la Onzième session de la Conférence (*cf. Acte final de la Onzième session II C litt. b*) laquelle avait inscrit parmi les premiers sujets au programme de ses travaux futurs le droit des successions «et en particulier les problèmes relatifs à l'administration des successions»; ceci en tenant compte d'un Mémoire établi par le Bureau Permanent sur l'«Orientation des études relatives à certains problèmes du droit des successions» (Mémoire établi par G. Droz - *Doc. prélim. de mai 1968*).

En septembre 1969, le Bureau Permanent avait fait paraître, à l'intention des Gouvernements, un «Questionnaire» portant sur la détermination de la loi applicable à la succession, sur l'étendue du champ d'application de cette loi et sur les chefs de compétence internationale en la matière - Questionnaire accompagné d'un Commentaire très fouillé, constituant un vaste panorama comparatif (*Doc. prélim. No 1* établi par G. Droz). Vingt et un Gouvernements avaient répondu à ce Questionnaire (*cf. Doc. prélim. No 2 - Réponses reçues au Questionnaire de septembre 1969*) et ceci d'une manière dans l'ensemble très positive, tant en ce qui concerne l'objet du projet de Convention que la manière de le traiter. Un très large «consensus» s'est ainsi dégagé, dès le début des travaux préparatoires, au sein de la Commission spéciale, notamment sur les limites du travail à accomplir, et un esprit pratique et de compromis a dominé jusqu'à la fin les travaux de la Conférence, permettant l'adoption pratiquement à l'unanimité de toutes les dispositions de la Convention. Ceci explique, notamment, que le projet adopté le 21 octobre 1972 par la Session plénière ne diffère que très peu, dans sa substance sinon dans sa rédaction, de l'avant-projet qui était soumis à la Douzième session par la Commission spéciale.

A Introduction

The Convention concerning the International Administration of the Estates of Deceased Persons was unanimously adopted in plenary session on October 21, 1972 by the Twelfth Session of the Hague Conference on Private International Law by the States represented (with the exception of Brazil). It was the result of the work of the Second Commission of the Conference, work which extended over the period October 2nd to 21st, 1972, under the direction of Professor Berthold Goldman of the University of Paris. The debates of the Twelfth Session were preceded by two working sessions of the Special Commission, from 17th to 25th September 1970 and from 10th to 23rd June 1971, presided over by Professor Murad Ferid from Munich and by Professor Berthold Goldman respectively. The Special Commission thus carried out the mandate with which it had been entrusted by the Eleventh Session of the Conference (*cf. Final Act of the Eleventh Session II C letter b*), which placed with priority on its programme of future work the law of succession 'and in particular the problems relating to the administration of the estates of deceased persons'. In doing so the Conference took notice of a memorandum drawn up by the Permanent Bureau entitled 'a preliminary investigation into some problems arising in the law of succession' (Memorandum by G. Droz - *Prel. Doc. of May 1968*).

In September 1969 the Permanent Bureau addressed to the Governments a 'Questionnaire' relating to the determination of the law applicable to the estates of deceased persons, to the scope of application of this and to the grounds of international jurisdiction in this matter, the questionnaire was accompanied by a very detailed commentary providing an extensive panorama of comparative law (*Prel. Doc. No 1* by G. Droz). Twenty-one Governments replied to this Questionnaire (*cf. Prel. Doc. No 2 - replies received to the Questionnaire of September 1969*) and that in a most positive manner both in relation to the aim of the draft Convention and the way in which it should be dealt with. Thus, a considerable measure of consensus was achieved within the Special Commission, right from the commencement of the 'travaux préparatoires', particularly as regards the limitations of the work to be accomplished; a spirit of practicality and compromise prevailed throughout the work of the Conference and it was this which enabled all the provisions of the Convention to be adopted virtually unanimously. This explains why the draft adopted on October 21, 1972 by the Plenary Session may perhaps differ slightly as to style but follows closely in matters of substance the preliminary draft which was submitted to the Twelfth Session by the Special Commission.

Ce fait a posé du reste au Rapporteur de la Deuxième commission une petite question de technique rédactionnelle, qui a été résolue, d'entente avec le Bureau Permanent, dans le même esprit pratique pour faciliter le travail des utilisateurs: le présent Rapport final reprend intégralement de larges passages du Rapport de la Commission spéciale préparé en juillet 1972 à l'intention de la Douzième session (*Doc. prélim. No 6*).

B Aperçu général

L'objet de la Convention est limité; il s'agit, le préambule l'indique, de «faciliter l'administration internationale des successions» et ceci en favorisant, par des dispositions communes, un règlement unitaire dans toute la mesure du possible.

L'ambition peut sembler modeste, mais il eût été totalement irréaliste, dans l'état actuel des idées et compte tenu des échecs subis dans le passé (*cf.* les tentatives faites par la Conférence de La Haye en 1900, 1904, 1925 et 1928) de tenter de proposer une solution uniforme à la détermination de la loi régissant la succession en général. Nul n'ignore la complexité toute particulière de ce domaine du droit international privé, où la grande diversité des lois internes se complique de la divergence des règles nationales de conflits de lois, divergence aggravée encore par la variété des chefs de compétence judiciaire retenus dans les divers Etats et par la singularité des procédures et des traditions administratives ou notariales. Très vite l'idée s'est donc imposée de rechercher, sur un terrain aussi concret et pratique que possible, un certain nombre de solutions partielles, dans le domaine de l'administration, un peu dans l'esprit de la Convention du 5 octobre 1961 sur la loi applicable à la forme des dispositions testamentaires qui, elle aussi, a cherché à éviter, notamment, la dualité des liquidations successorales et à obtenir le maximum d'unité (*cf.* le Rapport présenté par le Doyen Henri Batiffol, p. 4, II).

La Conférence s'est inspirée avant tout des besoins de la pratique – sur lesquels elle était fort bien renseignée et orientée tant par la documentation recueillie par le Bureau Permanent que par les réponses des Gouvernements et par les conseils des observateurs de l'Union internationale du Notariat latin. Délibérément, elle s'est efforcée de poser des dispositions communes pour les cas les plus fréquents, sans chercher à tout régler, considérant que la Convention atteindrait son but si elle aboutissait à réduire le nombre des cas de conflits et d'administrations concurrentes et à favoriser dans une mesure appréciable une administration internationale unique sous une loi autant que possible unique.

Encore que le projet final soit quelque peu plus élaboré et plus détaillé que l'avant-projet, et contienne une réglementation détaillée sur pas mal de problèmes spécifiques, il évite assez bien, dans l'ensemble, le piège du perfectionnisme et laisse soit à l'interprétation, soit au droit interne des Etats contractants le soin de régler un certain nombre de difficultés, dont les auteurs de la Convention ont été bien conscients mais qu'ils n'ont pas jugé devoir être assez fréquentes pour justifier d'alourdir un texte conventionnel déjà substantiel (de 46 articles plus une Annexe).

Comme la partie visible d'un iceberg, la Convention ne révèle qu'une faible part des questions qui ont été discutées tant par la Session plénière que par les Commissions spéciales qui l'ont précédée. A lire son texte et à considérer l'objectif, limité, qui vient d'être indiqué, on serait tenté de sous-estimer les multiples difficultés qu'il fut nécessaire de surmonter pour parvenir, simplement, à

This fact also posed a small problem of drafting technique for the Reporter to the Second Commission; however, this was resolved by agreement with the Permanent Bureau in the same practical spirit so that the work of users of this Report would be facilitated. This Final Report reproduces large portions of the Report of the Special Commission prepared in July 1972 for the use of the Twelfth Session (*Prel. Doc. No 6*).

B General Survey

The Convention has a limited aim: as indicated in the Preamble its aim is to 'facilitate the international administration of the estates of deceased persons' by making, as far as possible, a single regulation to deal with this.

This aim may seem very modest but it would have been totally unrealistic when one considers the present diversity of ideas on this matter and the failures suffered in the past (*cf.* the tentative moves of the Hague Conference in 1900, 1904, 1925 and 1928) to attempt to propose a uniform solution to the problem of the determination of the law governing succession in general. Neither should one ignore the very particular complexity of this field of private international law nor the great diversity of internal laws, further complicated by the differences in national rules of conflict, differences which are aggravated still further by the multiplicity of grounds of jurisdiction in the various states and by the peculiarities of procedures and administrative and notarial traditions concerning succession. Thus, one very quickly comes to the idea that one should investigate, on as concrete and practical a basis as possible, a certain number of partial solutions in the field of the administration, rather as in the spirit of the Convention of October 5, 1961, on the Conflicts of Laws relating to the form of Testamentary Dispositions, which tried, too, to avoid in particular duality in the winding up of estates and to obtain as much unity as possible (*cf.* Report by Dean Henri Batiffol p. 4, II).

Above all the Conference was motivated by the needs of legal practice – about which it was well informed both by means of documentation of the Permanent Bureau as well as by the replies from the governments involved and the advice of observers of the 'Union internationale du Notariat latin'. It deliberately tried to frame provisions covering the cases occurring most frequently, without trying to regulate everything and taking into consideration the fact that the aim of the Convention would be achieved if it succeeded in reducing the number of cases of conflict and competing administrations and facilitating to an appreciable extent the creation of a single international administration under, as far as possible, a single law.

Although the final draft is somewhat more elaborate and detailed than the preliminary draft and contains detailed provisions on quite a number of specific problems, it manages on the whole to avoid fairly well the trap of perfectionism and leaves it either to interpretation or to construction or to the domestic law of Contracting States to solve a certain number of difficulties, of which the draftsmen of the Convention were quite aware but which they did not consider occurred frequently enough to justify further burdening the already substantial text of the Convention (46 articles plus an annex).

Like the tip of the iceberg, the Convention only discloses a small number of the questions which were discussed both in the plenary session and by the Special Commissions which preceded it. Judging by the text of the Convention and its aim which, as has already been indicated, is a limited one, one is tempted to underestimate the numerous difficulties which it was ne-

«faciliter l'administration internationale des successions».

Cet objectif implique en effet qu'une seule et même personne se voie conférer, puis reconnaître, le pouvoir d'administrer», c'est-à-dire, d'abord, de réclamer et d'appréhender les biens successoraux et de procéder aux diverses opérations nécessaires, comme le paiement du passif, la délivrance des legs, et la transmission des biens.

Un premier obstacle a dû être surmonté, qui résulte de l'opposition entre les systèmes juridiques où administration et liquidation successorales sont *organisées* (par exemple par la procédure anglo-américaine et judiciaire du «grant») et les systèmes où elles sont *inorganisées*, où les héritiers saisis ont de plein droit les pouvoirs d'administration. Le Mémoire du Bureau Permanent (*Doc. pré-l. de mai 1968, supra p. 10*) fait bien apparaître ces oppositions fondamentales.

L'influence des conflits de systèmes suscitait une autre difficulté: il fut entendu dès le début que l'on n'allait pas entreprendre d'harmoniser les règles de conflits en matière de dévolution successorale, et que la Convention n'entendait pas régler le sort final des biens; mais pouvait-on éviter totalement des prises de position, même indirectes, sur le rattachement du statut successoral – pour l'unité ou pour la scission, pour la nationalité ou pour la résidence habituelle? En fait, il a bien fallu toucher à diverses reprises, au moins de manière marginale, les répercussions des solutions de conflits sur le jeu des règles conventionnelles proposées en matière d'administration.

De même, et malgré son approche résolument «concrète» et pratique, la Conférence a rencontré à diverses reprises la difficulté, classique, tenant à la diversité des notions, des techniques et des expressions juridiques utilisées dans les droits internes des divers pays membres. Que faut-il entendre par «administration», par «transmission», etc.? La nécessité d'élaborer un texte en deux langues s'est révélée à cet égard – comme les pays multi-langues en font l'expérience en matière législative – à la fois un obstacle supplémentaire et une source d'enrichissement et d'approfondissement des notions.

L'idée maîtresse du projet de convention est celle d'un *certificat international*, rédigé selon un modèle unique (et comportant du reste suffisamment de variantes pour être souple) annexé à la Convention – certificat destiné à faciliter la preuve, sur le plan international seulement, de la qualité de la personne habilitée à administrer selon la loi successorale compétente, et de la nature et de l'étendue de ses pouvoirs. Emanant généralement d'une autorité publique, ce document, à portée internationale, soulève des problèmes analogues à ceux que règle la Convention du 5 octobre 1961 sur la légalisation des actes publics étrangers, problèmes que la nouvelle Convention tente de résoudre compte tenu des nécessités de la pratique, en établissant un judicieux équilibre entre l'efficacité internationale du certificat, les intérêts de son titulaire et les droits des intéressés, en même temps que des besoins de contrôle des pays de situation des biens.

C Analyse de la Convention

Article premier: Création et reconnaissance d'un certificat international

L'article premier pose le double principe, tout à fait fondamental, de la création d'un certificat international destiné à faciliter la preuve qu'une personne a qualité,

necessary to overcome in order merely to arrive at the result of 'facilitating the international administration of the estates of deceased persons'.

This objective implied, in effect, that one and the same person should be entrusted with the powers of administration, and that these powers should be recognised. These powers would entitle him to claim and collect the assets in the estate and then to carry out various necessary steps such as settlement of debts, payment of legacies and the distribution of the assets.

A preliminary obstacle had to be overcome; this resulted from the difference between those legal systems in which the administration and winding up of estates are *organised* (for example by the Anglo-American judicial procedure of the grant) and those in which they are *unorganised* and where the vested heirs automatically have the powers of administration. The Permanent Bureau's Report (*Prel. Doc. of May 1968, supra p. 10*) brought out clearly these fundamental differences.

The influence of the conflicts between various private international law systems raises a further difficulty; right from the beginning there was no intention of trying to harmonise the rules of conflict in relation to devolution of estates nor was it intended that the Convention should regulate the ultimate destination of assets; but is it possible completely to avoid taking a stand, even indirectly, on the law applicable to the estate – in favour of unity or of scission, in favour of nationality or habitual residence? In actual fact, on various occasions it was necessary to allude at least marginally to the repercussions these conflict solutions might have on the impact of choice of law rules of the convention which were proposed in relation to the question of administration.

Nevertheless, and in spite of its resolutely 'concrete' and practical approach, the Conference several times came up against the classic difficulty of the diversity of concepts, techniques and legal expressions used in the domestic law of the various Member States. What must one understand by the word 'administration' or 'transmission' etc.? The need to draw up a text in two languages showed itself to be – as multilingual countries have seen in relation to legislation – both an additional obstacle and a source of enrichment and deepening of ideas.

The leading idea in the draft convention is that of an *international certificate*, drawn up in accordance with a single model (but allowing of sufficient variations for it to be flexible) annexed to the Convention; the certificate is intended to facilitate the proof, on the international level only, of the authority of the person entrusted with the administration of the estate under the law of succession and of the nature and extent of his powers. This document which is internationally valid and which is generally issued by a public authority presents problems similar to those dealt with, in the Convention of October 5, 1961, on the Legalisation of Foreign Public Documents, problems which the new Convention tries to resolve, taking into account practical necessities, by establishing a judicious equilibrium between the international efficacy of the certificate, the interests of the holder thereof and the rights of interested parties, at the same time as the need for control of the country where the assets are situated.

C Analysis of the Convention

Article 1: The creation and recognition of an international certificate

Article 1 presents the dual fundamental principle of the creation of an international certificate to facilitate the proof that a person is entitled under the law

selon la loi successorale, pour administrer la succession, et de la reconnaissance obligatoire de ce certificat dans les Etats contractants. Les deux questions sont bien entendues liées.

On notera tout d'abord que l'article premier se réfère à l'administration des successions *mobilières*. Toutefois, un article 30 de la Convention permet une certaine extension du système, à titre facultatif, aux successions immobilières.

On notera d'autre part que, par la nature même des choses, le système prévu ne peut valoir qu'entre Etats contractants.

Quant à sa nature, ce certificat est à la fois national ou interne par sa source et international par son objet et sa portée. Il s'agit d'un document autonome, en ce sens qu'il ne fait pas double emploi avec les documents ou actes internes qui pourraient exister ou être émis dans le pays de création.

Quant à son contenu, le certificat international ne doit pas seulement, pour remplir le but qui lui a été assigné, désigner avec toute la clarté voulue la personne de son titulaire (qui ne sera pas nécessairement une personne physique, mais pourra être un organisme, par exemple un tribunal, comme c'est le cas au Danemark); il devra préciser aussi quels sont, selon la loi successorale compétente, les pouvoirs du titulaire habilité à «administrer» la succession. Une annexe à la Convention donne le modèle qui devra être suivi par les Etats lors de la création et de l'émission de ce certificat international.

Inévitablement, lors de la discussion de l'article premier, alinéa premier, déjà, et en raison de l'obligation de reconnaissance posée par l'alinéa 2, la question a été soulevée par divers Etats des limites de cette obligation et des pouvoirs de contrôle de l'Etat «importateur» ou récepteur du certificat (appelé, dans la terminologie de la Convention, l'Etat «requis»). D'emblée est apparue comme fondamentale la question de l'équilibre à trouver entre deux soucis opposés, celui d'assurer au certificat le maximum d'efficacité et celui de préserver les exigences légitimes de l'Etat requis, dont l'ordre juridique (que ce soit à titre de *lex rei sitae* ou à titre de fisc) ne pouvait pas être légèrement écarté. Ainsi qu'on le verra plus loin, à propos de l'article 21, chaque Etat contractant devait ici mettre en balance son intérêt à appliquer ses lois territoriales aux biens sur son territoire, à contrôler l'activité de l'administrateur étranger titulaire du certificat, avec un autre intérêt, à «exporter» ses certificats, soit à voir reconnaître à ses administrateurs des pouvoirs «extraterritoriaux».

La reconnaissance du certificat est *obligatoire* pour les Etats contractants, pour autant que deux conditions soient simultanément remplies, soit

a qu'il ait été établi par une autorité compétente selon la Convention, à savoir l'autorité de l'Etat de la résidence habituelle du défunt (*cf.* l'article 2) et

b que le certificat soit conforme au modèle annexé à la Convention.

Ce principe est nuancé par l'alinéa 3 du même article qui réserve, à l'Etat requis de donner effet au certificat international établi à l'étranger, le droit de subordonner la reconnaissance à une procédure, selon l'article 10, ou à une publicité – ce qui n'exclut pas – certains Etats y ont insisté – une reconnaissance de plein droit, sans aucune procédure ni publicité.

Tout Etat contractant s'oblige donc à prévoir, dans son ordre juridique interne, la création de ce certificat international, ce qui implique une procédure d'émission de

of succession to administer the estate and the obligatory recognition of the certificate by the Contracting States. These two questions are certainly connected.

It should first be noted that article 1 refers to the administration of the *movable* estate of deceased persons. However, article 30 of the Convention allows this system to be extended optionally to a certain extent, to immovable estates.

It should also be noted that, by the very nature of things, the system provided for in the Convention is only workable as between Contracting States.

As regards the nature of the certificate, it is both national or internal, by virtue of its origin, and international by virtue of its purpose and scope. We are concerned with an autonomous document, in the sense that it does not duplicate documents or other internal deeds which might exist or be issued in the country drawing up the certificate.

As regards its contents, the international certificate, in order to fulfil the task assigned to it, should not only designate with the required clarity the identity of the holder thereof (who need not necessarily be an individual but could in fact be a body, like a court, as is the case in Denmark), but should also specify the powers of the holder entitled to 'administer' the estate under the applicable law of succession. The model which should be followed by the States in drawing up and issuing the international certificate is contained in the Annex to the Convention.

Inevitably, in the discussion on article 1, first paragraph and because of the obligation of recognition imposed by paragraph 2 thereof, several States raised the question of the limitations of the powers of control of the State 'importing' or receiving the certificate (in the terminology of the Convention, the 'requested' State). Straight away, the question of achieving a balance between two opposing interests appears to be of fundamental importance – that of ensuring the maximum possible efficacy for the certificate and that of preserving the legitimate requirements of the requested State whose legal system (whether for reasons relating to the *lex rei sitae* or relating to fiscal matters) cannot be lightly departed from. Thus, as we shall see further on, in relation to article 21, each Contracting State had to weigh its interest in applying its own laws to assets located on its territory and in controlling the activities of the foreigner entitled by virtue of the certificate to administer the estate against a different interest, viz. that of being able to 'export' its own certificates, in other words having its administrators recognised as possessing 'extra-territorial' authority.

The Contracting States *must* recognise the certificate if two conditions are simultaneously fulfilled, viz. –

a that it was drawn up either by an authority competent under the Convention, i.e. the authorities of the State of the habitual residence of the deceased (*cf.* article 2) and

b that the certificate is in accordance with the model annexed to the Convention.

Certain nuances in this principle can, however, be seen in paragraph 3 of the same article which reserves to the State requested to give effect to an international certificate drawn up abroad the right to subject the recognition to a procedure, under article 10, or to some form of publicity which – a few States insisted on this – does not exclude automatic recognition being given without any procedure or publicity.

Thus, each Contracting State is obliged to provide in its domestic, legal system, for the creation of this international certificate, which of course implies a procedure

ce certificat. Certains Etats auraient souhaité fixer dans la Convention elle-même les grandes lignes de cette procédure de délivrance, pour ne pas s'obliger à reconnaître un document établi, par hypothèse, à la légère. Suivant une préoccupation assez constante, la Conférence n'a pas voulu empiéter sans nécessité sur les compétences du législateur interne et n'a retenu, de la préoccupation ainsi exprimée par certains Etats, que ce que l'on retrouve dans l'article 7 de la Convention:

Le certificat international étant, en quelque sorte, la clé de voûte du système établi par la Convention, sa conception générale a fait l'objet, on s'en doute, de longs débats, surtout au sein de la Commission spéciale. Celle-ci s'est arrêtée assez vite à un système «concret» qui, sans exclure la possibilité d'une formule générale, comprenne une énumération aussi précise et «factuelle» que possible des actes que le titulaire est habilité à accomplir selon la loi successorale, ainsi que des biens (mobiliers en principe) sur lesquels ses actes peuvent porter; ce genre d'énumération paraît nettement préférable à des références à des dispositions légales et devrait éviter, dans le pays «récepteur», soit celui de situation des biens, bien des erreurs d'interprétation sur le sens des dispositions de la loi successorale étrangère. Toutefois, le *modèle* annexé est souple, en ce sens que, pour tenir compte de la variété des lois et des situations de fait, il offre à l'autorité émettrice le choix entre trois possibilités (voir Annexe C 10): *a*) celle de faire usage d'une clause tout à fait générale, *b*) celle d'une clause générale tempérée ou limitée par l'indication d'exceptions déterminées (relatives à certains actes ou à certains biens ou à certaines catégories de biens) et enfin *c*) celle d'une liste détaillée des actes qui peuvent être accomplis par le titulaire du document. Le système ainsi adopté est à la fois souple et précis et il devrait donner satisfaction, dans la grande majorité des cas, et épargner aux autorités ou aux personnes privées du pays de situation des biens une grande part des questions qu'elles se posent aujourd'hui quant aux pouvoirs des «administrateurs» étrangers.

Le principe fondamental de la Convention, soit celui de l'institution et de la reconnaissance d'un certificat international, étant posé par l'article premier, il appartiendra aux articles suivants de l'aménager, en précisant successivement quelle est l'autorité émettrice compétente et selon quelle loi le certificat sera dressé, quelles précautions devra prendre l'Etat d'émission, les modalités de la reconnaissance et les conditions d'un éventuel refus, ainsi que de régler divers problèmes touchant à l'utilisation ou aux effets du certificat, et enfin à la contestation, à la suspension ou à l'annulation de ce dernier.

Article 2: L'autorité compétente pour émettre le certificat

Après avoir étudié séparément les différentes hypothèses possibles, et suivant un ordre de complexité croissant – ainsi qu'en témoigne encore la structure de l'avant-projet – la Conférence s'est rendu compte qu'il était possible d'isoler en une règle simple un facteur commun, soit la règle de compétence internationale: en effet, la compétence de l'Etat de la résidence habituelle du défunt s'imposait, en matière d'administration, et était à peu près incontestée, même dans le cas où l'administration, selon certains, doit être régie par la loi nationale du défunt.

being laid down for the issue of the certificate. Certain States would like to have had laid down in the Convention itself, the broad outlines of this procedure for issuing certificates so as not to recognise a document which might well be drawn up without due care. The Conference, bowing to one of its more or less constant worries, did not wish to encroach unnecessarily upon the jurisdiction of the domestic legislature and only retained from the anxiety expressed by certain States what is to be found in article 7 of the Convention.

Since the international certificate is, as it were, the cornerstone of the system laid down in the Convention the general idea behind it, evidently, was the subject of long debates, and that especially within the Special Commission. The Commission decided fairly quickly on a 'specific' system which, without excluding the possibility of the certificate being framed in general terms, would provide for listing in as precise and 'factual' a manner as possible of the acts which the holder of the certificate was entitled to effect under the applicable law of succession, and also the assets (in principle, movables) to which those acts might relate; this sort of enumeration clearly seems preferable to references to legal provisions and ought to avoid in the 'requested' State, that is in the country where the assets are situated, errors of interpretation as to the meaning of provisions in the foreign law of succession.

However, the *model* annexed to the Convention is flexible in the sense that, in order to take account of the variety of laws and factual situations, it offers the issuing authority the choice between three possibilities (see Annex C 10): *a*) that of making use of a completely general clause, *b*) that of making use of a general clause limited by specified exceptions (relating to certain acts, certain assets or certain categories of assets) and lastly *c*) that of making use of a detailed list of acts the holder of the document may effect. Such a system is both flexible and precise and ought to give satisfaction in the great majority of cases; it also should spare the authorities or private persons in the country where the assets are situated the trouble of asking a good number of the questions which they have to put at the present time in relation to the powers of foreign 'administrators'.

Since the basic principle of the Convention, as stated in article 1, is that of creating and recognising an international certificate, the articles following thereon must lay down what authority is competent to issue the certificate and in accordance with which law the certificate will be drawn up, what precautions the issuing State will have to take, the conditions for recognition and possible refusal of the certificate, moreover they must settle various points relating to the use and effects of the certificate, and finally they must deal with the possibility of the certificate being contested, suspended or annulled.

Article 2: The authority which is competent to issue the certificate

After having studied separately the various possible hypotheses, starting with the simplest – as can be seen in the structure of the preliminary draft – the Conference realised that it was possible to isolate in one simple rule a common factor, viz. the rule designating the authorities who were to be internationally 'competent'. For it was the State of habitual residence of the deceased which had jurisdiction in matters of administration of the estate and this was hardly disputed even in cases where, in the opinion of certain persons, the estate should be administered in accordance with the national law of the deceased.

Si la Convention, suivant un usage bien établi de la Conférence de La Haye, emploie la notion de résidence habituelle plutôt que celle de domicile, et ne définit du reste pas cette notion, elle précise, en un article 32, par surcroît de précaution, qu'il s'agit évidemment de la résidence habituelle que le défunt avait au moment de son décès.

L'article 2 ne pose bien entendu qu'une règle de compétence internationale et laisse à chaque Etat contractant le soin de régler à sa guise la compétence interne. On s'explique dès lors, par exemple, que l'emploi du mot «autorité» n'exclut nullement une pluralité d'autorités et que, d'autre part, chaque Etat contractant reste entièrement libre de décider si l'autorité émettrice sera la même que celle qui aura pour tâche (dans les Etats connaissant une procédure de reconnaissance) d'accorder ou de refuser la reconnaissance, au sens des articles 10, et 13 à 18.

Article 3: Loi applicable

Si la compétence de l'autorité émettrice du certificat ne faisait pas problème, il n'en était pas de même de la loi appliquée par cette autorité pour désigner le titulaire du certificat et indiquer ses pouvoirs d'administration. Avant d'assumer l'obligation, posée à l'article premier, alinéa 2, de reconnaître un tel certificat étranger, les Etats de situation des biens doivent savoir de quelle loi l'administrateur tire sa désignation et ses pouvoirs.

La question a été très longuement débattue, et elle était d'autant plus délicate qu'il fallait surmonter une difficulté majeure, soit la résoudre en évitant de se prononcer par là sur le fond du droit successoral, en s'abstenant de trancher entre les rattachements opposés quant à la dévolution successorale.

La Convention réussit, dans toute la mesure du possible, à surmonter cet obstacle. La solution, relativement simple, que pose l'article 3 résulte du regroupement des anciens articles 2 à 5 de l'avant-projet, et on en comprendra mieux la structure et la portée en se référant aux travaux préparatoires. En effet, la solution adoptée résulte d'une étude approfondie et successive d'hypothèses distinctes:

- a cas dans lequel le défunt avait sa résidence habituelle dans l'Etat dont il était ressortissant;
- b cas dans lequel le défunt a sa résidence habituelle dans un autre Etat que celui de son origine, mais où le droit des deux Etats en cause soumet la succession à la loi du domicile ou de la résidence habituelle;
- c cas dans lequel le droit de l'Etat où le défunt avait sa résidence habituelle prescrit l'application de la loi nationale à la succession alors que celui de l'Etat d'origine du défunt prescrit l'application de la loi du domicile ou de la résidence habituelle (cas dit du conflit négatif). Dans tous ces cas, il n'était pas contesté que l'autorité émettrice devait appliquer sa propre loi, soit celle de la résidence habituelle du défunt, dans l'établissement du certificat.

Le problème était de savoir s'il fallait aller plus loin, dans le souci de faciliter la tâche de l'autorité émettrice du certificat, faire une place encore plus large au rattachement à la résidence habituelle, ou, au contraire, prévoir un certain nombre de concessions en faveur de la loi nationale, notamment lorsque les deux systèmes de conflits en cause (celui de l'Etat de résidence et celui de l'Etat dont le défunt était ressortissant) désignent l'un et l'autre la loi nationale comme loi successorale compé-

Although, following a well-established practice of the Hague Conference, the Convention uses the concept of habitual residence rather than that of domicile and moreover does not define this concept; its article 32 still states, somewhat overcautiously, that it clearly is the habitual residence which the deceased had at the time of his death with which we are concerned here. It is true that article 2 only lays down a rule on the authority which has, internationally speaking, jurisdiction and it is left to each Contracting State to regulate in its own way internal competence. Thus, this explains why, for example, the use of the word 'authority' does not in any wise exclude there being more than one competent authority and why on the other hand each Contracting State remains completely free to decide whether the issuing authority will be the same as the authority which has the task (in those States which have a special procedure for recognition) of granting or refusing recognition, within the meaning of article 10 and 13 to 18.

Article 3: Applicable law

While the competence of the issuing authority did not present any problems, this was not the case in relation to the law to be applied by this authority in designating the holder of the certificate and indicating his powers of administration. Before undertaking the obligation imposed by article 1, paragraph 2 of recognising such a foreign certificate, the States in which the assets are situated ought to know from what law the administrator derives his designation and powers.

This problem was debated at length and the questions raised by it were especially delicate since it was necessary to overcome or even solve a major difficulty and, while refraining from choosing among the various opposing connecting factors in relation to devolution on death, to avoid expressing at the same time an opinion on the substantive law of succession.

The Convention succeeds as far as is possible in overcoming this obstacle. The relatively simple solution laid down in article 3 is the result of a regrouping of the former articles 2 to 5 of the preliminary draft and the structure and aims thereof can be better understood by referring to the 'travaux préparatoires'. In fact the solution which was adopted was the result of a careful study of several quite distinct hypotheses in turn, viz.:

- a the case in which the deceased had his habitual residence in the State of which he was a national;
- b the case in which the deceased had his habitual residence in a State other than that of his State of origin but where the law of the two States in question subjects the estate of the deceased to the law of the domicile or the law of the habitual residence;
- c the case in which the law of the State in which the deceased had his habitual residence states that the law applicable to the estate is the national law while the law of the State of origin of the deceased lays down that it is the law of the domicile or of the habitual residence which is applicable (a so-called case of negative conflict). In none of these cases is it disputed that the issuing authority ought to apply its own law, in other words the law of the habitual residence of the deceased, in drawing up the certificate.

The problem was to know whether it was necessary to go even further in order to facilitate the task of the authority issuing the certificate and give more importance to the connecting factor of habitual residence or on the other hand, make a number of concessions to national law particularly when both the systems of private international law in question (that of the State of residence and that of the State of which the deceased was a national) designate national law as being the

tente. La difficulté, pour être moindre qu'en matière de dévolution, n'était pas mince, mais elle a pu être résolue grâce à l'esprit pratique et de compromis qui a prévalu tout au long de l'élaboration du projet.

Il a été admis que, dans certains cas – qui font figure d'exceptions et sont seuls mentionnés par l'article 3 (ainsi que par l'article 4), l'autorité émettrice aura le devoir d'appliquer une loi étrangère, la *lex patriae*.

Cette obligation d'appliquer une loi étrangère ne saurait être considérée comme soulevant des difficultés pratiques insurmontables, à l'heure actuelle, et la Convention prévoit d'ailleurs, à l'article 5, une certaine collaboration internationale pour éviter les erreurs.

Le premier cas prévu est celui de la convergence des deux systèmes de conflits en cause, qui prévoient tous deux la loi nationale comme «loi successorale». Cette convergence résulte, dans le système de la Convention, du fait que les deux États en cause, soit celui de la résidence habituelle et celui de la nationalité du défunt, ont tous deux fait usage de la faculté, à eux conférée par l'article 31, de déclarer que la loi nationale interne du défunt doit être appliquée dans l'établissement du certificat.

La deuxième hypothèse, plus délicate, est celle de l'article 3, chiffre 2, qui vise le «conflit positif», soit le cas où les règles de conflits de l'État d'origine du défunt soumettent la succession, y compris son administration, à la loi d'origine alors que le système de rattachements du pays de résidence habituelle donne compétence à la loi interne de ce dernier État.

Sans avoir l'ambition de surmonter de manière générale la vieille opposition entre la loi nationale et la loi du domicile (ou de la résidence habituelle), la Conférence a constaté qu'il était parfaitement possible de la réduire ou de la «grignoter» – l'évolution sociologique, intellectuelle et juridique rendant même notre époque assez favorable à des tentatives dans ce sens. Compte tenu du but limité de la Convention, et de la nécessité pratique de diminuer les cas d'administrations concurrentes, des solutions au moins partielles sont assez vite apparues possibles, et les partisans des rattachements opposés ont su faire preuve d'esprit de compromis.

Au cours des travaux préparatoires, l'on avait essayé, en tenant compte des réalités économiques et sociales, de distinguer, par exemple, selon que le défunt avait ou non quitté son pays d'origine sans esprit de retour, ou y avait conservé des attaches familiales ou patrimoniales. Renonçant finalement à insérer dans la Convention des règles trop nuancées et, par conséquent, plus compliquées, la Conférence a préféré poser la règle de l'article 3, chiffre 2, selon lequel l'autorité émettrice n'appliquera pas sa propre loi mais celle de l'État dont le défunt était ressortissant si ce dernier État a fait la déclaration prévue à l'article 31 et si le défunt n'avait pas habité depuis au moins cinq ans dans l'État de sa dernière résidence habituelle.

On notera que, pour des raisons pratiques touchant à la preuve, cette solution retient ici le critère de fait de l'habitation et que, d'autre part, il importe peu que le défunt ait, par hypothèse, quitté son État d'origine depuis 30 ou 40 ans, sans esprit de retour; s'il n'a pas habité cinq ans au moins dans l'État de sa dernière résidence, c'est la loi nationale qui devra être appliquée dans l'établissement du certificat.

competent law in matters relating to estates of deceased persons. This difficulty, although not as great as that relating to devolution, was nevertheless considerable, but it was possible to resolve it because of the spirit of pragmatism and compromise which prevailed throughout the work of drawing up the draft.

It was admitted that in certain cases – which are the subject of exceptions and are mentioned separately in article 3 (as well as in article 4) – the issuing authority will have the duty to apply a foreign law, the *lex patriae*. At the present time this obligation to apply a foreign law could not seem to be regarded as raising insurmountable, practicable difficulties and the Convention moreover provides in article 5 for a degree of international collaboration in order to avoid mistakes.

The first case which is provided for is that of the convergence of two systems of conflicts of laws, both of which provide for the national law being the 'law which regulates the estate of the deceased'. In the Convention this convergence results from the fact that both the States in question, *i.e.* that of the habitual residence and that of the nationality of the deceased, make use of the right conferred on them by article 31 to declare that the national, internal law of the deceased should be applicable in drawing up the certificate.

The second and more delicate hypothesis is that of article 3, paragraph 2, which provides for the 'positive conflict', that is to say the case where the conflict rules of the State of origin of the deceased make the estate, and the administration thereof, subject to the law of the country of origin while the choice of law system of the country of habitual residence gives jurisdiction to the internal law of this last-mentioned State.

The Conference, without wishing to resolve in a general manner the old conflict between the national law and the law of the domicile (or habitual residence), established that it was perfectly possible for it to be lessened or 'nibbled away' to some extent since sociological, intellectual and legal development makes the present day quite favourable to efforts in this direction. Taking into account the limited aim of the Convention and the practical necessity for diminishing the number of cases of competing administrations, solutions – at least partial ones – quite quickly appeared to be possible and the supporters of conflicting connecting factors had an opportunity of proving the existence of a spirit of compromise.

During the 'travaux préparatoires' an attempt was made, having regard to the economic and social realities, to distinguish between various cases, for example those in which the deceased had left his country of origin either with or without having the intention of returning there or retaining his family ties or property there. The Conference finally decided against including rules which were too refined, and consequently more complicated, in the Convention, preferring the inclusion of the rule stated in article 3, paragraph 2, by virtue of which the issuing authority will not apply its own law but rather that of the State of which the deceased was a national, if this last-mentioned State has made the declaration provided for in article 31 and if the deceased has not lived for at least five years in the State of his last habitual residence.

It should be noted that, for practical reasons relating to proof, this solution retains the criterion of 'living in' and that on the other hand it is of little importance whether the deceased left his State of origin 30 or 40 years ago without the intention of returning, if he has not lived for at least five years in the State of his last habitual residence, then the national law will have to be applied in drawing up a certificate.

La Conférence n'a pas retenu une suggestion, inspirée de la Convention nordique, selon laquelle l'application par l'autorité émettrice, de la loi nationale du défunt, aurait été soumise à une condition supplémentaire, celle d'être demandée par un intéressé.

Comme tout compromis, le système de l'article 3 est de nature à ne pas satisfaire entièrement; il représente toutefois un progrès certain. En définitive, la Convention consacre l'idée que, en matière d'administration successorale, le «centre de gravité» des intérêts en cause se trouve dans l'Etat de la dernière résidence habituelle du défunt et que, non seulement l'autorité de cet Etat a une compétence naturelle, mais encore applique en principe sa loi interne, sauf exceptions, qui ne devraient pas être très nombreuses en définitive. La solution, simple, de l'article 3 est le fruit d'une méthode pragmatique, réaliste, concrète, de recherche de solutions partielles, et elle n'eût pas été possible, à l'évidence, au cours d'un grand débat de principe sur les mérites comparatifs des rattachements en présence. On peut penser que le système de la Convention, qui s'inspire en partie de la Convention du 15 juin 1955 pour régler les conflits entre la loi nationale et la loi du domicile (dite «Convention Renvoi»), pourrait peut-être préfigurer la solution future à donner aux conflits de lois sur la dévolution successorale elle-même. En tous les cas, le succès de la méthode adoptée a incité certains Etats membres de la Conférence à suggérer que soient repris les efforts faits dans la voie de la difficile unification du droit international privé des successions.

Notons enfin que la loi applicable à la désignation du titulaire du certificat et à l'indication de ses pouvoirs est toujours, dans le système de la Convention, la loi interne de l'Etat, soit de la résidence habituelle, soit de l'Etat dont le défunt était ressortissant. Après en avoir discuté assez longuement, la Conférence a nettement exclu toute idée de renvoi (hypothèse qui aurait pu surgir, très exceptionnellement du reste, par exemple si l'autorité compétente avait, en l'espèce, opéré une distinction entre la résidence habituelle et le domicile du défunt). Les praticiens, auxquels la Convention est essentiellement destinée, n'auront donc pas à se poser ce difficile problème: la règle générale étant l'application de la loi interne de l'autorité de délivrance (à l'exclusion des règles de conflits de lois de cet Etat), l'autorité émettrice aura, dans quelques cas, à appliquer une loi interne étrangère, le système de l'article 31, combiné à celui de l'article 3, permettant de déterminer aisément s'il y a lieu à application de la loi interne du pays d'origine du défunt.

Article 4: La *professio juris*

Un autre moyen qui permet de surmonter, ou de réduire, le conflit entre rattachement à la loi nationale et rattachement à la loi de la résidence habituelle – moyen qui paraît rencontrer une faveur croissante en droit international privé comparé, est celui dit de la *professio juris*. S'agissant seulement, rappelons-le, de la loi applicable à l'administration d'une succession internationale, il apparut que les Etats qui ne connaissaient pas encore cette méthode, pourraient l'accepter assez aisément; ainsi, les pays fidèles au rattachement au domicile ou à la résidence habituelle se sont montrés prêts, par esprit de compromis, à se rallier à l'application de la loi nationale lorsque cela répond au vœu exprès du défunt.

Sur ce point, la Convention se sépare de l'avant-projet de la Commission spéciale, qui n'avait pu choisir entre

The Conference did not take up the suggestion which was inspired by the Nordic Convention and in accordance with which the application of the national law of the deceased by the issuing authority would be subject to a further condition, viz. that of it being requested by an interested party.

Like all compromises, article 3 is by its very nature not entirely satisfactory; it does, however, represent a certain degree of progress. Finally, the Convention sanctions the idea that, in relation to the administration of estates, the 'centre of gravity' of the interests in question is to be found in the State of the last habitual residence of the deceased and that the authorities of that State not only have automatic jurisdiction but in principle also, with certain exceptions which should not be too numerous, should apply its internal law. The simple solution contained in article 3 is the fruit of a pragmatic, realistic and concrete method of research into partial solutions which would seemingly not have been possible during a major debate of principle on the comparative merits of connecting factors in question. One can imagine that the form of the Convention, which was inspired in part by the Convention of June 15, 1955, on the settlement of conflicts between national law and the law of the domicile (the so-called 'Renvoi Convention'), might foreshadow the future solution of conflicts of laws in relation to the problem of devolution of estates itself. In any case, the success of the method adopted prompted certain Member States at the Conference to suggest that the efforts made towards the difficult unification of the private international law of succession should be resumed.

Lastly, it should be noted that the law applicable to designating the holder of the certificate and to indicating his powers is always, under the Convention, the *internal* law of the State, this being either the State of habitual residence or the State of which the deceased was a national. After a somewhat lengthy discussion, the Conference clearly excluded all idea of renvoi (a possibility which could have arisen, be it in very exceptional cases – if, for example, the competent authority made a distinction between the habitual residence and the domicile of the deceased). Persons dealing with these problems in practice, and for whom the Convention is in fact intended, would thus not have to resolve this difficult problem: because the general rule is that the applicable law is that of the issuing authority (to the exclusion of the conflict rules of that State), the issuing authority will in certain cases have to apply a foreign internal law since article 31 combined with article 3 readily allows one to determine whether the internal law of the country of origin of the deceased ought to be applied.

Article 4: The *professio juris*

Another means of overcoming, or diminishing the conflict between the connecting factor favouring national law and the connecting factor favouring the law of the habitual residence – a means which seems to meet with growing favour in private international law circles – is the so-called *professio juris*. Since, as we should recall, we were only dealing here with the law applicable to the international *administration* of the estates of deceased persons, it appeared that the States which did not yet recognise this method, would be quite ready to accept it; and so, countries which are faithful to the connecting factor of domicile or habitual residence have, in a spirit of compromise, shown themselves to be ready to support the application of the national law when this was the expressed wish of the deceased.

The Convention differs on this point from the preliminary draft of the Special Commission, as this Commis-

diverses variantes. L'article 4 de la Convention ne retient aucune de celles-ci et fait une application, limitée mais intéressante, de la méthode de la *professio juris* en ouvrant aux Etats contractants la faculté de déclarer qu'ils tiendront compte du choix fait à cet égard par l'un de leurs ressortissants, en dérogation au principe général de l'article 3. Aux deux exceptions des chiffres 1 et 2 de l'article 3 s'ajoute donc le cas de l'article 4 de la Convention. La question, notons-le, a fait l'objet de discussions serrées à la Conférence, les opinions étant très divisées sur l'opportunité d'insérer, dans une convention limitée à l'administration des successions, une disposition sur la *professio juris*. La méthode d'option utilisée à l'article 4 a paru à la majorité constituer un compromis acceptable.

Article 5: Collaboration administrative dans l'application de la loi étrangère

Dans les cas prévus à l'article 3, chiffres 1 et 2 (ainsi que dans l'hypothèse de l'article 4), l'autorité émettrice va devoir appliquer une loi étrangère, la loi interne de l'Etat d'origine du défunt. La Convention accorde à l'autorité émettrice la faculté de se prémunir contre les risques d'erreurs en s'adressant à une autorité de l'Etat dont le défunt était ressortissant (et qui pourrait être, par exemple, la même autorité que celle qui, dans l'Etat contractant étranger, est habilitée à délivrer le certificat), pour s'assurer que les mentions du projet de certificat qu'elle a établi sont bien conformes à la loi applicable. La Conférence a écarté l'idée d'une obligation, aussi bien de la part de l'autorité émettrice que de la part de l'autorité étrangère sollicitée de répondre. Dans le même esprit, la Convention ne prévoit pas de délais: on peut faire confiance à l'autorité émettrice qui fixera sans doute un délai raisonnable, susceptible du reste d'être prolongé sur demande et, d'autre part, il est clair que l'autorité sollicitée (de l'Etat dont le défunt était ressortissant) a intérêt à répondre sans tarder, et à éviter ainsi des erreurs – ceci d'autant plus que l'Etat d'origine du défunt aura l'obligation de reconnaître le certificat, en vertu de l'article premier. Si l'autorité émettrice ne recevait pas de renseignements de la part de l'Etat de la nationalité (lequel aura notifié, selon l'article 37, laquelle de ses autorités est habilitée à répondre à une telle demande de renseignements), elle pourra appliquer la loi étrangère selon sa propre appréciation.

Article 6: L'autorité émettrice compétente

La valeur du certificat international, et la disposition des Etats à s'obliger, selon l'article premier, à le reconnaître, dépendent à l'évidence de la confiance que l'on peut accorder à celui l'établissant. Selon la Convention, il doit s'agir en principe d'un organe officiel, d'une autorité *publique*, judiciaire ou administrative, qui sera désignée librement par la loi interne de chaque Etat contractant, lequel devra cependant en notifier la désignation, aux termes de l'article 37; tout en se bornant à poser des règles de compétence générale, la Convention veut en effet éviter le risque que plusieurs autorités d'un seul et même Etat n'émettent des certificats relatifs à même succession.

Une difficulté surgissait ici du fait de la différence des pratiques successorales: dans certains Etats membres de la Conférence, les actes du genre du nouveau «certificat international» ne sont pas délivrés par une autorité publique mais, traditionnellement, par les notaires. Or d'autres Etats jugeaient impossible de s'engager à reconnaître un document étranger n'émanant pas d'une autorité publique. Le compromis adopté à l'article 6 pré-

sion had not been able to choose between various alternatives. Article 4 of the Convention does not retain any of these alternatives and makes a limited but interesting use of the *professio juris* method by giving the Contracting States the right to declare that, in derogation from the general principle of article 3, they will take account of a choice made in this matter by one of their nationals. Thus, the case of article 4 of the Convention is added to the two exceptions mentioned in numbers 1 and 2 under article 3. It should be noted that this question was the subject of intensive discussion at the Conference since opinion was greatly divided on whether a provision on the *professio juris* should be included in a convention whose scope was limited to the administration of estates. The option method used in article 4 appeared to be an acceptable compromise to the majority.

Article 5: Administrative collaboration in applying the foreign law

In the cases provided for in numbers 1 and 2 under article 3 (as well as that of article 4), the issuing authority will have to apply a foreign law, *i.e.* the internal law of the State of origin of the deceased. The Convention gives the issuing authority the right to guard against the risk of errors by applying to one of the authorities in the State of which the deceased was a national (this could be, for example, the same authority as that which, in the foreign Contracting State, has authority to issue the certificate) for assurance that the details of the draft certificate which it has drawn up are conform to the applicable law. The Conference rejected the idea of an obligation to reply both on the part of the issuing authority and that of the requested foreign authority. Similarly, the Convention does not lay down time limits: the issuing authority will doubtless fix a reasonable time limit which can be extended on request and, moreover, the requested authority (of the State of which the deceased was a national) clearly has an interest in replying without delay, thus avoiding mistakes – this more especially as the State of origin of the deceased will be obliged by virtue of article 1, to recognise the certificate. If the issuing authority does not receive the information from the State of nationality (which, in accordance with article 37, will have given notice as to which of its authorities is competent to reply to such a request for information) it may apply the foreign law according to its own judgment.

Article 6: The competent issuing authority

The value of the international certificate and the willingness of States to accept, under article 1, the obligation to recognise it depends, as can be seen, on the confidence which can be put in the body drawing it up. According to the Convention, this ought, in principle, to be an official body, a *public* authority – either legal or administrative – freely designated by the internal law of each Contracting State which however, will have to notify this designation in terms of article 37; by confining itself to stating rules of general competence, the Convention aims at avoiding the risk that several bodies of one and the same State issue certificates relating to the same estate.

Here, a difficulty arises because of the differences in the practice in matters of succession: in some Member States of the Conference, documents of a kind similar to the new 'international certificate' are not issued by a public authority but, traditionally, by a notary, while other States consider that it is impossible to undertake to recognise foreign documents which do not emanate from a public authority. The compromise adopted in

serve les possibilités d'intervention des notaires en offrant aux Etats attachés à ce système la faculté de procéder à une délégation *générale* (comme l'indique la référence à la désignation d'une «catégorie professionnelle»). Une condition essentielle doit toutefois être observée: le certificat notarié devra être *confirmé* par une autorité publique – autorité unique par pays ou, en tout cas, par circonscription territoriale du même pays et qui est désignée par l'Etat contractant selon la notification prévue à l'article 37.

Cette confirmation ne se réduit pas à une attestation purement formelle de l'autorité; elle n'est pas nécessairement identique à la notion «homologation», qui pourrait soulever des difficultés de qualification, et signifie que l'autorité compétente doit contrôler et reprendre à son compte le certificat notarié. C'est en effet à cette condition que le document pourra déployer dans les autres Etats contractants les importants effets que prévoit la Convention.

Article 7: Délivrance du certificat

Nouvelle par rapport à l'avant-projet de la Commission spéciale, cette disposition traduit la préoccupation de certains Etats membres, qui regrettaient que l'avant-projet n'ait pas réglementé la procédure de la délivrance du certificat dans l'Etat d'émission. Vu la variété des pratiques nationales existantes, en effet, certains Etats hésitaient à s'engager à reconnaître un document étranger sans avoir la garantie qu'il avait été établi selon des procédures normales. La Conférence a maintenu toutefois sa position générale, consistant à limiter au strict indispensable les ingérences dans le droit, et surtout la procédure, interne des Etats contractants. Il n'y a pas lieu de douter que les Etats qui ratifieront la Convention prévoiront une véritable procédure d'établissement et d'émission du certificat; l'article 7 se borne à leur demander ce qu'ils auraient fait de toute façon, soit de n'émettre le certificat qu'après une publicité «propre à informer les intéressés», parmi lesquels on a mentionné, à titre d'exemple, le conjoint survivant, selon le vœu de certaines délégations. A ce propos, on signalera en passant que, au terme de débats prolongés, la Conférence n'a pas jugé utile ni possible d'attribuer au conjoint survivant une place privilégiée dans la procédure d'émission ni de s'avancer sur le terrain dangereux des rapports entre le régime matrimonial et la succession. Outre une mention, à titre de renseignement, dans le modèle du certificat, reproduit en annexe, l'article 7 contient la seule trace des discussions qui ont eu lieu sur ce problème, et que la Commission spéciale avait évoquées dans un article 8 de son avant-projet (donnant à l'autorité émettrice la faculté de subordonner la délivrance du certificat à l'accord du conjoint survivant).

Article 8: Devoir d'information

Une préoccupation générale s'est fait jour, au cours de l'élaboration de la Convention, tendant à permettre à tous les intéressés, en les informant, d'intervenir au besoin contre les pouvoirs ou les actes du détenteur du certificat, ceci avant même le stade de la procédure de reconnaissance (prévue à l'article 10) dans le ou les pays de situation des biens. Dans certains pays, on le sait, les décisions en matière d'administration successorale (par exemple les «grants of probate») sont inscrites dans un registre central ou même publiées par la presse. Une publicité adéquate est de nature à éviter des erreurs, et, par exemple, la délivrance d'une pluralité de

article 6 retains the possibilities for notaries being used by giving the States which have this system the right to make a *general* delegation of that authority (as is indicated by the reference to the designation of 'a professional body'). One essential condition must however be observed, *i.e.* the notarial certificate must be confirmed by a public authority – one authority in each country or, in any case, in each territorial unit within a country to be designated by the Contracting State in accordance with the notification procedure provided for in article 37.

This confirmation is not merely a purely formal attestation by the authority; it is not necessarily identical to the idea of 'homologation' which could raise difficulties of characterisation, and it means that the competent authority ought to check and endorse the notarial certificate. It is, in fact, on this condition that the document can bring about in other Contracting States the important effects contemplated by the Convention.

Article 7: Issue of the certificate

The concern of certain Member States that the preliminary draft did not regulate the procedure for issuing the certificate in the issuing State is expressed in this provision, which is a new one from those contained in the preliminary draft of the Special Commission. In view of the variations in existing national practice certain States were in fact, hesitant about undertaking to recognise a foreign document without the guarantee that it had been drawn up in accordance with normal procedures. The Conference, however, did not depart from its general position of limiting to what is strictly necessary its interference in the internal law and, above all, procedure of the Contracting States. The States which ratify the Convention will doubtless provide for a proper procedure for drawing up and issuing the certificate; article 7 is confined to requesting them to do what would have been done anyway, in other words, not to issue the certificate until after measures of publicity have been taken to inform those interested, among whom is mentioned, by way of example, the surviving spouse, at the request of certain delegations. In relation to this, it should be noted in passing that at the end of its prolonged discussions, the Conference did not consider it to be either useful or possible to grant a privileged position to the surviving spouse in the procedure of issuing the certificate; nor did it wish to tread on dangerous ground by dealing with the relationship between the matrimonial regime and succession. Apart from a mention, by way of information, in the model certificate annexed to the Convention, article 7 contains the only trace of the discussions which took place on this problem and which the Special Commission had reflected in article 8 of its preliminary draft (this article gave the issuing authority the right to make the issue of the certificate subject to the approval of the surviving spouse).

Article 8: Duty to provide information

In the course of drawing up the Convention a general concern came to light which favoured giving information to all interested parties, so as to allow them to intervene if need be and oppose the powers and acts of the holder of the certificate even before the initiation of proceedings for recognition (provided for in article 10) in the State or States where the assets are situated. It is known that in certain States decisions relating to the administration of estates of deceased persons (for example 'grants of probate') are entered in a central register or even published in the press. Adequate publicity will prevent mistakes being made and also pre-

certificats contradictoires dans la même succession. La difficulté était de prescrire les modalités d'une procédure de publicité dans une convention internationale, vu la grande diversité des droits internes. L'article 8 laisse donc à chaque Etat contractant le soin de choisir les modalités selon lesquelles les informations prévues pourront être obtenues (à la condition toutefois, selon l'article 37, chiffre 2, de notifier ces modalités).

Il va de soi que l'information ainsi donnée par l'autorité émettrice serait inutile et même dangereuse si elle devait se limiter à l'émission initiale du certificat, tandis que ce dernier pourrait être ensuite modifié sans publicité. L'alinéa 2 tend à fournir une protection nécessaire aux tiers et aux autorités étrangères. On ne saurait exiger d'un particulier qu'il s'adresse régulièrement à l'autorité émettrice pour lui demander si le certificat a subi des modifications. En revanche, il n'est pas exagéré d'attendre de cette dernière autorité qu'elle informe des modifications survenues, sinon tous ceux qui se sont adressés à elle (par exemple par la simple consultation d'un registre), du moins ceux qui sont aisément identifiables et connus, parce qu'ils ont été précédemment informés par écrit de l'émission du certificat. En résumé, l'article 8 pose des exigences minimum d'information, sans chercher à donner une réponse expresse à toutes les questions qui se poseront dans la pratique, et qui pourront être résolues, dans le même esprit, par interprétation.

Après les dispositions relatives au certificat international et à son établissement, un chapitre troisième réunit une vingtaine de dispositions relatives à la fois à la reconnaissance du certificat et aux mesures conservatoires ou urgentes que peut prendre le détenteur du document.

Article 9: Portée du certificat

La reconnaissance internationale du certificat émis conformément à l'article premier étant la « clé de voûte » du système de la Convention, il en découle que les Etats contractants ne sauraient exiger *aucune autre attestation* quelconque de la qualité du détenteur et de ses pouvoirs d'administrer en vertu de la loi compétente. L'article 9 explicite, *ex abundanti cautela*, un principe qui résulte déjà de l'économie générale de la Convention. Il eût été manifestement contraire à l'esprit du système de permettre aux Etats contractants d'exiger, en outre, par exemple, une légalisation, une apostille ou autre formalité analogue.

Cet article ne restreint pas, au demeurant, les dispositions protectrices de l'Etat de réception (cf. les articles 10 et 21). C'est donc à propos de l'examen de ces dernières dispositions que pourront se poser des questions comme celles des garanties à demander au titulaire du certificat, à sa responsabilité, etc. Au surplus, il est à peine besoin d'ajouter que l'article 9 concerne seulement l'Etat « récepteur » et ne touche donc en rien les conditions que peut poser l'Etat émetteur à l'émission du certificat. Cet article n'empêche pas l'Etat récepteur d'accepter d'autres preuves encore de la qualité d'administrateur, voire de n'en point demander du tout. Notons enfin que la question d'un éventuel conflit entre certificats sera abordée à propos de l'article 16.

Article 10: Reconnaissance du certificat

A la suite de discussions prolongées sur la reconnaissance du certificat dans les Etats contractants autres que celui d'émission, il est apparu que certains Etats accordaient en de tels cas une reconnaissance de plein droit,

for example, the issue of several conflicting certificates relating to the same estate. In view of the great diversity of internal laws there was difficulty in laying down a procedure for publicity in an international convention. Thus, article 8 leaves the problem of choosing the way in which the information provided for under article 8 may be obtained (on condition, however, that, in accordance with article 37 (2), notification shall be given of the way chosen) to each Contracting State. It goes without saying that the information thus provided by the issuing authority would be useless and even dangerous if it were to be limited to the initial issue of the certificate whilst the certificate could later be altered without publicity being given. Paragraph 2 aims at giving the necessary protection to third parties and foreign authorities. It cannot be expected that a private person regularly contacts the issuing authority to inquire whether the certificate has undergone changes. On the other hand, it should not be too much to expect this last-mentioned authority to inform of the changes which occur, if not all those persons who have contacted the authority (by the simple consultation of a register, for example), at least those persons who are easily identifiable because they have previously been informed in writing of the grant of the certificate. To sum up, article 8 states the minimum requirements in relation to information without trying to answer expressly all the questions which will arise in practice and which can be resolved, in the same spirit, by interpretation.

After the provisions relating to the international certificate and to the creation thereof comes Chapter 3, which contains twenty provisions on the recognition of the certificate and the protective or urgent measures which the holder of the certificate may take.

Article 9: Significance of the certificate

Since international recognition of the certificate issued in accordance with article 1 is the 'cornerstone' of the Convention it follows that the Contracting States should not be able to require *any other attestation* whatsoever concerning the entitlement of the holder and his powers of administration according to the applicable law. Article 9 clarifies *ex abundanti cautela* a principle which results from the general structure of the Convention. Clearly, it would have been contrary to the spirit of the system followed in the Convention to allow the Contracting States to require legalisation, an 'apostille', or other like formality for example in addition to the certificate.

This article does not, however, limit the protective provisions of the receiving State (cf. articles 10 and 21). Thus, it is in relation to the examination of these last provisions that questions, such as what guarantees should be asked from the holder of the certificate and what is his responsibility, arise. Moreover, it is hardly necessary to add that article 9 only relates to the 'receiving' State and thus does not affect any conditions which the State issuing the certificate may lay down. This article does not prevent the receiving State from accepting other proof of the capacity of the administrator even if this has not been asked for at all. Finally, it should be noted that the question of a possible conflict between certificates will be dealt with in connection with article 16.

Article 10: Recognition of the certificate

Following the prolonged discussion on the recognition of the certificate in Contracting States other than the issuing State, it appeared that in such cases certain States granted automatic recognition, when foreign

s'agissant de successions étrangères, et n'envisageaient pas d'introduire une procédure; d'autres au contraire tenaient à protéger les créanciers ou les héritiers locaux par une publicité, ou par une procédure aboutissant à l'octroi ou au refus de la reconnaissance. La solution moyenne adoptée laisse la plus large place au droit interne de chacun et se contente de poser une limite maximum, et d'envisager une procédure simplifiée. Cette solution se justifiait d'autant plus que, dans le système de la Convention, le certificat international n'a aucun monopole et que chaque Etat reste libre de reconnaître les pouvoirs d'un administrateur étranger en dehors même de la présentation dudit certificat.

L'article 10 réserve donc aux Etats contractants la faculté de subordonner la reconnaissance soit à de simples mesures de publicité, soit encore à une procédure de reconnaissance, pourvu qu'elle soit rapide et, dans l'esprit de la Convention, peu coûteuse. Compte tenu de la finalité du Traité, rappelée par le préambule, un Etat contractant ne saurait multiplier les obstacles et les formalités susceptibles de paralyser le détenteur du certificat et de priver ce dernier document de toute efficacité.

Les directives ainsi posées, de façon explicite ou implicite, par la Convention quant à la rapidité et à la simplicité de la procédure de reconnaissance, concernent surtout, voire seulement, la phase initiale de cette procédure. Si des oppositions à la reconnaissance ou des recours contre une décision de reconnaissance étaient formés dans l'Etat requis (et ceci pour les motifs limitativement énumérés par les articles de la Convention, ainsi que le précise l'alinéa 2 de l'article 10), les règles normales de la procédure locale seraient applicables.

En résumé, la Convention laisse la plus large liberté aux Etats contractants en matière de reconnaissance, et s'abstient de définir les formes ou les modalités de la procédure ou de la publicité à laquelle l'Etat requis souhaiterait subordonner la reconnaissance du certificat étranger. En particulier, il appartiendra à chaque Etat de décider s'il entend donner déjà une publicité à la demande de reconnaissance, pour permettre des oppositions de tiers, ou seulement à la décision de reconnaissance pour susciter d'éventuels recours.

Une fois parvenue à son terme, soit à une décision favorable, la procédure (dans les Etats qui n'admettent pas la reconnaissance de plein droit) assure au certificat émis à l'étranger toute la force et l'autorité d'un document national, ce qui permettra au titulaire d'agir avec l'efficacité voulue.

C'est ici le lieu d'indiquer, enfin, que la Conférence a finalement décidé, à une faible majorité, de demander aux Etats contractants de notifier (selon l'article 37, chiffre 3) s'ils ont choisi ou non de subordonner la reconnaissance à une procédure ou à une publicité.

Article 11: Pouvoirs provisoires

Malgré le caractère de rapidité que doit revêtir la procédure de reconnaissance que pourront instituer les Etats contractants, elle pourrait compromettre dans certains cas le but de la Convention et les intérêts que le détenteur du certificat a pour mission de protéger, si le document était privé de tout effet jusqu'à la décision, ou jusqu'à l'expiration d'un éventuel délai d'opposition. Suivant une pratique connue du reste dans de nombreuses lois locales, il convient de laisser au titulaire la possibilité de prendre des mesures conservatoires ou urgentes (telles la prise d'un inventaire ou la vente de biens périssables) à l'égard des biens de la succession; de même, une procédure de reconnaissance ne doit pas

estates were involved, and did not envisage introducing a special procedure; other States, on the other hand, wished to protect local creditors and heirs by some form of publicity, or by a procedure for the granting or refusing of recognition. The intermediary solution adopted leaves the most important rôle to the internal law of each Contracting State and contents itself with indicating maximum requirements coupled with a reference to a simplified procedure. This solution was more especially justified since in the system of the Convention the international certificate does not occupy a monopoly position and each State is free to recognise the powers of a foreign administrator without the said certificate being presented to it.

Thus article 10 reserves to the Contracting States the right to subject recognition either to simple measures of publicity or to a recognition procedure which, in the spirit of the Convention, should be both expeditious and cheap. Having regard to the ultimate purposes of the Treaty, a fact of which we are reminded in the Preamble, a Contracting State ought not to increase obstacles and formalities which could cripple the holder of the certificate in his task and rob the certificate of all effectiveness.

The directives set out both explicitly and implicitly in the Convention relating to the speed and simplicity of the recognition procedure relate above all, and in fact only, to the initial phase of this procedure. If 'opposition' is raised to recognition or an appeal is made against a recognition decision in the requested State (on the grounds enumerated exhaustively – as article 10(2) states – in the articles of the Convention) then the normal rules of local procedure will apply.

In short, the Convention gives a great degree of freedom to the Contracting States in question of recognition and refrains from defining the forms and details of procedure or publicity to which the requested State may wish to subject recognition of the foreign certificate. In particular, it will be for each State to decide whether it intends to publicise even the request for recognition, so as to enable third parties to oppose recognition, or only the recognition decision, so as to allow possible appeals to be brought.

Once this procedure (in those States which do not grant recognition *ipso jure*) has led to a favourable decision, the certificate issued abroad will have the same effect and authority as a national document – this will permit the holder to act with the required effectiveness.

Lastly, it should be pointed out here that the Conference finally decided, by a small majority, to request the Contracting States to give notice (in accordance with article 37(3)), as to whether or not they have elected to make recognition subject to a procedure or publicity.

Article 11: Provisional powers

Despite its expeditious nature, the recognition procedure which the Contracting States will institute might, in certain cases, if the certificate were deprived of effect until the decision or until expiry of a possible time-limit for opposition, prejudice the aim of the Convention and the interests which the holder of the certificate has to protect. In accordance with a practice which is recognised in many national laws, the holder of the certificate should be allowed to take protective or urgent measures (e.g. the drawing-up of an inventory or the sale of perishable goods) in relation to the assets of the estate; similarly, the recognition procedure should not prevent the holder of the certificate from carrying on, if

empêcher que le titulaire continue, s'il est nécessaire, l'exploitation du commerce du défunt. En revanche, des actes ou des pouvoirs d'administration comme ceux de distribuer ou de disposer des biens ne peuvent être accomplis ou exercés tant que la reconnaissance du certificat n'a pas été accordée conformément à la loi locale (du lieu de situation des biens).

De multiples questions se posent ici, qui ont été longuement discutées au cours des travaux préparatoires et des délibérations de la Conférence – ce dont le texte final de la Convention ne porte du reste que peu de traces.

Le principe lui-même – du droit pour le titulaire du certificat, dans les limites indiquées par le texte de ce dernier, bien entendu, de prendre des mesures conservatoires ou urgentes – était à peu près incontesté; la Conférence n'a pas retenu une suggestion tendant à ce que ce droit soit subordonné à une autorisation spéciale, car cette suggestion eût fait perdre sans nécessité au certificat une bonne part de son utilité pratique. En revanche, la question se posait de savoir, par exemple, à partir de quel moment ce droit pouvait être exercé: serait-ce sur simple présentation du certificat, ou dès le dépôt d'une demande de publicité ou de reconnaissance, ou dès la publicité donnée à cette demande, ou encore dès la publication de la décision de reconnaissance (et avant l'expiration d'un délai de recours)? Les opinions ont été divisées quant à la réponse à donner à de telles questions: il fallait, d'une part, ne pas affaiblir l'efficacité des précautions requises par la loi locale en la matière et, d'autre part, ne pas compromettre un objectif essentiel de la Convention.

La solution moyenne adoptée à l'article 11, alinéa premier, paraît bien équilibrée: sur simple présentation du certificat, dont il est normal de présumer qu'il confère au moins ces pouvoirs limités, le titulaire peut prendre les mesures conservatoires ou urgentes que requiert la situation, mesures dont les formes et modalités dépendent de toute façon de la loi locale. Ceci «jusqu'à décision contraire» – décision que tout intéressé pourra obtenir en utilisant les voies rapides de la procédure locale.

Remarquons que l'article 11, alinéa premier, accorde ces pouvoirs provisoires (dans les pays qui connaissent une procédure ou une publicité en la matière) dès la «date d'entrée en vigueur», et non pas dès la date d'émission du certificat. Ceci pour tenir compte de la possibilité que la loi ou l'autorité du pays émetteur ait prescrit un délai d'attente, afin de permettre à d'éventuels intéressés de faire valoir des droits préférables. Cette date d'«entrée en vigueur» du certificat international, si elle ne coïncide pas avec celle de l'émission, devra alors être indiquée dans le document lui-même (*cf.* le modèle annexe, lettre H).

Un alinéa deuxième, nouveau par rapport à l'avant-projet, ménage le droit interne des Etats qui connaîtraient une «reconnaissance intérimaire», à la condition que celle-ci «fasse l'objet d'une procédure d'urgence».

Enfin, un troisième alinéa du même article 11 vise à prévenir d'éventuels abus: le droit de prendre ces mesures conservatoires ou urgentes avant même la décision de reconnaissance ne doit pas inciter le titulaire à s'abstenir de faire les démarches prescrites par la loi locale en matière de publicité ou de procédure de reconnaissance. Quant au délai dans lequel ces démarches doivent être entamées, la Convention adopte un compromis (60 jours) entre les partisans d'un délai bref, de 30 jours, et ceux d'un délai assez long, de 90 jours – et ceci dans une formule visant à éviter toute hésitation dans le calcul.

necessary, the business of the deceased: Conversely, the acts or powers of administration, such as the power to distribute or dispose of the assets cannot be carried out or put into effect or exercised until the certificate has been recognised in accordance with the domestic law (of the place where the goods are situated).

Numerous questions arise here which were discussed at length during the 'travaux préparatoires' and during the debates of the Conference; the final text of the Convention shows few traces of these.

The actual principle of the holder of the certificate being able to take protective or urgent measures, of course within the limits set out in the certificate, was hardly disputed; the Conference did not take up a suggestion that this right should be made subject to a special authorisation since this suggestion would unnecessarily have robbed the certificate of a fair part of its practical usefulness. On the other hand, the question arose as to when, for example, such right could be exercised; should this be on mere presentation of the certificate, as from the deposit of the request for publicity or recognition, as from the publicity itself, or as from the publication of the recognition decision (and before the expiry of time-limits for appeal)? Opinion was divided as to how such questions should be answered; it was necessary not to weaken the effectiveness of the precautions taken by the local law in this regard but also not to endanger one of the essential objectives of the Convention.

The middle-of-the-road solution adopted by article 11 seems to be a balanced one; on the mere production of the certificate, which, it is normal to suppose, would at least confer these limited powers, the holder may take the protective and urgent measures required by the situation. The form and type of such measures would in any case depend on the local law. Such measures may be taken only 'until a decision to the contrary is made', a decision which any interested party could obtain by using the expeditious local procedure.

It should be noted that article 11, paragraph 1 grants provisional powers (in countries which have a procedure of publicity in this respect) as from the 'date of entry', and not from the date of issue of the certificate. This is to take account of the possibility that the law or authority of the issuing State might provide for a waiting period, in order to allow any interested party to claim his rights of preference. Such date of 'entry into force' of the international certificate, if it does not correspond to that of issue, should be indicated in the certificate itself (*cf.* the model annexed, heading H).

Paragraph two, which was not contained in the preliminary draft, provides for application of the internal law of the States which will give 'interim recognition' to the certificate on condition that such recognition 'is the subject of an expeditious procedure'.

Lastly, the third paragraph of article 11 aims at preventing possible abuses; the fact that the holder of the certificate has the right to take protective or urgent measures even before a recognition decision has been made should not encourage him to abstain from taking the steps provided for by local law in relation to publicity or the recognition procedure. As far as the time limit within which these steps should be initiated is concerned, the Convention makes a compromise (60 days) between those favouring a short time limit of 30 days and those favouring a rather longer one of 90 days; this rule is framed in such a way as to avoid any doubt as to the calculation of the period.

Article 12: Durée des mesures conservatoires

Une fois admis le principe de l'article précédent, la Conférence s'est rendu compte qu'il était impossible de passer entièrement sous silence la question des conséquences, sur les mesures conservatoires prises, d'un éventuel refus de reconnaissance de certificat. L'importance pratique de la question justifie l'insertion d'une disposition spéciale, qui pose un principe que l'on pourrait nommer celui de l'absence d'effets automatiques: ni une décision de refus de reconnaissance, ni l'expiration du délai de soixante jours dès la date d'entrée en vigueur du certificat, n'entraînent *ipso facto* l'invalidité ou la caducité des mesures urgentes ou conservatoires déjà prises par le détenteur du certificat.

Selon certains avis, il aurait fallu laisser aux diverses lois locales le soin de régler cette question; mais l'article 12 a pu être adopté sans opposition, compte tenu du fait que les prérogatives de la loi locale et les intérêts des tiers sont sauvegardés par l'alinéa deuxième, selon lequel tout intéressé peut solliciter, selon la loi locale, la suppression des mesures conservatoires (ou leur confirmation).

Les articles suivants de la Convention (articles 13 à 19) concernent les cas de refus de reconnaissance, soit les exceptions à l'obligation fondamentale posée par l'article premier, alinéa 2.

Article 13: Contrôle de la validité du certificat

Pour mériter une reconnaissance internationale, le document doit tout d'abord, à l'évidence, révéler son authenticité matérielle et sa conformité au modèle admis par la Convention. Nul ne conteste à l'autorité requise le pouvoir de contrôler ces points. (On notera en passant que la Convention abandonne l'expression, utilisée dans l'avant-projet, de «vérification», qui faisait difficulté pour certains).

Plus délicate est la question du contrôle par l'autorité requise de la *compétence internationale*, selon la Convention, de l'autorité émettrice, sinon sur le principe même de ce contrôle, du moins sur son contenu et ses limites. On retrouve ici un ordre d'idées bien connues, analogues à celles qui ont été discutées par la Conférence lors de l'élaboration de la Convention du 5 octobre 1961 sur la légalisation des actes publics étrangers, sans parler des conventions internationales relatives à la reconnaissance ou à l'exécution des jugements étrangers. Pouvait-on admettre, par exemple, que l'autorité requise contrôle si les indications du document, quant à la résidence habituelle du défunt, correspondent bien à la réalité, telle que la voit l'autorité requise?

Afin de ne pas priver le certificat et tout le système de la Convention d'une grande part de leur utilité, l'article 13, alinéa 2 restreint les pouvoirs de l'autorité requise et n'admet, de ce point de vue, le refus de reconnaissance que si la compétence internationale de l'autorité émettrice (au sens de l'article 2) ne ressort pas des mentions du certificat lui-même. Ceci n'implique pas, au demeurant, que l'autorité requise soit liée dans tous les cas par les appréciations, par l'autorité émettrice, des éléments qui fondent la compétence de cette dernière, ainsi que le démontre l'article suivant.

Article 14: Refus de reconnaissance pour fausse appréciation par l'autorité émettrice

Il se peut que l'autorité émettrice ait fait une fausse ap-

Article 12: Duration of the protective measures

Once the Conference had accepted the principle contained in the preceding article, it realised that it was impossible to remain totally silent on the question of the consequences, affecting the protective measures which had been taken, of a possible refusal or recognition of the certificate. The practical importance of this question justified the insertion of a special provision, which states a principle which might be called that of the absence of automatic effect: neither a decision refusing recognition nor the expiry of the 60 days after the date of entry into force of the certificate will *ipso facto* entail the invalidity or lapse of protective or urgent measures already taken by the holder of the certificate.

Some persons are of the opinion that it should be left to the various local laws to deal with this question; however there was no opposition to the adoption of article 12, because it was realised that the prerogatives of local law and the interests of third parties were safeguarded by paragraph 2, under the terms of which any interested party may, in accordance with the local law, request the setting aside (or confirmation) of the protective measures.

The next articles of the Convention (articles 13 to 19) deal with cases of refusal of recognition, in other words, with the exceptions to the fundamental obligation of article 1, paragraph 2.

Article 13: Checking the validity of the certificate

In order to be granted international recognition the document should in the first place, obviously, reveal its substantive authenticity and its conformity with the model adopted in the Convention. No one doubts that the requested authority should have the power to check on these points. (It should be noted in passing that the Convention does not use the term 'verification' which appeared in the preliminary draft and which certain people found difficult to accept).

A more delicate question is whether the requested authority should check on the *international jurisdiction* of the issuing authority under the Convention; although there may be no objection to the actual principle of a check being made, problems may arise as to the content and limits of such a check. One finds here certain well-known notions which are similar to those discussed by the Conference during the drawing-up of the Convention of October 5, 1961 on the Legalisation of Foreign Public Documents, and which, of course, are also to be found in international conventions relating to the recognition or enforcement of foreign judgements. Would it be possible, for example, to accept the proposition that the requested authority might check whether, in its view, the declarations in the document relating to the habitual residence of the deceased corresponded in actual fact with reality?

So that the certificate and the whole system conceived by the Convention will not be deprived of a great part of their utility, article 13, paragraph 2 restricts the powers of the requested authority and only allows, in this respect, refusal of recognition if the international jurisdiction of the issuing authority (within the meaning of article 2) is not evident from the indications in the certificate itself. This does not, however, imply that the requested authority would be bound in every case by the evaluations made by the issuing authority of the elements on which it based its own jurisdiction, a fact which is demonstrated by the next article.

Article 14: Refusal of recognition due to incorrect appraisal by the issuing authority

It is possible for the issuing authority to make an in-

préciation, soit du critère de résidence habituelle, déterminant la compétence internationale, soit du critère de nationalité, déterminant dans certains cas la loi applicable à la désignation du titulaire et à l'indication de ses pouvoirs. De telles erreurs d'appréciation peuvent justifier le refus de la reconnaissance du document, pour autant que l'Etat requis ait un intérêt suffisant, en l'espèce, à ce refus.

Il en est ainsi par exemple – sur le terrain de la compétence – si, du point de vue de l'Etat requis, le défunt avait en réalité lors de son décès sa résidence habituelle dans cet Etat, et non pas dans le pays de l'autorité émettrice. En revanche il ne suffirait point que l'autorité requise estime que le défunt avait en fait sa dernière résidence habituelle dans un Etat tiers.

Une question analogue, quoique spécifique, se pose sur le terrain du droit applicable, à propos de la nationalité du défunt. Compte tenu du but de la Convention et de la fonction propre du certificat international, il est clair que les pouvoirs de l'autorité requise, en pareil cas, doivent être encore plus restreints que lorsque l'opposition de vues concerne la résidence habituelle. Il ne suffira donc pas que le défunt ait eu, du point de vue de l'autorité requise, la nationalité du pays requis (exclusivement ou non – la Convention ne se prononce pas sur les cas de double nationalité, et elle s'en rapporte ici à la solution traditionnelle). Un refus de reconnaissance ne se justifie ici que si la circonstance, soit de double nationalité, soit d'erreur sur la nationalité du *de cuius*, a entraîné en fait la non-application de la loi de l'Etat requis (à la désignation du titulaire du certificat et à l'indication de ses pouvoirs d'administrateur) ou, en outre, a conduit à d'autres résultats concrets dans l'établissement du certificat. C'est à cette dernière condition, celle du «principe d'équivalence», que fait allusion la dernière phrase de l'article 14, chiffre 2.

C'est à ces conditions seulement (sous réserve des articles suivants) que, dans l'Etat requis, le certificat pourra être rejeté. On concevrait mal, en effet, qu'un Etat fût autorisé à refuser la reconnaissance alors que sa nationalité n'est pas en cause ou que, si elle l'est, cette circonstance n'a rien changé en fait quant à la désignation du titulaire et aux pouvoirs de l'administrateur de la succession.

Article 15: Certificat incompatible avec une décision précédente

Suivant l'exemple d'autres conventions, comme celle relative à reconnaissance et à l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale (article 5), la Convention consacre une disposition spéciale à une hypothèse que l'on peut estimer comprise dans celle de l'ordre public. Il se peut que, s'agissant de la même succession qui est visée par le certificat, une décision sur le fond ait été déjà, soit rendue dans l'Etat requis, soit (s'agissant d'une décision émanant d'un Etat tiers – car on n'imagine guère qu'elle puisse provenir de l'Etat émetteur lui-même) reconnue par lui. La reconnaissance du certificat pourrait alors être inconciliable avec ladite décision et l'Etat requis ne saurait être obligé de l'acquiescer.

La notion de «décision rendue sur le fond» – et qui a remplacé une expression plus ambiguë contenue dans l'avant-projet – vise la distinction, connue sous différentes étiquettes dans la plupart des systèmes, entre les décisions qui tranchent un litige (qu'elles soient ou non

correct appraisal of the criterion of habitual residence, which determines the international jurisdiction, or of the criterion of nationality, which in certain cases determines the law which is applicable to the designation of the holder of the certificate and the indication of his powers. Such errors of appraisal may justify the refusal of recognition of the certificate in so far as the requested State has an interest in refusing the certificate in a particular case.

This would be so, for example – in relation to jurisdiction – if, in the view of the requested State, at the time of his death the deceased in reality had his habitual residence in the requested State and not in the State of the issuing authority. On the other hand, if the requested authority considered that the deceased in fact had his last habitual residence in a third State, this would not at all suffice.

An analogous, although specific, question arises in relation to the law applicable with respect to the nationality of the deceased. In view of the aim of the Convention and of the specific function of the international certificate, it is clear that the powers of the requested authority should be much more limited in such a case than when there is a dispute as to the habitual residence. It will therefore not suffice that the deceased, in the eyes of the requested authority, had been a national of the requested State (whether exclusively or not – the Convention does not deal with cases of double nationality and relies here on the traditional solution to this problem). A refusal of recognition will be justified in such a case only if the double nationality or error regarding the nationality of the deceased actually resulted in the non-application of the law of the requested State (to the designation of the holder of the certificate and to the indication of his powers of administration) and, moreover, has brought about other concrete results in relation to the drawing up of the certificate. It is to this condition (that of the 'principle of equivalence') that the last sentence of article 14, number 2, refers.

This is the only case (subject to the following articles) in which the certificate could be rejected in the requested State. In fact, one can hardly conceive that a State would be authorised to refuse recognition when its nationality is not concerned, or when, if such nationality is concerned, this contingency did not bring about any alteration in the designation of the holder of the certificate or powers of the administrator of the estate.

Article 15: Certificate which is incompatible with a previous decision

Following the example of other conventions, e.g. the Convention relating to the recognition and enforcement of foreign judgments in civil and commercial matters (article 5), the Convention provides especially for a case which might be considered to come under the heading of public policy ('ordre public'). It may occur that a decision on the merits with regard to the same estate as is dealt with in the certificate has been either rendered in the requested State, or (in the case of a decision emanating from a third State – for one can hardly imagine that it could come from the issuing State itself) recognised by it. The recognition of the certificate could be irreconcilable with the decision and the requested State could not then be obliged to grant recognition.

The idea of a 'decision rendered on the merits' – which expression replaces a more ambiguous one contained in the preliminary draft – aims at making a distinction, which exists in various forms in the majority of legal systems, between decisions which conclude litigation

susceptibles de recours) et les décisions simplement provisoires, incidentes ou «d'avant dire droit»; cette notion de décision sur le fond n'est pas autrement définie par la Convention et son interprétation relève donc du droit interne des Etats contractants.

Article 16: Conflit de certificats

Cette disposition ne figurait pas dans l'avant-projet, la Commission spéciale ayant estimé préférable de s'en tenir à quelques problèmes pratiques essentiels, et de s'en rapporter pour le reste au droit commun des Etats contractants. L'idée s'est imposée pourtant, au cours des débats de la Conférence, qu'il était nécessaire de régler le conflit de certificats.

Les opinions divergeaient, toutefois, sur la solution: fallait-il, ou non, en un tel cas, laisser à l'autorité de réception le pouvoir de refuser les deux certificats? Une réponse affirmative était envisagée favorablement par certaines délégations. A la réflexion, il est apparu qu'une telle solution aurait de sérieux inconvénients pratiques, et comporterait le risque de laisser une succession sans administration, voire d'encourager l'obtention de certificats concurrents dans des buts dilatoires.

La solution adoptée est souple, et laisse à l'autorité requise la liberté voulue pour tenir compte des diverses circonstances. A noter enfin que les mots «certificat mentionné à l'article premier» visent à préciser l'hypothèse envisagée par l'article 16, soit celle du conflit entre deux «certificats internationaux»; il ne s'agit pas ici du conflit éventuel entre un certificat local et un certificat international, ce dernier devant avoir la primauté, selon l'esprit de la Convention (ainsi que selon l'article 20).

Article 17: Ordre public

Cette disposition classique, dans la forme aujourd'hui habituelle dans les Conventions de La Haye, n'appelle guère de commentaires; on sait qu'elle exprime une préoccupation restrictive, qui se justifie tout particulièrement en l'espèce, étant donné l'objet même et les buts de la Convention.

Article 18: Refus partiel

Qui peut le plus pouvant le moins, il est évident que, même en l'absence de cette disposition, la Convention eût autorisé un refus simplement partiel de reconnaissance, aux mêmes conditions que le refus global. Pour éviter tout doute à ce sujet, la Convention précise, *in favorem recognitionis*, que le refus n'est pas nécessairement total. Cette disposition se justifie d'autant plus que, vu la variété des conceptions nationales relatives à l'administration des successions, un Etat peut fort bien éprouver des difficultés à reconnaître une partie seulement des pouvoirs d'un administrateur étranger. Le modèle de certificat annexé à la Convention permet du reste l'usage, à côté d'une formule générale, d'une énumération «concrète» des pouvoirs du titulaire, à l'aide d'un tableau détaillé. Les intérêts de l'Etat requis, ou plutôt ceux des créanciers ou des héritiers qu'il entend protéger, pourront être sauvegardés suffisamment, au besoin, par le refus de reconnaître au titulaire du document l'un ou l'autre seulement des pouvoirs indiqués dans le document.

Article 19: Absence d'autres motifs de refus

Il s'agit d'une disposition-clé du système de la Convention, qui tend à dissiper toute équivoque sur le caractère

(whether or not they can be appealed against) and decisions which are merely provisional, incidental or of an interlocutory nature; this idea of a decision on the merits is not otherwise defined in the Convention and its interpretation is left to the internal law of the Contracting States.

Article 16: Conflict between certificates

This provision did not appear in the preliminary draft, the Special Commission preferring to confine itself to a number of practical and basic problems, and to leave the rest to the general law of the Contracting States. However during the debates of the Conference, it became obvious that it was necessary to deal with the problem of conflict between certificates.

Opinions differed however, as to the solution to this problem: should the receiving authority, in such a case, have the power to refuse recognition of both certificates, or not? This solution was favoured by certain of the delegations. On reflection, however, it appeared that such a solution would have serious practical drawbacks and would bring with it the risk of leaving an estate without administration or even encouraging the obtaining of competing certificates in order to cause delays.

The solution adopted is flexible and leaves the requested authority the desired freedom to take account of various circumstances. Finally, it should be noted that the words 'certificate mentioned in article 1' aim at stating more precisely the case considered in article 16 *i.e.* that of there being a conflict between two 'international certificates'; we are not concerned here with a possible conflict between a local certificate and an international certificate since the latter, in accordance with the spirit of the Convention (as well as in accordance with article 20), takes priority.

Article 17: Public Policy ('ordre public')

This classic provision in the form which is now traditional in the Hague Conventions, does not call for any commentary; it is known that it expresses a desire to restrict its application, which is justified particularly in the present case in view of the purpose and aims of the Convention.

Article 18: Partial refusal of recognition

Going on the principle that if one is capable of doing a lot one is also capable of doing little, it is evident that even in the absence of this provision the Convention would have authorised a partial refusal of recognition on the same conditions as for total refusal. So as to leave no doubt on the matter, the Convention specifies, *in favorem recognitionis*, that refusal will not necessarily be total. This provision is further justified by the fact that having regard to the variety of national ideas on the administration of estates, a State may very well consider it difficult to recognise only a part of the powers of a foreign administrator. The model certificate annexed to the Convention, besides a general formulation, permits the use of a 'specific' enumeration of powers of the holder of the certificate with the aid of a detailed list. The interests of the requested State or rather those of the creditors or heirs which it wishes to protect, could be sufficiently safeguarded, if need be, by a refusal to recognise just one or other of the powers listed in the document as being conferred upon the holder.

Article 19: Absence of other grounds for refusal of recognition

Here we are concerned with the key provision of the Convention which has as its aim that of dispelling any

exhaustif de l'énumération contenue aux articles 13 à 17. En dehors de ces cas d'exception, le certificat international *doit* être reconnu dans tous les Etats contractants, ainsi que le dispose l'article premier.

Conformément à l'esprit du système, il est précisé que la rétractation et l'infirmité d'une décision de reconnaissance sont assimilées à un refus, le résultat étant le même dans tous ces cas.

Article 20: Administration locale antérieure

Il se peut que, dans l'Etat où se trouvent des biens et où la reconnaissance est demandée, un administrateur local ait déjà été désigné, en vertu de la loi locale. Ce fait ne suffit pas, en soi, à justifier une sorte de refus «automatique» de la reconnaissance du certificat. L'obligation de reconnaître le certificat international subsiste, mais «conformément à la présente Convention», c'est-à-dire dans les mêmes limites. L'article 20 confirme donc la primauté de principe du certificat international, mais il appartiendra à l'autorité locale saisie du problème d'apprécier dans quelle mesure une administration locale antérieure constitue l'un des motifs de refus de reconnaissance limitativement énumérés par la Convention.

La Conférence a jugé utile de compléter l'avant-projet en introduisant un second alinéa. Aux termes de cette disposition, dans la mesure où il y a coexistence entre administration locale et «administration internationale», cette dernière l'emporte. En revanche l'administration locale peut fort bien subsister pour toutes les compétences que n'a pas l'administrateur international. Le texte même du certificat permettra d'établir, assez aisément, quels sont les pouvoirs que ne détient pas le titulaire du document. Il est conforme au but de la Convention, qui est de faciliter l'administration internationale, que la primauté du certificat n'ait pas nécessairement et toujours pour effet la révocation des administrateurs locaux. Au surplus, il appartient à la procédure interne de l'Etat requis de régler selon quelle procédure les pouvoirs de l'administrateur local devraient éventuellement être retirés à la suite de la reconnaissance du certificat international.

Dans un chapitre suivant, trois dispositions soit les articles 21 à 23, sont consacrés à l'utilisation et aux effets du certificat.

Article 21: Compétence de la loi du lieu de situation des biens

Le certificat international étant, par hypothèse, reconnu, suivant l'obligation posée par l'article premier, il reste à savoir quels sont les effets exacts de cette «reconnaissance» et comment le certificat pourra être utilisé dans un Etat (étranger à celui de l'émission) et dans lequel se trouvent des biens successoraux. Dans quelle mesure la *lex rei sitae* va-t-elle l'emporter, le cas échéant, sur la «loi de l'administration successorale» qui a déterminé la désignation de la personne et des pouvoirs du titulaire du certificat ou, à l'inverse, va-t-elle devoir s'effacer devant cette loi étrangère? Question tout à fait capitale, d'un point de vue à la fois juridique, politique et pratique, qui a surgi dès la discussion de l'article premier de la Convention et a préoccupé la Conférence tout au long de l'élaboration de la Convention.

Le problème était d'autant plus grave et plus complexe qu'il met en cause non seulement les règles du droit successoral (de deux Etats au moins, l'Etat émetteur du certificat et l'Etat requis), mais aussi celles du droit des créances et du droit des biens. Quel qu'ait été le désir des délégués à la Conférence de limiter le débat à la

doubt as to the exhaustive nature of the enumeration contained in articles 13 to 17. Except in exceptional cases, the international certificate must be recognised in all Contracting States, this being provided for in article 1.

In accordance with the spirit of the system of the Convention, it is specifically stated in this article that the withdrawal or reversal of a recognition decision shall be regarded as equivalent to refusal of recognition, the result being the same in all cases.

Article 20: Prior local administration

It is possible that in the State where the assets are situated and where recognition is requested a local administrator had already been designated under local law. This will not suffice *per se* to justify a sort of 'automatic' refusal of recognition of the certificate. The obligation to recognise the international certificate remains but 'in accordance with this Convention', *i.e.* within the same limits. Thus article 20 confirms in principle the priority of the international certificate but it will be for the local authorities seized of the problem to determine the extent to which a prior local administration constitutes one of the grounds for refusal of recognition listed restrictively in the Convention.

The Conference felt that it would be useful to supplement the preliminary draft by the addition of a second paragraph. According to this provision, where a local administration and an 'international administration' co-exist the latter shall prevail. On the other hand, the local administration may be maintained for all matters over which the international administrator has no authority. The actual text of the certificate will allow it to be established fairly easily what powers the holder of the document does not have. In accordance with the aim of the Convention, which is to facilitate the international administration of estates, the fact that the international certificate has priority does not always necessarily mean that the powers of local administrators will be revoked. Moreover, it is for the internal procedure of the requested State to settle the question of how the powers of the local administrator should be withdrawn following on recognition of the international certificate.

The next chapter of the Convention contains three provisions, *viz.* articles 21 to 23, which are devoted to the use and effects of the certificate.

Article 21: Application of the law of the situs of the assets

Since the obligation contained in article 1 ensures recognition for the international certificate, it only remains to establish what will be the exact effects of 'recognition' and how the certificate could be used in a State (other than the issuing State) in which the assets of the estate are situated. To what extent, if any, will the *lex rei sitae* prevail over the 'law of the administration' which determined the designation of the person and the powers of the holder of the certificate or to put it the other way round, is this law going to have to give way to the foreign law. This question, which is most important from a legal as well as a political and practical point of view, arose from the discussion on article 1 of the Convention and concerned the Conference throughout the drawing up of the Convention.

The problem was all the more serious and complex since not only the rules of the law of succession (of at least two States – the State issuing the certificate and the requested State) were involved, but also those of the law relating to debts and to the law of property. Although the delegates to the Conference wished to

stricte administration successorale, il a bien fallu prendre parti *nolens volens* sur une série de points fort délicats, relevant du droit des obligations, des régimes matrimoniaux, des droits réels, en particulier en rapport avec le *passif successoral*: qui peut payer les dettes? Qui doit les payer? Comment doivent-elles l'être? Peut-on ou doit-on distinguer entre dettes «locales» et dettes «non locales»?

La Conférence n'a pas eu l'ambition de trancher toutes ces questions ni d'unifier les règles de conflits en la matière; mais elle n'a pu éviter de se prononcer sur certains problèmes pratiques, touchant directement l'exercice, par le titulaire du certificat, des pouvoirs indiqués par le document et qu'il détient de la «loi de l'administration successorale». En particulier, la question se pose de savoir si le détenteur du certificat doit payer les dettes de la succession – et, si oui, lesquelles et, le cas échéant, selon quelle priorité? – avant de pouvoir prétendre se faire remettre les actifs de la succession. On sait la question très diversement réglée en droit comparé, compliquée qu'elle est, en outre, parfois, par l'incidence des règles sur le régime matrimonial.

Il ne pouvait guère être question, d'abord, de s'aventurer sur le terrain d'une unification du droit matériel. D'autre part, il fallait bien partir de la compétence de principe de la loi territoriale, la *lex rei sitae*, pour régler la prise de possession des biens par l'administrateur étranger. L'accord s'est donc établi assez vite sur l'idée que l'Etat du *situs* des biens ne pouvait être obligé de permettre au titulaire du certificat de prendre possession des actifs successoraux et de quitter le pays sans acquitter les dettes (en invoquant par exemple le fait que le certificat ne lui conférait point le pouvoir de les payer!). La compétence de la même *lex situs* pour soumettre à des conditions, telles la fourniture de sûretés, l'exercice des pouvoirs du titulaire du certificat, en vue de la protection des tiers (créanciers successoraux ou autres intéressés à la succession) ne pouvait être mise en doute. De nombreux Etats se sont préoccupés de maintenir intacte leur compétence (du reste indiscutée) quant à la taxation des successions et d'éviter que les obligations assumées aux termes de la Convention ne conduisent à bouleverser le jeu normal des règles locales, administratives ou de procédure, et à faire du titulaire du certificat une sorte de «privilegié» par rapport aux administrateurs locaux.

L'avant-projet s'était borné à reconnaître la compétence locale quant à l'exercice du pouvoir d'appréhender les biens situés sur le territoire. Les débats de la Conférence ont montré qu'il fallait élargir ce domaine d'application, tout en le précisant, comme le fait l'article 21, alinéa premier, en se référant au respect «des règles relatives à la surveillance et au contrôle des administrations locales».

Cependant, tout comme, avant elle, la Commission spéciale, la Conférence s'est préoccupée de maintenir l'efficacité du certificat international. Elle n'a pas voulu que la compétence de la loi locale, qui peut paralyser indirectement et en partie l'activité de l'administrateur étranger, serve à réduire à néant la portée du certificat ou à vider de sa substance l'obligation de reconnaissance posée à l'article premier de la Convention. Aussi l'article 21 précise-t-il que cette compétence de l'Etat requis ne touche que l'exercice des pouvoirs du titulaire du certificat et que la qualité et l'étendue des pouvoirs du titulaire du certificat ne peuvent, par ce biais, être mis en cause. L'article 21 ne doit pas constituer une exception au principe selon lequel les pouvoirs de l'administrateur sont déterminés selon la loi interne de la résidence habi-

confine the debate to strict questions of administration of estate, it was necessary to decide *nolens volens* on a series of extremely delicate points relating to the law of obligations, matrimonial property, real rights, in particular those relating to the *debts of the estate*: Who may pay the debts? Who must pay them? How should they be paid? Can one or must one distinguish between 'local' and 'non-local' debts?

The Conference was not so ambitious as to seek to answer all these questions or to unify the conflicts rules relating to this matter; but it could not avoid taking a position on certain practical problems directly connected with the holder of the certificate's exercise of the powers indicated in the document, derived from the 'law of the administration of the estate'. In particular the question arose as to whether the holder of the certificate should pay the debts of the estate – and if so, which debts and, as the case may be, in which order of priority – before being able to claim the assets in the estate. As we know, the question is dealt with in many different ways in comparative law and is sometimes further complicated by the influence of rules relating to matrimonial property.

In the first place, there can scarcely be any question of venturing into the area of unification of substantive law. On the other hand, one must take as a starting point that in principle territorial law is applicable – the *lex rei sitae* – in dealing with the seizing of the estate assets by the foreign administrator. Thus, agreement was reached fairly quickly on the idea that the State of *situs* of the assets cannot be obliged to allow the holder of the certificate to seize the estate assets and leave the country without paying the debts (arguing, for instance that the certificate did not confer on him the power to pay them!). There can be no doubt that the same *lex situs* has jurisdiction to subject the carrying out of the powers of the holder of the certificate to certain conditions, such as giving a security with a view to protecting third parties (creditors of the estate and other persons with an interest in the estate). A number of States were concerned with maintaining intact (and unquestioned moreover) their jurisdiction in relation to the taxation of estates and with preventing the obligations undertaken under the terms of the Convention from upsetting the normal working of local, administrative or procedural rules, and from making the holder of the certificate into a sort of 'privileged person' vis-à-vis local administrators.

The preliminary draft limited itself to recognising local jurisdiction in relation to the exercise of the power to seize the assets situated on the territory of the State in question. The debates of the Conference showed that it was necessary to enlarge the field of application while at the same time making it more precise; this was done in article 21, paragraph 1 which refers to 'the same local supervision and control applicable to estate representatives in that State'.

However, the Conference, like the Special Commission before it, was concerned with maintaining the effectiveness of the international certificate. It did not want the jurisdiction of the local law, which could indirectly and partially paralyse the activities of the foreign administrator, to be used to render the significance of the international certificate nugatory or to emasculate the obligation of recognition set out in article 1 of the Convention. Thus, article 21 specifies that the jurisdiction of the requested State affects only the *exercise* of the powers of the holder of the certificate and that the entitlement and powers of the holder may not thereby be put in issue.

Article 21 ought not to constitute an exception to the principle that the powers of the administrator are deter-

tuelle (voire, dans les cas de l'article 3, chiffres 1 et 2, de la loi nationale du défunt). Mais il eût été irréaliste de vouloir pousser trop loin les «effets extraterritoriaux» de la loi appliquée à l'établissement du certificat et de méconnaître le pouvoir de contrôle de la loi (ou de l'autorité) locale du pays de situation des biens quant à l'exercice desdits pouvoirs. Il y a lieu de faire confiance, au demeurant, à l'Etat local et de présumer qu'il n'imposera pas des conditions de nature à anéantir les effets du certificat et à affecter la substance des pouvoirs conférés à l'administrateur étranger.

En résumé, l'équilibre établi par la Convention sur un point aussi fondamental que délicat paraît judicieux et de nature à favoriser une large ratification de la Convention.

Article 22: Paiements et remises de biens

Parmi les effets de l'utilisation du certificat international, certains sont essentiels – qui mettent en cause la portée et le crédit qui doivent être attribués au document, et ne pouvaient être passés sous silence dans la Convention sans lui faire perdre une grande part de sa valeur pratique. Du point de vue concret auquel la Conférence a voulu se placer, cette considération a paru plus décisive que celle de savoir si, sur le plan des qualifications, les dispositions adoptées relevaient encore du droit des successions ou plutôt du droit des biens, voire de celui des contrats.

Si un premier effet du certificat est que son titulaire est habilité à agir, selon la loi appliquée à l'établissement du document, et dans les limites de ce dernier, un second effet, non moins nécessaire, en est que les tiers doivent être en principe protégés lorsqu'ils font des actes juridiques avec le titulaire sur la loi du certificat présenté par lui. Ainsi pour le débiteur du défunt qui s'acquitte dans les mains du titulaire du certificat ou pour le détenteur de biens successoraux qui les remet à ce titulaire, et qui doivent être libérés de toute responsabilité.

Tel est le principe posé par l'article 22, selon lequel le certificat international dressé (ou reconnu) conformément à la présente Convention produit des effets libératoires pour le tiers de bonne foi.

En ce qui concerne le champ d'application territorial de cette disposition, on observera qu'elle vise à l'évidence le cas du paiement fait dans le pays où se trouve le titulaire avec son certificat international reconnu (soit *ipso jure*, soit après publicité ou décision de reconnaissance selon l'article 10). La position des Etats tiers à cet égard dépendra du fait qu'ils sont, ou non, parties à la Convention; dans l'affirmative, ils seront tenus de reconnaître effet libératoire à un tel paiement.

Article 23: Acquisition de biens

Comme dans le cas de l'article 22 et par identité de motifs, l'acquéreur qui s'est fait céder des biens par le titulaire du certificat en se fiant à ce dernier document doit être protégé, sous réserve de démonstration de sa mauvaise foi. – On notera que la Conférence a abandonné les objections qui s'étaient fait jour dans les travaux de la Commission spéciale, pour des raisons de technique juridique touchant au droit comparé, quant à l'utilisation de la notion de «bonne foi». Cette bonne foi du tiers qui s'est fié au certificat, dans les hypothèses des articles 22 et 23, se présume conformément au principe général; elle ne vise bien entendu que le certificat et les

mined in accordance with the internal law of the habitual residence (and in the case mentioned in article 3 numbers 1 and 2 in accordance with the national law of the deceased). But it would have been unrealistic to wish to push too far the 'extra-territorial' effects of the law applicable to the drawing up of the certificate and to fail to recognise the power of control of the local law (or authority) of the country where the assets are situated in relation to the exercise of the said powers. However, there is room here for placing confidence in the local State and for presuming that it will not impose conditions which would destroy the effects of the certificate and materially affect the powers conferred on the foreign administrator.

In short, the balance created by the Convention on a point which is as fundamental as it is delicate seems judicious and of such a nature as to favour ratification of the Convention by a large number of the Contracting States.

Article 22: Payment and delivery of property

Among the effects resulting from use of the international certificate, are a number which are essential – which affect the significance and credit to be attributed to the document and which cannot be passed over in silence in the Convention without it losing a large part of its practical value. From the point of view of concrete solutions – a point of view adopted by the Conference – this consideration appeared more decisive than that of knowing whether, on the level of characterisation, the provisions adopted pertained to the law of succession rather than the law of property, or even that of contract. While a primary effect of the certificate is that its holder is entitled to act, in accordance with the law applied to the drawing up of the document, within the limits set out therein, a second, no less necessary, effect is that third parties must in principle be protected when effecting legal transactions with the holder on the faith of a certificate produced by him. Thus, a debtor of the deceased who settles the debt with the holder or a person possessing assets of the estate who makes them over to him, should be discharged of all liability.

This is the principle laid down in article 22 under which the international certificate drawn up (or recognised) in accordance with this Convention has a discharging effect for a third party acting in good faith.

As far as the territorial scope of this provision is concerned, it should be observed that it obviously relates to the case in which payment is made in the country in which the holder of the international certificate which has been recognised (either *ipso jure* or after publicity or a recognition decision in accordance with article 10) happens to be. The position of third States in this respect will depend on whether or not they are parties to the Convention. If they are, then they will be obliged to recognise the discharging effect of such a payment.

Article 23: Acquisition of assets

As in the case mentioned in article 22, and for identical reasons, persons to whom the holder of the certificate has transferred property and who rely on the certificate must be protected unless they are shown to have acted in bad faith. It should be noted that the Conference did not press its objections as to the use of the notion of 'good faith', which had arisen in the course of the work of the Special Commission, because of reasons of legal technique relating to comparative law. Third parties who rely on the certificate, as in the cases mentioned in articles 22 and 23, are, in accordance with the generally established principle, presumed to be

pouvoirs qui en découlent, et il est clair que le document international ne peut avoir pour effet de purger tous les vices quelconques qui pourraient affecter la propriété des biens relevant de la succession.

Il va de soi que la Convention s'applique ici dans les mêmes conditions ou limites territoriales que dans l'hypothèse discutée à l'article précédent.

Le chapitre suivant, le cinquième, de la Convention aborde les cas de contestations pouvant surgir quant à la désignation et aux pouvoirs d'administrer du titulaire – contestations portant sur le fond, et non plus sur la reconnaissance du certificat pour les motifs prévus par la Convention – et qui peuvent aboutir à l'annulation, à la modification ou à la suspension des effets du certificat international.

Article 24: Contestation au fond dans l'Etat requis

La Commission spéciale a discuté longuement le sort et les conséquences d'éventuelles contestations au fond touchant la désignation et les pouvoirs d'administrer du titulaire, et ceci sous deux aspects indépendants: d'abord celui de la *compétence juridictionnelle* pour trancher les litiges relatifs à l'administration de la succession et, ensuite, celui des *effets*, sur l'utilisation du certificat, de l'ouverture d'un procès au fond.

Le premier aspect a été délibérément laissé en dehors de la Convention, qui ne contient donc pas de règles de compétence relatives à de telles contestations. La Convention se borne, aux articles 24 et suivants, à prévoir les conséquences d'une telle contestation de fond sur l'emploi et sur les effets du certificat international.

L'article 24 vise l'hypothèse dans laquelle cette contestation surgit dans l'Etat requis, au cours de la procédure de reconnaissance. On notera en passant que l'éventualité d'une telle contestation doit être envisagée aussi dans les Etats qui admettent la reconnaissance de plein droit et n'ont pas institué de procédure.

Il s'agit donc de l'hypothèse dans laquelle un tiers intéressé intervient et – sans alléguer l'un des motifs de refus de reconnaissance limitativement énumérés par la Convention – conteste devant une autorité quelconque de l'Etat requis la désignation ou les pouvoirs du titulaire *pour un motif de fond*, par exemple la violation des droits, sur le plan de l'administration s'entend, d'héritiers réservataires.

Quelle doit être, en un tel cas, l'attitude de l'autorité requise? L'article 24 laisse à celle-ci une large liberté d'appréciation; selon le sérieux de la contestation, l'autorité peut surseoir à statuer sur la demande de reconnaissance jusqu'à droit jugé sur le fond par le tribunal compétent (compétent selon les règles de droit international privé de l'Etat requis, règles qui désigneront dans la plupart des cas, selon toute vraisemblance, un tribunal de l'Etat qui a émis le certificat).

On comprend sans autre qu'un délai puisse alors être imparti au tiers opposant pour saisir le for compétent, faute de quoi l'autorité requise prendra une décision sur la demande de reconnaissance. Dans les mêmes conditions, cette autorité doit avoir la faculté de suspendre, en tout ou en partie, les effets provisoires du certificat international (déterminés, on l'a vu, par les articles 11 et 12 de la Convention).

acting in good faith; of course, this only relates to the certificate and the powers which are derived from it, and it is clear that the international certificate could not have the effect of curing all defects of any nature which could affect the ownership of assets included in the estate.

It goes without saying that the Convention applies in this case under the same conditions and within the same territorial limits as discussed in the preceding article.

The next chapter of the Convention, the fifth, deals with cases of disputes which could arise in relation to the designation and powers of administration of the holder of the certificate – disputes relating to substance, and not to the recognition of the certificate on grounds provided in the Convention – and which could lead to annulment, modification or suspension of the effects of the certificate.

Article 24: Disputes on the merits in the requested State

The Special Commission discussed at length the solution to and the consequences of possible disputes on the merits relating to the designation and powers of administration of the holder of the certificate; two independent aspects of the question were debated: firstly, that of jurisdiction to hear litigation concerning administration of the estate, and then that of the effect of the institution of a suit on the merits on the utilisation of the certificate.

The first aspect was deliberately left out of the Convention which does not, therefore, contain any jurisdictional rules relating to such disputes. The Convention restricts itself, in article 24 and the articles following thereon, to laying down what effect such a dispute on the merits will have on the use and effects of the international certificate.

Article 24 deals with the case in which the dispute arises in the requested State during the recognition procedure. It should be noted in passing that the possibility of such a dispute arising should also be envisaged in States which grant recognition *ipso jure* and have not instituted a recognition procedure.

Here, we are concerned with the case in which an interested third party intervenes and – without invoking one of the grounds for refusal of recognition restrictively enumerated in the Convention – contests the designation or the powers of the holder of the certificate before a competent authority of the requested State, on a *ground* which goes to the merits of the case, pleading, for example, that the rights of the heirs entitled to a portion of the estate had been violated even as far as the administration is concerned.

What should be the attitude of the requested State in such a case? Article 24 leaves a large measure of discretion to the requested State; depending on how serious it judges the dispute to be, the authority may stay the decision on the request for recognition until the issue has been decided on the merits by the court having jurisdiction in the case (according to the rules of private international law of the requested State, which would, in the majority of cases, in all probability, designate a court of the State issuing the certificate). It will be understood that a time limit may then be imposed on the third party making the objection, in which he will have to bring proceedings before the court with jurisdiction. In default of such action by the third party, the requested authority will take a decision on the request for recognition. This authority must also, under the same conditions, be able to suspend either totally or partially the provisional effects of the international certificate (determined as we have seen by articles 11 and 12 of the Convention).

Article 25: Autres cas de contestations au fond

D'une manière plus générale, et que le certificat ait déjà utilisé ou non, l'article 25 accorde aux Etats contractants la possibilité de faire suspendre, de même, les effets du certificat (en tout ou en partie, bien que le texte ne le précise pas) jusqu'à la fin du litige, ceci dans les deux hypothèses suivantes:

a Par l'alinéa premier de l'article 25, dans le cas d'un litige porté devant les tribunaux de l'Etat «émetteur» du certificat, cette faculté est reconnue aux autorités de «tout autre Etat contractant» (autre que l'Etat émetteur);

b Par l'alinéa 2, en cas de contestation au fond soumise aux tribunaux soit de l'Etat requis soit d'un autre Etat contractant à l'exclusion de l'Etat émetteur, qui est déjà prévu par l'alinéa premier, c'est ici les autorités de l'Etat requis qui reçoivent compétence pour suspendre les effets du certificat jusqu'à la fin du litige.

Cette suspension des effets, ainsi décidée par l'autorité compétente pour ce qui concerne son territoire prendra fin, de par la nature des choses, dès que sera tranché le litige au fond dans lequel ont été mis en cause la désignation ou les pouvoirs de l'administrateur détenteur du certificat.

Article 26: Effets de la suspension ou de l'annulation par l'Etat émetteur

Cette disposition recouvre aussi bien le cas de la modification du certificat que ceux de son annulation et de la suspension de ses effets; la sécurité juridique exige que, en cas de modification, l'autorité compétente annule le certificat existant pour en émettre un nouveau; un alinéa deuxième, qui manquait à l'avant-projet, précise à juste titre ce point.

La même considération de sécurité commande que toute mesure de ce genre prise par l'autorité émettrice soit portée à la connaissance des intéressés dans tous les Etats contractants. Faute de pouvoir envisager la mise sur pied d'un véritable système de publicité, la Conférence s'est arrêtée à une solution qui oblige chaque Etat contractant, par l'intermédiaire de son «autorité compétente», à tirer les conséquences voulues en ce qui le concerne, de l'annulation, modification ou suspension décidé dans l'Etat émetteur du certificat. Ceci à la demande de tout intéressé ou dès l'information officielle prévue à l'article 8.

Pour imparfait qu'il soit en théorie, ce système paraît devoir fonctionner de façon satisfaisante, en principe, encore qu'il laisse subsister, inévitablement, certains problèmes – dont les principaux sont traités dans les articles suivants de la Convention; en effet, certains actes risquent d'être accomplis sur la base d'un certificat annulé.

Article 27: Actes antérieurs à la décision entérinant l'annulation du certificat

Des actes peuvent avoir été accomplis sur la foi d'un certificat international qui a été annulé dans le pays étranger d'émission – qu'il s'agisse d'actes de disposition comme de mesures de moindre portée, par exemple conservatoires. Ces actes conserveront-ils leur validité, nonobstant la décision donnant effet à l'annulation, à la modification ou à la suspension des effets?

L'importance pratique de la question, qui met en cause l'essence et la valeur du certificat international, a incité la Conférence à régler la question dans la Convention elle-même, et à ne pas laisser à chaque loi locale le soin de la trancher. Pour que le certificat joue pleinement

Article 25: Other cases of disputes on the merits

Article 25 gives, in a general manner and whether the certificate has been used or not, to the Contracting States the possibility to have the effects of the certificate suspended in the same way (totally or partially, although the text does not say so) until the outcome of the litigation; this possibility exists in the following two cases:

a Under paragraph 1 of article 25, this right is open to the authorities of 'any other Contracting State' (apart from the issuing State) where a dispute is brought before the courts of the State issuing the certificate;

b Under paragraph 2 this right is open in suits on the merits brought before the courts of the requested State or of another Contracting State (with the exception of the issuing State), as was already provided in paragraph 1; here it is the authorities of the requested State which have jurisdiction to suspend the effects of the certificate until the outcome of the litigation.

This suspension of the effects ordered by the competent authority so far as its territory is concerned will terminate naturally when the litigation in which the designation or powers of the administrator, holder of the certificate, have been put in issue is settled.

Article 26: Effects of suspension or annulment by the issuing State

This provision covers the case of *modification* of the certificate as well as the case of annulment and suspension of its effects; the security of legal proceedings requires that in a case of modification, the competent authority should annul the existing certificate and issue a new one; a second, and necessary, paragraph which did not appear in the preliminary draft states this point.

The same consideration of security dictates that any measures of this type taken by the issuing authority should be brought to the notice of interested parties in the Contracting States. As the Conference could not envisage the setting up of an actual system of publicity, it limited itself to a solution which obliges each Contracting State through its 'competent authority' to draw the necessary consequences, in so far as it is concerned, from the annulment, modification or suspension ordered in the issuing State. This will be done at the request of any interested party or if it is officially informed of such action in accordance with article 8.

However imperfect this system may be in theory, it would seem that it should work satisfactorily, even if, inevitably, it does not do away with certain problems – the main ones being dealt with in the following articles of the Conventions; some acts may indeed have been entered into on the basis of an annulled certificate.

Article 27: Acts effected prior to the decision confirming annulment of the certificate

Acts can be effected on the strength of an international certificate which has been annulled in the foreign State of issue – whether it is a question of an act alienating property or measures of less significance, for example protective measures. Should these acts retain their validity notwithstanding the decision giving effect to annulment, modification or suspension of effects? The practical importance of this question, which puts the very essence and value of the international certificate at issue, prompted the Conference to deal with the question in the Convention itself and not to leave it to each local law to settle it. In order for the cer-

son rôle, il doit présenter, comme un titre, le maximum de sécurité. Aussi l'opinion s'est-elle imposée, au terme de débats approfondis et à la lumière des situations analogues qui se présentent en divers domaines du droit, qu'il fallait stipuler l'absence de tout effet rétroactif de l'annulation ou, plus exactement, de la décision qui, dans l'Etat de situation des biens, entérine l'annulation, la modification ou la suspension intervenue selon les articles précédents.

Article 28: Actes passés postérieurement à la décision entérinant l'annulation

Bien que son texte ne le précise pas aussi clairement que le faisait l'avant-projet, cette disposition vise le cas des actes juridiques passés avec le titulaire d'un certificat sans valeur après que son annulation par l'autorité émettrice (ou la suspension de ses effets) a été entérinée ou «reconnue» sur le territoire de l'Etat intéressé, conformément à l'obligation posée par l'article 26. Dans le même esprit que précédemment, la Conférence a estimé devoir trancher la question, et n'en pas laisser la solution aux diverses lois locales.

La solution apparaît, d'emblée, comme plus délicate que dans le cas précédent. Sur le terrain des principes, il est permis d'hésiter. Il y a lieu de mettre en balance les intérêts des héritiers et ceux des tiers, et d'admettre, tout en se gardant de surestimer la probabilité ou la fréquence des abus, que certains conflits pourront surgir. La Convention tranche, clairement, en faveur des tiers de bonne foi, conformément à l'idée centrale du système de la Convention, celle de l'efficacité internationale du certificat.

Article 29: Conséquences de la rétractation

L'article 19, on l'a vu, prévoyait que la rétractation ou l'infirmité de la reconnaissance était assimilée à un refus. L'article 29 complète le système de la Convention en précisant que la rétractation et l'infirmité d'une reconnaissance ont les mêmes effets que l'annulation du certificat, soit qu'elles ne mettent pas en cause les actes antérieurs, ni les actes postérieurs passés avec des tiers de bonne foi.

Article 30: Immeubles

Si l'essentiel des délibérations de la Conférence, comme des travaux préparatoires, a été consacré aux successions mobilières, il est toutefois apparu possible de faire une certaine place dans la Convention aux successions immobilières, lorsque la loi applicable à la désignation du titulaire et à l'indication de ses pouvoirs (soit la loi de la résidence habituelle, en principe et sauf les exceptions de l'article 3) accorde au détenteur des pouvoirs «extraterritoriaux» sur les immeubles. En un tel cas, la Convention offre aux Etats contractants la faculté de reconnaître, en tout ou en partie, de tels pouvoirs.

Une telle faculté, on le conçoit, intéressera davantage les Etats dits «unitaires» sur le plan successoral que ceux dont le droit international privé connaît la scission de la succession (pour la liste de ces divers Etats, voir le «Commentaire sur le droit international privé des successions» établi par le Secrétaire général adjoint de la Conférence, *Doc. prélim. No 1*, septembre 1969, *supra* p. 34 et ss).

Quoi qu'il en soit, la sécurité de droit demande que l'Etat qui entend faire usage de cette faculté le fasse connaître aux autres Etats – par l'intermédiaire, comme

titicate to play its rôle to the full, it must, as a document, be granted the maximum amount of security. The Conference also became of the opinion, during discussions in depth and in the light of analogous situations occurring in various fields of law, that it was necessary to stipulate that annulment should have no retroactive effect or, more precisely, no retroactive effect should be given to the decision confirming annulment, modification or suspension in the State of situs of the assets.

Article 28: Acts effected subsequent to the decision to give effect to an annulment

Although it is not specified in the text of the provision as clearly as in the preliminary draft, this provision relates to the case of legal acts entered into with the holder of a valueless certificate, after its annulment by the issuing authority (or suspension of its effects) has been confirmed or 'recognised' within the territory of the interested State in accordance with the obligations set out in article 26. In the same spirit as previously, the Conference felt that it ought to settle the question and not leave it to be solved by various local laws.

It is more difficult – so much was clear from the outset – to solve this problem than that posed by the preceding case. As far as principles are concerned, one can entertain some doubts here. One should weigh up the interests of the heirs and those of third parties and admit, while at the same time taking care not to overestimate the probability or frequency of abuse, that some conflicts could arise. The Convention settles the question, clearly, in favour of third parties acting in good faith in accordance with the central idea of the system contained in the Convention *i.e.* that of international effectiveness of the certificate.

Article 29: Consequences of withdrawal

As we have seen, article 19 provides that withdrawal or reversal of recognition will be regarded as equivalent to refusal of recognition. The system contained in the Convention is completed by article 29, which states that withdrawal or reversal of recognition has the same effect as annulment of the certificate, that is to say the validity of prior acts and that of acts effected subsequently with a third party acting in good faith will not be affected.

Article 30: Immovable property

While most of the discussions of the Commission, like the 'travaux préparatoires', centred on movable property, it nevertheless appeared possible to include immovable property in the Convention in cases where the law applicable to the designation of the holder of the certificate and to the indication of his powers (which is, in principle and apart from the exceptions mentioned in article 3, the law of the habitual residence) grants to the holder of the certificate 'extraterritorial' powers in relation to immovables. In such a case, the Convention gives the Contracting State the right to recognise such powers in whole or in part. One can imagine that this right will be of interest to the so-called 'unitary' States in matters of succession rather than to States whose private international law provides for scission of the estate (for a list of these various States see the 'Commentary on the private international law of succession' by the Deputy Secretary General of the Conference. *Prel. Doc. No 1*, September 1969, *supra* p. 34 ff).

In any case, the security of law requires that a State intending to use this right should, as in the case of other rights mentioned in the Convention, make it known

pour les autres facultés prévues par la Convention, du Ministère néerlandais des Affaires Etrangères (*cf.* l'article 38). Cette notification vise la reconnaissance *in abstracto*, selon le droit de l'Etat déclarant, des pouvoirs «extraterritoriaux», sur les immeubles, d'un administrateur étranger titulaire du certificat international, et elle ne limite pas le recours, dans ledit Etat déclarant, aux dispositions de la Convention qui autorisent le refus de la reconnaissance (articles 13 à 17).

Ajoutons qu'une rubrique spéciale du modèle de certificat annexé à la Convention (voir lettre D) permettra à l'autorité émettrice, le cas échéant, d'indiquer que le titulaire a le pouvoir d'administrer les éléments immobiliers de la succession.

Dispositions générales et finales

La Convention est complétée par des chapitres VII et VIII contenant respectivement des dispositions générales et des dispositions finales. Plusieurs d'entre elles ont été déjà évoquées dans les commentaires qui précèdent (ainsi les articles 31, 32, 37).

Parmi les dispositions générales, relevons cependant celles de l'article 33: la question de la langue à utiliser dans l'établissement du certificat (et, en particulier, pour remplir les espaces blancs) a fait l'objet de discussions assez poussées, on le comprend sans peine, comme cela avait été le cas lors de l'élaboration, par exemple, de la Convention relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires, du 15 novembre 1965.

Le chapitre VII contient également des dispositions relatives aux Etats à systèmes plurilégislatifs.

Il s'agit d'Etats ayant une personnalité internationale unique, mais qui sont composés soit d'unités territoriales ayant chacune son propre système de droit comme les Etats-Unis ou le Canada (article 35), soit de groupes ethniques ou religieux soumis chacun à un système de droit qui lui est propre, comme la République d'Egypte ou Israël (article 34). Dans les deux cas, l'Etat dont il s'agit peut limiter l'application de la Convention à certains de ces systèmes de droit (territoriaux ou personnels). Pour les systèmes territorialement plurilégislatifs, cette possibilité est de nature à faciliter la ratification de la Convention. En effet, un Etat qui ne disposerait pas des pouvoirs constitutionnels nécessaires pour lier par Traité les unités territoriales qui le composent, pourra procéder à une ratification au profit de certaines unités territoriales favorables à la Convention alors que d'autres y sont opposées.

L'article 36 concerne également les systèmes territorialement plurilégislatifs et précise les modalités d'application de la Convention au regard des unités territoriales pouvant exister dans un Etat contractant. Lorsque la Convention parle d'Etat d'origine ou d'Etat requis il faut viser, en fait, l'unité territoriale dans laquelle le défunt avait sa résidence habituelle ou l'unité territoriale dans laquelle le certificat est produit.

Enfin, très classiquement (voir la Convention sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires du 5 octobre 1961, article premier, alinéa 2; Convention concernant la compétence des autorités et la loi applicable et la reconnaissance des décisions en matière d'adoption du 15 novembre 1965, article 11, etc.), toute référence à la loi nationale du défunt sera interprétée selon les règles en vigueur dans l'Etat plurilégislatif dont le défunt était ressortissant. A défaut de telles règles, on se référera à la loi de l'unité territoriale avec laquelle le défunt avait les liens les plus étroits.

to other States through the intermediary of the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands (*cf.* article 38). This notification refers to recognition *in abstracto*, according to the law of the declaring State, of the 'extra-territorial' powers of a foreign administrator and holder of an international certificate over immovable property, and does not limit recourse in the State so declaring to the provisions in the Convention for refusal of recognition (articles 13-17).

It should be added that a special heading in the model certificate annexed to the Convention (see heading D) will enable the issuing authority, if the case arises, to indicate that the holder is empowered to administer immovable property in the estate.

General and Final Clauses

Chapters VII and VIII, which contain respectively general clauses and final clauses, complete the Convention. Several of these clauses have been mentioned already in the preceding commentary (*viz.* articles 31, 32, 37).

Among the general provisions, however, article 33 should be noted in particular: one can easily understand that the question of what language should be used in drawing up the certificate (and, in particular, in filling in the blank spaces) was the subject of fairly detailed discussions, as was the case during the drawing up, for example, of the Convention on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters of November 15, 1965. Chapter VII also contains provisions relating to States which have several systems of law.

These are States which are a single, international unit but which are either made up of a number of territorial units each with its own system of law, like the United States or Canada (article 35) or of ethnic or religious groups, each one subject to its own system of law, like the Republic of Egypt or Israel (article 34). In both these cases the State concerned may limit the application of the Convention to certain of these jurisdictions (territorial or personal). This possibility makes it easier for States with different territorial systems of law to ratify the Convention. In fact, a State which does not have the constitutional powers necessary to bind by treaty all the territorial units of which it is composed can ratify the Convention for the benefit of those territorial units which are in favour of the Convention even when other units are opposed to it.

Article 36 also deals with States comprising more than one territorial unit, each with its own system of law, and specifies how the Convention should be applied to these various territorial units. When the Convention speaks of the State of origin or the requested State, this could actually be taken to mean the territorial unit in which the deceased had his habitual residence or the territorial unit in which the certificate relied upon is produced.

Lastly, as has been done in the past (see the Convention on the Conflicts of Laws Relating to the Form of Testamentary Dispositions of October 5, 1961, article 1, paragraph 2; Convention on Jurisdiction, Applicable Law and Recognition of Decrees Relating to Adoptions of November 15, 1965, article 11 etc.) any reference to the national law of the deceased will be interpreted in accordance with the rules in force in the State (*i.e.* State with more than one system of law) of which the deceased is a national. If no such rules exist then reference will be made to the law of the territorial unit with which the deceased had the closest ties.

Quant à l'article 37, déjà cité, et à l'article 38, ils précisent le moment auquel doivent être faites les notifications relatives aux diverses désignations ou indications prévues par la Convention, qu'elles résultent d'une obligation ou d'une faculté. L'idée générale de cette réglementation est que les déclarations obligatoires doivent se faire au plus tard au moment de la ratification de la Convention alors que les déclarations facultatives pourront intervenir en tout temps.

Quant à l'article 39, il établit d'une part, la primauté de la Convention, sauf stipulation contraire, sur les conventions bilatérales unissant en la même matière les Etats contractants (conventions bilatérales dont certaines sont fort anciennes et manifestement dépassées) et, d'autre part, il réserve d'éventuelles conventions multilatérales, existantes (comme la Convention nordique) ou futures. Les dispositions finales appellent peu de commentaires. La Convention étant fondée sur la réciprocité, il était naturel que l'adhésion des Etats tiers ne soit pas admise librement. L'article 42 permet aux Etats contractants d'élever une objection à l'adhésion d'un Etat tiers. Dans un tel cas, la Convention n'entre pas en vigueur dans les relations entre l'Etat adhérent et l'Etat ayant élevé l'objection.

Enfin l'article 43 contient la clause traditionnelle relative à l'extension possible de la Convention aux territoires qu'un Etat contractant représente sur le plan international. Quoique intéressant un nombre de plus en plus limité d'Etats, cette clause conserve son utilité. Elle est, dans son esprit, nettement différente de la clause précédemment étudiée, relative aux systèmes territorialement législatifs (article 35). Si ces derniers peuvent librement étendre la Convention à l'ensemble de leurs unités territoriales, il n'en va pas de même dans le cadre de l'article 43, et les Etats contractants peuvent s'opposer à une extension territoriale.

L'annexe à la Convention portant modèle de certificat international, a été évoquée déjà à diverses reprises au cours du présent rapport.

Genève, juin 1973
Pierre Lalive

Article 37, which has already been mentioned, and *article 38* specify when the notification – which must be given because of an obligation or a right – relating to various designations and indications provided for in the Convention must be given. The general idea behind this rule is that obligatory declarations should be made at the latest when the Convention is ratified while optional declarations may be made at all times.

Article 39 establishes, on the one hand, the fact that, unless there is provision to the contrary, the Convention takes precedence over bilateral conventions on the same subject-matter between the Contracting States (included among these bilateral conventions being a number which are extremely old and outdated) and on the other hand provides that the present Convention shall not affect the operation of existing or future multilateral conventions (*e.g.* the Nordic Conventions). Little comment is needed on the final provisions. Since the Convention was based on the principle of reciprocity, it was only natural that the accession of third States would not be freely admitted. *Article 42* allows Contracting States to raise objections to the accession of a third State. In such a case the Convention will not come into force as between the State acceding and the State which has raised the objection. Lastly *article 43* contains the traditional clause relating to the possible extension of the Convention to those territories for whose international relations a Contracting State is responsible. Although this clause is of interest to an increasingly limited number of States, it nevertheless retains its usefulness. The spirit of this clause clearly differs from the preceding clause which we examined and which relates to countries consisting of various different territorial units each with its own legal system (*article 35*). While these countries can freely extend the Convention to all their territorial units, this cannot be done by virtue of *article 43* and the Contracting States may object to territorial extension.

The annex to the Convention containing the model of the international certificate has already been referred to several times in this report.

Geneva, June 1973.
Pierre Lalive

Tables

Table par articles

Convention Texte adopté (p. 273–283)	Avant-projet de Convention du 23 juin 1971 (p. 125–131)	Procès-verbaux de la Commission II de la Douzième session (p. 171–259)	Rapport Lalive (p. 285–308)
art. 1	art. 1	Pv. 2, 13	287
art. 2	art. 2	Pv. 3, 13	289
art. 3	art. 3, 4 et 5	Pv. 3, 4, 13	290
art. 4	art. 6	Pv. 6, 7	292
art. 5	art. 4, al. 3	Pv. 6, 7, 13	293
art. 6	art. 7	Pv. 3, 4, 13	293
art. 7	art. 8	Pv. 7, 9, 13	294
art. 8	art. 9	Pv. 7, 13, 14	294
art. 9	art. 10	Pv. 7, 14	295
art. 10	art. 11	Pv. 7, 14	295
art. 11	art. 12	Pv. 11, 14	296
art. 12	art. 13	Pv. 11, 14	298
art. 13	art. 14	Pv. 8	298
art. 14	art. 15	Pv. 8, 14	298
art. 15	art. 16, al. 1	Pv. 8, 9	299
art. 16	art. 16, al. 2	Pv. 12, 14, 15	300
art. 17	art. 17	Pv. 9, 14	300
art. 18	art. 18	Pv. 10, 14	300
art. 19	art. 19	Pv. 10, 14	300
art. 20	art. 20	Pv. 10, 14	301
art. 21	art. 21	Pv. 10, 11	301
art. 22	art. 22	Pv. 11, 14	303
art. 23	art. 23	Pv. 11, 14	303
art. 24	art. 24	Pv. 11, 15	304
art. 25	art. 25	Pv. 11, 15	305
art. 26	art. 26	Pv. 11, 15	305
art. 27	art. 27	Pv. 11, 15	305
art. 28	art. 28	Pv. 12, 15	306
art. 29	–	Pv. 15	306
art. 30	art. 29	Pv. 11, 12, 15	306
art. 31	–	Pv. 5, 13	306 et 307
art. 32	–	Pv. 6, 15	307
art. 33	–	Pv. 12, 15	307
art. 34	–	Pv. 12, 16	307
art. 35	–	Pv. 12, 16	307
art. 36	–	Pv. 12, 16	307
art. 37	–	Pv. 13, 16	308
art. 38	–	Pv. 16	308
art. 39	–	Pv. 16	308
art. 40	–	Pv. 16	308
art. 41 à 46 *			
<i>Modèle de certificat</i>	<i>Modèle</i>	Pv. 12, 16	308

* Les clauses protocolaires ont été examinées quant au fond par la Commission IV et adoptées pour la Convention en Séance plénière, v. *supra*, tome I, p. 108 et s. et tome II, p. 272.

Table des matières

	Page		Page
		Document de travail No 26	222
		Procès-verbal No 11	226
		Documents de travail Nos 27 et 28	232
		Document de travail No 29	232
		Documents de travail Nos 30 à 33	235
		Procès-verbal No 12	236
		Document de travail No 34	241
		Document de travail No 35	241
		Procès-verbal No 13	242
		Document de travail No 36	247
		Documents de travail Nos 37 à 39	249
		Procès-verbal No 14	250
		Documents de travail Nos 40 et 41	253
		Procès-verbal No 15	254
		Documents de travail Nos 42 à 44	257
		Procès-verbal No 16	257
		Texte du projet soumis à la Séance plénière	260
		<i>Séance plénière</i> (Extrait du Procès-verbal)	271
		<i>Acte final</i> (Extrait)	273
		<i>Rapport de M. P. Lalive</i>	284
		Tables	309
		<i>Table par articles</i>	310
		<i>Table des matières</i>	311
	Page		
Avis au lecteur	3		
Douzième session – Travaux préliminaires	5		
<i>Liste des documents</i>	6		
<i>Mémoire établi par M. G. A. L. Droz</i>	7		
<i>Procès-verbal No 4 de la Quatrième commission de la Onzième session</i>	20		
<i>Questionnaire et Commentaire sur le droit international privé des successions</i>	27		
<i>Réponses des Gouvernements au Questionnaire</i>	67		
<i>Solutions provisoirement adoptées par la Commission spéciale de septembre 1970</i>	120		
<i>Avant-projet de Convention adopté par la Commission spéciale de juin 1971</i>	124		
<i>Rapport de M. Pierre Lalive</i>	132		
<i>Observations des Gouvernements</i>	152		
Douzième session – Actes	166		
<i>Procès-verbaux et Documents de travail de la Deuxième commission</i>	167		
Composition	167		
Liste des Procès-verbaux et des Documents de travail	170		
Procès-verbal No 1	171		
Procès-verbal No 2	171		
Documents de travail Nos 1 à 4	174		
Procès-verbal No 3	176		
Documents de travail Nos 5 à 10	182		
Procès-verbal No 4	184		
Documents de travail Nos 11 à 13	188		
Procès-verbal No 5	189		
Document de travail No 14	194		
Document de travail No 15	195		
Procès-verbal No 6	195		
Documents de travail Nos 16 et 17	201		
Procès-verbal No 7	201		
Document de travail No 18	206		
Procès-verbal No 8	206		
Documents de travail Nos 19 à 22	211		
Procès-verbal No 9	212		
Procès-verbal No 10	216		
Documents de travail Nos 23 à 25	221		

